

Reg.
Ont.

LIBRARY USE ONLY

BORA LASKIN LAW LIBRARY

OCT 15 1992

**FACULTY OF LAW
UNIVERSITY OF TORONTO**

(9)

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—09—07

REGISTRY ACT

O. Reg. 452/91.
Registry Divisions.
Made—July 18th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 551/81 MADE UNDER THE REGISTRY ACT

I.—(1) Item 60 of the Schedule to Ontario Regulation 551/81 is revoked.

(2) Item 61 of the Schedule, as remade by section 2 of Ontario Regulation 167/83, is revoked and the following substituted:

- | | | | |
|-----|----------------------------------|---------|---|
| 61. | METROPOLITAN
TORONTO (No. 64) | Toronto | All of The Municipality of Metropolitan Toronto,
as it existed on the 3rd day of September, 1982.
(See Note 2.) |
|-----|----------------------------------|---------|---|

36/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 453/91.
Notice Requirements—Removal of Holding
Symbol from Zoning By-law.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 403/83 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 403/83 is amended by adding the following French version:

EXIGENCES RELATIVES AUX AVIS - SUPPRESSION DES SYMBOLES D'UTILISATION DIFFÉRÉE DES RÈGLEMENTS MUNICIPAUX DE ZONAGE

1 (1) L'avis prévu au paragraphe 35 (4) de la Loi concernant l'intention d'adopter un règlement municipal modificateur en vue de supprimer un symbole d'utilisation différée d'un règlement municipal de zonage est donné :

- a) soit par publication dans un journal dont la diffusion est, de l'avis du secrétaire, assez grande dans la zone visée par le règlement municipal modificateur proposé pour que le public reçoive un avis raisonnable de l'intention du conseil;
- b) soit par signification à personne ou par courrier affranchi de première classe, à l'adresse indiquée au dernier rôle d'imposition révisé de la municipalité, à chaque propriétaire de terrains situés, d'après le rôle, dans la zone visée par le règlement municipal modificateur proposé. Toutefois, lorsque le secrétaire de la municipalité a reçu avis écrit du changement de propriété

LOI DE 1983 SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Règl. de l'Ont. 453/91
Exigences relatives aux avis—suppression des
symboles d'utilisation différée des règlements
municipaux de zonage
pris—le 16 août 1991
déposé—le 19 août 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 403/83 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DE 1983 SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. Le Règlement de l'Ontario 403/83 est modifié par adjonction de la version française suivante :

d'un terrain, avis est donné uniquement au nouveau propriétaire à l'adresse indiquée dans l'avis écrit.

(2) L'avis prévu au paragraphe 35 (4) de la Loi concernant l'intention d'adopter un règlement municipal modificateur en vue de supprimer un symbole d'utilisation différée d'un règlement municipal de zonage est donné par signification à personne ou par courrier affranchi de première classe à chaque personne ou organisme qui en a fait la demande par écrit au secrétaire de la municipalité.

(3) La demande écrite visée au paragraphe (2) indique l'adresse de la personne ou de l'organisme. Règl. de l'Ont. 453/91, art. 1, *en partie*.

2 L'avis donné en vertu de l'article 1 comprend :

- a) une description de la zone visée par le règlement municipal modificateur;
- b) une note explicative concernant l'effet de la suppression du symbole d'utilisation différée;

- c) une déclaration indiquant la date la plus rapprochée à laquelle le conseil se propose de tenir une réunion en vue d'adopter le règlement municipal modificateur. Règl. de l'Ont. 453/91, art. 1, *en partie*.

3 Le présent règlement entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 35 de la *Loi de 1983 sur l'aménagement du territoire*. Règl. de l'Ont. 453/91, art. 1, *en partie*.

36/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 454/91.
Polar Bears.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 454/91
Ours polaires
pris—le 16 août 1991
déposé—le 19 août 1991

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 431 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT**

1. Regulation 431 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

OURS POLAIRES

1 Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 2 du Règlement 415 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 peut :

- a) prendre ou tuer un ours polaire afin de défendre sa propriété dans la zone décrite dans son permis;

ONTARIO MUNICIPAL IMPROVEMENT CORPORATION ACT

O. Reg. 455/91.
Procédure.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

LOI SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE D'AMÉNAGEMENT MUNICIPAL

Règl. de l'Ont. 455/91
Procédure
pris—le 16 août 1991
déposé—le 19 août 1991

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 725 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
ONTARIO MUNICIPAL IMPROVEMENT
CORPORATION ACT**

1. Regulation 725 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

PROCÉDURE**DÉFINITIONS**

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« conseil » Le conseil d'administration de la Société. (« board »)

« Société » La Société ontarienne d'aménagement municipal. (« Corporation ») Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

RÉUNIONS DU CONSEIL

2 Le président ou, en son absence, le vice-président peut convoquer

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 431 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE**

1. Le Règlement 431 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

- b) vendre la peau de l'ours polaire pris conformément à l'alinéa a), pourvu qu'elle soit estampillée de la manière prévue à l'article 8 du Règlement 415 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980. Règl. de l'Ont. 454/91, art. 1.

36/91

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 725 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE
D'AMÉNAGEMENT MUNICIPAL**

1. Le Règlement 725 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

à tout moment des réunions du conseil. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

3 L'avis de toute réunion du conseil est remis au bureau de chaque membre du conseil au moins vingt-quatre heures avant la réunion, mais aucun avis n'est nécessaire si tous les membres du conseil signent, avant ou après la réunion, une renonciation à l'avis. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

4 Les résolutions ou les questions pour lesquelles, à tout moment durant l'existence de la Société, tous les administrateurs donnent leur assentiment, comme en témoignent leurs signatures, ont la même validité et le même effet que si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil dûment convoquée et tenue à cette fin. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

DOSSIERS

5 Le conseil fait tenir par le secrétaire, ou tout autre fonctionnaire de la Société qui en est chargé, un ou plusieurs registres contenant :

- a) une copie de la *Loi sur la Société ontarienne d'aménagement municipal* et de ses modifications, ainsi qu'une copie de ses règlements d'application;
- b) une copie de tous les décrets portant sur la Société;
- c) les noms de tous les membres du conseil et les dates auxquelles chacun d'entre eux est devenu ou a cessé d'être membre du conseil;
- d) les procès-verbaux de toutes les réunions et des votes du conseil attestés par la signature du président ou du vice-président. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

6 Le conseil fait tenir les livres comptables appropriés où figure le relevé complet et exact :

- a) des opérations financières de la Société;
- b) de l'actif de la Société;
- c) des rentrées et des sorties d'argent de la Société et de l'objet de chacune d'elles;
- d) des crédits et du passif de la Société. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

MUNICIPAL ACT

O. Reg. 456/91.

Small Business Programs.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 686/86
MADE UNDER THE
MUNICIPAL ACT**

1. Section 3 of Ontario Regulation 686/86, as made by section 1 of Ontario Regulation 223/91, is amended by adding the following French version:

3 Malgré l'article 1, le montant maximal que la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth peut affecter au programme autorisé par le décret 2292/89 du 29 septembre 1989 est de 10 \$ par personne, basé sur le plus récent recensement fait par l'évaluateur en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*. Règl. de l'Ont. 456/91, art. 1.

36/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 457/91.

Designation—Laidlaw Waste System Inc.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT**

**DESIGNATION—LAIDLAW
WASTE SYSTEM INC.**

1. In this Regulation, "Laidlaw Waste System Inc." includes any

EXERCICE

7 L'exercice de la Société se termine le 31 mars de l'année. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

GARDE DES VALEURS MOBILIÈRES

8 Les débetures achetées des municipalités ou des conseils scolaires sont déposées en lieu sûr auprès du trésorier. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

EXÉCUTION DES DOCUMENTS

9 Tous les chèques, billets et mandats relatifs à un versement doivent être signés par deux administrateurs. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

10 Les contrats, les documents ou les actes par écrit qui doivent être exécutés par la Société peuvent être signés, soit par deux administrateurs, soit par un fonctionnaire ou une autre personne que le conseil peut, par voie de résolution, nommer à cette fin au nom de la Société. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

11 Le sceau de la Société consiste en deux cercles concentriques entre lesquels il est inscrit « The Ontario Municipal Improvement Corporation/La Société ontarienne d'aménagement municipal », et, lorsqu'il est utilisé, son authenticité est établie de la façon prévue à l'article 10. Règl. de l'Ont. 455/91, art. 1, *en partie*.

36/91

LOI SUR LES MUNICIPALITÉS

Règl. de l'Ont. 456/91

Programmes pour petites entreprises
pris—le 16 août 1991
déposé—le 19 août 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 686/86
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. L'article 3 du Règlement de l'Ontario 686/86, tel qu'il a été pris par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 223/91, est modifié par adjonction de la version française suivante :

person related to Laidlaw Waste System Inc. by ownership and any person who is a party to a contract with Laidlaw Waste System Inc. respecting any undertaking described in section 2. O. Reg. 457/91, s. 1.

2. Any enterprise or activity by Laidlaw Waste System Inc. of disposing of waste on its landfill site located on Lot 20 in Concession III, south of Egremont Road, Township of Warwick in the County of

Lambton that constitutes an expansion of any enterprise or activity regulated under Provisional Certificate of Approval No. A 032203, issued on the 1st day of October, 1984 by the Ministry, is defined as a major commercial or business enterprise or activity and is designated as an undertaking to which the Act applies. O. Reg. 457/91, s. 2.

36/91

DAY NURSERIES ACT

O. Reg. 458/91.
General.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 760/83
MADE UNDER THE
DAY NURSERIES ACT**

1. Section 77a of Ontario Regulation 760/83, as remade by section 3 of Ontario Regulation 467/87 and amended by section 1 of Ontario Regulation 439/89 and section 1 of Ontario Regulation 383/90, is revoked and the following substituted:

77a.—(1) A municipality that operates a recreational program that is funded by the Ministry of Tourism and Recreation is, until the expiry of the 31st day of July, 1994, exempt from the application of subsection 11 (1) of the Act.

(2) A day nursery or private home day care agency that is funded under an agreement with the Minister of Community and Social Services as part of the Flexible Services Development Project is, until the expiry of the 31st day of July, 1994, exempt from the application of subsection 11 (1) of the Act. O. Reg. 458/91, s. 1.

2.—(1) Paragraph 9 of section 77b of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 383/90, is revoked.

(2) Paragraphs 20 and 21 of section 77b, as remade by section 2 of Ontario Regulation 383/90, are revoked and the following substituted:

20. Parent-Child Clinic, Belleville.

21. Lennox and Addington Resources for Children, Napanee.

36/91

LOI SUR LES GARDERIES

Règl. de l'Ont. 458/91
Dispositions générales
pris—le 16 août 1991
déposé—le 19 août 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT
LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 760/83
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES GARDERIES**

1. L'article 77a du Règlement de l'Ontario 760/83, tel qu'il est pris de nouveau par l'article 3 du Règlement de l'Ontario 467/87 et modifié par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 439/89 et l'article 1 du Règlement de l'Ontario 383/90, est révoqué et remplacé par ce qui suit :

77a (1) Une municipalité qui exploite un programme récréatif financé par le ministère du Tourisme et des Loisirs est, jusqu'au 31 juillet 1994 inclusivement, soustraite à l'application du paragraphe 11 (1) de la Loi.

(2) La garderie ou l'agence de garde d'enfants en résidence privée financée aux termes d'une entente conclue avec le ministère des Services sociaux et communautaires dans le cadre du Programme d'élaboration de services adaptables est, jusqu'au 31 juillet 1994, soustraite à l'application du paragraphe 11 (1) de la Loi. Règl. de l'Ont. 456/91, art. 1.

2 (1) La disposition 9 de l'article 77b du Règlement, tel qu'il est pris de nouveau par l'article 2 du Règlement de l'Ontario 383/90, est révoquée.

(2) Les dispositions 20 et 21 de l'article 77b, tel qu'il est pris de nouveau par l'article 2 du Règlement de l'Ontario 383/90, sont révoquées et remplacées par ce qui suit :

20. Parent-Child Clinic, Belleville.

21. Lennox and Addington Resources for Children, Napanee.

FOREST FIRES PREVENTION ACT

O. Reg. 459/91.
Restricted Fire Zone.
Made—August 19th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
FOREST FIRES PREVENTION ACT**

RESTRICTED FIRE ZONE

1. The Northwestern Fire Region as described in Schedule 1 of Appendix A to Regulation 396 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is declared to be a restricted fire zone from the 20th day of August to the

26th day of August, both inclusive, in the year 1991. O. Reg. 459/91, s. 1.

J. F. GOODMAN
Assistant Deputy Minister
Corporate Services Division
Ministry of Natural Resources

Dated at Toronto, this 19th day of August, 1991.

36/91

FOREST FIRES PREVENTION ACT

O. Reg. 460/91.
Restricted Fire Zone.
Made—August 19th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE FOREST FIRES PREVENTION ACT

RESTRICTED FIRE ZONE

1. The North Central Fire Region as described in Schedule 2 of Appendix A to Regulation 396 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 207/84, is declared to be a restricted fire zone from the 20th day of August to the 26th day of August, both inclusive, in the year 1991. O. Reg. 460/91, s. 1.

J. F. GOODMAN
Assistant Deputy Minister
Corporate Services Division
Ministry of Natural Resources

Dated at Toronto, this 19th day of August, 1991.

36/91

FOREST FIRES PREVENTION ACT

O. Reg. 461/91.
Restricted Fire Zone.
Made—August 19th, 1991.
Filed—August 19th, 1991.

REGULATION TO REVOKE ONTARIO REGULATION 449/91 MADE UNDER THE FOREST FIRES PREVENTION ACT

1. Ontario Regulation 449/91 is revoked as at 1500 hours on August 16, 1991.

J. F. GOODMAN
Assistant Deputy Minister
Corporate Services Division
Ministry of Natural Resources

Dated at Toronto, this 19th day of August, 1991.

36/91

PROVINCIAL PARKS ACT

O. Reg. 462/91.
General.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 822 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE PROVINCIAL PARKS ACT

1. Clause 29 (2) (d) of Regulation 822 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

- (d) in Quetico Provincial Park, a member of the Lac LaCroix Indian Band who is also a member of the Lac LaCroix Guides Association may operate a power boat with an engine not exceeding 10 horsepower on Beaverhouse Lake, Cirrus Lake, Conk Lake, Jean Lake, the Maligne River from Lac LaCroix to Tanner Lake, McAree Lake, Minn Lake, Quetico Lake, Tanner Lake or Wolseley Lake;

36/91

REGISTRY ACT

O. Reg. 463/91.
Office Hours.
Made—August 20th, 1991.
Filed—August 20th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE REGISTRY ACT

OFFICE HOURS

1. Despite section 4 of Regulation 896 of Revised Regulations of Ontario, 1980 (Forms and Records) and section 52 of Ontario Regulation 75/82 (Forms, Records and Procedures), the land registry office set out in Column 1 of the Table shall be kept open from 9.30 o'clock in the forenoon until 5.30 o'clock in the afternoon, local time, on the day set out in Column 2 of the Table and no instrument shall be received for registration in those offices on those days except within those hours.

TABLE

COLUMN 1	COLUMN 2
Registry Division of Metropolitan Toronto (No. 64)	Friday August 30, 1991

O. Reg. 463/91, s. 1.

CAROL D. KIRSH
Director of Land Registration

Dated at Toronto, this 20th day of August, 1991.

36/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 464/91.

Restricted Areas—District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson.
Made—August 19th, 1991.
Filed—August 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 672/81
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1.—(1) Paragraph 5 of subsection 85 (2) of Ontario Regulation 672/81, as made by section 1 of Ontario Regulation 412/87, is revoked and the following substituted:

5. Each of parts 3 and 4 on Reference Plan R.R. No. 70, each part being part of Lot 25 in Concession XIII.

(2) Subsection 85 (2) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 412/87, is amended by adding the following paragraph:

9. Each of parts 1 and 2 on Reference Plan 31R-2166 deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Manitoulin (No. 31), each part being part of Lot 25 in Concession XIII.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 19th day of August, 1991.

36/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 465/91.

Restricted Areas—District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson.
Made—August 1st, 1991.
Filed—August 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 672/81
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 672/81 is amended by adding the following section:

152.—(1) Despite section 4, the land described in subsection (3) is, for the purposes of this Order, land in a Shoreline Residential Zone.

(2) Despite subsection 5 (3), one guest cabin having a gross floor area not exceeding 37 square metres may be erected and used on the land described in subsection (3).

(3) Subsections (1) and (2) apply to that parcel of land in the District of Manitoulin being composed of Summer Resort Location comprising Island T.P. 1785 in McGregor Bay of Georgian Bay as shown on Plan of Survey by T.J. Patten, Ontario Land Surveyor, dated 1916, registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Manitoulin (No. 31) and designated as Parcel 693 in the Land Registry Office. O. Reg. 465/91, s.1.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 1st day of August, 1991.

36/91

APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT

O. Reg. 466/91.

Electrician.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 21st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 32 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT

1. Sections 8 and 9 of Regulation 32 of Revised Regulations of Ontario, 1980 are revoked and the following substituted:

8.—(1) The number of apprentices who may be employed by an employer in the certified trade shall not exceed the number set out in Column 2 of the Table opposite the number of journeymen employed by the employer set out in Column 1.

TABLE

COLUMN 1	COLUMN 2
Number of Journeymen	Number of Apprentices Allowed
1	1
2	2
3	2
4	2
5	3
6	3
7	3
8	4

(2) For every three journeymen employed by the employer after the eighth journeyman, one additional apprentice may be employed. O. Reg. 466/91, s. 1, part.

36/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 467/91.

Zoning Areas—District of Kenora,
Geographic Township of Pellat,
Dufresne Island.
Made—August 19th, 1991.
Filed—August 21st, 1991.

REGULATION TO REVOKE
ONTARIO REGULATION 219/89
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 219/89 is revoked.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 19th day of August, 1991.

36/91

INCOME TAX ACT

O. Reg. 468/91.

Ontario Tax Credit System.
Made—August 16th, 1991.
Filed—August 22nd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
INCOME TAX ACT

ONTARIO TAX CREDIT SYSTEM

1. For the purposes of clause 7 (1) (a) of the Act, premises included in the following kinds of institutions are not housing units:

1. Institutions within the meaning of clause 21 (1) (a) of the *Health Protection and Promotion Act, 1983*.
2. Hospitals for chronic patients listed under the headings "Group F Hospitals" and "Group G Hospitals" in the Schedule to Regulation 863 of Revised Regulations of Ontario, 1980 (Classification of Hospitals).

3. Satellite homes within the meaning of clause 1 (n) of Regulation 502 of Revised Regulations of Ontario, 1980 (General). O. Reg. 468/91, s. 1.

2. If taxes for municipal and school purposes are paid in a year in respect of premises that are otherwise excluded from the definition of housing unit in clause 7 (1) (a) of the Act, the premises shall be regarded as a housing unit for the purposes of the Act of any individual who occupies and inhabits the premises and receives no financial assistance from any government body or agency to reduce the cost of the occupation of the premises by the individual. O. Reg. 468/91, s. 2.

3. For the purposes of subclause 7 (1) (c) (iv) of the Act, the following are prescribed:

1. Amounts paid for commutation of statute labour pursuant to the *Statute Labour Act* or pursuant to a by-law passed under the authority of that Act.
2. Amounts paid for fees charged by a school board and licence fees levied by a municipality in respect of mobile homes.
3. Taxes imposed under the *Local Services Boards Act* and levied under the *Provincial Land Tax Act*. O. Reg. 468/91, s. 3.

4. For the purposes of clause 7 (1) (ea) of the Act, the prescribed manner shall be the completion and filing of Form 1, together with the return required under the Act with respect to the taxation year for which a deduction is claimed under subsection 7 (2) of the Act. O. Reg. 468/91, s. 4.

5. For the purposes of subclause 7 (2a) (b) (ii) of the Act, the prescribed percentage is the tax credit factor, expressed as a percentage, that is set out in the OHOSP Tax Credit Factor Table on Form 1 that is applicable to the OHOSP qualifying income that is equal to the individual's qualifying adjusted income under clause 7 (1a) (b) of the Act for the taxation year. O. Reg. 468/91, s. 5.

6. For the purposes of subsection 7 (4) of the Act, the students' residences set out in the Schedule are prescribed. O. Reg. 468/91, s. 6.

7. For the purposes of subsection 7 (6) of the Act, the information contained in the Official Receipt Form provided by the Commission on Election Finances is prescribed. O. Reg. 468/91, s. 7.

8. Ontario Regulation 642/90 is revoked, except that it continues to apply with respect to taxation years ending after the 31st day of December, 1988 and before the 1st day of January, 1990.

9. This Regulation shall be deemed to have come into force on the 1st day of January, 1990 and applies with respect to taxation years ending after the 31st day of December, 1989.

1990
Schedule

STUDENTS' RESIDENCE

PART I
RESIDENCES OF COLLEGE AND NURSING STUDENTS

ITEM	NAME	LOCATION
1.	Albert College Students' Residence 160 Dundas Street West	Belleville
2.	Albert College Students' Residence 28 Highland Avenue	Belleville
3.	Alfred College of Agricultural Technology Students' Residence	Alfred
4.	Algoma University College 1620 Wellington St. East	Sault Ste. Marie

ITEM	NAME	LOCATION
5.	Alma College Students' Residence 96 Moore Street	St. Thomas
6.	Al-Rashid Islamic Institute R.R. #1	Charlottenburg
7.	Appleby College Students' Residence 540 Lakeshore Road West	Oakville
8.	Ashbury College 320 Mariposa 330 Mariposa 362 Mariposa 212 Springfield 224 Springfield 250 Springfield	Rockcliffe Park
9.	Baptist Convention of Ontario & Quebec Baptist Education Centre 205 Taunton Road West	Whitby
10.	Belleville General Hospital Students' Residence Loyalist College of Applied Arts and Technology 245 Dundas Street East	Belleville
11.	Brockville General Hospital Comstock Students' Residence 80 Emma Street	Brockville
12.	The Bishop Strachan School Students' Residence 289 Lonsdale Road	Toronto
13.	Bnei Akiva Schools Students' Residence 159 Almore Avenue	Downsview
14.	Branksome Hall Students' Residence 1, 3, 6 & 14 Elm Avenue	Toronto
15.	Canadore College of Applied Arts and Technology Students' Residence Gormanville Road	North Bay
16.	Cambrian College of Applied Arts and Technology Students' Residence, Health and Science Division (Northern Ontario Health Science Schools) 885 Regent Street South	Sudbury
17.	Centralia College of Agricultural Technology Students' Residences Bruce Hall, Huron Hall, Oxford Hall and Perth Hall	Huron Park
18.	Centre of Christian Studies Covenant College Students' Residence 77 Charles St. West	Toronto
19.	Christian View Bible College 164 George Street	Ailsa Craig
20.	Confederation College of Applied Arts & Technology Sibley Hall Students' Residence, William Street	Thunder Bay
21.	The Creative Centre for Learning and Development Students' Residence Chippawa Road North Side	Wellandport
22.	The Creative Centre for Learning and Development Students' Residence Chippawa Road South Side	Wellandport
23.	Eastern Pentecostal Bible College Students' Residence Swanson Hall 49 Argyle Street	Peterborough
24.	Eastern Pentecostal Bible College Students' Residence No. 1 & 2, 780 Argyle Street	Peterborough

ITEM	NAME	LOCATION
25.	Eastern Pentecostal Bible College Students' Residence 756 – 760 George Street	Peterborough
26.	Elmwood School Students' Residence 261 Buena Vista	Rockcliffe Park
27.	Emmanuel Bible College Students' Residence 100 Fergus Avenue	Kitchener
28.	Ewart College Students' Residence The Presbyterian Church in Canada 156 St. George Street	Toronto
29.	Great Lakes Christian Bible College Students' Residence	Lincoln
30.	Great Lakes Bible College Students' Residence	Lincoln
31.	Grenville Christian College Students' Residence	Brockville
32.	Havergal College Students' Residence 1451 Avenue Road	Toronto
33.	Humber College School of Nursing Students' Residence Osler School of Nursing 5 Queenslea Avenue	Weston (North York)
34.	Kemptville College of Agricultural Technology Students' Residence	Kemptville
35.	Lakefield College School Students' Residence	Lakefield
36.	Lambton College Students' Residence Lambton College of Applied Arts & Technology 1431 London Road South	Sarnia
37.	London Bible Baptist College 67 – 69 Grand Avenue	London
38.	Mille Roches Students' Residence St. Lawrence College of Applied Arts and Technology 801 Fourth Street East	Cornwall
39.	The National Ballet School Students' Residence 105 Maitland Street	Toronto
40.	New Liskeard College of Agricultural Technology Students' Residence	New Liskeard
41.	Niagara Christian College Students' Residence	Fort Erie
42.	Niagara Parks Commission School of Horticulture Students' Residence P.O. Box 150	Niagara Falls
43.	Northern College of Applied Arts and Technology Students' Residence	Kirkland Lake
44.	Ontario Bible College Students' Residence 25 Bally Connor Court	Willowdale
45.	Pickering College Students' Residence 389 Second Street	Newmarket
46.	Radiation Therapy School Residence 4 Wellesley Place	Toronto
47.	Redeemer Reform Christian College Highway 53	Ancaster
48.	Regis College Students' Residence 18 Dundonald Street 567 Huron Street 569 Huron Street 94 Isabella Street 94 Kendall Street 105 Madison Avenue	Toronto

ITEM	NAME	LOCATION
49.	Ridgetown College of Agricultural Technology Students' Residence Main Street East	Ridgetown
50.	Ridley College Students' Residence	St. Catharines
51.	Rosseau Lake School Students' Residence	Rosseau
52.	Ryerson Polytechnical Institute Students' Residence 137 Bond Street	Toronto
53.	Salvation Army College for Officer Training 2130 Bayview Avenue	Toronto (North York)
54.	Sault College of Applied Arts and Technology Students' Residence 443 Northern Avenue East	Sault Ste. Marie
55.	Scollard Hall Students' Residence 1000 High Street	North Bay
56.	Seaway Baptist Bible Institute Students' Residence	Williamstown
57.	Seneca College School of Nursing Students' Residence York Regional School of Nursing 1255 Sheppard Avenue East	Willowdale (North York)
58.	Seventh Day Adventist Church Kingsway College Students' Residence 1156 King Street East	Oshawa
59.	Sheridan College School of Nursing Students' Residence Credit Valley Campus 2186 Hurontario Street	Mississauga
60.	Shiloh Christian Centre Box 158, Fenelon Falls	Fenelon Falls Township
61.	St. Andrew's College Students' Residence Yonge Street North	Aurora
62.	St. Augustine's Seminary of Toronto 2661 Kingston Road	Scarborough
63.	Peter's Seminary Students' Residence 1040 Waterloo Street	London
64.	St. Vladimir Institute Students' Residence 620 Spadina Avenue	Toronto
65.	Stratford General Hospital Students' Residence Conestoga College of Applied Arts and Technology 130 Youngs Street	Stratford
66.	Toronto General Hospital Students' Residence 90 Gerrard Street West	Toronto
67.	Trafalgar Castle Students' Residence 401 Reynolds Street	Whitby
68.	Trinity College School Students' Residence Ward Street	Port Hope
69.	Upper Canada College Students' Residence 200 Lonsdale Road	Toronto
70.	Venta Prep School R.R. #3	Carp
71.	Victoria Campus School of Nursing Gartshore Residence Fanshawe College of Applied Arts & Technology 370 South Street	London
72.	Wahbon Bay Academy Students' Residence	Pickle Lake

PART II
STUDENTS' RESIDENCES - UNIVERSITIES

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
1.	Brock University	Decew Residence 500 Glendridge Avenue	St. Catharines
2.	Brock University	Queenston Students' Residence 178 Queenston Street	St. Catharines
3.	Carleton University	Renfrew House Colonel By Drive	Ottawa
4.	Carleton University	Lanark House Colonel By Drive	Ottawa
5.	Carleton University	Grenville House Colonel By Drive	Ottawa
6.	Carleton University	Russell House Colonel By Drive	Ottawa
7.	Carleton University	Glengarry House Colonel By Drive	Ottawa
8.	University of Guelph	South Residence (Prairie, Maritime and Mountain Halls) University Buildings #72A, 72B, 72C South Ring Road	Guelph
9.	University of Guelph	East Residence (Dundas, Lanark and Glengarry Halls) University Buildings #180A, 180B, 180C East Ring Road	Guelph
10.	University of Guelph	Lennox Addington Hall University Building #172 Lennox Lane	Guelph
11.	University of Guelph	Johnston Hall University Building #11 Winegard Walk	Guelph
12.	University of Guelph	Mills Hall University Building #8 College Avenue	Guelph
13.	University of Guelph	MacDonald Hall University Building #2 MacDonald Street	Guelph
14.	University of Guelph	Watson Hall University Building #4 Watson Lane	Guelph
15.	University of Guelph	Maids Hall University Building #62 Trent Lane	Guelph
16.	University of Guelph	Married Students' Residence 252 Stone Road West	Guelph
17.	University of Guelph	Lambton Hall University Building #67 Watson Lane	Guelph
18.	University of Guelph	North Residence Drew Hall University Building #10 Trent Lane	Guelph

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
19.	College Universitaire DeHearst	Part #60 9th Street	Hearst
20.	Lakehead University	Prettie Residences Women's Residence Oliver Road	Thunder Bay
21.	Lakehead University	Bartley Residences Men's Residence Oliver Road	Thunder Bay
22.	Laurentian University	Married Students' Apartments 840 Ramsey Lake Road	Sudbury
23.	Laurentian University	Single Students' Apartments 935 Ramsey Lake Road	Sudbury
24.	Laurentian University	Huntington College Residence 840 Ramsey Lake Road	Sudbury
25.	Laurentian University	Thornloe College Residence 840 Ramsey Lake Road	Sudbury
26.	Laurentian University	University of Sudbury Residence (Matte Residence) 840 Ramsey Lake Road	Sudbury
27.	Laurentian University	Laurentian University Residence 179 John Street	Sudbury
28.	McMaster University	Edwards Hall 1280 Main Street West	Hamilton
29.	McMaster University	Whidden Hall 1280 Main Street West	Hamilton
30.	McMaster University	Moulton Hall 1280 Main Street West	Hamilton
31.	McMaster University	Bates Residence 1280 Main Street West	Hamilton
32.	McMaster University	Woodstock Hall 1280 Main Street West	Hamilton
33.	McMaster University	Matthews Hall 1280 Main Street West	Hamilton
34.	McMaster University	Brandon Hall 1280 Main Street West	Hamilton
35.	McMaster University	Wallingford Hall 1280 Main Street West	Hamilton
36.	McMaster University	McKay Hall 1280 Main Street West	Hamilton
37.	University of Ottawa	Le Blanc Hall 45 Louis Pasteur/Priv.	Ottawa
38.	University of Ottawa	Stanton Hall 100 University/Priv.	Ottawa
39.	University of Ottawa	Brooks Residence	Ottawa
40.	University of Ottawa	Thompson Hall 45 University/Priv.	Ottawa

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
41.	University of Ottawa	Marchand Hall 110 University/Priv.	Ottawa
42.	Queen's University	152 Albert Street	Kingston
43.	Queen's University	McNeill House Lower Albert Street	Kingston
44.	Queen's University	Leonard Hall Queen's Crescent	Kingston
45.	Queen's University	Morris Hall Lower Albert Street	Kingston
46.	Queen's University	Gordon House Collingwood Street	Kingston
47.	Queen's University	Brockington House Collingwood Street	Kingston
48.	Queen's University	Harkness Hall 329 Earl Street	Kingston
49.	Queen's University	Graduate Students' Residence Union Street West	Kingston
50.	Queen's University	Ban Righ Hall University Avenue	Kingston
51.	Queen's University	Chown Hall Stuart Street	Kingston
52.	Queen's University	Adelaide Hall Stuart Street	Kingston
53.	Queen's University	Victoria Hall Queen's Crescent	Kingston
54.	Queen's University	Jean Royce Hall West Campus Union Street West Angus Residence Boucher Residence Royce Residence Curran Residence Douglas Residence Healey Residence Laird Residence Miller Residence Roy Residence Shortliffe Residence Tracy Residence Trotter Residence	Kingston
55.	Queen's University	John Orr Tower Apartments 244 Sir John A. MacDonald Blvd.	Kingston
56.	Queen's University	Waldron Tower 17 King Street West	Kingston
57.	Royal Military College	Stone Frigate R.M.C. Grounds	Kingston
58.	Royal Military College	Fort Haldimand R.M.C. Grounds	Kingston
59.	Royal Military College	Fort La Salle R.M.C. Grounds	Kingston

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
60.	Royal Military College	Fort Champlain R.M.C. Grounds	Kingston
61.	St. Paul's University	165 McGillivray Street	Ottawa
62.	St. Paul's University	40 Riverdale Street	Ottawa
63.	St. Paul's University	48 Riverdale Avenue	Ottawa
64.	St. Paul's University	11 Glencairn Avenue	Ottawa
65.	St. Paul's University	4-6 Toronto Street	Ottawa
66.	St. Paul's University	305 Nelson	Ottawa
67.	St. Paul's University	315 Nelson	Ottawa
68.	St. Paul's University	249 Main Street	Ottawa
69.	St. Paul's University	7 Bullock Street	Ottawa
70.	St. Paul's University	66 Glengarry Street	Ottawa
71.	St. Paul's University	175 Main Street	Ottawa
72.	St. Paul's University	223 Main Street	Ottawa
73.	University of Toronto	Wetmore Hall New College 21 Classic Avenue	Toronto
74.	University of Toronto	Wilson Hall New College 40 Willcocks Street	Toronto
75.	University of Toronto	Sir Daniel Wilson Residence University College 73 St. George Street	Toronto
76.	University of Toronto	Whitney Hall University College 85 St. George Street	Toronto
77.	University of Toronto	Devonshire House 1, 3 and 5 Devonshire Place	Toronto
78.	University of Toronto	Innis College Residence 651 Spadina Avenue 8 Susse 10 Susse 12 Susse 14 Susse 42 Susse 709 Spadina 375 Huron Street 12 Washington	Toronto
79.	University of Toronto	St. George Graduate Students' Residence 321 Bloor Street West	Toronto
80.	University of Toronto	Victoria University Students' Residence 65 Charles Street West 68 Charles Street West 85 Charles Street West 100 Charles Street West 102 Charles Street West 104 Charles Street West 78 St. Mary's Street 82 St. Mary's Street 84 St. Mary's Street	Toronto

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
81.	University of Toronto	Burwash Hall Victoria University 89 Charles Street West	Toronto
82.	University of Toronto	Stephenson House Victoria University 63 Charles Street West	Toronto
83.	University of Toronto	Annesley Hall Victoria University 95 Queen's Park Crescent	Toronto
84.	University of Toronto	Margaret Addison Hall Victoria University 140 Charles Street West	Toronto
85.	University of Toronto	Trinity College 6 Hoskin Avenue	Toronto
86.	University of Toronto	St. Hilda's College Residence Trinity College 44 Devonshire Place	Toronto
87.	University of Toronto	Knox College Residence 59 St. George Street	Toronto
88.	University of Toronto	Wycliffe College Residence 5 Hoskin Avenue	Toronto
89.	University of Toronto	Clover Hill Residence St. Michael's College 50 St. Joseph Street	Toronto
90.	University of Toronto	Elmsley Hall and Brennan Hall St. Michael's College 81 St. Mary's Street	Toronto
91.	University of Toronto	More House St. Michael's College 57 Queen's Park Crescent East	Toronto
92.	University of Toronto	Fisher House St. Michael's College 57 Queen's Park Crescent East	Toronto
93.	University of Toronto	Teefy Hall St. Michael's College 57 Queen's Park Crescent East	Toronto
94.	University of Toronto	Sullivan House St. Michael's College 96 St. Joseph Street	Toronto
95.	University of Toronto	McCorkell House St. Michael's College 2 Elmsley Place	Toronto
96.	University of Toronto	Belisle House St. Michael's College 1 Elmsley Place	Toronto
97.	University of Toronto	Maritain House St. Michael's College 6 Elmsley Place	Toronto
98.	University of Toronto	Gilson House St. Michael's College 8 Elmsley Place	Toronto

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
99.	University of Toronto	Loretto College St. Michael's College 70 St. Mary's Street	Toronto
100.	University of Toronto	St. Joseph's College St. Michael's College 90 Wellesley Street West	Toronto
101.	University of Toronto	St. Basil's College St. Michael's College 95 St. Joseph Street	Toronto
102.	University of Toronto	Massey College Students' Residence 4 Devonshire Place	Toronto
103.	University of Toronto	Scarborough College 1295 Military Trail	Scarborough
104.	University of Toronto	Faculty of Law Residences 18 Washington Avenue 368 Huron Street	Toronto
105.	University of Toronto	Erindale College 3349 Mississauga Road	Mississauga
106.	University of Toronto	Upper Canada College	Norval
107.	Trent University	Lady Eaton College Residence Nassau Campus	Peterborough
108.	Trent University	Champlain College Residence Nassau Campus	Peterborough
109.	Trent University	Langton House Catharine Parr Traill College 554 Reid Street	Peterborough
110.	Trent University	Crawford House Catharine Parr Traill College 310 London Street	Peterborough
111.	Trent University	Scott House Catharine Parr Traill College 300 London Street	Peterborough
112.	Trent University	Stewart House Catharine Parr Traill College 292 London Street	Peterborough
113.	Trent University	Wallis Hall Catharine Parr Traill College 310 London Street	Peterborough
114.	Trent University	Sadlier House Peter Robinson College 751 George Street	Peterborough
115.	Trent University	Stratton House Peter Robinson College 740 Water Street	Peterborough
116.	Trent University	Reade House Peter Robinson College 741 George Street	Peterborough
117.	Trent University	Abbott House Peter Robinson College 754 Water Street	Peterborough

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
118.	Trent University	East Lodge Peter Robinson College 748 George Street	Peterborough
119.	Trent University	Town Houses Peter Robinson College 723 George Street	Peterborough
120.	Trent University	Otonabee College Residence Nassau Campus	Peterborough
121.	Trent University	Kerr House 299 Dublin Street	Peterborough
122.	Trent University	Bradburn House Catharine Parr Traill College 293 London Street	Peterborough
123.	Trent University	Jung House 302 King Street	Peterborough
124.	Trent University	Principal's Lodge 314 London Street	Peterborough
125.	University of Waterloo	Tutors' Residence South Campus, 1, 2, 3, 4, 5 200 University Avenue West	Waterloo
126.	University of Waterloo	Columbia Lake Townhouses 350 Columbia Street West	Waterloo
127.	University of Waterloo	Village #1 200 University Avenue West	Waterloo
128.	University of Waterloo	Village #2 200 University Avenue West	Waterloo
129.	University of Waterloo	Minota Hagey Residence 200 University Avenue West	Waterloo
130.	University of Waterloo	Conrad Greble College 200 University Avenue West	Waterloo
131.	University of Waterloo	St. Jerome College Residence 200 University Avenue West	Waterloo
132.	University of Waterloo	Notre Dame College Residence 200 University Avenue West	Waterloo
133.	University of Waterloo	Renison College Residence 200 University Avenue West	Waterloo
134.	University of Waterloo	St. Paul's College Residence 200 University Avenue West	Waterloo
135.	University of Waterloo	Resurrection College 265 Westmount Road North	Waterloo
136.	University of Western Ontario	Brough Hall Huron College 1349 Western Road	London
137.	University of Western Ontario	Alumni House Residence University Drive	London
138.	University of Western Ontario	Helmuth Hall Huron College 1349 Western Road	London

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
139.	University of Western Ontario	O'Neil's Hall Huron College 1349 Western Road	London
140.	University of Western Ontario	Seagar Hall, Henderson House & Bishop Cronyn House Huron College 1349 Western Road	London
141.	University of Western Ontario	Students' Residence Brescia College 1285 Western Road	London
142.	University of Western Ontario	Mary Manor Brescia College 1285 Western Road	London
143.	University of Western Ontario	Main Building Residence King's College 1070 Waterloo Street	London
144.	University of Western Ontario	Town House #1 King's College 1070 Waterloo Street	London
145.	University of Western Ontario	Town House #2 King's College 1070 Waterloo Street	London
146.	University of Western Ontario	Town House #3 King's College 1070 Waterloo Street	London
147.	University of Western Ontario	Town House #4 King's College 1070 Waterloo Street	London
148.	University of Western Ontario	Town House #5 King's College 1070 Waterloo Street	London
149.	University of Western Ontario	Town House #6 King's College 1070 Waterloo Street	London
150.	University of Western Ontario	Town House #7 King's College 1070 Waterloo Street	London
151.	University of Western Ontario	Town House #8 King's College 1070 Waterloo Street	London
152.	University of Western Ontario	Town House #9 King's College 1070 Waterloo Street	London
153.	University of Western Ontario	Town House #10 King's College 1070 Waterloo Street	London
154.	University of Western Ontario	Sydenham Hall Richmond Street W/S	London
155.	University of Western Ontario	Delaware Hall Western Road E/S	London
156.	University of Western Ontario	Medway Hall Richmond Street W/S	London

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
157.	University of Western Ontario	Saugeen-Maitland Hall 289 Windermere Road	London
158.	Wilfrid Laurier University	Bouckaert Hall 75 University Avenue West	Waterloo
159.	Wilfrid Laurier University	Clara Conrad Residence 25 University Avenue West	Waterloo
160.	Wilfrid Laurier University	Nils Willison Residence 75 University Avenue West	Waterloo
161.	Wilfrid Laurier University	Little House Residence 75 University Avenue West	Waterloo
162.	Wilfrid Laurier University	Leopold Graduate Residence 75 University Avenue West	Waterloo
163.	Wilfrid Laurier University	W. Euler Graduate Residence 75 University Avenue West	Waterloo
164.	Wilfrid Laurier University	MacDonald House 75 University Avenue West	Waterloo
165.	Windsor University	MacDonald Hall 401 Sunset Avenue	Windsor
166.	Windsor University	Laurier Hall 401 Sunset Avenue	Windsor
167.	Windsor University	Cartier Hall Sunset Avenue	Windsor
168.	Windsor University	Electa Hall 233-265 Patricia Road	Windsor
169.	Windsor University	Cody Hall 401 Sunset Avenue	Windsor
170.	Windsor University	Huron Hall 869 Mill Street	Windsor
171.	Windsor University	Tecumseh Hall 869 Mill Street	Windsor
172.	Windsor University	Langton House Canterbury College 226 Patricia Road	Windsor
173.	Windsor University	Becket House Canterbury College 2585 Riverside Drive West	Windsor
174.	Windsor University	Rayson House Canterbury College 210 Patricia Road	Windsor
175.	Windsor University	Parker House Canterbury College 105 Sunset Avenue	Windsor
176.	Windsor University	Whitgift House Canterbury College 125 Sunset Avenue	Windsor

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
177.	Windsor University	Cranmer House Canterbury College 2541 Riverside Drive West	Windsor
178.	Windsor University	Laud House Canterbury College 145 Sunset Avenue	Windsor
179.	Windsor University	Wake House Canterbury College 165 Sunset Avenue	Windsor
180.	Windsor University	Geoffrey Fisher Hall Canterbury College 270 Patricia Road	Windsor
181.	Windsor University	Ramsay House Canterbury College 255 Sunset Avenue	Windsor
182.	Windsor University	Anselm House Canterbury College 2559 Riverside Drive West	Windsor
183.	Windsor University	Clark Residence	Windsor
184.	Windsor University	Davidson House Canterbury College 271 Sunset Avenue	Windsor
185.	York University	Bethune Residence 4700 Keele Street	North York
186.	York University	York Apartments 2 Assiniboine Road	North York
187.	York University	York Apartments 4 Assiniboine Road	North York
188.	York University	York Apartments 6 Assiniboine Road	North York
189.	York University	York Apartments 8 Assiniboine Road	North York
190.	York University	York Apartments 22 Moon Road	North York
191.	York University	Wood Residence 2275 Bayview Avenue	North York
192.	York University	Marion Hilliard Residence 2275 Bayview Avenue	North York
193.	York University	Founders Residence 4700 Keele Street	North York
194.	York University	Vanier College Residence 4700 Keele Street	North York
195.	York University	Winters College Residence 4700 Keele Street	North York
196.	York University	Tatham Hall 4700 Keele Street	North York
197.	York University	Stong College Residence 4700 Keele Street	North York

ITEM	NAME OF UNIVERSITY	NAME OF STUDENT RESIDENCES	LOCATION
198.	York University	York Apartments 2 Passy Crescent 4 Passy Crescent 6 Passy Crescent 8 Passy Crescent 10 Passy Crescent 12 Passy Crescent 14 Passy Crescent 16 Passy Crescent 18 Passy Crescent	North York

O. Reg. 468/91, Sched.

Form 1

Income Tax Act



ONTARIO TAX CREDITS

T1C (ONT.) - 1990

Basic guidelines for claiming Ontario Tax Credits appear on the accompanying page.

Calculation of Income for Ontario Tax Credits

Your spouse and/or a "supporting person" must complete and sign the certification on reverse side if you resided together at the end of 1990.

Table with 5 rows for income calculation: My Net Income, My spouse's Net Income, Other supporting person's Net Income, Net federal supplements, Total Income for Ontario Home Ownership Savings Plan Tax Credit calculations, and Total Income for Ontario Property and Sales Tax Credit calculations.

Calculation of Ontario Property and Sales Tax Credits for 1990

PROPERTY TAX CREDIT - see item 2 on the accompanying page and complete the Declaration on reverse.

Table for Property Tax Credit calculation: Total Rental Payments in 1990 (555), Property Taxes paid in 1990 (556), College Residence - claim \$25.00 (558), Occupancy Cost (559), Total Property Tax Credit.

SALES TAX CREDIT - see item 3 on the accompanying page.

Table for Sales Tax Credit calculation: Basic Sales Tax Credit (Claim \$100.00 593), Additional claim for spouse or supporting person (Claim \$100.00 596), Number of dependent children born in 1972 or later (566 X \$50.00), Total Sales Tax Credit.

Less 2% of line (B) (if negative, enter zero)

NET PROPERTY AND SALES TAX CREDITS: subtract amount (D) from amount (C). If negative, enter zero.

Enter amount (E) or \$1000.00, whichever is less on line (F)

Calculation of Ontario Political Contribution Tax Credit for 1990 - see item 4 on the accompanying page

Attach official receipts to this form otherwise your claim will be rejected.

Table for Political Contribution Tax Credit calculation: Total Ontario Political Contributions in 1990 (565), Allowable credit (75%, 50%, 33 1/3% of amount), Total allowable credit (maximum \$750.00) (I), Ontario Tax (from line 423 on your return), Subtract: Ontario Property and Sales Tax Credits (amount (F) above), Ontario Tax in excess of Property and Sales Tax Credits (II).

ALLOWABLE ONTARIO POLITICAL CONTRIBUTION TAX CREDIT -

enter amount (I) or amount (II), whichever is less

Calculation of Ontario Home Ownership Savings Plan Tax Credit for 1990 - see item 5 on the accompanying page

Attach T1C-OHOSP receipts to this form otherwise your claim will be rejected.

Table for Home Ownership Savings Plan Tax Credit calculation: Enter Total Income from line (A) above (a), OHOSP Qualifying Income (subtract amount (b) from amount (a)) (597), Contributions to my plan (maximum \$2000.00) (598), Spouse's contributions to own plan (maximum \$2000.00) (599), Total Contributions (total of above two lines) (I), Enter tax credit factor (from table on reverse) (J), Ontario Home Ownership Savings Plan Tax Credit (multiply amount (I) by line (J)), Ontario Tax Credits - total of amounts (F), (G), and (K) - enter this amount on line 464 on your return.

(COMPLETE REVERSE)

Certification by Spouse and/or Supporting Person Other than Spouse

I hereby certify that the Net Income reported on line 2 or line 3 in the Calculation of Income for Ontario Tax Credits on reverse side is my true and correct Net Income for the year.

Signature of Spouse _____

Signature of Supporting Person Other than Spouse _____

Date _____

Declaration (If Property Tax Credit claimed)

I hereby declare that the address(es) of my principal residence(s) in Ontario during the 1990 taxation year was (were):

	Address(es) of Principal Residence(s)	No. of Months Resident in 1990	Rent/Property Tax Paid in 1990	Name of Landlord/Municipality
1			\$	
2			\$	

If you had more than 2 principal residences, continue on a separate sheet. See item 2(c), on accompanying page

Certification

I certify that the information in this document is true and correct and that if I am claiming the Property and Sales Tax Credits I was not eligible for Ontario Property and Sales Tax Grants on December 31, 1990.

Date _____

Sign here _____

OHOSP Tax Credit Factor Table

Use Amount (H) from the Calculation of Home Ownership Savings Plan Tax Credit for 1990 to locate your Tax Credit Factor.

OHOSP QUALIFYING INCOME		TAX CREDIT FACTOR	OHOSP QUALIFYING INCOME		TAX CREDIT FACTOR	OHOSP QUALIFYING INCOME		TAX CREDIT FACTOR	OHOSP QUALIFYING INCOME		TAX CREDIT FACTOR	OHOSP QUALIFYING INCOME		TAX CREDIT FACTOR	OHOSP QUALIFYING INCOME		TAX CREDIT FACTOR
EQUAL TO OR OVER	UNDER		EQUAL TO OR OVER	UNDER		EQUAL TO OR OVER	UNDER		EQUAL TO OR OVER	UNDER		EQUAL TO OR OVER	UNDER		EQUAL TO OR OVER	UNDER	
0	20080	.250	23600	23680	.205	27200	27260	.180	30800	30860	.115	34400	34480	.070	38000	38080	.025
20080	20160	.249	23680	23760	.204	27280	27360	.159	30880	30960	.114	34480	34560	.069	38080	38160	.024
20160	20240	.248	23760	23840	.203	27360	27440	.158	30960	31040	.113	34560	34640	.068	38160	38240	.023
20240	20320	.247	23840	23920	.202	27440	27520	.157	31040	31120	.112	34640	34720	.067	38240	38320	.022
20320	20400	.246	23920	24000	.201	27520	27600	.156	31120	31200	.111	34720	34800	.066	38320	38400	.021
20400	20480	.245	24000	24080	.200	27600	27680	.155	31200	31280	.110	34800	34880	.065	38400	38480	.020
20480	20560	.244	24080	24160	.199	27680	27760	.154	31280	31360	.109	34880	34960	.064	38480	38560	.019
20560	20640	.243	24160	24240	.198	27760	27840	.153	31360	31440	.108	34960	35040	.063	38560	38640	.018
20640	20720	.242	24240	24320	.197	27840	27920	.152	31440	31520	.107	35040	35120	.062	38640	38720	.017
20720	20800	.241	24320	24400	.196	27920	28000	.151	31520	31600	.106	35120	35200	.061	38720	38800	.016
20800	20880	.240	24400	24480	.195	28000	28080	.150	31600	31680	.105	35200	35280	.060	38800	38880	.015
20880	20960	.239	24480	24560	.194	28080	28160	.149	31680	31760	.104	35280	35360	.059	38880	38960	.014
20960	21040	.238	24560	24640	.193	28160	28240	.148	31760	31840	.103	35360	35440	.058	38960	39040	.013
21040	21120	.237	24640	24720	.192	28240	28320	.147	31840	31920	.102	35440	35520	.057	39040	39120	.012
21120	21200	.236	24720	24800	.191	28320	28400	.146	31920	32000	.101	35520	35600	.056	39120	39200	.011
21200	21280	.235	24800	24880	.190	28400	28480	.145	32000	32080	.100	35600	35680	.055	39200	39280	.010
21280	21360	.234	24880	24960	.189	28480	28560	.144	32080	32160	.099	35680	35760	.054	39280	39360	.009
21360	21440	.233	24960	25040	.188	28560	28640	.143	32160	32240	.098	35760	35840	.053	39360	39440	.008
21440	21520	.232	25040	25120	.187	28640	28720	.142	32240	32320	.097	35840	35920	.052	39440	39520	.007
21520	21600	.231	25120	25200	.186	28720	28800	.141	32320	32400	.096	35920	36000	.051	39520	39600	.006
21600	21680	.230	25200	25280	.185	28800	28880	.140	32400	32480	.095	36000	36080	.050	39600	39680	.005
21680	21760	.229	25280	25360	.184	28880	28960	.139	32480	32560	.094	36080	36160	.049	39680	39760	.004
21760	21840	.228	25360	25440	.183	28960	29040	.138	32560	32640	.093	36160	36240	.048	39760	39840	.003
21840	21920	.227	25440	25520	.182	29040	29120	.137	32640	32720	.092	36240	36320	.047	39840	39920	.002
21920	22000	.226	25520	25600	.181	29120	29200	.136	32720	32800	.091	36320	36400	.046	39920	40000	.001
22000	22080	.225	25600	25680	.180	29200	29280	.135	32800	32880	.090	36400	36480	.045	40000		.000
22080	22160	.224	25680	25760	.179	29280	29360	.134	32880	32960	.089	36480	36560	.044			
22160	22240	.223	25760	25840	.178	29360	29440	.133	32960	33040	.088	36560	36640	.043			
22240	22320	.222	25840	25920	.177	29440	29520	.132	33040	33120	.087	36640	36720	.042			
22320	22400	.221	25920	26000	.176	29520	29600	.131	33120	33200	.086	36720	36800	.041			
22400	22480	.220	26000	26080	.175	29600	29680	.130	33200	33280	.085	36800	36880	.040			
22480	22560	.219	26080	26160	.174	29680	29760	.129	33280	33360	.084	36880	36960	.039			
22560	22640	.218	26160	26240	.173	29760	29840	.128	33360	33440	.083	36960	37040	.038			
22640	22720	.217	26240	26320	.172	29840	29920	.127	33440	33520	.082	37040	37120	.037			
22720	22800	.216	26320	26400	.171	29920	30000	.126	33520	33600	.081	37120	37200	.036			
22800	22880	.215	26400	26480	.170	30000	30080	.125	33600	33680	.080	37200	37280	.035			
22880	22960	.214	26480	26560	.169	30080	30160	.124	33680	33760	.079	37280	37360	.034			
22960	23040	.213	26560	26640	.168	30160	30240	.123	33760	33840	.078	37360	37440	.033			
23040	23120	.212	26640	26720	.167	30240	30320	.122	33840	33920	.077	37440	37520	.032			
23120	23200	.211	26720	26800	.166	30320	30400	.121	33920	34000	.076	37520	37600	.031			
23200	23280	.210	26800	26880	.165	30400	30480	.120	34000	34080	.075	37600	37680	.030			
23280	23360	.209	26880	26960	.164	30480	30560	.119	34080	34160	.074	37680	37760	.029			
23360	23440	.208	26960	27040	.163	30560	30640	.118	34160	34240	.073	37760	37840	.028			
23440	23520	.207	27040	27120	.162	30640	30720	.117	34240	34320	.072	37840	37920	.027			
23520	23600	.206	27120	27200	.161	30720	30800	.116	34320	34400	.071	37920	38000	.026			

Formule 1

Loi de l'impôt sur le revenu



CRÉDITS D'IMPÔT DE L'ONTARIO

T1C (ONT.) - 1990

Les règles de base relatives aux crédits d'impôt de l'Ontario figurent sur la feuille annexe de la présente formule.

Ontario

Calcul du revenu aux fins des crédits d'impôt de l'Ontario

• Votre conjoint ou le «soutien», ou les deux, doivent remplir et signer l'attestation au verso s'ils résidaient avec vous à la fin de 1990.

Mon revenu net	1		
Revenu net de mon conjoint (si le montant est négatif, inscrivez zéro)	551	2	
Revenu net du soutien, plus versement net des suppléments fédéraux (selon la case (21) ou (H) du feuillet T4A (DAS)), prestations d'assistance sociale et indemnités pour accidents du travail reçus pendant l'année	581	3	
Versement net des suppléments fédéraux (selon case (21) ou (H) du feuillet T4A (DAS)), prestations d'assistance sociale et indemnités pour accidents du travail reçus pendant l'année par moi et mon conjoint	592	4	
Revenu total aux fins du crédit d'impôt de l'Ontario pour le régime d'épargne-logement (total des lignes 1 à 4 inclusivement)	5		(A)
Moins montant de base			4 000 00
Revenu total aux fins des crédits d'impôt de l'Ontario			(B)

Calcul des crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes de l'Ontario pour 1990

CRÉDITS D'IMPÔTS FONCIERS: voyez le numéro 2 de la feuille annexe et remplissez la «Déclaration» au verso.

Total des loyers payés en 1990	555	X 20% =	
Impôts fonciers payés en 1990		556	
Résidence d'étudiants: inscrivez 25 \$		558	
Coût d'habitation (total des trois lignes ci-dessus):		559	
Inscrivez le moindre des montants suivants: 250 \$ ou le «Coût d'habitation» (ligne 559)			
Plus: 10% du «Coût d'habitation» (ligne 559)			
Total du crédit d'impôts fonciers			

CRÉDIT DE TAXE SUR LES VENTES: voyez le numéro 3 de la feuille annexe.

Crédit de base pour taxe sur les ventes	Inscrivez 100 \$	593	
Crédit supplémentaire pour votre conjoint ou pour le soutien s'il résidait avec vous	Inscrivez 100 \$	596	
Nombre d'enfants à charge nés en 1972 ou après	566	X 50 \$	
Total du crédit de taxe sur les ventes			
Total des crédits ci-dessus			(C)

Moins 2% de la ligne (B) (si le montant est négatif, inscrivez zéro)

CRÉDITS D'IMPÔTS FONCIERS ET DE TAXE SUR LES VENTES NETS:

soustraire le montant (D) du montant (C). Si le résultat est négatif, inscrivez zéro.

Inscrivez le moindre du montant (E) ou 1000 \$ à la ligne (F)

Calcul du crédit d'impôt pour contributions politiques de l'Ontario en 1990 - voyez le numéro 4 de la feuille annexe

Joignez les reçus officiels à la présente formule, sinon votre demande de crédit sera refusée.

Total des contributions politiques de l'Ontario en 1990	555	
Crédit déductible:		
75% de la première tranche de 200 \$ du total des contributions		
50% de la tranche suivante de 600 \$ du total des contributions		
33 1/3% de la partie du total des contributions qui dépasse 800 \$		
Crédit total déductible (maximum 750 \$) (I)		
Impôt de l'Ontario (ligne 423 de votre déclaration)		
Moins: Crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes (montant (F) ci-dessus)		
Impôt de l'Ontario dépassant les crédits d'impôts fonciers et de taxe sur les ventes (II)		

CRÉDIT D'IMPÔT DÉDUCTIBLE POUR CONTRIBUTIONS POLITIQUES DE L'ONTARIO:

inscrivez le moindre des montants (I) et (II)

Calcul du crédit d'impôt de l'Ontario pour le régime d'épargne-logement pour 1990 - voyez le numéro 5 de la feuille annexe

Joignez les reçus T1C-DHOSP à la présente formule, sinon votre demande de crédit sera refusée.

Inscrivez le revenu total selon la ligne (A) ci-dessus

Si vous résidiez avec votre conjoint ou avec le soutien ou si vous déclarez l'équivalent du montant de personne mariée à la ligne 305 de la page 2 de votre déclaration, inscrivez la moitié du montant (A); sinon inscrivez zéro	a)		
Revenu admissible aux fins du RÉLO (ligne a) moins ligne b)	597		(H)
Contributions à mon régime (maximum 2 000 \$)	598		
Contributions de mon conjoint à son régime (maximum 2 000 \$)	599		
Total des contributions (total des deux lignes ci-dessus)			(I)
Inscrivez le facteur de crédit d'impôt à appliquer selon la table au verso			(J)
Crédit d'impôt de l'Ontario pour le régime d'épargne-logement (multipliez le montant (I) par le facteur de la ligne (J))			
Crédits d'impôt de l'Ontario: total des montants (F), (G) et (K) (à reporter à la ligne 464 de la page 4 de votre déclaration.)			(K)

(REMPLIR LE VERSO)

Attestation du conjoint ou du «soutien» autre que le conjoint ou des deux

J'atteste par les présentes que le revenu net indiqué au recto à la ligne 2 ou à la ligne 3, selon le cas, pour le calcul du revenu aux fins des crédits d'impôt de l'Ontario est le montant exact de mon revenu net pour l'année.

Signature du conjoint

Signature du soutien autre que le conjoint

Date

Déclaration (si vous demandez le crédit d'impôts fonciers)

Je déclare par les présentes que, durant l'année d'imposition 1990, j'ai eu comme résidence principale en Ontario la résidence située à l'adresse ou aux adresses suivantes:

Adresse de la résidence principale	Nombre de mois de résidence en 1990		Loyers/Impôts fonciers payés en 1990	Nom du propriétaire/de la municipalité
	Locataire <input type="checkbox"/>	Propriétaire <input type="checkbox"/>		
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$	
2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	\$	

Si vous avez changé de résidence principale plus d'une fois, utilisez une feuille distincte, (voyez le numéro 2 c).

Attestation

J'atteste que les renseignements donnés ci-dessus sont exacts et, si je demande le crédit d'impôts fonciers et le crédit de taxe sur les ventes, que je n'avais pas droit aux subventions pour impôts fonciers et taxe sur les ventes de l'Ontario le 31 décembre 1990.

Date

Signature

Table des facteurs du crédit d'impôt pour le régime d'épargne-logement

Trouvez dans la table le palier ou se situe le montant (H), calcul du crédit d'impôt de l'Ontario pour le régime d'épargne-logement pour 1990, pour déterminer votre facteur de crédit d'impôt.

REVENU ADMISSIBLE POUR LE RÉLO		FACTEUR DE CRÉDIT D'IMPÔT	REVENU ADMISSIBLE POUR LE RÉLO		FACTEUR DE CRÉDIT D'IMPÔT	REVENU ADMISSIBLE POUR LE RÉLO		FACTEUR DE CRÉDIT D'IMPÔT	REVENU ADMISSIBLE POUR LE RÉLO		FACTEUR DE CRÉDIT D'IMPÔT	REVENU ADMISSIBLE POUR LE RÉLO		FACTEUR DE CRÉDIT D'IMPÔT
ÉGAL OU SUPÉRIEUR À	MAIS INFÉRIEUR À		ÉGAL OU SUPÉRIEUR À	MAIS INFÉRIEUR À		ÉGAL OU SUPÉRIEUR À	MAIS INFÉRIEUR À		ÉGAL OU SUPÉRIEUR À	MAIS INFÉRIEUR À		ÉGAL OU SUPÉRIEUR À	MAIS INFÉRIEUR À	
0	20080	.250	23600	23680	.205	27200	27280	.160	30800	30880	.115	34400	34480	.070
20080	20160	.249	23680	23760	.204	27280	27360	.159	30880	30960	.114	34480	34560	.069
20160	20240	.248	23760	23840	.203	27360	27440	.158	30960	31040	.113	34560	34640	.068
20240	20320	.247	23840	23920	.202	27440	27520	.157	31040	31120	.112	34640	34720	.067
20320	20400	.246	23920	24000	.201	27520	27600	.156	31120	31200	.111	34720	34800	.066
20400	20480	.245	24000	24080	.200	27600	27680	.155	31200	31280	.110	34800	34880	.065
20480	20560	.244	24080	24160	.199	27680	27760	.154	31280	31360	.109	34880	34960	.064
20560	20640	.243	24160	24240	.198	27760	27840	.153	31360	31440	.108	34960	35040	.063
20640	20720	.242	24240	24320	.197	27840	27920	.152	31440	31520	.107	35040	35120	.062
20720	20800	.241	24320	24400	.196	27920	28000	.151	31520	31600	.106	35120	35200	.061
20800	20880	.240	24400	24480	.195	28000	28080	.150	31600	31680	.105	35200	35280	.060
20880	20960	.239	24480	24560	.194	28080	28160	.149	31680	31760	.104	35280	35360	.059
20960	21040	.238	24560	24640	.193	28160	28240	.148	31760	31840	.103	35360	35440	.058
21040	21120	.237	24640	24720	.192	28240	28320	.147	31840	31920	.102	35440	35520	.057
21120	21200	.236	24720	24800	.191	28320	28400	.148	31920	32000	.101	35520	35600	.056
21200	21280	.235	24800	24880	.190	28400	28480	.145	32000	32080	.100	35600	35680	.055
21280	21360	.234	24880	24960	.189	28480	28560	.144	32080	32160	.099	35680	35760	.054
21360	21440	.233	24960	25040	.188	28560	28640	.143	32160	32240	.098	35760	35840	.053
21440	21520	.232	25040	25120	.187	28640	28720	.142	32240	32320	.097	35840	35920	.052
21520	21600	.231	25120	25200	.186	28720	28800	.141	32320	32400	.098	35920	36000	.051
21600	21680	.230	25200	25280	.185	28800	28880	.140	32400	32480	.095	36000	36080	.050
21680	21760	.229	25280	25360	.184	28880	28960	.139	32480	32560	.094	36080	36160	.049
21760	21840	.228	25360	25440	.183	28960	29040	.138	32560	32640	.093	36160	36240	.048
21840	21920	.227	25440	25520	.182	29040	29120	.137	32640	32720	.092	36240	36320	.047
21920	22000	.226	25520	25600	.181	29120	29200	.136	32720	32800	.091	36320	36400	.046
22000	22080	.225	25600	25680	.180	29200	29280	.135	32800	32880	.090	36400	36480	.045
22080	22160	.224	25680	25760	.179	29280	29360	.134	32880	32960	.089	36480	36560	.044
22160	22240	.223	25760	25840	.178	29360	29440	.133	32960	33040	.088	36560	36640	.043
22240	22320	.222	25840	25920	.177	29440	29520	.132	33040	33120	.087	36640	36720	.042
22320	22400	.221	25920	26000	.176	29520	29600	.131	33120	33200	.086	36720	36800	.041
22400	22480	.220	26000	26080	.175	29600	29680	.130	33200	33280	.085	36800	36880	.040
22480	22560	.219	26080	26160	.174	29680	29760	.129	33280	33360	.084	36880	36960	.039
22560	22640	.218	26160	26240	.173	29760	29840	.128	33360	33440	.083	36960	37040	.038
22640	22720	.217	26240	26320	.172	29840	29920	.127	33440	33520	.082	37040	37120	.037
22720	22800	.216	26320	26400	.171	29920	30000	.128	33520	33600	.081	37120	37200	.036
22800	22880	.215	26400	26480	.170	30000	30080	.125	33600	33680	.080	37200	37280	.035
22880	22960	.214	26480	26560	.169	30080	30160	.124	33680	33760	.079	37280	37360	.034
22960	23040	.213	26560	26640	.168	30160	30240	.123	33760	33840	.078	37360	37440	.033
23040	23120	.212	26640	26720	.167	30240	30320	.122	33840	33920	.077	37440	37520	.032
23120	23200	.211	26720	26800	.166	30320	30400	.121	33920	34000	.076	37520	37600	.031
23200	23280	.210	26800	26880	.165	30400	30480	.120	34000	34080	.075	37600	37680	.030
23280	23360	.209	26880	26960	.164	30480	30560	.119	34080	34160	.074	37680	37760	.029
23360	23440	.208	26960	27040	.163	30560	30640	.118	34160	34240	.073	37760	37840	.028
23440	23520	.207	27040	27120	.162	30640	30720	.117	34240	34320	.072	37840	37920	.027
23520	23600	.206	27120	27200	.161	30720	30800	.116	34320	34400	.071	37920	38000	.026

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 469/91.

Exemption—Ministry of the Environment—MOE-31/3.

Made—August 16th, 1991.

Approved—August 16th, 1991

Filed—August 23rd, 1991.

ORDER MADE UNDER THE
ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION—MINISTRY OF THE ENVIRONMENT—MOE-31/3

Having received a request from the Regional Director, West Central Region, Ministry of the Environment, that condition 4 of exemption order MOE 31/2, which is filed as Ontario Regulation I01/90, for an undertaking, namely:

The activity of managing the contaminated wastes which may be found in the soil and groundwater both in and around the former Chemical Waste Management Limited property at site 7, Lot 6, Concession 9, Smithville Industrial Park, Township of West Lincoln, Regional Municipality of Niagara; which management activities involve an ongoing securing and control of contaminated wastes, destruction of secured PCB wastes, remediation of contaminated groundwater and bedrock and the off-site disposal of contaminated wastes which may not be suitable for destruction,

be amended to provide sufficient time to complete the ongoing PCB waste destruction; and

Having been advised by the Regional Director, West Central Region, Ministry of the Environment, that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following injury, damage or interference with the persons and property indicated will occur:

- A. It will not be possible to complete the destruction of PCB wastes at the site in the time allowed by exemption order MOE-31/2.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario, by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The Liaison Committee with representatives from the local citizens which was established to monitor progress made in the cleanup of the site and eventual disposal of the contaminated wastes and the council of the Township of West Lincoln have agreed to the extension so that the destruction of the PCB waste can be completed in a timely manner; and
- B. The various instructions, approvals and orders which may be issued under the *Environmental Protection Act* and the *Ontario Water Resources Act* will result in the management activities being carried out in a safe manner.

Therefore condition 4 of the exemption order is replaced and the other conditions remain the same, all as set out below:

1. No wastes other than contaminated soil, water or other materials from the management activities being carried out under this Order shall be brought to the site.
2. This undertaking involves the management of wastes, including:
 - (a) cleaning up the site and immediately surrounding area and bedrock;
 - (b) destroying, by approved mobile incineration facilities, PCB waste stored at the area;

- (c) decontaminating PCB contaminated soils and possibly bedrock, and subsequently redepositing them;
- (d) storing, temporarily, in existing or new structures, any waste that cannot be destroyed or decontaminated on the property until it can be removed to other certified waste disposal sites when they become available; and
- (e) offering first right of acquisition of the property to The Corporation of the Township of West Lincoln once the site has been restored to a clean condition so that it may be used for the originally intended use.

3. The principal activities associated with the undertaking include the following:
 - (a) acquisition, through ownership by the Province of the property formerly used by Chemical Waste Management Limited at the Smithville Site and acquisition of the right to use any necessary adjacent property;
 - (b) consolidation of the wastes, including: contaminated soils, contaminated equipment and materials associated with ongoing cleanup activities at the site;
 - (c) destruction of PCB wastes by means of approved facilities;
 - (d) construction and preparation of a waste water treatment facility for treatment of contaminated water, as an initial short term remedial activity;
 - (e) trial excavation of the bedrock and selection and implementation of the appropriate technology for remediation of the contaminated groundwater and bedrock;
 - (f) removal from the site of any wastes that cannot be destroyed or decontaminated; and
 - (g) continuation of an appropriate groundwater monitoring program.
4. This Order does not apply to the storage of PCB waste on the site after December 31, 1991 except for such wastes contained in rock cores obtained during investigations and such wastes as may be produced by the existing water treatment facilities which are treating contaminated groundwater collected by the aquifer purge well system or by such other water treatment facilities that may replace the existing facilities from time to time for the same purpose. All PCB wastes on the site which are not being destroyed under this exemption order nor retained for research purposes that can be legally stored or disposed of at any other location shall be removed from the site as soon as possible.
5. The Liaison Committee referred to in reason A and the Municipal Council shall be consulted and kept advised with respect to the details of the undertaking as they are developed and progress is made in their implementation.
6. The undertaking shall be monitored by the Ministry of the Environment and/or its agents to ensure that the waste management activities do not result in injury or damage to persons and property.
7. A written report shall be prepared on the undertaking and updated annually over the period in which the contaminated wastes are managed. The report shall describe the activities and the results of the ongoing monitoring program and how the terms and conditions of this Order are being complied with. The report shall be submitted by the Regional Director, West Central Region of the Ministry of the Environment to the Director of Environmental Assessment Branch for filing in the public records. O. Reg. 469/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 470/91.

Licence to Possess Nets.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 470/91

Permis de possession de filets
pris—le 22 août 1991
déposé—le 23 août 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 424 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT

1. Regulation 424 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 424 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement 424 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

PERMIS DE POSSESSION DE FILETS

1 (1) Le permis autorisant la possession de filets maillants, de verveux, de parcs en filet, de seines, de nasses ou de chaluts est rédigé selon la formule que fournit le ministère des Richesses naturelles. Il est délivré sans exiger de droits.

(2) Le permis visé au paragraphe (1) expire le 31 janvier suivant la date de sa délivrance. Règl. de l'Ont. 470/91, art. 1.

36/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 471/91.

Communicable Diseases—General.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 471/91

Maladies transmissibles—Dispositions générales
pris—le 22 août 1991
déposé—le 23 août 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 292/84
MADE UNDER THE
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1. Ontario Regulation 292/84 is amended by adding the following French version:

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 292/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 292/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

MALADIES TRANSMISSIBLES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

MALADIES DES YEUX DES NOUVEAU-NÉS

1 Pour l'application de l'article 33 de la Loi doivent être respectées les exigences suivantes relativement aux maladies transmissibles des yeux des nouveau-nés :

1. Dans l'heure qui suit l'accouchement ou, par la suite, dans le délai le plus bref possible, est instillée, dans chaque sac conjonctival du nouveau-né, une solution de nitrate d'argent à 1 pour cent ou un autre agent efficace à usage ophtalmique, en quantité suffisante pour détruire tout agent infectieux susceptible de causer l'ophtalmie du nouveau-né, en prenant soin de ne lui causer aucune blessure.
2. Le médecin, l'infirmière-hygiéniste ou tout autre professionnel de la santé qui était présent à la naissance d'un enfant et qui remarque qu'un oeil du nouveau-né a rougi, s'est enflammé ou a gonflé dans les deux semaines qui suivent sa naissance communique par écrit au médecin-hygiéniste les renseignements suivants :

- i. le nom, l'âge et l'adresse du domicile de l'enfant,

- ii. l'endroit où l'enfant se trouve s'il n'est pas à son domicile,

- iii. l'état de l'oeil tel qu'il a été observé. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

RAGE

2 (1) Le médecin, vétérinaire ou agent de police, ou toute autre personne, possédant des renseignements sur une morsure par un animal, ou tout autre contact avec un animal, susceptible de provoquer la rage chez l'être humain en avertit le médecin-hygiéniste le plus rapidement possible et lui communique ces renseignements.

(2) Le propriétaire ou la personne ayant la garde et la responsabilité des soins d'un animal qui, selon le cas :

- a) a mordu ou est soupçonné d'avoir mordu une personne;
- b) est soupçonné par le médecin-hygiéniste d'être enragé, donne au médecin-hygiéniste tous les renseignements et toute l'aide qu'il demande concernant l'animal. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Le médecin-hygiéniste qui reçoit les renseignements visés à l'article 2, et qui conclut qu'une personne a été en contact avec un animal enragé ou soupçonné d'être enragé et nécessite un traitement antirabique, communique ces renseignements, y compris les détails sur le contact avec l'animal et le traitement, au chef du service de lutte contre la maladie et d'épidémiologie du ministère.

(2) Le médecin-hygiéniste qui estime qu'un chien ou un chat peut être enragé le fait enfermer et isoler pendant au moins dix jours de sorte à éviter pendant cette période tout contact avec des animaux ou des personnes, à l'exception de la personne qui s'en occupe :

- a) soit dans la résidence de la personne qui s'occupe du chien ou du chat si celui-ci ne présente aucun symptôme de maladie;
- b) soit à la fourrière ou dans une clinique vétérinaire, aux frais de la municipalité dans laquelle réside la personne qui s'occupe du chien ou du chat, si le chien ou le chat présente des symptômes de maladie ou si le médecin-hygiéniste estime qu'il est peu vraisemblable que la personne enferme et isole le chien ou le chat.

(3) Malgré le paragraphe (2), le médecin-hygiéniste peut, selon le cas :

- a) exiger la détention d'un chien ou d'un chat en vue d'un examen vétérinaire de dépistage de la rage et, en fonction des résultats obtenus, faire enfermer ou isoler le chien ou le chat aussi longtemps qu'il le faut pour déterminer qu'il ne présente pas de symptômes de la rage;
- b) exiger la destruction d'un animal, à n'importe quel moment, en vue d'un examen de laboratoire pour déterminer si l'animal est au stade infectieux de la rage.

(4) Dans le cas d'un chien ou d'un chat, l'alinéa (3) b) ne s'applique que si l'animal n'est pas réclamé ou si son propriétaire en autorise la destruction.

(5) Le coût de l'examen vétérinaire ou de la destruction visés au paragraphe (4) est à la charge de la municipalité dans laquelle l'animal est détenu ou détruit.

(6) Le médecin-hygiéniste avise dès que possible le plus proche vétérinaire de district de la Division de la santé des animaux, Direction générale de la production et de l'inspection des aliments d'Agriculture Canada, s'il est fondé à croire qu'un animal :

- a) soit est enragé;
- b) soit a été en contact avec un autre animal atteint ou soupçonné d'être atteint de la rage,

et donne au vétérinaire de district tous les détails de l'incident.

(7) Si les résultats d'un examen de laboratoire amènent à conclure qu'un animal était enragé, ou s'il existe des preuves cliniques de la rage, le médecin-hygiéniste en informe :

- a) d'une part, le propriétaire ou la personne qui s'occupait de l'animal;
- b) d'autre part, toute personne qui s'avère avoir été en contact avec l'animal pendant le stade infectieux de la maladie, ainsi que le médecin traitant de cette personne.

(8) Si un animal a mordu une personne ou s'il est soupçonné d'être enragé et est entré en contact avec une personne, et qu'il meurt ou est tué, le propriétaire de cet animal ou la personne qui en a la garde en avise le vétérinaire de district de la Division de la santé des animaux, Direction générale de la production et de l'inspection des aliments d'Agriculture Canada, pour que soient prises des dispositions en vue du ramassage de la tête ou du cadavre de l'animal. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

PSITTACOSE - ORNITHOSE

4 (1) Le directeur de laboratoire ou le vétérinaire qui apprend ou soupçonne qu'un ou des oiseaux en captivité ou un troupeau de volailles ont été contaminés par l'agent de la psittacose ou de l'ornithose en avise le médecin-hygiéniste.

(2) Le médecin-hygiéniste qui apprend ou soupçonne qu'un ou des oiseaux en captivité ou un troupeau de volailles ont été contaminés par l'agent de la psittacose ou de l'ornithose :

- a) détermine l'ampleur de l'infection;
- b) prend des mesures pour empêcher la propagation de l'agent infectieux;
- c) avise le chef du service de lutte contre la maladie et d'épidémiologie du ministère de l'ampleur de l'infection et des mesures qui sont prises:

(3) Le médecin-hygiéniste qui apprend ou soupçonne qu'un ou des oiseaux en captivité ou un troupeau de volailles ont été contaminés par l'agent de la psittacose ou de l'ornithose exige du propriétaire, aux frais de celui-ci :

- a) d'une part, qu'il isole ou traite le ou les oiseaux ou le troupeau de volailles;
- b) d'autre part, qu'il fasse examiner par un laboratoire des échantillons de matières fécales ou de tissus provenant de l'oiseau ou des oiseaux ou du troupeau de volailles,

jusqu'à ce que le médecin-hygiéniste soit convaincu de l'absence de l'agent infectieux chez l'oiseau, les oiseaux ou le troupeau de volailles.

(4) Si, selon le cas :

- a) l'isolement et le traitement ne parviennent pas à empêcher la propagation de l'infection, ou s'il est peu vraisemblable qu'ils y parviennent;
- b) le propriétaire le demande;
- c) la personne qui a la garde et la responsabilité des soins de l'oiseau ou des oiseaux ou du troupeau de volailles ne les a pas isolés ou traités,

le médecin-hygiéniste exige que le propriétaire, aux frais de celui-ci, détruise le ou les oiseaux ou le troupeau de volailles et désinfecte les lieux. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Le propriétaire ou la personne ayant la garde et la responsabilité des soins d'un oiseau ou d'oiseaux ou d'un troupeau de volailles qui est informé par le médecin-hygiéniste que ces animaux sont contaminés ou soupçonnés d'être contaminés par l'agent de la psittacose ou de l'ornithose fournit au médecin-hygiéniste les renseignements pertinents quant à l'origine de ces animaux et à toute distribution récente d'un oiseau ou d'oiseaux ou d'un troupeau de volailles à partir des lieux, et cite les personnes susceptibles d'être tombées malades par suite d'un contact avec ces animaux.

(2) Si un oiseau ou des oiseaux ou un troupeau de volailles sont isolés aux termes de l'alinéa 4 (3) a), le propriétaire ou la personne ayant la garde et la responsabilité des soins de l'oiseau ou des oiseaux ou du troupeau de volailles avise le médecin-hygiéniste aussitôt que possible de la mort d'un oiseau pendant la période d'isolement, et conserve puis élimine l'oiseau, les oiseaux ou le troupeau de volailles conformément aux directives du médecin-hygiéniste. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

6 Les volailles ou d'autres oiseaux destinés à l'alimentation humaine qui proviennent d'un troupeau dans lequel on a diagnostiqué l'ornithose ne peuvent être abattus pour l'alimentation que si le médecin-hygiéniste de la circonscription sanitaire dans laquelle se trouve l'abattoir est convaincu que les conditions de l'abattage prévu protégeront les

employés de l'abattoir de l'agent de la psittacose ou de l'ornithose, et autorise l'abattage par écrit. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

DISPOSITION DES CADAVRES

7 Les articles 8, 9 et 10 s'appliquent aux cadavres des personnes qui sont mortes de l'une des maladies suivantes ou pendant l'isolement prescrit pour ces maladies :

- a) le charbon;
- b) la maladie à virus Ebola;
- c) une fièvre hémorragique;
- d) la fièvre de Lassa;
- e) la maladie à virus de Marburg;
- f) la méningite cérébrospinale ou la méningococcémie;
- g) la peste;
- h) la variole. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

8 (1) Aussitôt que possible après la mort, la personne qui a la garde d'un cadavre visé à l'article 7 le place ou le fait placer dans un cercueil solidement construit.

(2) Si la personne décédée était atteinte de variole ou de charbon, le cercueil visé au paragraphe (1) est scellé hermétiquement.

(3) Le cercueil visé au paragraphe (1) :

- a) d'une part, est fermé immédiatement après que le cadavre y a été déposé;
- b) d'autre part, n'est pas rouvert, sauf selon les directives du médecin-hygiéniste.

(4) Nul ne doit enlever d'une chambre d'isolement un cadavre visé à l'article 7 tant que les dispositions du paragraphe (1) et, le cas échéant, celles du paragraphe (2) ne sont pas respectées.

(5) Le médecin-hygiéniste peut ordonner qu'un cadavre visé à l'article 7 soit directement transporté à l'endroit prévu pour l'enterrement, la crémation ou l'incinération. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

9 Le médecin-hygiéniste peut restreindre la participation des personnes aux funérailles d'une personne dont le cadavre est visé à l'article 7. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

10 Nul ne doit remettre un cadavre visé à l'article 7 à un transporteur aux fins de transport, à moins que le cadavre ne soit enfermé dans un cercueil solidement construit que le médecin-hygiéniste estime satisfaisant, et que le cercueil ne soit lui-même enfermé dans un coffre externe suffisamment résistant pour garantir que le cercueil et, le cas échéant, le scellement hermétique, ne se briseront pas pendant le transport. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

11 Toute mention du médecin-hygiéniste dans le présent règlement, à l'exception de l'article 6, désigne le médecin-hygiéniste du conseil de santé de la circonscription sanitaire dans laquelle la personne, l'animal ou la chose dont il est question, selon le cas, réside ou se trouve. Règl. de l'Ont. 471/91, art. 1, *en partie*.

36/91

LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION CENTRE LICENSING ACT

O. Reg. 472/91.

Specimen Collection Centres.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

LOI AUTORISANT DES LABORATOIRES MÉDICAUX ET DES CENTRE DE PRÉLÈVEMENT

Règl. de l'Ont. 472/91

Centres de prélèvements d'échantillons
pris—le 22 août 1991
déposé—le 23 août 1991

REGULATION TO AMEND REGULATION 854 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION CENTRE LICENSING ACT

1. Regulation 854 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

CENTRES DE PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLONS

1 (1) Toute demande de permis ou de permis provisoire d'établissement, d'exploitation ou de maintien en service d'un centre de prélèvements ou toute demande de renouvellement de permis est présentée au directeur.

(2) Les permis ordinaires ou provisoires, ainsi que les renouvellements de permis d'établissement, d'exploitation ou de maintien en service sont délivrés selon la formule 1.

(3) Le permis délivré selon la formule 1 ou tout renouvellement de permis est assujéti à des droits d'un montant de 260 \$ payables au trésorier de l'Ontario.

(4) Le permis provisoire délivré selon la formule 1 ou tout

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 854 DES RÈGLEMENTS REFONDUS DE L'ONTARIO DE 1980 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI AUTORISANT DES LABORATOIRES MÉDICAUX ET DES CENTRES DE PRÉLÈVEMENT

1. Le Règlement 854 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

renouvellement de permis provisoire est assujéti à des droits d'un montant de 130 \$ payables au trésorier de l'Ontario.

(5) Le propriétaire d'un centre de prélèvements autorisé en vertu d'un permis veille à ce que le permis délivré selon la formule 1 soit placé à un endroit bien en vue dans le centre de prélèvements. Règl. de l'Ont. 472/91, art. 1, *en partie*.

2 L'auteur de la demande d'un permis d'établissement, d'exploitation ou de maintien en service d'un centre de prélèvements a :

- a) des employés possédant, comme cela est attesté par des certificats délivrés conformément à l'article 3, les qualités requises pour prendre et prélever des échantillons provenant du corps humain;

b) le matériel et les aménagements précisés à l'article 4.

3 Le propriétaire ou l'exploitant d'un centre de prélèvements emploie, pour prélever des échantillons provenant du corps humain, uniquement des personnes dont un médecin dûment qualifié a certifié par écrit au propriétaire ou à l'exploitant, selon le cas, qu'elles :

- a) ont acquis les compétences nécessaires pour appliquer les techniques de prise et de prélèvement de spécimens sur le corps humain;
- b) ont les aptitudes requises pour administrer des traitements et des soins aux malades;
- c) appliquent des normes de propreté personnelle élevées.

4 (1) Le propriétaire et l'exploitant d'un centre de prélèvements veillent à ce que le centre possède :

- a) un fauteuil dans lequel les malades qui se présentent pour une prise de sang peuvent s'asseoir;
- b) un canapé ou un autre meuble sur lequel les malades peuvent s'allonger en cas de maladie;
- c) un réfrigérateur;
- d) une centrifugeuse;
- e) un espace de rangement propre pour les fournitures et les instruments;
- f) au moins un contenant propre et couvert pour les tampons de nettoyage de la peau;
- g) une poubelle à fermeture automatique;
- h) une salle d'attente pour les malades;
- i) une pièce réservée exclusivement au prélèvement des échantillons;
- j) des installations sanitaires comprenant des toilettes et un lavabo pour les malades.

(2) Le propriétaire et l'exploitant d'un centre de prélèvements veillent à ce que soit tenu un registre indiquant :

- a) les noms des malades qui se présentent au centre;
- b) les noms des médecins qui ont demandé la prise et le prélèvement des échantillons;
- c) le ou les échantillons pris et prélevés sur chaque malade;
- d) la date et l'heure à laquelle les échantillons ont été remis à un laboratoire autorisé en vertu d'un permis;
- e) le nom et l'adresse du laboratoire auquel sont envoyés les échantillons. Règl. de l'Ont. 472/91, art. 1, en partie.

5 Le permis autorisant la création, l'exploitation ou le maintien en service d'un centre de prélèvements est assujéti aux conditions suivantes :

- a) la ou les personnes désignées dans le permis comme le ou les propriétaires du centre sont effectivement son ou ses propriétaires et sont également le ou les propriétaires d'un laboratoire autorisé en vertu d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la santé publique*;
- b) le centre dispose d'un personnel certifié conformément à l'article 3, capable de prendre et de prélever des échantillons sur des malades;

c) le centre est situé à l'adresse indiquée sur son permis;

d) le centre ne prélève d'échantillons sur un malade qu'à la demande d'un médecin ou dentiste dûment qualifié;

e) les échantillons prélevés sur un malade sont envoyés uniquement à un laboratoire autorisé en vertu d'un permis délivré conformément à la *Loi sur la santé publique* ou à un laboratoire exploité par le ministère de la Santé ou de la Couronne du chef de l'Ontario;

f) aucun test de laboratoire n'est effectué dans le centre. Règl. de l'Ont. 472/91, art. 1, en partie.

6 Seul le propriétaire d'un laboratoire autorisé en vertu d'un permis délivré conformément à la *Loi sur la santé publique* détient un intérêt à titre de propriétaire dans un centre de prélèvements. Règl. de l'Ont. 472/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur la santé publique

PERMIS OU RENOUVELLEMENT DU PERMIS D'UN CENTRE DE PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLONS

En vertu de la *Loi sur la santé publique* et des règlements pris en application de cette loi, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent

provisoire

permis ordinaire autorise

de renouvellement

l'établissement, le maintien en service ou l'exploitation d'un centre de prélèvements au :

(adresse du centre de prélèvements)

pour la prise et le prélèvement d'échantillons.

Le propriétaire du centre de prélèvements est

.....

Le présent permis est délivré sous réserve des conditions suivantes :

a) la ou les personnes désignées dans le permis comme le ou les propriétaires du centre sont effectivement son ou ses propriétaires et sont également le ou les propriétaires d'un laboratoire autorisé en vertu d'un permis délivré conformément à la *Loi sur la santé publique*;

b) le centre de prélèvements dispose d'un personnel certifié, capable de prendre et de prélever des échantillons sur des malades;

c) le centre de prélèvements est situé à l'adresse indiquée sur son permis;

d) le centre de prélèvements ne prélève d'échantillons sur un malade qu'à la demande d'un médecin ou dentiste dûment qualifié;

e) les échantillons prélevés sur un malade sont envoyés uniquement à un laboratoire autorisé en vertu d'un permis délivré conformément à la *Loi sur la santé publique* ou à un laboratoire exploité par le ministère de la Santé ou de la Couronne du chef de l'Ontario;

f) aucun test de laboratoire n'est effectué dans le centre.

Date de délivrance

Date d'expiration

Numéro de permis

.....
(Directeur de la délivrance
de permis pour les
laboratoires et les
centres de prélèvements)

Règl. de l'Ont. 472/91, art. 1, en partie.

36/91

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

O. Reg. 473/91.
Forms.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

LOI SUR LE ÉLECTIONS MUNICIPALES

Règl. de l'Ont. 473/91
formules
pris—le 22 août 1991
déposé—le 23 août 1991

**REGULATION MADE UNDER THE
MUNICIPAL ELECTIONS ACT**

**RÈGLEMENT PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES**

FORMS

FORMULES

1. The following forms are prescribed for the purposes of the Act:

1. Les formules suivantes sont prescrites pour l'application de la Loi :

FORM NUMBER	DESCRIPTION	PROVISION OF ACT
1.	Oath of deputy returning officer	subsection 4 (8)
2.	Oath of poll clerk	subsection 4 (8)
3.	Oath of returning officer	subsection 4 (8)
4.	Oath of assistant returning officer or election assistant	subsection 4 (8)
5.	Oath of assistant revising officer	subsection 4 (8)
6.	Oath of scrutineer and other persons authorized to attend at a polling place	subsection 4 (8)
7.	Notice to be affixed to the outside of each copy of the preliminary list of electors	subsection 25 (4)

FORMULE	DESCRIPTION	DISPOSITION DE LA LOI
1	Serment du scrutateur	paragraphe 4 (8)
2	Serment du secrétaire du bureau de vote	paragraphe 4 (8)
3	Serment du directeur du scrutin	paragraphe 4 (8)
4	Serment du directeur adjoint du scrutin ou du personnel électoral suppléant	paragraphe 4 (8)
5	Serment du réviseur adjoint	paragraphe 4 (8)
6	Serment du représentant du candidat et des personnes autorisées à être présentes dans le bureau de vote	paragraphe 4 (8)
7	Avis à inscrire sur l'extérieur de chaque copie de la liste électorale préliminaire des électeurs	paragraphe 25 (4)

FORM NUMBER	DESCRIPTION	PROVISION OF ACT
8.	Notice to be affixed to the outside of each copy of the preliminary list of electors for the polling subdivision	subsection 25 (4)
9.	Application for addition or correction of entry on preliminary list	subsection 27 (2)
10.	Application for entry of name on a different preliminary list of electors	subsection 27 (2)
11.	Application for deletion of name from preliminary list of electors	subsection 28 (1)
12.	Application for clerk's certificate	subsection 33 (1) or (2)
13.	Nomination paper	subsection 36 (1), (2)
14.	Ballot, notched ballot for visually impaired	subsection 43 (1) or (1a)
14.1	Ballot paper	subsection 43 (10)
15.	Directions for the guidance of electors	clause 48 (1) (c)
16.	Certificate and receipt for ballots	subsection 48 (3)
17.	Certificate to vote where stationed	subsection 50 (1)
18.	Oath	subsection 55 (1) or section 57
19.	Declaration	subsection 56 (1)
20.	Oath of incapacitated person	subsection 63 (1)
21.	Oath by a friend of an elector	subsection 63 (3)
22.	Oath of an interpreter	section 64
23.	Certificate of clerk	clause 66 (6) (b)
24.	Appointment of voting proxy, declaration, certificate of the clerk and the oath of the proxy voter	subsections 67 (2), (5), (6) and (8)
25.	Oath of poll clerk	section 76
26.	Oath of deputy returning officer	subsection 78 (3)
27.	Oath of person delivering ballot box	subsection 78 (4)
28.	Notice of registration	subsection 122 (1)
29.	Certificate of authority to incur campaign expenses	subsection 129 (2)

FORMULE	DESCRIPTION	DISPOSITION DE LA LOI
8	Avis à inscrire sur l'extérieur de chaque copie de la liste électorale préliminaire des électeurs pour la section de vote	paragraphe 25 (4)
9	Demande d'addition ou de correction à apporter à la liste électorale préliminaire	paragraphe 27 (2)
10	Demande d'inscription d'un électeur sur une autre liste électorale préliminaire	paragraphe 27 (2)
11	Demande de radiation de la liste électorale préliminaire	paragraphe 28 (1)
12	Demande de certificat du secrétaire	paragraphe 33 (1) ou (2)
13	Déclaration de candidature	paragraphes 36 (1), (2)
14	Bulletin de vote, bulletin de vote à entailles pour les électeurs handicapés visuellement	paragraphe 43 (1) ou (1a)
14.1	Bulletin de vote	paragraphe 43 (10)
15	Directives aux électeurs	alinéa 48 (1) c)
16	Attestation et récépissé des bulletins de vote	paragraphe 48 (3)
17	Certificat pour voter dans le lieu où la personne est affectée	paragraphe 50 (1)
18	Serment	paragraphe 55 (1) ou article 57
19	Déclaration	paragraphe 56 (1)
20	Serment d'une personne incapable	paragraphe 63 (1)
21	Serment de l'ami d'un électeur	paragraphe 63 (3)
22	Serment de l'interprète	article 64
23	Attestation du secrétaire	alinéa 66 (6) b)
24	Nomination d'un mandataire, déclaration, attestation du secrétaire et serment du mandataire	paragraphes 67 (2), (5), (6) et (8)
25	Serment du secrétaire du bureau de vote	article 76
26	Serment du scrutateur	paragraphe 78 (3)
27	Serment de la personne qui remet l'urne	paragraphe 78 (4)
28	Avis d'inscription	paragraphe 122 (1)
29	Certificat d'autorisation à engager des dépenses liées à la campagne électorale	paragraphe 129 (2)

FORM NUMBER	DESCRIPTION	PROVISION OF ACT
30.	Certificate of maximum campaign expenses	subsection 129 (8)
31.	Financial statement and auditor's report	subsection 132 (1)
32.	Financial report	subsection 132 (3)
33.	Statutory declaration	subsection 132 (4)
34.	Clerk's statement on candidates' disclosure	subsection 132 (5)
35.	Demand notice to registered candidate to file	subsection 132 (6)
36.	Notice of non-compliance	subsection 132 (8)
37.	Supplementary statement	subsection 132 (9)
38.	Oath	section 83 and subsection 85 (7)
39.	Application for compliance audit	section 134a
40.	Receipt for campaign contributions	subsection 125 (5)

O. Reg. 473/91, s. 1.

2. Regulation 681 of Revised Regulations of Ontario, 1980 and Ontario Regulations 475/82, 409/88, 539/88, 541/88, 591/88, 681/88, 712/88 and 26/91 are revoked.

FORMULE	DESCRIPTION	DISPOSITION DE LA LOI
30	Certificat des dépenses maximales liées à la campagne électorale	paragraphe 129 (8)
31	États financiers et rapport du vérificateur	paragraphe 132 (1)
32	Rapport financier	paragraphe 132 (3)
33	Déclaration solennelle	paragraphe 132 (4)
34	État du secrétaire énonçant les renseignements reçus des candidats	paragraphe 132 (5)
35	Avis au candidat inscrit de déposer des documents	paragraphe 132 (6)
36	Avis de non-conformité	paragraphe 132 (8)
37	État supplémentaire	paragraphe 132 (9)
38	Serment	article 83 et paragraphe 85 (7)
39	Demande de vérification en vue de déterminer la conformité	article 134a
40	Récépissé de contributions à la campagne électorale	paragraphe 125 (5)

Règl. de l'Ont. 473/91, art. 1.

2. Sont abrogés le Règlement 681 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 et les Règlements de l'Ontario 475/82, 409/88, 539/88, 541/88, 591/88, 681/88, 712/88 et 26/91.

FORM 1

PRELIMINARY OATH OF DEPUTY RETURNING OFFICER
MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 4(8))

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	
Name of Person Appointed as Deputy Returning Officer	

I, the aforesaid person, appointed deputy returning officer for the said polling subdivision in this municipality, swear or solemnly affirm:

That I will act faithfully in the capacity set out in my appointment and perform all the duties required by law without partiality, fear, favour or affection;

That I will maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting; and

That I will not nor attempt to:

- interfere with an elector when she/he is marking her/his ballot paper,
- obtain or communicate any information as to how an elector is about to vote or has voted, or
- directly or indirectly induce an elector to show her/his marked ballot paper to any person.

SWORN or affirmed before me
at the
of
in the of
this day of
19

.....
(signature of deputy returning officer)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 1

SERMENT PRÉLIMINAIRE DU SCRUTATEUR

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 4 (8))

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	
Nom du scrutateur	

Je, soussigné(e), scrutateur nommé pour la section de vote mentionnée ci-dessus de la municipalité, jure ou déclare solennellement :

Que je m'acquitterai fidèlement des fonctions de ma charge et de toutes les obligations prescrites par la loi, sans partialité, crainte ni faveur;

Que je maintiendrai et aiderai à maintenir le secret du vote; et

Que je m'abstiendrai :

- d'influencer de quelque manière un électeur qui remplit son bulletin de vote,
- d'obtenir ou de communiquer des renseignements sur la manière dont un électeur va voter ou a voté, ou
- d'inciter directement ou indirectement un électeur à montrer à un tiers son bulletin de vote rempli.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi
 au
 de
 dans la de
 le 19.....
 (jour) (mois)

.....
 (Signature du scrutateur)

.....
 (Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 2

PRELIMINARY OATH OF POLL CLERK

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 4(8))

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	
Name of Person Appointed as Poll Clerk	

I, the aforesaid person, appointed poll clerk for the said polling subdivision in this municipality, swear or solemnly affirm:

That I will act faithfully in the capacity set out in my appointment and in the capacity of deputy returning officer, if so required and perform all the duties required, by law without partiality, fear, favour or affection;

That I will maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting; and

That I will not nor attempt to:

- interfere with an elector when she/he is marking her/his ballot paper,
- obtain or communicate any information as to how an elector is about to vote or has voted, or
- directly or indirectly induce an elector to show her/his marked ballot paper to any person.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of poll clerk)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 2

SERMENT PRÉLIMINAIRE DU SECRÉTAIRE DU BUREAU DE VOTE

Loi sur les élections municipales

(Paragraphe 4 (8))

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	
Nom du secrétaire du bureau de vote	

Je, soussigné(e), secrétaire du bureau de vote nommé pour la section de vote mentionnée ci-dessus de la municipalité, jure ou déclare solennellement :

Que je m'acquitterai fidèlement des fonctions de ma charge et de celles de scrutateur, le cas échéant, ainsi que de toutes les obligations prescrites par la loi, sans partialité, crainte ni faveur;

- Que je maintiendrai et aiderai à maintenir le secret du vote; et

Que je m'abstiendrai :

- d'influencer de quelque manière un électeur qui remplit son bulletin de vote,
- d'obtenir ou de communiquer des renseignements sur la manière dont un électeur va voter ou a voté, ou
- d'inciter directement ou indirectement un électeur à montrer à un tiers son bulletin de vote rempli.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....

(jour)

(mois)

.....

(Signature du secrétaire du bureau de vote)

.....

(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 3
OATH OF RETURNING OFFICER
 MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 4(8))

Municipality

I, the undersigned, appointed in the capacity of returning officer, swear or solemnly affirm:

That I will act faithfully in the capacity of returning officer for this municipality and perform all the duties required by law without partiality, fear, favour or affection;

That I will maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting; and

That I will not nor attempt to:

- interfere with an elector when she/he is marking her/his ballot paper,
- obtain or communicate any information as to how an elector is about to vote or has voted, or
- directly or indirectly induce an elector to show her/his marked ballot paper to any person.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
 (signature of returning officer)

.....
 (signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 3

SERMENT DU DIRECTEUR DU SCRUTIN

Loi sur les élections municipales

(Paragraphe 4 (8))

Municipalité

Je, soussigné(e), nommé(e) en qualité de directeur du scrutin, jure ou déclare solennellement :

Que je m'acquitterai fidèlement de mes fonctions de directeur du scrutin de la municipalité, ainsi que de toutes les obligations prescrites par la loi, sans partialité, crainte ni faveur;

Que je maintiendrai et aiderai à maintenir le secret du vote; et

Que je m'abstiendrai :

- d'influencer de quelque manière un électeur qui remplit son bulletin de vote,
- d'obtenir ou de communiquer des renseignements sur la manière dont un électeur va voter ou a voté, ou
- d'inciter directement ou indirectement un électeur à montrer à un tiers son bulletin de vote rempli.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....

(jour)

(mois)

.....

(Signature du directeur du scrutin)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 4
OATH OF ASSISTANT RETURNING OFFICER
OR ELECTION ASSISTANT

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 4(8))

Municipality

I, the undersigned, appointed in the capacity of
....., swear or solemnly affirm:

That I will act faithfully in the capacity set out in my appointment above
and perform all the duties required by law without partiality, fear, favour
or affection;

That I will maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting;
and

That I will not nor attempt to:

- interfere with an elector when she/he is marking her/his ballot paper,
- obtain or communicate any information as to how an elector is about to vote or has voted, or
- directly or indirectly induce an elector to show her/his marked ballot paper to any person.

SWORN or affirmed before me
at the
of
in the of
this day of
19

.....
(signature of assistant returning officer or election assistant)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 4

SERMENT DU DIRECTEUR ADJOINT DU SCRUTIN
OU
DU PERSONNEL ÉLECTORAL SUPPLÉANT

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 4 (8))

Municipalité

Je, soussigné(e), nommé(e) en qualité de, jure
ou déclare solennellement :

Que je m'acquitterai fidèlement des fonctions de ma charge et de toutes
les obligations prescrites par la loi, selon les instructions qui me
seront données, sans partialité, crainte ni faveur;

Que je maintiendrai et aiderai à maintenir le secret du vote; et

Que je m'abstiendrai :

- d'influencer de quelque manière un électeur qui remplit son
bulletin de vote,
- d'obtenir ou de communiquer des renseignements sur la manière
dont un électeur va voter ou a voté, ou
- d'inciter directement ou indirectement un électeur à montrer à
un tiers son bulletin de vote rempli.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....
(jour) (mois)

.....

(Signature du directeur
adjoint du scrutin ou du
membre du personnel
électoral suppléant)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 5

OATH OF ASSISTANT REVISING OFFICER

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 4(8))

Municipality

I, the undersigned, appointed in the capacity of assistant revising officer swear or solemnly affirm:

That I will act faithfully in the capacity of assistant revising officer for this municipality and perform all the duties required by law without partiality, fear, favour or affection;

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of assistant revising officer)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 5

SERMENT DU RÉVISEUR ADJOINT

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 4 (8))

Municipalité

Je, soussigné(e), nommé(e) en qualité de réviser adjoint, jure ou déclare solennellement :

Que je m'acquitterai fidèlement de mes fonctions de réviser adjoint de la municipalité, ainsi que de toutes les obligations prescrites par la loi, selon les instructions qui me seront données, sans partialité, crainte ni faveur.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....

(jour)

(mois)

.....

(Signature du réviser adjoint)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 5.

FORM 6

OATH OF SECRECY

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 4(8))

To be administered to any of the persons authorized to be in attendance at the polling place.

Scrutineers appointed for more than one poll must take this oath at each poll.

I, one of the undersigned, swear or solemnly affirm:

That I will maintain and aid in maintaining the secrecy of the voting; and

That I will not nor attempt to:

- interfere with an elector when she/he is marking her/his ballot paper,
- obtain or communicate any information as to how an elector is about to vote or has voted, or
- directly or indirectly induce an elector to show her/his marked ballot paper to any person.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

signature of person administering above oath	signatures of persons taking above oath	capacity in which such person is attending at the polling place (if scrutineer - name candidate)
.....
.....
.....

FORMULE 6

SERMENT DE SECRET

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 4 (8))

Ce serment doit être prêté par toutes les personnes autorisées à être présentes dans le bureau de vote.

Les représentants de candidats nommés à plusieurs bureaux de vote doivent prêter ce serment à chaque bureau.

Je, l'un des soussigné(e)s, jure ou déclare solennellement :

Que je maintiendrai et aiderai à maintenir le secret du vote; et

Que je m'abstiendrai :

- d'influencer de quelque manière un électeur qui remplit son bulletin de vote,
- d'obtenir ou de communiquer des renseignements sur la manière dont un électeur va voter ou a voté, ou
- d'inciter directement ou indirectement un électeur à montrer à un tiers son bulletin de vote rempli.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi
 au
 de
 dans la de
 le 19.....
 (jour) (mois)

Signature de la personne qui fait prêter le serment	Signature des personnes assermentées	Qualité de la personne présente dans le bureau de vote (dans le cas d'un représentant de candidat, nom du candidat)
.....
.....
.....

FORM 7

NOTICE RE: PRELIMINARY LIST OF ELECTORS

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 25(4))

Municipality

This preliminary list of all electors prepared as required by the **Municipal Elections Act** was publicly posted in the office of the clerk on

theday of 19.....

Electors should examine the list to ensure that their names and relevant information are correctly shown.

Application for additions or corrections to, or deletions from the list may be made by an elector by completing and filing a form obtainable at the office of the clerk.

The last day for filing concerning additions, corrections or deletions is:

.....
(name of clerk)

FORMULE 7

AVIS RELATIVEMENT À LA LISTE ÉLECTORALE PRÉLIMINAIRE DES ÉLECTEURS

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 25 (4))

Municipalité

La présente liste électorale préliminaire, établie selon les exigences de la Loi sur les élections municipales, a été publiquement affichée dans le bureau du

secrétaire de la municipalité le 19....
(jour) (mois)

Les électeurs sont invités à l'examiner afin de vérifier que leur nom et autres renseignements pertinents y sont convenablement inscrits.

Tout électeur peut faire une demande d'addition, de correction ou de radiation en remplissant une formule disponible au bureau du secrétaire.

Le dernier délai pour la réception des demandes d'addition, de correction ou de radiation est :

.....
(Secrétaire)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 7.

FORM 8

NOTICE RE: LIST OF ELECTORS

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 25(4))

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	

This list of electors has been prepared as required under the **Municipal Elections Act** and is part of the preliminary list of electors publicly posted in the office of the clerk on

theday of 19.....

Electors should examine the list to ensure that their names and relevant information are correctly shown.

Application for additions or corrections to, or deletions from the list may be made by an elector by completing and filing a form obtainable at the office of the clerk.

The last day for filing concerning additions, corrections or deletions is:

.....
(name of clerk)

FORMULE 8

AVIS RELATIVEMENT À LA LISTE DES ÉLECTEURS

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 25 (4))

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	

La présente liste a été établie selon les exigences de la Loi sur les élections municipales et fait partie de la liste électorale préliminaire affichée publiquement dans le bureau du secrétaire de la municipalité le 19....
(jour) (mois)

Les électeurs sont invités à l'examiner afin de vérifier que leur nom et autres renseignements pertinents y sont convenablement inscrits.

Tout électeur peut faire une demande d'addition, de correction ou de radiation en remplissant une formule disponible au bureau du secrétaire.

Le dernier délai pour la réception des demandes d'addition, de correction ou de radiation est :

.....
(Secrétaire)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 8.

FORM 9

**APPLICATION FOR ADDITION OR CORRECTION OF ENTRY
ON PRELIMINARY LIST OF ELECTORS
MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 27(2))**

Application for: addition or correction

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	
Surname of Applicant	Given Names
Full Address of Residence	Apt. No.

Indicate (X) in the appropriate boxes beside the facts applicable to the applicant:

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Resident in municipality | <input type="checkbox"/> English language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> Owner of land in municipality | <input type="checkbox"/> English language public school elector |
| <input type="checkbox"/> Tenant of land in municipality | <input type="checkbox"/> French language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> Spouse of owner or tenant of land in municipality | <input type="checkbox"/> French language public school elector |
| | <input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector |

If application is for corrections - state the necessary changes:

.....

State location or description of property that qualifies the applicant as an elector in the municipality:

.....

DECLARATION OF APPLICANT

I, the undersigned, hereby declare that I am a Canadian citizen, that I have attained the age of eighteen years on or before polling day, and that during the qualification period for electors I was entitled to be an elector in accordance with the facts or information submitted above and that I understand the effect thereof. I hereby apply to have my name included or the corrections made on the preliminary list of electors in accordance with such facts or information.

.....
 (signature of applicant)

.....
 (date of application)

If this signed application is submitted by an agent of the applicant, the agent shall declare as follows:

I hereby declare that I am the agent for the applicant named herein and on her/his behalf I file this application signed by her/him.

.....
 (name of agent)

.....
 (signature of agent)

.....
 (address of agent)

.....
 (telephone no.)

THE FOLLOWING TO BE COMPLETED BY THE CLERK OR ASSISTANT REVISING OFFICER

CERTIFICATE OF APPROVAL

I hereby certify that the preliminary list of electors for the said polling subdivision in this municipality should be amended in accordance with the above statement of facts or information.

.....
 (signature of clerk)

.....
 (date certified)

OR
 assistant
 revising
 officer

Indicate (X) if application refused - state reasons

Refused by -
 initials

.....
 Date

FORMULE 9

DEMANDE D'ADDITION OU DE CORRECTION À APPORTER À LA LISTE ÉLECTORALE PRÉLIMINAIRE

Loi sur les élections municipales (Paragraphe 27 (2))

Demande d'addition à la liste de correction sur la liste

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	
Nom de l'auteur de la demande	Prénoms
Adresse complète (résidence)	App. n°

Cocher les cases appropriées en face des faits applicables à l'auteur de la demande :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Résident de la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue anglaise |
| <input type="checkbox"/> Propriétaire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue anglaise |
| <input type="checkbox"/> Locataire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue française |
| <input type="checkbox"/> Conjoint du propriétaire ou du locataire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue française |
| | <input type="checkbox"/> Électeur protestant des écoles séparées de langue anglaise |

S'il s'agit d'une correction, indiquer les corrections nécessaires :

.....

Emplacement ou description de la propriété qui confère à l'auteur de la demande la qualité d'électeur dans la municipalité :

.....

DÉCLARATION DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), déclare par les présentes que je suis citoyen canadien, que j'ai dix-huit ans révolus à la date du scrutin et que j'avais le droit, pendant la période d'admissibilité des électeurs, d'être électeur conformément aux faits ou renseignements ci-dessus, dont je comprends les implications. Je demande donc par les présentes que mon nom soit inscrit ou que la correction soit faite sur la liste électorale préliminaire conformément auxdits faits ou renseignements.

.....
 (Signature de l'auteur de la demande)

.....
 (Date de la demande)

Si la demande signée est remise par un représentant de l'auteur de la demande, le représentant fait la déclaration suivante :

Je déclare par les présentes être le représentant de l'auteur de la demande nommé ci-dessus et je dépose en son nom la présente demande, signée par lui.

.....
 (Nom du représentant)

.....
 (Signature du représentant)

.....
 (Adresse du représentant)

.....
 (N° de téléphone)

À REMPLIR PAR LE SECRÉTAIRE OU LE RÉVISEUR ADJOINT	
CERTIFICAT D'APPROBATION	
Je certifie par les présentes qu'il faudrait modifier la liste électorale préliminaire de la section de vote mentionnée ci-dessus dans cette municipalité conformément à la déclaration de faits et aux renseignements ci-dessus.	
..... (Signature du secrétaire)	<input type="checkbox"/> DU réviser adjoint
..... (Date du certificat)	
Cocher la case ci-dessous si la demande est refusée et indiquer les motifs du refus <input type="checkbox"/>	Refusée par - Initiales Date

FORM 10

APPLICATION FOR ENTRY OF NAME OF AN ELECTOR ON A DIFFERENT PRELIMINARY LIST OF ELECTORS MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 27(2))

Municipality	
Surname of Applicant	Given Names

APPLYING FOR NAME TO BE DELETED FROM LIST FOR

Ward No.	Polling Subdivision No.
Address of Applicant in Ward	

AND FOR NAME TO BE ENTERED IN LIST FOR

Ward No.	Polling Subdivision No.
Address of Applicant in Ward	

Indicate (X) in the appropriate boxes beside the facts applicable to the applicant:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Resident in municipality | <input type="checkbox"/> Owner of the following property
<input type="checkbox"/> Tenant of the following property
<input type="checkbox"/> Spouse of owner or tenant of the following property |
|---|---|

State location or description of property that qualifies the applicant as an elector in the municipality:

.....

.....

.....

DECLARATION OF APPLICANT

I, the undersigned, hereby apply to have my name deleted from the preliminary list of electors for the ward and polling subdivision where it now appears and entered in the list of another ward and polling subdivision as set out above and I state that the facts submitted above are true and correct.

.....
(signature of applicant)

.....
(date of application)

If this signed application is submitted by an agent of the applicant, the agent shall declare as follows:

I hereby declare that I am the agent for the applicant named herein and on her/his behalf I submit this application signed by her/him.

.....
(name of agent)

.....
(signature of agent)

.....
(address of agent)

.....
(telephone no.)

THE FOLLOWING TO BE COMPLETED BY THE CLERK OR ASSISTANT REVISING OFFICER	
CERTIFICATE OF APPROVAL	
I hereby certify that the preliminary list of electors for the said polling subdivision in this municipality has been amended in accordance with the above statement of facts.	
..... (signature of clerk)	OR <input type="checkbox"/> assistant revising officer
..... (date certified)	
<input type="checkbox"/> Indicate (X) if application refused - state reasons	Refused by - initials _____ Date

FORMULE 10

DEMANDE D'INSCRIPTION D'UN ÉLECTEUR SUR UNE AUTRE LISTE ÉLECTORALE PRÉLIMINAIRE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 27 (2))

Municipalité	
Nom de l'auteur de la demande	Prénoms

RADIATION DE LA LISTE DE

Quartier n°	Section de vote n°
Adresse de l'auteur de la demande dans le quartier	

INSCRIPTION À LA LISTE DE

Quartier n°	Section de vote n°
Adresse de l'auteur de la demande dans le quartier	

Cocher la case appropriée en face des faits applicables à l'auteur de la demande :

- résident de la municipalité
- le propriétaire de la propriété mentionnée ci-dessous
- le locataire de la propriété mentionnée ci-dessous
- le conjoint du propriétaire ou du locataire de la propriété mentionnée ci-dessous

Emplacement ou description de la propriété qui confère à l'auteur de la demande la qualité d'électeur dans la municipalité :

.....

DÉCLARATION DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), demande par les présentes que mon nom soit radié de la liste électorale préliminaire du quartier et de la section de vote où il figure actuellement et inscrit sur la liste du quartier et de la section de vote indiqués ci-dessus.

Je déclare que les faits indiqués ci-dessus sont vrais.

.....
 (Signature de l'auteur de la demande) (Date de la demande)

Si la demande signée est remise par un représentant de l'auteur de la demande, le représentant fait la déclaration suivante :

Je déclare par les présentes être le représentant de l'auteur de la demande nommé ci-dessus et je soumetta en son nom la présente demande, signée par lui.

.....
 (Nom du représentant) (Signature du représentant)

.....
 (Adresse du représentant) (N° de téléphone)

À REMPLIR PAR LE SECRÉTAIRE OU LE RÉVISEUR ADJOINT CERTIFICAT D'APPROBATION	
Je certifie par les présentes que la liste électorale préliminaire de la section de vote mentionnée ci-dessus de la municipalité a été modifiée conformément à la déclaration de l'auteur de la demande.	
..... (Signature du secrétaire) ou <input type="checkbox"/> réviser adjoint
..... (Date du certificat)	
Cocher la case ci-dessous si la demande est refusée et indiquer les motifs du refus <input type="checkbox"/>	Refusée par - Initiales _____ Date

FORM 11

APPLICATION FOR DELETION OF NAME FROM PRELIMINARY LIST OF ELECTORS MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 28(1))

(Prepare in triplicate)

Municipality

Surname of Applicant	Given Names
Full Address of Residence	Apt. No.

IN RESPECT OF

Name as Entered on Preliminary List of Electors	
Full Address of Residence	Apt. No.

ENTERED ON LIST FOR

Ward No.	Polling Subdivision No.
----------	-------------------------

STATEMENT BY APPLICANT

I, the undersigned, hereby state:

That I have good reason to believe that the person named above as entered on the preliminary list of electors for the said polling subdivision in this municipality is not entitled as an elector to have her/his name entered thereon; and

That I will attend a hearing to be held by the clerk or assistant revising officer and there establish the validity of my application, the facts in support of which are as follows:

.....

.....

.....

(signature of applicant)

(date signed)

NOTICE OF HEARING to the person named above concerning whom the application is made.

TAKE NOTICE that the above application has been filed with me under the authority of section 28(1) of the Municipal Elections Act alleging that your name has been wrongfully included on the preliminary list of electors prepared for the said polling subdivision in this municipality and that your name may be removed from such list if you or your representative do not appear at the hearing, to be held as set out below, to oppose this application and to substantiate your right to have your name remain on the list.

Hearing to be held:

Date	Time
Place	
Address	

.....
(signature of clerk)

or
(assistant revising officer)

.....
(date of notice)

.....
(telephone no.)

FORMULE 11

DEMANDE DE RADIATION
DE LA LISTE ÉLECTORALE PRÉLIMINAIRE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 28 (1))

(Remplir en trois exemplaires)

Municipalité

Nom de l'auteur de la demande	Prénoms
Adresse complète (résidence)	App. n°

À L'ÉGARD DE

Nom inscrit sur la liste électorale préliminaire	
Adresse complète (résidence)	App. n°

INSCRIT SUR LA LISTE DE

Quartier n°	Section de vote n°
-------------	--------------------

DÉCLARATION DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), déclare par les présentes :

Que j'ai lieu de croire que la personne nommée ci-dessus, inscrite sur la liste électorale préliminaire de la section de vote mentionnée ci-dessus, n'est pas en droit de faire inscrire son nom à titre d'électeur sur cette liste; et

Que je serai présent à l'audience que tiendra le secrétaire ou le réviseur adjoint et que j'y établirai la validité de ma demande, qui se fonde sur les faits suivants :

.....

.....

.....

.....

(Signature de l'auteur de la demande)

(Date)

AVIS D'AUDIENCE à la personne mentionnée ci-dessus qui fait l'objet de la demande de radiation

AVIS VOUS EST DONNÉ que la demande de radiation ci-dessus a été déposée devant moi sous l'autorité du paragraphe 1 de l'article 28 de la Loi sur les élections municipales. Il y est affirmé que votre nom a été inscrit à tort sur la liste électorale préliminaire de la section de vote mentionnée ci-dessus de cette municipalité. Votre nom peut être radié de cette liste si vous ou votre représentant ne comparez pas à l'audience qui se tiendra aux date, heure et lieu indiqués ci-dessous, afin de vous opposer à cette demande et d'établir votre droit à être inscrit sur la liste.

L'audience aura lieu :

Date	Heure
Lieu	
Adresse	

.....
(Signature du secrétaire)

ou
(Signature du réviseur adjoint)

.....
(Date de l'avis)

.....
(Numéro de téléphone)

FORM 12

APPLICATION FOR CLERK'S CERTIFICATE

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 33(1), (2))

(Prepare in duplicate)

Ward No.	Polling Subdivision No.	Assessment Roll No. (to be completed by clerk)
Municipality		
Surname of Applicant		Given Names
Full Address of Residence		Apt. No.

Indicate (X) in the appropriate boxes beside the facts applicable to the applicant:

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Resident in municipality | <input type="checkbox"/> English language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> Owner of land in municipality | <input type="checkbox"/> English language public school elector |
| <input type="checkbox"/> Tenant of land in municipality | <input type="checkbox"/> French language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> Spouse of owner or tenant of land in municipality | <input type="checkbox"/> French language public school elector |
| | <input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector |

State location or description of property that qualifies the applicant as an elector in the municipality:

.....

.....

.....

The following oath to be taken by an applicant who was, during the qualification period for electors, fully entitled to be an elector but whose name was omitted from the preliminary list of electors.

OATH OF APPLICANT

I, the undersigned, swear or solemnly affirm:
 That I am a Canadian citizen; that I have attained the age of eighteen years or on or before polling day; that during the qualification period for electors, I was entitled to be an elector in accordance with the facts or information submitted above which I believe to be true; and, that to the best of my knowledge and belief my name is not included on any other polling list in this municipality.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of clerk)

.....
(signature of applicant)

The following oath to be taken by an applicant who, except for the citizenship requirement, was otherwise entitled to have her/his name entered on the preliminary list of electors and who is now fully entitled.

OATH OF APPLICANT

I, the undersigned, swear or solemnly affirm:
 That during the qualification period for electors, I was entitled to have my name entered on the preliminary list of electors in accordance with the facts or information submitted above as they applied at that time except that I was not a Canadian citizen. I have now met this requirement and have produced for inspection by the clerk of this municipality the conclusive evidence required by subsection 33(2) of the Municipal Elections Act.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of clerk)

.....
(signature of applicant)

CERTIFICATE

I hereby certify that the above applicant is entitled to have her/his name entered on the polling list and I hereby authorize the deputy returning officer for the said polling subdivision to enter the name of such person on the polling list and to permit such person to vote.

.....
(signature of clerk)

.....
(date certified)

FORMULE 12

DEMANDE DE CERTIFICAT DU SECRÉTAIRE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 33 (1), (2))

(Remplir en deux exemplaires)

Quartier n°	Section de vote n°	N° du rôle d'évaluation (à remplir par le secrétaire)
Municipalité		
Nom de l'auteur de la demande		Prénoms
Adresse complète (résidence)		App. n°

Cocher les cases appropriées en face des faits applicables à l'auteur de la demande :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Résident de la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue anglaise |
| <input type="checkbox"/> Propriétaire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue anglaise |
| <input type="checkbox"/> Locataire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue française |
| <input type="checkbox"/> Conjoint du propriétaire ou du locataire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue française |
| | <input type="checkbox"/> Électeur protestant des écoles séparées de langue anglaise |

Eplacement ou description de la propriété qui confère à l'auteur de la demande la qualité d'électeur dans la municipalité :

.....

.....

.....

Le serment suivant doit être prêté par l'auteur d'une demande qui, pendant la période d'admissibilité des électeurs, était pleinement en droit d'être électeur, mais dont le nom a été omis de la liste électorale préliminaire.

SERMENT DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), jure ou déclare solennellement :
 Que je suis citoyen canadien;
 Que j'ai dix-huit ans révolus ou que j'aurai dix-huit ans révolus à la date du scrutin;
 Que j'avais la droit, pendant la période d'admissibilité des électeurs, d'être électeur conformément aux faits ou renseignements ci-dessus, que je crois vrais; et
 Que mon nom n'est pas inscrit sur une autre liste électorale de la municipalité, à ma connaissance.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....

(jour) (mois) (Signature de l'auteur de la demande)

.....
(Signature du secrétaire)

Le serment suivant doit être prêté par l'auteur d'une demande qui à l'exception de l'exigence relative à la citoyenneté, avait autrement le droit de faire inscrire son nom sur la liste électorale préliminaire et qui y a maintenant entièrement droit.

SERMENT DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), jure ou déclare solennellement :
 Que, pendant la période d'admissibilité des électeurs, j'étais en droit de faire inscrire mon nom sur la liste électorale préliminaire conformément aux faits ou renseignements ci-dessus tels qu'ils s'appliquaient alors, si ce n'est que je n'étais pas citoyen canadien. Je réponds maintenant à cette exigence et j'ai soumis à l'examen du secrétaire de cette municipalité les preuves requises au paragraphe 33 (2) de la Loi sur les élections municipales.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....

(jour) (mois) (Signature de l'auteur de la demande)

.....
(Signature du secrétaire)

CERTIFICAT

Je certifie par les présentes que l'auteur de la demande ci-dessus est en droit de faire inscrire son nom sur la liste électorale.
 J'autorise par les présentes le scrutateur de la section de vote mentionnée ci-dessus à inscrire le nom de cette personne sur la liste électorale et à l'autoriser à voter.

..... (Date)

..... (Signature du secrétaire)

FORM 13 NOMINATION PAPER

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 36(1), (2))

Note: Every candidate must also be registered in accordance with the Act.

Nomination Paper of a person to be a candidate at an election to be held in the municipality of:

Note: This nomination paper may only be signed by electors entitled to vote for the office mentioned herein.

PLEASE PRINT OR TYPE INFORMATION - (EXCEPT FOR SIGNATURES)

Nominated for the Office of	Ward No. (if any)	Name as it is to appear on the ballot paper NOMINEE:
Full address of nominee's residence within municipality		If nominated for school board, full address of residence within its jurisdiction

NOMINATION FOR MUNICIPAL OFFICE

We, the undersigned electors, whose names and addresses appear opposite our signatures, and who are entitled to vote for the office mentioned herein, hereby nominate the aforesaid person to be a candidate for that office at the elections to be held in this municipality.

NOTE: AT LEAST 10 NAMES REQUIRED

Name of Elector	Address of Elector within Municipality	Ward No.	Polling Subdivision No.	Signature of Elector
.....	1
.....	2
.....	3
.....	4
.....	5
.....	6
.....	7
.....	8
.....	9
.....	10

NOMINATION FOR SCHOOL BOARD

We, the undersigned electors, whose names and addresses appear opposite our signatures, and who are entitled to vote for the office mentioned herein, hereby nominate the aforesaid person to be a candidate for that office at the elections to be held in this municipality.

CHECK APPROPRIATE BOX

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> English language separate school elector | <input type="checkbox"/> French language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> English language public school elector | <input type="checkbox"/> French language public school elector |
| | <input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector |

Name of Elector	Address of Elector within Municipality	Ward No.	Polling Subdivision No.	Signature of Elector
.....	1
.....	2
.....	3
.....	4
.....	5
.....	6
.....	7
.....	8
.....	9
.....	10

(Continued)

FORMULE 13

DÉCLARATION DE CANDIDATURE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 36 (1), (2))

Remarque : Le candidat doit également être inscrit conformément à la Loi.

Déclaration de candidature pour une élection dans la municipalité de :
--

Seuls peuvent signer la présente déclaration de candidature les électeurs qui ont le droit de voter pour le poste mentionné dans la présente formule.

PRIÈRE D'ÉCRIRE EN LETTRES MOULÉES OU DE DACTYLOGRAPHIER - (SAUF SIGNATURES)

Candidat au poste de	Quartier n° (le cas échéant)	Nom qui doit figurer sur le bulletin de vote CANDIDAT :
Adresse complète (résidence) du candidat dans la municipalité		S'il s'agit d'une candidature au conseil scolaire, adresse de la résidence dans le territoire relevant de sa compétence

CANDIDATURE À UN POSTE AU CONSEIL MUNICIPAL

Nous, électeurs soussignés, dont les noms et adresses figurent en face de nos signatures, et qui avons droit de voter pour le poste mentionné, nommons par les présentes la personne mentionnée ci-dessus comme candidat à ce poste aux élections qui auront lieu dans cette municipalité.

REMARQUE : FOURNIR AU MOINS 10 NOMS

Nom de l'électeur	Adresse de l'électeur dans la municipalité	Quartier n°	Section de vote n°	Signature de l'électeur
.....	1.
.....	2.
.....	3.
.....	4.
.....	5.
.....	6.
.....	7.
.....	8.
.....	9.
.....	10.

CANDIDATURE À UN POSTE AU CONSEIL SCOLAIRE

Nous, électeurs soussignés, dont les noms et adresses figurent en face de nos signatures, et qui avons droit de voter pour le poste mentionné, nommons par les présentes la personne mentionnée ci-dessus comme candidat à ce poste aux élections qui auront lieu dans cette municipalité.

COCHER LA CASE APPROPRIÉE

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue anglaise | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue française |
| <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue anglaise | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue française |
| | <input type="checkbox"/> Électeur protestant des écoles séparées de langue anglaise |

Nom de l'électeur	Adresse de l'électeur dans la municipalité	Quartier n°	Section de vote n°	Signature de l'électeur
.....	1.
.....	2.
.....	3.
.....	4.
.....	5.
.....	6.
.....	7.
.....	8.
.....	9.
.....	10.

FORM 13

CONSENT OF NOMINEE AND DECLARATION OF QUALIFICATION

I,, the nominee mentioned in this nomination paper, do hereby consent to such nomination and declare that I am legally qualified to be elected and to hold the office for which I have registered and am nominated and I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath.

DECLARED before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of nominee)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

Date Filed:

Time Filed:

.....
(signature of clerk)
or
(assistant returning officer)

Where the nomination paper is filed with the clerk of the municipality prior to nomination day, the clerk after examining the paper and being satisfied of the regularity thereof, shall certify the paper as set out below and the name of the person nominated shall be posted up as required by the Act.

Where the nomination paper is filed on nomination day and before 5 p.m. the clerk shall accept it and cause the name of the person nominated to be posted up as required under the Act. Examination and certification or otherwise of nomination papers filed on nomination day are to be carried out prior to 4 p.m. on the day following nomination day.

CERTIFICATE

I, the undersigned clerk of this municipality, do hereby certify that I have examined the nomination paper of the aforesaid nominee filed with me and am satisfied that the requisite number of nominators appear and that they are electors entitled to vote for the office mentioned within.

.....
(signature of clerk)

.....
(date certified)

CONSENTEMENT DU CANDIDAT ET DÉCLARATION D'ADMISSIBILITÉ

Je,, candidat mentionné dans la présente déclaration de candidature, accepte par les présentes d'être candidat et déclare solennellement que je suis légalement éligible et habilité à occuper le poste pour lequel je suis candidat. Je fais cette déclaration solennelle croyant en conscience qu'elle est véridique et sachant qu'elle a la même force et les mêmes effets qu'une déclaration sous serment.

Déclaré devant moi

au

de

dans la de

Le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature du candidat)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

Date du dépôt :

Heure du dépôt :

.....
(Signature du secrétaire)

ou
(Signature du directeur adjoint du scrutin)

Si la déclaration de candidature est déposée auprès du secrétaire de la municipalité avant le jour de déclaration de candidature, le secrétaire atteste la déclaration comme il est indiqué ci-dessous, après l'avoir examinée et s'être assuré qu'elle a été établie en bonne et due forme. Le nom de la personne présentée comme candidat est ensuite affichée conformément à la Loi.

Si la déclaration de candidature est déposée le jour de déclaration de candidature avant 17 heures, le secrétaire l'accepte et fait afficher le nom du candidat comme l'exige la Loi. L'examen et l'attestation éventuelle des déclarations de candidature déposées le jour de déclaration de candidature doivent être faits avant 16 heures le lendemain.

ATTESTATION

Je, soussigné(e), secrétaire de la municipalité, atteste que j'ai examiné la déclaration de candidature du candidat ci-dessus, déposée devant moi et qu'à mon avis la déclaration porte le nombre prescrit de signatures d'électeurs en droit d'élire une personne au poste mentionné.

.....
(Signature du secrétaire)

.....
(Date de l'attestation)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 13.

FORM 14 BALLOT

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 43(1) or 43(1a))

Municipality

Elections:
(date)

FOR THE OFFICE OF:

You can vote for () candidates for this office.
(number)

1. (Given names	SURNAME)	<input type="radio"/>	* -----
2. (Given names	SURNAME)	<input type="radio"/>	

Numbering is optional.

* Notches for visually impaired electors may be used where council has passed a by-law under section 43(1a).

FORMULE 14

BULLETIN DE VOTE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 43 (1) ou 43 (1a))

Municipalité

Élections :
(Date)

<p>AU POSTE DE :</p> <p>Vous pouvez voter pour () candidats à ce poste. (nombre)</p>			
1.	(Prénoms	NOM)	<input type="checkbox"/>
2.	(Prénoms	NOM)	<input type="checkbox"/>

Numérotation facultative.

* On peut utiliser des entailles pour les électeurs handicapés visuellement lorsque le conseil a adopté un règlement municipal aux termes du paragraphe 43 (1a).

FORM 14.1

BALLOT

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 43(10))

Municipality

Elections:
(date)

<p>ON THE (insert either the word "by-law" or "question", which ever term is applicable)</p> <p>ARE YOU IN FAVOUR OF (state the issue to be resolved)</p>	
(1. OPTION)	<input type="radio"/>
(2. OPTION)	<input type="radio"/>

Numbering is optional.

FORMULE 14.1

BULLETIN DE VOTE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 43 (10))

Municipalité

Élections :
(Date)

AU SUJET (insérer ici les mots «du règlement municipal»
ou «de la question», selon le cas)

ÊTES VOUS EN FAVEUR DE
(indiquer ici la question)

(1. OPTION)

(2. OPTION)

Numérotation facultative.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 14.1.

FORM 15

**DIRECTIONS FOR THE GUIDANCE OF ELECTORS
AT THE POLL WHO HAVE RECEIVED A BALLOT**

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 48(1)(c))

PLEASE**PROCEED INTO COMPARTMENT PROVIDED****MARK BALLOT**

WITH AN X OR OTHER MARK, WITHIN
THE CIRCLE OR CIRCULAR SPACE
PROVIDED. USE A PEN OR PENCIL.

FOLD BALLOT

SO AS TO CONCEAL VOTE AND
EXPOSE INITIALS OF DEPUTY
RETURNING OFFICER

RETURN BALLOT

TO THE DEPUTY RETURNING OFFICER
WHO IS REQUIRED BY LAW TO PLACE
THE BALLOT IN THE BALLOT BOX IN
THE PRESENCE OF THE ELECTOR

Sample ballots may be attached to these directions for
additional guidance to electors.

FORMULE 15

DIRECTIVES

AUX ÉLECTEURS QUI ONT REÇU UN BULLETIN DE VOTE

Loi sur les élections municipales
(Alinéa 48 (1) c))

PRIÈRE

DE VOUS RENDRE

DANS L'ISOLOIR

DE MARQUER

LE BULLETIN DE VOTE

AVEC UNE CROIX (X) OU UNE AUTRE MARQUE
AU CRAYON OU AU STYLO, DANS LE CERCLE
PRÉVU À CET EFFET

DE PLIER

LE BULLETIN DE VOTE

DE MANIÈRE À CACHER VOTRE VOTE ET À METTRE
EN ÉVIDENCE LES INITIALES DU SCRUTATEUR

DE REMETTRE

LE BULLETIN DE VOTE

AU SCRUTATEUR, QUI EST TENU PAR LA LOI DE LE
DÉPOSER DANS L'URNE EN PRÉSENCE DE L'ÉLECTEUR

Des échantillons de bulletins de vote peuvent être annexés aux présentes directives afin de donner des renseignements supplémentaires aux électeurs.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 15.

FORM 16

CERTIFICATE AND RECEIPT FOR BALLOTS

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 48(3))

(Prepare in duplicate)

To be signed by the clerk of the municipality and by the deputy returning officer of the polling subdivision.

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	

List of ballots - by type and quantity:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

CERTIFICATE OF QUANTITIES DELIVERED By Clerk

I, the undersigned clerk of this municipality, do hereby certify that I have supplied to the deputy returning officer of the said polling subdivision the quantity of ballots as listed above.

.....
(signature of clerk)

.....
(date certified)

RECEIPT FOR QUANTITIES RECEIVED By Deputy Returning Officer

I, the undersigned deputy returning officer of the said polling subdivision, do hereby certify that I have received from the clerk of the municipality the quantity of ballots for the said polling subdivision as listed above or as noted if quantity differs.

.....
(signature of deputy returning officer)

.....
(date received)

FORMULE 16

ATTESTATION ET RÉCÉPISSÉ DES BULLETINS DE VOTE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 48 (3))

(Remplir en deux exemplaires)

La formule doit être signée par le secrétaire de la municipalité et par le scrutateur de la section de vote.

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	

Liste des bulletins de vote, par type et quantité

.....

.....

.....

.....

.....

.....

ATTESTATION DES QUANTITÉS REMISES
(par le secrétaire)

Je, soussigné(e), secrétaire de la municipalité, atteste par les présentes que j'ai remis au scrutateur de la section de vote mentionnée ci-dessus les quantités de bulletins de vote indiquées ci-dessus.

.....
(Signature du secrétaire)

.....
(Date de l'attestation)

RÉCÉPISSÉ

(par le scrutateur)

Je, soussigné(e), scrutateur de la section de vote mentionnée ci-dessus, atteste par les présentes que j'ai reçu du secrétaire de la municipalité pour cette section de vote les quantités de bulletins de vote indiquées ci-dessus, ou avec les modifications indiquées le cas échéant.

.....
(Signature du scrutateur)

.....
(Date de la réception des bulletins)

FORM 17

CERTIFICATE TO VOTE WHERE STATIONED

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 50)

Municipality							
Polling Subdivision No. where entitled to vote	Polling Subdivision No. where stationed						
Name of Applicant							
Full Address of Residence	Apt. No.						
<p>Indicate (X) in the appropriate box beside the facts applicable to the applicant:</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> English language public school elector</td> <td style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> English language separate school elector</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> French language public school elector</td> <td><input type="checkbox"/> French language separate school elector</td> </tr> <tr> <td></td> <td><input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector</td> </tr> </table>		<input type="checkbox"/> English language public school elector	<input type="checkbox"/> English language separate school elector	<input type="checkbox"/> French language public school elector	<input type="checkbox"/> French language separate school elector		<input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector
<input type="checkbox"/> English language public school elector	<input type="checkbox"/> English language separate school elector						
<input type="checkbox"/> French language public school elector	<input type="checkbox"/> French language separate school elector						
	<input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector						
<p>Applicant appointed as:</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Deputy Returning Officer</td> <td style="width: 50%;"><input type="checkbox"/> Poll Clerk</td> </tr> <tr> <td><input type="checkbox"/> Election Assistant</td> <td><input type="checkbox"/> Constable</td> </tr> </table>		<input type="checkbox"/> Deputy Returning Officer	<input type="checkbox"/> Poll Clerk	<input type="checkbox"/> Election Assistant	<input type="checkbox"/> Constable		
<input type="checkbox"/> Deputy Returning Officer	<input type="checkbox"/> Poll Clerk						
<input type="checkbox"/> Election Assistant	<input type="checkbox"/> Constable						

THE PERSON NAMED ABOVE, BY THE ISSUANCE OF THIS CERTIFICATE, IS ENTITLED TO VOTE ONLY AT THE POLLING SUBDIVISION WHERE STATIONED.

.....
(signature of clerk)

.....
(date)

FORMULE 17

CERTIFICAT POUR VOTER DANS LE LIEU
OÙ LA PERSONNE EST AFFECTÉELoi sur les élections municipales
(Article 50)

Municipalité	
N ^o de section de vote où la personne est habilitée à voter :	N ^o de section de vote du lieu où la personne est affectée :
Nom de l'auteur de la demande	
Adresse complète (résidence)	App. n ^o
Cocher les cases appropriées en face des faits applicables à l'auteur de la demande :	
<input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue anglaise	<input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue anglaise
<input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue française	<input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue française
	<input type="checkbox"/> Électeur protestant des écoles séparées de langue anglaise
L'auteur de la demande nommé en qualité de :	
<input type="checkbox"/> Scrutateur	<input type="checkbox"/> Secrétaire du bureau de vote
<input type="checkbox"/> Membre du personnel électoral suppléant	<input type="checkbox"/> Constable

LA DÉLIVRANCE DU PRÉSENT CERTIFICAT N'AUTORISE LA PERSONNE SUSMENTIONNÉE À VOTER QUE DANS LA SECTION DE VOTE OÙ ELLE EST AFFECTÉE.

.....
(Signature du secrétaire)

.....
(Date)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 17.

FORM 18

ORAL OATH OF QUALIFICATION

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 55(1) or 57)

The following oath to be administered to a elector:

- objected to by any candidate or scrutineer;
- when the deputy returning officer is not satisfied as to the elector's identity; or
- who applies for a ballot and the polling list indicates that such elector has already voted.

I,
(name of the elector as it appears or is intended to appear on the polling list or document)

being an elector entitled to vote in this municipality of

..... swear or solemnly affirm:
(name of municipality)

That I am the person named or intended to be named on the polling list or document now shown to me; and

That I have not before voted at the elections now being held in this municipality.

FORMULE 18

SERMENT ORAL D'UNE PERSONNE HABILITÉE À VOTER

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 55 (1) ou article 57)

Le serment suivant doit être prêté par un électeur :

- qui fait l'objet d'une opposition formulée par un candidat ou le représentant d'un candidat;
- qui ne peut établir son identité à la satisfaction du scrutateur; ou
- qui demande un bulletin de vote alors que la liste électorale indique que cet électeur a déjà voté.

Je,,
(nom de l'électeur tel qu'il figure ou devrait figurer sur la liste électorale ou dans le registre)

électeur jouissant du droit de vote dans la municipalité de
(nom de la municipalité)

jure ou déclare solennellement :

Que je suis la personne qui est nommée ou devrait être nommée dans la liste électorale ou le registre qui m'est présenté; et

Que je n'ai pas déjà voté pour les élections qui ont maintenant lieu dans cette municipalité.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 18.

FORM 19 DECLARATION FOR ENTRY OF NAME ON POLLING LIST AT THE POLL

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 56(1))

(Prepare in duplicate)

Ward No.	Polling Subdivision No.	Assessment Roll No. (to be completed by clerk)
Municipality		
Surname of Applicant		Given Names
Full Address of Residence		Apt. No.

State location or description of property that qualifies the applicant as an elector in the municipality:

.....
.....

Indicate (X) in the appropriate boxes beside the facts applicable to the applicant:

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Resident in municipality | <input type="checkbox"/> English language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> Owner of land in municipality | <input type="checkbox"/> English language public school elector |
| <input type="checkbox"/> Tenant of land in municipality | <input type="checkbox"/> French language separate school elector |
| <input type="checkbox"/> Spouse of owner or tenant of land in municipality | <input type="checkbox"/> French language public school elector |
| | <input type="checkbox"/> English language Protestant separate school elector |

The following declaration to be taken by an applicant who was, during the qualification period for electors, fully entitled to be an elector but whose name was omitted from the polling list.

DECLARATION BY APPLICANT

I,, the undersigned, hereby solemnly declare that I am a Canadian citizen and that I have attained the age of eighteen years and that during the qualification period for electors I was entitled to be an elector in accordance with the facts or information submitted above which I believe to be true and correct;

I further solemnly declare that I have not previously voted at this election in this municipality and, having established my identity to the satisfaction of the deputy returning officer, declare that I am entitled to have my name entered on the polling list for the said polling subdivision;

And I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath.

Declared before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of deputy returning officer)

.....
(signature of applicant)

OR

The following declaration to be taken by an applicant who, except for the citizenship requirement, was otherwise entitled to have her/his name entered on the preliminary list of electors and who is now fully entitled.

DECLARATION OF APPLICANT

I,, the undersigned, solemnly declare:

That during the qualification period for electors, I was entitled to have my name entered on the preliminary list of electors in accordance with the facts or information submitted above as they applied at that time except that I was not a Canadian citizen. I have now met this requirement and have produced for inspection by the deputy returning officer of this polling place the conclusive evidence required by the Municipal Elections Act.

I further solemnly declare that I have not previously voted at this election in the municipality and having established my identity to the satisfaction of the deputy returning officer declare that I am entitled to have my name entered on the polling list for the said polling subdivision;

And I make this solemn declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath.

Declared before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of deputy returning officer)

.....
(signature of applicant)

FORMULE 19

DÉCLARATION RELATIVE À L'INSCRIPTION SUR LA LISTE ÉLECTORALE AU BUREAU DE VOTE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 56 (1))

Quantier n°	Section de vote n°	N° du rôle d'évaluation (à remplir par le secrétaire)
Municipalité		
Nom de l'auteur de la demande		Prénoms
Adresse complète (résidence)		App. n°

Emplacement ou description de la propriété qui confère à l'auteur de la demande la qualité d'électeur dans la municipalité :

Cocher les cases appropriées en face des faits applicables à l'auteur de la demande :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Résident de la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue anglaise |
| <input type="checkbox"/> Propriétaire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue anglaise |
| <input type="checkbox"/> Locataire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles séparées de langue française |
| <input type="checkbox"/> Conjoint du propriétaire ou du locataire d'un terrain dans la municipalité | <input type="checkbox"/> Électeur des écoles publiques de langue française |
| | <input type="checkbox"/> Électeur protestant des écoles séparées de langue anglaise |

La déclaration suivante doit être faite par l'auteur d'une demande qui, pendant la période d'admissibilité des électeurs, était pleinement en droit d'être électeur, mais dont le nom a été omis de la liste électorale.

DÉCLARATION DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), déclare solennellement par les présentes que je suis citoyen canadien, que j'ai dix-huit ans révolus et que pendant la période d'admissibilité des électeurs, j'étais le droit d'être électeur, conformément aux faits ou renseignements ci-dessus, que je crois vrais.

Je déclare de plus solennellement que je n'ai pas déjà voté au cours de cette élection dans la municipalité et qu'ayant fait la preuve de mon identité au scrutateur, je suis en droit de faire inscrire mon nom sur la liste électorale de la section de vote mentionnée ci-dessus.

Je fais la présente déclaration solennelle croyant en conscience qu'elle est véridique et sachant qu'elle a la même force et les mêmes effets qu'une déclaration sous serment.

Déclaré devant moi

au
de
dans la de
le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature de l'auteur de la demande)

.....
(Signature du scrutateur)

OU

La déclaration suivante doit être faite par l'auteur d'une demande qui, à l'exception de l'exigence relative à la citoyenneté, avait autrement le droit de faire inscrire son nom sur la liste électorale préliminaire et qui y a maintenant entièrement droit.

DÉCLARATION DE L'AUTEUR DE LA DEMANDE

Je, soussigné(e), déclare solennellement par les présentes :

Que, pendant la période d'admissibilité des électeurs, j'étais en droit de faire inscrire mon nom sur la liste électorale préliminaire conformément aux faits ou renseignements ci-dessus tels qu'ils s'appliquaient alors, si ce n'est que je n'étais pas citoyen canadien. Je réponds maintenant à cette exigence et j'ai soumis à l'examen du scrutateur de ce bureau de vote les preuves requises par la Loi sur les élections municipales.

Je déclare solennellement de plus que je n'ai pas voté lors de cette élection dans la municipalité et qu'ayant fait la preuve de mon identité au scrutateur, je suis en droit de faire inscrire mon nom sur la liste électorale de la section de vote mentionnée ci-dessus.

Je fais la présente déclaration solennelle croyant en conscience qu'elle est véridique et sachant qu'elle a la même force et les mêmes effets qu'une déclaration sous serment.

Déclaré devant moi

au
de
dans la de
le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature de l'auteur de la demande)

.....
(Signature du scrutateur)

FORM 20

ORAL OATH OF INCAPACITY TO VOTE WITHOUT ASSISTANCE

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 63(1))

I,
(name of the elector as it appears or is intended to appear

....., being an elector entitled to vote in this
on the polling list or document)

municipality of, swear or solemnly
(name of municipality)

affirm:

State one of the following:

- that I am illiterate;
- that I am blind;
- that I am physically handicapped;

and therefore I require assistance to mark my ballot paper.

FORMULE 20

SERMENT ORAL D'UNE PERSONNE QUI NE PEUT VOTER SANS L'AIDE D'UNE AUTRE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 63 (1))

Je,
(nom de l'électeur tel qu'il figure ou devrait figurer sur la liste électorale

....., électeur ayant le droit de voter dans la
ou dans le registre)

municipalité de jure ou
(nom de la municipalité)

déclare solennellement :

Énoncer une des conditions suivantes :

que je suis dans l'incapacité de lire;

que je suis aveugle;

que je suis handicapé physiquement;

et demande en conséquence une aide pour marquer mon bulletin de vote.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 20.

FORM 21

ORAL OATH OF FRIEND OF ELECTOR

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 63(3))

I, a friend of
(name of friend in full)

....., an elector who is illiterate
(name of elector as it appears or is intended to
appear on the polling list or document)

(or is blind or is handicapped by other physical cause), and who is entitled to

vote in this municipality of swear or
(name of municipality)

solemnly affirm:

That I will mark the ballot paper as directed by the elector, and
that I will keep secret the manner in which this elector voted.

FORMULE 21

SERMENT ORAL DE L'AMI D'UN ÉLECTEUR

Loi sur les élections municipales

(Paragraphe 63 (3))

Je,
(nom complet de l'ami)

ami de
(nom de l'électeur tel qu'il figure ou devrait figurer sur
la liste électorale ou dans le registre)

électeur qui est incapable de lire (ou est aveugle ou est handicapé par tout autre
cause physique) jure ou déclare solennellement :

Que je marquerai le bulletin de vote selon les instructions de cet
électeur; et

Que je ne divulguerai pas la manière dont cet électeur a voté.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 21.

FORM 22

ORAL OATH OF INTERPRETER

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 64)

I, acting as
(name of interpreter in full)

interpreter for
(name of elector as it appears or is intended to appear on the

....., an elector entitled to vote in
polling list or document)

this municipality of, swear or
(name of municipality)

solemnly affirm:

That I will faithfully translate the necessary oaths as well as
any lawful questions necessarily put to the elector and her/his
answers at this polling place.

FORMULE 22

SERMENT ORAL DE L'INTERPRÈTE

Loi sur les élections municipales
(Article 64)

Je,, faisant fonction
(nom complet de l'interprète)

d'interprète pour
(nom de l'électeur tel qu'il figure ou devrait figurer sur la

....., électeur ayant le droit de voter dans la
liste électorale ou dans le registre)

municipalité de jure ou déclare
(nom de la municipalité)

solennellement :

Que je traduirai fidèlement les serments nécessaires et toute
question qui devra légalement être posée à l'électeur, ainsi que
les réponses par lui données dans ce bureau de vote.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 22.

FORM 23

CERTIFICATE ON LIST OF ADVANCED POLL VOTERS

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 66(6)(b))

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	

I, the undersigned clerk of this municipality, certify that the electors listed herein have voted at an advance poll and I hereby direct that the deputy returning officer of the said polling subdivision before opening the poll shall make an entry on the polling list supplied to her/him opposite the name of each of these electors showing that each such elector has voted.

.....
 (signature of clerk)

.....
 (date certified)

FORMULE 23

CERTIFICAT D'ATTESTATION DE LA LISTE DES VOTANTS
QUI ONT VOTÉ PAR ANTICIPATIONLoi sur les élections municipales
(Alinéa 66 (6) b))

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	

Je, soussigné(e), secrétaire de la municipalité, atteste que les électeurs énumérés dans les présentes ont voté à un bureau de vote par anticipation et je charge le scrutateur de la section de vote mentionnée ci-dessus d'indiquer sur la liste électorale qui lui a été remise, avant d'ouvrir le scrutin, que chacun de ces électeurs a voté.

.....
(Signature du secrétaire)

.....
(Date du certificat)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 23.

FORM 24

APPOINTMENT OF VOTING PROXY

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 67(2), (5), (6), (8))

PERSON APPOINTING VOTING PROXY (Refer to your Voter Identification Notice)

Municipality	
Ward No.	Polling Subdivision No.
Surname of Person Appointing Voting Proxy	Given Names
Full Address within this Municipality	Apt. No.

PERSON APPOINTED AS VOTING PROXY

Municipality	
Ward No.	Polling Subdivision No.
Surname of Person Appointed Voting Proxy	Given Names
Full Address within this Municipality	Apt. No.
<p>Relationship of Voting Proxy to Person Appointing the Voting Proxy Check one only <input type="checkbox"/> related <input type="checkbox"/> not related</p>	

Statement of Person Appointing Voting Proxy (appointment must be made following nomination day)

I, the undersigned, a qualified elector whose name is entered on the polling list for the said polling subdivision in this municipality, do hereby appoint the person named above as my voting proxy and, if related to the proxy, do attest to his/her relationship to me.

..... (name of witness) (date appointed)

..... (signature of person appointing voting proxy) (signature of witness)

Formule 24

NOMINATION D'UN MANDATAIRE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 67 (2), (5), (6), (8))

MANDANT (Se reporter à l'avis d'identification d'électeur)

Municipalité	
Quartier n ^o	Section de vote n ^o
Nom du mandant	Prénoms
Adresse complète dans cette municipalité	App. n ^o

MANDATAIRE

Municipalité	
Quartier n ^o	Section de vote n ^o
Nom du mandataire	Prénoms
Adresse complète dans cette municipalité	App. n ^o
Rapport entre le mandataire et le mandant Cocher une case seulement	
<input type="checkbox"/> parents	
<input type="checkbox"/> non parents	

Déclaration du mandant (la nomination doit être faite après le jour de déclaration de candidature)

Je, soussigné(e), électeur habilité inscrit sur la liste électorale de la section de vote mentionnée ci-dessus de la municipalité, nomme par les présentes la personne nommée ci-dessus pour qu'elle vote en mon nom et, s'il s'agit d'un parent, j'atteste le rapport entre cette personne et moi.

.....
(Nom du témoin)

.....
(Date de la nomination)

.....
(Signature du mandant)

.....
(Signature du témoin)

FORM 24

Declaration by Person Appointed as Voting Proxy (to be completed in the presence of the clerk at the clerk's office)

I, the undersigned, a qualified elector in the above municipality, affirm that I have been appointed to vote in good faith on behalf of the person named above who made the appointment and, that I have not been previously appointed a voting proxy for any other non-related person.

Declared before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
.....
.....

(signature of clerk or commissioner, etc.)

.....
(signature of person appointed
voting proxy)

CERTIFICATION BY CLERK

I hereby certify that the person named above as appointing the voting proxy is qualified to vote in the named polling subdivision and that the person so appointed is a duly qualified elector in this municipality and is authorized to vote on behalf of the said person appointing him/her.

.....
(signature of clerk)

.....
(date of certification)

NOTE: Clerk may require proof of identity of voting proxy before certifying proxy.

ORAL OATH OF VOTING PROXY AT THE POLL

I swear or solemnly affirm:

That I am the person named as voting proxy in this appointment presented at the said poll; and

That I am voting in good faith on behalf of the person named above who made the appointment.

Déclaration du mandataire (qui doit être remplie dans le bureau du secrétaire, en présence de celui-ci)

Je, soussigné(e), électeur habilité dans la municipalité mentionnée ci-dessus affirme que j'ai été nommé(e) pour voter de bonne foi au nom du mandant mentionné ci-dessus et que je n'ai pas auparavant été nommé(e) mandataire pour le compte d'une personne qui n'est pas un parent.

Déclaré devant moi

au

de

dans la de

le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature du mandataire)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

ATTESTATION DU SECRÉTAIRE

J'atteste par les présentes que le mandant nommé ci-dessus a le droit de voter dans la section de vote nommée et que le mandataire ainsi nommé est dûment habilité à voter dans la municipalité et est autorisé à agir au nom du mandant.

.....
(Signature du secrétaire)

.....
(Date de l'attestation)

REMARQUE : Avant de délivrer l'attestation au mandataire, le secrétaire peut exiger une preuve d'identité de celui-ci.

SERMENT ORAL DU MANDATAIRE AU BUREAU DE VOTE

Je jure ou déclare solennellement :

- Que je suis la personne nommée mandataire dans la présente procuration présentée au bureau de vote; et
- Que je vote de bonne foi au nom du mandant mentionné ci-dessus.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 24.

FORM 25
FINAL OATH OF POLL CLERK
 MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 76)

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	
Name of Person Appointed as Poll Clerk	

I, the aforesaid, appointed poll clerk for the said polling subdivision in this municipality, swear or solemnly affirm:

That I have performed all the duties and completed and processed all the documents as required of me by law;

That to the best of my knowledge and belief, the polling list kept for this polling subdivision has been kept correctly and contains a true and exact record of the electors who voted; and

That the number of votes recorded in the statement of the poll is correct.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
 (signature of poll clerk)

.....
 (signature of deputy returning officer)

FORMULE 25

SERMENT DU SECRÉTAIRE DU BUREAU DE VOTE
APRÈS LA CLÔTURE DU SCRUTIN

Loi sur les élections municipales
(Article 76)

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	
Nom du secrétaire nommé du bureau de vote	

Je, susmentionné(e), secrétaire nommé du bureau de vote mentionné ci-dessus dans cette municipalité, jure ou déclare solennellement :

Que je me suis acquitté de toutes les fonctions et que j'ai rempli et transmis tous les documents prescrits par la Loi;

Que, pour autant que je sache, la liste électorale de la présente section de vote a été correctement tenue et contient un relevé véridique des électeurs qui ont voté; et

Que le nombre des votes inscrits dans le relevé du scrutin est exact.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi
au
de
dans la de
le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature du secrétaire du bureau de vote)

.....
(Signature du scrutateur)

FORM 26

FINAL OATH OF DEPUTY RETURNING OFFICER

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 78(3))

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	
Name of Person Appointed as Deputy Returning Officer	

I, the aforesaid, appointed deputy returning officer for the said polling subdivision in this municipality, swear or solemnly affirm:

That I have performed all the duties and completed and processed all the documents as required of me by law;

That to the best of my knowledge and belief, the polling list kept for this polling subdivision has been kept correctly and contains a true and exact record of the electors who voted; and

That the number of votes recorded in the statement of the poll is correct.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of deputy returning officer)

.....
(signature of poll clerk, clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 26

SERMENT DU SCRUTATEUR APRÈS LA CLÔTURE DU SCRUTIN

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 78 (3))

Quartier n ^o	Section de vote n ^o
Municipalité	
Nom du scrutateur nommé	

Je, susmentionné(e), scrutateur nommé de la section de vote mentionnée ci-dessus dans cette municipalité, jure ou déclare solennellement :

Que je me suis acquitté de toutes les fonctions et que j'ai rempli et transmis tous les documents prescrits par la Loi;

Que, pour autant que je sache, la liste électorale de la présente section de vote a été correctement tenue et contient un relevé véridique des électeurs qui ont voté; et

Que le nombre des votes inscrits dans le relevé du scrutin est exact.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....

(jour)

(mois)

.....

(Signature du scrutateur)

.....
(Signature du secrétaire du bureau de vote,
secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 27

OATHS OF BALLOT BOX MESSENGER

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 78(4))

Ward No.	Polling Subdivision No.
Municipality	
Name of Messenger	

OATH ON RECEIPT OF BOX FROM DEPUTY RETURNING OFFICER

I, the aforesaid, swear or solemnly affirm:

That I will deliver forthwith to the clerk of this municipality the ballot box entrusted to me by the deputy returning officer of the said polling subdivision;

That while in my possession I will not open or permit any other person to open the ballot box.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of messenger)

.....
(signature of deputy returning officer)

OATH ON DELIVERY OF BOX TO CLERK

I, the aforesaid, swear or solemnly affirm:

That I am the person to whom the deputy returning officer of the said polling subdivision entrusted the ballot box;

That the ballot box I now deliver is the ballot box so entrusted to me; and

That I have not opened the ballot box and it has not been opened by any other person while in my possession.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of messenger)

.....
(signature of clerk)

FORMULE 27

SERMENTS DU MESSEGER

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 78 (4))

Quartier n°	Section de vote n°
Municipalité	
Nom du messenger	

SERMENT À LA RÉCEPTION DE L'URNE DU SCRUTATEUR

Je, susmentionné(e), jure ou déclare solennellement :

Que je remettrai sans délai au secrétaire de la municipalité l'urne qui m'a été confiée par le scrutateur de la section de vote mentionnée ci-dessus;

Que je n'ouvrirai pas l'urne ni ne permettrai à un tiers de l'ouvrir tant qu'elle sera en ma possession.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature du messenger)

.....
(Signature du scrutateur)

SERMENT À LA REMISE DE L'URNE AU SECRÉTAIRE

Je, susmentionné(e), jure ou déclare solennellement :

Que je suis la personne à qui le scrutateur de la section de vote mentionnée ci-dessus a confié l'urne;

Que l'urne que je remets est celle qui m'a été confiée; et

Que je n'ai pas ouvert l'urne et qu'elle n'a pas été ouverte par un tiers pendant qu'elle était en ma possession.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature du messenger)

.....
(Signature du secrétaire)

FORM 28

NOTICE OF REGISTRATION

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 122(1))

NAME OF CANDIDATE Initial Registration Changing Reported Information

Name of Candidate (same as will appear on the Nomination Form)		
Permanent Mailing Address		
Business Phone No.	Fax No.	Home Phone No.

NAME OF OFFICE AND MUNICIPALITY

Name of Office for which the Candidate is Seeking Election (mandatory)	Ward No.
Name of Municipality	

CHIEF FINANCIAL OFFICER

Name (if other than candidate)		
Mailing Address		
Business Phone No.	Fax No.	Home Phone No.

AUDITOR (must be appointed if election expenses or contributions exceed \$10,000 and must be licensed under the Public Accountancy Act)

Firm or Individual Accountant		
Contact		
Mailing Address		
Business Phone No.	Fax No.	Home Phone No.

OTHER PERSONS AUTHORIZED TO ACCEPT CONTRIBUTIONS (in addition to candidate)

Firm or Individual Accountant		
Contact		
Mailing Address		
Business Phone No.	Fax No.	Home Phone No.

FORMULE 28

AVIS D'INSCRIPTION

Loi sur Les élections municipales
(Paragraphe 122 (1))

NOM DU CANDIDAT Inscription initiale Modification de renseignements

Nom du candidat (tel qu'il figurera sur la formule de déclaration de candidature)

Adresse postale permanente

N° de téléphone au travail

N° de télécopieur

N° de téléphone à domicile

NOM DU POSTE ET DE LA MUNICIPALITÉ

Nom du poste auquel le candidat se présente à l'élection (obligatoire)

Quartier n°

Nom de la municipalité

DIRECTEUR DES FINANCES

Nom (sauf s'il s'agit du candidat)

Adresse postale

N° de téléphone au travail

N° de télécopieur

N° de téléphone à domicile

VÉRIFICATEUR (doit être nommé si les dépenses ou les contributions liées à la campagne électorale seront supérieures à 10 000 \$ et doit être titulaire d'un permis aux termes de la Loi sur la comptabilité publique)

Cabinet ou comptable individuel

Personne à contacter

Adresse postale

N° de téléphone au travail

N° de télécopieur

N° de téléphone à domicile

AUTRES PERSONNES AUTORISÉES À ACCEPTER DES CONTRIBUTIONS (à part le candidat)

Cabinet ou comptable individuel		
Personne à contacter		
Adresse postale		
N° de téléphone au travail	N° de télécopieur	N° de téléphone à domicile

AUTRES PERSONNES

Nom
Adresse postale
Nom
Adresse postale

COMPTE À DES FINS ÉLECTORALES

Nom de l'institution financière
Signataire autorisé
Adresse postale
Signataire autorisé
Adresse postale
Signataire autorisé
Adresse postale

LIEU OÙ SONT CONSERVÉS LES DOSSIERS DU CANDIDAT (par exemple, bureau, domicile)

Nom du lieu	Personne à contacter	
Adresse postale		
N° de téléphone au travail	N° de télécopieur	N° de téléphone à domicile

LOCALITÉ OÙ PEUVENT ÊTRE ORIGINÉES LES COMMUNICATIONS (si elle diffère du lieu mentionné ci-dessus)

Nom de la localité	Personne à contacter	
Adresse postale		
N° de téléphone au travail	N° de télécopieur	N° de téléphone à domicile

DÉCLARATION DU CANDIDAT

Je, soussigné(e),
 Nom du candidat (prière d'écrire en lettres moulées)

déclare qu'au mieux de ma connaissance et de ce que je tiens pour véridique que les renseignements contenus dans le présent avis d'inscription sont véridiques.

 (Signature du candidat)

 (Date)

Il incombe à la personne qui présente une demande d'inscription de remplir et de déposer un avis d'inscription complet et exact.

FORM 29

**CERTIFICATE OF AUTHORITY TO INCUR
CAMPAIGN EXPENSES**

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 129(2))

For the campaign period ending March 31, 19__

Municipality	
Surname of Registered Candidate	Given Names
Candidate for Office of :	Ward No.
Address of Residence	

PERSON AUTHORIZED TO INCUR CAMPAIGN EXPENSES

Name
Address of Residence

(signature of candidate)_____
(date)

O. Reg. 473/91, Form 29.

FORMULE 29

CERTIFICAT D'AUTORISATION À ENGAGER DES DÉPENSES
LIÉES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALELoi sur les élections municipales
(Paragraphe 129 (2))

Période de campagne électorale se terminant le 31 mars 19____

Municipalité

Nom du candidat inscrit

Prénoms

Candidat au poste de

N° de quartier

Adresse de la résidence

PERSONNE AUTORISÉE À ENGAGER DES DÉPENSES LIÉES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Nom

Adresse de la résidence

(Signature du candidat)_____
(Date)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 29.

FORM 30

CERTIFICATE OF MAXIMUM CAMPAIGN EXPENSES

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 129(8))

For the election to be held on the _____ day of, _____, 19__

Municipality	
Candidate for Office of	Ward No.

I certify that the maximum amount of campaign expenses for the above-mentioned office is: \$ _____

(signature of clerk) (date)

Copies to be sent by registered mail or delivered to candidates for such office.

FORMULE 30

CERTIFICAT DES DÉPENSES MAXIMALES LIÉES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 129 (8))

pour l'élection devant avoir lieu le _____ 19____

Municipalité	
Candidat au poste de	Quartier n ^o

J'atteste que le montant maximal des dépenses liées à la campagne électorale pour le poste ci-dessus est de : _____ \$.

(Signature du secrétaire)

(Date)

Une copie de la présente formule doit être remise ou envoyée par courrier recommandé aux candidats au poste concerné.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 30.

FORM 31

FINANCIAL STATEMENT AND AUDITOR'S REPORT

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(1))

For the campaign period ending March 31, 19 ____

NAME OF CANDIDATE AND OFFICE

Name of Registered Candidate		
Permanent Mailing Address		
Business Phone No.	Fax No.	Home Phone No.
Name of Office for which the Candidate Sought Election		Ward No.
Name of Municipality		

Summary of Campaign Income and Expenses

Campaign Expenses Limitation (as per Form 30)	\$ _____
Campaign Expenses Subject to Limitation (D from Statement of Income and Expenses)	\$ _____
Total Campaign Income (A from Statement of Income and Expenses)	\$ _____
Total Period Expenses (B from Statement of Income and Expenses)	\$ _____
Campaign Period Surplus (Deficit) (from Schedule 11)	\$

DECLARATION OF CANDIDATE

I, _____ a candidate in the municipality
 Name of Candidate

of _____ hereby declare that to the best
 Name of Municipality

of my knowledge and belief this financial statement and supporting schedules as set out herein are true and correct and I make this declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath.

Declared before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
 (signature of clerk or commissioner, etc.)

.....
 (signature of candidate)

DECLARATION OF CHIEF FINANCIAL OFFICER

I, _____ have prepared this financial statement
 Name of Chief Financial Officer

and supporting schedules as set out herein for _____ and hereby
 Name of Candidate

declare that to the best of my knowledge and belief this financial statement and supporting schedules as set out herein are true and correct and I make this declaration conscientiously believing it to be true and knowing that it is of the same force and effect as if made under oath.

Declared before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
 (signature of clerk or commissioner, etc.)

.....
 (signature of chief financial officer)

FORMULE 31

ÉTATS FINANCIERS ET RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 132 (1))

Relatifs à la période de campagne électorale se terminant le 31 mars 19__

NDM DU CANDIDAT ET TITRE DU POSTE

Nom du candidat inscrit		
Adresse postale permanente		
N° de téléphone au travail	N° de télécopieur	N° de téléphone à domicile
Nom du poste auquel le candidat s'est présenté à l'élection		Quartier n°
Nom de la municipalité		

SOMMAIRE DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE CAMPAGNE

Plafond des dépenses liées à la campagne électorale (selon la formule 30)	_____	\$
Dépenses liées à la campagne électorale et soumises au plafond (montant D de l'état des recettes et des dépenses)	_____	\$
Total des recettes liées à la campagne électorale (montant A de l'état des recettes et des dépenses)	_____	\$
Total des dépenses liées à la période (montant B de l'état des recettes et des dépenses)	_____	\$
Excédent (déficit) lié à la période de campagne électorale (selon l'annexe 11)	_____	\$

DÉCLARATION DU CANDIDAT

Je, _____, candidat dans la municipalité de _____
(nom du candidat) (nom de la municipalité)

déclare par la présente que, pour autant que je sache, les présents états financiers et les annexes qui les accompagnent sont, dans leur libellé actuel, complets et fidèles. Je fais cette déclaration croyant, en toute conscience, qu'elle est exacte et sachant qu'elle a la force et les mêmes effets qu'une déclaration sous serment.

Déclaré devant moi

au _____
de _____
dans la _____ de _____
le _____ 19_____
(jour) (mois)

(Signature du candidat)

(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 31

STATEMENT OF ASSETS AND LIABILITIES AS AT _____, 19____

Assets

Cash \$ _____
 Accounts Receivable \$ _____
 Inventory (from Schedule 8) \$ _____
 Other (please specify):

Total Assets \$ _____

Liabilities

Accounts Payable \$ _____
 Borrowings, Overdraft, etc. (attach Schedule 1) \$ _____
 Other (please specify):

 Campaign Surplus (Deficit) \$ _____

Total Liabilities \$ _____

STATEMENT OF CAMPAIGN PERIOD INCOME AND EXPENSES FROM ____ TO ____

Income

Candidate's Surplus From Immediately Preceding Election Released by the Clerk \$ _____
 Contributions (attach Schedule 2) _____
 Fund-Raising Activities (attach Schedule 3) _____
 Interest Income _____
 Collections at Meetings (attach Schedule 4) _____
 Other (provide full details):

Total Campaign Period Income \$ _____ A

Expenses

Expenses	Expenses Subject to Limitation	Excluded Expenses	Total
Accounting & Audit (attach Schedule 6)	_____	\$ _____	\$ _____
Advertising	\$ _____	_____	_____
Appreciation Notices	_____	_____	_____
Bank Charges	_____	_____	_____
Brochures	_____	_____	_____
Candidate's Child Care Expenses	_____	_____	_____
Conventions, Workshop & Meetings Attended	_____	_____	_____
Credit Card Maintenance Fees	_____	_____	_____
Fund-Raising Expenses	_____	_____	_____
Furniture & Equipment	_____	_____	_____
Insurance & Utilities	_____	_____	_____
Interest	_____	_____	_____
Inventory of Campaign Materials	_____	_____	_____
Opening Inventory (attach Schedule 7)	_____	_____	_____
Closing Inventory (attach Schedule 8)	(_____)	_____	(_____)
Meetings Hosted	_____	_____	_____
Office & Equipment Rental	_____	_____	_____
Office Supplies	_____	_____	_____
Postage	_____	_____	_____
Recount Expenses	_____	_____	_____
Research & Polling	_____	_____	_____
Salaries & Benefits	_____	_____	_____
Signs	_____	_____	_____
Stationery	_____	_____	_____
Telephone	_____	_____	_____
Travel	_____	_____	_____
Victory Party(s)	_____	_____	_____
Other (provide full details): _____ _____	_____	_____	_____

Total Campaign Period Expenses \$ _____ D \$ _____ \$ _____ B

Difference (A-B=C) \$ _____ C

DÉCLARATION DU DIRECTEUR DES FINANCES

Je, _____, ai préparé les présents états financiers et les annexes qui l'accompagnent,
(nom du directeur)

dans leur libellé actuel, pour _____, Je déclare par la présente que, pour autant
(nom du candidat)

que je sache, les présents états financiers et les annexes qui les accompagnent sont, dans leur libellé
actuel, complets et fidèles. Je fais cette déclaration croyant, en toute conscience, qu'elle est exacte
et sachant qu'elle a la force et les mêmes effets qu'une déclaration sous serment.

Déclaré devant moi

au _____
de _____
dans la _____ de _____
le _____ 19 _____
(jour) (mois)

(Signature du directeur
des finances)

(Signature du secrétaire,
commissaire, etc.)

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU _____ 19 _____

ACTIF

Encaisse	_____	\$
Comptes débiteurs	_____	\$
Stock	_____	\$
(selon l'annexe 8)		
Autres (prière de préciser) :		
_____	_____	\$
TOTAL DE L'ACTIF	_____	\$

PASSIF

Comptes créditeurs	_____	\$
Emprunts, découvert, etc. (joindre l'annexe 1)	_____	\$
Autres (prière de préciser) :		
_____	_____	\$
Excédent (déficit) lié à la campagne électorale	_____	\$
TOTAL DU PASSIF	_____	\$

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR LA PÉRIODE DE CAMPAGNE ÉLECTORALE ALLANT DU _____ AU _____

RECETTES

Excédent du candidat engendré lors de l'élection ordinaire la plus récente et remis par le secrétaire		
Contributions (joindre l'annexe 2)	_____	\$
Activités de financement (joindre l'annexe 3)	_____	\$
Revenu d'intérêt	_____	\$
Collectes lors de réunions (joindre l'annexe 4)	_____	\$
Autres (prière de préciser) :		
_____	_____	\$
TOTAL DES RECETTES POUR LA PÉRIODE DE CAMPAGNE ÉLECTORALE	_____	\$

DÉPENSES

	Dépenses soumises au plafond	Dépenses non soumises au plafond	Total
Comptabilité et vérification (joindre l'annexe 6)	_____	\$ _____	\$ _____
Publicité	_____ \$	_____	_____
Notes de remerciement	_____	_____	_____
Frais bancaires	_____	_____	_____
Brochures	_____	_____	_____
Frais de garderie du candidat	_____	_____	_____
Congrès, ateliers et réunions	_____	_____	_____
Frais d'administration relatifs aux cartes de crédit	_____	_____	_____
Dépenses liées aux activités de financement	_____	_____	_____
Ameublement et matériel	_____	_____	_____
Assurances et services publics	_____	_____	_____
Intérêt	_____	_____	_____
Stock des fournitures nécessaires à la campagne électorale	_____	_____	_____
Stock au début de la période (joindre l'annexe 7)	_____	_____	_____
Stock à la fin de la période (joindre l'annexe 8)	(_____)	(_____)	
Réunions organisées	_____	_____	_____
Location de bureau et de matériel	_____	_____	_____
Fournitures de bureau	_____	_____	_____
Port	_____	_____	_____
Dépenses liées aux nouveaux dépouillements	_____	_____	_____
Recherche et scrutin	_____	_____	_____
Salaires et avantages sociaux	_____	_____	_____
Affiches	_____	_____	_____
Articles de bureau	_____	_____	_____
Téléphone	_____	_____	_____
Déplacements	_____	_____	_____
Célébration(s) suivant la victoire	_____	_____	_____
Autres (prière de préciser) :			
_____	_____	_____	_____
Total des dépenses pour la période de campagne électorale	_____ \$ D	_____ \$	_____ \$ B
Ecart (A-B=C)			_____ \$ C

Schedule 1 - Borrowings, Overdraft, Etc...
(Attach a separate schedule for each indebtedness)

Name of Financial Institution
Address

Amount Borrowed.....\$ _____

Amount Outstanding at the end of campaign period\$ _____

Guarantors (attach supplementary list if space insufficient)

Name	Address	Amount of guarantee \$
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

ANNEXE 1 EMPRUNTS, DÉCOUVERT, ETC.

(Joindre une annexe distincte pour chaque dette)

Nom de l'institution financière : _____

Adresse : _____

Somme empruntée : _____ \$

Somme impayée à la fin de la période de campagne électorale _____ \$

CAUTIONS (joindre une liste supplémentaire au besoin)

Nom	Adresse	Montant de la caution
_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Schedule 2 - Contributions and Receipt Reconciliation

Part 1 - Contributions

From a single source totalling more than \$100 (unless nil complete Part II) \$ _____
 Less - Returned or payable to the contributor (_____)
 - Paid or payable to the clerk A (_____) \$ _____

From a single source totalling \$100 or less \$ _____
 Less - Returned or payable to the contributor (_____)
 - Paid or payable to the clerk B (_____) _____
Total Contributions \$ _____

From anonymous sources C _____

Amount of contributions paid or payable to the clerk:
 A+B+C = \$ _____

Part II - List of Contributors totalling more than \$100 (attach supplementary list if required)

Name	Address	Amount
_____	_____	\$ _____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Part III - Receipt Reconciliation

Supply received during the period _____
 Valid Receipts issued for contributions (_____)
 Cancelled (_____)
 Lost or destroyed (_____)
 Duplicate receipts issued (_____)
 Unused receipts (_____)

ANNEXE 2 CONTRIBUTIONS ET CONCILIATION DES RÉCÉPISSÉS

Partie I - Contributions

D'une seule source et d'un total supérieur à 100 \$ (remplir la partie II à moins d'absence de contributions) _____ \$

Moins - rendues ou payables au donateurs (_____) \$
 - payées ou payables au secrétaire A(_____) _____ \$

D'une même source et d'un montant égal ou inférieur à 100 \$ _____ \$

Moins - rendues ou payables au donateur (_____) \$
 - payées ou payables au secrétaire B(_____) _____ \$

_____ \$

TOTAL DES CONTRIBUTIONS _____ \$

Contributions anonymes C _____ \$

MONTANT DES CONTRIBUTIONS PAYÉES OU PAYABLES AU SECRÉTAIRE _____ \$

A + B + C =

Partie II - Liste des donateurs qui ont versé une contribution supérieure à 100 \$ (joindre une liste supplémentaire au besoin)

Nom	Adresse	Montant
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Partie III - Conciliation des récépissés

Fournitures reçues pendant la période _____
 Récépissés de contribution valides délivrés (_____)
 Annulés (_____)
 Perdus ou détruits (_____)
 Copies de récépissés délivrées (_____)
 Récépissés inutilisés (_____)

ANNEXE 3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

(joindre une annexe distincte pour chaque activité)

J M A
Date ___/___/___

Description de l'activité _____

* Frais d'entrée (par personne) _____ \$ A

Nombre de billets vendus _____ \$ B

REVENU DE L'ACTIVITÉ

A X B (déclaré sous la rubrique contributions) - Annexe 2 _____ \$

Autres revenus (prière de préciser) :

_____ \$

TOTAL DES AUTRES REVENUS _____ \$

* Si les frais d'entrée ne sont pas les mêmes pour tous, prière de fournir la ventilation complète des billets vendus.

ANNEXE 4 COLLECTES LORS DE RÉUNIONS

(joindre une annexe distincte pour chaque réunion tenue)

J M A
Date ___/___/___

Objet de la réunion _____

tenue à _____

Revenu (non considéré comme une contribution) _____ \$

Schedule 5 - Campaign Period Expenses

Part I - List of suppliers where expenditure exceeds \$100

Nature of Expense	Name of Supplier	Amount
_____	_____	\$ _____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Part II - Statement of Disputed Claim

	AMOUNT	
	Included In Expenses	Disputed
Name of claimant: _____	\$ _____	\$ _____
Address of claimant: _____		
Nature of expense: _____		
Reason for dispute: _____		
Name of claimant: _____	\$ _____	\$ _____
Address of claimant: _____		
Nature of expense: _____		
Reason for dispute: _____		
Total (attach list if more space is required)	\$ _____	\$ _____

Schedule 6 - Accounting and Auditing Costs

Audit Fees	\$ _____
Accounting Costs	\$ _____
Total Accounting and Auditing Costs	\$ _____

ANNEXE 5 DÉPENSES LIÉES À LA PÉRIODE DE CAMPAGNE ÉLECTORALE

Partie I - Liste des fournisseurs si la dépense est supérieure à 100 \$

Nature de la dépense	Nom du fournisseur	Montant
_____	_____	_____ \$
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Partie II - État des demandes contestées

	Somme imputée aux dépenses	Montant contesté
Nom de l'auteur de la demande _____ Adresse de l'auteur de la demande _____ Nature de la dépense _____ Motif de la contestation _____	_____ \$	_____ \$
Nom de l'auteur de la demande _____ Adresse de l'auteur de la demande _____ Nature de la dépense _____ Motif de la contestation _____	_____ \$	_____ \$
TOTAL (joindre une liste supplémentaire au besoin)	_____ \$	_____ \$

ANNEXE 6 FRAIS DE COMPTABILITÉ ET DE VÉRIFICATION

Frais de vérification	_____ \$
Frais de comptabilité	_____ \$
Total des frais de comptabilité et de vérification	_____ \$

Schedule 7 - Opening Inventory Contributed to Candidate's Campaign Account

Inventory of Campaign Goods & Materials

Description	Date	Unit	Quantity	Total
	Acquired Supplier	Value		Value
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____

Value of opening inventory contributed to candidate's campaign account\$ _____

Schedule 8 - Closing Inventory

Inventory of Campaign Goods & Materials

Description	Date	Unit	Quantity	Total
	Acquired Supplier	Value		Value
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____
_____	__/__/_____	_____	_____	_____

Value of closing inventory\$ _____

ANNEXE 7 STOCK AU DÉBUT DE LA PÉRIODE ET APPORTÉ AU COMPTE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU CANDIDAT

BIENS ET FOURNITURES NÉCESSAIRES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Description	Date d'acquisition	Fournisseur	Valeur unitaire	Quantité	Valeur totale
_____	____/____/____	_____	_____ \$	_____	_____ \$
_____	____/____/____	_____	_____	_____	_____
_____	____/____/____	_____	_____	_____	_____
Valeur du stock au début de la période et apporté au compte de la campagne électorale du candidat					_____ \$

ANNEXE 8 STOCK À LA FIN DE LA PÉRIODE

BIENS ET FOURNITURES NÉCESSAIRES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Description	Date d'acquisition	Fournisseur	Valeur unitaire	Quantité	Valeur totale
_____	____/____/____	_____	_____ \$	_____	_____ \$
_____	____/____/____	_____	_____	_____	_____
_____	____/____/____	_____	_____	_____	_____
Valeur du stock à la fin de la période					_____ \$

Schedule 9 - List of Accounts Receivable

Original Date of Receivable	Name of Debtor	Nature of Receivable	Amount
MM DD YY _ / _ / _	_____	_____	\$ _____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____

Schedule 10 - List of Accounts Payable

Original Date of Charge	Name of Supplier	Nature of Charge	Amount
MM DD YY _ / _ / _	_____	_____	\$ _____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____
_ / _ / _	_____	_____	_____

ANNEXE 9 LISTE DES COMPTES DÉBITEURS

Date initiale du compte débit			Nom du débiteur	Nature du compte débiteur	Montant
JJ	MM	AA			
/	/	/	_____	_____	_____ \$
/	/	/	_____	_____	_____
/	/	/	_____	_____	_____

ANNEXE 10 LISTE DES COMPTES CRÉDITEURS

Date initiale des frais			Nom du fournisseur	Nature des frais	Montant
JJ	MM	AA			
/	/	/	_____	_____	_____ \$
/	/	/	_____	_____	_____ \$
/	/	/	_____	_____	_____ \$

Schedule 11 - Statement of Disposition of Surplus or Deficit

Total Contributions (from Schedule 2)	\$ _____
Candidate's Surplus from Immediately Preceding Election Released by the Clerk	_____
Total	\$ _____ A
Total Campaign Period Expenses Subject to Limitation (D from Statement of Campaign Period Income and Expenses)	_____
Other Expenses set out in section 132a(5)(c) of the Municipal Elections Act	_____
Candidate's Deficit from the election that immediately preceded this election	_____
Total	\$ _____ B
Surplus (Deficit) for the Campaign Period (A-B=C)	\$ _____ C

*Any surplus will be paid in accordance with section 132a of the **Municipal Elections Act** to the clerk who was responsible for the conduct of the election.*

ANNEXE 11 ÉTAT DE LA DISPOSITION DE L'EXCÉDENT OU DU DÉFICIT

Total des contributions (selon l'annexe 2)	_____	\$
Excédent du candidat engendré lors de l'élection ordinaire et des dépenses pour la période de campagne électorale	_____	\$
	Total	_____ \$ A
Total des dépenses soumises au plafond pour la période de campagne électorale (Montant D de l'état des recettes et des dépenses pour la période de campagne électorale)	_____	\$
Autres dépenses prévues à l'alinéa 132a (5) c) de la <u>Loi sur les élections municipales</u>	_____	\$
Déficit du candidat engendré lors de l'élection ordinaire la plus récente	_____	\$
	Total	_____ \$ B
Excédent (déficit) pour la période de campagne électorale (A-B=C)	_____	\$ C

L'excédent est versé conformément à l'article 132a de la Loi sur
les élections municipales au secrétaire qui était responsable du
déroulement de l'élection.

AUDITOR'S REPORT

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 131(2))

To: _____, chief financial officer

for _____ candidate

I/we have audited the statement of assets and liabilities and income and expenses of _____, candidate, for the campaign period from _____ to _____ relating to the election held on _____. My/our audit was made in accordance with generally accepted auditing standards and accordingly included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I/we considered necessary in the circumstances except as explained in the following paragraph.

Due to the nature of the types of transactions inherent in an election campaign, it is impracticable through auditing procedures to determine that the accounting records include all donations of goods and services, and receipts and disbursements. Accordingly, my/our verification of these transactions was limited to ensuring that the financial statements reflect the amounts recorded in the accounting records of _____, candidate, in accordance with the accounting procedures established by the **Municipal Elections Act** and I was/we were not able to determine whether any adjustments might be necessary to receipts and disbursements.

In my/our opinion, except for the effect of adjustments, if any, which I/we might have determined to be necessary had I/we been able to satisfy myself/ourselves as to the completeness of the records as described in the preceding paragraph, these statements present fairly the information contained in the accounting records on which the statements are based in accordance with the accounting treatment prescribed by the Act.

The Act does not require me/us to report, nor was it practicable for me/us to determine that contributions reported included only those which may be properly retained in accordance with the provisions of the Act.

Signature _____

Professional Designation	
City	Date
Contact Person	Licence #
Address	
Telephone	Facsimile

Rapport du vérificateur

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 131 (2))

Destinataire :

_____, directeur des finances

de _____, candidat

Nous avons vérifié les états de l'actif et du passif et des recettes et des dépenses de _____, candidat, pour la période de campagne électorale allant du _____ au _____ et relative aux élections municipales

tenues le _____. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, un examen général des méthodes comptables ainsi que les sondages des livres comptables et d'autres pièces justificatives que nous avons jugé nécessaires dans les circonstances, sous réserve des précisions présentées dans le paragraphe suivant.

En raison de la nature des opérations menées durant une campagne électorale, les méthodes de vérification ne peuvent vraiment établir si les livres comptables comprennent bien tous les dons de biens et de services et toutes les entrées et sorties de fonds survenus durant la période de campagne électorale. Notre vérification de ces opérations s'est donc limitée à assurer que

les états financiers sont conformes aux sommes inscrites dans les livres comptables de _____, candidat, conformément aux méthodes comptables établies par la Loi sur les élections municipales. Nous n'avons pu établir s'il était nécessaire de redresser les entrées et les sorties de fonds.

À notre avis, sous réserve de l'effet des redressements susmentionnés, le cas échéant, que nous aurions trouvé nécessaire d'apporter si nous avions pu nous assurer de l'exhaustivité des livres, telle que nous la définissons au paragraphe précédent, ces états présentent fidèlement l'information contenue dans les livres comptables sur lesquels ils se fondent, conformément à l'application des traitements comptables prévus dans la Loi sur les élections municipales.

La Loi ne nous oblige pas à souligner que les contributions déclarées ne comportaient que celles qui peuvent être conservées conformément aux dispositions de la Loi, ce qui nous était d'ailleurs impossible à déterminer.

Signature _____

Désignation professionnelle	
Cité	Date
Personne à contacter	Permis n ^o
Adresse	
Téléphone	Fac-similé

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 31.

FORM 32 FINANCIAL REPORT

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(3))

For the campaign period ending March 31, 19 ____

NAME OF CANDIDATE AND OFFICE

Name of Registered Candidate		
Permanent Mailing Address		
Business Phone No.	Fax No.	Home Phone No.
Name of Office for which the Candidate Sought Election		Ward No.
Name of Municipality		

Complete and attach Form 31 excluding the Auditor's Report

O. Reg. 473/91, Form 32.

FORMULE 32

RAPPORT FINANCIER

Loi sur Les élections municipales
(Paragraphe 132 (3))

Relatif à la période de campagne électorale se terminant le 31 mars 19____

NOM DU CANDIDAT ET TITRE DU POSTE

Nom du candidat inscrit		
Adresse postale permanente		
N ^o de téléphone au travail	N ^o de télécopieur	N ^o de téléphone à domicile
Nom du poste auquel le candidat s'est présenté à l'élection		Quartier n ^o
Nom de la municipalité		

Remplir la formule 31 et la joindre à la présente, à l'exception du rapport du vérificateur.

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 32.

FORM 33 STATUTORY DECLARATION

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(4))

To be filed if the contributions received by a registered candidate do not exceed \$2000 and expenses incurred by such candidate do not exceed \$2000.

For the campaign period ending March 31, 19__

Municipality		
Office	Ward No.	
Surname of Candidate	Given Names	
Permanent Mailing Address	Municipality	Postal code

List of Contributors from Single Source Totalling more than \$100

Name	Address	Value
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
		Total \$ _____

I, the undersigned, a candidate in the municipality of _____ for the office of _____ hereby declare that during the above campaign period contributions received by me did not exceed \$2000 and expenses incurred by me did not exceed \$2000.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

19

.....
(signature of candidate)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 33

DÉCLARATION SOLENNELLE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 132 (4))

à déposer lorsque les contributions qu'a reçues un candidat inscrit ne dépassent pas 2 000 \$ et que les dépenses qu'il a engagées ne dépassent pas 2 000 \$.

Pour la période de la campagne électorale se terminant le 31 mars 19__

Municipalité		
Poste	Quartier n°	
Nom du candidat	Prénoms	
Adresse postale permanente	Municipalité	Code postal

Liste des donateurs qui, chacun, ont versé une contribution supérieure à 100 \$

Nom	Adresse	Montant
Total		

Je, soussigné(e), candidat dans la municipalité de _____ au poste de _____, déclare par la présente qu'au cours de la période de campagne électorale susmentionnée, les contributions que j'ai reçues n'ont pas dépassé 2 000 \$ et les dépenses que j'ai personnellement engagées n'ont pas dépassé 2 000 \$.

Juré ou déclaré solennellement devant moi
 au
 de
 dans la de
 le 19.....
 (jour) (mois)

.....
(Signature du candidat)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

FORM 34

CLERK'S STATEMENT ON CANDIDATES' DISCLOSURE

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(5))

For the campaign period ending March 31, 19__

The registered candidates listed in Schedule A attached hereto have filed their financial statement and auditor's report, financial report or statutory declaration of their campaign contributions and expenses in accordance with the Municipal Elections Act.

Particulars of the information received from the candidates are also set forth in Schedule A attached hereto. Copies of the complete information received are available for inspection in the clerk's office.

The following registered candidates have not complied with the Municipal Elections Act:

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

I, _____, clerk of the municipality of _____ hereby certify that the information submitted above is true and correct.

(signature of clerk)

(date)

Schedule A

Name of registered candidate	Total contributions received	Total campaign expenses
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

FORMULE 34

ÉTAT DU SECRÉTAIRE ÉNONÇANT LES RENSEIGNEMENTS REÇUS DES CANDIDATS

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 132 (5))

Pour la période de la campagne électorale se terminant le 31 mars 19____

Les candidats inscrits dont le nom figure à l'annexe A jointe aux présentes ont déposé leurs états financiers, le rapport du vérificateur, leur rapport financier ou déclaration solennelle sur les contributions et les dépenses liées à leur campagne électorale conformément à la Loi.

L'annexe A ci-jointe donne les renseignements détaillés reçus des candidats. Des copies contenant les renseignements complets qui ont été reçus peuvent être consultées au bureau du secrétaire.

Les candidats inscrits suivants ne se sont pas conformés à la Loi sur les élections municipales :

_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

Je, _____, secrétaire de la municipalité de _____ certifie par la présente que les renseignements ci-dessus sont véridiques.

(Signature du secrétaire)

(Date)

ANNEXE A

Nom du candidat inscrit	Total des contributions reçues	Total des dépenses liées à la campagne électorale
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

FORM 35

DEMAND NOTICE TO REGISTERED CANDIDATE TO FILE
MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(6))

For the campaign period ending March 31, 19__

Municipality		
Office	Ward No.	
Surname of Candidate	Given Names	
Address	Municipality	Postal code

TO ABOVE CANDIDATE:

TAKE NOTICE that you are required to file (a) a financial statement and auditor's report; (b) a financial report; or (c) statutory declaration as applicable, under section 132 of the Municipal Elections Act, for the campaign period ending March 31, 19__ within thirty days from the date of this notice. If you fail to file it, if elected, you shall forfeit the office and whether elected or not elected, you shall be ineligible to be elected to or to hold any office up to and including the next regular election.

 (signature of clerk)

 (date)

:

FORMULE 35

AVIS AU CANDIDAT INSCRIT DE DÉPOSER DES DOCUMENTS

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 132 (6))

Pour la période de la campagne se terminant le 31 mars 19____

Municipalité		
Poste	Quartier n ^o	
Nom du candidat	Prénoms	
Adresse	Municipalité	Code postal

AU CANDIDAT SUSMENTIONNÉ :

VOUS ÊTES PRIÉ(E) DE NOTER que vous êtes tenu(e) de déposer, aux termes de l'article 132 de la Loi, pour la période de la campagne électorale se terminant le 31 mars 19____, dans les trente jours qui suivent la date du présent avis, selon le cas : a) des états financiers et un rapport du vérificateur, b) un rapport financier ou c) une déclaration solennelle. Si vous êtes élu(e) mais que vous n'avez pas déposé les documents en question, vous serez déchu(e) de votre poste. En outre, que vous soyez élu(e) ou non, vous serez inhabile à être élu(e) à un poste ou à l'occuper jusqu'aux prochaines élections ordinaires et suite à celles-ci.

(Signature du secrétaire)

(Date)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 35.

FORM 36

NOTICE OF NON-COMPLIANCE

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(8))

TAKE NOTICE THAT _____
Name of registered candidate

has not complied with the Municipal Elections Act, in that he or she has failed to file a financial statement and auditor's report, financial report or statutory declaration, whichever is required, of his or her campaign contributions and expenses.

(signature of clerk)

(date posted)

FORMULE 36

AVIS DE NON-CONFORMITÉ

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 132 (8))

PRIÈRE DE NOTER QUE _____

Nom du candidat inscrit

ne s'est pas conformé aux exigences de la Loi sur les élections municipales du fait qu'il(elle) n'a pas déposé d'états financiers et le rapport du vérificateur, de rapport financier ou de déclaration solennelle, selon le cas, sur les contributions et les dépenses liées à sa campagne électorale.

(Signature du secrétaire)

(Affiché le)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 36.

FORM 37**SUPPLEMENTARY STATEMENT****MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 132(9))**

For the campaign period ending March 31, 19__

The following registered candidates have filed their financial statement and auditor's report, financial report or statutory declaration of their campaign contributions and expenses within thirty days of the date of the notice of demand therefor:

Name of registered candidate	Office
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

The following registered candidates have not filed their financial statement and auditor's report, financial report or statutory declaration of their campaign contributions and expenses within the thirty day period:

Name of registered candidate	Office
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____
_____	_____

I, _____, clerk of the municipality of _____,
hereby certify that the information submitted above is true and correct.

(signature of clerk)

(date)

FORMULE 37

ÉTAT SUPPLÉMENTAIRE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 132 (9))

Pour la période de la campagne électorale se terminant le 31 mars 19____

Les candidats inscrits suivants ont déposé leurs états financiers, et le rapport du vérificateur, leur rapport financier ou déclaration solennelle sur les contributions et les dépenses liées à leur campagne électorale dans les trente jours de la date de l'avis de déposer ces documents :

Nom du candidat inscrit

Poste

Les candidats inscrits suivants n'ont pas déposé leurs états financiers, et le rapport du vérificateur, leur rapport financier ou déclaration solennelle sur les contributions et les dépenses liées à leur campagne électorale dans le délai de trente jours :

Nom du candidat inscrit

Poste

Je, _____, secrétaire de la municipalité de _____ atteste par la présente que les renseignements ci-dessus sont véridiques.

(Signature du secrétaire)

(Date)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 37.

FORM 38

OATH OF RECOUNT OFFICER, ASSISTANT RECOUNT OFFICER, SCRUTINEER OR OTHER AUTHORIZED PERSON

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 83,85(7))

Municipality
Name of Person Appointed

I, the aforesaid person, appointed in the capacity of swear or solemnly affirm:

That I will act faithfully in the capacity of for this municipality and perform all the duties required by law without partiality.

SWORN or affirmed before me

at the

of

in the of

this day of

: 19

.....
(signature of appointee)

.....
(signature of clerk or commissioner, etc.)

FORMULE 38

SERMENT DU RESPONSABLE DU SECOND DÉPOUILLEMENT, DE L'ADJOINT DU RESPONSABLE DU SECOND DÉPOUILLEMENT, DU REPRÉSENTANT DU CANDIDAT ET DES AUTRES PERSONNES AUTORISÉES

Loi sur les élections municipales
(Article 83, paragraphe 85 (7))

Municipalité
Nom de la personne nommée

Je, susmentionné(e), nommé(e) en qualité de
jure ou déclare solennellement :

Que je m'acquitterai fidèlement de mes fonctions de
de la municipalité et de toutes les obligations prescrites par la Loi sans partialité.

JURÉ ou déclaré solennellement devant moi

au

de

dans la de

le 19.....
(jour) (mois)

.....
(Signature de la personne nommée)

.....
(Signature du secrétaire, commissaire, etc.)

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 38.

FORM 39

**APPLICATION FOR A COMPLIANCE AUDIT OF
ELECTION CAMPAIGN FINANCES OF A REGISTERED
CANDIDATE**

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 134a)

APPLICATION TO THE CLERK OF:

Municipality

BY THE APPLICANT:

Surname of Applicant	Given Names
Permanent Mailing Address	Apt. No. Postal Code
State location or description property that qualifies the applicant as an elector in the municipality	

**REQUESTING A COMPLIANCE AUDIT OF THE ELECTION CAMPAIGN FINANCES OF
THE REGISTERED CANDIDATE:**

Surname of Registered Candidate	Given Names
Registered Candidate for office of	
Date of Election for the Office	

I, the undersigned applicant, am an elector in the municipality and I have reasonable grounds for believing the registered candidate has contravened Part II of the Municipal Elections Act. The reasonable grounds are:

.....

I believe the facts and information submitted above to be true and I hereby request a compliance audit of the election campaign finances of the registered candidate.

 (signature of applicant)

 (date)

FORMULE 39

DEMANDE DE VÉRIFICATION DES FINANCES RELATIVES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE D'UN CANDIDAT INSCRIT EN VUE D'EN DÉTERMINER LA CONFORMITÉ

Loi sur les élections municipales
(Article 134a)

DEMANDE PRÉSENTÉE AU SECRÉTAIRE DE LA :

Municipalité

PAR :

Nom de l'auteur de la demande		Prénoms
Adresse postale permanente	App. n ^o	Code postal
Emplacement ou description de la propriété qui confère à l'auteur de la demande la qualité d'électeur dans la municipalité		

AFIN D'OBTENIR LA VÉRIFICATION DES FINANCES RELATIVES À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DU CANDIDAT INSCRIT EN VUE D'EN DÉTERMINER LA CONFORMITÉ :

Nom du candidat inscrit	Prénoms
Candidat inscrit au poste de	
Date de l'élection au poste	

Je, soussigné(e), auteur de la demande, suis un électeur de la municipalité et j'ai des motifs raisonnables de croire que le candidat inscrit a enfreint la partie II de la Loi sur les élections municipales. Les motifs en question sont les suivants :

.....
.....
.....
.....
.....

Je crois que les faits et renseignements ci-dessus sont véridiques et je demande par la présente la vérification des finances relatives à la campagne électorale du candidat inscrit en vue d'en déterminer la conformité.

(Signature de l'auteur de la demande)

(Date)

FORM 40

RECEIPT FOR CAMPAIGN CONTRIBUTIONS

MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 125(5))

RECEIPT FOR CAMPAIGN CONTRIBUTIONS
MUNICIPAL ELECTIONS ACT (SECTION 125(5))

CANDIDATE FOR MUNICIPAL ELECTIONS

Date accepted			Date issued			Amount received		
Day	Month	Year	Day	Month	Year	:	:	:
⋮	⋮	⋮	⋮	⋮	⋮	⋮	⋮	⋮

Received from Individual Corporation Trade Union Cash/Cheque/Money order/Credit card Goods/Services/Advertising

Full name and mailing address of individual, corporation, or trade union.	Name of Office for which Candidate is Registered
	Signature of Chief Financial Officer
	Print - Name of candidate and municipality

See over

O. Reg. 473/91, Form 40.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 22nd day of August, 1991.

FORMULE 40

RÉCÉPISSÉ DE CONTRIBUTIONS À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Loi sur les élections municipales
(Paragraphe 125 (5))

RÉCÉPISSÉ DE CONTRIBUTIONS À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE
LOI SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES (PARAGRAPHE 125 (5))

CANDIDAT AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES

Date d'acceptation

Date de délivrance

Montant reçu

jour	mois	année

jour	mois	année

--	--	--	--	--	--	--	--

Reçu de Particulier Personne morale Syndicat Comptant/Chèque/Mandat/Carte de crédit Biens/Services/Publicité

.....
.....
.....

Nom du poste auquel le candidat est inscrit
Signature du directeur des finances
Caractères d'imprimerie - nom du candidat et municipalité

Nom complet et adresse postale du particulier, de la personne morale ou du syndicat

Règl. de l'Ont. 473/91, formule 40.

Le ministre des Affaires municipales
DAVE COOKE

Fait à Toronto le 22 août 1991.

PUBLIC LANDS ACT

O. Reg. 474/91.

Restricted Areas—District of Rainy River.
Made—August 21st, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 876 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
PUBLIC LANDS ACT**

1. The Schedule to Regulation 876 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following:

Summer Resort Location PJ 38 – designated on a plan and field notes certified by J. Prystanski, O.L.S., on March 28, 1956 and filed in file number 159197 at the Ministry of Natural Resources at Toronto, containing 0.380 hectares, more or less.

Summer Resort Location SH 106 – designated on a plan and field notes certified by S. G. Hancock, O.L.S., on May 12, 1958 and filed in file number 163383 at the Ministry of Natural Resources, Toronto, containing 0.380 hectares, more or less.

Summer Resort Location SH 107 – designated on a plan and field notes certified by S. G. Hancock, O.L.S., on May 14, 1958 and filed in file number 163384 at the Ministry of Natural Resources, Toronto, containing 0.312 hectares, more or less.

BUD WILDMAN
Minister of Natural Resources

Dated at Toronto, this 21st day of August, 1991.

36/91

PUBLIC LANDS ACT

O. Reg. 475/91.

Restricted Areas—District of Kenora, Patricia Portion.
Made—August 20th, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

**REGULATION TO REVOKE
REGULATION 871 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
PUBLIC LANDS ACT**

1. Regulation 871 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

BUD WILDMAN
Minister of Natural Resources

Dated at Toronto, this 20th day of August, 1991.

36/91

ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT

O. Reg. 476/91.

Ozone Depleting Substances—General.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 394/89
MADE UNDER THE
ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT**

1. Section 25 of Ontario Regulation 394/89, as made by section 2 of Ontario Regulation 518/90, is amended by adding the following subsection:

(5) Despite subsection (3), a person may, in making rigid insulation foam in 1991, 1992 and 1993 of the type mentioned in Item 5 of the Table to that subsection, use an ozone depleting substance, if the ratio of the quantity by weight of the ozone depleting substance to the quantity by weight of that type of foam during the year does not exceed the ratio for the reference year. O. Reg. 476/91, s. 1.

2. Section 26 of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 518/90, is amended by adding the following subsection:

(4) A reference to an amount or quantity in sections 27, 28 and 30 shall, with respect to rigid insulation foam of the type mentioned in Item 5 of the Table to subsection 25 (3), be deemed to mean a ratio of the quantity by weight of the ozone depleting substance to the quantity by weight of that type of foam produced by the use of the ozone depleting substance. O. Reg. 476/91, s. 2.

36/91

**APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT**

O. Reg. 477/91.

Hairstylist.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT**

HAIRSTYLIST

1. In this Regulation, "hairstylist" means a person who performs any of the following hairstyling services for remuneration:

1. Cutting.
2. Designing.
3. Permanent waving.
4. Relaxing and straightening.
5. Colouring. O. Reg. 477/91, s. 1.

2. The trade of hairstylist is designated as a certified trade for the purposes of the Act. O. Reg. 477/91, s. 2.

3.—(1) No person shall become an apprentice in the trade of hairstylist unless he or she has successfully completed Grade 9 in Ontario or has such other academic qualifications as are considered by the Director to be equivalent.

(2) Subsection 10 (1) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980 does not apply to an apprentice in the trade of hairstylist.

(3) Clause 14 (a) of the Act does not apply to a contract of apprenticeship if the person to be apprenticed has completed a hairstyling course that is approved by the Director and consists of at least 1500 hours of training and instruction. O. Reg. 477/91, s. 3.

4.—(1) An apprentice training program is established for the trade of hairstylist.

(2) Subject to subsection (4), the apprentice training program shall consist of,

- (a) classes that provide training and instruction in accordance with standards approved by the Director or a program of training and instruction that the Director considers to be equivalent; and
- (b) work experience provided by the employer in accordance with standards approved by the Director.

(3) The training, instruction and work experience referred to in subsection (2) shall total not less than 3500 hours and not more than 5500 hours.

(4) If a person completes a program approved by the Director of at least 1500 hours of training and instruction in the trade of hairstylist before his or her contract of apprenticeship is registered under section 9 of the Act, the apprentice training program for the person shall consist of 2000 hours of work experience provided by the employer in accordance with standards approved by the Director.

(5) Despite subsection 8 (2) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980, hours worked by an apprentice in excess of his or her regular hours shall be included in computing the apprentice's hours of training, instruction and work experience. O. Reg. 477/91, s. 4.

5. The maximum number of persons who may be apprenticed to an employer in the trade of hairstylist is two times the number of employees who hold certificates of qualification in the trade of hairstylist and who work with the apprentices, plus two if the employer also holds a certificate of qualification in the trade of hairstylist. O. Reg. 477/91, s. 5.

6.—(1) A person who holds a certificate of qualification in any branch of the trade of hairstylist immediately before this Regulation comes into force shall be deemed to hold a certificate of qualification in the trade of hairstylist.

(2) A person who holds a certificate of apprenticeship in any branch of the trade of hairstylist immediately before this Regulation comes into force shall be deemed to hold a certificate of apprenticeship in the trade of hairstylist.

(3) A person who is in an apprentice training program for any branch of the trade of hairstylist immediately before this Regulation comes into force shall be deemed, on successful completion of the program, to have successfully completed the apprentice training program established by this Regulation for the trade of hairstylist. O. Reg. 477/91, s. 6.

7. Regulation 4I of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

36/91

APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

O. Reg. 478/91.
 Hairstyling Schools.
 Made—August 22nd, 1991.
 Filed—August 23rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
 APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT
 HAIRSTYLING SCHOOLS

1. In this Regulation, "hairstyling school" means a trade school teaching the trade of hairstylist. O. Reg. 478/91, s. 1.

2.—(1) No person shall establish, operate or maintain a hairstyling school unless the person holds a valid hairstyling school licence issued by the Director.

(2) An application for a licence or the renewal of a licence shall be made to the Director in the form provided by the Director and shall be accompanied by the fee set out in subsection (3).

(3) The holder of a licence shall pay a fee of \$300 per year for the licence.

(4) No licence shall be issued or renewed unless the applicant has filed with the Director a bond satisfactory to the Director in the amount specified in Column 2 of the following Table opposite the gross tuition revenue set out in Column 1 that was received by the school in its most recently completed fiscal year.

TABLE

COLUMN 1	COLUMN 2
Gross Tuition Revenue	Amount of Bond
Less than \$50,000	\$ 25,000
\$50,000 to \$99,999	\$ 35,000
\$100,000 to \$149,999	\$ 45,000
\$150,000 to \$199,999	\$ 55,000
\$200,000 to \$299,999	\$ 65,000
\$300,000 to \$399,999	\$ 75,000
\$400,000 to \$499,999	\$ 85,000
\$500,000 to \$699,999	\$ 95,000
\$700,000 to \$899,999	\$105,000
\$900,000 to \$1,150,000	\$115,000
More than \$1,150,000	10% of gross tuition revenue

(5) For the purpose of subsection (4), if the school has not completed a fiscal year, the amount of the bond shall be based on the estimated gross tuition revenue for the first fiscal year.

(6) A licence expires on the date specified in the licence.

(7) A licence applies only to the person, school and location named in the licence, unless the Director approves a change. O. Reg. 478/91, s. 2.

3. A hairstyling school shall not provide training or instruction to a person who has not attained sixteen years of age or who does not meet the requirements of subsection 3 (1) of Ontario Regulation 477/91 (Hairstylist). O. Reg. 478/91, s. 3.

4.—(1) A program of training and instruction provided to a student by a hairstyling school shall be approved by the Director and shall consist of at least 1500 hours of training and instruction.

(2) When a student successfully completes a program of training and instruction provided by a hairstyling school, the school shall,

- (a) provide the student with evidence of successful completion of the program; and
- (b) inform the student of the other requirements that the student must satisfy to obtain a certificate of qualification in the trade of hairstylist. O. Reg. 478/91, s. 4.

5. No student in a hairstyling school shall accept any remuneration or gratuity for services provided by the student at the school. O. Reg. 478/91, s. 5.

6.—(1) No person shall act as an instructor in a hairstyling school unless he or she holds a certificate of qualification in the trade of hairstylist.

(2) No instructor in a hairstyling school shall accept any remuneration or gratuity from a person who receives hairstyling services at the school. O. Reg. 478/91, s. 6.

7.—(1) The premises of a hairstyling school shall be posted to visibly identify the premises as a hairstyling school.

(2) No other business shall be operated on the premises of a hairstyling school. O. Reg. 478/91, s. 7.

8. The holder of a hairstyling school licence shall ensure that the school complies with all health and safety standards required by law. O. Reg. 478/91, s. 8.

9. The Director or a person designated by the Director may inspect a hairstyling school during normal business hours to determine if the school is operating in accordance with this Regulation. O. Reg. 478/91, s. 9.

10. Regulation 40 of Revised Regulations of Ontario, 1980 and Ontario Regulation 728/81 are revoked.

36/91

EDUCATION ACT

O. Reg. 479/91.

Prescott and Russell County Roman Catholic French-Language and English-Language Separate School Boards.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 23rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE EDUCATION ACT

PRESCOTT AND RUSSELL COUNTY ROMAN CATHOLIC FRENCH-LANGUAGE AND ENGLISH-LANGUAGE SEPARATE SCHOOL BOARDS

1. In this Regulation,

“English-Language Board” means The Prescott and Russell County Roman Catholic English-Language Separate School Board; (“conseil de langue anglaise”)

LOI SUR L'ÉDUCATION

Règl. de l'Ont. 479/91

Conseils des écoles séparées catholiques de langue française et de langue anglaise de Prescott-Russell
pris—le 22 août 1991
déposé—le 23 août 1991

RÈGLEMENT PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION

CONSEILS DES ÉCOLES SÉPARÉES CATHOLIQUES DE LANGUE FRANÇAISE ET DE LANGUE ANGLAISE DE PRESCOTT-RUSSELL

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« ancien conseil » Le conseil appelé The Prescott and Russell County Roman Catholic Separate School Board. (« old board »)

“English-Language Section” means the members of the old board elected by the separate school English-language electoral group; (“section de langue anglaise”)

“French-Language Board” means Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell; (“conseil de langue française”)

“French-Language Section” means the members of the old board elected by the separate school French-language electoral group; (“section de langue française”)

“old board” means The Prescott and Russell County Roman Catholic Separate School Board. (“ancien conseil”) O. Reg. 479/91, s. 1.

2.—(1) A French-language school board known as Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell is established as a corporation as of the 1st day of December, 1991.

(2) The French-Language Board’s area of jurisdiction is the united counties of Prescott and Russell.

(3) The name of the old board is changed to The Prescott and Russell County Roman Catholic English-Language Separate School Board as of the 1st day of December, 1991.

(4) Subsection 111 (2) (name of board) of the *Education Act* does not apply to the French-Language Board or to the English-Language Board. O. Reg. 479/91, s. 2.

3.—(1) The French-Language Board shall have all the powers and duties of a board as of the 1st day of January, 1992.

(2) Although the creation of the French-Language Board and the renaming of the English-Language Board do not take effect until the 1st day of December, 1991,

(a) the French-Language Board shall, for all purposes connected with the 1991 election of board members, be deemed to take the place of the French-Language Section; and

(b) the English-Language Board shall, for all purposes connected with the 1991 election of board members, be deemed to take the place of the English-Language Section. O. Reg. 479/91, s. 3.

4.—(1) Subsection 124 (5a) (change of office) of the *Municipal Elections Act* does not apply to registered candidates for election to the old board who are seeking to be elected to the French-Language Board or the English-Language Board.

(2) A registered candidate for election to the old board who changes the office for which he or she is registered under section 122 of the *Municipal Elections Act* to an office on the French-Language Board or the English-Language Board shall be deemed to be registered for the new office effective from the date he or she was originally registered. O. Reg. 479/91, s. 4.

5.—(1) The French-Language Board shall have twelve members.

(2) The English-Language Board shall have eight members.

(3) Section 206a (trustee representation) of the *Education Act* does not apply to the French-Language Board or to the English-Language Board.

(4) The election of members of the French-Language Board and the English-Language Board shall be conducted by the same officers and in the same manner as the election of members of the council of a municipality.

(5) The electoral areas and distribution of members for the French-Language Board shall be as shown in Schedule 1.

« conseil de langue anglaise » Le conseil appelé The Prescott and Russell County Roman Catholic English-Language Separate School Board. (« English-Language Board »)

« conseil de langue française » Le Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell. (« French-Language Board »)

« section de langue anglaise » Les membres de l’ancien conseil élus par le groupe électoral de langue anglaise des écoles séparées. (« English-Language Section »)

« section de langue française » Les membres de l’ancien conseil élus par le groupe électoral de langue française des écoles séparées. (« French-Language Section ») Règl. de l’Ont. 479/91, art. 1.

2 (1) Est créé en tant que personne morale au 1^{er} décembre 1991 un conseil scolaire de langue française connu sous le nom de Conseil des écoles séparées catholiques de langue française de Prescott-Russell.

(2) Le secteur qui relève de la compétence du conseil de langue française est constitué des comtés unis de Prescott et Russell.

(3) Au 1^{er} décembre 1991, le nom de l’ancien conseil devient The Prescott and Russell County Roman Catholic English-Language Separate School Board.

(4) Le paragraphe 111 (2) (nom d’un conseil) de la *Loi sur l’éducation* ne s’applique pas au conseil de langue française ni au conseil de langue anglaise. Règl. de l’Ont. 479/91, art. 2.

3 (1) Au 1^{er} janvier 1992, le conseil de langue française possède tous les pouvoirs et accomplit toutes les fonctions d’un conseil.

(2) Bien que la création du conseil de langue française et le nouveau nom du conseil de langue anglaise ne soient pas en vigueur avant le 1^{er} décembre 1991 :

a) le conseil de langue française, pour tout ce qui concerne l’élection des membres de conseils en 1991, est réputé prendre la place de la section de langue française;

b) le conseil de langue anglaise, pour tout ce qui concerne l’élection des membres de conseils en 1991, est réputé prendre la place de la section de langue anglaise. Règl. de l’Ont. 479/91, art. 3.

4 (1) Le paragraphe 124 (5a) (changement de poste) de la *Loi sur les élections municipales* ne s’applique pas aux candidats inscrits pour l’élection à l’ancien conseil qui cherchent à se faire élire au conseil de langue française ou au conseil de langue anglaise.

(2) Le candidat inscrit pour l’élection à l’ancien conseil qui passe du poste pour lequel il est inscrit aux termes de l’article 122 de la *Loi sur les élections municipales* à un poste au conseil de langue française ou au conseil de langue anglaise est réputé inscrit pour le nouveau poste à compter de la date à laquelle il s’était inscrit à l’origine. Règl. de l’Ont. 479/91, art. 4.

5 (1) Le conseil de langue française se compose de douze membres.

(2) Le conseil de langue anglaise se compose de huit membres.

(3) L’article 206a (conseillers scolaires) de la *Loi sur l’éducation* ne s’applique pas au conseil de langue française ni au conseil de langue anglaise.

(4) L’élection des membres du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise est tenue par les mêmes fonctionnaires et de la même façon que l’élection des membres du conseil d’une municipalité.

(5) Les secteurs électoraux et la répartition des membres pour le conseil de langue française figurent à l’annexe 1.

(6) The electoral areas and distribution of members for the English-Language Board shall be as shown in Schedule 2. O. Reg. 479/91, s. 5.

6. An employee of the old board is not eligible to be elected a member of the French-Language Board or of the English-Language Board. O. Reg. 479/91, s. 6.

7. For the purposes of section 31 (polling list) and subsections 36 (1) (nomination procedure), 36 (8) (electoral status) and 49 (4) (electoral status) of the *Municipal Elections Act*,

- (a) a person shown on the enumeration list compiled under section 19 of that Act as a separate school elector who has chosen to vote to elect members of the French-Language Section shall be deemed to be shown as a separate school elector who has chosen to elect members of the French-Language Board; and
- (b) a person shown on the enumeration list as a separate school elector who has chosen to vote to elect members of the English-Language Section shall be deemed to be shown as a separate school elector who has chosen to elect members of the English-Language Board. O. Reg. 479/91, s. 7.

8. Sections 4 to 7 apply only in respect of the 1991 election of board members. O. Reg. 479/91, s. 8.

9.—(1) Subsection 184 (1) of the *Education Act* (board constituted when majority of members elected or appointed) does not apply to the French-Language Board.

(2) The French-Language Board shall hold a meeting in December, 1991 for the purpose of electing a chair and a vice-chair.

(3) The secretary of the old board shall act as secretary of the French-Language Board until its first meeting held in 1992. O. Reg. 479/91, s. 9.

Schedule 1

Subsection 5 (5)

FRENCH-LANGUAGE BOARD, ELECTORAL AREAS AND DISTRIBUTION OF MEMBERS

ELECTORAL AREA	NUMBER OF MEMBERS
Town of Hawkesbury	2
Town of Rockland	1
Village of Casselman	1
Township of Cambridge	1
Township of Clarence	2
Township of Russell	1
Town of Vankleek Hill and townships of East Hawkesbury and West Hawkesbury	1
Village of Alfred and Township of Alfred	1
Villages of L'Orignal and St. Isidore and townships of Caledonia and Longueuil	1
Village of Plantagenet and townships of North Plantagenet and South Plantagenet	1

O. Reg. 479/91, Sched. 1.

(6) Les secteurs électoraux et la répartition des membres pour le conseil de langue anglaise figurent à l'annexe 2. Règl. de l'Ont. 479/91, art. 5.

6 Un employé de l'ancien conseil ne peut pas être élu membre du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 479/91, art. 6.

7 Pour l'application de l'article 31 (liste électorale) et des paragraphes 36 (1) (déclarations de candidatures), 36 (8) (statut d'électeur) et 49 (4) (statut d'électeur) de la *Loi sur les élections municipales* :

- a) une personne inscrite sur la liste de recensement dressée aux termes de l'article 19 de cette loi comme électeur des écoles séparées qui a choisi de voter pour élire des membres de la section de langue française est réputée inscrite comme électeur des écoles séparées qui a choisi d'élire des membres du conseil de langue française;
- b) une personne inscrite sur la liste de recensement comme électeur des écoles séparées qui a choisi de voter pour élire des membres de la section de langue anglaise est réputée inscrite comme électeur des écoles séparées qui a choisi d'élire des membres du conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 479/91, art. 7.

8 Les articles 4 à 7 ne s'appliquent qu'à l'égard de l'élection des membres de conseils en 1991. Règl. de l'Ont. 479/91, art. 8.

9 (1) Le paragraphe 184 (1) de la *Loi sur l'éducation* (conseil créé lorsque la majorité des membres sont élus ou nommés) ne s'applique pas au conseil de langue française.

(2) Le conseil de langue française tient une réunion en décembre 1991 pour élire un président et un vice-président.

(3) Le secrétaire de l'ancien conseil agit à titre de secrétaire du conseil de langue française jusqu'à sa première réunion en 1992. Règl. de l'Ont. 479/91, art. 9.

Annexe 1

Paragraphe 5 (5)

CONSEIL DE LANGUE FRANÇAISE, SECTEURS ÉLECTORAUX ET RÉPARTITION DES MEMBRES

SECTEUR ÉLECTORAL	NOMBRE DE MEMBRES
Ville de Hawkesbury	2
Ville de Rockland	1
Village de Casselman	1
Canton de Cambridge	1
Canton de Clarence	2
Canton de Russell	1
Ville de Vankleek Hill et cantons d'East Hawkesbury et de West Hawkesbury	1
Village d'Alfred et canton d'Alfred	1
Villages de L'Orignal et de St. Isidore, et cantons de Caledonia et de Longueuil	1
Village de Plantagenet, et cantons de North Plantagenet et de South Plantagenet	1

Règl. de l'Ont. 479/91, annexe 1.

Schedule 2

Subsection 5 (6)

ENGLISH-LANGUAGE BOARD, ELECTORAL AREAS AND
DISTRIBUTION OF MEMBERS

ELECTORAL AREA	NUMBER OF MEMBERS
Town of Hawkesbury	2
Villages of Alfred, L'Orignal, Plantagenet and St. Isidore and townships of Alfred, Caledonia, Longueuil, North Plantagenet and South Plantagenet	2
Township of Russell	1
Town of Rockland, Village of Casselman and townships of Cambridge and Clarence	2
Town of Vankleek Hill and townships of East Hawkesbury and West Hawkesbury	1

O. Reg. 479/91, Sched. 2.

Annexe 2

Paragraphe 5 (6)

CONSEIL DE LANGUE ANGLAISE, SECTEURS
ÉLECTORAUX ET RÉPARTITION DES MEMBRES

SECTEUR ÉLECTORAL	NOMBRE DE MEMBRES
Ville de Hawkesbury	2
Villages d'Alfred, de L'Orignal, Plantagenet et de St. Isidore et cantons d'Alfred, Caledonia, de Longueuil, de North Plantagenet et de South Plantagenet	2
Canton de Russell	1
Ville de Rockland, village de Casselman, et cantons de Cambridge et de Clarence	2
Ville de Vankleek Hill, et cantons d'East Hawkesbury et de West Hawkesbury	1

Règl. de l'Ont. 479/91, annexe 2.

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—09—14

ENERGY EFFICIENCY ACT, 1988

O. Reg. 480/91.

Standards.

Made—August 16th, 1991.

Filed—August 26th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE ENERGY EFFICIENCY ACT, 1988

STANDARDS

1. The Act does not apply to any appliance or product except the following:

1. Electric ranges manufactured on or after the 31st day of March, 1990 that are not portable cooking appliances designed for an electrical supply of 120 volts, ranges or cook tops with tungsten halogen heating elements or microwave cooking appliances and that are,
 - i. free-standing appliances equipped with surface elements and one or more ovens,
 - ii. built-in combinations of surface elements and one or more ovens,
 - iii. wall-mounted ovens with one or more units, or
 - iv. counter-mounted surface element assemblies.
2. Standard or compact household automatic top-loaded or front-loaded clothes washers, other than wringer washers or twin-tub washers and spinners, that are manufactured on or after the 31st day of March, 1990.
3. Standard or compact electrically operated and heated household tumble-type clothes dryers that are manufactured on or after the 31st day of March, 1990.
4. Electrically operated automatic dishwashers that are not commercial, industrial or institutional machines and that are manufactured on or after the 31st day of March, 1990.
5. Ground or water source heat pumps that are factory-built unitary packages or split system matching assemblies rated at a capacity below 35 kilowatts, that are intended for application in open or closed loop, ground or water source systems and that are manufactured on or after the 31st day of December, 1990.
6. Stationary electrically-heated water containers with a capacity of approximately 175 litres or 270 litres that are intended for use on pressure systems in residential premises and that are manufactured on or after the 1st day of October, 1989 and before the 1st day of June, 1992.
7. Stationary electrically-heated water containers with a capacity of at least fifty litres but not more than 450 litres that are manufactured on or after the 1st day of June, 1992.
8. Household refrigerators and combination refrigerator-freezers, other than refrigerators employing an absorption refrigeration system and refrigerator-freezers with adaptive defrost, that have

a capacity of at least 200 litres but not more than 1,100 litres and that are manufactured on or after the 1st day of July, 1990 and before the 1st day of January, 1994.

9. Refrigerators and combination refrigerator-freezers, other than refrigerators employing an absorption refrigeration system, that have a capacity of not more than 1,100 litres and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1994.
10. Household freezers, other than freezers with adaptive defrost, that have a capacity of at least 100 litres but not more than 850 litres and that are manufactured on or after the 1st day of July, 1990 and before the 1st day of January, 1994.
11. Freezers that have a capacity of not more than 850 litres and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1994.
12. Gas-fired forced air furnaces, other than furnaces for mobile homes and recreational vehicles, that use propane or natural gas with inputs of not more than 400,000 British Thermal Units per hour and that are manufactured on or after the 1st day of July, 1990.
13. Room air conditioners, other than packaged terminal air conditioners, that do not exceed 10.55 kilowatts in cooling capacity and that are manufactured on or after the 1st day of September, 1991.
14. Central air conditioners that are factory-built and of the split system type, that are either pre-charged or field-charged, that do not exceed 19 kilowatts in cooling capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1992.
15. Gas ranges that are manufactured on or after the 1st day of January, 1991.
16. Oil-fired water heaters that have an input rating of not more than 30.5 kilowatts and a storage capacity of not more than 190 litres and that are manufactured on or after the 1st day of June, 1991.
17. Air to air heat pumps that are factory-built unitary packages or split-system matching assemblies, that do not exceed 19 kilowatts in cooling or heating capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1992.
18. Water source heat pumps that are factory-built unitary packages or split-system matching assemblies, that are intended for installation in internal water loop systems, that do not exceed 40 kilowatts in cooling or heating capacity and that are manufactured on or after the 1st day of January, 1993.
19. Electric induction motors of the polyphase, squirrel cage, single-speed, EEMAC/NEMA design A or B type that are at least one but not more than 200 horsepower and that are manufactured on or after the 1st day of September, 1992. O. Reg. 480/91, s. 1.

2.—(1) Subject to subsection (2), the efficiency standard for an appliance or product referred to in Column 1 of Schedule 1 is the Canadian Standards Association standard referred to in Column 2 of that Schedule opposite the reference to the appliance or product.

(2) The rate of energy consumption for an appliance or product referred to in Column 1 of Schedule 1 shall not exceed the rate, if any,

indicated in Column 3 of that Schedule opposite the reference to the appliance or product.

(3) An appliance or product referred to in paragraph 12 of section 1 manufactured before the 1st day of January, 1992 shall not have a continuously burning pilot light unless it has an annual fuel utilization efficiency rating of at least 76 per cent when tested in accordance with Canadian Gas Association standard CAN/CGA - 2.3 - M86.

(4) An appliance or product referred to in paragraph 12 of section 1 manufactured on or after the 1st day of January, 1992 and having inputs of not more than 225,000 British Thermal Units per hour shall have an annual fuel utilization efficiency rating of at least 78 per cent when tested in accordance with Canadian Gas Association standard CAN/CGA - 2.3 - M86, as amended by amendment number four to that standard.

(5) An appliance or product referred to in paragraph 12 of section 1 manufactured on or after the 1st day of January, 1992 and having inputs of more than 225,000 but not more than 400,000 British Thermal Units per hour shall not have a continuously burning pilot light unless it has an annual fuel utilization efficiency rating of at least 76 per cent when tested in accordance with Canadian Gas Association standard CAN/CGA - 2.3 - M86, as amended by amendment number four to that standard.

(6) An appliance or product referred to in paragraph 15 of section 1 shall not have a continuously burning pilot light if the appliance or product has a cord set. O. Reg. 480/91, s. 2.

3.—(1) The Canadian Standards Association is designated to test and label electrical and oil-fired appliances and products.

(2) The Canadian Gas Association is designated to test and label gas-fired appliances and products. O. Reg. 480/91, s. 3.

4.—(1) Subject to subsection (2), the fee for having an appliance or product tested is as follows:

1. An appliance or product described in paragraph 1 of section 1	\$1,000
2. An appliance or product described in paragraph 2 of section 1	\$1,000
3. An appliance or product described in paragraph 3 of section 1	\$1,000
4. An appliance or product described in paragraph 4 of section 1	\$1,600
5. An appliance or product described in paragraph 5 of section 1	\$8,500
6. An appliance or product described in paragraph 6 of section 1	\$1,500
7. An appliance or product described in paragraph 7 of section 1	\$1,500
8. An appliance or product described in paragraph 8 of section 1	\$1,800
9. An appliance or product described in paragraph 9 of section 1	\$1,800
10. An appliance or product described in paragraph 10 of section 1	\$1,800
11. An appliance or product described in paragraph 11 of section 1	\$1,800
12. An appliance or product described in paragraph 12 of section 1	\$1,000
13. An appliance or product described in paragraph 13 of section 1	\$5,000

14. An appliance or product described in paragraph 14 of section 1	\$5,000
15. An appliance or product described in paragraph 16 of section 1	\$2,000
16. An appliance or product described in paragraph 17 of section 1	\$8,000
17. An appliance or product described in paragraph 18 of section 1	\$8,500
18. An appliance or product described in paragraph 19 of section 1	\$2,000

(2) The fees prescribed by this section are payable to the Association that tested the appliance or product by the person who submitted it for testing. O. Reg. 480/91, s. 4.

5. A label that is placed on an appliance or product must contain,
- (a) the name or registered trademark or symbol of the person or organization designated to test and label the appliance or product; and
 - (b) a statement that the appliance or product meets the efficiency standard prescribed by this Regulation. O. Reg. 480/91, s. 5.

6.—(1) A person who places a label on an appliance or product shall place it so that it may easily and readily be seen without the need to remove any covering.

(2) The manufacturer of an appliance or product made in Ontario shall indicate on the carton containing the appliance or product the identity of the manufacturer and the date of manufacture.

(3) The importer of an appliance or product not made in Ontario shall indicate on the carton containing the appliance or product the identity of the manufacturer and the date of manufacture. O. Reg. 480/91, s. 6.

7. If an appliance or product tested under clause 4 (2) (d) of the Act is found not to meet the efficiency standard prescribed for the appliance or product, the manufacturer of the appliance or product, if it was made in Ontario, or the importer of the product, if it was not made in Ontario, shall pay to the Treasurer of Ontario the fee prescribed for the testing of the appliance or product by section 4. O. Reg. 480/91, s. 7.

8. The label set out in Schedule 2 may be placed on appliances and products that conform to the efficiency standards prescribed by this Regulation. O. Reg. 480/91, s. 8.

9. Ontario Regulations 340/89, 689/89 and 355/90 are revoked.

Schedule 1

	COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
1.	Electric ranges as described in paragraph 1 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA - C358 - M89	RANGES: E = 0.93V + 14.3 COOK TOPS (CONVENTIONAL, SOLID OR SMOOTH): E = 34 COOK TOPS (MODULAR TYPE): E = 43
2.	Clothes washers as described in paragraph 2 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA - C360 - M89	E = 1.5V + 30.5

	COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
3.	Clothes dryers as described in paragraph 3 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C361 – M89	$E = 0.3V + 59$
4.	Dishwashers as described in paragraph 4 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C373 – M89	$E = 1.57V + 55.1$
5.	Heat pumps as described in paragraph 5 of section 1 of this Regulation (open or closed loop, ground or water source systems)	CAN/CSA – C446 – M90 Clause 5.2	
6.	Heated water containers as described in paragraph 6 of section 1 of this Regulation (175 or 270 litres, manufactured Oct. 1, 1989 – May 31, 1992)	CAN/CSA – C191.0 – 1983 Clause 3.9	
7.	Heated water containers as described in paragraph 7 of section 1 of this Regulation (50–450 litres, manufactured on or after June 1, 1992)	CAN/CSA – C191.1 – M90 Clause 5	
8.	Refrigerators and refrigerator-freezers as described in paragraph 8 of section 1 of this Regulation (200–1,100 litres, manufactured July 1, 1990 – Dec. 31, 1993)	Manufactured before Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 1; Manufactured on or after Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 2	
9.	Refrigerators and refrigerator-freezers as described in paragraph 9 of section 1 of this Regulation (manufactured on or after Jan. 1, 1994)	CAN/CSA – C300 – M91 Table 9.1, Col. 3	
10.	Household freezers as described in paragraph 10 of section 1 of this Regulation (manufactured July 1, 1990 – Dec. 31, 1993)	Manufactured before Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 1; Manufactured on or after Jan. 1, 1992: CAN/CSA – C300 – M89 Table 9.1, Col. 2	
11.	Freezers as described in paragraph 11 of section 1 of this Regulation (manufactured on or after Jan. 1, 1994)	CAN/CSA – C300 – M91 Table 9.1, Col. 3	

	COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
12.	Room air conditioners as described in paragraph 13 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C368.1 – M90	
13.	Central air conditioners as described in paragraph 14 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C273.3 – M91	
14.	Oil-fired water heaters as described in paragraph 16 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – B211 – M90	
15.	Air to air heat pumps as described in paragraph 17 of section 1 of this Regulation (not ground or water source)	CAN/CSA – C273.3 – M91	
16.	Water-source heat pumps as described in paragraph 18 of section 1 of this Regulation (internal water loop systems)	CAN/CSA – C655 – M91	
17.	Electric induction motors as described in paragraph 19 of section 1 of this Regulation	CAN/CSA – C390 – M1985	

For purposes of the formulas in Column 3,

E is the rate of energy consumption in kilowatt hours per month;

V is the volume in litres of,

- oven size, in the case of appliances or products referred to in item 1,
- basket capacity, in the case of appliances or products referred to in item 2,
- drum capacity, in the case of appliances or products referred to in item 3,
- hot water used, in the case of appliances or products referred to in item 4. O. Reg. 480/91, Sched. 1.

Schedule 2



Ontario

Energy Performance
Certified Product Complies
with the Energy Efficiency Act
Produit au rendement énergétique
attesté conforme à la Loi
sur le rendement énergétique.

O. Reg. 480/91, Sched. 2.

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

O. Reg. 481/91.

Township of Papineau, Improvement District
of Cameron Amalgamation.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 26th, 1991.

ORDER IN COUNCIL

R.O.C. 396/91

WHEREAS The Corporation of the Township of Papineau and The Corporation of the Improvement District of Cameron have entered into an agreement dated the 14th day of May, 1991 for the resolution of certain boundary issues;

AND WHEREAS public notice was given by the Clerk of the Executive Council under subsection 17 (1) of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* of the intention to make an Order implementing the inter-municipal agreement;

AND WHEREAS objections to the proposed issuance of the Order were filed with the Clerk of the Executive Council;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor in Council has decided that the public interest in the implementation of the municipal agreement outweighs the objections filed by the objectors;

NOW THEREFORE, on the recommendation of the undersigned, the Lieutenant Governor, by and with the advice and concurrence of the Executive Council, orders under section 14 of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* that,

1.—(1) On the 1st day of January, 1992, The Corporation of the Township of Papineau and The Corporation of the Improvement District of Cameron are amalgamated as a township municipality under the name of "The Corporation of the Township of Papineau-Cameron".

(2) The term of office of the members of the council of The Corporation of the Township of Papineau is extended to the 31st day of December, 1991.

(3) The term of any appointment made by the council of The Corporation of the Township of Papineau or by the board of trustees of The Corporation of the Improvement District of Cameron is extended to the 31st day of December, 1991.

2.—(1) Subject to section 35 of the *Municipal Act*, the council of the amalgamated township shall consist of a reeve and four councillors to be elected by general vote.

(2) The term of office of the members of the council of the amalgamated township formed after the 1991 regular election shall be two years and eleven months commencing on the 1st day of January, 1992.

3. The assets and liabilities of the former municipalities and their local boards become assets and liabilities of the amalgamated township or a local board thereof without compensation, and the amalgamated township and its local boards stand in the place of the former municipalities and their local boards.

4. All taxes, charges or rates levied by a former municipality under any general or special Act that are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 shall, after that date, be taxes, charges or rates due and payable to the amalgamated township as if taxes, charges or rates had been imposed by the amalgamated township.

5.—(1) Every by-law and resolution of a former municipality shall be deemed to be a by-law or resolution of the amalgamated township and shall remain in force in the area of the former municipality until the earlier of,

(a) the date it is amended or repealed by the council of the amalgamated township; or

(b) the 31st day of December, 1993.

(2) Despite subsection (1), any by-law of a former municipality passed under section 3 of the *Development Charges Act, 1989* shall remain in force until the earlier of,

(a) the date it is amended or repealed by the council of the amalgamated township; or

(b) five years after the by-law came into force.

(3) Nothing in this section repeals or authorizes the amendment or repeal of,

(a) by-laws or resolutions of the former municipalities passed under section 45, 58 or 61 of the *Drainage Act* or a predecessor of those sections; and

(b) by-laws or resolutions conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the former municipalities.

6.—(1) The amalgamated township or a local board thereof shall offer to employ every person who, on a full-time or part-time basis, was permanently employed by a former municipality on the 1st day of July, 1991 and who continued to be so employed until the 31st day of December, 1991.

(2) An offer of employment to a person under subsection (1) shall be for employment,

(a) for the same number of hours per week as the person was working for the former municipality before the 1st day of January, 1992; and

(b) for a salary or wage of not less than the person was receiving from the former municipality before the 1st day of January, 1992.

(3) Nothing in this section prevents an employee being dismissed for cause.

7. For the purpose of the assessment roll to be prepared for the amalgamated township under subsection 13 (1) of the *Assessment Act* for the 1992 taxation year, the former municipalities shall be deemed to be one municipality.

8.—(1) For the purposes of the regular election to be held in 1991 under the *Municipal Elections Act*, the former municipalities shall be deemed to be one municipality.

(2) The clerk of The Corporation of the Township of Papineau is the returning officer and the revising officer for the purpose of the conduct of the election.

(3) The secretary-treasurer of The Corporation of the Improvement District of Cameron shall promptly provide to the clerk of The Corporation of the Township of Papineau a list of electors who, as a result of subsection (1), are qualified as electors for the 1991 regular election in the amalgamated municipality in respect of the area of the Improvement District of Cameron.

(4) The clerk of The Corporation of the Township of Papineau shall, immediately after receiving the list under subsection (3), revise the preliminary list of electors for the Township of Papineau to include all persons qualified as electors under section 12 or 13 of the *Municipal Elections Act* in respect of the area of the Improvement District of Cameron, and the clerk shall promptly cause each person whose name is included to be served personally or by registered mail at the address provided on the list with a notice indicating the reason the person's name was included and advising of the procedures under sections 25, 28, 33 and 56 of the *Municipal Elections Act*.

(5) Where under section 122 or 143 of the *Municipal Elections Act*, a person, before the filing of this Order, has registered to be a candidate for an office for which the clerk of The Corporation of the Township of Papineau is responsible for conducting the election, that person shall be deemed to be registered for the corresponding office for the purposes of the regular election to be held in accordance with the deemed amalgamation under subsection (1) on the date that person originally registered with the clerk of The Corporation of the Township of Papineau.

(6) The clerk of The Corporation of the Township of Papineau and the secretary-treasurer of The Corporation of the Improvement District of Cameron shall make such arrangements as necessary to ensure that electors in the area of the Improvement District of Cameron are enabled to run for office and to vote in the 1991 regular election.

9. The agreement between The Corporation of the Township of Papineau and The Corporation of the Improvement District of Cameron dated the 14th day of May, 1991 is hereby given effect. O. Reg. 481/91.

Recommended

DAVE COOKE
Minister of Municipal
Affairs

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, August 22nd, 1991

LINCOLN M. ALEXANDER
Lieutenant Governor

37/91

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

O. Reg. 482/91.

City of Peterborough, Township of
North Monaghan Boundary.
Made—August 22nd, 1991.
Filed—August 26th, 1991.

ORDER IN COUNCIL

R.O.C. 397/91

WHEREAS The Corporation of the City of Peterborough and The Corporation of the Township of North Monaghan have entered into an agreement dated the 26th day of November, 1990 for the resolution of certain boundary issues;

AND WHEREAS public notice was given by the Clerk of the Executive Council under subsection 17 (1) of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* of the intention to make an Order implementing the inter-municipal agreement;

AND WHEREAS no objections to the proposed issuance of the Order were filed with the Clerk of the Executive Council within the filing period;

NOW THEREFORE, on the recommendation of the undersigned, the Lieutenant Governor, by and with the advice and concurrence of the Executive Council, orders under section 14 of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* that,

1. On the 1st day of October, 1991, the portion of the Township of North Monaghan described in the Schedule is annexed to the City of Peterborough and is added to and forms part of Ward 1 of the City of Peterborough.

2. All real property of The Corporation of the Township of North Monaghan situate in the annexed area vests in The Corporation of the City of Peterborough on the 1st day of October, 1991.

3. On the 1st day of October, 1991, the by-laws of The Corporation of the City of Peterborough extend to the annexed area and the by-laws of The Corporation of the Township of North Monaghan cease to apply to such area, except,

- (a) by-laws of The Corporation of the Township of North Monaghan,
 - (i) that were passed under section 34 or 41 of the *Planning Act, 1983* or a predecessor of those sections,
 - (ii) that were kept in force by subsection 13 (3) of *The Municipal Amendment Act, 1941*, or
 - (iii) that were passed under the *Highway Traffic Act* or the *Municipal Act* that regulate the use of highways by vehicles and pedestrians and that regulate the encroachment or projection of buildings or any portion thereof upon or over highways,

which shall remain in force until repealed by the council of The Corporation of the City of Peterborough;

- (b) by-laws of The Corporation of the Township of North Monaghan passed under section 45, 58 or 61 of the *Drainage Act* or a predecessor of those sections; and
- (c) by-laws conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the council of The Corporation of the Township of North Monaghan.

4. The clerk of The Corporation of the Township of North Monaghan shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the City of Peterborough a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the lands in the annexed area up to and including the 30th day of September, 1991 and the persons assessed therefor.

5.—(1) All real property taxes levied under any general or special Act and uncollected in the annexed area which are due and unpaid on the 30th day of September, 1991 shall be deemed on the 1st day of October, 1991 to be taxes due and payable to The Corporation of the City of Peterborough and may be collected by The Corporation of the City of Peterborough.

(2) On or before the 1st day of January, 1992, The Corporation of the City of Peterborough shall pay to The Corporation of the Township of North Monaghan an amount equal to the amount of all real property taxes that The Corporation of the City of Peterborough is entitled to collect in the annexed area under subsection (1), that were due but unpaid on the 30th day of September, 1991.

6. All business taxes levied and uncollected in the annexed area that are due and unpaid on the 30th day of September, 1991 shall continue after that date to be taxes due and payable to The Corporation of the Township of North Monaghan and may be collected by The Corporation of the Township of North Monaghan.

7.—(1) The assessment of land in the annexed area upon which the taxes after the 30th day of September, 1991 shall be levied shall be determined by the assessment commissioner in accordance with the classes of real property and the factors prescribed for The Corporation of the Township of North Monaghan by regulations made under the *Assessment Act*.

(2) Where the assessment commissioner makes an assessment in accordance with subsection (1), section 34 of the *Assessment Act* applies to the assessment.

8. The agreement between The Corporation of the City of Peterborough and The Corporation of the Township of North Monaghan entered into on the 26th day of November, 1990 is hereby given effect. O. Reg. 482/91.

Schedule

AREA TO BE ANNEXED TO THE CITY OF PETERBOROUGH

1. Those portions of Lot 7 in Concession X of the Township of North Monaghan being parts 2 and 3 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Peterborough (No. 45) as Number 45R-7301.
2. Those portions of lots 7 and 8 in Concession X of the Township of North Monaghan being parts 2, 3, 5, 7, 8, 9, 10, 12 and 14 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Peterborough (No. 45) as Number 45R-7147.
3. Those portions of Lot 8 in Concession X of the Township of North Monaghan being parts 4 and 7 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Peterborough (No. 45) as Number 45R-3293. O. Reg. 482/91, Sched.

Recommended

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, August 22nd, 1991

LINCOLN M. ALEXANDER
Lieutenant Governor

37/91

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 483/91.

Speed Limits.

Made—August 20th, 1991.

Filed—August 27th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 490 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HIGHWAY TRAFFIC ACT

1.—(1) Paragraphs 1 and 2 of Part 3 of Schedule 2 to Regulation 490 of Revised Regulations of Ontario, 1980 are revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 3 in the County of Kent lying between a point situate 660 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Snow Avenue in the Township of Harwich and a point situate 360 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 21 and the roadway known as Kent County Road No. 17 in the hamlet of Morpeth in the Township of Howard.

Kent—

Twps. of Harwich and Howard
2. That part of the King's Highway known as No. 3 lying between a point situate 260 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 21 and the roadway known as Kent County Road No. 17 in the hamlet of Morpeth in the Township of Howard in the County of Kent and a point situate 315 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 76 (Graham Street) in the hamlet of Eagle in the Township of Aldborough in the County of Elgin.

Kent and Elgin—

Twps. of Horward and Aldborough

(2) Paragraph 3 of Part 3 of Schedule 2, as remade by section 1 of Ontario Regulation 36/85, is revoked.

(3) Paragraphs 4, 5, 6 and 11 of Part 3 of Schedule 2 are revoked and the following substituted:

4. That part of the King's Highway known as No. 3 in the County of Elgin lying between a point situate 315 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 76 (Graham Street) in the hamlet of Eagle in the Township of Aldborough and a point situate 485 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Elgin County Road No. 8 (Currie Street) in the hamlet of Wallacetown in the Township of Dunwich.

Elgin—

Twps. of Aldborough and Dunwich
5. That part of the King's Highway known as No. 3 in the County of Elgin lying between a point situate 315 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Elgin County Road No. 8 (Currie Street) in the hamlet of Wallacetown in the Township of Dunwich and a point situate 175 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Hall Street in the hamlet of Shedden in the Township of Southwold.

Elgin—

Twps. of Dunwich and Southwold
6. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Southwold in the County of Elgin lying between a point situate 145 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as William Street in the hamlet of Shedden and a point situate 535 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 4 in the hamlet of Talbotville.

Elgin—

Twp. of Southwold
11. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Harwich in the County of Kent lying between a point situate 535 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Kent County Road No. 10 (Chatham Street) in the hamlet of Cedar Springs and a point situate 15 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the east junction of the roadway known as Marlborough Road.

Kent—

Twp. of Harwich

(4) Paragraph 12 of Part 3 of Schedule 2, as remade by section 2 of Ontario Regulation 568/90, is revoked and the following substituted:

12. That part of the King's Highway known as No. 3 in the County of Kent lying between a point situate 740 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Kent County Road No. 14 in the hamlet of Port Alma in the Township of Tilbury East and a point situate 160 metres measured westerly from its intersection with the roadway known as Kent County Road No. 10 (Chatham Street) in the hamlet of Cedar Springs in the Township of Raleigh.

Kent—

Twps. of Tilbury East and Raleigh

(5) Paragraph 13 of Part 3 of Schedule 2, as remade by section 1 of Ontario Regulation 36/85, is revoked and the following substituted:

13. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Romney in the County of Kent lying between a point situate 40 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Allan Street and a point situate 60

metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Kent County Road No. 14 in the hamlet of Port Alma.

(6) Paragraph 14 or Part 3 of Schedule 2 is revoked and the following substituted:

14. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Mersea in the County of Essex lying between a point situate 870 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Lutsch Avenue in the Town of Leamington and a point situate 625 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Victoria Street in the Village of Wheatley.

(7) Paragraph 15 of Part 3 of Schedule 2, as remade by section 1 of Ontario Regulation 117/84, is revoked and the following substituted:

15. That part of the King's Highway known as No. 3 in the County of Essex lying between a point situate 200 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Anastasia Street in the Township of Sandwich West and a point situate 270 metres measured northerly from its intersection with the north rail of the Chesapeake and Ohio Railway in the Township of Gosfield South.

(8) Part 3 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:

24. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Gosfield South in the County of Essex lying between a point situate 40 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadways known as Elgin Street and Lark Street in the hamlet of Ruthven and a point situate 80 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Essex County Road No. 31.

(9) Paragraphs 9, 11, 12 and 13 of Part 4 of Schedule 2 are revoked and the following substituted:

9. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Harwich in the County of Kent lying between a point situate 15 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the east junction of the roadway known as Marlborough Road and a point situate 100 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Harwich Concession 2 W.C.R.

11. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Mersea in the County of Essex beginning at a point situate 625 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Victoria Street in the Village of Wheatley and extending easterly for a distance of 350 metres.

12. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Mersea in the County of Essex beginning at a point situate 450 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Lutsch Avenue in the Town of Leamington and extending easterly for a distance of 420 metres.

13. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Talbotville in the Township of Southwold in the County of Elgin beginning at a point situate 190 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 4 and extending westerly for a distance of 345 metres.

(10) Paragraphs 1, 2, 3 and 4 of Part 5 of Schedule 2 are revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Harwich in the County of Kent beginning at a point situate 370 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Snow Avenue and extending easterly for a distance of 290 metres.

2. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Morpeth in the Township of Howard in the County of Kent beginning at a point situate 360 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 21 and the roadway known as Kent County Road No. 17 and extending easterly for a distance of 620 metres.

3. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Wallacetown in the Township of Dunwich in the County of Elgin beginning at a point situate 485 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Elgin County Road No. 8 (Currie Street) and extending easterly for a distance of 800 metres.

4. That part of King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Shedden in the Township of Southwold in the County of Elgin lying between a point situate 175 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Hall Street and a point situate 145 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as William Street.

(11) Paragraph 6 of Part 5 of Schedule 2, as remade by section 1 of Ontario Regulation 200/81, is revoked and the following substituted:

6. That part of the King's Highway known as No. 3 in the County of Essex lying between a point situate 80 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Essex County Road No. 31 in the Township of Gosfield South and a point situate 185 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Armstrong Drive in the Township of Mersea.

(12) Paragraph 12 of Part 5 of Schedule 2, as remade by section 2 of Ontario Regulation 568/90, revoked and the following substituted:

12. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Port Alma in the Township of Tilbury East in the County of Kent beginning at a point situate 60 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Kent County Road No. 14 between the townships of Romney and Tilbury East and extending easterly for a distance of 800 metres.

(13) Paragraph 13 of Part 5 of Schedule 2 is revoked and the following substituted:

- Elgin—
Twp. of
Aldborough
13. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Eagle in the Township of Aldborough in the County of Elgin beginning at a point situate 315 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 76 (Graham Street) and extending easterly for a distance of 630 metres.

(14) Paragraph 19 of Part 5 of Schedule 2, as made by section 2 of Ontario Regulation 374/84, is revoked and the following substituted:

- Kent—
Twps. of
Harwich
and Raleigh
19. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Cedar Springs in the Township of Harwich in the County of Kent beginning at a point situate 160 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Kent County Road No. 10 (Chatham Street) between the townships of Raleigh and Harwich and extending easterly for a distance of 695 metres.

(15) Paragraph 22 of Part 5 of Schedule 2, as made by section 1 of Ontario Regulation 188/85, is revoked and the following substituted:

- Essex—
Twp. of
Sandwich
West
22. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Sandwich West in the County of Essex lying between a point situate 118 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadways known as Todd Lane and Cabana Road and a point situate 200 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Anastasia Street.

(16) Paragraph 1 of Part 6 of Schedule 2 is revoked and the following substituted:

- Kent—
Twp. of
Harwich
Town of
Blenheim
1. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Harwich in the County of Kent lying between a point situate 100 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Harwich Concession Road 2 W.C.R. and a point situate 180 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as William Street in the Town of Blenheim.

(17) Paragraph 4 of Part 6 of Schedule 2, as made by section 1 of Ontario Regulation 200/81, is revoked and the following substituted:

- Essex—
Twp. of
Mersea
4. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Mersea in the County of Essex beginning at a point situate 185 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Armstrong Drive and extending easterly for a distance of 235 metres.

(18) Paragraph 9 of Part 6 of Schedule 2, as made by section 1 of Ontario Regulation 468/84, is revoked and the following substituted:

- Kent—
Twp. of
Romney
9. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Romney in the County of Kent lying between a point situate 120 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Harbour Street and a point situate 40 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Allan Street.

(19) Part 6 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraphs:

- Essex—
Twp. of
Gosfield
South
13. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Gosfield South in the County of Essex lying between a point situate 270 metres measured northerly from its intersection with the north rail of the Chesapeake and Ohio Railway and a point situate 40 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadways known as Elgin Street and Lark Street in the hamlet of Ruthven.
- Kent—
Twp. of
Harwich
14. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Harwich in the County of Kent beginning at a point situate 30 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Snow Avenue and extending easterly for a distance of 400 metres.
- Elgin—
Twp. of
Southwold
15. That part of the King's Highway known as No. 3 in the hamlet of Talbotville in the Township of Southwold in the County of Elgin beginning at a point situate 190 metres measured westerly from its intersection with the King's Highway known as No. 4 and extending easterly for a distance of 355 metres.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 20th day of August, 1991.

37/91

VITAL STATISTICS ACT

O. Reg. 484/91.

General.

Made—August 22nd, 1991.

Filed—August 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 942 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE VITAL STATISTICS ACT

1. Regulation 942 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following section:

TRANSFER OF RECORDS TO ARCHIVES

65.—(1) The Registrar General shall transfer the registrations and records referred to in the Appendix to the Archives of Ontario following the timetables set out in the Appendix.

(2) The Registrar General shall,

- (a) annually review the registrations and records of the events described in the Appendix; and
- (b) annually transfer those that deal with events that, because of the timetables in the Appendix, qualify for transfer under the Appendix.

(3) Despite subsection (1) and clause (2) (b), if the registrations and records are recorded in a volume, the Registrar General shall delay transferring them until all of the registrations and records contained in the volume fall within the timetables set out in the Appendix.

(4) The Registrar General shall transfer to the Archives of Ontario those records entitled "Ontario Statistics—Overseas Deaths" for the years 1939 to 1947. O. Reg. 484/91, s. 1.

2. The Regulation is further amended by adding the following Appendix:

APPENDIX

1. All registrations and records relating to births and still-births, including those registrations and records deposited with the Registrar General under section 29 of the Act, that were created before the 1st day of January, 1897 or were created more than ninety-four years before the 1st day of January of the year of the transfer of the registrations and records.
2. All registrations and records relating to deaths, including those registrations and records deposited with the Registrar General under section 29 of the Act, that were created before the 1st day of January, 1922 or were created more than sixty-nine years before the 1st day of January of the year of the transfer of the registrations and records.
3. All registrations and records relating to marriages, including those registrations and records deposited with the Registrar General under section 29 of the Act, that were created before the 1st day of January, 1912 or were created more than seventy-nine years before the 1st day of January of the year of the transfer of the registrations and records.
4. All registrations and records relating to adoptions, including those registrations and records deposited with the Registrar General under section 29 of the Act, that were created before the 1st day of January, 1892 or were created more than ninety-nine years before the 1st day of January of the year of the transfer of the registrations and records, except for any adoption registrations and records that were ordered sealed by a court. O. Reg. 484/91, s. 2.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 485/91.
Crop Insurance Plan—Lima Beans.
Made—June 13th, 1991.
Approved—August 22nd, 1991.
Filed—August 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 212 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Subparagraph 10 (2) of Form 1 of Regulation 212 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 358/84, is amended by striking out "\$25" in the fourth line and substituting "\$45".

(2) Subparagraph 10 (3) of Form 1, as remade by section 2 of Ontario Regulation 503/82 and amended by section 2 of Ontario

Regulation 358/84, is further amended by striking out "\$25" in the fourth line and substituting "\$45".

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 486/91.
Crop Insurance Plan—Tomatoes.
Made—June 13th, 1991.
Approved—August 22nd, 1991.
Filed—August 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 226 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (c) of the Schedule to Regulation 226 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

(2) Subsection 9 (3) of the Schedule is revoked and the following substituted:

(3) Where, in the opinion of the Commission, the insured person cannot provide adequate records for the preceding six years of production, the Commission shall determine the average farm yield on a reasonable basis.

(3) Subsection 11 (1) of the Schedule, as amended by section 2 of Ontario Regulation 309/83 and by section 4 of Ontario Regulation 292/85, is revoked and the following substituted:

(1) The total premium payable is,

- (a) \$97.80 per acre where the established price is \$70 per ton;
- (b) \$111.20 per acre where the established price is \$80 per ton; and
- (c) \$125 per acre where the established price is \$90 per ton.

(1a) Despite subsection (1), the total premium payable is reduced by 20 per cent if,

- (a) the insured person has had coverage for the previous crop year and has had coverage and an actual farm yield for at least five years in the most recent ten-year period; and
- (b) according to Commission records, the insured person has, since 1972, paid more in premiums than the total amount of any indemnities received.

2. Table 2 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 472/89, is revoked.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 487/91.

Crop Insurance Plan—Specialty Crops.

Made—July 31st, 1991.

Approved—August 22nd, 1991.

Filed—August 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 313/81
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (b) of the Schedule to Ontario Regulation 313/81, as remade by section 4 of Ontario Regulation 465/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 286/85 and section 1 of Ontario Regulation 278/88, is further amended by striking out “parsnips and strawberries” in the second line and substituting “and parsnips”.

(2) Subsection 4 (2) of the Schedule, as remade by section 2 of Ontario Regulation 266/83, is amended by striking out “cauliflower and strawberries” in the second line and substituting “and cauliflower”.

(3) Clause 7 (1) (b) of the Schedule, as amended by section 1 of Ontario Regulation 278/88, is revoked and the following substituted:

(b) be filed with the Commission not later than the 1st day of May in the crop year, or such other date as the Commission may determine;

(4) Paragraph 3 of subsection 10 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 294/89, is amended by striking out “\$1,600” and substituting “\$2,000”.

(5) Paragraph 7 of subsection 10 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 294/89, is revoked.

(6) The Table to section 11 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 78/91, is revoked and the following substituted:

TABLE

Crop	Factor
1. Broccoli	30
2. Cabbage	11
3. Cauliflower	26
4. Celery	15
5. Lettuce	20
6. Parsnips	24
7. Sweet Corn	18
8. Tomatoes	20

2.—(1) Clause (a) of subparagraph 5 (2) of Form 1, as made by section 2 of Ontario Regulation 294/89, is amended by striking out “strawberries” in the second line.

(2) Clause (a) of subparagraph 5 (3) of Form 1, as made by section 2 of Ontario Regulation 294/89, is amended by striking out “strawberries” in the second line.

(3) The Table to Form 1, as remade by section 2 of Ontario Regulation 294/89, is amended by striking out,

“Strawberries Nil”.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 31st day of July, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 488/91.

Crop Insurance Plan—Asparagus.

Made—June 12th, 1991.

Approved—August 22nd, 1991.

Filed—August 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 353/84
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (b) of the Schedule to Ontario Regulation 353/84 is revoked.

(2) The Schedule is amended by adding after the heading “COVERAGE” the following section:

8a. The Commission shall calculate a producer’s average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer’s farmland, the farmland in the district in which the producer’s acreage is located and the producer’s farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person’s acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person’s actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person’s average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\text{Average Yield} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the

insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \frac{\text{Actual}}{\text{Yield}} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) **Subsection 12 (3) of the Schedule is revoked and the following substituted:**

(3) The premium prescribed by subsection (1) includes payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 489/91.

Crop Insurance Plan—Cucumbers.

Made—June 12th, 1991.

Approved—August 22nd, 1991.

Filed—August 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 462/84 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Ontario Regulation 462/84, as remade by section 1 of Ontario Regulation 466/90, is revoked.

(2) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 466/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.

2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.

4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.

5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \frac{\text{Actual}}{\text{Yield}} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

2.—(1) Subparagraph 2 (2) of Form 1 of the Regulation is amended by striking out "\$35" in the third line and substituting "\$65".

(2) Subparagraph 2 (3) of Form 1 is amended by striking out "\$35" in the third line and substituting "\$65".

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 490/91.
 Crop Insurance Plan—Pumpkins and Squash.
 Made—June 12th, 1991.
 Approved—August 22nd, 1991.
 Filed—August 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 287/85
 MADE UNDER THE
 CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Ontario Regulation 287/85, as remade by section 1 of Ontario Regulation 338/90, is revoked.

(2) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 338/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commis-

sion shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 312/89, is revoked and the following substituted:

- (3) Subject to subsection (2), the total premium is \$14 per acre.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
 Chair

MATT TULLOCH
 Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 491/91.
 Crop Insurance Plan—Onions.
 Made—June 13th, 1991.
 Approved—August 22nd, 1991.
 Filed—August 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 541/86
 MADE UNDER THE
 CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) The definition of "average farm yield" in section 3 of the Schedule to Ontario Regulation 541/86, as remade by section 1 of Ontario Regulation 477/90, is revoked.

(2) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 477/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\text{Average Yield} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\text{Average Yield} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) Subsection 10 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 326/88, is revoked and the following substituted:

(1) For the purposes of this plan, the established price for onions grown from seed is,

- (a) \$2.50 per bag where a premium of \$136 per acre is paid; or
- (b) \$3.50 per bag where a premium of \$190 per acre is paid.

(4) Subsection 10 (3) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 314/89, is revoked and the following substituted:

(3) For the purposes of this plan, the established price for spanish onions is,

- (a) \$4 per bag where a premium of \$236 per acre is paid; or
- (b) \$5 per bag where a premium of \$296 per acre is paid.

(5) Subsection 11 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 314/89, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,
 - (a) \$136 per acre or \$190 per acre for onions grown from seed;
 - (b) \$120 per acre or \$160 per acre for onions grown from sets; or
 - (c) \$236 per acre or \$296 per acre for spanish onions.

2. Clauses (a) and (c) of subparagraph 3 (2) of Form 1 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 314/89, are revoked and the following substituted:

- (a) in the case of onions grown from seed, up to a maximum amount of \$500;

- (c) in the case of spanish onions, up to a maximum amount of \$700 where 44,000 or more plants are replanted per acre or that portion of \$700 that the number of plants replanted bears to 44,000 where fewer than 44,000 plants are replanted per acre,

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 492/91.

Crop Insurance Plan—Honey.

Made—June 12th, 1991.

Approved—August 22nd, 1991.

Filed—August 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 605/88 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Subsection 10 (1) of the Schedule to Ontario Regulation 605/88 is amended by striking out "70" in the second line and substituting "75".

(2) Section 11 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 468/90, is revoked and the following substituted:

11. For the purpose of this plan, the established price for honey is,
 - (a) \$0.55 per pound; or
 - (b) \$0.65 per pound.

(3) Subsection 13 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 468/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,
 - (a) \$4.80 per hive where the established price is \$0.55 per pound; or
 - (b) \$5.60 per hive where the established price is \$0.65 per pound.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 493/91.

Crop Insurance Plan—Red Spring Wheat.

Made—June 12th, 1991.

Approved—August 22nd, 1991.

Filed—August 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 607/88
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) The definition of “average farm yield” in section 3 of the Schedule to Ontario Regulation 607/88, as remade by section 1 of Ontario Regulation 467/90, is revoked.

(2) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 467/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \frac{\text{Actual Yield}}{\text{Yield}} - \frac{2}{3} \left(\frac{\text{Actual Yield}}{\text{Yield}} - \left(\frac{\text{Average Yield} \times 1.3}{\text{Yield}} \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance

with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \frac{\text{Actual Yield}}{\text{Yield}} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield} \times 0.7}{\text{Yield}} \right) - \frac{\text{Actual Yield}}{\text{Yield}} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) Subsection 11 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 467/90, is revoked and the following substituted:

(1) For the purposes of this plan, the established price is,

- (a) \$2 per bushel; or
- (b) \$3 per bushel.

(4) Subsection 13 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 467/90, is revoked and the following substituted:

(1) The total premium is,

- (a) \$6.80 per acre where the established price is \$2 per bushel; or
- (b) \$10.20 per acre where the established price is \$3 per bushel.

2. Subparagraph 3 (2) of Form 1 of the Regulation is amended by striking out “\$30” in the third line and substituting “\$40”.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

37/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 494/91.

Crop Insurance Plan—Rutabagas.

Made—June 13th, 1991.

Approved—August 22nd, 1991.

Filed—August 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 315/81
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Ontario Regulation 315/81, as remade by section 1 of Ontario Regulation 452/90, is revoked.

(2) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 452/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average} \times 1.3}{\text{Yield}} \right) \right)$$
6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average} \times 0.7}{\text{Yield}} \right) - \frac{\text{Actual}}{\text{Yield}} \right)$$
7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) Subsection 10 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 452/90, is revoked and the following substituted:

10. The established price is,
 - (a) \$60 per ton where the premium paid is \$130 per acre; or
 - (b) \$45 per ton where the premium paid is \$96 per acre.

(4) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 452/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,

- (a) \$130 per acre; or
- (b) \$96 per acre.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

37/91

MILK ACT

O. Reg. 495/91.
Industrial Milk—Marketing.
Made—August 27th, 1991.
Filed—August 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 623 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MILK ACT

1. Subsection 13 (6) of Regulation 623 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 523/90, is revoked and the following substituted:

(6) All Class 5a milk supplied to a processor shall be sold by the marketing board and bought by the processor for not less than a minimum price of \$43.99 per hectolitre for milk containing 3.6 kilograms of milk-fat per hectolitre. O. Reg. 495/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of September, 1991.

THE ONTARIO MILK MARKETING BOARD:

JOHN CORE
Chair

HARRY PARKER
Secretary

Dated at Mississauga, this 27th day of August, 1991.

37/91

MILK ACT

O. Reg. 496/91.
Marketing of Milk to Fluid Milk Processors.
Made—August 27th, 1991.
Filed—August 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 541/81
MADE UNDER THE
MILK ACT

1. Subsection 15 (10) of Ontario Regulation 541/81, as remade by section 1 of Ontario Regulation 522/90, is revoked and the following substituted:

(10) All Class 5a milk supplied to a processor shall be sold by the marketing board and bought by the processor for not less than a minimum price of \$43.99 per hectolitre for milk containing 3.6 kilograms of milk-fat per hectolitre. O. Reg. 496/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of September, 1991.

THE ONTARIO MILK MARKETING BOARD:

JOHN CORE
Chair

HARRY PARKER
Secretary

Dated at Mississauga, this 27th day of August, 1991.

37/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 497/91.

Restricted Areas—District of Sudbury,
Territorial District of Sudbury.
Made—August 23rd, 1991.
Filed—August 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 834/81 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Schedule I to Ontario Regulation 834/81 is amended by adding the following section:

107.—(1) Despite subsection 22 (1), pits may be made or established and accessory buildings and structures may be erected and used on the land described in subsection (2) if the following requirements are met:

1. No pit shall be within sixty-five metres of a dwelling unit on another lot.
2. No pit shall be within fifty metres of a street.

(2) Subsection (1) applies to that parcel of land in the geographic Township of Dill in the Territorial District of Sudbury being part of the north half of Lot 4 in Concession II, designated as the remainder of Parcel 5696 S.E.S. in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Sudbury (No. 53).

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 23rd day of August, 1991.

37/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 498/91.

Restricted Areas—District of Sudbury,
Territorial District of Sudbury.
Made—August 23rd, 1991.
Filed—August 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 834/81 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Section 35 of Ontario Regulation 834/81, as amended by section 8 of Ontario Regulation 733/88, is further amended by adding the following subsection:

(6) Despite subsection (1), the use of land and the erection or use of buildings and structures set out in Schedule 5 are permitted on the land referred to in that Schedule if the requirements set out in it are met. O. Reg. 498/91, s. 1.

2. The Regulation is amended by adding the following Schedule:

Schedule 5

RESORT COMMERCIAL ZONES—EXEMPTIONS (SUBSECTION 35 (6))

1.—(1) A car dealership may be erected and used on the land described in subsection (2) if the side yards are a minimum of six metres.

(2) Subsection (1) applies to that parcel of land in the geographic Township of Cascaden in the Territorial District of Sudbury being part of Lot 1 in Concession VI designated as Part 1 on Reference Plan 53R-5201 deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Sudbury (No. 53). O. Reg. 498/91, s. 2.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 23rd day of August, 1991.

37/91

FOREST FIRES PREVENTION ACT

O. Reg. 499/91.

Restricted Fire Zone.
Made—August 30th, 1991.
Filed—August 30th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE FOREST FIRES PREVENTION ACT

RESTRICTED FIRE ZONE

1. The following Fire Regions are declared to be restricted fire zones from 1200 hours on the 30th day of August to 2400 hours on the 5th day of September, both inclusive, in the year 1991,

- (a) the part of the Northwestern Fire Region as described in Schedule 1 to Appendix A of Regulation 396 of Revised Regulations of Ontario, 1980 south of latitude 52 degrees 00 minutes 00 seconds north;

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—09—21

FOREST FIRES PREVENTION ACT

O. Reg. 501/91.
Restricted Fire Zone.
Made—September 3rd, 1991.
Filed—September 3rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 499/91 MADE UNDER THE FOREST FIRES PREVENTION ACT

1. Clauses 1 (b) and (c) of Ontario Regulation 499/91 are revoked as at 1800 hours on the 3rd day of September, 1991.

GEORGE TOUGH
Deputy Minister of Natural Resources

Dated at Toronto, this 3rd day of September, 1991.

38/91

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 502/91.
Speed Limits.
Made—September 3rd, 1991.
Filed—September 4th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 490 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE HIGHWAY TRAFFIC ACT

1.—(1) Paragraph 8 of Part 3 of Schedule 2 to Regulation 490 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 170/91, is revoked and the following substituted:

8. That part of the King's Highway known as No. 3 and No. 59 in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 560 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Regional Road 38 in the hamlet of Courtland in the Township of Norfolk and a point situate 155 metres measured westerly from its intersection with the east limit of the east junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Delhi.

(2) Paragraph 9 of Part 3 of Schedule 2, as remade by section 2 of Ontario Regulation 170/91, is revoked and the following substituted:

9. That part of the King's Highway known as No. 3 lying between a point situate 120 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Hacienda Road in the Township of Malahide in the County of Elgin and a point situate at its intersection with the west limit of the west junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk.

(3) Part 3 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:

25. That part of the King's Highway known as No. 3 and No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate at its intersection with the west limit of the west junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 and a point situate 550 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Regional Road 38 in the hamlet of Courtland.

(4) Paragraphs 11 and 16 of Part 5 of Schedule 2, as remade by section 2 of Ontario Regulation 170/91, are revoked and the following substituted:

11. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Delhi in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate at its intersection with the west limit of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 and a point situate 106 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Mill Street in the former Town of Delhi.

16. That part of the King's Highway known as No. 3 in the Township of Delhi in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk beginning at its intersection with the centre line of the roadway known as Wilson Avenue and extending southerly for a distance of 300 metres.

(5) Part 5 of Schedule 2 is amended by adding the following paragraph:

23. That part of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Delhi in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk beginning at a point situate at its intersection with the east limit of the east junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 and extending westerly for a distance of 155 metres.

2.—(1) Paragraph 5 of Part 5 of Schedule 12 to the Regulation is revoked.

(2) Part 6 of Schedule 12, as amended by section 2 of Ontario Regulation 693/83, section 2 of Ontario Regulation 687/84, section 4 of Ontario Regulation 36/85 and section 3 of Ontario Regulation 2/91, is further amended by adding the following paragraph:

5. That part of the King's Highway known as No. 10 in the Township of Holland in the County of Grey lying between a point situate ninety-five metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as William Street and a point situate 305 metres measured northerly from its intersection with the northerly limit of the roadway known as Grey County Road 24 or Queen Street.

3. Paragraph 1 of Part 2 of Schedule 24 to the Regulation is revoked.

4.—(1) Paragraphs 5 and 6 of Part 3 of Schedule 68 to the Regulation are revoked and the following substituted:

5. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 270 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Milne Street in the hamlet of Walsingham and a point situate 450 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as South Street in the hamlet of Langton.
6. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 150 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Regional Road 42 and a point situate 190 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Morgan Street in the hamlet of Walsingham.

(2) Paragraphs 7 and 8 of Part 3 of Schedule 68, as remade by section 2 of Ontario Regulation 68/87, are revoked and the following substituted:

7. That part of the King's Highway known as No. 59 lying between a point situate at its intersection with the north limit of the east junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Delhi in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk and a point situate 130 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Norwich Concession Road 5 in the Township of Norwich in the County of Oxford.
8. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norwich in the County of Oxford lying between a point situate 310 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Norwich Concession Road 3 and a point situate 335 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Burgess Street in the hamlet of Burgessville.

(3) Paragraph 9 of Part 3 of Schedule 68, as remade by section 3 of Ontario Regulation 41/91, is revoked and the following substituted:

9. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norwich in the County of Oxford lying between a point situate 605 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Main Street in the hamlet of Burgessville and a point situate 308 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Pattullo Avenue in the City of Woodstock.

(4) Paragraph 11 of Part 3 of Schedule 68, as remade by section 3 of Ontario Regulation 170/91, is revoked and the following substituted:

11. That part of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 560 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Regional

Twps. of Norfolk and Delhi

Road 38 in the hamlet of Courtland in the Township of Norfolk and a point situate 155 metres measured westerly from its intersection with the east limit of the east junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Delhi.

(5) Part 3 of Schedule 68, as amended by section 2 of Ontario Regulation 68/87, section 3 of Ontario Regulation 41/91 and section 3 of Ontario Regulation 170/91, is further amended by adding the following paragraphs:

13. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 435 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as William Street in the hamlet of Langton and a point situate at its intersection with the south limit of the west junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59.
14. That part of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate at its intersection with the west limit of the west junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 and a point situate 550 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Regional Road 38 in the hamlet of Courtland.

(6) Paragraphs 1 and 2 of Part 4 of Schedule 68 are revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 59 in the hamlet of Langton in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk beginning at a point situate at its intersection with the centre line of the roadway known as William Street and extending northerly for a distance of 435 metres.

(7) Paragraph 3 of Part 4 of Schedule 68, as remade by section 2 of Ontario Regulation 68/87, is revoked and the following substituted:

3. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norwich in the County of Oxford lying between a point situate 130 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Norwich Concession 5 and a point situate at its intersection with the centre line of the roadway known as Robson Street in the former Village of Norwich.

(8) Paragraph 4 of Part 4 of Schedule 68 is revoked and the following substituted:

4. That part of the King's Highway known as No. 59 in the hamlet of Langton in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk beginning at a point situate 450 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as South Street and extending northerly for a distance of 420 metres.

(9) Paragraph 4 of Part 5 of Schedule 68 is revoked and the following substituted:

4. That part of the King's Highway known as No. 59 in the hamlet of Walsingham in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 190 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Morgan Street and a point situate 270 metres measured northerly

from its intersection with the centre line of the roadway known as Milne Street.

(10) Paragraphs 5 and 6 of Part 5 of Schedule 68, as remade by section 2 of Ontario Regulation 68/87, are revoked and the following substituted:

- Oxford—
Twp. of Norwich
5. That part of the King's Highway known as No. 59 in the former Village of Norwich in the Township of Norwich in the County of Oxford lying between a point situate fifty-eight metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as North Street and a point situate 310 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Norwich Concession Road 3.
- Oxford—
Twp. of Norwich
City of Woodstock
6. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norwich in the County of Oxford beginning at a point situate 308 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Pattullo Avenue in the City of Woodstock and extending northerly for a distance of 870 metres.

(11) Part 5 of Schedule 68, as amended by section 2 of Ontario Regulation 68/87, section 5 of Ontario Regulation 568/90, section 3 of Ontario Regulation 41/91 and section 3 of Ontario Regulation 170/91, is further amended by adding the following paragraphs:

- Regional Municipality of Haldimand-Norfolk—
Twp. of Norfolk
11. That part of the King's Highway known as No. 59 in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate 240 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Hastings Drive in the hamlet of Long Point and a point situate 150 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Regional Road 42.
- Regional Municipality of Haldimand-Norfolk—
Twp. of Norfolk
12. That part of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 in the Township of Delhi in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk beginning at a point situate at its intersection with the east limit of the east junction of the King's Highways known as No. 3 and No. 59 and extending westerly for a distance of 155 metres.

(12) Paragraphs 1 and 2 of Part 6 of Schedule 68 are revoked and the following substituted:

- Regional Municipality of Haldimand-Norfolk—
Twp. of Norfolk
1. That part of the King's Highway known as No. 59 in the hamlet of Langton in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate thirty metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as South Street and a point situate at its intersection with the centre line of the roadway known as William Street.
- Regional Municipality of Haldimand-Norfolk—
Twp. of Norfolk
2. That part of the King's Highway known as No. 59 in the hamlet of Long Point in the Township of Norfolk in The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk lying between a point situate sixty-seven metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Bluebill Avenue and a point situate 240 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Hastings Drive.

(13) Paragraph 3 of Part 6 of Schedule 68, as remade by section 2 of Ontario Regulation 68/87, is revoked and the following substituted:

- Oxford—
Twp. of Norwich
3. That part of the King's Highway known as No. 59 in the former Village of Norwich in the Township of Norwich in the County of Oxford lying between a point situate at its intersection with the centre line of the roadway known as Robson Street and a point situate fifty metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as South Street.

(14) Paragraph 5 of Part 6 of Schedule 68, as made by section 3 of Ontario Regulation 41/91, is revoked and the following substituted:

- Oxford—
Twp. of Norwich
5. That part of the King's Highway known as No. 59 in the hamlet of Burgessville in the Township of Norwich in the County of Oxford lying between a point situate 335 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Burgess Street and a point situate 605 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Main Street.

5. Paragraph 1 of Part 1 of Schedule 245 to the Regulation, as remade by section 7 of Ontario Regulation 21/89, is revoked and the following substituted:

- Essex—
City of Windsor
1. That part of the King's Highway known as the E. C. Row Expressway in the City of Windsor in the County of Essex lying between a point situate 200 metres measured westerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Banwell Road and a point situate 200 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Ojibway Parkway.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 3rd day of September, 1991.

38/91

FOREST FIRES PREVENTION ACT

O. Reg. 503/91.
Restricted Fire Zone.
Made—September 5th, 1991.
Filed—September 5th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE FOREST FIRES PREVENTION ACT

RESTRICTED FIRE ZONE

1. The part of the Northwestern Fire Region described in Schedule A hereto is declared to be a restricted fire zone from 2400 hours on the 5th day of September to 2400 hours on the 9th day of September, both inclusive, in the year 1991. O. Reg. 503/91, s. 1.

Schedule A

In the Territorial District of Kenora, Kenora Patricia Portion, described as follows:

Beginning at a point in the Interprovincial Boundary between Ontario and Manitoba where the same is intersected by latitude 50°41'30"; thence easterly along latitude 50°41'30" to longitude 94°30'; thence southerly along that longitude to latitude 50°30'; thence easterly along latitude 50°30' to longitude 93°45'; thence southerly along that longitude to the high water mark along the southerly shore of Canyon Lake; thence

westerly along that high water mark to the intersection with the northerly production of the easterly boundary of the geographic Township of MacNicol; then southerly along that northerly production and the easterly boundary of the geographic Township of MacNicol to the southeasterly corner thereof; thence south 34° east along a line surveyed by Phillips and Benner, Ontario Land Surveyors, in 1928, a distance of 21 miles and 55.58 chains, more or less, to a point in the base line surveyed by A. Niven, Ontario Land Surveyor, in 1895, said point being distant 3.302 chains measured easterly along the said base line from the 60th mile post thereon; thence east along that base line 6 miles and 8.05 chains to the meridian line surveyed by Speight and Van Nostrand, Ontario Land Surveyors, in 1927; thence southerly along that meridian line 11 miles and 76.20 chains, more or less, to the 24th mile post planted in the 4th base line; thence southwesterly in a straight line to the northeasterly corner of the geographic Township of Godson; thence southerly along the easterly boundary of the last mentioned geographic township to the southeasterly corner thereof; thence in a westerly

direction along the southerly boundary of Godson Township to the east shore of Sabaskong Bay of Lake of the Woods; thence westerly and southwesterly along the south shore of the said bay and along the east shore of the Lake of the Woods to where the same is intersected by the 49th degree parallel of north latitude; thence due west 15 miles, more or less, to the International Boundary between Canada and the United States of America; thence northerly and northwesterly along that International Boundary to the Interprovincial Boundary between Ontario and Manitoba; thence northerly along that Interprovincial Boundary to the place of beginning. O. Reg. 503/91, Sched. A.

GEORGE TOUGH

Deputy Minister of Natural Resources

Dated at Toronto, this 5th day of September, 1991.

38/91

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—09—28

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 504/91.
Zoning Areas—District of Kenora,
Part of the Sioux Lookout Planning Area.
Made—September 4th, 1991.
Filed—September 9th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 25/86 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 25/86 is amended by adding the following section:

95.—(1) Despite section 4, the land described in subsection (2) is, for the purposes of this Order, land in a General Commercial Zone.

(2) Subsection (1) applies to the parcel of land in the geographic Township of Drayton in the Territorial District of Kenora being part of Mining Location H.W. 555, described as follows:

Commencing at the northwesterly angle of Mining Location H.W. 555;

Thence south 89° 56' east 1,115.53 feet to a survey post planted;

Thence east 563.98 feet to a survey post planted in the northerly limit of the King's Highway No. 72;

Thence along that northerly limit on a curve to the right, an arc distance of 551.74 feet, the chord equivalent of which bears south 67° 13' west for 550.82 feet;

Thence along that northerly limit south 72° 56' west 1,228.45 feet to the westerly limit of Mining Location H.W. 555;

Thence north 0° 2' east and along that westerly limit 575.22 feet to the point of commencement. O. Reg. 504/91, s. 1.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 4th day of September, 1991.

39/91

LOCAL ROADS BOARDS ACT

O. Reg. 505/91.
Establishment of Local Roads Areas—
Northwestern Region.
Made—September 3rd, 1991.
Filed—September 12th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 599 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE LOCAL ROADS BOARDS ACT

1. Schedule 7 to Regulation 599 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 376/90, is revoked and the following substituted:

Schedule 7

UPSALA LOCAL ROADS AREA

All of the Township of Upsala in the Territorial District of Thunder Bay shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-623-4, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 2nd day of August, 1991. O. Reg. 505/91, s. 1.

2. Schedule 35 to the Regulation is revoked and the following substituted:

Schedule 35

KENRICIA LOCAL ROADS AREA

All that portion of unsurveyed territory lying south of the Township of Pellatt in the Territorial District of Kenora shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-3000-B5, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 2nd day of August, 1991. O. Reg. 505/91, s. 2.

3. The Regulation is amended by adding the following Schedules:

Schedule 132

INGOLF LOCAL ROADS AREA

All that portion of the Township of Gundy in the Territorial District of Kenora shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-1466A-1, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 3rd day of July, 1991. O. Reg. 505/91, s. 3, *part*.

Schedule 133

KINGSFORD LOCAL ROADS AREA

All of the Township of Kingsford in the Territorial District of Rainy River shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-12080-1, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 3rd day of July, 1991. O. Reg. 505/91, s. 3, *part*.

Schedule 134

OBONGA LAKE LOCAL ROADS AREA

All that portion of unsurveyed territory in the Territorial District of Thunder Bay shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-6000G-1, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 3rd day of July, 1991. O. Reg. 505/91, s. 3, *part*.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 3rd day of September, 1991.

39/91

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

O. Reg. 506/91.
Use of Vote Tabulators.
Made—September 12th, 1991.
Filed—September 13th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 562/87
MADE UNDER THE
MUNICIPAL ELECTIONS ACT

1. Ontario Regulation 562/87 is amended by adding the following section:

4.1—(1) There shall appear on the ballot to the right of each candidate's name a circle, square or rectangle or a circular, square or rectangular space suitable for marking of the ballot.

(2) Arrows may appear on the ballot, one pointing to each candidate's name, with the head and tail of the arrow on opposite sides of the space for the marking of the ballot. O. Reg. 506/91, s. 1.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 12th day of September, 1991.

39/91

RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

O. Reg. 507/91.
Regions.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 13th, 1991.

LOI DE 1986 SUR LA RÉGLEMENTATION DES LOYERS D'HABITATION

Règl. de l'Ont. 507/91
Régions
pris—le 11 septembre 1991
déposé—le 13 septembre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 4/87
MADE UNDER THE
RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

1. Ontario Regulation 4/87 is amended by adding the following French version:

RÉGIONS

I Les régions suivantes sont établies aux fins des instances tenues par le ministre aux termes de la Loi :

1. La région d'East York, comprenant la municipalité d'East York.
2. La région d'Etobicoke et York, comprenant les cités d'Etobicoke et de York.
3. La région de North York, comprenant la cité de North York et la municipalité régionale de York à l'exclusion des villes d'East Gwillimbury et de Georgina.
4. La région de Scarborough, comprenant la cité de Scarborough.
5. La région de Toronto, comprenant la cité de Toronto.
6. La région de Mississauga, comprenant la municipalité régionale de Peel.

RÈGLEMENT PORTANT MODIFICATION
DU RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 4/87
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1986 SUR LA RÉGLEMENTATION DES
LOYERS D'HABITATION

1. Le Règlement de l'Ontario 4/87 est modifié par l'adjonction de la version française suivante :

7. La région de Barrie, comprenant le comté de Simcoe, les villes d'East Gwillimbury et de Georgina et la municipalité de district de Muskoka.
8. La région de Hamilton, comprenant la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, la municipalité régionale de Halton, la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk et le comté de Brant.
9. La région de Kitchener, comprenant la municipalité régionale de Waterloo et les comtés de Wellington et de Dufferin.
10. La région de London, comprenant les comtés de Middlesex, Oxford, Elgin, Lambton, Perth et Huron.
11. La région d'Owen Sound, comprenant les comtés de Grey et de Bruce.
12. La région de St. Catharines, comprenant la municipalité régionale de Niagara.

13. La région de Windsor, comprenant les comtés d'Essex et de Kent.
 14. La région de Kingston, comprenant les comtés de Frontenac, Lennox et Addington, Leeds, Grenville, Hastings et Prince Edward.
 15. La région d'Oshawa, comprenant la municipalité régionale de Durham.
 16. La région d'Ottawa, comprenant la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Renfrew, Stormont-Dundas-Glengarry, Prescott, Russell et Lanark.
 17. La région de Peterborough, comprenant les comtés de Peterborough, Northumberland, Victoria et Haliburton.
 18. La région de North Bay, comprenant les districts territoriaux de Nipissing et de Parry Sound.
 19. La région de Sudbury, comprenant les districts territoriaux de Sudbury, Manitoulin et Algoma.
 20. La région de Thunder Bay, comprenant les districts territoriaux de Thunder Bay, Kenora et Rainy River.
 21. La région de Timmins, comprenant les districts territoriaux de Cochrane et de Timiskaming. Règl. de l'Ont. 507/91, art. 1, *en partie*.
- 2 Les régions suivantes sont établies aux fins des instances tenues par la Commission de révision des loyers aux termes de la Loi :
1. La région du Centre, comprenant la municipalité de la communauté urbaine de Toronto, la municipalité régionale de York, la municipalité régionale de Peel, la ville d'Oakville, la municipalité régionale de Durham et le comté de Simcoe.
 2. La région du Sud-Ouest, comprenant les comtés d'Essex, Kent, Elgin, Lambton, Middlesex et Oxford, la municipalité régionale de Haldimand-Norfolk, le comté de Brant, la municipalité régionale de Niagara, la municipalité régionale de Hamilton-Wentworth, la municipalité régionale de Halton (à l'exclusion de la ville d'Oakville), le comté de Wellington, la municipalité régionale de Waterloo et les comtés de Perth, Huron, Bruce, Grey et Dufferin.
 3. La région de l'Est, comprenant les comtés de Victoria, Peterborough, Northumberland, Hastings, Lennox et Addington, Frontenac, Leeds, Grenville, Stormont, Dundas, Glengarry, Prescott et Russell, la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Lanark, Renfrew, Prince Edward et Haliburton.
 4. La région du Nord, comprenant les districts territoriaux de Rainy River, Kenora, Thunder Bay, Cochrane, Algoma, Sudbury, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound et Manitoulin ainsi que la municipalité de district de Muskoka. Règl. de l'Ont. 507/91, art. 1, *en partie*.

Le ministre du Logement,
EVELYN GIGANTES
Minister of Housing

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 11 septembre 1991.

39/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991-10-05

EMPLOYMENT STANDARDS ACT

O. Reg. 508/91.
General.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 285 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE EMPLOYMENT STANDARDS ACT

1. Subsections 9 (1) and (2) of Regulation 285 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 489/90, are revoked and the following substituted:

(1) For the work week in which the 1st day of November, 1991 occurs and thereafter, an employer shall pay not less than the following minimum wage:

1. To an employee who is a student under eighteen years of age if the weekly hours of the student are not in excess of twenty-eight hours or if the student is employed during a school holiday, \$5.55 an hour.
2. To an employee who serves liquor directly to a customer, guest, member or patron in premises for which a licence or in a place for which a permit has been issued under the *Liquor Licence Act, 1990*, \$5.50 an hour.
3. For the services of a hunting or fishing guide, \$30 for less than five consecutive hours in a day and \$60 for five or more hours in a day whether or not the hours are consecutive.
4. To an employee other than one to whom paragraph 1, 2 or 3 applies, \$6 an hour.

(2) For the work week in which the 1st day of November, 1991 occurs and thereafter, if meals or room or both are taken into account by an employer in calculating the minimum wage of an employee, the maximum amount at which meals or room or both shall be valued for the purposes of determining if the minimum wage has been paid to the person is as follows:

- | | |
|------------------------|---|
| 1. Room | \$27.80 a week if the room is private and
\$13.90 a week if the room is not private. |
| 2. Meals | \$ 2.20 a meal and not more than \$46.20 a week. |
| 3. Both room and meals | \$74.00 a week if the room is private and
\$60.10 a week if the room is not private. |

O. Reg. 508/91, s. 1.

40/91

EMPLOYMENT STANDARDS ACT

O. Reg. 509/91.
Fruit, Vegetable and Tobacco Harvesters.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 284 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE EMPLOYMENT STANDARDS ACT

1. Section 3 of Regulation 284 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 490/90, is revoked and the following substituted:

3. Subject to section 4, every employer shall pay a minimum wage of not less than,

- (a) \$5.55 an hour to an employee who is a student under eighteen years of age if the weekly hours of the student are not in excess of twenty-eight hours or if the student is employed during a school holiday; and
- (b) \$6 an hour to an employee other than an employee mentioned in clause (a). O. Reg. 509/91, s. 1.

2. Section 5 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 490/90, is revoked and the following substituted:

5. If housing accommodation, room and meals, or any of them, are taken into account by an employer in calculating the minimum wage of an employee, the maximum amount at which such housing accommodation, room and meals, or any of them, is valued shall be as follows:

- | | |
|-----------------------------------|---|
| 1. Serviced housing accommodation | \$87.00 a week. |
| 2. Housing accommodation | \$64.20 a week. |
| 3. Room | \$27.80 a week if the room is private and
\$13.90 a week if the room is not private. |
| 4. Meals | \$ 2.20 a meal and not more than \$46.20 a week. |
| 5. Both room and meals | \$74.00 a week if the room is private and
\$60.10 a week if the room is not private. |

O. Reg. 509/91, s. 2.

3. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

40/91

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT

LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS

O. Reg. 510/91.

General.

Made—September 13th, 1991.

Filed—September 16th, 1991.

Règl. de l'Ont. 510/91

Dispositions générales

pris—le 13 septembre 1991

déposé—le 16 septembre 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 649 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACTRÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 649 DES RÈGLEMENTS
REFONDUS DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS

1. Regulation 649 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement 649 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« agent » Employé qui participe directement aux soins et aux services de santé fournis à un détenu, à sa discipline, à sa sécurité et à sa garde. S'entend en outre de l'huissier nommé en vertu de la Loi. (« officer »)

« chef d'établissement » S'entend en outre du directeur d'un établissement correctionnel. (« Superintendent »)

« clinique » ou « hôpital » Partie d'un établissement réservée au soin et au traitement des détenus qui sont physiquement ou mentalement malades. (« clinic », « hospital »)

« employé » Employé du ministère. (« employee »)

« objet détenu illégalement » Bien non autorisé qui se trouve en la possession d'un détenu. (« contraband »)

« professionnel de la santé » Médecin dûment qualifié ou infirmière autorisée qui détient un certificat délivré en vertu de la *Loi sur les sciences de la santé*. (« health care professional ») Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, en partie.

PARTIE I

ÉTABLISSEMENTS CORRECTIONNELS

FONCTIONS DES CHEFS D'ÉTABLISSEMENT,
DES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ ET DES EMPLOYÉS

2 (1) Le chef d'établissement d'un établissement correctionnel est chargé de l'administration de l'établissement, et des soins et des services de santé fournis aux détenus placés sous son autorité, de leur discipline, de leur sécurité et de leur garde. Le chef d'établissement, notamment :

- a) supervise l'admission de chaque détenu à l'établissement ainsi que sa libération de l'établissement;
- b) supervise le relevé et la garde des biens du détenu ainsi que les mesures prises à leur égard;
- c) procède à un examen dans les cas de discipline;
- d) supervise l'admission et la conduite des visiteurs;
- e) supervise les fouilles auxquelles les détenus et les employés sont soumis.

(2) Le chef d'établissement :

- a) administre l'établissement conformément à la Loi, aux règlements et aux instructions que le ministre lui donne à l'occasion;

b) donne aux employés de l'établissement les directives qui peuvent être nécessaires pour que le chef d'établissement soit en mesure de s'acquitter de ses responsabilités;

c) élabore des règles administratives qui doivent être suivies au moment de l'admission, de la libération, de l'évasion, de la maladie ou du décès d'un détenu et au moment de l'affectation de tâches aux employés et aux détenus;

d) veille à ce que les détenus soient informés de leurs obligations et privilèges lorsqu'ils sont confiés à ses soins et à sa garde.

(3) Le chef d'établissement communique immédiatement aux autorités compétentes la demande que présente un détenu pour obtenir, selon le cas :

- a) un appel;
- b) un bref d'*habeas corpus* ou une ordonnance dans le genre d'un *mandamus*;
- c) sa libération conditionnelle;
- d) son transfèrement en vertu de la *Loi sur le transfèrement des délinquants* (Canada). Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, en partie.

3 Le chef d'établissement peut déléguer tout pouvoir ou toute fonction que lui confère ou lui impose la Loi ou le présent règlement, ou qu'il exerce en vertu de ceux-ci, à une ou plusieurs personnes pour qu'elles agissent en qualité de ses représentants désignés aux fins de l'application efficace de la Loi. La délégation est subordonnée aux limitations, restrictions, conditions et exigences que le chef d'établissement estime nécessaires à cette fin. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, en partie.

4 (1) Il y a, dans chaque établissement, un ou plusieurs professionnels de la santé chargés d'y fournir des services de santé, et de surveiller et d'ordonner les traitements médicaux et chirurgicaux de tous les détenus.

(2) Le professionnel de la santé veille à ce que chaque détenu subisse un examen médical le plus tôt possible après son admission à l'établissement.

(3) Le professionnel de la santé signale immédiatement au chef d'établissement tout cas d'un détenu qui, à son avis, est gravement malade.

(4) Si un détenu subit des blessures, le professionnel de la santé :

- a) examine les blessures;
- b) prescrit le traitement qu'il estime opportun;
- c) fournit au chef d'établissement un rapport écrit sur la nature des blessures et le traitement fourni.

(5) Lorsqu'un détenu prétend qu'il est incapable de travailler pour cause de maladie ou d'invalidité, le professionnel de la santé l'examine. S'il est d'avis que le détenu n'est pas en état de travailler ou que son travail devrait être changé, le professionnel de la santé communique sans délai ce fait par écrit au chef d'établissement. À partir de ce moment, le détenu est dispensé du travail, son travail est changé ou il est admis à l'hôpital ou ailleurs afin d'y recevoir le traitement médical prescrit. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

5 Si un détenu devient gravement malade, le chef d'établissement en informe ses proches parents et un ministre du culte, préférablement de la confession religieuse du détenu. Il peut en informer l'autre personne ou les autres personnes qui, selon les désirs du détenu, doivent être informées de sa maladie. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

6 Si un détenu meurt pendant son incarcération dans l'établissement, le chef d'établissement fournit immédiatement au ministre un rapport sur le décès du détenu. Le rapport comprend :

- a) le nom du détenu;
- b) le nom des proches parents du détenu;
- c) la cause du décès et les circonstances qui l'ont entouré. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Aucun employé ne doit utiliser la force contre un détenu à moins qu'elle ne soit nécessaire pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- a) faire appliquer la discipline et maintenir l'ordre dans l'établissement;
- b) protéger l'employé ou un autre employé ou détenu contre toute agression;
- c) contenir un détenu rebelle ou troublé;
- d) effectuer une fouille.

En cas d'emploi de la force contre un détenu, celle-ci doit être raisonnable et ne doit pas être abusive compte tenu de la nature du danger que présente le détenu et de toutes les autres circonstances de l'affaire.

(2) En cas d'emploi de la force contre un détenu, l'employé dépose auprès du chef d'établissement un rapport écrit sur la nature du danger que présentait le détenu et sur toutes les autres circonstances de l'affaire. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

ADMISSION À L'ÉTABLISSEMENT

8 (1) Le chef d'établissement ne doit pas admettre qui que ce soit, à des fins de garde, à son établissement sans mandat de dépôt, ordonnance de renvoi en détention provisoire ou autre document de nature judiciaire constituant une autorisation de détenir la personne dans l'établissement.

(2) Malgré le paragraphe (1), le chef d'établissement admet une personne, à des fins de garde, à son établissement sans mandat de dépôt, ordonnance de renvoi en détention provisoire ou autre document de nature judiciaire dans les cas suivants :

- a) un huissier provincial conduit la personne à l'établissement pour qu'elle y soit détenue temporairement;
- b) la personne est conduite à l'établissement après avoir été appréhendée en vertu de l'article 38 de la Loi;
- c) la personne est conduite à l'établissement après avoir été appréhendée pour une prétendue violation des conditions de sa permission de sortir;
- d) l'établissement est désigné comme lieu de détention temporaire.

(3) Malgré l'alinéa (2) d), le chef d'établissement d'un lieu de détention temporaire ne doit pas y admettre, à des fins de garde, quiconque a besoin de soins médicaux immédiats. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

9 Lorsqu'une personne est admise, à des fins de garde, à un établissement, elle devient un détenu de l'établissement et le chef d'établissement veille à ce qu'elle soit fouillée, baignée et habillée de la façon appropriée. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

BIENS DU DÉTENU

10 (1) Le chef d'établissement fait dresser un relevé complet de tous les biens du détenu, y compris les sommes d'argent et les effets personnels, qui sont en sa possession au moment de son admission à l'établissement.

(2) Les biens non périssables qu'il est interdit au détenu de garder en sa possession sont déposés auprès du chef d'établissement.

(3) Il est pris à l'égard des biens périssables qu'il est interdit au détenu de garder en sa possession les mesures raisonnables que le détenu peut indiquer; sinon, ils sont détruits par le chef d'établissement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

11 (1) Lorsqu'un détenu obtient sa libération ou sa libération conditionnelle ou qu'il est transféré à un centre de ressources communautaires, le chef d'établissement lui donne un avis lui communiquant les renseignements suivants :

- a) le lieu où les biens du détenu peuvent être réclamés;
- b) la période pendant laquelle le chef d'établissement gardera ses biens après la libération ou la libération conditionnelle du détenu;
- c) les mesures proposées à l'égard des biens si le détenu ne les réclame pas.

(2) Le détenu reçoit un avis suffisant aux termes du paragraphe (1) si l'avis lui est remis à personne ou est envoyé par courrier recommandé à l'adresse qu'a donnée le détenu pour faire suivre son courrier.

(2a) Le chef d'établissement n'est pas tenu de donner un avis aux termes du paragraphe (1) à l'égard d'une somme d'argent inférieure à 5 \$ qui se trouve dans le compte en fiducie du détenu. Si cette somme n'est pas réclamée dans les 90 jours qui suivent la libération ou la libération conditionnelle du détenu ou son transfert à un centre de ressources communautaires, elle est déposée au Fonds du revenu consolidé.

(3) Le chef d'établissement peut, à l'égard des biens que le détenu ne réclame pas dans les 90 jours qui suivent la remise ou l'envoi de l'avis, prendre les mesures suivantes :

1. Il envoie au ministre les biens qui ont une valeur de revente importante.
2. Il donne les biens utiles dont la valeur de revente n'est pas importante à une personne ou à une organisation qui s'engage à les utiliser à des fins de bienfaisance.
3. Il détruit les autres biens.

(4) Le ministre peut prendre les mesures qu'il estime appropriées à l'égard des biens non réclamés qui lui ont été envoyés.

(5) Les sommes d'argent appartenant au détenu qui ne sont pas réclamées et le produit de l'aliénation des biens non réclamés sont déposés au Fonds du revenu consolidé. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

12 (1) Si le détenu s'absente sans autorisation de l'établissement, le chef d'établissement garde tous les biens qui appartiennent au détenu et qui se trouvent dans l'établissement, à l'exception des biens périssables. Si le détenu n'a pas réclamé ses biens dans les douze mois qui suivent la date de son départ, il peut être pris à l'égard des biens les mesures visées à l'article 11.

(2) Le chef d'établissement peut prendre immédiatement les mesures

qu'il estime appropriées, à l'égard de tous les biens périssables qui appartiennent au détenu qui s'absente de l'établissement sans autorisation.

(3) Le chef d'établissement tient un relevé de tous les biens non réclamés du détenu à l'égard desquels des mesures sont prises en vertu du présent règlement. Ce relevé comprend ce qui suit :

- a) le nom du détenu qui était propriétaire des biens;
- b) une description des biens à l'égard desquels des mesures sont prises;
- c) la personne ou l'organisation qui a reçu les biens;
- d) le produit de leur aliénation, le cas échéant. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PRIVILÈGES DE VISITE

13 Personne, y compris un visiteur et quiconque accompagne un visiteur, ne doit se trouver sur les lieux d'un établissement sans l'approbation du chef d'établissement. Celui-ci peut imposer à la personne, pendant qu'elle se trouve sur les lieux de l'établissement, les conditions et les restrictions qu'il estime nécessaires pour assurer la sécurité des employés et des détenus, et la sûreté de l'établissement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

14 (1) Le détenu a le droit de recevoir la visite, à des heures raisonnables, d'un ministre du culte, d'un agent de probation, d'un agent de libération conditionnelle, d'un bénévole ou de son avocat.

(2) Outre les visites permises en vertu du paragraphe (1), le détenu qui purge une peine d'emprisonnement a droit à une visite par semaine au moins.

(3) Outre les visites permises en vertu du paragraphe (1), le détenu qui ne purge pas de peine d'emprisonnement a droit à deux visites par semaine au moins.

(4) Aucun enfant de moins de seize ans ne peut entrer dans un établissement pour rendre visite à un détenu, sauf dans les cas suivants :

- a) il est accompagné d'un adulte;
- b) le chef d'établissement lui a donné la permission de rendre visite au détenu sans être accompagné.

(5) Malgré les paragraphes (1), (2), (3) et (4), le chef d'établissement peut suspendre tous les privilèges de visite s'il est d'avis qu'un état d'urgence existe dans l'établissement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

15 Les visiteurs d'un établissement ne doivent pas, sans l'approbation du chef d'établissement :

- a) communiquer avec un détenu;
- b) faire des croquis ou prendre des photographies;
- c) recevoir un article quelconque d'un détenu, lui en donner un ou lui en vendre un, ou en échanger un avec lui. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PRIVILÈGES DE CORRESPONDANCE

16 Le détenu a le droit d'envoyer une lettre dès son admission à l'établissement et au moins deux lettres par semaine par la suite. S'il n'a pas reçu de prime hebdomadaire d'encouragement, il reçoit suffisamment de papier et de timbres pour envoyer ses lettres. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

17 (1) Le chef d'établissement ou l'employé qu'il a désigné à cette fin peut lire toutes les lettres ou examiner tous les colis que le détenu reçoit ou qu'il envoie. Le chef d'établissement peut refuser d'envoyer une

lettre ou un colis, ou il peut supprimer une partie d'une lettre s'il est d'avis que le contenu nuit à l'intérêt véritable du destinataire, à la sécurité publique ou à la sûreté de l'établissement.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une lettre que le détenu envoie à l'une des personnes suivantes ni à une lettre qu'il reçoit d'une de ces personnes, à savoir :

- a) son avocat;
- b) un député de l'Assemblée législative de l'Ontario;
- c) un député du Parlement du Canada;
- d) le sous-ministre des Services correctionnels;
- e) l'ombudsman ou l'Enquêteur correctionnel du Canada.

(3) La lettre visée à l'alinéa (2) a) :

- a) ne doit pas être ouverte par le chef d'établissement ou la personne qu'il a désignée à cette fin sauf en présence du détenu et d'un membre du personnel;
- b) peut être examinée pour voir si elle contient un objet détenu illégalement;
- c) ne doit pas être lue par le chef d'établissement ou la personne qu'il a désignée à cette fin à moins qu'il n'existe des motifs raisonnables et probables de croire qu'il s'y trouve des éléments qui ne bénéficient pas du privilège du secret professionnel de l'avocat.

(4) Le chef d'établissement ou la personne qu'il a désignée à cette fin peut ouvrir et lire la lettre visée à l'alinéa (2) b), c) ou d), et l'examiner pour voir si elle contient un objet détenu illégalement.

(5) Le chef d'établissement ou la personne qu'il a désignée à cette fin ne doit pas ouvrir ni lire la lettre visée à l'alinéa (2) e) ni l'examiner pour voir si elle contient un objet détenu illégalement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

EMPLOI DES DÉTENUS

20 (1) Le détenu exécute des travaux dans l'établissement et participe aux programmes de l'établissement auxquels il est affecté à moins qu'il ne bénéficie d'une dispense médicale à cet égard.

(2) Le chef d'établissement :

- a) tient un relevé quotidien des travaux et du comportement de chaque détenu qui purge une peine;

Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

ALLOCATION DE CANTINE

20a (1) Le présent article ne s'applique pas aux personnes suivantes :

- a) l'adolescent détenu dans un lieu de garde en milieu ouvert ou un lieu de détention provisoire en milieu ouvert;
- b) le détenu ou l'adolescent qui purge une peine de façon discontinue;
- c) le détenu qui purge une peine dans un centre de ressources communautaires;
- d) le détenu auquel est accordée une permission de sortir en raison d'un emploi, ou l'adolescent qui est temporairement libéré pour la même raison;

e) le détenu gardé, à la demande d'une municipalité, dans un lieu de détention temporaire désigné.

(2) Le chef d'établissement peut donner au détenu ou à l'adolescent admis à des fins de garde les crédits décrits dans le présent article pour acheter des articles à la cantine de l'établissement. Ces crédits s'accumulent dans le compte d'allocation de cantine du détenu ou de l'adolescent.

(3) Le montant du crédit dont peut bénéficier le détenu ou l'adolescent à son admission à des fins de garde s'élève à 5 \$.

(4) Le détenu qui a reçu une peine de vingt et un jours ou plus, ou l'adolescent qui est visé par une décision d'envoi sous garde de vingt et un jours ou plus et qui est resté sous garde pendant une semaine continue du lundi au dimanche peut recevoir un crédit de 10 \$ pendant chaque semaine subséquente au cours de laquelle il reste sous garde.

(5) Le chef d'établissement verse au détenu ou à l'adolescent, à sa libération de l'établissement, un montant égal aux crédits qui restent dans son compte d'allocation de cantine. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

20b (1) Sous réserve du paragraphe (2), le détenu ou l'adolescent peut acheter des articles à la cantine de l'établissement au moyen :

- a) des crédits accumulés dans son compte d'allocation de cantine;
- b) de l'argent détenu en fiducie en son nom par le chef d'établissement.

(2) Aucun détenu ni aucun adolescent ne doit acheter pour plus de 40 \$ d'articles par semaine à la cantine de l'établissement sans la permission du chef d'établissement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

ARGENT GAGNÉ PENDANT LA DÉTENTION SOUS GARDE

21 (1) Pendant sa détention sous garde dans un établissement, le détenu envoie ou fait envoyer au chef d'établissement tout l'argent qu'il gagne pour les travaux qu'il exécute. Le chef d'établissement détient cet argent en fiducie au nom du détenu pendant sa période de détention sous garde dans cet établissement.

(2) Le chef d'établissement ne doit dépenser aucune partie de l'argent détenu en fiducie au nom du détenu ni retenir aucune partie de cet argent sauf :

- a) des droits de 8 \$ par jour, versés au ministre, à moins que le ministre ne renonce à ces droits, à titre de remboursement partiel des dépenses faites au titre de la nourriture, de l'hébergement et de l'habillement du détenu à l'établissement;
- b) le montant de toute retenue ou de tout paiement qu'exige la loi;
- c) un montant conforme à la demande du détenu et que le chef d'établissement a approuvé.

(3) Si le détenu a des personnes à sa charge, il fixe, en consultation avec le chef d'établissement, un montant qui doit être retenu, à titre de pension alimentaire, des sommes détenues en fiducie en son nom.

(4) Le chef d'établissement dépose tout l'argent qu'il reçoit aux termes du paragraphe (1) dans un compte en fiducie auprès d'une Caisse d'épargne de la province de l'Ontario ou d'une succursale ontarienne d'une banque à charte ou d'une personne morale inscrite en vertu de la *Loi sur les compagnies de prêt et de fiducie* et autorisée par la loi à accepter des dépôts.

(5) Si l'argent détenu en fiducie au nom du détenu dépasse 100 \$ pendant un trimestre, des intérêts simples sur ce montant sont portés au crédit du détenu à la fin du trimestre.

(6) Le taux d'intérêt utilisé pour l'application du paragraphe (5) est le taux d'intérêt moyen qui s'appliquait au compte en fiducie pendant le trimestre précédent.

(7) Les périodes de trois mois qui se terminent le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre constituent des trimestres.

(8) Tous les intérêts qui découlent du compte en fiducie et qui ne sont pas portés au crédit des détenus en vertu du paragraphe (5) sont affectés aux programmes de loisirs des détenus.

(9) Quand un détenu obtient sa libération conditionnelle, sa libération ou son transfèrement à un centre de ressources communautaires, le chef d'établissement lui verse, sous réserve du paragraphe 11 (2a), toutes les sommes d'argent détenues en fiducie en son nom moins les débours ou les retenues qu'autorise le paragraphe (2). Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

FOUILLES

22 (1) Le chef d'établissement peut, en tout temps, autoriser la fouille de ce qui suit :

- a) l'établissement, en totalité ou en partie;
- b) un détenu;
- c) les biens d'un détenu;
- d) tout véhicule se trouvant sur les lieux de l'établissement.

(2) Si le chef d'établissement a des motifs valables de croire qu'un employé apporte ou tente d'apporter un objet détenu illégalement à l'établissement ou emporte ou tente d'emporter un objet de ce genre hors de l'établissement, il peut autoriser la fouille de l'employé ou d'un de ses biens qui se trouve sur les lieux de l'établissement.

(3) Un agent peut effectuer une fouille immédiate sans l'autorisation du chef d'établissement s'il a des motifs valables de croire que le détenu détruira ou se départira d'un objet détenu illégalement pendant le délai nécessaire pour obtenir cette autorisation. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

23 Aucun détenu ne doit être soumis à une fouille effectuée par une personne du sexe opposé à moins que cette personne ne soit :

- a) un professionnel de la santé;
- b) un agent qui a des motifs valables de croire qu'une fouille immédiate est nécessaire parce que le détenu cache un objet détenu illégalement qui est dangereux ou nuisible. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

24 (1) Quiconque effectue une fouille au cours de laquelle le détenu est obligé de se dévêtir doit le faire dans un lieu et d'une façon qui ne gêneront pas ni n'humilieront le détenu.

(2) Toute fouille manuelle des régions rectale ou vaginale d'une personne détenue est effectuée par un professionnel de la santé. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

25 (1) Le chef d'établissement veille à ce qu'un relevé soit fait de chaque fouille d'un détenu. Le relevé comprend :

- a) le nom du détenu;
- b) le motif de la fouille;
- c) une description de tout bien saisi ou endommagé pendant la fouille.

(2) Le chef d'établissement informe le détenu de toute saisie de ses biens ou des dommages causés à ceux-ci à la suite d'une fouille effectuée à son insu. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

26 Le détenu qui refuse de se faire fouiller ou qui résiste à une fouille peut être isolé jusqu'à ce qu'il accepte de se faire fouiller ou jusqu'à ce qu'il ne soit plus nécessaire d'effectuer la fouille. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

26a (1) Le chef d'établissement peut saisir tout objet détenu illégalement trouvé pendant une fouille visée à l'article 22.

(2) Sous réserve du paragraphe (3), l'objet détenu illégalement saisi en vertu du paragraphe (1) est confisqué au profit de la Couronne.

(3) Si le chef d'établissement décide que la confiscation de l'objet détenu illégalement qui appartient au détenu lui causera un préjudice indu, il détient l'objet détenu illégalement en fiducie au nom du détenu jusqu'à la libération ou la libération conditionnelle du détenu.

(4) Le chef d'établissement prend, à l'égard de l'objet détenu illégalement qui est confisqué au profit de la Couronne aux termes du paragraphe (2), les mesures suivantes :

- a) si l'objet détenu illégalement est une somme d'argent, il la dépose au Fonds du revenu consolidé;
- b) si l'objet détenu illégalement a une valeur de revente importante, il l'envoie au ministre, qui peut prendre, à l'égard de cet objet, les mesures qu'il estime appropriées;
- c) si l'objet détenu illégalement a une valeur de revente qui n'est pas importante, il le donne à une personne ou à une organisation qui s'engage à l'utiliser à des fins de bienfaisance;
- d) si l'objet détenu illégalement n'est pas visé à l'alinéa a), b) ou c), il le détruit. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PLAINTES DES DÉTENUÉS

27 Si le détenu prétend que ses privilèges ont été enfreints ou s'il a une plainte à faire à l'égard d'un autre détenu ou d'un employé, il peut présenter sa plainte par écrit au chef d'établissement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

MAUVAISE CONDUITE DES DÉTENUÉS

28 (1) Le détenu est coupable de mauvaise conduite s'il accomplit l'un ou l'autre des actes suivants :

- a) il désobéit sciemment à un ordre légitime d'un agent;
- b) il agresse ou menace d'agresser une autre personne;
- c) il insulte gravement une autre personne, notamment au moyen de gestes ou d'injures;
- d) il prend ou détourne un bien, pour lui-même ou pour une autre personne, sans le consentement du propriétaire légitime du bien;
- e) il endommage un bien dont il n'est pas propriétaire;
- f) il a un objet détenu illégalement en sa possession ou il tente ou participe à une tentative d'apporter un objet détenu illégalement à l'établissement ou d'emporter un objet détenu illégalement hors de l'établissement;
- g) il sème le désordre ou incite les autres au désordre de façon à compromettre la sûreté de l'établissement;
- h) il s'évade ou tente de s'évader de l'établissement ou est illégalement en liberté;
- i) il laisse sa cellule, son lieu de travail ou un autre endroit désigné sans autorisation;
- j) il donne ou offre un pot-de-vin ou une récompense à un employé de l'établissement;
- k) il conseille à un autre détenu d'enfreindre la Loi et les règlements, ou l'aide ou l'encourage à le faire;
- l) il refuse de payer des droits ou des frais qu'il est tenu de payer aux termes de la Loi ou des règlements;

m) il entrave une enquête menée ou autorisée par le chef d'établissement;

n) il enfreint sciemment ou tente sciemment d'enfreindre un autre règlement ou une règle écrite régissant la conduite des détenus et dont il a été avisé;

o) il enfreint sciemment ou tente sciemment d'enfreindre une condition rattachée à sa permission de sortir.

(2) Le détenu est réputé avoir été avisé d'un règlement ou d'une règle régissant la conduite des détenus lorsque ce règlement ou cette règle sont compris dans le livret qu'on lui remet ou sont affichés dans un endroit bien en vue dans l'établissement.

(3) Seul le chef d'établissement peut prendre des mesures disciplinaires à l'égard d'un détenu qui a enfreint les règles écrites régissant la conduite des détenus. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

29 (1) Si le détenu est accusé d'avoir commis un acte de mauvaise conduite qui constitue également un acte criminel aux termes d'une loi du Parlement, le chef d'établissement consulte le procureur de la Couronne local afin de déterminer si le cas devrait être traité par le procureur de la Couronne conformément au droit criminel ou par le chef d'établissement dans le cadre de la discipline interne de l'établissement.

(2) En cas de poursuite intentée contre le détenu par le procureur de la Couronne, toutes les mesures disciplinaires internes prises à l'encontre du détenu relativement à l'acte de mauvaise conduite reproché sont abandonnées. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

30 (1) S'il est allégué que le détenu a commis un acte de mauvaise conduite, le chef d'établissement décide, le plus tôt possible, si le détenu a effectivement commis cet acte.

(2) Avant de rendre une décision aux termes du paragraphe (1), le chef d'établissement veille à ce que le détenu soit avisé de l'allégation et ait la possibilité d'avoir une rencontre. Cette rencontre, qui a pour but de discuter de l'allégation avec le chef d'établissement, a lieu au plus tard dix jours après la date à laquelle l'infraction reprochée a été portée à la connaissance du chef d'établissement.

(3) Lors de la rencontre avec le chef d'établissement, le détenu a le droit de présenter des arguments et des explications pour contester l'allégation, et de questionner la personne ou les personnes qui ont fait cette allégation ainsi que tout autre témoin de l'incident.

(4) Le chef d'établissement peut permettre à quiconque, y compris un interprète, d'assister à la rencontre et d'apporter son aide de la façon que le chef d'établissement estime appropriée.

(4a) Le chef d'établissement peut, au cours de la rencontre visée au paragraphe (2), en déclarer l'ajournement. Toutefois, aucun ajournement ne peut être de plus de trois jours francs sans le consentement du détenu.

(5) Le chef d'établissement communique au détenu, dans les deux jours qui suivent le jour de la rencontre, sa décision, les motifs de sa décision, ainsi que la peine imposée, le cas échéant.

(6) Si le détenu n'avise pas le chef d'établissement dans la journée qui suit la réception de l'avis de l'allégation, visé au paragraphe (2), qu'il veut avoir une rencontre avec lui, le chef d'établissement peut rendre sa décision, et il communique au détenu sa décision, les motifs de sa décision, ainsi que la peine imposée, le cas échéant.

(7) Après avoir rendu sa décision aux termes du paragraphe (5) ou (6), le chef d'établissement consigne le cas en y inscrivant la nature de l'allégation, les arguments et les explications donnés par le détenu, le cas échéant, et sa décision, les motifs de sa décision, ainsi que la peine qu'il a imposée.

(8) Si le détenu à qui il est reproché d'avoir commis un acte de mauvaise conduite est absent de l'établissement, une tentative raisonnable de l'aviser constitue un avis suffisant pour l'application du présent article. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

31 (1) Si le chef d'établissement décide que le détenu a commis un acte de mauvaise conduite, il peut imposer une ou plusieurs des peines suivantes :

1. La perte de la totalité ou d'une partie des privilèges pendant au plus 120 jours, y compris le privilège de recevoir des crédits pour acheter des articles à la cantine de l'établissement, ainsi que le privilège d'y acheter des articles.
2. Un changement de programme ou de travail.
4. Un changement de statut en matière de sécurité.
5. Une réprimande.
6. La révocation d'une permission de sortir.

(2) Si le chef d'établissement décide que le détenu a commis un acte grave de mauvaise conduite, il peut imposer, outre les peines imposées en vertu du paragraphe (1), une des peines suivantes :

1. La réclusion pendant une période définie d'au plus trente jours avec régime ordinaire.
2. La réclusion pendant une période non définie d'au plus trente jours avec régime ordinaire.
3. La réclusion pendant une période non définie d'au plus dix jours avec régime spécial qui satisfait les besoins nutritifs de base.
4. L'annulation de la totalité ou d'une partie de la réduction de peine inscrite au crédit du détenu, cette annulation ne devant toutefois pas être valide pour plus de quinze jours sans l'approbation du ministre.
5. Sous réserve de l'approbation du ministre, la suspension pendant deux mois de l'admissibilité du détenu à une réduction de peine.
6. L'annulation de la totalité ou d'une partie des crédits qui restent dans le compte d'allocation de cantine du détenu, jusqu'à concurrence de 100 \$, à titre d'indemnité payable pour les dommages causés à des biens ou pour la destruction de biens. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

32 (1) Lorsqu'un détenu lui en fait la demande, le ministre peut réviser la décision du chef d'établissement si, selon le cas :

- a) le détenu prétend que le chef d'établissement n'a pas rendu la décision conformément à la marche à suivre précisée dans le présent règlement;
- b) le détenu s'est vu annuler la totalité ou une partie de sa réduction de peine ou que son admissibilité à une réduction a été suspendue.

(2) Après avoir été avisé de la révision du ministre, le chef d'établissement lui fournit immédiatement une copie du dossier du détenu.

(3) Après la révision, le ministre peut confirmer ou modifier la décision du chef d'établissement ou lui ordonner de réétudier le cas. Le ministre communique sans délai sa décision et les motifs de celle-ci au détenu et au chef d'établissement.

(4) La décision du ministre est définitive. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

ISOLEMENT

33 (1) Le chef d'établissement peut isoler un détenu dans les cas suivants :

- a) le chef d'établissement est d'avis que le détenu a besoin de protection;
- b) le chef d'établissement est d'avis que le détenu doit être isolé pour assurer la sûreté de l'établissement ou la sécurité des autres détenus;
- c) il est allégué que le détenu a commis un acte grave de mauvaise conduite;
- d) le détenu demande à être isolé.

(2) Lorsque le détenu est isolé dans le cadre de l'alinéa (1) c), le chef d'établissement fait un examen préliminaire de son cas dans les vingt-quatre heures qui suivent son isolement. Si le chef d'établissement est d'avis qu'il n'est plus nécessaire que le détenu continue d'être isolé, il le libère de l'isolement.

(3) Le chef d'établissement examine la situation de chaque détenu isolé, au moins tous les cinq jours en vue de déterminer s'il est nécessaire que le détenu continue d'être isolé.

(4) Le détenu isolé aux termes du présent article conserve, dans la mesure du possible, les mêmes avantages et privilèges dont il bénéficierait s'il n'était pas isolé.

(5) Si le détenu est isolé pendant une période continue de trente jours, le chef d'établissement communique au ministre les raisons qui motivent cette période continue d'isolement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PERMISSION DE SORTIR

34 Le chef d'établissement est désigné par les présentes comme fonctionnaire autorisé en vertu de la Loi à accorder au détenu la permission de sortir d'un établissement correctionnel. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

35 (1) Chaque détenu a le droit, pendant sa période d'emprisonnement, de s'absenter de l'établissement en vertu d'une permission de sortir délivrée par le chef d'établissement conformément à la Loi, aux règlements et aux directives données à l'occasion par le ministre.

(2) La permission de sortir accordée à un détenu constitue un privilège qui lui est concédé dans un but précis. Le chef d'établissement peut annuler la permission de sortir si le but visé par le permis a été atteint ou que ce but a été présenté de telle façon qu'il ne peut pas être atteint. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

36 Le détenu présente sa demande de permission de sortir par écrit au chef d'établissement de l'établissement où il est incarcéré. La demande doit être motivée. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

37 (1) Le chef d'établissement constitue le Comité des permissions de sortir qui se compose d'au moins trois personnes. Ce comité conseille le chef d'établissement en ce qui concerne les demandes de permission de sortir dont le comité est saisi.

(2) Le chef d'établissement saisit le Comité des permissions de sortir de toute demande de permission de sortir qui autoriserait un détenu à s'absenter de l'établissement :

- a) soit pendant une période de plus de quinze jours;
- b) soit pour devenir résident d'un centre de ressources communautaires.

(3) Le comité examine la demande dont il est saisi le plus tôt possible et, dans tous les cas, au plus tard quinze jours après avoir reçu la demande.

(4) Le détenu a le droit de se présenter devant le comité pour faire des observations orales à l'appui de sa demande. Le chef d'établissement peut permettre à une autre personne, y compris un interprète, de se présenter devant le comité afin de l'aider dans son examen.

(5) Le comité présente son rapport au chef d'établissement le plus tôt possible et, dans tous les cas, au plus tard sept jours après la fin de l'examen. Le rapport comprend :

- a) une copie de la demande écrite du détenu;
- b) un résumé des observations du détenu;
- c) une recommandation sur l'acceptation, le rejet ou la modification de la demande;
- d) les motifs de la recommandation.

(6) Après avoir étudié la demande de permission de sortir et, si le comité a examiné la demande, le rapport du comité, le chef d'établissement peut :

- a) accorder la permission de sortir, avec ou sans conditions;
- b) refuser la demande de permission de sortir;
- c) différer sa décision.

(7) Le chef d'établissement avise le détenu, par écrit, de sa décision et des raisons de sa décision le plus tôt possible et, dans tous les cas, au plus tard sept jours après avoir rendu la décision.

(8) Si le chef d'établissement croit, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que le détenu a enfreint ou tenté d'enfreindre une condition de sa permission de sortir, il peut lui ordonner de retourner immédiatement à l'établissement correctionnel afin de déterminer si un acte de mauvaise conduite a été commis et si la permission de sortir devrait être révoquée. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

38 (1) Si la demande de permission de sortir du détenu a été renvoyée au Comité des permissions de sortir en vertu du paragraphe 37 (2) et refusée par le chef d'établissement, le détenu peut demander au ministre, par écrit, de faire un autre examen de sa demande. Le détenu précise les motifs de sa demande et fournit de nouveaux renseignements ou de nouvelles observations, le cas échéant, à l'appui de sa demande.

(2) Si le détenu demande au ministre de faire un autre examen en vertu du paragraphe (1), le chef d'établissement, après avoir été avisé de la demande du détenu, fournit immédiatement au ministre une copie de ce qui suit :

- a) le rapport du Comité des permissions de sortir;
- b) sa décision et ses motifs.

(3) Une fois l'examen terminé, le ministre peut :

- a) accorder la permission de sortir, avec ou sans conditions;
- b) refuser la demande de permission de sortir;
- c) différer sa décision,

et il avise sans délai le chef d'établissement et le détenu de sa décision et des motifs de sa décision.

(4) La décision du ministre est définitive. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

AIDE AU MOMENT DE LA LIBÉRATION

39a Le ministre peut donner au détenu ou à l'adolescent, à sa libération d'un établissement, l'aide, notamment pécuniaire, qui, d'après lui, favorisera sa réadaptation. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE II

LIBÉRATION CONDITIONNELLE

40 (1) La partie de la peine d'emprisonnement qu'un détenu doit

purger avant d'obtenir sa libération conditionnelle est le tiers de sa peine totale d'emprisonnement.

(2) Malgré le paragraphe (1), la Commission peut accorder à un détenu sa libération conditionnelle si elle est d'avis qu'il existe des circonstances contraignantes ou exceptionnelles qui le justifient.

(3) Le ministre avise par écrit le détenu qui a été condamné à une peine d'emprisonnement dans un établissement de la date de son admissibilité à la libération conditionnelle, au plus tard deux mois après la date de la condamnation du détenu. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

41 (1) Si le détenu purge une peine d'emprisonnement de moins de six mois, il peut demander sa libération conditionnelle à la Commission en tout temps.

(2) Le détenu visé au paragraphe (1) n'a pas droit à une audience devant la Commission. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

42 (1) Si le détenu purge une peine d'emprisonnement de six mois ou plus, la Commission examine la question de sa libération conditionnelle avant la date d'admissibilité, même si le détenu n'a pas demandé sa libération conditionnelle.

(2) Le détenu visé au paragraphe (1) a droit à une audience devant la Commission à moins qu'il ne renonce par écrit à ce droit. Toutefois, s'il retire sa renonciation avant que la Commission prenne une décision relativement à sa libération conditionnelle, la Commission tient une audience. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

43 (1) Si la Commission examine la question de savoir s'il convient d'accorder la libération conditionnelle à un détenu, elle peut obtenir et examiner tout renseignement qu'elle juge utile et pertinent en ce qui concerne le caractère, les aptitudes et les perspectives d'avenir du détenu et, notamment :

- a) les détails relatifs à son procès, à sa condamnation et à sa sentence;
- b) les détails relatifs à son casier judiciaire;
- c) les renseignements que fournissent des personnes qui connaissent les antécédents du détenu et ses conditions de vie avant son incarcération;
- d) un rapport du chef d'établissement qui évalue les progrès du détenu dans la voie de la réadaptation;
- e) un rapport d'un professionnel de la santé sur l'état physique et mental du détenu.

(2) Si la Commission tient une audience en vue d'établir s'il convient d'accorder la libération conditionnelle à un détenu, les mesures suivantes doivent être prises :

- a) le détenu reçoit un préavis de l'audience d'au moins quarante-huit heures;
- b) le détenu a la possibilité de se présenter devant la Commission et de présenter des arguments et des observations en son propre nom;
- c) la Commission peut permettre à une personne, y compris un interprète, d'apporter son aide de la façon que la Commission estime appropriée;
- d) la Commission communique au détenu, dans la forme et de la façon qu'elle juge appropriées, tout renseignement qu'elle a en sa possession et qui peut influencer sur la décision de la Commission.

(3) Après avoir examiné les points visés au paragraphe (1) ainsi que les arguments et les observations du détenu, la Commission peut :

- a) accorder la libération conditionnelle aux conditions qu'elle estime nécessaires;
- b) différer sa décision;
- c) refuser d'accorder la libération conditionnelle.

Elle avise le détenu, par écrit, de sa décision et des motifs de celle-ci. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

44 (1) Le détenu dont la libération conditionnelle fait l'objet d'un examen en vertu du paragraphe 38 (2) de la Loi a droit à une audience devant la Commission à moins qu'il ne renonce par écrit à ce droit. Toutefois, s'il retire sa renonciation avant que la Commission prenne une décision relativement à sa libération conditionnelle, la Commission tient une audience.

(2) Si la Commission examine la libération conditionnelle du détenu aux termes du paragraphe 38 (2) de la Loi, elle peut obtenir et examiner tout renseignement qu'elle juge utile et pertinent, y compris tout dossier relatif à la décision d'accorder au détenu sa libération conditionnelle et tout renseignement sur la conduite du détenu pendant sa libération conditionnelle.

(3) Si la Commission tient une audience au cours de l'examen d'une libération conditionnelle aux termes du paragraphe 38 (2) de la Loi, le paragraphe 43 (2) s'applique à l'audience avec les adaptations nécessaires.

(4) Après avoir examiné les points visés au paragraphe (2) ainsi que les arguments et les observations du détenu, le cas échéant, la Commission peut :

- a) permettre au détenu de continuer à bénéficier de sa libération conditionnelle;
- b) révoquer la libération conditionnelle.

Elle avise le détenu, par écrit, de sa décision et des motifs de celle-ci. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

45 (1) Le détenu qui se sent lésé par la décision de la Commission peut demander par écrit, au président de la Commission, de réviser la décision.

(2) À la réception de la demande présentée en vertu du paragraphe (1), le président, ou son délégué, révisé la décision et, selon le cas :

- a) ordonne une nouvelle audience;
- b) confirme la décision originale de la Commission.

Il avise le détenu, sans délai et par écrit, des résultats de sa révision et des motifs. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

46 (1) Le détenu qui a obtenu sa libération conditionnelle n'a pas le droit d'en bénéficier avant d'avoir signé un certificat de libération conditionnelle qui en énonce les conditions.

(2) Malgré le paragraphe (1), la Commission peut autoriser le détenu à bénéficier de sa libération conditionnelle avant que le certificat soit rempli et signé si elle est d'avis qu'il existe des circonstances contraignantes ou exceptionnelles qui le justifient. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

47 Sauf ordonnance contraire de la Commission, la personne en liberté conditionnelle doit respecter les conditions suivantes :

- a) demeurer dans le ressort de la Commission;
- b) ne pas troubler la paix publique et agir correctement;
- c) obtenir le consentement de la Commission ou du surveillant de liberté conditionnelle avant de changer de résidence ou d'emploi;
- d) se présenter devant le surveillant de liberté conditionnelle et la police locale lorsqu'on le lui demande;

- e) s'abstenir de fréquenter des personnes qui exercent des activités criminelles ou, sauf avec l'approbation du surveillant de liberté conditionnelle, des personnes qui ont un casier judiciaire. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

48 Le premier jour de chaque mois, jusqu'à l'expiration de la totalité de sa sentence, la personne en liberté conditionnelle fournit au surveillant de liberté conditionnelle un rapport écrit qui précise ce qui suit :

- a) son adresse;
- b) si elle travaille, la nature de son travail, le montant qu'elle gagne et les nom et adresse de son employeur;
- c) si elle ne travaille pas, les raisons pour lesquelles elle n'a pas pu trouver de travail;
- d) des précisions sur les arrestations ou les déclarations de culpabilité de la personne en liberté conditionnelle, le cas échéant, survenues depuis le dernier rapport mensuel;
- e) des précisions sur toute difficulté qu'elle éprouve. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

49 Le mandat visé à l'article 38 de la Loi est rédigé selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

50 Si la Commission a accordé à un détenu sa libération conditionnelle en vue de permettre sa déportation, elle peut remettre toute partie non purgée de sa peine d'emprisonnement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE III

CENTRES DE RESSOURCES COMMUNAUTAIRES

51 (1) Le directeur d'un centre de ressources communautaires est chargé de l'administration du centre, et des soins et des services de santé fournis aux détenus placés sous son autorité, de leur discipline, de leur sécurité et de leur garde. Le directeur, notamment :

- a) supervise l'admission des détenus au centre, ainsi que leur libération;
- b) supervise les mesures prises à l'égard des biens des détenus;
- c) supervise l'admission et la conduite des visiteurs.

(2) Le directeur :

- a) administre le centre de ressources communautaires conformément à la Loi, aux règlements, à l'entente entre le centre et le ministère, et aux directives que le ministre lui donne à l'occasion;
- b) veille à ce que les détenus soient informés de leurs obligations et privilèges pendant leur détention sous garde dans le centre de ressources communautaires. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

52 Les dispositions du présent règlement régissant les mesures prises à l'égard des biens du détenu s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux biens du détenu admis à un centre de ressources communautaires. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

53 Les dispositions du présent règlement régissant la gestion des sommes d'argent que le détenu gagne pendant sa détention sous garde à l'établissement correctionnel s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la gestion des sommes d'argent que le détenu gagne pendant sa détention sous garde dans un centre de ressources communautaires. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

54 Le ministère fait, à l'occasion et, dans tous les cas, au moins une fois par année, une inspection ou une enquête de chaque centre de ressources communautaires. Le directeur permet l'accès du centre à l'inspecteur du ministère et l'aide le plus possible dans la poursuite de son inspection ou de son enquête. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE IV
(RÉSERVÉE)

PARTIE V

COMMISSION DE RÉVISION DES PLACEMENTS SOUS GARDE

55 (1) La Commission de révision des placements sous garde constituée en vertu de l'article 50 de la Loi se compose d'au plus quinze membres à temps plein et à temps partiel.

(2) Le mandat des membres de la Commission est de six mois, un an, deux ans ou trois ans.

(3) Un seul membre de la Commission constitue le quorum.

(4) Un vice-président désigné par le président assume la présidence dans les cas suivants :

- a) le président est absent;
- b) le président est incapable d'agir ou son poste est vacant.

(5) Le président affecte à l'occasion divers membres de la Commission à différentes audiences et révisions. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, en partie.

56 (1) Outre les fonctions précisées à l'article 51 de la Loi (Requête présentée à la Commission), la Commission révisé la décision concernant le placement des probationnaires qui sont tenus, en application de la décision du tribunal pour adolescents prise en vertu de l'alinéa 23 (2) f) de la Loi sur les jeunes contrevenants (Canada), de résider au lieu fixé par le directeur provincial si ce lieu est un lieu désigné par le ministre comme lieu de garde en milieu ouvert en vertu du paragraphe 24 (1) de cette loi.

(2) La requête d'un adolescent en vue de la révision visée au paragraphe (1) est présentée dans les trente jours qui suivent son placement au lieu fixé par le directeur provincial.

(3) Les paragraphes 51 (2), (3) et (4) (Obligations de la Commission) de la Loi s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la révision, par la Commission, d'une requête présentée aux termes du paragraphe (2).

(4) Après avoir terminé sa révision, la Commission peut :

- a) si elle est d'avis que le lieu où l'adolescent réside ne répond pas à ses besoins, recommander au directeur provincial de transférer l'adolescent dans un autre lieu;
- b) confirmer le placement. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, en partie.

57 (1) Si la Commission tient une audience en vertu de l'article 51 de la Loi, l'adolescent peut y être représenté par son père ou sa mère ou un autre intervenant de son choix.

(2) La Commission procède aux révisions et aux audiences d'une façon informelle et à huis clos.

(3) Le directeur provincial collabore avec la Commission en ce qui concerne les révisions et lui fournit, à sa demande, les documents et autres renseignements qui s'y rapportent.

(4) Les recommandations de la Commission au directeur provincial en vertu du paragraphe 51 (5) de la Loi sont présentées par écrit.

(5) La Commission fournit à l'adolescent et à son représentant une copie de ses recommandations écrites visées au paragraphe 51 (5) de la Loi. Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur le ministère des Services correctionnels

MANDAT D'ARRÊT

À tous les agents de la paix et aux chefs d'établissement de tous les établissements provinciaux :

1. ATTENDU QUE le 19....., sous réserve des conditions et des dispositions contenues dans un certificat de libération conditionnelle délivré en vertu de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Services correctionnels, la libération conditionnelle a été accordée à :

(Nom) (Numéro) qui a été reconnu(e) coupable de le 19....., a été condamné(e) à et se trouvait à la date du certificat de libération conditionnelle incarcéré(e) à

ET ATTENDU QUE je suis autorisé en vertu de la Loi sur le ministère des Services correctionnels à autoriser l'arrestation et le retour à un établissement correctionnel d'une personne en liberté conditionnelle lorsque j'ai des motifs raisonnables et probables de croire que cette personne ne s'est pas conformée à une condition de sa libération conditionnelle,

PAR CONSÉQUENT,, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés, je vous ordonne par les présentes, au nom de Sa Majesté d'arrêter et de le(la) conduire à l'établissement correctionnel provincial le plus proche, et je vous ordonne, à vous, le chef d'établissement, de le(la) recevoir sous votre garde et de l'y détenir jusqu'à sa libération.

Fait à

le 19.....

À l'agent de la paix :

Le présent mandat doit être lu à la personne arrêtée au moment de son arrestation.

Signature

(Membre de la Commission de libération conditionnelle ou personne désignée par la Commission en vertu de l'article 38 de la *Loi sur le ministère des Services correctionnels*)

Signé, et lu à la personne arrêtée par le soussigné,

le19.....

(signature de l'agent de la paix)

N°
(plaque)

Règl. de l'Ont. 510/91, art. 1, *en partie*.

40/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 511/91.

Hunting on Crown Lands in the Geographic Townships of Bruton and Clyde.

Made—September 13th, 1991.

Filed—September 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 421 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1. Regulation 421 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

CHASSE SUR LES TERRES DE LA COURONNE DANS LES CANTONS GÉOGRAPHIQUES DE BRUTON ET DE CLYDE

1 Pendant la saison de chasse au chevreuil ou à l'original, nul ne doit chasser ni piéger sur les terres de la Couronne décrites à l'annexe. Toutefois :

- a) le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8 ou 9 du Règlement 420 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 et qui est membre d'un camp pour lequel un permis de camp de chasse réglementé est délivré peut chasser du gibier à poil ou à plume conformément au permis pendant la saison de chasse à ce gibier;
- b) le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 du Règlement 415 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 peut chasser ou piéger des animaux à fourrure conformément au permis et chasser du gibier pendant la saison de chasse à ce gibier comme l'autorise le paragraphe 62 (6) de la Loi. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, *en partie*.

2 Le permis de camp de chasse réglementé est rédigé selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, *en partie*.

3 La demande de permis rédigé selon la formule 1 est rédigée selon la formule 2. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, *en partie*.

4 Les droits à acquitter pour le permis rédigé selon la formule 1 sont de 21 \$. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, *en partie*.

5 Le permis rédigé selon la formule 1 est valide à partir du quatrième jour précédant immédiatement le premier jour de la saison de chasse au chevreuil ou de la saison de chasse à l'original dans l'unité de gestion de la faune 54, conformément à la numérotation et à la description figurant dans le Règlement de l'Ontario 155/82, selon le premier de ces jours, et

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 511/91

Chasse sur les terres de la Couronne dans les cantons géographiques de Bruton et de Clyde

pris—le 13 septembre 1991

déposé—le 16 septembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 421 DES RÈGLEMENTS REFOUNDUS DE L'ONTARIO DE 1980 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement 421 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

expire le quatrième jour suivant la fermeture de la saison de chasse au chevreuil ou de la saison de chasse à l'original dans l'unité de gestion de la faune 54, selon le dernier de ces jours. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, *en partie*.

6 Le permis rédigé selon la formule 1 est assujéti aux conditions suivantes :

- a) les constructions, bâtiments ou installations d'hébergement, à l'exclusion des tentes ou véhicules utilisés à des fins de logement, ne doivent pas être placés dans la zone décrite à l'annexe;
- b) les tentes et véhicules utilisés à des fins de logement ne doivent pas être placés sur un autre site que celui mentionné dans le permis;
- c) les tentes, y compris les planchers et les murs latéraux, et les véhicules utilisés à des fins de logement doivent être retirés des terres de la Couronne des cantons géographiques de Bruton et de Clyde, situés dans le comté provisoire de Haliburton, au plus tard à l'expiration du permis;
- d) les membres du camp doivent chasser à partir du lieu mentionné dans le permis;
- e) douze membres du camp au plus doivent chasser en même temps.

Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 du présent règlement remplit le questionnaire que fournit le ministère des Richesses naturelles et le renvoie au bureau du ministère qui y est précisé dans les

dix jours de la fermeture de la saison de chasse au chevreuil ou de la saison de chasse à l'original dans l'unité de gestion de la faune 54, selon le dernier de ces jours, l'année de délivrance du permis.

(2) Quiconque refuse ou omet de remplir le questionnaire et de le renvoyer au ministère conformément au paragraphe (1) n'a pas le droit de recevoir un permis rédigé selon la formule 1 du présent règlement l'année suivante. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, en partie.

Annexe

Les terres de la Couronne des cantons géographiques de Bruton et de Clyde, situés dans le comté de Haliburton, à l'exclusion des terres suivantes :

1. Les terres situées à moins de 1 609 mètres du littoral du lac Kingscote dans le canton géographique de Bruton.

2. La bande de terre de 3 218 mètres de largeur perpendiculaire qui s'étend sur 1 609 mètres de part et d'autre de la ligne hydro-électrique allant du lot 1, de la concession V, à la limite ouest du canton géographique de Clyde, au lot 32, de la concession XV, à la limite est de ce canton géographique. Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur la chasse et la pêche

19.....

PERMIS DE CAMP DE CHASSE RÉGLEMENTÉ

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est

délivré à
(nom du titulaire)

et aux autres membres de son camp pour placer une tente ou un véhicule à des fins de logement sur le lieu désigné comme n° sur le lot dans la concession du canton

géographique de et pour chasser à partir de ce lieu sur les terres de la Couronne des cantons géographiques de Bruton et de Clyde, situés dans le comté de Haliburton.

Les noms, adresses, catégories de permis de chasse et numéros de permis des membres du camp sont :

Nom	Adresse	Catégorie de permis	N° de permis

Le présent permis est valide du 19....

au 19....

Date

Signature du responsable

Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, en partie.

Formule 2

Loi sur la chasse et la pêche

19.....

DEMANDE DE PERMIS DE CAMP DE CHASSE RÉGLEMENTÉ

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

(nom de famille) (écrire en lettres moulées)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

(prénoms)

Adresse résidentielle
(ville, village ou canton)

.....
(numéro et rue ou lot et concession)

.....
(Comté ou district)

Les noms, adresses, catégories de permis de chasse et numéros de permis des membres du camp sont :

Nom	Adresse	Catégorie de permis	N° de permis

.....
(date) (signature de l'auteur de la demande)

Règl. de l'Ont. 511/91, art. 1, en partie.

AGGREGATE RESOURCES ACT, 1989

LOI DE 1989 SUR LES RESSOURCES EN AGRÉGATS

O. Reg. 512/91.

General.

Made—September 13th, 1991.

Filed—September 16th, 1991.

Règl. de l'Ont. 512/91

Dispositions générales

pris—le 13 septembre 1991

déposé—le 16 septembre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 702/89
MADE UNDER THE
AGGREGATE RESOURCES ACT, 1989

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 702/89
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1989 SUR LES RESSOURCES EN AGRÉGATS

1. Form 1 of Ontario Regulation 702/89 is revoked and the following substituted:

1. La formule 1 du Règlement de l'Ontario 702/89 est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Form 1
Formule 1

Aggregate Resources Act, 1989
Loi de 1989 sur les ressources en agrégats

NOTICE OF APPLICATION FOR A LICENCE
AVIS DE DEMANDE DE PERMIS

I,
Je,

Name
Nom

Address Postal Code
Adresse Code postal

HEREBY give notice that application has been made for a licence
avise PAR LES PRÉSENTES qu'une demande a été faite en vue d'obtenir un permis de catégorie

Class A or Class B
A ou B

to excavate aggregate from a of hectares, located in:
pour extraire des agrégats d'un/d'une de hectares situé(e) dans :
pit/quarry
puits d'extraction/carrière

.....
Lots or Part Lot(s) Concession Geographic Township
Lots ou partie(s) de lot(s) Canton géographique

.....
Local Municipality County/Regional Municipality/District
Municipalité locale Comté/municipalité régionale/district

Application is for an expansion to an established licensed pit/quarry (delete line when not applicable).
Demande d'expansion d'un puits d'extraction ou d'une carrière existant(e) faisant déjà l'objet d'un permis (biffer la présente ligne, si elle ne s'applique pas).

Application is for a new pit/quarry (delete line when not applicable).
Demande pour un nouveau puits d'extraction ou une nouvelle carrière (biffer la présente ligne, si elle ne s'applique pas).

Application is for a Class A licence to replace a Class B licence (delete line when not applicable).
Demande de remplacement d'un permis de catégorie B par un permis de catégorie A (biffer la présente ligne, si elle ne s'applique pas).

The estimated amount of aggregate to be excavated annually is tonnes.
On estime qu'environ tonnes d'agrégats seront extraites annuellement.

A detailed site plan for the proposed may be examined in the local municipal, county/regional office or at
Un plan d'implantation détaillé du/de la projeté(e) peut être étudié au bureau de la municipalité
pit/quarry régionale ou au bureau de district du ministère des
puits d'extraction/carrière Richesses naturelles.

Any person may send, in writing, objections with reasons and, if desired, a request for a hearing on this application by the Ontario Municipal Board to the Minister of Natural Resources addressed to the local district office of the Ministry at the following address.

Quiconque a des objections en ce qui concerne la demande peut les présenter avec ses motifs, par écrit, au ministre des Richesses naturelles au bureau de district du ministère des Richesses naturelles à l'adresse suivante et, le cas échéant, peut y joindre une demande d'audience devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario.

The last day on which objections and any request for a hearing may be filed with the Ministry is the _____ day of _____

Les objections et les demandes d'audience doivent parvenir au ministère le 19..... au plus tard.

All information in respect of this application including any written objections is available for public review.

Tous les renseignements donnés relativement à la demande, y compris les objections formulées par écrit peuvent être examinés par le public.

O. Reg. 512/91, s. 1.
Règl. de l'Ont. 512/91, art. 1.

2. The Regulation is amended by adding the following French version:

2. Le règlement est modifié par adjonction de la version française suivante :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DROITS

1 (1) Les droits de demande :

- a) sont de 200 \$ pour les permis de catégorie A;
- b) sont de 100 \$ pour les permis de catégorie B.

(2) Le taux par tonne servant au calcul des droits de permis annuels prévus au paragraphe 14 (1) de la Loi est de 6 cents. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

2 Pour les licences d'exploitation en bordure d'un chemin visées au paragraphe 24 (1) de la Loi, les droits de licence prescrits sont de 100 \$ et le taux par tonne servant au calcul des droits de licence est de 6 cents. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

3 Les droits de licence :

- a) pour la licence commerciale d'extraction d'agrégats sont calculés en multipliant 100 \$ pour chaque puits d'extraction ou carrière sur le lieu par le nombre d'années, qu'elles soient complètes ou non, de la durée de la licence;
- b) pour la licence d'extraction d'agrégats d'une autorité publique sont de 100 \$ pour chaque année, qu'elle soit complète ou non, de la durée de la licence;
- c) pour la licence d'extraction d'agrégats personnelle sont de 25 \$. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

4 Les droits de cession :

- a) d'un permis égalent les droits de demande applicables à un tel permis;
- b) d'une licence commerciale d'extraction d'agrégats égalent les droits de licence applicables à une telle licence. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

AFFECTATION DES DROITS

5 (1) Pour l'application des paragraphes 14 (4) et 24 (3) de la Loi :

- a) 66 2/3 pour cent du total des droits de permis annuels et des droits de licence d'exploitation en bordure d'un chemin payés

à l'égard des lieux situés dans une municipalité locale sont versés à celle-ci;

- b) 8 1/3 pour cent du total des droits de permis annuels et des droits de licence d'exploitation en bordure d'un chemin payés à l'égard des lieux situés dans un comté ou une municipalité régionale sont versés au comté ou à la municipalité.

(2) Le pourcentage du total des droits de permis annuels et des droits de licence d'exploitation en bordure d'un chemin mis de côté en vertu des paragraphes 14 (5) et 24 (4) de la Loi aux fins mentionnées au paragraphe 33 (2) de la Loi est de 8 1/3 pour cent. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

AVIS DE DEMANDE

6 (1) L'avis devant être publié en vertu du paragraphe 11 (2) ou 60 (1) de la Loi relativement à la demande de permis est rédigé selon la formule 1.

(2) Les affiches visées au paragraphe 11 (2) ou 60 (1) de la Loi et portant avis de la demande de permis :

- a) indiquent que le lieu fait l'objet d'une demande de permis en vertu de la Loi de 1989 sur les ressources en agrégats;
- b) indiquent un numéro de téléphone du ministère pour l'obtention de renseignements sur la demande;
- c) sont posées sur le lieu au plus tard à la date de la première publication de l'avis relatif à la demande et y demeurent jusqu'à quarante-cinq jours après la seconde publication;
- d) sont conçues, pour ce qui est de leurs dimensions, et disposées sur la limite du lieu de façon qu'il soit facile de les voir et de les lire à partir de toute zone adjacente au lieu et à laquelle le public a accès. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

REDEVANCES

7 (1) La redevance minimale prévue au paragraphe 46 (1) de la Loi est de 25 cents par tonne.

(2) Le cautionnement que le ministre demande en vertu du paragraphe 46 (3) de la Loi pour le paiement de la redevance est payé en espèces, par chèque ou par mandat.

(3) Les titulaires de licences et les titulaires de permis qui ne fournis-

sent des agrégats qu'aux fins des projets du ministère des Transports sont exemptés du paiement des redevances. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

CAUTIONNEMENT POUR RÉHABILITATION

8 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et à l'article 9.

« maximum » Le montant égal au produit de 6 000 \$ et du nombre d'hectares sur le lieu qui nécessitent une réhabilitation. (« maximum »)

« minimum » Le montant égal au produit de 1 000 \$ et du nombre d'hectares sur le lieu qui nécessitent une réhabilitation. (« minimum »)

(2) Le cautionnement pour réhabilitation que le titulaire de permis doit payer en vertu du paragraphe 50 (1) de la Loi est de 8 cents par tonne d'agrégats enlevée du lieu durant l'année et est payable au plus tard le 15 mars de l'année suivante.

(3) Le titulaire de permis peut déduire du versement prévu au paragraphe 50 (1) de la Loi :

- a) tout montant qui aurait pour effet de porter le solde du compte de cautionnement pour réhabilitation au-dessus du maximum;
- b) tout montant dépensé avant le 15 octobre de l'année précédente pour la réhabilitation progressive du lieu, pourvu que le solde du compte de cautionnement pour réhabilitation ne soit pas inférieur au minimum après le versement.

(4) Le titulaire de permis a droit, une fois l'an, au remboursement :

- a) de l'excédent du compte de cautionnement pour réhabilitation sur le maximum;
- b) du montant dépensé avant le 15 octobre de l'année précédente pour la réhabilitation progressive du lieu et non déduit en vertu de l'alinéa (3) b), jusqu'à concurrence de l'excédent du compte de cautionnement pour réhabilitation sur le minimum.

(5) Sous réserve du paragraphe (6), le montant devant être remboursé en vertu de l'alinéa (4) a) est déduit du solde du compte de cautionnement pour réhabilitation avant la fixation du montant visé à l'alinéa (4) b).

(6) Si le nombre d'hectares du lieu qui nécessitent une réhabilitation a diminué par rapport à l'année précédente :

- a) le titulaire de permis a droit au remboursement de l'excédent du compte de cautionnement pour réhabilitation sur le maximum calculé d'après le nombre d'hectares du lieu qui nécessitaient une réhabilitation l'année précédente;
- b) avant la fixation de tout remboursement en vertu de l'alinéa (4) a) :
 - (i) d'abord, tout montant devant être remboursé en vertu de l'alinéa a) est déduit du solde du compte de cautionnement pour réhabilitation,
 - (ii) ensuite, tout montant devant être remboursé en vertu de l'alinéa (4) b) est déduit du solde du compte de cautionnement pour réhabilitation.

(7) Le montant que le titulaire de permis peut déduire en vertu de l'alinéa (3) b) ou auquel il a droit comme remboursement en vertu de l'alinéa (4) b), pour la réhabilitation progressive, ne doit pas dépasser le montant que celle-ci aurait coûté si elle avait été faite aux taux habituels offerts dans la zone où se trouve le lieu. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

9 (1) Le présent article s'applique aux titulaires de licences d'extraction d'agrégats en cas de renonciation du ministre, aux termes

du paragraphe 51 (2) de la Loi, au versement à l'avance du cautionnement.

(2) Le cautionnement pour réhabilitation que le titulaire de licence doit payer en vertu du paragraphe 51 (2) de la Loi est de 8 cents par tonne d'agrégats ou de sol arable enlevée du lieu durant l'année et est payable au plus tard le 15 février de l'année suivante.

(3) Le titulaire de licence peut déduire du versement prévu au paragraphe 51 (2) de la Loi tout montant qui aurait pour effet de porter le solde du compte de cautionnement pour réhabilitation au-dessus du maximum.

(4) Le titulaire de licence a droit, une fois l'an, au remboursement de l'excédent du compte de cautionnement pour réhabilitation sur le maximum. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

10 Lorsque la réhabilitation du lieu est terminée, sauf pour la plantation complète de la végétation nécessaire, le titulaire de licence qui a payé à l'avance le cautionnement pour réhabilitation peut recevoir un remboursement prélevé sur le compte de cautionnement pour réhabilitation en vertu de l'article 53 de la Loi dans la mesure où le solde de ce compte, après le remboursement, n'est pas inférieur à 1 000 \$ pour chaque hectare du lieu. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

11 (1) Le cautionnement pour réhabilitation que l'auteur d'une demande de licence doit payer en vertu du paragraphe 51 (1) de la Loi est de 8 cents pour chaque tonne dont la licence autorise l'enlèvement.

(2) Le cautionnement pour réhabilitation est payé en espèces, par chèque ou par mandat. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

12 Le taux d'intérêt visé au paragraphe 52 (2) de la Loi pour les comptes de cautionnement pour réhabilitation est le taux d'intérêt applicable aux dépôts dans les comptes d'épargne ordinaires de la Caisse d'épargne de l'Ontario et dont l'intérêt est crédité le dernier jour de mars et de septembre. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

RAPPORTS

13 Le titulaire de permis dépose annuellement à l'égard de chaque lieu, au bureau de la région administrative du ministère dans laquelle se trouve le lieu :

- a) au plus tard le 31 octobre, si des travaux de réhabilitation ont été entrepris, un rapport de réhabilitation décrivant les travaux entrepris avant le 15 octobre de l'année et donnant les coûts détaillés des travaux exécutés;
- b) au plus tard le 31 janvier, un rapport de production indiquant les quantités mensuelles d'agrégats enlevées du lieu l'année précédente;
- c) au plus tard le 15 mars, un rapport donnant les calculs du montant que le titulaire de permis doit payer comme cautionnement pour réhabilitation ou auquel il a droit comme remboursement prélevé sur le compte de cautionnement pour réhabilitation; y est jointe la preuve du versement de tout montant déduit en vertu de l'alinéa 8 (3) b) ou remboursé en vertu de l'alinéa 8 (4) b). Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

14 Si le ministre a renoncé, en vertu du paragraphe 51 (2) de la Loi, au versement à l'avance du cautionnement pour réhabilitation relativement à la licence d'extraction d'agrégats, le titulaire de licence dépose annuellement au bureau de la région administrative du ministère dans laquelle se trouve le lieu :

- a) au plus tard le 30 septembre, un état indiquant le nombre d'hectares du lieu qui, le 15 septembre de l'année, nécessitent une réhabilitation;
- b) au plus tard le 15 février, un rapport sur le cautionnement pour réhabilitation donnant les calculs du montant que le titulaire de licence doit payer comme cautionnement pour réhabilitation ou

auquel il a droit comme remboursement prélevé sur le compte de cautionnement pour réhabilitation. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

15 (1) Si le plan d'implantation ou les conditions du permis ou de la licence traitent expressément des questions visées à l'article 16, 17, 18, 19, 20, 21, 23 ou 24, n'enfreint pas cet article toute personne, notamment le titulaire de permis ou le titulaire de licence, qui agit conformément au plan d'implantation ou aux conditions.

(2) Les articles 16 à 20, l'alinéa 21 b) et les articles 22 et 23 s'appliquent seulement aux parties du lieu qui ne constituent pas un terrain recouvert d'eau ne résultant pas de l'excavation sous la nappe phréatique. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

EXPLOITATION DES PUIITS D'EXTRACTION ET DES CARRIÈRES

16 (1) Le titulaire de permis s'assure :

- a) qu'une clôture d'au moins 1,2 mètre de haut est installée et maintenue le long de la limite du lieu;
- b) qu'une barrière est installée et maintenue à chaque entrée et à chaque sortie du lieu et que toutes les barrières sont fermées à clef lorsque les puits d'extraction et les carrières du lieu ne sont pas en cours d'exploitation.

(2) Le titulaire de permis et le titulaire de licence s'assurent :

- a) que chaque entrée et chaque sortie du lieu est située de façon à offrir, à son intersection avec une voie publique, une bonne visibilité sur celle-ci, dans les deux directions;
- b) que le sol arable, le sous-sol ou les morts-terrains qui sont enlevés dans l'exploitation des puits d'extraction ou des carrières sur le lieu sont emmagasinés sur le lieu en dépôts distincts ou élevés séparément en murs de terre protecteurs ayant des pentes stables;
- c) qu'une végétation appropriée est plantée et entretenue de façon à empêcher la désagrégation des murs de terre protecteurs ou des dépôts de sol arable ou de sous-sol;
- d) que les bâtiments, les constructions ou les installations de traitement sur le lieu sont maintenus en bon état;
- e) que le lieu est maintenu en bon ordre. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

17 (1) Pour l'application du présent article, le terme « déchets » s'entend des matériaux de rebut, des débris et des débris et s'entend notamment de la ferraille, des déchets de bois, des arbres abattus, des souches d'arbres et de l'outillage, du matériel et des véhicules automobiles mis au rebut. (« scrap »)

(2) Le titulaire de permis et le titulaire de licence s'assurent que tous les déchets sur le lieu sont ramassés dans des zones situées dans le lieu, à plus de trente mètres des limites de celui-ci, et sont régulièrement enlevés du lieu. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

18 (1) Pour l'application du présent article, l'expression « marges de reculement » du lieu s'entend de la zone située, selon le cas :

- a) dans les quinze mètres des limites du lieu;
- b) dans les trente mètres de toute partie des limites du lieu qui est adjacente, selon le cas :
 - (i) à une voie publique,
 - (ii) à des terrains utilisés à des fins résidentielles au moment de la délivrance du permis ou de la licence,

(iii) à des terrains dont l'aménagement, en vertu d'un règlement municipal de zonage en vigueur au moment de la délivrance du permis ou de la licence, ne peut être que résidentiel;

- c) dans les quinze mètres de toute étendue d'eau qui ne résulte pas de l'excavation sous la nappe phréatique. (« excavation setback area »)

(2) Nul ne doit procéder à des travaux d'excavation dans les marges de reculement du lieu.

(3) Le titulaire de permis et le titulaire de licence s'assurent que tous les talus d'excavation sont stabilisés dans la mesure nécessaire pour prévenir la désagrégation dans les marges de reculement. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

19 Nul ne doit procéder sur le lieu à des travaux d'excavation de façon que la hauteur du talus d'excavation, à tout point du bord de l'excavation, devienne plus élevée que le double de la distance entre ce point et les limites du lieu. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

20 (1) Nul ne doit empiler des agrégats, du sol arable, du sous-sol ou des morts-terrains, établir une installation de traitement ni situer, construire ou agrandir un bâtiment ou une construction :

- a) dans les trente mètres des limites du lieu;
- b) dans les quatre-vingt-dix mètres de toute partie des limites du lieu qui est adjacente, selon le cas :
 - (i) à des terrains utilisés à des fins résidentielles au moment de la délivrance du permis ou de la licence,
 - (ii) à des terrains dont l'aménagement, en vertu d'un règlement municipal de zonage en vigueur au moment de la délivrance du permis ou de la licence, ne peut être que résidentiel.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux murs de terre protecteurs destinés à cacher l'exploitation du lieu aux terrains adjacents.

(3) Le titulaire de permis et le titulaire de licence s'assurent qu'aucun mur de terre protecteur visé au paragraphe (2) n'est situé à moins de trois mètres des limites du lieu. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

21 Nul ne doit :

- a) faire détoner des explosifs sur le lieu les jours fériés ou entre 18 heures et 8 heures;
- b) enlever du sol arable, du sous-sol ou des morts-terrains du lieu, si ce n'est en vertu d'une licence autorisant expressément l'enlèvement. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

22 Le titulaire de permis et le titulaire de licence s'assurent que nul ne contrevient à l'article 18, 19, 20 ou 21 sur le lieu. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

RÉHABILITATION

23 Le titulaire de permis et le titulaire de licence s'assurent :

- a) qu'aucune matière, à l'exception du sol arable ou du sous-sol, n'est apportée sur le lieu aux fins de sa réhabilitation, notamment le terrassement ou le terrassement en pente, sauf si les morts-terrains du lieu sont insuffisants à ces fins;
- b) que tout le sol arable et le sous-sol enlevé dans l'exploitation du lieu est utilisé pour la réhabilitation du lieu;
- c) que de la végétation appropriée est plantée et entretenue de façon à empêcher la désagrégation du sol arable remis sur le lieu;

- d) qu'une fois la réhabilitation du lieu définitive, le talus de l'excavation :
- (i) de tout puits d'extraction a une pente d'au moins trois mètres mesurés horizontalement pour chaque mètre mesuré verticalement,
 - (ii) de toute carrière a une pente d'au moins deux mètres mesurés horizontalement pour chaque mètre mesuré verticalement;
- e) que la réhabilitation du lieu est faite conformément aux méthodes recommandées;
- f) qu'il n'y a aucun déplacement d'agrégats, du sol arable, du sous-sol ou des morts-terrains, à l'exception de la matière d'un mur de terre protecteur, des marges de reculement définies au paragraphe 18 (1). Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

24 Si le plan d'implantation ou les conditions du permis ou de la licence exigent la réhabilitation du lieu à des fins agricoles, le titulaire de permis ou le titulaire de licence s'assure, dans la mesure nécessaire à ces fins :

- a) que la végétation et un système de drainage appropriés sont fournis dans le lieu;
- b) que le compactage du lieu est réduit. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

DISPOSITIONS DIVERSES

25 (1) Le présent article ne s'applique qu'aux villes suivantes :

- a) Caledon;
- b) Halton Hills.

(2) Si une licence d'exploitation en bordure d'un chemin a été délivrée en vertu de la Loi relativement à un lieu :

- a) dans la période de quatre ans commençant à la date de la délivrance de la licence, au plus deux licences additionnelles d'exploitation en bordure d'un chemin peuvent être délivrées pour le lieu, sauf qu'une troisième licence additionnelle d'exploitation en bordure d'un chemin peut être délivrée si le ministre consulte la municipalité où se trouve le lieu et fournit par écrit à cette dernière les motifs de la délivrance de la licence;
- b) dans la période de dix ans commençant quatre ans après la date de la délivrance de la licence, aucune licence d'exploitation en bordure d'un chemin ne doit être délivrée pour le lieu ou pour les terrains contigus à celui-ci.

(3) Est invalide la licence délivrée en contravention au paragraphe (2). Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

26 Les parties de l'Ontario indiquées à l'annexe et désignées en vertu de la *Loi sur les puits d'extraction et les carrières* ou d'une loi que celle-ci remplace sont désignées de nouveau pour l'application de l'article 5 de la Loi. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

27 Relativement aux permis et aux licences délivrés en vertu de l'article 69 ou 71 de la Loi, et relativement à ceux délivrés en vertu de la *Loi sur les puits d'extraction et les carrières*, de la *Loi sur les mines* ou de la *Loi sur l'enlèvement du sable*, lesquels sont réputés, en vertu du paragraphe 69 (8) de la Loi, des permis et des licences délivrés en vertu de la Loi :

- a) le paragraphe 20 (1) ne s'applique pas aux dépôts, aux installations de traitement, aux bâtiments ni aux constructions dont l'emplacement était conforme aux lois et aux règlements

municipaux en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent règlement, sauf dans la mesure où ce paragraphe s'applique à l'agrandissement de bâtiments ou de constructions;

- b) l'alinéa 23 d) ne s'applique pas à un talus d'excavation dont les travaux de réhabilitation satisfaisaient aux exigences des lois et des règlements municipaux en vigueur au moment de la réhabilitation définitive de ce talus d'excavation. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, *en partie*.

Annexe

1. Les parties suivantes du district territorial d'Algoma :

- a) la cité de Sault Ste. Marie;
- b) le canton de Prince.

2. Le comté de Brant.

3. Le comté de Bruce.

4. Le comté de Dufferin.

5. La municipalité régionale de Durham.

6. Le comté d'Elgin.

7. Le comté d'Essex.

8. Les parties suivantes du comté de Frontenac :

- a) la cité de Kingston;
- b) les cantons de Kingston, de Pittsburgh et de Storrington.

9. Le comté de Grey.

10. La municipalité régionale de Haldimand-Norfolk.

11. La municipalité régionale de Halton.

12. La municipalité régionale de Hamilton-Wentworth.

13. Les parties suivantes du comté de Hastings :

- a) la cité de Belleville;
- b) la ville séparée de Trenton;
- c) la ville de Deseronto;
- d) les villages de Deloro, de Frankford, de Madoc, de Marmora, de Stirling et de Tweed;
- e) les cantons d'Elzevir et Grimsthorpe, de Hungerford, de Huntingdon, de Madoc, de Marmora et Lake, de Rawdon, de Sidney, de Thurlow, de Tudor et de Tyendingaga.

14. Le comté de Huron.

15. Le comté de Kent.

16. Le comté de Lambton.

17. Le comté de Lanark.

18. Les comtés unis de Leeds et Grenville.

19. Les parties suivantes du district territorial de Manitoulin :

- a) l'île Great LaCloche;
- b) l'île Little LaCloche.

- | | |
|---|---|
| <p>20. La municipalité de la communauté urbaine de Toronto.</p> <p>21. Le comté de Middlesex.</p> <p>22. La municipalité régionale de Niagara.</p> <p>23. Le comté de Northumberland.</p> <p>24. La municipalité régionale d'Ottawa-Carleton.</p> <p>25. Le comté d'Oxford.</p> <p>26. La municipalité régionale de Peel.</p> <p>27. Le comté de Perth.</p> <p>28. Les parties suivantes du comté de Peterborough :</p> <p>a) la cité de Peterborough;</p> <p>b) les villages de Havelock, de Lakefield, de Millbrook et de Norwood;</p> <p>c) les cantons d'Asphodel, de Belmont, de Cavan, de Douro, de Dummer, d'Ennismore, de Harvey, de North Monaghan, d'Otonabee, de Smith et de South Monaghan.</p> | <p>29. Les comtés unis de Prescott et Russell.</p> <p>30. Le comté de Prince Edward.</p> <p>31. Le comté de Simcoe.</p> <p>32. Les comtés unis de Stormont, Dundas et Glengarry.</p> <p>33. La municipalité régionale de Sudbury.</p> <p>34. Les cantons géographiques de Dill, de Dryden et de Trill dans le district territorial de Sudbury.</p> <p>35. Le comté de Victoria, à l'exception des cantons de Dalton, de Laxton, Digby et Longford et de Somerville.</p> <p>36. Le comté de Wellington.</p> <p>37. La municipalité régionale de Waterloo.</p> <p>38. La municipalité régionale de York. Règl. de l'Ont. 512/91, art. 2, <i>en partie</i>.</p> <p>40/91</p> |
|---|---|

LABOUR RELATIONS ACT

O. Reg. 513/91.
 Office of the Board.
 Made—July 12th, 1991.
 Approved—September 13th, 1991.
 Filed—September 16th, 1991.

LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL

Règl. de l'Ont. 513/91
 Bureaux de la Commission
 pris—le 12 juillet 1991
 approuvé—le 13 septembre 1991
 déposé—le 16 septembre 1991

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 545 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 LABOUR RELATIONS ACT**

1. Regulation 545 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
 RÈGLEMENT 545 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
 DE L'ONTARIO DE 1980
 PRIS EN APPLICATION DE LA
 LOI SUR LES RELATIONS DE TRAVAIL**

1. Le Règlement 545 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

BUREAUX DE LA COMMISSION

1 Les bureaux de la Commission sont situés au 400, avenue University, Toronto (Ontario). Règl. de l'Ont. 513/91, art. 1.

ONTARIO LABOUR RELATIONS BOARD:

LA COMMISSION DES RELATIONS DE
 TRAVAIL DE L'ONTARIO,

MORT MITCHNICK
Chair
Le président

Dated at Toronto, this 12th day of July, 1991.
 Fait à Toronto le 12 juillet 1991.

40/91

MENTAL HOSPITALS ACT**O. Reg. 514/91.**

Application of Section 10 of the Public Hospitals Act.
 Made—September 13th, 1991.
 Filed—September 16th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 214/81
 MADE UNDER THE
 MENTAL HOSPITALS ACT**

1. Ontario Regulation 214/81 is amended by adding the following French version:

**APPLICATION DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI SUR
 LES HÔPITAUX PUBLICS**

1 L'article 10 de la *Loi sur les hôpitaux publics* est désigné comme disposition applicable à un établissement désigné en vertu de l'article 1 du Règlement 611 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980. Règl. de l'Ont. 514/91, art. 1.

40/91

DRUGLESS PRACTITIONERS ACT**O. Reg. 515/91.**

Classifications.
 Made—September 13th, 1991.
 Filed—September 16th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 249 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 DRUGLESS PRACTITIONERS ACT**

1. Regulation 249 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

CLASSIFICATIONS**CHIROPRACTIENS**

1 (1) Les personnes qui appliquent le système de traitement prescrit au paragraphe (2) sont classées dans la catégorie des chiropraticiens.

(2) Le système de traitement que peuvent appliquer les chiropraticiens consiste à traiter les personnes en atténuant les effets des facteurs gênant le fonctionnement normal du système nerveux du corps; à cette fin, ils peuvent effectuer diverses manipulations et autres traitements mécaniques sur des articulations et des tissus, en particulier ceux de la colonne vertébrale et, au besoin, tirer parti des effets que produisent :

- a) l'exercice;
- b) la lumière;
- c) la thérapie;
- d) l'hydrothérapie;
- e) l'électrothérapie.

Règl. de l'Ont. 515/91, art. 1, en partie.

LOI SUR LES HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES**Règl. de l'Ont. 514/91**

Application de l'article 10 de la Loi sur les hôpitaux publics pris—le 13 septembre 1991
 déposé—le 16 septembre 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
 RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 214/81
 PRIS EN APPLICATION DE LA
 LOI SUR LES HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES**

1. Le Règlement de l'Ontario 214/81 est modifié par adjonction de la version française suivante :

**APPLICATION DE L'ARTICLE 10 DE LA LOI SUR
 LES HÔPITAUX PUBLICS**

1 L'article 10 de la *Loi sur les hôpitaux publics* est désigné comme disposition applicable à un établissement désigné en vertu de l'article 1 du Règlement 611 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980. Règl. de l'Ont. 514/91, art. 1.

40/91

LOI SUR LES PRATICIENS NE PRESCRIVANT PAS DE MÉDICAMENTS**Règl. de l'Ont. 515/91**

Classifications
 pris—le 13 septembre 1991
 déposé—le 16 septembre 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
 RÈGLEMENT 249 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
 DE L'ONTARIO DE 1980
 PRIS EN APPLICATION DE LA
 LOI SUR LES PRATICIENS NE PRESCRIVANT PAS
 DE MÉDICAMENTS**

1. Le Règlement 249 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

MASSEURS

2 (1) Dans le présent article, le terme « association » comprend un club, une société commerciale ou un organisme sans personnalité morale.

(2) Les personnes qui appliquent le système de traitement prescrit au paragraphe (3) sont classées dans la catégorie des masseurs.

(3) Le système de traitement que peuvent appliquer les masseurs consiste à traiter les personnes :

- a) en pétrissant, frottant et massant le corps, mais sans effectuer de traitement mécanique, ni tenter d'en effectuer un, sur une partie quelconque de l'ossature;
- b) en utilisant des étuves, des bains électriques, des bains de lumière électrique ou des bains de vapeurs médicamenteuses ou autres;
- c) en utilisant des lampes thermiques ou à ultraviolets.

(4) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux entraîneurs employés par des associations sportives pour les services qu'ils rendent aux membres de ces associations pendant les périodes d'entraînement ou de compétition. Règl. de l'Ont. 515/91, art. 1, en partie.

PHYSIOTHÉRAPEUTES

3 (1) Dans le présent article, le terme « ordonnance » désigne l'instruction donnée par un médecin dûment qualifié enjoignant à un physiothérapeute d'administrer un traitement à une personne nommément désignée.

(2) Les personnes qui appliquent le système de traitement prescrit au paragraphe (3) sont classées dans la catégorie des physiothérapeutes.

(3) Le système de traitement que peuvent appliquer les physiothérapeutes consiste à traiter les personnes :

- a) dans le cas d'un physiothérapeute enregistré en vertu de la Loi en date du 31 janvier 1955;

- b) dans le cas d'un physiothérapeute enregistré après la date mentionnée à l'alinéa a), en exécution d'une ordonnance;
- c) par massage et manipulation du corps;
- d) par l'utilisation :
- (i) d'énergie électrique ou rayonnante, à l'exception de l'énergie rayonnante provenant de matériaux radio-actifs ou d'appareils à rayons X,
- (ii) d'énergie mécanique;
- e) au moyen d'exercices corporels dans n'importe quel milieu approprié. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

40/91

DRUGLESS PRACTITIONERS ACT

O. Reg. 516/91.

Chiropractors.

Made—August 12th, 1991.

Approved—September 13th, 1991.

Filed—September 16th, 1991.

LOI SUR LES PRATICIENS NE PRESCRIVANT PAS DE MÉDICAMENTS

Règl. de l'Ont. 516/91

Chiropraticiens

pris—le 12 août 1991

approuvé—le 13 septembre 1991

déposé—le 16 septembre 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 248 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DRUGLESS PRACTITIONERS ACT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 248 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES PRATICIENS NE PRESCRIVANT PAS
DE MÉDICAMENTS

1. Regulation 248 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement 248 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

CHIROPATICIENS

DÉFINITIONS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« conseil » Conseil d'administration des chiropraticiens. (« Board »)

« secrétaire-trésorier » Secrétaire-trésorier du conseil. (« secretary-treasurer ») Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

INSCRIPTION

2 Le secrétaire-trésorier tient un tableau des personnes autorisées à exercer la profession de chiropraticien. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

3 Le secrétaire-trésorier inscrit à titre de chiropraticien quiconque :

- a) a une bonne moralité;
- b) a au moins dix-huit ans;
- c) a réussi les examens prescrits à l'article 17;
- d) a acquitté les droits d'inscription prescrits à l'alinéa 8 a). Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

4 Le secrétaire-trésorier peut inscrire quiconque :

- a) satisfait aux exigences du paragraphe 19 (1);
- b) a réussi les examens prescrits par la Commission canadienne des examens de chiropratique, ou tout organisme l'ayant précédée, dans les matières mentionnées à l'article 17;

c) acquitte les droits d'inscription prescrits à l'alinéa 8 a). Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

5 Le secrétaire-trésorier inscrit quiconque :

- a) est inscrit à titre de chiropraticien dans une compétence territoriale :
- (i) située à l'extérieur de l'Ontario en vertu de règlements semblables au présent règlement,
- (ii) où les personnes inscrites à titre de chiropraticiens en vertu de la Loi peuvent s'inscrire sans subir d'examen;
- b) acquitte les droits d'inscription prescrits à l'alinéa 8 a). Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

5a Le secrétaire-trésorier peut inscrire tout candidat :

- a) qui a obtenu un diplôme en chiropratique ou un diplôme d'une école visée à l'article 26 ou d'une école accréditée par un organisme d'accréditation dans la compétence territoriale où se trouve l'école, le cas échéant, à condition que cet organisme soit reconnu par le gouvernement de la compétence territoriale dans laquelle l'organisme exerce ses activités;
- b) qui, selon le cas :
- (i) a terminé avec succès un programme agréé de formation organisé par une école visée à l'article 26,
- (ii) détient une bourse de recherche ou possède un certificat d'études spécialisées dans une spécialité agréée et reconnue par une école visée à l'article 26,

(iii) possède au moins cinq ans d'expérience à titre de chiropraticien;

- c) qui est nommé professeur à temps plein dans une école visée à l'alinéa 26 (1) a);
- d) qui prouve qu'aucune allégation d'inconduite ou incompetence professionnelle, ou d'incapacité physique ou mentale n'a été établie contre lui et qu'aucune poursuite à cet égard n'a été ou n'est actuellement intentée contre lui en ce qui concerne son inscription à titre de chiropraticien dans toute compétence territoriale où il a exercé cette profession. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) L'inscription d'un chiropraticien expire le premier lundi de février de chaque année.

(2) Le secrétaire-trésorier renouvelle l'inscription du chiropraticien pour un an si celui-ci acquitte les droits de renouvellement prescrits à l'alinéa 8 b). Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Si le chiropraticien inscrit n'acquitte pas les droits de renouvellement au plus tard à la date d'expiration de son inscription, le secrétaire-trésorier l'avertit de l'expiration de son inscription par courrier recommandé envoyé à la dernière adresse connue qui figure au tableau.

(2) Si un chiropraticien dont l'inscription a expiré acquitte les droits prescrits à l'alinéa 8 c) dans les deux ans qui suivent l'expiration de son inscription, le secrétaire-trésorier rétablit son inscription. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

8 Les droits que doit acquitter un chiropraticien s'élèvent à :

- a) 185 \$ lors de son inscription;
- b) 375 \$ lors du renouvellement de son inscription avant la date d'expiration;
- c) 565 \$ si l'inscription du chiropraticien a expiré et qu'il en demande le renouvellement dans les deux années qui suivent la date d'expiration;
- d) 625 \$ si l'inscription du chiropraticien a expiré et qu'il en demande le renouvellement deux ans ou plus après la date d'expiration. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

9 Si une inscription n'a pas été renouvelée et que plus de deux années consécutives se sont écoulées depuis la date d'expiration, le conseil peut réinscrire le chiropraticien qui :

- a) acquitte les droits prescrits à l'alinéa 8 d);
- b) réussit les examens que le conseil peut prescrire;
- c) présente au conseil une preuve acceptable de sa compétence à titre de chiropraticien. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

DISCIPLINE

10 (1) Le conseil peut, après une audience, suspendre ou annuler l'inscription de la personne reconnue coupable d'inconduite, d'ignorance ou d'incompétence.

(2) Avant de tenir une audience, le conseil fait parvenir au chiropraticien, par courrier recommandé envoyé à la dernière adresse connue qui figure au tableau, un avis :

- a) fournissant les détails de la prétendue inconduite, ignorance ou incompetence, et la nature des preuves à l'appui;
- b) fixant la date, l'heure et le lieu de l'audience.

(3) Le conseil prévoit un délai d'au moins dix jours francs entre la date d'envoi de l'avis et celle de l'audience.

(4) Si le chiropraticien ne comparait pas à l'audience à la date, à l'heure et au lieu fixés, l'audience peut être tenue et une décision peut être rendue en son absence.

(5) Au cours de l'audience, le chiropraticien a le droit d'entendre les preuves présentées contre lui, de contre-interroger les témoins, d'appeler des témoins à sa décharge et de présenter sa plaidoirie.

(6) À l'audience, le chiropraticien peut être représenté par un avocat ou un agent.

(7) Si le conseil décide de suspendre l'inscription d'un chiropraticien, la période de suspension ne doit pas dépasser trois mois. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

11 (1) Le conseil peut nommer un inspecteur pour faire enquête sur les plaintes formulées contre un chiropraticien.

(2) L'inspecteur fait enquête sur toute plainte écrite selon laquelle un chiropraticien est coupable d'inconduite, ou a fait preuve d'une ignorance ou d'une incompetence telle que l'annulation ou la suspension de son inscription devient souhaitable dans l'intérêt du public.

(3) L'inspecteur présente au conseil un rapport sur chaque enquête qu'il fait. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

12 (1) Aucun chiropraticien ne publie, n'affiche, ne distribue ni cause ou permet, directement ou indirectement, la publication, l'affichage, la distribution ou l'utilisation d'avis, d'annonces ou de tout matériel, relatifs à l'exercice de la chiropratique et contenant autre chose que son nom, son adresse, son numéro de téléphone, les heures d'ouverture de son cabinet et ses compétences professionnelles, sans avoir au préalable soumis ces affiches, publicités ou matériel au conseil, qui peut accorder ou refuser la permission de les publier, distribuer ou utiliser.

(2) Le chiropraticien qui enfreint le paragraphe (1) est réputé coupable d'inconduite au sens du présent règlement.

(3) Le chiropraticien qui publie, affiche, distribue ou cause ou permet, directement ou indirectement, la publication, l'affichage, la distribution ou l'utilisation d'avis, d'annonces ou de tout matériel contenant des déclarations inexacts, trompeuses ou déformées relativement à des fonctions ou troubles corporels, quels qu'ils soient, à des guérisons dues à ses méthodes et traitements, ou à sa formation, ses compétences professionnelles ou les résultats qu'il a obtenus, est réputé coupable d'inconduite au sens du présent règlement. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

DÉSIGNATION

13 Seul un chiropraticien inscrit en vertu de la Loi peut faire de la publicité, pour annoncer qu'il possède les compétences requises pour exercer la profession de chiropraticien, ou utiliser un titre ou ajouter à son nom un affixe indiquant qu'il est habilité à exercer cette profession. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

14 La seule désignation professionnelle à laquelle les chiropraticiens peuvent prétendre est celle de chiropraticien. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

INDEMNITÉS ACCORDÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL

15 L'indemnité journalière accordée :

- a) aux membres du conseil, à l'exclusion du président, s'élève à 200 \$;
- b) au président s'élève à 225 \$.

Les membres du conseil ont également droit au remboursement des frais de déplacement et d'autres frais nécessaires qu'ils ont effectivement engagés pendant l'exercice de leurs fonctions pour le conseil. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

VÉRIFICATION

16 Les comptes du conseil sont vérifiés annuellement par un comptable agréé. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

EXAMENS

17 (1) Le conseil prescrit les examens d'admission que doivent subir les chiropraticiens qui veulent exercer en Ontario. Ces examens portent sur les matières prescrites au paragraphe (2).

(2) Les matières d'examen sont les suivantes :

- a) anatomie;
- b) neurologie;
- c) physiologie;
- d) microbiologie et santé publique;
- e) chimie physiologique;
-
- g) diagnostic et symptomatologie;
- h) pathologie;
- i) principes de l'exercice, des techniques et des traitements de la chiropratique.

(3) Les examens portant sur les matières visées :

- a) aux alinéas (2) a) à h) sont écrits;
- b) à l'alinéa (2) i) sont écrits et oraux.

(4) Le candidat réussit l'examen s'il obtient une note d'au moins 50 pour cent dans chaque matière visée au paragraphe (2), et une moyenne d'au moins 60 pour cent pour l'ensemble des matières visées au paragraphe (2). Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

18 (1) Le conseil tient ou fait tenir des examens par la Commission canadienne des examens de chiropratique au moins une fois par an.

(2) Le conseil tient ou fait tenir des examens supplémentaires dans les quatre mois qui suivent la date des examens prévus au paragraphe (1). Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

19 (1) Peut présenter sa candidature aux examens auprès du secrétaire-trésorier quiconque :

- a) a une bonne moralité;
-
- c) a obtenu un diplôme d'une école mentionnée à l'article 26.

(2) Les candidatures aux examens sont présentées au secrétaire-trésorier selon la formule 1 au moins trente jours avant la date des examens.

(3) Le candidat joint ce qui suit à sa demande :

- a) deux lettres attestant de sa bonne moralité;
-
- c) un certificat présenté selon la formule 2, rempli par le directeur du personnel enseignant d'une école mentionnée à l'article 26;
- d) les droits d'examen prescrits à l'article 22.
-

(5) Le conseil étudie chaque candidature. Si elle est conforme aux dispositions du présent règlement, le conseil fait envoyer au candidat, par le secrétaire-trésorier, un avis indiquant l'heure, la date et le lieu de l'examen. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

20 (1) Peut subir les examens quiconque :

- a) a reçu l'avis prévu au paragraphe 19 (5);
- b) a acquitté les droits prescrits à l'article 22.

(2) Peut se présenter aux examens supplémentaires dans les matières mentionnées au paragraphe 17 (2) quiconque :

- a) a subi les examens;
- b) a échoué dans au plus trois matières ou obtenu 50 pour cent des points dans chacune des matières visées au paragraphe 17 (2), mais n'a pas atteint la moyenne de 60 pour cent pour l'ensemble des matières visées au paragraphe 17 (2);
- c) a acquitté les droits d'examen prescrits à l'article 22. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

21 Le candidat aux examens ou examens supplémentaires dispose de :

- a) une heure et demie pour l'épreuve écrite prévue pour chaque matière;
- b) trente minutes pour l'épreuve orale. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

DROITS D'EXAMEN

22 Les droits d'examen sont les suivants :

- a) 75 \$ pour chaque matière d'examen;
- b) 100 \$ pour chaque matière d'examen supplémentaire.

Les droits totaux pour un examen ne doivent en aucun cas dépasser 200 \$. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

EXAMINATEURS

23 (1) Le conseil nomme, au moins trois mois avant la date des examens ou des examens supplémentaires, un nombre suffisant d'examineurs, y compris un examinateur en chef, pour faire passer les examens.

(2) Seul un membre du conseil peut être nommé examinateur en chef. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

25 (1) L'examineur en chef :

- a) prépare les épreuves de chaque matière avec l'aide des examinateurs;
- b) présente les épreuves préparées conformément à l'alinéa a) au conseil;
- c) fait passer les épreuves au moment fixé par le conseil.

(2) Tout examen que subit un candidat doit avoir été approuvé par le conseil. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, *en partie*.

ÉCOLES DE CHIROPATIQUE

26 (1) Le candidat aux examens doit avoir terminé un programme dans une école de formation :

- a) de l'Ontario qui offre un cours de chiropratique conforme aux dispositions du paragraphe (2);

- b) située en dehors du Canada qui :
 - (i) offre un cours de chiropratique conforme aux dispositions du paragraphe (2),
 - (ii) est accréditée par la Commission d'agrément du Conseil sur l'enseignement de la chiropratique.

(2) Le programme de chiropratique doit se dérouler sur au moins quatre années universitaires de neuf mois chacune et comprendre au moins 4 200 heures d'enseignement dans les matières suivantes :

1. Anatomie, avec dissection.
2. Physiologie.
3. Chimie.
4. Médecine légale.
5. Pathologie.
6. Psychologie.
7. Ophtalmologie.
8. Oto-laryngologie.
9. Histologie.
10. Diététique.
11. Diagnostic et symptomatologie.
12. Radiologie.
13. Premiers soins et interventions chirurgicales mineures.
14. Psychiatrie.
15. Bactériologie.
16. Hygiène et hygiène publique.
17. Obstétrique.
18. Formation clinique.
19. Principes de l'exercice, des techniques et des traitements de la chiropratique. Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments

DEMANDE D'INSCRIPTION À TITRE DE CHIROPRACTICIEN PAR EXAMEN

Au : Secrétaire-trésorier
Conseil d'administration des chiropraticiens

Je soussigné(e),
(nom)
.....
(adresse)

demande à être inscrit(e) à titre de chiropraticien(chiropraticienne) et soumet à cet effet les renseignements suivants :

1. Date et lieu de naissance :
2. Adresse :
(bureau de poste) (province)

3. Éducation préparatoire :
.....
.....
4. Je suis diplômé(e) de l'École ou du Collège de
chiropratique de
5. J'ai suivi les cours magistraux suivants à l'école ou au collège mentionné à la disposition 4 et ai obtenu des certificats dans les matières facultatives suivantes :
.....
.....

Fait le 19....

.....
(signature du/de la candidat(e))

Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, en partie.

Formule 2

Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments

CERTIFICAT D'ÉTUDES EN CHIROPRACTIQUE

Je soussigné(e),
(nom)

directeur(directrice) du personnel enseignant de
(école ou collège)

atteste par la présente que
(nom du/de la diplômé(e))

a terminé avec succès le cours de chiropratique offert à
.....
(école ou collège)

Fait le 19....

.....
(signature)

Règl. de l'Ont. 516/91, art. 1, en partie.

BOARD OF DIRECTORS OF CHIROPRACTIC:

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DES
CHIROPRACTICIENS,

EDWARD BURGE
Chair
Le président

S.W. STOLARSKI
Registrar
Le registrateur

Dated at Toronto, this 12th day of August, 1991.
Fait à Toronto le 12 août 1991.

MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT

O. Reg. 517/91.
Intermittent Sentences.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 650 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT

1. Regulation 650 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

SENTENCES DISCONTINUES

1 (1) Le détenu qui purge une peine de façon discontinue dans un établissement correctionnel verse les droits suivants au ministère, en guise de remboursement partiel des dépenses engagées par l'établissement au titre de sa nourriture, de son hébergement et de son habillement :

- 1. Si le détenu purge une peine de façon discontinue sur une base quotidienne 5 \$ par jour
- 2. Si le détenu purge une peine de façon discontinue exclusivement pendant les fins de semaines 10 \$ par fin de semaine

(2) Le détenu est dispensé de l'obligation de verser des droits visés au paragraphe (1) si, selon le cas :

LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES CORRECTIONNELS

Règl. de l'Ont. 517/91
Sentences discontinues
pris—le 13 septembre 1991
déposé—le 16 septembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 650 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LE MINISTÈRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS

1. Le Règlement 650 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

- a) il étudie dans une école, un collège ou une université, ou est inscrit à un cours de formation professionnelle ou technique;
- b) il n'a pas d'emploi rémunéré et il fait des efforts raisonnables pour en trouver un;
- c) il souffre d'un handicap ou d'un trouble physique ou psychologique qui l'empêche de trouver un emploi rémunéré;
- d) il fait l'objet d'une ordonnance de dispense que le ministre a rendue pour un motif approprié.

(3) Est coupable d'un acte de mauvaise conduite au sens du Règlement 649 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980, le détenu qui refuse ou omet de payer les droits fixés aux termes du présent article, sauf s'il bénéficie d'une dispense en vertu du paragraphe (2). Règl. de l'Ont. 517/91, art. 1.

40/91

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

O. Reg. 518/91.
Fees and Expenses—Justices of the Peace.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 620/85
MADE UNDER THE
ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

1.—(1) Subsection 1 (1) of Ontario Regulation 620/85, as remade by section 1 of Ontario Regulation 172/90 and amended by section 1 of Ontario Regulation 294/90, is revoked and the following substituted:

(1) In an area in which sections 4, 15, 16 and 18 and subsection 17 (2) of the *Justices of the Peace Act, 1989* do not apply, a part-time justice of the peace who is not employed in the public service of Ontario shall be paid the following fees in respect of duties performed on and after the 1st day of January, 1991:

- 1. Receiving and swearing an information,
 - i. information portion of a summary conviction ticket or an information charging a parking by-law violation \$.67
 - ii. all other information other than an information to obtain a search warrant 1.39

- 2. Swearing an affidavit including an affidavit of service \$.67
- 3. Considering the issue of process and, where appropriate, issuing process in matters other than where the information charges a parking by-law violation,
 - i. considering the issue of process where no process issued 1.39
 - ii. considering the issue and issuing the summons and a copy 1.39
 - iii. considering the issue of a warrant and issuing the warrant 1.39
- 4. Considering the issue of process and, where appropriate, issuing process on an information charging a parking by-law violation including a summons and a copy thereof,
 - i. considering the issue of process where no process issued67
 - ii. considering the issue of process and issuing process including a summons and copy thereof67
- 5. Considering the issue and, where appropriate, issuing a warrant where a summons has been issued in the first instance,
 - i. considering the issue of a warrant where no warrant issued 1.39

<p>ii. considering the issue where a warrant is issued \$ 1.39</p> <p>6. Considering and, where appropriate, confirming the issue of an appearance notice, promise to appear or recognizance entered into before an officer-in-charge or a summons served under section 23 of the <i>Provincial Offences Act</i>,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. considering the confirmation where the documents are not confirmed 1.39</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. considering the confirmation where the documents have been confirmed 1.39</p> <p>7. Issuing <i>subpoena</i> (one per case) to witnesses, unless the justice of the peace or the court considers it necessary or desirable to issue more than one67</p> <p>8. Copy of <i>subpoena</i> for a witness44</p> <p>9.—(1) Receiving and swearing an information for a search warrant or receiving a report in writing under section 199 of the <i>Criminal Code</i> (Canada) . . . 1.39</p> <p style="padding-left: 20px;">(2) Considering the issue of a search warrant where no search warrant issued 2.78</p> <p style="padding-left: 20px;">(3) Considering the issue of a search warrant and, if appropriate, issuing a search warrant 2.78</p> <p>10. Attending to remand prisoners, to adjourn show cause hearings before the commencement of taking evidence, to take undertakings with or without conditions or to take recognizances of bail where the judicial interim release orders have already been made and a surety is named or not required, including the preparation and completion of all documents,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. per attendance between the hours of 8 a.m. and 12 midnight 14.58</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. per attendance between the hours of 12 midnight and 8 a.m. 29.15</p> <p>11. Conducting one or more judicial interim release hearings or examining sureties, including preparation of all necessary documents such as judicial interim release orders, warrants of remand, undertakings or recognizances where the accused are released immediately following the hearing and the completion of warrants of committal where the accused are not released,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. for the first hour or part thereof 53.80</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. for each additional hour or part thereof 21.50</p> <p>12. Adjourning cases and setting dates for trial as assigned by a provincial judge,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. for the first hour or part thereof 53.80</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. for each additional hour or part thereof 21.50</p> <p>13. Carrying out the duties of a justice of the peace as assigned by a provincial judge, other than duties described in paragraphs 11, 12, 14, 15, 16 and 17, but including pleas of guilty with an explanation for each hour or part thereof 17.71</p> <p>14. Carrying out the duties of a justice of the peace as assigned by a provincial judge, to hear and determine prosecutions in a provincial offences court or a summary conviction court, including pleas of guilty</p>	<p>with an explanation, where these sittings precede the sittings designated for not guilty pleas or where the justice of the peace is assigned by the provincial judge to attend at a location solely for receiving pleas of guilty with an explanation,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. for the first hour or part thereof \$53.80</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. for each additional hour or part thereof 21.50</p> <p>15. Receiving and swearing an information under section 10 of the <i>Mental Health Act</i> and conducting a hearing in respect of a request for an order for examination in the prescribed form,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. for the first hour or part thereof 53.80</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. for each additional hour or part thereof 21.50</p> <p>16. Presiding as a justice of the peace at a hearing under section 490 of the <i>Criminal Code</i> (Canada) concerning the return or detention of things seized by a peace officer or other person,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. for the first hour or part thereof 53.80</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. for each additional hour or part thereof 21.50</p> <p>17. Presiding as a justice of the peace at night court sittings in The Municipality of Metropolitan Toronto for any purpose other than receiving pleas of guilty with an explanation, in addition to regular daily duties,</p> <p style="padding-left: 20px;">i. for the first hour or part thereof 62.55</p> <p style="padding-left: 20px;">ii. for each additional half hour or part thereof . . 14.02</p> <p>18. Preparing a copy of a writing or certificate, or both a writing and a certificate, including a conviction or order upon the request of any person, per page . . . 2.04</p> <p>19. Attendance to take any recognizance other than a recognizance of bail (including preparation and completion of recognizance and copies) 2.78</p> <p>20. Preparing a bill of costs, when made out in detail upon the request of a party to the proceedings67</p> <p>21. Receiving money and issuing an official receipt therefor in respect of a fine or costs, or both, on behalf of a provincial court67</p> <p>22. Attending at the direction of the sheriff for the drafting of a panel of jurors under sections 17 and 19 of the <i>Juries Act</i>, per hour 14.36</p> <p>23. Solemnizing a marriage 10.38</p>
---	---

O. Reg. 518/91, s. 1 (1).

(2) Section 1 of the Regulation is further amended by adding the following subsections:

(2b) Subsection (2c) applies to a justice of the peace who performs one or more of the duties described in paragraph 11, 12, 14, 15 or 16 of subsection (1) within the working day of 7¼ hours and who performs additional duties under one or more of those paragraphs outside those hours on the same working day.

(2c) Despite subsection (2), the fee for the additional duties shall be the fee prescribed under the paragraphs,

- (a) for the first hour or part thereof; and

(b) for any additional hour or part thereof. O. Reg. 518/91, s. 1 (2), *part*.

(4d) Despite subsections (4), (4a), (4b) and (4c), for duties performed on and after the 7th day of January, 1991 a justice of the peace shall not be paid fees under this section in excess of \$2,200 for any fourteen-day period commencing on the 7th day of January, 1991 and every second Monday thereafter and ending on Sunday of the following week.

(4e) The limit of \$2,200 set out in subsection (4d) does not apply to fees for duties that are performed under paragraph 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 or 17 of subsection (1) outside the working day of 7 $\frac{1}{4}$ hours. O. Reg. 518/91, s. 1 (2), *part*.

40/91

JUSTICES OF THE PEACE ACT, 1989

O. Reg. 519/91.
Salaries and Benefits.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 398/84 MADE UNDER THE JUSTICES OF THE PEACE ACT, 1989

1.—(1) Subsection 1 (2) of Ontario Regulation 398/84, as remade by section 1 of Ontario Regulation 707/89 and amended by section 1 of Ontario Regulation 174/90, is further amended by striking out “April, 1990” in the fifth line and substituting “January, 1991”.

(2) Subsection 1 (3) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 297/90, is amended by striking out “\$2,254” in the sixth line and substituting “\$2,376” and by striking out “1989” in the last line and substituting “1991”.

2.—(1) Subsection 2a (2) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 297/90, is amended by inserting “On and after the 1st day of January, 1991,” at the beginning.

(2) Paragraph 1 of subsection 2a (2), as made by section 3 of Ontario Regulation 297/90, is amended by striking out “\$370.30” in the fifth line and substituting “\$390.30”.

(3) Paragraph 2 of subsection 2a (2), as made by section 3 of Ontario Regulation 297/90, is amended by striking out “\$718.35” in the sixth line and substituting “\$757.14”.

(4) Paragraph 3 of subsection 2a (2), as made by section 3 of Ontario Regulation 297/90, is amended by striking out “\$84.50” in the fifth line and substituting “\$89.06”.

(5) Paragraph 4 of subsection 2a (2), as made by section 3 of Ontario Regulation 297/90, is amended by striking out “\$718.35” in the sixth line and substituting “\$757.14”.

(6) Paragraph 5 of subsection 2a (2), as made by section 3 of Ontario Regulation 297/90, is amended by striking out “\$27.66, \$56.49 or \$84.14” in the sixth line and substituting “\$29.15, \$59.54 or \$88.68”.

3. Tables 1 and 2 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 174/90, are revoked and the following substituted:

TABLE 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
Level	Annual Salary on and after April 1, 1990	Annual Salary on and after January 1, 1991
1	\$40,376	\$42,556
2	42,059	44,330
3	43,740	46,102
4	45,466	47,921
5	47,839	50,422

O. Reg. 519/91, s. 3, *part*.

TABLE 2

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
Level	Annual Salary on and after April 1, 1990	Annual Salary on and after January 1, 1991
1	\$45,768	\$48,239
2	47,666	50,240
3	50,082	52,786
4	52,586	55,426
5	55,215	58,197

O. Reg. 519/91, s. 3, *part*.

40/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 520/91.
Furs.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 18th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 415 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1.—(1) Subsections 12 (1), (5) and (6) of Regulation 415 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 628/87, are revoked and the following substituted:

(1) A licence issued to a person to buy pelts from a person who operates a fur auction shall be in Form 4 and shall be issued without payment of a fee. O. Reg. 520/91, s. 1 (1), *part*.

(2) Subsection 12 (7) of the Regulation, as made by section 8 of Ontario Regulation 203/82, is revoked and the following substituted:

(7) A pelt bought at a fur auction by the holder of a licence in Form 4 shall not be sold by the holder except at that auction. O. Reg. 520/91, s. 1 (2).

2. Form 4 of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 519/85 and amended by section 2 of Ontario Regulation 628/87, is revoked and the following substituted:

Form 4

Game and Fish Act

Licence to Buy Pelts

at (Name of Fur Auction)

Under the Game and Fish Act and the regulations made under the Act, and subject to the limitations of the Act and regulations, this licence is issued to

..... (Last Name) (First Name or Initials)

of to buy pelts at the above-named fur auction.

This licence expires on the 30th day of June next following the date on which it is issued.

The person to whom this licence is issued shall not take physical possession in Ontario of the pelts he or she buys, and shall not sell the pelts except at the fur auction where they were purchased.

The person to whom this licence is issued may surrender it and obtain a fur-dealer's licence.

..... Date of Issue Signature of Issuer

O. Reg. 520/91, s. 2.

40/91

GAME AND FISH ACT

WMU 60

O. Reg. 521/91. Open Seasons—Moose and Deer. Made—September 13th, 1991. Filed—September 18th, 1991.

All that land in the counties of Haliburton, Hastings, Peterborough and Victoria, in the Province of Ontario, described in WMUs 60A, 60B and 60C.

(2) The Schedule to the Regulation is amended by adding the following:

REGULATION TO AMEND REGULATION 428 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

WMU 60C

1.—(1) Item 53 of Schedule 3 to Regulation 428 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 335/91, is amended by striking out "or bows and arrows or shotguns" in the second and third lines of Column 4.

Petroglyphs Provincial Park, except those areas that are shown as areas in which hunting is prohibited on a plan entitled Algonquin-Petroglyphs (Hunting Area), bearing the seal of the Registrar of Regulations, that is shown to have been signed by the Regional Director of the Algonquin Region of the Ministry of Natural Resources on the 6th day of August, 1991 and that is filed in the office of the Park Superintendent.

(2) Item 56 of Schedule 3 to the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 335/91, is amended by striking out "or bows and arrows or shotguns" in the second and third lines of Column 4.

40/91

GAME AND FISH ACT

40/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 523/91. Open Seasons—Moose and Deer. Made—September 13th, 1991. Filed—September 18th, 1991.

O. Reg. 522/91. Wildlife Management Units. Made—September 13th, 1991. Filed—September 18th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 428 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 155/82 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1.—(1) The description of Wildlife Management Unit 60, as set out in the Schedule to Ontario Regulation 155/82, as remade by section 1 of Ontario Regulation 518/85, is revoked and the following substituted:

1. Subsection 11 (1) of Regulation 428 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 512/88 and amended by section 1 of Ontario Regulation 346/89, section 1 of Ontario Regulation 539/89, section 1 of Ontario Regulation 630/89, section 1 of Ontario Regulation 586/90 and section 1 of Ontario Regulation 335/91, is further amended by inserting after "53B" in the fourth line "60C".

2. Schedule 3 to the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 335/91, is amended by adding the following item:

62.	60C	October 14 to October 18 and October 21 to October 25	Only bows and arrows, other than crossbows, may be used. No person shall use or be accompanied by a dog.
40/91			

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 524/91.

Petroglyphs Provincial Park Hunting Area.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 18th, 1991.

**REGULATION TO REVOKE
ONTARIO REGULATION 646/81
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT**

1. Ontario Regulation 646/81 is revoked.

40/91

SURVEYS ACT

O. Reg. 525/91.

Monuments.
Made—September 13th, 1991.
Filed—September 18th, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
SURVEYS ACT**

MONUMENTS

1.—(1) In this Regulation,

“built-up area” means land that is primarily used or zoned for residential, commercial or industrial purposes;

“concrete pin” means an iron or steel pin at least five millimetres in diameter and at least five centimetres long;

“cut cross” means a mark in the form of a cross seventy-five millimetres in both width and length;

“easement survey” means a survey in respect of an easement that defines, locates or describes the limits of a parcel of land subject to or proposed to be subject to the easement;

“iron bar” means an iron or steel bar fifteen millimetres square and at least fifteen centimetres long and which, if sixty centimetres long, is pointed at one end;

“rock bar” means an iron or steel bar twenty-five millimetres square and fifteen centimetres long;

“rock plug” means a ferrous metal shaft at least fifteen millimetres round or square and at least seven centimetres long;

“rock post” means a ferrous metal shaft at least fifteen millimetres round or square and at least seven centimetres long with a bronze or aluminum identification cap;

“route survey” means a survey in respect of the fee simple of land that defines, locates or describes the limits of the land that is used or is proposed to be used for the route of a highway, railway, pipeline or public utility;

“short standard iron bar” means an iron or steel bar twenty-five millimetres square and sixty centimetres long and pointed at one end;

“standard iron bar” means an iron or steel bar twenty-five millimetres square and 120 centimetres long and pointed at one end.

(2) A monument mentioned in clauses 2 (1) (a) to (h) that otherwise meets the definition of that monument set out in subsection (1), but is one millimetre larger or smaller in cross-section, shall be deemed to be the defined monument. O. Reg. 525/91, s. 1.

2.—(1) A surveyor shall define each point in a survey that requires monumentation under this Regulation with a monument that is,

- (a) a concrete pin;
- (b) a cut cross;
- (c) an iron bar;
- (d) a rock bar;
- (e) a rock plug;
- (f) a rock post;
- (g) a short standard iron bar; or
- (h) a standard iron bar.

(2) A surveyor using a concrete pin shall securely drive or wedge the pin into bedrock or concrete so that the top of the pin is flush with the surface of the bedrock or concrete.

(3) A surveyor using a cut cross shall cut the mark into bedrock or concrete so that it is five millimetres across and five millimetres deep.

(4) A surveyor using an iron bar sixty centimetres long shall plant the bar in the ground so that the top of the bar is not more than ten centimetres above the surface of the ground.

(5) A surveyor using an iron bar less than sixty centimetres long shall wedge, cement or lead the bar into bedrock, concrete or asphalt so that the top of the bar is not more than five centimetres above the surface of the bedrock, concrete or asphalt.

(6) A surveyor using a rock bar shall wedge, cement or lead the bar into bedrock or concrete so that the top of the bar is not more than five centimetres above the surface of the bedrock or concrete.

(7) A surveyor using a rock plug shall wedge, cement or lead the plug into bedrock or concrete so that the top of the plug is not more than twenty-five millimetres above the surface of the bedrock or concrete.

(8) A surveyor using a rock post shall wedge, cement or lead the post into bedrock, concrete or asphalt so that the identification cap is flush with the surface of the bedrock, concrete or asphalt.

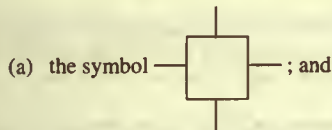
(9) A surveyor using a short standard iron bar or a standard iron bar shall plant the bar in the ground so that the top of the bar is not more than ten centimetres above the surface of the ground.

(10) A surveyor shall permanently mark every monument planted by him or her, except a cut cross, with the identification of the surveyor or firm of surveyors for whom the surveyor is agent.

(11) The identification required by subsection (10),

- (a) shall be stamped within five centimetres of the top of the monument to a depth of at least 0.5 millimetres and numbered or lettered from the top down; or
- (b) shall be stamped on a tag or cap permanently affixed to the monument. O. Reg. 525/91, s. 2.

3.—(1) On a plan of survey, the surveyor shall designate all monuments planted, including those which replace found monuments by,

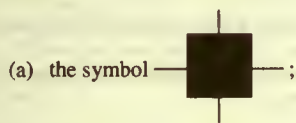


(b) the letters of designation for the monument set out in the following Table:

TABLE

ITEM	TYPE OF MONUMENT	LETTERS OF DESIGNATION
1.	Concrete pin	CP
2.	Cut cross	CC
3.	Iron bar	IB
4.	Rock bar	RB
5.	Rock plug	RPL
6.	Rock post	RP
7.	Short standard iron bar	SSIB
8.	Standard iron bar	SIB

(2) On a plan of survey, the surveyor shall designate a found monument by,



- (b) the letters of designation for the monument set out in the Table or, if there are none, a full description of the monument; and
- (c) the identification numbers, letters, words or symbols found on the monument or, if there are none, the name of the surveyor who planted the monument or prepared the plan of survey in respect of which the monument was planted.

(3) Clause (2) (c) does not apply if it is impossible to determine the identification numbers, letters, words or symbols or the name of the surveyor who planted the monument or prepared the plan of survey. O. Reg. 525/91, s. 3.

GENERAL SURVEYS

4.—(1) In every survey of land that defines, locates or describes a

line, boundary or corner of a unit of land, the surveyor shall plant a monument,

- (a) at every angle or corner on the line or boundary; and
- (b) at points on the line or boundary not more than 150 metres apart in built-up areas and not more than 300 metres apart elsewhere.

(2) The surveyor shall plant a rock bar, rock post, rock plug or standard iron bar at,

- (a) at least one-quarter of the total number of angles, corners and points referred to in clause (1) (a); and
- (b) every angle and corner shown on a plan of survey made under competent authority.

(3) The surveyor may plant monuments at points further apart than is provided in clause (1) (b) if the land being surveyed is,

- (a) an original township lot;
- (b) a part, granted by the Crown, of an original township lot if that part is at least sixteen hectares;
- (c) a mining location or mining claim; or
- (d) land located in unsurveyed territory consisting of at least sixteen hectares.

(4) A unit of land that is not more than one metre in perpendicular width may be monumented on only one boundary. O. Reg. 525/91, s. 4.

SUBDIVISION SURVEYS

5.—(1) In every survey of land made in preparation of a plan of subdivision, the surveyor shall,

- (a) define every angle and corner on the exterior boundary of the subdivided land, every angle of each street intersection, the beginning and end of every curved boundary of constant radius and every angle in every street boundary by a rock bar, rock post, rock plug or standard iron bar; and
- (b) define every unit corner and every angle in the boundary of a unit not required to be defined under clause (a) by an iron bar, rock bar, concrete pin or rock post.

(2) A unit of land that is not more than one metre in perpendicular width may be monumented on only one boundary.

(3) In addition to the monuments required under subsection (1), the surveyor shall ensure that monuments are planted not more than 150 metres apart to define angles, corners and points in the boundary of every unit of land and every street and in the exterior boundary of the subdivided land.

(4) The surveyor shall use rock bars, rock posts, rock plugs or standard iron bars to comply with subsection (3).

(5) If there is not adequate space on a plan of subdivision to show the symbol and letters of designation for monuments at the corners of units of land and they are all of the same type, a statement in bold print listing and describing the type of monument and listing the units so monumented may be included in a conspicuous place on the face of the plan.

(6) Subsection (5) does not apply if the monuments are of a type described under clause (1) (a).

(7) The surveyor is not required to comply with section 3 in respect of the monuments listed in the manner described under subsection (5).

(8) For the purpose of this section, a plan of subdivision is a plan of subdivision to which the *Planning Act, 1983* applies. O. Reg. 525/91, s. 5.

EASEMENT SURVEYS

6.—(1) In every easement survey in which the sides of the easement are parallel, the surveyor shall plant a monument on one limit of the easement or on a survey line within and referencing the boundaries of the easement,

- (a) at points not more than 150 metres apart in built-up areas and not more than 300 metres apart elsewhere;
- (b) at the point of every angle or bend; and
- (c) at the beginning and end of every curve of constant radius.

(2) The surveyor shall use rock bars, rock posts, rock plugs or standard iron bars to comply with subsection (1).

(3) In every easement survey in which the sides of the easement are not parallel, the surveyor shall plant monuments in accordance with subsections 4 (1) and (2) at all corners and angles of the easement.

(4) In every easement survey in which a monumented boundary intersects the monumented easement limit or the survey line, the surveyor shall plant a monument at the intersection.

(5) Subject to subsections (6) and (7), in every survey of land that defines, locates or describes the boundaries of two or more existing or proposed easements or any part thereof, the surveyor shall plant monuments on each easement in accordance with subsections (1), (2), (3) and (4).

(6) The surveyor is not required to plant monuments at the intersections of the easements referred to in subsection (5).

(7) If two or more of the easements are parallel and have a common limit or limits, the surveyor shall plant monuments in accordance with subsections (1), (2) and (4) on the common limit or limits only.

(8) Despite subsections (1) and (2), in an easement survey of an easement that lies wholly within the boundaries of another easement, the surveyor shall define the boundaries of the contained easement by the outer easement if,

- (a) the boundaries of the contained easement are parallel to the boundaries of the outer easement;
- (b) the monumentation of the outer easement survey line complies with subsections (1) and (2); and
- (c) the monuments on the existing survey line are intervisible with at least one other monument on the survey line.

(9) If the survey is of an easement within a subdivision, any found monuments at points requiring monumentation under this subsection shall be deemed to comply with subsections (1) and (2).

(10) Subsections (1), (2) and (3) do not apply if the survey is of an existing easement that lies wholly within the limits of an existing or proposed route widening and the boundaries of the easement are defined by reference to monuments planted in the limit of the route. O. Reg. 525/91, s. 6.

ROUTE SURVEYS

7.—(1) In a route survey, the surveyor shall plant monuments on the limits of the route,

- (a) at points not more than 150 metres apart in built-up areas and not more than 300 metres apart elsewhere;
- (b) at the point of every angle or bend; and
- (c) at the beginning and end of every curve of constant radius.

(2) The surveyor shall use rock bars, rock posts, rock plugs or standard iron bars to comply with subsection (1).

(3) In a survey that defines a new route, the surveyor shall plant a monument at every intersection of the limits of the new route with a monumented boundary.

(4) Section 4 does not apply to a survey of land lying within the limits of a route.

(5) The surveyor shall define the location of any found monument or boundary mark within the limits of the route that is likely to be removed, lost or destroyed during the construction, improvement or widening of the route by reference to a monument planted under subsection (1) in the limit of the route. O. Reg. 525/91, s. 7.

SURVEYOR'S REAL PROPERTY REPORT

8.—(1) For the purpose of this section, a surveyor's real property report is a survey that locates a building or structure in relation to the boundaries of a unit of land which is not occupied by apartment or condominium buildings, townhouses or industrial or commercial buildings.

(2) In a surveyor's real property report that locates a completed building or structure, the surveyor shall plant a monument described in subsection 2 (1) at every corner and angle at the front of the unit of land.

(3) In a surveyor's real property report that locates the foundation of a building or structure under construction, the surveyor shall plant a monument described under subsection 2 (1) at at least one corner or angle at the front of the unit of land.

(4) The surveyor shall designate the monuments on the surveyor's real property report in the manner described in subsection 3 (1). O. Reg. 525/91, s. 8.

SURVEYS UNDER THE *BOUNDARIES ACT*

9.—(1) Subject to subsections (3) and (5), the surveyor shall plant a monument in every boundary that is the subject of an application under the *Boundaries Act*,

- (a) at every angle and corner;
- (b) at the beginning and end of every curve of constant radius; and
- (c) at points not more than 150 metres apart.

(2) The surveyor shall use rock bars, rock posts, rock plugs or standard iron bars to comply with subsection (1).

(3) If the application under the *Boundaries Act* is made by or on behalf of the council of a municipality to confirm all the boundaries of the parcels of land within an area designated in the by-law authorizing the application, the surveyor shall,

- (a) plant a rock bar, rock post, rock plug or standard iron bar,
 - (i) at every angle and corner on the exterior boundary of the designated area,
 - (ii) at every angle of each street intersection,
 - (iii) at the beginning and end of every curved boundary of constant radius, and
 - (iv) at every angle in every street boundary; and

(b) plant an iron bar, rock bar, concrete pin or rock post at every parcel corner and every angle in the boundary of a parcel not required to be monumented under clause (a).

(4) In addition to the monuments required under subsection (3), the surveyor shall ensure that monuments are planted not more than 150 metres apart to define angles, corners and points in the boundary of every parcel and street and in the exterior boundary of the area designated in the by-law.

(5) If application is made under the *Boundaries Act* to confirm the true location of a boundary established during the original township survey, the surveyor shall plant monuments at points not further than 150 metres apart in built-up areas and not more than 150 metres apart in built-up areas and not more than 300 metres apart elsewhere.

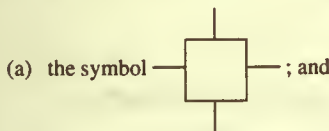
(6) The surveyor shall use rock bars, rock posts, rock plugs or standard iron bars to comply with subsections (4) and (5). O. Reg. 525/91, s. 9.

GENERAL

10. The surveyor shall plant a monument at every angle on a survey line established to make a closed traverse to determine and reference an irregular boundary. O. Reg. 525/91, s. 10.

11.—(1) If it is impossible or impractical to plant a monument required by this Regulation because of the nature of the location of the point, the surveyor shall define the point with a monument that substantially complies with this Regulation.

(2) The surveyor shall designate a monument authorized by subsection (1) on a plan of survey by,



(b) a full description of the form and kind of monument.

(3) A found monument or boundary mark that is substantial and durable and accurately defines a point substantially complies with this Regulation for the purpose of subsection (1).

(4) If it is impossible to plant a standard iron bar as required by this Regulation because of underground structures or services or the lack of overburden, the surveyor shall plant a short standard iron bar.

(5) If it is impossible or impractical to plant a monument required by this Regulation or permitted by subsection (1) because of the nature of the location of the point, the surveyor shall plant the monument as near as possible, but not closer than one metre, to the point.

(6) The surveyor shall, if possible, plant the monument authorized by subsection (5) on the existing or proposed boundary of the lands being surveyed.

(7) On a plan of survey, the surveyor shall designate a monument planted under subsection (5) by the letters WIT and the letters of designation in accordance with subsection (2) or subsection 3 (1).

(8) If the points in a survey requiring monumentation under this Regulation are located within ten centimetres of a structure, the surveyor may define the lines, boundaries or corners of the unit of land in relation to the structure and the points need not be monumented. O. Reg. 525/91, s. 11.

12. On a plan of survey, the surveyor may designate one type of monument by symbol alone if,

(a) the symbol and letters of designation for that type of monument as required by subsection 3 (1) are shown by legend on the face of the plan; and

(b) all other types of monuments are designated on the plan by the symbol and letters of designation required by subsection 3 (1). O. Reg. 525/91, s. 12.

13. In a survey that defines, locates or describes a line, boundary or corner of a unit of land in relation to the regulated level of a body of water or that defines a boundary in reference to an elevation, the surveyor shall note on the plan of survey the origin of the elevation in the following format:

Elevation Reference

Elevations shown hereon are based on a bench mark (describe location and identification, if any) having an elevation of metres, (describe reference datum). O. Reg. 525/91, s. 13.

14. Ontario Regulations 221/81, 566/81, 767/82, 396/84 and 96/87 are revoked.

15. This Regulation comes into force thirty days after the day it is filed.

40/91

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 526/91.

Driver Licence Examinations.

Made—September 13th, 1991.

Filed—September 18th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 461 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE HIGHWAY TRAFFIC ACT

1. Clause 2 (2) (a) of Regulation 461 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

(a) holds and surrenders a valid driver's licence, other than a licence limited to driving a motorcycle, that is not subject to special conditions or restrictions and that is issued by a State of the United States of America or the United States Department of State;

2. Section 3 of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 275/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 641/85, is further amended by striking out "or" at the end of clause (e) and by adding the following clauses:

(g) a representative of an international organization who has taken a post in Ontario and,

(i) is authorized as eligible for exempt status by the Department of External Affairs (Canada),

(ii) is not a Canadian citizen or permanent resident of Canada as defined in the *Immigration Act* (Canada), and

(iii) is assigned to duty from the international organization and not engaged locally by it; or

(h) the spouse or child of any person described in clause (g), if the spouse or child meets the requirements set out in subclause (g) (ii),

40/91

MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

O. Reg. 527/91.

Motorized Snow Vehicle Operators' Licences.

Made—September 18th, 1991.

Filed—September 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 670 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

1. Paragraphs 1 and 2 of section 4 of Regulation 670 of Revised Regulations of Ontario, 1980 are revoked and the following substituted:

1. For a motorized snow vehicle operator's licence \$7.00
2. For a duplicate of a motorized snow vehicle operator's licence in case of loss or destruction of the original . . . 7.00

40/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 528/91.

Open Seasons—Rabbits and Squirrels.

Made—September 17th, 1991.

Filed—September 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 421/81
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT

1. Ontario Regulation 421/81 is amended by adding the following French version:

SAISONS DE CHASSE – LAPIN ET ÉCUREUIL

1 Dans le présent règlement, la mention d'une unité de gestion de la faune équivaut à la mention de l'unité numérotée et décrite à l'annexe du Règlement de l'Ontario 155/82. Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Pour l'application du présent règlement, sauf disposition contraire, les saisons de chasse qui y sont indiquées comprennent les dates d'ouverture et de fermeture.

(2) Les saisons de chasse indiquées dans le présent règlement ne s'appliquent ni aux parcs provinciaux ni aux réserves de gibier de la Couronne.

(3) Si le 15, le 20 ou le 25 septembre mentionnés à la colonne 2 de l'annexe 1 ou 2 tombent un dimanche, la saison de chasse commence le samedi précédent. Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE AU LAPIN

3 Sous réserve de l'article 4, il est permis de chasser ou de piéger le lapin dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 1 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point. Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, *en partie*.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 528/91

Saisons de chasse—lapin et écureuil

pris—le 17 septembre 1991

déposé—le 19 septembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 421/81
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement de l'Ontario 421/81 est modifié par adjonction de la version française suivante :

4 (1) Nul ne doit, en un jour, prendre plus de :

- a) six lapins à queue blanche;
- b) six lièvres d'Europe.

(2) Nul ne doit, en un jour, prendre plus de six lièvres d'Amérique dans les unités de gestion de la faune 60 à 95 inclusivement. Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE À L'ÉCUREUIL

5 Sous réserve de l'article 6, il est permis de chasser ou de piéger l'écureuil noir, l'écureuil gris ou l'écureuil fauve dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 2 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point. Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Nul ne doit, en un jour, prendre, au total, un nombre d'écureuils supérieur au nombre indiqué à la colonne 3 pour un point de l'annexe 2.

(2) Nul ne doit avoir au total en sa possession plus de dix écureuils à la fois. Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 1

Lapins (lapin à queue blanche, lièvre d'Amérique, lièvre d'Europe)

POINT	COLONNE 1	COLONNE 2
	Unités de gestion de la faune	Saisons de chasse
1.	1 à 50 inclusivement, 53 à 59 inclusivement	Du premier jour de septembre au quinzième jour de juin de l'année suivante.
2.	60A, 68, 69A, 70, 71, 74, 75	Du vingt-cinquième jour de septembre au dernier jour de mars de l'année suivante.
3.	61 à 67 inclusivement, 69B	Du vingtième jour de septembre au dernier jour de mars de l'année suivante.
4.	72, 73, 76, 77, 81 à 86 inclusivement	Du vingt-cinquième jour de septembre au dernier jour de février de l'année suivante.
5.	78, 79, 80, 87, 90, 91 et 92	Du troisième mercredi d'octobre au dernier jour de février de l'année suivante.
6.	88, 89	Du quatrième mercredi d'octobre au dernier jour de février de l'année suivante.
7.	93, 94	Du dernier mercredi d'octobre au dernier jour de février de l'année suivante.
8.	95	Du premier jour de janvier au dernier jour de février de la même année.

Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, en partie.

Annexe 2

Écureuils noirs, écureuils gris et écureuils fauves

POINT	COLONNE 1	COLONNE 2	COLONNE 3
	Unités de gestion de la faune	Saisons de chasse	Limite par jour
1.	36 à 41 inclusivement, 45	Du quinzième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.	10
2.	42 à 44 inclusivement, 46 à 50 inclusivement, 53 à 59 inclusivement, 61 à 67 inclusivement, 69B	Du vingtième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.	10
3.	60A, 68, 69A, 70 à 92 inclusivement	Du vingt-cinquième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.	5
4.	93, 94	Du dernier mercredi d'octobre au septième jour de novembre de la même année.	5

Règl. de l'Ont. 528/91, art. 1, en partie.

Le ministre des Richesses naturelles,
BUD WILDMAN
Minister of Natural Resources

Dated at Toronto, this 17th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 17 septembre 1991.

HIGHWAY TRAFFIC ACT**O. Reg. 529/91.**

Stop Signs at Intersections.

Made—September 18th, 1991.

Filed—September 20th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 493 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HIGHWAY TRAFFIC ACT**

1. Regulation 493 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following Schedule:

Schedule 94

1. Highway No. 593 in the Township of Pardee in the District of Thunder Bay at its intersection with Highway No. 593 and the roadway known as Old Pigeon River Road.

2. Southbound on Highway No. 593. O. Reg. 529/91, s. 1.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 18th day of September, 1991.

40/91

HIGHWAY TRAFFIC ACT**O. Reg. 530/91.**

Parking.

Made—September 3rd, 1991.

Filed—September 20th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 477 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HIGHWAY TRAFFIC ACT**

1. Schedule 16 of Appendix A to Regulation 477 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as amended by section 2 of Ontario Regulation 631/86, section 1 of Ontario Regulation 505/88 and section 3 of Ontario Regulation 427/90, is further amended by adding the following paragraph:

7. That part of the King's Highway known as No. 10 in the Village of Dundalk in the Township of Proton in the County of Grey beginning at a point situate 100 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Grey County Road 9 and extending southerly for a distance of 180 metres.

2. Schedule 33 of Appendix A to the Regulation, as amended by section 1 of Ontario Regulation 213/81, section 1 of Ontario Regulation 4/84 and section 2 of Ontario Regulation 279/90, is further amended by adding the following paragraph:

4. That part of the King's Highway known as No. 26 in the Township of St. Vincent in the County of Grey beginning at a point situate 1,335 metres measured westerly from its intersection with the roadway known as St. Vincent Concession 7 or Grey Road 22 and extending westerly for a distance of 125 metres.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 3rd day of September, 1991.

40/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—10—12

LAND TITLES ACT

O. Reg. 531/91.
Land Titles Divisions.
Made—July 18th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 550/81 MADE UNDER THE LAND TITLES ACT

1.—(1) Item 6 of the Schedule to Ontario Regulation 550/81 is revoked.

(2) Item 19 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 237/91, is revoked and the following substituted:

19. DURHAM (No. 40) Whitby All of The Regional Municipality of Durham.

41/91

REGISTRY ACT

O. Reg. 532/91.
Registry Divisions.
Made—July 18th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 551/81 MADE UNDER THE REGISTRY ACT

1.—(1) Item 9 of the Schedule to Ontario Regulation 551/81 is revoked.

(2) Item 38 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 238/91, is revoked and the following substituted:

38. DURHAM (No. 40) Whitby All of The Regional Municipality of Durham.

41/91

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 533/91.
Grants to University Faculties of
Medicine and General Hospitals—
Internships.
Made—September 11th, 1991.
Approved—September 18th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 167/91 MADE UNDER THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. The Schedule to Ontario Regulation 167/91 is revoked and the following substituted:

Schedule**GRANTS FOR THE COMPLETION AND PROVISION OF
A COMPREHENSIVE INTERNSHIP AND ROTATING
INTERNSHIP PROGRAM FOR UP TO 621 POSITIONS**

Faculties of Medicine and General Hospitals	Fiscal Period	Amount
University of Ottawa and The Children's Hospital of Eastern Ontario, Ottawa Civic Hospital and Ottawa General Hospital	Fiscal year commencing on April 1, 1991	\$3,197,625
Queen's University and Hotel Dieu Hospital and Kingston General Hospital	Fiscal year commencing on April 1, 1991	2,103,248
McMaster University and Chedoke-McMaster Hospital, Hamilton Civic Hospital and St. Joseph's Hospital	Fiscal year commencing on April 1, 1991	2,936,326
University of Western Ontario and St. Joseph's Hospital, University Hospital and Victoria Hospital	Fiscal year commencing on April 1, 1991	3,292,610
University of Toronto and The Doctors Hospital, The Hospital for Sick Children, Mount Sinai Hospital, North York Branson Hospital, North York General Hospital, St. Michael's Hospital, Scarborough General Hospital, Sunnybrook Hospital, The Wellesley Hospital, The Toronto Hospital and Women's College Hospital	Fiscal year commencing on April 1, 1991	13,870,208
		\$25,400,017

O. Reg. 533/91, s. 1.

FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

CONSERVATION AUTHORITIES ACT**O. Reg. 534/91.**

Fill, Construction and Alteration to Waterways—South Lake Simcoe.

Made—February 12th, 1991.

Approved—September 18th, 1991.

Filed—September 23rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 179 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CONSERVATION AUTHORITIES ACT****1. Regulation 179 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following Schedules:****Schedule 10**

In the Regional Municipality of Durham, more particularly described as follows:

In the Township of Uxbridge in The Regional Municipality of Durham, formerly the Township of Scott in the County of Ontario and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
I East Half	1
East Half	2
East Half	3
East Half	7
East Half	18
East Half	19
East Half	20
East Half	21
East Half	22
West Half	28
West Half	29
	30
	31
	32
	33
	34
	35

CONCESSION	LOT	
II	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	6	
	7	
	8	
	9	
	10	
	11	
	West Half	12
		13
		14
		15
		16
	West Half	17
	West Half	18
	West Half	19
	West Half	20
	West Half	21
	West Half	22
	East Half	25
	East Half	28
	East Half	29
	West Half	30
	West Half	31
	West Half	32
		33
		34
		35
	III	4
		5
		6
		7
West Half		8
West Half		9
		10
		11
		12
		13
		14
		15
		16
		17
		18
		19
		20
		21
West Half		22
		23
		24
		25
		26
		27
		28
		29
		30
		31
		32
		33
		34
		35

CONCESSION	LOT		
IV	1		
	2		
	3		
	4		
	5		
	East Half	6	
	East Half	7	
	East Half	8	
	East Half	9	
	East Half	10	
		17	
		18	
		19	
		20	
		21	
		22	
	East Half	23	
	West Half	31	
		32	
		33	
		34	
		35	
	V West Half	1	
		2	
		3	
		4	
		5	
		West Half	6
		West Half	7
		West Half	8
		West Half	9
		West Half	10
			11
			12
		13	
East Half		14	
East Half		15	
East Half		16	
		17	
		18	
		19	
		20	
		21	
		22	
		23	
		24	
		25	
		26	
		27	
		28	
		29	
East Half		30	
East Half		31	
		32	
		33	
		34	
		35	

CONCESSION	LOT
VI	1
East Half	2
	3
East Half	6
East Half	7
	8
East Half	9
	10
East Half	15
East Half	16
West Half	17
West Half	18
West Half	19
	20
	21
	22
West Half	23
	24
West Half	28
West Half	29
West Half	30
West Half	31
	32
	33
	34
	35
VII	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
	10
	11
East Half	12
	13
	14
	15
	16
East Half	17
East Half	18
	19
	20
	21
	22
East Half	23
East Half	24
East Half	25
East Half	26
East Half	27
East Half	28
	29
	30
East Half	31
	32
	33
	34
	35

CONCESSION	LOT
VIII	5
	6
	7
	8
	9
	10
	11
	12
	13
	14
	15
	16
	17
	18
	19
	20
	21
	22
	23
	24
	25
	26
	27
	28
	29

In The Regional Municipality of Durham, more particularly described as follows:

In the Township of Uxbridge in The Regional Municipality of Durham, formerly the Township of Uxbridge in the County of Ontario and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
I West Half	21
West Half	22
	23
	24
	25
	26
West Half	29
West Half	30
	31
	32
	33
	34
	35
East Half	36
	37
II	23
	24
	25
	26
	27
East Half	28
East Half	29
East Half	30
East Half	31
East Half	32
	33
	34
	35
	36
	37

CONCESSION	LOT
III West Half East Half West Half West Half	26
	27
	28
	29
	30
	31
	32
	33
	35
	36
	IV East Half East Half East Half East Half West Half East Half East Half East Half East Half East Half
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	
29	
30	
31	
32	
33	
34	
35	
36	
37	
I East Half West Half West Half West Half West Half West Half West Half West Half	22
	23
	24
	25
	26
	27
	29
	30
	31
	32
	33
	34
	35
36	
37	
VI	23
	24
	25
	26
	27
	28
	29
	30
	31
	32
	33
	34
	35
37	

CONCESSION	LOT
VII East Half East Half West Half West Half West Half	22
	23
	24
	25
	26
	27
	28
	29
	30
	31
	32
	33
	34
	35
	36
	37
	VIII
28	
29	
30	
31	
32	
33	
34	

In The Regional Municipality of Durham, more particularly described as follows:

In the Township of Brock in The Regional Municipality of Durham, formerly the Township of Torah in the County of Ontario and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
I South Half South Half South Half South Half South Half South Half	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
II South Half South Half North Half	1
	2
	3
	4
	5
	6
South Half South Half	11
	12
	13
III South Half South Half South Half North Half North Half	2
	3
	4
	7
	8
	11
	12
	13
14	

CONCESSION	LOT		
VI South Half	2		
	5		
	6		
	7		
	South Half	8	
	South Half	9	
		13	
		14	
		15	
		18	
		19	
	VII	1	
		South Half	2
			3
			6
		7	
North Half		10	
North Half		11	
		13	
		15	
North Half		16	
	17		
	18		
	19		
VIII North Half	1		
	2		
	North Half	3	
		4	
		6	
		7	
	North Half	8	
		9	
		10	
		11	
		12	
	North Half	13	
	North Half	14	
	North Half	15	
	South Half	16	
		17	
		18	
		19	
	North Half	20	
		22	
	23		
	24		

CONCESSION	LOT	
IX	1	
	South Half	2
		3
		6
	South Half	7
		8
		9
		10
		11
	South Half	12
		13
		14
		15
		17
		18
		19
	South Half	20
	South Half	21
		22
		23
		24
	X	1
		2
South Half		8
		9
North Half		10
		11
		15
		18
		19
		22
	23	
	24	
XI	1	
	North Half	2
	North Half	3
		4
		5
		6
	North Half	7
	North Half	8
	South Half	9
		10
		11
	North Half	12
	North Half	13
		15
		16
		19
	South Half	20
	North Half	21
	North Half	22
	North Half	23
	North Half	24

CONCESSION	LOT
XII South Half South Half North Half North Half South Half South Half South Half South Half South Half South Half South Half South Half	1
	2
	3
	4
	5
	6
	7
	8
	9
	10
	11
	12
	13
	14
	15
	16
	17
	18
	19
	20
	21
	22
	23
	24
XIII South Half North Half North Half South Half North Half South Half South Half South Half	5
	6
	7
	8
	9
	15
	16
	17
	18
	19
	22
	23
	24
XIV North Half North Half North Half	6
	7
	8
	9
	10
	11
	12
	13
	14
	15
	16
	17
	18
	19

CONCESSION	LOT
VIII	1
IX	1
	2
X	1
	2
	3
	4
XI North Half North Half	1
	2
	3
	4
	5
	6
	8
	8
XII North Half North Half	4
	5
	6
	7
	8
	9
	10
	10
	10
	10
XIII South Half South Half South Half South Half North Half North Half	4
	5
	6
	7
	8
	9
	10
	12
	13
	13
	13
	13
	13
XIV North Half South Half South Half	1
	5
	6
	7
	8
	9
	10
	11
	12
	13
	13
	13
	14
	14

In the County of Victoria, more particularly described as follows:

In the Township of Eldon in the County of Victoria and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
I East Half	2
	3
East Half	13
	14
	15
	16
	18
	19
East Half	20

In The Regional Municipality of Durham, more particularly described as follows:

In the Township of Scugog in The Regional Municipality of Durham, formerly the Township of Reach in the County of Ontario and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
V	1
VI	1
VII South Half	1

CONCESSION	LOT	
II West Half West Half West Half East Half East Half East Half West Half West Half	1	
	2	
	3	
	4	
	5	
	8	
	9	
	10	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
	17	
	19	
	20	
	III East Half West Half East Half West Half	1
		5
		8
9		
10		
11		
12		
13		
14		
15		
16		
17		
IV West Half		1
	2	
	3	
	4	
	11	
	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
17		
V West Half	12	
	13	
	14	
	15	
	16	
VI	14	
	15	

In the County of Victoria, more particularly described as follows:

In the Township of Mariposa in the County of Victoria and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
IX	1
X South Half South Half	1
	2

CONCESSION	LOT
XI North Half North Half South Half South Half	1
	2
	3
	4
XII North Half	1
	2
	3
XIII South Half South Half South Half	1
	2
	3
	4
	5
XIV North Half North Half South Half	1
	2
	3
	5
	7
XV South Half North Half North Half	2
	3
	4
	5
	6
	7

As shown on maps filed in The Regional Office of the Ministry of Natural Resources at Richmond Hill as No.'s LSR-10-01 to LSR-10-177 both inclusive. O. Reg. 534/91, s.1, part.

Schedule 11

In The Regional Municipality of York, more particularly described as follows:

In the Town of Georgina in the Regional Municipality of York, being that portion lying east of the former Township of North Gwillimbury in the County of York and being composed of all or part of the following lots and concessions:

CONCESSION	LOT
I South Half	18
	19
	20
	21
	22
	23
	24
II North Half	19
	20
	21
	25
III South Half	20
	21
	22
	23
	24
	25
IV	21
	22
	25

CONCESSION	LOT
V South Half	21
	22
	23
	24
	25
VI North Half North Half	20
	21
	22
	23
	24
VII	21
	22
	23

As shown on maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at Richmond Hill as No.'s LSR-11-01 to LSR-11-14 both inclusive. O. Reg. 534/91, s.1, *part*.

LAKE SIMCOE REGION CONSERVATION AUTHORITY:

ANGUS MORTON
Chairperson

MYRNA HUNTER
Secretary/Treasurer

Dated at Newmarket, this 12th day of February, 1991.

41/91

CONSERVATION AUTHORITIES ACT

O. Reg. 535/91.

Fill, Construction and Alteration to Waterways—Essex Region.

Made—February 7th, 1991.

Approved—September 18th, 1991.

Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 730/82 MADE UNDER THE CONSERVATION AUTHORITIES ACT

1. Schedule 1 to Ontario Regulation 730/82, as remade by section 1 of Ontario Regulation 784/84, is revoked and the following substituted:

Schedule 1

LITTLE RIVER

That part of the watershed of Little River in the City of Windsor and the townships of Sandwich East and Sandwich South, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER1-1 to ER1-6, inclusive, and identified by a stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

CONCESSION	LOT
I. (Plan of the Township of Sandwich East)	Parts of 133, including part of lots 1 to 71, both inclusive, and part of Block B, Reg. Plan No. 1533, and including parts of lots 1 to 8, both inclusive, Plan M-113 Parts of 129 West, 132 and 134, including part of Lot 1 and part of lots 3 to 20, both inclusive, Plan No. 1501
II. (Plan of the Township of Sandwich East)	Parts of 128, including parts of Block A, Plan M-26 and including all of Plan M-142 Parts of 125, 126, 127, 129, 132 and 133.

CONCESSION	LOT
III. (Plan of the Township of Sandwich East)	All of 125, 126, 127, 134 and 135
IX. (Plan of the Township of Sandwich South)	Parts of 14 to 18, both inclusive. All of Lot 19

O. Reg. 535/91, s. 1.

2. Schedules 2, 3 and 4 to the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 784/84, are revoked and the following substituted:

Schedule 2

CEDAR, WIGLE AND MILL CREEKS

That part of the watersheds of Cedar, Wigle and Mill Creeks in the Town of Kingsville and the townships of Gosfield South and Colchester South, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER2-1 to ER2-26, inclusive, and identified by a stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

CONCESSION	LOT
Front Concession, Western Division, in the Town of Kingsville	Parts of 1 to 4, both inclusive
Front Concession, Western Division (Plan of the Township of Gosfield South)	Parts of 4 to 32, both inclusive
4th Section, Western Division (Plan of the Township of Gosfield South)	Parts of 4, 5, 7, 8, 9, 10, 16 and 17
Front Concession, Eastern Division (Plan of the Township of Gosfield South)	Parts of 1 to 6, both inclusive
I. (Plan of the Township of Colchester South)	Parts of 33 to 39, both inclusive
II. (Plan of the Township of Colchester South)	Parts of 17 to 19, both inclusive
III. (Plan of the Township of Colchester South)	Parts 14 to 19, both inclusive
IV. (Plan of the Township of Colchester South)	Parts of 13 to 19, both inclusive

O. Reg. 535/91, s. 2, part.

Schedule 3

PIKE CREEK, PUCE RIVER, FOURTH CONCESSION DRAIN, BELLE RIVER, DUCK CREEK, MOISON CREEK AND RUSCOM RIVER

That part of the watersheds of Pike Creek, Puce River, Fourth Concession Drain, Belle River, Duck Creek, Moison Creek and Ruscom River in townships of Sandwich South, Maidstone, Rochester and Gosfield North, the Village of St. Clair Beach and the Town of Belle River, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER3-1 to ER3-16, inclusive, ER3-18, ER3-20, ER3-21, ER3-22, ER3-24, ER3-24a, ER3-25, ER3-26, ER3-28, ER3-29, ER3-30, ER3-31, ER3-32, ER3-34, ER3-35, ER3-36, ER3-37, ER3-39 to ER3-45, inclusive, ER3-47, ER3-48, ER3-50, ER3-51 and ER3-52, and identified by a stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

CONCESSION	LOT
X. (Plan of the Township of Sandwich South)	Parts of 9 to 13, both inclusive
XI. (Plan of the Township of Sandwich South)	Parts of 9 to 19, both inclusive
XII. (Plan of the Township of Sandwich South)	Parts of 9 to 20, both inclusive
North Talbot Road Concession (Plan of the Township of Sandwich South)	Parts of 292 to 297, both inclusive
West Pike Creek Concession (Village of St. Clair Beach)	Parts of Gore Lot, 1 and 2
West Pike Creek Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 1 to 10, both inclusive

CONCESSION	LOT
East Pike Creek Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 1 to 10, both inclusive
North Middle Road Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 1, 2, 11, 12 and 22
South Middle Road Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 1, 2, 11, 12 and 19 to 22, both inclusive
North Talbot Road Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 292, 293 and 294
West Puce River Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of B and 1 to 7, both inclusive
East Puce River Concession (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 1 to 7, both inclusive
Concession between the Belle River Concession and the East Puce River Concession fronting on Lake St. Clair (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 1 to 3, both inclusive
I. (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of A, 1 to 20 and Part of 22, and 24 to 29, all inclusive
II. (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 11, 12 and 24
III. (Plan of the Township of Maidstone)	Part of 11
IV. (Plan of the Township of Maidstone)	Part of 11
V. (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 11 to 19, both inclusive, and Part of 24
VIII. (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 11 and 12
IX. (Plan of the Township of Maidstone)	Parts of 11 and 19
1. West of Belle River in the Town of Belle River	Part of A, 2 and 3 All of 1
1. East of Belle River in the Town of Belle River	Part of A and 1 Parts of 2 and 3
Lakeshore Range Concession (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 1 to 8, both inclusive
West Ruscom River Concession (Plan of the Township of Rochester)	Parts of A and 3 to 8, both inclusive. All of 1 and 2
East Ruscom River Concession (Plan of the Township of Rochester)	Parts of A, 1, 2, 3 and 4 to 8, all inclusive
North Middle Road Concession (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 1, 3, 4, and 9 to 13, both inclusive. All of 14 to 17, both inclusive.
South Middle Road Concession (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 1, 4, 9 to 11, both inclusive, and 15 to 17, both inclusive. All of 12 to 14, both inclusive.
I. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of A, 1 to 20, both inclusive, and 25 to 30, both inclusive
II. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 11 and 12
III. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 11 and 12
IV. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 12, 15 to 17, both inclusive. Parts of 28 to 30, both inclusive.
V. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 12 to 15, and 26 to 28, all inclusive
VI. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 13, 15 to 21 and 25 to 30, all inclusive
VII. (Plan of the Township of Rochester)	Parts of 12, 13 and 25 to 30, all inclusive

CONCESSION	LOT
VIII. (Plan of the Township of Rochester)	Part of 29 All of 30
North Talbot Road Concession (Plan of the Township of Gosfield North)	Part of 270
VII. (Plan of the Township of Gosfield North)	Parts of 15 to 20 and 23 to 25, all inclusive
VIII. (Plan of the Township of Gosfield North)	All of 12 and 13 to 25, all inclusive
IX. (Plan of the Township of Gosfield North)	Parts of 12 to 17, and 19 to 21, all inclusive
X. (Plan of the Township of Gosfield North)	Parts of 13 to 16, both inclusive, and 19 to 25, both inclusive
XI. (Plan of the Township of Gosfield North)	Parts of 12 to 14, 20 and 21 to 25, all inclusive

O. Reg. 535/91, s. 2, part.

Schedule 4

STURGEON CREEK AND SELKIRK DRAIN

That part of the watersheds of Sturgeon Creek and Selkirk Drain in the Town of Leamington and the Townships of Mersea and Gosfield South, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER4-1 to ER4-6, inclusive, and identified by a stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

CONCESSION	LOT
A. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 11 and 12
B. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 10 and 11
I. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 7, 8 and 10 to 12, all inclusive
III. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 1 to 6, both inclusive
South Talbot Road Concession (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 236 to 240, both inclusive
North Talbot Road Concession (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 238 to 240 and 242 to 244, all inclusive
North Talbot Road Concession (Plan of the Town of Leamington)	Parts of 243 and 244
III. (Plan of the Township of Gosfield South)	Part of 13
Broken Front Concession (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 7 and 8

O. Reg. 535/91, s. 2, part.

3. Schedules 5 and 6 to the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 437/85, are revoked and the following substituted:

Schedule 5

CANARD RIVER AND BIG CREEK

That part of the watersheds of Canard River and Big Creek in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER5-1 to ER5-18, inclusive, ER5-20 to ER5-29, inclusive, ER5-31 to ER5-49, inclusive, ER5-49A, ER5-50, ER5-52 to ER5-59, inclusive, and ER5-61 to ER5-67, inclusive, and identified by a stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

1. In the Township of Malden, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Parts of 5 to 19, both inclusive
II.	Parts of 20, 21 and 24

CONCESSION	LOT
III.	Parts of 25 to 32, both inclusive All of 33 Part of Caldwell Grant
IV.	Parts of 34, 36, 37 and 38 All of 35
V.	Parts of 52, 53 and 54 All of 55 and 56
VI.	Parts of 57, 58 and 63
VII.	Parts of 59, 60, 77 and 78
VIII.	Parts of 89 to 94
IX.	Part of 96 All of 97 to 101, both inclusive

2. In the Township of Anderdon, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Parts of 28 to 42, both inclusive
II.	Parts of 1 to 4 and 10 to 14, all inclusive
III.	Parts of 1, 4 to 10, both inclusive, and 14
IV.	Parts of 3 to 7, both inclusive, and 11 to 14, both inclusive
V.	Parts of 1 to 4, both inclusive, and 9 to 14, both inclusive
VI.	Parts of 1, 2, 5 to 10, both inclusive, 12, 13 and 14
VII.	Parts of 4 to 8, both inclusive, 11 and 12
VIII.	Parts of 1 to 6, both inclusive, 8, 11, 12 and 13

3. In the Township of Sandwich West, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Parts of 1 to 29, both inclusive
II.	Parts of 1 to 34, both inclusive
III.	Parts of 1 to 6, both inclusive
IV.	Parts of 4 to 6, both inclusive
V.	Parts of 1 and 2
VI.	Parts of 1, 2 and 3
VII.	Parts of 1 and 2
VIII.	Part of 1

4. In the Township of Colchester North, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
South Malden Road	Parts of 1, 2 and 3, 6 to 33, all inclusive
North Malden Road	Parts of 1 to 11, both inclusive, and 20 to 31, both inclusive
VII.	Parts of 3 to 9, both inclusive

CONCESSION	LOT
VIII.	Parts of 7 to 13, both inclusive, and 18 to 21, both inclusive
IX.	Parts of 12, 13 and 17 to 21, both inclusive
X.	Parts of 1 to 4 and 17 to 21, all inclusive
XI.	Parts of 1 to 5
XII.	Parts of 1 to 5 and 11 to 15, all inclusive
XIII.	Parts of 1 to 5, both inclusive, and 13 to 17, both inclusive
XIV.	Parts of 1 to 5, both inclusive, and 14 to 17, both inclusive

O. Reg. 535/91, s. 3, part.

Schedule 6**TURKEY CREEK**

That part of the watershed of Turkey Creek in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER6-1 to ER6-13, inclusive, ER6-14, ER6-15A, ER6-15B, ER6-16, ER6-17, ER6-18, ER6-19, ER6-20, ER6-21A, ER6-21B, ER6-22 to ER6-33, inclusive, ER6-34A, ER6-34B, ER6-35 and ER6-36, and identified by the stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

1. In the City of Windsor, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
II.	Parts of 44 to 55, both inclusive, and 71 to 109, both inclusive
III.	Parts of 63 to 78, both inclusive, and 81 to 102, both inclusive
IV.	Parts of 1 to 5, both inclusive
North of Talbot Road	Parts of 306 to 308, both inclusive

2. In the Township of Sandwich West, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Parts of 30 to 45, both inclusive
II.	Parts of 33 to 40, both inclusive
IV.	Parts of 1 and 2

O. Reg. 535/91, s. 3, part.

4. The Regulation is amended by adding the following Schedules:

Schedule 7**HILLMAN MARSH AND MUDDY CREEK**

That part of the watersheds of Hillman Marsh and Muddy Creek in the Township of Mersea, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER7-1 to ER7-6, and identified by the stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

CONCESSION	LOT
I. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 18 to 22, both inclusive
II. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 16 to 22, both inclusive
III. (Plan of the Township of Mersea)	Part of 19

CONCESSION	LOT
IV. (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 22 to 24, both inclusive
South Talbot Road (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 221 to 223 and 225 to 235, all inclusive
North Talbot Road (Plan of the Township of Mersea)	Parts of 223 and 227 to 230 and 235, 236, all inclusive

O. Reg. 535/91, s. 4, part.

Schedule 8

LAKE ERIE, DETROIT RIVER AND LAKE ST. CLAIR

That part of the watersheds of Lake Erie, the Detroit River and Lake St. Clair, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER8-1, ER8-2, ER8-5, ER8-8, ER8-9, ER8-14 to ER8-20, inclusive, ER8-23, ER8-27 to ER8-33, inclusive, ER8-35, ER8-38, ER8-43, ER8-44, ER8-45, ER8-46, ER8-47, ER8-48, ER8-50 to ER8-64, inclusive, ER8-64a, ER8-64b, ER8-65, ER8-65a, ER8-66, ER8-66a, and ER8-67 to ER8-75, inclusive, and identified by the stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

1. In the Township of Mersea, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Part of Lot 1
II.	Part of the Lot 23 and 24
III.	Part of Lot 22
A.	Part of Lot 22
B.	Part of Lot 11 and 21
C.	Part of Lot 12, 13 and 21
D.	Part of Lot 13 to 21, all inclusive
Broken Front Concession	Part of Lot 1 to 6 and 9 to 12, all inclusive

2. In the Town of Leamington, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
Broken Front Concession	Part of Lot 6 to 8, all inclusive

3. In the Township of Gosfield South, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
Front Concession Eastern Division	Part of Lot 3 to 13, all inclusive
Front Concession Western Division	Part of Lot 5 to 32, all inclusive

4. In the Town of Kingsville, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
Front Concession Eastern Division	Part of Lot 1 and 2
Front Concession Western Division	Part of Lot 1 to 5, both inclusive

5. In the Township of Colchester South, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
Front Concession	Part of Lot 33 to 97, all inclusive

6. In the Township of Malden, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Part of Lot 5 to 19, all inclusive
V.	Part of Lot 56
VI.	Part of Lot 57 and 58
VII.	Part of Lot 59 and 60
Plan of the Township of Malden	Part of the Caldwell Grant, including Registered Plans 1103, 1379, 1131, 1191, 795

7. In the Town of Amherstburg, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I. (formerly Malden Township)	Part of Lot 1 to 4
I. (formerly Anderdon Township)	Part of Lot 1 to 5

8. In the Township of Anderdon, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Part of Lot 5 to 42

9. In the Township of Sandwich West, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Part of Lot 1 to 40, all inclusive

10. In the City of Windsor, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I. (formerly Sandwich West)	Part of lot 40 to 128, 129E, 129W and 130 to 149, all inclusive

11. In the Town of Tecumseh, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Part of Lot 150 to 156, all inclusive

12. In the Village of St. Clair Beach, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
West Pike Creek	Part of A, 1 and 2

13. In the Township of Maidstone, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
West Pike Creek	Part of Lot 2 and 3, all inclusive
All of Broken Front Concession	All lots
East Pike Creek	Part of Lot 1 to 3, all inclusive
Concession between Pike Creek and Puce River fronting on Lake St. Clair	Part of Lot 1 to 4, all inclusive
West Puce River	All of Lot B, Part of Lot 1 and 2

CONCESSION	LOT
East Puce River	All of Lot B and Lot 1, Part of Lot 2 and 3
Concession between Belle River and Puce River fronting on Lake St. Clair	Part of Lot 1 to 3, all inclusive
I.	All of Lot 1, Part of Lot A and 2

14. In the Town of Belle River, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I. West of Belle River	Part of A
I. East of Belle River	Part of A

15. In the Township of Rochester, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
I.	Part of Lot A and Lot 1
West Ruscom River	All of Lot A, Lot 1, 2, Part of Lot 3
Concessions between Ruscom River and Belle River fronting on Lake St. Clair	Part of Lot 1 to 8, all inclusive
East of Ruscom River	Part of Lot A and Lot 1 to 3, all inclusive

16. In the Township of Tilbury North, County of Essex, and being comprised of the following lots:

CONCESSION	LOT
Broken Front Concession	Part of Lot 1 to 8, all inclusive. All of lot 9 to 15, all inclusive

O. Reg. 535/91, s. 4, part.

Schedule 9

LITTLE CREEK

That part of the watershed of Little Creek in the Township of Tilbury North, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER9-1, ER9-2 and ER9-3, and identified by the stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

CONCESSION	LOT
I. (Plan of the Township of Tilbury North)	Part of 11 and 12, both inclusive
II. (Plan of the Township of Tilbury North)	Part of 11 and 12, both inclusive
III. (Plan of the Township of Tilbury North)	Part of 11 and 12, both inclusive
IV. (Plan of the Township of Tilbury North)	Part of 11 and 12, both inclusive

O. Reg. 535/91, s. 4, part.

Schedule 10

LAKE ERIE—PELEE ISLAND

That part of the watershed of Lake Erie in the Township of Pelee, in the County of Essex, that affects the following lots, as shown delineated by fill lines on the maps filed in the Regional Office of the Ministry of Natural Resources at London, Ontario as Maps ER10-1 to ER10-10, inclusive, and identified by the stamp of the Registrar of Regulations dated the 23rd day of January, 1991:

- All of lots 50 to 52, Registered Plan 338
- All of beach lots 'A' to 'H', Registered Plan 338
- Part of lots 1, 46, Registered Plan 338

- All of Registered Plan 459
- All of lots 'M' to 'O', Registered Plan 1240
- All of lots 'P' to 'R', Registered Plan 1499

- All of lots 70, 367 to 385, Registered Plan 35
- Part of lots 1 to 8, 14, 15 to 21, 23, 27, 29, 30 to 33, 34 to 41, 69, Registered Plan 35

- All of Registered Plan 1011
- Part of lots 15 and 25, Registered Plan 384
- Part of lots 3 to 5, Registered Plan 228
- Part of Block 'C', Registered Plan 1180
- All of Registered Plan 1534
- Part of Lot 10, Registered Plan 494

- All of beach lots 'A' to 'D', Registered Plan 328
- Part of lots 1, 2 and 5, Registered Plan 328

- All of lots 20-9, 20-12, 20-15, 20-17, 20 to 30, Registered Plan 1333
- All of lots 1 to 20, 20-3, 20-4, Registered Plan 438

O. Reg. 535/91, s. 4, part.

ESSEX REGION CONSERVATION AUTHORITY:

THOMAS R. PORTER
Chairman

KEN SCHMIDT
Secretary-Treasurer

Dated at Essex, this 7th day of February, 1991.

41/91

WORKERS' COMPENSATION ACT

O. Reg. 536/91.

Pension Plan.

Made—June 10th, 1991.

Approved—September 18th, 1991.

Filed—September 23rd, 1991.

- (v) zero per cent in the case of a pension established in or after 1991,

WORKERS' COMPENSATION BOARD:

ODOARDO DI SANTO
Chair

LINDA ANGOVE
Secretary

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 952 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
WORKERS' COMPENSATION ACT**

Dated at Toronto, this 10th day of June, 1991.

41/91

1. Section 25 of Regulation 952 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by striking out "or" at the end of clause (r), by adding "or" at the end of clause (s) and by adding the following clause:

- (t) on and after the 1st day of January, 1991, the factors applied in clause (s) increased by,
 - (i) 2.4 per cent in the case of a pension established before the 1st day of February, 1990,
 - (ii) 2.2 per cent in the case of a pension established in February, 1990,
 - (iii) a proportionate factor between 2.2 per cent and 0.2 per cent in the case of a pension established between February, 1990 and December, 1990,
 - (iv) 0.2 per cent in the case of a pension established in December, 1990, and

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 537/91.

Asparagus—Marketing.

Made—September 11th, 1991.

Filed—September 23rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 344 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FARM PRODUCTS MARKETING ACT**

1. Clause 5 (a) of Regulation 344 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 3 of Ontario Regulation 757/88, is amended by striking out "financial responsibility" in the first and second lines.

2. Section 5c of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 757/88, is revoked.

3. Section 5d of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 757/88, is revoked and the following substituted:

5d.—(1) If a penalty is imposed under section 5b, the Commission shall pay it to the local board for proportionate distribution among the producers of asparagus who sold asparagus to the processor and who did not receive the minimum price for it.

(2) If there are no producers as described in subsection (1), the Commission shall pay the penalty to the Treasurer of Ontario. O. Reg. 537/91, s. 3.

4.—(1) Subclause 9 (c) (i) of the Regulation, as made by section 5 of Ontario Regulation 757/88, is amended by striking out "financial responsibility" in the first and second lines.

(2) Clause 9 (k) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 225/89, is revoked.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 538/91.
Fresh Grapes—Marketing.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 360 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1.—(1) Clause 4 (c) of Regulation 360 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

(c) providing for the refusal to grant a licence where the applicant is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business for which the application was made;

(2) Clause 4 (h) of the Regulation is revoked.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 539/91.
Grapes for Processing—Marketing.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 364 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1. Subsection 4 (1) of Regulation 364 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

(1) The Commission may refuse to grant a licence where the applicant is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business for which the application was made. O. Reg. 539/91, s. 1.

2.—(1) Clause 6 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(c) providing for the refusal to grant a licence where the applicant is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business for which the application was made;

(2) Clause 6 (i) of the Regulation is revoked.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 540/91.
Tender Fruit—Marketing.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 381 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1. Clause 5 (a) of Regulation 381 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 3 of Ontario Regulation 611/90, is amended by striking out "financial responsibility" in the second line.

2.—(1) Subclause 7 (c) (i) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 611/90, is amended by striking out "financial responsibility" in the second and third lines.

(2) **Subclause 7 (j) of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 611/90, is revoked.**

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 541/91.

Turkeys—Marketing.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 385 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1. **Subsection 5 (1) of Regulation 385 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:**

(1) The Commission may refuse to grant a licence where an applicant is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business for which the application was made. O. Reg. 541/91, s. 1.

2. **Clause 8 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:**

(c) providing for the refusal to grant a licence where the applicant is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business for which the application was made;

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 542/91.

Seed-Corn—Marketing.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 377 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1. **Clause 6 (a) of Regulation 377 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 2 of Ontario Regulation 81/89, is revoked and the following substituted:**

(a) where the applicant or licensee is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business for which the application was made or the licence granted; or

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 543/91.

Berries for Processing—Marketing.
Made—September 11th, 1991.
Filed—September 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 348 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1. **Subsection 5 (1) of Regulation 348 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:**

(1) The Commission may refuse to grant a licence where the applicant is not qualified by experience or equipment to properly engage in the business of a processor. O. Reg. 543/91, s. 1.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

41/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 544/91.

Restricted Areas—District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson.
Made—September 18th, 1991.
Filed—September 25th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 672/81
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. **Ontario Regulation 672/81 is amended by adding the following section:**

152.—(1) In this section, "single dwelling" means a building containing only one dwelling unit.

(2) Despite subsection 47 (1), a single dwelling, together with buildings and structures accessory to it, may be erected and used on the land described in subsection (3) if the requirements set out in subsection 48 (3) are met.

(3) Subsection (2) applies to that parcel of land in the Township of Dawson in the Territorial District of Manitoulin being part of Lot 30, Concession X, designated as Part 1 on Reference Plan 31R-2232 deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Manitoulin (No. 31). O. Reg. 544/91, s. 1.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 18th day of September, 1991.

41/91

MILK ACT

O. Reg. 545/91.

Grades, Standards, Designations, Classes,
Packing and Marking.
Made—August 13th, 1991.
Approved—September 18th, 1991.
Filed—September 26th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 622 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE MILK ACT

1. Section 3 of Regulation 622 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 630/84, is amended by adding after "milk" in the third line "milk beverage".

2.—(1) Subsection 5 (2) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 630/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 584/86 and section 2 of Ontario Regulation 57/90, is further amended by adding the following clause:

- (ga) milk beverage.
- (i) shall contain not less than 51 per cent by volume of milk, partly-skimmed milk or skim-milk that meets the standards set out in clause (g), (h) or (i), and
 - (ii) may contain added fruit, fruit pulp, fruit juices, vegetables, vegetable pulp, vegetable juices, nuts, carbon dioxide, bacterial cultures, salt, pH adjusting agents, stabilizers, sweeteners, lactase and flavouring;

(2) Section 5 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 630/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 584/86 and section 2 of Ontario Regulation 57/90, is further amended by adding the following subsections:

(3) Lactase may be added to flavoured milk, flavoured partly-skimmed milk, flavoured skim-milk, milk, partly-skimmed milk or skim-milk.

(4) Fruit juices added to a milk beverage shall meet the standards set out in the Food and Drug Regulations under the *Food and Drugs Act* (Canada).

(5) Only bacterial cultures permitted by the Food and Drug Regulations under the *Food and Drugs Act* (Canada) may be added to a milk beverage. O. Reg. 545/91, s. 2 (2).

3. Section 6 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 630/84, is revoked and the following substituted:

6.—(1) A fluid milk product with increased milk solids shall be prepared,

- (a) by adding Grade Canada 1 skim-milk powder, or evaporated or concentrated skim-milk, or both, to buttermilk, flavoured partly-skimmed milk, flavoured skim-milk, milk beverage, partly-skimmed milk or skim-milk; or
- (b) by removing water from buttermilk, flavoured partly-skimmed milk, flavoured skim-milk, milk beverage, partly-skimmed milk or skim-milk.

(2) Except in the case of milk beverage, the fluid milk product obtained under subsection (1) shall contain at least 10 per cent milk solids other than milk-fat. O. Reg. 545/91, s. 3.

4. Subsection 8 (3) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 31/84 and amended by section 3 of Ontario Regulation 630/84, is further amended by adding the following clause:

- (d) milk beverage may be sold in a container larger than 250 millilitres.

5. Clause 9 (1) (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (a) have a label imprinted on the container, affixed to the container or imprinted on the cap of the container stating in prominent lettering of uniform size and style, at least one-half the height of the lettering used for the common name, the designated name of the fluid milk product contained in it and, in the case of a flavoured fluid milk product or a fluid milk product with increased milk solids, the name of the flavour and words indicating that the product contains increased milk solids where applicable; and

6. Subsection 12 (10) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(10) The amount in litres of milk, partly-skimmed milk, skim-milk or cream that is used in the production of new milk products or new fluid milk products in Class 6 milk. O. Reg. 545/91, s. 6.

7. Section 18 of the Regulation, as made by section 7 of Ontario Regulation 630/84, is amended by adding at the end "or it is a new milk product or a new fluid milk product that the Commission allows, subject to those conditions it may impose, to be manufactured and sold on a temporary basis."

8. Section 19 of the Regulation, as made by section 7 of Ontario Regulation 630/84, is revoked and the following substituted:

19. During or after the production or manufacture of a milk product or a fluid milk product, no person shall, directly or through another person,

- (a) add to the milk product or fluid milk product any substance that this Regulation does not require or permit;
- (b) remove from a fluid milk product any substance, except milk-fat or water to the extent required or permitted by this Regulation; or
- (c) allow the milk product or the fluid milk product to be exposed to a toxic substance, vermin or any other contaminating or foreign object or thing. O. Reg. 545/91, s. 8.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

R. E. DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of August, 1991.

41/91

GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

O. Reg. 546/91.

General.

Made—September 27th, 1991.

Filed—September 27th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 441 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT**

1.—(1) Subsection 1 (1) of Regulation 441 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following clause:

(oa) "special necessities" means diabetic supplies, surgical supplies and dressings, and transportation reasonably required for medical treatment;

(2) Clause 1 (2) (a) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 708/84, is revoked and the following substituted:

(a) inability to obtain employment;

(aa) the level of income from his or her employment;

(3) Subsection 1 (2) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 708/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 590/87, is further amended by striking out "sections 12 and 29" in the eleventh line and substituting "section 12".

(4) Section 1 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(3) Despite subsection (2), no self-employed person shall be considered a person in need unless he or she is an unemployable person or the head of a family whose spouse is absent. O. Reg. 546/91, s. 1 (4).

2.—(1) Clause 3 (1) (b) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 402/84, is further amended by striking out "where the person is not engaged in full-time regular employment" in the first and second lines and substituting "if the person is unemployed".

(2) Subclause 3 (1) (b) (iii) of the Regulation is revoked.

(3) Subsection 3 (1) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 402/84, is further amended by adding the following clause:

(ba) if the person is employed, be satisfied that the person is willing to undertake any other employment of which he or she is physically capable that would increase his or her income from employment and is making reasonable efforts to secure such employment;

(4) Subclause 3 (1) (c) (iii) of the Regulation is revoked.

(5) Subclause 3 (1) (d) (i) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(i) the person is the only adult in the household able to give adequate personal care and supervision to the child or children, and

(6) Section 3 of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 691/83, section 2 of Ontario Regulation 402/84 and section 2 of Ontario Regulation 743/86, is further amended by adding the following subsections:

(1a) Clause (1) (ba) does not apply to a person who is the head of a family or a dependent adult of the applicant or recipient if the welfare

administrator is satisfied that it is necessary and appropriate for him or her to remain at home for substantial periods of time to give personal care and supervision to one or more dependent children of the household of the applicant or recipient and that,

(a) the person is the only adult in the household able to give adequate personal care and supervision to the child or children;

(b) no alternative and adequate child care service that allows the child or children to remain part of the household is available or appropriate in the circumstances; and

(c) the person is prevented from obtaining other employment that would increase his or her income because of the time that he or she is required to remain at home giving personal care and supervision to the child or children.

(1b) No person in attendance at a post-secondary educational institution shall be entitled to assistance under this Regulation unless he or she is eligible for assistance under section 6. O. Reg. 546/91, s. 2 (6), *part*.

(2a) In determining whether a person referred to in clause (1) (b), (ba) or (c) is making reasonable efforts to secure employment, the likelihood of the person obtaining employment that will increase his or her income shall be taken into account.

(2b) An applicant or recipient whose normal income is reduced because he or she is engaged in a labour dispute shall be deemed to be in receipt of a monthly income from employment equal to the amount he or she received from that source in the month before his or her income was first affected by the dispute.

(2c) Subsection (2b) does not apply if the applicant or recipient has resigned or been dismissed from employment.

(2d) If in the month before the application for assistance was made, an applicant, recipient or dependent adult refused or resigned from employment without reasonable cause or was dismissed from employment because of wilful misconduct, disobedience or wilful neglect of duty that had not been condoned by the employer, assistance shall be denied for one month.

(2e) If in the opinion of the welfare administrator a denial of assistance in accordance with subsection (2d) would be unreasonably harsh in the circumstances, the administrator may reduce the assistance for a period of one month. O. Reg. 546/91, s. 2 (6), *part*.

(7) Clause 3 (3) (a) of the Regulation is amended by inserting after "(b)" in the fourth line "(ba)".

3.—(1) Subsection 11 (1) of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 395/86 and section 3 of Ontario Regulation 590/87, is further amended by striking out "sections 12 and 29" in the eighteenth line and substituting "section 12".

(2) Clause 11 (6) (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(a) in respect of a person eligible for general assistance under subsection (1),

(i) subject to subclause (ii), 80 per cent of the amount of general assistance paid to or on behalf of the person, and

(ii) if the person is a head of a family whose spouse is absent, 80 per cent of the amount of general assistance paid to or on behalf of the person as a result of the application of clause 12 (3) (b) and 100 per cent of the amount of any other general assistance paid to or on behalf of the person; and

(3) Subclause 11 (6) (b) (i) of the Regulation is amended by striking out "C" in the fifth line and substituting "E".

(4) Subclause 11 (6) (b) (ii) of the Regulation is amended by striking out "C" in the last line and substituting "E".

4.—(1) Clause 12 (1) (b) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 361/83 and section 2 of Ontario Regulation 549/88, is further amended by inserting after "place" in the second line "used as a personal residence".

(2) Subclause 12 (1) (b) (ii) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (ii) principal and interest on a mortgage incurred to purchase the dwelling place or to make repairs that are necessary in order for the property to continue to be used as a dwelling place,

(3) Clause 12 (1) (b) is further amended by adding the following subclauses:

- (ix) rent under a land lease, and
- (x) payments on a loan incurred to purchase a mobile home used as a dwelling place or to make repairs that are necessary in order for the mobile home to continue to be used as a dwelling place,

(4) Paragraph 4 of subsection 12 (2) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 687/89 and amended by section 3 of Ontario Regulation 408/91, is further amended by striking out "paragraph 1" in the second line and substituting "paragraphs 1, 2 and 3".

(5) Clause 12 (3) (a) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 824/84, is amended by striking out "and" at the end of subclause (i), by adding "and" at the end of subclause (ii) and by adding the following subclause:

- (iii) a personal needs allowance of \$112 per month for each applicant, recipient or dependant;

(6) Clause 12 (3) (b) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 824/84, is amended by striking out "and with personal needs" in the last line and substituting "plus a personal needs allowance of \$112 per month for each applicant, recipient or dependant".

5.—(1) Paragraph 1 of subsection 13 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 525/89, is amended by striking out "and" in the second line and by inserting after "earnings" in the third line "and amounts paid under a training program".

(2) Subparagraph i of paragraph 1 of subsection 13 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 525/89, is amended by striking out "and" in the second line, by inserting after "earnings" in the second line "and amounts paid under a training program", by striking out "and" in the fourth line and by adding at the end "union dues and mandatory pension contributions".

(3) Subparagraphs lii and iv of paragraph 1 of subsection 13 (2) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 525/89, are revoked and the following substituted:

- iii. 25 per cent of the amount by which the monthly income referred to in this paragraph exceeds the total amount of exemptions to which the person is entitled under subparagraphs i and ii, and
- iv. subject to subsection (9), child care expenses actually incurred for each dependent child and not otherwise

reimbursed or subject to reimbursement up to the maximum amount provided in subsection (10), if the child care expenses are necessary to permit a recipient or spouse to be employed or to participate in a training program and if,

- A. the recipient is the head of a family with no spouse and is employed or in a training program,
- B. the recipient is the head of a family with a spouse and each of the head and the spouse is either employed or in a training program, or
- C. the recipient is the head of a family with a spouse and either the recipient or the spouse is employed or in a training program and the other, in the opinion of the welfare administrator, is unable to provide child care;

(4) Paragraph 9 of subsection 13 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 525/89, is revoked.

(5) Paragraph 10a of subsection 13 (2) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 395/86, is revoked and the following substituted:

- 10a. all payments received under the *Compensation for Victims of Crime Act*;

(6) Paragraph 28 of subsection 13 (2) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- 28. any payment received under Order in Council numbered O.C.-3033/90 made under section 5 of the *Ministry of Agriculture and Food Act*;

(7) Subsections 13 (8), (9) and (12) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 525/89, are revoked.

6.—(1) Subsection 13a (1) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 741/86 and amended by section 2 of Ontario Regulation 713/87, section 2 of Ontario Regulation 747/88, section 3 of Ontario Regulation 687/89 and section 2 of Ontario Regulation 681/90, is revoked and the following substituted:

(1) A recipient who will be establishing a permanent residence in the community shall be paid an amount determined by the welfare administrator of not more than \$775 if,

- (a) he or she has satisfied the welfare administrator that financial assistance is required in establishing the residence; and
- (b) he or she,
 - (i) is being discharged from an institution approved by the Director in which he or she has been a resident, or
 - (ii) has satisfied the welfare administrator that it would be harmful to his or her health or welfare to remain in his or her current place of residence.

(1a) The amount paid under subsection (1) shall be in addition to the amount of general assistance under subsection 11 (1). O. Reg. 546/91, s. 6 (1).

(2) Subsection 13a (3) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 525/89, is amended by striking out "other than in" in the third line and substituting "or" and by inserting after "begin" in the third last line "employment or a training program".

(3) Subsection 13a (4) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 525/89, is amended by inserting after "begins" in the first line "employment or a training program or" and by inserting after "begin" in the fifth line "employment or a training program".

(4) Section 13a of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(8) If a recipient or a dependant of a recipient requires special necessities, the recipient shall be paid, in addition to the amount of general assistance under subsection 11 (1), an amount equal to the cost of the special necessities not otherwise reimbursed or subject to reimbursement. O. Reg. 546/91, s. 6 (4).

7. Paragraph 5a of subsection 15 (4) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 361/83, is amended by striking out "applicable amount in Column A of" in the second and third lines and substituting "amount of the variable shelter allowance set out in".

8. Section 16 of the Regulation, as remade by section 7 of Ontario Regulation 786/82 and amended by section 4 of Ontario Regulation 549/88, is further amended by inserting after "to" in the first line "subsection 16a (3) and".

9. The Regulation is amended by adding the following section:

16a.—(1) A municipality or an approved band shall pay to or on behalf of a recipient of a governmental benefit an amount equal to the cost of special necessities required by the recipient not otherwise reimbursed or subject to reimbursement.

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a recipient of a governmental benefit who is not a beneficiary under the *Family Benefits Act* unless his or her budgetary requirements as determined in accordance with section 12 exceed his or her income as determined under section 13.

(3) Ontario shall reimburse a municipality or band council making a payment under subsection (1) for 100 per cent of the amount paid. O. Reg. 546/91, s. 9.

10. Section 29 of the Regulation, as made by section 6 of Ontario Regulation 590/87 and amended by section 5 of Ontario Regulation 549/88, section 5 of Ontario Regulation 687/89 and section 6 of Ontario Regulation 408/91, is revoked.

11. Schedule A to the Regulation, as remade by section 7 of Ontario Regulation 408/91, is revoked and the following substituted:

Schedule A

AMOUNTS FOR BASIC NEEDS
(Board and Lodging*)

No. of Dependants Other than a Spouse	One Adult Person				Two Adult Persons			
	Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$
0	58.90	256.00	101.50	441.00	95.50	415.00	155.60	676.00
1	96.90	588.00	142.90	734.00	121.30	527.00	178.60	776.00
2	123.10	726.00	165.70	846.00	143.80	625.00	200.00	869.00
3	145.50	837.00	187.10	951.00	163.60	711.00	221.40	962.00

For each additional dependant in the family in excess of three, add an amount up to \$21.90 weekly or up to \$95 monthly.

For each additional dependant in a one parent family ** in excess of three, add an amount up to \$25.30 weekly or up to \$110 monthly.

* Refer to paragraph 1 of subsection 12 (2).

** Applicant or recipient is the head of a family whose spouse is absent.

O. Reg. 546/91, s. 11.

12. Schedule C to the Regulation, as remade by section 7 of Ontario Regulation 408/91, is revoked and the following substituted:

Schedule C

AMOUNTS FOR BASIC ALLOWANCE
(excludes Basic Shelter*)

Number of Dependants	Dependants 13 Years and Over	Dependants 0 - 12 Years	One Adult Person		Two Adult Persons	
			Weekly \$	Monthly \$	Weekly \$	Monthly \$
0	0	0	55.50	241.00	116.90	508.00
1	0	1	127.00	552.00	141.10	613.00
	1	0	138.60	602.00	151.70	659.00
2	0	2	151.20	657.00	169.20	735.00
	1	1	162.70	707.00	179.70	781.00
	2	0	173.30	753.00	190.30	827.00

For each additional dependant in the family in excess of two, add to the appropriate amount set out in the Schedule for a family of two dependants as follows:

	Weekly	Monthly
Dependant 13 years and over.....	\$38.70	\$168.00
Dependant 0 - 12 years.....	28.10	122.00

* Refer to paragraph 4 of subsection 12 (2)

O. Reg. 546/91, s. 12.

13. This Regulation comes into force on the 1st day of October, 1991.

41/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 547/91.
Designation of Municipal Members of Boards of Health.
Made—September 27th, 1991.
Filed—September 27th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 235/84
MADE UNDER THE

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1. Section 6 of Ontario Regulation 235/84 is revoked and the following substituted:

6. The Board of Health of the Elgin-St. Thomas Health Unit shall have six municipal members as follows:

1. Three members to be appointed by the Municipal Council of the County of Elgin.
2. Three members to be appointed by the Municipal Council of the City of St. Thomas. O. Reg. 547/91, s. 1.

41/91

CORRECTION

O. Reg. 442/91 under the Public Service Act published August 17th, 1991.

Section 6 of Ontario Regulation 442/91 should have read as follows:

In Schedule 3:

Dietitian 1 should have read Dietitian 1.

Estimator and Quantity Supervisor 1 should have read Estimator and Quantity Surveyor 1.

Fire Services Advisor 2 should have read Fire Services Adviser 2.

In Schedule 6:

Advisor, Ontario Police Commission should have read Adviser, Ontario Police Commission.

Photography TN-16 should have read Photography TM-16.

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—10—19

RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

O. Reg. 548/91.
Rent Registry.
Made—June 27th, 1991.
Filed—October 1st, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 10/87 MADE UNDER THE

RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

1. Section 16 of Ontario Regulation 10/87, as remade by section 1 of Ontario Regulation 480/87, is revoked and the following substituted:

16. Notice under section 60 of the Act shall be in the following form:

1. Form 9R, if the time period set out in subsection 59 (2) of the Act applies because the actual rent set out in the landlord's statement is the same as or lower than the amount calculated by the Minister under subsection 59 (1) of the Act.
2. Form 10R, if the time period set out in subsection 59 (2) of the Act applies because the actual rent set out in the landlord's statement does not exceed by more than the prescribed percentage the amount calculated by the Minister under subsection 59 (1) of the Act.
3. Form 11R, if the time period set out in subsection 59 (3) of the Act applies because the actual rent set out in the landlord's statement exceeds the amount calculated by the Minister under subsection 59 (1) of the Act by more than the prescribed percentage.
4. Form 12R, if the time period set out in subsection 59 (3) of the Act applies because there is no prior order affecting the rent that may be charged for the rental unit, and the landlord's statement has not registered that the rental unit is exempt from Part V of the Act.
5. Form 13R, if the time periods set out in section 59 of the Act do not apply because the landlord's statement has registered that the rental unit is exempt from Part V of the Act and there is a prior order affecting the rental unit.
6. Form 14R, if the time period set out in subsection 59 (3) of the Act applies because the landlord's statement has registered that the rental unit is exempt from the registry provisions of the Act and there is no prior order affecting the rent that may be charged for the rental unit. O. Reg. 548/91, s. 1.

2. Form 9R of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 480/87, is revoked and the following substituted:

Form 9R

Residential Rent Regulation Act, 1986

The landlord registered this information for unit

This rent took effect on, 19....., for this unit.
(type)

Basic rent for this unit: \$ Services included in basic rent: (indicate yes or no)

Separate charges included in total rent Heating

Hydro

Water

Cable

Parking

No. of Spaces

Total Rent \$

(indicate whether for week, month, year)

Separate charges not included in total rent

\$

\$

\$

Other relevant information:

There is a rent review order that was effective on

19....., that set the maximum rent for the unit. The Ministry started with that ordered rent and added all rental increases that the landlord was

allowed to take up to the date of That would make

a rent of \$....., including separate charges for

When comparing this amount with the total rent registered by the landlord, the registered total rent is the same or lower.

The tenant and the landlord have ninety days to apply to change the registered rent or any of the other information registered by the landlord for the unit. If an application is made, it must be made before the

deadline date of, 19.....

Rent Registrar

O. Reg. 548/91, s. 2, part.

Form 10R

Residential Rent Regulation Act, 1986

The landlord registered this information for unit

This rent took effect on, 19....., for this unit.
(type)

Basic rent for this unit: \$ Services included in basic rent: (indicate yes or no)

Separate charges included in total rent Heating

..... \$ Hydro

..... \$ Water

..... \$ Cable

..... \$ Parking

..... \$ No. of Spaces

Total Rent \$ (indicate whether for week, month, year)

Separate charges not included in total rent

..... \$

..... \$

..... \$

Other relevant information:

There is a rent review order that was effective on,

19....., that set the maximum rent for the unit. The Ministry started with that ordered rent and added all rental increases that the landlord was

allowed to take up to the date of That would make

a rent of \$....., including separate charges for

When comparing this amount with the total rent registered by the landlord, the registered total rent is higher.

The tenant and the landlord have ninety days to apply to change the registered rent or any of the other information registered by the landlord for the unit. If an application is made, it must be made before the

deadline date of, 19.....

Rent Registrar

O. Reg. 548/91, s. 2, part.

Form 11R

Residential Rent Regulation Act, 1986

The landlord registered this information for unit

This rent took effect on, 19....., for this unit.
(type)

Basic rent for this unit: \$

Separate charges included in total rent

..... \$

..... \$

..... \$

..... \$

..... \$

Total Rent \$ (indicate whether for week, month, year)

Separate charges not included in total rent

..... \$

..... \$

..... \$

Other relevant information:

There is a rent review order that was effective on

19....., that set the maximum rent for the unit. The Ministry started with that ordered rent and added all rental increases that the landlord was

allowed to take up to the date of That would make

a rent of \$....., including separate charges for

When comparing this amount with the total rent registered by the landlord, the registered total rent is higher.

The tenant and the landlord have two years to apply to change the registered rent or any of the other information registered by the landlord for the unit. If an application is made, it must be made before the

deadline date of, 19.....

Rent Registrar

O. Reg. 548/91, s. 2, part.

Form 12R

Residential Rent Regulation Act, 1986

The landlord registered this information for unit

This rent took effect on, 19....., for this unit.
(type)

Basic rent for this unit: \$

Separate charges included in total rent

..... \$

Services included in basic rent: (indicate yes or no)

Heating

Hydro

.....	\$	Water
.....	\$	Cable
.....	\$	Parking
.....	\$	No. of Spaces
.....	\$	
Total Rent	\$	

(indicate whether for week, month, year)

Separate charges not included in total rent

.....	\$
.....	\$
.....	\$

Other relevant information:

The tenant and the landlord have two years to apply to change the registered rent or any of the other information registered by the landlord for the unit. If an application is made, it must be made before the deadline date of, 19.....

Rent Registrar

O. Reg. 548/91, s. 2, part.

Form 13R

Residential Rent Regulation Act, 1986

The landlord registered that unit, which is a unit. (type) is exempt for the following reason:

.....

There is a rent review order that was effective on, 19....., that set the maximum rent for the unit. The Ministry started with that ordered rent and added all rental increases that the landlord was allowed to take up to the date of That would make a rent of \$....., including separate charges for The landlord has registered that the unit was exempt.

If the landlord or the tenant wants to apply to change the information registered by the landlord, there is no deadline for the application.

O. Reg. 548/91, s. 2, part.

Form 14R

Residential Rent Regulation Act, 1986

The landlord registered that unit, which is a unit. (type) is exempt for the following reason:

.....

Other relevant information:

The landlord and tenant have two years to apply to change any of the information registered by the landlord for the unit. If an application is made, it must be made before the deadline date of

19.....

O. Reg. 548/91, s. 2, part.

42/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 549/91.

Exemption — Ministry of the Environment — MOE-45.

Made—September 27th, 1991.

Approved—September 27th, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

ORDER MADE UNDER THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION — MINISTRY OF THE ENVIRONMENT — MOE-45

Having received a request from the Ministry of the Environment that an undertaking, namely:

The activities of expanding or upgrading of existing sewage or water systems of the type approved under Order in Council numbers O.C. 2731/83 and O.C. 2227/86,

be exempt from the application of the Act pursuant to section 29; and

Whereas the approvals referred to above, copies of which may be found in the public records maintained under section 31 of the Act, specify the process under which the activities may be proceeded with; and

Whereas the approvals provide that this terminates on the 29th day of September, 1991; and

Having been advised by the Ministry that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following damage or interference with the persons indicated will occur:

- A. The Crown and persons who use such sewage and water systems will be interfered with and damaged by the undue expense required to prepare environmental assessments for undertakings that may have insignificant adverse effects on the environment.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The environment is protected from adverse effects by processing the expansion and upgrading of an existing sewage or water system under the existing approved process and no significant benefit to the environment would arise by requiring the process to be again reviewed under the Act at the present time.

This exemption is subject to the following terms and conditions:

1. Where any activity which otherwise would be exempt under this order is being carried out as or is part of an undertaking for which an environmental assessment has been accepted and approval to proceed received, the activity shall be carried out in accordance with any terms or conditions in the approval to proceed as well as the conditions of this order.
2. Where any activity which is the subject of this order is being carried out as or is part of another undertaking which is the subject of an exemption order under the Act, the activity exempt under this order shall be carried out in accordance with any terms or conditions in the other exemption order as well as the conditions in this order.
3. Any activities carried out under this order shall be carried out in accordance with the Ministry of the Environment Class Environmental Assessment document approved under Order in Council numbers O.C. 2731/83 and O.C. 2227/86 except for the provision providing for its termination.
4. Subject to condition 5, this exemption order and the approvals referred to above cease to apply on March 12th, 1994.
5. The date, March 12th, 1994, specified in condition 4, may be changed from time to time by notice published by the Minister of the Environment in *The Ontario Gazette*. O. Reg. 549/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

42/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 550/91.
Crop Insurance Plan—Green and Wax Beans.
Made—June 13th, 1991.
Approved—September 27th, 1991.
Filed—October 3rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 209 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1. Subsection 12 (1) of the Schedule to Regulation 209 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 454/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium payable in respect of acreage under contract is,
 - (a) in the case of cut green and wax beans, \$72 per acre;
 - (b) in the case of whole green and wax beans, \$89 per acre.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

42/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 551/91.
Crop Insurance Plan—Black Tobacco.
Made—June 12th, 1991.
Approved—September 27th, 1991.
Filed—October 3rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 200 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Regulation 200 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 339/90, is revoked.

(2) Section 6 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 490/87, is amended by adding the following clause:

- (ba) an earned additional coverage endorsement in Form 2, where an insured person has applied for extended coverage;

(3) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 339/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period, and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight applied to underwritten yield	Weight applied to simple average of actual yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission

shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(4) Section 11 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 573/83, is amended by striking out "70" in the third line and substituting "75".

(5) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 307/89, is revoked and the following substituted:

(1) The total premium is \$144 per acre.

2. Subparagraph 2 (2) of Form 1 of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 464/84 and amended by section 2 of Ontario Regulation 490/87, is further amended by striking out "\$125" in the fourth line and substituting "\$150".

3. The Regulation is amended by adding the following Form:

Form 2

Crop Insurance Act (Ontario)

EARNED ADDITIONAL COVERAGE ENDORSEMENT

1.—(1) This endorsement is in force where the insured person applies for it, satisfies the conditions set out in paragraph 3 and pays the prescribed premium.

(2) The coverage in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.

(3) The conditions of the Schedule and Form 1 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.

2. An application for extended coverage shall be made by the first day of May in the crop year in respect of which it is made or not later than such other date as may be determined from time to time by the Commission.

COVERAGE

3. The insured person may purchase an additional 5 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 9 of the Schedule if the insured person satisfies the following conditions:

1. The insured person has purchased crop insurance for the insured crop in the last year in which the insured crop was grown.
2. The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for at least three crop years.
3. According to Commission records up to and including 1989, the value of the total number of claims that the insured person has been paid under the plan during the insured person's years

of enrolment does not exceed twice the premiums paid under the plan.

4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 per cent to the total guaranteed coverage determined under section 9 of the Schedule and multiplying this sum by the established price per pound determined under section 11 of the Schedule.

5.—(1) The additional premium payable in the crop year for this endorsement is \$36.60 per acre.

(2) The premium prescribed by subparagraph (1) includes payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

(3) An insured person shall pay a premium deposit of \$100 at the time of application for extended coverage. O. Reg. 551/91, s. 3

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

42/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 552/91.

Crop Insurance Plan—Carrots.

Made—June 12th, 1991.

Approved—September 27th, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 217/82 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Ontario Regulation 217/82, as remade by section 1 of Ontario Regulation 469/90, is revoked.

(2) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 469/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period, and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight applied to underwritten yield	Weight applied to simple average of actual yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\text{Average Yield} \times 1.3 \right) \right).$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\text{Average Yield} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right).$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 469/90, is revoked and the following substituted:

- (1) Subject to subsection (2), the total premium is,
 - (a) \$196 per acre where the established price is \$1.60 per bushel; or
 - (b) \$244 per acre where the established price is \$2 per bushel.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of June, 1991.

42/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 553/91.

Crop Insurance Plan—Oil Seed.

Made—July 11th, 1991.

Approved—September 27th, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 297/84 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Ontario Regulation 297/84, as remade by section 1 of Ontario Regulation 453/90, is revoked.

(2) Section 6 of the Schedule is amended by adding the following clause:

- (ba) an endorsement for extended coverage for soybeans in Form 2, an endorsement for extended coverage for soybeans in Form 3 and an endorsement for earned additional coverage for canola in Form 4, where the insured person has applied for these endorsements;

(3) Section 13a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

13a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield for canola in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period, and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight applied to underwritten yield	Weight applied to simple average of actual yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.

4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right).$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right).$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(4) Section 16 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

16.—(1) For the purpose of this plan, the established price for canola is,

- (a) \$0.10 per pound;
- (b) \$0.12 per pound;
- (c) the floating price per pound determined under subsection (2).

(2) The floating price per pound is the lesser of,

- (a) the average calculated by the Commission of the daily prices per pound of canola at Hamilton and Windsor, Ontario, as determined by the Farm Market News for the period from the fifteenth day of August to the seventh day of September in a crop year, minus \$0.002 per pound;
- (b) an amount equal to 80 per cent of the average market price for canola over the most recent fifteen-year period, adjusted to account for changes in the Farm Input Price Index for Crop Production in Eastern Canada maintained by the Policy Branch of Agriculture Canada.

(3) The average market price for canola referred to in clause (2) (b) shall be calculated as follows:

1. In each of the years from 1976 to 1980 inclusive, the Ontario market price for canola shall be the Manitoba market price in those years multiplied by 0.953.
2. In each of the years from 1981 to 1989 inclusive, the Ontario market price for canola shall be the price estimated by Agriculture Canada for purposes of calculating stabilization payments under the *Agricultural Stabilization Act* (Canada).
3. In each of the years from 1990 onward, the Ontario market price for canola shall be the weighted average price provided by the Ontario Canola Growers' Association.

(5) Subsection 17 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,

- (a) \$13.40 per acre where the established price is \$0.10 per pound;
- (b) \$16 per acre where the established price is \$0.12 per pound or the floating price per pound.

(6) Section 17a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

17a.—(1) In calculating an insured person's average farm yield, the Commission shall,

- (a) determine an insured person's actual yield in a year from that person's acreage production records for the year or, in the absence of such records, estimate an actual yield figure in a year on the basis of a review of the insured person's farmland, the farmland in the district in which the insured person's acreage is located and the insured person's farming practices;
- (b) on an annual basis, apply the appropriate factor in Table 2 to the actual yield figure for a year determined under clause (a) to produce a factored yield for each year;
- (c) compare the factored yield in each year with the average of the factored yields and,
- (i) if the factored yield in a year exceeds that average by more than 30 per cent, shall adjust the factored yield according to the formula,

$$\text{Adjusted Yield} = \frac{\text{Factored Yield}}{\text{Yield}} - \frac{2}{3} \left(\frac{\text{Factored Yield}}{\text{Yield}} - \left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right),$$

- (ii) if the factored yield in a year exceeds that average by more than 30 per cent, shall adjust the factored yield according to the formula,

$$\text{Adjusted Yield} = \frac{\text{Factored Yield}}{\text{Yield}} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \frac{\text{Factored Yield}}{\text{Yield}} \right);$$

and

- (d) determine an insured person's average farm yield by calculating the average of the insured person's factored yields, using adjusted yield figures obtained under clause (c) where applicable.

(7) Subsections 20 (1) and (1a) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 453/90, are revoked and the following substituted:

(1) For the purpose of this plan, the established price for soybeans is,

- (a) \$5.30 per bushel;
- (b) \$6.40 per bushel; or
- (c) the floating price per bushel determined under subsection (1a).

(1a) The floating price per bushel is the lesser of,

- (a) the average calculated by the Commission of the daily prices per bushel of soybeans at Chatham, Ontario as determined by the Farm Market News for the period from the first day of October to the twenty-first day of October in a crop year, minus \$0.08 per bushel; and
- (b) an amount equal to 80 per cent of the average market price for soybeans over the most recent fifteen-year period, adjusted to account for changes in the Farm Input Price Index for Crop Production in Eastern Canada maintained by the Policy Branch of Agriculture Canada.

(1b) The average market price for soybeans referred to in clause (1a) (b) shall be determined on the basis of the simple average of mid-month prices in the relevant crop years as weighted in accordance with monthly marketing data provided by the Ontario Soybeans Producers' Marketing Board.

(8) Subsection 21 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,
 - (a) \$8 per acre where the established price is \$5.30 per bushel;
 - (b) \$9.80 per acre where the established price is \$6.40 per bushel;
 - (c) \$10.20 per acre where the established price is the floating price per bushel.

2. Subparagraph 3 (2) of Form 1 of the Regulation, as amended by section 9 of Ontario Regulation 312/87 and section 2 of Ontario Regulation 279/88, is further amended by striking out "\$30" in the fourth line and substituting "\$40".

3.—(1) Paragraph 3 of Form 2 of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

3. The insured person may purchase an extra 5 or 10 per cent coverage in addition to coverage determined under section 18 of the Schedule.

(2) Paragraph 4 of Form 2, as made by section 2 of Ontario Regulation 453/90, is amended by striking out "4 or 7" in the fourth line and substituting "5 or 10".

(3) Subparagraphs 5 (1) and (2) of Form 2, as made by section 2 of Ontario Regulation 453/90, are revoked and the following substituted:

(1) The additional premium payable in the crop year for 5 per cent extra coverage is,

- (a) \$2.60 per acre where the established price is \$5.30 per bushel;
- (b) \$3 per acre where the established price is \$6.40 per bushel;
- (c) \$3.20 per acre where the established price is the floating price per bushel.

(2) The additional premium payable in the crop year for 10 per cent extra coverage is,

- (a) \$6.80 per acre where the established price is \$5.30 per bushel;
- (b) \$8 per acre where the established price is \$6.40 per bushel;
- (c) \$8.40 per acre where the established price is the floating price per bushel.

4. Subparagraph 8 (1) of Form 3 of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 453/90, is amended by striking out "4" in the second line and substituting "3".

5. The Regulation is amended by adding the following Form:

Form 4

Crop Insurance Act (Ontario)

EARNED ADDITIONAL COVERAGE

1.—(1) This endorsement applies only to canola.

(2) This endorsement is in force where the insured person applies for it, satisfies the conditions set out in paragraph 3 and pays the prescribed premium.

(3) The coverage is in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.

(4) The conditions of the Schedule and Form 1 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.

2. An application for earned additional coverage shall be made by the first day of May in the crop year in respect of which it is made.

COVERAGE

3. The insured person may purchase an additional 5 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 14 of the Schedule if the insured person satisfies the following conditions:

1. The insured person has purchased crop insurance for canola in the last year canola was grown by the insured person.
2. The insured person has purchased crop insurance for canola for at least three crop years.
3. The value of the total number of claims that the insured person has been paid under the plan during the insured person's years of enrolment does not exceed twice the premiums paid under the plan.

4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 per cent to the coverage determined under section 14 of the Schedule and multiplying this sum by the established price determined under section 16 of the Schedule.

PREMIUMS

5.—(1) The additional premium payable in the crop year for this endorsement is,

- (a) \$1.40 per acre where the established price is \$0.10 per pound;
- (b) \$2.80 per acre where the established price is \$0.12 per pound;
- (c) \$2.80 per acre where the established price is the floating price per pound.

(2) The premiums prescribed by subparagraph (1) include payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

(3) Subsection 17 (3) of the Schedule does not apply to this endorsement.

(4) An insured person shall pay a premium deposit of \$1 per acre at the time of application for earned additional coverage. O. Reg. 553/91, s. 5.

6. Table 2 of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 453/90, is revoked and the following substituted:

TABLE 2

Age of Yield	Factor
10	1.13232
9	1.11753
8	1.10313
7	1.08909
6	1.07540
5	1.06205
4	1.04903
3	1.03633
2	1.00000
1	1.00000

O. Reg. 553/91, s. 6.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of July, 1991.

POLICE SERVICES ACT, 1990

O. Reg. 554/91.

Political Activities of Municipal Police Officers.

Made—September 27th, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
POLICE SERVICES ACT, 1990

POLITICAL ACTIVITIES OF MUNICIPAL POLICE OFFICERS

1. A municipal police officer may,

- (a) vote in an election;
- (b) be a member of or hold office in a political party or other organization engaged in political activity;
- (c) make contributions of money or goods to,
 - (i) a political party or other organization engaged in political activity, or
 - (ii) a candidate in an election. O. Reg. 554/91, s. 1.

2.—(1) A municipal police officer who is not on duty and who is not in uniform may engage in the following political activities:

1. Expressing views on any issue not directly related to the police officer's responsibilities as a police officer, as long as the police officer does not,
 - i. associate his or her position as a police officer with the issue, or
 - ii. represent the views as those of a police force.
2. Attending and participating in a public meeting, including,
 - i. a meeting with elected representatives or government officials, or
 - ii. a meeting with candidates in an election.
3. Attending and participating in a meeting or convention of a political party or other organization engaged in political activity.
4. Canvassing on behalf of a political party or other organization engaged in political activity, or on behalf of a candidate in an election, as long as the police officer does not solicit or receive funds on behalf of the party, organization or candidate.
5. Acting as a scrutineer for a candidate in an election.
6. On the polling day of an election, transporting electors to a polling place on behalf of a candidate.
7. Engaging in any other political activity, other than,
 - i. soliciting or receiving funds, or
 - ii. political activity that places or is likely to place the police officer in a position of conflict of interest.

(2) The expression of views in the course of an activity referred to in paragraphs 2 to 7 of subsection (1) is subject to paragraph 1 of that subsection. O. Reg. 554/91, s. 2.

3. If authorized to do so by the police services board or chief of police, a municipal police officer may, on behalf of the police force,

- (a) express views on any issue, as long as the police officer does not, during an election campaign, express views supporting or opposing,
 - (i) a candidate in the election or a political party that has nominated a candidate in the election, or
 - (ii) a position taken by a candidate in the election or by a political party that has nominated a candidate in the election; and
- (b) subject to clause (a), attend and participate in a public meeting. O. Reg. 554/91, s. 3.

4.—(1) Subject to subsection (2), a municipal police officer may,

- (a) be appointed to or be a candidate for election to a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, other than a police services board;
- (b) service on a local board as defined in the *Municipal Affairs Act*, other than a police services board; and
- (c) engage in political activity related to the appointment, candidacy or service referred to in clause (a) or (b).

(2) Subsection (1) does not apply if the appointment, candidacy or service,

- (a) interferes with the police officer's duties as a police officer; or
- (b) places or is likely to place the police officer in a position of conflict of interest. O. Reg. 554/91, s. 4.

5.—(1) Subject to subsection (2), a municipal police officer other than a chief of police or deputy chief of police may be a candidate in,

- (a) a federal or provincial election; or
- (b) an election for the office of head of a municipal council or member of a municipal council.

(2) A municipal police officer who proposes to become a candidate under subsection (1) shall apply to the board with which he or she is employed for a leave of absence without pay for a period of not more than sixty days ending on the polling day of the election.

(3) Every application for a leave of absence under subsection (2) shall be approved by the board.

(4) A municipal police officer on a leave of absence under subsection (2) may engage in political activity related to the election.

(5) A municipal police officer who is elected to an office in an election referred to in subsection (1) shall resign as a police officer before serving in the office to which he or she was elected.

(6) If a person who resigned as a police officer under subsection (5) ceases to hold the office to which he or she was elected within six years after the resignation and, within three months after ceasing to hold the office, applies to the police force for appointment to his or her former position or to another position of lesser rank for which he or she is qualified under section 43 of the Act, the police force shall appoint the person to the position on its next becoming vacant.

(7) A leave of absence under subsection (2) and the period between a resignation under subsection (5) and an appointment under subsection (6) shall be deemed not to interrupt the continuous service of a police officer, but the length of the leave of absence and the length of the period between the resignation and the appointment shall not be included in any computation of the length of the police officer's continuous service. O. Reg. 554/91, s. 5.

42/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 555/91.

Sale of Bass and Trout and Fishing Preserves.

Made—October 2nd, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 555/91

Vente d'achigan et de truite et réserves de pêche

pris—le 2 octobre 1991

déposé—le 3 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 433 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT

1. Regulation 433 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

VENTE D'ACHIGAN ET DE TRUITE ET
RÉSERVES DE PÊCHE

VENTE D'ACHIGAN ET DE TRUITE

1 Le permis prévu au paragraphe 72 (1) de la Loi est rédigé selon la formule 1 relativement à la reproduction d'achigan ou de truite en Ontario et selon la formule 2 relativement à la vente à des fins d'alimentation humaine des poissons suivants :

- a) la truite prise à l'extérieur de l'Ontario;
- b) la truite vivante propagée en Ontario et mise en vente dans un restaurant ou dans un commerce de détail;
- c) les stocks excédentaires de truites gardées par le titulaire en vertu d'un permis de réserve de pêche. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

2 La demande de permis rédigé selon la formule 1 est rédigée selon la formule 3 et la demande de permis rédigé selon la formule 2 est rédigée selon la formule 4. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

3 Les droits à acquitter pour un permis rédigé selon la formule 1 sont de 41 \$. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

4 Le permis rédigé selon la formule 1 n'est délivré qu'à l'égard d'une parcelle de terrain dont l'auteur de la demande est propriétaire ou locataire et qui comprend, selon le cas :

- a) une étendue d'eau artificielle ou faite de main d'homme, située entièrement dans les limites de la parcelle de terrain et alimentée par des voies d'écoulement de surface, des sources naturelles, des nappes d'eau souterraine ou des eaux détournées ou pompées d'un ruisseau ou d'un lac, cette étendue d'eau ne devant pas provenir de ruisseaux, d'étangs ou de lacs naturels ni être constituée d'eaux résultant de l'endiguement de ruisseaux naturels;
- b) un étang ou un lac naturel dont le lit appartient à l'auteur de la demande et duquel aucune eau ne se déverse dans une autre étendue d'eau naturelle;
- c) la source d'un ruisseau naturel;
- d) des eaux qui, en 1970, étaient visées par un permis de vente d'achigan à grande bouche, d'achigan à petite bouche, de truite mouchetée et de truite arc-en-ciel à des fins d'alevinage. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) La personne qui vend à des fins d'alimentation humaine une truite mouchetée ou une truite arc-en-ciel pour laquelle elle a un acte de vente ou une autre preuve d'achat visé à l'article 10 est réputée titulaire d'un permis de vente de truite.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 433 DES RÈGLEMENTS REFONDUS DE
L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement 433 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

(2) L'article 11 ne s'applique pas aux personnes visées au paragraphe (1). Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

6 Le permis rédigé selon la formule 1 ou 2 n'est valide que pour les espèces de poisson qui y sont précisées. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

7 Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 ne doit pas vendre un poisson mentionné dans le permis qui n'a pas été pris dans les eaux de la parcelle de terrain en Ontario qui y est précisé. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

8 Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 ne doit pas vendre de poisson pris dans les eaux de la parcelle de terrain précisée dans le permis si des poissons sont infectés d'organismes causant des maladies rénales bactériennes, des nécroses pancréatiques infectieuses, des septicémies hémorragiques virales, des nécroses hémato-poïétiques infectieuses ou des myxoboloses. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

9 (1) Le permis rédigé selon la formule 1 expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance.

(2) Le permis rédigé selon la formule 2 expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance ou à la date antérieure qui y est précisée. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

10 (1) Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 ou 2 ne doit pas vendre de truite mouchetée ni de truite arc-en-ciel à des fins d'alimentation humaine sauf s'il remet à l'acheteur, au moment de la vente, un acte de vente ou une autre preuve d'achat rédigé selon la formule que fournit le ministère des Richesses naturelles.

(2) L'acheteur conserve l'acte de vente ou l'autre preuve d'achat visé au paragraphe (1) tant qu'il a en sa possession le poisson qui y est décrit, et il le présente à un agent sur demande. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

11 Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 ne doit pas vendre d'achigan ni de truite à des fins d'alevinage sauf s'il a obtenu un permis rédigé selon la formule 8 autorisant le transport et l'alevinage de poisson ou si l'acheteur en présente un. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

RÉSERVES DE PÊCHE

12 Le permis autorisant le titulaire à être propriétaire d'une réserve de pêche ou à en exploiter une est rédigé selon la formule 6. Les droits à acquitter pour ce permis sont de 82 \$. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

13 La demande de permis rédigé selon la formule 6 est rédigée selon la formule 7. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

14 Le permis rédigé selon la formule 6 expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

15 (1) À moins d'avoir en sa possession un document que lui a donné le propriétaire ou l'exploitant de la réserve de pêche et qui prouve que les truites ont été prises dans la réserve, et de le garder tant que les truites sont en sa possession, nul ne doit retirer d'une réserve de pêche des truites mouchetées ou des truites arc-en-ciel :

- a) pendant la période de fermeture pour ces poissons;
- b) en surplus de la limite de prises quotidiennes.

(2) Le document visé au paragraphe (1) est rédigé selon la formule que fournit le ministère des Richesses naturelles. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

16 La réserve de pêche pour laquelle la demande prévue à l'article 13 du présent règlement n'a pas été présentée est soustraite à l'application de l'article 73 de la Loi et des articles 12 à 15 inclusivement du présent règlement. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

17 (1) Le permis délivré pour le transport et l'alevinage de poisson est rédigé selon la formule 8.

(2) Le permis rédigé selon la formule 8 expire le 31 décembre de l'année de sa délivrance, à moins qu'une date d'expiration n'y figure.

(3) Si une date d'expiration figure sur le permis, celui-ci expire à cette date. Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur la chasse et la pêche

N°

19.....

PERMIS DE REPRODUCTION ET DE VENTE D'ACHIGAN ET DE TRUITE

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à :

.....
de

pour la reproduction et la vente des espèces suivantes :

- (rayer les espèces non applicables, le cas échéant) a) achigan à petite bouche, achigan à grande bouche, truite mouchetée et truite arc-en-ciel, aux fins d'alevinage;
- b) truite mouchetée et truite arc-en-ciel, aux fins d'alimentation humaine.

Le poisson vendu en vertu du présent permis doit être pris dans les eaux de la parcelle de terrain suivante :

.....
.....

Le présent permis expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance.

..... (date) (signature du responsable)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 2

Loi sur la chasse et la pêche

N°

19.....

PERMIS DE VENTE DE TRUITE

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à :

.....
de

pour la vente, à des fins d'alimentation humaine, des espèces suivantes :

- (rayer les espèces et les alinéas non applicables) a) la truite mouchetée et la truite arc-en-ciel prises à l'extérieur de l'Ontario;
- b) la truite mouchetée et la truite arc-en-ciel vivantes propagées en Ontario et mises en vente dans un restaurant ou dans un commerce de détail;
- c) les stocks excédentaires de truites mouchetées et de truites arc-en-ciel gardées par le titulaire en

vertu du permis de réserve de pêche n°.....

à l'adresse suivante :

.....
.....

Le présent permis expire le 19.....

..... (date) (signature du responsable)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 3

Loi sur la chasse et la pêche

N°

19.....

DEMANDE DE PERMIS DE REPRODUCTION ET DE VENTE D'ACHIGAN ET DE TRUITE

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues,

..... (nom et prénom, en lettres moulées)

..... (adresse postale)

demande un permis de reproduction et de vente des espèces suivantes :

- (rayer les espèces non applicables, le cas échéant) a) achigan à petite bouche, achigan à grande bouche, truite mouchetée et truite arc-en-ciel, aux fins d'alevinage;
- b) truite mouchetée et truite arc-en-ciel, aux fins d'alimentation humaine.

1. De qui obtiendrez-vous votre poisson?

(nom)

(adresse)

2. Conserverez-vous des poissons de reproduction en vue de leur reproduction?

3. Le poisson qui sera vendu sera pris dans les eaux de la parcelle de terrain décrite ci-dessous :

Lot Concession

Canton Comté ou district

4. Je joins un chèque – mandat – de 41 \$ en paiement des droits.

(date)

(signature de l'auteur de la demande)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 4

Loi sur la chasse et la pêche

19.....

DEMANDE DE PERMIS DE VENTE DE TRUITE

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues,

(nom et prénom, en lettres moulées)

(adresse postale)

demande un permis de vente, à des fins d'alimentation humaine, des espèces suivantes :

- (rayer les espèces et les alinéas non applicables, le cas échéant) a) la truite mouchetée et la truite arc-en-ciel prises à l'extérieur de l'Ontario;
- b) la truite mouchetée et la truite arc-en-ciel vivantes propagées en Ontario et mises en vente dans un restaurant ou dans un commerce de détail;
- c) les stocks excédentaires de truites mouchetées et de truites arc-en-ciel gardées par le titulaire en vertu du permis de réserve de pêche n°.....

à l'adresse suivante :

où est situé :

- une usine de traitement ou de conditionnement
- un restaurant
- un commerce de détail
- autre

(préciser)

Indiquer la province ou le pays d'où le poisson doit être

importé, le cas échéant

(date)

(signature de l'auteur de la demande)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 5

Loi sur la chasse et la pêche

RAPPORT ANNUEL DES VENTES DE TRUITE MOUCHETÉE ET DE TRUITE ARC-EN-CIEL À DES FINS D'ALIMENTATION HUMAINE

Nom du titulaire

Adresse du titulaire

Numéro du permis expirant le 31 décembre 19....

Vente de poisson par le titulaire du

1^{er} janvier 19.... au 31 décembre 19....

Espèces

Nombre

Poids

(date)

(signature du titulaire)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 6

Loi sur la chasse et la pêche

N°.....

19.....

PERMIS DE RÉSERVE DE PÊCHE

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à :

(nom et prénom, en lettres moulées)

(adresse postale)

qu'il autorise ainsi à être propriétaire d'une réserve de pêche ou à en exploiter une sur la parcelle de terrain suivante :

Le présent permis expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance.

(date)

(signature du responsable)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, en partie.

Formule 7

Loi sur la chasse et la pêche

19..... N°

DEMANDE DE PERMIS DE RÉSERVE DE PÊCHE

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues,

.....
(nom et prénom, en lettres moulées)

.....
(adresse postale)

demande un permis l'autorisant à être propriétaire d'une réserve de pêche ou à en exploiter une sur la parcelle de terrain suivante :

Lot Concession

Canton Comté ou district

Autre

1. Quelle est votre source d'approvisionnement en eau?

2. Quelles espèces de poisson offrirez-vous pour la pêche à la ligne?

3. Je joins un chèque - mandat - de 82 \$ en paiement des droits.

.....
(date)

.....
(signature de l'auteur de la demande)

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

Formule 8

Loi sur la chasse et la pêche

PERMIS AUTORISANT LE TRANSPORT ET L'ALEVINAGE DE POISSON

Ministère des Richesses naturelles

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui sont prévues dans la *Loi sur les pêches* (Canada) et les règlements de la pêche en Ontario, le présent permis est délivré à :

..... Nom Adresse postale Téléphone
--------------	--------------------------	--------------------

pour le transfert de :

..... Quantité Espèce Taille Âge
-------------------	-----------------	-----------------	--------------

DES EAUX DONT :

..... Nom Nom de la frayère ou de l'étendue d'eau Numéro de permis
--------------	--	---------------------------

.....
Adresse postale

Emplacement des eaux

..... Comté Canton Lot Concession
----------------	-----------------	--------------	---------------------

EST PROPRIÉTAIRE OU LOCATAIRE POUR ALEVINER LES EAUX CONNUES SOUS LE NOM DE :

..... Nom Comté Canton Lot Concession
--------------	----------------	-----------------	--------------	---------------------

SITUÉES À :

..... Adresse postale Téléphone
--------------------------	--------------------

ET DONT :

Nom

EST PROPRIÉTAIRE OU EXPLOITANT.

Distribution des copies :

1. Acheteur/titulaire de permis
Date de délivrance Date d'expiration
2. Frayère privée/fournisseur
Date de délivrance Date d'expiration
3. District qui prépare le permis

.....
Chef du district

Règl. de l'Ont. 555/91, art. 1, *en partie*.

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 556/91.
Wolves and Black Bears in Captivity.
Made—October 2nd, 1991.
Filed—October 3rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 438 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT

1. Regulation 438 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

LOUPS ET OURS NOIRS GARDÉS EN CAPTIVITÉ

1 Le permis autorisant la garde d'un loup mâle en captivité dans une cage ou un parc fixes est rédigé selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

2 Le titulaire d'un permis autorisant la garde d'un loup mâle en captivité doit respecter les conditions suivantes :

- a) garder le loup dans une cage ou un parc fixes conçus conformément aux normes qui figurent dans l'annexe;
- b) respecter ces normes;
- c) approvisionner le loup en eau et en nourriture toutes les douze heures;
- d) veiller à la propreté de la cage ou du parc. Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

3 Le permis rédigé selon la formule 1 expire le 31 décembre de l'année de sa délivrance. Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

4 Le permis autorisant la garde d'un ours noir mâle en captivité dans une cage ou un parc fixes est rédigé selon la formule 2. Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

5 Les conditions énoncées à l'article 2 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au permis autorisant la garde en captivité d'un ours noir mâle. Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 556/91
Loups et ours noirs gardés en captivité
pris—le 2 octobre 1991
déposé—le 3 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 438 DES RÈGLEMENTS REFONDUS DE
L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement 438 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

6 Le permis rédigé selon la formule 2 expire le 31 décembre de l'année de sa délivrance. Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

ANNEXE

La cage ou le parc fixes :

- a) a une superficie minimale de 150 pieds carrés, comme l'indique la figure 1;
- b) est placé sur une dalle de béton d'au moins 4 po, construite conformément à la figure 2;
- c) a une hauteur totale minimale de 6 pi comme l'indique la figure 3;
- d) est construit avec des cornières d'au moins 2 po × 2 po × 3/16 po ou des tuyaux galvanisés d'au moins 2 po de diamètre, comme l'indique la figure 3, est entouré d'une clôture à mailles en losange, dont les mailles ont au plus 2 po × 2 po et qui est faite de fil de fer de calibre 8 ou d'un fil plus épais, le bord inférieur de la clôture étant fixé à la cornière installée 2 po au-dessus de la dalle de béton;
- e) est entièrement recouvert d'un toit, construit avec des matériaux ni transparents ni translucides, en surplomb d'au moins 18 po tout le tour;
- f) est doté d'un endroit d'au moins 30 po × 30 po, à l'abri des intempéries, où l'animal peut dormir.

FIG. 1

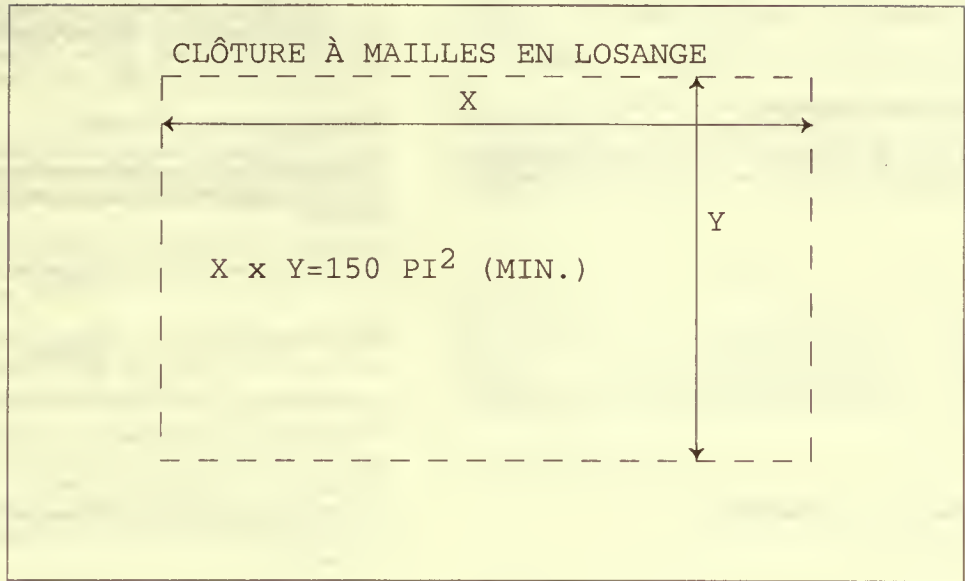


FIG. 2

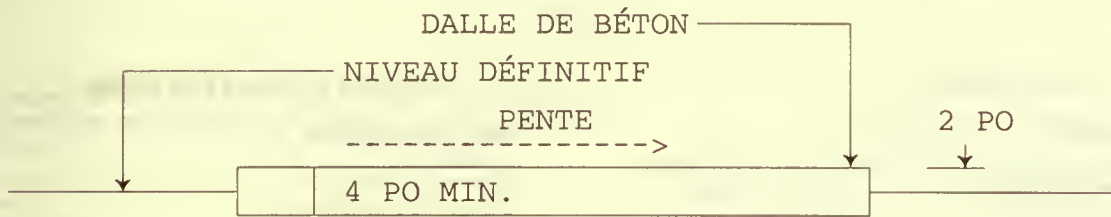
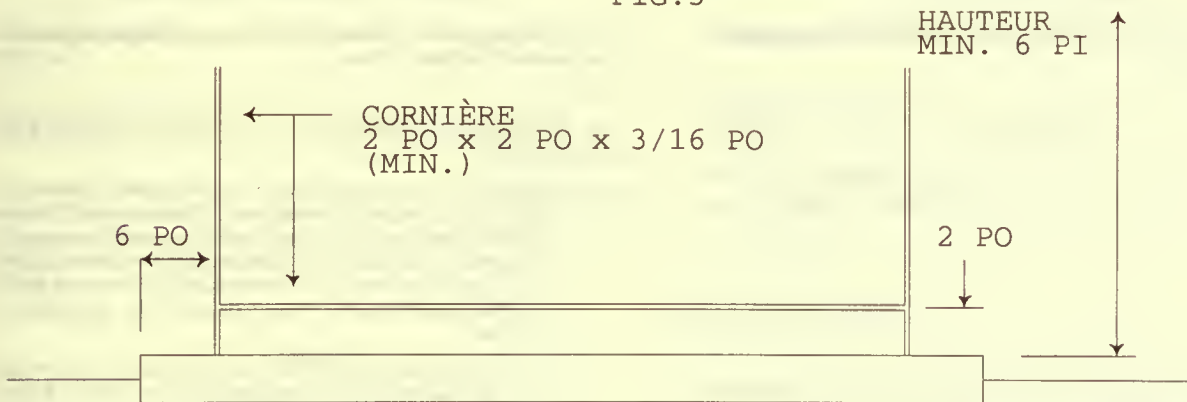


FIG. 3



Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, en partie.

Formule 1**PERMIS AUTORISANT LA GARDE D'UN LOUP EN CAPTIVITÉ**

N°

Ministère des Richesses naturelles

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à :

.....
(nom)de
(adresse)

pour garder un (1) loup mâle en captivité dans une cage ou un parc fixes à :

Le présent permis expire le 31 décembre 19.....

Délivré à

.....
(signature du responsable).....
(signature du titulaire).....
(date)Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.**Formule 2****PERMIS AUTORISANT LA GARDE D'UN OURS NOIR EN CAPTIVITÉ**

N°

Ministère des Richesses naturelles

En vertu de la *Loi sur la chasse et la pêche* et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à :

.....
(nom)de
(adresse)

pour garder un (1) ours mâle en captivité dans une cage ou un parc fixes à :

Le présent permis expire le 31 décembre 19.....

Délivré à

.....
(signature du responsable).....
(signature du titulaire).....
(date)Règl. de l'Ont. 556/91, art. 1, *en partie*.

42/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 557/91.
Bullfrogs.
Made—October 2nd, 1991.
Filed—October 3rd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 694/81
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT**

1. Ontario Regulation 694/81 is amended by adding the following French version:

OUAOUARONS

1 (1) Le permis autorisant la prise de ouaouarons aux fins de vente ou de troc est rédigé selon la formule 1. Les droits à acquitter sont de 36,75 \$.

(3) Aucun permis rédigé selon la formule 1 n'est délivré à un non-résident.

(4) Le permis rédigé selon la formule 1 n'est valide que dans la ou les parties de l'Ontario qui y sont précisées.

(5) La demande de permis rédigé selon la formule 1 est rédigée selon la formule 3.

(6) Le permis rédigé selon la formule 1 expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, *en partie*.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 557/91
Ouaouarons
pris—le 2 octobre 1991
déposé—le 3 octobre 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 694/81
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE**

1. Le Règlement de l'Ontario 694/81 est modifié par adjonction de la version française suivante :

1a Les personnes suivantes peuvent prendre des ouaouarons à des fins personnelles :

1. Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 (Permis de pêche sportive de résident ontarien) du Règlement de l'Ontario 526/86 (Permis de pêche) et sur lequel est apposée une vignette rédigée selon la formule 2 (Vignette de pêche sportive de quatre jours de résident ontarien) ou la formule 3 (Vignette de pêche sportive saisonnière de résident ontarien) du règlement en question.

2. Le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 13 (Permis de pêche à la ligne de non-résident/résident canadien) du Règlement de l'Ontario 526/86 (Permis de pêche) et sur lequel est apposée une vignette rédigée selon la formule 14 (Vignette de pêche à la ligne de quatre jours de non-résident ontarien), la formule 15 (Vignette de pêche à la ligne de vingt et un jours de non-résident ontarien) ou la formule 16 (Vignette de pêche à la ligne saisonnière de non-résident) du règlement en question. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, *en partie*.

2 Les ouaouarons peuvent être pris du 21 juillet au 15 octobre inclusivement. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, en partie.

3 (1) Sous réserve du paragraphe (3), à l'exclusion du titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1, nul ne doit prendre plus de dix ouaouarons en une journée ni en avoir plus de dix en sa possession en même temps.

(2) Dans le comté de Lanark ou la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton, nul ne doit prendre ni avoir en sa possession des ouaouarons dont le tibia mesure moins de cinq centimètres de longueur.

(3) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la possession de ouaouarons achetés au titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, en partie.

3a Nul ne doit prendre de ouaouarons au moyen d'une arme à feu autre qu'un arc ou une arbalète. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, en partie.

4 Chaque année, le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 1 prépare un rapport rédigé selon la formule 4 et, dans les trente jours de la fermeture de la saison de chasse aux ouaouarons, il l'envoie par courrier recommandé au chef de district du district administratif du ministère où a été délivré le permis. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur la chasse et la pêche

PERMIS AUTORISANT LA PRISE DE OUAOUARONS AUX FINS DE VENTE OU DE TROC

N°

19.....

En vertu de la Loi sur la chasse et la pêche et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à :

Form with fields for Nom and Adresse

pour prendre des ouaouarons aux fins de vente ou de troc dans le comté, la municipalité régionale ou le district de

Le présent permis expire le 31 décembre suivant la date de sa délivrance.

Table with 3 columns: Signature du responsable, Bureau de district, Date

Le titulaire de permis doit soumettre un rapport annuel au chef de district du district où lui a été délivré le permis dans les trente jours de la fermeture de la saison de chasse aux ouaouarons l'année où le permis lui a été délivré. Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, en partie.

Formule 3

Loi sur la chasse et la pêche

DEMANDE DE PERMIS AUTORISANT LA PRISE DE OUAOUARONS AUX FINS DE VENTE OU DE TROC

En vertu de la Loi sur la chasse et la pêche et de ses règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues,

Nom (en lettres moulées) (Nom de famille) (Prénoms)

Adresse (Numéro) (Rue) (Ville, etc.) (Province) (Code postal)

présente une demande de permis pour prendre des ouaouarons aux fins de vente ou de troc dans le comté, la municipalité régionale ou le district

de

Table with 3 columns: Date de la demande (Jour, Mois, Année), Remplie à (préciser-canton, district, comté, municipalité régionale, ville, etc.), Signature de l'auteur de la demande

Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, en partie.

Formule 4

Loi sur la chasse et la pêche

RAPPORT ANNUEL DU TITULAIRE D'UN PERMIS AUTORISANT LA PRISE DE OUAOUARONS AUX FINS DE VENTE OU DE TROC

Écrire en lettres moulées

Form with fields for Nom du titulaire, Adresse du titulaire, Numéro de permis, and Le permis expire le 31 décembre 19__

Table with 3 columns: Nombre de ouaouarons pris, Nombre de ouaouarons tués, Lieu - marais, canton, comté, municipalité régionale ou district

Ventes de ouaouarons

Date	Vendus à	Nombre vendu aux fins d'alimentation humaine	Nombre vendu à un centre de recherches biologiques

Commentaires

J'atteste que les renseignements susmentionnés sont exacts.	Signature du titulaire	Date
---	------------------------	------

Le rapport annuel doit être remis au chef de district du district où le permis a été délivré dans les trente jours de la fermeture de la saison de chasse aux ouaouarons l'année où le permis a été délivré.

Règl. de l'Ont. 557/91, art. 1, *en partie*.

42/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 558/91.

Specification of Communicable Diseases.

Made—October 3rd, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

SPECIFICATION OF COMMUNICABLE DISEASES

1. The following diseases are specified as communicable diseases for the purposes of the Act:

Acquired Immunodeficiency Syndrome (AIDS)

Amebiasis

Anthrax

Botulism

Brucellosis

Campylobacter enteritis

Chancroid

Chickenpox (Varicella)

Chlamydia trachomatis infections

Cholera

Cytomegalovirus infection, congenital

Diphtheria

Encephalitis, primary viral

Food poisoning, all causes

Gastroenteritis, institutional outbreaks

Giardiasis

Gonorrhoea

Haemophilus influenzae b disease, invasive

Hemorrhagic fevers, including,

i. Ebola virus disease

ii. Marburg virus disease

iii. Other viral causes

Hepatitis, viral,

i. Hepatitis A

ii. Hepatitis B

iii. Hepatitis D (Delta hepatitis)

Influenza

Lassa Fever

Legionellosis

Leprosy

Listeriosis

Lyme Disease

Malaria

Measles

Meningitis, acute,

i. bacterial

ii. viral

iii. other

Meningococcal disease, invasive

Mumps

Ophthalmia neonatorum

Paratyphoid Fever

Pertussis (Whooping Cough)

Plague
 Poliomyelitis, acute
 Psittacosis/Ornithosis
 Q Fever
 Rabies
 Rubella
 Rubella, congenital syndrome
 Salmonellosis
 Shigellosis
 Syphilis
 Trichinosis
 Tuberculosis
 Tularemia
 Typhoid Fever
 Verotoxin-producing *E. coli* infections
 Yellow Fever
 Yersiniosis

O. Reg. 558/91, s. 1.

2. Ontario Regulations 161/84, 698/86 and 666/88 are revoked.

FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 3rd day of October, 1991.

42/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 559/91.

Specification of Reportable Diseases.

Made—October 3rd, 1991.

Filed—October 3rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
 HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

SPECIFICATION OF REPORTABLE DISEASES

1. The following diseases are specified as reportable diseases for the purposes of the Act:

Acquired Immunodeficiency Syndrome (AIDS)

Amebiasis

Anthrax

Botulism

Brucellosis

Campylobacter enteritis

Chancroid

Chickenpox (Varicella)

Chlamydia trachomatis infections

Cholera

Cytomegalovirus infection, congenital

Diphtheria

Encephalitis, including,

i. Primary, viral

ii. Post-infectious

iii. Vaccine-related

iv. Subacute sclerosing panencephalitis

v. Unspecified

Food poisoning, all causes

Gastroenteritis, institutional outbreaks

Giardiasis, except asymptomatic cases

Gonorrhoea

Haemophilus influenzae b disease, invasive

Hemorrhagic fevers, including,

i. Ebola virus disease

ii. Marburg virus disease

iii. Other viral causes

Hepatitis, viral,

i. Hepatitis A

ii. Hepatitis B

iii. Hepatitis C

iv. Hepatitis D (Delta hepatitis)

Herpes, neonatal

Influenza

Lassa Fever

Legionellosis

Leprosy

Listeriosis

Lyme Disease

Malaria

Measles

Meningitis, acute,

i. bacterial

ii. viral

iii. other

Meningococcal disease, invasive

Mumps

Ophthalmia neonatorum

Paratyphoid Fever

Pertussis (Whooping Cough)

Plague

Poliomyelitis, acute

Psittacosis/Ornithosis

Q Fever

Rabies

Rubella

Rubella, congenital syndrome

Salmonellosis

Shigellosis

Syphilis

Tetanus

Toxic Shock-like Syndrome

Trichinosis

Tuberculosis

Tularemia

Typhoid Fever

Verotoxin-producing *E. coli* infections

Yellow Fever

Yersiniosis

O. Reg. 559/91, s. 1.

2. Ontario Regulations 162/84, 699/86 and 667/88 are revoked.

FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 3rd day of October, 1991.

42/91

REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT

O. Reg. 560/91.

Town of Vaughan—Alteration of Status.

Made—October 2nd, 1991.

Filed—October 4th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 444/90
MADE UNDER THE**

REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT

1. Ontario Regulation 444/90 is amended by adding the following section:

3. The council of the City of Vaughan may pass any by-law that a police services board of a city is authorized to pass under the *Municipal Act*. O. Reg. 560/91, s. 1.

42/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 561/91.

Zoning Areas—Part of the Geographic Township of Pringle,
Territorial District of Parry Sound.

Made—September 25th, 1991.

Filed—October 4th, 1991.

**ORDER MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983**

**ZONING AREAS—PART OF THE
GEOGRAPHIC TOWNSHIP OF PRINGLE,
TERRITORIAL DISTRICT OF PARRY SOUND**

1. In this Order,

“accessory”, when used to describe a use, building or structure, means a use, building or structure that is normally incidental or subordinate to the principal use, building or structure on the same lot;

“dwelling unit” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate domestic establishment in which separate kitchen and sanitary facilities are provided for the exclusive use of the unit, with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

“lot” means a parcel of land,

(a) described in a deed or other document legally capable of conveying land, or

(b) shown as a lot or block on a registered plan of subdivision;

“seasonal dwelling” means a separate building containing only one dwelling unit to be used for recreation but not occupied as a permanent residence. O. Reg. 561/91, s. 1.

2. This Order applies to those lands in the Township of Pringle in the District of Parry Sound being part of Lot 25 in Concession XIII designated as parts 1, 2 and 3 on Plan 42R-10809 deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Parry Sound (No. 42) and further designated as parcels 13625NS, 13626NS and 13627NS in that Land Titles Division. O. Reg. 561/91, s. 2.

3. Every use of land and every erection or use of buildings or structures on the lands described in section 2 is prohibited except one seasonal dwelling per lot and accessory uses, buildings and structures. O. Reg. 561/91, s. 3.

4.—(1) No habitable buildings or structures are permitted on land that is below a floodline elevation of 223.15 metres Canadian Geodetic Datum (C.G.D.) measured due south of the bridge on the north shore of Commanda Lake.

(2) The land described in subsection (1) is shown on a map accompanying Consent Application 49C-900023 filed with the Plans Administration Branch of the Ministry of Municipal Affairs in Toronto. O. Reg. 561/91, s. 4.

5. Nothing in this Order prevents the use of any land, building or structure for a purpose prohibited by this Order if such land, building or structure was lawfully used for such purpose on the date this Order comes into force. O. Reg. 561/91, s. 5.

6.—(1) Nothing in this Order prevents the reconstruction of any building or structure that is damaged or destroyed by causes beyond the owner's control so long as the dimensions of the original building or structure are not increased or its original use altered.

(2) Nothing in this Order prevents the strengthening or restoration to a safe condition of part or all of any building or structure. O. Reg. 561/91, s. 6.

BRIAN DOUGLAS RIDDELL
*Assistant Deputy Minister
Municipal Operations Division
Ministry of Municipal Affairs*

Dated at Toronto, this 25th day of September, 1991.

42/91

REGISTRY ACT

O. Reg. 562/91.
Registry Divisions.
Made—July 18th, 1991.
Filed—October 5th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 551/81 MADE UNDER THE REGISTRY ACT

1.—(1) Item 57 of the Schedule to Ontario Regulation 551/81 is revoked.

(2) Item 58 of the Schedule is revoked and the following substituted:

58.	WELLINGTON (No. 61)	Guelph	All of the County of Wellington.
-----	------------------------	--------	----------------------------------

42/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—10—26

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 563/91.

Speed Limits.

Made—October 7th, 1991.

Filed—October 8th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 490 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE HIGHWAY TRAFFIC ACT

1.—(1) Paragraph 3 of Part 2 of Schedule 78 to Regulation 490 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 3 of Ontario Regulation 579/83, is revoked and the following substituted:

3. That part of the King's Highway known as No. 69 lying between a point situate 760 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 644 in the Township of The Archipelago in the Territorial District of Parry Sound and a point situate 500 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Nepewassi Lake Road in the hamlet of Estaire in the Township of Burwash in the Territorial District of Sudbury.
- District of Parry Sound—
Twp. of The Archipelago
District of Sudbury—
Twp. of Burwash

(2) Part 2 of Schedule 78, as amended by section 3 of Ontario Regulation 579/83 and section 3 of Ontario Regulation 599/87, is further amended by adding the following paragraph:

4. That part of the King's Highway known as No. 69 lying between a point situate 895 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Nepewassi Lake Road in the hamlet of Estaire in the Township of Burwash in the Territorial District of Sudbury and a point situate at its intersection with the northerly limit of the King's Highway known as the South-West Sudbury Bypass in the City of Sudbury in The Regional Municipality of Sudbury.
- District of Sudbury—
Twp. of Burwash
Regional Municipality of Sudbury—
City of Sudbury

(3) Part 4 of Schedule 78 is amended by adding the following paragraph:

1. That part of the King's Highway known as No. 69 in the Township of The Archipelago in the Territorial District of Parry Sound beginning at a point situate 580 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 644 and extending northerly for a distance of 680 metres.
- District of Parry Sound—
Twp. of The Archipelago

2.—(1) Paragraph 2 of Part 1 of Schedule 110 to the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 223/91, is revoked and the following substituted:

2. That part of the King's Highway known as No. 115 in the Township of Cavan in the County of Peterborough lying between a point situate 1000 metres measured southerly from its intersection with the northerly limit of the bridge abutment over the roadway known as Peterborough County Road No.
- Peterborough—
Twp. of Cavan

10 and a point situate at its intersection with the King's Highway known as No. 7A.

(2) Paragraph 2 of Part 3 of Schedule 110, as remade by section 3 of Ontario Regulation 233/91, is revoked and the following substituted:

2. That part of the King's Highway known as No. 115 lying between a point situate at its intersection with the King's Highway known as No. 35 in the Town of Newcastle in The Regional Municipality of Durham and a point situate 1000 metres measured southerly from its intersection with the northerly limit of the bridge abutment over the roadway known as Peterborough County Road No. 10 in the Township of Cavan in the County of Peterborough.
- Regional Municipality of Durham—
Peterborough—
Twp. of Cavan

3.—(1) Part 3 of Schedule 225 to the Regulation is amended by adding the following paragraphs:

1. That part of the King's Highway known as No. 583 in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate 275 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Rue Brisson Street in the Town of Hearst and a point situate 365 metres measured southerly from its intersection with the southerly limit of the roadway in Lot 24 in Concession 8 in the Township of Casgrain.
- District of Cochrane—
Town of Hearst
Twp. of Casgrain
2. That part of the King's Highway known as No. 583 in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate 100 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Chemin La Petite Gaspésie Road in the Town of Hearst and a point situate 720 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Pelletier Avenue in the locality of Joques in the Township of Way.
- District of Cochrane—
Town of Hearst
Twp. of Way
3. That part of the King's Highway known as No. 583 in the Territorial District of Cochrane beginning at a point situate 340 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Agatha Avenue in the locality of Joques in the Township of Way and extending southerly to the end of Highway No. 583 in the Township of Lowther.
- District of Cochrane—
Twp. of Way and Lowther

(2) Part 5 of Schedule 225 is amended by adding the following paragraph:

1. That part of the King's Highway known as No. 583 in the locality of Joques in the Township of Way in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate 720 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Pelletier Avenue and a point situate 340 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Agatha Avenue.
- District of Cochrane—
Twp. of Way

(3) Paragraph 3 of Part 6 of Schedule 225, as made by section 3 of Ontario Regulation 40/88, is revoked and the following substituted:

District of
Cochrane—

Town of Hearst

3. That part of the King's Highway known as No. 583 in the Town of Hearst in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate at its intersection with the northerly limit of the structure over the Mattawishkwia River and a point situate 100 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Chemin La Petite Gaspésie Road.

ED PHILIP
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 7th day of October, 1991.

43/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 564/91.

Restricted Areas—District of Algoma,
Sault Ste. Marie North Planning Area.
Made—October 1st, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 279/80 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 279/80 is amended by adding the following section:

121.—(1) Despite section 4, each parcel of land described in subsection (2) as parts 1 and 2 on the Reference Plan is, for the purposes of this Order, land in a Seasonal Residential Zone.

(2) Subsection (1) applies to those parcels of land in the geographic Township of Fisher in the Territorial District of Algoma, being part of the south half of the southwest quarter of section 18 designated as parts 1 and 2 on Reference Plan 1R-8046 deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Algoma (No. 1). O. Reg. 564/91, s. 1.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 1st day of October, 1991.

43/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 565/91.

Zoning Areas—Geographic Unorganized District
of Rainy River, Mining Location E-238
and Location FD101.
Made—October 2nd, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

ZONING AREAS—GEOGRAPHIC UNORGANIZED DISTRICT OF RAINY RIVER, MINING LOCATION E-238 AND LOCATION FD101

1. In this Order,

“dwelling unit” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate household in which separate kitchen and sanitary facilities are provided for the exclusive use of the unit;

“seasonal dwelling” means a building containing only one dwelling unit occupied or capable of being occupied as a recreation residence but not as a permanent residence. O. Reg. 565/91, s. 1.

2. This Order applies to that parcel of land in the geographic District of Rainy River being composed of part of lots 1, 2, 3, 4, 5 and 6 and blocks 7, 8 and 9 on Plan 48M-361 registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Rainy River (No. 48). O. Reg. 565/91, s. 2.

3. Every use of land and every erection, location or use of buildings or structures is prohibited on the land to which this Order applies except,

(a) on each of lots 1, 2, 3, 4, 5 and 6, one seasonal dwelling and uses, buildings and structures normally incidental or subordinate to a seasonal dwelling;

(b) on blocks 7 and 8, docking areas; and

(c) on Block 9, access to the docking areas. O. Reg. 565/91, s. 3.

4.—(1) Nothing in this Order prevents the reconstruction of any building or structure that is damaged or destroyed by causes beyond the control of the owner if the dimensions of the original building or structure are not increased or its original use altered.

(2) Nothing in this Order prevents the strengthening or restoration to a safe condition of any building or structure. O. Reg. 565/91, s. 4.

BRIAN DOUGLAS RIDDELL
Assistant Deputy Minister
Municipal Operations Division
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 2nd day of October, 1991.

43/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 566/91.

Crop Insurance Plan—Strawberries.
Made—July 11th, 1991.
Approved—October 2nd, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

CROP INSURANCE PLAN FOR STRAWBERRIES

1. The plan in the Schedule is established for the insurance within Ontario of strawberries. O. Reg. 566/91, s. 1.

Schedule

Crop Insurance Act (Ontario)

PLAN

1. This plan may be cited as the “Ontario Crop Insurance Plan for Strawberries”.

2. The purpose of this plan is to provide for insurance against a loss in the production of strawberries resulting from one or more of the perils designated in section 4.

DEFINITIONS

3. In this plan,

“average farm yield” means the average of previous yields per acre of the planted acreage determined on the basis of acreage production records of the insured person or, if the producer does not have acreage production records, on the basis of a review of the producer’s farmland, the farmland in the district in which the producer’s acreage is located and the producer’s farming practices;

“fruit-bearing year” means either the second, third or fourth year after the insured crop has been planted;

“strawberries” means strawberries produced in Ontario,

- (a) for processing under a contract between a grower and a processor,
- (b) on acreage or for tonnage specified in the contract, or
- (c) for sale on the fresh market.

DESIGNATION OF PERILS

4. The following are designated as perils for the purposes of this plan:

- 1. Excessive heat.
- 2. Excessive rainfall.
- 3. Flood.
- 4. Freeze.
- 5. Frost.
- 6. Hail.
- 7. Insect infestation.
- 8. Plant disease.
- 9. Wildlife.
- 10. Wind.

DESIGNATION OF CROP YEAR

5. The crop year for strawberries is the period from the first day of March in a fruit-bearing year to the first day of November in the same year.

CONTRACT OF INSURANCE

6.—(1) For the purposes of this plan, the entire contract of insurance for strawberries is comprised of,

- (a) the contract of insurance in the form prescribed by Regulation 231 of Revised Regulations of Ontario, 1980;
- (b) the application for insurance or for renewal of insurance;
- (c) the endorsement for strawberries in Form 1;
- (d) the production guarantee report for each crop year; and
- (e) an amendment to a document referred to in clause (a), (b), (c) or (d) agreed upon in writing.

(2) In the event of a conflict between the document referred to in clause (1) (a) and the document referred to in clause (1) (c), the document referred to in clause (1) (c) prevails.

7.—(1) An application for insurance or for renewal of insurance shall,

- (a) be in a form provided by the Commission;
- (b) be accompanied by a minimum premium deposit of \$300; and
- (c) be filed with the Commission not later than the fifteenth day of April in the crop year in respect of which it is made.

(2) The Commission may retain the premium deposit paid by an applicant who, for any reason, fails to enter into a contract of insurance with it.

8. All acreage planted to strawberries in which the insured person has a substantial interest shall be insured under one contract.

DURATION OF CONTRACT

9.—(1) A contract of insurance shall be in force for the crop year in respect of which it is made and shall continue in force for each crop year thereafter until cancelled by the insured person or the Commission in the manner set out in subsection (2) or otherwise terminated in accordance with the regulations.

(2) A contract of insurance may be cancelled by the insured person or the Commission by written notice to the other party on or before the first day of March in the crop year during which the cancellation is to take effect.

COVERAGE

10.—(1) The initial coverage provided under a contract of insurance shall be 70 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person.

(2) The coverage provided under a contract of insurance following a year in which there was no claim shall be,

- (a) if the previous year’s coverage was 65 per cent, 70 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person;
- (b) if the previous year’s coverage was 70 per cent, 75 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person;
- (c) if the previous year’s coverage was 75 per cent, 80 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person; and
- (d) if the previous year’s coverage was 80 per cent, 80 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person.

(3) The coverage provided under a contract of insurance following a year in which there was a claim shall be,

- (a) if the previous year’s coverage was 80 per cent, 75 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person;
- (b) if the previous year’s coverage was 75 per cent, 70 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person;
- (c) if the previous year’s coverage was 70 per cent, 65 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person; and
- (d) if the previous year’s coverage was 65 per cent, 65 per cent of the average farm yield in pounds of the total acreage planted to strawberries by the insured person.

(4) Despite subsections (2) and (3), if in any year a claim is paid in an amount that is less than one-half of the total premium for that year, the coverage for the following year shall remain unchanged.

(5) The number of pounds determined under subsections (1), (2) and (3) constitutes the total guaranteed production under a contract of insurance.

11.—(1) For the purposes of this plan, the established price for strawberries is,

- (a) 20 cents per pound;
- (b) 30 cents per pound; or
- (c) 40 cents per pound.

(2) If the insured person fails to select an established price when the person is renewing the contract of insurance, the Commission may select one of the prices set out in subsection (1) as the established price applicable to the contract in that crop year.

12. For the purposes of section 10, the maximum amount for which the Commission is liable under a contract of insurance for a loss in production is the amount obtained by multiplying the total guaranteed production determined under section 10 by the established price selected under section 11.

PREMIUMS

13.—(1) The total premium payable in the crop year is,

- (a) if the coverage is 65 per cent, 24 per cent of the total guaranteed production in pounds multiplied by the established price;
- (b) if the coverage is 70 per cent, 22 per cent of the total guaranteed production in pounds multiplied by the established price;
- (c) if the coverage is 75 per cent, 20 per cent of the total guaranteed production in pounds multiplied by the established price; and
- (d) if the coverage is 80 per cent, 18 per cent of the total guaranteed production in pounds multiplied by the established price.

(2) Despite subsection (1), the minimum premium payable by an insured person in each crop year is \$300.

(3) The premium prescribed by subsection (1) includes payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

14.—(1) If a contract of insurance is in force, a premium shall be paid in respect of each crop year.

(2) If a premium is payable in respect of a crop year, the insured person shall pay the premium, less the premium deposit, to the Commission at the time the production guarantee report referred to in section 15 is returned to the Commission.

PRODUCTION GUARANTEE REPORT

15.—(1) The Commission shall prepare and deliver a production guarantee report to each insured person in each crop year and the insured person shall sign a copy thereof and return it to the Commission.

(2) The Commission shall serve a copy of the production guarantee report on the insured person either by personal delivery or by mailing it to the insured person's last known address. O. Reg. 566/91, Sched.

Form 1

Crop Insurance Act (Ontario)

STRAWBERRIES ENDORSEMENT

The insured person has applied for crop insurance under the Ontario Crop Insurance Plan for Strawberries (the "plan"), and has paid the premium deposit prescribed under the plan.

THEREFORE, subject to the *Crop Insurance Act (Ontario)* and the regulations made under that Act, the contract of insurance between The Crop Insurance Commission of Ontario and the insured person is extended to cover strawberries.

HARVESTING OF PLANTED ACREAGE

1.—(1) All acreage planted to strawberries in a crop year shall be harvested unless the Commission, upon written application, consents in writing to,

- (a) the use of the planted acreage or any part of it for another purpose; or
- (b) the abandonment or destruction of the insured crop or any part of it.

(2) If the harvesting of any planted acreage is not completed and the failure to harvest was not caused by a designated peril, the contract of insurance ceases to apply to the unharvested acreage and no indemnity shall be payable for it.

EVALUATION OF LOSS

2.—(1) If loss or damage occurs prior to harvest, the Commission, upon written application by the insured person, may consent in writing to the use of the damaged acreage for any other purpose or to the abandonment or destruction of the insured crop on such damaged acreage and, in such case, shall determine the number of damaged acres and the potential production of those acres.

(2) If damaged acreage is used for any other purpose or the insured crop on it is abandoned or destroyed in accordance with subparagraph (1), the amount of loss that shall be taken into account in the final adjustment of loss in respect of the total planted acreage shall be calculated by multiplying the established price by the difference between the guaranteed production for the damaged acreage and the potential production for the damaged acreage determined under subparagraph (1).

(3) If damaged acreage is not used for any other purpose or the crop on it is not abandoned or destroyed after the Commission has consented thereto, the amount of loss calculated under subparagraph (2) shall not be taken into account in the final adjustment of loss.

(4) If the actual production of the harvested acreage is less than the guaranteed production for that acreage, the amount of loss that shall be taken into account in the final adjustment of loss in respect of the total planted acreage shall be calculated by multiplying the established price by the difference between the guaranteed production and the actual production.

FINAL ADJUSTMENT OF LOSS FOR TOTAL PLANTED ACREAGE

3.—(1) The indemnity payable with respect to the total planted acreage in the final adjustment of loss is that payable under paragraph 2.

(2) The indemnity payable under paragraph 2 shall be reduced by the result obtained by multiplying the established price by the amount by which,

- (a) the actual production of any harvested acreage exceeds the guaranteed production of that acreage; or
- (b) the potential production of any harvested acreage exceeds the guaranteed production of that acreage.

NOTICE OF LOSS OR DAMAGE

4.—(1) The insured person shall notify the Commission in writing as soon as damage occurs in order that a pre-harvest inspection may be made, if,

- (a) loss or damage to the insured crop occurs; or
- (b) the insured crop or any part of it has been, or is intended to be, sold on a pick-your-own basis.

(2) If the insured person fails to notify the Commission under subparagraph (1), a claim by the insured person is invalid and the insured person's right to indemnity is forfeited.

The Crop Insurance Commission of Ontario has caused this endorsement to be signed by its general manager. The endorsement is not binding upon the Commission until countersigned by its duly authorized representative.

Countersigned and dated at
 this day of, 19

 Duly Authorized Representative General Manager

O. Reg. 566/91, Form 1.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of July, 1991.

43/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 567/91.

Crop Insurance Plan—Sweet Corn.

Made—June 13th, 1991.

Approved—October 2nd, 1991.

Filed—October 10th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 225 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Regulation 225 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

(2) Section 6 of the Schedule, as amended by section 3 of Ontario Regulation 315/87, is further amended by adding the following clause:

(aa) an endorsement for extended coverage in Form 2 where the insured person has applied for this coverage;

(3) The Schedule is amended by adding after the heading "COVERAGE" the following section:

8a.—(1) For the purpose of calculating an insured person's average farm yield in any year, the Commission shall compare, on an annual basis, the previous average farm yield with the insured person's actual yield in a year, and the following rules apply:

1. If the comparison demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's previous average farm yield by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average Yield} \times 1.3}{\text{Yield}} \right) \right)$$

2. If the comparison demonstrates that the actual yield in a year

falls short of the insured person's previous average farm yield by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield} \times 0.7}{\text{Yield}} \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

3. The Commission shall calculate an insured person's average farm yield substituting adjusted yield figures for actual yield figures.

(2) For the purposes of subsection (1), "previous average farm yield" means the average of previous yields of the planted acreage computed by the Commission on the basis of acreage production records of the insured person or such other basis as the Commission determines.

2.—(1) Paragraph 2 of Form 1 of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 362/84, is revoked and the following substituted:

2.—(1) The insured person shall offer for insurance all acreage planted in the crop year to sweet corn on the farm or farms operated by the insured person in Ontario, whether grown under contract to a processor or not.

(2) This contract does not apply to, and no indemnity is payable in respect of, acreage planted to the insured crop,

- (a) that was not adequately prepared for cropping purposes;
- (b) that was planted after the final date prescribed for planting in the plan;
- (c) that, in the opinion of the Commission, is not insurable; or
- (d) that is not planted under contract to a processor.

(2) Subparagraph 10 (3) of Form 1, as remade by section 2 of Ontario Regulation 291/81 and amended by section 1 of Ontario Regulation 272/83 and section 3 of Ontario Regulation 362/84, is further amended by striking out "\$35" in the fourth line and substituting "\$40".

3. The Regulation is amended by adding the following Form:

Form 2

Crop Insurance Act (Ontario)

EXTENDED COVERAGE ENDORSEMENT

1.—(1) This endorsement is in force where the insured person applies for it and pays the prescribed premium.

(2) The coverage is in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.

(3) The conditions of the Schedule and Form 1 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.

(4) The Table to the Schedule does not apply to this endorsement.

2. An application for extended coverage shall be made by the tenth day of May in the crop year in respect of which it is made.

COVERAGE

3. The insured person may purchase an additional 5 or 10 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 9 of the Schedule.

4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 or 10

per cent to the coverage determined under section 9 of the Schedule and multiplying this sum by the established price determined under section 11 of the Schedule.

PREMIUMS

5.—(1) The additional premium payable in the crop year for 5 per cent extra coverage in respect of acreage under contract to a processor is \$4 per acre.

(2) The additional premium payable in the crop year for 10 per cent extra coverage in respect of acreage under contract to a processor is \$14.60 per acre.

(3) The premiums prescribed by subparagraphs (1) and (2) include payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada). O. Reg. 567/91, s. 3.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

43/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 568/91.

Crop Insurance Plan—White Beans.

Made—July 31st, 1991.

Approved—October 2nd, 1991.

Filed—October 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 228 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Regulation 228 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 476/90, is revoked.

(2) Section 6 of the Schedule is amended by adding the following clause:

(ba) an earned additional coverage endorsement in Form 1, if an insured person has applied for this endorsement;

(3) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 476/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.

2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten

yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.

4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.

5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(4) Subsection 13 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 295/89, is revoked and the following substituted:

(1) The total premium is,

(a) \$21 per acre where the established price is \$14 per hundred-weight; and

(b) \$31 per acre where the established price is \$20 per hundred-weight.

2. The Regulation is amended by adding the following Form:

Form 1

Crop Insurance Act (Ontario)

EARNED ADDITIONAL COVERAGE

1.—(1) This endorsement is in force where the insured person applies for it, satisfies the conditions set out in paragraph 3 and pays the prescribed premium.

(2) The coverage in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.

(3) The conditions of the Schedule and Form 2 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.

2. An application for earned additional coverage shall be made by the first day of May in the crop year in respect of which it is made.

COVERAGE

3. The insured person may purchase an additional 5 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 9 of the Schedule if the insured person satisfies the following conditions:

1. The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for the last year that the insured person grew the insured crop.
2. The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for at least three crop years.
3. The value of the total number of claims that the insured person has been paid under the plan during the insured person's years of enrolment does not exceed four times the premiums paid under the plan.

4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 per cent to the total guaranteed coverage determined under section 9 of the Schedule and multiplying this sum by the established price per hundred-weight determined under section 10 of the Schedule.

PREMIUMS

5.—(1) The additional premium payable in the crop year for this endorsement is,

- (a) \$3.20 per acre where the established price is \$14 per hundred-weight; and
- (b) \$4.60 per acre where the established price is \$20 per hundred-weight.

(2) The premiums prescribed by subparagraph (1) include payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

(3) Subsection 13 (2) of the Schedule does not apply to this endorsement.

(4) An insured person shall pay a premium deposit of \$1 per acre at the time of application for earned additional coverage. O. Reg. 568/91, s. 2.

3. Subparagraph 3 (2) of Form 2 of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 48/83 and amended by section 5 of Ontario Regulation 324/87 and section 2 of Ontario Regulation 189/88, is revoked and the following substituted:

(2) Where the damaged acreage is replanted under subparagraph (1), the Commission shall pay a supplementary benefit to the insured person calculated at the rate of \$40 per replanted acre.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 31st day of July, 1991.

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 569/91.

Crop Insurance Plan—Spring Grain.

Made—July 11th, 1991.

Approved—October 2nd, 1991.

Filed—October 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 223 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Regulation 223 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 449/90, is revoked.

(2) Section 6 of the Schedule is amended by adding the following clause:

- (ba) an endorsement for earned additional coverage in Form 1 and an endorsement for extended coverage in Form 3 where the insured person has applied for these endorsements;

(3) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 449/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission

shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \frac{\text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right)}{\text{Yield}}$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \frac{\text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right)}{\text{Yield}}$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(4) Clause 12 (1) (c) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 449/90, is revoked and the following substituted:

- (c) the floating price per pound for spring grain as determined under subsection (1a).

(5) Subsection 12 (1a) of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 296/89 and amended by section 1 of Ontario Regulation 449/90, is revoked and the following substituted:

- (1a) The floating price per pound is the lesser of,

- the average calculated by the Commission of the daily prices of barley, oats and mixed grain at the Ontario locations of Hensall/Mitchell, Peterborough/Trenton and Embrun/St. Isidore as set out in the Farm Market News, during the period from the tenth day of August to the thirty-first day of August in each crop year, minus \$0.002 per pound; and
- an amount equal to 80 per cent of the average market price for spring grain over the most recent fifteen-year period, adjusted to account for changes in the Farm Input Price Index for Crop Production in Eastern Canada maintained by the Policy Branch of Agriculture Canada.

(1b) The average market price for spring grain referred to in clause (1a) (b) shall be determined on the basis of the simple average of mid-month prices in the relevant crop years.

(6) Subsection 13 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 449/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,

- \$3.80 per acre where the established price is \$0.02 per pound;
- \$8.60 per acre where the established price is \$0.045 per pound; or
- \$9.20 per acre where the established price is the floating price per pound.

2. Form 1 of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 449/90, is revoked and the following substituted:

Form 1

Crop Insurance Act (Ontario)

EARNED ADDITIONAL COVERAGE

1.—(1) This endorsement is in force where the insured person applies for it, satisfies the conditions set out in paragraph 3 and pays the prescribed premium.

(2) The coverage in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.

(3) The conditions of the Schedule and Form 2 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.

2. An application for earned additional coverage shall be made by the first day of May or, in the case of winter barley, the thirty-first day of October in the crop year in respect of which it is made.

COVERAGE

3. The insured person may purchase an additional 5 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 10 of the Schedule if the insured person satisfies the following conditions:

- The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for the last year that the insured person grew the insured crop.
- The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for at least three crop years.
- The value of the total number of claims that the insured person has been paid under the plan during the insured person's years of enrolment does not exceed twice the premiums paid under the plan.

4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 per cent to the total guaranteed production determined under section 9 of the Schedule and multiplying this sum by the established price per pound determined under section 12 of the Schedule.

PREMIUMS

5.—(1) The additional premium payable in the crop year for this endorsement is,

- \$0.60 per acre where the established price is \$0.02 per pound;
- \$1.60 per acre where the established price is \$0.045 per pound; or
- \$1.80 per acre where the established price is the floating price per pound.

(2) The premiums prescribed by subparagraph (1) include payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

(3) Subsection 13 (2) of the Schedule does not apply to this endorsement.

(4) An insured person shall pay a premium deposit of \$1 per acre at the time of application for earned additional coverage. O. Reg. 569/91, s. 2.

3. Subparagraph 4 (2) of Form 2 of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 47/83 and amended by section 8 of Ontario Regulation 325/87 and section 2 of Ontario Regulation 277/88, is further amended by striking out "\$30" in the fourth line and substituting "\$40".

4. Subparagraph 8 (1) of Form 3 of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 449/90, is amended by striking out "9" in the second line and substituting "7".

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of July, 1991.

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 570/91.

Crop Insurance Plan—Coloured Beans.

Made—July 31st, 1991.

Approved—October 2nd, 1991.

Filed—October 10th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 204 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)**

1.—(1) Clause 3 (a) of the Schedule to Regulation 204 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 475/90, is revoked.

(2) Section 6 of the Schedule is amended by adding the following clause:

(ba) an earned additional coverage endorsement in Form 2, where the insured person has applied for this endorsement;

(3) Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 475/90, is revoked and the following substituted:

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\frac{\text{Average Yield} \times 1.3}{\text{Yield}} \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield} \times 0.7}{\text{Yield}} \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(4) Section 10 of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 303/89, is revoked and the following substituted:

10. For the purposes of this plan, the established price per hundred-weight is,

- (a) \$17;
- (b) \$20; or
- (c) \$24.

(5) Subsection 13 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 303/89, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,
 - (a) \$24.80 per acre where the established price is \$17 per hundred-weight;
 - (b) \$29.20 per acre where the established price is \$20 per hundred-weight; and
 - (c) \$35 per acre where the established price is \$24 per hundred-weight.

2. The Regulation is amended by adding the following Form:

Form 2

Crop Insurance Act (Ontario)

EARNED ADDITIONAL COVERAGE

1.—(1) This endorsement is in force where the insured person applies for it, satisfies the conditions set out in paragraph 3 and pays the prescribed premium.

(2) The coverage in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.

(3) The conditions of the Schedule and Form 1 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.

2. An application for earned additional coverage shall be made by the first day of May in the crop year in respect of which it is made.

COVERAGE

3. The insured person may purchase an additional 5 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 9 of the Schedule if the insured person satisfies the following conditions:

1. The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for the last year that the insured person grew the insured crop.

2. The insured person has purchased crop insurance for the insured crop for at least three crop years.
3. The value of the total number of claims that the insured person has been paid under the plan during the insured person's years of enrolment does not exceed four times the premiums paid under the plan.
4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 per cent to the total guaranteed coverage determined under section 9 of the Schedule and multiplying this sum by the established price per hundred-weight determined under section 10 of the Schedule.

PREMIUMS

5.—(1) The additional premium payable in the crop year for this endorsement is,

- (a) \$4.40 per acre where the established price is \$17 per bushel;
- (b) \$5.20 per acre where the established price is \$20 per bushel; and

(c) \$6.20 per acre where the established price is \$24 per bushel.

(2) The premiums prescribed by subparagraph (1) include payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

(3) Subsection 13 (2) of the Schedule does not apply to this endorsement.

(4) An insured person shall pay a premium deposit of \$1 per acre at the time of application for earned additional coverage. O. Reg. 570/91, s. 2.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 31st day of July, 1991.

43/91

AGRICULTURAL TILE DRAINAGE INSTALLATION ACT

O. Reg. 571/91.
General.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

LOI SUR LES INSTALLATIONS DE DRAINAGE AGRICOLE

Règl. de l'Ont. 571/91
Dispositions générales
pris—le 9 octobre 1991
déposé—le 10 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 13 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
AGRICULTURAL TILE DRAINAGE INSTALLATION ACT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 13 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES INSTALLATIONS DE DRAINAGE AGRICOLE

1. Regulation 13 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement 13 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DÉFINITIONS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« cours de base » Cours de base prescrit par le présent règlement ou cours considéré comme équivalent et que le directeur estime satisfaisant. (« primary course »)

« cours de perfectionnement » Cours de perfectionnement prescrit par le présent règlement ou cours considéré comme équivalent par le directeur. (« advanced course »)

« Guide de drainage » La publication n° 29 du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation de l'Ontario intitulée « Guide de drainage de l'Ontario ». (« Drainage Guide »)

« machine » Machine utilisée pour mettre en place des installations de drainage. (« machine »)

« tuyau » Tuyau, conduit ou canalisation d'un matériau quelconque utilisé pour mettre en place des installations de drainage. (« tile »)
Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) La demande de permis d'exercer l'activité de mettre en place des installations de drainage est rédigée selon la formule 1.

(2) La demande de permis d'opérateur de machine pour mettre en place des installations de drainage est rédigée selon la formule 2.

(3) La demande de permis d'utiliser une machine pour mettre en place des installations de drainage est rédigée selon la formule 3.

(4) La demande de renouvellement d'un permis prévu à la formule 4, 5 ou 6 qui a expiré est rédigée selon la formule fournie à cet effet par le directeur. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Le permis d'exercer l'activité de mettre en place des installations de drainage est rédigé selon la formule 4.

(2) Le permis d'opérateur de machine est rédigé selon la formule 5.

(3) Le permis d'utiliser une machine est rédigé selon la formule 6.

(4) Le permis prévu à la formule 4, 5 ou 6 expire le 31 décembre de l'année où il a été délivré.

(5) Le permis rédigé selon la formule 4 ou 5 n'est pas cessible. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) Les droits à acquitter pour le permis rédigé selon la formule 4 sont de :

a) 25 \$, si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis a mis en place pas plus de 300 000 pieds d'installations de drainage dans l'année précédant celle à l'égard de laquelle la demande a été faite;

b) 50 \$, si l'auteur de la demande ou le titulaire du permis a mis en

place plus de 300 000 pieds d'installations de drainage dans l'année précédant celle à l'égard de laquelle la demande a été faite.

(2) Les droits à acquitter pour le permis rédigé selon la formule 5 sont de 5 \$.

(3) Les droits à acquitter pour le permis rédigé selon la formule 6 sont de :

- a) 100 \$ pour une charrue;
- b) 50 \$ pour toute autre machine;
- c) 10 \$ pour une machine mentionnée à l'alinéa a) ou b) qui, de l'avis du directeur, ne sert qu'à la démonstration. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Le directeur peut délivrer le permis d'opérateur temporaire à une personne qui a les qualités requises pour être opérateur de machine de catégorie A ou B.

(2) Le permis d'opérateur temporaire est :

- a) rédigé selon la formule fournie par le directeur;
- b) valide pendant les quarante-cinq jours suivant la date à laquelle il a été délivré.

(3) Le permis d'opérateur temporaire ne peut être délivré plus de deux fois à la même personne pendant une année.

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

6 Les droits suivants s'ajoutent aux frais prescrits aux articles 4 et 5 :

- 1. Examen d'opérateur 5 \$
- 2. Changement de catégorie d'un opérateur 5
- 3. Transfert d'un permis d'utiliser une machine 5

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Il existe trois catégories d'opérateurs de machines :

- 1. la catégorie A
- 2. la catégorie B
- 3. la catégorie C

(2) Est opérateur de catégorie A, l'opérateur qui :

- a) a les qualités requises :
 - (i) pour faire fonctionner ou entretenir la machine qu'il utilisera,
 - (ii) pour régler le mécanisme de nivellement de la machine qu'il utilise,
 - (iii) pour interpréter les plans de drainage dressés d'après des levés topographiques et des profils,
 - (iv) pour réaliser un plan d'installations de drainage,
 - (v) pour donner les conseils nécessaires à la mise en place des installations de drainage et remplir toutes les autres fonctions s'y rapportant;
- b) a suivi les cours de base et de perfectionnement et a réussi aux examens;

c) a déjà été titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie B;

d) a au moins sept mois d'expérience dans l'utilisation de machines pour mettre en place des installations de drainage.

(3) Est opérateur de catégorie B, l'opérateur qui :

- a) n'a pas les qualités requises :
 - (i) pour régler le mécanisme de nivellement de la machine qu'il utilisera,
 - (ii) pour interpréter les plans de drainage dressés d'après des levés topographiques et des profils,
 - (iii) pour réaliser un plan d'installations de drainage;
- b) a les qualités requises :
 - (i) pour faire fonctionner et entretenir la machine qu'il utilisera,
 - (ii) pour entretenir le mécanisme de nivellement de la machine,
 - (iii) pour remplir toutes les autres fonctions se rapportant à la mise en place des installations de drainage, à l'exception de celles qui sont mentionnées à l'alinéa a);

c) a suivi le cours de base et a réussi aux examens;

d) a déjà été titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie C;

e) a au moins trois mois d'expérience dans l'utilisation de machines pour mettre en place des installations de drainage.

(4) Est opérateur de catégorie C, l'opérateur qui :

- a) reçoit la formation nécessaire pour faire fonctionner et entretenir des machines;
- b) a déjà eu l'occasion, pendant au moins soixante jours, d'exercer les autres fonctions se rapportant à la mise en place des installations de drainage. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, *en partie*.

8 (1) Le permis d'opérateur de catégorie A est délivré à condition que, lorsque le titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie B ou C fait fonctionner une machine sous sa surveillance :

- a) l'opérateur de catégorie A soit présent et communique réellement avec l'opérateur de catégorie B au moins une fois toutes les trois heures;
- b) l'opérateur de catégorie A soit à tout moment aux côtés de l'opérateur de catégorie C.

(2) Le permis d'opérateur de catégorie B est délivré à condition que le titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie A soit présent et communique réellement avec lui au moins une fois toutes les trois heures dans les cas suivants :

- a) le titulaire du permis de catégorie B fait fonctionner une machine;
- b) l'opérateur de catégorie C fait fonctionner une machine en présence du titulaire d'un permis de catégorie B.

(3) Le permis d'opérateur de catégorie C est délivré à condition que son titulaire :

- a) ne fasse fonctionner une machine pour mettre en place des installations de drainage qu'en présence du titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie A ou B;

b) suive le cours de base dans l'année suivant la date à laquelle le permis lui a été délivré.

9 En cas de cession de la propriété d'une machine :

- a) le permis demeure avec la machine;
- b) l'avis de cession, rédigé selon la formule 7, et les droits de cession prescrits, sont envoyés au directeur dans les dix jours suivant la date de la cession.

10 Le permis rédigé selon la formule 4 est délivré à condition que :

- a) son titulaire ou la personne qu'il emploie à temps plein soit titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie A ou, si le titulaire est une personne morale, qu'elle emploie un opérateur titulaire d'un permis d'opérateur de catégorie A à temps plein;
- b) toute personne qui fait fonctionner une machine :
 - (i) soit titulaire d'un permis rédigé selon la formule 5,
 - (ii) observe les conditions auxquelles est assujettie la délivrance du permis;
- c) toute machine utilisée pour mettre en place des installations de drainage fasse l'objet d'un permis rédigé selon la formule 6;
- d) le titulaire du permis ou la personne qu'il emploie remplisse et remette au directeur un rapport rédigé selon la formule 8 dans les trente jours suivant l'achèvement des installations de drainage. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

11 (1) Toutes les machines, à l'exception des machines qui, de l'avis du directeur, ne servent qu'à la démonstration, doivent :

- a) permettre de creuser une tranchée ou de poser des tuyaux sur le niveau du sol, qui ne doit pas dévier de celui qui est établi dans le plan d'installations de drainage de plus de :
 - (i) 15 pour cent du diamètre intérieur du tuyau, si le diamètre est de huit pouces ou moins,
 - (ii) 10 pour cent du diamètre intérieur du tuyau, si le diamètre est supérieur à huit pouces;
- b) être munies d'une roue, d'une chaîne ou d'un autre dispositif permettant de creuser une tranchée dont la largeur dépasse le diamètre du tuyau à installer d'au moins six pouces.

(2) Pour l'application du paragraphe (1) :

- a) l'écart de niveau autorisé à l'alinéa a) de ce paragraphe est assujetti aux conditions suivantes :
 - (i) l'écart est progressif sur une distance minimale de trente pieds,
 - (ii) l'écart ne se produit pas consécutivement au-dessus et au-dessous du niveau du sol établi sur une distance de 100 pieds;
- b) la largeur de la tranchée mentionnée à l'alinéa b) de ce paragraphe est mesurée à un point situé au-dessus du fonds de la tranchée qui correspond au diamètre du tuyau. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

12 Le directeur peut, quand il prend sa décision, prendre note des recommandations ou d'autres faits, renseignements ou opinions techniques reconnus dont il a connaissance lorsque :

- a) des questions qui ne sont pas prévues par le présent règlement sont soulevées;
- b) ces questions font l'objet de recommandations dans le Guide de drainage. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

13 (1) Le directeur peut, aux dates, heures et lieux qu'il estime souhaitables, offrir les cours suivants :

1. un cours de base comprenant un enseignement théorique et pratique d'une ou plusieurs matières suivantes :
 - i. mathématiques de base.
 - ii. le calcul des différents niveaux du sol et la pose de piquets de nivellement.
 - iii. les profils et les relevés au niveau.
 - iv. l'utilisation des cartes topographiques.
 - v. les techniques de drainage indiquées dans le Guide de drainage.
2. un cours de perfectionnement comprenant un enseignement théorique et pratique d'une ou plusieurs matières suivantes :
 - i. les mathématiques et le calcul des superficies et des volumes.
 - ii. les levés topographiques et la lecture des cartes topographiques.
 - iii. la lecture des plans de drainage et des profils.
 - iv. les levés de terrain.
 - v. la mise en place des installations de drainage d'après les recommandations du Guide de drainage.

(2) Les examens ont lieu à la fin du cours sous la surveillance des professeurs. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

14 Outre les motifs énoncés à l'article 5 de la Loi justifiant le refus de renouveler un permis, sa suspension ou sa révocation, le directeur peut également refuser de renouveler, peut suspendre ou révoquer un permis rédigé selon la formule 4 ou 5 si, après une audience :

- a) il est d'avis qu'un motif mentionné à l'article 4 de la Loi justifie le refus de renouveler ce permis;
- b) il constate que le titulaire du permis n'a pas observé les conditions auxquelles était assujettie la délivrance du permis, ne les a pas remplies ou ne les a pas satisfaites;
- c) le rendement passé du titulaire du permis, s'il s'agit d'un opérateur de catégorie A, fournit des motifs raisonnables de croire qu'il ne possède pas les qualités requises;
- d) le rendement passé du titulaire du permis, s'il s'agit d'un opérateur de catégorie B, fournit des motifs raisonnables de croire qu'il ne possède pas les qualités requises. Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur les installations de drainage agricole

DEMANDE DE PERMIS POUR METTRE EN PLACE DES INSTALLATIONS DE DRAINAGE

Au directeur
Direction de l'amélioration des immobilisations
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Édifices de l'Assemblée législative
Toronto

.....
(nom de la personne morale, de la société en nom collectif ou de la
personne; indiquer les noms de tous les associés)

.....
(adresse)

demande un permis d'exercer l'activité de mettre en place des installa-
tions de drainage aux termes de la *Loi sur les installations de drainage
agricole* et de ses règlements d'application et fournit les renseignements
suivants à l'appui de la présente demande :

demande un permis d'opérateur de machine pour mettre en place des
installations de drainage aux termes de la *Loi sur les installations de
drainage agricole* et de ses règlements d'application et fournit les
renseignements suivants à l'appui de cette demande :

1. Nom sous lequel l'activité est exercée
.....
2. Nombre d'années passées à exercer l'activité de mettre en place
des installations de drainage
3. Nombre de pieds d'installations de drainage mises en place en
19..... :
4. Description des machines utilisées pour mettre en place des
installations de drainage

1. Je fais fonctionner des machines pour mettre en place des
installations de drainage depuis ans.
2. J'ai suivi les cours suivants et ai réussi aux examens :
 1. le cours de base sur le drainage ()
 2. le cours de perfectionnement sur le drainage ()
 3. les autres cours suivants sur le drainage :

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE
.....
.....
.....

3. J'ai été titulaire des permis suivants :
 - Opérateur de catégorie A
(oui ou non)
 - Opérateur de catégorie B
(oui ou non)
 - Opérateur de catégorie C
(oui ou non)
4. J'ai les qualités requises pour exercer les fonctions suivantes qui
sont prescrites par règlement :

5. Les opérateurs des machines suivants qui exercent cette activité
ou qui sont employés à temps plein par l'auteur de la demande
sont titulaires d'un permis d'opérateur de catégorie A :

NOM	ADRESSE
.....
.....
.....

1. Opérateur de catégorie A ()
2. Opérateur de catégorie B ()
5. Je ferai fonctionner et entretiendrai les types de machines
suivants :

6. La présente demande est accompagnée des droits de permis
de \$

6. Je demande par la présente un permis d'opérateur de caté-
gorie
7. La présente demande est accompagnée des droits de permis de
5 \$.

Fait à le 19

.....
(Signature de l'auteur de la demande)

.....
(titre du signataire de la personne morale)

.....
Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Fait à le 19

.....
(Signature de l'auteur de la demande)

.....
Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 2

Loi sur les installations de drainage agricole

DEMANDE DE PERMIS D'OPÉRATEUR DE MACHINE

Au directeur
Direction de l'amélioration des immobilisations
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Édifices de l'Assemblée législative
Toronto

.....
(Nom et prénoms de l'auteur de la demande)

Formule 3

Loi sur les installations de drainage agricole

DEMANDE DE PERMIS D'UTILISER UNE MACHINE

.....
(nom de la personne morale, de la société en nom collectif ou de la
personne; indiquer les noms de tous les associés)

.....
(adresse)

demande un ou plusieurs permis d'utiliser une ou plusieurs machines décrites ci-dessous pour mettre en place des installations de drainage aux termes de la *Loi sur les installations de drainage agricole* et de ses règlements d'application :

1. Description des machines :

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	N° DE SÉRIE
.....
.....
.....

2. La présente demande est accompagnée des droits de permis de \$.

Fait à le 19

(Signature de l'auteur de la demande)

(titre du signataire de la personne morale)

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 4

Loi sur les installations de drainage agricole

PERMIS DE METTRE EN PLACE DES INSTALLATIONS DE DRAINAGE

Année Permis n°

Aux termes de la *Loi sur les installations de drainage agricole* et de ses règlements d'application et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à

(nom)

(adresse)

exerçant l'activité de pour exercer l'activité de mettre en place des installations de drainage.

Le présent permis expire le 31 décembre 19

Délivré à Toronto, le 19

(Directeur)

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 5

Loi sur les installations de drainage agricole

PERMIS D'OPÉRATEUR DE MACHINE

Année Permis n°

Aux termes de la *Loi sur les installations de drainage agricole* et de ses règlements d'application et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à

.....
(nom) (adresse)

à titre d'opérateur de catégorie, afin de faire fonctionner des machines pour mettre en place des installations de drainage.

Le présent permis expire le 31 décembre 19

Délivré à Toronto, le 19

(Directeur)

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 6

Loi sur les installations de drainage agricole

PERMIS D'UTILISER UNE MACHINE

Année Permis n°

Aux termes de la *Loi sur les installations de drainage agricole* et de ses règlements d'application et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à

(nom)

(adresse)

afin d'utiliser la machine décrite ci-dessous pour mettre en place des installations de drainage.

MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	N° DE SÉRIE
.....

Le présent permis expire le 31 décembre 19

Délivré à Toronto, le 19

(Directeur)

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 7

Loi sur les installations de drainage agricole

AVIS DE CESSION D'UNE MACHINE

Au directeur

Direction de l'amélioration des immobilisations
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Édifices de l'Assemblée législative
Toronto (Ontario)

Aux termes de la *Loi sur les installations de drainage agricole* et de ses règlements d'application, je vous avise par la présente de la cession de propriété de la machine décrite ci-dessous.

N° DE PERMIS	MARQUE	MODÈLE	ANNÉE	N° DE SÉRIE
.....

Cédant
(signature du propriétaire titulaire du permis)

Cessionnaire
(nom de l'acheteur)

.....
(adresse de l'acheteur)

Le présent avis est accompagné des droits de cession de 5 \$.

Fait à le 19

.....
(Signature de l'acheteur)

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

Formule 8

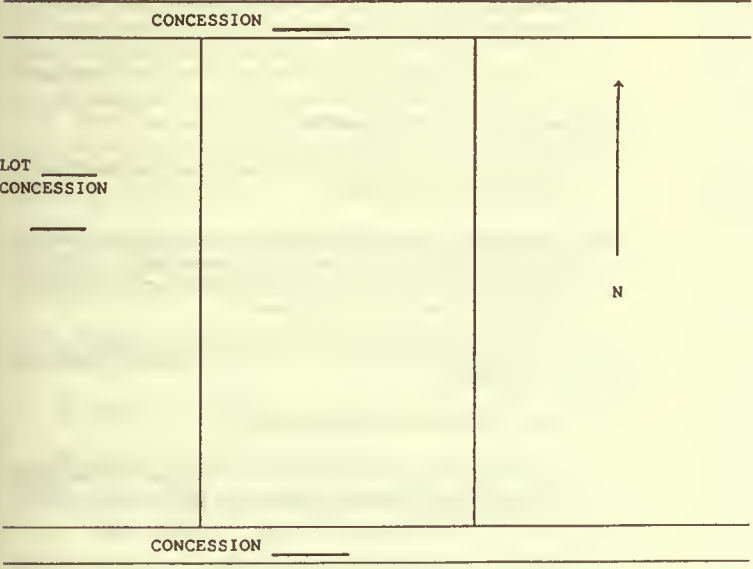
Loi sur les installations de drainage agricole

Au directeur
Direction de l'amélioration des immobilisations
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Édifices de l'Assemblée législative
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 2B2

RELEVÉ DES DRAINS

Propriétaire Entrepreneur
Canton Lot Concession

SECTEUR	ANNÉE	AU HASARD	SYSTÉMATIQUE	ESPACEMENT (pi)	SUPERFICIE DRAINÉE	DÉCHARGE				
						DRAIN MUNICIPAL	COURS D'EAU NATUREL	FOSSÉ EN BORD DE ROUTE	FOSSÉ PRIVÉ	AUTRE (PRÉCISER)
A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>



REMARQUES

Règl. de l'Ont. 571/91, art. 1, en partie.

DEAD ANIMAL DISPOSAL ACT

O. Reg. 572/91.
General.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 236 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DEAD ANIMAL DISPOSAL ACT

1. Regulation 236 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

PERMIS

1 (1) La demande de permis pour exercer les activités d'un ramasseur est rédigée selon la formule 1.

(2) Le permis pour exercer les activités d'un ramasseur est rédigé selon la formule 2. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Nul ne doit transporter de cadavres d'animaux sauf dans un véhicule pour lequel une marque d'identification rédigée selon la formule 3 a été délivrée par le directeur.

(2) Le directeur délivre une marque d'identification rédigée selon la formule 3 pour chaque véhicule conforme au présent règlement et exploité par le titulaire d'un permis rédigé selon la formule 2.

(3) La marque d'identification rédigée selon la formule 3 prend fin le 31 décembre de l'année pendant laquelle elle est délivrée.

(4) Une marque d'identification est délivrée gratuitement à chaque ramasseur titulaire d'un permis.

(5) Si le ramasseur utilise plus d'un véhicule, les droits pour obtenir une marque d'identification rédigée selon la formule 3 sont de 1 \$ pour chaque véhicule supplémentaire. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) La demande de permis pour exercer les activités d'un exploitant d'usine d'équarrissage est rédigée selon la formule 4.

(2) Le permis pour exercer les activités d'un exploitant d'usine d'équarrissage est rédigé selon la formule 5. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) La demande de permis pour exercer les activités d'un exploitant de fondoir est rédigée selon la formule 6.

(2) Le permis pour exercer les activités d'un exploitant de fondoir est rédigé selon la formule 7. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) La demande de permis pour exercer les activités d'un courtier est rédigée selon la formule 8.

(2) Le permis pour exercer les activités d'un courtier est rédigé selon la formule 9. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Les droits pour obtenir un permis rédigé selon la formule 2 sont de 10 \$.

(2) Les droits pour obtenir un permis rédigé selon la formule 5 ou 7 sont :

- a) de 50 \$, si le permis est pour une période commençant le 1^{er} janvier ou après cette date mais avant le 1^{er} juillet de toute année;

LOI SUR LES CADAVRES D'ANIMAUX

Règl. de l'Ont. 572/91
Dispositions générales
pris—le 9 octobre 1991
déposé—le 10 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 236 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES CADAVRES D'ANIMAUX

1. Le Règlement 236 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

b) de 25 \$, si le permis est pour une période commençant le 1^{er} juillet ou après cette date de toute année.

(3) Les droits pour obtenir un permis rédigé selon la formule 9 sont :

a) de 100 \$, si le permis est pour une période commençant le 1^{er} janvier ou après cette date mais avant le 1^{er} juillet de toute année;

b) de 50 \$, si le permis est pour une période commençant le 1^{er} juillet ou après cette date de toute année.

(4) Les droits pour obtenir un permis rédigé selon la formule 2, 5, 7 ou 9 sont joints à la demande de permis.

(5) Le permis rédigé selon la formule 2, 5, 7 ou 9 prend fin le 31 décembre de l'année pendant laquelle il est délivré et il est incessible. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

MANUTENTION DES CADAVRES D'ANIMAUX

7 (1) Nul ne doit transporter des cadavres d'animaux dans un véhicule, à moins que celui-ci ne remplisse les conditions suivantes :

a) le véhicule est équipé d'un rebord de métal d'au moins deux pouces de haut, sur l'arrière de la plate-forme du véhicule pour empêcher la fuite de liquides;

b) les parties du véhicule qui entrent en contact avec les animaux sont faites de métal qui est continu ou qui a des soudures pour empêcher la fuite de liquides;

c) les côtés et les extrémités de la plate-forme du véhicule ont au moins deux pieds de haut;

d) la marque d'identification délivrée par le directeur est posée à l'intérieur du pare-brise ou dans un autre endroit où elle est protégée des intempéries, et où les personnes en dehors du véhicule peuvent la voir clairement.

(2) Le ramasseur enlève la marque d'identification du véhicule dans les dix jours qui suivent :

a) soit l'arrêt de l'utilisation du véhicule;

b) soit le 1^{er} janvier de l'année suivant l'année pendant laquelle la marque d'identification a été délivrée. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

8 (1) Nul ne doit transporter des cadavres d'animaux sans les couvrir d'une bâche ou d'une autre façon.

(2) Nul ne doit transporter des cadavres d'animaux dans un véhicule dans lequel est transportée de la nourriture pour l'alimentation humaine.

(3) Aucun ramasseur ne doit transporter des cadavres d'animaux dans un véhicule dans lequel est transporté un animal vivant.

(4) Le ramasseur livre un cadavre d'animal à une usine d'équarrissage ou à un fondoir dès que possible, mais pas plus de vingt-quatre heures après que l'animal est ramassé. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

9 (1) Nul ne doit construire ou acquérir des locaux en vue de les utiliser comme usine d'équarrissage ou fondoir sans :

- a) aviser le directeur de son intention;
- b) donner au directeur une copie du plan ou d'une description détaillée des locaux qu'il projette d'utiliser ou de construire.

(2) L'usine d'équarrissage ou le fondoir est :

- a) situé à un endroit où les conditions ne risquent pas de nuire à la salubrité des lieux;
- b) construit et fini de façon à y permettre le maintien de conditions de salubrité. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

10 Il faut se défaire de tous les déchets liquides et de toutes les eaux usées provenant de l'exploitation d'une usine d'équarrissage ou d'un fondoir d'une façon conforme aux mesures de salubrité. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

11 Toutes les précautions possibles sont prises pour qu'il n'y ait pas de mouches, de rats, de souris ni d'autre vermine dans l'usine d'équarrissage ou le fondoir. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

12 La cour d'une usine d'équarrissage ou d'un fondoir est maintenue en état de propreté. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

13 Nul ne doit permettre :

- a) la présence d'un chien ou d'un chat dans l'usine d'équarrissage ou le fondoir;
- b) que le cadavre d'un animal soit gardé dans la cour d'une usine d'équarrissage ou d'un fondoir. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

14 Sur livraison de cadavres d'animaux ou de parties de ceux-ci à une usine d'équarrissage ou à un fondoir, le véhicule ou le conteneur utilisé pour la livraison est nettoyé à fond et, si le nettoyage n'est pas suivi d'un traitement à la vapeur, il est désinfecté de façon à détruire tous les organismes pathogènes avant que le véhicule ou le conteneur ne quitte l'usine d'équarrissage ou le fondoir. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

15 Toutes les usines d'équarrissage et tous les fondoirs disposent d'une réserve d'eau potable chaude et froide suffisante pour l'exploitation efficace de l'usine d'équarrissage ou du fondoir. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

16 Toutes les usines d'équarrissage et tous les fondoirs sont pourvus de locaux où les employés peuvent se laver et s'habiller. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

17 Toutes les usines d'équarrissage ont un ou plusieurs bâtiments et des salles appropriées pour :

- a) recevoir et transformer les cadavres d'animaux;
- b) réfrigérer les viandes entreposées;
- c) garder les déchets et les parties des cadavres d'animaux dont il faut se défaire. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

18 (1) Toutes les entrailles, os, viandes résiduelles et déchets de cadavres d'animaux, autres que le contenu de l'appareil digestif :

- a) dans une usine d'équarrissage, sont, selon le cas :
 - (i) livrés à un fondoir,
 - (ii) enfouis sous deux pieds de terre ou plus;

b) dans un fondoir, sont, selon le cas :

- (i) stérilisés au moyen de la chaleur,
- (ii) enfouis sous deux pieds de terre ou plus.

(2) Il faut se défaire du contenu de l'appareil digestif de cadavres d'animaux dans une usine d'équarrissage ou un fondoir conformément aux mesures de salubrité.

(3) Sauf disposition contraire du présent règlement, nul ne doit réceptionner des entrailles, des os, de la viande résiduelle ou des déchets de cadavres d'animaux, les recevoir ni les transformer, à moins que ces entrailles, os, viande résiduelle ou déchets n'aient été stérilisés au moyen de la chaleur dans un fondoir. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

19 Nul ne doit chercher par voie d'annonce des cadavres d'animaux ou des animaux invalides, sauf s'il est titulaire d'un permis de ramasseur. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

20 (1) Dans une usine d'équarrissage ou un fondoir, toute la viande provenant d'un cadavre d'animal est coupée en portions de moins de dix livres et, à des fins d'identification, cette viande :

- a) est dénaturée par l'application d'une quantité suffisante de charbon en poudre sur toute sa surface de façon que l'application de plus de charbon n'altère pas davantage la couleur de la surface;
- b) est emballée dans des récipients identifiés de façon lisible avec les mots « IMPROPRE À L'ALIMENTATION HUMAINE », en lettres d'au moins trois quarts de pouce de haut :
 - (i) de chaque côté si le récipient a quatre côtés,
 - (ii) au moins à quatre endroits si le récipient n'a pas quatre côtés.

(2) Tous les récipients dans lesquels la viande provenant d'un cadavre d'animal est emballée ont une surface extérieure suffisamment absorbante pour que l'inscription « IMPROPRE À L'ALIMENTATION HUMAINE » ne devienne pas illisible pendant leur manutention, leur entreposage ou leur transport.

(3) Si la viande est transformée, donnée comme nourriture ou stérilisée au moyen de la chaleur dès que possible après la livraison du cadavre d'animal, mais pas plus de soixante-douze heures après celle-ci, le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'entreposage, dans une usine d'équarrissage ou un fondoir, de la viande provenant d'un cadavre d'animal :

- a) si l'exploitant de l'usine d'équarrissage ou du fondoir est titulaire d'un permis aux termes de la *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure* et qu'il n'utilise la viande à aucune autre fin que celle, selon le cas :

- (i) de transformer la viande, avec des additifs, en nourriture pour ses animaux à fourrure ou pour ceux d'une autre personne qui est titulaire d'un permis aux termes de la *Loi sur les fermes d'élevage d'animaux à fourrure*,
- (ii) de donner la viande comme nourriture à ses animaux à fourrure;

- b) si, dans le cas d'un fondoir, la viande est stérilisée au moyen de la chaleur. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

21 Nul ne doit, selon le cas :

- a) congeler ou entreposer dans une usine d'équarrissage ou un fondoir,
- b) vendre, mettre en vente, transporter, livrer ou fournir à quiconque ou céder par un autre moyen,
- c) réceptionner, recevoir ou transformer,

la viande provenant d'un cadavre d'animal sauf si celle-ci a été traitée à des fins d'identification ou transformée de la façon prescrite par le présent règlement. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

22 Dans une usine d'équarrissage ou un fondoir, la carcasse des cadavres d'animaux, autre qu'une carcasse dont la viande doit être stérilisée au moyen de la chaleur dans un fondoir, est désossée dans les soixante-douze heures qui suivent sa livraison à l'usine d'équarrissage ou au fondoir. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

23 Si un courtier, avant de revendre la viande provenant d'un cadavre d'animal, altère la forme de celle-ci d'une façon qui fait pâlir ou qui élimine la couleur de la surface provenant de la dénaturation de la viande par application de charbon en poudre conformément à l'alinéa 20 (1) a), le courtier :

- a) fait subir une autre dénaturation à la viande de la façon et dans la mesure prescrites à l'alinéa a);
- b) remballage la viande conformément à l'alinéa 20 (1) b). Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

24 (1) Le registre que le ramasseur doit tenir est rempli lisiblement selon la formule 10 lorsque ce dernier ramasse des cadavres d'animaux.

(2) La formule 10 est gardée dans le véhicule dans lequel sont transportés les animaux auxquels se rapporte le registre. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

25 Le registre que l'exploitant d'une usine d'équarrissage ou d'un fondoir doit tenir :

- a) à l'égard des cadavres d'animaux qu'il reçoit, est rempli lisiblement selon la formule 11;
- b) à l'égard de la disposition des cadavres d'animaux, est rempli lisiblement selon la formule 12. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

26 Le registre que le courtier doit tenir à l'égard de la réception et de la disposition de la viande provenant de cadavres d'animaux est rempli lisiblement selon la formule 13. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

27 S'il inspecte un véhicule utilisé pour le transport de cadavres d'animaux, une usine d'équarrissage ou un fondoir, l'inspecteur fait rapport au directeur sur les conditions observées lors de l'inspection. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

28 (1) S'il saisit un cadavre d'animal ou de la viande qui provient de celui-ci en vertu de l'alinéa 15 (3) c) de la Loi, l'inspecteur :

- a) y attache une étiquette rouge qui porte un numéro de série et l'expression « Ont. Detained »;
- b) par la suite et sans délai, avise par écrit le propriétaire du cadavre d'animal ou de la viande ou quiconque en avait la possession :
 - (i) de la saisie,
 - (ii) des motifs pour lesquels il croit qu'il a été dérogé à la Loi ou au présent règlement à l'égard du cadavre d'animal ou de la viande;
- c) ordonne de retenir le cadavre d'animal ou la viande à l'endroit où ceux-ci ont été trouvés ou de les placer à un autre endroit qu'il désigne.

(2) S'il est convaincu, selon le cas :

- a) que le propriétaire du cadavre d'animal ou de la viande faisant l'objet d'une saisie se conforme à la Loi ou au présent règlement;

- b) que le cadavre d'animal ou la viande ont été rendus conformes à la Loi ou au présent règlement,

l'inspecteur enlève l'étiquette et lève la saisie du cadavre d'animal ou de la viande.

(3) S'il conclut, à la suite d'une audience, qu'il a été dérogé à la Loi ou au présent règlement de la part du propriétaire du cadavre d'animal ou de viande faisant l'objet d'une saisie ou de quiconque en a possession, le directeur peut ordonner la destruction ou la disposition par un autre moyen du cadavre d'animal ou de la viande de la façon qu'il estime appropriée.

(4) Si une personne est reconnue coupable d'une infraction à la Loi ou au présent règlement à l'égard d'un cadavre d'animal ou de viande faisant l'objet d'une saisie, le directeur peut ordonner la destruction ou la disposition par un autre moyen du cadavre d'animal ou de la viande de la façon qu'il estime appropriée.

(5) Les recettes, s'il en est, provenant de la disposition d'un cadavre d'animal ou de la viande aux termes du paragraphe (3) ou (4) sont versées au trésorier de l'Ontario.

(6) Si un cadavre d'animal ou de la viande qui en provient fait l'objet d'une saisie, nul ne doit, selon le cas :

- a) enlever l'étiquette portant l'expression « Ont. Detained »;
- b) vendre, mettre en vente, déplacer, permettre de déplacer, faire déplacer, recevoir ou transformer le cadavre d'animal ou la viande. Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 1

Loi sur les cadavres d'animaux

DEMANDE DE PERMIS DE RAMASSEUR

Au directeur de la Direction des services vétérinaires
Édifices de l'Assemblée législative
Toronto

.....
(nom de l'auteur de la demande)

.....
(adresse)

qui exerce des activités en tant que
demande un permis de ramasseur aux termes de la *Loi sur les cadavres d'animaux* et des règlements, et les faits suivants sont donnés à l'appui de la présente demande :

1. Adresse commerciale de l'auteur de la demande
.....
2. Nombre de véhicules exploités par l'auteur de la demande ou pour son compte pour le ramassage des cadavres d'animaux
.....
3. Nom des comtés, etc. ou des parties de ceux-ci où les cadavres d'animaux sont ramassés
.....
4. Nom des usines d'équarrissage et des fondoirs où sont normalement livrés les cadavres d'animaux
.....

Je m'engage à fournir au directeur de la Direction des services vétérinaires les renseignements sur tout changement concernant les faits

donnés dans la présente demande, dans les quinze jours de la date à laquelle sont faits les changements.

Fait à , le 19.....

(signature de l'auteur de la demande)

(titre du signataire autorisé)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 2

Loi sur les cadavres d'animaux

PERMIS DE RAMASSEUR

N° de permis

En vertu de la Loi sur les cadavres d'animaux et des règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à

(nom)

(adresse)

qui exerce des activités en tant que en vue de se livrer au ramassage de cadavres d'animaux.

Le présent permis expire le 31 décembre 19.....

Délivré à Toronto, le 19.....

(Directeur, Direction des services vétérinaires)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 3

Loi sur les cadavres d'animaux

N° Année

La présente marque d'identification est délivrée à

(nom)

Numéro de permis du ramasseur

Direction des services vétérinaires Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 4

Loi sur les cadavres d'animaux

DEMANDE DE PERMIS D'EXPLOITATION D'USINE D'ÉQUARRISSAGE

Au directeur de la Direction des services vétérinaires Édifices de l'Assemblée législative Toronto

(nom de l'auteur de la demande)

(adresse)

qui exerce des activités en tant que demande un permis pour exercer les activités d'un exploitant d'usine d'équarrissage aux termes de la Loi sur les cadavres d'animaux, et les faits suivants sont donnés à l'appui de la présente demande :

1. Adresse commerciale de l'auteur de la demande

2. Emplacement de l'usine d'équarrissage

3. Propriétaire de l'usine d'équarrissage

(s'il s'agit d'une société en nom collectif, nommez tous les associés)

4. L'auteur de la demande se livre-t-il au ramassage des cadavres d'animaux?

Je m'engage à fournir au directeur de la Direction des services vétérinaires les renseignements sur tout changement concernant les faits donnés dans la présente demande, dans les quinze jours de la date où sont faits les changements.

Fait à , le 19.....

(signature de l'auteur de la demande)

(titre du signataire autorisé)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 5

Loi sur les cadavres d'animaux

PERMIS D'EXPLOITATION D'USINE D'ÉQUARRISSAGE

N° de permis

En vertu de la Loi sur les cadavres d'animaux et des règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à

(nom)

(adresse)

qui exerce des activités en tant que en vue de se livrer à l'exploitation d'une usine d'équarrissage à

(emplacement)

Le présent permis expire le 31 décembre 19.....

Délivré à Toronto, le 19.....

(Directeur, Direction des services vétérinaires)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 6

Loi sur les cadavres d'animaux

DEMANDE DE PERMIS D'EXPLOITATION DE FONDOIR

Au directeur de la Direction des services vétérinaires
Édifices de l'Assemblée législative
Toronto

.....
(nom de l'auteur de la demande)

.....
(adresse)

qui exerce des activités en tant que
demande un permis pour exercer les activités d'un exploitant de fondoir
aux termes de la *Loi sur les cadavres d'animaux*, et les faits suivants sont
donnés à l'appui de la présente demande :

1. Adresse commerciale de l'auteur de la demande
2. Emplacement du fondoir
3. Propriétaire du fondoir

.....
(s'il s'agit d'une société en nom collectif,
nommez tous les associés)

4. L'auteur de la demande se livre-t-il au ramassage des cadavres
d'animaux?

Je m'engage à fournir au directeur de la Direction des services
vétérinaires les renseignements sur tout changement concernant les faits
donnés dans la présente demande, dans les quinze jours de la date où
sont faits les changements.

Fait à, le 19.....

.....
(signature de l'auteur
de la demande)

.....
(titre du signataire
autorisé)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 7

Loi sur les cadavres d'animaux

PERMIS D'EXPLOITATION DE FONDOIR

N° de permis

En vertu de la *Loi sur les cadavres d'animaux* et des règlements, et
sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est
délivré à

.....
(nom)

.....
(adresse)

qui exerce des activités en tant que

en vue de se livrer à l'exploitation d'un fondoir à

.....
(emplacement)

Le présent permis expire le 31 décembre 19.....

Délivré à Toronto, le 19.....

.....
(Directeur, Direction des
services vétérinaires)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 8

Loi sur les cadavres d'animaux

DEMANDE DE PERMIS DE COURTIER

Au directeur de la Direction des services vétérinaires
Édifices de l'Assemblée législative
Toronto

.....
(nom de l'auteur de la demande)

.....
(adresse)

demande un permis pour exercer les activités d'un courtier aux termes
de la *Loi sur les cadavres d'animaux* et des règlements, et les faits
suivants sont donnés à l'appui de la présente demande :

1. Nom sous lequel les activités sont exercées
.....
2. Adresse commerciale
3. Emplacement des bâtiments, s'il en est, dans lesquels est entre-
posée la viande provenant des cadavres d'animaux
.....
4. Propriétaire de ces entrepôts

(nom)

.....
(adresse)

5. Nom des usines d'équarrissage et des fondoirs où est habituelle-
ment achetée la viande
.....

Je m'engage à fournir au directeur de la Direction des services
vétérinaires les renseignements sur tout changement concernant les faits
donnés dans la présente demande, dans les quinze jours de la date où
sont faits les changements.

Fait à, le 19.....

.....
(signature de l'auteur
de la demande)

.....
(titre du signataire
autorisé)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 9

Loi sur les cadavres d'animaux

PERMIS DE COURTIER

19. N° de permis

En vertu de la *Loi sur les cadavres d'animaux* et des règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent permis est délivré à

.....
(nom)

.....
(adresse)

qui exerce des activités en tant que
en vue d'exercer les activités d'un courtier.

Le présent permis expire le 31 décembre 1973.

Délivré à Toronto, le 19.....

.....
(Directeur, Direction des services vétérinaires)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

Formule 10

Loi sur les cadavres d'animaux

REGISTRE DU RAMASSEUR

CADAVRES D'ANIMAUX RAMASSÉS

Nom du ramasseur

Adresse du ramasseur

Provenance des cadavres d'animaux ramassés		Date du ramassage	Espèce, nombre et poids approximatif des cadavres d'animaux ramassés			Usine d'équarrissage ou fonderie où sont livrés les cadavres d'animaux	
Nom	Adresse		Espèce	Nombre	Poids approx.	Nom	Adresse

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

Formule 11

*Loi sur les cadavres d'animaux*REGISTRE DE L'EXPLOITANT D'USINE D'ÉQUARRISSAGE OU DE FONDOIR
CADAVRES D'ANIMAUX REÇUS

Nom de l'exploitant

Adresse de l'exploitant

Cadavres d'animaux livrés par		Date de livraison	Espèce, nombre et poids approximatif des cadavres d'animaux reçus		
Nom du ramasseur	N° de permis		Espèce	Nombre	Poids approx.

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, *en partie*.

Formule 12

Loi sur les cadavres d'animaux

**REGISTRE DE L'EXPLOITANT DE L'USINE D'ÉQUARRISSAGE OU DE FONDOIR
DISPOSITION DES CADAVRES D'ANIMAUX**

Nom de l'exploitant
 Adresse de l'exploitant

VIANDE ET DÉCHETS VENDUS				VIANDE ET DÉCHETS ENTREPOSÉS AILLEURS QUE DANS L'USINE D'ÉQUARRISSAGE OU LE FONDOIR DE L'EXPLOITANT											
Date de la vente	Nom de l'acheteur	Adresse de l'acheteur	VIANDE Poids en livres	DÉCHETS Poids en livres	Date	Nom du propriétaire des locaux	Adresse des locaux	VIANDE			DÉCHETS				
								Quantité entreposée (livres)	Quantité enlevée (livres)	Quantité totale entreposée (livres)	Quantité entreposée (livres)	Quantité enlevée (livres)	Quantité totale entreposée (livres)	Quantité entreposée (livres)	Quantité totale entreposée (livres)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

Formule 13

Loi sur les cadavres d'animaux

REGISTRE DU COURTIER

VIANDE REÇUE ET VENDUE

Nom du courtier

Adresse

Date	Reçu de (nom)	Vendu à (nom)	Adresse	<u>VIANDE</u> (poids en livres)	<u>DÉCHETS</u> (poids en livres)	Viande entreposée (en livres)	Autres déchets entreposés (en livres)

Règl. de l'Ont. 572/91, art. 1, en partie.

DRAINAGE ACT

LOI SUR LE DRAINAGE

O. Reg. 573/91.
Forms.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

Règl. de l'Ont. 573/91
Formules
pris—le 9 octobre 1991
déposé—le 10 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 246 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DRAINAGE ACT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 246 DES RÈGLEMENTS REFONDUS DE
L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LE DRAINAGE

1. Regulation 246 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement 246 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

FORMULES

(à décrire)

1 La demande d'installations de drainage visée au paragraphe 3 (1) de la Loi est rédigée selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

et demande que soient construites (ou améliorées, selon le cas) des installations de drainage. Les biens-fonds et chemins suivants seront affectés :

2 L'avis de la réunion sur les lieux avec l'ingénieur chargé de procéder à l'examen du secteur, mentionné au paragraphe 3 (7) de la Loi, est rédigé selon la formule 2. Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

(décrire chaque parcelle de terrain qui sera affectée et indiquer le nom de son propriétaire)

3 La pétition demandant des installations de drainage visée au paragraphe 4 (2) de la Loi, est rédigée, selon le cas :

Je demande qu'un ingénieur soit nommé par le conseil de la municipalité et que lui-même choisisse les date, heure et lieux de l'examen du secteur auquel il procèdera afin de faire un rapport.

- a) selon la formule 3 lorsqu'elle est déposée par la ou les personnes visées à l'alinéa 4 (1) a) ou b) de la Loi;
b) selon la formule 4 lorsqu'elle est déposée par le directeur en vertu de l'alinéa 4 (1) d) de la Loi;
c) selon la formule 5 lorsqu'elle est déposée par une personne visée à l'alinéa 4 (1) c) de la Loi. Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Fait le 19.....
.....
(Signature de la ou des parties)

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 2

Loi sur le drainage

AVIS DE FIXATION PAR L'INGÉNIEUR DE LA DATE, DE L'HEURE ET DU LIEU DE L'EXAMEN

4 (1) Le règlement municipal adoptant le rapport de l'ingénieur visé au paragraphe 45 (1) de la Loi est rédigé, selon le cas :

À l'intention de : (Nom du propriétaire)
(Adresse)

- a) selon la formule 6 si la municipalité n'est pas comprise dans une municipalité de district ou une municipalité régionale;
b) selon la formule 7 si la municipalité est comprise dans une municipalité de district ou une municipalité régionale.

Avis vous est donné par les présentes que
(nom de l'ingénieur)

(2) Le règlement d'emprunt à l'usage des municipalités de district ou des municipalités régionales pour le compte d'une municipalité de secteur est rédigé selon la formule 8. Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

qui a été nommé par le conseil de la
de aux termes de la Loi sur le drainage
a fixé la réunion à heures le 19.....
à
(indiquer l'endroit choisi)

5 L'attestation du montant d'indemnité versé visée à l'article 68 de la Loi, est rédigée selon la formule 9. Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

pour y examiner le secteur et les lieux des installations de drainage proposées :

Formule 1

Loi sur le drainage

(Décrire ici le secteur et les lieux)

DEMANDE D'INSTALLATIONS DE DRAINAGE

En tant que propriétaire de biens-fonds affectés, vous devez y assister aux date, heure et lieux indiqués.

À l'intention de :
Secrétaire de de

Fait le 19.....
.....
(Signature du secrétaire)

Madame, Monsieur,

Je suis propriétaire des biens-fonds suivants :

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 3

Loi sur le drainage

PÉTITION DEMANDANT DES INSTALLATIONS DE DRAINAGE

Nous soussignés, propriétaires figurant au rôle d'évaluation révisé le plus récemment des biens-fonds situés dans la
(nom de la ou des municipalités)

nécessitant des travaux de drainage, vous demandons par la présente pétition que le secteur répondant plus précisément à la description suivante :

(décrire le secteur)

puisse être drainé au moyen d'installations de drainage.

Signature des pétitionnaires Conc. ou plan Municipalité
Partie Lot plan Municipalité

.....
.....
.....

Pétition déposée le 19.....

.....
(Secrétaire)

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 4

Loi sur le drainage

PÉTITION DU DIRECTEUR DEMANDANT DES INSTALLATIONS DE DRAINAGE

Je soussigné, directeur nommé aux termes de la *Loi sur le drainage*, demande par la présente pétition que le secteur répondant plus précisément à la description suivante :

(décrire le secteur)

puisse être drainé au moyen d'installations de drainage.

Fait le 19.....

.....
(Directeur)

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 5

Loi sur le drainage

PÉTITION DE L'INGÉNIEUR, DU DIRECTEUR DE LA VOIRIE OU DE LA PERSONNE AYANT LA COMPÉTENCE REQUISE À L'ÉGARD DU CHEMIN

Je soussigné, ingénieur, directeur de la voirie ou personne ayant la compétence requise à l'égard du chemin (selon le cas) pour la

de, demande par la présente pétition que le secteur répondant plus précisément à la description suivante :

(décrire le secteur)

puisse être drainé au moyen d'installations de drainage.

Fait le 19.....

.....
(Ingénieur ou directeur de la voirie)

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 6

Loi sur le drainage

FORMULATION DU RÈGLEMENT MUNICIPAL

À l'usage des municipalités non comprises dans une municipalité de district ou une municipalité régionale

Règlement prévoyant des installations de drainage dans la

..... de

dans le comté de

Attendu que le nombre requis de propriétaires ont déposé une pétition au conseil de la

de dans le comté de, conformément aux dispositions de la *Loi sur le drainage*, par laquelle ils demandent que les biens-fonds et les chemins suivants soient drainés au moyen d'installations de drainage :

(Donner une description des biens-fonds et chemins ou indiquer la désignation du drain s'il s'agit de réparations ou d'améliorations aux drains existants).

Attendu que le conseil de la

de dans le comté de

a obtenu un rapport rédigé par, et le rapport est joint au présent règlement et en est partie intégrante.

Attendu que le coût total estimatif de la construction des installations de drainage est de \$

Attendu que le montant qui devra être contribué par la municipalité à la construction de ces installations de drainage est de \$

Attendu qu'un montant de \$ est en cours d'imposition dans la de

dans le comté de

(indiquer les impositions en cours dans d'autres municipalités, le cas échéant)

Attendu que le conseil est d'avis qu'il serait souhaitable de drainer ce secteur,

Par conséquent, le conseil de la

de adopte ce qui suit aux termes de la *Loi sur le drainage* :

1 Le rapport ci-joint, daté du est adopté et les installations de drainage, selon ce qui y est indiqué et énoncé, sont autorisées et seront achevées conformément à celui-ci.

2 (1) La municipalité de peut emprunter sur la réputation de solvabilité de la municipalité la somme de \$ qui constitue la somme nécessaire à la construction des installations de drainage.

(2) La municipalité peut émettre des débetures pour un montant égal à la différence entre la somme empruntée et la somme totale des montants suivants :

- a) les subventions reçues aux termes de l'article 85 de la Loi;
- b) les paiements en espèces effectués à l'égard des biens-fonds et des chemins qui font l'objet de l'imposition dans la municipalité;
- c) les sommes payées aux termes du paragraphe 61 (3) de la Loi;
- d) les sommes d'argent dérivées de l'imposition établie dans une autre municipalité et payables par cette dernière.

Ces débetures devront être payables dans les ans de leur date et porter intérêt à un taux ne dépassant pas le taux de la Société ontarienne d'aménagement municipal à la date de la vente de ces débetures.

3 Un impôt extraordinaire annuel, identique et suffisant pour rembourser le principal et les intérêts des débetures, est prélevé sur les biens-fonds et les chemins selon ce qui est indiqué à l'annexe et est perçu de la même façon et en même temps que les

autres impôts perçus chaque année pendant ans à compter de l'adoption du présent règlement municipal.

Annexe

Concession	Parcelle ou partie de terrain	Montant total de l'imposition
Chemins et biens-fonds de la municipalité		
Total		

4 Un impôt extraordinaire, suffisant pour payer le montant de \$ qui est le montant imposé sur les biens-fonds et les chemins dont la municipalité est propriétaire ou qui relèvent de sa compétence, plus les intérêts, est prélevé annuellement sur l'ensemble

des propriétés imposables de la

de, chaque année pendant ans à compter de l'adoption du présent règlement municipal et est perçu de la même façon et en même temps que les autres impôts.

5 Toutes les impositions d'au plus \$ sont payables au cours de la première année de leur levée.

6 Le présent règlement municipal entre en vigueur le jour de son adoption et peut être cité sous l'appellation de « Règlement .. »

Première lecture

Deuxième lecture

Adopté provisoirement le 19.....

Président du conseil

Secrétaire

Troisième lecture

Adopté le 19.....

Président du conseil

Secrétaire

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 7

Loi sur le drainage

FORMULATION DU RÈGLEMENT MUNICIPAL

À l'usage des municipalités comprises dans une municipalité de district ou une municipalité régionale

Règlement prévoyant des installations de drainage dans la

..... de

dans la municipalité de district ou la municipalité régionale de

Attendu que le nombre requis de propriétaires ont déposé une pétition

au conseil de la

de dans la municipalité de district ou la

municipalité régionale de

conformément aux dispositions de la *Loi sur le drainage*, par laquelle ils demandent que les biens-fonds et les chemins suivants soient drainés au moyen d'installations de drainage :

(Donner une description des biens-fonds et chemins ou indiquer la désignation du drain s'il s'agit de réparations ou d'améliorations aux drains existants).

Attendu que le conseil de la

de dans la municipalité de district ou la

municipalité régionale de a obtenu un rapport

rédigé par, et le rapport est joint au présent règlement et en est partie intégrante.

Attendu que le coût total estimatif de la construction des installations de drainage est de \$

Attendu que le montant qui devra être contribué par la municipalité à la construction de ces installations de drainage est de \$

Attendu qu'un montant de \$ est en cours d'imposition dans la

de dans la municipalité de district ou la municipalité régionale de

(indiquer les impositions en cours dans d'autres municipalités, le cas échéant)

Attendu que le conseil est d'avis qu'il serait souhaitable de drainer ce secteur,

Par conséquent, le conseil de la

de adopte ce qui suit aux termes de la Loi sur le drainage :

1 Le rapport ci-joint, daté du, est adopté et les installations de drainage, selon ce qui y est indiqué et énoncé, sont autorisées et seront achevées conformément à celui-ci.

2 (1) La municipalité de peut emprunter sur la réputation de solvabilité de la municipalité la somme de \$ qui constitue la somme nécessaire à la construction des installations de drainage.

(2) La municipalité peut prendre des arrangements pour l'émission de débentures pour son compte d'une valeur égale à la différence entre la somme empruntée et la somme totale des montants suivants :

- a) les subventions reçues aux termes de l'article 85 de la Loi;
- b) les paiements en espèces effectués à l'égard des biens-fonds et des chemins qui font l'objet de l'imposition dans la municipalité;
- c) les sommes payées aux termes du paragraphe 61 (3) de la Loi;
- d) les sommes d'argent dérivées de l'imposition établie dans une autre municipalité et payables par cette dernière.

Ces débentures devront être payables dans les ans de leur date et porter intérêt à un taux ne dépassant pas le taux de la Société ontarienne d'aménagement municipal à la date de la vente de ces débentures.

3 Un impôt extraordinaire annuel, identique et suffisant pour rembourser le principal et les intérêts des débentures, est prélevé sur les biens-fonds et les chemins selon ce qui est indiqué à l'annexe et est perçu de la même façon et en même temps que les

autres impôts perçus chaque année pendant ans à compter de l'adoption du présent règlement municipal.

Annexe

Concession	Parcelle ou partie de terrain	Montant total de l'imposition
Chemins et biens-fonds de la municipalité		
Total		

4 Un impôt extraordinaire, suffisant pour payer le montant de \$ qui est le montant imposé sur les biens-fonds et les chemins dont la municipalité est propriétaire ou qui relèvent de sa compétence, plus les intérêts, est prélevé annuellement sur l'ensemble des propriétés imposables de la

de, chaque année pendant ans à compter de l'adoption du présent règlement municipal et est perçue de la même façon et en même temps que les autres impôts.

5 Toutes les impositions d'au plus \$ sont payables au cours de la première année de leur levée.

6 Le présent règlement municipal entre en vigueur le jour de son adoption et peut être cité sous l'appellation de « Règlement . . »

Première lecture

Deuxième lecture

Adopté provisoirement le 19.....

Président du conseil

Secrétaire

Troisième lecture

Adopté le 19.....

Président du conseil

Secrétaire

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 8

Loi sur le drainage

RÈGLEMENT MUNICIPAL

À l'usage des municipalités de district ou des municipalités régionales

Règlement d'emprunt de la municipalité de

(ci-après appelée la municipalité régionale)

Règlement autorisant à recueillir des fonds pour des installations de

drainage dans la de (ci-après appelée la municipalité de secteur) dans la municipalité de

district ou la municipalité régionale de (ci-après appelée la municipalité régionale)

Attendu que le nombre requis de propriétaires ont déposé une pétition au conseil de la

de dans la municipalité de district

ou la municipalité régionale de, conformément aux dispositions de la Loi sur le drainage, par laquelle ils demandent que des biens-fonds ou des chemins soient drainés au moyen d'installations de drainage.

Attendu que le conseil a obtenu un rapport rédigé par et l'a adopté.

Attendu que le coût total estimatif de la construction des installations de drainage est de \$

Attendu que le montant qui devra être contribué par la municipalité de secteur à la construction de ces installations de drainage est de \$

Attendu que le conseil de la municipalité de secteur a demandé à la municipalité régionale d'émettre des débentures pour son compte d'une valeur ne dépassant pas l'obligation de la municipalité de secteur à l'égard des installations de drainage,

Par conséquent, le conseil de la de adopte ce qui suit :

1 (1) La municipalité de peut emprunter sur la réputation de solvabilité de la municipalité

la somme de \$ qui correspond à la contribution de la municipalité de secteur à la construction des installations de drainage.

(2) La municipalité peut émettre des débentures d'une valeur égale à la somme empruntée et ces débentures devront être payables dans

les ans de leur date d'émission et porter intérêt à un taux ne dépassant pas le taux de la Société ontarienne d'aménagement municipal à la date de la vente de ces débentures.

2 Le présent règlement municipal entre en vigueur le jour de son adoption et peut être cité sous l'appellation de « Règlement . . »

Première lecture

Deuxième lecture

Adopté provisoirement le 19.....

.....
Président du conseil

.....
Secrétaire

Troisième lecture

Adopté le 19.....

.....
Président du conseil

.....
Secrétaire

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

Formule 9

Loi sur le drainage

AVIS DE VERSEMENT D'INDEMNITÉ

Avis est donné que les propriétaires des biens-fonds ci-dessous qui ont été endommagés ou divisés en raison des installations de drainage ont reçu une indemnité du montant indiqué vis-à-vis de la description correspondant à chaque bien-fonds visé.

Concession	Parcelle ou partie de terrain	Hectares affectés	Indemnité versée

Fait le 19.....

.....
(Secrétaire)

Règl. de l'Ont. 573/91, art. 1, en partie.

43/91

LIVE STOCK AND LIVE STOCK PRODUCTS ACT

O. Reg. 574/91.
Live Stock.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

LOI SUR LE BÉTAIL ET LES PRODUITS DU BÉTAIL

Règl. de l'Ont. 574/91
Bétail
pris—le 9 octobre 1991
déposé—le 10 octobre 1991

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 367/82
MADE UNDER THE
LIVE STOCK AND LIVE STOCK PRODUCTS ACT**

1. Ontario Regulation 367/82 is amended by adding the following French version:

BÉTAIL

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« bovins » Bovins vendus aux fins :

- (i) d'abattage en vue de la production de boeuf,
- (ii) d'engraissage en vue de la production de boeuf. (« cattle »)

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 367/82
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LE BÉTAIL ET LES PRODUITS DU BÉTAIL**

1. Le Règlement de l'Ontario 367/82 est modifié par adjonction de la version française suivante :

« caisse » Caisse au bénéfice des producteurs de bétail créée en vertu de la Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles. (« Fund »)

« producteur » Producteur de bétail. (« producer ») Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, en partie.

2 Les bovins sont désignés comme étant du bétail. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, en partie.

3 L'article 2 de la Loi et le présent règlement ne s'appliquent pas au

producteur qui achète ou vend du bétail à d'autres producteurs dans le cours normal de son opération agricole. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) La demande de permis en vue d'exercer le métier de marchand de bétail est rédigée selon la formule 1.

(2) Le permis en vue d'exercer le métier de marchand de bétail est rédigé selon la formule 2.

(3) Les droits à acquitter en vue d'obtenir un permis sont de 25 \$.

(4) Le permis :

- a) prend effet le 1^{er} septembre ou à la date de sa délivrance, si celle-ci est postérieure à la première date;
- b) expire le 31 août qui suit la date de sa prise d'effet;
- c) est incessible. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Chaque marchand de bétail fournit une preuve de sa solvabilité au commissaire et, si celui-ci n'est pas satisfait de la preuve de solvabilité fournie, le marchand de bétail dépose auprès du commissaire un cautionnement selon une formule que le commissaire juge acceptable et pour un montant que prescrit celui-ci.

(2) Le cautionnement déposé auprès du commissaire en vertu du paragraphe (1) ne s'applique qu'aux réclamations présentées par des vendeurs ou expéditeurs ou par des personnes qui vendent pour le compte d'expéditeurs en ce qui concerne les bovins vendus au marchand de bétail et à l'égard desquels des paiements ont été effectués aux termes de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles* et de ses règlements d'application.

(3) Lorsque le commissaire est avisé, conformément à la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles* et de ses règlements d'application, qu'un paiement a été versé à un vendeur ou à un expéditeur ou à une personne qui vend pour le compte d'expéditeurs à l'égard d'un marchand de bétail qui a déposé un cautionnement en vertu du paragraphe (1), le commissaire peut réaliser le cautionnement ou la partie de celui-ci qu'il estime nécessaire.

(4) Lorsqu'un cautionnement a été réalisé en vertu du paragraphe (3), le commissaire verse à la caisse les sommes d'argent ainsi obtenues ou le montant nécessaire pour rembourser à la caisse la somme qui a été versée à un vendeur ou à un expéditeur ou à une personne qui vend pour le compte de l'expéditeur.

(5) Lorsqu'un cautionnement a été réalisé en vertu du paragraphe (3), le marchand de bétail dépose auprès du commissaire la garantie supplémentaire nécessaire pour se conformer au montant prescrit par ce dernier en vertu du paragraphe (1). Dès le dépôt de cette garantie supplémentaire par le marchand de bétail, le commissaire paie à ce dernier, les sommes qui restent, le cas échéant, après avoir versé à la caisse le paiement prévu au paragraphe (4). Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Le paiement ayant trait à la vente ou à la consignation de bétail est effectué au plus tard à 14 heures le deuxième jour de Bourse qui suit l'un ou l'autre des jours suivants :

- a) le jour de la consignation du poids, lorsque le prix est fixé d'après le poids;
- b) le jour du classement, lorsque le prix est fixé d'après la catégorie de carcasse;
- c) le jour de l'achat, lorsque le prix est fixé par tête.

(2) Dans le cas de la vente ou de la consignation de bétail, chaque acheteur et chaque personne qui vend du bétail pour le compte de l'expéditeur paie le vendeur ou l'expéditeur ou la personne qui vend pour le compte de l'expéditeur, conformément au paragraphe (1), selon l'un des modes suivants :

1. Lorsque le montant est de 15 000 \$ ou plus :

- i. à l'endroit où s'effectue le transfert de possession du bétail,
- ii. par télégramme en PCV,
- iii. de la façon indiquée par le vendeur ou la personne qui vend pour son compte.

2. Lorsque le montant est inférieur à 15 000 \$:

- i. à l'endroit où s'effectue le transfert de possession du bétail,
- ii. par courrier affranchi de première classe,
- iii. de la façon convenue entre le vendeur ou la personne qui vend pour son compte et l'acheteur.

(3) Lorsque le vendeur ou l'expéditeur ou la personne qui vend pour le compte de l'expéditeur n'a pas reçu le paiement conformément au présent article, la personne qui n'a pas reçu de paiement avise sans délai le commissaire du défaut. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

7 Chaque marchand de bétail tient pendant au moins douze mois un dossier de tout le bétail acheté ou vendu, selon le cas. Figurent au dossier les renseignements suivants :

- a) les nom et adresse des vendeurs ou acheteurs de bétail, selon le cas;
- b) les dates d'achat ou de vente;
- c) le prix d'achat ou de vente du bétail, selon le cas;
- d) la description ou l'identification du bétail. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

8 Un permis est délivré si le titulaire du permis remplit les conditions suivantes :

- a) lorsqu'un paiement est prélevé sur la caisse et versé à un vendeur ou expéditeur de bétail ou à une personne qui vend pour le compte d'un expéditeur aux termes de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles* et de ses règlements d'application, il se conforme aux dispositions de ces règlements pour ce qui est du remboursement;
- b) il se conforme aux dispositions des règlements pris en application de la *Loi sur le recouvrement du prix des produits agricoles* pour ce qui est :
 - (i) de l'acquiescement des droits au conseil constitué en vue d'administrer la caisse,
 - (ii) du recouvrement des droits et de leur envoi au conseil constitué en vue d'administrer la caisse. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

9 Outre les motifs mentionnés à l'article 3 de la *Loi* justifiant le refus de délivrer des permis ou à l'article 4 de la *Loi* justifiant le refus de renouveler, la suspension ou la révocation de permis, le commissaire peut refuser de délivrer ou de renouveler ou peut suspendre ou révoquer un permis lorsque :

- a) la totalité ou une partie de l'actif du marchand de bétail a été confiée à un syndic aux fins de distribution en vertu de la *Loi sur la faillite* (Canada) ou de la *Loi sur la vente en bloc*;
- b) un marchand de bétail néglige de fournir la preuve de sa solvabilité ou de déposer le cautionnement requis en vertu de l'article 5. Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, *en partie*.

Formule 1

Formule 2

Loi sur le bétail et les produits du bétail

Loi sur le bétail et les produits du bétail

DEMANDE DE PERMIS DE MARCHAND DE BÉTAIL

PERMIS DE MARCHAND DE BÉTAIL

À l'intention de : Commissaire au bétail
Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Édifice de l'Assemblée législative
Queen's Park
Toronto (Ontario)

En vertu de la Loi sur le bétail et les produits du bétail et de ses
règlements, et sous réserve des restrictions qui y sont prévues, le présent
permis de marchand de bétail est délivré à :

Nom

Adresse

Délivré à Toronto, le 19.....

Commissaire au bétail

Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, en partie.

43/91

.....
(nom de l'auteur de la demande)

.....
(nom, raison sociale, dénomination ou dénomination sociale de l'entre-
prise si celui-ci(elle-ci) diffère du nom mentionné ci-dessus)

présente une demande en vue d'obtenir un permis d'exercer le métier de
marchand de bétail aux termes de la Loi sur le bétail et les produits du
bétail. Les renseignements suivants sont fournis à l'appui de sa
demande :

1. Adresse d'affaires

2. Numéro de téléphone

3. Nom du gérant

.....
(signature de l'auteur de la demande)

par :
(titre du signataire autorisé)

Fait à le 19.....

Règl. de l'Ont. 574/91, art. 1, en partie.

ONTARIO DRUG BENEFIT ACT, 1986

O. Reg. 575/91.
General.
Made—October 2nd, 1991.
Filed—October 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 689/86
MADE UNDER THE
ONTARIO DRUG BENEFIT ACT, 1986

1.—(1) Schedule 1 to Ontario Regulation 689/86, as remade by section 1 of Ontario Regulation 45/91 and amended by section 1 of Ontario
Regulation 437/91, is revoked and the following substituted:

Schedule 1

PART A

10 per cent

	COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	
Item	04:00 Antihistaminics			
1	Astemizole 2mg/mL O/L	00610070 Hismanal	JAN	.2380
2	Astemizole 10mg Tab	00610089 Hismanal	JAN	.6581
3	Azatadine Maleate 1mg Tab	00355666 Optimine	SCH	.2573
4	Brompheniramine Maleate 0.4mg/mL O/L	00026395 Dimetane	ROB	.0178
5	Brompheniramine Maleate 4mg Tab	00026484 Dimetane	ROB	.0786
6	Chlorpheniramine Maleate 10mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00027995 Chlor-Tripolon	SCH	2.4020
7	Chlorpheniramine Maleate 0.5mg/mL O/L	00028134 Chlor-Tripolon	SCH	.0351
8	* Chlorpheniramine Maleate 4mg Tab	00021288 Novo-Pheniram	NOP	.0117
9	Cyproheptadine HCl 0.4mg/mL O/L	00016314 Periactin	MSD	.0354
10	* Cyproheptadine HCl 4mg Tab	00016454 Periactin	MSD	.1506
11	Dexchlorpheniramine Maleate 0.4mg/mL O/L	00225533 Polaramine	SCH	.0304
12	Dexchlorpheniramine Maleate 2mg Tab	00028207 Polaramine	SCH	.1146
13	* Diphenhydramine HCl 25mg Cap	00022756 Benadryl 00370517 Allerdryl	PDA ICN	.0814
14	* Diphenhydramine HCl 50mg Cap	00022764 Benadryl 00271411 Allerdryl	PDA ICN	.1076
15	Diphenhydramine HCl 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00023205 Benadryl	PDA	2.8875
16	Diphenhydramine HCl 2.5mg/mL O/L	00022918 Benadryl	PDA	.0291
17	Loratadine 10mg Tab	00782696 Claritin	SCH	.7802
18	Promethazine HCl 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00025046 Phenergan	RPP	1.1730

Item 04:00 Antihistaminics

19	Promethazine HCl 2mg/mL O/L	00025429 Phenergan 00583979 PMS-Promethazine	RPP PMS	.0180
20	Promethazine HCl 10mg Tab	00025712 Phenergan	RPP	.0838
21	Promethazine HCl 25mg Tab	00213896 Phenergan	RPP	.1053
22	Terfenadine 6mg/mL Susp	00614394 Seldane	MER	.0556
23	Terfenadine 60mg Tab	00590908 Seldane	MER	.3165
24	Trimeprazine Tartrate 2.5mg Tab	00025771 Panectyl	RPP	.1976
25	Trimeprazine Tartrate 5mg Tab	00025798 Panectyl	RPP	.2342
26	Tripelennamine HCl 50mg Tab	00623504 Pyribenzamine	CGS	.1167

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:08:00 Anthelmintics

27	Mebendazole 100mg Tab	00556734 Vermox	JAN	2.7025
28	Piperazine Adipate Gran-2g Pk	00002739 Entacyl	GLA	.6690
29	Piperazine Adipate 120mg/mL O/L	00003131 Entacyl	GLA	.0534
30	Pyruvium Pamoate 10mg/mL O/L	00023477 Vanquin	PDA	.1350

08:12:04 Antibiotics Antifungals

31	Amphotericin B Inj Pd-50mg Pk	00029149 Fungizone	SQU	34.1500
32	Flucytosine 500mg Cap	00384895 Ancotil	HLR	1.1135
33	Griseofulvin 125mg Tab	00012246 Grisovin FP 00028266 Fulvicin U/F	GLA SCH	.1525 .1429
34	Griseofulvin 165mg Tab	00513229 Fulvicin P/G	SCH	.2213
35	Griseofulvin 250mg Tab	00012254 Grisovin FP 00028274 Fulvicin U/F	GLA SCH	.2788 .2458
36	Griseofulvin 330mg Tab	00513237 Fulvicin P/G	SCH	.3742
37	Griseofulvin 500mg Tab	00012262 Grisovin FP 00028282 Fulvicin U/F	GLA SCH	.4735 .4161
38	Ketoconazole 20mg/mL O/L	00788813 Nizoral	JAN	.1992
39	Ketoconazole 200mg Tab	00633836 Nizoral	JAN	1.7790
40	Nystatin 100000U/mL O/L	00014850 Nilstat 00248169 Mycostatin 00282219 Nadostine	LED SQU NDA	.0625
41	Nystatin 500000U Tab	00014974 Nilstat 00029416 Mycostatin 00270113 Nadostine	LED SQU NDA	.0785

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:12 Antibiotics Erythromycins

42	Erythromycin Base 250mg Ent Pel Cap	00607142 ERYC 00726672 Apo-Erythro E-C 00846333 Erythromycin Delayed-Release Capsules 00878669 Novo-Rythro Encap	PDA APX ABB NOP	.2400
43	Erythromycin Base 250mg Tab	00030899 E-Mycin 00244635 Erythromid 00640263 Erythromycin 00682020 Apo-Erythro	UPJ ABB KNR APX	.0550
44	Erythromycin Estolate 250mg Cap	00015202 Ilosone 00020966 Novo-Rythro Estolate	LIL NOP	.1199
45	Erythromycin Estolate 25mg/mL O/L	00015474 Ilosone 00021172 Novo-Rythro Estolate	LIL NOP	.0250
46	Erythromycin Estolate 50mg/mL O/L	00210641 Ilosone 00262595 Novo-Rythro Estolate	LIL NOP	.0504
47	Erythromycin Estolate 500mg Tab	00244384 Ilosone	LIL	.8002
48	Erythromycin Ethylsuccinate 40mg/mL O/L	00000299 EES-200	ABB	.0883
49	Erythromycin Ethylsuccinate 80mg/mL O/L	00453617 EES-400	ABB	.1338
50	Erythromycin Ethylsuccinate 600mg Tab	00583782 EES-600 00637416 Apo-Erythro-ES	ABB APX	.4150
51	Erythromycin Ethylsuccinate & Sulfisoxazole Acetyl 40mg & 120mg/mL O/L	00583405 Pediazole	ABB	.1025
52	Erythromycin Stearate 25mg/mL O/L	00000302 Erythrocin	ABB	.0378
53	Erythromycin Stearate 50mg/mL O/L	00273023 Erythrocin	ABB	.0672
54	Erythromycin Stearate 250mg Tab	00000434 Erythrocin 00391581 Novo-Rythro Stearate 00545678 Apo-Erythro-S	ABB NOP APX	.0912
55	Erythromycin Stearate 500mg Tab	00266515 Erythrocin 00688568 Apo-Erythro-S	ABB APX	.5180
56	Particle Coated Erythromycin 333mg Tab	00769991 PCE Dispertab	ABB	.5031

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:16 Antibiotics Penicillins

57	Amoxicillin 250mg Cap	00288497 Amoxil 00406724 Novamoxin 00628115 Apo-Amoxi 00865567 Nu-Amoxi	AYE NOP APX NXP	.1087
58	Amoxicillin 500mg Cap	00330531 Amoxil 00406716 Novamoxin 00628123 Apo-Amoxi 00865575 Nu-Amoxi	AYE NOP APX NXP	.2116
59	Amoxicillin 25mg/mL O/L	00288500 Amoxil 00452149 Novamoxin 00628131 Apo-Amoxi 00865540 Nu-Amoxi	AYE NOP APX NXP	.0220
60	Amoxicillin 50mg/mL O/L	00288519 Amoxil 00452130 Novamoxin 00628158 Apo-Amoxi 00865559 Nu-Amoxi	AYE NOP APX NXP	.0325
61	Amoxicillin 50mg/mL Ped O/L	00353035 Amoxil	AYE	.6044
62	Amoxicillin & Clavulanic Acid 25mg & 6.25mg/mL O/L	00617512 Clavulin	BEE	.1014
63	Amoxicillin & Clavulanic Acid 50mg & 12.5mg/mL O/L	00617520 Clavulin	BEE	.1704
64	Amoxicillin & Clavulanic Acid 250mg & 125mg Tab	00617490 Clavulin	BEE	.8560
65	Amoxicillin & Clavulanic Acid 500mg & 125mg Tab	00617504 Clavulin	BEE	1.3332
66	Ampicillin 250mg Cap	00002003 Penbritin 00020877 Novo-Ampicillin 00603279 Apo-Ampi 00717657 Nu-Ampi	AYE NOP APX NXP	.0862
67	Ampicillin 500mg Cap	00002011 Penbritin 00020885 Novo-Ampicillin 00603295 Apo-Ampi 00717673 Nu-Ampi	AYE NOP APX NXP	.1672
68	Ampicillin Inj Pd- 500mg Pk	00002119 Penbritin 00004057 Ampicin	AYE BRI	1.6300
69	Ampicillin Inj Pd-1000mg Pk	00002127 Penbritin 00004065 Ampicin	AYE BRI	2.3000

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:16 Antibiotics Penicillins

70	Ampicillin 25mg/mL O/L	00002410 Penbritin 00021121 Novo-Ampicillin 00603260 Apo-Ampi 00717495 Nu-Ampi	AYE NOP APX NXP	.0175
71	Ampicillin 50mg/mL O/L	00002429 Penbritin 00021148 Novo-Ampicillin 00603287 Apo-Ampi 00717649 Nu-Ampi	AYE NOP APX NXP	.0278
72	Bacampicillin HCl 400mg Tab	00627127 Penglobe	AST	.4578
73	Bacampicillin HCl 800mg Tab	00627135 Penglobe	AST	.9345
74	Carbenicillin Indanyl (Sodium) 500mg Tab	00328235 Geopen	PFI	1.1280
75	Cloxacillin 250mg Cap	00002046 Orbenin 00337765 Novo-Cloxin 00618292 Apo-Cloxi 00717584 Nu-Cloxi	AYE NOP APX NXP	.1045
76	Cloxacillin 500mg Cap	00002054 Orbenin 00337773 Novo-Cloxin 00618284 Apo-Cloxi 00717592 Nu-Cloxi	AYE NOP APX NXP	.2048
77	Cloxacillin Inj Pd- 250mg Pk	00002151 Orbenin 00407593 Tegopen	AYE BRI	1.2000
78	Cloxacillin Inj Pd- 500mg Pk	00002178 Orbenin 00407607 Tegopen	AYE BRI	1.7165
79	Cloxacillin Inj Pd-2000mg Pk	00002186 Orbenin 00407615 Tegopen	AYE BRI	3.1000
80	Cloxacillin 25mg/mL O/L	00002445 Orbenin 00337757 Novo-Cloxin 00644633 Apo-Cloxi 00717630 Nu-Cloxi	AYE NOP APX NXP	.0250
81	Penicillin G (Benzathine) 1200000IU/2mL Inj Sol-2mL Pk	00036315 Bicillin 1200 L-A	WYE	6.1000
82	Penicillin G (Benzathine) 100000IU/mL O/L	00009938 Megacillin 500	FRS	.0610
83	Penicillin G (Potassium) 500000IU Tab	00107484 Megacillin 500 00151432 Novo-Pen-500	FRS NOP	.0448

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:16 Antibiotics Penicillins

84	Penicillin G Crystalline Inj Pd- 1000000IU Pk	00002208 Penicillin G (Pot) 00011983 Crystapen (Sod)	AYE GLA	1.3108
85	Penicillin G Crystalline Inj Pd- 5000000IU Pk	00002216 Penicillin G (Pot) 00011991 Crystapen (Sod)	AYE GLA	2.8619
86	Penicillin G Procaine Aqueous Suspension 3000000IU/10mL Inj Susp-10mL Pk	00002402 Ayercillin	AYE	5.0105
87	Penicillin V (Benzathine) 60mg/mL O/L	00034045 Pen-Vee 00248835 PVF 500	WYE FRS	.0411
88	Penicillin V (Potassium) 25mg/mL O/L	00015563 V-Cillin K 00018635 Nadopen-V 00642223 Apo-Pen V-K	LIL NDA APX	.0260
89	Penicillin V (Potassium) 60mg/mL O/L	00331945 VC-K 500 00391603 Novo-Pen-VK-500 00642231 Apo-Pen V-K	LIL NOP APX	.0345
90	Penicillin V (Potassium) 300mg Tab	00018740 Nadopen-V 00021202 Novo-Pen-VK-500 00248843 PVF-K 500 00642215 Apo-Pen V-K 00717568 Nu-Pen VK	NDA NOP FRS APX NXP	.0417
91	Pivampicillin 35mg/mL O/L	00582239 Pondocillin	LEO	.0636
92	Pivampicillin 500mg Tab	00582247 Pondocillin	LEO	.6315
93	Sodium Flucloxacillin 250mg Cap	00486795 Fluclox	AYE	.5421
94	Sodium Flucloxacillin 500mg Cap	00486809 Fluclox	AYE	.9935
95	Sodium Flucloxacillin 25mg/mL O/L	00486817 Fluclox	AYE	.1375
96	Sodium Flucloxacillin 50mg/mL O/L	00525561 Fluclox	AYE	.2058

08:12:24 Antibiotics Tetracyclines

97	Tetracycline 250mg Cap	00014605 Achromycin V 00021059 Novo-Tetra 00024422 Tetracyn 00580929 Apo-Tetra 00717606 Nu-Tetra	LED NOP PFI APX NXP	.0205
----	---------------------------	--	---------------------------------	-------

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:24 Antibiotics Tetracyclines

98	Tetracycline Inj Pd-250mg Pk	00014729 Achromycin	LED	11.6650
99	Tetracycline 25mg/mL O/L	00151416 Novo-Tetra	NOP	.0191

08:12:28 Antibiotics Other Antibiotics

100	Cefaclor 250mg Cap	00465186 Ceclor	LIL	.9926
101	Cefaclor 500mg Cap	00465194 Ceclor	LIL	1.9506
102	Cefaclor 25mg/mL O/L	00465208 Ceclor	LIL	.1060
103	Cefaclor 50mg/mL O/L	00465216 Ceclor	LIL	.1940
104	Cefadroxil 500mg Cap	00507245 Duricef	BRI	1.1565
105	Cefazolin Sodium Inj Pd- 500mg Pk	00319139 Ancef 00322288 Kefzol	SKP LIL	3.5300
106	Cefazolin Sodium Inj Pd-1000mg Pk	00319112 Ancef 00322296 Kefzol	SKP LIL	6.8600
107	Ceftriaxone Disodium 0.25g/Vial Inj Pd-1 Vial Pk	00657387 Rocephin	HLR	10.7500
108	Ceftriaxone Disodium 1g/Vial Inj Pd-1 Vial Pk	00657417 Rocephin	HLR	34.0000
109	Ceftriaxone Disodium 2g/Vial Inj Pd-1 Vial Pk	00657409 Rocephin	HLR	67.0000
110	Cephalexin Monohydrate 250mg Cap	00342084 Novo-Lexin	NOP	.1821
111	Cephalexin Monohydrate 500mg Cap	00342114 Novo-Lexin	NOP	.3576
112	Cephalexin Monohydrate 25mg/mL O/L	00015547 Keflex 00342106 Novo-Lexin	LIL NOP	.0378
113	Cephalexin Monohydrate 50mg/mL O/L	00035645 Keflex 00342092 Novo-Lexin	LIL NOP	.0767
114	Cephalexin Monohydrate 250mg Tab	00403628 Keflex 00583413 Novo-Lexin 00768723 Apo-Cephalex 00865877 Nu-Cephalex	LIL NOP APX NXP	.1817

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:28 Antibiotics Other Antibiotics

115	Cephalexin Monohydrate 500mg Tab	00244392 Keflex 00583421 Novo-Lexin 00768715 Apo-Cephalex 00865885 Nu-Cephalex	LIL NOP APX NXP	.3576
116	Cephalothin Sodium Inj Pd-1g Pk	00015369 Keflin	LIL	4.3647
117	Cephalothin Sodium Inj Pd-2g Pk	00244406 Keflin	LIL	8.4806
118	Cephradine 250mg Cap	00301620 Velosef	SQU	.6370
119	Cephradine 500mg Cap	00301639 Velosef	SQU	1.2470
120	Clindamycin HCl 150mg Cap	00030570 Dalacin C	UPJ	.7461
121	Clindamycin Palmitate 15mg/mL O/L	00225851 Dalacin C	UPJ	.1060
122	Clindamycin Phosphate 300mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00260436 Dalacin C	UPJ	6.2800
123	Colistimethate Sodium Inj Pd-150mg Pk	00476420 Coly-Mycin	PDA	31.8000
124	Gentamicin Sulfate 80mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00223824 Garamycin 00259179 Cidomycin	SCH ROU	4.0900
125	Lincomycin 500mg Cap	00030589 Lincocin	UPJ	.6660
126	Lincomycin 600mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00030732 Lincocin	UPJ	4.8500
127	Neomycin Sulfate 25mg/mL O/L	00030805 Mycifradin	UPJ	.0725
128	Neomycin Sulfate 500mg Tab	00030996 Mycifradin	UPJ	.2305
129	Polymyxin B Sulfate Inj Pd-500000UPk	00004421 Aerosporin	BWE	26.7600
130	Spectinomycin Inj Pd-2g Pk	00210196 Trobicin	UPJ	14.2000
131	Tobramycin Sulfate 20mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00325457 Nebcin	LIL	3.2794
132	Tobramycin Sulfate 60mg/1.5mL Inj Sol-1.5mL Pk	00375764 Nebcin	LIL	6.0978
133	Tobramycin Sulfate 80mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00325449 Nebcin	LIL	6.6188

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:12:28 Antibiotics Other Antibiotics

134	Tobramycin Sulfate 80mg/2mL Inj Sol-2mL Hypo	00381969 Nebcin	LIL	7.3308
-----	---	-----------------	-----	--------

08:16:00 Antitubercular Agents

135	Aminosalicylate Sodium 500mg Tab	00236691 Nemasol	ICN	.1932
-----	-------------------------------------	------------------	-----	-------

136	Ethambutol HCl 100mg Tab	00127957 Myambutol 00247960 Etibi	LED ICN	.0912
-----	-----------------------------	--------------------------------------	------------	-------

137	Ethambutol HCl 400mg Tab	00127965 Myambutol 00247979 Etibi	LED ICN	.2539
-----	-----------------------------	--------------------------------------	------------	-------

138	Isoniazid 100mg Tab	00261270 Isotamine 00440108 Isoniazid	ICN SAP	.0260
-----	------------------------	--	------------	-------

139	Isoniazid 300mg Tab	00272655 Isotamine 00310247 Isoniazid	ICN SAP	.0600
-----	------------------------	--	------------	-------

140	Pyrazinamide 500mg Tab	00283991 Tebrazid	ICN	.5384
-----	---------------------------	-------------------	-----	-------

141	Rifampin 150mg Cap	00210471 Rimactane 00393444 Rofact 00580376 Rifadin	CIB ICN MER	.6038
-----	-----------------------	---	-------------------	-------

142	Rifampin 300mg Cap	00210463 Rimactane 00343617 Rofact 00580384 Rifadin	CIB ICN MER	.9503
-----	-----------------------	---	-------------------	-------

08:20:00 Plasmodicides (Antimalarials)

143	Chloroquine Phosphate 250mg Tab	00021261 Novo-Chloroquine 00033642 Aralen	NOP WIN	.0699
-----	------------------------------------	--	------------	-------

144	Hydroxychloroquine Sulfate 200mg Tab	00033669 Plaquenil	WIN	.3798
-----	---	--------------------	-----	-------

145	Quinine Sulfate 200mg Cap	00021008 Novo-Quinine 00093742 Quinine Sulfate 00178993 Quinine Sulfate	NOP DTC SDR	.0933
-----	------------------------------	---	-------------------	-------

146	Quinine Sulfate 300mg Cap	00021016 Novo-Quinine 00093750 Quinine 00179000 Quinine Sulfate	NOP DTC SDR	.1457
-----	------------------------------	---	-------------------	-------

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:24:00 Sulfonamides

147	Sulfamethoxazole 500mg Tab	00013412 Gantanol 00421480 Apo-Sulfamethoxazole	HLR APX	.1085
148	Sulfapyridine 500mg Tab	00163929 Dagenan	RPP	.3621
149	Sulfasalazine 500mg Ent Tab	00158526 Salazopyrin 00445126 S.A.S. Enteric 500 00598488 PMS-Sulfasalazine -E.C. 00685925 Sulfasalazine	PHD ICN PMS KNR	.1373
150	Sulfasalazine 500mg Tab	00024856 Salazopyrin 00263869 S.A.S. 500 00598461 PMS-Sulfasalazine 00685933 Sulfasalazine	PHD ICN PMS KNR	.0998
151	Sulfisoxazole 500mg Tab	00021792 Novo-Soxazole	NOP	.0410

08:26:00 Sulfones

152	Dapsone 100mg Tab	00002526 Avlosulfon	AYE	.1822
-----	----------------------	---------------------	-----	-------

08:32:00 Trichomonacides

153	Metronidazole 500mg Cap	00489891 Flagyl 00783137 Trikacide	RPP PMS	.8250
154	Metronidazole 250mg Tab	00021555 Novo-Nidazol 00025615 Flagyl 00545066 Apo-Metronidazole 00584339 PMS-Metronidazole	NOP RPP APX PMS	.0293

08:36:00 Urinary Anti-Infectives

155	Methenamine Hippurate 1g Tab	00026379 Hip-Rex	RIK	.5680
156	Methenamine Mandelate 500mg Ent Tab	00499013 Mandelamine	PDA	.1219
157	Methenamine Mandelate 1000mg Ent Tab	00499021 Mandelamine	PDA	.1872
158	Nalidixic Acid 50mg/mL O/L	00036250 NegGram	WIN	.0839
159	Nalidixic Acid 500mg Tab	00033723 NegGram	WIN	.5144
160	Nitrofurantoin 25mg Cap	00452491 Macrochantin	EAT	.1920

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:36:00 Urinary Anti-Infectives

161	Nitrofurantoin 50mg Cap	00452505 Macrochantin	EAT	.3126
162	Nitrofurantoin 100mg Cap	00452483 Macrochantin	EAT	.5501
163	Nitrofurantoin 5mg/mL O/L	00232971 Novo-Furan	NOP	.0284
164	Nitrofurantoin 50mg Tab	00021563 Novo-Furan 00319511 Apo-Nitrofurantoin	NOP APX	.0195
165	Nitrofurantoin 100mg Tab	00021571 Novo-Furan 00092819 Nitrofurantoin 00312738 Apo-Nitrofurantoin	NOP DTC APX	.0212
166	Pivmecillinam HCl 200mg Tab	00657212 Selexid 00791741 Mecillin 200	LEO MCN	.8153

08:40:00 Miscellaneous Anti-Infectives

167	Ciprofloxacin 250mg Tab	00817163 Cipro	MIT	2.2082
168	Ciprofloxacin 500mg Tab	00817171 Cipro	MIT	2.4912
169	Ciprofloxacin 750mg Tab	00817198 Cipro	MIT	4.6994
170	Iodoquinol 650mg Tab	00180386 Diodoquin	SEA	.3683
171	Norfloxacin 400mg Tab	00643025 Noroxin	MSD	2.1181
172	Sulfamethoxazole & Trimethoprim 40mg & 8mg/mL O/L	00270644 Septra 00272485 Bactrim Sugar Free 00726540 Novo-Trimel 00846465 Apo-Sulfatrim 00865753 Nu-Cotrimox	BWE HLR NOP APX NXP	.0210
173	Sulfamethoxazole & Trimethoprim 400mg & 80mg Tab	00270636 Septra 00272469 Bactrim 00445274 Apo-Sulfatrim 00510637 Novo-Trimel 00516759 Sulfamethoxazole & Trimethoprim 00865710 Nu-Cotrimox	BWE HLR APX NOP DTC NXP	.0871

Item 08:00 Anti-Infective Agents

08:40:00 Miscellaneous Anti-Infectives

174	Sulfamethoxazole & Trimethoprim 800mg & 160mg Tab	00368040 Septra DS 00371823 Bactrim-DS 00445282 Apo-Sulfatrim-DS 00510645 Novo-Trimel DS 00516767 Sulfamethoxazole & Trimethoprim DS 00865729 Nu-Cotrimox	BWE HLR APX NOP DTC NXP	.1649
175	Trimethoprim 100mg Tab	00675229 Proloprim	BWE	.2522
176	Trimethoprim 200mg Tab	00677590 Proloprim	BWE	.5185
177	Trimethoprim & Sulfadiazine 9mg/mL & 41mg/mL Oral Susp	00745618 Coptin	JOU	.1300
178	Trimethoprim & Sulfadiazine 90mg & 410mg Tab	00656933 Coptin	JOU	.4750

Item 10:00 Antineoplastic Agents

179	Amethopterin 2.5mg Tab	00014915 Methotrexate	LED	.9856
180	Amethopterin (Sodium) 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00321397 Methotrexate	LED	17.4900
181	Aminoglutethimide 250mg Tab	00587729 Cytadren	CIB	.9775
182	Azathioprine 50mg Tab	00004596 Imuran	BWE	.7800
183	Bleomycin Sulfate Inj Pd-15U Pk	00258482 Blenoxane	BRI	170.7000
184	Busulfan 2mg Tab	00004618 Myleran	BWE	1.2000
185	Carmustine (BCNU) Inj Pd-100mg Pk	00297763 BiCNU	BRI	46.0500
186	Chlorambucil 2mg Tab	00004626 Leukeran	BWE	1.1300
187	Cyclophosphamide Inj Pd- 200mg Pk	00013544 Procytox	HOR	5.6500
188	Cyclophosphamide Inj Pd-500mg Pk	00344915 Cytosan	BRI	7.4000
189	Cyclophosphamide Inj Pd-1000mg Pk	00013552 Procytox	HOR	13.1800
190	Cyclophosphamide 25mg Tab	00262676 Procytox 00344877 Cytosan	HOR BRI	.3455
191	Cyclophosphamide 50mg Tab	00013749 Procytox 00344885 Cytosan	HOR BRI	.4650
192	Cyproterone Acetate 50mg Tab	00704431 Androcur	BER	2.1466
193	Cytarabine Inj Pd- 100mg Pk	00386715 Cytosar	UPJ	9.1100
194	Cytarabine Inj Pd- 500mg Pk	00194727 Cytosar	UPJ	40.3000
195	Cytarabine Inj Pd-1g Pk	00646296 Cytosar	UPJ	73.5000
196	Cytarabine Inj Pd-2g Pk	00646318 Cytosar	UPJ	145.2500
197	Dacarbazine Inj Pd-200mg Pk	00521183 DTIC	MIT	17.7300
198	Dactinomycin Inj Pd-0.5mg Pk	00213071 Cosmegen	MSD	8.2000

Item 10:00 Antineoplastic Agents

199	Daunorubicin Inj Pd-20mg Pk	00163899	Cerubidine	RPP	78.5500
200	Estramustine Phosphate Disodium 140mg Cap	00780278	Emcyt	PHD	2.8140
201	Fluorouracil 500mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	00012882	Fluorouracil	HLR	3.4400
202	Flutamide 250mg Tab	00637726	Euflex	SCH	2.0250
203	Goserelin Acetate 3.6mg Depot Inj	00857599	Zoladex	ICI	362.2500
204	L-Asparaginase Inj Pd-10000IU Pk	00285463	Kidrolase	RPP	123.1500
205	Leuprolide Acetate 5mg/mL Inj Sol-2.8mL Kit	00727695	Lupron	ABB	170.1700
206	Leuprolide Acetate 7.5mg Amp-Kit	00836273	Lupron Depot	ABB	362.2500
207	Levamisole HCl 50mg Tab	00846368	Ergamisol	JAN	4.5000
208	Lomustine (CCNU) 10mg Cap	00360430	CeeNU	BRI	3.8875
209	Lomustine (CCNU) 40mg Cap	00360422	CeeNU	BRI	6.6900
210	Lomustine (CCNU) 100mg Cap	00360414	CeeNU	BRI	11.0450
211	Mechlorethamine HCl Inj Pd-10mg Pk	00016063	Mustargen	MSD	7.1500
212	Megestrol Acetate 40mg Tab	00386391	Megace	BRI	1.2435
213	Megestrol Acetate 160mg Tab	00731323	Megace	BRI	4.9750
214	Melphalan 2mg Tab	00004715	Alkeran	BWE	1.2700
215	Mercaptopurine 50mg Tab	00004723	Purinethol	BWE	1.7120
216	Methotrexate Sodium 20mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00614335	Methotrexate Sodium	HOR	12.5000
217	Mitomycin Inj Pd-5mg Pk	00381799	Mutamycin	BRI	80.3000
218	Procarbazine HCl 50mg Cap	00012750	Natulan	HLR	.4000
219	Streptozocin Inj Pd-1g Pk	00622141	Zanosar	UPJ	36.2000

Item 10:00 Antineoplastic Agents

220	Tamoxifen Citrate 10mg Tab	00657360 Tamofen 00810444 Tamone 00812404 Apo-Tamox 00839361 Alpha-Tamoxifen 00851965 Novo-Tamoxifen 00419052 Nolvadex	RPP ADI APX GEN NOP ICI	.5113
221	Tamoxifen Citrate 20mg Tab	00657379 Tamofen 00810452 Tamone 00812390 Apo-Tamox 00839353 Alpha-Tamoxifen 00851973 Novo-Tamoxifen 00638706 Nolvadex D	RPP ADI APX GEN NOP ICI	.9362
222	Thio-Tepa Inj Pd-15mg Pk	00237035 Thio-Tepa	LED	16.3083
223	Thioguanine 40mg Tab	00282081 Lanvis	BWE	3.4960
224	Vinblastine Sulfate Inj Pd-10mg Pk	00015431 Velbe	LIL	49.8212
225	Vincristine Sulfate 1mg/mL Inj Sol	00611182 Oncovin	LIL	31.7940

Item 12:00 Autonomic Agents

12:04:00 Parasympathomimetic (Cholinergic) Agents

226	Bethanechol Chloride 5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00349747 Urecholine	FRS	2.8600
227	Bethanechol Chloride 10mg Tab	00349720 Urecholine 00452998 Duvoid	FRS EAT	.2605
228	Bethanechol Chloride 25mg Tab	00349739 Urecholine 00453005 Duvoid	FRS EAT	.4160
229	Bethanechol Chloride 50mg Tab	00453013 Duvoid	EAT	.6730
230	Carbachol 0.25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00341622 Carbachol	GLA	3.7080
231	Carbachol 2mg Tab	00003212 Carbachol	GLA	.3583
232	Edrophonium Chloride 100mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	00855804 Tensilon	ICN	11.9973
233	Neostigmine Bromide 15mg Tab	00869945 Prostigmin	ICN	.1390
234	Neostigmine Methylsulfate 0.5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00869910 Prostigmin	ICN	.8487
235	Pyridostigmine Bromide 180mg LA Tab	00869953 Mestinon	ICN	.3165
236	Pyridostigmine Bromide 60mg Tab	00869961 Mestinon	ICN	.1396

12:08:00 Parasympatholytic (Cholinergic Blocking) Agents

237	Benztropine Mesylate 2mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00016128 Cogentin	MSD	4.5967
238	Benztropine Mesylate 2mg Tab	00016357 Cogentin 00426857 Apo-Benzotropine	MSD APX	.0169
239	Dicyclomine HCl 10mg Cap	00361933 Formulex	ICN	.0580
240	Dicyclomine HCl 20mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00133965 Bentytol	MER	4.8325
241	Dicyclomine HCl 2mg/mL O/L	00018023 Bentytol	MER	.0498
242	Dicyclomine HCl 20mg Tab	00282529 Bentytol	MER	.1642
243	Ethopropazine HCl 50mg Tab	00025550 Parsitan	RPP	.1819

Item 12:00 Autonomic Agents

12:08:00 Parasympatholytic (Cholinergic Blocking) Agents

244	Flavoxate HCl 200mg Tab	00728179 Urispas	PMS	.4740
245	Glycopyrrolate 0.2mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00026425 Robinul	ROB	1.5720
246	Glycopyrrolate 1mg Tab	00026514 Robinul	ROB	.0978
247	Glycopyrrolate 2mg Tab	00026522 Robinul Forte	ROB	.1624
248	Hyoscine Butylbromide 10mg Sup	00363820 Buscopan	BOE	1.3800
249	Hyoscine Butylbromide 10mg Tab	00363812 Buscopan	BOE	.1760
250	Hyoscyamine Sulfate 0.125mg SL Tab	00125857 Levsin	KUC	.1247
251	Ipratropium Bromide Inh-200 dose Pk	00576158 Atrovent	BOE	15.1200
252	Ipratropium Bromide 0.25mg/mL Inh Sol-20mL Pk	00731439 Atrovent	BOE	16.8600
253	Orphenadrine HCl 50mg Tab	00026387 Disipal	RIK	.3970
254	Oxybutynin Chloride 1mg/mL O/L	00548332 Ditropan	EAT	.0854
255	Oxybutynin Chloride 5mg Tab	00530921 Ditropan	EAT	.3796
256	Procyclidine HCl 0.5mg/mL O/L	00004405 Kemadrin 00485012 Procyclid	BWE ICN	.0318
257	Procyclidine HCl 2.5mg Tab	00649392 PMS-Procyclidine	PMS	.0264
258	Procyclidine HCl 5mg Tab	00004758 Kemadrin 00306290 Procyclid 00587354 PMS-Procyclidine	BWE ICN PMS	.0250
259	Propantheline Bromide 7.5mg Tab	00028584 Pro-Banthine	SEA	.1806
260	Propantheline Bromide 15mg Tab	00028592 Pro-Banthine 00294837 Propanthel	SEA ICN	.0379
261	Scopolamine 1.5mg Transderm Syst	00550094 Transderm-V	CIB	1.6250
262	Trihexyphenidyl HCl 0.4mg/mL O/L	00014656 Artane	LED	.0269

Item 12:00 Autonomic Agents

12:08:00 Parasympatholytic (Cholinergic Blocking) Agents

263	Trihexyphenidyl HCl 2mg Tab	00015040 Artane 00021911 Novo-Hexidyl 00545058 Apo-Trihex	LED NOP APX	.0105
264	Trihexyphenidyl HCl 5mg Tab	00015059 Artane 00021938 Novo-Hexidyl 00271314 Aparkane 00545074 Apo-Trihex	LED NOP ICN APX	.0092

12:12:00 Sympathomimetic (Adrenergic) Agents

265	Ephedrine HCl 30mg Tab	00304069 Ephedrine	GLA	.2023
266	Epinephrine Aero Sol-15mL Pk	00282286 Bronkaid Mistometer	WIN	9.4600
267	Epinephrine Bitartrate Aero Susp-15mL Pk	00026271 Medihaler-Epi	RIK	17.4500
268	Epinephrine HCl 30mg/30mL Inj Sol-30mL Pk	00155357 Adrenalin	PDA	9.4500
269	Epinephrine HCl (Racemic) 2.25% Inh Sol-30mL Pk	00723711 Vaponefrin	ROR	20.7600
270	Fenoterol HBr Inh Pd-200 dose Pk	00371807 Berotec	BOE	12.5700
271	Fenoterol HBr 0.1% Inh Sol-20mL Pk	00541389 Berotec	BOE	13.4900
272	Fenoterol HBr 2.5mg Tab	00454796 Berotec	BOE	.2213
273	Isoproterenol HCl Aero Sol-15mL Pk	00033219 Isuprel Mistometer	WIN	12.4800
274	Isoproterenol HCl 0.5% Inh Sol-10mL Pk	00033227 Isuprel	WIN	8.1300
275	Isoproterenol Sulfate Aero Susp-15mL Pk	00026301 Medihaler-Iso	RIK	17.4500
276	Orciprenaline Sulfate Inh Pd-300 dose Pk	00254134 Alupent	BOE	12.2900
277	Orciprenaline Sulfate 5% Inh Sol-10mL Pk	00003859 Alupent	BOE	8.8600
278	Orciprenaline Sulfate 2mg/mL O/L	00249920 Alupent	BOE	.0579
279	Orciprenaline Sulfate 20mg Tab	00003891 Alupent	BOE	.2254
280	Procaterol HCl Hemihydrate 10mcg/met dose AeroInh-200dose Pk	00846414 Pro-Air	PDA	14.9200

Item 12:00 Autonomic Agents

12:12:00 Sympathomimetic (Adrenergic) Agents

281	Pseudoephedrine HCl 6mg/mL O/L	00004561 Sudafed 00425516 Robidrine	BWE ROB	.0250
282	Pseudoephedrine HCl 60mg Tab	00004766 Sudafed 00342726 Robidrine	BWE ROB	.0743
283	Salbutamol Inh-200 dose Pk	00790419 Apo-Salvent 00851841 Salbutamol Inhaler 00867179 Ventolin	APX KNR GLA	6.0000
284	Salbutamol 200mcg/Cart Inh Pd	00622060 Ventolin Rotacaps	GLA	.1574
285	Salbutamol 400mcg/Cart Inh Pd	00622079 Ventolin Rotacaps	GLA	.2230
286	Salbutamol 1mg/mL Inh Sol-2.5mL Pk	00667242 Ventolin Nebules	GLA	.8930
287	Salbutamol 5mg/mL Inh Sol-10mL Pk	00334227 Ventolin 00860808 Salbutamol Respirator Solution	GLA GLA KNR	8.3055
288	Salbutamol 0.25mg/5mL Inj Sol	00602914 Ventolin	GLA	.9524
289	Salbutamol 2.5mg/5mL Inj Sol	00602922 Ventolin	GLA	1.0012
290	Salbutamol 0.4mg/mL O/L	00670790 Ventolin	GLA	.0629
291	Salbutamol 2mg Tab	00361135 Ventolin 00620955 Novo-Salmol 00637793 Salbutamol	GLA NOP EVM	.0683
292	Salbutamol 4mg Tab	00332267 Ventolin 00620963 Novo-Salmol 00637807 Salbutamol	GLA NOP EVM	.1129
293	Salbutamol Sulfate 200mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	00832766 Ventodisk Diskhaler	GLA	18.8800
294	Salbutamol Sulfate 400mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	00832758 Ventodisk Diskhaler	GLA	26.7500
295	Terbutaline Sulfate Inh-400 dose Pk	00444774 Bricanyl Spacer Inhaler	AST	17.6000
296	Terbutaline Sulfate Inh-400 dose Pk	00818739 Bricanyl Inhaler	AST	17.6000

Item 12:00 Autonomic Agents

12:12:00 Sympathomimetic (Adrenergic) Agents

297	Terbutaline Sulfate 0.5mg/dose Inh 200 dose Pk	00786616 Bricanyl Turbuhaler	AST	14.3000
298	Terbutaline Sulfate 2.5mg Tab	00335355 Bricanyl	AST	.1505
299	Terbutaline Sulfate 5mg Tab	00335363 Bricanyl	AST	.1965

12:16:00 Sympatholytic (Adrenergic Blocking) Agents

300	Ergotamine & Pentobarbital Compound Sup	00176214 Cafergot-PB	SAN	2.1750
301	Ergotamine & Pentobarbital Compound Tab	00176222 Cafergot-PB	SAN	.6200
302	Ergotamine Tartrate 2mg SL Tab	00328952 Ergomar	FIS	.7033
303	Ergotamine Tartrate 1mg Tab	00027405 Gynergen	SAN	.5350
304	Ergotamine Tartrate & Caffeine 1mg & 100mg Tab	00176095 Cafergot	SAN	.5335
305	Methysergide Bimaleate 2mg Tab	00027499 Sansert	SAN	.6370
306	Pizotyline 0.5mg Tab	00329320 Sandomigran	SAN	.3354
307	Pizotyline 1mg Tab	00511552 Sandomigran DS	SAN	.5725

12:20:00 Skeletal Muscle Relaxants

308	Baclofen 10mg Tab	00455881 Lioresal 00808520 Alpha-Baclofen	GEI GEN	.3118
309	Baclofen 20mg Tab	00636576 Lioresal DS 00849456 Alpha-Baclofen	GEI GEN	.6090
310	Cyclobenzaprine HCl 10mg Tab	00782742 Flexeril	FRS	.5422
311	Dantrolene Sodium 25mg Cap	00452513 Dantrium	EAT	.3252
312	Dantrolene Sodium 100mg Cap	00452521 Dantrium	EAT	.6615
313	Orphenadrine Citrate 60mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00171468 Norflex	RIK	7.4167
314	Orphenadrine Citrate 100mg Tab	00171476 Norflex	RIK	.5825

Item 20:00 Blood Formation and Coagulation

20:04:00 Antianemia Drugs

315	Ferrous Fumarate 300mg Cap otc 30 Pk	00446483 Palafer	BEE	10.9000
316	Ferrous Fumarate 60mg/mL O/L	00437018 Palafer	BEE	.0778
317	* Ferrous Fumarate 200mg Tab otc 100 Pk	00021431 Novo-Fumar	NOP	3.8000
318	Ferrous Fumarate (Pediatric) 60mg/mL O/L	00590630 Palafer Pediatric Drops	BEE	.1227
319	* Ferrous Gluconate 300mg Tab otc 100 Pk	00021458 Novo-Ferrogluc 00031097 Ferrous Gluconate 00041157 Ferrous Gluconate 00094714 Ferrous Gluconate 00545031 Apo-Ferrous Gluconate	NOP WAM LEA DTC APX	2.6500
320	Ferrous Succinate 100mg Tab otc 30 Pk	00677981 Cerevon	BWE	7.1000
321	Ferrous Sulfate 125mg/mL O/L	00017841 Fer-in-Sol	MJO	.1968
322	Iron Dextran 50mg/mL Inj Sol-2mL Pk	00009598 Imferon	FIS	2.7940

20:12:00 Coagulants and Anti-Coagulants

323	Heparin Calcium 25000IU/mL Inj Sol-0.8mL Pk	00740527 Calcilean	OTK	6.4750
324	Heparin Sodium 10000USP U/10mL Inj Sol-10mL Pk	00304042 Heparin 00740519 Hepalean	GLA OTK	2.1440 2.5750
325	Heparin Sodium 50000USP U/5mL Inj Sol-5mL Pk	00304050 Heparin 00740497 Hepalean	GLA OTK	5.3410 4.5600
326	Heparin Sodium 25000USP U/mL Inj Sol-2mL Pk	00740535 Hepalean	OTK	10.8000
327	Nicoumalone 1mg Tab	00010383 Sintrom	GEI	.1187
328	Nicoumalone 4mg Tab	00010391 Sintrom	GEI	.3732
329	Warfarin 2.5mg Tab	00585645 Coumadin	DUP	.2160
330	Warfarin 5mg Tab	00010308 Warfilone 00585629 Coumadin	FRS DUP	.1716 .2268

Item 20:00 Blood Formation and Coagulation

20:12:00 Coagulants and Anti-Coagulants

331	Warfarin 10mg Tab	00585637 Coumadin	DUP	.4151
-----	----------------------	-------------------	-----	-------

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:04:00 Cardiac Drugs

332	Acebutolol HCl 100mg Tab	00695645 Monitan 00726559 Sectral	WYE RPP	.2664
333	Acebutolol HCl 200mg Tab	00695653 Monitan 00726567 Sectral	WYE RPP	.3988
334	Acebutolol HCl 400mg Tab	00771333 Sectral 00771341 Monitan	RPP WYE	.7923
335	Amiodarone HCl 200mg Tab	00705934 Cordarone	AYE	1.9187
336	Atenolol 50mg Tab	00520683 Tenormin 00773689 Apo-Atenol 00886114 Nu-Atenol	ICI APX NXP	.4435
337	Atenolol 100mg Tab	00486833 Tenormin 00773697 Apo-Atenol 00886122 Nu-Atenol	ICI APX NXP	.7300
338	Digoxin 0.05mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00004456 Lanoxin	BWE	2.9000
339	Digoxin 0.50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00004464 Lanoxin	BWE	2.9000
340	Digoxin 0.05mg/mL O/L	00242713 Lanoxin	BWE	.1410
341	Digoxin 0.0625mg Tab	00731269 Lanoxin	BWE	.0860
342	Digoxin 0.125mg Tab	00035319 Lanoxin	BWE	.0778
343	Digoxin 0.25mg Tab	00004685 Lanoxin	BWE	.0778
344	Diltiazem HCl 60mg LA Cap	00728314 Cardizem-SR	NRD	.6797
345	Diltiazem HCl 90mg LA Cap	00728322 Cardizem-SR	NRD	.8916
346	Diltiazem HCl 120mg LA Cap	00728330 Cardizem-SR	NRD	1.1850

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:04:00 Cardiac Drugs

347	Diltiazem HCl 30mg Tab	00587753 Cardizem 00771376 Apo-Diltiaz 00862924 Novo-Diltazem 00886068 Nu-Diltiaz 00888524 Syn-Diltiazem	NRD APX NOP NXP SYP	.2725
348	Diltiazem HCl 60mg Tab	00587761 Cardizem 00771384 Apo-Diltiaz 00862932 Novo-Diltazem 00886076 Nu-Diltiaz 00888532 Syn-Diltiazem	NRD APX NOP NXP SYP	.4782
349	Disopyramide 100mg Cap	00382876 Rythmodan 00396370 Norpace	ROU SEA	.2154
350	Disopyramide 150mg Cap	00396389 Norpace 00439363 Rythmodan	SEA ROU	.3046
351	Disopyramide 150mg LA Tab	00584231 Norpace CR	SEA	.5125
352	Disopyramide 250mg LA Tab	00619760 Rythmodan L.A.	ROU	.6925
353	Flecainide Acetate 100mg Tab	00628220 Tambocor	RIK	.9450
354	Labetalol HCl 100mg/20mL Inj Sol-20mL Pk	00600822 Trandate	GLA	16.6460
355	Labetalol HCl 100mg Tab	00603651 Trandate	GLA	.2176
356	Labetalol HCl 200mg Tab	00603643 Trandate	GLA	.3848
357	Metoprolol Tartrate 100mg LA Tab	00658855 Lopresor SR	GEI	.3477
358	Metoprolol Tartrate 200mg LA Tab	00497827 Betaloc Durules 00534560 Lopresor SR	AST GEI	.6453 .5906
359	Metoprolol Tartrate 50mg Tab	00397423 Lopresor 00402605 Betaloc 00618632 Apo-Metoprolol 00648035 Novo-Metoprol 00749354 Apo-Metoprolol (Type L) 00842648 Novo-Metoprol (Uncoated) 00865605 Nu-Metop	GEI AST APX NOP APX NOP NXP	.1290

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:04:00 Cardiac Drugs

360	Metoprolol Tartrate 100mg Tab	00397431 Lopresor 00402540 Betaloc 00618640 Apo-Metoprolol 00648043 Novo-Metoprol 00751170 Apo-Metoprolol (Type L) 00842656 Novo-Metoprol (Uncoated) 00865613 Nu-Metop	GEI AST APX NOP APX NOP NXP	.2340
361	Mexiletine HCl 100mg Cap	00599956 Mexitil	BOE	.4780
362	Mexiletine HCl 200mg Cap	00599964 Mexitil	BOE	.6402
363	Nadolol 40mg Tab	00607126 Corgard 00782505 Apo-Nadol 00851663 Syn-Nadolol	SQU APX SYP	.3410
364	Nadolol 80mg Tab	00463256 Corgard 00782467 Apo-Nadol 00851671 Syn-Nadolol	SQU APX SYP	.4621
365	Nadolol 160mg Tab	00523372 Corgard 00782475 Apo-Nadol 00851698 Syn-Nadolol	SQU APX SYP	.8670
366	Nifedipine 5mg Cap	00613258 Adalat 00725110 Apo-Nifed	MIT APX	.3025
367	Nifedipine 10mg Cap	00557633 Adalat 00755907 Apo-Nifed 00756830 Novo-Nifedin 00865591 Nu-Nifed	MIT APX NOP NXP	.3573
368	Nifedipine 10mg Tab	00852082 Adalat FT	MIT	.3360
369	Pindolol 5mg Tab	00417270 Visken 00755877 Apo-Pindol 00818615 Syn-Pindolol 00869007 Novo-Pindol 00886149 Nu-Pindol	SAN APX SYP NOP NXP	.2872
370	Pindolol 10mg Tab	00443174 Visken 00755885 Apo-Pindol 00818593 Syn-Pindolol 00886009 Nu-Pindol	SAN APX SYP NXP	.4961

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:04:00 Cardiac Drugs

371	Pindolol 15mg Tab	00417289 Visken 00755893 Apo-Pindol 00818607 Syn-Pindolol 00886130 Nu-Pindol	SAN APX SYP NXP	.7280
372	Procainamide HCl 250mg Cap	00029076 Pronestyl 00713325 Apo-Procainamide	SQU APX	.1856
373	Procainamide HCl 375mg Cap	00296031 Pronestyl 00713333 Apo-Procainamide	SQU APX	.2422
374	Procainamide HCl 500mg Cap	00353523 Pronestyl 00713341 Apo-Procainamide	SQU APX	.3221
375	Procainamide HCl 100mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	00029181 Pronestyl	SQU	9.4000
376	Procainamide HCl 250mg LA Tab	00638692 Procan SR	PDA	.2564
377	Procainamide HCl 500mg LA Tab	00638676 Procan SR 00639885 Pronestyl SR	PDA SQU	.4713 .4380
378	Procainamide HCl 750mg LA Tab	00638684 Procan SR	PDA	.6363
379	Propafenone HCl 150mg Tab	00603708 Rythmol	KNL	.6420
380	Propafenone HCl 300mg Tab	00603716 Rythmol	KNL	1.1320
381	Propranolol 80mg LA Cap	00566950 Inderal L.A.	AYE	.5270
382	Propranolol 120mg LA Cap	00587931 Inderal L.A.	AYE	.7499
383	Propranolol 160mg LA Cap	00511668 Inderal L.A.	AYE	.9572
384	Propranolol 10mg Tab	00002658 Inderal 00402788 Apo-Propranolol 00496480 Novo-Pranol 00523402 Propranolol 00582255 PMS-Propranolol	AYE APX NOP DTC PMS	.0202
385	Propranolol 20mg Tab	00489859 Inderal-20 00663719 Apo-Propranolol 00740675 Novo-Pranol	AYE APX NOP	.0384

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:04:00 Cardiac Drugs

386	Propranolol 40mg Tab	00002666 Inderal	AYE	.0366
		00402753 Apo-Propranolol	APX	
		00496499 Novo-Pranol	NOP	
		00523399 Propranolol	DTC	
		00582263 PMS-Propranolol	PMS	
387	Propranolol 80mg Tab	00313602 Inderal	AYE	.0616
		00402761 Apo-Propranolol	APX	
		00496502 Novo-Pranol	NOP	
		00523380 Propranolol	DTC	
		00582271 PMS-Propranolol	PMS	
388	Propranolol 120mg Tab	00456578 Inderal	AYE	.1174
		00504335 Apo-Propranolol	APX	
		00549657 Novo-Pranol	NOP	
		00582298 PMS-Propranolol	PMS	
389	Quinidine Bisulfate 250mg Tab	00249580 Biquin Durules	AST	.3938
390	Quinidine Gluconate 324mg LA Tab	00704644 Quinaglute-Duratabs	BER	.7254
391	Quinidine Gluconate 325mg Tab	00311731 Quinate	ROG	.3900
392	Quinidine Polygalacturonate 275mg Tab	00026131 Cardioquin	PFR	.4714
393	Quinidine Sulfate 300mg LA Tab	00346837 Quinidex Extentabs	ROB	.3756
394	Quinidine Sulfate 200mg Tab	00004782 Quinidine	BWE	.0658
		00021733 Novo-Quinidin	NOP	
		00023868 Quinidine	PDA	
		00026883 Quinidine	ROG	
		00094412 Quinidine	DTC	
		00441740 Apo-Quinidine Sulfate	APX	
395	Sotalol HCl 160mg Tab	00483923 Sotacor	BRI	.9560
396	Timolol Maleate 5mg Tab	00353914 Blocadren	FRS	.1853
		00755842 Apo-Timol	APX	
397	Timolol Maleate 10mg Tab	00353922 Blocadren	FRS	.2886
		00755850 Apo-Timol	APX	
398	Timolol Maleate 20mg Tab	00495611 Blocadren	FRS	.5596
		00755869 Apo-Timol	APX	

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:04:00 Cardiac Drugs

399	Verapamil HCl 80mg Tab	00554316 Isoptin 00782483 Apo-Verap 00812331 Novo-Veramil 00867365 Verapamil	SEA APX NOP KNR	.3829
400	Verapamil HCl 120mg Tab	00554324 Isoptin 00782491 Apo-Verap 00812358 Novo-Veramil 00867373 Verapamil	SEA APX NOP KNR	.5853

24:06:00 Antilipemic Drugs

401	Cholestyramine Resin 440mg/g Oral Pd-378g Pk	00634093 Questran	BRI	30.4500
402	Cholestyramine Resin 440mg/g Oral Pd- 9g Pouch Pk	00464880 Questran	BRI	1.0150
403	Clofibrate 500mg Cap	00002038 Atromid-S 00337382 Novo-Fibrate 00409472 Claripex	AYE NOP ICN	.0497
404	Colestipol HCl Gran 5g Pk	00642975 Colestid	UPJ	.7866
405	Gemfibrozil 300mg Cap	00599026 Lopid 00851922 Gemfibrozil	PDA CIL	.4324
406	Lovastatin 20mg Tab	00795860 Mevacor	MSD	1.6833
407	Sodium Dextrothyroxine 2mg Tab	00273015 Choloxin	FLI	.7155
408	Sodium Dextrothyroxine 4mg Tab	00009636 Choloxin	FLI	.8295

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

409	Acebutolol HCl 100mg Tab	00695645 Monitan 00726559 Sectral	WYE RPP	.2664
410	Acebutolol HCl 200mg Tab	00695653 Monitan 00726567 Sectral	WYE RPP	.3988
411	Acebutolol HCl 400mg Tab	00771333 Sectral 00771341 Monitan	RPP WYE	.7923
412	Amiloride HCl & Hydrochlorothiazide 5mg & 50mg Tab	00487813 Moduret 00784400 Apo-Amilzide 00886106 Nu-Amilzide	MSD APX NXP	.2461

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

413	Atenolol 50mg Tab	00520683 Tenormin 00773689 Apo-Atenol 00886114 Nu-Atenol	ICI APX NXP	.4435
414	Atenolol 100mg Tab	00486833 Tenormin 00773697 Apo-Atenol 00886122 Nu-Atenol	ICI APX NXP	.7300
415	Atenolol & Chlorthalidone 50 & 25mg Tab	00638625 Tenoretic 50/25	ICI	.5993
416	Atenolol & Chlorthalidone 100 & 25mg Tab	00638633 Tenoretic 100/25	ICI	.9821
417	Captopril 12.5mg Tab	00695661 Capoten 00893595 Apo-Capto	SQU APX	.2790
418	Captopril 25mg Tab	00546283 Capoten 00851833 Syn-Captopril 00893609 Apo-Capto	SQU SYP APX	.3746
419	Captopril 50mg Tab	00546291 Capoten 00851647 Syn-Captopril 00893617 Apo-Capto	SQU SYP APX	.6979
420	Captopril 100mg Tab	00546305 Capoten 00851655 Syn-Captopril 00893625 Apo-Capto	SQU SYP APX	1.2980
421	Chlorthalidone 50mg Tab	00010413 Hygroton 00298964 Uridon 00337447 Novo-Thalidone 00360279 Apo-Chlorthalidone 00398365 Chlorthalidone	GEI ICN NOP APX DTC	.0202
422	Chlorthalidone 100mg Tab	00010421 Hygroton 00337455 Novo-Thalidone 00360287 Apo-Chlorthalidone 00398373 Chlorthalidone	GEI NOP APX DTC	.0419
423	Clonidine HCl 0.1mg Tab	00259527 Catapres 00868949 Apo-Clonidine	BOE APX	.1860
424	Clonidine HCl 0.2mg Tab	00291889 Catapres 00868957 Apo-Clonidine	BOE APX	.3318
425	Debrisoquine Sulfate 10mg Tab	00255432 Declinax	HLR	.1465

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

426	Diazoxide 300mg/20mL Inj Sol-20mL Pk	00269271 Hyperstat	SCH	60.5600
427	Diltiazem HCl 60mg LA Cap	00728314 Cardizem-SR	NRD	.6797
428	Diltiazem HCl 90mg LA Cap	00728322 Cardizem-SR	NRD	.8916
429	Diltiazem HCl 120mg LA Cap	00728330 Cardizem-SR	NRD	1.1850
430	Enalapril Maleate 5mg Tab	00708879 Vasotec	FRS	.7769
431	Enalapril Maleate 10mg Tab	00670901 Vasotec	FRS	.9334
432	Enalapril Maleate 20mg Tab	00670928 Vasotec	FRS	1.1266
433	Ethacrynic Acid 50mg Tab	00016497 Edecrin	MSD	.3080
434	Furosemide 10mg/mL O/L	00432342 Lasix	HOE	.2250
435	Furosemide 20mg Tab	00337730 Novo-Semide 00396788 Apo-Furosemide 00289590 Lasix	NOP APX HOE	.0074
436	Furosemide 40mg Tab	00332275 Furoside 00337749 Novo-Semide 00344079 Uritol 00362166 Apo-Furosemide 00396249 Furosemide 00012580 Lasix	ICN NOP HOR APX DTC HOE	.0079
437	Guanethidine Monosulfate 10mg Tab	00005509 Ismelin 00396745 Apo-Guanethidine	CIB APX	.0638
438	Guanethidine Monosulfate 25mg Tab	00005517 Ismelin 00396753 Apo-Guanethidine	CIB APX	.1220
439	Hydralazine HCl 20mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00005274 Apresoline	CIB	3.8660
440	Hydralazine HCl 10mg Tab	00005525 Apresoline	CIB	.1361
441	Hydralazine HCl 25mg Tab	00005533 Apresoline 00759473 Novo-Hylazin	CIB NOP	.1745
442	Hydralazine HCl 50mg Tab	00005541 Apresoline 00759481 Novo-Hylazin	CIB NOP	.2667

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

443	Hydrochlorothiazide 25mg Tab	00016500 HydroDIURIL 00021474 Novo-Hydrazide 00092681 Hydrochlorothiazide 00326844 Apo-Hydro 25	MSD NOP DTC APX	.0064
444	Hydrochlorothiazide 50mg Tab	00016519 HydroDIURIL 00021482 Novo-Hydrazide 00092703 Hydrochlorothiazide 00312800 Apo-Hydro 50	MSD NOP DTC APX	.0077
445	Hydrochlorothiazide & Spironolactone 25mg & 25mg Tab	00180408 Aldactazide-25 00613231 Novo-Spirozine-25	SEA NOP	.1065
446	Hydrochlorothiazide & Spironolactone 50mg & 50mg Tab	00594377 Aldactazide-50 00657182 Novo-Spirozine-50	SEA NOP	.2751
447	Hydrochlorothiazide & Triamterene 25mg & 50mg Tab	00181528 Dyazide 00441775 Apo-Triazide 00532657 Novo-Triamzide 00865532 Nu-Triazide	SKF APX NOP NXP	.0541
448	Indapamide 2.5mg Tab	00564966 Lozide	SEV	.4630
449	Labetalol HCl 100mg/20mL Inj Sol-20mL Pk	00600822 Trandate	GLA	16.6460
450	Labetalol HCl 100mg Tab	00603651 Trandate	GLA	.2176
451	Labetalol HCl 200mg Tab	00603643 Trandate	GLA	.3848
452	Methyldopa 125mg Tab	00016551 Aldomet 00337463 Novo-Medopa 00353620 Dopamet 00360252 Apo-Methyldopa 00456012 Methyldopa	MSD NOP ICN APX DTC	.0360
453	Methyldopa 250mg Tab	00016578 Aldomet 00250392 Dopamet 00337471 Novo-Medopa 00360260 Apo-Methyldopa 00456004 Methyldopa	MSD ICN NOP APX DTC	.0609
454	Methyldopa 500mg Tab	00016586 Aldomet 00337498 Novo-Medopa 00353639 Dopamet 00426830 Apo-Methyldopa	MSD NOP ICN APX	.1215

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

455	Methyldopa & Hydrochlorothiazide 250mg & 15mg Tab	00140589 Aldoril-15	MSD	.0714
		00363642 Novo-Doparil-15	NOP	
		00441708 Apo-Methazide-15	APX	
		00584967 PMS-Dopazide-15	PMS	
456	Methyldopa & Hydrochlorothiazide 250mg & 25mg Tab	00140597 Aldoril-25	MSD	.0738
		00363634 Novo-Doparil-25	NOP	
		00441716 Apo-Methazide-25	APX	
		00584975 PMS-Dopazide-25	PMS	
457	Metolazone 2.5mg Tab	00301663 Zaroxolyn	PWC	.1324
458	Metolazone 5mg Tab	00301698 Zaroxolyn	PWC	.1739
459	Metolazone 10mg Tab	00301671 Zaroxolyn	PWC	.2298
460	Metoprolol Tartrate 100mg LA Tab	00658855 Lopresor SR	GEI	.3477
461	Metoprolol Tartrate 200mg LA Tab	00497827 Betaloc Durules	AST	.6453
		00534560 Lopresor SR	GEI	.5906
462	Metoprolol Tartrate 50mg Tab	00397423 Lopresor	GEI	.1290
		00402605 Betaloc	AST	
		00618632 Apo-Metoprolol	APX	
		00648035 Novo-Metoprol	NOP	
		00749354 Apo-Metoprolol (Type L)	APX	
		00842648 Novo-Metoprol (Uncoated)	NOP	
		00865605 Nu-Metop	NXP	
463	Metoprolol Tartrate 100mg Tab	00397431 Lopresor	GEI	.2340
		00402540 Betaloc	AST	
		00618640 Apo-Metoprolol	APX	
		00648043 Novo-Metoprol	NOP	
		00751170 Apo-Metoprolol (Type L)	APX	
		00842656 Novo-Metoprol (Uncoated)	NOP	
		00865613 Nu-Metop	NXP	
464	Minoxidil 2.5mg Tab	00514497 Loniten	UPJ	.3040
465	Minoxidil 10mg Tab	00514500 Loniten	UPJ	.6700
466	Nadolol 40mg Tab	00607126 Corgard	SQU	.3410
		00782505 Apo-Nadol	APX	
		00851663 Syn-Nadolol	SYN	

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

467	Nadolol 80mg Tab	00463256 Corgard 00782467 Apo-Nadol 00851671 Syn-Nadolol	SQU APX SYP	.4621
468	Nadolol 160mg Tab	00523372 Corgard 00782475 Apo-Nadol 00851698 Syn-Nadolol	SQU APX SYP	.8670
469	Nifedipine 10mg LA Tab	00692727 Adalat Pa 10	MIT	.4605
470	Nifedipine 20mg LA Tab	00692735 Adalat Pa 20	MIT	.6997
471	Oxprenolol HCl 80mg LA Tab	00534579 Slow-Trasicor	CIB	.3758
472	Oxprenolol HCl 160mg LA Tab	00534587 Slow-Trasicor	CIB	.7517
473	Oxprenolol HCl 20mg Tab	00402567 Trasicor	CIB	.1385
474	Oxprenolol HCl 40mg Tab	00402575 Trasicor	CIB	.2479
475	Oxprenolol HCl 80mg Tab	00402583 Trasicor	CIB	.3757
476	Pindolol 5mg Tab	00417270 Visken 00755877 Apo-Pindol 00818615 Syn-Pindolol 00869007 Novo-Pindol 00886149 Nu-Pindol	SAN APX SYP NOP NXP	.2872
477	Pindolol 10mg Tab	00443174 Visken 00755885 Apo-Pindol 00818593 Syn-Pindolol 00886009 Nu-Pindol	SAN APX SYP NXP	.4961
478	Pindolol 15mg Tab	00417289 Visken 00755893 Apo-Pindol 00818607 Syn-Pindolol 00886130 Nu-Pindol	SAN APX SYP NXP	.7280
479	Pindolol & Hydrochlorothiazide 10mg & 25mg Tab	00568627 Viskazide 10/25	SAN	.7005
480	Pindolol & Hydrochlorothiazide 10mg & 50mg Tab	00568635 Viskazide 10/50	SAN	.7005
481	Prazosin HCl 1mg Tab	00560952 Minipress 00882801 Apo-Prazo	PFI APX	.1702

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

482	Prazosin HCl 2mg Tab	00560960 Minipress 00882828 Apo-Prazo	PFI APX	.2308
483	Prazosin HCl 5mg Tab	00560979 Minipress 00882836 Apo-Prazo	PFI APX	.3335
484	Propranolol 80mg LA Cap	00566950 Inderal L.A.	AYE	.5270
485	Propranolol 120mg LA Cap	00587931 Inderal L.A.	AYE	.7499
486	Propranolol 160mg LA Cap	00511668 Inderal L.A.	AYE	.9572
487	Propranolol 10mg Tab	00002658 Inderal 00402788 Apo-Propranolol 00496480 Novo-Pranol 00523402 Propranolol 00582255 PMS-Propranolol	AYE APX NOP DTC PMS	.0202
488	Propranolol 20mg Tab	00489859 Inderal-20 00663719 Apo-Propranolol 00740675 Novo-Pranol	AYE APX NOP	.0384
489	Propranolol 40mg Tab	00002666 Inderal 00402753 Apo-Propranolol 00496499 Novo-Pranol 00523399 Propranolol 00582263 PMS-Propranolol	AYE APX NOP DTC PMS	.0366
490	Propranolol 80mg Tab	00313602 Inderal 00402761 Apo-Propranolol 00496502 Novo-Pranol 00523380 Propranolol 00582271 PMS-Propranolol	AYE APX NOP DTC PMS	.0616
491	Propranolol 120mg Tab	00456578 Inderal 00504335 Apo-Propranolol 00549657 Novo-Pranol 00582298 PMS-Propranolol	AYE APX NOP PMS	.1174
492	Propranolol & Hydrochlorothiazide 40mg & 25mg Tab	00465313 Inderide 40	AYE	.4370
493	Propranolol & Hydrochlorothiazide 80mg & 25mg Tab	00465321 Inderide 80	AYE	.6768
494	Reserpine 0.1mg Tab	00093211 Reserpine	DTC	.0302

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:08:00 Hypotensive Drugs (For Diuretics See 40:28)

495	Reserpine 0.25mg Tab	00005665 Serpasil 00021784 Novo-Reserpine 00093238 Reserpine	CIB NOP DTC	.0114
496	Sodium Nitroprusside Dihydrate Inj Pd-50mg Pk	00336459 Nipride	HLR	14.5800
497	Sotalol HCl 160mg Tab	00483923 Sotacor	BRI	.9560
498	Spiroinolactone 25mg Tab	00028606 Aldactone 00613215 Novo-Spiroton	SEA NOP	.0857
499	Spiroinolactone 100mg Tab	00285455 Aldactone 00613223 Novo-Spiroton	SEA NOP	.2625
500	Terazosin HCl 1mg Tab	00818658 Hytrin	ABB	.5789
501	Terazosin HCl 2mg Tab	00818682 Hytrin	ABB	.6674
502	Terazosin HCl 5mg Tab	00818666 Hytrin	ABB	.9056
503	Timolol Maleate 5mg Tab	00353914 Blocadren 00755842 Apo-Timol	FRS APX	.1853
504	Timolol Maleate 10mg Tab	00353922 Blocadren 00755850 Apo-Timol	FRS APX	.2886
505	Timolol Maleate 20mg Tab	00495611 Blocadren 00755869 Apo-Timol	FRS APX	.5596
506	Timolol Maleate & Hydrochlorothiazide 10mg & 25mg Tab	00509353 Timolide	FRS	.4168
507	Verapamil HCl 240mg LA Tab	00742554 Isoptin SR	SEA	1.4007

24:12:00 Vasodilating Drugs

508	Isosorbide Dinitrate 20mg LA Tab	00740721 Cedocard SR 00786683 Coradur-SR	PMS GLA	.3150
509	Isosorbide Dinitrate 5mg SL Tab	00243116 Isordil 00446661 Coronex 00670944 Apo-ISDN	WYE AYE APX	.0390

Item 24:00 Cardiovascular Drugs

24:12:00 Vasodilating Drugs

510	Isosorbide Dinitrate 10mg Tab	00208973 Isordil 00441686 Apo-ISDN 00446688 Coronex 00458686 Novo-Sorbide	WYE APX AYE NOP	.0188
511	Isosorbide Dinitrate 30mg Tab	00279536 Isordil 00441694 Apo-ISDN 00446696 Coronex 00458694 Novo-Sorbide	WYE APX AYE NOP	.0403
512	Nitroglycerin 1mg LA Tab	00749362 Nitrogard-SR	AST	.1735
513	Nitroglycerin 2mg LA Tab	00749397 Nitrogard-SR	AST	.2090
514	Nitroglycerin 3mg LA Tab	00749389 Nitrogard-SR	AST	.2435
515	Nitroglycerin 5mg LA Tab	00749370 Nitrogard-SR	AST	.3135
516	Nitroglycerin 2% Oint	00442925 Nitro-Bid 00525529 Nitrong 00608785 Nitrol	ROU RPP ROR	.1675 .1497 .1902
517	Nitroglycerin 0.4mg/metered dose Spray-200 dose Pk	00695726 Nitrolingual	ROR	11.6000
518	Nitroglycerin 0.3mg SL Tab-100 Pk	00037613 Nitrostat	PDA	2.6200
519	* Nitroglycerin 0.6mg SL Tab-100 Pk	00037621 Nitrostat	PDA	2.6200
520	Pentaerythritol Tetranitrate 10mg Tab	00476595 Peritrate	PDA	.1138
521	Pentaerythritol Tetranitrate 20mg Tab	00476609 Peritrate	PDA	.1533
522	Pentaerythritol Tetranitrate 80mg Tab	00476579 Peritrate Forte	PDA	.2723

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

523	Acetaminophen 16mg/mL O/L	00658049	Robigesic	ROB	.0294
524	Acetaminophen 80mg/mL O/L	00631353 00642401	Atasol Tempra	HOR MJO	.1767
525	Acetaminophen 120mg Sup	00553328	Abenol	BEE	.5192
526	Acetaminophen 325mg Sup	00646156	Abenol	BEE	.6592
527	Acetaminophen 650mg Sup	00553336	Abenol	BEE	.7533
528	* Acetaminophen 325mg Tab	00277193 00293482 00330876 00361046 00374148 00389218 00522511 00544981 00589241	Rounox Atasol Robigesic Acetaminophen Acetaminophen Novo-Gesic Panadol Apo-Acetaminophen Acetaminophen	ROG HOR ROB SDR WAM NOP STP APX DPC	.0120
529	* Acetaminophen 500mg Tab	00013668 00482323 00524891 00545007 00567663 00589233 00594814	Atasol Forte Novo-Gesic Forte Panadol Extra Strength Apo-Acetaminophen Acetaminophen Acetaminophen Extra Strength Acetaminophen	HOR NOP STP APX WAM DPC SDR	.0157
530	Acetaminophen & Codeine Phosphate 160mg & 8mg/5mL O/L	00685143	Tylenol with Codeine	MCN	.0740
531	Acetaminophen & Codeine Phosphate 300mg & 30mg Tab	00608882 00666130	Emtec-30 Empracet-30	TCH BWE	.0472
532	Acetaminophen & Codeine Phosphate 300mg & 60mg Tab	00396516 00621463 00666149	Tylenol No.4 Lenoltec No.4 Empracet-60	MCN TCH BWE	.1699
533	Acetaminophen Compound with Codeine 15mg Tab	00293504 00372331 00425370 00653241 00687200	Atasol-15 Exdol-15 Tylenol No.2 Lenoltec No.2 Novo-Gesic C-15	HOR FRS MCN TCH NOP	.0325

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

534	Acetaminophen Compound with Codeine 30mg Tab	00293512 Atasol-30 00372358 Exdol-30 00425389 Tylenol No.3 00653276 Lenoltec No.3 00687219 Novo-Gesic C-30	HOR FRS MCN TCH NOP	.0354
535	* Acetylsalicylic Acid 325mg Ent Tab	00010332 Entrophen 00216666 Novasen	FRS NOP	.0154
536	* Acetylsalicylic Acid 650mg Ent Tab	00010340 Entrophen 00229296 Novasen	FRS NOP	.0255
537	Acetylsalicylic Acid 975mg Ent Tab	00419508 Entrophen	FRS	.0758
538	Acetylsalicylic Acid 160mg Sup	00377961 Supasa	NRD	.5935
539	Acetylsalicylic Acid 320mg Sup	00315117 Supasa	NRD	.6720
540	Acetylsalicylic Acid 640mg Sup	00315133 Supasa	NRD	.7942
541	* Acetylsalicylic Acid 325mg Tab otc 500 Pk	00036145 ASA 00040851 ASA 00092754 ASA	WAM LEA DTC	5.4000
542	Acetylsalicylic Acid & Codeine 325mg & 30mg Tab	00406112 Coryphen 325-30	ROG	.2300
543	Acetylsalicylic Acid & Codeine 650mg & 30mg Tab	00406104 Coryphen 650-30	ROG	.3300
544	Acetylsalicylic Acid Compound with Codeine 15mg Tab	00095508 AC & C 00108103 282	DTC FRS	.0448
545	Acetylsalicylic Acid Compound with Codeine 30mg Tab	00095516 AC & C 00219843 292	DTC FRS	.0644
546	Anileridine HCl 25mg Tab	00010014 Leritine	FRS	.3436
547	Anileridine Phosphate 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00009857 Leritine	FRS	1.8556
548	Choline Salicylate & Magnesium Salicylate Tab	00449636 Trilisate	PFR	.1892

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

549	Codeine Phosphate 5mg/mL O/L	00093114 Codeine 00779474 Codeine 00470651 Codeine Phosphate	DTC NDA SDR	.0193
550	Codeine Phosphate 15mg Tab	00018686 Codeine 00093122 Codeine 00593435 Codeine Phosphate	NDA DTC TCH	.0536
551	Codeine Phosphate 30mg Tab	00018694 Codeine 00093130 Codeine 00593451 Codeine Phosphate	NDA DTC TCH	.0765
552	Codeine Phosphate 60mg Tab	00093149 Codeine	DTC	.1994
553	Diclofenac Sodium 25mg Ent Tab	00514004 Voltaren 00808539 Novo-Difenac 00839175 Apo-Diclo	GEI NOP APX	.2241
554	Diclofenac Sodium 50mg Ent Tab	00514012 Voltaren 00808547 Novo-Difenac 00839183 Apo-Diclo	GEI NOP APX	.4480
555	Diclofenac Sodium 100mg LA Tab	00590827 Voltaren SR	GEI	1.2476
556	Diclofenac Sodium 50mg Sup	00632724 Voltaren	GEI	.9500
557	Diclofenac Sodium 100mg Sup	00632732 Voltaren	GEI	1.2793
558	Diflunisal 250mg Tab	00587699 Dolobid	FRS	.5488
559	Diflunisal 500mg Tab	00576131 Dolobid	FRS	.6718
560	Fenoprofen Calcium 300mg Cap	00328642 Nalfon	LIL	.2820
561	Fenoprofen Calcium 600mg Tab	00345504 Nalfon	LIL	.5057
562	Floctafenine 200mg Tab	01902717 Idarac	WIN	.3482
563	Floctafenine 400mg Tab	01902725 Idarac	WIN	.6064
564	Flurbiprofen 50mg Tab	00593346 Froben 00647942 Ansaïd	ORG UPJ	.3665 .4363

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

565	Flurbiprofen 100mg Tab	00593354 Froben	ORG	.4895
		00600792 Ansaid	UPJ	.5970
566	Hydromorphone HCl 1mg/mL Oral Sol	00786535 Dilaudid	KNL	.0931
567	Hydromorphone HCl 2mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00627100 Dilaudid	KNL	1.2000
568	Hydromorphone HCl 10mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00622133 Dilaudid-HP	KNL	3.1800
569	Hydromorphone HCl 3mg Sup	00125105 Dilaudid	KNL	2.6000
570	Hydromorphone HCl 1mg Tab	00705438 Dilaudid	KNL	.1370
571	Hydromorphone HCl 2mg Tab	00125083 Dilaudid	KNL	.2060
572	Hydromorphone HCl 4mg Tab	00125121 Dilaudid	KNL	.3200
573	Hydromorphone HCl 8mg Tab	00786543 Dilaudid	KNL	.5040
574	Ibuprofen 200mg Tab	00441643 Apo-Ibuprofen	APX	.0308
		00629324 Novo-Profen	NOP	
575	Ibuprofen 300mg Tab	00327794 Motrin	UPJ	.0370
		00441651 Apo-Ibuprofen	APX	
		00606200 Ibuprofen	KNR	
		00629332 Novo-Profen	NOP	
576	Ibuprofen 400mg Tab	00364142 Motrin	UPJ	.0480
		00506052 Apo-Ibuprofen	APX	
		00606219 Ibuprofen	KNR	
		00629340 Novo-Profen	NOP	
577	Ibuprofen 600mg Tab	00484911 Motrin	UPJ	.0612
		00585114 Apo-Ibuprofen	APX	
		00606227 Ibuprofen	KNR	
		00629359 Novo-Profen	NOP	
578	Indomethacin 25mg Cap	00016039 Indocid	MSD	.1134
		00337420 Novo-Methacin	NOP	
		00611158 Apo-Indomethacin	APX	
		00865850 Nu-Indo	NXP	

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

579	Indomethacin 50mg Cap	00016047 Indocid 00337439 Novo-Methacin 00611166 Apo-Indomethacin 00865869 Nu-Indo	MSD NOP APX NXP	.1963
580	Indomethacin 75mg LA Cap	00463248 Indocid SR	MSD	1.0362
581	Indomethacin 50mg Sup	00594466 Indocid	MSD	1.0237
582	Indomethacin 100mg Sup	00016233 Indocid	MSD	1.3757
583	Ketoprofen 50mg Cap	00336440 Orudis 00761664 Rhodis 00790427 Apo-Keto	RPP RHP APX	.1966
584	Ketoprofen 50mg Ent Tab	00566888 Orudis E- 50 00761672 Rhodis-EC	RPP RHP	.1966
585	Ketoprofen 100mg Ent Tab	00663735 Orudis E-100 00761680 Rhodis-EC	RPP RHP	.3931
586	Ketoprofen 200mg LA Tab	00817201 Orudis SR-200	RPP	1.3652
587	Ketoprofen 100mg Sup	00499544 Orudis 00761699 Rhodis	RPP RHP	1.4407
588	Levorphanol Tartrate 2mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00012904 Levo-Dromoran	HLR	1.5750
589	Levorphanol Tartrate 2mg Tab	00013366 Levo-Dromoran	HLR	.2360
590	Mefenamic Acid 250mg Cap	00155225 Ponstan	PDA	.5037
591	Meperidine HCl 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00036242 Demerol	WIN	.2668
592	Meperidine HCl 75mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00033294 Demerol	WIN	.2904
593	Meperidine HCl 100mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00033308 Demerol	WIN	.3144
594	Meperidine HCl 1500mg/30mL Inj Sol-30mL Pk	00990493 Demerol	WIN	5.6700
595	Meperidine HCl 50mg Tab	00033685 Demerol	WIN	.1014

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

596	Morphine HCl 1mg/mL O/L	00486582 M.O.S. 00607762 Morphitec- 1	ICN TCH	.0208
597	Morphine HCl 5mg/mL O/L	00514217 M.O.S. 00607770 Morphitec- 5	ICN TCH	.0809
598	Morphine HCl 10mg/mL O/L	00632503 M.O.S. 00690783 Morphitec-10	ICN TCH	.1911
599	Morphine HCl 20mg/mL O/L	00632481 M.O.S. 00690791 Morphitec-20	ICN TCH	.5037
600	Morphine HCl 50mg/mL O/L	00690236 M.O.S. Conc 50	ICN	1.1635
601	Morphine HCl 10mg Sup	00624268 M.O.S.	ICN	1.7549
602	Morphine HCl 20mg Sup	00624276 M.O.S.	ICN	2.1044
603	Morphine HCl 30mg Sup	00636681 M.O.S.	ICN	2.3321
604	Morphine HCl 10mg Tab	00690198 M.O.S.-10	ICN	.2644
605	Morphine HCl 20mg Tab	00690201 M.O.S.-20	ICN	.3037
606	Morphine HCl 40mg Tab	00690228 M.O.S.-40	ICN	.3946
607	Morphine HCl 60mg Tab	00690244 M.O.S.-60	ICN	.5479
608	Morphine Sulfate 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00617288 Morphine HP-50	SAB	2.9950
609	Morphine Sulfate 15mg LA Tab	00665134 MS Contin	PFR	.5600
610	Morphine Sulfate 30mg LA Tab	00665142 MS Contin	PFR	.8540
611	Morphine Sulfate 60mg LA Tab	00665150 MS Contin	PFR	1.4990
612	Morphine Sulfate 100mg LA Tab	00665169 MS Contin	PFR	2.2900
613	Morphine Sulfate 1mg/mL O/L	00591467 Statex	PMS	.0242
614	Morphine Sulfate 5mg/mL O/L	00591475 Statex	PMS	.0771

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

615	Morphine Sulfate 20mg/mL Oral Drops	00621935 Statex	PMS	.3700
616	Morphine Sulfate 5mg Tab	00594652 Statex	PMS	.1155
617	Morphine Sulfate 10mg Tab	00594644 Statex	PMS	.1705
618	Morphine Sulfate 25mg Tab	00594636 Statex	PMS	.2205
619	Morphine Sulfate 50mg Tab	00675962 Statex	PMS	.3360
620	Naproxen 25mg/mL O/L	00587923 Naprosyn	SYN	.0591
621	Naproxen 500mg Sup	00531022 Naprosyn	SYN	1.2687
622	Naproxen 125mg Tab	00299413 Naprosyn 00522678 Apo-Naproxen 00565369 Novo-Naprox 00615307 Naxen 00865621 Nu-Naprox	SYN APX NOP SYP NXP	.0640
623	Naproxen 250mg Tab	00335193 Naprosyn 00522651 Apo-Naproxen 00565350 Novo-Naprox 00615315 Naxen 00865648 Nu-Naprox	SYN APX NOP SYP NXP	.1300
624	Naproxen 375mg Tab	00583367 Naprosyn 00600806 Apo-Naproxen 00615323 Naxen 00627097 Novo-Naprox 00865656 Nu-Naprox	SYN APX SYP NOP NXP	.1780
625	Naproxen 500mg Tab	00525537 Naprosyn 00589861 Novo-Naprox 00592277 Apo-Naproxen 00615331 Naxen 00865664 Nu-Naprox	SYN NOP APX SYP NXP	.2580
626	Naproxen 750mg Tab	00788767 Naprosyn SR	SYN	1.1829
627	Oxycodone HCl & Acetaminophen 5mg & 325mg Tab	00574384 Endocet 00608165 Oxycocet 00580201 Percocet	END TCH DUP	.1380
628	Oxycodone HCl & Acetylsalicylic Acid 5mg & 325mg Tab	00574392 Endodan 00608157 Oxycodan 00580236 Percodan	END TCH DUP	.1680

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

629	Pentazocine 30mg/mL Inj Sol-1mL Pk	01904973 Talwin	WIN	.7568
630	Pentazocine 50mg Tab	01904965 Talwin	WIN	.3114
631	Phenylbutazone 100mg Ent Tab	00258377 Intrabutazone	ORG	.2360
632	Phenylbutazone 100mg Tab	00010502 Butazolidin 00021660 Novo-Butazone 00093041 Phenylbutazone 00312789 Apo-Phenylbutazone	GEI NOP DTC APX	.0132
633	Piroxicam 10mg Cap	00525596 Feldene 00642886 Apo-Piroxicam 00695718 Novo-Pirocam 00865761 Nu-Pirox	PFI APX NOP NXP	.4548
634	Piroxicam 20mg Cap	00525618 Feldene 00642894 Apo-Piroxicam 00695696 Novo-Pirocam 00865788 Nu-Pirox	PFI APX NOP NXP	.7850
635	Piroxicam 10mg Sup	00632708 Feldene	PFI	.9940
636	Piroxicam 20mg Sup	00632716 Feldene	PFI	1.6567
637	Propoxyphene Cap	00151351 Novo-Propoxyn 00261432 Darvon-N	NOP LIL	.0347
638	Propoxyphene 65mg Tab	00010081 642	FRS	.1068
639	Sulindac 150mg Tab	00456888 Clinoril 00745588 Novo-Sundac 00778354 Apo-Sulin	FRS NOP APX	.4235
640	Sulindac. 200mg Tab	00432369 Clinoril 00745596 Novo-Sundac 00778362 Apo-Sulin	FRS NOP APX	.5364
641	Tiaprofenic Acid 200mg Tab	00589926 Surgam	ROU	.5365
642	Tiaprofenic Acid 300mg Tab	00589934 Surgam	ROU	.6468
643	Tolmetin Sodium 400mg Cap	00484938 Tolectin DS	MCN	.5370

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:08:00 Analgesics

644	Tolmetin Sodium 200mg Tab	00364126 Tolectin	MCN	.3775
645	Tolmetin Sodium 600mg Tab	00632740 Tolectin	MCN	.7600

28:12:00 Anticonvulsants

646	Carbamazepine 100mg Chew Tab	00369810 Tegretol Chew Tabs	GEI	.1174
647	Carbamazepine 200mg Chew Tab	00665088 Tegretol Chew Tabs	GEI	.2316
648	Carbamazepine 200mg Tab	00402699 Apo-Carbamazepine 00504742 Mazepine 00782718 Novo-Carbamaz 00010405 Tegretol	APX ICN NOP GEI	.0919
649	Clonazepam 0.5mg Tab	00382825 Rivotril	HLR	.1781
650	Clonazepam 2mg Tab	00382841 Rivotril	HLR	.3064
651	Divalproex Sodium 125mg Ent Tab	00596418 Epival	ABB	.2041
652	Divalproex Sodium 250mg Ent Tab	00596426 Epival	ABB	.3668
653	Divalproex Sodium 500mg Ent Tab	00596434 Epival	ABB	.7338
654	Ethosuximide 250mg Cap	00022799 Zarontin	PDA	.2646
655	Ethosuximide 50mg/mL O/L	00023485 Zarontin	PDA	.0529
656	Mephentoin 100mg Tab	00027421 Mesantoin	SAN	.1275
657	Mephobarbital 100mg Tab	00033707 Mebaral	WIN	.1919
658	Methsuximide 300mg Cap	00022802 Celontin	PDA	.2926
659	Phenobarbital 4mg/mL O/L	00588180 Phenobarbital 00604585 Phenobarbital	DTC SAN	.0146
660	Phenobarbital 15mg Tab	00023795 Phenobarbital 00093505 Phenobarbital 00271276 Phenobarbital-ICN	PDA DTC ICN	.0054

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:12:00 Anticonvulsants

661	Phenobarbital 30mg Tab	00023809 Phenobarbital 00093521 Phenobarbital 00293903 Phenobarbital-ICN	PDA DTC ICN	.0059
662	Phenobarbital 60mg Tab	00023817 Phenobarbital 00093556 Phenobarbital 00320714 Phenobarbital-ICN	PDA DTC ICN	.0136
663	Phenobarbital 100mg Tab	00093564 Phenobarbital 00344036 Phenobarbital-ICN	DTC ICN	.0189
664	Phenytoin (Diphenylhydantoin) 6mg/mL O/L	00023442 Dilantin	PDA	.0353
665	Phenytoin (Diphenylhydantoin) 25mg/mL O/L	00023450 Dilantin	PDA	.0418
666	Phenytoin (Diphenylhydantoin) 50mg Tab	00023698 Dilantin	PDA	.0643
667	Phenytoin (Diphenylhydantoin) Sodium 30mg Cap	00022772 Dilantin	PDA	.0469
668	Phenytoin (Diphenylhydantoin) Sodium 100mg Cap	00022780 Dilantin	PDA	.0538
669	Phenytoin (Diphenylhydantoin) Sodium 100mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00245453 Dilantin	PDA	2.8450
670	Phenytoin (Diphenylhydantoin) Sodium 250mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00271705 Dilantin	PDA	5.9360
671	Primidone 125mg Tab	00002623 Mysoline 00399310 Apo-Primidone	AYE APX	.0398
672	Primidone 250mg Tab	00002631 Mysoline 00396761 Apo-Primidone	AYE APX	.0638
673	Valproate Sodium 50mg/mL O/L	00443832 Depakene	ABB	.0855
674	Valproic Acid 250mg Cap	00443840 Depakene	ABB	.3850
675	Valproic Acid 500mg Ent Cap	00507989 Depakene	ABB	.7702

28:16:04 Psychotherapeutic Agents Antidepressants

676	Amitriptyline 2mg/mL O/L	00016306 Elavil	MSD	.0390
-----	-----------------------------	-----------------	-----	-------

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:04 Psychotherapeutic Agents Antidepressants

677	Amitriptyline 10mg Tab	00016322 Elavil 00037400 Novo-Triptyn 00335053 Apo-Amitriptyline 00377872 Amitriptyline	MSD NOP APX DTC	.0062
678	Amitriptyline 25mg Tab	00016330 Elavil 00037419 Novo-Triptyn 00335061 Apo-Amitriptyline 00377880 Amitriptyline	MSD NOP APX DTC	.0083
679	Amitriptyline 50mg Tab	00016349 Elavil 00037427 Novo-Triptyn 00335088 Apo-Amitriptyline 00377899 Amitriptyline	MSD NOP APX DTC	.0178
680	Amoxapine 25mg Tab	00527084 Asendin	LED	.1895
681	Amoxapine 50mg Tab	00527092 Asendin	LED	.2927
682	Amoxapine 100mg Tab	00527106 Asendin	LED	.5997
683	Amoxapine 150mg Tab	00527114 Asendin	LED	.8487
684	Clomipramine HCl 10mg Tab	00330566 Anafranil	GEI	.2476
685	Clomipramine HCl 25mg Tab	00324019 Anafranil	GEI	.3374
686	Clomipramine HCl 50mg Tab	00402591 Anafranil	GEI	.6211
687	Desipramine 25mg Tab	00010448 Pertofrane 00353868 Norpramin	GEI MER	.3223
688	Desipramine 50mg Tab	00353876 Norpramin	MER	.5681
689	Desipramine 75mg Tab	00425265 Norpramin	MER	.8922
690	Doxepin HCl 10mg Cap	00024325 Sinequan 00842745 Triadapin	PFI FIS	.1444
691	Doxepin HCl 25mg Cap	00024333 Sinequan 00842753 Triadapin	PFI FIS	.1776
692	Doxepin HCl 50mg Cap	00024341 Sinequan 00842761 Triadapin	PFI FIS	.2949

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:04 Psychotherapeutic Agents Antidepressants

693	Doxepin HCl 75mg Cap	00400750 Sinequan 00842788 Triadapin	PFI FIS	.5580
694	Doxepin HCl 100mg Cap	00326925 Sinequan 00842796 Triadapin	PFI FIS	.7330
695	Doxepin HCl 150mg Cap	00584274 Sinequan 00842818 Triadapin	PFI FIS	.9668
696	Fluoxetine HCl 20mg Cap	00636622 Prozac	LIL	1.5580
697	Imipramine 10mg Tab	00010464 Tofranil 00021504 Novo-Pramine 00360201 Apo-Imipramine 00377902 Imipramine	GEI NOP APX DTC	.0062
698	Imipramine 25mg Tab	00010472 Tofranil 00021512 Novo-Pramine 00312797 Apo-Imipramine 00377910 Imipramine	GEI NOP APX DTC	.0113
699	Imipramine 50mg Tab	00010480 Tofranil 00021520 Novo-Pramine 00326852 Apo-Imipramine 00377929 Imipramine	GEI NOP APX DTC	.0196
700	** Isocarboxazid 10mg Tab	00013307 Marplan	HLR	.2035
701	Maprotiline HCl 10mg Tab	00641855 Ludiomil	CIB	.1940
702	Maprotiline HCl 25mg Tab	00360481 Ludiomil	CIB	.2645
703	Maprotiline HCl 50mg Tab	00360503 Ludiomil	CIB	.5003
704	Maprotiline HCl 75mg Tab	00360511 Ludiomil	CIB	.6833
705	Nortriptyline 10mg Cap	00015229 Aventyl	LIL	.1918
706	Nortriptyline 25mg Cap	00015237 Aventyl	LIL	.3876
707	** Phenelzine Sulfate 15mg Tab	00476552 Nardil	PDA	.2878
708	Protriptyline 10mg Tab	00322741 Triptil	MSD	.3504

Item	28:00 Central Nervous System Drugs				51
<u>28:16:04 Psychotherapeutic Agents Antidepressants</u>					
709	** Tranylcypromine Sulfate 10mg Tab	00027111	Parnate	SKF	.3212
710	Trazodone Hydrochloride 50mg Tab	00579351	Desyrel	BRI	.3265
711	Trazodone Hydrochloride 100mg Tab	00579378	Desyrel	BRI	.5830
712	Trazodone Hydrochloride 150mg Tab	00702277	Desyrel Dividose	BRI	.9710
713	Trimipramine 75mg Cap	00442437 00761656	Surmontil Rhotrimine	RPP RHP	.7386
714	Trimipramine 12.5mg Tab	00025828 00740799 00761605	Surmontil Apo-Trimip Rhotrimine	RPP APX RHP	.0992
715	Trimipramine 25mg Tab	00025836 00740802 00761613	Surmontil Apo-Trimip Rhotrimine	RPP APX RHP	.1258
716	Trimipramine 50mg Tab	00025844 00740810 00761621	Surmontil Apo-Trimip Rhotrimine	RPP APX RHP	.2423
717	Trimipramine 100mg Tab	00025852 00740829 00761648	Surmontil Apo-Trimip Rhotrimine	RPP APX RHP	.4406
<u>28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers</u>					
718	Alprazolam 0.25mg Tab	00548359 00677485 00865397	Xanax Alprazolam Apo-Alpraz	UPJ KNR APX	.1162
719	Alprazolam 0.5mg Tab	00548367 00677477 00865400	Xanax Alprazolam Apo-Alpraz	UPJ KNR APX	.1390
720	Bromazepam 1.5mg Tab	00682314	Lectopam	HLR	.0995
721	Bromazepam 3mg Tab	00518123	Lectopam	HLR	.1344
722	Bromazepam 6mg Tab	00518131	Lectopam	HLR	.1968

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

52

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

723	Chlordiazepoxide 5mg Cap	00020915 Novo-Poxide 00398403 Chlordiazepoxide 00522724 Apo-Chlordiazepoxide 00012629 Librium	NOP DTC APX HLR	.0130
724	Chlordiazepoxide 10mg Cap	00013471 Solium 00020923 Novo-Poxide 00398411 Chlordiazepoxide 00522988 Apo-Chlordiazepoxide 00012637 Librium	HOR NOP DTC APX HLR	.0155
725	Chlordiazepoxide 25mg Cap	00013498 Solium 00020931 Novo-Poxide 00398438 Chlordiazepoxide 00522996 Apo-Chlordiazepoxide 00012645 Librium	HOR NOP DTC APX HLR	.0203
726	Chlormezanone 200mg Tab	00033626 Trancopal	WIN	.2896
727	Chlorpromazine 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00163953 Largactil	RPP	1.2810
728	Chlorpromazine 5mg/mL O/L	00025151 Largactil	RPP	.0234
729	Chlorpromazine 20mg/mL O/L	00025178 Largactil 00580988 Chlorpromanyl 20	RPP TCH	.0339
730	Chlorpromazine 40mg/mL O/L	00025186 Largactil	RPP	.2649
731	Chlorpromazine 100mg Sup	00025283 Largactil	RPP	1.7695
732	Chlorpromazine 10mg Tab	00025453 Largactil 00232157 Novo-Chlorpromazine	RPP NOP	.0084
733	Chlorpromazine 25mg Tab	00025461 Largactil 00232823 Novo-Chlorpromazine	RPP NOP	.0097
734	Chlorpromazine 50mg Tab	00025488 Largactil 00232807 Novo-Chlorpromazine	RPP NOP	.0148
735	Chlorpromazine 100mg Tab	00025496 Largactil 00232831 Novo-Chlorpromazine	RPP NOP	.0233
736	Chlorpromazine 200mg Tab	00025518 Largactil	RPP	.1042
737	Chlorprothixene 15mg Tab	00013234 Tarasan	HLR	.1315
738	Chlorprothixene 50mg Tab	00013242 Tarasan	HLR	.2650

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

739	Clorazepate Dipotassium 3.75mg Cap	00264938 Tranxene 00628190 Novo-Clopate 00860689 Apo-Clorazepate	ABB NOP APX	.0730
740	Clorazepate Dipotassium 7.5mg Cap	00264946 Tranxene 00628204 Novo-Clopate 00860700 Apo-Clorazepate	ABB NOP APX	.1612
741	Clorazepate Dipotassium 15mg Cap	00264911 Tranxene 00628212 Novo-Clopate 00860697 Apo-Clorazepate	ABB NOP APX	.2755
742	Diazepam 2mg Tab	00013277 Valium 00013757 Vivol 00272434 Novo-Dipam 00405329 Apo-Diazepam 00466905 Diazepam	HLR HOR NOP APX DTC	.0058
743	Diazepam 5mg Tab	00013765 Vivol 00272442 Novo-Dipam 00362158 Apo-Diazepam 00396230 Diazepam 00013285 Valium	HOR NOP APX DTC HLR	.0064
744	Diazepam 10mg Tab	00013773 Vivol 00272450 Novo-Dipam 00405337 Apo-Diazepam 00466891 Diazepam 00013293 Valium	HOR NOP APX DTC HLR	.0073
745	Flupenthixol Decanoate 200mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	00524522 Fluanxol Depot	MER	62.8700
746	Flupenthixol Decanoate 200mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00524530 Fluanxol Depot	MER	62.8700
747	Flupenthixol Dihydrochloride 0.5mg Tab	00580619 Fluanxol	MER	.2171
748	Flupenthixol Dihydrochloride 3mg Tab	00585157 Fluanxol	MER	.4690
749	Fluphenazine Decanoate 125mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	00349917 Modecate	SQU	41.9000
750	Fluphenazine Decanoate 100mg/mL Inj Sol 1mL Pk	00755575 Modecate Concentrate	SQU	36.8700
751	Fluphenazine Enanthate 125mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00029173 Moditen Enanthate	SQU	41.9000
752	Fluphenazine HCl 0.5mg/mL O/L	00245240 Moditen HCl	SQU	.0305
753	Fluphenazine HCl 1mg Tab	00029378 Moditen HCl 00405345 Apo-Fluphenazine	SQU APX	.0927

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

754	Fluphenazine HCl 2mg Tab	00029386 Moditen HCl 00410632 Apo-Fluphenazine	SQU APX	.1112
755	Fluphenazine HCl 5mg Tab	00029408 Moditen HCl 00405361 Apo-Fluphenazine	SQU APX	.1669
756	Fluspirilene 10mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00542903 IMAP Forte	MCN	16.5700
757	Fluspirilene 12mg/6mL Inj Susp-6mL Pk	00368393 IMAP	MCN	20.8800
758	Haloperidol 5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00017574 Haldol	MCN	3.0750
759	Haloperidol 2mg/mL O/L	00017582 Haldol 00552429 Peridol 00587702 Apo-Haloperidol 00749400 Haloperidol	MCN TCH APX KNR	.1300
760	Haloperidol 0.5mg Tab	00017655 Haldol 00363685 Novo-Peridol 00396796 Apo-Haloperidol 00552135 Peridol 00749419 Haloperidol	MCN NOP APX TCH KNR	.0451
761	Haloperidol 1mg Tab	00017663 Haldol 00363677 Novo-Peridol 00396818 Apo-Haloperidol 00552143 Peridol 00749427 Haloperidol	MCN NOP APX TCH KNR	.0731
762	Haloperidol 2mg Tab	00017671 Haldol 00363669 Novo-Peridol 00396826 Apo-Haloperidol 00749435 Haloperidol	MCN NOP APX KNR	.1318
763	Haloperidol 5mg Tab	00017698 Haldol 00363650 Novo-Peridol 00396834 Apo-Haloperidol 00749443 Haloperidol	MCN NOP APX KNR	.1894
764	Haloperidol 10mg Tab	00381772 Haldol 00463698 Apo-Haloperidol 00713449 Novo-Peridol 00749451 Haloperidol	MCN APX NOP KNR	.3080
765	Haloperidol 20mg Tab	00499579 Haldol 00768820 Novo-Peridol	MCN NOP	.6636

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

766	Haloperidol Decanoate 50mg/mL Oily Inj Sol-5mL Pk	00599085 Haldol-LA	MCN	52.0500
767	Haloperidol Decanoate 100mg/mL Oily Inj Sol-1mL Pk	00599093 Haldol-LA	MCN	20.5703
768	Haloperidol Decanoate 100mg/mL Oily Inj Sol-5mL Pk	00980803 Haldol-LA	MCN	102.8500
769	Hydroxyzine HCl 10mg Cap	00024376 Atarax 00646059 Apo-Hydroxyzine 00723487 Multipax 00738824 Novo-Hydroxyzin	PFI APX ROR NOP	.0349
770	Hydroxyzine HCl 25mg Cap	00024384 Atarax 00646024 Apo-Hydroxyzine 00723479 Multipax 00738832 Novo-Hydroxyzin	PFI APX ROR NOP	.0568
771	Hydroxyzine HCl 50mg Cap	00024392 Atarax 00646016 Apo-Hydroxyzine 00723592 Multipax 00738840 Novo-Hydroxyzin	PFI APX ROR NOP	.0791
772	Hydroxyzine HCl 500mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	00024589 Atarax	PFI	19.7000
773	Hydroxyzine HCl 2mg/mL O/L	00024694 Atarax	PFI	.0457
774	Lorazepam 0.5mg Tab	00399124 Ativan 00655740 Apo-Lorazepam 00711101 Novo-Lorazem 00865672 Nu-Loraz	WYE APX NOP NXP	.0492
775	Lorazepam 1mg Tab	00348325 Ativan 00637742 Novo-Lorazem 00655759 Apo-Lorazepam 00865680 Nu-Loraz	WYE NOP APX NXP	.0557
776	Lorazepam 2mg Tab	00348333 Ativan 00637750 Novo-Lorazem 00655767 Apo-Lorazepam 00865699 Nu-Loraz	WYE NOP APX NXP	.0906
777	Meprobamate 400mg Tab	00021547 Novo-Mepro 00034142 Equanil 00092738 Meprobamate 00337943 Apo-Meprobamate	NOP WYE DTC APX	.0208
778	Mesoridazine 10mg Tab	00027448 Serentil	SAN	.2905

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

779	Mesoridazine 25mg Tab	00027456	Serentil	SAN	.3479
780	Mesoridazine 50mg Tab	00027464	Serentil	SAN	.4816
781	Oxazepam 10mg Tab	00295701 00402680 00483893 00500852	Serax Apo-Oxazepam Oxazepam Novoxapam	WYE APX DTC NOP	.0105
782	Oxazepam 15mg Tab	00295698 00402745 00483915 00496529	Serax Apo-Oxazepam Oxazepam Novoxapam	WYE APX DTC NOP	.0110
783	Oxazepam 30mg Tab	00231363 00402737 00483907 00496537	Serax Apo-Oxazepam Oxazepam Novoxapam	WYE APX DTC NOP	.0142
784	Pericyazine 5mg Cap	00024880	Neuleptil	RPP	.1606
785	Pericyazine 10mg Cap	00024899	Neuleptil	RPP	.2298
786	Pericyazine 10mg/mL O/L	00379301	Neuleptil	RPP	.2720
787	Perphenazine 5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00028002	Trilafon	SCH	2.3220
788	Perphenazine 0.4mg/mL O/L	00028150	Trilafon	SCH	.0688
789	Perphenazine 3.2mg/mL O/L	00028169	Trilafon Conc.	SCH	.2055
790	Perphenazine 2mg Tab	00028290 00335134 00456039	Trilafon Apo-Perphenazine Perphenazine	SCH APX DTC	.0163
791	Perphenazine 4mg Tab	00028304 00335126 00456047	Trilafon Apo-Perphenazine Perphenazine	SCH APX DTC	.0174
792	Perphenazine 8mg Tab	00028312 00335118 00456055	Trilafon Apo-Perphenazine Perphenazine	SCH APX DTC	.0207

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

793	Perphenazine 16mg Tab	00028320 Trilafon 00335096 Apo-Perphenazine 00481920 Perphenazine	SCH APX DTC	.0300
794	Pimozide 2mg Tab	00313815 Orap	MCN	.3015
795	Pimozide 4mg Tab	00313823 Orap	MCN	.5470
796	Pimozide 10mg Tab	00573817 Orap	MCN	1.1970
797	Pipotiazine Palmitate 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00427918 Piportil L4	RPP	11.6433
798	Pipotiazine Palmitate 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00990507 Piportil L4	RPP	19.7333
799	Pipotiazine Palmitate 100mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00427926 Piportil L4	RPP	37.5100
800	Prochlorperazine 10mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00578185 Stemetil	RPP	1.6710
801	Prochlorperazine 1mg/mL O/L	00025216 Stemetil	RPP	.0488
802	Prochlorperazine 10mg Sup	00025364 Stemetil	RPP	1.0980
803	Prochlorperazine 5mg Tab	00025682 Stemetil	RPP	.1686
804	Prochlorperazine 10mg Tab	00025690 Stemetil	RPP	.2059
805	Thioridazine 2mg/mL O/L	00027375 Mellaril 00238775 Thioridazine	SAN SAP	.0180
806	Thioridazine 30mg/mL O/L	00027359 Mellaril	SAN	.1469
807	Thioridazine 10mg Tab	00027529 Mellaril 00037508 Novo-Ridazine 00360228 Apo-Thioridazine 00456063 Thioridazine 00575119 PMS-Thioridazine	SAN NOP APX DTC PMS	.0151
808	Thioridazine 25mg Tab	00027537 Mellaril 00037494 Novo-Ridazine 00360198 Apo-Thioridazine 00456071 Thioridazine 00575127 PMS-Thioridazine	SAN NOP APX DTC PMS	.0282

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:08 Psychotherapeutic Agents Tranquilizers

809	Thioridazine 50mg Tab	00027545 Mellaril 00037486 Novo-Ridazine 00360236 Apo-Thioridazine 00456098 Thioridazine 00575135 PMS-Thioridazine	SAN NOP APX DTC PMS	.0511
810	Thioridazine 100mg Tab	00027553 Mellaril 00037478 Novo-Ridazine 00360244 Apo-Thioridazine 00456101 Thioridazine 00575143 PMS-Thioridazine	SAN NOP APX DTC PMS	.1025
811	Thiothixene 2mg Cap	00024430 Navane	PFI	.1782
812	Thiothixene 5mg Cap	00024449 Navane	PFI	.3064
813	Thiothixene 10mg Cap	00024457 Navane	PFI	.3945
814	Trifluoperazine 1mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00026999 Stelazine	SKF	1.8234
815	Trifluoperazine 10mg/mL O/L	00027022 Stelazine 00298212 Terfluzine	SKF ICN	.2480
816	Trifluoperazine 1mg Tab	00021857 Novo-Flurazine 00027146 Stelazine 00249068 Trifluoperazine 00345539 Apo-Trifluoperazine	NOP SKF DTC APX	.0068
817	Trifluoperazine 2mg Tab	00021865 Novo-Flurazine 00027154 Stelazine 00249076 Trifluoperazine 00312754 Apo-Trifluoperazine	NOP SKF DTC APX	.0076
818	Trifluoperazine 5mg Tab	00013919 Solazine 00021873 Novo-Flurazine 00027162 Stelazine 00249084 Trifluoperazine 00312746 Apo-Trifluoperazine	HOR NOP SKF DTC APX	.0108
819	Trifluoperazine 10mg Tab	00013927 Solazine 00021881 Novo-Flurazine 00027170 Stelazine 00249092 Trifluoperazine 00326836 Apo-Trifluoperazine	HOR NOP SKF DTC APX	.0180

28:16:12 Psychotherapeutic Agents Other Psychotropics

820	Lithium Carbonate 150mg Cap	00461733 Carbolith	ICN	.0826
-----	--------------------------------	--------------------	-----	-------

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:16:12 Psychotherapeutic Agents Other Psychotropics

821	Lithium Carbonate 300mg Cap	00236683 Carbolith 00328790 Lithizine 00406775 Lithane	ICN TCH PFI	.0830 .1497 .0905
822	Lithium Carbonate 300mg LA Tab	00590665 Duralith	MCN	.1800
823	Lithium Carbonate 300mg Tab	00024406 Lithane	PFI	.0905
824	Loxapine HCl 25mg/mL O/L	00361364 Loxapac	LED	.6946
825	Loxapine Succinate 5mg Tab	00346780 Loxapac	LED	.1991
826	Loxapine Succinate 10mg Tab	00346799 Loxapac	LED	.3316
827	Loxapine Succinate 25mg Tab	00346802 Loxapac	LED	.5140
828	Loxapine Succinate 50mg Tab	00346810 Loxapac	LED	.6853

28:20:00 C.N.S. Stimulants

829	Dexamphetamine Sulfate 5mg Tab	00027065 Dexedrine	SKF	.2453
830	Methylphenidate HCl 20mg LA Tab	00632775 Ritalin SR	CIB	.4611
831	Methylphenidate HCl 10mg Tab	00005606 Ritalin	CIB	.2422
832	Pemoline 37.5mg Tab	00397512 Cylert	ABB	.6326
833	Pemoline 75mg Tab	00397520 Cylert	ABB	1.2039

28:24:00 Sedatives and Hypnotics

834	Amobarbital 30mg Tab	00015628 Amytal	LIL	.0799
835	Amobarbital 100mg Tab	00015636 Amytal	LIL	.1356
836	Amobarbital Sodium 60mg Cap	00015148 Amytal Sodium	LIL	.0941
837	Amobarbital Sodium 200mg Cap	00015156 Amytal Sodium	LIL	.2073
838	Butobarbital Sodium 15mg Tab	00581305 Butisol Sodium	HOR	.0795

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:24:00 Sedatives and Hypnotics

839	Butabarbital Sodium 30mg Tab	00581291 Butisol Sodium	HOR	.1061
840	Butabarbital Sodium 100mg Tab	00581313 Butisol Sodium	HOR	.1908
841	Chloral Hydrate 500mg Cap	00020893 Novo-Chlorhydrate 00029041 Noctec 00092886 Chloral Hydrate	NOP SQU DTC	.0333
842	Chloral Hydrate 100mg/mL O/L	00029327 Noctec	SQU	.0208
843	Flurazepam 15mg Cap	00012696 Dalmane 00496545 Novo-Flupam 00521698 Apo-Flurazepam	HLR NOP APX	.0387
844	Flurazepam 30mg Cap	00012718 Dalmane 00496553 Novo-Flupam 00521701 Apo-Flurazepam	HLR NOP APX	.0441
845	Flurazepam 15mg Tab	00483826 Somnol	HOR	.0630
846	Flurazepam 30mg Tab	00483818 Somnol	HOR	.0708
847	Methotrimeprazine 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00025003 Nozinan	RPP	2.2750
848	Methotrimeprazine 5mg/mL O/L	00025194 Nozinan	RPP	.0539
849	Methotrimeprazine 40mg/mL O/L	00025208 Nozinan	RPP	.3936
850	Methotrimeprazine 2mg Tab	00025577 Nozinan	RPP	.0692
851	Methotrimeprazine 5mg Tab	00025585 Nozinan	RPP	.1001
852	Methotrimeprazine 25mg Tab	00025593 Nozinan	RPP	.2572
853	Methotrimeprazine 50mg Tab	00025607 Nozinan	RPP	.3896
854	Nitrazepam 5mg Tab	00511528 Mogadon	HLR	.1308
855	Nitrazepam 10mg Tab	00511536 Mogadon	HLR	.1959
856	Paraldehyde Inj Sol-5mL Pk	00012149 Paraldehyde	GLA	1.6184

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:24:00 Sedatives and Hypnotics

857	Pentobarbital Sodium 100mg Cap	00000086 Nembutal 00020990 Novo-Pentobarb	ABB NOP	.0504
858	Phenobarbital 4mg/mL O/L	00588180 Phenobarbital 00604585 Phenobarbital	DTC SAN	.0146
859	Phenobarbital 15mg Tab	00023795 Phenobarbital 00093505 Phenobarbital 00271276 Phenobarbital-ICN	PDA DTC ICN	.0054
860	Phenobarbital 30mg Tab	00023809 Phenobarbital 00093521 Phenobarbital 00293903 Phenobarbital-ICN	PDA DTC ICN	.0059
861	Phenobarbital 60mg Tab	00023817 Phenobarbital 00093556 Phenobarbital 00320714 Phenobarbital-ICN	PDA DTC ICN	.0136
862	Phenobarbital 100mg Tab	00093564 Phenobarbital 00344036 Phenobarbital-ICN	DTC ICN	.0189
863	Promethazine HCl 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00025046 Phenergan	RPP	1.1730
864	Promethazine HCl 2mg/mL O/L	00025429 Phenergan 00583979 PMS-Promethazine	RPP PMS	.0180
865	Promethazine HCl 10mg Tab	00025712 Phenergan	RPP	.0838
866	Promethazine HCl 25mg Tab	00213896 Phenergan	RPP	.1053
867	Secobarbital Sodium 50mg Cap	00015261 Seconal	LIL	.0883
868	Secobarbital Sodium 100mg Cap	00015288 Seconal 00021032 Novo-Secobarb	LIL NOP	.0557
869	Temazepam 15mg Cap	00604453 Restoril	SAN	.1740
870	Temazepam 30mg Cap	00604461 Restoril	SAN	.2080
871	Triazolam 0.125mg Tab	00512559 Halcion 00614351 Triazolam 00808563 Apo-Triazo 00886084 Nu-Triazo	UPJ KNR APX NXP	.0763

Item 28:00 Central Nervous System Drugs

28:24:00 Sedatives and Hypnotics

872	Triazolam 0.25mg Tab	00443158 Halcion 00614378 Triazolam 00808571 Apo-Triazo 00872431 Novo-Triolam 00886092 Nu-Triazo	UPJ KNR APX NOP NXP	.0945
-----	-------------------------	--	---------------------------------	-------

Item 36:00 Diagnostic Agents

36:04:00 Adrenal Insufficiency

873	Cosyntropin Inj Pd-0.25mg Pk	00022381 Cortrosyn	ORG	9.1700
874	Cosyntropin Zinc Hydroxide 1mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00253952 Synacthen Depot	CIB	20.5800

36:26:00 Diabetes Mellitus

875	Glucose Oxidase Reagent Strip- 25 Pk	00980749 Glucostix 00990906 Chemstrip bG 00990922 Dextrostix	AME BOM AME	17.5000 16.0000 16.3600
876	Glucose Oxidase Reagent Strip- 50 Pk	00980676 Glucoscan 00981087 One Touch 00984760 Glucostix (Foil Wrapped) 00984930 ExacTech 00990027 Chemstrip bG	LIF LIF AME MED BOM	33.7500 34.8500 33.1300 37.7500 33.4000
877	Glucose Oxidase Reagent Strip-100 Pk	00980706 Reflocheck 00980714 Glucoscan 00980757 Glucostix 00984140 Dextrostix	BOM LIF AME AME	53.4500 60.7000 62.1100 58.6400

36:56:00 Myasthenia Gravis

878	Edrophonium Chloride 100mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	00855804 Tensilon	ICN	11.9973
879	Neostigmine Methylsulfate 0.5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00869910 Prostigmin	ICN	.8487

36:88:00 Urine Contents

880	* Cupric Sulfate Reagent Tab-100 Pk	00980420 Clinitest	AME	8.3500
881	* Glucose Oxidase Reagent (Qualitative) Strip-50 Pk	00980633 Clinistix	AME	4.7300
882	Glucose Oxidase Reagent (Semi-Quantitative) Strip-50 Pk	00980641 Diastix 00990019 Chemstrip uG 5000	AME BOM	4.7300 5.7500

Item 36:00 Diagnostic Agents

36:88:00 Urine Contents

883	Glucose Oxidase/Sodium Nitroprusside Reagent Strip-100 Pk	00990647 Keto-Diastix	AME	11.3500
884	Semiquantitative Glucose Ketones Reagent Analysis Paper Strip-50 Pk	00980692 Chemstrip uG 5000 K	BOM	5.9500
885	Sodium Nitroprusside Reagent Strip-50 Pk	00980595 Ketostix	AME	5.5700
886	Sodium Nitroprusside Reagent Tab-100 Pk	00980560 Acetest	AME	14.4700
887	Urine-Ketone Analysis Paper Strip-100 Pk	00990698 Chemstrip K	BOM	10.3000
888	* Urine-Sugar Analysis Paper Strip-100 Pk	00980609 Tes-Tape	LIL	7.8680

Item 40:00 Electrolytic, Caloric and Water Balance

40:08:00 Alkalinizing Agents

889	Sodium Bicarbonate 300mg Tab otc 100 Pk	00093068 Sodium Bicarbonate 00179884 Soda Mint	DTC SDR	3.1000
890	Sodium Bicarbonate 600mg Tab otc 100 Pk	00221619 Sodium Bicarbonate	DTC	4.6000

40:12:00 Replacement Agents

891	Calcium Carbonate Eq to 500mg Elemental Calcium Chew Tab	00648345 Calsan	SAN	.1155
892	Calcium Carbonate Eq to 500mg Elemental Calcium SG Cap	00648353 Calsan	SAN	.1155
893	Calcium Carbonate Eq to 250mg Elemental Calcium Tab	00541915 Os-Cal 250 00645958 Calcium-250 00682047 Apo-Cal 250	AYE NOP APX	.0177
894	Calcium Carbonate Eq to 500mg Elemental Calcium Tab	00541907 Os-cal 500 00645923 Calcium-500 00682039 Apo-Cal 500	AYE NOP APX	.0227
895	Calcium Carbonate Eq to 600mg Elemental Calcium Tab	00626341 Caltrate 600	LED	.1162
896	Calcium Carbonate & Calcium Gluconolactate Eq to 500mg Elemental Calcium Eff Tab	00027588 Calcium-Sandoz Forte	SAN	.3537

Item 40:00 Electrolytic, Caloric and Water Balance

40:08:00 Alkalinizing Agents

897	Calcium Carbonate & Calcium Gluconolactate Eq to 1000mg Elemental Calcium Eff Tab	00259497 Gramcal	SAN	.6030
898	Calcium Gluconate Eq to 9mg Elemental Calcium/mL Inj Sol-10mL Pk	00027219 Calcium-Sandoz	SAN	1.9800
899	Calcium Gluconate Eq to 60mg Elemental Calcium Tab otc 100 Pk	00094773 Calcium Gluconate 00179698 Calcium Gluconate 00241717 Calcium Gluconate 00441473 Calcium Gluconate	DTC SDR WAM NOP	3.7000
900	Calcium Gluconate & Calcium Glucoheptonate Eq to 19mg Elemental Calcium/mL O/L	00466425 Calcium-Rougier	ROG	.0172
901	Calcium Gluconogalactogluconate Eq to 22mg Elemental Calcium/mL O/L	00027383 Calcium-Sandoz	SAN	.0241

40:12:00 Replacement Agents

902	Calcium Lactate Eq to 84mg Elemental Calcium Tab otc 100 Pk	00021253 Calcium Lactate 00023590 Calcium Lactate 00179671 Calcium Lactate	NOP PDA SDR	3.8000
903	Electrolyte & Dextrose O/L	00630365 Pedialyte Regular 00981095 Pedialyte Flavored	ABB ABB	.0064
904	Electrolyte & Dextrose Oral Pd-1 Sach Pk	00808385 Gastrolyte	ROR	.5730
905	Glucose, Potassium Chloride, Sodium Chloride & Sodium Bicarbonate 4g & 0.3g & 0.7g & 0.5g Oral Pd-1 Sach Pk	00540781 Rapolyte	RIC	.4500
906	PEG-Electrolytes Pd 4L Pk	00677442 Colyte 00777838 PegLyte	RCA PMS	13.2000
907	Polyethylene Glycol & Electrolytes Pd 1 Kit	00741175 Klean-Prep	RIC	15.4000
908	Polyethylene Glycol & Electrolytes Sol 1L Pk	00777846 PegLyte	PMS	4.8100
909	Potassium Chloride 20mEq/10mL Inj Sol-10mL Pk	00624756 Potassium Chloride	AST	.5162

Item 40:00 Electrolytic, Caloric and Water Balance

40:12:00 Replacement Agents

910	* Potassium Chloride 1.33mEq/mL O/L	00208590 Kaochlor-10 00436984 K-10 00485284 Roychlor	ADI BEE ROY	.0134
911	Potassium Chloride 2.66mEq/mL O/L	00208604 Kaochlor-20 Concentrate	ADI	.0257
912	Potassium Chloride 20mEq/Pouch Oral Pd-3g Pk	00481211 K-Lor	ABB	.3593
913	Potassium Chloride 25mEq/Pouch Oral Pd-7.8g Pk	00464813 K-Lyte/Cl	BRI	.4616
914	Potassium Chloride 12mEq Eff Tab	00027596 Potassium-Sandoz	SAN	.2480
915	Potassium Chloride 6.7mEq LA Tab	00501972 K-Long	ADI	.0825
916	* Potassium Chloride 8mEq LA Tab	00074225 Slow-K 00554308 Slo-Pot 600 00602876 Novo-Lente-K 00602884 Apo-K	CIB ICN NOP APX	.0651 .0170 .0207 .0206
917	Potassium Chloride 10mEq LA Tab	00471496 Kalium Durules	AST	.0665
918	Potassium Chloride 20mEq SR Tab	00713376 K-Dur	KEY	.2483
919	* Potassium Chloride 8mEq LA Cap	00516244 Micro-K Extencaps	ROB	.0731
920	Potassium Chloride 10mEq LA Cap	00632759 Micro-K-10	ROB	.0788
921	* Potassium Gluconate 1.33mEq/mL O/L	00026700 Potassium-Rougier 00208701 Kaon	ROG ADI	.0196
922	Sodium Chloride 0.9% Inj Sol-10mL Pk	00624748 Sodium Chloride (Plastic Vial)	AST	.5162

40:18:00 Potassium-Removing Resins

923	Polystyrene Sodium Sulfonate 1mEq/g Oral Pd-454g Pk	01902776 Kayexalate	WIN	62.9500
-----	--	---------------------	-----	---------

40:28:00 Diuretics

924	Acetazolamide 500mg LA Cap	00127930 Diamox	LED	.6824
-----	-------------------------------	-----------------	-----	-------

Item 4C:00 Electrolytic, Caloric and Water Balance

40:28:00 Diuretics

925	Acetazolamide 250mg Tab	00014907 Diamox 00488275 Novo-Zolamide 00545015 Apo-Acetazolamide	LED NOP APX	.0281
926	Amiloride HCl 5mg Tab	00487805 Midamor	MSD	.2886
927	Amiloride HCl & Hydrochlorothiazide 5mg & 50mg Tab	00487813 Moduret 00784400 Apo-Amilzide 00886106 Nu-Amilzide	MSD APX NXP	.2461
928	Chlorthalidone 50mg Tab	00010413 Hygroton 00298964 Uridon 00337447 Novo-Thalidone 00360279 Apo-Chlorthalidone 00398365 Chlorthalidone	GEI ICN NOP APX DTC	.0202
929	Chlorthalidone 100mg Tab	00010421 Hygroton 00337455 Novo-Thalidone 00360287 Apo-Chlorthalidone 00398373 Chlorthalidone	GEI NOP APX DTC	.0419
930	Ethacrynic Acid 50mg Tab	00016497 Edecrin	MSD	.3080
931	Furosemide 10mg/mL O/L	00432342 Lasix	HOE	.2250
932	Furosemide 20mg Tab	00337730 Novo-Semide 00396788 Apo-Furosemide 00289590 Lasix	NOP APX HOE	.0074
933	Furosemide 40mg Tab	00332275 Furoside 00337749 Novo-Semide 00344079 Uritol 00362166 Apo-Furosemide 00396249 Furosemide 00012580 Lasix	ICN NOP HOR APX DTC HOE	.0079
934	Hydrochlorothiazide 25mg Tab	00016500 HydroDIURIL 00021474 Novo-Hydrazide 00092681 Hydrochlorothiazide 00326844 Apo-Hydro 25	MSD NOP DTC APX	.0064
935	Hydrochlorothiazide 50mg Tab	00016519 HydroDIURIL 00021482 Novo-Hydrazide 00092703 Hydrochlorothiazide 00312800 Apo-Hydro 50	MSD NOP DTC APX	.0077
936	Hydrochlorothiazide & Spironolactone 25mg & 25mg Tab	00180408 Aldactazide-25 00613231 Novo-Spirozine-25	SEA NOP	.1065

Item 40:00 Electrolytic, Caloric and Water Balance

40:28:00 Diuretics

937	Hydrochlorothiazide & Spironolactone 50mg & 50mg Tab	00594377 Aldactazide-50 00657182 Novo-Spirozine-50	SEA NOP	.2751
938	Hydrochlorothiazide & Triamterene 25mg & 50mg Tab	00181528 Dyazide 00441775 Apo-Triazide 00532657 Novo-Triamzide 00865532 Nu-Triazide	SKF APX NOP NXP	.0541
939	Indapamide 2.5mg Tab	00564966 Lozide	SEV	.4630
940	Metolazone 2.5mg Tab	00301663 Zaroxolyn	PWC	.1324
941	Metolazone 5mg Tab	00301698 Zaroxolyn	PWC	.1739
942	Metolazone 10mg Tab	00301671 Zaroxolyn	PWC	.2298
943	Spironolactone 25mg Tab	00028606 Aldactone 00613215 Novo-Spiroton	SEA NOP	.0857
944	Spironolactone 100mg Tab	00285455 Aldactone 00613223 Novo-Spiroton	SEA NOP	.2625
945	Triamterene 50mg Tab	00299715 Dyrenium	SKF	.1714
946	Triamterene 100mg Tab	00027138 Dyrenium	SKF	.2217

40:40:00 Uricosuric Drugs

947	Probenecid 500mg Tab	00016616 Benemid 00294926 Benuryl	MSD ICN	.1765
948	Sulfinpyrazone 100mg Tab	00010510 Anturan 00441759 Apo-Sulfinpyrazone 00475068 Novo-Pyrazone 00481955 Sulfinpyrazone	GEI APX NOP DTC	.0417
949	Sulfinpyrazone 200mg Tab	00010529 Anturan 00441767 Apo-Sulfinpyrazone 00475076 Novo-Pyrazone 00481947 Sulfinpyrazone	GEI APX NOP DTC	.0696

Item 48:00 Cough Preparations

48:04:00 Antitussives

950	Clophedianol Hydrochloride 5mg/mL O/L	00026328 Ulone	RIK	.0433
951	Codeine Phosphate 5mg/mL O/L	00093114 Codeine 00779474 Codeine 00470651 Codeine Phosphate	DTC NDA NDA	.0193
952	Codeine Phosphate 15mg Tab	00018686 Codeine 00093122 Codeine 00593435 Codeine Phosphate	NDA DTC TCH	.0536
953	Dextromethorphan (as Polistirex) 6mg/mL O/L	00824283 Delsym	FIS	.0336
954	* Dextromethorphan HBr 3mg/mL O/L	00436895 Koffex 00454389 Robidex	ROG ROB	.0087
955	Hydrocodone Bitartrate 1mg/mL O/L	00316970 Robidone 00585580 Hycodan	ROB DUP	.0401

48:08:00 Expectorants

956	Acetylcysteine 20% Aero Sol-10mL Pk	00606235 Mucomyst	BRI	6.7500
957	Acetylcysteine 20% Aero Sol-30mL Pk	00990833 Mucomyst	BRI	16.3500
958	* Guaifenesin 20mg/mL O/L	00026468 Robitussin 00026794 Guaifenesin 00990930 Guaifenesin Sugar Free	ROB ROG ROG	.0076
959	Organically bound Iodine (as Iodinated Glycerol) 6mg/mL O/L	00354910 Organidin	HOR	.0200
960	Organically bound Iodine (as Iodinated Glycerol) 15mg Tab	00354902 Organidin	HOR	.0820

Item 52:00 Eye, Ear, Nose and Throat Preparations

52:04:04 Anti-Infectives Antibiotics

961	Bacitracin 500U/g Oph Oint-3g Pk	00327476 Baciguent	UPJ	2.0770
962	Chloramphenicol 1% Oph Oint-3.5g Pk	00001058 Fenicol 00024066 Chloromycetin	ALC PDA	2.1600
963	Chloramphenicol 0.25% Oph Sol	00704598 Pentamycetin	BER	.5040
964	Chloramphenicol 0.5% Oph Sol	00001082 Chloroptic 00221678 Chloromycetin 00707457 Ophtho-Chloram	ALL PDA KNR	.2125
965	Chloramphenicol 0.5% Ot Sol	00349615 Chloromycetin	PDA	.6213
966	Colistin Base & Neomycin Base & Hydrocortisone Acetate 3mg & 3.3mg & 10mg/mL Ot Susp	00476439 Coly-Mycin Otic	PDA	1.6737
967	Framycetin Sulfate 0.5% Oph Oint-5g Pk	00026964 Soframycin	ROU	5.1000
968	Framycetin Sulfate 0.5% Oph Sol	00026921 Soframycin	ROU	.9353
969	Framycetin Sulfate & Gramicidin & Dexamethasone 5mg & 50mcg & 0.5mg/mL Ot Sol	00228052 Sofracort	ROU	1.3705
970	Gentamicin & Betamethasone Sodium Phosphate 3mg & 1mg/mL Oph/Ot Drops	00682217 Garasone	SCH	1.6427
971	Gentamicin Sulfate 0.3% Oph Oint-3.5g Pk	00028339 Garamycin	SCH	7.2300
972	Gentamicin Sulfate 0.3% Oph Sol	00436771 Alcomycin 00512192 Garamycin	ALC SCH	.6500
973	Gentamicin Sulfate 0.3% Ot Sol	00512184 Garamycin	SCH	1.4173
974	Polymyxin B Sulfate & Bacitracin (Zinc) 10000U & 500U/g Oph Oint-3.5g Pk	00299219 Polysporin	BWE	3.5900
975	Polymyxin B Sulfate & Gramicidin 10000U & 0.025mg/mL Oph/Ot Sol	00035343 Polysporin	BWE	.3990
976	Polymyxin B Sulfate & Neomycin Sulfate & Bacitracin (Zinc) 10000U & 5mg & 400U/g Oph Oint-3.5g Pk	00694398 Neosporin	BWE	7.3000

Item 52:00 Eye, Ear, Nose and Throat Preparations

52:04:04 Anti-Infectives Antibiotics

977	Polymyxin B Sulfate & Neomycin Sulfate & Fluocinolone Acetonide 10000U & 5mg & 0.25mg/mL Ot Sol	00189499 Synalar Bi-Otic	SYN	1.7220
978	Polymyxin B Sulfate & Neomycin Sulfate & Gramicidin 10000U & 2.5mg & 0.025mg/mL Oph/Ot Sol	00694371 Neosporin	BWE	.7150
979	Polymyxin B Sulfate & Neomycin Sulfate & Hydrocortisone 10000U & 5mg & 10mg/mL Ot Sol	00694401 Cortisporin	BWE	1.3280
980	Tobramycin 0.3% Oph Oint	00614254 Tobrex	ALC	2.3571
981	Tobramycin 0.3% Oph Sol	00513962 Tobrex	ALC	1.6500
982	Tobramycin & Dexamethasone 0.3% & 0.1% Oph Susp	00778907 TobraDex	ALC	1.9300

52:04:08 Anti-Infectives Sulfonamides

983	Sulfacetamide (Sodium) 10% Oph Oint-3.5g Pk	00028347 Sulamyd 00252522 Cetamide	SCH ALC	3.1800
984	Sulfacetamide (Sodium) 10% Oph Sol	00000965 Isopto Cetamide 00001287 Bleph-10 00028053 Sulamyd 00707465 Ophtho-Sulf	ALC ALL SCH KNR	.0780
985	Sulfacetamide (Sodium) 30% Oph Sol	00028061 Sulamyd	SCH	.3213

52:04:12 Anti-Infectives Other Anti-Infectives

986	Idoxuridine 0.1% Oph Sol	00001120 Herplex	ALL	.8207
987	Trifluridine 1% Oph Sol	00687456 Viroptic	BWE	3.4670
988	Vidarabine 3% Oph Oint-3.5g Pk	00381780 Vira-A	PDA	15.8400

52:08:00 Anti-Inflammatory Agents

989	Beclomethasone Dipropionate Nas Sp-200 dose Pk	00359688 Beconase 00422053 Vancenase	GLA SCH	10.5300
990	Beclomethasone Dipropionate 50mcg Nas Sp-200 dose Pk	00638617 Beconase Aqueous	GLA	16.8200
991	Dexamethasone 0.1% Oph Oint-3.5g Pk	00042579 Maxidex	ALC	8.3300

Item 52:00 Eye, Ear, Nose and Throat Preparations

52:08:00 Anti-Inflammatory Agents

992	Dexamethasone 0.1% Oph Susp	00042560 Maxidex	ALC	1.6660
993	Dexamethasone 0.1% Oph/Ot Sol	00016217 Decadron 00627763 Ak-Dex 00724149 Spersadex	MSD AKN DIS	1.1000
994	Flumethasone Pivalate & Iodochlorhydroxyquin 0.02% & 1% Ot Sol	00074454 Locacorten-Vioform	CIB	1.1800
995	Flunisolide 0.025% Nas Sp-25mL Pk	00421456 Rhinalar	SYN	19.2800
996	Fluorometholone 0.1% Oph Susp	00247855 FML	ALL	1.9060
997	Fluorometholone Acetate 0.1% Oph Susp	00756784 Flarex	ALC	1.6800
998	Prednisolone Acetate 0.12% Oph Susp	00299405 Pred Mild	ALL	1.2200
999	Prednisolone Acetate 1% Oph Susp	00301175 Pred Forte 00622931 Ak-Tate 00700401 Ophtho-Tate	ALL AKN KNR	.7000
1000	Prednisolone Acetate & Atropine Sulfate 0.25% & 1% Oph Sol	00411124 Mydrapred	ALC	2.3840
1001	Prednisolone Sodium Phosphate 0.125% Oph Sol	00756172 Inflammase Mild	IOB	1.5100
1002	Prednisolone Sodium Phosphate 1% Oph Sol	00756164 Inflammase Forte	IOB	1.9000

52:16:00 Local Anesthetics

1003	Benzydamine HCl 0.15% Oral Rinse	00574171 Tantum	RIK	.0635
1004	Lidocaine HCl 2% O/L	00001686 Xylocaine Viscous	AST	.0715

52:20:00 Miotics

1005	Carbachol 1.5% Oph Sol	00000655 Isopto Carbachol	ALC	.6347
1006	Carbachol 3% Oph Sol	00000663 Isopto Carbachol	ALC	.7733
1007	Echothiophate Iodide 0.06% Oph Sol	00052817 Phospholine Iodide	AYE	3.4818
1008	Echothiophate Iodide 0.125% Oph Sol	00002313 Phospholine Iodide	AYE	3.9944

Item 52:00 Eye, Ear, Nose and Throat Preparations

52:20:00 Miotics

1009	Echothiophate Iodide 0.25% Oph Sol	00002348 Phospholine Iodide	AYE	4.5233
1010	Pilocarpine HCl 4% Oph Gel	00575240 Pilopine HS	ALC	2.3900
1011	Pilocarpine HCl 0.5% Oph Sol	00000833 Isopto Carpine	ALC	.2920
1012	Pilocarpine HCl 1% Oph Sol	00000841 Isopto Carpine 00725404 Spersacarpine 00759945 Miocarpine	ALC DIS IOB	.2235
1013	Pilocarpine HCl 2% Oph Sol	00000868 Isopto Carpine 00725412 Spersacarpine 00759961 Miocarpine	ALC DIS IOB	.2606
1014	Pilocarpine HCl 4% Oph Sol	00000884 Isopto Carpine 00725439 Spersacarpine 00760099 Miocarpine	ALC DIS IOB	.2970
1015	Pilocarpine HCl 6% Oph Sol	00000892 Isopto Carpine 00759953 Miocarpine	ALC IOB	.4367
1016	Pilocarpine HCl & Epinephrine Bitartrate 1% & 1% Oph Sol	00760021 E-Pilo 1	IOB	1.0300
1017	Pilocarpine HCl & Epinephrine Bitartrate 2% & 1% Oph Sol	00759996 E-Pilo 2	IOB	1.0700
1018	Pilocarpine HCl & Epinephrine Bitartrate 4% & 1% Oph Sol	00760013 E-Pilo 4	IOB	1.1400
1019	Pilocarpine HCl & Epinephrine Bitartrate 6% & 1% Oph Sol	00760005 E-Pilo 6	IOB	1.1800

52:24:00 Mydriatics

1020	Atropine Sulfate 1% Oph Oint-3.5g Pk	00252484 Atropine Sulfate 00725471 Atropine	ALC DIS	3.8700
1021	Atropine Sulfate 1% Oph Sol	00035017 Isopto Atropine 00725498 Atropine 00759929 Atropisol	ALC DIS IOB	.6160
1022	Atropine Sulfate 2% Oph Sol	00759937 Atropisol	IOB	1.0500
1023	Dipivefrin HCl 0.1% Oph Sol	00529117 Propine	ALL	1.5370

Item 52:00 Eye, Ear, Nose and Throat Preparations

52:24:00 Mydriatics

1024	Epinephrine HCl 0.5% Oph Sol	00001090 Epifrin	ALL	.7127
1025	Epinephrine HCl 1% Oph Sol	00001104 Epifrin	ALL	.8100
1026	Epinephrine HCl 2% Oph Sol	00001112 Epifrin	ALL	.8353
1027	Homatropine HBr 2% Oph Sol	00000779 Isopto Homatropine	ALC	.5480
1028	Homatropine HBr 5% Oph Sol	00000787 Isopto Homatropine	ALC	.6507
1029	Phenylephrine HCl 0.12% Oph Sol	00395161 Prefrin	ALL	.3456
1030	Phenylephrine HCl 2.5% Oph Sol	00465763 Mydfrin	ALC	.9240

52:32:00 Vasoconstrictors

1031	Naphazoline HCl 0.1% Oph Sol otc 15mL Pk	00001147 Albalon 00390283 Naphcon Forte 00750786 Opcon 00759880 Vasocon	ALL ALC BAU IOB	6.7500
------	---	--	--------------------------	--------

52:36:00 Other Eye, Ear, Nose and Throat Agents

1032	Acetazolamide 500mg LA Cap	00127930 Diamox	LED	.6824
1033	Acetazolamide 250mg Tab	00014907 Diamox 00488275 Novo-Zolamide 00545015 Apo-Acetazolamide	LED NOP APX	.0281
1034	Betaxolol HCl 0.5% Oph Sol	00695688 Betoptic	ALC	2.1320
1035	Dextran 70/Hydroxypropyl Methylcellulose Oph Sol	00390291 Tears Naturale	ALC	.3240
1036	Dextran 70/Hydroxypropyl Methylcellulose & Polyquad 0.1% & 0.3% & 0.001% Oph Sol	00743445 Tears Naturale II	ALC	.3240
1037	Flurbiprofen Sodium 0.03% Oph Sol	00766046 Ocufen	ALL	4.3080
1038	Indomethacin 1% Oph Susp	00594458 Indocid	MSD	4.3020
1039	Levobunolol HCl 0.5% Oph Sol	00637661 Betagan	ALL	2.3280

Item 52:00 Eye, Ear, Nose and Throat Preparations

52:36:00 Other Eye, Ear, Nose and Throat Agents

1040	Methazolamide 50mg Tab	00127949 Neptazane	LED	.3817
1041	* Methylcellulose 0.5% Oph Sol	00000809 Isopto Tears	ALC	.3127
1042	* Methylcellulose 1% Oph Sol	00000817 Isopto Tears 00750808 Murocel	ALC BAU	.2774
1043	Petrolatum & Mineral Oil 55% & 42.5% Oph Oint-3.5g Pk dpp	00210889 Lacri-Lube	ALL	4.2009
1044	Petrolatum & Mineral Oil 80% & 20% Oph Oint-3.5g Pk dpp	00750778 Duolube	BAU	3.8100
1045	Petrolatum & Mineral Oil 94% & 3% Oph Oint-3.5g Pk dpp	00469688 Duratears	ALC	3.8400
1046	Polyvinyl Alcohol 1% Oph Sol	00759902 Hypotears	IOB	.3400
1047	Polyvinyl Alcohol 1.4% Oph Sol	00045616 Liquifilm Tears	ALL	.3469
1048	Polyvinyl Alcohol 3% Oph Sol	00368911 Liquifilm Forte	ALL	.4166
1049	Polyvinyl Alcohol & Polyvinylpyrrolidone Oph Sol	00579408 Tears Plus	ALL	.3574
1050	Sodium Chloride 5% Oph Oint-3.5g Pk	00750816 Muro-128	BAU	4.4800
1051	Sodium Chloride 5% Oph Sol	00750824 Muro-128	BAU	.2907
1052	Sodium Cromoglycate 2% Nas Sol-26mL Pk	00605255 Rynacrom	FIS	20.9200
1053	Sodium Cromoglycate 2% Oph Sol	00394300 Opticrom	FIS	1.4530
1054	Sodium Cromoglycate 10mg/Cart Pd Inh	00328944 Rynacrom	FIS	.2727
1055	Timolol Maleate 0.25% Oph Sol	00451193 Timoptic 00755826 Apo-Timop	MSD APX	1.9240
1056	Timolol Maleate 0.5% Oph Sol	00451207 Timoptic 00755834 Apo-Timop	MSD APX	2.2740

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:04:00 Antacids and Adsorbents

1057	Alginic Acid & Aluminum Hydroxide (Dried Gel) 200mg & 80mg Chew Tab	00696021 Gaviscon	STP	.0699
1058	* Aluminum Hydroxide 60mg/mL O/L	00034002 Amphojel	WYE	.0107
1059	Aluminum Hydroxide 600mg Tab	00208965 Amphojel	WYE	.0888
1060	Aluminum Hydroxide (Dried Gel) 600mg Tab	00313297 Alu-Tab	RIK	.1160
1061	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 600mg & 300mg Chew Tab dpp	00541125 Maalox TC 00621544 Diovol Ex	ROR HOR	.1045
1062	* Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 40mg & 40mg/mL O/L dpp	00013625 Univol 00026530 Maalox 00261173 Neutralca-S 00476471 Gelusil	HOR ROR DES PDA	.0073
1063	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 80mg & 80mg/mL O/L dpp	00420646 Mylanta Double Strength Plain	PDA	.0143
1064	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 100mg & 100mg/mL O/L dpp	00515655 Amphojel 500	WYE	.0152
1065	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 120mg & 60mg/mL O/L dpp	00491217 Diovol Ex 00497037 Maalox TC	HOR ROR	.0149
1066	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 130mg & 70mg/mL O/L dpp	00531154 Gelusil Extra Strength	PDA	.0152
1067	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 200mg & 200mg Tab dpp	00476455 Gelusil	PDA	.0695
1068	Aluminum Hydroxide & Magnesium Hydroxide 400mg & 400mg Tab dpp	00026549 Maalox 00483605 Gelusil Extra Strength	ROR PDA	.0736
1069	Magaldrate 480mg Chew Tab	00571229 Riopan	AYE	.0570
1070	Magaldrate 96mg/mL O/L	00571202 Riopan	AYE	.0092

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:04:00 Antacids and Adsorbents

1071	Magaldrate 1080mg/mL O/L	00640476 Riopan Extra Strength	AYE	.0134
1072	* Magnesium Hydroxide 80mg/mL O/L otc 500mL Pk	00036218 Milk of Magnesia 00093807 Milk of Magnesia	WAM DTC	3.7000
1073	Magnesium Hydroxide 300mg Tab otc 100 Pk	00093815 Milk of Magnesia	DTC	2.9000
1074	Sodium Alginate & Aluminum Hydroxide 50mg & 20mg/mL O/L	00541168 Gaviscon Liquid	STP	.0145

56:08:00 Antidiarrhea Agents

1075	Diphenoxylate HCl 0.5mg/mL O/L	00399353 Lomotil	SEA	.2016
1076	Diphenoxylate HCl 2.5mg Tab	00399345 Lomotil	SEA	.3383
1077	Kaolin & Pectin & Paregoric O/L	00346756 Donnagel-PG	ROB	.0334
1078	Loperamide HCl 2mg Caplet	+00860743 Imodium	JAN	.5345
1079	Loperamide HCl 0.2mg/mL O/L	00610062 Imodium	JAN	.0977

56:12:00 Cathartics

1080	Bisacodyl 2mg/mL Enema otc 5mL Pk	00286265 Dulcolax	BOE	4.7000
1081	* Bisacodyl 5mg Ent Tab otc 30 Pk	00254142 Dulcolax 00545023 Apo-Bisacodyl	BOE APX	2.7000
1082	Bisacodyl 5mg Sup otc 3 Pk	00003867 Dulcolax 00619485 Bisacodyl	BOE TCH	3.9000
1083	* Bisacodyl 10mg Sup otc 6 Pk	00003875 Dulcolax 00261327 Bisacolax 00404802 Bisacodyl	BOE ICN TCH	2.8000
1084	Castor Oil Emuls otc 115mL Pk	00127922 Neoloid	LED	12.0000
1085	Castor Oil O/L otc 50mL Pk	00094080 Castor Oil 00179140 Castor Oil	DTC SDR	1.9000

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:12:00 Cathartics

1086	Docusate Calcium (Dioctyl Calcium Sulfosuccinate) 240mg Cap otc 30 Pk	00012491 Surfak 00664553 PMS-Docusate Calcium	HOE PMS	7.1000
1087	* Docusate Sodium (Dioctyl Sodium Sulfosuccinate) 100mg Cap otc 100 Pk	00464767 Colace 00472166 Regulex 00703494 PMS-Docusate Sodium 00716731 Docusate Sodium	BRI AYE PMS TAR	9.0000
1088	Docusate Sodium (Dioctyl Sodium Sulfosuccinate) 4mg/mL O/L otc 250mL Pk	00464783 Colace 00703508 PMS-Docusate Sodium Syrup	BRI PMS	12.3000
1089	Docusate Sodium (Dioctyl Sodium Sulfosuccinate) 10mg/mL O/L otc 25mL Pk	00464775 Colace	BRI	9.5000
1090	* Glycerin 1.8g Sup otc 24 Pk	00094056 Glycerin 00145416 Glycerin	DTC ROG	2.7000
1091	* Glycerin 2.7g Sup otc 24 Pk	00882518 Glycerin 00990825 Glycerin	DTC ROG	2.6000
1092	* Grain & Citrus Fibre Tab otc 100 Pk	00595829 Novo-Fibre 00779768 Fibyrax	NOP LED	5.7000
1093	Lactulose 40% Jelly-Unidose Pk	00739561 GEL-OSE	JOU	.4350
1094	Lactulose 667mg/mL O/L	00703486 PMS-Lactulose	PMS	.0276
1095	* Magnesium Hydroxide 80mg/mL O/L otc 500mL Pk	00036218 Milk of Magnesia 00093807 Milk of Magnesia	WAM DTC	3.7000
1096	Magnesium Hydroxide 300mg Tab otc 100 Pk	00093815 Milk of Magnesia	DTC	2.9000
1097	Mineral Oil Enema otc 130mL Pk	00107875 Fleet	FRS	5.8000
1098	Mineral Oil 78% Gel otc 225g Pk	00608734 Lansoyl	JOU	8.7000
1099	* Mineral Oil O/L otc 500mL Pk	00093947 Mineral Oil	DTC	4.7000
1100	Psyllium Mucilloid Gran otc 250g Pk	00536695 Prodiem Plain	ROR	10.4500

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:12:00 Cathartics

1101	* Psyllium Mucilloid Oral Pd otc 56dosePk	00242438 Metamucil 00551546 Novo-Mucilax 00628875 Natural Source Laxative 00643688 Metamucil Sugar Free 00678945 Novo-Mucilax Sugar Free 00587559 Fibremucilax	SEA NOP LEA SEA NOP SDR	4.7000
1102	Sennosides A & B 15mg/3g Gran otc 200g Pk	00026042 Senokot	PFR	13.4000
1103	Sennosides A & B 1.7mg/mL O/L otc 250mL Pk	00367729 Senokot	PFR	14.0000
1104	Sennosides A & B 30mg Sup otc 6 Pk	00026107 Senokot	PFR	5.8500
1105	* Sennosides A & B 8.6mg Tab otc 100 Pk	00026158 Senokot 00604402 Glysennid	PFR SAN	11.0000
1106	* Sennosides A & B 12mg Tab otc 100 Pk	00027502 Glysennid	SAN	13.3000
1107	Sodium Biphosphate & Sodium Phosphate 160mg & 60mg/mL Ped Rect Sol otc 65mL Pk	00108065 Fleet	FRS	3.9000
1108	* Sodium Biphosphate & Sodium Phosphate 160mg & 60mg/mL Rect Sol otc 130mL Pk	00009911 Fleet 00528463 ABCO Sodium Phosphate Enema	FRS MEM	1.4500
1109	Sodium Citrate & Sodium Lauryl Sulfoacetate Micro Enema otc 4 Pk	00024848 Microlax	PHD	7.7000
<u>56:16:00 Digestants</u>				
1110	Aprotinin 100000KIU/10mL Inj Sol-10mL Pk	00513954 Trasylol	MIT	27.8160
1111	Glutamic Acid HCl 340mg Cap	00015210 Acidulin	LIL	.1815
1112	Pancrelipase equivalent to Lipase & Amylase & Protease 8000 & 30000 & 30000USP U Cap	00263818 Cotazym	ORG	.1705
1113	Pancrelipase equivalent to Lipase & Amylase & Protease 4000 & 12000 & 12000USP U Ent Microsph Cap	00789445 Pancrease MT4	MCN	.3185

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:16:00 Digestants

1114	Pancrelipase equivalent to Lipase & Amylase & Protease 4000 & 20000 & 25000USP U Ent Microsph Cap	00591548 Pancrease	MCN	.3180
1115	Pancrelipase equivalent to Lipase & Amylase & Protease 8000 & 30000 & 30000USP U Ent Microsph Cap	00502790 Cotazym ECS	ORG	.3079
1116	Pancrelipase equivalent to Lipase & Amylase & Protease 16800 & 70000 & 70000USP U/0.7g Pd-114g Pk	00651672 Viokase	ROB	36.5400
1117	Pancrelipase equivalent to Lipase & Amylase & Protease 800Q & 30000 & 30000USP U Tab	00651680 Viokase	ROB	.1490

56:22:00 Antiemetics and Antinauseants

1118	Dimenhydrinate 50mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00013560 Gravol	HOR	1.1980
1119	Dimenhydrinate 250mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00013579 Gravol	HOR	3.2700
1120	* Dimenhydrinate 3mg/mL O/L	00230197 Gravol	HOR	.0419
1121	* Dimenhydrinate 50mg Sup	00013595 Gravol	HOR	.2862
1122	* Dimenhydrinate 100mg Sup	00013609 Gravol	HOR	.3015
1123	Dimenhydrinate 15mg Tab	00511196 Gravol Filmkote	HOR	.1460
1124	* Dimenhydrinate 50mg Tab	00013803 Gravol Filmkote 00021423 Novo-Diminate 00363766 Apo-Dimenhydrinate 00398381 Dimenhydrinate 00586331 PMS-Dimenhydrinate	HOR NOP APX DTC PMS	.0080
1125	Meclizine HCl 25mg Tab	00220442 Bonamine	PFI	.2554
1126	Nabilone 1mg Cap	00548375 Cesamet	LIL	6.0835
<u>56:40:00 Miscellaneous G.I. Drugs</u>				
1127	5-Aminosalicylic Acid 500mg Sup	00784508 Salofalk	INF	1.0620
1128	5-Aminosalicylic Acid 4g/60g Rect Susp-60g Pk	00709034 Salofalk	INF	5.4100

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:40:00 Miscellaneous G.I. Drugs

1129	5-Aminosalicylic Acid 400mg Tab	00752630 Asacol	EAT	.4685
1130	Betamethasone Disodium Phosphate 5mg/100mL Enema-100mL Pk	00012181 Betnesol	GLA	7.6386
1131	Cimetidine 60mg/mL O/L	00397482 Tagamet	SKF	.1656
1132	Cimetidine 200mg Tab	00546232 Peptol 00563560 Tagamet 00582409 Novo-Cimetidine 00584215 Apo-Cimetidine 00865796 Nu-Cimet	HOR SKF NOP APX NXP	.0819
1133	Cimetidine 300mg Tab	00397474 Tagamet 00487872 Apo-Cimetidine 00546240 Peptol 00582417 Novo-Cimetidine 00865818 Nu-Cimet	SKF APX HOR NOP NXP	.0960
1134	Cimetidine 400mg Tab	00563579 Tagamet 00568449 Peptol 00600059 Apo-Cimetidine 00603678 Novo-Cimetidine 00865826 Nu-Cimet	SKF HOR APX NOP NXP	.1510
1135	Cimetidine 600mg Tab	00563587 Tagamet 00584282 Peptol 00600067 Apo-Cimetidine 00603686 Novo-Cimetidine 00865834 Nu-Cimet	SKF HOR APX NOP NXP	.1921
1136	Cimetidine 800mg Tab	00618616 Peptol 00653411 Tagamet 00663727 Novo-Cimetidine 00749494 Apo-Cimetidine	HOR SKF NOP APX	.2811
1137	Cisapride Monohydrate 5mg Tab	00836311 Prepulsid	JAN	.2743
1138	Famotidine 20mg Tab	00710121 Pepcid	MSD	.9094
1139	Famotidine 40mg Tab	00710113 Pepcid	MSD	1.6370
1140	Hydrocortisone 100mg/60mL Enema-60mL Pk	00230316 Hycort 00661856 Cortenema	ICN INF	5.4900
1141	Lactulose 666.7mg/mL O/L	00444316 Cephulac 00690686 Acilac	MER TCH	.0290

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:40:00 Miscellaneous G.I. Drugs

1142	Metoclopramide HCl 10mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00314706 Maxeran 00386006 Reglan	NRD ROB	1.3818
1143	Metoclopramide HCl 1mg/mL O/L	00314714 Maxeran 00386022 Reglan	NRD ROB	.0292
1144	Metoclopramide HCl 5mg Tab	00572268 Maxeran 00631671 Reglan 00842826 Apo-Metoclop	NRD ROB APX	.0585
1145	Metoclopramide HCl 10mg Tab	00314722 Maxeran 00386014 Reglan 00603775 Emex 00842834 Apo-Metoclop	NRD ROB BEE APX	.0614
1146	Misoprostol 100mcg Tab	00813966 Cytotec	SEA	.2531
1147	Misoprostol 200mcg Tab	00632600 Cytotec	SEA	.4440
1148	Nizatidine 150mg Cap	00778338 Axid	LIL	.7835
1149	Nizatidine 300mg Cap	00778346 Axid	LIL	1.4195
1150	Pirenzepine Dihydrochloride 50mg Tab	00608998 Gastrozepin	BOE	.6413
1151	Ranitidine HCl 15mg/mL Oral Sol-10mL Pk	00782386 Zantac	GLA	2.3630
1152	Ranitidine HCl 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	00603791 Zantac	GLA	2.3700
1153	Ranitidine HCl 150mg Tab	00553379 Zantac 00733059 Apo-Ranitidine 00828564 Novo-Ranidine 00828823 Ranitidine 00865737 Nu-Ranit	GLA APX NOP KNR NXP	.7160
1154	Ranitidine HCl 300mg Tab	00641790 Zantac 00733067 Apo-Ranitidine 00828556 Novo-Ranidine 00828688 Ranitidine 00865745 Nu-Ranit	GLA APX NOP KNR NXP	1.3503
1155	Sucralfate 500mg/5mL Oral Sol	00836370 Sulcrate	NRD	.0484
1156	Sucralfate 1g Tab	00506346 Sulcrate	NRD	.4607

Item 56:00 Gastrointestinal Drugs

56:40:00 Miscellaneous G.I. Drugs

1157	Sulfasalazine 3g/100mL Enema-100mL Pk	00544442 Salazopyrin	PHD	6.1000
1158	Trimebutine Maleate 100mg Tab	00587869 Modulon	JOU	.2700

Item 60:00 Gold Compounds

1159	Auranofin 3mg Cap	00600733 Ridaura	SKF	1.2093
1160	Aurothioglucose 50mg/mL Inj Sol 10mL Pk	00855774 Solganal	SCH	100.0000
1161	Sodium Aurothiomalate 10mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00025062 Myochrysine	RPP	8.6500
1162	Sodium Aurothiomalate 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00025070 Myochrysine	RPP	10.4900
1163	Sodium Aurothiomalate 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	00025089 Myochrysine	RP ^o	16.2900

Item 64:00 Heavy Metal Antagonists

1164	Calcium Disodium Edetate 1000mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00026239 Calcium Disodium Versenate	RIK	18.0083
1165	Penicillamine 125mg Cap	00497894 Cuprimine	MSD	.4941
1166	Penicillamine 250mg Cap	00016055 Cuprimine	MSD	.7407
1167	Penicillamine 250mg Tab	00511641 Depen	HOR	.6003

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:04:00 Corticosteroids

1168	Beclomethasone Dipropionate 100mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	00828521	Beclodisk Diskhaler	GLA	25.6500
1169	Beclomethasone Dipropionate 200mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	00828548	Beclodisk Diskhaler	GLA	34.9300
1170	Beclomethasone Dipropionate 250mcg/met dose Aero Inh-200dosePk	00768707	Becloforte	GLA	65.7200
1171	Beclomethasone Dipropionate Aero Pd-200 dose Pk	00334243 00374407	Beclovent Vanceril	GLA SCH	10.5300
1172	Beclomethasone Dipropionate 100mcg/Cart Pd Inh	00545325	Beclovent Rotacaps	GLA	.2137
1173	Beclomethasone Dipropionate 200mcg/Cart Pd Inh	00545333	Beclovent Rotacaps	GLA	.2911
1174	Betamethasone 0.5mg Tab	00028185	Celestone	SCH	.3620
1175	Betamethasone Acetate & Betamethasone Disodium Phosphate 3mg & 3mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00028096	Celestone Soluspan	SCH	4.4760
1176	Budesonide 200mcg/met dose Aero Inh-100dosePk	00634549	Pulmicort	AST	31.0000
1177	Budesonide 200mcg/met dose Inh-100dosePk	00814091	Pulmicort Spacer Inhaler	AST	31.0000
1178	Budesonide 100mcg/met dose Pd Inh 200 dose Pk	00852074	Pulmicort Turbuhaler	AST	29.5500
1179	Budesonide 200mcg/met dose Pd Inh 200 dose Pk	00851752	Pulmicort Turbuhaler	AST	59.1000
1180	Budesonide 50mcg/met dose Nas Aero 200dosePk	00636460	Rhinocort	AST	10.2500
1181	Cortisone Acetate 5mg Tab	00016438	Cortone	MSD	.1134
1182	Cortisone Acetate 25mg Tab	00016446 00249963 00280437	Cortone Cortisone Cortisone-ICN	MSD UPJ ICN	.1283
1183	Dexamethasone 0.5mg Tab	00016462 00295094	Decadron Dexasone	MSD ICN	.0930
1184	Dexamethasone 0.75mg Tab	00285471	Dexasone	ICN	.1369
1185	Dexamethasone 4mg Tab	00354309 00489158	Decadron Dexasone	MSD ICN	.2222

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:04:00 Corticosteroids

1186	Dexamethasone 21-Phosphate 20mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00213624 Decadron	MSD	17.6200
1187	Fludrocortisone Acetate 0.1mg Tab	00029351 Florinef	SQU	.2015
1188	Flunisolide 250mcg/Inhalation Aero Pd-100dose Pk	00790486 Bronalide	BOE	15.4400
1189	Hydrocortisone 20mg Tab	00030929 Cortef	UPJ	.2350
1190	Methylprednisolone 4mg Tab	00030988 Medrol	UPJ	.3125
1191	Methylprednisolone Acetate 40mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00030759 Depo-Medrol	UPJ	4.5100
1192	Methylprednisolone Acetate 80mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00030767 Depo-Medrol	UPJ	8.6500
1193	Methylprednisolone Acetate 100mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	00030740 Depo-Medrol	UPJ	9.9000
1194	Prednisone 1mg Tab	00271373 Winpred 00598194 Apo-Prednisone	ICN APX	.1093
1195	Prednisone 5mg Tab	00021695 Novo-Prednisone 00093629 Prednisone 00210188 Deltasone 00312770 Apo-Prednisone 00610623 Prednisone	NOP DTC UPJ APX KNR	.0098
1196	Prednisone 50mg Tab	00232378 Novo-Prednisone 00252417 Deltasone 00550957 Apo-Prednisone	NOP UPJ APX	.1060
1197	Triamcinolone 2mg Tab	00015016 Aristocort	LED	.2747
1198	Triamcinolone 4mg Tab	00015024 Aristocort	LED	.4740
1199	Triamcinolone Acetonide 40mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00990876 Kenalog-40	SQU	6.5500
1200	Triamcinolone Acetonide 200mcg/met dose Aero Inh-240dosePk	00769983 Azmacort	ROR	15.2400
1201	Triamcinolone Acetonide 50mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	00460761 Kenalog-10	SQU	14.1000
1202	Triamcinolone Acetonide 200mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	00029300 Kenalog-40	SQU	22.2500

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:04:00 Corticosteroids

1203	Triamcinolone Hexacetonide 20mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00297151 Aristospan	LED	5.8485
------	---	---------------------	-----	--------

68:08:00 Androgens

1204	Danazol 50mg Cap	00491764 Cyclomen	WIN	.6838
------	---------------------	-------------------	-----	-------

1205	Danazol 100mg Cap	00358754 Cyclomen	WIN	1.0146
------	----------------------	-------------------	-----	--------

1206	Danazol 200mg Cap	00358762 Cyclomen	WIN	1.6212
------	----------------------	-------------------	-----	--------

1207	Fluoxymesterone 5mg Tab	00030902 Halotestin	UPJ	.1950
------	----------------------------	---------------------	-----	-------

1208	Methyltestosterone 10mg Tab	00005622 Metandren	CIB	.3563
------	--------------------------------	--------------------	-----	-------

1209	Methyltestosterone 25mg Tab	00005630 Metandren	CIB	.8955
------	--------------------------------	--------------------	-----	-------

1210	Nandrolone Phenpropionate 100mg/2mL Oily Inj Sol-2mL Pk	00022489 Durabolin	ORG	24.2500
------	--	--------------------	-----	---------

1211	Nandrolone Phenpropionate 125mg/5mL Oily Inj Sol-5mL Pk	00022470 Durabolin	ORG	30.0000
------	--	--------------------	-----	---------

1212	Oxymetholone 50mg Tab	00189421 Anapolon-50	SYN	1.6218
------	--------------------------	----------------------	-----	--------

1213	Stanozolol 2mg Tab	01902709 Winstrol	WIN	.2960
------	-----------------------	-------------------	-----	-------

1214	Testosterone Cypionate 100mg/mL Oily Inj Sol-10mL Pk	+00985007 Depo-Testosterone	UPJ	22.3000
------	---	-----------------------------	-----	---------

1215	Testosterone Enanthate 1000mg/5mL Oily Inj Sol-5mL Pk	00029246 Delatestryl	SQU	21.2000
------	--	----------------------	-----	---------

68:16:00 Estrogens

1216	Chlorotrianisene 12mg Cap	00017965 Tace	MER	.5928
------	------------------------------	---------------	-----	-------

1217	Conjugated Estrogens 0.3mg Tab	00002569 Premarin	AYE	.0787
------	-----------------------------------	-------------------	-----	-------

1218	Conjugated Estrogens 0.625mg Tab	00002577 Premarin 00265470 C.E.S.	AYE ICN	.0725
------	-------------------------------------	--------------------------------------	------------	-------

1219	Conjugated Estrogens 1.25mg Tab	00002585 Premarin 00265489 C.E.S.	AYE ICN	.1211
------	------------------------------------	--------------------------------------	------------	-------

1220	Conjugated Estrogens 2.5mg Tab	00002593 Premarin	AYE	.4123
------	-----------------------------------	-------------------	-----	-------

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:16:00 Estrogens

1221	Conjugated Estrogens 0.625mg/g Vag Cr	00002089 Premarin	AYE	.3307
1222	Dienestrol 0.1mg/g Vag Cr-App	00990531 Dienestrol	ORT	.1091
1223	Dienestrol 0.1mg/g Vag Cr	00441295 Dienestrol	ORT	.1023
1224	Ethinyl Estradiol 0.02mg Tab	00028215 Estinyl	SCH	.0781
1225	Ethinyl Estradiol 0.05mg Tab	00028223 Estinyl	SCH	.1287
1226	Ethinyl Estradiol 0.5mg Tab	00028231 Estinyl	SCH	.2801
1227	Piperazine Estrone Sulfate (Estropipate) 1.5mg Tab	00282685 Ogen	ABB	.2618
1228	Piperazine Estrone Sulfate (Estropipate) 3mg Tab	00282677 Ogen	ABB	.4141
1229	Stilboestrol 0.5mg Tab	00003352 Stilboestrol	GLA	.2499
1230	Stilboestrol 1mg Tab	00003360 Stilboestrol	GLA	.2227
1231	Stilboestrol Sodium Diphosphate 250mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	00013587 Honvol	HOR	7.2710
1232	Stilboestrol Sodium Diphosphate 100mg Tab	00013781 Honvol	HOR	.9164
1233	Sulfanilamide & Allantoin & Aminacrine HCl & Dienestrol Vag Cr	00134198 AVC/Dienestrol	MER	.2888

68:20:02 Anti-Diabetic Agents Oral Anti-Diabetic Agents

1234	Acetohexamide 500mg Tab	00015598 Dimelor	LIL	.3935
1235	Chlorpropamide 100mg Tab	00024708 Diabinese 00399302 Apo-Chlorpropamide	PFI APX	.0479
1236	Chlorpropamide 250mg Tab	00021350 Novo-Propamide 00024716 Diabinese 00312711 Apo-Chlorpropamide 00377937 Chlorpropamide	NOP PFI APX DTC	.0441
1237	Glyburide 2.5mg Tab	00454753 Diabeta 00720933 Euglucon 00808733 GEN-GLYBE	HOE BOM GEN	.0863

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:20:02 Anti-Diabetic Agents Oral Anti-Diabetic Agents

1238	Glyburide 5mg Tab	00720941 Euglucon 00808741 GEN-GLYBE 00012599 Diabeta	BOM GEN HOE	.1563
1239	Metformin HCl 500mg Tab	00314552 Glucophage	NRD	.1886
1240	Tolbutamide 500mg Tab	00012602 Orinase 00013889 Mobenol 00021849 Novo-Butamide 00093033 Tolbutamide 00312762 Apo-Tolbutamide	HOE HOR NOP DTC APX	.0245

68:20:10 Anti-Diabetic Agents Insulins (Rapid Acting)

1241	Insulin (Neutral) Human Semi-Synthetic 100U/mL Inj Sol otc 3x2.5CPk	00983870 Velosulin Human	HOR	23.7500
1242	Insulin (Neutral) Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Sol otc 10mL Pk	00632686 Velosulin Human	HOR	23.7500
1243	Insulin (Neutral) Pork 1000U/10mL Inj Sol otc 10mL Pk	00552267 Velosulin	HOR	26.4000
1244	Insulin (Semilente) Beef & Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00446602 Iletin Semilente 00612251 Semilente Insulin	LIL N00	15.5000 18.7000
1245	Insulin (Zinc Crystalline) Beef & Pork 1000U/10mL Inj Sol otc 10mL Pk	00446564 Iletin Regular 00612227 Insulin-Toronto	LIL N00	15.5000 18.7000
1246	Insulin (Zinc Crystalline) Human Biosynthetic (rDNA Origin) 1000U/10mL Inj Sol otc 10mL Pk	00586714 Humulin Regular	LIL	20.9000
1247	Insulin (Zinc Crystalline) Pork 1000U/10mL Inj Sol otc 10mL Pk	00513644 Iletin II Regular	LIL	26.6000
1248	Insulin Human Semi-Synthetic 150U/1.5mL Inj Sol otc 5x1.5 Pk	00980765 Novolin-Toronto (Regular) Penfill	N00	22.4000
1249	Insulin Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Sol otc 10mL Pk	00612189 Novolin-Toronto (Regular)	N00	22.4000

68:20:12 Anti-Diabetic Agents Insulins (Intermediate Acting)

1250	Insulin (Isophane) Beef & Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00446572 Iletin NPH 00612235 NPH Insulin	LIL N00	15.5000 18.7000
1251	Insulin (Isophane) Human Biosynthetic (rDNA Origin) 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00587737 Humulin NPH	LIL	20.9000

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:20:12 Anti-Diabetic Agents Insulins (Intermediate Acting)

1252	Insulin (Isophane) Human Semi-Synthetic 100U/mL Inj Susp otc 3x2.5CPK	00983810 Insulatard Human	HOR	23.7500
1253	Insulin (Isophane) Human Semi-Synthetic 150U/1.5mL Inj Susp otc 5x1.5 Pk	00981044 Novolin-NPH Penfill	N00	22.4000
1254	Insulin (Isophane) Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00612197 Novolin-NPH 00632651 Insulatard Human	N00 HOR	22.4000 23.7500
1255	Insulin (Isophane) Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00514551 Iletin II NPH 00552275 Insulatard	LIL HOR	26.6000 26.4000
1256	Insulin (Lente) Beef & Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00446580 Iletin Lente 00612278 Lente Insulin	LIL N00	15.5000 18.7000
1257	Insulin (Lente) Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00612200 Novolin-Lente	N00	22.4000
1258	Insulin (Lente) Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00514535 Iletin II Lente	LIL	26.6000
1259	Insulin Zinc Suspension Medium Human Biosynthetic (rDNA Origin) 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00646148 Humulin L Lente	LIL	20.9000

68:20:14 Anti-Diabetic Agents Insulins (Long Acting)

1260	Insulin (Protamine Zinc) Beef & Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00446610 Iletin Protamine Zinc	LIL	15.5000
1261	Insulin (Ultralente) Beef & Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00446599 Iletin Ultralente 00612243 Ultralente Insulin	LIL N00	15.5000 18.7000
1262	Insulin Zinc Suspension Prolonged, Human Biosynthetic (rDNA Origin) 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00733075 Humulin-U Ultralente	LIL	20.9000
1263	Insulin Zinc Suspension Prolonged, Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00644358 Novolin-Ultralente	N00	22.4000

68:20:16 Anti-Diabetic Agents Insulins (Pre-Mixed)

1264	Insulin (30% Neutral & 70% Isophane) Human Semi-Synthetic 100U/mL Inj Susp otc 3x2.5CPk	00983780 Mixtard Human	HOR	23.7500
1265	Insulin (30% Neutral & 70% Isophane) Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00632694 Mixtard 30/70 Human	HOR	23.7500

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:20:16 Anti-Diabetic Agents Insulins (Pre-Mixed)

1266	Insulin (30% Neutral & 70% Isophane) Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00552259 Mixtard	HOR	26.4000
1267	Insulin (50% Neutral & 50% Isophane) Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00632678 Mixtard 50/50	HOR	23.7500
1268	Insulin (50% Neutral & 50% Isophane) Pork 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00614416 Initard	HOR	26.4000
1269	Insulin (Sulfated) Beef 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00648094 Sulfated Insulin	N00	82.3000
1270	Insulin 15% Neutral & 85% Isophane Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00773654 Mixtard 15/85	HOR	23.7500
1271	Insulin Human Biosynthetic 30% & Isophane 70% 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00795879 Humulin 30/70	LIL	20.9000
1272	Insulin Injection (30%) & Insulin Isophane (70%) Human Semi-Synthetic 150U/1.5mL Inj Susp otc 5x1.5 Pk	00981052 Novolin 30/70 Penfill	N00	22.4000
1273	Insulin Injection (30%) & Insulin Isophane (70%) Human Semi-Synthetic 1000U/10mL Inj Susp otc 10mL Pk	00650935 Novolin 30/70	N00	22.4000

68:24:00 Parathyroid Agents

1274	Calcitonin Salmon 400IU/2mL Inj Sol-2mL Pk	00723428 Calcimar	ROR	40.8500
------	---	-------------------	-----	---------

68:28:00 Pituitary Agents

1275	Cosyntropin Zinc Hydroxide 1mg/mL Inj Susp-1mL Pk	00253952 Synacthen Depot	CIB	20.5800
1276	Desmopressin Acetate 0.1mg/mL Nas Sol-2.5mL Pk	00402516 DDAVP	RIC	46.0000
1277	Desmopressin Acetate 10mcg/met dose Nas Sp- 2.5mL Pk	00836362 DDAVP	FEI	48.0000

68:32:00 Progestogens and Oral Contraceptives

1278	Ethinyl Estradiol & Ethynodiol Diacetate 0.03mg & 2mg Tab-21 Pk	00469327 Demulen 30	SEA	10.8600
1279	Ethinyl Estradiol & Ethynodiol Diacetate 0.03mg & 2mg Tab-28 Pk	00471526 Demulen 30	SEA	11.6200

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:32:00 Progestogens and Oral Contraceptives

1280	Ethinyl Estradiol & Ethynodiol Diacetate 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	00028630 Demulen 50	SEA	12.1450
1281	Ethinyl Estradiol & Ethynodiol Diacetate 0.05mg & 1mg Tab-28 Pk	00343536 Demulen 50	SEA	12.9900
1282	Ethinyl Estradiol & Levonorgestrel 0.03mg & 0.15mg Tab-21 Pk	00782432 Min-Ovral	WYE	10.8500
1283	Ethinyl Estradiol & Levonorgestrel 0.03mg & 0.15mg Tab-28 Pk	00782440 Min-Ovral	WYE	10.8500
1284	Ethinyl Estradiol & Levonorgestrel 3 Phase Tab-21 Pk	00707600 Triquilar 21 00782416 Triphasil	BER WYE	10.3500 10.9000
1285	Ethinyl Estradiol & Levonorgestrel 3 Phase Tab-28 Pk	00707503 Triquilar 28 00782424 Triphasil	BER WYE	10.3500 10.9000
1286	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 0.035mg & 0.5mg + 0.035mg & 1mg Tab-21 Pk	00538590 Ortho 10/11	ORT	10.1825
1287	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 0.035mg & 0.5mg + 0.035mg & 1mg Tab-28 Pk	00538582 Ortho 10/11	ORT	10.4200
1288	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 0.035mg & 0.5mg Tab-21 Pk	00317047 Ortho 0.5/35 00373265 Brevicon	ORT SYN	10.1825 9.9400
1289	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 0.035mg & 0.5mg Tab-28 Pk	00340731 Ortho 0.5/35 00373273 Brevicon	ORT SYN	10.4200 9.9400
1290	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 0.035mg & 1mg Tab-21 Pk	00372846 Ortho 1/35 00531006 Brevicon 1/35	ORT SYN	9.9753 9.9400
1291	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 0.035mg & 1mg Tab-28 Pk	00372838 Ortho 1/35 00531014 Brevicon 1/35	ORT SYN	10.4200 9.9400
1292	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 3 Phase Tab-21 Pk	00602957 Ortho 7/7/7 00620947 Synphasic	ORT SYN	9.6215 9.9400
1293	Ethinyl Estradiol & Norethindrone 3 Phase Tab-28 Pk	00602965 Ortho 7/7/7 00695734 Synphasic	ORT SYN	10.0780 9.9400
1294	Ethinyl Estradiol & Norethindrone Acetate 0.02mg & 1mg Tab-21 Pk	00315966 Minestrin 1/20	PDA	11.2100

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:32:00 Progestogens and Oral Contraceptives

1295	Ethinyl Estradiol & Norethindrone Acetate 0.02mg & 1mg Tab-28 Pk	00343838 Minestrin 1/20	PDA	11.2100
1296	Ethinyl Estradiol & Norethindrone Acetate 0.03mg & 1.5mg Tab-21 Pk	00297143 Loestrin 1.5/30	PDA	11.2100
1297	Ethinyl Estradiol & Norethindrone Acetate 0.03mg & 1.5mg Tab-28 Pk	00353027 Loestrin 1.5/30	PDA	11.2100
1298	Ethinyl Estradiol & Norethindrone Acetate 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	00024007 Norlestrin 1/50	PDA	11.2100
1299	Ethinyl Estradiol & Norgestrel 0.05mg & 0.25mg Tab-21 Pk	00034207 Ovral	WYE	11.2500
1300	Ethinyl Estradiol & Norgestrel 0.05mg & 0.25mg Tab-28 Pk	00340766 Ovral	WYE	11.2500
1301	Medroxyprogesterone Acetate 400mg/4mL Inj Susp-4mL Pk	00030856 Depo-Provera	UPJ	33.1500
1302	Medroxyprogesterone Acetate 5mg Tab	00030937 Provera	UPJ	.2395
1303	Medroxyprogesterone Acetate 10mg Tab	00729973 Provera	UPJ	.4835
1304	Medroxyprogesterone Acetate 100mg Tab	00030945 Provera	UPJ	1.1157
1305	Mestranol & Norethindrone 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	00022608 Ortho-Novum 1/50 00030333 Norinyl 1 + 50	ORT SYN	9.9753 10.4400
1306	Mestranol & Norethindrone 0.05mg & 1mg Tab-28 Pk	00340758 Ortho-Novum 1/50 00340847 Norinyl 1 + 50	ORT SYN	10.4200 10.4400
1307	Mestranol & Norethindrone 0.08mg & 1mg Tab-21 Pk	00022659 Ortho-Novum 1/80 00030341 Norinyl 1 + 80	ORT SYN	11.2925 11.2700
1308	Mestranol & Norethindrone 0.08mg & 1mg Tab-28 Pk	00340855 Norinyl 1 + 80	SYN	11.2700
1309	Mestranol & Norethindrone 0.1mg & 0.5mg Tab-21 Pk	00022632 Ortho-Novum 0.5	ORT	11.2925
1310	Mestranol & Norethindrone 0.1mg & 2mg Tab-21 Pk	00022640 Ortho-Novum 2	ORT	11.2925
1311	Norethindrone 0.35mg Tab-28 Pk	00037605 Micronor	ORT	11.3010

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:36:00 Thyroids

1312	Levothyroxine (Sodium) 0.025mg Tab	00009644 Synthroid	FLI	.0480
1313	Levothyroxine (Sodium) 0.05mg Tab	00009652 Synthroid 00012289 Eltroxin	FLI GLA	.0230
1314	Levothyroxine (Sodium) 0.075mg Tab	00640441 Synthroid	FLI	.0520
1315	Levothyroxine (Sodium) 0.1 mg Tab	00009660 Synthroid 00012297 Eltroxin	FLI GLA	.0283
1316	Levothyroxine (Sodium) 0.112mg Tab	00786578 Synthroid	FLI	.0550
1317	Levothyroxine (Sodium) 0.125mg Tab	00640425 Synthroid	FLI	.0555
1318	Levothyroxine (Sodium) 0.15mg Tab	00212164 Synthroid 00295582 Eltroxin	FLI GLA	.0314
1319	Levothyroxine (Sodium) 0.175mg Tab	00786586 Synthroid	FLI	.0595
1320	Levothyroxine (Sodium) 0.2 mg Tab	00009687 Synthroid 00012300 Eltroxin	FLI GLA	.0332
1321	Levothyroxine (Sodium) 0.3 mg Tab	00009695 Synthroid 00012319 Eltroxin	FLI GLA	.0508
1322	Liothyronine (Sodium) 5mcg Tab	00027081 Cytomel	SKF	.0685
1323	Liothyronine (Sodium) 25mcg Tab	00027103 Cytomel	SKF	.0832
1324	Thyroid 30mg Tab	00023949 Thyroid 00483583 Proloid	PDA PDA	.0334
1325	Thyroid 60mg Tab	00023957 Thyroid 00483540 Proloid	PDA PDA	.0414
1326	Thyroid 125mg Tab	00023965 Thyroid 00483559 Proloid	PDA PDA	.0528

68:38:00 Anti-Thyroids

1327	Methimazole 5mg Tab	00015741 Tapazole	LIL	.1098
1328	Propylthiouracil 50mg Tab	00010200 Propyl-Thyracil	FRS	.1113

Item 68:00 Hormones and Substitutes

68:38:00 Anti-Thyroids

1329	Propylthiouracil 100mg Tab	00010219 Propyl-Thyracil	FRS	.1742
------	-------------------------------	--------------------------	-----	-------

Item 76:00 Oxytocics

1330	Ergonovine Maleate 0.2mg Tab	00015709 Ergotrate	LIL	.2474
1331	Oxytocin 5IU/mL Inj Sol-1mL Pk	00282316 Syntocinon- 5	SAN	.6820
1332	Oxytocin 10IU/mL Inj Sol-1mL Pk	00035998 Syntocinon-10	SAN	.8350

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:04:04 Anti-Infectives Antibiotics

1333	Bacitracin 500U/g Oint	00012351 Bacitracin 00031046 Baciguent	GLA UPJ	.0919
1334	Erythromycin 1.5% Lot	00512591 Staticin	WSD	.1432
1335	Erythromycin & Ethyl Alcohol 2% & 44% Top Sol	00824127 Sans-Acne	ALC	.1292
1336	Fusidic Acid 2% Cr	00586668 Fucidin	LEO	.5400
1337	Mupirocin 2% Oint	00648051 Bactroban	BEE	.4773
1338	Neomycin Sulfate 0.5% Oint	00031070 Myciguent	UPJ	.1720
1339	Sodium Fusidate 2% Oint	00586676 Fucidin	LEO	.5400

84:04:06 Anti-Infectives Antivirals

1340	Acyclovir 5% Oint- 4g Pk	00569771 Zovirax	BWE	12.7500
1341	Acyclovir 5% Oint-15g Pk	00983950 Zovirax	BWE	34.0000
1342	Idoxuridine 0.1% Top Sol	00001317 Herplex-D	ALL	1.3099

84:04:08 Anti-Infectives Fungicides

1343	Clotrimazole 10mg/g Cr	00513903 Canesten 00516805 Myclo 00812382 Clotrimaderm	MIT BOE TAR	.1222
1344	Clotrimazole 500mg & 1% Tab & Cr	00759457 Canesten 1-Combi Pak	MIT	14.2800
1345	Clotrimazole 10mg/mL Top Sol	00513911 Canesten 00516821 Myclo	MIT BOE	.3441
1346	Clotrimazole 10mg/g Vag Cr-App	00513938 Canesten 00516813 Myclo 00812366 Clotrimaderm Vaginal Cream	MIT BOE TAR	.2000
1347	Clotrimazole 20mg/g Vag Cr-App	00576492 Canesten 3 00812374 Clotrimaderm Vaginal Cream	MIT TAR	.4200

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:04:08 Anti-Infectives Fungicides

1348	Clotrimazole 100mg Vag Tab	00513946 Canesten 00516848 Myclo	MIT BOE	2.0037
1349	Clotrimazole 200mg Vag Tab	00567388 Canesten 3	MIT	4.7600
1350	Clotrimazole 500mg Vag Tab	00629243 Canesten 1	MIT	14.2800
1351	Econazole Nitrate 1% Cr	00561002 Ecostatin	SQU	.4000
1352	Econazole Nitrate 150mg Vag Sup	00452114 Ecostatin	SQU	5.3666
1353	Haloprogin 1% Cr	00291048 Halotex	WSD	.2257
1354	Haloprogin 1% Top Sol	00291021 Halotex	WSD	.2423
1355	Ketoconazole 2% Cr	00703974 Nizoral	JAN	.4290
1356	Miconazole Nitrate 2%Cr-15g & 400mg Vag Sup-3 Pk	00685917 Monistat 3 Dual Pak	ORT	16.1900
1357	Miconazole Nitrate 2% Cr	00326968 Micatin 00497797 Monistat Derm	MCN ORT	.5083
1358	Miconazole Nitrate 100mg Tamp	00504203 Monistat 5	ORT	3.2380
1359	Miconazole Nitrate 2% Vag Cr	00980625 Monistat	ORT	.2704
1360	Miconazole Nitrate 2% Vag Cr-App	00321036 Monistat 7	ORT	.3519
1361	Miconazole Nitrate 100mg Vag Sup-7 Pk	00387193 Monistat 7	ORT	16.5400
1362	Miconazole Nitrate 400mg Vag Sup	00530999 Monistat 3	ORT	5.3967
1363	Nystatin 100000U/g Cr	00029092 Mycostatin 00288217 Nadostine 00449792 Nilstat 00716871 Nyaderm	SQU NDA LED TAR	.0782
1364	Nystatin 100000U/g Oint	00029556 Mycostatin 00288195 Nadostine 00449806 Nilstat 00716898 Nyaderm	SQU NDA LED TAR	.0887

Item '84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:04:08 Anti-Infectives Fungicides

1365	Nystatin 25000U/g Vag Cr	00288209 Nadostine 00295973 Mycostatin 00716901 Nyaderm	NDA SQU TAR	.0475
1366	Nystatin 100000U/g Vag Cr	00278793 Nilstat	LED	.2503
1367	Nystatin 100000U Vag Tab	00015067 Nilstat 00270091 Nadostine	LED NDA	.1499
1368	Tioconazole 1% Cr	00657395 Trosyd	PFI	.4500

84:04:12 Anti-Infectives Parasiticides

1369	Crotamiton 10% Cr	00623377 Eurax	CGS	.2672
1370	Lindane (Gamma Benzene Hexachloride) 1% Cr	00026204 Kwellada	RCA	.0689
1371	Lindane (Gamma Benzene Hexachloride) 1% Lot	00026212 Kwellada	RCA	.0507
1372	Lindane (Gamma Benzene Hexachloride) 1% Shampoo	00026220 Kwellada	RCA	.0507
1373	Permethrin 1% Cr Rinse	00771368 Nix	BWE	.0940
1374	Pyrethrins Piperonyl Butoxide & Petroleum Distillate 0.3% & 3% & 1.2% Top Sol otc 100mL Pk	00575372 R & C Shampoo	RCA	12.9000

84:04:16 Anti-Infectives Other Anti-Infectives

1375	Chlorhexidine Gluconate 4% Top Sol otc 110mL Pk	00245097 Hibitane	AYE	4.7000
1376	Hexachlorophene 3% Top Emuls	00205389 PhisoHex	WIN	.0428
1377	* Iodochlorhydroxyquin 3% Cr	00005142 Vioform	CIB	.1887
1378	Iodochlorhydroxyquin 3% Oint	00005797 Vioform	CIB	.1887
1379	Metronidazole 10% Vag Cr-App	00024929 Flagyl	RPP	.1978
1380	Metronidazole 500mg Vag Tab-App	00025887 Flagyl	RPP	.4370

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:04:16 Anti-Infectives Other Anti-Infectives

1381	Metronidazole & Nystatin 500mg & 100000U/g Vag Cr-App	00338338	Flagystatin	RPP	.3893
1382	Metronidazole & Nystatin 500mg & 100000U Vag Sup	00439134	Flagystatin	RPP	2.1410
1383	Metronidazole & Nystatin 500mg & 100000U Vag Tab-App	00250724	Flagystatin	RPP	2.1410
1384	N'benzoylsulfanilamide & Sulfathiazole & Sulfacetamide & Urea Vag Cr-App	00153605	Sultrin	ORT	.2351
1385	* Povidone - Iodine 10% Top Sol	00158348 00172944	Betadine Proviiodine	PFR ROG	.0067
1386	Povidone - Iodine 10% Vag Gel	00026034 00026611	Betadine Proviiodine	PFR ROG	.0680
1387	Povidone - Iodine 10% Vag Sol	00026093 00252824	Betadine Proviiodine	PFR ROG	.0238
1388	Povidone - Iodine 200mg Vag Sup	00026050	Betadine	PFR	.5536
1389	Silver Sulfadiazine 1% Cr	00323098	Flamazine	SNE	.2226
1390	Sulfanilamide & Allantoin & Aminacrine HCl & Dienestrol Vag Cr	00134198	AVC/Dienestrol	MER	.2888
1391	Sulfanilamide & Aminacrine HCl & Allantoin Vag Cr	00134120	AVC	MER	.2426
1392	Sulfanilamide & Aminacrine HCl & Allantoin Vag Sup	00134139	AVC	MER	1.7347
1393	Triclosan 0.5% Top Sol	00632317	Tersaseptic	TCD	.0170

84:06:00 Anti-Inflammatory Agents

1394	Amcinonide 0.1% Cr	00443824	Cyclocort	LED	.4167
1395	Amcinonide 0.1% Lot	00571016	Cyclocort	LED	.3182
1396	Amcinonide 0.1% Oint	00559237	Cyclocort	LED	.3833
1397	Beclomethasone Dipropionate 0.025% Cr	00002712	Propaderm	GLA	.3884

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:06:00 Anti-Inflammatory Agents

1398	Beclomethasone Dipropionate 0.025% Lot	00270466 Propaderm	GLA	.3511
1399	Beclomethasone Dipropionate 0.025% Oint	00003697 Propaderm	GLA	.3884
1400	Betamethasone Benzoate 0.025% Gel	00335347 Beben	PDA	.3657
1401	Betamethasone Dipropionate 0.05% Cr	00323071 Diprosone	SCH	.4614
1402	Betamethasone Dipropionate 0.05% Lot	00417246 Diprosone	SCH	.3476
1403	Betamethasone Dipropionate 0.05% Oint	00344923 Diprosone	SCH	.4614
1404	Betamethasone Dipropionate in a base containing propylene glycol 0.05% Oint	00629367 Diprolene	SCH	.6314
1405	Betamethasone Dipropionate in propylene glycol base 0.05% Cr	00688622 Diprolene Glycol	SCH	.6314
1406	Betamethasone Valerate 0.05% Cr	00011916 Betnovate-1/2 00027898 Celestoderm-V/2 00535427 Ectosone Mild 00716618 Betaderm	GLA SCH TCH TAR	.0154
1407	Betamethasone Valerate 0.1% Cr	00011924 Betnovate 00027901 Celestoderm-V 00535435 Ectosone Regular 00716626 Betaderm	GLA SCH TCH TAR	.0230
1408	Betamethasone Valerate 0.05% Lot	00011932 Betnovate-1/2 00653209 Ectosone Mild	GLA TCH	.2057
1409	Betamethasone Valerate 0.1% Lot	00011940 Betnovate 00750050 Ectosone Regular	GLA TCH	.2528
1410	Betamethasone Valerate 0.05% Oint	00012378 Betnovate-1/2 00028355 Celestoderm-V/2 00716642 Betaderm	GLA SCH TAR	.0155
1411	Betamethasone Valerate 0.1% Oint	00012386 Betnovate 00028363 Celestoderm-V 00716650 Betaderm	GLA SCH TAR	.0244

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:06:00 Anti-Inflammatory Agents

1412	Betamethasone Valerate 0.1% Scalp Lot	00027944 Valisone 00653217 Ectosone 00716634 Betaderm 00726486 Betamethasone Valerate	SCH TCH TAR PHO	.0864
1413	Bufexamac 5% Cr	00441147 Norfemac 00695874 Parfenac	NRD LED	.2318
1414	Bufexamac 5% Oint	00441155 Norfemac 00695882 Parfenac	NRD LED	.2318
1415	Clobetasol Propionate 0.05% Cr	00359718 Dermovate	GLA	.6262
1416	Clobetasol Propionate 0.05% Oint	00359726 Dermovate	GLA	.6262
1417	Clobetasol Propionate 0.05% Scalp Lot	00479012 Dermovate	GLA	.5260
1418	Clobetasone Butyrate 0.05% Cr	00456543 Eumovate	GLA	.3673
1419	Clobetasone Butyrate 0.05% Oint	00456551 Eumovate	GLA	.3673
1420	Desonide 0.05% Cr	00521248 Tridesilon	MIT	.3803
1421	Desonide 0.05% Oint	00521264 Tridesilon	MIT	.3808
1422	Diflorasone Diacetate 0.05% Cr	00481807 Florone	UPJ	.2900
1423	Diflorasone Diacetate 0.05% Oint	00481793 Florone	UPJ	.2900
1424	Diflucortolone Valerate 0.1% Cr	00587826 Nerisone	STI	.3600
1425	Diflucortolone Valerate 0.1% Oily Cr	00587818 Nerisone	STI	.3600
1426	Diflucortolone Valerate 0.1% Oint	00587834 Nerisone	STI	.3600
1427	Flumethasone Pivalate 0.03% Cr	00005134 Locacorten	CIB	.5960
1428	Fluocinolone Acetonide 0.01% Cr	00030414 Synalar Mild 00716782 Fluoderm	SYN TAR	.1191

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:06:00 Anti-Inflammatory Agents

1429	Fluocinolone Acetonide 0.025% Cr	00030422 Synalar Regular 00716790 Fluoderm	SYN TAR	.1400
1430	Fluocinolone Acetonide 0.01% Emol Cr	00424927 Synamol Mild	SYN	.2463
1431	Fluocinolone Acetonide 0.025% Emol Cr	00424935 Synamol Regular	SYN	.4056
1432	Fluocinolone Acetonide 0.01% Oint	00030392 Synalar Mild 00716804 Fluoderm	SYN TAR	.2463 .1191
1433	Fluocinolone Acetonide 0.025% Oint	00030406 Synalar Regular 00716812 Fluoderm	SYN TAR	.4056 .1400
1434	Fluocinolone Acetonide 0.01% Top Sol	00030260 Synalar Solution	SYN	.3745
1435	Fluocinonide 0.01% Cr	00274453 Lidex Mild	SYN	.3190
1436	Fluocinonide 0.05% Cr	00036099 Lidex 00716863 Lyderm	SYN TAR	.3241
1437	Fluocinonide 0.05% Emol Cr	00424943 Lidemol 00598933 Tiamol	SYN TIC	.2385
1438	Fluocinonide 0.05% Gel	00281913 Topsyn	SYN	.4685
1439	Fluocinonide 0.01% Oint	00274445 Lidex Mild	SYN	.3190
1440	Fluocinonide 0.05% Oint	00274437 Lidex	SYN	.4685
1441	Fluocinonide & Procinonide & Ciprocinonide Emol Cr	00781371 Trisyn	MNP	.3124
1442	Flurandrenolide 0.0125% Cr	00015318 Drenison-1/4	LIL	.2322
1443	Flurandrenolide 0.05% Cr	00015326 Drenison	LIL	.4668
1444	Flurandrenolide 0.0125% Oint	00016004 Drenison-1/4	LIL	.2322
1445	Flurandrenolide 0.05% Oint	00016012 Drenison	LIL	.4668
1446	Halcinonide 0.025% Cr	00404179 Halog Mild	SQU	.2333

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:06:00 Anti-Inflammatory Agents

1447	Halcinonide 0.1% Cr	00326941 Halog	SQU	.4583
1448	Halcinonide 0.1% Oint	00403075 Halog	SQU	.3741
1449	Halcinonide 0.1% Sol	00404187 Halog	SQU	.3741
1450	Hydrocortisone 0.5% Cr	00228079 Hydrocortisone 00513288 Cortate 00551953 Hydrocortisone	SDR SCH DTC	.0148
1451	Hydrocortisone 1% Cr	00192597 Emo-Cort 00228087 Hydrocortisone 00502200 Cortate 00551945 Hydrocortisone	TCD SDR SCH DTC	.0200
1452	Hydrocortisone 2.5% Cr	00595799 Emo-Cort	TCD	.2078
1453	Hydrocortisone 0.5% Lot	00192589 Emo-Cort	TCD	.1075
1454	Hydrocortisone 1% Lot	00192600 Emo-Cort	TCD	.1367
1455	Hydrocortisone 2.5% Lot	00595802 Emo-Cort	TCD	.1858
1456	Hydrocortisone 0.5% Oint	00093637 Hydrocortisone 00513261 Cortate 00716685 Cortoderm	DTC SCH TAR	.0162
1457	Hydrocortisone 1% Oint	00093645 Hydrocortisone 00502197 Cortate 00716693 Cortoderm	DTC SCH TAR	.0196
1458	Hydrocortisone & Urea 1% & 10% Cr	00364134 Calmurid-HC	PHD	.3135
1459	Hydrocortisone Acetate 0.5% Cr	00716820 Hyderm	TAR	.0873
1460	Hydrocortisone Acetate 1% Cr	00477699 Corticreme 00716839 Hyderm	ROG TAR	.0940
1461	Hydrocortisone Acetate & Urea 1% & 10% Cr	00503134 Uremol-HC	TCD	.1850
1462	Hydrocortisone Acetate & Urea 1% & 10% Lot	00560022 Uremol-HC	TCD	.0860
1463	Hydrocortisone Valerate 0.2% Cr	00423165 Westcort	WSD	.1669

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:06:00 Anti-Inflammatory Agents

1464	Hydrocortisone Valerate 0.2% Oint	00590800 Westcort	WSD	.1615
1465	Methylprednisolone 0.25% Cr	00031062 Medrol	UPJ	.1960
1466	Triamcinolone Acetonide 0.025% Cr	00282448 Aristocort D 00716952 Triaderm	LED TAR	.0770
1467	Triamcinolone Acetonide 0.1% Cr	00014621 Aristocort R 00029114 Kenalog 00716960 Triaderm	LED SQU TAR	.1275
1468	Triamcinolone Acetonide 0.025% Oint	00282456 Aristocort D	LED	.0770
1469	Triamcinolone Acetonide 0.1% Oint	00029572 Kenalog 00127914 Aristocort R	SQU LED	.1276
1470	Triamcinolone Acetonide 0.1% in Orabase Oral Top Oint	00029505 Kenalog-Orabase	SQU	1.1334

84:08:00 Antipruritics and Topical Anesthetics

1471	Cinchocaine HCl 1% Oint	00623385 Nupercainal	CGS	.0970
1472	Pramoxine HCl 1% Cr	00000116 Tronothane	ABB	.2964

84:12:00 Astringents

1473	Aluminum Acetate & Benzethonium Chloride 0.35% & 0.023% Pd	00579947 Buro-Sol	TCD	.6150
------	--	-------------------	-----	-------

84:24:00 Emollients, Demulcents and Protectants

1474	* Dimethylpolysiloxane 20% Cr	00253057 Barriere	GLA	.0369
1475	Ethylhexyl-p-Methoxycinnamate & Oxybenzone 7.5% & 5% Moist Lot	00726788 Ti-UVA-B 22	TIC	.0495
1476	Ethylhexyl-p-Methoxycinnamate Oxybenzone 2Eth-2Cyano-3 3Diph.&2Ethylhexylsal. 7.5% &6% &7.5% &5% Lot	01907689 TI-Screen SPF30	WBP	.0600
1477	Octyl Dimethyl PABA & Avobenzone 7% & 3% Lot	00781215 Photoplex	HER	.0729
1478	Octyl Dimethyl PABA & Oxybenzone 8% & 3.3% Lot	00539856 Presun 15 Creamy	WSD	.0434

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:24:00 Emollients, Demulcents and Protectants

1479	Octyl Dimethyl PABA & Oxybenzone 8% & 5% Lot (21 SPF)	00645826 PABA Tan	AYE	.0387
1480	Octyl Methoxycinnamate, Oxybenzone & Octyl Salicylate 7% & 6% & 5% Cr	00723932 Presun 29	WSD	.0524
1481	Pedimate & Oxybenzone 8% & 3.5% Cr	00626708 Ultrastop	CDM	.0540
1482	* Zinc Oxide 15% Oint	00093661 Zinc Oxide 00178969 Zinc Oxide	DTC SDR	.0119

84:28:00 Keratolytic Agents

1483	Anthralin 0.1% Cr	00537594 Anthranol	STI	.2240
1484	Anthralin 0.2% Cr	00537608 Anthranol	STI	.2364
1485	Anthralin 0.4% Cr	00537616 Anthranol	STI	.2472
1486	Anthralin 1% Oint	00566756 Anthraforte 1	STI	.3050
1487	Anthralin 2% Oint	00566748 Anthraforte 2	STI	.3220
1488	Anthralin 3% Oint	00617164 Anthraforte 3	STI	.3364
1489	Benzoyl Peroxide 5% Cl Lot	00503835 Benoxyl Wash	STI	.0509
1490	Benzoyl Peroxide 10% Cl Lot	00502669 Benoxyl Wash 00542040 Desquam-X Wash	STI WSD	.0465
1491	Benzoyl Peroxide 5% Lot	00236063 Benoxyl 00374326 Oxyderm	STI ICN	.1138
1492	Benzoyl Peroxide 10% Lot	00370568 Benoxyl 00432938 Oxyderm	STI ICN	.1377
1493	Benzoyl Peroxide 20% Lot	00187585 Benoxyl 00374318 Oxyderm	STI ICN	.1778
1494	Benzoyl Peroxide in Acetone-containing Gel 5% Gel	00372692 Dermoxyl 00406821 AcetOxyl	ICN STI	.0959

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:28:00 Keratolytic Agents

1495	Benzoyl Peroxide in Acetone-containing Gel 10% Gel	00372706 Dermoxyl 00406848 AcetOxyl	ICN STI	.1335
1496	Benzoyl Peroxide in Acetone-containing Gel 20% Gel	00399116 Dermoxyl 00406856 AcetOxyl	ICN STI	.1740
1497	Benzoyl Peroxide in Alcohol-containing Gel 5% Gel	00263702 Panoxyl 00426261 5-Benzagel	STI ROR	.0963
1498	Benzoyl Peroxide in Alcohol-containing Gel 10% Gel	00263699 Panoxyl 00426288 10-Benzagel	STI ROR	.1200
1499	Benzoyl Peroxide in Alcohol-containing Gel 15% Gel	00403571 Panoxyl	STI	.1660
1500	Benzoyl Peroxide in Alcohol-containing Gel 20% Gel	00373036 Panoxyl	STI	.1786
1501	Benzoyl Peroxide in Water-based Gel 5% Gel	00307564 Desquam-X5 00512613 H2Oxyl 00621048 Benzac W 5	WSD STI ALC	.0747
1502	Benzoyl Peroxide in Water-based Gel 10% Gel	00307572 Desquam-X10 00512621 H2Oxyl 00621056 Benzac W10	WSD STI ALC	.0918
1503	Benzoyl Peroxide in Water-based Gel 20% Gel	00512648 H2Oxyl	STI	.1786
1504	Salicylic Acid 6% Gel	00307580 Keralyt	WSD	.0918
1505	Salicylic Acid 4% Shampoo	00666106 Sebcur	DPT	.0308
1506	Salicylic Acid 20% Top Sol	00690333 Soluver	DPT	.3500
1507	Tretinoin 0.01% Cr	00657204 Stieva-A	STI	.3560
1508	Tretinoin 0.025% Cr	00578576 Stieva-A	STI	.3560
1509	Tretinoin 0.05% Cr	00493333 Vitamin A Acid 00518182 Stieva-A	ROR STI	.3406

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:28:00 Keratolytic Agents

1510	Tretinoin 0.01% Gel	00587958 Stieva-A 00590797 Vitamin A Acid	STI ROR	.3560
1511	Tretinoin 0.025% Gel	00587966 Stieva-A	STI	.3560
1512	Tretinoin 0.05% Gel	00419001 Vitamin A Acid	ROR	.3406
1513	Tretinoin 0.025% Sol	00578568 Stieva-A	STI	.1780
1514	Tretinoin 0.05% Top Sol	00518174 Stieva-A	STI	.1780

84:32:00 Keratoplastic Agents

1515	Coal Tar Extract 2% Gel otc 85g Pk	00373222 Estar	WSD	10.6000
1516	Coal Tar, Sulfur & Salicylic Acid 0.5% & 2% & 2% Top Sol otc 100mL Pk	00232890 Sebutone	WSD	5.6000
1517	Coaltar & Salicylic Acid 10% & 4% Shampoo otc 120mL Pk	00666114 Sebcur/T	DPT	7.7000
1518	Colloidal Crude Coal Tar 1% Shampoo otc 240mL Pk	00426423 Zetar	ROR	11.9000
1519	Crude Coal Tar 30% Emuls otc 125mL Pk	00426415 Zetar	ROR	11.4000
1520	Crude Coal Tar 2.5% Top Sol otc 230mL Pk	00208132 Balnetar	WSD	12.1000
1521	Tar 1% Shampoo otc 150mL Pk	00249866 Polytar	STI	8.7000
1522	Tar Distillate 2% Emuls otc 250mL Pk	00579955 Doak-Oil	TCD	12.0000
1523	Tar Distillate 10% Emuls otc 250mL Pk	00579971 Doak-Oil Forte	TCD	15.9500
1524	Tar Distillate 3% Shampoo otc 150mL Pk	00632309 Tersa-Tar	TCD	6.4000

84:36:00 Miscellaneous Skin and Mucous Membrane Agents

1525	Colloidal Oatmeal Pd-252g Pk	00652350 Aveeno	SCJ	5.6700
1526	Colloidal Oatmeal (Oilated) Pd-126g Pk	00652342 Aveeno (Oilated)	SCJ	5.6700
1527	Etretinate 10mg Cap	00616400 Tegison	HLR	1.4883

Item 84:00 Skin and Mucous Membrane Preparations

84:36:00 Miscellaneous Skin and Mucous Membrane Agents

1528	Etretinate 25mg Cap	00616419 Tegison	HLR	2.6116
1529	Fibrinolysin & Desoxyribonuclease 1U & 666U/g Oint	00024082 Elase	PDA	1.2236
1530	Fluorouracil 5% Cr	00330582 Efudex	HLR	.4160
1531	Hydrocortisone 10mg Sup	00407836 Cortiment	NRD	.9142
1532	Hydrocortisone 40mg Sup	00406708 Cortiment	NRD	1.2530
1533	Hydrocortisone Acetate 10% Rect Aero	00579335 Cortifoam	RCA	3.3790
1534	Isotretinoin 10mg Cap	00582344 Accutane	HLR	1.4183
1535	Isotretinoin 40mg Cap	00582352 Accutane	HLR	2.8983
1536	Methoxsalen 10mg Cap	00007269 OxSORALEN	ICN	.5319
1537	Methoxsalen 10mg SG Cap	00646237 UltraMOP	CDM	.4438
1538	Selenium Sulfide 2.5% Lot	00243000 Selsun	ABB	.0325
1539	Sutilains 82000U/g Oint	00265381 Travase	FLI	2.5423
1540	Zinc Pyrithione 2% Shampoo otc 125mL Pk	00507415 Dan-Gard	STI	8.7000
1541	* Zinc Sulfate 0.5% Oint	00504246 Anusol 00621447 Anuzinc	PDA TCH	.0765
1542	* Zinc Sulfate 10mg Sup	00621439 Anuzinc	TCH	.1655

Item 86:00 Spasmolytics

1543	Aminophylline 225mg LA Tab	00491179 Phyllocontin	PFR	.1886
1544	Aminophylline 350mg LA Tab	00593230 Phyllocontin-350	PFR	.2394
1545	Aminophylline 21mg/mL O/L	00379603 Palaron	FIS	.0447
1546	Aminophylline 100mg Tab	00014923 Aminophylline 00092940 Aminophylline	LED DTC	.0273

Item 86:00 Spasmolytics

1547	Aminophylline 200mg Tab	00014931 Aminophylline	LED	.0767
1548	Oxtriphylline 400mg LA Tab	00503436 Choledyl SA	PDA	.2169
1549	Oxtriphylline 600mg LA Tab	00536709 Choledyl SA	PDA	.2575
1550	Oxtriphylline 10mg/mL O/L	00405310 Rousphylline 00476390 Choledyl	ROG PDA	.0110
1551	Oxtriphylline 20mg/mL O/L	00476366 Choledyl	PDA	.0327
1552	Oxtriphylline 100mg Tab	00441724 Apo-Oxtriphylline 00458708 Novo-Triphyl 00476404 Choledyl	APX NOP PDA	.0224
1553	Oxtriphylline 200mg Tab	00346071 Rousphylline 00441732 Apo-Oxtriphylline 00458716 Novo-Triphyl 00476412 Choledyl	ROG APX NOP PDA	.0255
1554	Oxtriphylline 300mg Tab	00483591 Choledyl 00511692 Apo-Oxtriphylline 00565377 Novo-Triphyl	PDA APX NOP	.0335
1555	Theophylline Anhydrous 50mg LA Cap	00551422 Somophyllin-12 00778893 Slo-Bid	FIS ROR	.1639 .1650
1556	Theophylline Anhydrous 75mg LA Cap	00692751 Somophyllin-12	FIS	.1811
1557	Theophylline Anhydrous 100mg LA Cap	00551430 Somophyllin-12 00600024 Slo-Bid	FIS ROR	.1828 .1850
1558	Theophylline Anhydrous 200mg LA Cap	00600032 Slo-Bid 00609013 Somophyllin-12	ROR FIS	.2145 .2115
1559	Theophylline Anhydrous 250mg LA Cap	00551414 Somophyllin-12	FIS	.2342
1560	Theophylline Anhydrous 300mg LA Cap	00600040 Slo-Bid 00609021 Somophyllin-12	ROR FIS	.2575 .2543
1561	Theophylline Anhydrous 350mg LA Cap	00692778 Somophyllin-12	FIS	.2829
1562	Theophylline Anhydrous 100mg LA Tab	00460982 Theo-Dur	AST	.1910
1563	Theophylline Anhydrous 200mg LA Tab	00460990 Theo-Dur 00791652 Theolair-SR	AST RIK	.2124 .1325

Item 86:00 Spasmolytics

1564	Theophylline Anhydrous 250mg LA Tab	00461695 Theolair-SR	RIK	.1980
1565	Theophylline Anhydrous 300mg LA Tab	00461008 Theo-Dur 00545732 Theolair-SR 00556742 Quibron-T/SR	AST RIK BRI	.2572 .1545 .2405
1566	Theophylline Anhydrous 400mg LA Tab	00738875 Uniphyl	PFR	.4330
1567	Theophylline Anhydrous 450mg LA Tab	00722065 Theo-Dur	AST	.3230
1568	Theophylline Anhydrous 500mg LA Tab	00502014 Theolair-SR	RIK	.3500
1569	Theophylline Anhydrous 600mg LA Tab	00738883 Uniphyl	PFR	.5240
1570	Theophylline Anhydrous 50mg SR Cap	00713406 Theo-Dur Sprinkle	AST	.1445
1571	Theophylline Anhydrous 75mg SR Cap	00713414 Theo-Dur Sprinkle	AST	.1565
1572	Theophylline Anhydrous 125mg SR Cap	00713422 Theo-Dur Sprinkle	AST	.1720
1573	Theophylline Anhydrous 200mg SR Cap	00713430 Theo-Dur Sprinkle	AST	.2255
1574	Theophylline Anhydrous 5.3mg/mL O/L	00261203 Theophylline 00461709 Theolair Alcohol Free Oral Liquid 00532223 Theophylline 00575151 PMS-Theophylline	DES RIK TCH PMS	.0050
1575	Theophylline Anhydrous 125mg Tab	00395218 Theolair	RIK	.2075
1576	Theophylline Anhydrous 250mg Tab	00461687 Theolair	RIK	.3140
1577	Theophylline Calcium Aminoacetate 325mg Tab	00263761 Acet-Am	ORG	.2185

Item 88:00 Vitamins

88:04:00 Vitamin A

1578	Vitamin A 25000IU Cap	00021067 Vitamin A 00723460 Aquasol A	NOP ROR	.0473
1579	Vitamin A 50000IU Cap	00021075 Vitamin A 00723452 Aquasol A	NOP ROR	.0777

Item 88:00 Vitamins

88:08:00 Vitamins B

1580	* Cyanocobalamin 1mg/mL Inj Sol otc 10mL Pk	00029165 Rubramin 00314277 Cyanocobalamin 00716707 Cyanocobalamin	SQU NRD TAR	6.0000
1581	Folic Acid 5mg Tab	00014966 Folvite 00021466 Novo-Folacid 00094617 Folic Acid 00284149 Folic Acid-ICN 00426849 Apo-Folic 00498777 Folic Acid	LED NOP DTC ICN APX LEA	.0063
1582	Leucovorin Calcium 5mg Tab	00482900 Leucovorin Calcium	LED	5.1563
1583	Nicotinic Acid 50mg Tab dpp	00015768 Niacin 00268593 Niacin-ICN 00274496 Novo-Niacin	LIL ICN NOP	.0106
1584	Nicotinic Acid 100mg Tab dpp	00015776 Niacin 00268585 Niacin-ICN	LIL ICN	.0282
1585	Pyridoxine HCl 25mg Tab dpp	00015865 Hexa-Betalin 00232475 Vitamin B6 00268607 Vitamin B6-ICN 00416185 Vitamin B6	LIL LEA ICN WAM	.0180
1586	Thiamine HCl 1000mg/10mL Inj Sol-10mL Pk dpp	00033421 Betaxin	WIN	13.2300
1587	Thiamine HCl 50mg Tab dpp	00268631 Vitamin B1-ICN 00610267 Vitamin B1	ICN LEA	.0200
1588	* Vitamins B & C Tab otc 100 Pk	00750646 Beminal	AYE	9.5000

88:12:00 Vitamin C

1589	* Ascorbic Acid 100mg Tab otc 100 Pk	00021970 Novo-C 00094633 Ascorbic Acid 00466646 Apo-C	NOP DTC APX	1.6000
1590	Ascorbic Acid 250mg Tab otc 100 Pk	00021237 Novo-C 00036161 Vitamin C 00094641 Ascorbic Acid 00466638 Apo-C	NOP WAM DTC APX	2.7000
1591	* Ascorbic Acid 500mg Tab otc 100 Pk	00021997 Novo-C 00036188 Vitamin C 00094668 Ascorbic Acid 00466611 Apo-C	NOP WAM DTC APX	4.2000

Item 88:00 Vitamins

88:12:00 Vitamin C

1592	Ascorbic Acid 1000mg Tab otc 100 Pk	00256862 Vitamin C 00466603 Apo-C 00535907 Novo-C	WAM APX NOP	9.0000
------	--	---	-------------------	--------

88:16:00 Vitamin D

1593	Alfacalcidol 0.25mcg Cap dpp	00474517 One-Alpha	LEO	.3931
1594	Alfacalcidol 0.2mcg/mL Oral Sol dpp	00759546 One-Alpha	LEO	.4495
1595	Alfacalcidol 1mcg Cap dpp	00474525 One-Alpha	LEO	1.1794
1596	Calcitriol 0.25mcg Cap dpp	00481823 Rocaltrol	HLR	.8450
1597	Calcitriol 0.5mcg Cap dpp	00481815 Rocaltrol	HLR	1.3440
1598	Dihydrotachysterol 0.125mg Cap	00033057 Hytakerol	WIN	.8240
1599	Ergocalciferol 10360IU/mL O/L	00033545 Drisdol	WIN	.4372
1600	Vitamin D 50000IU Cap	00009830 Ostoforte	FRS	.1949
1601	Vitamin D 400IU/0.6mL O/L dpp	00630934 D-Vi-Sol	MJO	.1562

88:24:00 Vitamin K

1602	Menadiol Sodium Diphosphate 5mg Tab dpp	00013374 Synkavite	HLR	.0660
------	--	--------------------	-----	-------

88:28:00 Multivitamins

1603	* Hexavitamins USP Tab otc 100 Pk	00269034 Hexavitamins 00701130 Apo-Hexa	NOP APX	4.1000
1604	* Vitamins A & D & C & B Complex O/L otc 500mL Pk	00156493 Pardec	PDA	12.4000
1605	* Vitamins A & D & C & B Complex Ped O/L otc 50mL Pk	00647578 Poly-Vi-Sol	MJO	16.8500

Item 92:00 Unclassified Therapeutic Agents

1606	Allopurinol 100mg Tab	00004588 Zyloprim 00364282 Novo-Purol 00402818 Apo-Allopurinol 00415731 Purinol 00449687 Alloprin	BWE NOP APX HOR ICN	.0178
1607	Allopurinol 200mg Tab	00415758 Purinol 00479799 Apo-Allopurinol 00506370 Zyloprim 00514209 Alloprin 00565342 Novo-Purol	HOR APX BWE ICN NOP	.0352
1608	Allopurinol 300mg Tab	00294322 Zyloprim 00363693 Novo-Purol 00402796 Apo-Allopurinol 00415766 Purinol 00454354 Alloprin	BWE NOP APX HOR ICN	.0433
1609	Amantadine HCl 100mg Cap	00589012 Symmetrel	DUP	.6667
1610	Amantadine HCl 10mg/mL O/L	00589004 Symmetrel	DUP	.1126
1611	Azathioprine 50mg Tab	00004596 Imuran	BWE	.7800
1612	Bromocriptine 5mg Cap	00568643 Parlodel	SAN	1.5040
1613	Bromocriptine 2.5mg Tab	00371033 Parlodel	SAN	.8670
1614	Calcium Carbimide 50mg Tab	00014958 Temposil	LED	.4696
1615	Clomiphene Citrate 50mg Tab	00893722 Serophene	SRO	3.9140
1616	Colchicine 0.6mg Tab	00000396 Colchicine 00094382 Colchicine 00287873 Colchicine	ABB DTC ROG	.0535
1617	Colchicine 1mg Tab	00206032 Colchicine	ROG	.2040
1618	Disulfiram 250mg Tab	00002534 Antabuse	AYE	.2907
1619	Disulfiram 500mg Tab	00002542 Antabuse	AYE	.5527
1620	Etidronate Disodium 200mg Tab	00582522 Didronel	EAT	1.2600
1621	Glucagon Inj Pd-1mg Pk	00015377 Glucagon	LIL	23.4000

Item 22:00 Unclassified Therapeutic Agents

1622	Levodopa 250mg Tab	00013331 Larodopa	HLR	.1535
1623	Levodopa & Benserazide 50mg & 12.5mg Cap	00522597 Prolopa 50-12.5	HLR	.2450
1624	Levodopa & Benserazide 100mg & 25mg Cap	00386464 Prolopa 100-25	HLR	.4035
1625	Levodopa & Benserazide 200mg & 50mg Cap	00386472 Prolopa 200-50	HLR	.6775
1626	Levodopa & Carbidopa 100mg & 10mg Tab	00355658 Sinemet	MSD	.3450
1627	Levodopa & Carbidopa 100mg & 25mg Tab	00513997 Sinemet	MSD	.5088
1628	Levodopa & Carbidopa 250mg & 25mg Tab	00328219 Sinemet	MSD	.5453
1629	Methotrexate Sodium 2.5mg Tab	00874132 Rheumatrex	LED	.9856
1630	Phenazopyridine HCl 100mg Tab	00271489 Phenazo 00476714 Pyridium	ICN PDA	.1129
1631	Phenazopyridine HCl 200mg Tab	00454583 Phenazo 00476722 Pyridium	ICN PDA	.1564
1632	Sodium Cromoglycate 100mg Cap	00500895 Nalcrom	FIS	.9167
1633	Sodium Cromoglycate Inh-112 dose Pk	00990981 Intal	FIS	23.8600
1634	Sodium Cromoglycate Inh-200 dose Pk	00555649 Intal	FIS	37.5500
1635	Sodium Cromoglycate 1% Inh Sol-2mL Pk	00534609 Intal	FIS	.7360
1636	Sodium Cromoglycate 20mg/Cart Pd Inh	00261238 Intal Spincaps	FIS	.4417
1637	Sterile Water for Injection Inj Sol-10mL Pk	00624721 Sterile Water	AST	.5012

O. Reg. 575/91, s. 1 (1).

(2) Despite subsection (1), Ontario Regulation 689/86 continues to apply, until the beginning of the 31st day of October, 1991, with respect to items 9, 90, 256, 444, 644, 645, 663, 760, 793, 794, 952, 978, 1056, 1100, 1217, 1218, 1219, 1220, 1225, 1226, 1227, 1379, 1459, 1460 and 1672 of Part B of Schedule 1 to Ontario Regulation 689/86, as made by section 1 of Ontario Regulation 45/91.

2. On the 31st day of October, 1991, items 220, 221, 435, 436, 549, 627, 628, 648, 723, 724, 725, 742, 743, 744, 932, 933, 951, 1101, 1237, 1238 and 1240 of Part B of Schedule 1, as remade by section 1 of this Regulation, are revoked and the following substituted:

220	Tamoxifen Citrate 10mg Tab	00657360 Tamofen 00810444 Tamone 00812404 Apo-Tamox 00839361 Alpha-Tamoxifen 00851965 Novo-Tamoxifen	RPP ADI APX GEN NOP	.5113
221	Tamoxifen Citrate 20mg Tab	00657379 Tamofen 00810452 Tamone 00812390 Apo-Tamox 00839353 Alpha-Tamoxifen 00851973 Novo-Tamoxifen	RPP ADI APX GEN NOP	.9362
435	Furosemide 20mg Tab	00337730 Novo-Semide 00396788 Apo-Furosemide	NOP APX	.0074
436	Furosemide 40mg Tab	00332275 Furoside 00337749 Novo-Semide 00344079 Uritol 00362166 Apo-Furosemide 00396249 Furosemide	ICN NOP HOR APX DTC	.0079
549	Codeine Phosphate 5mg/mL O/L	00093114 Codeine 00779474 Codeine	DTC NDA	.0193
627	Oxycodone HCl & Acetaminophen 5mg & 325mg Tab	00574384 Endocet 00608165 Oxycocet	END TCH	.1380
628	Oxycodone HCl & Acetylsalicylic Acid 5mg & 325mg Tab	00574392 Endodan 00608157 Oxycodan	END TCH	.1680
648	Carbamazepine 200mg Tab	00402699 Apo-Carbamazepine 00504742 Mazepine 00782718 Novo-Carbamaz	APX ICN NOP	.0919
723	Chlordiazepoxide 5mg Cap	00020915 Novo-Poxide 00398403 Chlordiazepoxide 00522724 Apo-Chlordiazepoxide	NOP DTC APX	.0130
724	Chlordiazepoxide 10mg Cap	00013471 Solium 00020923 Novo-Poxide 00398411 Chlordiazepoxide 00522988 Apo-Chlordiazepoxide	HOR NOP DTC APX	.0155
725	Chlordiazepoxide 25mg Cap	00013498 Solium 00020931 Novo-Poxide 00398438 Chlordiazepoxide 00522996 Apo-Chlordiazepoxide	HOR NOP DTC APX	.0203

742	Diazepam 2mg Tab	00013757	Vivol	HOR	.0058
		00272434	Novo-Dipam	NOP	
		00405329	Apo-Diazepam	APX	
		00466905	Diazepam	DTC	
743	Diazepam 5mg Tab	00013765	Vivol	HOR	.0064
		00272442	Novo-Dipam	NOP	
		00362158	Apo-Diazepam	APX	
		00396230	Diazepam	DTC	
744	Diazepam 10mg Tab	00013773	Vivol	HOR	.0073
		00272450	Novo-Dipam	NOP	
		00405337	Apo-Diazepam	APX	
		00466891	Diazepam	DTC	
.					
932	Furosemide 20mg Tab	00337730	Novo-Semide	NOP	.0074
		00396788	Apo-Furosemide	APX	
933	Furosemide 40mg Tab	00332275	Furoside	ICN	.0079
		00337749	Novo-Semide	NOP	
		00344079	Uritol	HOR	
		00362166	Apo-Furosemide	APX	
		00396249	Furosemide	DTC	
.					
951	Codeine Phosphate 5mg/mL O/L	00093114	Codeine	DTC	.0193
		00779474	Codeine	NDA	
.					
1101	* Psyllium Mucilloid Oral Pd otc 56dosePk	00242438	Metamucil	SEA	4.7000
		00551546	Novo-Mucilax	NOP	
		00628875	Natural Source Laxative	LEA	
		00643688	Metamucil Sugar Free	SEA	
		00678945	Novo-Mucilax Sugar Free	NOP	
				
1237	Glyburide 2.5mg Tab	00720933	Euglucon	BOM	.0863
		00808733	GEN-GLYBE	GEN	
1238	Glyburide 5mg Tab	00720941	Euglucon	BOM	.1563
		00808741	GEN-GLYBE	GEN	
.					
1240	Tolbutamide 500mg Tab	00013889	Mobenol	HOR	.0245
		00021849	Novo-Butamide	NOP	
		00093033	Tolbutamide	DTC	
		00312762	Apo-Tolbutamide	APX	

3. Section 1 shall be deemed to have come into force on the 1st day of July, 1991.

PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT, 1986

O. Reg. 576/91.

General.

Made—October 2nd, 1991.

Filed—October 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 690/86
MADE UNDER THE
PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT, 1986

1.—(1) Items 40 and 41 of Schedule 1 to Ontario Regulation 690/86, as remade by section 1 of Ontario Regulation 44/91, are revoked.

(2) Items 77 and 134, as remade by section 1 of Ontario Regulation 44/91, and items 192 and 193, as remade by section 1 of Ontario Regulation 438/91, of Schedule 1 are revoked and the following substituted:

77	Trihexyphenidyl HCl 2mg Tab	00015040	Artane	LED
		00021911	Novo-Hexidyl	NOP
		00545058	Apo-Trihex	APX
.				
134	Chlorthalidone 100mg Tab	00010421	Hygroton	GEI
		00337455	Novo-Thalidone	NOP
		00360287	Apo-Chlorthalidone	APX
		00398373	Chlorthalidone	DTC
.				
192	Codeine Phosphate 15mg Tab	00018686	Codeine	NDA
		00093122	Codeine	DTC
		00593435	Codeine Phosphate	TCH
.				
193	Codeine Phosphate 30mg Tab	00018694	Codeine	NDA
		00093130	Codeine	DTC
		00593451	Codeine Phosphate	TCH

(3) Item 194 of Schedule 1, as remade by section 1 of Ontario Regulation 438/91, is revoked.

(4) Items 225, 226, 228, 262, 264, 267, 297, 298, 304, 305, 307, 314, 319 and 324, as remade by section 1 of Ontario Regulation 44/91, item 338, as remade by section 1 of Ontario Regulation 438/91, and items 396, 397 and 426, as remade by section 1 of Ontario Regulation 44/91, of Schedule 1 are revoked and the following substituted:

225	Phenobarbital 15mg Tab	00023795	Phenobarbital	PDA
		00093505	Phenobarbital	DTC
		00271276	Phenobarbital-ICN	ICN
.				
226	Phenobarbital 30mg Tab	00023809	Phenobarbital	PDA
		00093521	Phenobarbital	DTC
		00293903	Phenobarbital-ICN	ICN
.				
228	Phenobarbital 100mg Tab	00093564	Phenobarbital	DTC
		00344036	Phenobarbital-ICN	ICN
.				
262	Diazepam 2mg Tab	00013757	Vivol	HOR
		00272434	Novo-Diazepam	NOP
		00405329	Apo-Diazepam	APX
		00466905	Diazepam	DTC

264	Diazepam 10mg Tab	00013773	Vivol	HOR
		00272450	Novo-Dipam	NOP
		00405337	Apo-Diazepam	APX
		00466891	Diazepam	DTC
.				
267	Fluphenazine HCl 5mg Tab	00029408	Moditen HCl	SQU
		00405361	Apo-Fluphenazine	APX
.				
297	Trifluoperazine 5mg Tab	00013919	Solazine	HOR
		00021873	Novo-Flurazine	NOP
		00027162	Stelazine	SKF
		00249084	Trifluoperazine	DTC
		00312746	Apo-Trifluoperazine	APX
298	Trifluoperazine 10mg Tab	00013927	Solazine	HOR
		00021881	Novo-Flurazine	NOP
		00027170	Stelazine	SKF
		00249092	Trifluoperazine	DTC
		00326836	Apo-Trifluoperazine	APX
.				
304	Phenobarbital 15mg Tab	00023795	Phenobarbital	PDA
		00093505	Phenobarbital	DTC
		00271276	Phenobarbital-ICN	ICN
305	Phenobarbital 30mg Tab	00023809	Phenobarbital	PDA
		00093521	Phenobarbital	DTC
		00293903	Phenobarbital-ICN	ICN
.				
307	Phenobarbital 100mg Tab	00093564	Phenobarbital	DTC
		00344036	Phenobarbital-ICN	ICN
.				
314	Calcium Carbonate Eq to 500mg Elemental Calcium Tab	00541907	Os-Cal 500	AYE
		00645923	Calcium-500	NOP
		00682039	Apo-Cal 500	APX
.				
319	*Potassium Chloride 1.33mEq/mL O/L	00208590	Kaochlor-10	ADI
		00436984	K-10	BEE
		00485284	Roychlor	ROY
.				
324	Chlorthalidone 100mg Tab	00010421	Hygroton	GEI
		00337455	Novo-Thalidone	NOP
		00360287	Apo-Chlorthalidone	APX
		00398373	Chlorthalidone	DTC
.				
338	Codeine Phosphate 15mg Tab	00018686	Codeine	NDA
		00093122	Codeine	DTC
		00593435	Codeine Phosphate	TCH
.				

396	Dexamethasone 0.5mg Tab	00016462 00295094	Decadron Dexasone	MSD ICN
397	Dexamethasone 4mg Tab	00354309 00489158	Decadron Dexasone	MSD ICN
.				
426	Nystatin 100000U Vag Tab	00015067 00270091	Nilstat Nadostine	LED NDA

(5) Item 427 of Schedule 1, as remade by section 1 of Ontario Regulation 438/91, is revoked.

(6) Items 444, 445 and 472, as remade by section 1 of Ontario Regulation 44/91, and item 475, as remade by section 1 of Ontario Regulation 438/91, of Schedule 1 are revoked and the following substituted:

444	Hydrocortisone 0.5% Cr	00228079 00513288 00551953	Hydrocortisone Cortate Hydrocortisone	SDR SCH DTC
445	Hydrocortisone 1% Cr	00192597 00228087 00502200 00551945	Emo-Cort Hydrocortisone Cortate Hydrocortisone	TCD SDR SCH DTC
.				
472	Theophylline Anhydrous 5.3mg/mL O/L	00261203 00461709 00532223 00575151	Theophylline Theolair Alcohol Free Oral Liquid Theophylline PMS-Theophylline	DES RIK TCH PMS
.				
475	*Cyanocobalamin 1mg/mL Inj Sol	00029165 00314277 00716707	Rubramin Cyanocobalamin Cyanocobalamin	SQU NRD TAR

(7) Item 485, as remade by section 1 of Ontario Regulation 438/91, and item 490, as remade by section 1 of Ontario Regulation 44/91, of Schedule 1 are revoked.

2.—(1) Schedule 2 to the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 44/91 and amended by section 2 of Ontario Regulation 438/91, is revoked and the following substituted:

Schedule 2

PART A

10 per cent

PART B

COLUMN 1		COLUMN 2		
Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1	10-Benzagel 10% Gel	ROR	00426288	.1200
2	282 15mg Tab	FRS	00108103	.0825
3	292 30mg Tab	FRS	00219843	.0969
4	5-Benzagel 5% Gel	ROR	00426261	.0963
5	642 65mg Tab	FRS	00010081	.1068
6	ABCO Sodium Phosphate Enema 160mg & 60mg/mL Rect Sol	MEM	00528463	1.4500
7	AC & C 15mg Tab	DTC	00095508	.0448
8	AC & C 30mg Tab	DTC	00095516	.0644
9	ASA 325mg Tab	WAM	00036145	5.4000
10	ASA 325mg Tab	LEA	00040851	5.8000
11	ASA 325mg Tab	DTC	00092754	5.4000
12	AVC Vag Cr	MER	00134120	.2426
13	AVC Vag Sup	MER	00134139	1.7347
14	AVC/Dienestrol Vag Cr	MER	00134198	.2888
15	Abenol 120mg Sup	BEE	00553328	.5192
16	Abenol 325mg Sup	BEE	00646156	.6592
17	Abenol 650mg Sup	BEE	00553336	.7533
18	Accutane 10mg Cap	HLR	00582344	1.4183
19	Accutane 40mg Cap	HLR	00582352	2.8983
20	Acet-Am 325mg Tab	ORG	00263761	.2185
21	AcetOxyl 5% Gel	STI	00406821	.1127
22	AcetOxyl 10% Gel	STI	00406848	.1370
23	AcetOxyl 20% Gel	STI	00406856	.1786
24	Acetaminophen 325mg Tab	SDR	00361046	.0172
25	Acetaminophen 325mg Tab	WAM	00374148	.0146
26	Acetaminophen 325mg Tab	DPC	00589241	.0120
27	Acetaminophen 500mg Tab	WAM	00567663	.0240
28	Acetaminophen 500mg Tab	SDR	00594814	.0214
29	Acetaminophen Extra Strength 500mg Tab	DPC	00589233	.0157
30	Acetest Tab-100 Pk	AME	00980560	14.4700
31	Achromycin Inj Pd-250mg Pk	LED	00014729	11.6650
32	Achromycin V 250mg Cap	LED	00014605	.0463
33	Acidulin 340mg Cap	LIL	00015210	.1815
34	Acilac 666.7mg/mL O/L	TCH	00690686	.0290
35	Adalat 5mg Cap	MIT	00613258	.3847
36	Adalat 10mg Cap	MIT	00557633	.4954
37	Adalat FT 10mg Tab	MIT	00852082	.3360
38	Adalat Pa 10 10mg LA Tab	MIT	00692727	.4605
39	Adalat Pa 20 20mg LA Tab	MIT	00692735	.6997
40	Adrenalin 30mg/30mL Inj Sol-30mL Pk	PDA	00155357	9.4500
41	Aerosporin Inj Pd-500000UPk	BWE	00004421	26.7600
42	Ak-Dex 0.1% Oph/Ot Sol	AKN	00627763	1.1000
43	Ak-Tate 1% Oph Susp	AKN	00622931	.7000
44	Albalon 0.1% Oph Sol	ALL	00001147	8.9000
45	Alcomicin 0.3% Oph Sol	ALC	00436771	.6800
46	Aldactazide-25 25mg & 25mg Tab	SEA	00180408	.1118
47	Aldactazide-50 50mg & 50mg Tab	SEA	00594377	.2888
48	Aldactone 25mg Tab	SEA	00028606	.0900
49	Aldactone 100mg Tab	SEA	00285455	.2756
50	Aldomet 125mg Tab	MSD	00016551	.0924
51	Aldomet 250mg Tab	MSD	00016578	.1605
52	Aldomet 500mg Tab	MSD	00016586	.2660
53	Aldoril-15 250mg & 15mg Tab	MSD	00140589	.2370
54	Aldoril-25 250mg & 25mg Tab	MSD	00140597	.2589
55	Alkeran 2mg Tab	BWE	00004715	1.2700
56	Allerdryl 25mg Cap	ICN	00370517	.0814
57	Allerdryl 50mg Cap	ICN	00271411	.1076
58	Alloprin 100mg Tab	ICN	00449687	.0178

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
59	Alloprin 200mg Tab	ICN	00514209	.0352
60	Alloprin 300mg Tab	ICN	00454354	.0433
61	Alpha-Baclofen 10mg Tab	GEN	00808520	.3118
62	Alpha-Baclofen 20mg Tab	GEN	00849456	.6090
63	Alpha-Tamoxifen 10mg Tab	GEN	00839361	.5113
64	Alpha-Tamoxifen 20mg Tab	GEN	00839353	.9362
65	Alprazolam 0.25mg Tab	KNR	00677485	.1162
66	Alprazolam 0.5mg Tab	KNR	00677477	.1390
67	Alu-Tab 600mg Tab	RIK	00313297	.1160
68	Alupent Inh Pd-300 dose Pk	BOE	00254134	12.2900
69	Alupent 5% Inh Sol-10mL Pk	BOE	00003859	8.8600
70	Alupent 2mg/mL O/L	BOE	00249920	.0579
71	Alupent 20mg Tab	BOE	00003891	.2254
72	Aminophylline 100mg Tab	LED	00014923	.0273
73	Aminophylline 100mg Tab	DTC	00092940	.0273
74	Aminophylline 200mg Tab	LED	00014931	.0767
75	Amitriptyline 10mg Tab	DTC	00377872	.0062
76	Amitriptyline 25mg Tab	DTC	00377880	.0083
77	Amitriptyline 50mg Tab	DTC	00377899	.0178
78	Amoxil 250mg Cap	AYE	00288497	.1896
79	Amoxil 500mg Cap	AYE	00330531	.3793
80	Amoxil 25mg/mL O/L	AYE	00288500	.0456
81	Amoxil 50mg/mL O/L	AYE	00288519	.0693
82	Amoxil 50mg/mL Ped O/L	AYE	00353035	.6044
83	Amphojel 60mg/mL O/L	WYE	00034002	.0107
84	Amphojel 600mg Tab	WYE	00208965	.0888
85	Amphojel 500 100mg & 100mg/mL O/L	WYE	00515655	.0152
86	Ampicin Inj Pd- 500mg Pk	BRI	00004057	1.8000
87	Ampicin Inj Pd-1000mg Pk	BRI	00004065	2.5000
88	Amytal 30mg Tab	LIL	00015628	.0799
89	Amytal 100mg Tab	LIL	00015636	.1356
90	Amytal Sodium 60mg Cap	LIL	00015148	.0941
91	Amytal Sodium 200mg Cap	LIL	00015156	.2073
92	Anafranil 10mg Tab	GEI	00330566	.2476
93	Anafranil 25mg Tab	GEI	00324019	.3374
94	Anafranil 50mg Tab	GEI	00402591	.6211
95	Anapolon-50 50mg Tab	SYN	00189421	1.6218
96	Ancef Inj Pd- 500mg Pk	SKF	00319139	3.5300
97	Ancef Inj Pd-1000mg Pk	SKF	00319112	6.8600
98	Ancotil 500mg Cap	HLR	00384895	1.1135
99	Androcur 50mg Tab	BER	00704431	2.1466
100	Ansaid 50mg Tab	UPJ	00647942	.4363
101	Ansaid 100mg Tab	UPJ	00600792	.5970
102	Antabuse 250mg Tab	AYE	00002534	.2907
103	Antabuse 500mg Tab	AYE	00002542	.5527
104	Anthraforte 1 1% Oint	STI	00566756	.3050
105	Anthraforte 2 2% Oint	STI	00566748	.3220
106	Anthraforte 3 3% Oint	STI	00617164	.3364
107	Anthranol 0.1% Cr	STI	00537594	.2240
108	Anthranol 0.2% Cr	STI	00537608	.2364
109	Anthranol 0.4% Cr	STI	00537616	.2472
110	Anturan 100mg Tab	GEI	00010510	.2234
111	Anturan 200mg Tab	GEI	00010529	.3028
112	Anusol 0.5% Oint	PDA	00504246	.0882
113	Anuzinc 0.5% Oint	TCH	00621447	.0765
114	Anuzinc 10mg Sup	TCH	00621439	.1655
115	Aparkane 5mg Tab	ICN	00271314	.0092
116	Apo-Acetaminophen 325mg Tab	APX	00544981	.0120
117	Apo-Acetaminophen 500mg Tab	APX	00545007	.0157
118	Apo-Acetazolamide 250mg Tab	APX	00545015	.0281
119	Apo-Allopurinol 100mg Tab	APX	00402818	.0178

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
120	Apo-Allopurinol 200mg Tab	APX	00479799	.0352
121	Apo-Allopurinol 300mg Tab	APX	00402796	.0433
122	Apo-Alpraz 0.25mg Tab	APX	00865397	.1162
123	Apo-Alpraz 0.5mg Tab	APX	00865400	.1390
124	Apo-Amilzide 5mg & 50mg Tab	APX	00784400	.2461
125	Apo-Amitriptyline 10mg Tab	APX	00335053	.0062
126	Apo-Amitriptyline 25mg Tab	APX	00335061	.0083
127	Apo-Amitriptyline 50mg Tab	APX	00335088	.0178
128	Apo-Amoxi 250mg Cap	APX	00628115	.1087
129	Apo-Amoxi 500mg Cap	APX	00628123	.2116
130	Apo-Amoxi 25mg/mL O/L	APX	00628131	.0220
131	Apo-Amoxi 50mg/mL O/L	APX	00628158	.0325
132	Apo-Ampi 250mg Cap	APX	00603279	.0862
133	Apo-Ampi 500mg Cap	APX	00603295	.1672
134	Apo-Ampi 25mg/mL O/L	APX	00603260	.0175
135	Apo-Ampi 50mg/mL O/L	APX	00603287	.0278
136	Apo-Atenol 50mg Tab	APX	00773689	.4435
137	Apo-Atenol 100mg Tab	APX	00773697	.7300
138	Apo-Benztropine 2mg Tab	APX	00426857	.0169
139	Apo-Bisacodyl 5mg Ent Tab	APX	00545023	2.7000
140	Apo-C 100mg Tab	APX	00466646	1.6000
141	Apo-C 250mg Tab	APX	00466638	2.7000
142	Apo-C 500mg Tab	APX	00466611	4.2000
143	Apo-C 1000mg Tab	APX	00466603	9.0000
144	Apo-Cal 250 Eq to 250mg Elemental Calcium Tab	APX	00682047	.0177
145	Apo-Cal 500 Eq to 500mg Elemental Calcium Tab	APX	00682039	.0227
146	Apo-Capto 12.5mg Tab	APX	00893595	.2790
147	Apo-Capto 25mg Tab	APX	00893609	.3746
148	Apo-Capto 50mg Tab	APX	00893617	.6979
149	Apo-Capto 100mg Tab	APX	00893625	1.2980
150	Apo-Carbamazepine 200mg Tab	APX	00402699	.0919
151	Apo-Cephalex 250mg Tab	APX	00768723	.1817
152	Apo-Cephalex 500mg Tab	APX	00768715	.3576
153	Apo-Chlordiazepoxide 5mg Cap	APX	00522724	.0130
154	Apo-Chlordiazepoxide 10mg Cap	APX	00522988	.0155
155	Apo-Chlordiazepoxide 25mg Cap	APX	00522996	.0203
156	Apo-Chlorpropamide 100mg Tab	APX	00399302	.0479
157	Apo-Chlorpropamide 250mg Tab	APX	00312711	.0441
158	Apo-Chlorthalidone 50mg Tab	APX	00360279	.0202
159	Apo-Chlorthalidone 100mg Tab	APX	00360287	.0419
160	Apo-Cimetidine 200mg Tab	APX	00584215	.0819
161	Apo-Cimetidine 300mg Tab	APX	00487872	.0960
162	Apo-Cimetidine 400mg Tab	APX	00600059	.1510
163	Apo-Cimetidine 600mg Tab	APX	00600067	.1921
164	Apo-Cimetidine 800mg Tab	APX	00749494	.2811
165	Apo-Clonidine 0.1mg Tab	APX	00868949	.1860
166	Apo-Clonidine 0.2mg Tab	APX	00868957	.3318
167	Apo-Clorazepate 3.75mg Cap	APX	00860689	.0730
168	Apo-Clorazepate 7.5mg Cap	APX	00860700	.1612
169	Apo-Clorazepate 15mg Cap	APX	00860697	.2755
170	Apo-Cloxi 250mg Cap	APX	00618292	.1045
171	Apo-Cloxi 500mg Cap	APX	00618284	.2048
172	Apo-Cloxi 25mg/mL O/L	APX	00644633	.0250
173	Apo-Diazepam 2mg Tab	APX	00405329	.0058
174	Apo-Diazepam 5mg Tab	APX	00362158	.0064
175	Apo-Diazepam 10mg Tab	APX	00405337	.0073
176	Apo-Diclo 25mg Ent Tab	APX	00839175	.2241
177	Apo-Diclo 50mg Ent Tab	APX	00839183	.4480
178	Apo-Diltiaz 30mg Tab	APX	00771376	.2725
179	Apo-Diltiaz 60mg Tab	APX	00771384	.4782
180	Apo-Dimenhydrinate 50mg Tab	APX	00363766	.0080

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
181	Apo-Erythro 250mg Tab	APX	00682020	.0550
182	Apo-Erythro E-C 250mg Ent Pel Cap	APX	00726672	.2400
183	Apo-Erythro-ES 600mg Tab	APX	00637416	.4150
184	Apo-Erythro-S 250mg Tab	APX	00545678	.0912
185	Apo-Erythro-S 500mg Tab	APX	00688568	.5180
186	Apo-Ferrous Gluconate 300mg Tab	APX	00545031	2.6500
187	Apo-Fluphenazine 1mg Tab	APX	00405345	.0927
188	Apo-Fluphenazine 2mg Tab	APX	00410632	.1112
189	Apo-Fluphenazine 5mg Tab	APX	00405361	.1669
190	Apo-Flurazepam 15mg Cap	APX	00521698	.0387
191	Apo-Flurazepam 30mg Cap	APX	00521701	.0441
192	Apo-Folic 5mg Tab	APX	00426849	.0063
193	Apo-Furosemide 20mg Tab	APX	00396788	.0074
194	Apo-Furosemide 40mg Tab	APX	00362166	.0079
195	Apo-Guanethidine 10mg Tab	APX	00396745	.0638
196	Apo-Guanethidine 25mg Tab	APX	00396753	.1220
197	Apo-Haloperidol 2mg/mL O/L	APX	00587702	.1300
198	Apo-Haloperidol 0.5mg Tab	APX	00396796	.0451
199	Apo-Haloperidol 1mg Tab	APX	00396818	.0731
200	Apo-Haloperidol 2mg Tab	APX	00396826	.1318
201	Apo-Haloperidol 5mg Tab	APX	00396834	.1894
202	Apo-Haloperidol 10mg Tab	APX	00463698	.3080
203	Apo-Hexa Tab	APX	00701130	4.1000
204	Apo-Hydro 25 25mg Tab	APX	00326844	.0064
205	Apo-Hydro 50 50mg Tab	APX	00312800	.0077
206	Apo-Hydroxyzine 10mg Cap	APX	00646059	.0349
207	Apo-Hydroxyzine 25mg Cap	APX	00646024	.0568
208	Apo-Hydroxyzine 50mg Cap	APX	00646016	.0791
209	Apo-ISDN 5mg SL Tab	APX	00670944	.0390
210	Apo-ISDN 10mg Tab	APX	00441686	.0188
211	Apo-ISDN 30mg Tab	APX	00441694	.0403
212	Apo-Ibuprofen 200mg Tab	APX	00441643	.0308
213	Apo-Ibuprofen 300mg Tab	APX	00441651	.0370
214	Apo-Ibuprofen 400mg Tab	APX	00506052	.0480
215	Apo-Ibuprofen 600mg Tab	APX	00585114	.0612
216	Apo-Imipramine 10mg Tab	APX	00360201	.0062
217	Apo-Imipramine 25mg Tab	APX	00312797	.0113
218	Apo-Imipramine 50mg Tab	APX	00326852	.0196
219	Apo-Indomethacin 25mg Cap	APX	00611158	.1134
220	Apo-Indomethacin 50mg Cap	APX	00611166	.1963
221	Apo-K 8mEq LA Tab	APX	00602884	.0206
222	Apo-Keto 50mg Cap	APX	00790427	.1966
223	Apo-Lorazepam 0.5mg Tab	APX	00655740	.0492
224	Apo-Lorazepam 1mg Tab	APX	00655759	.0557
225	Apo-Lorazepam 2mg Tab	APX	00655767	.0906
226	Apo-Meprobamate 400mg Tab	APX	00337943	.0208
227	Apo-Methazide-15 250mg & 15mg Tab	APX	00441708	.0714
228	Apo-Methazide-25 250mg & 25mg Tab	APX	00441716	.0738
229	Apo-Methyldopa 125mg Tab	APX	00360252	.0360
230	Apo-Methyldopa 250mg Tab	APX	00360260	.0609
231	Apo-Methyldopa 500mg Tab	APX	00426830	.1215
232	Apo-Metoclopramide 5mg Tab	APX	00842826	.0585
233	Apo-Metoclopramide 10mg Tab	APX	00842834	.0614
234	Apo-Metoprolol 50mg Tab	APX	00618632	.1290
235	Apo-Metoprolol 100mg Tab	APX	00618640	.2340
236	Apo-Metoprolol (Type L) 50mg Tab	APX	00749354	.1290
237	Apo-Metoprolol (Type L) 100mg Tab	APX	00751170	.2340
238	Apo-Metronidazole 250mg Tab	APX	00545066	.0293
239	Apo-Nadolol 40mg Tab	APX	00782505	.3410
240	Apo-Nadolol 80mg Tab	APX	00782467	.4621
241	Apo-Nadolol 160mg Tab	APX	00782475	.8670

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
242	Apo-Naproxen 125mg Tab	APX	00522678	.0640
243	Apo-Naproxen 250mg Tab	APX	00522651	.1300
244	Apo-Naproxen 375mg Tab	APX	00600806	.1780
245	Apo-Naproxen 500mg Tab	APX	00592277	.2580
246	Apo-Nifed 5mg Cap	APX	00725110	.3025
247	Apo-Nifed 10mg Cap	APX	00755907	.3573
248	Apo-Nitrofurantoin 50mg Tab	APX	00319511	.0195
249	Apo-Nitrofurantoin 100mg Tab	APX	00312738	.0212
250	Apo-Oxazepam 10mg Tab	APX	00402680	.0105
251	Apo-Oxazepam 15mg Tab	APX	00402745	.0110
252	Apo-Oxazepam 30mg Tab	APX	00402737	.0142
253	Apo-Oxtriphylline 100mg Tab	APX	00441724	.0224
254	Apo-Oxtriphylline 200mg Tab	APX	00441732	.0255
255	Apo-Oxtriphylline 300mg Tab	APX	00511692	.0335
256	Apo-Pen V-K 25mg/mL O/L	APX	00642223	.0260
257	Apo-Pen V-K 60mg/mL O/L	APX	00642231	.0345
258	Apo-Pen V-K 300mg Tab	APX	00642215	.0417
259	Apo-Perphenazine 2mg Tab	APX	00335134	.0163
260	Apo-Perphenazine 4mg Tab	APX	00335126	.0174
261	Apo-Perphenazine 8mg Tab	APX	00335118	.0207
262	Apo-Perphenazine 16mg Tab	APX	00335096	.0300
263	Apo-Phenylbutazone 100mg Tab	APX	00312789	.0132
264	Apo-Pindol 5mg Tab	APX	00755877	.2872
265	Apo-Pindol 10mg Tab	APX	00755885	.4961
266	Apo-Pindol 15mg Tab	APX	00755893	.7280
267	Apo-Piroxicam 10mg Cap	APX	00642886	.4548
268	Apo-Piroxicam 20mg Cap	APX	00642894	.7850
269	Apo-Prazo 1mg Tab	APX	00882801	.1702
270	Apo-Prazo 2mg Tab	APX	00882828	.2308
271	Apo-Prazo 5mg Tab	APX	00882836	.3335
272	Apo-Prednisone 1mg Tab	APX	00598194	.1093
273	Apo-Prednisone 5mg Tab	APX	00312770	.0098
274	Apo-Prednisone 50mg Tab	APX	00550957	.1060
275	Apo-Primidone 125mg Tab	APX	00399310	.0398
276	Apo-Primidone 250mg Tab	APX	00396761	.0638
277	Apo-Procaïnamide 250mg Cap	APX	00713325	.1856
278	Apo-Procaïnamide 375mg Cap	APX	00713333	.2422
279	Apo-Procaïnamide 500mg Cap	APX	00713341	.3221
280	Apo-Propranolol 10mg Tab	APX	00402788	.0202
281	Apo-Propranolol 20mg Tab	APX	00663719	.0384
282	Apo-Propranolol 40mg Tab	APX	00402753	.0366
283	Apo-Propranolol 80mg Tab	APX	00402761	.0616
284	Apo-Propranolol 120mg Tab	APX	00504335	.1174
285	Apo-Quinidine Sulfate 200mg Tab	APX	00441740	.0658
286	Apo-Ranitidine 150mg Tab	APX	00733059	.7160
287	Apo-Ranitidine 300mg Tab	APX	00733067	1.3503
288	Apo-Salvent Inh-200 dose Pk	APX	00790419	6.0000
289	Apo-Sulfamethoxazole 500mg Tab	APX	00421480	.1085
290	Apo-Sulfatrim 40mg & 8mg/mL O/L	APX	00846465	.0210
291	Apo-Sulfatrim 400mg & 80mg Tab	APX	00445274	.0871
292	Apo-Sulfatrim-DS 800mg & 160mg Tab	APX	00445282	.1649
293	Apo-Sulfinpyrazone 100mg Tab	APX	00441759	.0417
294	Apo-Sulfinpyrazone 200mg Tab	APX	00441767	.0696
295	Apo-Sulin 150mg Tab	APX	00778354	.4235
296	Apo-Sulin 200mg Tab	APX	00778362	.5364
297	Apo-Tamox 10mg Tab	APX	00812404	.5113
298	Apo-Tamox 20mg Tab	APX	00812390	.9362
299	Apo-Tetra 250mg Cap	APX	00580929	.0205
300	Apo-Thioridazine 10mg Tab	APX	00360228	.0151
301	Apo-Thioridazine 25mg Tab	APX	00360198	.0282
302	Apo-Thioridazine 50mg Tab	APX	00360236	.0511

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
303	Apo-Thioridazine 100mg Tab	APX	00360244	.1025
304	Apo-Timol 5mg Tab	APX	00755842	.1853
305	Apo-Timol 10mg Tab	APX	00755850	.2886
306	Apo-Timol 20mg Tab	APX	00755869	.5596
307	Apo-Timop 0.25% Oph Sol	APX	00755826	1.9240
308	Apo-Timop 0.5% Oph Sol	APX	00755834	2.2740
309	Apo-Tolbutamide 500mg Tab	APX	00312762	.0245
310	Apo-Triazide 25mg & 50mg Tab	APX	00441775	.0541
311	Apo-Triazo 0.125mg Tab	APX	00808563	.0763
312	Apo-Triazo 0.25mg Tab	APX	00808571	.0945
313	Apo-Trifluoperazine 1mg Tab	APX	00345539	.0068
314	Apo-Trifluoperazine 2mg Tab	APX	00312754	.0076
315	Apo-Trifluoperazine 5mg Tab	APX	00312746	.0108
316	Apo-Trifluoperazine 10mg Tab	APX	00326836	.0180
317	Apo-Trihex 2mg Tab	APX	00545058	.0105
318	Apo-Trihex 5mg Tab	APX	00545074	.0092
319	Apo-Trimip 12.5mg Tab	APX	00740799	.0992
320	Apo-Trimip 25mg Tab	APX	00740802	.1258
321	Apo-Trimip 50mg Tab	APX	00740810	.2423
322	Apo-Trimip 100mg Tab	APX	00740829	.4406
323	Apo-Verap 80mg Tab	APX	00782483	.3829
324	Apo-Verap 120mg Tab	APX	00782491	.5853
325	Apresoline 20mg/mL Inj Sol-1mL Pk	CIB	00005274	3.8660
326	Apresoline 10mg Tab	CIB	00005525	.1361
327	Apresoline 25mg Tab	CIB	00005533	.2337
328	Apresoline 50mg Tab	CIB	00005541	.3669
329	Aquasol A 25000IU Cap	ROR	00723460	.1070
330	Aquasol A 50000IU Cap	ROR	00723452	.1850
331	Aralen 250mg Tab	WIN	00033642	.3077
332	Aristocort 2mg Tab	LED	00015016	.2747
333	Aristocort 4mg Tab	LED	00015024	.4740
334	Aristocort D 0.025% Cr	LED	00282448	.0770
335	Aristocort D 0.025% Oint	LED	00282456	.0770
336	Aristocort R 0.1% Cr	LED	00014621	.1276
337	Aristocort R 0.1% Oint	LED	00127914	.1276
338	Aristospan 20mg/mL Inj Susp-1mL Pk	LED	00297151	5.8485
339	Artane 0.4mg/mL O/L	LED	00014656	.0269
340	Artane 2mg Tab	LED	00015040	.0380
341	Artane 5mg Tab	LED	00015059	.0689
342	Asacol 400mg Tab	EAT	00752630	.4685
343	Ascorbic Acid 100mg Tab	DTC	00094633	1.6000
344	Ascorbic Acid 250mg Tab	DTC	00094641	2.7000
345	Ascorbic Acid 500mg Tab	DTC	00094668	4.2000
346	Asendin 25mg Tab	LED	00527084	.1895
347	Asendin 50mg Tab	LED	00527092	.2927
348	Asendin 100mg Tab	LED	00527106	.5997
349	Asendin 150mg Tab	LED	00527114	.8487
350	Atarax 10mg Cap	PFI	00024376	.1490
351	Atarax 25mg Cap	PFI	00024384	.2234
352	Atarax 50mg Cap	PFI	00024392	.2754
353	Atarax 500mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	PFI	00024589	19.7000
354	Atarax 2mg/mL O/L	PFI	00024694	.0457
355	Atasol 80mg/mL O/L	HOR	00631353	.1767
356	Atasol 325mg Tab	HOR	00293482	.0202
357	Atasol Forte 500mg Tab	HOR	00013668	.0292
358	Atasol-15 15mg Tab	HOR	00293504	.0326
359	Atasol-30 30mg Tab	HOR	00293512	.0354
360	Ativan 0.5mg Tab	WYE	00399124	.0570
361	Ativan 1mg Tab	WYE	00348325	.0710
362	Ativan 2mg Tab	WYE	00348333	.1110
363	Atromid-S 500mg Cap	AYE	00002038	.1268

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
364	Atropine 1% Oph Oint-3.5g Pk	DIS	00725471	3.8700
365	Atropine 1% Oph Sol	DIS	00725498	.6170
366	Atropine Sulfate 1% Oph Oint-3.5g Pk	ALC	00252484	4.5600
367	Atropisol 1% Oph Sol	IOB	00759929	.7500
368	Atropisol 2% Oph Sol	IOB	00759937	1.0500
369	Atrovent Inh-200 dose Pk	BOE	00576158	15.1200
370	Atrovent 0.25mg/mL Inh Sol-20mL Pk	BOE	00731439	16.8600
371	Aveeno Pd-252g Pk	SCJ	00652350	5.6700
372	Aveeno (Oilated) Pd-126g Pk	SCJ	00652342	5.6700
373	Aventyl 10mg Cap	LIL	00015229	.1918
374	Aventyl 25mg Cap	LIL	00015237	.3876
375	Avlosulfon 100mg Tab	AYE	00002526	.1822
376	Axid 150mg Cap	LIL	00778338	.7835
377	Axid 300mg Cap	LIL	00778346	1.4195
378	Ayercillin 3000000IU/10mL Inj Susp-10mL Pk	AYE	00002402	5.0105
379	Azmacort 200mcg/met dose Aero Inh-240dosePk	ROR	00769983	15.2400
380	Baciguent 500U/g Oint	UPJ	00031046	.1472
381	Baciguent 500U/g Oph Oint-3g Pk	UPJ	00327476	2.0770
382	Bacitracin 500U/g Oint	GLA	00012351	.0919
383	Bactrim 400mg & 80mg Tab	HLR	00272469	.1453
384	Bactrim Sugar Free 40mg & 8mg/mL O/L	HLR	00272485	.0230
385	Bactrim-DS 800mg & 160mg Tab	HLR	00371823	.2606
386	Bactroban 2% Oint	BEE	00648051	.4773
387	Balnetar 2.5% Top Sol	WSD	00208132	12.1000
388	Barriere 20% Cr	GLA	00253057	.0369
389	Beben 0.025% Gel	PDA	00335347	.3657
390	Beclodisk Diskhaler 100mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	GLA	00828521	25.6500
391	Beclodisk Diskhaler 200mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	GLA	00828548	34.9300
392	Becloforte 250mcg/met dose Aero Inh-200dosePk	GLA	00768707	65.7200
393	Beclovent Aero Pd-200 dose Pk	GLA	00334243	10.5300
394	Beclovent Rotacaps 100mcg/Cart Pd Inh	GLA	00545325	.2137
395	Beclovent Rotacaps 200mcg/Cart Pd Inh	GLA	00545333	.2911
396	Beconase Nas Sp-200 dose Pk	GLA	00359688	10.5300
397	Beconase Aqueous 50mcg Nas Sp-200 dose Pk	GLA	00638617	16.8200
398	Beminal Tab	AYE	00750646	9.5000
399	Benadryl 25mg Cap	PDA	00022756	.1098
400	Benadryl 50mg Cap	PDA	00022764	.1512
401	Benadryl 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	PDA	00023205	2.8875
402	Benadryl 2.5mg/mL O/L	PDA	00022918	.0291
403	Benemid 500mg Tab	MSD	00016616	.2194
404	Benoxyl 5% Lot	STI	00236063	.1384
405	Benoxyl 10% Lot	STI	00370568	.1780
406	Benoxyl 20% Lot	STI	00187585	.1966
407	Benoxyl Wash 5% Cl Lot	STI	00503835	.0509
408	Benoxyl Wash 10% Cl Lot	STI	00502669	.0685
409	Bentylol 20mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	MER	00133965	4.8325
410	Bentylol 2mg/mL O/L	MER	00018023	.0498
411	Bentylol 20mg Tab	MER	00282529	.1642
412	Benuryl 500mg Tab	ICN	00294926	.1765
413	Benzac W 5 5% Gel	ALC	00621048	.0908
414	Benzac W10 10% Gel	ALC	00621056	.1142
415	Berotec Inh Pd-200 dose Pk	BOE	00371807	12.5700
416	Berotec 0.1% Inh Sol-20mL Pk	BOE	00541389	13.4900
417	Berotec 2.5mg Tab	BOE	00454796	.2213
418	Betaderm 0.05% Cr	TAR	00716618	.0155
419	Betaderm 0.1% Cr	TAR	00716626	.0231
420	Betaderm 0.05% Oint	TAR	00716642	.0155
421	Betaderm 0.1% Oint	TAR	00716650	.0244
422	Betaderm 0.1% Scalp Lot	TAR	00716634	.0865
423	Betadine 10% Top Sol	PFR	00158348	.0116
424	Betadine 10% Vag Gel	PFR	00026034	.0746

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
425	Betadine 10% Vag Sol	PFR	00026093	.0238
426	Betadine 200mg Vag Sup	PFR	00026050	.5536
427	Betagan 0.5% Oph Sol	ALL	00637661	2.3280
428	Betaloc 50mg Tab	AST	00402605	.2160
429	Betaloc 100mg Tab	AST	00402540	.3660
430	Betaloc Durules 200mg LA Tab	AST	00497827	.6453
431	Betamethasone Valerate 0.1% Scalp Lot	PHO	00726486	.0867
432	Betaxin 1000mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	WIN	00033421	13.2300
433	Betnesol 5mg/100mL Enema-100mL Pk	GLA	00012181	7.6386
434	Betnovate 0.1% Cr	GLA	00011924	.0244
435	Betnovate 0.1% Lot	GLA	00011940	.3743
436	Betnovate 0.1% Oint	GLA	00012386	.0244
437	Betnovate-1/2 0.05% Cr	GLA	00011916	.0155
438	Betnovate-1/2 0.05% Lot	GLA	00011932	.2955
439	Betnovate-1/2 0.05% Oint	GLA	00012378	.0155
440	Betoptic 0.5% Oph Sol	ALC	00695688	2.1320
441	BiCNU Inj Pd-100mg Pk	BRI	00297763	46.0500
442	Bicillin 1200 L-A 1200000IU/2mL Inj Sol-2mL Pk	WYE	00036315	6.1000
443	Biquin Durules 250mg Tab	AST	00249580	.3938
444	Bisacodyl 5mg Sup	TCH	00619485	3.9000
445	Bisacodyl 10mg Sup	TCH	00404802	2.8000
446	Bisacodax 10mg Sup	ICN	00261327	2.8000
447	Blenoxane Inj Pd-15U Pk	BRI	00258482	170.7000
448	Bleph-10 10% Oph Sol	ALL	00001287	.2060
449	Blocadren 5mg Tab	FRS	00353914	.2374
450	Blocadren 10mg Tab	FRS	00353922	.3704
451	Blocadren 20mg Tab	FRS	00495611	.7207
452	Bonamine 25mg Tab	PFI	00220442	.2554
453	Brevicon 0.035mg & 0.5mg Tab-21 Pk	SYN	00373265	9.9400
454	Brevicon 0.035mg & 0.5mg Tab-28 Pk	SYN	00373273	9.9400
455	Brevicon 1/35 0.035mg & 1mg Tab-21 Pk	SYN	00531006	9.9400
456	Brevicon 1/35 0.035mg & 1mg Tab-28 Pk	SYN	00531014	9.9400
457	Bricanyl 2.5mg Tab	AST	00335355	.1505
458	Bricanyl 5mg Tab	AST	00335363	.1965
459	Bricanyl Inhaler Inh-400 dose Pk	AST	00818739	17.6000
460	Bricanyl Spacer Inhaler Inh-400 dose Pk	AST	00444774	17.6000
461	Bricanyl Turbuhaler 0.5mg/dose Inh 200 dose Pk	AST	00786616	14.3000
462	Bronalide 250mcg/Inhalation Aero Pd-100dose Pk	BOE	00790486	15.4400
463	Bronkaid Mistometer Aero Sol-15mL Pk	WIN	00282286	9.4600
464	Buro-Sol 0.35% & 0.023% Pd	TCD	00579947	.6150
465	Buscopan 10mg Sup	BOE	00363820	1.3800
466	Buscopan 10mg Tab	BOE	00363812	.1760
467	Butazolidin 100mg Tab	GEI	00010502	.2252
468	Butisol Sodium 15mg Tab	HOR	00581305	.0795
469	Butisol Sodium 30mg Tab	HOR	00581291	.1061
470	Butisol Sodium 100mg Tab	HOR	00581313	.1908
471	C.E.S. 0.625mg Tab	ICN	00265470	.0725
472	C.E.S. 1.25mg Tab	ICN	00265489	.1211
473	Cafergot 1mg & 100mg Tab	SAN	00176095	.5335
474	Cafergot-PB Sup	SAN	00176214	2.1750
475	Cafergot-PB Tab	SAN	00176222	.6200
476	Calcilean 25000IU/mL Inj Sol-0.8mL Pk	OTK	00740527	6.4750
477	Calcimar 400IU/2mL Inj Sol-2mL Pk	ROR	00723428	40.8500
478	Calcium Disodium Versenate 1000mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	RIK	00026239	18.0083
479	Calcium Gluconate Eq to 60mg Elemental Calcium Tab	DTC	00094773	3.7000
480	Calcium Gluconate Eq to 60mg Elemental Calcium Tab	SDR	00179698	3.7000
481	Calcium Gluconate Eq to 60mg Elemental Calcium Tab	WAM	00241717	3.7000
482	Calcium Gluconate Eq to 60mg Elemental Calcium Tab	NOP	00441473	3.7000
483	Calcium Lactate Eq to 84mg Elemental Calcium Tab	NOP	00021253	3.8000
484	Calcium Lactate Eq to 84mg Elemental Calcium Tab	PDA	00023590	8.9000
485	Calcium Lactate Eq to 84mg Elemental Calcium Tab	SDR	00179671	3.8000

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
486	Calcium-250 Eq to 250mg Elemental Calcium Tab	NOP	00645958	.0177
487	Calcium-500 Eq to 500mg Elemental Calcium Tab	NOP	00645923	.0227
488	Calcium-Rougier Eq to 19mg Elemental Calcium/mL O/L	ROG	00466425	.0172
489	Calcium-Sandoz Eq to 9mg Elemental Calcium/mL Inj Sol-10mL Pk	SAN	00027219	1.9800
490	Calcium-Sandoz Eq to 22mg Elemental Calcium/mL O/L	SAN	00027383	.0241
491	Calcium-Sandoz Forte Eq to 500mg Elemental Calcium Eff Tab	SAN	00027588	.3537
492	Calmurid-HC 1% & 10% Cr	PHD	00364134	.3135
493	Calsan Eq to 500mg Elemental Calcium Chew Tab	SAN	00648345	.1155
494	Calsan Eq to 500mg Elemental Calcium SG Cap	SAN	00648353	.1155
495	Caltrate 600 Eq to 600mg Elemental Calcium Tab	LED	00626341	.1162
496	Canesten 10mg/g Cr	MIT	00513903	.1703
497	Canesten 10mg/mL Top Sol	MIT	00513911	.3612
498	Canesten 10mg/g Vag Cr-App	MIT	00513938	.2205
499	Canesten 100mg Vag Tab	MIT	00513946	2.1033
500	Canesten 1 500mg Vag Tab	MIT	00629243	14.2800
501	Canesten 1-Combi Pak 500mg & 1% Tab & Cr	MIT	00759457	14.2800
502	Canesten 3 20mg/g Vag Cr-App	MIT	00576492	.5712
503	Canesten 3 200mg Vag Tab	MIT	00567388	4.7600
504	Capoten 12.5mg Tab	SQU	00695661	.3936
505	Capoten 25mg Tab	SQU	00546283	.5285
506	Capoten 50mg Tab	SQU	00546291	.9845
507	Capoten 100mg Tab	SQU	00546305	1.8314
508	Carbachol 0.25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	GLA	00341622	3.7080
509	Carbachol 2mg Tab	GLA	00003212	.3583
510	Carbolith 150mg Cap	ICN	00461733	.0826
511	Carbolith 300mg Cap	ICN	00236683	.0830
512	Cardioquin 275mg Tab	PFR	00026131	.4714
513	Cardizem 30mg Tab	NRD	00587753	.3674
514	Cardizem 60mg Tab	NRD	00587761	.6445
515	Cardizem-SR 60mg LA Cap	NRD	00728314	.6797
516	Cardizem-SR 90mg LA Cap	NRD	00728322	.8916
517	Cardizem-SR 120mg LA Cap	NRD	00728330	1.1850
518	Castor Oil O/L	DTC	00094080	1.9000
519	Castor Oil O/L	SDR	00179140	1.9000
520	Catapres 0.1mg Tab	BOE	00259527	.2606
521	Catapres 0.2mg Tab	BOE	00291889	.4650
522	Ceclor 250mg Cap	LIL	00465186	.9926
523	Ceclor 500mg Cap	LIL	00465194	1.9506
524	Ceclor 25mg/mL O/L	LIL	00465208	.1060
525	Ceclor 50mg/mL O/L	LIL	00465216	.1940
526	Cedocard SR 20mg LA Tab	PMS	00740721	.3150
527	CeeNU 10mg Cap	BRI	00360430	3.8875
528	CeeNU 40mg Cap	BRI	00360422	6.6900
529	CeeNU 100mg Cap	BRI	00360414	11.0450
530	Celestoderm-V 0.1% Cr	SCH	00027901	.0244
531	Celestoderm-V 0.1% Oint	SCH	00028363	.0244
532	Celestoderm-V/2 0.05% Cr	SCH	00027898	.0155
533	Celestoderm-V/2 0.05% Oint	SCH	00028355	.0155
534	Celestone 0.5mg Tab	SCH	00028185	.3620
535	Celestone Soluspan 3mg & 3mg/mL Inj Susp-1mL Pk	SCH	00028096	4.4760
536	Celontin 300mg Cap	PDA	00022802	.2926
537	Cephulac 666.7mg/mL O/L	MER	00444316	.0383
538	Cerevon 100mg Tab	BWE	00677981	7.1000
539	Cerubidine Inj Pd-20mg Pk	RPP	00163899	78.5500
540	Cesamet 1mg Cap	LIL	00548375	6.0835
541	Cetamide 10% Oph Oint-3.5g Pk	ALC	00252522	3.1800
542	Chemstrip K Strip-100 Pk	BOM	00990698	10.3000
543	Chemstrip bG Strip- 25 Pk	BOM	00990906	16.0000
544	Chemstrip bG Strip- 50 Pk	BOM	00990027	33.4000

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
545	Chemstrip uG 5000 Strip-50 Pk	BOM	00990019	5.7500
546	Chemstrip uG 5000 K Strip-50 Pk	BOM	00980692	5.9500
547	Chlor-Tripolon 10mg/mL Inj Sol-1mL Pk	SCH	00027995	2.4020
548	Chlor-Tripolon 0.5mg/mL O/L	SCH	00028134	.0351
549	Chloral Hydrate 500mg Cap	DTC	00092886	.0333
550	Chlordiazepoxide 5mg Cap	DTC	00398403	.0130
551	Chlordiazepoxide 10mg Cap	DTC	00398411	.0155
552	Chlordiazepoxide 25mg Cap	DTC	00398438	.0203
553	Chloromycetin 1% Oph Oint-3.5g Pk	PDA	00024066	3.3800
554	Chloromycetin 0.5% Oph Sol	PDA	00221678	.4067
555	Chloromycetin 0.5% Ot Sol	PDA	00349615	.6213
556	Chloroptic 0.5% Oph Sol	ALL	00001082	.3850
557	Chlorpromanyl 20 20mg/mL O/L	TCH	00580988	.0339
558	Chlorpropamide 250mg Tab	DTC	00377937	.0441
559	Chlorthalidone 50mg Tab	DTC	00398365	.0202
560	Chlorthalidone 100mg Tab	DTC	00398373	.0419
561	Choledyl 10mg/mL O/L	PDA	00476390	.0299
562	Choledyl 20mg/mL O/L	PDA	00476366	.0327
563	Choledyl 100mg Tab	PDA	00476404	.0470
564	Choledyl 200mg Tab	PDA	00476412	.0405
565	Choledyl 300mg Tab	PDA	00483591	.1100
566	Choledyl SA 400mg LA Tab	PDA	00503436	.2169
567	Choledyl SA 600mg LA Tab	PDA	00536709	.2575
568	Choloxin 2mg Tab	FLI	00273015	.7155
569	Choloxin 4mg Tab	FLI	00009636	.8295
570	Cidomycin 80mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	ROU	00259179	4.0900
571	Cipro 250mg Tab	MIT	00817163	2.2082
572	Cipro 500mg Tab	MIT	00817171	2.4912
573	Cipro 750mg Tab	MIT	00817198	4.6994
574	Claripex 500mg Cap	ICN	00409472	.0497
575	Claritin 10mg Tab	SCH	00782696	.7802
576	Clavulin 25mg & 6.25mg/mL O/L	BEE	00617512	.1014
577	Clavulin 50mg & 12.5mg/mL O/L	BEE	00617520	.1704
578	Clavulin 250mg & 125mg Tab	BEE	00617490	.8560
579	Clavulin 500mg & 125mg Tab	BEE	00617504	1.3332
580	Clinistix Strip-50 Pk	AME	00980633	4.7300
581	Clinitest Tab-100 Pk	AME	00980420	8.3500
582	Clinoril 150mg Tab	FRS	00456888	.5525
583	Clinoril 200mg Tab	FRS	00432369	.7000
584	Clotrimaderm 10mg/g Cr	TAR	00812382	.1222
585	Clotrimaderm Vaginal Cream 10mg/g Vag Cr-App	TAR	00812366	.2000
586	Clotrimaderm Vaginal Cream 20mg/g Vag Cr-App	TAR	00812374	.4200
587	Codeine 5mg/mL O/L	DTC	00093114	.0193
588	Codeine 5mg/mL O/L	NDA	00779474	.0193
589	Codeine 15mg Tab	NDA	00018686	.0545
590	Codeine 15mg Tab	DTC	00093122	.0536
591	Codeine 30mg Tab	NDA	00018694	.0773
592	Codeine 30mg Tab	DTC	00093130	.0765
593	Codeine 60mg Tab	DTC	00093149	.1994
594	Codeine Phosphate 15mg Tab	TCH	00593435	.0536
595	Codeine Phosphate 30mg Tab	TCH	00593451	.0765
596	Cogentin 2mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	MSD	00016128	4.5967
597	Cogentin 2mg Tab	MSD	00016357	.1330
598	Colace 100mg Cap	BRI	00464767	23.1000
599	Colace 4mg/mL O/L	BRI	00464783	13.0000
600	Colace 10mg/mL O/L	BRI	00464775	9.5000
601	Colchicine 0.6mg Tab	ABB	00000396	.2728
602	Colchicine 0.6mg Tab	DTC	00094382	.0535
603	Colchicine 0.6mg Tab	ROG	00287873	.0535
604	Colchicine 1mg Tab	ROG	00206032	.2040
605	Colestid Gran 5g Pk	UPJ	00642975	.7866

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
606	Coly-Mycin Inj Pd-150mg Pk	PDA	00476420	31.8000
607	Coly-Mycin Otic 3mg & 3.3mg & 10mg/mL Ot Susp	PDA	00476439	1.6737
608	Colyte Pd 4L Pk	RCA	00677442	13.2100
609	Coptin 9mg/mL & 41mg/mL Oral Susp	JOU	00745618	.1300
610	Coptin 90mg & 410mg Tab	JOU	00656933	.4750
611	Coradur-SR 20mg LA Tab	GLA	00786683	.3150
612	Cordarone 200mg Tab	AYE	00705934	1.9187
613	Corgard 40mg Tab	SQU	00607126	.4520
614	Corgard 80mg Tab	SQU	00463256	.6491
615	Corgard 160mg Tab	SQU	00523372	1.2075
616	Coronex 5mg SL Tab	AYE	00446661	.0710
617	Coronex 10mg Tab	AYE	00446688	.0523
618	Coronex 30mg Tab	AYE	00446696	.1235
619	Cortate 0.5% Cr	SCH	00513288	.0183
620	Cortate 1% Cr	SCH	00502200	.0207
621	Cortate 0.5% Oint	SCH	00513261	.0183
622	Cortate 1% Oint	SCH	00502197	.0207
623	Cortef 20mg Tab	UPJ	00030929	.2350
624	Cortenema 100mg/60mL Enema-60mL Pk	INF	00661856	5.4900
625	Corticreme 1% Cr	ROG	00477699	.2850
626	Cortifoam 10% Rect Aero	RCA	00579335	3.3790
627	Cortiment 10mg Sup	NRD	00407836	.9142
628	Cortiment 40mg Sup	NRD	00406708	1.2530
629	Cortisone 25mg Tab	UPJ	00249963	.1295
630	Cortisone-ICN 25mg Tab	ICN	00280437	.1283
631	Cortisporin 10000U & 5mg & 10mg/mL Ot Sol	BWE	00694401	1.3280
632	Cortoderm 0.5% Oint	TAR	00716685	.0162
633	Cortoderm 1% Oint	TAR	00716693	.0196
634	Cortone 5mg Tab	MSD	00016438	.1134
635	Cortone 25mg Tab	MSD	00016446	.4238
636	Cortrosyn Inj Pd-0.25mg Pk	ORG	00022381	9.1700
637	Coryphen 325-30 325mg & 30mg Tab	ROG	00406112	.2300
638	Coryphen 650-30 650mg & 30mg Tab	ROG	00406104	.3300
639	Cosmegen Inj Pd-0.5mg Pk	MSD	00213071	8.2000
640	Cotazym 8000 & 30000 & 30000USP U Cap	ORG	00263818	.1705
641	Cotazym ECS 8000 & 30000 & 30000USP U Ent Microsph Cap	ORG	00502790	.3079
642	Coumadin 2.5mg Tab	DUP	00585645	.2160
643	Coumadin 5mg Tab	DUP	00585629	.2268
644	Coumadin 10mg Tab	DUP	00585637	.4151
645	Crystapen (Sod) Inj Pd- 1000000IU Pk	GLA	00011983	1.3108
646	Crystapen (Sod) Inj Pd- 5000000IU Pk	GLA	00011991	3.3756
647	Cuprimine 125mg Cap	MSD	00497894	.4941
648	Cuprimine 250mg Cap	MSD	00016055	.7407
649	Cyanocobalamin 1mg/mL Inj Sol	NRD	00314277	9.9000
650	Cyanocobalamin 1mg/mL Inj Sol	TAR	00716707	6.0000
651	Cyclocort 0.1% Cr	LED	00443824	.4167
652	Cyclocort 0.1% Lot	LED	00571016	.3182
653	Cyclocort 0.1% Oint	LED	00559237	.3833
654	Cyclomen 50mg Cap	WIN	00491764	.6838
655	Cyclomen 100mg Cap	WIN	00358754	1.0146
656	Cyclomen 200mg Cap	WIN	00358762	1.6212
657	Cylert 37.5mg Tab	ABB	00397512	.6326
658	Cylert 75mg Tab	ABB	00397520	1.2039
659	Cytadren 250mg Tab	CIB	00587729	.9775
660	Cytomel 5mcg Tab	SKF	00027081	.0685
661	Cytomel 25mcg Tab	SKF	00027103	.0832
662	Cytosar Inj Pd- 100mg Pk	UPJ	00386715	9.1100
663	Cytosar Inj Pd- 500mg Pk	UPJ	00194727	40.3000
664	Cytosar Inj Pd-1g Pk	UPJ	00646296	73.5000
665	Cytosar Inj Pd-2g Pk	UPJ	00646318	145.2500
666	Cytotec 100mcg Tab	SEA	00813966	.2531

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
667	Cytotec 200mcg Tab	SEA	00632600	.4440
668	Cytosan Inj Pd-500mg Pk	BRI	00344915	7.4000
669	Cytosan 25mg Tab	BRI	00344877	.3455
670	Cytosan 50mg Tab	BRI	00344885	.4650
671	D-Vi-Sol 400IU/0.6mL O/L	MJO	00630934	.1562
672	DDAVP 0.1mg/mL Nas Sol-2.5mL Pk	RIC	00402516	46.0000
673	DDAVP 10mcg/met dose Nas Sp- 2.5mL Pk	FEI	00836362	48.0000
674	DTIC Inj Pd-200mg Pk	MIT	00521183	17.7300
675	Dagenan 500mg Tab	RPP	00163929	.3621
676	Dalacin C 15mg/mL O/L	UPJ	00225851	.1060
677	Dalacin C 150mg Cap	UPJ	00030570	.7461
678	Dalacin C 300mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	UPJ	00260436	6.2800
679	Dalmane 15mg Cap	HLR	00012696	.1180
680	Dalmane 30mg Cap	HLR	00012718	.1381
681	Dan-Gard 2% Shampoo	STI	00507415	8.7000
682	Dantrium 25mg Cap	EAT	00452513	.3252
683	Dantrium 100mg Cap	EAT	00452521	.6615
684	Darvon-N Cap	LIL	00261432	.2054
685	Decadron 0.1% Oph/Ot Sol	MSD	00016217	1.8160
686	Decadron 0.5mg Tab	MSD	00016462	.3039
687	Decadron 4mg Tab	MSD	00354309	1.1840
688	Decadron 20mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	MSD	00213624	17.6200
689	Declinax 10mg Tab	HLR	00255432	.1465
690	Delatestryl 1000mg/5mL Oily Inj Sol-5mL Pk	SQU	00029246	21.2000
691	Delsym 6mg/mL O/L	FIS	00824283	.0336
692	Deltasone 5mg Tab	UPJ	00210188	.0149
693	Deltasone 50mg Tab	UPJ	00252417	.1755
694	Demerol 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	WIN	00036242	.2668
695	Demerol 75mg/mL Inj Sol-1mL Pk	WIN	00033294	.2904
696	Demerol 100mg/mL Inj Sol-1mL Pk	WIN	00033308	.3144
697	Demerol 1500mg/30mL Inj Sol-30mL Pk	WIN	00990493	5.6700
698	Demerol 50mg Tab	WIN	00033685	.1014
699	Demulen 30 0.03mg & 2mg Tab-21 Pk	SEA	00469327	10.8600
700	Demulen 30 0.03mg & 2mg Tab-28 Pk	SEA	00471526	11.6200
701	Demulen 50 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	SEA	00028630	12.1450
702	Demulen 50 0.05mg & 1mg Tab-28 Pk	SEA	00343536	12.9900
703	Depakene 50mg/mL O/L	ABB	00443832	.0855
704	Depakene 250mg Cap	ABB	00443840	.3850
705	Depakene 500mg Ent Cap	ABB	00507989	.7702
706	Depen 250mg Tab	HOR	00511641	.6003
707	Depo-Medrol 40mg/mL Inj Susp-1mL Pk	UPJ	00030759	4.5100
708	Depo-Medrol 80mg/mL Inj Susp-1mL Pk	UPJ	00030767	8.6500
709	Depo-Medrol 100mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	UPJ	00030740	9.9000
710	Depo-Provera 400mg/4mL Inj Susp-4mL Pk	UPJ	00030856	33.1500
711	Depo-Testosterone 100mg/mL Oily Inj Sol-10mL Pk	UPJ	00985007	22.3000
712	Dermovate 0.05% Cr	GLA	00359718	.6262
713	Dermovate 0.05% Oint	GLA	00359726	.6262
714	Dermovate 0.05% Scalp Lot	GLA	00479012	.5260
715	Dermoxyl 5% Gel	ICN	00372692	.0959
716	Dermoxyl 10% Gel	ICN	00372706	.1335
717	Dermoxyl 20% Gel	ICN	00399116	.1740
718	Desquam-X Wash 10% Cl Lot	WSD	00542040	.0465
719	Desquam-X10 10% Gel	WSD	00307572	.0918
720	Desquam-X5 5% Gel	WSD	00307564	.0747
721	Desyrel 50mg Tab	BRI	00579351	.3265
722	Desyrel 100mg Tab	BRI	00579378	.5830
723	Desyrel Dividose 150mg Tab	BRI	00702277	.9710
724	Dexasone 0.5mg Tab	ICN	00295094	.0930
725	Dexasone 0.75mg Tab	ICN	00285471	.1369
726	Dexasone 4mg Tab	ICN	00489158	.2222
727	Dexedrine 5mg Tab	SKF	00027065	.2453

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
728	Dextrostix Strip- 25 Pk	AME	00990922	16.3600
729	Dextrostix Strip-100 Pk	AME	00984140	58.6400
730	Diabinese 100mg Tab	PFI	00024708	.0907
731	Diabinese 250mg Tab	PFI	00024716	.1833
732	Diamox 500mg LA Cap	LED	00127930	.6824
733	Diamox 250mg Tab	LED	00014907	.1276
734	Diastix Strip-50 Pk	AME	00980641	4.7300
735	Diazepam 2mg Tab	DTC	00466905	.0058
736	Diazepam 5mg Tab	DTC	00396230	.0064
737	Diazepam 10mg Tab	DTC	00466891	.0073
738	Didronel 200mg Tab	EAT	00582522	1.2600
739	Dienestrol 0.1mg/g Vag Cr-App	ORT	00990531	.1091
740	Dienestrol 0.1mg/g Vag Cr	ORT	00441295	.1023
741	Dilantin 6mg/mL O/L	PDA	00023442	.0353
742	Dilantin 30mg Cap	PDA	00022772	.0469
743	Dilantin 25mg/mL O/L	PDA	00023450	.0418
744	Dilantin 100mg Cap	PDA	00022780	.0538
745	Dilantin 50mg Tab	PDA	00023698	.0643
746	Dilantin 100mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	PDA	00245453	2.8450
747	Dilantin 250mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	PDA	00271705	5.9360
748	Dilaudid 1mg/mL Oral Sol	KNL	00786535	.0931
749	Dilaudid 2mg/mL Inj Sol-1mL Pk	KNL	00627100	1.2000
750	Dilaudid 3mg Sup	KNL	00125105	2.6000
751	Dilaudid 1mg Tab	KNL	00705438	.1370
752	Dilaudid 2mg Tab	KNL	00125083	.2060
753	Dilaudid 4mg Tab	KNL	00125121	.3200
754	Dilaudid 8mg Tab	KNL	00786543	.5040
755	Dilaudid-HP 10mg/mL Inj Sol-1mL Pk	KNL	00622133	3.1800
756	Dimelor 500mg Tab	LIL	00015598	.3935
757	Dimenhydrinate 50mg Tab	DTC	00398381	.0080
758	Dimetane 0.4mg/mL O/L	ROB	00026395	.0178
759	Dimetane 4mg Tab	ROB	00026484	.0786
760	Diodoquin 650mg Tab	SEA	00180386	.3683
761	Diovol Ex 600mg & 300mg Chew Tab	HOR	00621544	.1045
762	Diovol Ex 120mg & 60mg/mL O/L	HOR	00491217	.0149
763	Diprolene 0.05% Oint	SCH	00629367	.6314
764	Diprolene Glycol 0.05% Cr	SCH	00688622	.6314
765	Diprosone 0.05% Cr	SCH	00323071	.4614
766	Diprosone 0.05% Lot	SCH	00417246	.3476
767	Diprosone 0.05% Oint	SCH	00344923	.4614
768	Disipal 50mg Tab	RIK	00026387	.3970
769	Ditropan 1mg/mL O/L	EAT	00548332	.0854
770	Ditropan 5mg Tab	EAT	00530921	.3796
771	Doak-Oil 2% Emuls	TCD	00579955	12.0000
772	Doak-Oil Forte 10% Emuls	TCD	00579971	15.9500
773	Docusate Sodium 100mg Cap	TAR	00716731	10.5000
774	Dolobid 250mg Tab	FRS	00587699	.5488
775	Dolobid 500mg Tab	FRS	00576131	.6718
776	Donnagel-PG O/L	ROB	00346756	.0334
777	Dopamet 125mg Tab	ICN	00353620	.0360
778	Dopamet 250mg Tab	ICN	00250392	.0609
779	Dopamet 500mg Tab	ICN	00353639	.1215
780	Drenison 0.05% Cr	LIL	00015326	.4668
781	Drenison 0.05% Oint	LIL	00016012	.4668
782	Drenison-1/4 0.0125% Cr	LIL	00015318	.2322
783	Drenison-1/4 0.0125% Oint	LIL	00016004	.2322
784	Drisdol 10360IU/mL O/L	WIN	00033545	.4372
785	Dulcolax 2mg/mL Enema	BOE	00286265	4.7000
786	Dulcolax 5mg Ent Tab	BOE	00254142	5.6000
787	Dulcolax 5mg Sup	BOE	00003867	4.7000
788	Dulcolax 10mg Sup	BOE	00003875	6.4000

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
789	Duolube 80% & 20% Oph Oint-3.5g Pk	BAU	00750778	3.8100
790	Durabolin 100mg/2mL Oily Inj Sol-2mL Pk	ORG	00022489	24.2500
791	Durabolin 125mg/5mL Oily Inj Sol-5mL Pk	ORG	00022470	30.0000
792	Duralith 300mg LA Tab	MCN	00590665	.1800
793	Duratears 94% & 3% Oph Oint-3.5g Pk	ALC	00469688	3.8400
794	Duricef 500mg Cap	BRI	00507245	1.1565
795	Duvoid 10mg Tab	EAT	00452998	.2605
796	Duvoid 25mg Tab	EAT	00453005	.4160
797	Duvoid 50mg Tab	EAT	00453013	.6730
798	Dyazide 25mg & 50mg Tab	SKF	00181528	.0900
799	Dyrenium 50mg Tab	SKF	00299715	.1714
800	Dyrenium 100mg Tab	SKF	00027138	.2217
801	E-Mycin 250mg Tab	UPJ	00030899	.1257
802	E-Pilo 1 1% & 1% Oph Sol	IOB	00760021	1.0300
803	E-Pilo 2 2% & 1% Oph Sol	IOB	00759996	1.0700
804	E-Pilo 4 4% & 1% Oph Sol	IOB	00760013	1.1400
805	E-Pilo 6 6% & 1% Oph Sol	IOB	00760005	1.1800
806	EES-200 40mg/mL O/L	ABB	00000299	.0883
807	EES-400 80mg/mL O/L	ABB	00453617	.1338
808	EES-600 600mg Tab	ABB	00583782	.4150
809	ERYC 250mg Ent Pel Cap	PDA	00607142	.2646
810	Ecostat 1% Cr	SQU	00561002	.4000
811	Ecostat 150mg Vag Sup	SQU	00452114	5.3666
812	Ectosone 0.1% Scalp Lot	TCH	00653217	.0864
813	Ectosone Mild 0.05% Cr	TCH	00535427	.0154
814	Ectosone Mild 0.05% Lot	TCH	00653209	.2057
815	Ectosone Regular 0.1% Cr	TCH	00535435	.0230
816	Ectosone Regular 0.1% Lot	TCH	00750050	.2528
817	Edecrin 50mg Tab	MSD	00016497	.3080
818	Efudex 5% Cr	HLR	00330582	.4160
819	Elastase 1U & 666U/g Oint	PDA	00024082	1.2236
820	Elavil 2mg/mL O/L	MSD	00016306	.0390
821	Elavil 10mg Tab	MSD	00016322	.0705
822	Elavil 25mg Tab	MSD	00016330	.1286
823	Elavil 50mg Tab	MSD	00016349	.2494
824	Eltroxin 0.05mg Tab	GLA	00012289	.0230
825	Eltroxin 0.1 mg Tab	GLA	00012297	.0283
826	Eltroxin 0.15mg Tab	GLA	00295582	.0314
827	Eltroxin 0.2 mg Tab	GLA	00012300	.0332
828	Eltroxin 0.3 mg Tab	GLA	00012319	.0508
829	Emcyt 140mg Cap	PHD	00780278	2.8140
830	Emex 10mg Tab	BEE	00603775	.0862
831	Emo-Cort 1% Cr	TCD	00192597	.1522
832	Emo-Cort 2.5% Cr	TCD	00595799	.2078
833	Emo-Cort 0.5% Lot	TCD	00192589	.1075
834	Emo-Cort 1% Lot	TCD	00192600	.1367
835	Emo-Cort 2.5% Lot	TCD	00595802	.1858
836	Empracet-30 300mg & 30mg Tab	BWE	00666130	.0580
837	Empracet-60 300mg & 60mg Tab	BWE	00666149	.2940
838	Emtec-30 300mg & 30mg Tab	TCH	00608882	.0472
839	Endocet 5mg & 325mg Tab	END	00574384	.1380
840	Endodan 5mg & 325mg Tab	END	00574392	.1680
841	Entacyl Gran-2g Pk	GLA	00002739	.6690
842	Entacyl 120mg/mL O/L	GLA	00003131	.0534
843	Entrophen 325mg Ent Tab	FRS	00010332	.0223
844	Entrophen 650mg Ent Tab	FRS	00010340	.0273
845	Entrophen 975mg Ent Tab	FRS	00419508	.0758
846	Ephedrine 30mg Tab	GLA	00304069	.2023
847	Epifrin 0.5% Oph Sol	ALL	00001090	.7127
848	Epifrin 1% Oph Sol	ALL	00001104	.8100
849	Epifrin 2% Oph Sol	ALL	00001112	.8353

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
850	Epival 125mg Ent Tab	ABB	00596418	.2041
851	Epival 250mg Ent Tab	ABB	00596426	.3668
852	Epival 500mg Ent Tab	ABB	00596434	.7338
853	Equanil 400mg Tab	WYE	00034142	.0452
854	Ergamisol 50mg Tab	JAN	00846368	4.5000
855	Ergomar 2mg SL Tab	FIS	00328952	.7033
856	Ergotrate 0.2mg Tab	LIL	00015709	.2474
857	Erythrocin 25mg/mL O/L	ABB	00000302	.0378
858	Erythrocin 50mg/mL O/L	ABB	00273023	.0672
859	Erythrocin 250mg Tab	ABB	00000434	.1140
860	Erythrocin 500mg Tab	ABB	00266515	.5180
861	Erythromid 250mg Tab	ABB	00244635	.0550
862	Erythromycin 250mg Tab	KNR	00640263	.0629
863	Erythromycin Delayed-Release Capsules 250mg Ent Pel Cap	ABB	00846333	.2400
864	Estar 2% Gel	WSD	00373222	10.6000
865	Estinyl 0.02mg Tab	SCH	00028215	.0781
866	Estinyl 0.05mg Tab	SCH	00028223	.1287
867	Estinyl 0.5mg Tab	SCH	00028231	.2801
868	Etibi 100mg Tab	ICN	00247960	.0912
869	Etibi 400mg Tab	ICN	00247979	.2539
870	Euflex 250mg Tab	SCH	00637726	2.0250
871	Euglucon 2.5mg Tab	BOM	00720933	.1050
872	Euglucon 5mg Tab	BOM	00720941	.1798
873	Eumovate 0.05% Cr	GLA	00456543	.3673
874	Eumovate 0.05% Oint	GLA	00456551	.3673
875	Eurax 10% Cr	CGS	00623377	.2672
876	ExacTech Strip- 50 Pk	MED	00984930	37.7500
877	Exdol-15 15mg Tab	FRS	00372331	.0519
878	Exdol-30 30mg Tab	FRS	00372358	.0736
879	FML 0.1% Oph Susp	ALL	00247855	1.9060
880	Feldene 10mg Cap	PFI	00525596	.8493
881	Feldene 20mg Cap	PFI	00525618	1.4240
882	Feldene 10mg Sup	PFI	00632708	.9940
883	Feldene 20mg Sup	PFI	00632716	1.6567
884	Fenicol 1% Oph Oint-3.5g Pk	ALC	00001058	2.1600
885	Fer-in-Sol 125mg/mL O/L	MJO	00017841	.1968
886	Ferrous Gluconate 300mg Tab	WAM	00031097	3.5000
887	Ferrous Gluconate 300mg Tab	LEA	00041157	3.2500
888	Ferrous Gluconate 300mg Tab	DTC	00094714	2.6500
889	Fibyrax Tab	LED	00779768	9.2000
890	Flagyl 10% Vag Cr-App	RPP	00024929	.1978
891	Flagyl 500mg Cap	RPP	00489891	.9533
892	Flagyl 500mg Vag Tab-App	RPP	00025887	.4370
893	Flagyl 250mg Tab	RPP	00025615	.0391
894	Flagystatin 500mg & 100000U/g Vag Cr-App	RPP	00338338	.3893
895	Flagystatin 500mg & 100000U Vag Sup	RPP	00439134	2.1410
896	Flagystatin 500mg & 100000U Vag Tab-App	RPP	00250724	2.1410
897	Flamazine 1% Cr	SNE	00323098	.2226
898	Flarex 0.1% Oph Susp	ALC	00756784	1.6800
899	Fleet Enema	FRS	00107875	5.8000
900	Fleet 160mg & 60mg/mL Ped Rect Sol	FRS	00108065	3.9000
901	Fleet 160mg & 60mg/mL Rect Sol	FRS	00009911	4.2000
902	Flexeril 10mg Tab	FRS	00782742	.5422
903	Florinef 0.1mg Tab	SQU	00029351	.2015
904	Florone 0.05% Cr	UPJ	00481807	.2900
905	Florone 0.05% Oint	UPJ	00481793	.2900
906	Fluanxol 0.5mg Tab	MER	00580619	.2171
907	Fluanxol 3mg Tab	MER	00585157	.4690
908	Fluanxol Depot 200mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	MER	00524522	62.8700
909	Fluanxol Depot 200mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	MER	00524530	62.8700
910	Fluclox 250mg Cap	AYE	00486795	.5421

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
911	Fluclox 500mg Cap	AYE	00486809	.9935
912	Fluclox 25mg/mL O/L	AYE	00486817	.1375
913	Fluclox 50mg/mL O/L	AYE	00525561	.2058
914	Fluoderm 0.01% Cr	TAR	00716782	.1191
915	Fluoderm 0.025% Cr	TAR	00716790	.1400
916	Fluoderm 0.01% Oint	TAR	00716804	.1191
917	Fluoderm 0.025% Oint	TAR	00716812	.1400
918	Fluorouracil 500mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	HLR	00012882	3.4400
919	Folic Acid 5mg Tab	DTC	00094617	.0063
920	Folic Acid 5mg Tab	LEA	00498777	.0063
921	Folic Acid-ICN 5mg Tab	ICN	00284149	.0063
922	Folvite 5mg Tab	LED	00014966	.0315
923	Formulex 10mg Cap	ICN	00361933	.0580
924	Proben 50mg Tab	ORG	00593346	.3665
925	Proben 100mg Tab	ORG	00593354	.4895
926	Fucidin 2% Cr	LEO	00586668	.5400
927	Fucidin 2% Oint	LEO	00586676	.5400
928	Fulvicin P/G 165mg Tab	SCH	00513229	.2213
929	Fulvicin P/G 330mg Tab	SCH	00513237	.3742
930	Fulvicin U/F 125mg Tab	SCH	00028266	.1429
931	Fulvicin U/F 250mg Tab	SCH	00028274	.2458
932	Fulvicin U/F 500mg Tab	SCH	00028282	.4161
933	Fungizone Inj Pd-50mg Pk	SQU	00029149	34.1500
934	Furosemide 40mg Tab	DTC	00396249	.0079
935	Furoside 40mg Tab	ICN	00332275	.0079
936	GEL-OSE 40% Jelly-Unidose Pk	JOU	00739561	.4350
937	GEN-GLYBE 2.5mg Tab	GEN	00808733	.0863
938	GEN-GLYBE 5mg Tab	GEN	00808741	.1563
939	Gantanol 500mg Tab	HLR	00013412	.1825
940	Garamycin 0.3% Oph Oint-3.5g Pk	SCH	00028339	7.2300
941	Garamycin 0.3% Oph Sol	SCH	00512192	.6500
942	Garamycin 0.3% Ot Sol	SCH	00512184	1.4173
943	Garamycin 80mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	SCH	00223824	4.0900
944	Garasone 3mg & 1mg/mL Oph/Ot Drops	SCH	00682217	1.6427
945	Gastrolyte Oral Pd-1 Sach Pk	ROR	00808385	.5730
946	Gastrozepin 50mg Tab	BOE	00608998	.6413
947	Gaviscon 200mg & 80mg Chew Tab	STP	00696021	.0699
948	Gaviscon Liquid 50mg & 20mg/mL O/L	STP	00541168	.0145
949	Gelusil 40mg & 40mg/mL O/L	PDA	00476471	.0117
950	Gelusil 200mg & 200mg Tab	PDA	00476455	.0695
951	Gelusil Extra Strength 130mg & 70mg/mL O/L	PDA	00531154	.0152
952	Gelusil Extra Strength 400mg & 400mg Tab	PDA	00483605	.1074
953	Gemfibrozil 300mg Cap	CIL	00851922	.4324
954	Geopen 500mg Tab	PFI	00328235	1.1280
955	Glucagon Inj Pd-1mg Pk	LIL	00015377	23.4000
956	Glucophage 500mg Tab	NRD	00314552	.1886
957	Glucoscan Strip- 50 Pk	LIF	00980676	33.7500
958	Glucoscan Strip-100 Pk	LIF	00980714	60.7000
959	Glucostix Strip- 25 Pk	AME	00980749	17.5000
960	Glucostix Strip-100 Pk	AME	00980757	62.1100
961	Glucostix (Foil Wrapped) Strip- 50 Pk	AME	00984760	33.1300
962	Glycerin 1.8g Sup	DTC	00094056	2.7000
963	Glycerin 1.8g Sup	ROG	00145416	3.1000
964	Glycerin 2.7g Sup	DTC	00882518	2.6000
965	Glycerin 2.7g Sup	ROG	00990825	3.1000
966	Glysennid 8.6mg Tab	SAN	00604402	11.0000
967	Glysennid 12mg Tab	SAN	00027502	13.3000
968	Gramcal Eq to 1000mg Elemental Calcium Eff Tab	SAN	00259497	.6030
969	Gravol 50mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	HOR	00013560	1.1980
970	Gravol 250mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	HOR	00013579	3.2700
971	Gravol 3mg/mL O/L	HOR	00230197	.0419

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
972	Gravol 50mg Sup	HOR	00013595	.2862
973	Gravol 100mg Sup	HOR	00013609	.3015
974	Gravol Filmkote 15mg Tab	HOR	00511196	.1460
975	Gravol Filmkote 50mg Tab	HOR	00013803	.0949
976	Grisovin FP 125mg Tab	GLA	00012246	.1525
977	Grisovin FP 250mg Tab	GLA	00012254	.2788
978	Grisovin FP 500mg Tab	GLA	00012262	.4735
979	Guaifenesin 20mg/mL O/L	ROG	00026794	.0076
980	Guaifenesin Sugar Free 20mg/mL O/L	ROG	00990930	.0093
981	Gynergen 1mg Tab	SAN	00027405	.5350
982	H2Oxyl 5% Gel	STI	00512613	.1092
983	H2Oxyl 10% Gel	STI	00512621	.1402
984	H2Oxyl 20% Gel	STI	00512648	.1786
985	Halcion 0.125mg Tab	UPJ	00512559	.1498
986	Halcion 0.25mg Tab	UPJ	00443158	.1853
987	Haldol 5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	MCN	00017574	3.0750
988	Haldol 2mg/mL O/L	MCN	00017582	.3108
989	Haldol 0.5mg Tab	MCN	00017655	.1348
990	Haldol 1mg Tab	MCN	00017663	.2025
991	Haldol 2mg Tab	MCN	00017671	.3027
992	Haldol 5mg Tab	MCN	00017698	.4830
993	Haldol 10mg Tab	MCN	00381772	.7025
994	Haldol 20mg Tab	MCN	00499579	1.2200
995	Haldol-LA 50mg/mL Oily Inj Sol-5mL Pk	MCN	00599085	52.0500
996	Haldol-LA 100mg/mL Oily Inj Sol-1mL Pk	MCN	00599093	20.5703
997	Haldol-LA 100mg/mL Oily Inj Sol-5mL Pk	MCN	00980803	102.8500
998	Halog 0.1% Cr	SQU	00326941	.4583
999	Halog 0.1% Oint	SQU	00403075	.3741
1000	Halog 0.1% Sol	SQU	00404187	.3741
1001	Halog Mild 0.025% Cr	SQU	00404179	.2333
1002	Haloperidol 2mg/mL O/L	KNR	00749400	.1365
1003	Haloperidol 0.5mg Tab	KNR	00749419	.0474
1004	Haloperidol 1mg Tab	KNR	00749427	.0768
1005	Haloperidol 2mg Tab	KNR	00749435	.1384
1006	Haloperidol 5mg Tab	KNR	00749443	.1989
1007	Haloperidol 10mg Tab	KNR	00749451	.3234
1008	Halotestin 5mg Tab	UPJ	00030902	.1950
1009	Halotex 1% Cr	WSD	00291048	.2257
1010	Halotex 1% Top Sol	WSD	00291021	.2423
1011	Hepalean 10000USP U/10mL Inj Sol-10mL Pk	OTK	00740519	2.5750
1012	Hepalean 50000USP U/5mL Inj Sol-5mL Pk	OTK	00740497	4.5600
1013	Hepalean 25000USP U/mL Inj Sol-2mL Pk	OTK	00740535	10.8000
1014	Heparin 10000USP U/10mL Inj Sol-10mL Pk	GLA	00304042	2.1440
1015	Heparin 50000USP U/5mL Inj Sol-5mL Pk	GLA	00304050	5.3410
1016	Herplex 0.1% Oph Sol	ALL	00001120	.8207
1017	Herplex-D 0.1% Top Sol	ALL	00001317	1.3099
1018	Hexa-Betalin 25mg Tab	LIL	00015865	.1303
1019	Hexavitamins Tab	NOP	00269034	4.1000
1020	Hibitane 4% Top Sol	AYE	00245097	4.7000
1021	Hip-Rex 1g Tab	RIK	00026379	.5680
1022	Hismanal 2mg/mL O/L	JAN	00610070	.2380
1023	Hismanal 10mg Tab	JAN	00610089	.6581
1024	Honvol 250mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	HOR	00013587	7.2710
1025	Honvol 100mg Tab	HOR	00013781	.9164
1026	Humulin 30/70 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00795879	20.9000
1027	Humulin L Lente 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00646148	20.9000
1028	Humulin NPH 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00587737	20.9000
1029	Humulin Regular 1000U/10mL Inj Sol	LIL	00586714	20.9000
1030	Humulin-U Ultralente 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00733075	20.9000
1031	Hycodan 1mg/mL O/L	DUP	00585580	.0523
1032	Hycort 100mg/60mL Enema-60mL Pk	ICN	00230316	5.4900

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1033	Hyderm 0.5% Cr	TAR	00716820	.0873
1034	Hyderm 1% Cr	TAR	00716839	.0940
1035	HydroDIURIL 25mg Tab	MSD	00016500	.0632
1036	HydroDIURIL 50mg Tab	MSD	00016519	.0875
1037	Hydrochlorothiazide 25mg Tab	DTC	00092681	.0064
1038	Hydrochlorothiazide 50mg Tab	DTC	00092703	.0077
1039	Hydrocortisone 0.5% Cr	SDR	00228079	.0170
1040	Hydrocortisone 0.5% Cr	DTC	00551953	.0148
1041	Hydrocortisone 1% Cr	SDR	00228087	.0200
1042	Hydrocortisone 1% Cr	DTC	00551945	.0200
1043	Hydrocortisone 0.5% Oint	DTC	00093637	.0162
1044	Hydrocortisone 1% Oint	DTC	00093645	.0196
1045	Hygroton 50mg Tab	GEI	00010413	.1254
1046	Hygroton 100mg Tab	GEI	00010421	.1731
1047	Hyperstat 300mg/20mL Inj Sol-20mL Pk	SCH	00269271	60.5600
1048	Hypotears 1% Oph Sol	IOB	00759902	.3400
1049	Hytakerol 0.125mg Cap	WIN	00033057	.8240
1050	Hytrin 1mg Tab	ABB	00818658	.5789
1051	Hytrin 2mg Tab	ABB	00818682	.6674
1052	Hytrin 5mg Tab	ABB	00818666	.9056
1053	IMAP 12mg/6mL Inj Susp-6mL Pk	MCN	00368393	20.8800
1054	IMAP Forte 10mg/mL Inj Susp-1mL Pk	MCN	00542903	16.5700
1055	Ibuprofen 300mg Tab	KNR	00606200	.0370
1056	Ibuprofen 400mg Tab	KNR	00606219	.0480
1057	Ibuprofen 600mg Tab	KNR	00606227	.0612
1058	Idarac 200mg Tab	WIN	01902717	.3482
1059	Idarac 400mg Tab	WIN	01902725	.6064
1060	Iletin II Lente 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00514535	26.6000
1061	Iletin II NPH 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00514551	26.6000
1062	Iletin II Regular 1000U/10mL Inj Sol	LIL	00513644	26.6000
1063	Iletin Lente 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00446580	15.5000
1064	Iletin NPH 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00446572	15.5000
1065	Iletin Protamine Zinc 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00446610	15.5000
1066	Iletin Regular 1000U/10mL Inj Sol	LIL	00446564	15.5000
1067	Iletin Semilente 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00446602	15.5000
1068	Iletin Ultralente 1000U/10mL Inj Susp	LIL	00446599	15.5000
1069	Ilosone 250mg Cap	LIL	00015202	.1987
1070	Ilosone 25mg/mL O/L	LIL	00015474	.0361
1071	Ilosone 50mg/mL O/L	LIL	00210641	.0699
1072	Ilosone 500mg Tab	LIL	00244384	.8002
1073	Imferon 50mg/mL Inj Sol-2mL Pk	FIS	00009598	2.7940
1074	Imipramine 10mg Tab	DTC	00377902	.0062
1075	Imipramine 25mg Tab	DTC	00377910	.0113
1076	Imipramine 50mg Tab	DTC	00377929	.0196
1077	Imodium 2mg Caplet	JAN	00860743	.5345
1078	Imodium 0.2mg/mL O/L	JAN	00610062	.0977
1079	Imuran 50mg Tab	BWE	00004596	.7800
1080	Inderal 10mg Tab	AYE	00002658	.0662
1081	Inderal 40mg Tab	AYE	00002666	.1176
1082	Inderal 80mg Tab	AYE	00313602	.1952
1083	Inderal 120mg Tab	AYE	00456578	.3207
1084	Inderal L.A. 80mg LA Cap	AYE	00566950	.5270
1085	Inderal L.A. 120mg LA Cap	AYE	00587931	.7499
1086	Inderal L.A. 160mg LA Cap	AYE	00511668	.9572
1087	Inderal-20 20mg Tab	AYE	00489859	.1063
1088	Inderide 40 40mg & 25mg Tab	AYE	00465313	.4370
1089	Inderide 80 80mg & 25mg Tab	AYE	00465321	.6768
1090	Indocid 25mg Cap	MSD	00016039	.3063
1091	Indocid 1% Oph Susp	MSD	00594458	4.3020
1092	Indocid 50mg Cap	MSD	00016047	.4980
1093	Indocid 50mg Sup	MSD	00594466	1.0237

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1094	Indocid 100mg Sup	MSD	00016233	1.3757
1095	Indocid SR 75mg LA Cap	MSD	00463248	1.0362
1096	Inflamase Forte 1% Oph Sol	IOB	00756164	1.9000
1097	Inflamase Mild 0.125% Oph Sol	IOB	00756172	1.5100
1098	Initard 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00614416	26.4000
1099	Insulatard 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00552275	26.4000
1100	Insulatard Human 100U/mL Inj Susp	HOR	00983810	23.7500
1101	Insulatard Human 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00632651	23.7500
1102	Insulin-Toronto 1000U/10mL Inj Sol	N00	00612227	18.7000
1103	Intal Inh-112 dose Pk	FIS	00990981	23.8600
1104	Intal Inh-200 dose Pk	FIS	00555649	37.5500
1105	Intal 1% Inh Sol-2mL Pk	FIS	00534609	.7360
1106	Intal Spincaps 20mg/Cart Pd Inh	FIS	00261238	.4417
1107	Intrabutazone 100mg Ent Tab	ORG	00258377	.2360
1108	Ismelin 10mg Tab	CIB	00005509	.2119
1109	Ismelin 25mg Tab	CIB	00005517	.3743
1110	Isoniazid 100mg Tab	SAP	00440108	.0260
1111	Isoniazid 300mg Tab	SAP	00310247	.0600
1112	Isoptin 80mg Tab	SEA	00554316	.5376
1113	Isoptin 120mg Tab	SEA	00554324	.8212
1114	Isoptin SR 240mg LA Tab	SEA	00742554	1.4007
1115	Isopto Atropine 1% Oph Sol	ALC	00035017	.6160
1116	Isopto Carbachol 1.5% Oph Sol	ALC	00000655	.6347
1117	Isopto Carbachol 3% Oph Sol	ALC	00000663	.7733
1118	Isopto Carpine 0.5% Oph Sol	ALC	00000833	.2920
1119	Isopto Carpine 1% Oph Sol	ALC	00000841	.2633
1120	Isopto Carpine 2% Oph Sol	ALC	00000868	.2913
1121	Isopto Carpine 4% Oph Sol	ALC	00000884	.3327
1122	Isopto Carpine 6% Oph Sol	ALC	00000892	.4367
1123	Isopto Cetamide 10% Oph Sol	ALC	00000965	.0780
1124	Isopto Homatropine 2% Oph Sol	ALC	00000779	.5480
1125	Isopto Homatropine 5% Oph Sol	ALC	00000787	.6507
1126	Isopto Tears 0.5% Oph Sol	ALC	00000809	.3127
1127	Isopto Tears 1% Oph Sol	ALC	00000817	.3593
1128	Isordil 5mg SL Tab	WYE	00243116	.0392
1129	Isordil 10mg Tab	WYE	00208973	.0188
1130	Isordil 30mg Tab	WYE	00279536	.0403
1131	Isotamine 100mg Tab	ICN	00261270	.0260
1132	Isotamine 300mg Tab	ICN	00272655	.0600
1133	Isuprel 0.5% Inh Sol-10mL Pk	WIN	00033227	8.1300
1134	Isuprel Mistometer Aero Sol-15mL Pk	WIN	00033219	12.4800
1135	K-10 1.33mEq/mL O/L	BEE	00436984	.0134
1136	K-Dur 20mEq SR Tab	KEY	00713376	.2483
1137	K-Long 6.7mEq LA Tab	ADI	00501972	.0825
1138	K-Lor 20mEq/Pouch Oral Pd-3g Pk	ABB	00481211	.3593
1139	K-Lyte/Cl 25mEq/Pouch Oral Pd-7.8g Pk	BRI	00464813	.4616
1140	Kalium Durules 10mEq LA Tab	AST	00471496	.0665
1141	Kaochlor-10 1.33mEq/mL O/L	ADI	00208590	.0196
1142	Kaochlor-20 Concentrate 2.66mEq/mL O/L	ADI	00208604	.0257
1143	Kaon 1.33mEq/mL O/L	ADI	00208701	.0265
1144	Kayexalate 1mEq/g Oral Pd-454g Pk	WIN	01902776	62.9500
1145	Keflex 25mg/mL O/L	LIL	00015547	.0448
1146	Keflex 50mg/mL O/L	LIL	00035645	.0903
1147	Keflex 250mg Tab	LIL	00403628	.2324
1148	Keflex 500mg Tab	LIL	00244392	.4647
1149	Keflin Inj Pd-1g Pk	LIL	00015369	4.3647
1150	Keflin Inj Pd-2g Pk	LIL	00244406	8.4806
1151	Kefzol Inj Pd- 500mg Pk	LIL	00322288	3.6749
1152	Kefzol Inj Pd-1000mg Pk	LIL	00322296	7.0731
1153	Kemadrin 0.5mg/mL O/L	BWE	00004405	.0374
1154	Kemadrin 5mg Tab	BWE	00004758	.0400

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1155	Kenalog 0.1% Cr	SQU	00029114	.2800
1156	Kenalog 0.1% Oint	SQU	00029572	.2800
1157	Kenalog-10 50mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	SQU	00460761	14.1000
1158	Kenalog-40 40mg/mL Inj Susp-1mL Pk	SQU	00990876	6.5500
1159	Kenalog-40 200mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	SQU	00029300	22.2500
1160	Kenalog-Orabase Oral Top Oint	SQU	00029505	1.1334
1161	Keralyt 6% Gel	WSD	00307580	.0918
1162	Keto-Diastix Strip-100 Pk	AME	00990647	11.3500
1163	Ketostix Strip-50 Pk	AME	00980595	5.5700
1164	Kidrolase Inj Pd-10000IUPk	RPP	00285463	123.1500
1165	Klean-Prep Pd 1 Kit	RIC	00741175	15.4000
1166	Koffex 3mg/mL O/L	ROG	00436895	.0087
1167	Kwellada 1% Cr	RCA	00026204	.0689
1168	Kwellada 1% Lot	RCA	00026212	.0507
1169	Kwellada 1% Shampoo	RCA	00026220	.0507
1170	Lacri-Lube 55% & 42.5% Oph Oint-3.5g Pk	ALL	00210889	4.2009
1171	Lanoxin 0.05mg/mL Inj Sol-1mL Pk	BWE	00004456	2.9000
1172	Lanoxin 0.50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	BWE	00004464	2.9000
1173	Lanoxin 0.05mg/mL O/L	BWE	00242713	.1410
1174	Lanoxin 0.0625mg Tab	BWE	00731269	.0860
1175	Lanoxin 0.125mg Tab	BWE	00035319	.0778
1176	Lanoxin 0.25mg Tab	BWE	00004685	.0778
1177	Lansoyl 78% Gel	JOU	00608734	8.7000
1178	Lanvis 40mg Tab	BWE	00282081	3.4960
1179	Largactil 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	RPP	00163953	1.2810
1180	Largactil 5mg/mL O/L	RPP	00025151	.0234
1181	Largactil 20mg/mL O/L	RPP	00025178	.0347
1182	Largactil 40mg/mL O/L	RPP	00025186	.2649
1183	Largactil 100mg Sup	RPP	00025283	1.7695
1184	Largactil 10mg Tab	RPP	00025453	.0084
1185	Largactil 25mg Tab	RPP	00025461	.0097
1186	Largactil 50mg Tab	RPP	00025488	.0148
1187	Largactil 100mg Tab	RPP	00025496	.0233
1188	Largactil 200mg Tab	RPP	00025518	.1042
1189	Larodopa 250mg Tab	HLR	00013331	.1535
1190	Lasix 10mg/mL O/L	HOE	00432342	.2250
1191	Lectopam 1.5mg Tab	HLR	00682314	.0995
1192	Lectopam 3mg Tab	HLR	00518123	.1344
1193	Lectopam 6mg Tab	HLR	00518131	.1968
1194	Lenoltec No.2 15mg Tab	TCH	00653241	.0325
1195	Lenoltec No.3 30mg Tab	TCH	00653276	.0354
1196	Lenoltec No.4 300mg & 60mg Tab	TCH	00621463	.1699
1197	Lente Insulin 1000U/10mL Inj Susp	NOO	00612278	18.7000
1198	Leritine 25mg Tab	FRS	00010014	.3436
1199	Leritine 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	FRS	00009857	1.8556
1200	Leucovorin Calcium 5mg Tab	LED	00482900	5.1563
1201	Leukeran 2mg Tab	BWE	00004626	1.1300
1202	Levo-Dromoran 2mg/mL Inj Sol-1mL Pk	HLR	00012904	1.5750
1203	Levo-Dromoran 2mg Tab	HLR	00013366	.2360
1204	Levsin 0.125mg SL Tab	KUC	00125857	.1247
1205	Lidemol 0.05% Emol Cr	SYN	00424943	.4478
1206	Lidex 0.05% Cr	SYN	00036099	.4248
1207	Lidex 0.05% Oint	SYN	00274437	.4685
1208	Lidex Mild 0.01% Cr	SYN	00274453	.3190
1209	Lidex Mild 0.01% Oint	SYN	00274445	.3190
1210	Lincocin 500mg Cap	UPJ	00030589	.6660
1211	Lincocin 600mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	UPJ	00030732	4.8500
1212	Lioresal 10mg Tab	GEI	00455881	.4433
1213	Lioresal DS 20mg Tab	GEI	00636576	.8629
1214	Liquifilm Forte 3% Oph Sol	ALL	00368911	.4166
1215	Liquifilm Tears 1.4% Oph Sol	ALL	00045616	.3469

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1216	Lithane 300mg Cap	PFI	00406775	.0905
1217	Lithane 300mg Tab	PFI	00024406	.0905
1218	Lithizine 300mg Cap	TCH	00328790	.1497
1219	Locacorten 0.03% Cr	CIB	00005134	.5960
1220	Locacorten-Vioform 0.02% & 1% Ot Sol	CIB	00074454	1.1800
1221	Loestrin 1.5/30 0.03mg & 1.5mg Tab-21 Pk	PDA	00297143	11.2100
1222	Loestrin 1.5/30 0.03mg & 1.5mg Tab-28 Pk	PDA	00353027	11.2100
1223	Lomotil 0.5mg/mL O/L	SEA	00399353	.2016
1224	Lomotil 2.5mg Tab	SEA	00399345	.3383
1225	Loniten 2.5mg Tab	UPJ	00514497	.3040
1226	Loniten 10mg Tab	UPJ	00514500	.6700
1227	Lopid 300mg Cap	PDA	00599026	.4513
1228	Lopresor 50mg Tab	GEI	00397423	.1820
1229	Lopresor 100mg Tab	GEI	00397431	.3277
1230	Lopresor SR 100mg LA Tab	GEI	00658855	.3477
1231	Lopresor SR 200mg LA Tab	GEI	00534560	.5906
1232	Loxapac 5mg Tab	LED	00346780	.1991
1233	Loxapac 25mg/mL O/L	LED	00361364	.6946
1234	Loxapac 10mg Tab	LED	00346799	.3316
1235	Loxapac 25mg Tab	LED	00346802	.5140
1236	Loxapac 50mg Tab	LED	00346810	.6853
1237	Lozide 2.5mg Tab	SEV	00564966	.4630
1238	Ludiomil 10mg Tab	CIB	00641855	.1940
1239	Ludiomil 25mg Tab	CIB	00360481	.2645
1240	Ludiomil 50mg Tab	CIB	00360503	.5003
1241	Ludiomil 75mg Tab	CIB	00360511	.6833
1242	Lupron 5mg/mL Inj Sol-2.8mL Kit	ABB	00727695	170.1700
1243	Lupron Depot 7.5mg Amp-Kit	ABB	00836273	362.2500
1244	Lyderm 0.05% Cr	TAR	00716863	.3241
1245	M.O.S. 1mg/mL O/L	ICN	00486582	.0208
1246	M.O.S. 5mg/mL O/L	ICN	00514217	.0809
1247	M.O.S. 10mg/mL O/L	ICN	00632503	.1911
1248	M.O.S. 20mg/mL O/L	ICN	00632481	.5037
1249	M.O.S. 10mg Sup	ICN	00624268	1.7549
1250	M.O.S. 20mg Sup	ICN	00624276	2.1044
1251	M.O.S. 30mg Sup	ICN	00636681	2.3321
1252	M.O.S. Conc 50 50mg/mL O/L	ICN	00690236	1.1635
1253	M.O.S.-10 10mg Tab	ICN	00690198	.2644
1254	M.O.S.-20 20mg Tab	ICN	00690201	.3037
1255	M.O.S.-40 40mg Tab	ICN	00690228	.3946
1256	M.O.S.-60 60mg Tab	ICN	00690244	.5479
1257	MS Contin 15mg LA Tab	PFR	00665134	.5600
1258	MS Contin 30mg LA Tab	PFR	00665142	.8540
1259	MS Contin 60mg LA Tab	PFR	00665150	1.4990
1260	MS Contin 100mg LA Tab	PFR	00665169	2.2900
1261	Maalox 40mg & 40mg/mL O/L	ROR	00026530	.0077
1262	Maalox 400mg & 400mg Tab	ROR	00026549	.0736
1263	Maalox TC 600mg & 300mg Chew Tab	ROR	00541125	.1045
1264	Maalox TC 120mg & 60mg/mL O/L	ROR	00497037	.0149
1265	Macrochantin 25mg Cap	EAT	00452491	.1920
1266	Macrochantin 50mg Cap	EAT	00452505	.3126
1267	Macrochantin 100mg Cap	EAT	00452483	.5501
1268	Mandelamine 500mg Ent Tab	PDA	00499013	.1219
1269	Mandelamine 1000mg Ent Tab	PDA	00499021	.1872
1270	Marplan 10mg Tab	HLR	00013307	.2035
1271	Maxeran 10mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	NRD	00314706	1.5750
1272	Maxeran 1mg/mL O/L	NRD	00314714	.0337
1273	Maxeran 5mg Tab	NRD	00572268	.1028
1274	Maxeran 10mg Tab	NRD	00314722	.1780
1275	Maxidex 0.1% Oph Oint-3.5g Pk	ALC	00042579	8.3300
1276	Maxidex 0.1% Oph Susp	ALC	00042560	1.6660

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1277	Mazepine 200mg Tab	ICN	00504742	.0919
1278	Mebaral 100mg Tab	WIN	00033707	.1919
1279	Mecillin 200 200mg Tab	MCN	00791741	.8153
1280	Medihaler-Epi Aero Susp-15mL Pk	RIK	00026271	17.4500
1281	Medihaler-Iso Aero Susp-15mL Pk	RIK	00026301	17.4500
1282	Medrol 0.25% Cr	UPJ	00031062	.1960
1283	Medrol 4mg Tab	UPJ	00030988	.3125
1284	Megace 40mg Tab	BRI	00386391	1.2435
1285	Megace 160mg Tab	BRI	00731323	4.9750
1286	Megacillin 500 100000IU/mL O/L	FRS	00009938	.0610
1287	Megacillin 500 500000IU Tab	FRS	00107484	.1055
1288	Mellaril 2mg/mL O/L	SAN	00027375	.0347
1289	Mellaril 30mg/mL O/L	SAN	00027359	.1469
1290	Mellaril 10mg Tab	SAN	00027529	.1095
1291	Mellaril 25mg Tab	SAN	00027537	.1360
1292	Mellaril 50mg Tab	SAN	00027545	.1842
1293	Mellaril 100mg Tab	SAN	00027553	.3286
1294	Meproamate 400mg Tab	DTC	00092738	.0208
1295	Mesantoin 100mg Tab	SAN	00027421	.1275
1296	Mestinon 180mg LA Tab	ICN	00869953	.3165
1297	Mestinon 60mg Tab	ICN	00869961	.1396
1298	Metamucil Oral Pd	SEA	00242438	9.0000
1299	Metamucil Sugar Free Oral Pd	SEA	00643688	9.0000
1300	Metandren 10mg Tab	CIB	00005622	.3563
1301	Metandren 25mg Tab	CIB	00005630	.8955
1302	Methotrexate 2.5mg Tab	LED	00014915	.9856
1303	Methotrexate 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	LED	00321397	17.4900
1304	Methotrexate Sodium 20mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	HOR	00614335	12.5000
1305	Methyldopa 125mg Tab	DTC	00456012	.0360
1306	Methyldopa 250mg Tab	DTC	00456004	.0609
1307	Mevacor 20mg Tab	MSD	00795860	1.6833
1308	Mexitil 100mg Cap	BOE	00599956	.4780
1309	Mexitil 200mg Cap	BOE	00599964	.6402
1310	Micatin 2% Cr	MCN	00326968	.5083
1311	Micro-K Extencaps 8mEq LA Cap	ROB	00516244	.0731
1312	Micro-K-10 10mEq LA Cap	ROB	00632759	.0788
1313	MicroLax Micro Enema	PHD	00024848	7.7000
1314	Micronor 0.35mg Tab-28 Pk	ORT	00037605	11.3010
1315	Midamor 5mg Tab	MSD	00487805	.2886
1316	Milk of Magnesia 80mg/mL O/L	WAM	00036218	3.8000
1317	Milk of Magnesia 80mg/mL O/L	DTC	00093807	3.7000
1318	Milk of Magnesia 300mg Tab	DTC	00093815	2.9000
1319	Min-Ovral 0.03mg & 0.15mg Tab-21 Pk	WYE	00782432	10.8500
1320	Min-Ovral 0.03mg & 0.15mg Tab-28 Pk	WYE	00782440	10.8500
1321	Mineral Oil O/L	DTC	00093947	4.7000
1322	Minestrin 1/20 0.02mg & 1mg Tab-21 Pk	PDA	00315966	11.2100
1323	Minestrin 1/20 0.02mg & 1mg Tab-28 Pk	PDA	00343838	11.2100
1324	Minipress 1mg Tab	PFI	00560952	.2632
1325	Minipress 2mg Tab	PFI	00560960	.3574
1326	Minipress 5mg Tab	PFI	00560979	.4913
1327	Miocarpine 1% Oph Sol	IOB	00759945	.2700
1328	Miocarpine 2% Oph Sol	IOB	00759961	.2933
1329	Miocarpine 4% Oph Sol	IOB	00760099	.3433
1330	Miocarpine 6% Oph Sol	IOB	00759953	.4700
1331	Mixtard 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00552259	26.4000
1332	Mixtard 15/85 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00773654	23.7500
1333	Mixtard 30/70 Human 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00632694	23.7500
1334	Mixtard 50/50 1000U/10mL Inj Susp	HOR	00632678	23.7500
1335	Mixtard Human 100U/mL Inj Susp	HOR	00983780	23.7500
1336	Mobenol 500mg Tab	HOR	00013889	.0951
1337	Modecate 125mg/5mL Inj Susp-5mL Pk	SQU	00349917	41.9000

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1338	Modecate Concentrate 100mg/mL Inj Sol 1mL Pk	SQU	00755575	36.8700
1339	Moditen Enanthate 125mg/5mL Inj Sol-5mL Pk	SQU	00029173	41.9000
1340	Moditen HCl 0.5mg/mL O/L	SQU	00245240	.0305
1341	Moditen HCl 1mg Tab	SQU	00029378	.1880
1342	Moditen HCl 2mg Tab	SQU	00029386	.2370
1343	Moditen HCl 5mg Tab	SQU	00029408	.3127
1344	Modulon 100mg Tab	JOU	00587869	.2700
1345	Moduret 5mg & 50mg Tab	MSD	00487813	.3381
1346	Mogadon 5mg Tab	HLR	00511528	.1308
1347	Mogadon 10mg Tab	HLR	00511536	.1959
1348	Monistat 2% Vag Cr	ORT	00980625	.2704
1349	Monistat 3 400mg Vag Sup	ORT	00530999	5.3967
1350	Monistat 3 Dual Pak 2%Cr-15g & 400mg Vag Sup-3 Pk	ORT	00685917	16.1900
1351	Monistat 5 100mg Tamp	ORT	00504203	3.2380
1352	Monistat 7 2% Vag Cr-App	ORT	00321036	.3519
1353	Monistat 7 100mg Vag Sup-7 Pk	ORT	00387193	16.5400
1354	Monistat Derm 2% Cr	ORT	00497797	.5083
1355	Monitan 100mg Tab	WYE	00695645	.2667
1356	Monitan 200mg Tab	WYE	00695653	.3994
1357	Monitan 400mg Tab	WYE	00771341	.7923
1358	Morphine HP-50 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	SAB	00617288	2.9950
1359	Morphitec- 1 1mg/mL O/L	TCH	00607762	.0208
1360	Morphitec- 5 5mg/mL O/L	TCH	00607770	.0809
1361	Morphitec-10 10mg/mL O/L	TCH	00690783	.1911
1362	Morphitec-20 20mg/mL O/L	TCH	00690791	.5037
1363	Motrin 300mg Tab	UPJ	00327794	.1421
1364	Motrin 400mg Tab	UPJ	00364142	.1835
1365	Motrin 600mg Tab	UPJ	00484911	.2574
1366	Mucomyst 20% Aero Sol-10mL Pk	BRI	00606235	6.7500
1367	Mucomyst 20% Aero Sol-30mL Pk	BRI	00990833	16.3500
1368	Multipax 10mg Cap	ROR	00723487	.0350
1369	Multipax 25mg Cap	ROR	00723479	.0570
1370	Multipax 50mg Cap	ROR	00723592	.0795
1371	Muro-128 5% Oph Oint-3.5g Pk	BAU	00750816	4.4800
1372	Muro-128 5% Oph Sol	BAU	00750824	.2907
1373	Murocel 1% Oph Sol	BAU	00750808	.2774
1374	Mustargen Inj Pd-10mg Pk	MSD	00016063	7.1500
1375	Mutamycin Inj Pd-5mg Pk	BRI	00381799	80.3000
1376	Myambutol 100mg Tab	LED	00127957	.0914
1377	Myambutol 400mg Tab	LED	00127965	.2546
1378	Mycifradin 25mg/mL O/L	UPJ	00030805	.0725
1379	Mycifradin 500mg Tab	UPJ	00030996	.2305
1380	Myciguent 0.5% Oint	UPJ	00031070	.1720
1381	Myclo 10mg/g Cr	BOE	00516805	.1622
1382	Myclo 10mg/mL Top Sol	BOE	00516821	.3441
1383	Myclo 10mg/g Vag Cr-App	BOE	00516813	.2405
1384	Myclo 100mg Vag Tab	BOE	00516848	2.0037
1385	Mycostatin 100000U/g Cr	SQU	00029092	.2217
1386	Mycostatin 100000U/mL O/L	SQU	00248169	.1450
1387	Mycostatin 500000U Tab	SQU	00029416	.1789
1388	Mycostatin 100000U/g Oint	SQU	00029556	.2217
1389	Mycostatin 25000U/g Vag Cr	SQU	00295973	.0696
1390	Mydrfrin 2.5% Oph Sol	ALC	00465763	.9240
1391	Mydrapred 0.25% & 1% Oph Sol	ALC	00411124	2.3840
1392	Mylanta Double Strength Plain 80mg & 80mg/mL O/L	PDA	00420646	.0143
1393	Myleran 2mg Tab	BWE	00004618	1.2000
1394	Myochryesine 10mg/mL Inj Sol-1mL Pk	RPP	00025062	8.6500
1395	Myochryesine 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	RPP	00025070	10.4900
1396	Myochryesine 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	RPP	00025089	16.2900
1397	Mysoline 125mg Tab	AYE	00002623	.0559
1398	Mysoline 250mg Tab	AYE	00002631	.0880

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1399	NPH Insulin 1000U/10mL Inj Susp	NOO	00612235	18.7000
1400	Nadopen-V 25mg/mL O/L	NDA	00018635	.0260
1401	Nadopen-V 300mg Tab	NDA	00018740	.0417
1402	Nadostine 100000U/g Cr	NDA	00288217	.1625
1403	Nadostine 100000U/mL O/L	NDA	00282219	.0645
1404	Nadostine 500000U Tab	NDA	00270113	.0800
1405	Nadostine 100000U/g Oint	NDA	00288195	.1875
1406	Nadostine 25000U/g Vag Cr	NDA	00288209	.0496
1407	Nadostine 100000U Vag Tab	NDA	00270091	.1520
1408	Nalcrom 100mg Cap	FIS	00500895	.9167
1409	Nalfon 300mg Cap	LIL	00328642	.2820
1410	Nalfon 600mg Tab	LIL	00345504	.5057
1411	Naphcon Forte 0.1% Oph Sol	ALC	00390283	8.2000
1412	Naprosyn 25mg/mL O/L	SYN	00587923	.0591
1413	Naprosyn 500mg Sup	SYN	00531022	1.2687
1414	Naprosyn 125mg Tab	SYN	00299413	.2303
1415	Naprosyn 250mg Tab	SYN	00335193	.3809
1416	Naprosyn 375mg Tab	SYN	00583367	.5055
1417	Naprosyn 500mg Tab	SYN	00525537	.8865
1418	Naprosyn SR 750mg Tab	SYN	00788767	1.1829
1419	Nardil 15mg Tab	PDA	00476552	.2878
1420	Natulan 50mg Cap	HLR	00012750	.4000
1421	Natural Source Laxative Oral Pd	LEA	00628875	4.7000
1422	Navane 2mg Cap	PFI	00024430	.1782
1423	Navane 5mg Cap	PFI	00024449	.3064
1424	Navane 10mg Cap	PFI	00024457	.3945
1425	Naxen 125mg Tab	SYP	00615307	.0640
1426	Naxen 250mg Tab	SYP	00615315	.1300
1427	Naxen 375mg Tab	SYP	00615323	.1780
1428	Naxen 500mg Tab	SYP	00615331	.2580
1429	Nebcin 20mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	LIL	00325457	3.2794
1430	Nebcin 60mg/1.5mL Inj Sol-1.5mL Pk	LIL	00375764	6.0978
1431	Nebcin 80mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	LIL	00325449	6.6188
1432	Nebcin 80mg/2mL Inj Sol-2mL Hypo	LIL	00381969	7.3308
1433	NegGram 50mg/mL O/L	WIN	00036250	.0839
1434	NegGram 500mg Tab	WIN	00033723	.5144
1435	Nemasol 500mg Tab	ICN	00236691	.1932
1436	Nembutal 100mg Cap	ABB	00000086	.1903
1437	Neoloid Emuls	LED	00127922	12.0000
1438	Neosporin 10000U & 2.5mg & 0.025mg/mL Oph/Ot Sol	BWE	00694371	.7150
1439	Neosporin 10000U & 5mg & 400U/g Oph Oint-3.5g Pk	BWE	00694398	7.3000
1440	Neptazane 50mg Tab	LED	00127949	.3817
1441	Nerisone 0.1% Cr	STI	00587826	.3600
1442	Nerisone 0.1% Oily Cr	STI	00587818	.3600
1443	Nerisone 0.1% Oint	STI	00587834	.3600
1444	Neuleptil 5mg Cap	RPP	00024880	.1606
1445	Neuleptil 10mg Cap	RPP	00024899	.2298
1446	Neuleptil 10mg/mL O/L	RPP	00379301	.2720
1447	Neutralca-S 40mg & 40mg/mL O/L	DES	00261173	.0082
1448	Niacin 50mg Tab	LIL	00015768	.0333
1449	Niacin 100mg Tab	LIL	00015776	.0387
1450	Niacin-ICN 50mg Tab	ICN	00268593	.0106
1451	Niacin-ICN 100mg Tab	ICN	00268585	.0282
1452	Nilstat 100000U/g Cr	LED	00449792	.1053
1453	Nilstat 100000U/mL O/L	LED	00014850	.0625
1454	Nilstat 500000U Tab	LED	00014974	.0785
1455	Nilstat 100000U/g Oint	LED	00449806	.1053
1456	Nilstat 100000U/g Vag Cr	LED	00278793	.2503
1457	Nilstat 100000U Vag Tab	LED	00015067	.1499
1458	Nipride Inj Pd-50mg Pk	HLR	00336459	14.5800
1459	Nitro-Bid 2% Oint	ROU	00442925	.1675

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1460	Nitrofurantoin 100mg Tab	DTC	00092819	.0212
1461	Nitrogard-SR 1mg LA Tab	AST	00749362	.1735
1462	Nitrogard-SR 2mg LA Tab	AST	00749397	.2090
1463	Nitrogard-SR 3mg LA Tab	AST	00749389	.2435
1464	Nitrogard-SR 5mg LA Tab	AST	00749370	.3135
1465	Nitrol 2% Oint	ROR	00608785	.1902
1466	Nitrolingual 0.4mg/metered dose Spray-200 dose Pk	ROR	00695726	11.6000
1467	Nitrong 2% Oint	RPP	00525529	.1497
1468	Nitrostat 0.3mg SL Tab-100 Pk	PDA	00037613	2.6200
1469	Nitrostat 0.6mg SL Tab-100 Pk	PDA	00037621	2.6200
1470	Nix 1% Cr Rinse	BWE	00771368	.0940
1471	Nizoral 20mg/mL O/L	JAN	00788813	.1992
1472	Nizoral 2% Cr	JAN	00703974	.4290
1473	Nizoral 200mg Tab	JAN	00633836	1.7790
1474	Noctec 500mg Cap	SQU	00029041	.1020
1475	Noctec 100mg/mL O/L	SQU	00029327	.0208
1476	Norfemac 5% Cr	NRD	00441147	.2893
1477	Norfemac 5% Oint	NRD	00441155	.2893
1478	Norflex 60mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	RIK	00171468	7.4167
1479	Norflex 100mg Tab	RIK	00171476	.5825
1480	Norinyl 1 + 50 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	SYN	00030333	10.4400
1481	Norinyl 1 + 50 0.05mg & 1mg Tab-28 Pk	SYN	00340847	10.4400
1482	Norinyl 1 + 80 0.08mg & 1mg Tab-21 Pk	SYN	00030341	11.2700
1483	Norinyl 1 + 80 0.08mg & 1mg Tab-28 Pk	SYN	00340855	11.2700
1484	Norlestrin 1/50 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	PDA	00024007	11.2100
1485	Noroxin 400mg Tab	MSD	00643025	2.1181
1486	Norpace 100mg Cap	SEA	00396370	.2154
1487	Norpace 150mg Cap	SEA	00396389	.3046
1488	Norpace CR 150mg LA Tab	SEA	00584231	.5125
1489	Norpramin 25mg Tab	MER	00353868	.3223
1490	Norpramin 50mg Tab	MER	00353876	.5681
1491	Norpramin 75mg Tab	MER	00425265	.8922
1492	Novamoxin 250mg Cap	NOP	00406724	.1087
1493	Novamoxin 500mg Cap	NOP	00406716	.2116
1494	Novamoxin 25mg/mL O/L	NOP	00452149	.0220
1495	Novamoxin 50mg/mL O/L	NOP	00452130	.0325
1496	Novasen 325mg Ent Tab	NOP	00216666	.0154
1497	Novasen 650mg Ent Tab	NOP	00229296	.0255
1498	Novo-Ampicillin 250mg Cap	NOP	00020877	.0862
1499	Novo-Ampicillin 500mg Cap	NOP	00020885	.1672
1500	Novo-Ampicillin 25mg/mL O/L	NOP	00021121	.0175
1501	Novo-Ampicillin 50mg/mL O/L	NOP	00021148	.0278
1502	Novo-Butamide 500mg Tab	NOP	00021849	.0245
1503	Novo-Butazone 100mg Tab	NOP	00021660	.0132
1504	Novo-C 100mg Tab	NOP	00021970	1.6000
1505	Novo-C 250mg Tab	NOP	00021237	2.7000
1506	Novo-C 500mg Tab	NOP	00021997	4.2000
1507	Novo-C 1000mg Tab	NOP	00535907	9.0000
1508	Novo-Carbamaz 200mg Tab	NOP	00782718	.0919
1509	Novo-Chlorhydrate 500mg Cap	NOP	00020893	.0333
1510	Novo-Chloroquine 250mg Tab	NOP	00021261	.0699
1511	Novo-Chlorpromazine 10mg Tab	NOP	00232157	.0084
1512	Novo-Chlorpromazine 25mg Tab	NOP	00232823	.0097
1513	Novo-Chlorpromazine 50mg Tab	NOP	00232807	.0148
1514	Novo-Chlorpromazine 100mg Tab	NOP	00232831	.0233
1515	Novo-Cimetidine 200mg Tab	NOP	00582409	.0819
1516	Novo-Cimetidine 300mg Tab	NOP	00582417	.0960
1517	Novo-Cimetidine 400mg Tab	NOP	00603678	.1510
1518	Novo-Cimetidine 600mg Tab	NOP	00603686	.1921
1519	Novo-Cimetidine 800mg Tab	NOP	00663727	.2811
1520	Novo-Cloplate 3.75mg Cap	NOP	00628190	.0730

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1521	Novo-Clopaté 7.5mg Cap	NOP	00628204	.1612
1522	Novo-Clopaté 15mg Cap	NOP	00628212	.2755
1523	Novo-Cloxin 250mg Cap	NOP	00337765	.1045
1524	Novo-Cloxin 500mg Cap	NOP	00337773	.2048
1525	Novo-Cloxin 25mg/mL O/L	NOP	00337757	.0250
1526	Novo-Difenac 25mg Ent Tab	NOP	00808539	.2241
1527	Novo-Difenac 50mg Ent Tab	NOP	00808547	.4480
1528	Novo-Diltazem 30mg Tab	NOP	00862924	.2725
1529	Novo-Diltazem 60mg Tab	NOP	00862932	.4782
1530	Novo-Diménate 50mg Tab	NOP	00021423	.0080
1531	Novo-Dipam 2mg Tab	NOP	00272434	.0058
1532	Novo-Dipam 5mg Tab	NOP	00272442	.0064
1533	Novo-Dipam 10mg Tab	NOP	00272450	.0073
1534	Novo-Doparil-15 250mg & 15mg Tab	NOP	00363642	.0714
1535	Novo-Doparil-25 250mg & 25mg Tab	NOP	00363634	.0738
1536	Novo-Ferroglyc 300mg Tab	NOP	00021458	2.6500
1537	Novo-Fibrate 500mg Cap	NOP	00337382	.0497
1538	Novo-Fibre Tab	NOP	00595829	5.7000
1539	Novo-Flupam 15mg Cap	NOP	00496545	.0387
1540	Novo-Flupam 30mg Cap	NOP	00496553	.0441
1541	Novo-Flurazine 1mg Tab	NOP	00021857	.0068
1542	Novo-Flurazine 2mg Tab	NOP	00021865	.0076
1543	Novo-Flurazine 5mg Tab	NOP	00021873	.0108
1544	Novo-Flurazine 10mg Tab	NOP	00021881	.0180
1545	Novo-Folacid 5mg Tab	NOP	00021466	.0063
1546	Novo-Fumar 200mg Tab	NOP	00021431	3.8000
1547	Novo-Furan 5mg/mL O/L	NOP	00232971	.0284
1548	Novo-Furan 50mg Tab	NOP	00021563	.0195
1549	Novo-Furan 100mg Tab	NOP	00021571	.0212
1550	Novo-Gesic 325mg Tab	NOP	00389218	.0120
1551	Novo-Gesic C-15 15mg Tab	NOP	00687200	.0325
1552	Novo-Gesic C-30 30mg Tab	NOP	00687219	.0354
1553	Novo-Gesic Forte 500mg Tab	NOP	00482323	.0157
1554	Novo-Hexidyl 2mg Tab	NOP	00021911	.0105
1555	Novo-Hexidyl 5mg Tab	NOP	00021938	.0092
1556	Novo-Hydraside 25mg Tab	NOP	00021474	.0064
1557	Novo-Hydraside 50mg Tab	NOP	00021482	.0077
1558	Novo-Hydroxyzin 10mg Cap	NOP	00738824	.0349
1559	Novo-Hydroxyzin 25mg Cap	NOP	00738832	.0568
1560	Novo-Hydroxyzin 50mg Cap	NOP	00738840	.0791
1561	Novo-Hylazin 25mg Tab	NOP	00759473	.1745
1562	Novo-Hylazin 50mg Tab	NOP	00759481	.2667
1563	Novo-Lente-K 8mEq LA Tab	NOP	00602876	.0207
1564	Novo-Lexin 250mg Cap	NOP	00342084	.1821
1565	Novo-Lexin 500mg Cap	NOP	00342114	.3576
1566	Novo-Lexin 25mg/mL O/L	NOP	00342106	.0378
1567	Novo-Lexin 50mg/mL O/L	NOP	00342092	.0767
1568	Novo-Lexin 250mg Tab	NOP	00583413	.1817
1569	Novo-Lexin 500mg Tab	NOP	00583421	.3576
1570	Novo-Lorazem 0.5mg Tab	NOP	00711101	.0492
1571	Novo-Lorazem 1mg Tab	NOP	00637742	.0557
1572	Novo-Lorazem 2mg Tab	NOP	00637750	.0906
1573	Novo-Medopa 125mg Tab	NOP	00337463	.0360
1574	Novo-Medopa 250mg Tab	NOP	00337471	.0609
1575	Novo-Medopa 500mg Tab	NOP	00337498	.1215
1576	Novo-Mepro 400mg Tab	NOP	00021547	.0208
1577	Novo-Methacin 25mg Cap	NOP	00337420	.1134
1578	Novo-Methacin 50mg Cap	NOP	00337439	.1963
1579	Novo-Metoprol 50mg Tab	NOP	00648035	.1290
1580	Novo-Metoprol 100mg Tab	NOP	00648043	.2340
1581	Novo-Metoprol (Uncoated) 50mg Tab	NOP	00842648	.1290

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1582	Novo-Metoprol (Uncoated) 100mg Tab	NOP	00842656	.2340
1583	Novo-Mucilax Oral Pd	NOP	00551546	4.7000
1584	Novo-Mucilax Sugar Free Oral Pd	NOP	00678945	4.7000
1585	Novo-Naprox 125mg Tab	NOP	00565369	.0640
1586	Novo-Naprox 250mg Tab	NOP	00565350	.1300
1587	Novo-Naprox 375mg Tab	NOP	00627097	.1780
1588	Novo-Naprox 500mg Tab	NOP	00589861	.2580
1589	Novo-Niacin 50mg Tab	NOP	00274496	.0106
1590	Novo-Nidazol 250mg Tab	NOP	00021555	.0293
1591	Novo-Nifedin 10mg Cap	NOP	00756830	.3573
1592	Novo-Pen-500 500000IU Tab	NOP	00151432	.0448
1593	Novo-Pen-VK-500 60mg/mL O/L	NOP	00391603	.0345
1594	Novo-Pen-VK-500 300mg Tab	NOP	00021202	.0417
1595	Novo-Pentobarb 100mg Cap	NOP	00020990	.0504
1596	Novo-Peridol 0.5mg Tab	NOP	00363685	.0451
1597	Novo-Peridol 1mg Tab	NOP	00363677	.0731
1598	Novo-Peridol 2mg Tab	NOP	00363669	.1318
1599	Novo-Peridol 5mg Tab	NOP	00363650	.1894
1600	Novo-Peridol 10mg Tab	NOP	00713449	.3080
1601	Novo-Peridol 20mg Tab	NOP	00768820	.6636
1602	Novo-Pheniram 4mg Tab	NOP	00021288	.0117
1603	Novo-Pindol 5mg Tab	NOP	00869007	.2872
1604	Novo-Pirocam 10mg Cap	NOP	00695718	.4548
1605	Novo-Pirocam 20mg Cap	NOP	00695696	.7850
1606	Novo-Poxide 5mg Cap	NOP	00020915	.0130
1607	Novo-Poxide 10mg Cap	NOP	00020923	.0155
1608	Novo-Poxide 25mg Cap	NOP	00020931	.0203
1609	Novo-Pramine 10mg Tab	NOP	00021504	.0062
1610	Novo-Pramine 25mg Tab	NOP	00021512	.0113
1611	Novo-Pramine 50mg Tab	NOP	00021520	.0196
1612	Novo-Pranol 10mg Tab	NOP	00496480	.0202
1613	Novo-Pranol 20mg Tab	NOP	00740675	.0384
1614	Novo-Pranol 40mg Tab	NOP	00496499	.0366
1615	Novo-Pranol 80mg Tab	NOP	00496502	.0616
1616	Novo-Pranol 120mg Tab	NOP	00549657	.1174
1617	Novo-Prednisone 5mg Tab	NOP	00021695	.0098
1618	Novo-Prednisone 50mg Tab	NOP	00232378	.1060
1619	Novo-Profen 200mg Tab	NOP	00629324	.0308
1620	Novo-Profen 300mg Tab	NOP	00629332	.0370
1621	Novo-Profen 400mg Tab	NOP	00629340	.0480
1622	Novo-Profen 600mg Tab	NOP	00629359	.0612
1623	Novo-Propamide 250mg Tab	NOP	00021350	.0441
1624	Novo-Propoxyn Cap	NOP	00151351	.0347
1625	Novo-Purol 100mg Tab	NOP	00364282	.0178
1626	Novo-Purol 200mg Tab	NOP	00565342	.0352
1627	Novo-Purol 300mg Tab	NOP	00363693	.0433
1628	Novo-Pyrazone 100mg Tab	NOP	00475068	.0417
1629	Novo-Pyrazone 200mg Tab	NOP	00475076	.0696
1630	Novo-Quinidin 200mg Tab	NOP	00021733	.0658
1631	Novo-Quinine 200mg Cap	NOP	00021008	.0933
1632	Novo-Quinine 300mg Cap	NOP	00021016	.1457
1633	Novo-Ranidine 150mg Tab	NOP	00828564	.7160
1634	Novo-Ranidine 300mg Tab	NOP	00828556	1.3503
1635	Novo-Reserpine 0.25mg Tab	NOP	00021784	.0114
1636	Novo-Ridazine 10mg Tab	NOP	00037508	.0151
1637	Novo-Ridazine 25mg Tab	NOP	00037494	.0282
1638	Novo-Ridazine 50mg Tab	NOP	00037486	.0511
1639	Novo-Ridazine 100mg Tab	NOP	00037478	.1025
1640	Novo-Rythro Encap 250mg Ent Pel Cap	NOP	00878669	.2400
1641	Novo-Rythro Estolate 250mg Cap	NOP	00020966	.1199
1642	Novo-Rythro Estolate 25mg/mL O/L	NOP	00021172	.0250

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1643	Novo-Rythro Estolate 50mg/mL O/L	NOP	00262595	.0504
1644	Novo-Rythro Stearate 250mg Tab	NOP	00391581	.0912
1645	Novo-Salmol 2mg Tab	NOP	00620955	.0683
1646	Novo-Salmol 4mg Tab	NOP	00620963	.1129
1647	Novo-Secobarb 100mg Cap	NOP	00021032	.0557
1648	Novo-Semide 20mg Tab	NOP	00337730	.0074
1649	Novo-Semide 40mg Tab	NOP	00337749	.0079
1650	Novo-Sorbide 10mg Tab	NOP	00458686	.0188
1651	Novo-Sorbide 30mg Tab	NOP	00458694	.0403
1652	Novo-Soxazole 500mg Tab	NOP	00021792	.0410
1653	Novo-Spiroton 25mg Tab	NOP	00613215	.0857
1654	Novo-Spiroton 100mg Tab	NOP	00613223	.2625
1655	Novo-Spirozine-25 25mg & 25mg Tab	NOP	00613231	.1065
1656	Novo-Spirozine-50 50mg & 50mg Tab	NOP	00657182	.2751
1657	Novo-Sundac 150mg Tab	NOP	00745588	.4235
1658	Novo-Sundac 200mg Tab	NOP	00745596	.5364
1659	Novo-Tamoxifen 10mg Tab	NOP	00851965	.5113
1660	Novo-Tamoxifen 20mg Tab	NOP	00851973	.9362
1661	Novo-Tetra 250mg Cap	NOP	00021059	.0205
1662	Novo-Tetra 25mg/mL O/L	NOP	00151416	.0191
1663	Novo-Thalidone 50mg Tab	NOP	00337447	.0202
1664	Novo-Thalidone 100mg Tab	NOP	00337455	.0419
1665	Novo-Triamzide 25mg & 50mg Tab	NOP	00532657	.0541
1666	Novo-Trimel 40mg & 8mg/mL O/L	NOP	00726540	.0210
1667	Novo-Trimel 400mg & 80mg Tab	NOP	00510637	.0871
1668	Novo-Trimel DS 800mg & 160mg Tab	NOP	00510645	.1649
1669	Novo-Triolam 0.25mg Tab	NOP	00872431	.0945
1670	Novo-Triphyl 100mg Tab	NOP	00458708	.0224
1671	Novo-Triphyl 200mg Tab	NOP	00458716	.0255
1672	Novo-Triphyl 300mg Tab	NOP	00565377	.0335
1673	Novo-Triptyn 10mg Tab	NOP	00037400	.0062
1674	Novo-Triptyn 25mg Tab	NOP	00037419	.0083
1675	Novo-Triptyn 50mg Tab	NOP	00037427	.0178
1676	Novo-Veramil 80mg Tab	NOP	00812331	.3829
1677	Novo-Veramil 120mg Tab	NOP	00812358	.5853
1678	Novo-Zolamide 250mg Tab	NOP	00488275	.0281
1679	Novolin 30/70 1000U/10mL Inj Susp	N00	00650935	22.4000
1680	Novolin 30/70 Penfill 150U/1.5mL Inj Susp	N00	00981052	22.4000
1681	Novolin-Lente 1000U/10mL Inj Susp	N00	00612200	22.4000
1682	Novolin-NPH 1000U/10mL Inj Susp	N00	00612197	22.4000
1683	Novolin-NPH Penfill 150U/1.5mL Inj Susp	N00	00981044	22.4000
1684	Novolin-Toronto (Regular) 1000U/10mL Inj Sol	N00	00612189	22.4000
1685	Novolin-Toronto (Regular) Penfill 150U/1.5mL Inj Sol	N00	00980765	22.4000
1686	Novolin-Ultralente 1000U/10mL Inj Susp	N00	00644358	22.4000
1687	Novoxapam 10mg Tab	NOP	00500852	.0105
1688	Novoxapam 15mg Tab	NOP	00496529	.0110
1689	Novoxapam 30mg Tab	NOP	00496537	.0142
1690	Nozinan 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	RPP	00025003	2.2750
1691	Nozinan 5mg/mL O/L	RPP	00025194	.0539
1692	Nozinan 40mg/mL O/L	RPP	00025208	.3936
1693	Nozinan 2mg Tab	RPP	00025577	.0692
1694	Nozinan 5mg Tab	RPP	00025585	.1001
1695	Nozinan 25mg Tab	RPP	00025593	.2572
1696	Nozinan 50mg Tab	RPP	00025607	.3896
1697	Nu-Amilzide 5mg & 50mg Tab	NXP	00886106	.2461
1698	Nu-Amoxi 250mg Cap	NXP	00865567	.1087
1699	Nu-Amoxi 500mg Cap	NXP	00865575	.2116
1700	Nu-Amoxi 25mg/mL O/L	NXP	00865540	.0220
1701	Nu-Amoxi 50mg/mL O/L	NXP	00865559	.0325
1702	Nu-Ampi 250mg Cap	NXP	00717657	.0862
1703	Nu-Ampi 500mg Cap	NXP	00717673	.1672

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1704	Nu-Ampi 25mg/mL O/L	NXP	00717495	.0175
1705	Nu-Ampi 50mg/mL O/L	NXP	00717649	.0278
1706	Nu-Atenol 50mg Tab	NXP	00886114	.4435
1707	Nu-Atenol 100mg Tab	NXP	00886122	.7300
1708	Nu-Cephalex 250mg Tab	NXP	00865877	.1817
1709	Nu-Cephalex 500mg Tab	NXP	00865885	.3576
1710	Nu-Cimet 200mg Tab	NXP	00865796	.0819
1711	Nu-Cimet 300mg Tab	NXP	00865818	.0960
1712	Nu-Cimet 400mg Tab	NXP	00865826	.1510
1713	Nu-Cimet 600mg Tab	NXP	00865834	.1921
1714	Nu-Cloxi 250mg Cap	NXP	00717584	.1045
1715	Nu-Cloxi 500mg Cap	NXP	00717592	.2048
1716	Nu-Cloxi 25mg/mL O/L	NXP	00717630	.0250
1717	Nu-Cotrimox 40mg & 8mg/mL O/L	NXP	00865753	.0210
1718	Nu-Cotrimox 400mg & 80mg Tab	NXP	00865710	.0871
1719	Nu-Cotrimox 800mg & 160mg Tab	NXP	00865729	.1649
1720	Nu-Diltiaz 30mg Tab	NXP	00886068	.2725
1721	Nu-Diltiaz 60mg Tab	NXP	00886076	.4782
1722	Nu-Indo 25mg Cap	NXP	00865850	.1134
1723	Nu-Indo 50mg Cap	NXP	00865869	.1963
1724	Nu-Loraz 0.5mg Tab	NXP	00865672	.0492
1725	Nu-Loraz 1mg Tab	NXP	00865680	.0557
1726	Nu-Loraz 2mg Tab	NXP	00865699	.0906
1727	Nu-Metop 50mg Tab	NXP	00865605	.1290
1728	Nu-Metop 100mg Tab	NXP	00865613	.2340
1729	Nu-Naprox 125mg Tab	NXP	00865621	.0640
1730	Nu-Naprox 250mg Tab	NXP	00865648	.1300
1731	Nu-Naprox 375mg Tab	NXP	00865656	.1780
1732	Nu-Naprox 500mg Tab	NXP	00865664	.2580
1733	Nu-Nifed 10mg Cap	NXP	00865591	.3573
1734	Nu-Pen VK 300mg Tab	NXP	00717568	.0417
1735	Nu-Pindol 5mg Tab	NXP	00886149	.2872
1736	Nu-Pindol 10mg Tab	NXP	00886009	.4961
1737	Nu-Pindol 15mg Tab	NXP	00886130	.7280
1738	Nu-Pirox 10mg Cap	NXP	00865761	.4548
1739	Nu-Pirox 20mg Cap	NXP	00865788	.7850
1740	Nu-Ranit 150mg Tab	NXP	00865737	.7160
1741	Nu-Ranit 300mg Tab	NXP	00865745	1.3503
1742	Nu-Tetra 250mg Cap	NXP	00717606	.0205
1743	Nu-Triazide 25mg & 50mg Tab	NXP	00865532	.0541
1744	Nu-Triazo 0.125mg Tab	NXP	00886084	.0763
1745	Nu-Triazo 0.25mg Tab	NXP	00886092	.0945
1746	Nupercainal 1% Oint	CGS	00623385	.0970
1747	Nyaderm 100000U/g Cr	TAR	00716871	.0782
1748	Nyaderm 100000U/g Oint	TAR	00716898	.0887
1749	Nyaderm 25000U/g Vag Cr	TAR	00716901	.0475
1750	Ocufen 0.03% Oph Sol	ALL	00766046	4.3080
1751	Ogen 1.5mg Tab	ABB	00282685	.2618
1752	Ogen 3mg Tab	ABB	00282677	.4141
1753	Oncovin 1mg/mL Inj Sol	LIL	00611182	31.7940
1754	One Touch Strip- 50 Pk	LIF	00981087	34.8500
1755	One-Alpha 0.25mcg Cap	LEO	00474517	.3931
1756	One-Alpha 0.2mcg/mL Oral Sol	LEO	00759546	.4495
1757	One-Alpha 1mcg Cap	LEO	00474525	1.1794
1758	Opcon 0.1% Oph Sol	BAU	00750786	6.7500
1759	Ophtho-Chloram 0.5% Oph Sol	KNR	00707457	.2125
1760	Ophtho-Sulf 10% Oph Sol	KNR	00707465	.0780
1761	Ophtho-Tate 1% Oph Susp	KNR	00700401	.8138
1762	Opticrom 2% Oph Sol	FIS	00394300	1.4530
1763	Optimine 1mg Tab	SCH	00355666	.2573
1764	Orap 2mg Tab	MCN	00313815	.3015

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1765	Orap 4mg Tab	MCN	00313823	.5470
1766	Orap 10mg Tab	MCN	00573817	1.1970
1767	Orbenin 250mg Cap	AYE	00002046	.1839
1768	Orbenin 500mg Cap	AYE	00002054	.3490
1769	Orbenin Inj Pd- 250mg Pk	AYE	00002151	1.5310
1770	Orbenin Inj Pd- 500mg Pk	AYE	00002178	1.7165
1771	Orbenin Inj Pd-2000mg Pk	AYE	00002186	3.8158
1772	Orbenin 25mg/mL O/L	AYE	00002445	.0480
1773	Organidin 6mg/mL O/L	HOR	00354910	.0200
1774	Organidin 15mg Tab	HOR	00354902	.0820
1775	Ortho 0.5/35 0.035mg & 0.5mg Tab-21 Pk	ORT	00317047	10.1825
1776	Ortho 0.5/35 0.035mg & 0.5mg Tab-28 Pk	ORT	00340731	10.4200
1777	Ortho 1/35 0.035mg & 1mg Tab-21 Pk	ORT	00372846	9.9753
1778	Ortho 1/35 0.035mg & 1mg Tab-28 Pk	ORT	00372838	10.4200
1779	Ortho 10/11 0.035mg & 0.5mg + 0.035mg & 1mg Tab-21 Pk	ORT	00538590	10.1825
1780	Ortho 10/11 0.035mg & 0.5mg + 0.035mg & 1mg Tab-28 Pk	ORT	00538582	10.4200
1781	Ortho 7/7/7 3 Phase Tab-21 Pk	ORT	00602957	9.6215
1782	Ortho 7/7/7 3 Phase Tab-28 Pk	ORT	00602965	10.0780
1783	Ortho-Novum 0.5 0.1mg & 0.5mg Tab-21 Pk	ORT	00022632	11.2925
1784	Ortho-Novum 1/50 0.05mg & 1mg Tab-21 Pk	ORT	00022608	9.9753
1785	Ortho-Novum 1/50 0.05mg & 1mg Tab-28 Pk	ORT	00340758	10.4200
1786	Ortho-Novum 1/80 0.08mg & 1mg Tab-21 Pk	ORT	00022659	11.2925
1787	Ortho-Novum 2 0.1mg & 2mg Tab-21 Pk	ORT	00022640	11.2925
1788	Orudis 50mg Cap	RPP	00336440	.3242
1789	Orudis 100mg Sup	RPP	00499544	1.4407
1790	Orudis E- 50 50mg Ent Tab	RPP	00566888	.3242
1791	Orudis E-100 100mg Ent Tab	RPP	00663735	.6485
1792	Orudis SR-200 200mg LA Tab	RPP	00817201	1.3652
1793	Os-Cal 250 Eq to 250mg Elemental Calcium Tab	AYE	00541915	.0786
1794	Os-cal 500 Eq to 500mg Elemental Calcium Tab	AYE	00541907	.1004
1795	Ostoforte 50000IU Cap	FRS	00009830	.1949
1796	Ovral 0.05mg & 0.25mg Tab-21 Pk	WYE	00034207	11.2500
1797	Ovral 0.05mg & 0.25mg Tab-28 Pk	WYE	00340766	11.2500
1798	Oxazepam 10mg Tab	DTC	00483893	.0105
1799	Oxazepam 15mg Tab	DTC	00483915	.0110
1800	Oxazepam 30mg Tab	DTC	00483907	.0142
1801	Oxsoralen 10mg Cap	ICN	00007269	.5319
1802	Oxycocet 5mg & 325mg Tab	TCH	00608165	.1380
1803	Oxycodan 5mg & 325mg Tab	TCH	00608157	.1680
1804	Oxyderm 5% Lot	ICN	00374326	.1138
1805	Oxyderm 10% Lot	ICN	00432938	.1377
1806	Oxyderm 20% Lot	ICN	00374318	.1778
1807	PABA Tan 8% & 5% Lot (21 SPF)	AYE	00645826	.0387
1808	PCE Dispertab 333mg Tab	ABB	00769991	.5031
1809	PMS-Dimenhydrinate 50mg Tab	PMS	00586331	.0080
1810	PMS-Docusate Calcium 240mg Cap	PMS	00664553	7.1000
1811	PMS-Docusate Sodium 100mg Cap	PMS	00703494	9.0000
1812	PMS-Docusate Sodium Syrup 4mg/mL O/L	PMS	00703508	12.3000
1813	PMS-Dopazide-15 250mg & 15mg Tab	PMS	00584967	.0714
1814	PMS-Dopazide-25 250mg & 25mg Tab	PMS	00584975	.0738
1815	PMS-Lactulose 667mg/mL O/L	PMS	00703486	.0276
1816	PMS-Metronidazole 250mg Tab	PMS	00584339	.0293
1817	PMS-Procyclidine 2.5mg Tab	PMS	00649392	.0264
1818	PMS-Procyclidine 5mg Tab	PMS	00587354	.0250
1819	PMS-Promethazine 2mg/mL O/L	PMS	00583979	.0180
1820	PMS-Propranolol 10mg Tab	PMS	00582255	.0202
1821	PMS-Propranolol 40mg Tab	PMS	00582263	.0366
1822	PMS-Propranolol 80mg Tab	PMS	00582271	.0616
1823	PMS-Propranolol 120mg Tab	PMS	00582298	.1174
1824	PMS-Sulfasalazine 500mg Tab	PMS	00598461	.0998
1825	PMS-Sulfasalazine -E.C. 500mg Ent Tab	PMS	00598488	.1373

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1826	PMS-Theophylline 5.3mg/mL O/L	PMS	00575151	.0050
1827	PMS-Thioridazine 10mg Tab	PMS	00575119	.0151
1828	PMS-Thioridazine 25mg Tab	PMS	00575127	.0282
1829	PMS-Thioridazine 50mg Tab	PMS	00575135	.0511
1830	PMS-Thioridazine 100mg Tab	PMS	00575143	.1025
1831	PVF 500 60mg/mL O/L	FRS	00248835	.0764
1832	PVF-K 500 300mg Tab	FRS	00248843	.1989
1833	Palafer 300mg Cap	BEE	00446483	10.9000
1834	Palafer 60mg/mL O/L	BEE	00437018	.0778
1835	Palafer Pediatric Drops 60mg/mL O/L	BEE	00590630	.1227
1836	Palaron 21mg/mL O/L	FIS	00379603	.0447
1837	Panadol 325mg Tab	STP	00522511	.0410
1838	Panadol Extra Strength 500mg Tab	STP	00524891	.0597
1839	Pancrease 4000 & 20000 & 25000USP U Ent Microsph Cap	MCN	00591548	.3180
1840	Pancrease MT4 4000 & 12000 & 12000USP U Ent Microsph Cap	MCN	00789445	.3185
1841	Panectyl 2.5mg Tab	RPP	00025771	.1976
1842	Panectyl 5mg Tab	RPP	00025798	.2342
1843	Panoxyl 5% Gel	STI	00263702	.1092
1844	Panoxyl 10% Gel	STI	00263699	.1402
1845	Panoxyl 15% Gel	STI	00403571	.1660
1846	Panoxyl 20% Gel	STI	00373036	.1786
1847	Paraldehyde Inj Sol-5mL Pk	GLA	00012149	1.6184
1848	Pardec O/L	PDA	00156493	12.4000
1849	Parfenac 5% Cr	LED	00695874	.2318
1850	Parfenac 5% Oint	LED	00695882	.2318
1851	Parlodel 5mg Cap	SAN	00568643	1.5040
1852	Parlodel 2.5mg Tab	SAN	00371033	.8670
1853	Parnate 10mg Tab	SKF	00027111	.3212
1854	Parsitan 50mg Tab	RPP	00025550	.1819
1855	Pedialyte Flavored O/L	ABB	00981095	.0064
1856	Pedialyte Regular O/L	ABB	00630365	.0064
1857	Pediazole 40mg & 120mg/mL O/L	ABB	00583405	.1025
1858	PegLyte Pd 4L Pk	PMS	00777838	13.2000
1859	PegLyte Sol 1L Pk	PMS	00777846	4.8100
1860	Pen-Vee 60mg/mL O/L	WYE	00034045	.0411
1861	Penbritin 250mg Cap	AYE	00002003	.1500
1862	Penbritin 500mg Cap	AYE	00002011	.2999
1863	Penbritin Inj Pd- 500mg Pk	AYE	00002119	1.6300
1864	Penbritin Inj Pd-1000mg Pk	AYE	00002127	2.3000
1865	Penbritin 25mg/mL O/L	AYE	00002410	.0326
1866	Penbritin 50mg/mL O/L	AYE	00002429	.0611
1867	Penglobe 400mg Tab	AST	00627127	.4578
1868	Penglobe 800mg Tab	AST	00627135	.9345
1869	Penicillin G (Pot) Inj Pd- 1000000IU Pk	AYE	00002208	1.4736
1870	Penicillin G (Pot) Inj Pd- 5000000IU Pk	AYE	00002216	2.8619
1871	Pentamycetin 0.25% Oph Sol	BER	00704598	.5040
1872	Pepcid 20mg Tab	MSD	00710121	.9094
1873	Pepcid 40mg Tab	MSD	00710113	1.6370
1874	Peptol 200mg Tab	HOR	00546232	.0819
1875	Peptol 300mg Tab	HOR	00546240	.0960
1876	Peptol 400mg Tab	HOR	00568449	.1510
1877	Peptol 600mg Tab	HOR	00584282	.1921
1878	Peptol 800mg Tab	HOR	00618616	.2811
1879	Periactin 0.4mg/mL O/L	MSD	00016314	.0354
1880	Periactin 4mg Tab	MSD	00016454	.1506
1881	Peridol 2mg/mL O/L	TCH	00552429	.1300
1882	Peridol 0.5mg Tab	TCH	00552135	.0451
1883	Peridol 1mg Tab	TCH	00552143	.0731
1884	Peritrate 10mg Tab	PDA	00476595	.1138
1885	Peritrate 20mg Tab	PDA	00476609	.1533
1886	Peritrate Forte 80mg Tab	PDA	00476579	.2723

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1887	Perphenazine 2mg Tab	DTC	00456039	.0163
1888	Perphenazine 4mg Tab	DTC	00456047	.0174
1889	Perphenazine 8mg Tab	DTC	00456055	.0207
1890	Perphenazine 16mg Tab	DTC	00481920	.0300
1891	Pertofrane 25mg Tab	GEI	00010448	.3616
1892	Phenazo 100mg Tab	ICN	00271489	.1129
1893	Phenazo 200mg Tab	ICN	00454583	.1564
1894	Phenergan 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	RPP	00025046	1.1730
1895	Phenergan 2mg/mL O/L	RPP	00025429	.0222
1896	Phenergan 10mg Tab	RPP	00025712	.0838
1897	Phenergan 25mg Tab	RPP	00213896	.1053
1898	Phenobarbital 4mg/mL O/L	DTC	00588180	.0146
1899	Phenobarbital 4mg/mL O/L	SAN	00604585	.0180
1900	Phenobarbital 15mg Tab	PDA	00023795	.0054
1901	Phenobarbital 15mg Tab	DTC	00093505	.0054
1902	Phenobarbital 30mg Tab	PDA	00023809	.0059
1903	Phenobarbital 30mg Tab	DTC	00093521	.0059
1904	Phenobarbital 60mg Tab	PDA	00023817	.0136
1905	Phenobarbital 60mg Tab	DTC	00093556	.0136
1906	Phenobarbital 100mg Tab	DTC	00093564	.0189
1907	Phenobarbital-ICN 15mg Tab	ICN	00271276	.0054
1908	Phenobarbital-ICN 30mg Tab	ICN	00293903	.0059
1909	Phenobarbital-ICN 60mg Tab	ICN	00320714	.0136
1910	Phenobarbital-ICN 100mg Tab	ICN	00344036	.0189
1911	Phenylbutazone 100mg Tab	DTC	00093041	.0132
1912	PhisoHex 3% Top Emuls	WIN	00205389	.0428
1913	Phospholine Iodide 0.06% Oph Sol	AYE	00052817	3.4818
1914	Phospholine Iodide 0.125% Oph Sol	AYE	00002313	3.9944
1915	Phospholine Iodide 0.25% Oph Sol	AYE	00002348	4.5233
1916	Photoplex 7% & 3% Lot	HER	00781215	.0729
1917	Phyllocontin 225mg LA Tab	PFR	00491179	.1886
1918	Phyllocontin-350 350mg LA Tab	PFR	00593230	.2394
1919	Pilopine HS 4% Oph Gel	ALC	00575240	2.3900
1920	Piportil L4 25mg/mL Inj Sol-1mL Pk	RPP	00427918	11.6433
1921	Piportil L4 50mg/mL Inj Sol-1mL Pk	RPP	00990507	19.7333
1922	Piportil L4 100mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	RPP	00427926	37.5100
1923	Plaquenil 200mg Tab	WIN	00033669	.3798
1924	Polaramine 0.4mg/mL O/L	SCH	00225533	.0304
1925	Polaramine 2mg Tab	SCH	00028207	.1146
1926	Poly-Vi-Sol Ped O/L	MJO	00647578	16.8500
1927	Polysporin 10000U & 0.025mg/mL Oph/Ot Sol	BWE	00035343	.3990
1928	Polysporin 10000U & 500U/g Oph Oint-3.5g Pk	BWE	00299219	3.5900
1929	Polytar 1% Shampoo	STI	00249866	8.7000
1930	Pondocillin 35mg/mL O/L	LEO	00582239	.0636
1931	Pondocillin 500mg Tab	LEO	00582247	.6315
1932	Ponstan 250mg Cap	PDA	00155225	.5037
1933	Potassium Chloride 20mEq/10mL Inj Sol-10mL Pk	AST	00624756	.5162
1934	Potassium-Rougier 1.33mEq/mL O/L	ROG	00026700	.0196
1935	Potassium-Sandoz 12mEq Eff Tab	SAN	00027596	.2480
1936	Pred Forte 1% Oph Susp	ALL	00301175	1.4150
1937	Pred Mild 0.12% Oph Susp	ALL	00299405	1.2200
1938	Prednisone 5mg Tab	DTC	00093629	.0098
1939	Prednisone 5mg Tab	KNR	00610623	.0103
1940	Prefrin 0.12% Oph Sol	ALL	00395161	.3456
1941	Premarin 0.3mg Tab	AYE	00002569	.0787
1942	Premarin 0.625mg Tab	AYE	00002577	.1163
1943	Premarin 1.25mg Tab	AYE	00002585	.1929
1944	Premarin 2.5mg Tab	AYE	00002593	.4123
1945	Premarin 0.625mg/g Vag Cr	AYE	00002089	.3307
1946	Prepulsid 5mg Tab	JAN	00836311	.2743
1947	Presun 15 Creamy 8% & 3.3% Lot	WSD	00539856	.0434

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
1948	Presun 29 7% & 6% & 5% Cr	WSD	00723932	.0524
1949	Pro-Air 10mcg/met dose AeroInh-200dose Pk	PDA	00846414	14.9200
1950	Pro-Banthine 7.5mg Tab	SEA	00028584	.1806
1951	Pro-Banthine 15mg Tab	SEA	00028592	.2000
1952	Procan SR 250mg LA Tab	PDA	00638692	.2564
1953	Procan SR 500mg LA Tab	PDA	00638676	.4713
1954	Procan SR 750mg LA Tab	PDA	00638684	.6363
1955	Procyclid 0.5mg/mL O/L	ICN	00485012	.0318
1956	Procyclid 5mg Tab	ICN	00306290	.0250
1957	Procytox Inj Pd- 200mg Pk	HOR	00013544	5.6500
1958	Procytox Inj Pd-1000mg Pk	HOR	00013552	13.1800
1959	Procytox 25mg Tab	HOR	00262676	.3607
1960	Procytox 50mg Tab	HOR	00013749	.4761
1961	Prodiem Plain Gran	ROR	00536695	10.4500
1962	Proloid 30mg Tab	PDA	00483583	.0483
1963	Proloid 60mg Tab	PDA	00483540	.0544
1964	Proloid 125mg Tab	PDA	00483559	.0763
1965	Prolopa 50-12.5 50mg & 12.5mg Cap	HLR	00522597	.2450
1966	Prolopa 100-25 100mg & 25mg Cap	HLR	00386464	.4035
1967	Prolopa 200-50 200mg & 50mg Cap	HLR	00386472	.6775
1968	Proloprim 100mg Tab	BWE	00675229	.2522
1969	Proloprim 200mg Tab	BWE	00677590	.5185
1970	Pronestyl 250mg Cap	SQU	00029076	.2184
1971	Pronestyl 375mg Cap	SQU	00296031	.3265
1972	Pronestyl 500mg Cap	SQU	00353523	.4350
1973	Pronestyl 100mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	SQU	00029181	9.4000
1974	Pronestyl SR 500mg LA Tab	SQU	00639885	.4380
1975	Propaderm 0.025% Cr	GLA	00002712	.3884
1976	Propaderm 0.025% Lot	GLA	00270466	.3511
1977	Propaderm 0.025% Oint	GLA	00003697	.3884
1978	Propanthe1 15mg Tab	ICN	00294837	.0379
1979	Propine 0.1% Oph Sol	ALL	00529117	1.5370
1980	Propranolol 10mg Tab	DTC	00523402	.0202
1981	Propranolol 40mg Tab	DTC	00523399	.0366
1982	Propranolol 80mg Tab	DTC	00523380	.0616
1983	Propyl-Thyracil 50mg Tab	FRS	00010200	.1113
1984	Propyl-Thyracil 100mg Tab	FRS	00010219	.1742
1985	Prostigmin 0.5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	ICN	00869910	.8487
1986	Prostigmin 15mg Tab	ICN	00869945	.1390
1987	Provera 5mg Tab	UPJ	00030937	.2395
1988	Provera 10mg Tab	UPJ	00729973	.4835
1989	Provera 100mg Tab	UPJ	00030945	1.1157
1990	Proviiodine 10% Top Sol	ROG	00172944	.0067
1991	Proviiodine 10% Vag Gel	ROG	00026611	.0680
1992	Proviiodine 10% Vag Sol	ROG	00252824	.0250
1993	Prozac 20mg Cap	LIL	00636622	1.5580
1994	Pulmicort 200mcg/met dose Aero Inh-100dosePk	AST	00634549	31.0000
1995	Pulmicort Spacer Inhaler 200mcg/met dose Inh-100dosePk	AST	00814091	31.0000
1996	Pulmicort Turbuhaler 100mcg/met dose Pd Inh 200 dose Pk	AST	00852074	29.5500
1997	Pulmicort Turbuhaler 200mcg/met dose Pd Inh 200 dose Pk	AST	00851752	59.1000
1998	Purinethol 50mg Tab	BWE	00004723	1.7120
1999	Purinol 100mg Tab	HOR	00415731	.0178
2000	Purinol 200mg Tab	HOR	00415758	.0352
2001	Purinol 300mg Tab	HOR	00415766	.0433
2002	Pyribenzamine 50mg Tab	CGS	00623504	.1167
2003	Pyridium 100mg Tab	PDA	00476714	.1133
2004	Pyridium 200mg Tab	PDA	00476722	.1570
2005	Questran 440mg/g Oral Pd-378g Pk	BRI	00634093	30.4500
2006	Questran 440mg/g Oral Pd- 9g Pouch Pk	BRI	00464880	1.0150
2007	Quibron-T/SR 300mg LA Tab	BRI	00556742	.2405
2008	Quinaglute-Duratabs 324mg LA Tab	BER	00704644	.7254

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2009	Quinate 325mg Tab	ROG	00311731	.3900
2010	Quinidex Extentabs 300mg LA Tab	ROB	00346837	.3756
2011	Quinidine 200mg Tab	BWE	00004782	.1512
2012	Quinidine 200mg Tab	PDA	00023868	.2609
2013	Quinidine 200mg Tab	ROG	00026883	.0680
2014	Quinidine 200mg Tab	DTC	00094412	.0658
2015	Quinine 300mg Cap	DTC	00093750	.1457
2016	Quinine Sulfate 200mg Cap	DTC	00093742	.0933
2017	Quinine Sulfate 200mg Cap	SDR	00178993	.0935
2018	Quinine Sulfate 300mg Cap	SDR	00179000	.1457
2019	R & C Shampoo 0.3% & 3% & 1.2% Top Sol	RCA	00575372	12.9000
2020	Ranitidine 150mg Tab	KNR	00828823	.7160
2021	Ranitidine 300mg Tab	KNR	00828688	1.3503
2022	Rapolyte 4g & 0.3g & 0.7g & 0.5g Oral Pd-1 Sach Pk	RIC	00540781	.4500
2023	Reflocheck Strip-100 Pk	BOM	00980706	53.4500
2024	Reglan 10mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	ROB	00386006	1.3818
2025	Reglan 1mg/mL O/L	ROB	00386022	.0292
2026	Reglan 5mg Tab	ROB	00631671	.0586
2027	Reglan 10mg Tab	ROB	00386014	.0615
2028	Regulex 100mg Cap	AYE	00472166	11.7000
2029	Reserpine 0.1mg Tab	DTC	00093211	.0302
2030	Reserpine 0.25mg Tab	DTC	00093238	.0114
2031	Restoril 15mg Cap	SAN	00604453	.1740
2032	Restoril 30mg Cap	SAN	00604461	.2080
2033	Rheumatrex 2.5mg Tab	LED	00874132	.9856
2034	Rhinalar 0.025% Nas Sp-25mL Pk	SYN	00421456	19.2800
2035	Rhinocort 50mcg/met dose Nas Aero 200dosePk	AST	00636460	10.2500
2036	Rhodis 50mg Cap	RHP	00761664	.1966
2037	Rhodis 100mg Sup	RHP	00761699	1.4427
2038	Rhodis-EC 50mg Ent Tab	RHP	00761672	.1966
2039	Rhodis-EC 100mg Ent Tab	RHP	00761680	.3931
2040	Rhotrimine 75mg Cap	RHP	00761656	.7404
2041	Rhotrimine 12.5mg Tab	RHP	00761605	.0992
2042	Rhotrimine 25mg Tab	RHP	00761613	.1258
2043	Rhotrimine 50mg Tab	RHP	00761621	.2423
2044	Rhotrimine 100mg Tab	RHP	00761648	.4406
2045	Ridaura 3mg Cap	SKF	00600733	1.2093
2046	Rifadin 150mg Cap	MER	00580376	.6058
2047	Rifadin 300mg Cap	MER	00580384	.9503
2048	Rimactane 150mg Cap	CIB	00210471	.7258
2049	Rimactane 300mg Cap	CIB	00210463	1.1843
2050	Riopan 480mg Chew Tab	AYE	00571229	.0570
2051	Riopan 96mg/mL O/L	AYE	00571202	.0092
2052	Riopan Extra Strength 1080mg/mL O/L	AYE	00640476	.0134
2053	Ritalin 10mg Tab	CIB	00005606	.2422
2054	Ritalin SR 20mg LA Tab	CIB	00632775	.4611
2055	Rivotril 0.5mg Tab	HLR	00382825	.1781
2056	Rivotril 2mg Tab	HLR	00382841	.3064
2057	Robidex 3mg/mL O/L	ROB	00454389	.0263
2058	Robidone 1mg/mL O/L	ROB	00316970	.0401
2059	Robidrine 6mg/mL O/L	ROB	00425516	.0253
2060	Robidrine 60mg Tab	ROB	00342726	.0743
2061	Robigesic 16mg/mL O/L	ROB	00658049	.0294
2062	Robigesic 325mg Tab	ROB	00330876	.0438
2063	Robinul 0.2mg/mL Inj Sol-1mL Pk	ROB	00026425	1.5720
2064	Robinul 1mg Tab	ROB	00026514	.0978
2065	Robinul Forte 2mg Tab	ROB	00026522	.1624
2066	Robitussin 20mg/mL O/L	ROB	00026468	.0170
2067	Rocaltrol 0.25mcg Cap	HLR	00481823	.8450
2068	Rocaltrol 0.5mcg Cap	HLR	00481815	1.3440
2069	Rocephin 0.25g/Vial Inj Pd-1 Vial Pk	HLR	00657387	10.7500

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2070	Rocephin 1g/Vial Inj Pd-1 Vial Pk	HLR	00657417	34.0000
2071	Rocephin 2g/Vial Inj Pd-1 Vial Pk	HLR	00657409	67.0000
2072	Rofact 150mg Cap	ICN	00393444	.6038
2073	Rofact 300mg Cap	ICN	00343617	.9503
2074	Rounox 325mg Tab	ROG	00277193	.0240
2075	Rouphylline 10mg/mL O/L	ROG	00405310	.0110
2076	Rouphylline 200mg Tab	ROG	00346071	.0255
2077	Roychlor 1.33mEq/mL O/L	ROY	00485284	.0139
2078	Rubramin 1mg/mL Inj Sol	SQU	00029165	13.6000
2079	Rynacrom 2% Nas Sol-26mL Pk	FIS	00605255	20.9200
2080	Rynacrom 10mg/Cart Pd Inh	FIS	00328944	.2727
2081	Rythmodan 100mg Cap	ROU	00382876	.2155
2082	Rythmodan 150mg Cap	ROU	00439363	.3050
2083	Rythmodan L.A. 250mg LA Tab	ROU	00619760	.6925
2084	Rythmol 150mg Tab	KNL	00603708	.6420
2085	Rythmol 300mg Tab	KNL	00603716	1.1320
2086	S.A.S. 500 500mg Tab	ICN	00263869	.0998
2087	S.A.S. Enteric 500 500mg Ent Tab	ICN	00445126	.1373
2088	Salazopyrin 500mg Ent Tab	PHD	00158526	.2403
2089	Salazopyrin 500mg Tab	PHD	00024856	.1580
2090	Salazopyrin 3g/100mL Enema-100mL Pk	PHD	00544442	6.1000
2091	Salbutamol 2mg Tab	EVM	00637793	.0683
2092	Salbutamol 4mg Tab	EVM	00637807	.1129
2093	Salbutamol Inhaler Inh-200 dose Pk	KNR	00851841	6.0000
2094	Salbutamol Respirator Solution 5mg/mL Inh Sol-10mL Pk	KNR	00860808	8.3055
2095	Salofalk 500mg Sup	INF	00784508	1.0620
2096	Salofalk 4g/60g Rect Susp-60g Pk	INF	00709034	5.4100
2097	Sandomigran 0.5mg Tab	SAN	00329320	.3354
2098	Sandomigran DS 1mg Tab	SAN	00511552	.5725
2099	Sans-Acne 2% & 44% Top Sol	ALC	00824127	.1292
2100	Sansert 2mg Tab	SAN	00027499	.6370
2101	Sebcur 4% Shampoo	DPT	00666106	.0308
2102	Sebcur/T 10% & 4% Shampoo	DPT	00666114	7.7000
2103	Sebutone 0.5% & 2% & 2% Top Sol	WSD	00232890	5.6000
2104	Seconal 50mg Cap	LIL	00015261	.0883
2105	Seconal 100mg Cap	LIL	00015288	.1048
2106	Sectral 100mg Tab	RPP	00726559	.2664
2107	Sectral 200mg Tab	RPP	00726567	.3988
2108	Sectral 400mg Tab	RPP	00771333	.7935
2109	Seldane 6mg/mL Susp	MER	00614394	.0556
2110	Seldane 60mg Tab	MER	00590908	.3165
2111	Selexid 200mg Tab	LEO	00657212	.8153
2112	Selsun 2.5% Lot	ABB	00243000	.0325
2113	Semilente Insulin 1000U/10mL Inj Susp	NOO	00612251	18.7000
2114	Senokot 15mg/3g Gran	PFR	00026042	13.4000
2115	Senokot 1.7mg/mL O/L	PFR	00367729	14.0000
2116	Senokot 30mg Sup	PFR	00026107	5.8500
2117	Senokot 8.6mg Tab	PFR	00026158	11.9000
2118	Septra 40mg & 8mg/mL O/L	BWE	00270644	.0210
2119	Septra 400mg & 80mg Tab	BWE	00270636	.1246
2120	Septra DS 800mg & 160mg Tab	BWE	00368040	.2234
2121	Serax 10mg Tab	WYE	00295701	.0324
2122	Serax 15mg Tab	WYE	00295698	.0405
2123	Serax 30mg Tab	WYE	00231363	.0587
2124	Serentil 10mg Tab	SAN	00027448	.2905
2125	Serentil 25mg Tab	SAN	00027456	.3479
2126	Serentil 50mg Tab	SAN	00027464	.4816
2127	Serophene 50mg Tab	SRO	00893722	3.9140
2128	Serpasil 0.25mg Tab	CIB	00005665	.1078
2129	Sinemet 100mg & 10mg Tab	MSD	00355658	.3450
2130	Sinemet 100mg & 25mg Tab	MSD	00513997	.5088

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2131	Sinemet 250mg & 25mg Tab	MSD	00328219	.5453
2132	Sinequan 10mg Cap	PFI	00024325	.2300
2133	Sinequan 25mg Cap	PFI	00024333	.2821
2134	Sinequan 50mg Cap	PFI	00024341	.5234
2135	Sinequan 75mg Cap	PFI	00400750	.7515
2136	Sinequan 100mg Cap	PFI	00326925	.9900
2137	Sinequan 150mg Cap	PFI	00584274	1.3640
2138	Sintrom 1mg Tab	GEI	00010383	.1187
2139	Sintrom 4mg Tab	GEI	00010391	.3732
2140	Slo-Bid 50mg LA Cap	ROR	00778893	.1650
2141	Slo-Bid 100mg LA Cap	ROR	00600024	.1850
2142	Slo-Bid 200mg LA Cap	ROR	00600032	.2145
2143	Slo-Bid 300mg LA Cap	ROR	00600040	.2575
2144	Slo-Pot 600 8mEq LA Tab	ICN	00554308	.0170
2145	Slow-K 8mEq LA Tab	CIB	00074225	.0651
2146	Slow-Trasicor 80mg LA Tab	CIB	00534579	.3758
2147	Slow-Trasicor 160mg LA Tab	CIB	00534587	.7517
2148	Soda Mint 300mg Tab	SDR	00179884	3.1000
2149	Sodium Bicarbonate 300mg Tab	DTC	00093068	3.1000
2150	Sodium Bicarbonate 600mg Tab	DTC	00221619	4.6000
2151	Sodium Chloride (Plastic Vial) 0.9% Inj Sol-10mL Pk	AST	00624748	.5162
2152	Sofracort 5mg & 50mcg & 0.5mg/mL Ot Sol	ROU	00228052	1.3705
2153	Soframycin 0.5% Oph Oint-5g Pk	ROU	00026964	5.1000
2154	Soframycin 0.5% Oph Sol	ROU	00026921	.9353
2155	Solazine 5mg Tab	HOR	00013919	.0787
2156	Solazine 10mg Tab	HOR	00013927	.0942
2157	Solganal 50mg/mL Inj Sol 10mL Pk	SCH	00855774	100.0000
2158	Solium 10mg Cap	HOR	00013471	.0630
2159	Solium 25mg Cap	HOR	00013498	.1006
2160	Soluver 20% Top Sol	DPT	00690333	.3500
2161	Somnol 15mg Tab	HOR	00483826	.0630
2162	Somnol 30mg Tab	HOR	00483818	.0708
2163	Somophyllin-12 50mg LA Cap	FIS	00551422	.1639
2164	Somophyllin-12 75mg LA Cap	FIS	00692751	.1811
2165	Somophyllin-12 100mg LA Cap	FIS	00551430	.1828
2166	Somophyllin-12 200mg LA Cap	FIS	00609013	.2115
2167	Somophyllin-12 250mg LA Cap	FIS	00551414	.2342
2168	Somophyllin-12 300mg LA Cap	FIS	00609021	.2543
2169	Somophyllin-12 350mg LA Cap	FIS	00692778	.2829
2170	Sotacor 160mg Tab	BRI	00483923	.9560
2171	Spersacarpine 1% Oph Sol	DIS	00725404	.2235
2172	Spersacarpine 2% Oph Sol	DIS	00725412	.2606
2173	Spersacarpine 4% Oph Sol	DIS	00725439	.2970
2174	Spersadex 0.1% Oph/Ot Sol	DIS	00724149	1.1000
2175	Statex 1mg/mL O/L	PMS	00591467	.0242
2176	Statex 5mg/mL O/L	PMS	00591475	.0771
2177	Statex 20mg/mL Oral Drops	PMS	00621935	.3700
2178	Statex 5mg Tab	PMS	00594652	.1155
2179	Statex 10mg Tab	PMS	00594644	.1705
2180	Statex 25mg Tab	PMS	00594636	.2205
2181	Statex 50mg Tab	PMS	00675962	.3360
2182	Staticin 1.5% Lot	WSD	00512591	.1432
2183	Stelazine 1mg/mL Inj Sol-1mL Pk	SKF	00026999	1.8234
2184	Stelazine 10mg/mL O/L	SKF	00027022	.2965
2185	Stelazine 1mg Tab	SKF	00027146	.1356
2186	Stelazine 2mg Tab	SKF	00027154	.1779
2187	Stelazine 5mg Tab	SKF	00027162	.2355
2188	Stelazine 10mg Tab	SKF	00027170	.2824
2189	Stemetil 10mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	RPP	00578185	1.6710
2190	Stemetil 1mg/mL O/L	RPP	00025216	.0488
2191	Stemetil 10mg Sup	RPP	00025364	1.0980

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2192	Stemetil 5mg Tab	RPP	00025682	.1686
2193	Stemetil 10mg Tab	RPP	00025690	.2059
2194	Sterile Water Inj Sol-10mL Pk	AST	00624721	.5012
2195	Stieva-A 0.01% Cr	STI	00657204	.3560
2196	Stieva-A 0.025% Cr	STI	00578576	.3560
2197	Stieva-A 0.05% Cr	STI	00518182	.3560
2198	Stieva-A 0.01% Gel	STI	00587958	.3560
2199	Stieva-A 0.025% Gel	STI	00587966	.3560
2200	Stieva-A 0.025% Sol	STI	00578568	.1780
2201	Stieva-A 0.05% Top Sol	STI	00518174	.1780
2202	Stilboestrol 0.5mg Tab	GLA	00003352	.2499
2203	Stilboestrol 1mg Tab	GLA	00003360	.2227
2204	Sudafed 6mg/mL O/L	BWE	00004561	.0250
2205	Sudafed 60mg Tab	BWE	00004766	.0926
2206	Sulamyd 10% Oph Oint-3.5g Pk	SCH	00028347	3.7100
2207	Sulamyd 10% Oph Sol	SCH	00028053	.0787
2208	Sulamyd 30% Oph Sol	SCH	00028061	.3213
2209	Sulcrate 500mg/5mL Oral Sol	NRD	00836370	.0484
2210	Sulcrate 1g Tab	NRD	00506346	.4607
2211	Sulfamethoxazole & Trimethoprim 400mg & 80mg Tab	DTC	00516759	.0871
2212	Sulfamethoxazole & Trimethoprim DS 800mg & 160mg Tab	DTC	00516767	.1649
2213	Sulfasalazine 500mg Ent Tab	KNR	00685925	.1373
2214	Sulfasalazine 500mg Tab	KNR	00685933	.0998
2215	Sulfated Insulin 1000U/10mL Inj Susp	NOO	00648094	82.3000
2216	Sulfinpyrazone 100mg Tab	DTC	00481955	.0417
2217	Sulfinpyrazone 200mg Tab	DTC	00481947	.0696
2218	Sultrin Vag Cr-App	ORT	00153605	.2351
2219	Supasa 160mg Sup	NRD	00377961	.5935
2220	Supasa 320mg Sup	NRD	00315117	.6720
2221	Supasa 640mg Sup	NRD	00315133	.7942
2222	Surfak 240mg. Cap	HOE	00012491	9.7000
2223	Surgam 200mg Tab	ROU	00589926	.5365
2224	Surgam 300mg Tab	ROU	00589934	.6468
2225	Surmontil 75mg Cap	RPP	00442437	.7386
2226	Surmontil 12.5mg Tab	RPP	00025828	.2128
2227	Surmontil 25mg Tab	RPP	00025836	.2699
2228	Surmontil 50mg Tab	RPP	00025844	.5196
2229	Surmontil 100mg Tab	RPP	00025852	.9448
2230	Symmetrel 100mg Cap	DUP	00589012	.6667
2231	Symmetrel 10mg/mL O/L	DUP	00589004	.1126
2232	Syn-Captopril 25mg Tab	SYP	00851833	.3746
2233	Syn-Captopril 50mg Tab	SYP	00851647	.6979
2234	Syn-Captopril 100mg Tab	SYP	00851655	1.2980
2235	Syn-Diltiazem 30mg Tab	SYP	00888524	.2725
2236	Syn-Diltiazem 60mg Tab	SYP	00888532	.4782
2237	Syn-Nadolol 40mg Tab	SYP	00851663	.3410
2238	Syn-Nadolol 80mg Tab	SYP	00851671	.4621
2239	Syn-Nadolol 160mg Tab	SYP	00851698	.8670
2240	Syn-Pindolol 5mg Tab	SYP	00818615	.2872
2241	Syn-Pindolol 10mg Tab	SYP	00818593	.4961
2242	Syn-Pindolol 15mg Tab	SYP	00818607	.7280
2243	Synacthen Depot 1mg/mL Inj Susp-1mL Pk	CIB	00253952	20.5800
2244	Synalar Bi-Otic 10000U & 5mg & 0.25mg/mL Ot Sol	SYN	00189499	1.7220
2245	Synalar Mild 0.01% Cr	SYN	00030414	.2993
2246	Synalar Mild 0.01% Oint	SYN	00030392	.2463
2247	Synalar Regular 0.025% Cr	SYN	00030422	.3880
2248	Synalar Regular 0.025% Oint	SYN	00030406	.4056
2249	Synalar Solution 0.01% Top Sol	SYN	00030260	.3745
2250	Synamol Mild 0.01% Emol Cr	SYN	00424927	.2463
2251	Synamol Regular 0.025% Emol Cr	SYN	00424935	.4056
2252	Synkavite 5mg Tab	HLR	00013374	.0660

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2253	Synphasic 3 Phase Tab-21 Pk	SYN	00620947	9.9400
2254	Synphasic 3 Phase Tab-28 Pk	SYN	00695734	9.9400
2255	Synthroid 0.025mg Tab	FLI	00009644	.0480
2256	Synthroid 0.05mg Tab	FLI	00009652	.0360
2257	Synthroid 0.075mg Tab	FLI	00640441	.0520
2258	Synthroid 0.1 mg Tab	FLI	00009660	.0479
2259	Synthroid 0.112mg Tab	FLI	00786578	.0550
2260	Synthroid 0.125mg Tab	FLI	00640425	.0555
2261	Synthroid 0.15mg Tab	FLI	00212164	.0514
2262	Synthroid 0.175mg Tab	FLI	00786586	.0595
2263	Synthroid 0.2 mg Tab	FLI	00009687	.0548
2264	Synthroid 0.3 mg Tab	FLI	00009695	.0747
2265	Syntocinon- 5 5IU/mL Inj Sol-1mL Pk	SAN	00282316	.6820
2266	Syntocinon-10 10IU/mL Inj Sol-1mL Pk	SAN	00035998	.8350
2267	TI-Screen SPF30 7.5% &6% &7.5% &5% Lot	WBP	01907689	.0600
2268	Tace 12mg Cap	MER	00017965	.5928
2269	Tagamet 60mg/mL O/L	SKF	00397482	.1656
2270	Tagamet 200mg Tab	SKF	00563560	.3538
2271	Tagamet 300mg Tab	SKF	00397474	.3948
2272	Tagamet 400mg Tab	SKF	00563579	.6356
2273	Tagamet 600mg Tab	SKF	00563587	.7500
2274	Tagamet 800mg Tab	SKF	00653411	1.2713
2275	Talwin 30mg/mL Inj Sol-1mL Pk	WIN	01904973	.7568
2276	Talwin 50mg Tab	WIN	01904965	.3114
2277	Tamhacor 100mg Tab	RIK	00628220	.9450
2278	Tamofen 10mg Tab	RPP	00657360	.5435
2279	Tamofen 20mg Tab	RPP	00657379	1.0000
2280	Tamone 10mg Tab	ADI	00810444	.5250
2281	Tamone 20mg Tab	ADI	00810452	.9500
2282	Tantum 0.15% Oral Rinse	RIK	00574171	.0635
2283	Tapazole 5mg Tab	LIL	00015741	.1098
2284	Tarasan 15mg Tab	HLR	00013234	.1315
2285	Tarasan 50mg Tab	HLR	00013242	.2650
2286	Tears Naturale Oph Sol	ALC	00390291	.3240
2287	Tears Naturale II 0.1% & 0.3% & 0.001% Oph Sol	ALC	00743445	.3240
2288	Tears Plus Oph Sol	ALL	00579408	.3574
2289	Tebrazid 500mg Tab	ICN	00283991	.5384
2290	Tegison 10mg Cap	HLR	00616400	1.4883
2291	Tegison 25mg Cap	HLR	00616419	2.6116
2292	Tegopen Inj Pd- 250mg Pk	BRI	00407593	1.2000
2293	Tegopen Inj Pd- 500mg Pk	BRI	00407607	1.9000
2294	Tegopen Inj Pd-2000mg Pk	BRI	00407615	3.1000
2295	Tegretol Chew Tabs 100mg Chew Tab	GEI	00369810	.1174
2296	Tegretol Chew Tabs 200mg Chew Tab	GEI	00665088	.2316
2297	Temposil 50mg Tab	LED	00014958	.4696
2298	Tempra 80mg/mL O/L	MJO	00642401	.1983
2299	Tenoretic 50/25 50 & 25mg Tab	ICI	00638625	.5993
2300	Tenoretic 100/25 100 & 25mg Tab	ICI	00638633	.9821
2301	Tenormin 50mg Tab	ICI	00520683	.5454
2302	Tenormin 100mg Tab	ICI	00486833	.8957
2303	Tensilon 100mg/10mL Inj Sol-10mL Pk	ICN	00855804	11.9973
2304	Terfluzine 10mg/mL O/L	ICN	00298212	.2480
2305	Tersa-Tar 3% Shampoo	TCD	00632309	6.4000
2306	Tersaseptic 0.5% Top Sol	TCD	00632317	.0170
2307	Tes-Tape Strip-100 Pk	LIL	00980609	7.8680
2308	Tetracyn 250mg Cap	PFI	00024422	.0205
2309	Theo-Dur 100mg LA Tab	AST	00460982	.1910
2310	Theo-Dur 200mg LA Tab	AST	00460990	.2124
2311	Theo-Dur 300mg LA Tab	AST	00461008	.2572
2312	Theo-Dur 450mg LA Tab	AST	00722065	.3230
2313	Theo-Dur Sprinkle 50mg SR Cap	AST	00713406	.1445

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2314	Theo-Dur Sprinkle 75mg SR Cap	AST	00713414	.1565
2315	Theo-Dur Sprinkle 125mg SR Cap	AST	00713422	.1720
2316	Theo-Dur Sprinkle 200mg SR Cap	AST	00713430	.2255
2317	Theolair 125mg Tab	RIK	00395218	.2075
2318	Theolair 250mg Tab	RIK	00461687	.3140
2319	Theolair Alcohol Free Oral Liquid 5.3mg/mL O/L	RIK	00461709	.0184
2320	Theolair-SR 200mg LA Tab	RIK	00791652	.1325
2321	Theolair-SR 250mg LA Tab	RIK	00461695	.1980
2322	Theolair-SR 300mg LA Tab	RIK	00545732	.1545
2323	Theolair-SR 500mg LA Tab	RIK	00502014	.3500
2324	Theophylline 5.3mg/mL O/L	DES	00261203	.0055
2325	Theophylline 5.3mg/mL O/L	TCH	00532223	.0050
2326	Thio-Tepa Inj Pd-15mg Pk	LED	00237035	16.3083
2327	Thioridazine 2mg/mL O/L	SAP	00238775	.0180
2328	Thioridazine 10mg Tab	DTC	00456063	.0151
2329	Thioridazine 25mg Tab	DTC	00456071	.0282
2330	Thioridazine 50mg Tab	DTC	00456098	.0511
2331	Thioridazine 100mg Tab	DTC	00456101	.1025
2332	Thyroid 30mg Tab	PDA	00023949	.0334
2333	Thyroid 60mg Tab	PDA	00023957	.0414
2334	Thyroid 125mg Tab	PDA	00023965	.0528
2335	Ti-UVA-B 22 7.5% & 5% Moist Lot	TIC	00726788	.0495
2336	Tiamol 0.05% Emol Cr	TIC	00598933	.2385
2337	Timolide 10mg & 25mg Tab	FRS	00509353	.4168
2338	Timoptic 0.25% Oph Sol	MSD	00451193	2.4840
2339	Timoptic 0.5% Oph Sol	MSD	00451207	2.9400
2340	TobraDex 0.3% & 0.1% Oph Susp	ALC	00778907	1.9300
2341	Tobrex 0.3% Oph Oint	ALC	00614254	2.3571
2342	Tobrex 0.3% Oph Sol	ALC	00513962	1.6500
2343	Tofranil 10mg Tab	GEI	00010464	.1384
2344	Tofranil 25mg Tab	GEI	00010472	.2197
2345	Tofranil 50mg Tab	GEI	00010480	.4085
2346	Tolbutamide 500mg Tab	DTC	00093033	.0245
2347	Tolectin 200mg Tab	MCN	00364126	.3775
2348	Tolectin 600mg Tab	MCN	00632740	.7600
2349	Tolectin DS 400mg Cap	MCN	00484938	.5370
2350	Topsyn 0.05% Gel	SYN	00281913	.4685
2351	Trancopal 200mg Tab	WIN	00033626	.2896
2352	Trandate 100mg/20mL Inj Sol-20mL Pk	GLA	00600822	16.6460
2353	Trandate 100mg Tab	GLA	00603651	.2176
2354	Trandate 200mg Tab	GLA	00603643	.3848
2355	Transderm-V 1.5mg Transderm Syst	CIB	00550094	1.6250
2356	Tranxene 3.75mg Cap	ABB	00264938	.1757
2357	Tranxene 7.5mg Cap	ABB	00264946	.2281
2358	Tranxene 15mg Cap	ABB	00264911	.4085
2359	Trasicor 20mg Tab	CIB	00402567	.1385
2360	Trasicor 40mg Tab	CIB	00402575	.2479
2361	Trasicor 80mg Tab	CIB	00402583	.3757
2362	Trasylol 100000KIU/10mL Inj Sol-10mL Pk	MIT	00513954	27.8160
2363	Travase 82000U/g Oint	FLI	00265381	2.5423
2364	Triadapin 10mg Cap	FIS	00842745	.1444
2365	Triadapin 25mg Cap	FIS	00842753	.1776
2366	Triadapin 50mg Cap	FIS	00842761	.2949
2367	Triadapin 75mg Cap	FIS	00842788	.5580
2368	Triadapin 100mg Cap	FIS	00842796	.7330
2369	Triadapin 150mg Cap	FIS	00842818	.9668
2370	Triaderm 0.025% Cr	TAR	00716952	.1085
2371	Triaderm 0.1% Cr	TAR	00716960	.1275
2372	Triazolam 0.125mg Tab	KNR	00614351	.0763
2373	Triazolam 0.25mg Tab	KNR	00614378	.0945
2374	Tridesilon 0.05% Cr	MIT	00521248	.3803

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2375	Tridesilon 0.05% Oint	MIT	00521264	.3808
2376	Trifluoperazine 1mg Tab	DTC	00249068	.0068
2377	Trifluoperazine 2mg Tab	DTC	00249076	.0076
2378	Trifluoperazine 5mg Tab	DTC	00249084	.0108
2379	Trifluoperazine 10mg Tab	DTC	00249092	.0180
2380	Trikacide 500mg Cap	PMS	00783137	.8250
2381	Trilafon 5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	SCH	00028002	2.3220
2382	Trilafon 0.4mg/mL O/L	SCH	00028150	.0688
2383	Trilafon 2mg Tab	SCH	00028290	.0484
2384	Trilafon 4mg Tab	SCH	00028304	.0606
2385	Trilafon 8mg Tab	SCH	00028312	.0728
2386	Trilafon 16mg Tab	SCH	00028320	.0973
2387	Trilafon Conc. 3.2mg/mL O/L	SCH	00028169	.2055
2388	Trilisate Tab	PFR	00449636	.1892
2389	Triphasil 3 Phase Tab-21 Pk	WYE	00782416	10.9000
2390	Triphasil 3 Phase Tab-28 Pk	WYE	00782424	10.9000
2391	Triptil 10mg Tab	MSD	00322741	.3504
2392	Triquilar 21 3 Phase Tab-21 Pk	BER	00707600	10.3500
2393	Triquilar 28 3 Phase Tab-28 Pk	BER	00707503	10.3500
2394	Trisyn Emol Cr	MNP	00781371	.3124
2395	Trobicin Inj Pd-2g Pk	UPJ	00210196	14.2000
2396	Tronothane 1% Cr	ABB	00000116	.2964
2397	Trosyd 1% Cr	PFI	00657395	.4500
2398	Tylenol No.2 15mg Tab	MCN	00425370	.0325
2399	Tylenol No.3 30mg Tab	MCN	00425389	.0354
2400	Tylenol No.4 300mg & 60mg Tab	MCN	00396516	.1699
2401	Tylenol with Codeine 160mg & 8mg/5mL O/L	MCN	00685143	.0740
2402	Ulonc 5mg/mL O/L	RIK	00026328	.0433
2403	UltraMOP 10mg SG Cap	CDM	00646237	.4438
2404	Ultralente Insulin 1000U/10mL Inj Susp	NOO	00612243	18.7000
2405	Ultrastop 8% & 3.5% Cr	CDM	00626708	.0540
2406	Uniphyl 400mg LA Tab	PFR	00738875	.4330
2407	Uniphyl 600mg LA Tab	PFR	00738883	.5240
2408	Univol 40mg & 40mg/mL O/L	HOR	00013625	.0073
2409	Urecholine 5mg/mL Inj Sol-1mL Pk	FRS	00349747	2.8600
2410	Urecholine 10mg Tab	FRS	00349720	.4080
2411	Urecholine 25mg Tab	FRS	00349739	.6132
2412	Uremol-HC 1% & 10% Cr	TCD	00503134	.1850
2413	Uremol-HC 1% & 10% Lot	TCD	00560022	.0860
2414	Uridon 50mg Tab	ICN	00298964	.0202
2415	Urispas 200mg Tab	PMS	00728179	.4740
2416	Uritol 40mg Tab	HOR	00344079	.0843
2417	V-Cillin K 25mg/mL O/L	LIL	00015563	.0275
2418	VC-K 500 60mg/mL O/L	LIL	00331945	.0472
2419	Valisone 0.1% Scalp Lot	SCH	00027944	.1537
2420	Vancenase Nas Sp-200 dose Pk	SCH	00422053	10.5300
2421	Vanceril Aero Pd-200 dose Pk	SCH	00374407	10.5300
2422	Vanquin 10mg/mL O/L	PDA	00023477	.1350
2423	Vaponefrin 2.25% Inh Sol-30mL Pk	ROR	00723711	20.7600
2424	Vasocon 0.1% Oph Sol	IOB	00759880	9.1000
2425	Vasotec 5mg Tab	FRS	00708879	.7769
2426	Vasotec 10mg Tab	FRS	00670901	.9334
2427	Vasotec 20mg Tab	FRS	00670928	1.1266
2428	Velbe Inj Pd-10mg Pk	LIL	00015431	49.8212
2429	Velosef 250mg Cap	SQU	00301620	.6370
2430	Velosef 500mg Cap	SQU	00301639	1.2470
2431	Velosulin 1000U/10mL Inj Sol	HOR	00552267	26.4000
2432	Velosulin Human 100U/mL Inj Sol	HOR	00983870	23.7500
2433	Velosulin Human 1000U/10mL Inj Sol	HOR	00632686	23.7500
2434	Ventodisk Diskhaler 200mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	GLA	00832766	18.8800
2435	Ventodisk Diskhaler 400mcg/blister Pd Inh-120 dose Pk	GLA	00832758	26.7500

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2436	Ventolin Inh-200 dose Pk	GLA	00867179	11.8000
2437	Ventolin 5mg/mL Inh Sol-10mL Pk	GLA	00334227	8.7200
2438	Ventolin 0.25mg/5mL Inj Sol	GLA	00602914	.9524
2439	Ventolin 2.5mg/5mL Inj Sol	GLA	00602922	1.0012
2440	Ventolin 0.4mg/mL O/L	GLA	00670790	.0629
2441	Ventolin 2mg Tab	GLA	00361135	.1315
2442	Ventolin 4mg Tab	GLA	00332267	.2202
2443	Ventolin Nebules 1mg/mL Inh Sol-2.5mL Pk	GLA	00667242	.8930
2444	Ventolin Rotacaps 200mcg/Cart Inh Pd	GLA	00622060	.1574
2445	Ventolin Rotacaps 400mcg/Cart Inh Pd	GLA	00622079	.2230
2446	Verapamil 80mg Tab	KNR	00867365	.3829
2447	Verapamil 120mg Tab	KNR	00867373	.5853
2448	Vermox 100mg Tab	JAN	00556734	2.7025
2449	Vioform 3% Cr	CIB	00005142	.1887
2450	Vioform 3% Oint	CIB	00005797	.1887
2451	Viokase 16800 & 70000 & 70000USP U/0.7g Pd-114g Pk	ROB	00651672	36.5400
2452	Viokase 8000 & 30000 & 30000USP U Tab	ROB	00651680	.1490
2453	Vira-A 3% Oph Oint-3.5g Pk	PDA	00381780	15.8400
2454	Viroptic 1% Oph Sol	BWE	00687456	3.4670
2455	Viskazine 10/25 10mg & 25mg Tab	SAN	00568627	.7005
2456	Viskazine 10/50 10mg & 50mg Tab	SAN	00568635	.7005
2457	Visken 5mg Tab	SAN	00417270	.4192
2458	Visken 10mg Tab	SAN	00443174	.7244
2459	Visken 15mg Tab	SAN	00417289	1.0635
2460	Vitamin A 25000IU Cap	NOP	00021067	.0473
2461	Vitamin A 50000IU Cap	NOP	00021075	.0777
2462	Vitamin A Acid 0.05% Cr	ROR	00493333	.3406
2463	Vitamin A Acid 0.01% Gel	ROR	00590797	.3572
2464	Vitamin A Acid 0.05% Gel	ROR	00419001	.3406
2465	Vitamin B1 50mg Tab	LEA	00610267	.0200
2466	Vitamin B1-ICN 50mg Tab	ICN	00268631	.0200
2467	Vitamin B6 25mg Tab	LEA	00232475	.0180
2468	Vitamin B6 25mg Tab	WAM	00416185	.0250
2469	Vitamin B6-ICN 25mg Tab	ICN	00268607	.0180
2470	Vitamin C 250mg Tab	WAM	00036161	2.9000
2471	Vitamin C 500mg Tab	WAM	00036188	4.5000
2472	Vitamin C 1000mg Tab	WAM	00256862	9.1000
2473	Vivol 2mg Tab	HOR	00013757	.0193
2474	Vivol 5mg Tab	HOR	00013765	.0297
2475	Vivol 10mg Tab	HOR	00013773	.0534
2476	Voltaren 25mg Ent Tab	GEI	00514004	.2998
2477	Voltaren 50mg Ent Tab	GEI	00514012	.5995
2478	Voltaren 50mg Sup	GEI	00632724	.9500
2479	Voltaren 100mg Sup	GEI	00632732	1.2793
2480	Voltaren SR 100mg LA Tab	GEI	00590827	1.2476
2481	Warfilone 5mg Tab	FRS	00010308	.1716
2482	Westcort 0.2% Cr	WSD	00423165	.1669
2483	Westcort 0.2% Oint	WSD	00590800	.1615
2484	Winpred 1mg Tab	ICN	00271373	.1093
2485	Winstrol 2mg Tab	WIN	01902709	.2960
2486	Xanax 0.25mg Tab	UPJ	00548359	.1627
2487	Xanax 0.5mg Tab	UPJ	00548367	.1949
2488	Xylocaine Viscous 2% O/L	AST	00001686	.0715
2489	Zanosar Inj Pd-1g Pk	UPJ	00622141	36.2000
2490	Zantac 15mg/mL Oral Sol-10mL Pk	GLA	00782386	2.3630
2491	Zantac 50mg/2mL Inj Sol-2mL Pk	GLA	00603791	2.3700
2492	Zantac 150mg Tab	GLA	00553379	1.0333
2493	Zantac 300mg Tab	GLA	00641790	1.9453
2494	Zarontin 250mg Cap	PDA	00022799	.2646
2495	Zarontin 50mg/mL O/L	PDA	00023485	.0529
2496	Zaroxolyn 2.5mg Tab	PWC	00301663	.1324

Item	PRODUCT NAME, STRENGTH & DOSAGE FORM	MFR	DIN	BAP
2497	Zaroxolyn 5mg Tab	PWC	00301698	.1739
2498	Zaroxolyn 10mg Tab	PWC	00301671	.2298
2499	Zetar 1% Shampoo	ROR	00426423	11.9000
2500	Zetar 30% Emuls	ROR	00426415	11.4000
2501	Zinc Oxide 15% Oint	DTC	00093661	.0119
2502	Zinc Oxide 15% Oint	SDR	00178969	.0120
2503	Zoladex 3.6mg Depot Inj	ICI	00857599	362.2500
2504	Zovirax 5% Oint- 4g Pk	BWE	00569771	12.7500
2505	Zovirax 5% Oint-15g Pk	BWE	00983950	34.0000
2506	Zyloprim 100mg Tab	BWE	00004588	.0795
2507	Zyloprim 200mg Tab	BWE	00506370	.1580
2508	Zyloprim 300mg Tab	BWE	00294322	.2387

O. Reg. 576/91, s. 2 (1).

(2) Despite subsection (1), Ontario Regulation 690/86 continues to apply, until the beginning of the 31st day of October, 1991, with respect to items 472, 505, 611, 751, 752, 918, 1062, 1224, 1226, 1227, 1242 to 1244, 1263, 1264, 1274, 1465, 1523, 1524, 1797, 1798, 1803, 1829, 1935, 1936, 2226 to 2232, 2360, 2370, 2428, 2429, 2444, 2504 to 2507 and 2574 of Part B of Schedule 2 as it read immediately before this Regulation is filed.

43/91

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

O. Reg. 577/91.
 County of Halton (now The Regional Municipality of Halton), City of Burlington.
 Made—October 10th, 1991.
 Filed—October 10th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 482/73
 MADE UNDER THE**

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

1. Section 80 of Ontario Regulation 482/73, as made by section 1 of Ontario Regulation 907/79, is amended by adding the following subsection:

(2) The warehouse and the extension of the warehouse referred to in subsection (1) and existing on the 30th day of September, 1991 may be used for a wholesale food warehouse and for accessory uses, including a distribution centre and corporate offices.

DIANA LINN JARDINE
Director
 Plans Administration Branch
 Central and Southwest
 Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 10th day of October, 1991.

43/91

BUSINESS CORPORATIONS ACT, 1982

O. Reg. 578/91.
 General.
 Made—October 9th, 1991.
 Filed—October 11th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 446/83
 MADE UNDER THE
 BUSINESS CORPORATIONS ACT, 1982**

1. Schedule 1 to Ontario Regulation 446/83, as remade by section 1 of Ontario Regulation 360/90, is revoked and the following substituted:

Schedule I

FEEES

1. On delivery of articles of,
 - i. incorporation, for filing and endorsing a certificate \$285.00
 - ii. amalgamation or continuance, for filing and endorsing a certificate, and for an authorization by the Director under section 180 of the Act 285.00
 - iii. arrangement, for filing and endorsing a certificate .. 285.00
 - iv. revival, for filing and endorsing a certificate 285.00

- 2. On delivery of articles of,
 - i. amendment or reorganization, for filing and endorsing a certificate \$110.00
 - ii. restated articles of incorporation, for filing and endorsing a certificate 110.00
- 3. On an application for an order,
 - i. under subsection 144 (3) of the Act 110.00
 - ii. under subsection 144 (4) of the Act 22.00
 - iii. under subsection 148 (2) of the Act 550.00
- 4. For a search, in person or by letter, to determine if any documents are on file with the Director under the Act or a predecessor of it, and,
 - i. production of the original documents on file, if any, without copies being supplied 6.00
 - ii. a diazo copy of the contents of papers, articles and orders on file 6.00
in respect of each corporation
 - iii. copies of the contents of papers, articles and orders on file under the Act or any predecessor of it in the Ministry 0.60
per page, with a minimum fee of \$6 in respect of each corporation

- iv. a statement that there is no record for a corporation \$ 6.00
- 5. For each copy of the first page of each document filed or issued under the Act on a specified day or days if requested in advance and no search is required 0.60
- 6. For certification of,
 - i. copies of the contents of papers, articles and orders 22.00
in respect of each corporation
 - ii. a diazo copy of the contents of papers, articles and orders 22.00
in respect of each corporation
- 7. For a certificate in respect of a corporation 22.00
- 8. For an application to the Commission for an exemption order under the Act 285.00
- 9. For the endorsement of a certificate under section 273 of the Act 285.00

O. Reg. 578/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of December, 1991.
43/91

BUSINESS NAMES ACT, 1990

O. Reg. 579/91.
General.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 11th, 1991.

LOI DE 1990 SUR LES NOMS COMMERCIAUX

Règl. de l'Ont. 579/91
Dispositions générales
pris—le 9 octobre 1991
déposé—le 11 octobre 1991

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 121/91
MADE UNDER THE
BUSINESS NAMES ACT, 1990**

1. Section 11 of Ontario Regulation 121/91 is revoked and the following substituted:

- 11.—(1) The following fees are payable in respect of registrations:
 - 1. \$55 for registration of a name and for a certified copy of the record with respect to any name registered.
 - 2. \$55 for renewal of a registration and a certified copy of the record with respect to any name registered.
- (2) The following fees are payable for the documents indicated:
 - 1. \$6 for a search where it is determined that a name is not registered.
 - 2. \$22 for a certificate stating that a name is not registered.
 - 3. \$22 for a certification of the record with respect to any name registered.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 121/91
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1990 SUR LES NOMS COMMERCIAUX**

1. L'article 11 du Règlement de l'Ontario 121/91 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- 11 (1) Les droits exigibles suivants sont applicables aux enregistrements :
 - 1. 55 \$ pour l'enregistrement d'un nom et pour une copie certifiée conforme du dossier concernant le nom enregistré.
 - 2. 55 \$ pour le renouvellement d'un enregistrement et une copie certifiée conforme du dossier concernant le nom enregistré.
- (2) Les droits exigibles suivants s'appliquent aux documents indiqués :
 - 1. 6 \$ pour une recherche lorsqu'il est établi qu'un nom n'est pas enregistré.
 - 2. 22 \$ pour le certificat indiquant qu'un nom n'est pas enregistré.
 - 3. 22 \$ pour faire certifier le dossier concernant un nom enregistré.

4. \$6 for a search of each name that is submitted and, when requested, for a copy of the record with respect to any name registered, if the name was registered within five years before the copy is requested.
 5. \$32 for a copy of a record with respect to any name registered, if the name was registered five years or more but less than ten years before the copy is requested.
 6. \$0.60 per page of text, stored on microfilm, of the registrations filed on a particular day, if the request for copies is made in advance and if no search is required for the documents. O. Reg. 579/91, s. 1.
2. This Regulation comes into force on the 1st day of December, 1991.

4. 6 \$ pour une recherche de chaque nom qui est soumis et, si elle est demandée, pour la copie d'un dossier concernant un nom enregistré, si la copie est demandée dans les cinq ans de l'enregistrement du nom.
 5. 32 \$ pour la copie d'un dossier concernant un nom enregistré, si la copie est demandée au moins cinq ans mais moins de dix ans après l'enregistrement du nom.
 6. 0,60 \$ par page, sur microfilm, du texte des enregistrements déposés un jour précis, si la copie est demandée à l'avance et qu'il n'est pas nécessaire de faire une recherche pour retrouver les documents. Règl. de l'Ont. 579/91, art. 1.
2. Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} décembre 1991.

43/91

CORPORATIONS ACT

O. Reg. 580/91.
 General.
 Made—October 9th, 1991.
 Filed—October 11th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 152/82
 MADE UNDER THE
 CORPORATIONS ACT**

1. The Schedule to section 37 of Ontario Regulation 152/82, as remade by section 1 of Ontario Regulation 361/90, is revoked and the following substituted:

**Schedule
 FEES**

1. On an application for letters patent incorporating a company or a revival of it under subsection 317 (10) of the Act \$285.00
2. On an application for authorization by the Minister under subsection 313 (1) of the Act to transfer the company under the laws of another jurisdiction 285.00
3. On an application for letters patent amalgamating companies or continuing a company under the Act 285.00
4. On an application for letters patent incorporating a corporation without share capital 135.00
5. On an application for revival of a corporation without share capital under subsection 317 (10) of the Act 135.00
6. On an application for authorization by the Minister under subsection 313 (1) of the Act to transfer a corporation without share capital under the laws of another jurisdiction 135.00
7. On an application for letters patent amalgamating corporations or continuing a corporation without share capital under the Act 135.00
8. On an application by a corporation for supplementary letters patent 110.00

9. On an application by a corporation under subsection 278 (1) of the Act \$110.00
10. On an application for an order under subsection 304 (3) of the Act 110.00
11. On an application for the correction of an error in letters patent, supplementary letters patent or an order, before notice of the letters patent, or supplementary letters patent is published in *The Ontario Gazette* 170.00
12. For a search requested in person or by letter to determine if documents are on file with the Minister under the Act or a predecessor of it, and,
 - (a) production of the original documents on file, if any, for examination without copies being supplied 6.00
 - (b) for a diazo copy of documents on file under the Act or a predecessor of it 6.00
 in respect of each corporation
 - (c) copies of letters patent, supplementary letters patent, orders of other documents on file in the Ministry under the Act or a predecessor of it 0.60
 per page, with a minimum fee of \$6 in respect of each corporation
 - (d) a statement that there is no record for a corporation 6.00
13. For each copy of the first page of each document filed or issued under the Act during a specified day or days where requested in advance and no search is required 0.60
14. For certification of a diazo or paper copy of documents on file under the Act or a predecessor of it, for each corporation searched 22.00
15. For a certificate, for each corporation 22.00

2. This Regulation comes into force on the 1st day of December, 1991.

43/91

EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS ACT, 1984

O. Reg. 581/91.
 General.
 Made—October 9th, 1991.
 Filed—October 11th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 43/85
 MADE UNDER THE
 EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS ACT, 1984**

1. The Schedule to Ontario Regulation 43/85, as remade by section 1 of Ontario Regulation 363/90, is revoked and the following substituted:

Schedule

FEEES

- 1. Upon application by an extra-provincial corporation for a licence \$285.00
- 2. Upon application by an extra-provincial corporation for an amended extra-provincial licence 110.00
- 3. For a search requested in person or by letter to determine if documents are on file with the Director under the Act or a predecessor of it, and,
 - (a) production of the original documents on file, if any, for examination without copies being supplied 6.00
 - (b) a diazo copy of documents on file under the Act or a predecessor of it 6.00
 in respect of each corporation
 - (c) copies of documents on file under the Act or a predecessor of it 0.60
 per page, with a minimum fee of \$6 in respect of each corporation
 - (d) a statement that there is no record for a corporation 6.00
- 4. For each copy of the first page of each document filed or issued under the Act during a specified day or days where requested in advance and no search is required 0.60
- 5. For certification of a diazo or paper copy of documents on file under the Act or a predecessor of it, for each corporation searched 22.00
- 6. For a certificate, for each corporation 22.00

O. Reg. 581/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of December, 1991.

43/91

LIMITED PARTNERSHIPS ACT

O. Reg. 582/91.
 General.
 Made—October 9th, 1991.
 Filed—October 11th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 578 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 LIMITED PARTNERSHIPS ACT**

1. The Schedule to Regulation 578 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 364/90, is revoked and the following substituted:

Schedule

- 1. For filing a declaration under subsection 3 (2) or subsection 24 (1) of the Act \$170.00
- 2. For filing a declaration under subsection 3 (4) of the Act 110.00
- 3. For filing a declaration of change No fee
- 4. For filing a declaration of dissolution or a declaration of withdrawal No fee
- 5. For filing a power of attorney No fee
- 6. For the search of each name that is submitted and, when requested, for a copy of the declaration and power of attorney, if any 6.00
- 7. For a copy of each declaration and power of attorney filed under the Act during a specified day or days when requested in advance and no search is required 0.60
- 8. For certification of a copy of a declaration and a copy of a power of attorney, if any, or a certificate of non-registration 22.00

O. Reg. 582/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of December, 1991.

43/91

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—11—02

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

O. Reg. 583/91.
Mines and Mining Plants.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 15th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 694 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

1. Section 3 of Regulation 694 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

3. An owner, constructor or employer may vary a procedure required by this Regulation or the composition, design, size or arrangement of a material, object, device or thing as required by this Regulation,

- (a) if the procedure, composition, design, size or arrangement as varied affords protection for the health and safety of workers that is at least equal to the protection that would otherwise be given; and
- (b) if the owner, constructor or employer gives written notice of the varied procedure, composition, design, size or arrangement to the joint health and safety committee or the health and safety representative, if any, for the workplace and to any trade union representing workers at the workplace. O. Reg. 583/91, s. 1.

2. The Regulation is amended by adding the following section:

77a. Before the commencement of work or of an examination below a loading pocket in a shaft, a competent person who is authorized by the employer to proceed, and who proceeds, below the loading pocket shall inspect it to ensure that the work or examination can proceed safely. O. Reg. 583/91, s. 2.

3. Section 130 of the Regulation is amended by adding the following subsections:

(5) An employer shall establish and maintain a system for reporting to the employer and recording misfired explosives.

(6) An employer shall use reasonable efforts to determine the cause of a misfiring of an explosive and shall take such preventive action as is reasonable in the circumstances. O. Reg. 583/91, s. 3.

4.—(1) Clause 176 (3) (b) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (b) reduce the concentration of toxic substances in diesel exhaust emissions so that workers are not exposed to contaminants that exceed,
 - (i) the values set out in section 4 of Ontario Regulation 654/86; or
 - (ii) if no values are set out in section 4 of Ontario Regulation 654/86, the values that are adopted as criteria or guides under section 279 of this Regulation.

(2) Clause 176 (4) (b) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (b) the carbon monoxide content of the undiluted exhaust that is discharging into the atmosphere,
 - (i) immediately after repairs are made to the engine or the exhaust system or both, and
 - (ii) at the routine intervals for maintenance recommended by the manufacturer of the engine or, in the absence of a manufacturer's recommendation, at least once a month;

5. Section 202 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(6) Equipment used to directly discharge material into a skip shall operate in such a way that actuating power is required before any gate will open. O. Reg. 583/91, s. 5.

6. The Regulation is further amended by adding the following sections:

271a.—(1) Every employer shall equip and maintain a first aid room close to the entrance of an underground mine.

(2) A first aid room shall be equipped with at least the items listed in the Schedule.

(3) A first aid room shall be in the charge of a person,

- (a) who is certified in Advanced St. John Ambulance First Aid and in cardio-pulmonary resuscitation or who holds an equivalent qualification;
- (b) who is readily available; and
- (c) who does not perform other work of a nature that is likely to adversely affect the person's availability to administer first aid. O. Reg. 583/91, s. 6, *part*.

271b.—(1) Every employer shall ensure that a person trained in extrication and in rescue methods and equipment pertinent to underground mines is readily available.

(2) An employer shall keep at a location near a work area in an underground mine,

- (a) equipment enabling voice communication with the surface;
- (b) a basket stretcher with a spine board and stretcher straps and ropes for lowering and hoisting the basket stretcher;
- (c) two blankets, six triangular bandages and three pressure dressings, all of which are sealed in a container that keeps them clean, dry and serviceable;
- (d) a splint; and
- (e) a cervical collar.

(3) An employer shall consult with the joint health and safety committee or the health and safety representative or, if there is no

committee or representative, with the workers to determine what equipment is necessary to rescue injured workers.

(4) An employer shall keep the equipment determined under subsection (3) to be necessary and a list of the equipment at suitable locations at an underground mine. O. Reg. 583/91, s. 6, *part*.

271c.—(1) An employer shall ensure that all first aid and rescue equipment is inspected at regular intervals as determined by the employer in consultation with the joint health and safety committee or the health and safety representative or, if there is no committee or representative, with the workers.

(2) An employer shall keep a record of all inspections of first aid and rescue equipment. O. Reg. 583/91, s. 6, *part*.

7. Subsection 272 (1) of the Regulation is revoked.

8. The Regulation is further amended by adding the following sections:

283. In sections 284 to 289,

“radon daughters” means polonium-218 (RaA), lead-214 (RaB), bismuth-214 (RaC) and polonium-214 (RaC’);

“WL” means working level of radon daughters as determined in accordance with subsection 284 (1);

“WLM” means working level month of radon daughters as determined in accordance with subsection 284 (2). O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

284.—(1) One working level of radon daughters is the amount of any combination of radon daughters in one litre of air that will release 1.3×10^5 mega electron volts of alpha particle energy during their radioactive decay to lead-210 (RaD).

(2) One working level month of radon daughters is the amount of a person’s exposure to radon daughters resulting from breathing air that contains one WL for a period of 170 hours. O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

285.—(1) Samples of air to which workers may be exposed in an underground mine shall be tested for the presence of radon daughters by a competent person.

(2) The air to which workers may be exposed in an underground mine shall be tested,

- (a) before work begins in a mine that is being reopened; and
- (b) within six months after the commencement of excavation of a new mine.

(3) The air to which workers may be exposed in an underground mine shall be retested,

- (a) at least monthly, if the concentration of radon daughters in a sample exceeds 0.1 WL; and
- (b) at least quarterly, if the concentration of radon daughters in a sample is greater than 0.06 WL up to and including 0.1 WL.

(4) If the concentration of radon daughters in a sample is less than or equal to 0.06 WL, a competent person shall assess once a year whether to retest the air in the work area in the underground mine and in making the assessment shall consider previous test results and changes in the mine or its operations.

(5) An employer shall keep a record of the results of all tests of samples of air in an underground mine and shall give a copy of all results to the joint health and safety committee or the health and safety representative, if any.

(6) An employer shall post the results of all testing in a place where they are likely to come to the attention of workers as soon as the results become available and shall keep them posted for at least fourteen days.

(7) Samples of air in an underground mine shall be tested for the presence of radon daughters by a competent person within one year after the date that this section comes into force.

(8) Subsection (7) does not apply with respect to an underground mine if in a previous test the concentration of radon daughters was less than or equal to 0.06 WL, if a competent person considers that a test is not necessary in the circumstances, having assessed previous test results and changes in the mine or its operations. O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

286.—(1) Every employer shall ensure that the airborne concentration of radon daughters to which workers may be exposed in an underground mine is reduced to the lowest practical level in accordance with good industrial hygiene practice.

(2) An employer shall ensure that no worker who is continuously employed by the employer during a year inhales air which exposes the worker to more than one WLM. O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

287. If the concentration of radon daughters to which a worker may be exposed in an underground mine exceeds 0.33 WL, the employer,

- (a) shall immediately remove all workers from the affected area of the mine;
- (b) shall give written notice of the occurrence to an inspector and give a copy of the notice to the joint health and safety committee or the health and safety representative, if any;
- (c) shall implement the measures and procedures required by subsection 245 (1);
- (d) shall provide the written instructions required by subsection 245 (3) to all workers assigned to do remedial work; and
- (e) shall provide to workers doing remedial work and require the use of respiratory equipment appropriate to prevent or limit the workers’ exposure to radon daughters. O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

288.—(1) An employer shall develop and implement in consultation with the joint health and safety committee or the health and safety representative, if any, a code of practice for a workplace at which the airborne concentration of radon daughters exceeds 0.1 WL.

(2) A code of practice shall include procedures for investigating the cause of and reducing the level of the airborne concentration of radon daughters to the lowest practical level in accordance with good industrial hygiene practice.

(3) An employer shall post a code of practice in a place where it is likely to come to the attention of all workers who may be affected by exposure to radon daughters.

(4) An employer shall file a code of practice with the Director. O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

289.—(1) This section applies with respect to a workplace where a code of practice referred to in section 288 has been implemented.

(2) An employer shall train workers in radiation hazards and protection practices.

(3) An employer shall calculate in WLMs the annual cumulative level of exposure of a worker who is exposed to an average concentration of radon daughters greater than 0.1 WL over a period of eight hours.

(4) An employer shall keep a record of the information calculated under subsection (3) and shall give a copy of the record,

- (a) to the worker or the next of kin or personal representative of a deceased worker, on receipt of a written request; and
- (b) to the joint health and safety committee or the health and safety representative, if any.

(5) An employer shall forward a copy of a record kept under subsection (4) to the National Dose Register established under the *Atomic Energy Control Act* (Canada). O. Reg. 583/91, s. 8, *part*.

9. The Regulation is further amended by adding the following Schedule:

Schedule

FIRST AID EQUIPMENT

1.—(1) Every first aid room referred to in section 271a of this Regulation shall be equipped with,

- (a) a current edition of a standard St. John Ambulance First Aid Manual;
- (b) medical instruments, including dressing scissors, dressing forceps, safety pins, a graduated medicine glass, tongue depressors and cotton-tipped applicators;
- (c) denatured ethyl alcohol; and
- (d) dressings, including individually-wrapped adhesive dressings, individually-wrapped sterile gauze pads of various sizes, gauze bandages of various sizes, adhesive plaster, absorbent cotton, triangular bandages, splints of various sizes and splint padding.

(2) Every first aid room shall be furnished with,

- (a) hot and cold running water;
- (b) three wash basins (preferably stainless steel);
- (c) one instrument sterilizer;
- (d) one cabinet for surgical dressings;
- (e) one enamel foot bath;
- (f) one sanitary disposal receptacle with a lid;
- (g) one couch in a cubicle separate from or curtained off from the rest of the first aid room;
- (h) one stretcher; and
- (i) two blankets.

2.—(1) Every first aid room shall have one first aid box that contains at least the items listed in this section for use by a medical attendant at the site of an accident.

(2) A first aid box shall contain,

- (a) a current edition of a standard St. John Ambulance First Aid Manual; and
- (b) dressings, including twenty-four individually-wrapped adhesive dressings, twelve 3" square gauze pads, four rolls of 2" gauze bandage, four rolls of 4" gauze bandage, four individually-wrapped sterile surgical pads suitable for pressure dressing, six triangular bandages and one roll-up splint. O. Reg. 583/91, s. 9.

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

O. Reg. 584/91.

Mines and Mining Plants.

Made—October 9th, 1991.

Filed—October 15th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 694 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

1. Paragraph 28 of section 1 of Regulation 694 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 569/83, is revoked and the following substituted:

28. "non-combustible" means material or an assembly of materials that conforms to National Standard of Canada, CAN4-S114-80, "Standard Method of Test for Determination of Non-combustibility in Building Materials";

2. Clause 28 (2) (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(a) when being used underground, be transported and stored only in metal containers or receptacles or in portable plastic containers for Petroleum Fuels as specified in CSA Standard No. B376-M1980, "Portable Containers for Gasoline and Other Petroleum Fuels"; and

3. Subsection 129 (4) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(4) No drilling or sampling shall be done within 160 millimetres of the bottom remnant, or an intact portion, of a hole which has been charged and blasted. O. Reg. 584/91, s. 3.

4. Clause 174 (I) (aa) of the Regulation, as made by section 37 of Ontario Regulation 569/83, is revoked and the following substituted:

(aa) be of a type and design that conforms with CAN3-Z166-M85 Series "Powder Actuated Fastening Tools";

5. Subsection 179 (5) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(5) An elevator installation shall meet the standards set out in National Standard CAN/CSA B44-M90, "Safety Code for Elevators". O. Reg. 584/91, s. 5.

6. Subclause 232 (c) (i) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(i) through the working part of a shaft if hoisting has been stopped for a period exceeding two hours and the hoist operator has reason to believe that an event may have occurred to cause damage or obstruction to the free and normal movement of the conveyances in the shaft, and

7. Subsection 241 (2) of the Regulation, as remade by section 66 of Ontario Regulation 569/83, is revoked and the following substituted:

(2) A direct gas fired non-recirculating make-up heater being used for heating a mine or a mining plant shall be installed, operated and maintained to conform to National Standard of Canada CAN1-3.7-77. O. Reg. 584/91, s. 7.

44/91

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

O. Reg. 585/91.

Small Claims Court—Fees and Allowances.

Made—September 13th, 1991.

Filed—October 15th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

SMALL CLAIMS COURT—FEES AND ALLOWANCES

1. The fees and allowances set out in Schedules 1 and 2 are payable to clerks of the Small Claims Court. O. Reg. 585/91, s. 1.
2. The fees and allowances set out in Schedules 3 and 4 are payable to bailiffs of the Small Claims Court. O. Reg. 585/91, s. 2.
3. The fees and allowances set out in Schedule 5 are payable to witnesses appearing before the Small Claims Court. O. Reg. 585/91, s. 3.
4. Ontario Regulation 391/90 is revoked.

Schedule 1

CLERK'S FEES

1. Upon filing a claim, third party claim or counterclaim,	
i. where claim does not exceed \$100	\$ 9.05
where claim exceeds \$100 but does not exceed \$500	16.80
where claim exceeds \$500 but does not exceed \$1,000	24.00
where claim exceeds \$1,000	31.70
ii. where there is more than one defendant in an action, for each additional defendant	3.45
iii. for every original action entered, to cover postage and handling	6.40
iv. for each new or subsequent address on a service ..	3.45
2. Receiving documents from another court office for service or enforcement	\$2.40
Postage and handling	<u>1.05</u> 3.45
3. Transmitting documents to another court office for service or enforcement	\$1.85
Postage and handling	<u>1.05</u> 2.90
4. Receiving and entering a claim transferred from another court office on a judge's order	3.45
5. Filing a notice of motion	13.60
(except a notice of motion under the <i>Wages Act</i>)	
6. Issuing summons to witness	1.85
Every additional copy80
7. Preparing certificate of judgment for transmission to another court office	\$3.20
Postage and handling	<u>1.05</u> 4.25

8. Receiving certificate of judgment	\$ 1.85
9. Receiving for enforcement a process from a provincial court or an order or judgment as provided by a statute	14.10
10. Issuing writ of delivery	7.75
11. Issuing writ of seizure and sale	7.75
12. Issuing notice of garnishment	10.65
Fee to be deducted from each payment into court, other than the first, that is made under a notice of garnishment	10.65
Placing garnishment proceeding on the trial list	3.45
13. Preparing and filing consolidation order	58.65
14. In the distribution of funds collected under a consolidation order,	
i. 5 per cent of funds received for distribution to be charged to the debtor, and	
ii. 5 per cent of amount to be distributed, and actual cost of postage, to be charged to creditors.	
15. Issuing notice of examination	11.20
16. Issuing warrant of committal	4.55
17. Forwarding court file to Divisional Court for appeal ..	1.85
18. Certified copy of judgment	4.00
19. Certified copy of document other than a judgment ..	1.60
20. If registered mail is necessary for transmitting a document, the full cost of postage shall be paid as an additional fee.	
21. Search by a person not a party to the action	1.85
22. Photocopying a document, per page80
23. Preparing copy of a document by hand	1.85
24. Preparing records of orders—per name55
25. Referee services:	
Preparing notices of pre-trial hearings, lists of matters to be heard by referee, other related matters, per claim	\$4.00
Postage and handling	<u>1.05</u> 5.50

O. Reg. 585/91, Sched. 1.

Schedule 2

CLERK'S ALLOWANCES

1. A clerk is entitled to retain for his or her own use all gross fees earned in a year up to and including \$75,000 and 75 per cent of the excess over \$75,000.
2. If the gross fees earned by a clerk in a year are \$30,000 or less, the clerk shall be paid an additional allowance equal to 40 per cent of the gross fees earned.
3. If the gross fees earned by a clerk in a year are \$60,000 or less, but more than \$30,000, the clerk shall be paid an additional allowance equal to 20 per cent of the gross fees earned.

- 4. If the gross fees earned by a clerk in a year are \$75,000 or less, but more than \$60,000, the clerk shall be paid an additional allowance equal to 10 per cent of the gross fees earned.
- 5. If the gross fees earned by a clerk in a territorial district in a year are \$75,000 or less, the clerk shall be paid an additional allowance equal to 40 per cent of the gross fees earned, up to a maximum of \$15,000, and items 2, 3 and 4 do not apply. O. Reg. 585/91, Sched. 2.

the seizure, or to secure or retain property, including appraisers' fees if necessary.

- 13. If the order for the payment of money is satisfied in whole or in part after seizure and before sale, 5 per cent of the amount directed to be enforced or 5 per cent of the value of the property seized, whichever is less. O. Reg. 585/91, Sched. 3.

Schedule 3

BAILIFF'S FEES

- 1.—(1) For service of a claim or third party claim \$9.05
 - Postage and handling 1.05
- (2) In addition to the fee payable under subitem (1), where there is more than one defendant a fee of \$9.05 shall be paid for each additional defendant.
- 2.—(1) For each kilometre necessarily travelled, except in an unsuccessful attempt to effect service, the kilometre allowance set out in Ontario Regulation 283/82, subject to item 3.
- (2) For each unsuccessful attempt to effect service 2.15
- 3.—(1) In the territorial divisions referred to in subitem (2), for each attempt to effect service, whether successful or unsuccessful,
 - i. if the bailiff necessarily travels more than sixteen kilometres, the travel allowance set out in Ontario Regulation 283/82,
 - in all other cases 2.15
- (2) Subitem (1) applies to the territorial divisions known as:
 - Hamilton Small Claims Court
 - Ottawa Small Claims Court
 - Toronto Small Claims Court
 - Etobicoke Small Claims Court
 - Scarborough Small Claims Court
 - North York Small Claims Court
- 4. Service of summons to witness 3.45
- 5. Service of notice of garnishment on garnishee 3.45
- 6. Service of notice of garnishment on debtor 3.45
- 7. Service of notice of examination 6.15
- 8. Service of notice of a contempt hearing 9.05
- 9. Enforcing a writ of delivery or a writ of seizure and sale of personal property 9.05
- 10. Preparing inventory of personal property seized under a writ of seizure and sale 9.05
- 11. Advertising sale of personal property seized under a writ of seizure and sale 2.15
- 12. Reasonable allowance and disbursements necessarily incurred to remove property seized, and for assistance in

Schedule 4

BAILIFF'S ALLOWANCES

- 1. A bailiff is entitled to retain for his or her own use all gross fees earned in a year up to and including \$75,000, and 75 per cent of the excess over \$75,000.
- 2. If the gross fees earned by a bailiff in a year are \$45,000 or less, the bailiff shall be paid an additional allowance equal to 30 per cent of the gross fees earned.
- 3. If the gross fees earned by a bailiff in a year are \$60,000 or less, but more than \$45,000, the bailiff shall be paid an additional allowance equal to 10 per cent of the gross fees earned.
- 4. If the gross fees earned by a bailiff in a year are \$75,000 or less, but more than \$60,000, the bailiff shall be paid an additional allowance equal to 5 per cent of the gross fees earned.
- 5. If the gross fees earned by a bailiff in a territorial district in a year are \$75,000 or less, the bailiff shall be paid an additional allowance equal to 40 per cent of the gross fees earned, up to a maximum of \$15,000, and items 2, 3 and 4 do not apply. O. Reg. 585/91, Sched. 4.

Schedule 5

FEES AND ALLOWANCES TO WITNESSES

- 1. For attendance in court, unless item 2 applies, per day \$6.00
- 2. Barristers, solicitors, physicians, surgeons, engineers and veterinary surgeons who are not parties to the action and who attend to give evidence of a professional service rendered by them or to give a professional opinion, per day 15.00
- 3. Reasonable travelling expenses actually incurred, but not exceeding the kilometre allowance set out in Ontario Regulation 283/82. O. Reg. 585/91, Sched. 5.

44/91

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

O. Reg. 586/91.
 Fee Payable to Provincial Court
 (Civil Division) Referees.
 Made—September 13th, 1991.
 Filed—October 15th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 612/85
 MADE UNDER THE
 ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT**

- 1. Section I of Ontario Regulation 612/85, as amended by section I of Ontario Regulation 692/87, section I of Ontario Regulation 709/88 and section I of Ontario Regulation 440/90, is further amended by striking out "\$16.75" in the second line and substituting "\$17.85".

44/91

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

O. Reg. 587/91.
 Court Reporters and Court Monitors.
 Made—September 13th, 1991.
 Filed—October 15th, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
 ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT**

COURT REPORTERS AND COURT MONITORS

1. In this Regulation, "court monitor" means court electronic equipment operator. O. Reg. 587/91, s. 1.

2.—(1) Court reporters and court monitors shall be paid the following fees for attendances and services requested by an official of the Ministry of the Attorney General and performed on or after the 1st day of January, 1990:

- 1. Court reporter,
 - i. for daily attendance, calculated from a maximum of one-half hour before court commencement to court adjournment less a maximum of one hour for court recesses for lunch or dinner, or both, per hour \$17.60
 - ii. for attendance additional to attendance under subparagraph i, per hour 17.60
 - iii. minimum daily attendance fee 52.75
 - iv. cancellation fee, in place of minimum daily attendance fee, if less than forty-eight hours notice of cancellation is given 52.75
- 2. Court monitor,
 - i. for daily attendance, calculated from a maximum of one-half hour before court commencement to court adjournment less a maximum of one hour for court recesses for lunch or dinner, or both, per hour 14.40
 - ii. for attendance additional to attendance under subparagraph i, per hour 14.40
 - iii. minimum daily attendance fee 43.45
 - iv. cancellation fee, in place of minimum daily attendance fee, if less than forty-eight hours notice of cancellation is given 43.45
- 3. Court reporter, for attending and reading evidence where no copies are ordered, per hour 17.60
- 4. Court monitor, for attending and reading evidence where no copies are ordered, per hour 14.40

(2) Time shall be calculated in units of one-half hour for the purposes of subsection (1). O. Reg. 587/91, s. 2.

3. Court reporters and court monitors shall be paid the following fees in respect of duties performed on and after the day that this Regulation comes into force:

- 1. For a single copy of a transcript of evidence for the purpose of reproduction in an appeal to the Court of Appeal, per page 3.75
- 2. For copies of transcripts, including transcript of charge to jury and transcript of oral judgment, but not

including a transcript under paragraph 1 or a transcript for use in an appeal book,

- i. for the first copy, per page \$ 3.20
- ii. for each additional copy, per page55

O. Reg. 587/91, s. 3.

4. A copy of a transcript of evidence ordered by a judge for the judge's own use shall be paid for by the Province of Ontario. O. Reg. 587/91, s. 4.

5. A court reporter or court monitor who is required in the performance of his or her duties to attend at a location other than his or her headquarters shall be paid a kilometre allowance in accordance with Ontario Regulation 283/82 (Kilometre Allowances) and a reasonable reimbursement of expenses for meals and accommodation. O. Reg. 587/91, s. 5.

6. This Regulation, except section 3, does not apply to a court reporter or a court monitor who is a civil servant or a public servant within the meaning of the *Public Service Act*. O. Reg. 587/91, s. 6.

7. Ontario Regulation 709/89 is revoked.

44/91

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

O. Reg. 588/91.
 Fees and Expenses—Sheriff's Officers, Process Servers, Escorts and Municipal Police Forces.
 Made—September 13th, 1991.
 Filed—October 15th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 794/84**

**MADE UNDER THE
 ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT**

1.—(1) Subparagraph (i) of paragraph 1 of section 1 of Ontario Regulation 794/84, as remade by section 1 of Ontario Regulation 710/89, is amended by striking out "\$6.00" in the third line and substituting "\$6.40".

(2) Subparagraph (ii) of paragraph 1 of section 1 of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 710/89, is amended by striking out "\$13.25" in the fourth line and substituting "\$14.10".

(3) Subsection (2) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 710/89, is amended by striking out "1989" in the third line and substituting "1990".

44/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 589/91.
 Apples—Marketing.
 Made—September 11th, 1991.
 Filed—October 15th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 341 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980**

**MADE UNDER THE
 FARM PRODUCTS MARKETING ACT**

1. Clause 7 (a) of Regulation 341 of Revised Regulations of

Ontario, 1980, as made by section 3 of Ontario Regulation 431/88, is amended by striking out "financial responsibility" in the second line.

2. Section 7c of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 513/89, is revoked.

3. Section 7d of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 513/89, is revoked and the following substituted:

7d.—(1) If a penalty is imposed under section 7b, the Commission shall pay it to the local board for proportionate distribution among the producers of apples who sold apples to the processor and who did not receive the minimum price for them.

(2) If there are no producers as described in subsection (1), the Commission shall pay the penalty to the Treasurer of Ontario. O. Reg. 589/91, s. 3.

4. Subsection 8 (1) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 400/90, is revoked and the following substituted:

(1) Every producer shall pay licence fees at the following rate per year per acre of apple trees in respect of which the producer is a producer in the district:

District 1, 2, 3 or 4	—	\$42.87
District 5	—	\$39.33
District 6	—	\$37.71
District 7, 8 or 9	—	\$36.69

O. Reg. 589/91, s. 4.

5.—(1) Subclause 10 (c) (i) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 431/88, is amended by striking out "financial responsibility" in the second and third lines.

(2) Clause 10 (j) of the Regulation is revoked.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of September, 1991.

44/91

EMPLOYMENT STANDARDS ACT

O. Reg. 590/91.

Employee Wage Protection Program.

Made—October 16th, 1991.

Filed—October 16th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE EMPLOYMENT STANDARDS ACT

EMPLOYEE WAGE PROTECTION PROGRAM

DEFINITIONS

1. In this Regulation,

"construction industry" means the industry whose principal business activity is with respect to constructing, altering, decorating, repairing or demolishing buildings, structures, roads, sewers, water or gas

mains, pipelines, tunnels, bridges, canals or other works at the site thereof;

"Program" means the Employee Wage Protection Program established under section 40b of the Act;

"Program Administrator" means the person appointed under section 40c of the Act to administer the Program. O. Reg. 590/91, s. 1.

ADDITIONAL PAYMENTS

2. Additional payments are wages for purposes of compensation under the Program if they,

- (a) are made under a multi-employer benefit plan that is established under the terms of a collective agreement in the construction industry; and
- (b) are made with respect to pension plans, life insurance plans, accidental death plans, extended health plans, dental plans and disability plans. O. Reg. 590/91, s. 2.

APPORTIONMENT OF COMPENSATION

3. Compensation under the Program shall be apportioned in the following manner:

1. Compensation shall first be attributed to,
 - i. regular wages, including commissions, overtime wages, vacation pay and holiday pay,
 - ii. amounts that are deemed to be wages under subsection 33 (4) of the Act, and
 - iii. compensation awarded under sections 39, 39c and 39f, clause 39k (3) (b) and section 39m in so far as the compensation is awarded for loss of earnings.
2. If any amount of compensation remains outstanding after it has been attributed to the wages described in paragraph 1, it shall be attributed to severance pay.
3. If any amount of compensation remains outstanding after it has been attributed to the wages described in paragraphs 1 and 2, it shall be attributed to termination pay.
4. If any amount of compensation remains outstanding after it has been attributed to the wages described in paragraphs 1, 2 and 3, it shall be attributed to additional payments as described in section 2. O. Reg. 590/91, s. 3.

DEEMED ASSIGNMENT OF COMPENSATION

4.—(1) The Program Administrator may deem that there has been an assignment of compensation under the Program if the conditions in this section are met.

(2) Deemed assignments may only be made to persons who are trustees of a multi-employer benefit plan that has been established under the terms of a collective agreement in the construction industry.

(3) The collective agreement under which the benefit plan is established shall require that the trustees of the plan promptly notify the trade union that is a party to the agreement of the failure to pay the contributions that are owed under the plan by any employer that is a party to the agreement.

(4) Before the trustees of a benefit plan claim an assignment of compensation, they shall file a lien claim for the outstanding benefit contributions in accordance with the *Construction Lien Act*.

(5) For each of the employees in respect of whom the trustees claim to be exercising an assignment of compensation, the trustees shall provide the Program Administrator with,

- (a) the name of the employee;
- (b) the names of every employer that employed the employee during the period for which an assignment is claimed with respect to the employee; and
- (c) the amount of benefit contribution arrears owed by each employer with respect to the employee. O. Reg. 590/91, s. 4.

5. The amount paid under a deemed assignment of wages is restricted to the amount the Program Administrator would have attributed for compensation for additional payments under paragraph 4 of section 3 had the employee been compensated by the Program for all of the wages that he or she was owed to the maximum amount of compensation under the Program. O. Reg. 590/91, s. 5.

6. If an employee seeks compensation from the Program for other wages after the trustees have made a claim for an assignment of compensation and before the Program Administrator pays the claim, the Program Administrator shall verify the entire amount of compensation that the employee is eligible to receive and, if the employee is eligible for compensation, the Program Administrator shall,

- (a) apportion the compensation in the manner described in section 3; and
- (b) pay the compensation to the employee and the trustees, respectively, according to the apportionment done under section 3. O. Reg. 590/91, s. 6.

RECOVERY OF OVERPAYMENTS

7. Repayment of all or part of any excess compensation that was received from the Program may be sought, unless the Program Administrator is of the view that,

- (a) the repayment would impose an undue hardship on the recipient of the overpayment; or
- (b) the administrative costs of recovering the overpayment exceed the amount of the overpayment. O. Reg. 590/91, s. 7.

8. **This Regulation comes into force on the day that section 16 of the *Employment Standards Amendment Act (Employee Wage Protection Program), 1991* is proclaimed in force.**

44/91

EMPLOYMENT STANDARDS ACT

O. Reg. 591/91.

Consolidated Hearings.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 16th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE EMPLOYMENT STANDARDS ACT

CONSOLIDATED HEARINGS

1.—(1) The Director shall order that hearings be consolidated if the criteria set out in subsection (2) are met and the hearings have issues in common or they arise out of the same circumstances.

(2) Hearings that are pending may be consolidated if,

- (a) at least one of them is an application by an employee to have an order reviewed under subsection 49 (2) of the Act; and
- (b) at least one of them is,

- (i) an application by an employer or a director to have an order reviewed under section 50 of the Act, or
- (ii) an application by a director to have an order reviewed under section 40v of the Act. O. Reg. 591/91, s. 1.

2. **This Regulation comes into force on the day that section 16 of the *Employment Standards Amendment Act (Employee Wage Protection Program), 1991* is proclaimed in force.**

44/91

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

O. Reg. 592/91.

County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth),
Village of Waterdown
(now the Township of Flamborough).
Made—October 4th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 485/73 MADE UNDER THE

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

1. **Ontario Regulation 485/73 is amended by striking out “single-family” wherever it occurs and substituting “single” in each case.**

2.—(1) **Clause 1 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:**

- (c) “dwelling” means one or more habitable rooms designed for use by, and occupied by not more than one household and in which separate kitchen and sanitary facilities are provided for the exclusive use of the household, with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

(2) **Clause 1 (d) of the Regulation is revoked.**

(3) **Clause 1 (h) of the Regulation is amended by striking out “family” in the fifth line and substituting “household”.**

(4) **Subclause 1 (h) (iii) of the Regulation is revoked and the following substituted:**

- (iii) there are no persons employed in the dwelling except,
 - (A) the members of the household residing in the dwelling, or
 - (B) in the case of a dentist, physician or veterinarian, a staff of one person;

(5) **Section 1 of the Regulation is amended by adding the following clause:**

- (ha) “household” means one or more persons living as a single housekeeping unit in one dwelling;

DIANA LINN JARDINE

Director
Plans Administration Branch
Central and Southwest
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 4th day of October, 1991.

44/91

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

O. Reg. 593/91.

County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth),
Township of West Flamborough
(now the Township of Flamborough).
Made—October 4th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 484/73
MADE UNDER THE
PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT**

1. Ontario Regulation 484/73 is amended by striking out "single-family" wherever it occurs and substituting "single" in each case.

2.—(1) Clause 1 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(c) "dwelling" means one or more habitable rooms designed for use by, and occupied by not more than one household and in which separate kitchen and sanitary facilities are provided for the exclusive use of the household, with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

(2) Clause 1 (d) of the Regulation is revoked.

(3) Clause 1 (h) of the Regulation is amended by striking out "family" in the fifth line and substituting "household".

(4) Subclause 1 (h) (iii) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (iii) there are no persons employed in the dwelling except,
 - (A) the members of the household residing in the dwelling, or
 - (B) in the case of a dentist, physician or veterinarian, a staff of one person;

(5) Section 1 of the Regulation is amended by adding the following clause:

(ha) "household" means one or more persons living as a single housekeeping unit in one dwelling;

DIANA LINN JARDINE
Director
Plans Administration Branch
Central and Southwest
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 4th day of October, 1991.

44/91

CHARITABLE INSTITUTIONS ACT

O. Reg. 594/91.

General.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 95 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CHARITABLE INSTITUTIONS ACT**

1. Table 1 of Regulation 95 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 414/91, is revoked and the following substituted:

TABLE 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	COLUMN 4	COLUMN 5	COLUMN 6
Effective Date	Basic Per Diem	Ceiling Per Diem	Preferred Accommodation Maximum Per Diem	Personal Needs Allowance	Residential Care Ceiling
From and including the 1st day of April, 1991 up to and including the 30th day of April, 1991	\$24.58	\$73.84	\$42.37	\$100.00	\$43.98
From and including the 1st day of May, 1991 up to and including the 31st day of July, 1991	25.12	73.84	42.91	100.00	43.98
From and including the 1st day of August, 1991	25.64	73.84	43.43	112.00	43.98

O. Reg. 594/91, s. 1.

ELDERLY PERSONS CENTRES ACT

O. Reg. 595/91.
General.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 278 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
ELDERLY PERSONS CENTRES ACT

1. Regulation 278 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« architecte » Architecte qui est membre en règle de l'Ordre des architectes de l'Ontario. (« architect »)

« exercice » Période que fixe le ministre comme exercice de la personne morale. (« fiscal year »)

« ingénieur » Ingénieur qui est membre en règle de l'Ordre des ingénieurs de l'Ontario. (« professional engineer ») Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

2 La municipalité ou l'association agréée qui demande ou reçoit une subvention en vertu de l'article 4 ou 5 de la Loi dépose auprès du ministre, à sa demande, la preuve que l'ensemble ou une partie du ou des bâtiments qui sont utilisés comme centre agréé ou qui doivent l'être est conforme à ce qui suit :

- a) les lois visant à protéger la santé de la population de la municipalité où se trouve le centre;
- b) les règles, règlements administratifs, directives ou ordres du conseil local de santé et les directives ou ordres du médecin-hygiéniste;
- c) les règlements municipaux de la municipalité où se trouve le centre et les lois en matière de protection contre les incendies;
- d) les règlements municipaux sur les zones à utilisation restreinte, les normes d'habitation ou la construction adoptés par la municipalité où se trouve le centre conformément à la partie III de la *Loi sur l'aménagement du territoire* ou à une loi qu'elle remplace;
- e) les exigences du Règlement 87 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 pris en application de la *Loi sur le code du bâtiment*;
- f) les exigences du Règlement 794 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 pris en application de la *Loi sur la Société de l'électricité*. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 4, 5, 6 et 7.

« auteur d'une demande de subvention d'immobilisation » Municipalité ou association agréée qui demande ou a demandé une subvention en vertu du paragraphe 4 (1) de la Loi au titre de la construction, de la transformation, de l'agrandissement, de la rénovation, de l'acquisition ou de l'ameublement et de l'équipement d'un centre. (« applicant for a capital grant »)

« coût approuvé » Partie du coût réel du projet de construction approuvée par le ministre. (« approved cost »)

LOI SUR LES CENTRES POUR PERSONNES ÂGÉES

Règl. de l'Ont. 595/91
Dispositions générales
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 278 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES CENTRES POUR PERSONNES ÂGÉES

1. Le Règlement 278 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

« coût réel » Coût d'un projet de construction. S'entend notamment des éléments suivants :

- (i) les honoraires des experts-conseils, notamment des architectes ou des ingénieurs,
- (ii) le coût d'achat et d'installation de l'ameublement et de l'équipement,
- (iii) les coûts d'arpentage, d'analyse du sol et des permis, ainsi que les frais de justice,
- (iv) les coûts de revêtement, de gazonnement et d'aménagement paysager,
- (v) le coût d'acquisition du terrain nécessaire au projet de construction. (« actual cost »)

« projet de construction » Projet comprenant un ou plusieurs des éléments suivants :

- (i) l'acquisition, notamment l'achat, en totalité ou en partie, d'un ou de plusieurs bâtiments existants, y compris le terrain attenant,
- (ii) les rénovations ou les transformations apportées à un ou plusieurs bâtiments existants, ou les annexes qui y sont construites,
- (iii) l'acquisition, notamment l'achat, d'un terrain vague pour y construire un ou plusieurs bâtiments,
- (iv) la construction, en totalité ou en partie, d'un nouveau bâtiment,
- (v) la démolition d'un bâtiment,
- (vi) l'installation des services publics, des égouts et des services nécessaires pour donner accès au terrain ou aux bâtiments. (« building project »)

(2) Le montant d'une subvention d'immobilisation payable en vertu de la Loi à l'égard du projet de construction d'une municipalité ou d'une association agréée est égal à 30 pour cent du coût approuvé du projet de construction. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) La demande de subvention d'immobilisation est présentée au ministre sur la formule qu'il fournit.

(2) L'auteur de la demande visée au paragraphe (1) dépose auprès du ministre deux copies du plan d'ensemble indiquant l'emplacement du ou des bâtiments, le cas échéant, et, lorsqu'un projet de construction comprend au moins un des éléments mentionnés aux sous-alinéas 3 (1) d) (i), (ii), (iv) ou (vi) :

- a) soit les plans et devis du bâtiment, préparés par un architecte ou

un ingénieur, indiquant la structure, les accessoires fixes et l'aménagement et décrivant les parties du ou des bâtiments devant être utilisées pour l'application de la Loi;

- b) soit, avec l'approbation du ministre, les croquis de la construction et les devis de structure, préparés par une personne qui n'est ni architecte ni ingénieur, décrivant le ou les bâtiments et les parties ou parties attenantes devant être utilisés pour l'application de la Loi.

(3) Les plans, devis ou croquis déposés auprès du ministre ne peuvent être modifiés ni corrigés sans son approbation. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Aucune tranche d'une subvention d'immobilisation à l'égard d'un projet de construction ne peut être versée avant :

- a) que le ministre n'ait approuvé le projet;
- b) que le coût approuvé n'ait été établi.

(2) L'approbation donnée au projet de construction par le ministre et mentionnée au paragraphe (1) cesse d'avoir effet un an après qu'elle a été donnée, à moins que les travaux n'aient commencé entre-temps.

(3) La subvention d'immobilisation peut être versée globalement ou en deux tranches ou plus et, sauf directive contraire du ministre, le total des montants versés ne doit jamais dépasser le plus élevé des montants suivants :

- a) soit un montant dont la proportion par rapport au paiement total prévu correspond à la proportion qui existe alors entre le degré d'achèvement des travaux et les travaux qu'il resterait à effectuer;
- b) soit un montant dont la proportion par rapport au paiement total prévu correspond à la proportion qui existe entre les frais alors engagés et le coût total prévu du projet.

(4) Le versement unique ou, en cas de paiement par tranches, le versement final du montant payable à l'égard d'un projet de construction ne peut être effectué avant :

- a) qu'un architecte ou un ingénieur certifie ou que le ministre soit par ailleurs convaincu que le projet de construction a été mené à bien conformément aux plans déposés en vertu de l'alinéa 4 (2) a) ou aux croquis approuvés par le ministre en vertu de l'alinéa 4 (2) b) et que le bâtiment ou l'annexe est prêt à être utilisé et occupé;
- b) que l'auteur de la demande de paiement présente un rapport comprenant :
- (i) un état du coût réel du projet de construction,
 - (ii) un état indiquant qu'il a été tenu compte de toute taxe de vente remboursable,
 - (iii) un état indiquant que le montant total des comptes impayés par rapport au projet de construction ne dépasse pas la partie de la subvention qu'il reste à verser,
 - (iv) l'engagement d'affecter d'abord la partie restante de la subvention au règlement des comptes impayés,

et, si l'auteur de la demande est une association agréée, avant qu'un agent autorisé de son conseil d'administration certifie que le conseil de la municipalité où se trouve le centre, de concert ou non avec le conseil de la ou des municipalités contiguës, a ordonné le paiement à l'association d'une somme au moins égale à 20 pour cent du coût réel du projet de construction ou lui a offert des biens meubles ou immeubles que le ministre a approuvés et qui équivalent à 20 pour cent au moins de ce coût. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

6 L'auteur d'une demande de subvention d'immobilisation à l'égard

d'un projet de construction ou le bénéficiaire d'une telle subvention ne peut, sans approbation écrite du ministre :

- a) acquérir un bâtiment ou un terrain pour le projet de construction;
- b) lancer un appel d'offres pour le projet de construction;
- c) commencer la construction;
- d) installer sur l'emplacement ou sur les lieux du projet de construction un panneau ou une plaque, à titre temporaire ou permanent. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

7 Avant que la subvention d'immobilisation prévue par la Loi à l'égard d'un ou de plusieurs bâtiments ou d'un terrain faisant partie d'un projet de construction ne soit versée, l'auteur de la demande accepte, par voie d'entente conclue avec le ministre :

- a) de ne pas modifier l'emplacement, la structure ou l'utilisation du ou des bâtiments ou du terrain, en totalité ou en partie, et de ne pas les aliéner, notamment par vente, location, hypothèque, sûreté ou donation, sans l'approbation du ministre;
- b) de ne pas démolir, transformer ou agrandir le ou les bâtiments, en totalité ou en partie, sans l'approbation du ministre;
- c) de rembourser le ministère dans la même proportion que sa contribution au titre du ou des bâtiments ou du terrain, de la construction du ou des bâtiments, ou des rénovations, en cas de résiliation de l'entente ou de manquement à l'une de ses conditions ou s'il se produit un des événements prévus à l'alinéa a) ou b). Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

8 Les dépenses qu'une municipalité ou une association agréée engage pour des meubles ou de l'équipement qui ne sont pas des biens de remplacement ou pour la réparation ou l'entretien d'un bien immobilisé constituent des dépenses d'immobilisation qui peuvent faire l'objet d'une subvention accordée en vertu du paragraphe 4 (1) de la Loi si les conditions suivantes sont réunies :

- a) ces dépenses sont approuvées par le ministre à titre de dépenses d'immobilisation;
- b) elles sont nécessaires, selon le ministre, au bon fonctionnement du centre agréé et ne sont pas excessives compte tenu du but visé;
- c) elles sont supérieures à 1 000 \$.

La subvention peut être versée à la municipalité ou à l'association agréée qui en fait la demande; elle correspond à 30 pour cent des dépenses approuvées engagées. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

9 La municipalité ou l'association agréée tient un inventaire à jour de l'ameublement et de l'équipement acquis par chaque centre agréé qu'elle exploite et précise les articles qui ont été ajoutés ou retranchés en indiquant les motifs. L'inventaire est dressé de la façon que le directeur peut préciser et comprend les renseignements supplémentaires que ce dernier peut exiger. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

10 (1) La demande de paiement d'une subvention accordée en vertu du paragraphe 4 (2) de la Loi que présente la municipalité ou l'association agréée est rédigée sur la formule que fournit le ministre. Elle peut être présentée au directeur tous les mois, tous les trois mois, tous les six mois ou tous les ans, au plus tard le dernier jour du mois qui suit immédiatement la période pour laquelle elle est présentée.

(2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), le montant mensuel versé en vertu du paragraphe 4 (2) de la Loi ne doit pas dépasser 50 pour cent du coût mensuel net que représentent, pour la municipalité ou l'association agréée, les dépenses d'entretien et d'exploitation du ou des centres agréés, calculé conformément à la formule visée au paragraphe (1).

(3) En ce qui concerne les dépenses engagées à partir du 1^{er} janvier

1988, le montant mensuel versé en vertu du paragraphe 4 (2) de la Loi au titre d'un centre agréé exploité par une municipalité ou une association agréée ne doit pas dépasser 2 500 \$.

(4) En ce qui concerne le montant maximal des dépenses mensuelles nettes visées au paragraphe (2) :

- a) le directeur peut étaler les dépenses qu'engage la municipalité ou l'association agréée, selon le cas, au titre d'un centre agréé sur l'exercice du centre agréé ou de l'association agréée;
- b) le loyer ou le montant mensuel versé au titre du principal et des intérêts en remboursement d'une hypothèque sur un centre agréé pour lequel une subvention d'immobilisation a été accordée en vertu du paragraphe 4 (1) de la Loi n'est pas compris. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

11 La somme que la ou les municipalités, selon le cas, doivent verser à une association agréée en vertu du paragraphe 4 (2) de la Loi est égale à au moins 20 pour cent du coût mensuel net que représentent, pour l'association, les dépenses d'exploitation de son ou de ses centres agréés, calculé conformément à la formule visée au paragraphe 10 (1). Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

12 Avant que la subvention prévue au paragraphe 4 (2) de la Loi ne soit versée, le coût mensuel net que représente l'exploitation du centre agréé aux fins de la formule visée au paragraphe 10 (1) doit être approuvé par le directeur. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

13 Une subvention peut être versée en vertu de l'article 5 de la Loi à la municipalité ou à l'association agréée qui offre un programme de services à l'intention des personnes âgées dans un centre agréé. Toutefois, la subvention totale accordée en vertu de l'article 5 de la Loi à un centre agréé au cours d'un exercice ne doit jamais dépasser 15 000 \$. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

14 La municipalité ou l'association agréée prend les mesures suivantes en ce qui concerne chaque centre agréé qu'elle exploite :

- a) elle fournit un programme de services approuvé par le ministre;
- b) elle fournit, à la demande du directeur, une lettre du chef local des pompiers précisant que les locaux satisfont aux exigences des lois ou règlements, y compris les règlements municipaux, en matière de protection contre les incendies;

- c) elle élabore des exigences et des lignes de conduite jugées acceptables par le directeur en ce qui concerne l'admission de personnes âgées aux installations et services d'un centre;
- d) elle tient des registres comptables distincts qu'elle conserve pendant au moins six ans à compter de la date de la dernière écriture qui y est passée pour une année donnée et qui :
 - (i) précisent les recettes et les dépenses du centre,
 - (ii) comprennent un état distinct des sommes que le centre a reçues d'autres sources que celles prévues par la Loi,
 - (iii) sont vérifiés au moins une fois par année par un expert-comptable, dans le cas d'une association agréée, et par un vérificateur titulaire d'un permis et nommé conformément à la *Loi sur les municipalités*, dans le cas d'une municipalité;
- e) elle fournit au directeur, au plus tard le dernier jour du quatrième mois suivant la fin de chaque exercice, l'état financier du centre pour cet exercice et les autres renseignements d'ordre financier et statistique que le directeur peut exiger, accompagnés du rapport d'un expert-comptable, dans le cas d'une association agréée, ou d'un vérificateur titulaire du permis prévu par la *Loi sur les affaires municipales* et nommé conformément à la *Loi sur les municipalités*, dans le cas d'une municipalité, dans lequel il précise si, à son avis :

- (i) il a reçu tous les renseignements et explications dont il avait besoin,
- (ii) l'état financier et les demandes de subvention provinciale sont conformes aux livres et registres du centre ou de l'association agréée, selon le cas,
- (iii) le calcul de la subvention provinciale est conforme aux règlements,
- (iv) l'état financier a été préparé conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même façon que l'année précédente. Règl. de l'Ont. 595/91, art. 1, *en partie*.

44/91

AMBULANCE ACT

O. Reg. 596/91.

General.

Made—September 30th, 1991.

Approved—October 16th, 1991.

Filed—October 17th, 1991.

LOI SUR LES AMBULANCES

Règl. de l'Ont. 596/91

Dispositions générales

pris—le 30 septembre 1991

approuvé—le 16 octobre 1991

déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND REGULATION 14 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE AMBULANCE ACT

1. Regulation 14 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 14 DES RÈGLEMENTS REFONDUS DE L'ONTARIO DE 1980 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LES AMBULANCES

1. Le Règlement 14 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DÉFINITIONS

1 (1) À moins que le contexte n'indique qu'il doit en être autrement, les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement :

« ambulancier » Personne qui, dans le cadre de la prestation de services d'ambulance à un malade en Ontario :

- (i) soit fait fonctionner, conduit ou a d'une autre manière la responsabilité ou le contrôle effectif d'une ambulance,
- (ii) soit intervient comme auxiliaire ou aide dans la fourniture de premiers soins ou de soins médicaux d'urgence, ou fournit ces soins.

Sont exclus les médecins, internes, infirmiers, infirmiers-auxiliaires, techniciens en réanimation et les autres techniciens médicaux compé-

tents et dûment qualifiés qui interviennent à la suite d'une demande de service d'ambulance avec au moins deux ambulanciers en vue de fournir des services médicaux spécialisés à un malade en particulier. (« emergency medical attendant »)

« **auxiliaire médical** » Personne qui est un technicien de soins d'urgence et qui réunit les qualités suivantes :

- (i) elle est autorisée à accomplir un ou plusieurs actes médicaux qui lui sont délégués,
- (ii) elle possède un document signé par le directeur médical d'un programme offert par un hôpital principal, confirmant qu'elle est capable d'accomplir, sous la surveillance d'un médecin d'hôpital principal, les actes médicaux précisés dans le document. (« paramedic »)

« **bénévole** » Personne qui peut recevoir une rémunération, mais qui ne reçoit pas de salaire ou de traitement. (« volunteer »)

« **centre de répartition** » Station de radiocommunication au sens de la *Loi sur la radio* (Canada), qui est équipée pour recevoir les demandes de service d'ambulance et pour diriger la répartition des ambulances par radio ou téléphone, et qui est utilisée à cette fin. (« dispatch centre »)

« **directeur médical d'un programme offert par un hôpital principal** » Médecin désigné à cette fin par un hôpital principal. (« medical director of a base hospital program »)

« **emploi à plein temps** » Tout emploi qui n'est pas un emploi à temps partiel. Le terme « employé à plein temps » a un sens correspondant. (« full-time employment »)

« **emploi à temps partiel** » Selon le cas :

- (i) emploi pour une période qui ne dépasse pas normalement vingt-quatre heures par semaine,
- (ii) emploi d'une personne qui a terminé avec succès un programme de soins ambulanciers et de soins d'urgence offert par un collège d'arts appliqués et de technologie pendant une période qui ne dépasse pas les 150 jours suivant la fin du programme.

L'expression « employé à temps partiel » a un sens correspondant. (« part-time employment »)

« **employé** » S'entend notamment d'un entrepreneur indépendant et d'un employé d'un entrepreneur indépendant. (« employee »)

« **hôpital principal** » Hôpital classé comme hôpital principal aux termes du Règlement 863 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 (Catégories d'hôpitaux). (« base hospital »)

« **interne** » Personne qui détient un diplôme de médecine délivré par une université du Canada autorisée à délivrer des diplômes de médecine, ou personne qui possède les qualités reconnues comme équivalent à un tel diplôme par le ministre ou par un fonctionnaire du ministère autorisé par le ministre à délivrer une approbation en ce sens. (« intern »)

« **lieu public** » Tout lieu, bâtiment ou moyen de transport public utilisé habituellement par le public ou dans lequel le public est admis gratuitement ou contre paiement. Sont exclus les hôpitaux, les maisons de soins infirmiers et les autres établissements de soins de santé, les foyers ou autres établissements pour enfants ou personnes âgées, les foyers pour personnes atteintes d'incapacité mentale ou physique, et les résidences ou pensions privées. (« public place »)

« **malade** » Personne qui est malade, blessée ou en état d'invalidité, qui a besoin d'être placée sous surveillance médicale ou qui reçoit des soins médicaux, et qui est transportée dans une ambulance. (« patient »)

« **médecin** » Médecin dûment qualifié. (« physician »)

« **médecin d'hôpital principal** » Médecin désigné par le directeur médical d'un programme offert par un hôpital principal. (« base hospital physician »)

« **médecin traitant** » Médecin qui connaît l'état du malade et qui accepte la charge du malade. (« attending physician »)

« **répartiteur** » Personne qui fait fonctionner le matériel de radio ou de téléphone d'un centre de répartition afin de recevoir les demandes de service d'ambulance et de diriger la répartition des ambulances. (« dispatcher »)

« **service d'ambulance bénévole** » Service d'ambulance dont le personnel est formé en totalité ou en partie d'un ou plusieurs bénévoles. (« volunteer ambulance service »)

« **technicien de soins d'urgence** » Ambulancier qui, à la fois :

- (i) a suivi avec succès un programme de soins ambulanciers et de soins d'urgence offert par un collège d'arts appliqués et de technologie ou qui possède une expérience et les qualités reconnues comme équivalentes,
- (ii) a réussi un examen de soins médicaux d'urgence organisé par le directeur en vertu du présent règlement,

(« emergency medical care assistant »)

« **urgence** » Situation où un retard dans la réponse à une demande de service d'ambulance pourrait mettre en danger la vie, un membre ou un organe vital d'un malade. (« emergency »)

(2) L'expression « emploi à temps partiel » telle qu'elle est définie au paragraphe 1 (1) ne s'applique pas à la personne qui possède les qualités énoncées au paragraphe 7 (3). Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'application du présent règlement est limitée aux situations suivantes :

- a) s'il est fait mention d'une ambulance, à une ambulance qui est un véhicule automobile au sens du *Code de la route*, utilisé pour fournir un service d'ambulance;
- b) s'il est fait mention d'un service d'ambulance :
 - (i) soit à un service d'ambulance qui fournit des services d'ambulance dans une ambulance qui est un véhicule automobile au sens du *Code de la route*,
 - (ii) soit à un centre de répartition des ambulances;
- c) s'il est fait mention d'un exploitant, à un exploitant dont le permis n'est pas subordonné à la condition que le service d'ambulance ne soit fourni que dans une situation spécifique autorisée par le directeur.

(2) Si l'exploitant est titulaire d'un permis subordonné à la condition que le service d'ambulance ne soit fourni que dans une situation spécifique autorisée par le directeur, il se conforme à chaque condition énoncée dans son permis. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE I

PERMIS

3 (1) La demande de permis d'exploiter un service d'ambulance ou la demande de renouvellement d'un permis est présentée au directeur.

(2) La demande de renouvellement d'un permis d'exploitation d'un service d'ambulance ne doit pas être présentée plus de quatre-vingt-dix jours et pas moins de trente jours avant la date d'expiration du permis.

(3) Les droits à acquitter pour obtenir un permis d'exploitation d'un

service d'ambulance ou pour le renouvellement d'un permis sont de 10 \$. L'auteur de la demande verse le montant des droits en même temps que sa demande de permis ou de renouvellement d'un permis.

(5) L'exploitant d'un service d'ambulance affiche son permis en cours de validité dans un lieu bien en vue dans l'établissement principal à partir duquel il fournit le service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

4 Le permis d'exploitation d'un service d'ambulance ou le renouvellement d'un permis est subordonné aux conditions suivantes :

- a) dans le cadre du service d'ambulance qu'il exploite, l'exploitant utilise uniquement une ambulance, ou autorise uniquement l'utilisation d'une ambulance qui :
 - (i) est désignée sur son permis, et qui, selon le cas,
 - (ii) peut, en vertu d'une autorisation délivrée par le directeur, être utilisée normalement dans le service d'ambulance de l'exploitant,
 - (iii) peut être utilisée durant une situation d'urgence spécifique en vertu d'une autorisation délivrée par le directeur ou par le centre de répartition qui dirige normalement les mouvements des ambulances du service d'ambulance de l'exploitant;
- b) le titulaire du permis ne cède aucun droit, titre ou intérêt relatif au service d'ambulance sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du directeur;
- c) la personne désignée dans le permis comme exploitant est en fait le propriétaire et l'exploitant du service d'ambulance;
- d) si le ministre crée un centre de répartition dans une zone desservie par l'exploitant, celui-ci, à la réception d'un avis écrit du directeur lui enjoignant de cesser d'exploiter un centre de répartition et qu'il doit transférer la responsabilité du centre de répartition qu'il exploite à un centre de répartition créé par le ministre, prend les mesures suivantes :
 - (i) il autorise les fonctionnaires du ministère à prendre toutes les mesures raisonnablement nécessaires pour transférer la responsabilité de la répartition au centre de répartition établi par le ministre,
 - (ii) il fait en sorte que toutes les lignes téléphoniques sous sa responsabilité qui sont utilisées, indiquées dans des publicités ou présentées comme étant disponibles pour les demandes de service d'ambulance, soient attribuées au centre de répartition créé par le ministre ou soient débranchées,
 - (iii) il ne doit utiliser, ni permettre que soit utilisée aucune ligne téléphonique sous sa responsabilité afin de recevoir des demandes de service d'ambulance,
 - (iv) il ne doit annoncer ni présenter aucun numéro de téléphone dans un annuaire téléphonique quelconque, ni d'aucune autre manière, comme étant le numéro à appeler pour demander un service d'ambulance, sauf s'il s'agit du numéro de téléphone du centre de répartition créé par le ministre qui dirige normalement le mouvement des ambulances des exploitants;
- e) l'exploitant ne doit pas exploiter un centre de répartition sans l'approbation écrite du directeur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

5 L'exploitant se conforme à chaque condition énoncée dans son permis ou dans le présent règlement. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE II

RÉMUNÉRATION DES SERVICES

6 (1) Si une personne qui n'est pas un assuré au sens de la *Loi sur l'assurance-santé* reçoit un service d'un service d'ambulance terrestre, elle verse à l'exploitant une rémunération de 185 \$, plus 4,50 \$ pour chaque kilomètre parcouru au-delà de 40 kilomètres.

(2) Si une personne qui n'est pas un assuré au sens de la *Loi sur l'assurance-santé* reçoit un service d'un service d'ambulance aérien qui est nolisé par le ministère de la Santé pour une période supérieure à vingt-neuf jours, elle verse à l'exploitant une rémunération de 600 \$, plus 60 \$ pour chaque tranche de six minutes ou moins de vol au-delà d'une heure.

(3) Si une personne qui n'est pas un assuré au sens de la *Loi sur l'assurance-santé* reçoit un service d'ambulance fourni par des moyens autres que ceux mentionnés au paragraphe (1) ou (2), elle acquitte le coût total du service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE III

QUALITÉS RELATIVES À L'EMPLOI

TOUS LES EMPLOYÉS – À PLEIN TEMPS ET À TEMPS PARTIEL

7 (1) Nul ne doit être employé comme ambulancier par un service d'ambulance, à moins de réunir les qualités suivantes :

- a) être âgé d'au moins dix-huit ans;
- b) détenir un diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou posséder une scolarité reconnue équivalente par le ministre ou par un fonctionnaire du ministère qui est autorisé par le ministre à délivrer une approbation en ce sens;
- c) savoir lire, écrire et parler l'anglais avec suffisamment d'aisance;
- d) être titulaire d'un permis de conduire en cours de validité, délivré en vertu du *Code de la route*, qui l'autorise à conduire une ambulance;
- e) n'être atteint d'aucune maladie transmissible au sens du Règlement de l'Ontario 161/84 (Designation of Communicable Diseases);
- f) posséder un certificat en cours de validité signé par un médecin et attestant qu'il est immunisé contre le tétanos, la diphtérie, l'hépatite B et la poliomyélite, ou que l'immunisation contre une ou plusieurs de ces maladies est contre-indiquée;
- g) durant une période d'un an avant la date de son entrée en fonction, ne pas avoir accumulé six points d'inaptitude ou plus, portés à son dossier par le registraire des véhicules automobiles en vertu du *Code de la route*;
- h) durant une période de deux ans précédant immédiatement la date de son entrée en fonction, ne pas avoir vu son permis de conduire suspendu en vertu du *Code de la route*;
- i) durant une période de trois ans précédant immédiatement la date de son entrée en fonction, la conduite d'un véhicule à moteur au Canada ne lui était pas interdite en vertu du *Code criminel* (Canada);
- j) ne pas avoir été reconnu coupable d'un délit infamant pour lequel il n'a pas obtenu de pardon;
- k) avoir terminé avec succès un cours d'opérateur de radio-téléphone à usage restreint reconnu par le ministre ou l'équivalent;
- l) posséder, durant chaque année d'emploi, un certificat, délivré

par la Ontario Heart and Stroke Foundation, en réanimation cardio-respiratoire au niveau secouriste des soins immédiats ou à un niveau équivalent.

(2) Outre les qualités énoncées au paragraphe (1), quiconque a pris un emploi à plein temps comme ambulancier avant le 1^{er} août 1975 doit :

- a) être titulaire d'un certificat en cours de validité, de formation élémentaire aux soins aux blessés, d'un certificat de premiers soins délivré par l'Association de l'Ambulance Saint-Jean ou la Croix-Rouge canadienne, ou d'un certificat reconnu comme équivalent par le ministre ou par un fonctionnaire du ministère autorisé par le ministre à accorder une approbation en ce sens;

(3) Outre les qualités énoncées au paragraphe (1), quiconque a pris un emploi à plein temps comme ambulancier le 1^{er} août 1975 ou après cette date est qualifié comme technicien de soins d'urgence.

(3a) Outre les qualités énoncées aux paragraphes (1) et (3), la personne qui est employée comme auxiliaire médical est titulaire d'un document en règle signé par le directeur médical d'un programme offert par un hôpital principal, qui l'autorise à accomplir des actes médicaux précis conformément à la procédure établie par l'hôpital principal.

(4) Outre les qualités énoncées au paragraphe (1), l'ambulancier qui est employé à temps partiel remplit les conditions suivantes :

- a) il est titulaire d'un certificat régulier de premiers soins en cours de validité, délivré par l'Association de l'Ambulance Saint-Jean ou la Croix-Rouge canadienne, ou possède des qualités équivalentes;
- b) il a suivi avec succès un cours de secourisme opérationnel reconnu par le ministre ou l'équivalent.

(5) Outre les qualités énoncées au paragraphe (1), l'ambulancier qui est un bénévole dans un service d'ambulance bénévole satisfait aux exigences suivantes :

- a) il est titulaire d'un certificat de premiers soins en cours de validité, délivré par l'Association de l'Ambulance Saint-Jean ou la Croix-Rouge canadienne ou possède des qualités équivalentes;
- b) il a suivi avec succès un cours de secourisme opérationnel reconnu par le ministre ou l'équivalent.

(6) Les alinéas (1) d), g) et i) ne s'appliquent pas à l'ambulancier qui est un bénévole dans un service d'ambulance bénévole et qui, lorsqu'il agit à ce titre, ne conduit pas une ambulance.

(7) L'exploitant ne doit pas engager, ni garder à son emploi ni engager comme bénévole un ambulancier qui ne remplit pas les exigences applicables énoncées au présent article. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

RÉPARTITEURS

12 Le répartiteur qui entre en fonction dans un service d'ambulance doit remplir les conditions suivantes :

- a) être âgé d'au moins dix-huit ans;
- b) savoir lire, écrire et parler l'anglais avec suffisamment d'aisance;
- c) détenir un diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou posséder une scolarité reconnue équivalente par le ministre ou par un fonctionnaire du ministère qui est autorisé par le ministre à délivrer une approbation en ce sens;

d) être titulaire d'un certificat supérieur de premiers soins en cours de validité, délivré par l'Association de l'Ambulance Saint-Jean, ou d'un certificat ordinaire de premiers soins délivré par la Société de la Croix-Rouge canadienne, ou posséder des qualités reconnues comme équivalentes par le ministre ou par un fonctionnaire du ministère qui est autorisé par le ministre à accorder une approbation en ce sens, ou être infirmier;

e) être titulaire d'un certificat en cours de validité d'opérateur de radio-téléphone à usage restreint (terrestre), délivré en vertu de la *Loi sur la radio* (Canada), ou d'un certificat de capacité d'un niveau supérieur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

DISPOSITIONS DIVERSES

13 L'exploitant ne doit pas engager ni garder à son emploi un répartiteur qui ne remplit pas les exigences de l'article 12. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

13a Le paragraphe 7 (7) et l'article 13 ne s'appliquent pas à l'ambulancier ou au répartiteur, selon le cas, qui cesse d'être un employé à plein temps d'un exploitant et qui prend un emploi à plein temps pour un autre exploitant par suite d'un changement de propriétaire ou de direction ou par suite d'un changement dans la structure du service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

14 Malgré toute autre disposition du présent règlement, quiconque est inscrit en tant qu'étudiant en techniques infirmières, en médecine, à des cours de soins ambulanciers et d'urgence, ou à des cours portant sur une discipline de la santé approuvée par le ministre pour l'application du présent article dans :

- a) soit une université subventionnée par la province;
- b) soit un collège d'arts appliqués et de technologie;
- c) soit un établissement approuvé par le ministre pour l'application du présent article,

peut, dans le cadre de la prestation d'un service d'ambulance à un malade en Ontario, intervenir comme auxiliaire, aider dans la fourniture de premiers soins ou de soins médicaux d'urgence ou fournir ces soins si les conditions suivantes sont réunies :

- d) il agit sous la supervision effective d'une personne qualifiée en vertu du présent règlement;
- e) le personnel de l'ambulance satisfait aux critères énoncés dans le présent règlement;
- f) il n'est pas atteint ni porteur d'une maladie transmissible au sens du Règlement 161/84 (Designation of Communicable Diseases) qui peut être transmise à un malade;
- g) il possède un certificat en cours de validité signé par un médecin et attestant qu'il est immunisé contre le tétanos, la diphtérie, l'hépatite B et la poliomyélite, ou que l'immunisation contre une ou plusieurs de ces maladies est contre-indiquée;
- h) il n'a pas été reconnu coupable d'un délit infamant pour lequel il n'a pas obtenu de pardon. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE IV

EXAMENS

16 (1) Le directeur peut organiser des examens portant sur les soins médicaux d'urgence pour vérifier les connaissances et la compétence en matière de soins médicaux d'urgence des techniciens de soins d'urgence et des personnes désireuses d'être reconnues comme tels.

(2) Le directeur ou les personnes qu'il a désignées examinent chaque

personne qui subit un examen portant sur les soins médicaux d'urgence, et déclarent reçu tout candidat qui, de l'avis de l'examinateur, a démontré qu'il possédait des connaissances et des compétences suffisantes en matière de soins médicaux d'urgence. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

17 (1) Le directeur peut, suivant la procédure prescrite, ordonner à tout technicien de soins d'urgence de subir un examen de soins médicaux d'urgence que le directeur organise si, selon le cas :

- a) l'intéressé n'a subi aucun examen de ce genre durant la période de quatre ans précédant immédiatement la date d'examen fixée par le directeur;
- b) le directeur a des motifs raisonnables de croire que l'intéressé peut ne pas avoir les aptitudes requises pour exercer, avec une compétence raisonnable, les fonctions que remplit normalement un technicien de soins d'urgence.

(2) Si, selon le cas :

- a) le directeur ordonne à un technicien de soins d'urgence de subir un examen de soins médicaux d'urgence en vertu du paragraphe (1);
- b) la personne qui possède les qualités énoncées au sous-alinéa (i) de la définition de l'expression « technicien de soins d'urgence » demande par écrit au directeur d'être avisée de la date du prochain examen de soins médicaux d'urgence,

le directeur fait remettre à la personne concernée un avis écrit de son ordre ainsi que de la date, de l'heure et du lieu de l'examen.

(3) L'avis mentionné au paragraphe (2) est remis au moins soixante jours avant la date d'examen qui y est indiquée.

(4) Le technicien de soins d'urgence à qui il est ordonné, en vertu du paragraphe (1), de subir un examen de soins médicaux d'urgence doit faire l'une des choses suivantes :

- a) se présenter au lieu, à la date et à l'heure indiqués dans l'avis du directeur, et subir l'examen en question;
- b) établir de manière jugée acceptable par le directeur qu'il n'a pas pu se présenter à l'examen pour cause de maladie ou pour tout autre motif raisonnable;
- c) cesser immédiatement d'occuper son emploi à plein temps comme ambulancier.

(5) Le technicien de soins d'urgence qui n'est pas reçu à la suite d'un examen de soins médicaux d'urgence :

- a) cesse immédiatement d'occuper son emploi à plein temps comme ambulancier;
- b) s'abstient de reprendre un emploi d'ambulancier à plein temps tant qu'il n'est pas reçu à la suite d'un examen de soins d'urgence. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE V

NORMES APPLICABLES AUX VÉHICULES ET AU MATÉRIEL

19 (1) L'exploitant fait en sorte que chaque ambulance utilisée dans le service d'ambulance qu'il exploite réponde aux normes suivantes :

- a) elle est construite et équipée conformément aux spécifications prescrites à l'annexe 1;
- b) sauf dans le cas d'un article faisant partie du matériel accessoire d'ambulance que le directeur a autorisé l'exploitant à omettre, elle contient le matériel accessoire d'ambulance selon les

quantités et conformément aux spécifications prescrites à l'annexe 2;

- c) elle contient le matériel médical selon les quantités et conformément aux spécifications prescrites à l'annexe 3;
- d) elle ne contient aucun autre matériel, à l'exception, selon le cas :
 - (i) du matériel exigé en vertu du présent paragraphe ou de quantités supplémentaires de ce matériel si une quantité minimale est requise,
 - (ii) du matériel particulier approuvé par le directeur aux fins de son utilisation à bord de l'ambulance par l'exploitant,
 - (iii) d'un article particulier faisant partie du matériel médical dont un médecin ordonne le transport dans l'ambulance envoyée auprès d'un malade se trouvant dans une situation déterminée, ou pour accompagner le malade.

(2) Malgré le paragraphe (1), l'exploitant qui, le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement, utilise dans son service d'ambulance une ambulance qui n'est pas construite conformément aux spécifications prescrites à l'annexe 1, peut continuer à utiliser cette ambulance jusqu'à ce que le directeur ordonne qu'il en soit autrement.

(3) Malgré le paragraphe (1), si un exploitant ne peut pas se procurer rapidement un article faisant partie du matériel exigé en vertu du paragraphe (1), il peut, avec l'approbation préalable du directeur, le remplacer par un article équivalent sur le plan de la conception et de la fonction. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

20 À l'exception, selon le cas :

- a) du matériel exigé ou autorisé en vertu du paragraphe 19 (1);
- b) d'un article faisant partie du matériel et remplaçant le matériel susmentionné, conformément au paragraphe 19 (3),

aucun exploitant ne peut acquérir de quelque façon que ce soit une ambulance ou du matériel d'ambulance ou de répartition sans avoir obtenu l'approbation préalable du directeur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

21 L'exploitant qui acquiert du matériel en contravention de l'article 20 autorise le directeur ou un inspecteur nommé en vertu de la Loi à enlever ce matériel de toute ambulance à bord de laquelle il se trouve. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

ENTRETIEN ET RÉPARATIONS

22 (1) L'exploitant d'un service d'ambulance veille à l'entretien des ambulances utilisées dans son service d'ambulance, ainsi que du matériel requis en vertu de l'article 19, de façon à ce que le tout soit :

- a) dans un état mécanique conforme aux normes de sécurité;
- b) dans un état de propreté et d'hygiène satisfaisant;
- c) en bon état de marche.

(2) L'exploitant qui reçoit un avis écrit du directeur lui ordonnant de réparer une ambulance ou le matériel utilisé dans son service d'ambulance prend toutes les mesures raisonnables pour que les réparations nécessaires soient faites dans les quarante-huit heures qui suivent la réception de l'avis. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

23 (1) L'exploitant prend les mesures suivantes :

- a) au moins une fois tous les six mois, à des intervalles d'au moins 150 jours, il fait en sorte que chaque ambulance utilisée dans son service d'ambulance soit inspectée à un centre d'inspection des véhicules automobiles agréé en vertu du *Code de la route*;

- b) après chaque inspection, il obtient le certificat de sécurité prévu en vertu du *Code de la route*;
- c) dans les trente jours qui suivent chacune de ces inspections, il dépose auprès du directeur le certificat de sécurité.

(2) Si l'inspection faite en vertu du paragraphe (1) révèle qu'une ambulance n'est pas dans un état mécanique satisfaisant, l'exploitant prend les mesures suivantes :

- a) il fait en sorte que l'ambulance ne soit pas utilisée dans le cadre d'un service d'ambulance tant que toutes les réparations nécessaires pour la remettre en état n'ont pas été faites;
- b) il avise immédiatement le centre de répartition dont dépendent normalement les ambulances utilisées dans son service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

24 Chaque membre de l'équipe d'une ambulance qui est intervenu dans une situation nécessitant l'utilisation de matériel à stériliser après usage ainsi que l'exploitant font en sorte que ce matériel soit stérilisé aussitôt que possible après une contamination probable. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

25 Aucun exploitant ni employé d'un exploitant ne peut installer, placer ou utiliser, ni permettre que soit installé, placé ou utilisé, dans ou sur un lieu ou un endroit sur lequel il exerce un contrôle effectif ou imputé, du matériel de radiocommunication capable d'émettre sur une fréquence de 150,100 MHz, 149,170 MHz, 149,440 MHz, 149,410 MHz, 149,470 MHz ou 149,830 MHz, sauf si, selon le cas :

- a) le matériel est placé dans une ambulance conformément à l'article 19;
- b) le matériel se trouve dans un centre de répartition agréé en vertu de la Loi;
- c) le directeur l'a expressément autorisé. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

26 L'exploitant prend des mesures raisonnables pour faire en sorte que chaque employé se conforme à l'article 25. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

27 Si du matériel est installé, placé ou utilisé en contravention de l'article 25, l'exploitant autorise le directeur ou un inspecteur nommé en vertu de la Loi à le faire enlever. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

28 Aucun exploitant ne peut émettre sur une fréquence ni utiliser ou permettre que soit utilisée d'une autre manière une fréquence en rapport avec le service d'ambulance à moins que, selon le cas :

- a) la fréquence soit de 150,100 MHz, 149,170 MHz, 149,440 MHz, 149,410 MHz, 149,470 MHz, ou 149,830 MHz;
- b) le directeur l'ait autorisé à utiliser cette autre fréquence. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

29 Après réception d'une directive du directeur au sujet du système de communication des ambulances, l'exploitant en remet promptement une copie à chaque employé qui a la responsabilité ou l'usage de matériel de radiocommunication. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

30 L'exploitant fait en sorte que tout le matériel de communication placé sous son contrôle effectif ou imputé soit utilisé conformément à toutes les lois du Canada et de l'Ontario qui sont applicables, à tous les règlements et à toutes les ordonnances prises ainsi qu'à tous les ordres donnés en vertu de ces lois, et à toutes les instructions et directives émises en vertu de pouvoirs conférés par ces lois. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE VI

RELEVÉS ET RAPPORTS

DOSSIERS SUR LES EMPLOYÉS

31 (1) L'exploitant tient sur chacun de ses employés un dossier contenant les renseignements suivants :

- a) le nom, l'adresse et le numéro d'assurance sociale de l'employé;
- b) la date à laquelle l'employé est entré en fonction;
- c) le genre d'emploi qu'occupe l'employé;
- d) le salaire actuel de l'employé;
- e) le numéro du permis de conduire de l'employé;
- f) le numéro du système d'identification des ambulances de l'Ontario attribué à l'employé;
- g) l'expérience et les qualités de l'employé;
- h) la liste des maladies contre lesquelles l'employé a été immunisé;
- i) le cas échéant, la date et le motif de la cessation d'emploi.

(2) L'exploitant fait en sorte qu'un rapport écrit soit adressé au directeur, au plus tard trente jours après le dernier jour de travail de l'employé, au sujet de chaque employé qui est renvoyé pour cause d'incompétence ou de mauvaise santé.

(3) L'exploitant, dans un délai raisonnable après réception d'une demande écrite adressée à cet effet par le directeur ou le ministre, fait en sorte que les renseignements consignés en vertu du présent article soient transmis au directeur ou au ministre, selon le cas, comme le précise la demande écrite.

(4) L'exploitant conserve au sujet de chaque employé le dossier exigé en vertu du paragraphe (1) durant au moins cinq ans après la date à laquelle l'employé cesse de travailler pour lui. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

RAPPORTS D'INCIDENT

32 (1) L'exploitant fait en sorte qu'un rapport d'incident soit établi au sujet des incidences suivantes :

- a) chaque plainte officielle concernant son service d'ambulance qu'il reçoit ou qui est reçue en son nom;
- b) chaque enquête qu'il effectue ou qui est effectuée sous son autorité au sujet de son service d'ambulance;
- c) chaque problème inhabituel, y compris les retards inhabituels, les circonstances suspectes, les défaillances du matériel ou les perturbations affectant la prestation d'un service d'ambulance, que lui-même ou un de ses employés rencontre ou éprouve dans le cadre de la prestation d'un service d'ambulance.

(2) L'exploitant garde une copie de chaque rapport d'incident, même s'il ne s'agit pas d'un rapport d'incident exigé en vertu du présent article, pendant trois ans après la date de la dernière inscription faite dans le rapport.

(3) L'exploitant fait en sorte que deux copies de chaque rapport d'incident soient envoyées au directeur ou à la personne désignée par le directeur à cet effet. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

SYSTÈME COMPTABLE ET RAPPORTS

33 L'exploitant fait les démarches comptables qui suivent :

- a) il tient des dossiers financiers à jour conformément aux principes comptables généralement reconnus;
- b) il comptabilise les recettes, les dépenses, l'actif, le passif et les fonds propres du service d'ambulance;
- c) il fait établir des états financiers à la clôture de chaque exercice, et à la clôture de chaque trimestre par la suite;
- d) il fait vérifier les dossiers financiers chaque année par un comptable public autorisé en vertu de la *Loi sur la comptabilité publique*, et garde avec ses dossiers relatifs à son service d'ambulance le rapport du vérificateur qui indique si, de l'avis de ce dernier, les données suivantes sont réunies :
 - (i) il a reçu tous les renseignements et toutes les explications qu'il a demandés,
 - (ii) les états financiers sont conformes aux livres et dossiers de l'exploitant concernant le service d'ambulance,
 - (iii) les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent;
- e) s'il exploite une entreprise commerciale quelconque en plus de son service d'ambulance :
 - (i) il tient des livres et des registres comptables distincts au sujet du service d'ambulance,
 - (ii) il fait en sorte que les états financiers visés à l'alinéa c) soient établis séparément de ceux concernant toute entreprise commerciale du type susmentionné,

sauf dans le cas de l'exploitant qui exploite un hôpital public en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics* ou de l'exploitant qui est une municipalité. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

34 L'exploitant présente au directeur les documents suivants :

- a) dans les soixante jours suivant la clôture de chaque exercice, ses états financiers pour l'exercice qui vient de se terminer, établis conformément à l'article 33, sur les formules fournies par le ministère à cette fin, avec un exemplaire du rapport du vérificateur établi conformément à l'article 33;
- b) dans les trente jours suivant la clôture de chaque autre trimestre d'exercice, ses états financiers trimestriels sur les formules fournies par le ministère à cette fin. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

35 L'exploitant, sauf s'il exploite un hôpital public en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics* ou s'il est une municipalité qui exploite une autre entreprise commerciale en plus de son service d'ambulance, tient distincts de tout autre compte, tous les comptes auprès de banques, compagnies de fiducie, ou caisses d'épargne provinciales, ou tous les comptes similaires dans lesquels sont déposés des fonds concernant son service d'ambulance. Il n'y dépose et n'en retire que des fonds concernant son service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

36 (1) L'exploitant qui reçoit des fonds de la province de l'Ontario aux fins d'un service d'ambulance n'emploie ces fonds qu'aux fins directement liées à la prestation de services d'ambulance.

(2) Si la province de l'Ontario fournit des fonds à l'exploitant et ordonne que ces fonds soient employés à une fin particulière, l'exploitant utilise ces fonds à cette seule fin.

(3) Si la province de l'Ontario fournit à l'exploitant du matériel, des

fournitures ou d'autres biens matériels, celui-ci n'utilise ces biens qu'aux fins directement liées à la prestation de services d'ambulance, à moins que le directeur n'ait autorisé qu'ils soient affectés à d'autres fins.

(4) Si l'exploitant emploie des fonds fournis par la province de l'Ontario pour acquérir du matériel, des fournitures ou d'autres biens, il n'utilise les biens ainsi acquis qu'à des fins directement liées à la prestation de services d'ambulance, à moins que le directeur n'ait autorisé qu'ils soient affectés à d'autres fins. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

37 L'exploitant garde tous les dossiers et documents financiers liés directement à ce service d'ambulance pendant une période de sept ans. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

38 Si l'exploitant, sauf s'il exploite un hôpital public en vertu de la *Loi sur les hôpitaux publics* ou s'il est une municipalité, exploite une autre entreprise commerciale en plus de son service d'ambulance, il fait en sorte que tous les dossiers concernant son service d'ambulance, y compris ceux qui concernent le personnel, le matériel et les fournitures, soient tenus séparément des autres dossiers qu'il tient. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

39 L'exploitant tient un relevé à jour des heures de travail accomplies chaque jour dans son service d'ambulance par chacun de ses employés. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

40 L'exploitant prépare les relevés et les rapports et fournit au directeur les renseignements sur l'exploitation de son service d'ambulance que le directeur lui a demandés par voie d'un avis écrit. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

41 (1) L'exploitant identifie chaque facture, ordre de travail et autre document concernant l'entretien d'une ambulance utilisée dans son service d'ambulance :

- a) selon le numéro d'identification attribué au véhicule par son fabricant, si l'ambulance n'appartient pas à la province de l'Ontario;
- b) selon le numéro de véhicule apposé sur le châssis du véhicule par le ministère, si l'ambulance appartient à la province de l'Ontario.

(2) L'exploitant garde chaque facture, ordre de travail et autre document visé au paragraphe (1) :

- a) soit durant sept ans après la date à laquelle la facture, l'ordre de travail ou le document a été établi ou reçu;
- b) soit jusqu'à ce que le directeur ou un inspecteur nommé en vertu de la Loi en autorise l'élimination,

la circonstance qui est antérieure à l'autre étant retenue. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

RAPPORTS D'EXPLOITATION ET D'ACCIDENT

42 (1) Le répartiteur établit, dès qu'il reçoit une demande de service d'ambulance ou dès qu'il est avisé du mouvement d'une ambulance, un rapport à cet effet.

(2) L'exploitant d'un centre de répartition fait en sorte que le rapport visé au paragraphe (1) soit envoyé sans délai au directeur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

43 Chaque membre de l'équipe d'une ambulance qui répond à une demande de service d'ambulance fait en sorte qu'un rapport sur la réponse à la demande et sur le malade soit envoyé sans délai au directeur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

44 (1) Si le conducteur d'une ambulance est directement ou indirectement mis en cause dans un accident lorsqu'il a la charge d'une ambulance et que, selon le cas :

- a) l'accident est un accident qui doit être signalé à un agent de police en vertu du *Code de la route*;
- b) les dommages sont tels que l'ambulance risque de ne pas être disponible pour le service d'ambulance pendant plus de quatre heures,

le conducteur fait ce qui suit :

- c) il en avise aussi vite que possible le répartiteur du centre de répartition qui dirige normalement les mouvements de l'ambulance;
- d) il fait sans délai un rapport d'accident au directeur.

(2) Le conducteur d'une ambulance qui, lorsqu'il a la charge d'une ambulance, est directement ou indirectement mis en cause dans un accident autre qu'un accident visé au paragraphe (1) fait ce qui suit :

- a) il signale l'accident immédiatement à l'agent de police provincial ou municipal le plus proche;
- b) il signale l'accident au directeur dans les soixante-douze heures qui suivent l'accident.

(3) L'exploitant fait en sorte que ses employés se conforment aux articles 42 et 43, et au présent article. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE VII

ASSURANCE

45 L'exploitant qui utilise une ambulance ou qui autorise l'utilisation d'une ambulance dans son service d'ambulance, si l'ambulance n'appartient pas à la province de l'Ontario, obtient et maintient en vigueur un contrat d'assurance-automobile en vertu de la partie VI de la *Loi sur les assurances*, constaté par une police de responsabilité automobile aux termes de laquelle :

- a) l'exploitant et chaque conducteur de l'ambulance sont assurés;
- b) la responsabilité minimum de l'assureur est de 1 000 000 \$ à l'égard de tout accident;
- c) l'assureur est responsable des pertes ou dommages résultant d'une lésion corporelle subie par un passager ou du décès de celui-ci pendant que le passager est transporté à bord de l'ambulance, qu'il y entre, qu'il y monte ou qu'il en descende;
- d) l'assureur est responsable de la perte des biens du passager transportés à bord de l'ambulance ou des dommages qui leur sont causés;
- e) l'assureur est responsable quand l'ambulance est utilisée pour transporter des passagers à titre onéreux ou dans le cadre d'un contrat de location. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE VIII

GESTION, EXPLOITATION ET UTILISATION

46 L'exploitant ne doit ni refuser ni permettre à aucun employé de refuser de fournir un service d'ambulance, sauf sur l'ordre ou avec l'autorisation d'un répartiteur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

47 Chaque membre de l'équipe d'une ambulance fait en sorte que :

- a) chaque malade transporté en position assise dans une ambulance porte une ceinture de sécurité ou un autre système de retenue assurant un degré de sécurité équivalent;
- b) si un malade est transporté sur une civière dans une ambulance :
 - (i) le malade soit correctement maintenu en place sur la civière,

- (ii) la civière soit solidement maintenue en place dans l'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

48 Sous réserve de l'article 49, aucun exploitant ne peut utiliser ni permettre que soit utilisée une ambulance à une fin qui n'est pas directement liée à la prestation d'un service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

49 (1) Sous réserve des paragraphes (1a) et (1b), aucun exploitant ni aucun membre de l'équipe d'une ambulance ne doit transporter ni permettre que soient transportés dans une ambulance les restes d'une personne dont le décès a été constaté par un médecin ou qui, de toute évidence, est décédée à la suite, notamment, d'une décapitation ou d'une dissection transversale, ou dont le corps est manifestement en état de décomposition.

(1a) Une ambulance peut être utilisée pour transporter les restes d'une personne qui est, de toute évidence, décédée si les conditions suivantes sont réunies :

- a) les restes de la personne sont dans un lieu public et qu'il est dans l'intérêt public de les enlever de ce lieu;
- b) des dispositions appropriées sont prises pour faire en sorte qu'une autre ambulance soit immédiatement disponible pour le service d'ambulance pendant le transport des restes;
- c) aucun malade n'est transporté dans l'ambulance en même temps que les restes.

(1b) Une ambulance peut être utilisée pour transporter des restes humains en vue d'une greffe d'organe sur l'ordre d'un médecin si l'ordre est accepté par un médecin à l'hôpital où sont livrés les tissus.

(1c) Les préposés de l'ambulance qui s'occupent des restes humains visés au paragraphe (1b) en prennent soin conformément aux directives du médecin qui en a ordonné le transport.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si un malade qui est transporté dans une ambulance est déclaré décédé par un médecin pendant que l'ambulance est en route.

(3) L'exploitant fait en sorte :

- a) qu'aucun répartiteur qui est son employé ne donne à un membre d'une équipe d'ambulance des directives contraires au présent article;
- b) que chaque membre d'une équipe d'ambulance faisant partie de son service d'ambulance se conforme au présent article. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

50 (1) Sous réserve de l'article 52, le conducteur d'une ambulance dans laquelle un malade est transporté le transporte :

- a) soit à l'établissement indiqué par le répartiteur qui dirige les mouvements de l'ambulance;
- b) soit à l'établissement le plus proche où les soins médicaux dont le malade semble avoir besoin peuvent être fournis si aucune directive n'est donnée en vertu de l'alinéa a).

(2) Si un médecin demande qu'un malade soit transporté à un établissement de santé particulier, le répartiteur se conforme à la demande sauf si, selon le cas :

- a) l'établissement de santé où le malade a été amené informe le répartiteur qu'il ne peut recevoir le malade;
- b) un changement dans l'état du malade exige qu'il soit amené à un établissement plus proche ou à un établissement plus en mesure de lui donner des soins.

(3) Si un malade est amené à un établissement de santé autre que celui demandé, le répartiteur informe du changement le médecin qui a fait la demande.

(4) Le malade qui demande un service d'ambulance ou quiconque appelle le service d'ambulance au nom d'un malade est réputé avoir autorisé le transport du malade par ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

51 Personne ne doit fumer de cigare, de cigarette, de tabac ou une autre substance à l'intérieur d'une ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

52 (1) Malgré l'article 50, aucun exploitant ni aucun membre de l'équipe d'une ambulance ne peut, selon le cas :

- a) transporter un malade dans une ambulance :
 - (i) soit de l'Ontario à destination d'un lieu situé en dehors de l'Ontario,
 - (ii) soit à partir d'un lieu situé en dehors de l'Ontario à destination de l'Ontario;
- b) se rendre en ambulance sur les lieux d'une urgence en dehors de l'Ontario,

sans y avoir été autorisé par un répartiteur, par le directeur ou par un fonctionnaire du ministère habilité par le directeur à accorder une autorisation.

(2) L'exploitant ou l'équipe d'ambulance à qui il est ordonné en vertu de l'article 50 de transporter un malade dans une ambulance de l'Ontario à destination d'un lieu situé en dehors de l'Ontario ne peut le faire que conformément au paragraphe (1) du présent article.

(3) Le présent article n'a pas pour effet d'interdire à un exploitant qui n'exploite pas un service d'ambulance en Ontario :

- a) soit de transporter un malade en Ontario, de le faire sortir de l'Ontario ou de lui faire traverser l'Ontario;
- b) soit d'entrer en Ontario et d'y fournir des services d'ambulance à la demande d'un répartiteur, du directeur ou d'un fonctionnaire du ministère autorisé par le directeur à faire une telle demande. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

53 (1) Si l'exploitant ou le membre d'une équipe d'ambulance accepte, pendant qu'il fournit des services d'ambulance, de recevoir un bien qui lui est remis ou confié pour qu'il en assure la garde, il veille à en prendre raisonnablement soin.

(2) L'exploitant ou le membre d'une équipe d'ambulance peut refuser d'accepter un bien pour en assurer la garde. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

54 Le chauffeur d'une ambulance fait ce qui suit :

- a) immédiatement après la fin d'un transport en ambulance, il vérifie soigneusement qu'un passager n'a perdu ni laissé aucun bien dans l'ambulance;
- b) il remet sans retard tout bien qu'il a trouvé dans l'ambulance :
 - (i) soit au passager qui a perdu ou laissé le bien dans l'ambulance,
 - (ii) soit au poste de police le plus proche, à l'hôpital où le passager a été transporté ou au plus proche parent du passager,
 - (iii) soit si le passager est décédé, à un coroner ou à une personne exerçant les pouvoirs d'un coroner, ou au plus proche parent du passager. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

55 L'exploitant d'un service d'ambulance fait en sorte :

- a) que chaque ambulancier ait une tenue soignée et propre

lorsqu'il répond à une demande de services d'ambulance et qu'il transporte un malade;

- b) que chaque ambulancier porte, lorsqu'il est de service, bien en vue sur ses vêtements de dessus, un insigne indiquant la qualification professionnelle la plus élevée qu'il détient aux termes de la Loi ou des règlements;
- c) qu'aucune personne employée par l'exploitant, à l'exception d'une personne visée au paragraphe b), ne porte un insigne relatif à une qualification professionnelle mentionnée dans la Loi et dans les règlements. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

56 (1) Aucun ambulancier ne doit :

- a) lorsqu'il est de service, prendre, consommer ni avoir en sa possession aucune boisson alcoolique au sens de la *Loi sur les alcools*, ni aucune drogue qui pourrait affaiblir sa capacité d'exercer ses fonctions d'ambulancier;
- b) se présenter à son travail lorsqu'il est sous l'effet d'une boisson alcoolique au sens de la *Loi sur les alcools* ou d'une drogue qui pourrait affaiblir sa capacité d'exercer ses fonctions d'ambulancier.

(2) Aucun exploitant ne doit permettre à un membre d'une équipe d'ambulance de répondre à une demande de service d'ambulance si ce dernier semble être sous l'effet d'une boisson alcoolique ou d'une drogue. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

57 L'exploitant fait en sorte que chacune de ses ambulances qui répond à une demande de service d'ambulance soit dotée d'une équipe d'au moins deux ambulanciers possédant chacun les qualités énoncées à l'article 7. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

58 (1) L'exploitant prend toutes les mesures raisonnables pour faire en sorte que :

- a) si son plan en matière d'heures de fonctionnement et de dotation en personnel justifie, de l'avis d'un fonctionnaire autorisé du ministère, l'octroi d'une aide financière de la province de l'Ontario pour la prestation de services d'ambulance, et que le plan prévoit que le service d'ambulance sera immédiatement disponible durant les périodes indiquées;
- b) si le directeur lui ordonne de rendre son service d'ambulance immédiatement disponible durant les périodes que précise le directeur;
- c) si l'exploitant convient avec le directeur de rendre son service d'ambulance immédiatement disponible durant les périodes convenues par l'exploitant et le directeur,

deux ambulanciers au moins, possédant tous deux les qualités prescrites par le présent règlement pour occuper cet emploi, soient de service pour chaque ambulance immédiatement disponible pour assurer des services d'ambulance durant les périodes mentionnées.

(2) Pour l'application du présent article, un ambulancier n'est réputé être de service que si, selon le cas :

- a) il est présent dans les établissements du service d'ambulance;
- b) n'étant pas présent, il est tenu par l'exploitant de se rendre immédiatement disponible pour répondre à un appel au travail selon un système de rappel dont l'utilisation par l'exploitant a été approuvée par le directeur. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

59 (1) Nul ne peut conduire une ambulance qui n'est pas disponible pour la prestation de services d'ambulance à moins que ne soit placé bien en évidence, à l'avant et à l'arrière du véhicule, un écriteau portant les mots « Hors service » et que les mots inscrits sur chaque écriteau ne puissent être clairement vus par le public.

(2) Nul ne peut conduire une ambulance qui est disponible pour la prestation de services d'ambulance à moins que le personnel exigé par l'article 57 pour répondre à une demande ne soit présent dans l'ambulance et que, selon le cas :

- a) l'ambulance soit équipée conformément au présent règlement, et que celle-ci et son matériel soient dans l'état exigé par l'article 22;
- b) si l'équipement accessoire ou le matériel médical de l'ambulance est temporairement défectueux, un répartiteur ait ordonné que l'ambulance soit utilisée pour fournir des services d'ambulance.

(3) L'exploitant fait en sorte que chaque ambulance utilisée dans son service d'ambulance ne soit utilisée que conformément au présent article. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

60 L'exploitant fait en sorte qu'aucun de ses employés qui est de service à l'endroit où un service d'ambulance est fourni n'exerce une fonction qui n'est pas directement liée, selon le cas :

- a) à la prestation de services d'ambulance;
- b) aux activités d'un centre de répartition;
- c) à l'entretien, à la réparation ou à la préparation de matériel utilisé pour un service d'ambulance;
- d) aux soins et à la sécurité des personnes recevant des soins dans un établissement de santé;
- e) aux besoins en matière de communications d'un établissement de santé;
- f) aux activités de service public liées aux soins de santé d'urgence. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

61 Aucun exploitant ne peut exiger, comme condition d'un emploi à plein temps dans son service d'ambulance, que le candidat accepte d'exercer des fonctions qui enfreindraient l'article 60. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

62 L'exploitant fait en sorte que :

- a) dans chaque ambulance utilisée dans son service d'ambulance, le numéro d'ambulance attribué à l'ambulance par le directeur soit affiché à un endroit clairement visible dans le coin inférieur gauche du pare-brise et sur le côté gauche à l'arrière de l'ambulance;
- b) seul le numéro d'ambulance ainsi attribué soit utilisé comme numéro d'appel radio de l'ambulance;
- c) seule une ambulance à laquelle un numéro d'ambulance a été attribué par le directeur soit utilisée pour fournir un service d'ambulance. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

63 L'exploitant d'un service d'ambulance fait en sorte que :

- a) chaque mouvement d'une ambulance utilisée dans son service d'ambulance soit signalé au centre de répartition qui dessert le secteur où se trouve l'ambulance ou le secteur où passe l'ambulance;
- b) le personnel de ce centre de répartition soit tenu continuellement informé de la disponibilité des ambulances dans son service d'ambulance;
- c) tous les employés ou toutes les autres personnes agissant sous sa direction dans son service d'ambulance se conforment à toutes les directives et instructions raisonnables concernant la répartition des ambulances et le système de communication avec les ambulances, qui sont données par un répartiteur dans la zone où l'ambulance se trouve à un moment déterminé. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

64 (1) L'exploitant d'un centre de répartition formule par écrit la méthode opérationnelle à suivre pour appliquer le mode de répartition et d'affectation des ambulances qui est utilisé ou qui doit être utilisé par son centre de répartition avant la mise en service de celui-ci.

(2) L'exploitant soumet la méthode visée au paragraphe (1) au directeur pour approbation avant la mise en service du centre de répartition.

(3) L'exploitant d'un centre de répartition exploite son centre, selon le cas :

- a) conformément à la méthode mentionnée au présent article qui est approuvée par le directeur;
- b) si le directeur approuve cette méthode sous réserve des modifications qu'il prescrit, conformément à la méthode modifiée par le directeur;
- c) si aucune méthode de ce genre n'est approuvée par le directeur, conformément à la méthode prescrite par le directeur.

(4) L'exploitant d'un centre de répartition obtient l'approbation du directeur avant de mettre en oeuvre tout changement apporté à la méthode prescrite par le présent article.

(5) Le présent article ne s'applique pas à l'exploitant qui a reçu un avis en vertu de l'alinéa 4 d). Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

65 Avant d'annoncer son service d'ambulance par quelque moyen que ce soit, l'exploitant présente au directeur la forme de publicité et la méthode de diffusion qu'il compte employer. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

66 Aucun exploitant ne doit identifier un véhicule comme ambulance, ni permettre qu'il soit identifié comme tel, que ce soit par un écriteau, une marque ou la mention du nom du ministère, ou de quelque autre manière que ce soit, si le véhicule n'est pas une ambulance que l'exploitant est autorisé à utiliser en vertu de l'alinéa 4 a). Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

67 (1) S'il désire cesser d'exploiter un service d'ambulance, l'exploitant, au moins quatre-vingt-dix jours avant la date à laquelle il compte cesser son exploitation, en donne avis par écrit au directeur et indique les renseignements suivants :

- a) il a l'intention de cesser d'exploiter son service d'ambulance;
- b) la date de la cessation des activités;
- c) la teneur de tout arrangement ou projet concernant la vente, la cession ou toute autre mesure prise au sujet de la totalité ou d'une partie du service d'ambulance;
- d) si l'exploitant est une personne morale, la teneur de tout arrangement ou projet concernant la cession de parts ou d'actions de la personne morale par tout sociétaire ou actionnaire détenant ou acquérant ces parts ou actions à tout moment entre la date où l'avis est donné et la date de la cessation des activités d'exploitation.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si la cessation de l'exploitation d'un service d'ambulance résulte de l'un des événements suivants :

- a) la révocation par le directeur du permis d'exploitation du service d'ambulance délivré à l'exploitant;
- b) un arrêté du ministre pris en vertu de l'article 5 de la Loi;
- c) le refus du directeur de renouveler le permis d'exploitation du service d'ambulance délivré à l'exploitant;
- d) la transmission, par l'exploitant, de la direction de son centre de répartition à un centre de répartition créé par le ministre. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

68 (1) L'exploitant qui cesse d'exploiter un service d'ambulance, avant de cesser ses activités, prend les mesures suivantes :

- a) il remet ou fait remettre à la personne ou au lieu désigné par écrit par le directeur les documents suivants :
 - (i) les dossiers des employés visés au paragraphe 31 (1),
 - (ii) les factures, ordres de travail et autres documents visés au paragraphe 41 (1) à l'égard de chaque ambulance appartenant à la province de l'Ontario,
 - (iii) les rapports visés aux articles 42 et 43,
 - (iv) les dossiers, rapports, livres, documents ou enregistrements ayant directement trait aux personnes qui ont reçu des services d'ambulance ou à toute demande de service d'ambulance,
 - (v) les factures, commandes, dossiers et documents concernant le matériel, les fournitures ou les autres biens qui appartiennent à la province de l'Ontario et que l'exploitant a eu en sa possession,
 - (vi) les dossiers ou rapports financiers ou autres concernant le service d'ambulance qui n'ont pas été présentés précédemment au directeur ou au ministre en vertu d'une disposition du présent règlement;
- b) il remet ou fait remettre à la personne ou au lieu désigné par écrit par le directeur ou par un fonctionnaire du ministère agissant sous l'autorité du directeur, ou par le ministre, tout bien en sa possession ou sous son contrôle qui appartient à la province de l'Ontario;
- c) il remet ou fait remettre au directeur les états financiers de clôture concernant le service d'ambulance sur les formules fournies par le ministère à cette fin, avec copie du rapport d'un vérificateur qui répond aux exigences prévues à l'alinéa 33 d);
- d) il verse au trésorier de l'Ontario le montant de tout paiement excédentaire fait par la province de l'Ontario au titre de la prestation de services d'ambulance, calculé conformément à l'alinéa 4 (1) f) de la Loi.

(2) Les exigences de la partie VI concernant la garde ou la remise d'un rapport, d'un dossier, d'une facture, d'un ordre de travail ou d'un autre document ne s'appliquent pas au rapport, au dossier, à la facture, à l'ordre de travail ou à un autre document qui a été remis conformément au présent article ou en conformité avec une demande faite ou un ordre donné en ce sens par le directeur ou le ministre en vertu de la Loi ou des règlements. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 1

SPÉCIFICATIONS ET MATÉRIEL DE L'AMBULANCE

1. Les dimensions extérieures minimales d'une ambulance ordinaire sont les suivantes :

- a) empattement : 125 pouces (312,50 centimètres);
- b) voie du train avant : 68 pouces (170,00 centimètres).

2. Les dimensions extérieures minimales d'une ambulance équipée d'une transmission comportant une position d'engagement des quatre roues sont les suivantes :

- a) empattement : 127 pouces (317,50 centimètres);
- b) voie du train avant : 66 pouces (165,00 centimètres).

3. Les dimensions intérieures du compartiment d'une ambulance destiné au transport des malades se caractérisent comme suit :

- a) la hauteur minimale est de 53 pouces (132,50 centimètres) entre le plancher et le plafond;
- b) elles permettent le placement et le transport de deux malades sur civière;
- c) elles permettent le placement et le transport d'au moins un malade en position assise quand une seule civière est utilisée;
- d) elles permettent la présence en position assise, dans le compartiment destiné au transport des malades, d'au moins un ambulancier, un siège d'ambulancier étant situé du côté de la tête du malade transporté sur la civière principale;
- e) elles permettent de disposer d'un espace de rangement conforme aux normes d'hygiène et facilement accessible pour le matériel médical énuméré à l'annexe 3.

4. Les dimensions intérieures d'une ambulance permettent :

- a) l'installation d'une cloison pleine sur toute la largeur entre le compartiment destiné au transport des malades et la cabine de conduite, comportant dans sa partie supérieure des fenêtres coulissantes en verre de sécurité transparent ou en un matériau équivalent, conforme aux normes applicables aux matériaux de vitrage des véhicules prescrits par les règlements pris en application de la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* (Canada), pouvant s'ouvrir pour permettre la communication verbale entre le chauffeur et l'ambulancier;
- b) le chargement facile des malades transportés sur civière par une porte ou des portes situées à l'arrière du véhicule, et l'embarquement facile des malades ambulatoires par une porte ou des portes situées du côté droit.

5. Toute porte s'ouvrant vers l'intérieur ou l'extérieur du compartiment destiné au transport des malades est conçue et équipée de manière à pouvoir être ouverte de l'intérieur du véhicule. Le mécanisme d'ouverture comporte les éléments suivants :

- a) des instructions pour l'ouverture de la porte apposées sur la porte ou à proximité immédiate de celle-ci;
- b) il est conçu pour empêcher toute ouverture accidentelle de la porte.

6. Chaque siège du véhicule est équipé d'une ceinture de sécurité sous-abdominale conforme aux normes prescrites par les règlements pris en application de la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* (Canada). Le mécanisme de blocage et le système de montage de la ceinture sont entretenus correctement et maintenus en bon état de fonctionnement.

7. Chaque ambulance comporte ou offre les avantages suivants :

- a) un confort et une sécurité adéquats pour les malades transportés, le châssis étant suspendu de manière à fournir un maximum de confort en route dans le compartiment destiné au transport des malades;
- b) un contrôle de la température et une ventilation adéquats;
- c) un éclairage intérieur approprié pour les soins aux malades;
- d) un projecteur arrière conçu et installé de manière à éclairer automatiquement, à l'ouverture de la porte ou des portes arrière, la zone située immédiatement à l'arrière de l'ambulance;
- e) les espaces de rangement nécessaires pour le matériel visé aux annexes 2 et 3, conçus de façon à éviter ou à minimiser les protubérances et arêtes vives et à mettre le matériel à la portée immédiate de l'utilisateur.

8. Sous réserve des dispositions du *Code de la route*, chaque ambulance est équipée du matériel suivant :

- a) un gyrophare (un seulement) rouge et blanc, composé d'au moins trois phares scellés dont deux rouges, monté sur le toit et visible à l'avant et à l'arrière d'au moins 150 mètres; si le phare est constitué de quatre phares scellés, ces derniers sont disposés de manière à projeter alternativement une lumière rouge et une lumière blanche;
- b) un avertisseur sonore qui produit automatiquement un ton aigu et un ton grave alternés, à l'exclusion de tout autre signal sonore;
- c) un système de sonorisation extérieur;
- d) quatre feux clignotants, montés sur le toit, un à chaque coin du véhicule, les deux feux de l'avant émettant simultanément une lumière rouge vers l'avant du véhicule seulement, et les deux de l'arrière émettant simultanément une lumière rouge vers l'arrière du véhicule seulement;
- e) un feu clignotant rouge monté latéralement par rapport au centre du capot du véhicule et disposé de manière à projeter un faisceau de lumière rouge à travers la lunette arrière d'un véhicule de tourisme précédant l'ambulance.
9. Les commandes des signaux et dispositifs visés à l'article 8 de la présente annexe sont directement accessibles au conducteur et utilisables par celui-ci lorsqu'il est assis dans la position de conduite.
10. Chaque ambulance est peinte en blanc, avec une bande horizontale bleu foncé le long de chaque côté du véhicule, dans une proportion et une dimension appropriées à la forme du véhicule.
11. Chaque ambulance porte le mot « Ambulance » en lettres moulées, en un matériau réfléchissant rouge, d'au moins 7 pouces (17,50 centimètres) de hauteur, les lignes qui forment les lettres ayant au moins 1 pouce (2,5 centimètres) d'épaisseur, à l'arrière du véhicule et, si la forme du véhicule le permet, à l'avant du véhicule. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 2

PARTIE I

MATÉRIEL ACCESSOIRE POUR AMBULANCE

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article	Type	Quantité minimale nécessaire	Spécifications
1.	Roue de secours équipée et outils de changement de roue	1	Type correspondant à l'ambulance dans laquelle elle est placée
2.	Chaîne de remorquage	1	Minimum de 10 pieds (3 mètres), avec attaches aux deux bouts
3.	Corde	1	100 pieds (30 mètres), diamètre 1/2 pouce (1,25 centimètre)
4.	Brûlots	4	Rouge, type fusée, durée 20 minutes
5.	Scie à métaux	1	Avec 6 lames de rechange
6.	Pelle	1	Avec poignée en D
7.	Pied-de-biche	1	Minimum de 48 pouces (120 centimètres) de longueur. Grain-d'orge
8.	Barre à mine	1	36 pouces (90 centimètres) de longueur
9.	Lampes portatives	2	À piles
10.	Extincteur	1	Classé 6 B.C. par les laboratoires des assurances du Canada
11.	Matériel radio		Matériel de communication bidirectionnel de type, puissance et fréquence (ou fréquences) approuvés par le directeur ou autorisés par les présents règlements
12.	Ceintures de sécurité	2	1 pour conducteur 1 pour accompagnateur [conformes aux normes exigées par la <i>Loi sur la sécurité des véhicules automobiles</i> (Canada)]

PARTIE II

MATÉRIEL ACCESSOIRE POUR AMBULANCES

SOINS AUX MALADES

1. Une chaise-escabeau avec deux sangles de retenue de sécurité, d'un modèle spécialement conçu pour être utilisé dans les ambulances.
2. Deux civières :
 - a) l'une à roulettes, réglable en hauteur et galbée sur toute sa longueur pour soutenir la tête et les jambes, avec deux sangles de retenue de sécurité;
 - b) l'autre, soit du modèle prescrit à l'alinéa a), soit d'un type pour interventions d'urgence, approuvée par le directeur, avec élévation de la tête et deux sangles de retenue de sécurité.
3. Deux toiles de civière, ou l'équivalent, avec manchons pour brancards amovibles.
4. Une paire de brancards pouvant s'insérer dans les manchons mentionnés à l'article 3 du présent règlement.
5. Ceintures de sécurité sous-abdominales conformes aux normes prescrites dans les règlements pris en application de la *Loi sur la sécurité des véhicules automobiles* (Canada), à raison d'une par siège d'ambulancier et par siège installé dans le compartiment réservé au transport des malades.
6. Une planche de civière pour fractures, d'au moins 6 pieds (1,80 mètres) de longueur sur 16 pouces (40 centimètres) de largeur, avec des fentes longitudinales pour faciliter sa manipulation et son maintien en place.
7. Trois sangles de retenue de sécurité, chacune ayant au moins 6 pieds (1,80 mètre) de longueur, pouvant être utilisées avec la planche pour fractures.
8. Une planche courte pour fractures, communément appelée planche de soutien cervical, de 36 pouces (90 centimètres) de longueur et 18 pouces (45 centimètres) de largeur, avec des fentes longitudinales pour faciliter sa manipulation, d'un modèle et d'un type approuvés par le directeur.
9. Deux sangles de retenue de sécurité d'au moins 9 pieds (2,70 mètres) de longueur, à utiliser avec la planche courte pour fractures.
10. Deux sacs de sable de positionnement de 4 livres (1,80 kilogrammes).
11. Cinq couvertures.
12. Quatre draps, en coton ou l'équivalent.
13. Deux alèses, en plastique ou l'équivalent.
14. Deux oreillers hypoallergéniques.
15. Deux grandes serviettes-éponges.
16. Quatre taies d'oreiller.
17. Deux taies d'oreiller en plastique.
18. Un sac à vomissement.
19. Une potence réglable pour perfusion, à fixation par pince de serrage. Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 3

MATÉRIEL MÉDICAL

Article	Type	Quantité minimale nécessaire	Spécifications	
1.	Matériel pour application d'oxygène			
	a) bouteilles d'oxygène	2	Capacité minimale de 736 litres chacune (type E), l'une d'entre elles devant toujours être pleine en cas d'appel;	
		1	Capacité minimum de 3 453 litres (type M);	
	b) ensemble détendeur et débitmètre	2	D'un type approuvé par le directeur;	
	c) humidificateur	1		
	d) masque	1	Taille adulte moyenne;	
	masque	1	Taille enfant.	
2.	Respirateur	1	Poche autogonflante avec clapet antiretour et masque pour adulte, adaptable pour permettre l'administration d'oxygène;	
		1	Pression positive limitée (Flynn ou type approuvé par le directeur comme équivalent), avec masque de taille moyenne pour adulte et masque pour enfant.	
3.	Aspirateur	1	Appareil à vide monté sur le véhicule;	
		1	À main, avec cathéter.	
4.	Trousse de secours	1		
5.	Sondes respiratoires			
		a) oropharyngée	1	Grande taille;
		oropharyngée	1	Taille moyenne;
		oropharyngée	1	Petite taille;

Article	Type	Quantité minimale nécessaire	Spécifications
	b) nasopharyngée	1	Taille 26 Ch.
	nasopharyngée	1	Taille 30 Ch.
	nasopharyngée	1	Taille 34 Ch. avec lubrifiant hydrosoluble.
6.	Minerve	2	Modèle préconisé par le ministère de la Santé ou l'équivalent.
7.	Abaisse-langue	10	En emballages individuels.
8.	Ouvre-bouche	2	Baillons compensés.
9.	Attelles		
	– rembourrées le cas échéant	2	4 pieds 1/2 (1,35 mètre) de longueur sur 3 pouces (7,50 centimètres) de largeur;
	– rembourrées le cas échéant	2	3 pieds (0,90 mètre) de longueur sur 3 pouces (7,50 centimètres) de largeur;
	– rembourrées le cas échéant	2	15 pouces (37,50 centimètres) de longueur sur 3 pouces (7,50 centimètres) de largeur.
			Ne doivent pas être autogonflables s'ils sont gonflables.
10.	Attelle à charnière à demi-anneau, avec sangle de cheville	1	Plus connue sous le nom d'attelle de Thomas.
11.	Bandages		
	a) élastiques	6	3 pouces (7,50 centimètres) de largeur;
	élastiques	6	4 pouces (10 centimètres) de largeur;
	b) flanelle	6	3 pouces (7,50 centimètres) de largeur;
	flanelle	6	6 pouces (15,00 centimètres) de largeur;
	c) bandage triangulaire	12	40 pouces sur 40 pouces (100 centimètres × 100 centimètres) coupé en diagonale.
12.	Pansements stériles,		
	a) compresses de gaze stériles	24	4 pouces sur 4 pouces (10 centimètres × 10 centimètres), emballées individuellement;
	b) compresses combinées ou l'équivalent	12	12 pouces sur 12 pouces (30 centimètres × 30 centimètres);
	c) pansements compressifs stériles avec bande de fixation	12	Type préconisé par le ministère de la Santé;
	d) couvre-oeil	6	
13.	Ruban adhésif	2	Rouleaux de 3 pouces (7,50 centimètres).
14.	Ciseaux à bandages	1	
15.	Grandes épingles de nourrice	24	
16.	Trousse obstétricale	1	Contenu stérilisé.
17.	Trousse pour soins aux brûlés	1	Contenu stérilisé.

Règl. de l'Ont. 596/91, art. 1, en partie.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 30 septembre 1991.

COMMUNITY PSYCHIATRIC HOSPITALS ACT

LOI SUR LES HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES
COMMUNAUTAIRES

O. Reg. 597/91.

Grants.

Made—October 16th, 1991.

Filed—October 17th, 1991.

Règl. de l'Ont. 597/91

Subventions

pris—le 16 octobre 1991

déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
REGULATION 116 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
COMMUNITY PSYCHIATRIC HOSPITALS ACTRÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 116 DES RÈGLEMENTS REFONDUS DE
L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LES HÔPITAUX PSYCHIATRIQUES
COMMUNAUTAIRES

1. Regulation 116 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement 116 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

SUBVENTIONS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« assuré » Personne qui a droit à des services assurés en vertu du régime établi aux termes de la *Loi sur l'assurance-santé* et qui est admise dans un hôpital établi ou agréé en vertu de l'article 3 de la *Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires*. (« insured person »)

« hospitalisation en salle commune » Lit situé dans une aire de l'hôpital désignée par l'hôpital et agréée par le ministre comme salle commune ou publique. (« standard ward accommodation »)

« malade externe » Personne qui reçoit des services aux malades externes. (« out-patient »)

« malade hospitalisé » Personne qui est admise et à laquelle est affecté un lit dans un hôpital. (« in-patient »)

« services assurés » Services aux malades hospitalisés et services aux malades externes auxquels un assuré a droit gratuitement en vertu du régime établi aux termes de la *Loi sur l'assurance-santé*. (« insured services »)

« services aux malades externes » La totalité des services suivants qu'un hôpital fournit à un malade externe :

1. Analyses de laboratoire, radiographies et autres procédés de diagnostic, de même que leur interprétation, dans le but de préserver la santé, de prévenir la maladie et de faciliter le diagnostic de tout trouble psychiatrique.
2. Utilisation des salles de traitement et des installations d'anesthésie, y compris l'équipement et les fournitures nécessaires.
3. Fournitures chirurgicales courantes.
4. Utilisation des installations d'ergothérapie et de physiothérapie, lorsque l'hôpital possède de telles installations.
5. Services infirmiers nécessaires et repas.
6. Services rendus par des personnes rémunérées par l'hôpital pour fournir ces services, y compris les médecins. (« out-patient services »)

« services aux malades hospitalisés » La totalité des services suivants fournis à un malade hospitalisé :

1. Logement et repas en salle commune ou publique.
2. Services infirmiers nécessaires fournis et payés par l'hôpital pour répondre aux besoins du malade tels que déterminés par le médecin traitant.

3. Analyses de laboratoire, radiographies et autres procédés de diagnostic, de même que leur interprétation, dans le but de préserver la santé, de prévenir la maladie et de faciliter le diagnostic et le traitement de tout trouble psychiatrique.

4. Médicaments, préparations biologiques et préparations connexes prescrits par le médecin traitant conformément aux pratiques reconnues et à un enseignement valable et administrés dans un hôpital, à l'exclusion des préparations vendues en vertu de la *Loi sur les spécialités pharmaceutiques ou médicaments brevetés* (Canada).

5. Utilisation des salles de traitement et des installations d'anesthésie, y compris l'équipement et les fournitures nécessaires.

6. Fournitures chirurgicales courantes.

7. Utilisation des installations d'ergothérapie et de physiothérapie, lorsque l'hôpital possède de telles installations.

8. Services rendus par des personnes rémunérées par l'hôpital pour fournir ces services, y compris les médecins. (« in-patient services »)

« taux journalier » Montant payable, tel que déterminé par le ministre, à l'égard des services aux malades hospitalisés fournis par l'hôpital. (« per day rate ») Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

2 Il peut être versé à un hôpital, conformément au présent règlement, une subvention provinciale d'un montant prescrit par le présent règlement. Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Sous réserve de la déduction visée au paragraphe (2), la subvention provinciale sera d'un montant équivalent aux coûts réels suivants :

- a) entretien général, y compris l'éclairage, le chauffage et l'électricité;
- b) administration;
- c) amortissement du mobilier, de l'équipement et des appareils;
- d) services aux malades hospitalisés et services aux malades externes, y compris les salaires, les fournitures et l'équipement, qui comprend les frais suivants :
 - (i) bureau du directeur général médical,
 - (ii) examens radiologiques et analyses de laboratoire,
 - (iii) dossiers médicaux,

- (iv) services de diététique fournis aux malades seulement,
- (v) nettoyage des locaux, pour les malades seulement,
- (vi) blanchissage.

(2) Les recettes suivantes perçues par l'hôpital seront déduites de la subvention provinciale payable à un hôpital en vertu du paragraphe (1) :

1. Paiement des services aux malades hospitalisés fournis par l'hôpital à des personnes non assurées au taux journalier établi pour l'hospitalisation en salle commune.
2. 50 pour cent de tous les paiements reçus pour les services aux malades hospitalisés en sus du taux journalier, pour l'hospitalisation en salle commune.
3. Les sommes d'argent reçues d'une municipalité, du gouvernement provincial ou du gouvernement fédéral.
4. 75 pour cent de toutes les sommes d'argent reçues d'œuvres et de fondations de bienfaisance, et sous forme de legs et de donations de la part de particuliers, à moins que ces sommes d'argent ne soient versées à l'hôpital à des fins précises qui ne font pas partie des activités courantes de l'hôpital. Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) L'hôpital prépare chaque année, et soumet au ministre des prévisions budgétaires à l'égard des frais visés à l'article 3, y compris la description des services cliniques proposés et leur coût estimatif.

(2) L'hôpital peut soumettre au ministre des modifications à ces prévisions budgétaires. Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) La subvention provinciale peut être versée provisoirement à l'avance, sous forme de versements mensuels échelonnés, sous réserve d'un redressement définitif dès réception des états financiers annuels de l'hôpital.

(2) Les états financiers annuels visés au paragraphe (1) doivent inclure une ventilation des recettes visées au paragraphe 3(2). Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

6 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article et aux articles 7, 8 et 9.

« locaux réservés aux services auxiliaires » Partie de l'hôpital que celui-ci a aménagée ou utilise aux fins suivantes :

- (i) installations d'autopsie,
- (ii) laboratoire,
- (iii) dispensaire,
- (iv) diagnostic ou traitements aux rayons X,
- (v) traitements par ergothérapie,
- (vi) traitement par physiothérapie,
- (vii) services d'urgence,
- (viii) services de santé communautaire,
- (ix) installations de formation hospitalière,
- (x) service de diététique comprenant :
 - (A) cuisines et aires de préparation des aliments, y compris les salles de préparation de régimes alimentaires particuliers,
 - (B) chambres froides et équipement de réfrigération,

(C) magasins de stockage, à l'exclusion du stockage en vrac,

(D) salles à manger, cafétérias, casse-croûte et salons de thé,

(E) dépenses et offices de la section des soins infirmiers,

(F) bureaux des diététiciens,

(G) aires de lavage de la vaisselle,

(H) aires d'élimination des ordures,

(xi) service d'approvisionnement central qui comprend les aires suivantes :

(A) réception,

(B) nettoyage,

(C) locaux de travail,

(D) préparation des gants,

(E) stérilisation,

(F) entreposage des fournitures stériles,

(G) entreposage des fournitures non stériles,

(H) distribution,

(I) bureaux reliés aux fonctions susmentionnées. (« auxiliary-services accommodation »)

« service de consultations externes » Partie d'un hôpital qui est aménagée et utilisée pour l'examen, le diagnostic et le traitement des malades externes. (« out-patient department ») Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Il peut être versé à un hôpital une subvention provinciale du montant prescrit à l'article 8, sous forme de :

- a) subvention d'immobilisation pour la construction d'un hôpital;
- b) subvention d'immobilisation pour l'aménagement d'un service de consultations externes ou de locaux réservés aux services auxiliaires;
- c) subvention d'immobilisation pour un projet de rénovation.

(2) Une demande de subvention d'immobilisation pour la construction d'un hôpital est présentée selon la formule 1.

(3) Une demande de subvention d'immobilisation pour l'aménagement d'un service de consultations externes ou de locaux réservés aux services auxiliaires est présentée selon la formule 2.

(4) Une demande de subvention d'immobilisation pour un projet de rénovation est présentée selon la formule 3. Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

8 (1) Il peut être accordé une subvention d'immobilisation pour la construction d'un hôpital lorsque des locaux sont aménagés ou acquis en vue d'y installer des lits pour le traitement des malades. La subvention ne doit pas dépasser soit 8 500 \$ par lit ainsi fourni, soit la différence entre tout montant versé par le gouvernement du Canada pour ces locaux et leur coût réel, jusqu'à concurrence de 10 500 \$, selon celui de ces montants qui est le moins élevé.

(2) Il peut être accordé une subvention d'immobilisation destinée à un service de consultations externes ou à des locaux réservés aux services auxiliaires lorsque des locaux sont aménagés ou acquis en vue d'amé-

nager ou d'agrandir un service de consultations externes ou des locaux réservés aux services auxiliaires ou que d'importants travaux de transformation ou d'amélioration sont effectués à un service de consultations externes ou à des locaux réservés à des services auxiliaires. Cette subvention ne doit pas dépasser soit 3 200 \$ par 27,87 mètres carrés de superficie ainsi acquise, soit le coût réel, selon celui de ces deux montants qui est le moins élevé.

(3) Une subvention d'immobilisation peut être versée pour un projet de rénovation lorsque des locaux destinés à l'installation de lits, de service de consultations externes ou de locaux réservés aux services auxiliaires sont rénovés, améliorés, modernisés ou issus de la modification d'une affectation antérieure. Cette subvention ne doit pas dépasser le moins élevé des montants suivants :

- a) soit 3 000 \$, pour chaque lit amélioré par la rénovation :
 - (i) dans le cas de la partie d'un hôpital autre que le service de consultations externes ou les locaux réservés aux services auxiliaires,
 - (ii) par 27,87 mètres carrés de superficie dans le cas d'un service de consultations externes ou de locaux réservés aux services auxiliaires;
- b) soit, un montant équivalant au coût total du projet de rénovation.

(4) Les sommes d'argent qu'un hôpital a reçus ou doit recevoir sous forme de :

- a) subventions du gouvernement du Canada;
- b) contributions municipales;
- c) souscriptions publiques,

seront déduites des subventions d'immobilisation payables à l'hôpital pour un projet de rénovation. Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

9 Une subvention d'immobilisation peut être payée par versements dans la proportion de :

- a) 25 pour cent lorsque le quart des travaux est terminé;
- b) 25 pour cent lorsque la moitié des travaux est terminée;
- c) 25 pour cent lorsque les trois quarts des travaux sont terminés;
- d) le solde est versé lorsque les bâtiments sont terminés, meublés et équipés. Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

Formule 1

Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires

DEMANDE EN VUE D'OBTENIR UNE SUBVENTION D'IMMOBILISATION POUR LA CONSTRUCTION D'UN HÔPITAL

Destinataire : le ministre de la Santé,
Édifice de l'Assemblée législative,
Toronto (Ontario) M7A 1A2

L'hôpital demande une subvention
(nom de l'hôpital)

d'immobilisation pour la construction d'un hôpital en vertu de la Loi et des règlements, et fournit les renseignements suivants à l'appui de sa demande :

- 1. Nom des municipalités desservies par l'hôpital qui est
l'auteur de la demande

- 2. Population de chaque municipalité visée à l'article 1
.....
- 3. Détail du coût estimatif du projet de construction proposé, notamment les coûts suivants :
 - a) acquisition du terrain, s'il y a lieu;
 - b) travaux effectués sur le terrain et aménagement paysager du terrain;
 - c) construction de nouveaux bâtiments;
 - d) annexes ou transformations apportées à des bâtiments hospitaliers ou leur rénovation;
 - e) acquisition de bâtiments existants;
 - f) annexes ou transformations apportées à des bâtiments existants acquis dans le cadre de ce projet, ou leur rénovation;
 - g) équipement fixe;
 - h) mobilier;
 - i) honoraires d'architectes;
 - j) autres honoraires professionnels;
 - k) autres dépenses relatives au projet.

4. Coût estimatif au mètre cube, de la nouvelle construction, à l'exclusion du coût de l'équipement fixe et du mobilier.

5. Nom et adresse de l'architecte.

6. Détail du mode de financement proposé :

- a) Argent en caisse.
- b) Autres actifs.
- c) Contributions municipales :
 - (i) déjà reçues,
 - (ii) promises.
- d) Souscription publique :
 - (i) montant déjà reçu,
 - (ii) dons anticipés.

Si l'hôpital doit être financé en partie au moyen d'une hypothèque, de débentures ou d'autres prêts, fournir les détails de la proposition de financement.

7. La municipalité a (n'a pas) accepté de contribuer. Le règlement municipal a été porté au vote des électeurs de la municipalité et le résultat est le suivant :

..... voix en faveur et voix contre.

8. Date proposée pour le début des travaux de construction.

9. Date prévue pour la fin des travaux de construction.

Date 19.....

.....
Président ou secrétaire du Conseil

Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, *en partie*.

Formule 2

Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires

**DEMANDE EN VUE D'OBTENIR UNE SUBVENTION
D'IMMOBILISATION
POUR L'AMÉNAGEMENT D'UN SERVICE DE CONSULTATIONS
EXTERNES OU DE LOCAUX RÉSERVÉS AUX
SERVICES AUXILIAIRES**

Destinataire : le ministre de la Santé,
Édifice de l'Assemblée législative,
Toronto (Ontario) M7A 1A2

L'hôpital..... demande une subvention
(nom de l'hôpital)

d'immobilisation en vertu de la Loi et des règlements, à l'égard d'un service de consultations externes ou de locaux réservés aux services auxiliaires, et fournit les renseignements suivants à l'appui de sa demande :

1. Le projet de construction comprend :
 - a) soit l'acquisition de bâtiments existants;
 - b) des annexes ou transformations à des bâtiments existants ou leur rénovation;
 - c) la construction de nouveaux bâtiments;
 - d) soit des annexes ou transformations à des immeubles hospitaliers ou leur rénovation.

2. La dimension des locaux qui doivent abriter les locaux réservés aux services auxiliaires ou un service de consultations externes :

Répartition du service de consultations externes proposé	Superficie en mètres carrés
.....
.....

3. Coût estimatif détaillé du projet de construction, y compris les coûts suivants :
 - a) acquisition du terrain, s'il y a lieu;
 - b) travaux sur le terrain et aménagement paysager du terrain;
 - c) construction de nouveaux bâtiments;
 - d) annexes ou transformations apportées à des bâtiments hospitaliers ou leur rénovation;
 - e) acquisition de bâtiments existants;
 - f) annexes ou transformations apportées à des bâtiments existants acquis dans le cadre de ce projet ou leur rénovation;
 - g) équipement fixe;
 - h) mobilier;
 - i) honoraires d'architectes;
 - j) autres honoraires professionnels;
 - k) autres dépenses relatives au projet.

4. Coût estimatif, au mètre cube, de la nouvelle construction, à l'exclusion du coût de l'équipement fixe et du mobilier.

5. Nom et adresse de l'architecte.

6. Détail du mode de financement proposé :

- a) Argent en caisse.
- b) Autres actifs.
- c) Contributions municipales :
 - (i) déjà reçues,
 - (ii) promises.
- d) Souscription publique :
 - (i) montant déjà reçu,
 - (ii) dons anticipés.

Si l'hôpital doit être financé en partie au moyen d'un prêt hypothécaire, de débentures ou d'autres prêts, fournir les détails de la proposition de financement.

7. La municipalité a (n'a pas) accepté de contribuer. Le règlement municipal a été porté au vote des électeurs de la municipalité et le résultat est le suivant :

..... voix en faveur et voix contre.
8. Date proposée pour le début des travaux de construction.
9. Date prévue pour la fin des travaux de construction.

Date 19.....

.....
Président ou secrétaire du Conseil
Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, en partie.

Formule 3

Loi sur les hôpitaux psychiatriques communautaires

**DEMANDE EN VUE D'OBTENIR UNE SUBVENTION
D'IMMOBILISATION POUR UN
PROJET DE RÉNOVATION**

Destinataire : le ministre de la Santé,
Édifice de l'Assemblée législative,
Toronto (Ontario) M7A 1A2

L'hôpital demande une subvention
(nom de l'hôpital)

d'immobilisation pour un projet de rénovation, en vertu de la Loi et des règlements, et fournit les renseignements suivants à l'appui de sa demande :

1. Raisons pour lesquelles le projet est considéré comme un projet de rénovation important :

.....
2. Date(s) de construction du(des) bâtiment(s) à rénover

.....
3. Vie utile du(des) bâtiment(s) une fois les rénovations terminées

.....
4. Nombre de lits de toutes catégories qui seront éliminés à cause de la rénovation

.....

5. Les plans relatifs au projet de rénovation ont-ils été approuvés par le service des incendies de la municipalité dans laquelle est situé l'hôpital?
.....
.....
6. Décrire les défauts de la structure, des installations et des services existants :
7. Décrire les améliorations qui résulteront du projet de rénovation, notamment, l'augmentation du nombre de lits, l'amélioration des installations et des services, et les améliorations sur les plans de l'efficacité et de la rentabilité :
8. Décrire les types de matériaux et d'équipement, les méthodes de construction, d'ignifugation et de finition qui seront utilisés dans le projet de rénovation :
9. Explications et observations complémentaires :
10. Coût estimatif détaillé du projet de construction, y compris les coûts suivants :
- acquisition du terrain, s'il y a lieu;
 - travaux sur le terrain et aménagement paysager du terrain;
 - construction de nouveaux bâtiments;
 - annexes ou transformations apportées à des bâtiments hospitaliers ou leur rénovation;
 - acquisition de bâtiments existants;
 - annexes ou transformations apportées à des bâtiments existants acquis dans le cadre de ce projet ou leur rénovation;
 - équipement fixe;

- honoraires d'architectes;
- autres honoraires professionnels;
- autres dépenses relatives au projet.

11. Coût estimatif, au mètre cube, de la nouvelle construction, à l'exclusion du coût de l'équipement fixe.

12. Nom et adresse de l'architecte ou de l'ingénieur-conseil.

13. Détail du mode de financement proposé :

- Argent en caisse.
- Autres actifs.
- Contributions municipales :
 - déjà reçues,
 - promises.
- Souscription publique :
 - montant déjà reçu,
 - dons anticipés.

Si l'hôpital doit être financé en partie au moyen d'un prêt hypothécaire, de débentures ou d'autres prêts, fournir les détails de la proposition de financement.

14. La municipalité a (n'a pas) accepté de contribuer. Le règlement municipal a été porté au vote des électeurs de la municipalité et le résultat est le suivant :

..... voix en faveur et voix contre.

15. Date proposée pour le début des travaux de construction.

16. Date prévue pour la fin des travaux de construction.

Date 19.....

.....
Président ou secrétaire du Conseil

Règl. de l'Ont. 597/91, art. 1, en partie.

44/91

HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT, 1986

O. Reg. 598/91.

Administrative Charge.

Made—October 16th, 1991.

Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 703/86

MADE UNDER THE
HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT, 1986

1. Ontario Regulation 703/86 is amended by adding the following French version:

FRAIS D'ADMINISTRATION

1 Les frais d'administration prévus pour l'application du paragraphe 4 (2) de la Loi sont de 50 dollars. Règl. de l'Ont. 598/91, art. 1.

44/91

LOI DE 1986 SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES DE SANTÉ

Règl. de l'Ont. 598/91

Frais d'administration

pris—le 16 octobre 1991

déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 703/86 PRIS EN APPLICATION DE LA

LOI DE 1986 SUR L'ACCESSIBILITÉ AUX SERVICES
DE SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 703/86 est modifié par adjonction de la version française suivante :

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

O. Reg. 599/91.
Warrant.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

Règl. de l'Ont. 599/91
Mandat
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 163/84
MADE UNDER THE
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 163/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
DE LA SANTÉ

1. Ontario Regulation 163/84 is amended by adding the following
French version:

1. Le Règlement de l'Ontario 163/84 est modifié par adjonction
de la version française suivante :

MANDAT

La présente autorise

1 Un mandat décerné en vertu de l'article 42 de la Loi doit être
rédigé selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 599/91, art. 1, en partie.

(Nom du médecin-hygiéniste, de l'inspecteur de la santé ou de la
personne qui suit une directive donnée par un médecin-hygiéniste ou
inspecteur nommé par le ministre)

Formule 1

(Nom de la circonscription sanitaire)

Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé

MANDAT

à entrer, en compagnie du ou des agents de police à qui il demande de
l'aide, dans le lieu situé au

ATTENDU QUE, d'après une preuve donnée sous serment par ...

Nom du fonctionnaire

numéro rue ville

je suis convaincu qu'il existe des motifs raisonnables et probables de
croire qu'il est nécessaire d'entrer dans le lieu situé au

et d'y avoir accès afin de faire des examens, des enquêtes et des tests, et
de faire des copies, de prendre des échantillons ou des extraits liés à un
examen, une enquête ou un test, et de les enlever pour réaliser l'objet de
la Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé, en utilisant
la force au besoin.

numéro rue ville

afin de faire des examens, des enquêtes et des tests, et de faire des
copies, de prendre des échantillons ou des extraits liés à un examen, une
enquête ou un test, et de les enlever pour réaliser l'objet de la Loi de
1983 sur la protection et la promotion de la santé.

LE PRÉSENT MANDAT sera exécuté entre

ET ATTENDU QUE l'on a pris, à l'égard des personnes autorisées
par la loi à faire ce qui précède, l'une des mesures suivantes :

et

LE PRÉSENT MANDAT expire le 19

- a) on leur a interdit l'entrée du lieu;
b) on leur a ordonné de quitter le lieu;
c) on a entravé leur action;
d) on a refusé de produire une chose, une plante ou un animal lié
à un examen, une enquête ou un test.

FAIT À

le 19

Juge de paix

Règl. de l'Ont. 599/91, art. 1, en partie.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 600/91.

Qualifications of Boards of Health Staff.

Made—October 16th, 1991.

Filed—October 17th, 1991.

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION
ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 600/91

Qualifications du personnel des conseils de santé

pris—le 16 octobre 1991

déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 164/84
MADE UNDER THE
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 164/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
DE LA SANTÉ

1. Ontario Regulation 164/84 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement de l'Ontario 164/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

QUALIFICATIONS DU PERSONNEL DES CONSEILS
DE SANTÉ

1 (1) Pour pouvoir être employé comme médecin-hygiéniste ou médecin-hygiéniste adjoint il faut satisfaire aux conditions qui sont énoncées à l'article 63 de la Loi et, de plus, à une des conditions suivantes :

- a) être membre, spécialisé en médecine communautaire, du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada;
- b) être titulaire d'un certificat, diplôme ou grade d'une université canadienne qui sanctionne au moins un an d'études de troisième cycle à plein temps ou l'équivalent dans le domaine de l'hygiène publique, y compris :
 - (i) l'épidémiologie,
 - (ii) les méthodes quantitatives,
 - (iii) la gestion et l'administration,
 - (iv) la prévention des maladies et la promotion de la santé;
- c) avoir une qualification d'une université étrangère que le ministre considère comme l'équivalent des qualifications énoncées à l'alinéa b).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un médecin-hygiéniste ou médecin-hygiéniste adjoint qui est déjà employé par un conseil de santé au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement. Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Pour pouvoir engager les services d'une personne comme administrateur d'un conseil de santé, il faut que la personne en question satisfasse à une des conditions suivantes :

- a) être titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires ou en commerce d'une université canadienne et compter au moins trois ans d'expérience en gestion et administration des affaires;
- b) avoir une qualification d'une université étrangère reconnue comme l'équivalent des qualifications énoncées à l'alinéa a) par une université canadienne;
- c) posséder des connaissances et une expérience que le ministre considère comme équivalent aux qualifications énoncées à l'alinéa a).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne qui est déjà employée comme administrateur par un conseil de santé au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement. Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

3 Pour pouvoir être employé comme dentiste-hygiéniste par un

conseil de santé, il faut être titulaire d'un permis général permettant de pratiquer l'art dentaire et délivré par l'ordre appelé Royal College of Dental Surgeons of Ontario (Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario) et, selon le cas :

- a) avoir terminé avec succès un programme aboutissant à l'obtention d'un diplôme ou grade en hygiène publique dentaire et comprenant au moins huit mois consécutifs de cours dispensés par une faculté canadienne d'art dentaire, ou un programme que le ministre considère équivalent;
- b) être spécialiste en hygiène publique dentaire conformément au sous-alinéa 36 e) (v) du Règlement 447 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980;
- c) être fellow ou membre en tant que dentiste-hygiéniste du collège appelé Royal College of Dentists, Canada (Collège royal des chirurgiens dentistes du Canada). Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

4 Pour pouvoir être employé comme hygiéniste dentaire d'un conseil de santé, il faut être inscrit à titre d'hygiéniste dentaire auprès de l'ordre appelé Royal College of Dental Surgeons of Ontario (Ordre royal des chirurgiens dentistes de l'Ontario) en vertu du Règlement 446 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980. Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

5 Pour pouvoir être employé comme inspecteur de la santé, il faut satisfaire à une des conditions suivantes :

- a) être titulaire d'un certificat délivré par le Conseil d'accréditation des inspecteurs de la santé de l'Institut canadien des inspecteurs en hygiène publique;
- b) être inscrit à titre de vétérinaire en vertu de la *Loi sur les vétérinaires* et être titulaire d'un certificat en hygiène publique vétérinaire ou posséder une expérience que le ministre considère comme l'équivalent de cette inscription et de ce certificat;
- c) être titulaire d'un certificat délivré avant le 1^{er} juillet 1979 par l'Association canadienne de santé publique ou par un organisme d'accréditation reconnu par l'Association canadienne de santé publique. Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

6 La « formation d'infirmière-hygiéniste » prescrite pour l'application de l'alinéa 70 (3) a) de la Loi consiste en :

- a) soit un certificat ou diplôme obtenu après au moins un an d'études d'infirmière-hygiéniste;
- b) soit un diplôme d'infirmière sanctionnant notamment une préparation à l'exercice de la profession d'infirmière-hygiéniste. Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Pour pouvoir être employé comme nutritionniste de l'hygiène publique par un conseil de santé, il faut posséder un baccalauréat d'une université canadienne avec concentration en alimentation et nutrition ou avoir fait des études que le ministre considère équivalentes et, selon le cas :

- a) être titulaire d'une maîtrise d'une université canadienne ou d'un diplôme d'études du troisième cycle de l'Université de Toronto délivré avant le 31 décembre 1979, avec concentration en nutrition communautaire ou en hygiène alimentaire publique;
- b) être titulaire d'une maîtrise d'une université canadienne en diététique et avoir suivi des cours en nutrition communautaire ou posséder une expérience pratique ou professionnelle dans le domaine de la nutrition communautaire ou de l'hygiène alimentaire publique;

- c) avoir une qualification d'une université étrangère reconnue comme l'équivalent des qualifications énoncées à l'alinéa a) ou b) par une université canadienne;
- d) posséder des connaissances et une expérience que le ministre considère comme équivalant aux qualifications énoncées aux alinéas a) ou b).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à une personne qui est déjà employée par un conseil de santé comme nutritionniste de l'hygiène publique au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement. Règl. de l'Ont. 600/91, art. 1, *en partie*.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 601/91.

Camps in Unorganized Territory.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 601/91

Camps dans des territoires non érigés en municipalités
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 193/84 MADE UNDER THE HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 193/84 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

1. Ontario Regulation 193/84 is amended by adding the following French version :

1. Le Règlement de l'Ontario 193/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

CAMPS DANS DES TERRITOIRES NON ÉRIGÉS EN MUNICIPALITÉS

AVIS D'OUVERTURE D'UN CAMP

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

- « aliment susceptible de présenter un danger » Aliment susceptible de servir de support à la croissance d'organismes pathogènes ou à la production de toxines par ces organismes. (« hazardous food »)
- « article jetable » Contenant ou ustensile destiné aux repas qui ne peut être utilisé qu'une fois pour le service ou la vente d'aliments. (« single-service article »)
- « bâtiment » Tout bâtiment, véhicule, lieu ou toute structure utilisé ou devant être utilisé pour héberger des employés ou entreposer, préparer ou servir des aliments. (« building »)
- « camp » Camp dans lequel des bâtiments sont utilisés pour héberger au moins cinq employés travaillant dans une exploitation minière ou forestière ou exerçant tout autre type de travail dans un territoire non érigé en municipalité. (« camp »)
- « désinfection » Traitement antimicrobien. Le verbe « désinfecter » a un sens correspondant. (« sanitizing », « sanitize »)
- « exploitant » Personne qui, seule ou par l'intermédiaire de ses représentants, possède ou exploite un camp. (« operator »)
- « lavabo » S'entend notamment d'un seau ou de tout autre contenant portatif solide. (« washbasin »)
- « toilette » S'entend notamment des cabinets d'aisance extérieurs. (« toilet »)
- « ustensile » Tout article ou matériel utilisé pour fabriquer, traiter, préparer, entreposer, manipuler, étaler ou distribuer des aliments, à l'exception des articles jetables. (« utensil ») Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Quiconque se propose d'exploiter un camp communique par écrit, avant l'ouverture du camp, au médecin-hygiéniste ou à l'inspecteur de la santé, les renseignements suivants :

- a) le nom et l'adresse de la personne qui emploie les employés dans le camp;
- b) l'emplacement du camp;
- c) le nombre d'employés que le camp peut héberger;
- d) les moyens d'accès au camp;
- e) la nature et la durée prévue du travail pour lequel les employés à héberger seront employés.

(2) Si un camp doit héberger quinze employés ou plus, le dossier présenté en vertu du paragraphe (1) comprend :

- a) un plan sommaire de l'emplacement des bâtiments sur le chantier;
- b) des plans sommaires des bâtiments indiquant les installations prévues pour le couchage, les soins de propreté dont le bain, le lavage des vêtements et le rangement, la préparation et le service des aliments;
- c) la description du système d'alimentation en eau du camp et de la provenance de l'eau.

(3) L'exploitant veille à ce que le camp qu'il a exploité pour héberger des employés, une fois que le camp est abandonné ou fermé, ne soit pas rouvert pour héberger des employés jusqu'à ce qu'un dossier écrit

comprenant les renseignements exigés aux paragraphes (1) et (2) soit présenté au médecin-hygiéniste ou à l'inspecteur de la santé. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

3 En cas de changement aux questions traitées aux paragraphes 2 (1) et (2), l'exploitant en avertit, par écrit, le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé et lui explique, de façon détaillée, la nature du changement dans les quatorze jours qui suivent le changement. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

CONDITIONS GÉNÉRALES

4 L'exploitant avertit sans délai le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé si une maladie transmissible s'est déclarée ou risque de s'être déclarée dans un camp qu'il exploite. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

5 En cas de fermeture ou d'abandon d'un camp, l'exploitant veille à ce que le camp soit laissé dans un état de salubrité convenable. Il avertit sans délai le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé que le camp a été fermé ou abandonné. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

6 L'exploitant veille à ce que l'emplacement, la construction, l'équipement et l'entretien de chaque camp qu'il exploite ne causent de situation dangereuse pour la santé ou la sécurité du personnel ou des employés du camp. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

7 L'exploitant veille à ce que les bâtiments, dans chaque camp qu'il exploite, soient maintenus dans un état de salubrité convenable. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

8 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ouvertures vers l'extérieur de chaque bâtiment utilisé pour le couchage, les soins de propreté dont le bain, le lavage des vêtements, les repas et la cuisine soient comblées par des moustiquaires empêchant l'entrée d'insectes, de rongeurs et de vermine. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

ALIMENTATION EN EAU

9 L'exploitant veille à ce que l'eau, dans chaque camp qu'il exploite :

- a) provienne d'une source approuvée par le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé;
- b) soit facilement disponible pour les besoins du camp;
- c) soit suffisamment abondante pour répondre aux besoins des personnes hébergées dans le camp. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

10 (1) L'exploitant veille à ce que l'eau fournie pour la consommation humaine dans chaque camp qu'il exploite soit potable.

(2) S'il est impossible d'obtenir de l'eau potable à partir d'un réseau sous pression, l'exploitant veille à ce que l'eau potable soit fournie dans des contenants sanitaires dotés d'un robinet. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

11 (1) Si l'eau destinée à la consommation humaine provient de sources de surface, l'exploitant la fait traiter de la manière approuvée par le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé avant sa livraison ou sa distribution pour les besoins du camp.

(2) Si l'eau subit un traitement conforme au paragraphe (1), l'exploitant tient un registre journalier et précis du type, du mode ou de la méthode de traitement de l'eau. Le registre est conservé une année.

(3) Si l'eau subit un traitement conforme au paragraphe (2), l'exploitant fournit et garde dans le camp l'équipement d'analyse de l'eau. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

12 (1) L'exploitant veille à ce que toute fontaine d'eau potable

fournie dans le camp qu'il exploite soit conforme à l'article 47 du Règlement 736 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, des gobelets communs ne soient pas utilisés. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

INSTALLATIONS SANITAIRES

13 (1) L'exploitant veille à ce que chaque camp qu'il exploite soit équipé d'installations sanitaires conformes aux dispositions du présent article et des articles 14, 15 et 16.

(2) Si des personnes des deux sexes sont hébergées dans le camp, les installations sanitaires distinctes suivantes sont fournies pour chaque sexe :

1. Au moins une toilette est prévue par groupe de dix employés de chaque sexe.
2. Au moins un lavabo est prévu par groupe de cinq employés de chaque sexe.

(3) Si un camp est équipé de toilettes à chasse d'eau, les urinoirs peuvent être comptés comme des toilettes pour hommes à condition que le nombre d'urinoirs ne dépasse pas 50 pour cent du nombre de toilettes. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

14 (1) Les installations sanitaires d'un camp :

- a) sont équipées de fenêtres et de portes bien ajustées et à fermeture automatique;
- b) sont pourvues, sur chaque porte et chaque fenêtre, de moustiquaires contre les insectes, les rongeurs et la vermine;
- c) sont ventilées de manière à éliminer les odeurs nauséabondes;
- d) sont, en tout temps, maintenues propres et en bon état de marche.

(2) Tous les sièges des toilettes, durant la période d'exploitation du camp, sont nettoyés à fond quotidiennement avec un liquide désinfectant. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

15 Les installations sanitaires d'un camp sont pourvues de ce qui suit :

- a) une réserve de papier hygiénique;
- b) un contenant nettoyable solide destiné à recevoir les serviettes jetables usagées et autres détritiques;
- c) une réserve de savon ou de produit détergent;
- d) une réserve de serviettes jetables ou un séchoir à air chaud. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

16 (1) Une alimentation en eau chaude et en eau froide est prévue dans les camps équipés d'une ou de plusieurs toilettes à chasse d'eau.

(2) Si un ou plusieurs cabinets d'aisance extérieurs sont utilisés dans un camp, une réserve d'essuie-doigts jetables présentés sous emballage ou une réserve d'eau froide contenant un désinfectant sont fournies. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

LAVAGE DU LINGE

17 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le lavage du linge n'ait pas lieu dans les rivières ou autres cours d'eau, lacs ou autres plans d'eau naturels situés dans le camp ou près du camp. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

ENLÈVEMENT DES ORDURES ET DÉTRITUS

18 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ordures et détritiques soient :

- a) déposés dans des contenants étanches et résistants dotés de couvercles bien ajustés;
- b) enlevés après chaque repas des pièces où des aliments sont préparés, servis ou entreposés;
- c) ramassés quotidiennement et entreposés hygiéniquement jusqu'à leur enlèvement final. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

PRÉPARATION ET ENTREPOSAGE DES ALIMENTS

19 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments soient protégés de toute contamination et altération et que les aliments qui ne nécessitent aucune réfrigération soient conservés dans des contenants fermés et entreposés dans les endroits exclusivement réservés à cet effet par l'exploitant.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, un espace réfrigéré adéquat soit prévu pour entreposer sans danger les aliments périssables et susceptibles de présenter un danger. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

20 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments susceptibles de présenter un danger, autres que ceux qui sont dans des contenants hermétiquement fermés et ont subi un traitement empêchant la production de toxines bactériennes ou la survie des bactéries pathogènes formant des spores, soient distribués, conservés, entreposés, transportés ou étalés de façon que leur température interne soit, selon le cas :

- a) de 5° Celsius ou moins;
- b) de 60° Celsius ou plus,

à l'exception des périodes nécessaires à la préparation, au traitement et à la fabrication des aliments.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments congelés soient entreposés et conservés à une température de moins 18° Celsius ou moins. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

21 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les pièces et armoires polythermes utilisées pour l'entreposage des aliments susceptibles de présenter un danger soient dotées de thermomètres de précision facilement lisibles. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

22 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, des rayons, des étagères ou des palettes soient fournis pour l'entreposage des aliments et que les rayons ou les étagères soient montés à au moins quinze centimètres du sol. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

23 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments soient entreposés sur les rayons, les étagères ou les palettes mentionnés à l'article 22. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

24 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, des pinces, cuillers et pelles en matériau résistant à la corrosion et non toxique soient utilisées, lorsque cela est possible, pour préparer ou servir les aliments, de façon à éviter tout contact manuel direct avec les aliments. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

25 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les torchons et linges employés pour laver, essuyer ou polir les ustensiles ou nettoyer les tables soient :

- a) en bon état;
- b) propres;
- c) exclusivement employés à cette fin. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

26 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les substances toxiques nécessaires au maintien de l'hygiène soient :

- a) rangées dans une armoire distincte de celles qui contiennent des aliments de façon à écarter tout risque de contamination des aliments, des surfaces de travail ou des ustensiles;
- b) rangées dans un contenant portant une étiquette sur laquelle le contenu est clairement indiqué;
- c) seulement utilisées de façon et dans des conditions telles qu'elles ne peuvent contaminer les aliments ni constituer un risque pour la santé. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

27 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, chaque personne qui manipule ou qui entre en contact avec les aliments ou les ustensiles employés pour préparer, traiter, servir ou entreposer les aliments :

- a) ne fasse pas usage de tabac pendant l'exécution de ces tâches;
- b) soit propre;
- c) porte des vêtements de dessus propres;
- d) porte un couvre-chef recouvrant les cheveux;
- e) se lave les mains avant de commencer ou de reprendre son travail et après chaque visite aux toilettes ou à l'urinoir;
- f) ne soit pas affectée par un agent infectieux susceptible de se transmettre par l'intermédiaire des aliments;
- g) se soumette aux examens et tests médicaux exigés par le médecin-hygiéniste pour confirmer l'absence de l'agent infectieux mentionné à l'alinéa f). Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

28 L'exploitant veille à ce qu'une personne qui a une maladie de la peau n'exerce aucun travail qui la mettrait en contact avec des aliments dans un camp, à moins que cette personne n'y soit autorisée par écrit par le médecin-hygiéniste avant de manipuler les aliments. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

29 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aires de préparation des aliments soient alimentées en eau potable chaude et froide.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, un lavabo spécial soit mis à la disposition des employés pour se laver les mains dans chaque aire de préparation des aliments, ainsi que du savon ou un détergent présenté dans un distributeur et, selon le cas :

- a) des serviettes jetables propres;
- b) un essuie-mains à rouleau dans un dévidoir mécanique et une réserve de serviettes en papier;
- c) un séchoir à air chaud. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

VENTILATION

30 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aires de couchage, les salles à manger ou les autres bâtiments utilisés par les employés soient dotés, selon le cas :

- a) d'une ventilation naturelle adéquate permettant l'élimination des odeurs nauséabondes;
- b) d'une ventilation mécanique capable d'assurer au moins une fois par heure un renouvellement total de l'air.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, il y ait au moins dix fois par heure un renouvellement total de l'air dans chaque aire de préparation des aliments. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

HÉBERGEMENT ET INSTALLATIONS

31 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite où il y a des personnes des deux sexes, des installations distinctes pour le couchage et les soins de propreté dont le bain soient disponibles pour chaque sexe. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

32 Les camps hébergeant moins de quinze employés ou ouverts moins de vingt-huit jours par an sont exemptés des dispositions des articles 33 à 39, 41 et 46, 50 à 53 et 56. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

33 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les bâtiments employés pour entreposer, préparer et servir les aliments ou destinés au couchage soient étanches et construits de façon que :

- a) les planchers soient ajustés et polis;
- b) les murs s'élèvent à au moins 2,3 mètres du sol;
- c) les murs et les plafonds soient entretenus et restent propres. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

34 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les bâtiments utilisés pour le couchage soient construits de façon que :

- a) dans chaque pièce destinée au couchage, il y ait au moins 3,72 mètres carrés de superficie par occupant;
- b) les lits soient :
 - (i) séparés,
 - (ii) à au moins trente centimètres du sol,
 - (iii) à un seul étage,
 - (iv) espacés d'au moins un mètre quand ils ne sont pas séparés par une cloison au moins aussi longue que le lit et haute d'une demi-hauteur de mur,
 - (v) accompagnés d'un casier ou d'une étagère par lit;
- c) une étagère soit montée près de chaque lit pour permettre aux employés de ranger leurs effets personnels;
- d) une pièce, une armoire, un casier ou un placard séparé soit fourni pour les vêtements des employés. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

35 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite :

- a) la température dans les aires de couchage et les salles de bains, quand elles sont occupées par les employés, atteigne au moins 20° Celsius;
- b) les matelas, couvertures, draps, oreillers et taies d'oreillers soient propres et qu'il y en ait suffisamment pour répondre aux besoins des personnes qui occupent le camp;
- c) les bâtiments permanents réservés au couchage soient équipés de détecteurs de fumée. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

36 (1) Sous réserve des dispositions de l'article 37, l'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aires réservées aux soins de propreté, dont le bain, et au lavage des vêtements occupent un bâtiment ou une pièce chauffé distinct rattaché à l'aire de couchage et communiquant directement avec elle.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les installations :

- a) prévues pour les soins de propreté comprennent :

- (i) une alimentation permanente en eau chaude et froide,
- (ii) au moins un évier ou une cuvette par groupe de cinq lits;
- b) prévues pour le bain comprennent :
 - (i) une alimentation permanente en eau chaude et froide,
 - (ii) des douches à raison d'une douche par groupe de quinze lits ou moins, ou tout autre moyen de se laver jugé satisfaisant par le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé;
- c) prévues pour le lavage des vêtements, quand aucun service de buanderie n'est offert, comprennent :
 - (i) une alimentation permanente en eau chaude et froide,
 - (ii) au moins une machine à laver ou une cuve à lessive par groupe de quinze lits ou moins,
 - (iii) des installations pour sécher le linge. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

37 Si un camp n'est occupé que du 1^{er} mai au 1^{er} novembre, les aires réservées aux soins de propreté, dont le bain, et au lavage des vêtements peuvent occuper un bâtiment distinct à condition qu'il soit pratique d'y accéder à partir de l'aire de couchage. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

38 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, il y ait au moins une salle à manger et une cuisine, et que celles-ci soient distinctes des aires de couchage ou en soient séparées par des cloisons. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

ÉCLAIRAGE

39 L'exploitant veille à ce que chaque camp qu'il exploite soit équipé :

- a) d'un système d'éclairage d'une intensité lumineuse minimale de 100 lux dans tous les couloirs, corridors, escaliers et aires de couchage;
- b) d'un système d'éclairage d'une intensité lumineuse minimale de 500 lux dans la cuisine;
- c) d'un système d'éclairage d'une intensité lumineuse minimale de 250 lux dans toutes les pièces autres que celles mentionnées aux alinéas a) et b). Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

AIRES DE PRÉPARATION DES ALIMENTS

40 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les meubles, le matériel et les appareils ménagers, dans toutes les pièces ou aires du camp où sont entreposés, préparés, servis ou consommés des aliments, soient construits et aménagés de façon à permettre un nettoyage à fond et un entretien garantissant la propreté et l'hygiène.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, chaque pièce qui est utilisée pour préparer, servir, manger ou entreposer des aliments :

- a) ne soit pas encombrée d'équipement et de matériel qui ne soient pas régulièrement utilisés dans la pièce;
- b) n'abrite ni oiseaux ni animaux vivants à moins que le médecin-hygiéniste n'autorise la garde d'oiseaux ou d'animaux;
- c) ne soit pas utilisée pour le couchage et qu'aucune aire de couchage ne donne directement sur elle.

(3) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, une pièce, une armoire, un casier ou un placard distinct soit prévu pour ranger les vêtements des employés qui manipulent des aliments ou sont en contact avec eux. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

41 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, chaque pièce qui est utilisée pour préparer des aliments soit équipée d'un système de ventilation adéquat permettant d'acheminer vers l'extérieur la fumée, les gaz et les odeurs, et que le matériel de cuisine soit, selon le cas :

- a) doté d'un écran, d'une hotte ou d'un dispositif quelconque fait de matériau facile à nettoyer, non absorbant et résistant à la corrosion;
- b) disposé de façon à protéger les murs, les plafonds et le matériel des projections de graisse et de parcelles d'aliments. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

42 L'exploitant veille à ce que chaque article ou matériel utilisé pour préparer, servir, étaler, entreposer ou transporter des aliments dans un camp :

- a) soit solide et bien ajusté;
- b) soit toujours en bon état;
- c) soit fabriqué, tant pour la forme que le matériau, de façon à être facile à nettoyer et à désinfecter. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

43 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le matériel et les ustensiles qui sont directement en contact avec les aliments :

- a) soient résistants à la corrosion et non toxiques;
- b) ne soient ni fissurés, ni fendus, ni ouverts aux joints.

(2) Malgré le paragraphe (1), des planches à découper, billots, tables, bols, plats et barattes en bois dur ou autre matériau peuvent être utilisés si :

- a) ce matériel est maintenu dans un bon état de propreté et d'hygiène;
- b) le mode et les conditions d'utilisation de ce matériel ne constituent pas un risque pour la santé. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

44 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ustensiles soient nettoyés et désinfectés conformément aux articles 45, 47, 48 et 49. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

45 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite :

- a) les articles à usages multiples employés pour préparer, traiter ou servir les aliments soient nettoyés et désinfectés après chaque utilisation;
- b) les ustensiles autres que les articles à usages multiples soient nettoyés et désinfectés aussi souvent que nécessaire pour en assurer la propreté et pour préserver l'hygiène. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

46 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le matériel et les installations prévus pour le nettoyage et la désinfection des ustensiles soient exclusivement réservés à cette fin et comprennent, selon le cas :

- a) du matériel mécanique;
- b) du matériel pour le lavage manuel comportant :
 - (i) un évier à trois bacs ou trois éviers en matériau résistant à la corrosion, suffisamment grands pour nettoyer à fond et désinfecter les ustensiles,
 - (ii) un évier double ou deux éviers en matériau résistant à la corrosion pour nettoyer et désinfecter les ustensiles, si le

lavage et le rinçage peuvent se faire efficacement dans un évier et la désinfection conformément au paragraphe 49 (1) peut être effectuée dans l'autre,

(iii) des égouttoirs en matériau résistant à la corrosion.

(2) Si les éviers mentionnés au sous-alinéa (1) b) (i) ou (ii) ne suffisent pas à assurer le nettoyage et la désinfection efficaces des ustensiles, des éviers supplémentaires sont fournis à cet effet.

(3) L'alinéa (1) b) (ii) ne s'applique pas au nettoyage et à la désinfection des articles à usages multiples ou des ustensiles qui sont directement en contact avec les aliments prêts à servir. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

47 Les ustensiles sont :

- a) raclés ou rincés;
- b) nettoyés;
- c) rincés;
- d) désinfectés. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

48 Si un camp dispose de matériel pour le lavage manuel, les ustensiles sont :

- a) nettoyés dans un évier contenant une solution de détergent capable d'éliminer la saleté;
- b) rincés dans le second évier dans de l'eau propre à une température d'au moins 43° Celsius;
- c) désinfectés dans le troisième évier. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

49 (1) Les ustensiles sont désinfectés d'une des façons suivantes :

- a) immersion dans de l'eau à une température d'au moins 77° Celsius pendant au moins quarante-cinq secondes;
- b) immersion dans une solution chlorée contenant au moins 100 parties par million de chlore disponible, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- c) immersion dans une solution propre de composé d'ammonium quaternaire contenant au moins 200 parties par million, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- d) immersion dans une solution propre contenant au moins vingt-cinq parties par million d'iode disponible, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- e) immersion dans n'importe quelle solution contenant un agent désinfectant non toxique, dont l'action bactéricide donne au moins des résultats aussi efficaces que les méthodes décrites aux alinéas a), b), c) ou d) et pour lequel il existe un réactif d'essai commode à utiliser.

(2) Un réactif d'essai permettant de déterminer la concentration de désinfectant et un thermomètre de précision pour déterminer la température de la solution désinfectante sont facilement disponibles à l'endroit du camp où s'effectue la désinfection. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

50 Malgré les articles 48 et 49, les ustensiles autres que ceux qui entrent directement en contact avec un produit laitier ou des aliments prêts à servir peuvent être nettoyés et désinfectés en une seule opération si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le produit chimique employé a été conçu pour cet usage;
- b) le contenant du produit comporte un mode d'emploi indiquant la température et la durée de trempage optimales;

- c) le produit est utilisé conformément au mode d'emploi;
- d) un réactif d'essai est facilement disponible sur les lieux pour déterminer la concentration d'agent désinfectant;
- e) les ustensiles ainsi traités sont rincés à fond avec de l'eau propre. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

51 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le matériel mécanique qui sert à nettoyer et désinfecter les ustensiles soit :

- a) construit, conçu et entretenu de façon que :
 - (i) l'eau de lavage soit toujours suffisamment propre pour laver la vaisselle et soit maintenue à une température d'au moins 60° Celsius et d'au plus 71° Celsius,
 - (ii) le rinçage désinfectant soit fait avec, selon le cas :
 - (A) une eau maintenue à une température d'au moins 82° Celsius, chaque cycle désinfectant durant au moins dix secondes,
 - (B) l'une des solutions chimiques décrites aux alinéas 49 (1) b), c), d) ou e);
- b) équipé de thermomètres indiquant les températures de lavage et de rinçage et installés là où ils sont facilement lisibles.

(2) L'exploitant peut utiliser une machine ou un dispositif autre que le matériel mécanique décrit au paragraphe (1) si ceux-ci, selon le médecin-hygiéniste, nettoient et désinfectent efficacement les ustensiles et donnent, lors de la numération bactérienne effectuée sur les ustensiles, un nombre en deçà des limites fixées à l'article 53. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

52 Si le matériel de traitement des aliments d'un camp est nettoyé et désinfecté sur place sans être démonté, l'exploitant veille à ce que les directives concernant :

- a) les produits chimiques employés pour le nettoyage et la désinfection;

- b) la concentration des solutions chimiques employées;
- c) la durée pendant laquelle le matériel a été en contact avec les produits chimiques;
- d) les méthodes employées pour nettoyer et désinfecter le matériel,

soient affichées dans un lieu accessible à la personne chargée du nettoyage et de la désinfection du matériel. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

53 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le dénombrement sur plaque obtenu pour un article à usages multiples ne dépasse pas 100 colonies bactériennes après le nettoyage et la désinfection et avant la réutilisation, lors des tests réalisés selon la méthode reconnue pour le dénombrement sur plaque, en utilisant la technique du prélèvement au tampon stérile. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

54 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ustensiles qui ont été nettoyés et désinfectés soient transportés et entreposés de façon à éviter toute contamination. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

55 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ustensiles trop grands pour être nettoyés et désinfectés dans des éviers ou à l'aide d'autres machines soient nettoyés ou frottés avec une solution de détergent, rincés à l'eau propre et, selon le cas :

- a) rincés à l'eau chaude ou passés à la vapeur de façon à obtenir une température d'au moins 82° Celsius sur la surface traitée;
- b) rincés par pulvérisation ou non avec l'une des solutions chimiques décrites au paragraphe 49 (1) mais en doublant la concentration prescrite. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

56 Dans le présent règlement, les expressions « médecin-hygiéniste » et « inspecteur de la santé » désignent, selon le cas, le médecin-hygiéniste ou l'inspecteur de la santé du conseil de santé de la circonscription sanitaire dans laquelle se trouve le camp concerné. Règl. de l'Ont. 601/91, art. 1, *en partie*.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 602/91.

Clinics for Sexually Transmitted Diseases.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 237/84 MADE UNDER THE HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1. Ontario Regulation 237/84 is amended by adding the following French version:

CLINIQUES POUR LES MALADIES SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« clinique » Clinique créée, aménagée, gérée et entretenue par un conseil de santé ou un hôpital, conformément au présent règlement, pour traiter les personnes atteintes ou soupçonnées d'être atteintes de

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 602/91

Cliniques pour les maladies sexuellement transmissibles
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 237/84 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 237/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

syphilis, de gonorrhée, de chancre mou, de granulome inguinal, d'infections génitales par *C. trachomatis* ou de lymphogranulomatose vénérienne. (« clinique »)

« directeur » Directeur de la Direction de la santé publique du ministère, ou son successeur, ou toute personne nommée par le ministre pour exercer les fonctions de directeur de la Direction de la santé publique. (« Director »)

« hôpital » Hôpital aux termes de la *Loi sur les hôpitaux publics*. (« hospital »)

« visite à la clinique » Visite d'une personne dans une clinique aux fins d'examen ou de traitement, de surveillance ou de suivi, pour une maladie sexuellement transmissible. (« clinic attendance ») Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, *en partie*.

2 Pour bénéficier d'une subvention en vertu du présent règlement, il faut que le conseil de santé ou l'hôpital qui crée une clinique pour laquelle une subvention est demandée :

- a) nomme un médecin approuvé par le directeur et chargé d'examiner, de traiter, de surveiller et de suivre les malades dans la clinique;
- b) nomme une équipe de médecins et d'infirmières dotée des moyens nécessaires pour examiner, traiter, surveiller et suivre toutes les personnes qui demandent à être examinées, traitées, surveillées et suivies à la clinique;
- c) permette au directeur d'inspecter :
 - (i) les dossiers des malades, à condition que leur identité ne soit pas révélée,
 - (ii) les dossiers de la clinique,
 - (iii) le matériel installé dans la clinique;
- d) fournisse les services d'examen, de traitement, de surveillance et de suivi nécessaires à toute personne qui se présente à la clinique et qui est atteinte, ou soupçonnée d'être atteinte, de l'une des maladies mentionnées à la définition « clinique » à l'article 1;

e) s'abstienne de percevoir des honoraires pour tout service rendu pendant la visite d'un malade à la clinique. Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, *en partie*.

3 Dans le cas d'une clinique gérée et entretenue par un conseil de santé, celui-ci reçoit, de la part du ministre, une subvention d'entretien de 11 \$ par visite à la clinique. Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) Le ministre verse une subvention pour les services médicaux rendus dans une clinique par un médecin assurant le diagnostic et le traitement d'une personne atteinte ou soupçonnée d'être atteinte de l'une des maladies mentionnées à la définition « clinique » à l'article 1, et le montant de la subvention est égal à la somme qui serait payable pour ces services médicaux en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé*.

(2) En plus du montant à verser pour les services médicaux, la subvention mentionnée au paragraphe (1) comprend également le coût des médicaments employés pour soigner et traiter la personne mentionnée au paragraphe (1). Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, *en partie*.

5 Lorsque le trésorier d'une municipalité reçoit un compte pour des services médicaux rendus par un médecin à une personne non assurée en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* et atteinte ou soupçonnée d'être atteinte de l'une des maladies mentionnées à la définition « clinique » à l'article 1, il règle ce compte dans les trois mois qui suivent la prestation fournie sous la direction du médecin-hygiéniste, et transmet ce compte au ministre dans les trois mois qui suivent sa réception. Le ministre paie à la municipalité une subvention égale au montant qui serait payable en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* pour les services médicaux fournis en tant que services de santé assurés. De la même façon, quand un compte pour des médicaments employés pour traiter et guérir une maladie est reçu et transmis au ministre, la subvention doit inclure 100 pour cent du coût des médicaments. Règl. de l'Ont. 602/91, art. 1, *en partie*.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 603/91.
Recreational Camps.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 242/84 MADE UNDER THE HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1. Ontario Regulation 242/84 is amended by adding the following French version:

CAMPS DE LOISIRS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

- « aliment susceptible de présenter un danger » Aliment susceptible de servir de support à la croissance d'organismes pathogènes ou à la production de toxines par ces organismes. (« hazardous food »)
- « article jetable » Contenant ou ustensile destiné aux repas qui ne peut être utilisé qu'une fois pour le service ou la vente d'aliments. (« single-service article »)
- « camp de catégorie A » Camp destiné aux activités de loisirs, comprenant au moins une tente, une cabine, un véhicule, un bâtiment ou une autre construction, ainsi que le terrain qui s'y rattache, établi ou entretenu comme lieu d'hébergement, payant ou non, pour au moins dix personnes, à des fins d'occupation temporaire pendant au moins cinq jours. Cette définition ne s'applique pas à un camp établi par une

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 603/91
Camps de loisirs
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 242/84 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 242/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

personne à l'intention de sa famille et de ses invités, ni à un établissement de camping tel que défini à la définition « camping » au paragraphe (1) du Règlement 936 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980, pris en application de la *Loi sur le tourisme*. (« class A camp »)

« camp de catégorie B » Camp destiné aux activités de loisirs, comprenant des tentes montées sur un emplacement ainsi que le terrain qui s'y rattache, où des campeurs dorment, mangent, cuisinent ou se livrent à d'autres activités, que ce soit dans les tentes ou en plein air, et où les tentes sont installées ou gardées pour servir de lieu d'hébergement, payant ou non, pour au moins dix personnes, à des fins d'occupation temporaire pendant au moins cinq jours. (« class B camp »)

« exploitant » Personne qui, seule ou par l'intermédiaire de ses représentants, possède ou exploite un camp de loisirs. (« operator »)

« jour » Période continue de vingt-quatre heures. (« day »)

« lavabo » S'entend notamment d'un seau ou de tout autre contenant portatif similaire solide. (« washbasin »)

« toilette » S'entend notamment des cabinets d'aisance extérieurs. (« toilet »)

« ustensile » Tout article ou matériel utilisé pour fabriquer, traiter, préparer, entreposer, manipuler, étaler ou distribuer des aliments, à l'exception des articles jetables. (« utensil ») Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

2 Les catégories de camps de loisirs sont les suivantes :

1. Camps de catégorie A.
2. Camps de catégorie B. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

AVIS D'OUVERTURE D'UN CAMP

3 (1) Quiconque a l'intention d'exploiter un camp de loisirs pour la première fois en avise par écrit le médecin-hygiéniste au moins soixante jours avant la date prévue pour l'ouverture du camp.

(2) Si un exploitant a l'intention d'ouvrir un camp de loisirs qui a été fermé pendant plus de trente jours, il en avise le médecin-hygiéniste au moins quatorze jours avant la réouverture du camp. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

EMPLACEMENT ET ENTRETIEN D'UN CAMP

4 L'exploitant veille à ce que chacun des camps qu'il exploite soit situé et entretenu de façon à éviter toute situation susceptible de mettre en danger la santé ou la sécurité des campeurs ou des employés du camp. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

5 L'exploitant veille à ce qu'aucune des personnes qui vivent ou travaillent dans le camp qu'il exploite ne soit atteinte d'une maladie transmissible ni ne soit porteuse d'un agent infectieux susceptible de provoquer une telle maladie. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

PERSONNEL DU CAMP

6 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les campeurs soient placés sous la surveillance permanente d'un adulte expérimenté en matière d'administration et d'animation d'un camp de loisirs. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, l'une des personnes suivantes soit présente :

1. Un médecin.
2. Un infirmier autorisé.
3. Une personne titulaire d'un des certificats suivants :
 - i. un certificat de secourisme général de la Société canadienne de la Croix-Rouge,
 - ii. un certificat de secourisme général de l'Association de l'Ambulance Saint-Jean,
 - iii. un certificat jugé équivalent aux certificats visés aux sous-dispositions i ou ii par le médecin-hygiéniste.

(2) S'il n'y a pas de médecin résidant dans le camp de loisirs, l'exploitant veille à ce que les services d'un médecin puissent être obtenus rapidement en cas d'urgence médicale.

(3) L'exploitant veille à ce qu'aucun animal susceptible de contracter la rage ne soit amené dans un camp qu'il exploite à moins que cet animal n'ait été vacciné contre la rage au moins trente jours et au plus quinze

mois avant d'être amené dans le camp. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

HÉBERGEMENT DANS LE CAMP

8 (1) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, la superficie des locaux réservés au couchage soit d'au moins 3,72 mètres carrés par campeur ou, si des lits superposables simples, doubles ou triples sont utilisés, de 2,79 mètres carrés par campeur.

(2) Si une tente est utilisée pour l'hébergement dans le camp qu'il exploite, l'exploitant veille à ce que le nombre d'occupants de la tente ne dépasse pas les limites recommandées par le fabricant. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

VENTILATION

9 (1) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, les aires de couchage, les salles à manger ou tous autres bâtiments utilisés par les campeurs ou les employés soient dotés, selon le cas :

- a) d'une ventilation naturelle adéquate permettant l'élimination des odeurs nauséabondes;
- b) d'une ventilation mécanique capable d'assurer au moins une fois par heure un renouvellement total de l'air.

(2) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, il y ait au moins dix fois par heure un renouvellement total de l'air dans chaque aire de préparation des aliments. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

ÉCLAIRAGE

10 L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que chaque camp de catégorie A qu'il exploite soit équipé :

- a) d'un système d'éclairage d'une intensité lumineuse minimale de 100 lux dans tous les couloirs, corridors, escaliers et aires de couchage;
- b) d'un système d'éclairage d'une intensité lumineuse minimale de 500 lux dans la cuisine;
- c) d'un système d'éclairage d'une intensité lumineuse minimale de 250 lux dans toutes les pièces autres que celles mentionnées aux alinéas a) et b). Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

PROTECTION CONTRE LES INCENDIES

11 (1) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, les bâtiments permanents utilisés pour le couchage qui ont chacun une superficie d'au moins 55,8 mètres carrés et dont la pièce réservée au couchage n'a pas d'issue donnant directement sur l'extérieur soient munis de détecteurs de fumée.

(2) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, chacun des bâtiments permanents soit doté d'un extincteur en bon état de fonctionnement.

(3) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, des consignes écrites à suivre en cas d'incendie soient en place et à ce que tous les campeurs et employés du camp aient suivi un entraînement leur permettant d'appliquer ces consignes. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

ALIMENTATION EN EAU

12 (1) L'exploitant veille à ce que l'eau, dans chaque camp qu'il exploite :

- a) provienne d'une ou de plusieurs sources approuvées par le médecin-hygiéniste;

- b) soit suffisamment abondante pour répondre aux besoins des campeurs et des employés hébergés dans le camp;
- c) soit potable.

(2) Si le médecin-hygiéniste estime que l'eau d'alimentation d'un camp de loisirs nécessite un traitement, il peut exiger que l'exploitant traite l'eau afin de la rendre potable.

(3) Si le médecin-hygiéniste exige d'un exploitant qu'il traite son eau afin de la rendre potable, l'exploitant procède au traitement de l'eau à cette fin et veille à ce qu'un dossier sur le type de traitement choisi et la méthode appliquée à cet effet soit conservé dans le lieu du camp de loisirs pendant un an à partir de la date à laquelle ce dossier a été constitué. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

CONDITIONS GÉNÉRALES

13 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, chaque tente et chaque bâtiment soient maintenus en tout temps dans un état de salubrité convenable, et à ce qu'il n'y ait ni déchets ni rebuts sur le terrain du camp. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

INSTALLATIONS SANITAIRES

14 (1) L'exploitant veille à ce que chaque camp qu'il exploite soit équipé d'installations sanitaires conformes aux dispositions du présent article et des articles 15 et 16.

(2) Au moins une installation sanitaire distincte est mise à la disposition des campeurs et des employés de chaque sexe hébergés dans un camp de loisirs.

(3) Au moins une toilette est fournie par groupe de dix campeurs de chaque sexe hébergés dans un camp de loisirs.

(4) Un lavabo est fourni par groupe de cinq campeurs de chaque sexe hébergés dans un camp de loisirs.

(5) Si un camp de loisirs est équipé de toilettes à chasse d'eau, les urinoirs peuvent être comptés comme des toilettes pour hommes à condition que le nombre d'urinoirs ne dépasse pas 50 pour cent du nombre de toilettes. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

15 (1) Les installations sanitaires d'un camp de loisirs :

- a) sont équipées de fenêtres et de portes bien ajustées et à fermeture automatique;
- b) sont pourvues, sur chaque porte et chaque fenêtre, de moustiquaires contre les insectes, les rongeurs et la vermine;
- c) sont ventilées de manière à éliminer les odeurs nauséabondes;
- d) sont, en tout temps, maintenues propres et en bon état de marche.

(2) Tous les sièges des toilettes, durant la période d'exploitation du camp de loisirs, sont nettoyés à fond quotidiennement avec un liquide désinfectant. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

16 Les installations sanitaires d'un camp de loisirs sont pourvues de ce qui suit :

- a) une réserve de papier hygiénique;
- b) un contenant nettoyable solide destiné à recevoir les serviettes jetables usagées et autres détritiques;
- c) une réserve de savon ou de produit détergent présentée dans un distributeur;
- d) une réserve de serviettes jetables ou un séchoir à air chaud;
- e) une alimentation en eau chaude et en eau froide ou une réserve

d'eau froide contenant un désinfectant si le camp de loisirs est équipé d'une ou de plusieurs toilettes à chasse d'eau;

- f) une réserve d'essuie-doigts jetables présentés sous emballage ou une réserve d'eau froide contenant un désinfectant si le camp de loisirs est équipé d'un ou de plusieurs cabinets d'aisance extérieurs. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

LAVAGE DU LINGE

17 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le lavage du linge n'ait pas lieu dans les lacs, rivières, ruisseaux ou autres cours d'eau situés dans le camp ou près du camp. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

PRÉPARATION ET ENTREPOSAGE DES ALIMENTS

18 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments soient protégés de toute contamination et altération et que les aliments qui ne nécessitent aucune réfrigération soient conservés dans des contenants fermés et entreposés dans les endroits exclusivement réservés à cet effet par l'exploitant.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, un espace réfrigéré adéquat soit prévu pour entreposer sans danger les aliments périssables et susceptibles de présenter un danger.

(3) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, des rayons, des étagères ou des palettes soient fournis pour l'entreposage des aliments et que les rayons ou les étagères soient montés à au moins quinze centimètres du sol.

(4) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments soient entreposés sur les rayons, les étagères ou les palettes mentionnés au paragraphe (3).

(5) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments susceptibles de présenter un danger, autres que ceux qui sont dans des contenants hermétiquement fermés et ont subi un traitement empêchant la production de toxines bactériennes ou la survie des bactéries pathogènes formant des spores, soient entreposés, distribués, conservés, transportés ou étalés de façon que leur température interne soit, selon le cas :

- a) de 5° Celsius ou moins;
- b) de 60° Celsius ou plus,

à l'exception des périodes nécessaires à la préparation, au traitement et à la fabrication des aliments.

(6) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aliments congelés soient entreposés et conservés à une température de moins 18° Celsius ou moins.

(7) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aires de préparation et d'entreposage des aliments soient construites, situées et entretenues de façon à prévenir l'entrée des insectes, des rongeurs, de la vermine, de la poussière, des vapeurs et des fumées.

(8) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les pièces et armoires polythermes utilisées pour l'entreposage des aliments susceptibles de présenter un danger soient dotées de thermomètres de précision facilement lisibles. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

19 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, chaque personne qui manipule ou qui entre en contact avec les aliments ou les ustensiles employés pour préparer, traiter, servir ou entreposer les aliments :

- a) ne fasse pas usage de tabac pendant l'exécution de ces tâches;
- b) soit propre;
- c) porte un couvre-chef recouvrant les cheveux;

- d) se lave les mains avant de commencer son travail et après chaque visite aux toilettes ou à l'urinoir.

(2) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, chaque personne qui manipule ou qui entre en contact avec les aliments ou les ustensiles employés pour préparer, traiter, servir ou entreposer les aliments :

- a) porte des vêtements de dessus propres;
- b) ne soit pas affectée par un agent infectieux susceptible de se transmettre par l'intermédiaire des aliments;
- c) se soumette aux examens et tests médicaux exigés par le médecin-hygiéniste pour confirmer l'absence de l'agent infectieux mentionné à l'alinéa c).

(3) L'exploitant d'un camp de catégorie A veille à ce que, dans chaque camp de catégorie A qu'il exploite, aucune personne qui a une maladie de la peau n'exerce un travail qui la mettrait en contact avec des aliments, à moins que cette personne n'y soit autorisée par écrit par le médecin-hygiéniste avant de manipuler les aliments.

(4) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, des pinces, cuillers et pelles en matériau résistant à la corrosion et non toxique soient utilisées, lorsque cela est possible, pour préparer ou servir les aliments, de façon à éviter tout contact manuel direct avec les aliments.

(5) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, une cuvette uniquement pour se laver les mains soit située dans chaque aire de préparation des aliments, ainsi qu'une alimentation en eau chaude et froide, du savon ou un détergent présenté dans un distributeur et, selon le cas :

- a) des serviettes jetables propres;
- b) un séchoir à air chaud;
- c) un essuie-mains à rouleau dans un dévidoir mécanique et une réserve de serviettes en papier.

(6) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les aires de préparation des aliments soient alimentées en eau potable chaude et froide.

(7) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les torchons et linges employés pour laver, essuyer ou polir les ustensiles ou nettoyer les tables soient :

- a) en bon état;
- b) propres;
- c) exclusivement employés à cette fin.

(8) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les substances toxiques nécessaires au maintien de l'hygiène soient :

- a) rangées dans une armoire distincte de celles qui contiennent des aliments de façon à écarter tout risque de contamination des aliments, des surfaces de travail ou des ustensiles;
- b) rangées dans un contenant portant une étiquette sur laquelle le contenu est clairement indiqué;
- c) seulement utilisées de façon et dans des conditions telles qu'elles ne peuvent contaminer les aliments ni constituer un risque pour la santé. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

20 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, chaque article ou matériel utilisé pour préparer, servir, étaler, entreposer ou transporter des aliments :

- a) soit solide et bien ajusté;

- b) soit toujours en bon état;

- c) soit fabriqué, tant pour la forme que le matériau, de façon à être facile à nettoyer et à désinfecter.

(2) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le matériel et les ustensiles qui sont directement en contact avec les aliments :

- a) soient résistants à la corrosion et non toxiques;
- b) ne soient ni fissurés, ni fendus ni ouverts aux joints.

(3) Malgré le paragraphe (2), des planches à découper, billots, tables, bols, plats et barattes en bois dur ou autre matériau peuvent être utilisés si :

- a) ce matériel est maintenu dans un bon état de propreté et d'hygiène;
- b) le mode et les conditions d'utilisation de ce matériel ne constituent pas un risque pour la santé. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

NETTOYAGE ET DÉSINFECTIION DES USTENSILES

21 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ustensiles soient nettoyés et désinfectés conformément aux articles 23, 24, 25 et 26. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

22 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le matériel et les installations prévus pour le nettoyage et la désinfection des ustensiles soient exclusivement réservés à cette fin et comprennent, selon le cas :

- a) du matériel mécanique;
- b) du matériel pour le lavage manuel comportant :
- (i) un évier à trois bacs ou trois éviers en matériau résistant à la corrosion, suffisamment grands pour nettoyer à fond et désinfecter les ustensiles,
- (ii) un évier double ou deux éviers en matériau résistant à la corrosion pour nettoyer et désinfecter les ustensiles, si le lavage et le rinçage peuvent se faire efficacement dans un évier et la désinfection conformément au paragraphe 25 (1) peut être effectuée dans l'autre,
- (iii) des égouttoirs en matériau résistant à la corrosion.

(2) Si les éviers mentionnés au sous-alinéa (1) b) (i) ou (ii) ne suffisent pas à assurer le nettoyage et la désinfection efficaces des ustensiles, des éviers supplémentaires sont fournis à cet effet.

(3) Le sous-alinéa (1) b) (ii) ne s'applique pas au nettoyage et à la désinfection des articles à usages multiples ou des ustensiles qui sont directement en contact avec les aliments prêts à servir. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

23 Les ustensiles sont :

- a) raclés ou rincés;
- b) nettoyés;
- c) rincés;
- d) désinfectés. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

24 Si un camp de loisirs dispose de matériel pour le lavage manuel, les ustensiles sont :

- a) nettoyés dans un évier contenant une solution de détergent capable d'éliminer la saleté;

- b) rincés dans un second évier dans de l'eau propre à une température d'au moins 43° Celsius;
- c) désinfectés dans un troisième évier. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*

25 (1) Les ustensiles sont désinfectés d'une des façons suivantes :

- a) immersion dans de l'eau propre à une température d'au moins 77° Celsius pendant au moins quarante-cinq secondes;
- b) immersion dans une solution chlorée propre contenant au moins 100 parties par million de chlore disponible, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- c) immersion dans une solution propre de composé d'ammonium quaternaire contenant au moins 200 parties par million, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- d) immersion dans une solution propre contenant au moins vingt-cinq parties par million d'iode disponible, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- e) immersion dans n'importe quelle solution contenant un agent désinfectant non toxique, dont l'action bactéricide donne au moins des résultats aussi efficaces que les méthodes décrites aux alinéas a), b) ou c) et pour lequel il existe un réactif d'essai commode à utiliser.

(2) Un réactif d'essai permettant de déterminer la concentration de désinfectant et un thermomètre de précision pour déterminer la température de la solution désinfectante sont facilement disponibles à l'endroit du camp de loisirs où s'effectue la désinfection. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

26 Malgré les articles 24 et 25, les ustensiles autres que ceux qui entrent directement en contact avec un produit laitier ou des aliments prêts à servir peuvent être nettoyés et désinfectés en une seule opération si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le produit chimique employé a été conçu pour cet usage;
- b) le contenant du produit comporte un mode d'emploi indiquant la température et la durée de trempage optimales;
- c) le produit est utilisé conformément au mode d'emploi;
- d) un réactif d'essai est facilement disponible sur les lieux pour déterminer la concentration d'agent désinfectant;
- e) les ustensiles ainsi traités sont rincés à fond avec de l'eau propre. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

27 (1) L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le matériel mécanique qui sert à nettoyer et désinfecter les ustensiles soit :

- a) construit, conçu et entretenu de façon que :
 - (i) l'eau de lavage soit toujours suffisamment propre pour laver la vaisselle et soit maintenue à une température d'au moins 60° Celsius et d'au plus 71° Celsius,
 - (ii) le rinçage désinfectant soit fait avec, selon le cas :
 - (A) une eau maintenue à une température d'au moins 82° Celsius, chaque cycle désinfectant durant au moins dix secondes,
 - (B) l'une des solutions chimiques décrites aux alinéas 25 (1) b), c), d) ou e);

- b) équipé de thermomètres indiquant les températures de lavage et de rinçage et installés là où ils sont facilement lisibles.

(2) L'exploitant peut utiliser une machine ou un dispositif autre que le matériel mécanique décrit au paragraphe (1) si ceux-ci, selon le médecin-hygiéniste, nettoient et désinfectent efficacement les ustensiles et donnent, lors de la numération bactérienne effectuée sur les ustensiles, un nombre en deçà des limites fixées à l'article 29. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

28 Si le matériel de traitement des aliments d'un camp de loisirs est nettoyé et désinfecté sur place sans être démonté, l'exploitant veille à ce que les directives concernant :

- a) les produits chimiques employés pour le nettoyage et la désinfection;
- b) la concentration des solutions chimiques employées;
- c) la durée pendant laquelle le matériel a été en contact avec les produits chimiques;
- d) les méthodes employées pour nettoyer et désinfecter le matériel,

soient affichées dans un lieu accessible à la personne chargée du nettoyage et de la désinfection du matériel. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

29 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, le dénombrement sur plaque obtenu pour un article à usages multiples ne dépasse pas 100 colonies bactériennes après le nettoyage et la désinfection et avant la réutilisation, lors des tests réalisés selon la méthode reconnue pour le dénombrement sur plaque, en utilisant la technique du prélèvement au tampon stérile. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

30 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ustensiles qui ont été nettoyés et désinfectés soient transportés et entreposés de façon à éviter toute contamination. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

31 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ustensiles trop grands pour être nettoyés et désinfectés dans des éviers ou à l'aide d'autres machines soient nettoyés ou frottés avec une solution de détergent, rincés à l'eau propre et, selon le cas :

- a) rincés à l'eau chaude ou passés à la vapeur de façon à obtenir une température d'au moins 82° Celsius sur la surface traitée;
- b) rincés par pulvérisation ou non avec l'une des solutions chimiques décrites au paragraphe 25 (1) mais en doublant la concentration prescrite dans le mode d'emploi. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

ENLÈVEMENT DES ORDURES ET DÉTRITUS

32 L'exploitant veille à ce que, dans chaque camp qu'il exploite, les ordures et détrituts soient :

- a) déposés dans des contenants étanches et résistants dotés de couvercles bien ajustés ou à fermeture automatique;
- b) enlevés après chaque repas des pièces où des aliments sont préparés, servis ou entreposés;
- c) ramassés quotidiennement et entreposés hygiéniquement jusqu'à leur enlèvement final. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

SÉCURITÉ AQUATIQUE

33 Si un camp de loisirs comporte une zone riveraine utilisée pour des activités aquatiques, l'exploitant veille à ce que la zone en question soit exploitée conformément aux articles 34, 35 et 36. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

34 (1) Toute zone riveraine d'un camp de loisirs qui est utilisée pour des activités aquatiques est placée sous la surveillance d'un directeur de zone riveraine âgé d'au moins dix-huit ans et détenant l'une des qualifications suivantes, obtenue au cours des deux années précédant son entrée en fonction à titre de directeur de zone riveraine :

1. Carte de sauveteur national, délivrée par le Service national des sauveteurs.
2. Médaille de bronze et brevet de moniteur en sauvetage aquatique de la Société royale de sauvetage Canada.
3. L'un des certificats, brevets ou attestations suivants, avec deux années d'expérience en surveillance de baignade :
 - i. Médaille de bronze de la Société royale de sauvetage Canada ou un brevet qui lui est supérieur,
 - ii. Certificat d'animateur en sécurité aquatique ou de moniteur en sécurité aquatique de la Société canadienne de la Croix-Rouge,
 - iii. Attestation de sauvetage de base ou senior de la Young Men's Christian Association,
 - iv. Certificat que le médecin-hygiéniste juge équivalent à l'un des certificats ou attestations visés à la sous-disposition ii ou iii.

(2) Le directeur de zone riveraine veille à ce que, lorsqu'elle est utilisée, la zone riveraine du camp de loisirs compte le nombre de surveillants calculé en fonction du tableau suivant :

TABLEAU

Nombre de surveillants	Nombre de baigneurs
2	1 à 25
3	26 à 100
Il faut un surveillant supplémentaire pour chaque tranche de vingt-cinq baigneurs ou moins dans l'eau, s'il y a plus de 100 baigneurs.	

(3) Malgré la surveillance exigée aux termes du paragraphe (2), si la zone riveraine du camp est utilisée par des personnes qui ne savent pas nager, des personnes présentant une incapacité mentale ou physique, ou des campeurs âgés de moins de cinq ans, le directeur de zone riveraine veille à ce qu'il y ait une surveillance supplémentaire qui, à son avis, est suffisante compte tenu des catégories et du nombre d'enfants utilisant la zone en question.

(4) Chaque surveillant dans un camp de loisirs a au moins seize ans et est titulaire de la médaille de bronze de la Société royale de sauvetage Canada ou possède des aptitudes qui, de l'avis du médecin-hygiéniste, sont équivalentes à celles requises pour recevoir la médaille de bronze. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

35 Chaque directeur de zone riveraine d'un camp de loisirs veille à ce que le matériel suivant soit facilement accessible dans la zone riveraine en cas d'urgence :

1. Un ou plusieurs dispositifs de sauvetage flottants attachés à une boucle d'épaulement à l'aide d'une ligne de six millimètres de diamètre et d'au moins 1,60 mètre de longueur.
2. Une ou plusieurs perches de trois mètres de longueur ou plus.
3. Un ou plusieurs dispositifs flottants à lancer, attachés à une ligne de six millimètres de diamètre et d'au moins huit mètres de longueur.
4. Une planche d'immobilisation du rachis.
5. Une planche à rame ou une embarcation, si une partie quelconque de la zone de baignade se trouve à plus de cinquante mètres de la rive.
6. Un nécessaire de premiers soins comprenant des fournitures en quantité suffisante pour répondre aux besoins des campeurs, et notamment :
 - i. des ciseaux,
 - ii. des bandages triangulaires,
 - iii. des bandages stériles hydrofuges,
 - iv. des tampons de gaze stérile (cinquante millimètres sur cinquante millimètres et 100 millimètres sur 100 millimètres),
 - v. des rouleaux et des pansements conformables en gaze,
 - vi. du sparadrap imperméable,
 - vii. des couvertures et des oreillers,
 - viii. des épingle de sûreté,
 - ix. des pincettes,
 - x. des sacs réfrigérants,
 - xi. de la solution antiseptique,
 - xii. des formules de rapport de premiers soins. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

36 Le directeur de zone riveraine d'un camp de loisirs veille à ce que des directives écrites existent en ce qui concerne les mesures d'urgence et opérationnelles à suivre en cas d'accident ou d'urgence dans la zone riveraine et que tous les surveillants soient formés à ces mesures. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

37 Dans le présent règlement, l'expression « médecin-hygiéniste » désigne le médecin-hygiéniste du conseil de santé de la circonscription sanitaire dans laquelle se trouve le camp de loisirs concerné. Règl. de l'Ont. 603/91, art. 1, *en partie*.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 604/91.

Slaughterhouses and Meat Processing Plants.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 293/84
MADE UNDER THE
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1. Ontario Regulation 293/84 is amended by adding the following French version:

ABATTOIRS ET ÉTABLISSEMENTS DE TRAITEMENT
DES VIANDES

DÉFINITIONS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« animal » Animal domestique dont la viande est destinée à la consommation humaine, y compris la volaille. (« animal »)

« carcasse » La carcasse entière d'un animal. (« carcass »)

« désinfection » Traitement antimicrobien; « désinfecter » a un sens correspondant. (« sanitizing », « sanitize »)

« employé » Toute personne qui :

(i) est employée dans un abattoir ou un établissement de traitement des viandes,

(ii) manipule ou entre en contact avec de la viande ou un produit manufacturé à base de viande dans un établissement. (« employée »)

« établissement » Abattoir ou établissement de traitement des viandes. (« plant »)

« établissement de traitement des viandes » Établissement dans lequel la viande est traitée ou utilisée pour la production d'un produit manufacturé à base de viande, et qui est situé au même endroit qu'un abattoir. (« meat processing plant »)

« exploitant » Personne qui assume la responsabilité et le contrôle des activités d'un abattoir, même s'il y a plus d'un exploitant par abattoir. (« operator »)

« produit manufacturé à base de viande » Aliment produit par traitement et dont la viande est un ingrédient, contenant de la viande traitée par salage, saumurage, fermentation, mise en boîte, séchage ou fumage, ou par tout autre procédé comportant un traitement thermique, ou auquel ont été ajoutés des graisses comestibles, des céréales, des condiments ou du sucre. (« manufactured meat product »)

« ustensile » Article ou matériel employé pour abattre un animal ou traiter des produits à base de viande. (« utensil »)

« viande » Chair et organes d'animaux destinés à l'alimentation. (« meat »)

« volaille » Poulets, canards, oies, dindes et autres volatiles. (« poultry ») Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

2 Le présent règlement ne s'applique pas :

a) soit à un agriculteur qui abat son propre animal sur sa propriété et pour sa propre consommation;

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION
ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 604/91

Abattoirs et établissements de traitement des viandes
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 293/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 293/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

b) soit à un dépôt d'aliments où sont fabriqués des produits à base de viande et auquel s'applique le Règlement de l'Ontario 243/84. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Nul n'abat un animal destiné à l'alimentation ailleurs que dans un abattoir.

(2) Nul ne traite de la viande ni n'utilise de la viande pour confectionner un produit manufacturé à base de viande ailleurs que dans un établissement de traitement des viandes ou un dépôt d'aliments.

(3) Quiconque abat un animal, traite de la viande, ou confectionne un produit manufacturé à base de viande dans un établissement le fait en conformité avec le présent règlement.

(4) Quiconque entreprend de construire, exploiter ou entretenir un établissement le fait en conformité avec le présent règlement. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

4 Nul ne crée un établissement ni ne construit des locaux destinés à servir à cet usage sans avoir au préalable :

a) averti le médecin-hygiéniste de ses intentions;

b) fourni au médecin-hygiéniste deux copies des plans ou du devis de construction des locaux que l'on se propose d'utiliser ou de construire. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

CONSTRUCTION ET AMÉNAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS

5 Chaque établissement :

a) est situé dans un lieu dont l'état ne risque pas d'avoir des effets préjudiciables sur la salubrité de l'exploitation de l'établissement;

b) est construit et achevé de façon à ce qu'il soit possible d'y faire régner des conditions d'hygiène satisfaisantes;

c) est équipé d'installations frigorifiques permettant d'y maintenir les températures prescrites par le présent règlement;

d) a au moins :

(i) un éclairage de 538 lux dans chaque zone d'abattage et de traitement des viandes,

(ii) un éclairage de 322 lux dans les autres zones;

e) est ventilé de façon à empêcher toute condensation susceptible de contaminer les aliments. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Chaque abattoir est équipé :

- a) d'enclos à bétail permettant de parquer les animaux avant l'abattage;
- b) de matériel permettant de manipuler et d'assommer les animaux sans cruauté;
- c) d'une salle d'abattage destinée à l'abattage des animaux;
- d) d'une chambre de réfrigération permettant de réfrigérer immédiatement la viande après l'abattage d'un animal;
- e) d'une chambre d'entreposage permettant d'entreposer les déchets non comestibles et la viande impropre à la consommation.

(2) Le matériel destiné à assommer sans cruauté les animaux mentionné à l'alinéa (1) b), n'est employé que dans la salle d'abattage.

(3) Les abattoirs qui salent les peaux comprennent une salle aménagée à cet effet. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

7 Chaque établissement de traitement des viandes est équipé :

- a) d'une salle de traitement permettant d'effectuer les diverses opérations de traitement de la viande;
- b) d'un espace réfrigéré permettant d'entreposer la viande et les produits manufacturés à base de viande. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

8 Chaque établissement dispose d'une alimentation en eau potable chaude et froide sous pression, suffisante pour permettre son exploitation selon des normes de rendement satisfaisantes. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

9 Les sols ont une surface lisse, sont imperméables aux liquides et disposent d'un système d'écoulement :

- a) dans les enclos à bétail;
- b) dans les salles d'abattage;
- c) dans les salles où des carcasses, de la viande ou des produits à base de viande sont réfrigérés, fabriqués, traités ou entreposés. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

10 Il n'y a pas de bassin collecteur dans les pièces où les animaux sont abattus et où la viande est traitée, préparée ou entreposée. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

11 Les murs des pièces dans lesquelles les animaux sont abattus, de la viande est traitée ou entreposée et des produits manufacturés à base de viande sont fabriqués ou entreposés sont construits en un matériau lisse et imperméable aux liquides. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

12 Dans un établissement, toutes les ouvertures vers l'extérieur sont munies de grillages conçus pour empêcher la pénétration des insectes, des rongeurs ou de la vermine, ou sont protégées par d'autres dispositifs remplissant la même fonction. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

13 Les ustensiles sont conçus de telle façon et fabriqués en un matériau tel qu'ils puissent être nettoyés facilement à fond et désinfectés. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

14 Les rails, étagères et crochets utilisés dans un établissement sont :

- a) construits en métal;
- b) disposés de façon à éviter tout contact entre la viande ou un produit manufacturé à base de viande et un mur ou le sol. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

15 Les tables, bancs, billots et contenants utilisés dans un établissement :

- a) ne sont ni fissurés, ni fendus;
- b) sont entretenus de façon à rester propres, conformes aux normes d'hygiène et en bon état. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

16 Les contenants utilisés pour recueillir la graisse et pour préparer ou entreposer les pièces de viande autres que celles destinées à la consommation :

- a) sont construits en métal ou en plastique;
- b) portent une marque indiquant l'usage auquel ils sont affectés;
- c) ne sont pas utilisés à d'autres fins;
- d) sont entretenus de façon à rester propres et en bon état. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

17 Chaque salle réfrigérée faisant partie d'un établissement est équipée d'un thermomètre à lecture directe dont le degré de précision est connu. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

18 Dans chaque établissement, une cuvette spéciale est mise à la disposition des employés à un endroit pratique, pour qu'ils puissent se laver les mains dans chaque zone de traitement, de préparation et de fabrication, ainsi que de l'eau chaude et froide en quantité suffisante et du savon ou du détergent présenté dans un distributeur, et :

- a) soit des serviettes jetables propres;
- b) soit un essuie-mains à rouleau dans un dévidoir mécanique et une réserve de serviettes en papier. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

ENTRETIEN

19 Les sols, murs et plafonds des établissements sont entretenus de façon à être gardés en état de propreté et conformes aux normes d'hygiène. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

20 (1) Les déchets solides et liquides provenant de l'exploitation d'un établissement sont évacués dans le respect des normes d'hygiène.

(2) L'exploitant ne laisse pas les détritres s'accumuler dans l'établissement ou les locaux qui en font partie, ou à proximité, sauf s'ils sont déposés dans des contenants étanches. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

21 La présence d'animaux autres que ceux destinés à être abattus n'est pas autorisée dans l'établissement. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

NETTOYAGE ET DÉSINFECTION

22 (1) Les articles 23 à 31 s'appliquent aux ustensiles et au matériel de nettoyage employés dans un établissement.

(2) Tous les ustensiles employés dans un établissement sont nettoyés et désinfectés avant d'être utilisés et à la fin de chaque journée de travail, et sont entretenus de façon à rester toujours propres et désinfectés.

(3) Les ustensiles utilisés dans un établissement qui ont été en contact avec des matières contaminées sont immédiatement nettoyés et désinfectés. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

23 (1) Le matériel et les installations prévus pour le nettoyage et la désinfection des ustensiles sont exclusivement réservés à cette fin et comprennent, selon le cas :

- a) du matériel mécanique;
- b) du matériel pour le lavage manuel comportant :

- (i) un évier à trois bacs ou trois éviers en matériau résistant à la corrosion, suffisamment grands pour permettre de nettoyer à fond et désinfecter les ustensiles,
- (ii) un évier double ou deux éviers en matériau résistant à la corrosion pour nettoyer et désinfecter les ustensiles, si le lavage et le rinçage peuvent se faire efficacement dans un évier et la désinfection dans l'autre, conformément aux recommandations du paragraphe 26 (1),
- (iii) des égouttoirs en matériau résistant à la corrosion.

(2) Si les éviers mentionnés au sous-alinéa (1) b) (i) ou (ii) ne suffisent pas pour assurer le nettoyage et la désinfection efficaces des ustensiles, des éviers supplémentaires sont prévus à cet effet.

(3) Le sous-alinéa (1) b) (ii) ne s'applique pas au nettoyage et à la désinfection des ustensiles qui sont directement en contact avec des aliments prêts à servir. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

24 Le nettoyage, le rinçage et la désinfection des ustensiles sont effectués dans l'ordre indiqué par les alinéas a), b) et c), et si un matériel destiné à permettre le lavage manuel est utilisé, les ustensiles sont :

- a) nettoyés dans une solution de détergent capable d'éliminer la saleté;
- b) rincés dans de l'eau propre à une température d'au moins 43° Celsius;
- c) désinfectés. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

25 (1) Les ustensiles sont désinfectés au moyen de l'un des processus suivants :

- a) immersion dans de l'eau propre à une température d'au moins 77° Celsius pendant au moins quarante-cinq secondes;
- b) immersion dans une solution chlorée propre contenant au moins 100 parties par million de chlore disponible, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- c) immersion dans une solution propre de composé d'ammonium quaternaire contenant au moins 200 parties par million, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- d) immersion dans une solution propre contenant au moins vingt-cinq parties par million d'iode disponible, à une température d'au moins 24° Celsius, pendant au moins quarante-cinq secondes;
- e) immersion dans n'importe quelle solution contenant un agent désinfectant non toxique, dont l'action bactéricide donne des résultats au moins égaux à ceux obtenus avec les produits recommandés aux alinéas a), b), c) ou d) et pour lequel on dispose d'un réactif d'essai facilement utilisable.

(2) Un réactif d'essai permettant de déterminer la concentration de désinfectant et un thermomètre de précision permettant de déterminer la température de la solution désinfectante sont gardés à portée de la main à l'endroit où il est procédé à la désinfection. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

26 (1) Malgré les articles 24 et 25, les ustensiles peuvent être nettoyés et désinfectés en une seule opération pour autant que :

- a) le produit chimique employé a été conçu à cette fin;
- b) le récipient du produit comporte un mode d'emploi indiquant la température et la durée de trempage optimales;
- c) le produit est utilisé conformément au mode d'emploi;

- d) un réactif d'essai est disponible sur les lieux pour déterminer la concentration d'agent désinfectant;
- e) les ustensiles ainsi traités sont rincés à fond avec de l'eau propre.

(2) Si les ustensiles sont en contact direct avec des aliments prêts à servir et que l'on applique la méthode exposée au paragraphe (1) pour les nettoyer et les désinfecter, on effectue un rinçage désinfectant final conformément au paragraphe 25 (1). Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

27 Le matériel mécanique est :

- a) construit, conçu et entretenu de façon que :
 - (i) l'eau de lavage soit toujours suffisamment propre pour nettoyer les ustensiles et soit maintenue à une température d'au moins 60° Celsius et d'au plus 71° Celsius,
 - (ii) le rinçage désinfectant soit fait avec, selon le cas :
 - (A) une eau maintenue à une température d'au moins 82° Celsius, chaque cycle désinfectant durant au moins dix secondes,
 - (B) l'une des solutions chimiques décrites à l'alinéa 25 (1) b), c), d) ou e);
- b) équipé de thermomètres indiquant les températures de lavage et de rinçage et installés de façon à ce que les valeurs indiquées soient facilement lisibles. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

28 Les ustensiles trop grands pour être nettoyés et désinfectés dans un évier ou à l'aide d'autres machines sont nettoyés ou frottés avec une solution de détergent, rincés à l'eau propre et, selon le cas :

- a) arrosés ou rincés à l'eau chaude ou à la vapeur de façon à obtenir une température d'au moins 82° Celsius sur la surface traitée;
- b) arrosés ou rincés avec une solution chimique d'un type décrit au paragraphe 25 (1), en doublant la concentration prescrite dans le mode d'emploi du produit. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

29 Les ustensiles qui ont été nettoyés et désinfectés sont transportés et entreposés de façon à éviter toute contamination. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

EXPLOITATION

30 Les produits manufacturés à base de viande qui sont habituellement consommés sans cuisson supplémentaire subissent un traitement suffisant pour détruire les bactéries pathogènes, les parasites et les formes kystiques de parasites. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

31 (1) La viande, les produits manufacturés à base de viande et tous les ingrédients ou matières utilisées pour traiter ou produire des viandes ou fabriquer des produits à base de viande sont conservés dans un endroit et d'une façon tels qu'ils ne risquent pas d'être contaminés.

(2) La viande ne doit pas entrer en contact direct avec le sol ou les murs de l'établissement.

(3) Les contenants de viande ou de produits manufacturés à base de viande ne doivent pas être placés directement sur le sol. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

32 Les viandes ou produits manufacturés à base de viande qui ne sont pas considérés comme des aliments :

- a) soit ne doivent pas être laissés dans une salle où est préparée, traitée, emballée, réfrigérée ou entreposée de la viande destinée à la consommation;

- b) soit ne doivent pas entrer en contact avec tout matériel ou matière servant à préparer, traiter, entreposer ou manipuler des viandes destinées à la consommation. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

33 Nul exploitant ne permet qu'un animal mort ou mourant soit introduit dans l'établissement. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

34 Les températures suivantes sont maintenues dans l'établissement :

1. Dans une salle réfrigérée, pas moins de 0° Celsius et pas plus de 5° Celsius.
2. Dans une salle où sont entreposés de la viande ou des produits manufacturés à base de viande, pas moins de 0° Celsius et pas plus de 5° Celsius.
3. Dans une salle où de la viande ou des produits manufacturés à base de viande sont salés, pas moins de 3° Celsius et pas plus de 5° Celsius.
4. Dans une chambre de surgélation, moins 18° Celsius. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

35 La viande ou les produits manufacturés à base de viande ne sont pas expédiés par un établissement en vue d'être distribués en tant qu'aliments surgelés à moins d'avoir d'abord été congelés à moins 18° Celsius. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

36 Tout produit directement appliqué sur de la viande pour y apposer une marque est constitué d'ingrédients comestibles et non toxiques. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

37 Les substances toxiques nécessaires pour faire régner des conditions d'hygiène satisfaisantes sont :

- a) rangées dans un compartiment distinct de ceux qui contiennent des aliments, de façon à écarter tout risque de contamination des surfaces de préparation et des ustensiles;
- b) rangées dans un contenant portant une étiquette sur laquelle le contenu est clairement indiqué;
- c) utilisées uniquement de telle façon et dans des conditions telles qu'elles ne puissent en aucun cas contaminer les aliments ni constituer un risque pour la santé. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

38 Tout exploitant ou employé qui manipule ou qui entre en contact avec de la viande ou un produit manufacturé à base de viande, ou un ustensile employé pour préparer, traiter ou servir de la viande doit :

- a) s'abstenir de fumer pendant l'exécution de ces tâches;
- b) être propre;
- c) porter des vêtements de dessus propres;
- d) porter un couvre-chef recouvrant les cheveux;
- e) se soumettre aux examens et tests médicaux exigés par le médecin-hygiéniste pour confirmer l'absence d'un ou plusieurs agents contagieux mentionnés à l'alinéa f);
- f) ne pas être affecté par une maladie susceptible de se propager par l'intermédiaire des aliments, et n'en est pas porteur;
- g) se laver les mains avant de commencer ou de reprendre son travail et après chaque visite aux toilettes ou à l'urinoir. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

39 Chaque établissement est doté de locaux distincts, l'un pour les hommes et l'autre pour les femmes, permettant aux employés de se laver et de se changer. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

INSTALLATIONS SANITAIRES

40 (1) Chaque établissement met à la disposition des employés et de l'exploitant au moins une installation sanitaire distincte pour chaque sexe, étant entendu toutefois que si le nombre total d'employés ne dépasse pas cinq personnes, la même installation peut être utilisée par les employés des deux sexes.

(2) Les installations sanitaires :

- a) sont situées à un endroit commode et facilement accessible pour les employés;
- b) sont pourvues de murs allant du plancher au plafond, et d'une porte de hauteur normale, hermétique et à fermeture automatique;
- c) sont pourvues de cloisons entre les cabinets de toilette et de portes assurant l'intimité nécessaire pour l'utilisation des toilettes;
- d) sont identifiées par des panneaux indiquant clairement le sexe des personnes auxquelles elles sont destinées;
- e) sont tenues en tout temps en état de propreté et de salubrité, et en bon état de fonctionnement.

(3) Les installations sanitaires comportent :

- a) au moins une toilette;
- b) au moins un lavabo;
- c) une réserve de papier de toilette;
- d) une alimentation constante en eau courante chaude et froide;
- e) un distributeur de savon ou de détergent;
- f) un récipient de construction solide et facile à nettoyer, avec couvercle à fermeture automatique, dans lequel on peut déposer les serviettes usagées et autres articles de rebut;
- g) une serviette en toile à rouleau continu, montée sur un dispositif mécanique, ainsi qu'une réserve de serviettes en papier, une réserve de serviettes propres à usage unique ou un séchoir à air chaud.

(4) Les toilettes, dont le siège est ouvert à l'avant, sont équipées d'une chasse d'eau.

(5) Les lavabos, urinoirs et toilettes sont nettoyés et désinfectés au moins une fois par jour ouvrable, et aussi souvent qu'il le faut pour les maintenir en un état de salubrité satisfaisant. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

REGISTRES

41 (1) Chaque exploitant tient un registre dans lequel il consigne chaque achat de bétail et de viande destinée au traitement et à la fabrication de produits, et chaque opération d'abattage; ce registre indique :

- a) le nom et l'adresse de la personne à qui l'on a acheté la viande ou le bétail, ainsi que la date de l'achat;
- b) le nombre et le genre d'animaux abattus, ainsi que la date de l'abattage.

(2) Tout registre tenu en vertu du paragraphe (1) est mis à la disposition du médecin-hygiéniste ou de l'inspecteur de la santé qui demande à l'inspecter, et est conservé par l'exploitant pendant un an après la date de la dernière écriture. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

42 (1) Les produits manufacturés à base de viande portent une marque, un tampon ou une étiquette indiquant l'établissement de traitement des viandes dont ils proviennent, et, dans le cas de produits manufacturés à base de viande emballés en vrac, la marque de l'établissement est apposée sur le contenant dans lequel ils sont expédiés.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à un produit manufacturé à base de viande entreposé, vendu ou mis en vente dans un point de vente au détail de l'établissement d'origine. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

43 Dans le présent règlement, un renvoi au médecin-hygiéniste ou à l'inspecteur de la santé publique s'entend, selon le cas, du médecin-hygiéniste ou de l'inspecteur de la santé publique du conseil de santé de la circonscription sanitaire où est situé l'établissement dont il est question. Règl. de l'Ont. 604/91, art. 1, *en partie*.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 605/91.

School Health Services and Programs.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION
ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 605/91

Services et programmes de santé scolaire
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 516/84
MADE UNDER THE

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1. Ontario Regulation 516/84 is amended by adding the following French version:

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 516/84
PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DE 1983
SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 516/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

SERVICES ET PROGRAMMES DE SANTÉ SCOLAIRE

1 Les programmes et services de santé énumérés dans la colonne 1 du tableau sont prescrits aux fins du paragraphe 6 (1) de la Loi pour les catégories d'élèves désignées en regard, dans la colonne 2 du tableau :

Article	COLONNE 1	COLONNE 2
	Programmes et services de santé	Catégories d'élèves
1.	Constitution d'un dossier médical consistant à : a) obtenir du père, de la mère ou du tuteur de l'élève ses antécédents concernant sa santé et son immunisation; b) effectuer les tests de vision et d'audition pour vérifier l'acuité visuelle et auditive; c) observer et enregistrer toute anomalie observable.	Élèves entrant à l'école pour la première fois.
2.	Conseiller au père, à la mère ou au tuteur d'un élève de consulter un médecin généraliste, un optométriste, un ophtalmologiste, un oto-rhino-laryngologiste ou un audiologiste.	Élèves mentionnés à l'article 1 chez qui un problème de santé a été décelé.
3.	Deux tests de vision s'ajoutant à ceux effectués en vertu de l'article 1 pour le dépistage précoce des déficiences visuelles.	Élèves de la troisième à la huitième année ou élèves âgés de 8 à 13 ans, en comptant au minimum 3 ans entre le deuxième test de vision et le troisième.
4.	Conseiller au père, à la mère ou au tuteur d'un élève de consulter un médecin généraliste, un optométriste ou un ophtalmologiste.	Élèves mentionnés à l'article 3 chez qui une éventuelle déficience visuelle a été décelée.
5.	Test d'audition en plus de celui qui a été effectué en vertu de l'article 1 pour le dépistage précoce des déficiences auditives.	Élèves de deuxième année ou effectuant leur deuxième année de scolarité.

Article	COLONNE 1	COLONNE 2
	Programmes et services de santé	Catégories d'élèves
6.	Conseiller au père, à la mère ou au tuteur d'un élève de consulter un médecin généraliste, un oto-rhino-laryngologiste ou un audiologiste.	Élèves mentionnés à l'article 5 chez qui d'éventuels troubles auditifs ont été décelés.
7.	Services de consultation à l'égard de problèmes de santé.	Élèves des écoles primaires et secondaires.
8.	Offre de services de personnel spécialisé et de renseignements en matière d'hygiène.	Élèves des écoles primaires et secondaires.
9.	Évaluation du statut immunologique.	Élèves qui entrent à l'école pour la première fois en Ontario.
10.	Immunisation contre certaines maladies désignées dans la <i>Loi de 1982 sur l'immunisation des élèves</i> .	Élèves qui entrent à l'école pour la première fois en Ontario et qui n'ont pas été vaccinés conformément aux exigences de la <i>Loi de 1982 sur l'immunisation des élèves</i> et des règlements qui l'accompagnent et qui n'ont pas accès à un médecin généraliste.
11.	Programme de fluoration (c.-à-d. rince-bouche fluoré dispensé chaque semaine ou toutes les deux semaines à l'école, ou fourniture quotidienne de comprimés ou de suppléments au fluorure).	Élèves de la première à la huitième année des écoles situées dans des régions où le taux de fluorure présent dans l'eau potable est inférieur à 0,7 partie par million.
12.	Un examen dentaire (c.-à-d. examen des dents et des tissus de la cavité buccale).	Élèves âgés de 5, 7, 9, 11 et 13 ans.
13.	Conseiller au père, à la mère ou au tuteur d'un élève de consulter un dentiste.	Élèves mentionnés à l'article 12 chez qui on a constaté la nécessité de recevoir des soins dentaires.
14.	Application locale de fluorure et instructions sur l'hygiène dentaire.	Élèves du jardin d'enfants à la huitième année qui présentent de nombreuses caries.
15.	Programme d'hygiène dentaire comprenant au moins les éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> 1. Renseignements sur la nutrition. 2. Renseignements sur les bonnes habitudes d'hygiène dentaire et l'importance de visites régulières chez le dentiste. 3. Cours d'une durée totale de trente minutes sur les causes des caries dentaires, les maladies périodontiques, de même que sur la structure et la fonction des dents, donné chaque année scolaire dans toutes les classes. 	Élèves du jardin d'enfants à la huitième année.
16.	Cours d'hygiène buccodentaire comprenant, mais sans s'y limiter, des instructions sur la façon de se brosser les dents, d'utiliser la soie dentaire et de révéler la plaque dentaire.	Au moins sept cours entre le jardin d'enfants et la huitième année.
17.	Suivi des conseils donnés aux articles 2, 4, 6 et 13 pour évaluer les mesures correctives adoptées.	Élèves chez qui un problème de santé a été décelé.

Règl. de l'Ont. 605/91, art. 1, *en partie*.

2 Lorsque la loi exige qu'un consentement soit obtenu avant de pouvoir dispenser les services ou traitements de santé prévus aux termes du présent règlement, c'est à la personne dispensant le service qu'il incombe d'obtenir ce consentement. Règl. de l'Ont. 605/91, art. 1, *en partie*.

3 Chaque conseil de santé effectuant les examens dentaires mentionnés à l'article 12 du tableau doit fournir au ministère des renseignements statistiques sur l'état dentaire des enfants examinés. Règl. de l'Ont. 605/91, art. 1, *en partie*.

44/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 606/91.

Reports.

Made—October 16th, 1991.

Filed—October 17th, 1991.

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 606/91

Rapports

pris—le 16 octobre 1991

déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 490/85
MADE UNDER THE
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 490/85
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA
PROMOTION DE LA SANTÉ

1. Forms 1a and 2 of Ontario Regulation 490/85 are revoked.
2. The Regulation is amended by adding the following French version:

1. Les formules 1a et 2 du Règlement de l'Ontario 490/85 sont abrogées.
2. Le règlement est modifié par adjonction de la version française suivante :

RAPPORTS

1 (1) Un rapport que prévoit l'article 25, 26 ou 27 de la Loi doit contenir les renseignements suivants sur la personne qui en est l'objet :

5. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète du médecin ou du dentiste qui traite la personne. Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, *en partie*.

4 Un rapport dressé en vertu de l'article 30 de la Loi doit contenir les renseignements suivants sur la personne décédée :

1. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète.
2. La date de naissance complète.
3. Le sexe.
4. La date d'apparition des symptômes.

1. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète.
2. La date de naissance complète.
3. La date de décès complète.

(2) Toute personne qui dresse un rapport en vertu de l'article 25 ou 26 de la Loi et qui fournit les renseignements énoncés au paragraphe (1) doit communiquer au médecin-hygiéniste, sur sa demande, tous les renseignements supplémentaires relatifs à la maladie à déclaration obligatoire ou à la maladie transmissible, selon le cas, qu'il estime nécessaires.

4. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète du médecin traitant de la personne décédée. Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, *en partie*.

5 Un rapport que prévoit l'article 25 ou 26 de la Loi doit contenir les renseignements suivants, en plus des renseignements exigés au paragraphe (1) :

(3) Malgré le paragraphe (1), un rapport que prévoit l'article 25 ou 26 de la Loi doit être rédigé selon la formule 1 ou 1a, selon le cas, s'il s'agit de la tuberculose, et selon la formule 2 s'il s'agit de la lèpre. Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, *en partie*.

2 Un rapport que prévoit l'article 28 de la Loi doit contenir les renseignements suivants sur l'élève qui en est l'objet :

1. Syphilis :
 - i. La date du diagnostic.
 - ii. Le nom et l'adresse du médecin traitant de la personne.
 - iii. Le nom de l'hôpital et la date d'admission si la personne est hospitalisée.
 - iv. La durée de l'infection et le stade atteint par l'infection.
 - v. Les médicaments et la posologie employés lors du traitement précédent de l'infection, le cas échéant.
 - vi. S'il y a eu un traitement précédent, la date et l'endroit où le traitement a été administré ainsi que le nom du médecin responsable de l'administration du traitement.
 - vii. Le traitement en cours de l'infection, le cas échéant, en indiquant les médicaments et posologies employés.
 - viii. Si un traitement est en cours, la date et l'endroit où le traitement est administré ainsi que le nom du médecin responsable de l'administration du traitement.
 - ix. Les résultats de laboratoire, y compris les tests sérologiques, les examens microscopiques et les examens du liquide céphalo-rachidien.
 - x. Le nom de la personne chargée de rechercher les sujets contacts du malade.

1. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète.
2. La date de naissance complète.
3. Le sexe.
4. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète de l'école fréquentée par l'élève. Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, *en partie*.

3 Un rapport dressé en vertu du paragraphe 29 (1) de la Loi doit être présenté dans les vingt-quatre heures qui suivent l'obtention des résultats et contenir les renseignements suivants sur la personne à laquelle se rapportent ces résultats :

1. Le nom en toutes lettres et l'adresse complète.
2. La date de naissance complète.
3. Le sexe.
4. La date à laquelle a été fait le prélèvement qui a donné les résultats positifs.

2. Gonorrhée due à une souche de *Neisseria gonorrhoeae* productrice de pénicillinase :

- i. La date du diagnostic.
- ii. Le nom et l'adresse du médecin traitant de la personne.
- iii. Le nom de l'hôpital et la date d'admission si la personne est hospitalisée.
- iv. L'endroit où l'infection semble avoir été contractée.
- v. Le traitement initial de l'infection, le cas échéant, en précisant les médicaments et posologies employés.
- vi. S'il y a eu un traitement initial, la date et l'endroit où le traitement a été administré ainsi que le nom du médecin responsable de l'administration du traitement.
- vii. Le traitement efficace final, en précisant les médicaments et posologies employés.
- viii. Si un traitement a été efficace, la date et l'endroit où le traitement a été administré ainsi que le nom du médecin responsable de l'administration du traitement.
- ix. L'organisme chargé de rechercher les sujets contacts de la personne.
- x. Le nombre de sujets contacts de la personne qui ont été retrouvés.
- xi. Le nombre de sujets contacts de la personne qui s'avéraient être infectés d'une souche de *Neisseria gonorrhoeae* productrice de pénicillinase.

3. Syndrome d'immuno-déficience acquise (sida) :

- i. La date du diagnostic.
- ii. Le nom et le numéro de téléphone du médecin traitant de la personne.
- iii. Le nom de l'hôpital si la personne est hospitalisée ou si elle est un malade externe.
- iv. L'état pathologique, y compris les résultats de laboratoire et la date d'apparition des symptômes, indiquant chez la personne la présence du syndrome d'immuno-déficience acquise.
- v. Les autres facteurs pathologiques chez la personne qui peuvent avoir causé une immunosuppression (critères d'exclusion).
- vi. Le pays natal, la date d'arrivée au Canada, la race et le domicile de la personne au moment de l'apparition de la maladie.
- vii. L'état actuel de la personne infectée (en vie ou décédée) (en cas de décès, date du décès).
- viii. Les renseignements se rapportant à la période antérieure au moment où le syndrome d'immuno-déficience acquise a été diagnostiqué, en ce qui concerne, selon le cas :
 - A. les relations sexuelles de la personne avec un partenaire de sexe masculin;
 - B. les relations sexuelles de la personne avec un partenaire de sexe féminin;
 - C. l'utilisation par la personne d'aiguilles pour l'auto-injection de drogues qui n'étaient pas prescrites par un médecin;

D. le sang ou les produits du sang que la personne a reçus (donner les dates).

- ix. Les renseignements se rapportant à la période antérieure au moment où le syndrome d'immuno-déficience acquise a été diagnostiqué, en ce qui concerne les relations hétérosexuelles de la personne avec une personne qui, selon le cas :
 - A. se drogue par voie intraveineuse;
 - B. est un homme bisexuel;
 - C. est atteinte d'hémophilie ou d'un trouble de la coagulation;
 - D. est un receveur de transfusion sanguine qui a le syndrome d'immuno-déficience acquise ou une infection documentée qui a été causée par le virus de l'immuno-déficience humaine;
 - E. a le syndrome d'immuno-déficience acquise ou une infection documentée qui a été causée par le virus de l'immuno-déficience humaine;
 - F. est née ou a habité dans un pays où le syndrome d'immuno-déficience acquise se transmet principalement par les relations hétérosexuelles (préciser le pays).
 - x. Les renseignements se rapportant à la période antérieure au moment où le syndrome d'immuno-déficience acquise a été diagnostiqué, indiquant si la personne a travaillé ou travaille dans un milieu où sont donnés des services de santé ou de laboratoire clinique (indiquer la profession et le milieu).
 - xi. Les renseignements se rapportant à la période antérieure au moment où le syndrome d'immuno-déficience acquise a été diagnostiqué, indiquant s'il y a des facteurs de risque identifiables ou d'autres expositions qui pourraient constituer la source de l'infection.
 - xii. Les renseignements, dans le cas d'un enfant âgé d'au moins un an mais de moins de seize ans, indiquant si l'enfant a été infecté par transmission périnatale.
4. Fièvre de Lassa, maladie à virus de Marburg, maladie à virus Ebola et peste :
- i. La date du diagnostic.
 - ii. Le nom et l'adresse du médecin traitant de la personne.
 - iii. Le nom de l'hôpital et la date d'admission si la personne est hospitalisée.
 - iv. Les voyages hors du Canada :
 - A. La date et le point d'entrée dans le pays où la personne a contracté la maladie.
 - B. La date de départ du pays où la personne a contracté la maladie.
 - C. La date et l'heure d'entrée au Canada et, le cas échéant, la compagnie aérienne et le numéro de vol.
 - D. Les déplacements à l'intérieur du pays où la personne a contracté la maladie, en précisant les dates, les endroits et la durée des séjours.
 - E. Tout autre endroit où la personne a séjourné avant son arrivée au Canada.

- v. L'énumération des endroits visités et des moyens de transport utilisés au Canada pendant la semaine qui a précédé le moment où la maladie est apparue, et pendant la période qui a suivi.
- vi. L'exposition à l'un quelconque des facteurs suivants (préciser la date et l'heure) :
- A. Des rongeurs ou des singes.
 - B. Des personnes atteintes d'une maladie similaire.
 - C. Un virus dans un laboratoire.
- vii. Les antécédents cliniques :
- A. La date à laquelle la maladie est apparue.
 - B. Les symptômes et les signes de la maladie.
 - C. Les antécédents paludiques ou la prophylaxie antipaludique.
- viii. Les prélèvements de laboratoire :
- A. L'énumération, selon le genre et la date, de tous les prélèvements effectués.
 - B. Le nom du laboratoire où peuvent se trouver les prélèvements.
- ix. Une déclaration indiquant si une ambulance a été utilisée et, précisant le cas échéant, la date d'utilisation. Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, *en partie*.
- 6 (1) Le médecin-hygiéniste qui reçoit un rapport dressé en vertu des articles 25, 26, 27 ou 28, du paragraphe 29 (2) ou de l'article 30 doit en transmettre une copie à la Direction de la santé publique du ministère.
- (2) Si la copie d'un rapport visé au paragraphe (1) concerne une personne atteinte de l'une des maladies suivantes :
- a) l'amibiase;
 - b) la varicelle;
 - c) la diarrhée épidémique;
 - d) les infections génitales par la *Chlamydia trachomatis*;
 - e) l'herpès génital;
 - f) la gonorrhée, autre qu'une gonorrhée due à une souche de *Neisseria gonorrhoeae* productrice de pénicillinase;
 - g) la giardiase;
 - h) la grippe;
 - i) la rougeole;
 - j) les oreillons;
 - k) la coqueluche;
 - l) la rubéole,
- la copie doit être transmise après que le nom de la personne en a été supprimé. Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, *en partie*.

Formule 1a

Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé

NOTIFICATION DE NOUVEAU CAS DE TUBERCULOSE OU DE CAS DE TUBERCULOSE DE RÉINFECTION

2. Nom du malade : (Nom) (Prénoms) (Nom de jeune fille)			3. Numéro au registre : <input type="text"/>																																				
4. Sexe : M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>		5. Domicile : (N ^o) (Rue) (Cité, ville, village) (Comté, division) (Province) <input type="text"/>																																					
6. État matrimonial : M. ou Cél. <input type="checkbox"/> C.F. <input type="checkbox"/> Sép. <input type="checkbox"/> V. <input type="checkbox"/> D. <input type="checkbox"/>		7. Origine : Indien non inscrit ou Indien inscrit <input type="checkbox"/> Métis <input type="checkbox"/> Inuit <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/>		8. Date du diagnostic : Mois Année <input type="text"/>																																			
				9. Date de naissance : Jour Mois Année <input type="text"/>																																			
10. Pays natal : 995 <input type="checkbox"/> Canada <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="text"/>			15. État bacillaire : <input type="text"/> <table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th rowspan="2"></th> <th colspan="3">Microscopie</th> <th colspan="3">Culture</th> </tr> <tr> <th>Expecto-rations</th> <th colspan="2">Autre : (préciser)</th> <th>Expecto-rations</th> <th colspan="2">Autre : (préciser)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Négatif</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Positif</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>Non réalisé</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>				Microscopie			Culture			Expecto-rations	Autre : (préciser)		Expecto-rations	Autre : (préciser)		Négatif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Positif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Non réalisé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Microscopie						Culture																																
	Expecto-rations	Autre : (préciser)		Expecto-rations	Autre : (préciser)																																		
Négatif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																	
Positif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																	
Non réalisé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																	
11. Année d'arrivée au Canada : (omettre, si le malade est né au Canada) 19 <input type="text"/>																																							
Diagnostic (CIM)	Respiratoire		Pulmonaire : Tuberculose grave <input type="checkbox"/> modérée <input type="checkbox"/> minime <input type="checkbox"/> avec silicose (502) <input type="checkbox"/>																																				
			Miliaire <input type="checkbox"/> Primaire <input type="checkbox"/> Pleurésie (tuberculeuse) <input type="checkbox"/>																																				
			Laryngite tuberculeuse <input type="checkbox"/> Autres tuberculoses respiratoires (préciser) <input type="checkbox"/>																																				
		Non respiratoire : (préciser) <input type="text"/>																																					
13. a) Ce malade a-t-il déjà reçu une chimiothérapie préventive? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non 0 <input type="checkbox"/> Non précisé																																							
b) Si oui, donner la durée en mois <input type="text"/>																																							
14. a) Vaccination(s) par le BCG antérieurement? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non 0 <input type="checkbox"/> Non précisé																																							
b) Si oui, indiquer l'année du dernier BCG si elle est connue 19 <input type="text"/>																																							
16. a) Nouveau cas 1 <input type="checkbox"/> } Cocher une case b) Tuberculose de réinfection 2 <input type="checkbox"/> } seulement (i) Année de la première période d'activité 19 <input type="text"/> (ii) Pays où cette première période d'activité est survenue <input type="text"/> (iii) Médicaments antituberculeux administrés antérieurement, comme traitement, pendant plus de 90 jours : 1 <input type="checkbox"/> INH 2 <input type="checkbox"/> SM 3 <input type="checkbox"/> PAS 4 <input type="checkbox"/> EMB 5 <input type="checkbox"/> ETA 6 <input type="checkbox"/> RMP 7 <input type="checkbox"/> PZA 8 <input type="checkbox"/> CS 9 <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="text"/> 0 <input type="checkbox"/> Non précisé <input type="text"/> <input type="checkbox"/> Aucun médicament administré																																							
17. Ce cas a-t-il été découvert après le décès? 1 <input type="checkbox"/> Oui 2 <input type="checkbox"/> Non																																							

Emploi exercé par le malade		Lieu de travail			
ANTÉRIEURS	Test à tuberculine	Date du dernier test négatif	Hospitalisation : Dui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		Date d'admission
	Résultats inconnus <input type="checkbox"/> Non réalisé <input type="checkbox"/>	Date du premier test positif	Nom de l'hôpital		
PRÉSENT	Réaction de Mantoux - <input type="checkbox"/> + <input type="checkbox"/>	Diamètre de l'induration jusqu'à 5 UT mm	Le malade a-t-il besoin d'un traitement en milieu hospitalier? Dui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>		Traitement Malade externe hospitalisé administré <input type="checkbox"/>
	Autre (préciser le genre de réaction et la taille) - <input type="checkbox"/> + <input type="checkbox"/>	Non réalisé <input type="checkbox"/>	Nom du médecin ou de la clinique chargé(e) de surveiller le traitement :		
MODE DE DÉTECTION Symptômes <input type="checkbox"/> Sujet contact <input type="checkbox"/> Examen systématique <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="checkbox"/>			Médicaments prescrits INH 1 <input type="checkbox"/> SM 2 <input type="checkbox"/> PAS 3 <input type="checkbox"/> EMB 4 <input type="checkbox"/> ETA 5 <input type="checkbox"/> RMP 6 <input type="checkbox"/> PZA 7 <input type="checkbox"/> CS 8 <input type="checkbox"/>		Date de commencement de la chimiothérapie
			Autre (préciser) 9 <input type="checkbox"/>		

REMARQUES

Nom du médecin :			
Adresse		Nom du médecin-hygiéniste	
Signature du médecin	Date	Signature du médecin-hygiéniste	Date
		Nom et adresse du conseil de santé	

Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, en partie.

Form 2
Formule 2

Health Protection and Promotion Act, 1983

NOTIFICATION OF NEW ACTIVE - LEPROSY (HANSEN'S DISEASE)

DÉCLARATION - NOUVEAU CAS DE LÈPRE
(MALADIE DE HANSEN)

Name of patient/Nom du malade		Sex/Sexe M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/>	
Date of birth/Date de naissance	Country of birth/Pays natal	Permanent residence/Domicile	
Occupation/Emploi	Marital status/ État matrimonial Single <input type="checkbox"/> Married/C.L. <input type="checkbox"/> Separated <input type="checkbox"/> Widowed <input type="checkbox"/> Divorced <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e)/C.F. <input type="checkbox"/> Séparé(e) <input type="checkbox"/> Veuf(ve) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/>		
Telephone/Téléphone Bus Home Travail Domicile	Date of arrival in Canada/Date d'arrivée au Canada	Country in which infection acquired/Pays où la maladie a été contractée	
Date of first symptoms/Date des premiers symptômes	Date of first diagnosis/Date d'établissement du premier diagnostic	Date of residence in that country/Dates du séjour dans ce pays	

First diagnosis made in -/Endroit où la maladie a été diagnostiquée pour la première fois

Canada Other country/Autre pays Specify/Préciser :

CLINICAL DIAGNOSIS DIAGNOSTIC CLINIQUE	Tuberculoid Tuberculoïde	Borderline tuberculoid Limitrophe tuberculoïde	Mid-borderline Limitrophe	Lepromatous Lépromateuse	Borderline lepromatous Limitrophe lépromateuse	Indeterminate Indéterminée
	(TT) <input type="checkbox"/>	(BT) <input type="checkbox"/>	(BB) <input type="checkbox"/>	(LL) <input type="checkbox"/>	(BL) <input type="checkbox"/>	(IND) <input type="checkbox"/>
HISTOPATHOLOGICAL DIAGNOSIS DIAGNOSTIC HISTO- PATHOLOGIQUE	(TT) <input type="checkbox"/>	(BT) <input type="checkbox"/>	(BB) <input type="checkbox"/>	(LL) <input type="checkbox"/>	(BL) <input type="checkbox"/>	(IND) <input type="checkbox"/>

SLIT SKIN SMEARS/FROTTIS DE LÉSIONS CUTANÉES/(For/Pour BB, BL, LL)

Date	Nose-Blow Mucus nasal	Ear/Oreille		Elbow/Coude		Hand/Main		Knee/Genou		Other Autres régions du corps
		R/D	L/G	R/D	L/G	R/D	L/G	R/D	L/G	
(0 - 6 +) BI										
(%) MI										

LEPRONIN SKIN TEST/TEST CUTANÉ À LA LÉPRONINE

Fernandez (mm) Mitsuda (mm) Ulceration <input type="checkbox"/> Ulcération	Date treatment first commenced/Date du premier jour de traitement	Duration of treatment/Durée du traitement
---	---	--

MEDICATION(S) MÉDICAMENTS	d/j - day/jour	w/s - week/semaine	m - month/mois	Other name & Dosage Autre médicament (nom et posologie)		
	Rifampin/ Rifampicine	Dapsone	Clofazimine	Thalidomide	Prednisone	
PREVIOUS TRAITEMENT ANTÉRIEUR	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	
CURRENT AND DATE COMMENCED TRAITEMENT EN COURS ET DATE DE COMMENCEMENT	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	d/j w/s m mg/ <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	

If Admitted: Name of Hospital and Location (i.e. City, town) Si le malade a été hospitalisé, nom de l'hôpital et localité (cité, ville, village, etc.)	Admission date Date d'admission
	Discharge date Date de mise en congé

Contact follow-up by Suivi des sujets contacts par	Number of household contacts Nombre de sujets contacts au sein du ménage	Consultant Leprologist/ Léprologiste consultant
---	---	--

Name and Address of Pathologist/Nom et adresse du pathologiste	Name and Address of Physician/Nom et adresse du médecin	
	Signature of Physician/Signature du médecin	Telephone/ Téléphone

Medical Officer of Health/Médecin-hygiéniste	Name and Address of Health Unit/Nom et adresse de la circonscription sanitaire
Date of this Notification/Date de la présente déclaration	

O. Reg. 606/91, s. 2, part.
Règl. de l'Ont. 606/91, art. 2, en partie.

**LABORATORY AND SPECIMEN
COLLECTION CENTRE LICENSING ACT**

O. Reg. 607/91.
Laboratories.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 845 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
LABORATORY AND SPECIMEN
COLLECTION CENTRE LICENSING ACT**

1. Regulation 845 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

LABORATOIRES

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« directeur de laboratoire » Personne responsable de l'administration des activités scientifiques et techniques d'un laboratoire, y compris de la surveillance des tests et de la communication des résultats des tests. (« laboratory director »)

« directeur technique » Même sens que « superviseur de laboratoire ». (« technical director »)

« méthodes simples » Les méthodes spécifiées à l'annexe A. (« simple procedures »)

« pertinent » Approprié aux catégories de tests pour lesquelles le laboratoire détient un permis. (« relevant »)

« superviseur de laboratoire » Personne qui, sous la surveillance générale du directeur de laboratoire, supervise le personnel du laboratoire et peut effectuer des tests nécessitant des compétences scientifiques particulières. (« laboratory supervisor »)

« technicien de laboratoire » Personne qui exécute sous une surveillance directe des tests de laboratoire nécessitant des compétences techniques et la prise de responsabilités limitées. (« laboratory technician »)

« technologiste de laboratoire » Personne qui exécute sous une surveillance générale des tests nécessitant du discernement et de l'autonomie. (« laboratory technologist ») Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

1a Les catégories de tests suivantes sont prescrites pour l'application de la Loi et du présent règlement :

1. Bactériologie.
2. Virologie.
3. Mycologie.
4. Parasitologie.
5. Sérologie.
6. Sérologie, anticorps anti-VIH.
7. Hématologie.
8. Chimie.
9. Cytologie.
10. Essais radio-isotopiques.

**LOI AUTORISANT DES LABORATOIRES
MÉDICAUX ET DES CENTRES DE PRÉLÈVEMENT**

Règl. de l'Ont. 607/91
Laboratoires
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 845 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI AUTORISANT DES LABORATOIRES MÉDICAUX
ET DES CENTRES DE PRÉLÈVEMENT**

1. Le Règlement 845 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

11. Pathologie.

12. Immunohématologie.

13. Culture de cellules génétiques. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Une demande de permis ou de permis provisoire pour créer, exploiter ou maintenir en service un laboratoire, ou encore de renouvellement de permis est présentée au directeur.

(3) Pour un permis ou un renouvellement de permis, les droits s'élèvent à 604 \$.

(4) Pour un permis provisoire ou un renouvellement de permis provisoire, les droits s'élèvent à 302 \$.

(5) L'exploitant d'un laboratoire titulaire d'un permis doit afficher le permis bien en évidence dans le laboratoire. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

2a Le permis délivré ou renouvelé pour créer, exploiter ou maintenir en service un laboratoire est assujéti aux conditions suivantes :

1. L'exploitant et le propriétaire doivent employer un directeur de laboratoire.

2. L'exploitant et le propriétaire ne doivent employer qu'un directeur de laboratoire, un superviseur de laboratoire, un directeur technique, un technologiste de laboratoire ou un technicien de laboratoire qui a les qualifications prescrites à l'article 4 ou qui est exempté de ces conditions en vertu de l'article 5.

3. La gestion et l'exploitation du laboratoire doivent se faire à l'adresse énoncée dans le permis délivré pour le laboratoire. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

3 L'auteur de demande d'un permis autorisant à créer, exploiter ou maintenir en service un laboratoire :

a) a un personnel de laboratoire suffisant, qualifié pour l'exécution des catégories de tests pour lesquelles le permis est demandé;

b) dispose du matériel et des locaux convenant à l'exécution des tests pour lesquels le permis est demandé.

4 (1) Le directeur de laboratoire doit avoir l'une des qualifications suivantes :

a) être un médecin dûment qualifié certifié par le Collège royal des médecins et chirurgiens dans une branche de la médecine de laboratoire;

- b) être un médecin dûment qualifié possédant deux années de formation post-universitaire dans un laboratoire ou des laboratoires médicaux approuvés par le directeur;
- c) avoir obtenu dans une université approuvée par le directeur un doctorat universitaire dans une matière principale pertinente telle que la chimie, la physique ou la biologie, et posséder deux années de formation et d'expérience post-universitaires des travaux de laboratoire dans un ou des laboratoires approuvés par le directeur;
- d) avoir obtenu dans une université approuvée par le directeur une maîtrise dans une matière principale pertinente telle que la chimie, la physique ou la biologie, et posséder cinq années de formation et d'expérience post-universitaires des travaux de laboratoire dans un ou des laboratoires approuvés par le directeur.

(2) Le superviseur de laboratoire ou le directeur technique doit avoir l'une des qualifications suivantes :

- a) être un médecin dûment qualifié possédant une année d'expérience post-universitaire dans une spécialité de laboratoire pertinente acquise dans un ou des laboratoires approuvés par le directeur;
- b) avoir obtenu dans une université approuvée par le directeur un doctorat universitaire dans une matière principale pertinente telle que la chimie, la physique ou la biologie, et posséder une année d'expérience post-universitaire dans une spécialité de laboratoire pertinente acquise dans un ou des laboratoires approuvés par le directeur;
- c) avoir obtenu dans une université approuvée par le Directeur une maîtrise dans une matière principale pertinente telle que la chimie, la physique ou la biologie, et avoir pendant deux ans reçu une formation pertinente en laboratoire et acquis une expérience post-universitaires dans un ou des laboratoires approuvés par le directeur;
- d) avoir obtenu dans une université approuvée par le directeur un baccalauréat dans une matière principale pertinente telle que la chimie, la physique ou la biologie, et avoir, pendant au moins trois ans, acquis une formation et une expérience post-universitaires pertinentes en laboratoire, dont au moins deux années dans un ou des laboratoires approuvés par le directeur;
- e) être un technologiste de laboratoire qualifié, et :
 - (i) avoir au moins six ans d'expérience pertinente en laboratoire approuvée par le directeur;
 - (ii) avoir terminé avec succès des cours pertinents qui, conjointement avec l'expérience acquise, sont reconnus par le directeur comme équivalant à l'expérience mentionnée au sous-alinéa (i).

(3) Le technologiste de laboratoire doit avoir l'une des qualifications suivantes :

- a) avoir obtenu, dans une université approuvée par le directeur, un baccalauréat dans une matière principale pertinente telle que la chimie, la physique ou la biologie, et avoir été employé pendant au moins un an comme technicien de laboratoire dans un laboratoire approuvé par le directeur;
- b) être un technologiste reconnu par une association de technologistes au Canada, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, dont le programme de cours est approuvé par le directeur;
- c) avoir obtenu un diplôme de technologiste de laboratoire dans un collège communautaire de l'Ontario;
- d) avoir fait des études ou acquis une expérience, ou les deux, reconnues par le directeur comme équivalant aux critères prescrits à l'alinéa a), b) ou c).

(4) Le technicien de laboratoire doit avoir l'une des qualifications suivantes :

- a) avoir obtenu un diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou pouvoir prouver qu'il possède une formation équivalente approuvée par le directeur, et avoir été pendant deux ans technicien stagiaire dans un laboratoire approuvé par le directeur;
- b) avoir obtenu un diplôme d'études secondaires de l'Ontario ou pouvoir prouver qu'il possède une formation équivalente approuvée par le directeur, et avoir terminé avec succès des cours pertinents qui, conjointement avec l'expérience acquise, sont, de l'avis du directeur, équivalents aux critères prescrits à l'alinéa a). Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

5 Une personne qui n'a pas les qualifications exigées à l'article 4, quelle que soit sa catégorie d'emploi, est exemptée de ces conditions, dans la mesure où elles se rapportent à cette catégorie d'emploi, si elle était employée dans un laboratoire le 1^{er} novembre 1972 en qualité de :

- a) directeur de laboratoire;
- b) superviseur de laboratoire ou directeur technique;
- c) technologiste de laboratoire;
- d) technicien de laboratoire,

et si elle a apporté au directeur les preuves satisfaisantes de sa compétence et de son aptitude à s'acquitter convenablement des tâches de sa fonction. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Le directeur de laboratoire ne doit pas travailler, ni être employé en tant que directeur ou superviseur de laboratoire dans plus de deux laboratoires, à moins d'une autorisation délivrée à cet effet par le directeur et justifiée par la nécessité de satisfaire un besoin manifeste dans la ou les régions où sont situés les laboratoires.

(2) Le superviseur de laboratoire ne doit pas travailler, ni être employé en tant que superviseur de laboratoire dans plus de deux laboratoires, à moins d'une autorisation délivrée à cet effet par le directeur et justifiée par la nécessité de satisfaire un besoin manifeste dans la ou les régions où sont situés les laboratoires. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

7 Le propriétaire et l'exploitant d'un laboratoire veillent à ce que le personnel du laboratoire :

- a) n'examine les échantillons provenant d'êtres humains que dans l'un ou l'autre des cas suivants :
 - (i) à la demande d'un médecin ou dentiste dûment qualifié,
 - (ii) à la demande d'un assureur ou d'un agent au sens de la *Loi sur les assurances* s'il s'agit de tester la présence d'anticorps anti-VIH;
- b) communique les résultats d'un test directement à la personne qui les demande et inscrit dans le rapport le nom du laboratoire qui a reçu l'échantillon et le nom et l'adresse du laboratoire où le test a été exécuté;
- c) signale dans les vingt-quatre heures qui suivent l'exécution des tests tous les résultats de laboratoire positifs :
 - (i) indiquant la présence présumée d'une maladie transmissible au sens de la *Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé* au médecin-hygiéniste responsable de la région d'où provient l'échantillon,
 - (ii) se rapportant à une maladie à déclaration obligatoire au sens de la *Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé* au médecin-hygiéniste responsable de la région où est situé le laboratoire;

- d) mette au point un programme de contrôle de la qualité que le directeur juge acceptable;
- e) tienne les dossiers et soumette les rapports que le directeur peut exiger, et lui fournisse les dossiers et rapports considérés comme nécessaires pour l'application du présent règlement aux fins d'inspection à toute heure raisonnable;
- f) analyse et communique les résultats sur des échantillons de tests soumis au laboratoire par le directeur. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

8 Le propriétaire ou l'exploitant d'un laboratoire peut aviser les personnes suivantes concernant les renseignements décrits au paragraphe 69 (1) de la Loi :

- a) les médecins dûment qualifiés;
- b) les propriétaires de laboratoire ou les directeurs de laboratoire titulaires d'un permis ou les deux;
- c) le directeur. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

9 Les laboratoires exploités par un ministre de la Couronne du chef de la province de l'Ontario et toutes les cliniques de don du sang du service de transfusion sanguine de la Société canadienne de la Croix-Rouge sont exemptés des dispositions des articles 59 à 71 de la Loi et du présent règlement. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

10 Toutes les pharmacies et tous les pharmaciens employés dans une pharmacie ne sont exemptés des dispositions des articles 59 à 71 de la Loi et du présent règlement qu'en ce qui concerne l'exécution de tests immunologiques en cas de grossesse. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

11 Chaque médecin dûment qualifié qui effectue des tests de laboratoire exclusivement à des fins de diagnostic ou de traitement de ses propres malades dans le cadre de l'exercice de la médecine est exempté des dispositions des articles 59 à 71 de la Loi et du présent règlement. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

12 L'Association des médecins de l'Ontario a été désignée pour effectuer les examens et évaluations de compétence dans l'exécution des tests de laboratoire. Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

13 Les droits indiqués dans la colonne 2 du tableau qui suit, payables conformément à l'alinéa 63 (14) c) de la Loi, sont prescrits pour les catégories de tests indiquées en regard dans la colonne 1 du tableau :

TABLEAU

ARTICLE	COLONNE 1	COLONNE 2
1.	Bactériologie	504 \$
2.	Chimie	630
3.	Cytologie	357
4.	Culture de cellules génétiques	357
5.	Hématologie	567
6.	Immunohématologie	467
7.	Parasitologie	493
8.	Essais radio-isotopiques	352

Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

ANNEXE A

ANALYSE D'URINE

Acétone, qualitativement
 Bilirubine
 Urobiline
 Test de concentration et de dilution
 Test de grossesse, immunologique
 Test courant, y compris microscopique

HÉMATOLOGIE

Temps de saignement
 Film de moelle osseuse
 Temps de coagulation
 Examen cytologique du liquide céphalo-rachidien et numération
 Numération des globules rouges
 Morphologie des globules rouges
 Numération des réticulocytes
 Numération des globules blancs
 Numération différentielle des globules blancs
 Hématocrite
 Hémoglobine
 Frottis nasal pour la numération des polynucléaires éosinophiles
 Vitesse de sédimentation

MICROBIOLOGIE

Oxyures, ruban adhésif
 Frottis coloré ou de Gram
 Motilité spermatique
 Trichomonas, frottis humide
 Préparation fongique au KOH

SÉROLOGIE, IMMUNOLOGIE

Anticorps hétérophiles, test sur lamelle

CHIMIE

Dosage de la glycémie
 Selles pour détection des hémorragies occultes

Règl. de l'Ont. 607/91, art. 1, *en partie*.

44/91

**LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION CENTRE
LICENSING ACT**

O. Reg. 608/91.
Specimen Collection Centres.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

**LOI AUTORISANT DES LABORATOIRES MÉDICAUX ET
DES CENTRES DE PRÉLÈVEMENT**

Règl. de l'Ont. 608/91
Centres de prélèvements d'échantillons
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 854 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION CENTRE
LICENSING ACT**

1. The French version of subsections 1 (3) and (4) of Regulation 854 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 472/91, is revoked and the following substituted:

(3) Le permis ou tout renouvellement de permis est assujéti à des droits d'un montant de 273 \$.

(4) Le permis provisoire ou tout renouvellement de permis provisoire est assujéti à des droits d'un montant de 137 \$.

44/91

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 854 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI AUTORISANT DES LABORATOIRES MÉDICAUX
ET DES CENTRES DE PRÉLÈVEMENT**

1. La version française des paragraphes 1 (3) et (4) du Règlement 854 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980, telle qu'elle a été prise par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 472/91, est abrogée et remplacée par ce qui suit :

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 609/91.
Grants—Health Resources.
Made—September 30th, 1991.
Approved—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 609/91
Subventions—ressources sanitaires
pris—le 30 septembre 1991
approuvé—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 658 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MINISTRY OF HEALTH ACT**

1. Regulation 658 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following French version:

SUBVENTIONS – RESSOURCES SANITAIRES

PARTIE I

DÉFINITIONS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« auteur de la demande » Personne ou groupe de personnes qui s'engagent à prendre des dispositions en vue de la prestation de services de santé. (« applicant »)

« ressources sanitaires » S'entend des deux éléments suivants :

- (i) des établissements de santé communautaires, y compris des praticiens et du personnel, pouvant offrir des services de santé aux membres d'une collectivité,
- (ii) l'exploitation, par un organisme sans but lucratif, d'un véhicule pour l'examen de la vue dans les régions mal desservies de l'Ontario. (« health resources ») Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, en partie.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT 658 DES RÈGLEMENTS REFONDUS
DE L'ONTARIO DE 1980
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ**

1. Le Règlement 658 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 est modifié par adjonction de la version française suivante :

DEMANDE DE SUBVENTIONS

2 L'auteur de la demande d'une subvention d'immobilisation pour la création de ressources sanitaires :

- a) présente une demande écrite au ministre dans laquelle il explique pourquoi les ressources sanitaires visées par la demande sont nécessaires;
- b) présente les plans du projet d'acquisition des ressources sanitaires et des propositions relatives au fonctionnement de ces ressources et aux services qui seront fournis;
- c) présente les prévisions des frais qu'entraîneront la création et le fonctionnement des ressources sanitaires. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, en partie.

CATÉGORIES DE SUBVENTIONS

3 Les diverses catégories de subventions sont les suivantes :

1. Subventions d'immobilisation – jusqu'à 100 pour cent des coûts approuvés de ce qui suit :
- l'acquisition d'un bien-fonds ou de locaux, ou des deux;
 - la construction ou la rénovation d'installations, ou les deux;
 - l'acquisition de matériel et de mobilier pour les installations;
 - les honoraires, approuvés par le ministre, des architectes, des ingénieurs-conseils et des autres conseillers approuvés;
 - l'arpentage et les analyses de sol, ainsi que le pavage et l'engazonnement nécessaires.
2. Subventions de fonctionnement – subventions annuelles au titre du salaire du personnel, des fournitures, du loyer, des services publics et d'autres éléments. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

CONDITIONS

4 (1) L'auteur de la demande est admissible à une subvention d'immobilisation dont le montant est approuvé par le ministre s'il satisfait aux conditions suivantes :

- il convainc le ministre que la création et le fonctionnement des ressources sanitaires sont nécessaires;
- le ministre approuve ses plans pour l'acquisition d'un bien-fonds ou de locaux, ou des deux, les plans du projet de construction ou de rénovation des installations ou ses propositions en ce qui concerne l'acquisition de matériel et de mobilier;
- il accepte de signer l'engagement précisé au paragraphe (2).

(2) L'auteur de la demande qui reçoit une subvention d'immobilisation signe un engagement écrit en vertu duquel il accepte, s'il ne peut pas créer les ressources sanitaires ou s'il ne peut poursuivre leur fonctionnement pour une raison quelconque, de rembourser au ministre, à la discrétion de celui-ci, ou à la personne que le ministre peut désigner, soit le montant de la subvention d'immobilisation si les ressources sanitaires ne sont pas mises en état de fonctionnement, soit la valeur dépréciée de l'actif acquis grâce à la subvention d'immobilisation s'il cesse d'assurer le fonctionnement des ressources en question.

(3) Si l'auteur de la demande est admissible à une subvention d'immobilisation d'au plus 100 000 \$ pour l'acquisition d'un bien-fonds ou la construction ou la rénovation d'installations, la subvention lui est versée selon les montants et aux dates que fixe le ministre.

(4) Si l'auteur de la demande est admissible à une subvention d'immobilisation de plus de 100 000 \$ pour l'acquisition d'un bien-fonds ou la construction ou la rénovation d'installations, la subvention lui est versée comme suit :

- Un cinquième quand le ministre a donné son approbation en vertu de l'alinéa (1) b) et que l'auteur de la demande a signé l'engagement précisé au paragraphe (2).
- Un dixième quand le huitième des travaux est terminé.
- Un dixième quand le quart des travaux est terminé.
- Un dixième quand les trois huitièmes des travaux sont terminés.
- Un dixième quand la moitié des travaux est terminée.
- Un dixième quand les cinq huitièmes des travaux sont terminés.
- Un dixième quand les trois quarts des travaux sont terminés.

- Un dixième quand les sept huitièmes des travaux sont terminés.
- Le reliquat quand les travaux sont terminés et que les bâtiments et installations sont meublés, équipés et prêts à desservir la collectivité. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) L'auteur de la demande d'une subvention de fonctionnement annuelle :

- présente une demande écrite au ministre dans laquelle il explique pourquoi les ressources sanitaires sont nécessaires;
- présente les prévisions du budget annuel de fonctionnement.

(2) Le montant du budget annuel de fonctionnement de l'auteur de la demande est fondé sur le montant du budget présenté au ministre et approuvé par celui-ci.

(3) Le montant de la subvention de fonctionnement peut être versé soit mensuellement à l'avance, soit en remboursement des dépenses engagées.

(4) L'auteur de la demande d'une subvention de fonctionnement annuelle est tenu de satisfaire chaque année aux exigences requises pour obtenir la subvention. Celle-ci n'est renouvelable qu'à la discrétion du ministre.

Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

CONDITIONS

6 (1) L'octroi d'une subvention à l'auteur de la demande qui y est admissible en vertu de l'article 4 ou 5 est subordonné aux conditions suivantes :

- L'auteur de la demande fournit des services de santé aux résidents de la collectivité.
- L'auteur de la demande, si le ministre le décide, conclut un contrat avec celui-ci selon lequel les services de santé fournis seront rémunérés selon une méthode autre que le paiement à l'acte.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux ressources sanitaires visées au sous-alinéa 1 (ii) de la définition « ressources sanitaires ». Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE II

DÉFINITIONS

7 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

« auteur de la demande » Médecin ou dentiste dûment qualifié. (« applicant »)

« ressources sanitaires » Ouverture d'un cabinet de médecin ou de dentiste, association à un tel cabinet ou exercice de la profession à titre d'employé, avec l'approbation du ministre, dans une région ou un établissement de l'Ontario qu'il désigne. (« health resource ») Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

DEMANDE DE SUBVENTION

8 Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui :

- d'une part, présente une demande écrite au ministre dans laquelle il déclare son intention de créer les ressources sanitaires visées par la demande;
- d'autre part, présente les plans relatifs à l'acquisition des ressources sanitaires et précise les services qu'il se propose de fournir. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

SUBVENTION

9 La subvention est versée pour l'acquisition ou l'ouverture d'un cabinet de médecin ou de dentiste ou comme incitation à créer des ressources sanitaires dans une région désignée, à s'y associer ou à se joindre au personnel d'un établissement désigné. Une partie de la subvention est destinée à assurer un revenu annuel garanti au médecin ou au dentiste. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

CONDITIONS

10 L'auteur de la demande dont la demande est approuvée par le ministre est admissible à la subvention prévue à l'article 9. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE III

11 Pour l'application de la présente partie, le terme « recherche » désigne des recherches opérationnelles, épidémiologiques ou de développement dans le domaine de la santé, des projets de recherche portant sur l'éducation ou la formation dans le domaine de la santé ou la prestation de services ou de programmes de santé créés en vue d'appuyer les innovations en matière d'organisation et de prestation de services de santé. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

12 (1) Le ministre peut accorder des subventions aux universités et aux organismes sans but lucratif qui :

- a) d'une part, lui présentent une demande écrite dans laquelle ils précisent l'objet du projet de recherche qu'ils se proposent d'entreprendre;
- b) d'autre part, fournissent des prévisions détaillées du coût d'éléments particuliers du projet, ainsi que des renseignements sur les méthodes d'exécution du projet de recherche proposé.

(2) Si le ministre approuve une demande de subvention présentée par l'auteur de la demande en vertu du présent article, le montant de la subvention correspond à la somme des montants approuvés pour les éléments particuliers du projet. Le montant de la subvention peut être versé soit à l'avance, soit en remboursement des dépenses engagées. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE IV

13 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Optométriste dûment qualifié. (« applicant »)

« ressources sanitaires » Ouverture d'un cabinet d'optométriste ou exercice de cette profession dans une région désignée comme mal desservie par le ministre et qui se trouve au nord du 51^e parallèle. (« health resource »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare son intention d'ouvrir un cabinet d'optométriste ou d'exercer cette profession à temps plein dans une région désignée comme mal desservie.

(3) Le montant maximal de la subvention payable en vertu du présent article s'élève à 20 000 \$ et est versé trimestriellement sur quatre ans de la façon suivante :

1 ^{re} année	8 000 \$
2 ^e année	6 000 \$
3 ^e année	3 000 \$
4 ^e année	3 000 \$

(4) L'auteur de la demande de subvention est tenu de satisfaire chaque année aux exigences requises pour obtenir la subvention. Celle-ci n'est versée qu'à la discrétion du ministre. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

14 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Personne inscrite comme podologue en vertu du paragraphe 3 (3) ou (4) du Règlement 102 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980. (« applicant »)

« nord de l'Ontario » Les districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay. (« Northern Ontario »)

« ressources sanitaires » Selon le cas :

- a) un hôpital, au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*, situé dans le nord de l'Ontario;
- b) un conseil de santé, au sens de la *Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé*, du nord de l'Ontario;
- c) une personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu de l'alinéa 6 (1) d) de la Loi et qui travaille dans le nord de l'Ontario. (« health resource »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare qu'il compte travailler à temps plein pour celles-ci.

(3) La subvention payable en vertu du présent article s'élève à 15 000 \$ et est versée à l'auteur de la demande de la façon suivante :

1. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant deux mois pour les ressources sanitaires.
2. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant trois mois pour les ressources sanitaires.
3. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant six mois pour les ressources sanitaires.
4. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant neuf mois pour les ressources sanitaires.
5. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant douze mois pour les ressources sanitaires.
6. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant quinze mois pour les ressources sanitaires.
7. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant dix-huit mois pour les ressources sanitaires.
8. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant vingt et un mois pour les ressources sanitaires.
9. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant vingt-quatre mois pour les ressources sanitaires.
10. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant vingt-sept mois pour les ressources sanitaires.
11. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant trente mois pour les ressources sanitaires.
12. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant trente-trois mois pour les ressources sanitaires. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE VI

15 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Médecin qui ne réside pas ordinairement dans le nord de l'Ontario ou qui réside ordinairement à Sudbury depuis le 1^{er} janvier 1987 mais qui n'y résidait pas ordinairement avant cette date et qui, selon le cas :

- a) est titulaire d'un certificat de spécialiste du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada;
- b) travaille pour la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer à son centre de traitement de Sudbury ou de Thunder Bay ou s'engage à y travailler, qu'il y travaille déjà ou s'engage à le faire, entreprend d'obtenir un certificat du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada en radiologie ou en oncologie. (« applicant »)

« création de ressources sanitaires » S'entend des éléments suivants :

- a) l'ouverture d'un cabinet de médecin ou l'exercice de la profession à Sudbury, Sault-Ste-Marie, Thunder Bay, Timmins ou North Bay ou dans une localité désignée acceptable par le ministre aux fins de l'ouverture d'un cabinet de médecin ou de l'exercice de la profession, ou le fait de travailler pour la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer à son centre de traitement de Sudbury ou de Thunder Bay;
- b) la prestation de services, à l'exclusion de l'ouverture d'un cabinet de médecin ou de l'exercice de la profession, dans des localités désignées par le ministre;
- c) la prestation d'un programme de services de santé en qualité de spécialiste pendant au moins douze jours au cours de chaque année où l'auteur de la demande a son cabinet de médecin ou exerce sa profession dans des localités, désignées par le ministre, qui sont situées à plus de quarante kilomètres du cabinet ou du lieu d'exercice visé à l'alinéa a). (« developing a health resource »)

« exercice de la profession » Exercice de la profession, selon le cas :

- a) dans un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*;
- b) auprès d'une personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu de l'alinéa 6 (1) d) de la Loi.

L'expression « exercer sa profession » a un sens correspondant. (« engaging in employment », « engaged in employment »)

« nord de l'Ontario » Les districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay. (« Northern Ontario »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare son intention de créer les ressources sanitaires en question.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la subvention payable en vertu du présent article s'élève à 40 000 \$ et est versée sur quatre ans de la façon suivante :

1. 1^{re} année : 10 000 \$ en versements trimestriels.
2. 2^e année : 10 000 \$ en versements trimestriels.
3. 3^e année : 10 000 \$ en versements trimestriels.
4. 4^e année : 10 000 \$ en versements trimestriels.

(4) La subvention payable en vertu du présent article n'est versée chaque année que si l'auteur de la demande continue de satisfaire aux conditions fixées à l'origine pour son versement.

(5) Les versements trimestriels effectués à l'auteur de la demande s'échelonnent de la façon suivante :

1. 2 500 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant deux mois.
2. 2 500 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant trois mois.

3. 2 500 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant six mois.

4. 2 500 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant neuf mois. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE VII

16 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Médecin qui ne réside pas ordinairement dans le nord de l'Ontario et qui est titulaire d'un certificat de spécialiste du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. (« applicant »)

« création de ressources sanitaires » Ouverture d'un cabinet de médecin ou exercice de cette profession à Sudbury, Sault-Ste-Marie, Thunder Bay, Timmins ou North Bay ou dans une localité désignée acceptable par le ministre aux fins de l'ouverture d'un cabinet de médecin ou de l'exercice de la profession. (« developing a health resource »)

« exercice de la profession » Exercice de la profession, selon le cas :

- a) dans un hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*;
- b) auprès d'une personne qui a conclu une entente avec le ministre en vertu de l'alinéa 6 (1) d) de la Loi.

L'expression « exercer sa profession » a un sens correspondant. (« engaging in employment », « engaged in employment »)

« nord de l'Ontario » Les districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay. (« Northern Ontario »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare son intention de créer les ressources sanitaires en question.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), la subvention payable en vertu du présent article s'élève à 20 000 \$ et est versée sur quatre ans de la façon suivante :

1. 1^{re} année : 5 000 \$ en versements trimestriels.
2. 2^e année : 5 000 \$ en versements trimestriels.
3. 3^e année : 5 000 \$ en versements trimestriels.
4. 4^e année : 5 000 \$ en versements trimestriels.

(4) La subvention payable en vertu du présent article n'est versée chaque année que si l'auteur de la demande continue de satisfaire aux conditions fixées à l'origine pour son versement.

(5) Les versements trimestriels effectués à l'auteur de la demande s'échelonnent de la façon suivante :

1. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant deux mois.
2. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant trois mois.
3. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant six mois.
4. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé dans son cabinet ou exercé sa profession pendant neuf mois. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE VIII

17 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Médecin titulaire d'un certificat de spécialiste du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada. (« applicant »)

« création de ressources sanitaires » Prestation de services dans le nord de l'Ontario. (« developing a health resource »)

« nord de l'Ontario » Les districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay. (« Northern Ontario »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare son intention de créer les ressources sanitaires en question.

(3) La subvention payable en vertu du présent article correspond à ce qui suit :

1. 436 \$ pour chaque journée où des services sont fournis, si l'auteur de la demande ne présente pas ses notes d'honoraires au Régime d'assurance-santé de l'Ontario créé en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* ou à ses patients.
2. 300 \$ pour chaque journée où des services sont fournis.
3. 300 \$ pour chaque journée de déplacement qui est nécessaire pour fournir des services si l'auteur de la demande ne présente pas ses notes d'honoraires de la journée au Régime d'assurance-santé de l'Ontario créé en vertu de la *Loi sur l'assurance-santé* ou à ses patients.
4. 125 \$ par jour ou le coût réel de l'hébergement et des repas, selon le moindre de ces montants.
5. 28 cents par kilomètre pour l'utilisation d'une voiture particulière.
6. Les frais de location d'une voiture, le cas échéant.
7. Le coût d'un billet d'avion aller-retour en classe économique, si un déplacement par avion est nécessaire.
8. 30 \$ pour chaque heure où une personne aide l'auteur de la demande ou la rémunération horaire de cette personne, selon le moindre de ces montants.
9. 125 \$ par jour ou le coût réel de l'hébergement et des repas de l'assistant visé à la disposition 7, selon le moindre de ces montants.
10. Le coût d'un billet d'avion aller-retour en classe économique de l'assistant visé à la disposition 7, si un déplacement par avion est nécessaire. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE IX

18 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Médecin titulaire d'un certificat de spécialiste du Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada et qui réside ordinairement dans le nord de l'Ontario depuis le 1^{er} juin 1985. (« applicant »)

« nord de l'Ontario » Les districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay. (« Northern Ontario »)

« ressources sanitaires » S'entend des éléments suivants :

- a) la prestation de services dans des localités désignées par le ministre;
- b) la prestation d'un programme de services de santé en qualité de spécialiste pendant au moins douze jours au cours de chaque

année où l'auteur de la demande a son cabinet de médecin ou exerce sa profession, dans des localités, désignées par le ministre, qui sont situées à plus de quarante kilomètres du cabinet ou du lieu d'exercice visé à l'alinéa a). (« health resource »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare son intention de créer les ressources sanitaires en question.

(3) La subvention payable en vertu du présent article s'élève à 40 000 \$ moins le montant de la subvention, le cas échéant, versé à l'auteur de la demande en vertu de la partie II le 1^{er} juin 1985 ou après cette date. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

PARTIE X

19 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« auteur de la demande » Selon le cas :

- a) une personne inscrite comme physiothérapeute en vertu de l'article 3 du Règlement 253 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 (Physiothérapeutes);
- b) une personne qui a un diplôme en ergothérapie;
- c) une personne qui a un diplôme en phoniatry;
- d) une personne qui a un diplôme en audiologie. (« applicant »)

« création de ressources sanitaires » Le fait de travailler pour un des organismes suivants :

- a) un hôpital, au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*, situé dans le nord de l'Ontario;
- b) un conseil de santé, au sens de la *Loi de 1983 sur la protection et la promotion de la santé*, du nord de l'Ontario;
- c) l'organisme appelé *Victorian Order of Nurses* (Infirmières de l'Ordre de Victoria) à Thunder Bay;
- d) l'organisme appelé *Sault Ste. Marie Children's Rehabilitation Centre* (Centre de réadaptation pour enfants de Sault-Ste-Marie);
- e) l'organisme appelé *Laurentian Hospital Children's Treatment Centre* (Centre de traitement pour enfants de l'hôpital Laurentien);
- f) l'organisme appelé *George Jeffrey Children's Treatment Centre* (Centre de traitement pour enfants George Jeffrey). (« developing a health resource »)

« nord de l'Ontario » Les districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rainy River, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay. (« Northern Ontario »)

(2) Le ministre peut accorder une subvention pour la création de ressources sanitaires à l'auteur de la demande qui lui présente une demande écrite dans laquelle il déclare qu'il compte travailler à temps plein pour celles-ci.

(3) La subvention payable en vertu du présent article s'élève à 15 000 \$ et est versée à l'auteur de la demande de la façon suivante :

1. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant deux mois pour les ressources sanitaires.
2. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant trois mois pour les ressources sanitaires.
3. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant six mois pour les ressources sanitaires.

4. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant neuf mois pour les ressources sanitaires.
5. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant douze mois pour les ressources sanitaires.
6. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant quinze mois pour les ressources sanitaires.
7. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant dix-huit mois pour les ressources sanitaires.
8. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant vingt et un mois pour les ressources sanitaires.
9. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant vingt-quatre mois pour les ressources sanitaires.

10. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant vingt-sept mois pour les ressources sanitaires.
11. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant trente mois pour les ressources sanitaires.
12. 1 250 \$ après que l'auteur de la demande a travaillé pendant trente-trois mois pour les ressources sanitaires. Règl. de l'Ont. 609/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 30 septembre 1991.

44/91

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 610/91.

Grants to University Faculties of Medicine.
Made—October 3rd, 1991.
Approved—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 536/82 MADE UNDER THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Ontario Regulation 536/82 is amended by adding the following French version:

SUBVENTIONS AUX FACULTÉS DE MÉDECINE

1 Le ministre peut accorder, à titre d'aide financière provinciale, une subvention à une faculté de médecine qui a diminué son effectif étudiantin et qui, par conséquent, connaît une réduction du nombre de subventions par étudiant de sorte que la qualité de l'enseignement médical qui y est dispensé peut être compromise. Règl. de l'Ont. 610/91, art. 1, *en partie*.

2 La faculté de médecine qui reçoit une subvention en vertu de l'article 1 ne peut l'affecter qu'au paiement des dépenses engagées pour dispenser l'enseignement médical. Règl. de l'Ont. 610/91, art. 1, *en partie*.

3 La subvention accordée en vertu de l'article 1 peut être versée sous forme d'un paiement forfaitaire ou de paiements échelonnés. Règl. de l'Ont. 610/91, art. 1, *en partie*.

4 Le bénéficiaire d'une subvention qui ne l'utilise pas en tout ou en partie ou qui l'affecte à une fin à laquelle elle n'est pas destinée rembourse au trésorier de l'Ontario le montant total de la subvention ou le montant inférieur que le ministre peut fixer. Règl. de l'Ont. 610/91, art. 1, *en partie*.

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 610/91

Subventions aux facultés de médecine
pris—le 3 octobre 1991
approuvé—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 536/82 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 536/82 est modifié par adjonction de la version française suivante :

5 La subvention accordée en vertu de l'article 1 correspond au montant précisé dans la colonne 2 de l'annexe suivante en ce qui concerne la faculté de médecine dont le nom figure dans la colonne 1 de l'annexe pour l'exercice qui commence à la date précisée dans la colonne 3 de l'annexe. Règl. de l'Ont. 610/91, art. 1, *en partie*.

Annexe

COLONNE 1	COLONNE 2	COLONNE 3
Faculté de médecine	Montant de la subvention	Exercice
Université d'Ottawa	951 586 \$	1 ^{er} avril 1990

Règl. de l'Ont. 610/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 3rd day of October, 1991.
Fait à Toronto le 3 octobre 1991.

44/91

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 611/91.
 Medical Bursaries.
 Made—September 30th, 1991.
 Approved—October 16th, 1991.
 Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 437/83
 MADE UNDER THE
 MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Ontario Regulation 437/83 is amended by adding the following French version:

BOURSES D'ÉTUDES - ÉTUDIANTS EN MÉDECINE

I Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« accréditée » En ce qui concerne une école de médecine, accréditée à la date de la demande de l'auteur de la demande par un organisme national d'accréditation au Canada que l'ordre appelé *College of Physicians and Surgeons of Ontario* (Ordre des médecins et chirurgiens de l'Ontario) juge acceptable. (« accredited »)

« auteur de la demande » Quiconque demande une bourse d'études. (« applicant »)

« bourse d'études » Aide financière accordée pour une année universitaire au titre d'un programme d'études et de formation en médecine au niveau du premier cycle dans une université ontarienne ou dans une école de médecine accréditée au Canada, ailleurs qu'en Ontario. (« bursary »)

« école de médecine » École ou faculté de médecine, à l'exclusion d'une école, d'un collège ou d'une faculté de stomatologie, d'homéopathie, d'ostéopathie ou de podologie. (« medical school »)

« localité désignée » Localité désignée par le ministre comme acceptable aux fins de l'exercice de la médecine au moment où l'auteur de la demande est censé commencer sa période d'une année d'exercice de la médecine. (« designated locality »)

« résident » Personne qui a légalement le droit de rester au Canada et qui s'établit en Ontario et y est ordinairement présente. Sont exclus de la présente définition le touriste et la personne de passage ou en visite en Ontario. (« resident ») Règl. de l'Ont. 611/91, art. 1, *en partie*.

2 Une bourse d'études de 7 500 \$ peut être accordée à l'auteur de la demande qui est un résident de l'Ontario à l'égard de son avant-dernière ou de sa dernière année universitaire du premier cycle si :

- d'une part, il présente une demande écrite à cette fin au ministre, rédigée selon la formule que lui fournit celui-ci;
- d'autre part, il fournit au ministre l'engagement précisé à l'article 3 ou 4, selon le cas. Règl. de l'Ont. 611/91, art. 1, *en partie*.

3 Dans le cas d'une première bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- l'auteur de la demande commencera un programme d'internat ou de résidence au Canada que le ministre juge acceptable, immédiatement après la date à laquelle il obtient son diplôme en médecine;
- l'auteur de la demande terminera avec succès le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa a);

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 611/91
 Bourses d'études—étudiants en médecine
 pris—le 30 septembre 1991
 approuvé—le 16 octobre 1991
 déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
 RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 437/83
 PRIS EN APPLICATION DE LA
 LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

I. Le Règlement de l'Ontario 437/83 est modifié par adjonction de la version française suivante :

c) l'auteur de la demande commencera à exercer la médecine dans une localité désignée dans les six mois après avoir terminé avec succès son programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa a) et continuera d'y exercer sa profession pendant une année;

d) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 si, selon le cas :

(i) il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il reçoit la bourse d'études,

(ii) après avoir terminé avec succès l'année universitaire, si la bourse d'études est accordée à l'égard de l'avant-dernière année universitaire, il met fin à son programme d'études et de formation avant de terminer la dernière année universitaire,

(iii) après avoir obtenu son diplôme en médecine, il ne commence pas immédiatement le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa a),

(iv) il ne termine pas avec succès le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa a),

(v) dans les six mois après avoir terminé avec succès le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa a), il ne commence pas à exercer la médecine comme le précise l'alinéa c);

e) s'il cesse d'exercer la médecine comme le précise l'alinéa c) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il cesse d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 611/91, art. 1, *en partie*.

4 Dans le cas d'une deuxième bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

a) l'auteur de la demande commencera le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa 3 a) immédiatement après la date à laquelle il obtient son diplôme en médecine;

b) l'auteur de la demande terminera avec succès le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa 3 a);

c) l'auteur de la demande exercera la médecine dans une localité désignée pendant une période d'une année commençant immédiatement après la période d'une année d'exercice de cette profession exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études;

- d) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 si, selon le cas :
- (i) il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il a reçu la bourse d'études,
 - (ii) après avoir obtenu son diplôme en médecine, il ne commence pas immédiatement le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa 3 a),
 - (iii) il ne termine pas avec succès le programme d'internat ou de résidence visé à l'alinéa 3 a),
 - (iv) il ne commence pas ou ne termine pas la période d'une année d'exercice de la médecine exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études,
 - (v) après avoir terminé la période d'une année d'exercice de la médecine exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études, il ne commence pas immédiatement l'autre période d'une année d'exercice de cette profession visée à l'alinéa c);

- e) s'il cesse d'exercer la médecine comme le précise l'alinéa c) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il cesse d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 611/91, art. 1, *en partie*.

5 Les intérêts mentionnés aux articles 3 et 4 sont calculés mensuellement le premier jour de chaque mois à un taux équivalent au douzième du taux de la Banque du Canada qui prévaut le dernier jour du mois précédent comme le précise le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada et qui s'applique à partir de la date où l'auteur de la demande reçoit sa bourse d'études. Règl. de l'Ont. 611/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 30 septembre 1991.

44/91

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 612/91.
Dental Bursaries.
Made—September 30th, 1991.
Approved—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 438/83 MADE UNDER THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Ontario Regulation 438/83 is amended by adding the following French version:

BOURSES D'ÉTUDES - ÉTUDIANTS EN DENTISTERIE

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« auteur de la demande » Quiconque demande une bourse d'études. (« applicant »)

« bourse d'études » Aide financière accordée pour une année universitaire au titre, selon le cas :

- (i) d'un programme d'études et de formation en dentisterie dans une université ontarienne,
- (ii) d'un programme d'études et de formation en dentisterie dans une école, un collège ou une université d'une province ou d'un territoire du Canada qui figure sur la liste de l'Organisation mondiale de la santé et qui, de l'avis du ministre, offre un cours en dentisterie qui est équivalent au programme d'études et de formation en dentisterie offert dans une université ontarienne. (« bursary »)

« localité désignée » Localité désignée par le ministre comme acceptable aux fins de l'exercice de la dentisterie, que ce soit en qualité d'employé ou non, au moment où l'auteur de la demande est censé commencer sa période d'une année d'exercice de la dentisterie, que ce soit en qualité d'employé ou non. (« designated locality »)

« résident » Personne qui a légalement le droit de rester au Canada et qui s'établit en Ontario et y est ordinairement présente. Sont exclus de la présente définition le touriste et la personne de passage ou en visite en Ontario. (« resident ») Règl. de l'Ont. 612/91, art. 1, *en partie*.

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 612/91
Bourses d'études—étudiants en dentisterie
pris—le 30 septembre 1991
approuvé—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 438/83 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 438/83 est modifié par adjonction de la version française suivante :

2 Une bourse d'études de 7 500 \$ peut être accordée à l'auteur de la demande qui est un résident de l'Ontario à l'égard de son avant-dernière ou de sa dernière année universitaire si :

- a) d'une part, il présente une demande écrite à cette fin au ministre rédigée selon la formule que lui fournit celui-ci;
- b) d'autre part, il fournit au ministre l'engagement précisé à l'article 3 ou 4, selon le cas. Règl. de l'Ont. 612/91, art. 1, *en partie*.

3 Dans le cas d'une première bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- a) l'auteur de la demande exercera la dentisterie, selon le cas :
 - (i) dans une localité désignée,
 - (ii) en qualité d'employé à temps plein de la Couronne du chef de l'Ontario dans une localité désignée,
 - (iii) en qualité d'employé à temps plein du conseil local de santé de la circonscription sanitaire du Nord-Ouest,
 - (iv) en qualité d'employé à temps plein de la Couronne du chef du Canada dans une localité désignée,

pendant une période d'une année commençant dans les six mois qui suivent la date à laquelle il obtient son diplôme en dentisterie;

b) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 si, selon le cas :

- (i) il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il reçoit la bourse d'études,
- (ii) après avoir terminé avec succès l'année universitaire, si la bourse d'études est accordée à l'égard de l'avant-dernière année universitaire, il met fin à son programme d'études et de formation avant de terminer la dernière année universitaire,
- (iii) dans les six mois après avoir obtenu son diplôme en dentisterie, il ne commence pas à exercer la dentisterie comme le précise l'alinéa a);

c) s'il cesse d'exercer la dentisterie comme l'exige l'alinéa a) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il cesse d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 612/91, art. 1, *en partie*.

4 Dans le cas d'une deuxième bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- a) l'auteur de la demande exercera la dentisterie, selon le cas :
 - (i) dans une localité désignée,
 - (ii) en qualité d'employé à temps plein de la Couronne du chef de l'Ontario dans une localité désignée,
 - (iii) en qualité d'employé à temps plein du conseil local de santé de la circonscription sanitaire du Nord-Ouest,
 - (iv) en qualité d'employé à temps plein de la Couronne du chef du Canada dans une localité désignée,

pendant une période d'une année commençant immédiatement après la période d'une année d'exercice de cette profession

exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études;

b) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 si, selon le cas :

- (i) il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il a reçu la bourse d'études,
- (ii) il n'a pas commencé ou n'a pas terminé la période d'une année d'exercice de la dentisterie exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études,
- (iii) après avoir terminé la période d'une année d'exercice de la dentisterie exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études, il ne commence pas immédiatement l'autre période d'une année d'exercice de cette profession exigée en vertu de l'alinéa a);

c) s'il cesse d'exercer la dentisterie comme l'exige l'alinéa a) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il cesse d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 612/91, art. 1, *en partie*.

5 Les intérêts mentionnés aux articles 3 et 4 sont calculés mensuellement le premier jour de chaque mois à un taux équivalent au douzième du taux de la Banque du Canada qui prévaut le dernier jour du mois précédent comme le précise le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada et qui s'applique à partir de la date où l'auteur de la demande reçoit sa bourse d'études. Règl. de l'Ont. 612/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 30 septembre 1991.

44/91

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 613/91.

Speech Pathology and Audiology Bursaries.

Made—September 30th, 1991.

Approved—October 16th, 1991.

Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 440/83 MADE UNDER THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Ontario Regulation 440/83 is amended by adding the following French version:

BOURSES D'ÉTUDES - ÉTUDIANTS EN PHONIAITRIE ET EN AUDIOLOGIE

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« auteur de la demande » Quiconque demande une bourse d'études.
(« applicant »)

« bourse d'études » Aide financière accordée pour une année universi-

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 613/91

Bourses d'études—étudiants en phoniatrie et en audiologie

pris—le 30 septembre 1991

approuvé—le 16 octobre 1991

déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 440/83 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

1. Le Règlement de l'Ontario 440/83 est modifié par adjonction de la version française suivante :

taire au titre d'un programme d'études et de formation en phoniatrie ou en audiologie de troisième cycle, se déroulant selon le cas :

(i) dans une université canadienne qui offre un programme de troisième cycle en phoniatrie ou en audiologie,

(ii) dans une université ou un collège des États-Unis d'Amérique qui figure dans l'annexe. (« bursary »)

« conseil local » Conseil local au sens de la *Loi sur la santé publique*. (« local board »)

« désigné » Désigné par le ministre comme acceptable aux fins d'un emploi au moment où l'auteur de la demande est censé commencer sa période d'une année de travail en qualité d'employé. (« designated »)

« hôpital » Hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*. (« hospital »)

« résident » Personne qui a légalement le droit de rester au Canada et qui s'établit en Ontario et y est ordinairement présente. Sont exclus le touriste et la personne de passage ou en visite en Ontario. (« resident ») Règl. de l'Ont. 613/91, art. 1, *en partie*.

2 Une bourse d'études de 7 500 \$ peut être accordée à l'auteur de la demande qui est un résident à l'égard de son avant-dernière ou de sa dernière année universitaire du troisième cycle si :

- a) d'une part, il présente une demande écrite à cette fin au ministre, rédigée selon la formule que lui fournit celui-ci;
- b) d'autre part, il fournit au ministre l'engagement précisé à l'article 3 ou 4, selon le cas. Règl. de l'Ont. 613/91, art. 1, *en partie*.

3 Dans le cas d'une première bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- a) l'auteur de la demande exercera la phoniatry ou l'audiologie, selon le cas, en qualité d'employé à temps plein d'un hôpital désigné ou d'un conseil local désigné pendant une période d'une année commençant dans les six mois qui suivent la date à laquelle il obtient son diplôme en phoniatry ou en audiologie;
- b) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 :
 - (i) s'il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il reçoit la bourse d'études,
 - (ii) si, après avoir terminé avec succès l'année universitaire, si la bourse d'études est accordée à l'égard de l'avant-dernière année universitaire, il met fin à son programme d'études et de formation avant de terminer avec succès la dernière année universitaire,
 - (iii) si, dans les six mois après avoir obtenu son diplôme en phoniatry ou en audiologie, il ne commence pas à exercer sa profession comme le précise l'alinéa a);
- c) s'il cesse d'exercer la phoniatry ou l'audiologie comme l'exige l'alinéa a) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il a cessé d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 613/91, art. 1, *en partie*.

4 Dans le cas d'une deuxième bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- a) l'auteur de la demande continuera d'exercer la phoniatry ou l'audiologie, selon le cas, en qualité d'employé à temps plein d'un hôpital désigné ou d'un conseil local désigné pendant une période d'une année commençant immédiatement après qu'il a terminé la période d'une année d'exercice de cette profession exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études;

b) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 :

- (i) s'il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il a reçu la bourse d'études,
- (ii) s'il n'a pas commencé ou n'a pas terminé la période d'une année d'exercice de la phoniatry ou de l'audiologie exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études,
- (iii) si, après avoir terminé la période d'une année d'exercice de la phoniatry ou de l'audiologie exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études, il ne commence pas immédiatement l'autre période d'une année d'exercice de cette profession exigée en vertu de l'alinéa a);

c) s'il cesse d'exercer la phoniatry ou l'audiologie comme l'exige l'alinéa a) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il a cessé d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 613/91, art. 1, *en partie*.

5 Les intérêts mentionnés aux articles 3 et 4 sont calculés mensuellement le premier jour de chaque mois à un taux équivalent au douzième du taux de la Banque du Canada qui prévaut le dernier jour du mois précédent comme le précise le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada et qui s'applique à partir de la date où l'auteur de la demande reçoit sa bourse d'études. Règl. de l'Ont. 613/91, art. 1, *en partie*.

Annexe

UNIVERSITÉS ET COLLÈGES

Numéro	État	Nom
1.	ARIZONA	ARIZONA STATE UNIVERSITY
2.	ARIZONA	UNIVERSITY OF ARIZONA
3.	CALIFORNIE	UNIVERSITY OF CALIFORNIA
4.	COLORADO	COLORADO STATE UNIVERSITY
5.	CONNECTICUT	UNIVERSITY OF CONNECTICUT
6.	FLORIDE	FLORIDA STATE UNIVERSITY
7.	FLORIDE	UNIVERSITY OF FLORIDA
8.	ILLINOIS	NORTHWESTERN UNIVERSITY
9.	ILLINOIS	UNIVERSITY OF ILLINOIS
10.	INDIANA	INDIANA UNIVERSITY
11.	INDIANA	PURDUE UNIVERSITY
12.	IOWA	UNIVERSITY OF IOWA
13.	KANSAS	UNIVERSITY OF KANSAS
14.	LOUISIANE	LOUISIANA STATE UNIVERSITY
15.	MASSACHUSETTS	BOSTON UNIVERSITY
16.	MASSACHUSETTS	EMERSON COLLEGE
17.	MASSACHUSETTS	UNIVERSITY OF MASSACHUSETTS
18.	MICHIGAN	EASTERN MICHIGAN UNIVERSITY
19.	MINNESOTA	UNIVERSITY OF MINNESOTA
20.	NEW YORK	CITY UNIVERSITY OF NEW YORK, BROOKLYN COLLEGE

Numéro	État	Nom
21.	NEW YORK	CITY UNIVERSITY OF NEW YORK, QUEEN'S COLLEGE
22.	NEW YORK	STATE UNIVERSITY OF NEW YORK AT BUFFALO
23.	PENNSYLVANIE	PENNSYLVANIA STATE UNIVERSITY
24.	PENNSYLVANIE	UNIVERSITY OF PITTSBURGH
25.	TENNESSEE	MEMPHIS STATE UNIVERSITY
26.	TENNESSEE	UNIVERSITY OF TENNESSEE
27.	TENNESSEE	VANDERBILT UNIVERSITY
28.	TEXAS	UNIVERSITY OF TEXAS AT AUSTIN
29.	TEXAS	UNIVERSITY OF TEXAS AT DALLAS
30.	VERMONT	UNIVERSITY OF VERMONT
31.	WASHINGTON	UNIVERSITY OF WASHINGTON
32.	WISCONSIN	UNIVERSITY OF WISCONSIN

Règl. de l'Ont. 613/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.
Fait à Toronto le 30 septembre 1991.

44/91

MINISTRY OF HEALTH ACT

O. Reg. 614/91.
Occupational Therapy Bursaries.
Made—October 3rd, 1991.
Approved—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

LOI SUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Règl. de l'Ont. 614/91
Bourses d'études—étudiants en ergothérapie
pris—le 3 octobre 1991
approuvé—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 289/84 MADE UNDER THE MINISTRY OF HEALTH ACT

1. Ontario Regulation 289/84 is amended by adding the following French version:

BOURSES D'ÉTUDES – ÉTUDIANTS EN ERGOTHÉRAPIE

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

- « auteur de la demande » Quiconque demande une bourse d'études. (« applicant »)
- « bourse d'études » Aide financière accordée pour une année universitaire au titre d'un programme d'études et de formation en ergothérapie dans une université ou un collège au Canada qui offre un tel programme. (« bursary »)
- « conseil local » Conseil local au sens de la *Loi sur la santé publique*. (« local board »)
- « désigné » Désigné par le ministre comme acceptable aux fins d'un emploi au moment où l'auteur de la demande est censé commencer sa période d'une année de travail en qualité d'employé. (« designated »)

1. Le Règlement de l'Ontario 289/84 est modifié par adjonction de la version française suivante :

« hôpital » Hôpital au sens de la *Loi sur les hôpitaux publics*. (« hospital »)

« résident » Personne qui a légalement le droit de rester au Canada et qui s'établit en Ontario et y est ordinairement présente. Sont exclus le touriste et la personne de passage ou en visite en Ontario. (« resident ») Règl. de l'Ont. 614/91, art. 1, *en partie*.

2 Une bourse d'études de 7 500 \$ peut être accordée à l'auteur de la demande qui est un résident à l'égard de son avant-dernière ou de sa dernière année universitaire si :

- a) d'une part, il présente une demande écrite à cette fin au ministre, rédigée selon la formule que lui fournit celui-ci;
- b) d'autre part, il fournit au ministre l'engagement précisé à l'article 3 ou 4, selon le cas. Règl. de l'Ont. 614/91, art. 1, *en partie*.

3 Dans le cas d'une première bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- a) l'auteur de la demande exercera l'ergothérapie en qualité d'employé à temps plein d'un hôpital désigné ou d'un conseil local désigné pendant une période d'une année commençant dans les six mois qui suivent la date à laquelle il obtient son diplôme en ergothérapie;
- b) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 :
 - (i) s'il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il reçoit la bourse d'études,
 - (ii) si, après avoir terminé avec succès l'année universitaire, si la bourse d'études est accordée à l'égard de l'avant-dernière année universitaire, il met fin à son programme d'études et de formation avant de terminer avec succès la dernière année universitaire,
 - (iii) si, dans les six mois après avoir obtenu son diplôme en ergothérapie, il ne commence pas à exercer sa profession comme le précise l'alinéa a);
- c) s'il cesse d'exercer l'ergothérapie comme l'exige l'alinéa a) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il cesse d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 614/91, art. 1, *en partie*.

4 Dans le cas d'une deuxième bourse d'études accordée à l'auteur de la demande en vertu de l'article 2, l'engagement exigé en vertu de l'alinéa 2 b) est un engagement selon lequel, en considération de la bourse d'études qui lui est accordée :

- a) l'auteur de la demande exercera l'ergothérapie en qualité d'employé à temps plein d'un hôpital désigné ou d'un conseil local désigné pendant une période d'une année commençant immédiatement après qu'il a terminé la période d'une année

d'exercice de cette profession exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études;

- b) l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la bourse d'études ainsi que les intérêts précisés à l'article 5 :
 - (i) s'il ne termine pas avec succès l'année universitaire à l'égard de laquelle il a reçu la bourse d'études,
 - (ii) s'il n'a pas commencé ou n'a pas terminé la période d'une année d'exercice de l'ergothérapie exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études,
 - (iii) si, après avoir terminé la période d'une année d'exercice de l'ergothérapie exigée en vertu des conditions d'obtention de sa première bourse d'études, il ne commence pas immédiatement l'autre période d'une année d'exercice de cette profession exigée en vertu de l'alinéa a);
- c) s'il cesse d'exercer l'ergothérapie comme l'exige l'alinéa a) avant la fin de la période d'une année, l'auteur de la demande remboursera, dès qu'il en reçoit la demande, la partie de la bourse d'études qui est proportionnelle au nombre de mois qui restent dans cette période d'une année, à l'exclusion du mois où il a cessé d'exercer sa profession, avec les intérêts précisés à l'article 5. Règl. de l'Ont. 614/91, art. 1, *en partie*.

5 Les intérêts mentionnés aux articles 3 et 4 sont calculés mensuellement le premier jour de chaque mois à un taux équivalent au douzième du taux de la Banque du Canada qui prévaut le dernier jour du mois précédent comme le précise le Bulletin hebdomadaire de statistiques financières de la Banque du Canada et qui s'applique à partir de la date où l'auteur de la demande reçoit sa bourse d'études. Règl. de l'Ont. 614/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de la Santé,
FRANCES LANKIN
Minister of Health

Dated at Toronto, this 3rd day of October 1991.
Fait à Toronto le 3 octobre 1991.

44/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 615/91.
Open Seasons—Game Birds.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 501/81 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1. Ontario Regulation 501/81 is amended by adding the following French version:

SAISONS DE CHASSE — GIBIER À PLUME

1 Dans le présent règlement, la mention d'une unité de gestion de la faune équivaut à la mention de l'unité numérotée et décrite à l'annexe du Règlement de l'Ontario 155/82. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Pour l'application du présent règlement, sauf disposition contraire, les saisons de chasse qui y sont indiquées comprennent les dates d'ouverture et de fermeture.

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 615/91
Saisons de chasse—gibier à plume
pris—le 16 octobre 1991
déposé—le 17 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 501/81 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement de l'Ontario 501/81 est modifié par adjonction de la version française suivante :

(2) Si le jour d'ouverture de la saison de chasse mentionné à la colonne 2 de l'annexe 1, 2, 3, 4 ou 5 du présent règlement est le 15, le 20 ou le 25 septembre et que ce jour tombe un dimanche, la saison de chasse commence le samedi précédent. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

3 Sauf disposition contraire des règlements, les saisons de chasse indiquées au présent règlement ne s'appliquent ni aux parcs provinciaux ni aux réserves de gibier de la Couronne. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE À LA PERDRIX EUROPÉENNE

4 Sous réserve de l'article 5, il est permis de chasser la perdrix européenne dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 1 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

5 Nul ne doit prendre, en un jour, plus de huit perdrix européennes ni en avoir au total en sa possession plus de seize à la fois. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE À LA GÉLINOTTE HUPPÉE,
AU TÉTRAS DES SAVANES, À LA GÉLINOTTE
À QUEUE FINE ET AU LAGOPÈDE

6 Sous réserve de l'article 7, il est permis de chasser la gélinotte huppée et le tétras des savanes dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 2 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

7 Nul ne doit prendre, en un jour, plus de cinq gélinottes huppées et tétras des savanes au total ni en avoir au total en sa possession plus de quinze à la fois. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

8 Sous réserve de l'article 9, il est permis de chasser la gélinotte à queue fine et le lagopède dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 3 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

9 (1) Nul ne doit prendre, en un jour, plus de cinq gélinottes à queue fine ni en avoir en sa possession plus de quinze à la fois.

(2) Nul ne doit prendre, en un jour, plus de cinq lagopèdes ni en avoir en sa possession plus de quinze à la fois. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE AU COLIN DE VIRGINIE

10 Sous réserve de l'article 11, il est permis de chasser le colin de Virginie dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 4 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

11 Nul ne doit prendre, en un jour, plus de trois colins de Virginie ni en avoir en sa possession plus de six à la fois. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE AU FAISAN

12 Sous réserve de l'article 13, il est permis de chasser le faisan dans les unités de gestion de la faune indiquées à la colonne 1 pour un point de l'annexe 5 pendant la saison de chasse indiquée à la colonne 2 pour le même point et pendant les heures indiquées à la colonne 3 pour le même point. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

13 Nul ne doit, en un jour, prendre plus de faisans d'un sexe que le nombre indiqué à la colonne 4 pour un point de l'annexe 5 ni avoir en sa possession, en même temps, plus de faisans d'un sexe que le nombre indiqué à la colonne 5 pour le même point. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

SAISON DE CHASSE AU DINDON SAUVAGE

13a (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), le titulaire d'un permis valide rédigé selon la formule 5 du Règlement 420 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 peut chasser le dindon sauvage à barbe dans les unités de gestion de la faune 68, 71, 72, 73, 76D, 77, 81, 87B, 87C, 87D, 88, 89 et 90B du lundi suivant le dernier samedi d'avril au vendredi précédant le jour de Victoria aux conditions suivantes :

1. La chasse commence une demi-heure avant le lever du soleil et prend fin à midi.
2. Le titulaire appose une vignette rédigée selon la formule 12 du Règlement 420 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 sur son permis avant la chasse.
3. Le titulaire n'abat pas plus de un dindon sauvage à barbe ou, s'il en a abattu un, ne tente pas d'en abattre un autre.
4. Le titulaire utilise :
 - i. soit un fusil de chasse, y compris un fusil qui se charge par le canon, dont le calibre est compris entre 10 et 20 et qui est chargé de plombs numéro 4, 5 ou 6,
 - ii. soit une arbalète, un arc, une flèche ou un carreau désigné à l'article 1 du Règlement 405 des Règlements refondus de l'Ontario.
5. Le titulaire n'utilise pas d'apeaux.
6. Le titulaire qui a abattu un dindon sauvage à barbe le présente, intact, à la personne que le ministre désigne pour enregistrer les dindons sauvages, entre 8 h et 14 h le jour où le dindon sauvage à barbe a été abattu.

(2) Le permis rédigé selon la formule 5 du Règlement 420 des Règlements refondus de l'Ontario de 1980 n'est pas valide pour la chasse au dindon sauvage à barbe dans les unités de gestion de la faune 88 ou 89 à moins que le nom du titulaire n'ait été choisi lors d'un tirage fait par le ministère et que le titulaire n'ait sur lui pendant qu'il chasse un certificat attestant ce choix délivré par le gérant de la région administrative du ministère.

(3) Un non-résident ne peut pas chasser le dindon sauvage à barbe dans les unités de gestion de la faune 88 ou 89. Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 1

Perdrix européenne

Point	COLONNE 1 Unités de gestion de la faune	COLONNE 2 Saisons de chasse
1	13	Du quinzième jour de septembre au deuxième samedi de novembre de la même année.
2	55 à 59 inclusivement, 61 à 67 inclusivement, 69B	Du vingtième jour de septembre au deuxième samedi de novembre de la même année.
3	60A, 68, 69A, 70 à 75 inclusivement, 88, 89	Du vingt-cinquième jour de septembre au deuxième samedi de novembre de la même année.
4	87, 90	Du troisième mercredi d'octobre au quinzième jour de décembre de la même année.
5	76	Du troisième samedi d'octobre au vendredi suivant de la même année.

Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 2

Gélinotte huppée et téttras des savanes

Point	COLONNE 1 Unités de gestion de la faune	COLONNE 2 Saisons de chasse
1	1	Du cinquième jour de septembre au dernier jour de décembre de la même année.
2	2 à 21 inclusivement, 32 à 41 inclusivement, 45	Du quinzième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.
3	22 à 31 inclusivement	Du quinzième jour de septembre au dernier jour de décembre de la même année.
4	42 à 44 inclusivement, 46 à 50 inclusivement, 53 à 59 inclusivement	Du vingtième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.
5	60A, 68, 69A, 70, 71	Du vingt-cinquième jour de septembre au dernier jour de décembre de la même année.
6	61 à 67 inclusivement, 69B	Du vingtième jour de septembre au dernier jour de décembre de la même année.
7	72 à 92 inclusivement	Du vingt-cinquième jour de septembre au quinzième jour de janvier de l'année suivante.
8	93	Du dernier mercredi d'octobre au quinzième jour de janvier de l'année suivante.

Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 3

Gélinotte à queue fine et lagopède

Point	COLONNE 1 Unités de gestion de la faune	COLONNE 2 Saisons de chasse
1	1	Du cinquième jour de septembre au dernier jour de mars de l'année suivante.
2	2 à 16 inclusivement, 19, 20, 21, 32 à 39 inclusivement, 41, 45	Du quinzième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.
3	17, 18, 22 à 31 inclusivement, 40	Du quinzième jour de septembre au dernier jour de mars de l'année suivante.
4	42 à 44 inclusivement, 46 à 50 inclusivement, 53 à 59 inclusivement	Du vingtième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.
5	60A, 68, 69A, 70, 71	Du vingt-cinquième jour de septembre au dernier jour de décembre de la même année.
6	61 à 67 inclusivement, 69B	Du vingtième jour de septembre au dernier jour de décembre de la même année.

Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 4

Colin de Virginie

Point	COLONNE 1 Unités de gestion de la faune	COLONNE 2 Saisons de chasse
1	65	Du vingtième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.
2	92	Du dernier mercredi d'octobre au septième jour de novembre de la même année.

Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, *en partie*.

Annexe 5

Faisan

Point	COLONNE 1 Unités de gestion de la faune	COLONNE 2 Saisons de chasse	COLONNE 3 Heures	COLONNE 4 Limites par jour	COLONNE 5 Limites de possession
1	2 à 41 inclusivement, 45	Du quinzième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	3, mâles ou femelles	
1A	42 à 44 inclusivement, 46 à 50 inclusivement, 53 à 59 inclusivement, 61 à 67 inclusivement, 69B	Du vingtième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	3, mâles ou femelles	
1B	60A, 68, 69A, 70 à 77 inclusivement, 81 à 86 inclusivement	Du vingt-cinquième jour de septembre au quinzième jour de décembre de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	3, mâles ou femelles	
2	78	Du deuxième mercredi d'octobre au quinzième jour de décembre de la même année.	8 h à 1/2 h après le coucher du soleil	3, mâles ou femelles	
3	88	Du quatrième mercredi d'octobre au premier samedi de novembre de la même année.	8 h à 1/2 h après le coucher du soleil	3 mâles	
4	89, 90, 91, 92	Du troisième mercredi d'octobre au quinzième jour de décembre de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	3, mâles ou femelles	
5	79, 80, 87	Du troisième mercredi d'octobre au quinzième jour de décembre de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	3 au total, mais pas plus d'une femelle	
6	93	Du dernier mercredi d'octobre au quinzième jour de décembre de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	3 au total, mais pas plus d'une femelle	
7	94	Du dernier mercredi d'octobre au samedi suivant de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	2 mâles	
8	95	Le dernier jeudi d'octobre et le lendemain, le premier jeudi de novembre et le lendemain ainsi que le deuxième jeudi de novembre et le lendemain de la même année, sauf en 1991. En 1991, le quatrième jeudi d'octobre et le lendemain, le cinquième jeudi d'octobre et le lendemain ainsi que le premier jeudi de novembre et le lendemain.	8 h à 17 h	10, mâles ou femelles	10, mâles ou femelles
9	95	Du premier jour de janvier au dernier jour de février de la même année.	1/2 h avant le lever du soleil à 1/2 h après le coucher du soleil	5, mâles ou femelles	5, mâles ou femelles

Règl. de l'Ont. 615/91, art. 1, en partie.

HEALTH INSURANCE ACT

O. Reg. 616/91.
General.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 452 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HEALTH INSURANCE ACT

1.—(1) Clause 1 (m) of Regulation 452 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 156/90, is revoked and the following substituted:

(m) "schedule of benefits" means the schedule set out in the Ministry of Health publication dated the 1st day of April, 1991, titled "Schedule of Benefits" and subtitled "Physician Services under the Health Insurance Act" other than the part of the schedule from and including page 181 to and including item L731 on page 195 and includes the parts of the publication dealing with what a service encompasses, what amounts are payable and the circumstances in which they are payable.

(2) Section 1 of the Regulation, as amended by section 1 of Ontario Regulation 717/89, section 1 of Ontario Regulation 156/90 and section 1 of Ontario Regulation 283/90, is further amended by adding the following subsection:

(2) A reference to the schedule of benefits in relation to a service is a reference to the schedule of benefits set out in the definition in force at the time the service was rendered. O. Reg. 616/91, s. 1 (2).

2. Subsection 67 (2t) of the Regulation, as made by section 5 of Ontario Regulation 156/90, is amended by striking out "set out" in the fourth line and substituting "provided".

3. The Regulation is amended by adding the following section:

67a.—(1) For an insured service rendered by a physician in Ontario during a period set out in the Table to this subsection, the amount payable is reduced by the fraction in the Table corresponding to the total amount already paid for insured services rendered by the physician during the period.

TABLE

Period	Total Amount Already Paid	Reduction
April 1, 1991 to March 31, 1992	\$400,000 to \$450,000	1/3
	more than \$450,000	2/3

(2) This section does not apply to a service described in subsection (3) and no amount for any such service shall be included, for the purposes of subsection (1), in the total amount already paid.

(3) The services mentioned in subsection (2) are the following:

- Services set out in Appendix E to the General Preamble of the schedule of benefits.
- Services rendered under the Underserved Area Program of the Ministry of Health. O. Reg. 616/91, s. 3.

4. This Regulation shall be deemed to have come into force on the 1st day of April, 1991.

44/91

HEALTH INSURANCE ACT

O. Reg. 617/91.
General.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 452 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HEALTH INSURANCE ACT

1. Subsection 53 (1) of Regulation 452 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 156/90, is amended by adding the following paragraph:

20. Destruction of hair follicles.

2. This Regulation comes into force on the 15th day of November, 1991.

44/91

INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT, 1989

O. Reg. 618/91.
General.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 158/90
MADE UNDER THE
INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT, 1989

1. Subsection 1 (1) of Ontario Regulation 158/90, as amended by section 1 of Ontario Regulation 173/91, is further amended by adding the following paragraph:

24. Destruction of hair follicles.

2. This Regulation comes into force on the 15th day of November, 1991.

44/91

COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

O. Reg. 619/91.
Money Paid Into Court.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 295/90
MADE UNDER THE
COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

1. Subsection 2 (4) of Ontario Regulation 295/90, as remade by section 1 of Ontario Regulation 391/91, is revoked and the following substituted:

(4) Money paid or transferred to the Accountant shall bear interest, compounded semi-annually,

- (a) on and after the 18th day of October, 1991 up to and including the 31st day of December, 1991 at the rate of 9.5 per cent per year; and
- (b) on and after the 1st day of January, 1992 at the rate of 9 per cent per year. O. Reg. 619/91, s. 1.

44/91

PROVINCIAL OFFENCES ACT

O. Reg. 620/91.

Proceedings Commenced by Certificate of Offence.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 17th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 817 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE PROVINCIAL OFFENCES ACT

1. Regulation 817 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following Schedule:

Schedule 101

Employer Health Tax Act, 1989

ITEM	COLUMN 1	COLUMN 2
1.	Fail to deliver return as required	section 32

O. Reg. 620/91, s. 1.

44/91

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

O. Reg. 621/91.

County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Town of Dundas.
Made—October 9th, 1991.
Filed—October 18th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 486/73 MADE UNDER THE

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

1. Ontario Regulation 486/73 is amended by adding the following section:

36.—(1) Despite section 4 of this Order, a single dwelling and buildings and structures accessory to it may be erected and used on the land described in subsection (2) if the following requirements are met:

Minimum side yard depth	1.5 metres
Minimum front yard depth	6.7 metres
Maximum total floor area	199.7 square metres
Maximum height	7.0 metres

(2) Subsection (1) applies to that parcel of land in the Town of Dundas, in The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth being part of Lot 1, on Plan 967 registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62), and designated as Part 1 on Plan 62R-10703 deposited in the same Registry Division. O. Reg. 621/91, s. 1.

DIANA LINN JARDINE
Director
Plans Administration Branch
Central and Southwest
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 9th day of October, 1991.

44/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 622/91.

Exemption—City of Windsor—WIND-C-2.
Made—October 9th, 1991.
Approved—October 9th, 1991.
Filed—October 18th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION—CITY OF WINDSOR—WIND-C-2

Having received a request from The Corporation of the City of Windsor (the "City") that an undertaking, namely:

The activity of developing a waterfront park, covering approximately 35 acres, bounded by Riverside Drive, Viale Udine, Devonshire Road and the Detroit River, providing for a range of recreational and tourism uses,

be exempt from the application of subclauses 5 (3) (b) (i) (other than a description of the undertaking) and (iii) of the Act pursuant to section 29; and

Having been advised by the City of Windsor that if the undertaking is subject to the application of subclauses 5 (3) (b) (i) (other than a description of the undertaking) and (iii) of the Act, the following injury, damage or interference with the persons and property indicated will occur:

- A. The land assembly by the City of Windsor for the waterfront park was partially carried out through expropriation of properties for the express purpose of a park. Legal requirements will not permit the municipality to use the properties acquired through expropriation for other purposes.
- B. The City has identified the need for additional park space in downtown Windsor since the 1940s. A study carried out in 1980, identified a shortage of park space in the Central and Walkerville planning districts. The construction of the park will be delayed if the City is required to re-examine the need, rationale and alternatives to the undertaking. In this way, recreational opportunities for residents of Windsor will be delayed.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of subclauses 5 (3) (b) (i) (other than a description of the undertaking) and (iii) of the Act for the following reasons:

- A. The area has been the subject of numerous studies and has long been identified as a suitable site for a park. It has been designated in the Windsor Official Plan for such use. Previous studies have been carried out to determine the need for leisure space, and alternative uses for the property in question.
- B. On-going public consultation has determined that the majority of the residents of Windsor wish the space to be used for park purposes.
- C. The waterfront park will provide public access to the waterfront. This location has been identified by the City as being the only suitable site for the purpose of a waterfront park.
- D. Land use planning and development projects on adjacent lands have relied on the development of the waterfront park. The prospect of the site not being used as a waterfront park would inhibit the trust of the business community in municipal planning.

This exemption is subject to the following terms and conditions:

1. When a project that is exempt by this order is being carried out as or is part of an undertaking that has an approval or another exemption under the *Environmental Assessment Act*, that project shall be carried out according to the terms and conditions of this order, any approval and any other order. In the event of a conflict, the Minister of the Environment shall decide how the project is to be carried out.
2. The waterfront park area as described above shall not be sold to anyone other than the Essex Region Conservation Authority. Should such a sale take place, the use shall continue to be for a waterfront park.
3. Construction must begin with two years of approval under the *Environmental Assessment Act* O. Reg. 622/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

44/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 623/91.

Exemption—The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority—MTRC-A-1.

Made—October 9th, 1991.

Approved—October 9th, 1991.

Filed—October 18th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION—THE METROPOLITAN TORONTO AND REGION CONSERVATION AUTHORITY—MTRC-A-1

Having received a request from the Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority that an undertaking, namely:

The activity of creating public open space and public facilities including a stormwater management system and the waterfront drive right-of-way utilizing lakefill as required and shoreline

stabilization with significant emphasis on environmental enhancement, in the area of the City of Etobicoke known as the "Motel Strip". The proposed undertaking is to front onto Lake Ontario between Humber Bay Park East and the Humber River south of Lakeshore Boulevard and more particularly shown on the MTRCA fill line map, Schedule 1,

be exempt from the application of the Act pursuant to section 29; and

Having been advised by the Authority that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following injury, damage or interference with the persons and property indicated will occur:

- A. The people of the City of Etobicoke and the rest of Metropolitan Toronto will be interfered with and damaged by the undue delay and expense required to prepare an environmental assessment for an activity which will provide the implementation mechanism to secure public open space and access in advance of private development, and for which considerable study has already been undertaken by way of the Environmental Management Master Plan, prepared and submitted by the City of Etobicoke and approved by the Minister of the Environment, and the Stormwater Management Plan prepared by the City of Etobicoke and accepted in principle by the Ministry of the Environment, Central Region Office.
- B. The people of the City of Etobicoke and the rest of Metropolitan Toronto will be interfered with and damaged by the undue delay in providing public open space which will improve the environmental conditions of the Motel Strip and Humber Bay East.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management of the environment which would result from the undertaking being subject to the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The proposed undertaking has been prepared in keeping with the Environmental Management Master Plan submitted to the Minister of the Environment and with Official Plan Amendment C-65-86 (Etobicoke Motel Strip) and outlined in the MTRCA fill line map, Schedule 1, scheduled for a hearing before the Ontario Municipal Board to commence on October 1, 1991.
- B. The limit of lakefill has been established to the satisfaction of the provincial agencies with detailed plans and activities subject to further review and approval by the federal and provincial Ministries.
- C. The proposed undertaking provides for a public amenity area and the creation of additional aquatic habitat.
- D. The undertaking by the Authority provides the implementation mechanism to satisfy the Official Plan Amendment C-65-86 policies and the concerns outlined as a matter of provincial interest to be considered by the Ontario Municipal Board.

This exemption is subject to the following terms and conditions:

1. The undertaking will comply with the detailed engineering plan as prepared by MTRCA and will be a minimum of seventy-six metres in width including the Waterfront Drive right-of-way (26 metres).
2. The authority must submit for approval to the Director of Central Region, Ministry of the Environment, a detailed plan on lakefill prior to construction to include:

- plans for landform which must fulfill federal requirements pertaining to fisheries, reflect the MTRCA fill line and satisfy the stormwater management requirements of the Ministry of the Environment;
 - fill quality;
 - methods for control of fill quality;
 - construction methodology to minimize displacement of contaminated sediments and impact on water quality;
 - monitoring during construction and to establish baseline conditions following construction.
3. All lakefilling must be completed prior to the development of the uses other than stormwater management and the lakeshore drive for which the plan is required.
 4. The Authority must prepare and submit to the Minister of the Environment for approval, by December 31, 1994, a land use plan for the activities to be sited on the area of the undertaking, excluding the stormwater management system and the lakeshore drive right-of-way. This plan shall include a built-in mechanism for its alteration.

The creation of activities shall be limited to filling, passive recreation, implementation of stormwater management system and construction of Waterfront Drive until such time as the

Minister of the Environment has approved the land use plan referred to in the above paragraph.

5. Development is permitted only where it is in compliance with an approved development plan provided for in the Official Plan and the land use plan referred to in Condition No. 4, and where there have been opportunities for input from the City of Etobicoke, government agencies and the public.
6. The amenity area shall not be sold to anyone other than The Corporation of the City of Etobicoke or The Municipality of Metropolitan Toronto. Should such a sale take place, the use shall be for the use approved in the land use plan referred to in Condition No. 4 and is subject to these conditions.
7. This order shall expire if:
 - (a) construction to implement the amenity area has not commenced within two years of the approval of the Official Plan Amendment C-65-86 with such amendments as are required under the *Planning Act, 1983*, or
 - (b) Official Plan Amendment C-65-86 is not approved by May 11, 1995. O. Reg. 623/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

44/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—11—09

ONTARIO NEW HOME WARRANTIES PLAN ACT

O. Reg. 624/91.
Administration of the Plan.
Made—August 15th, 1991.
Filed—October 21st, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 726 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE ONTARIO NEW HOME WARRANTIES PLAN ACT

1. Subparagraphs 3 (1) and (2) of Schedule A to Regulation 726 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 118/91, are revoked and the following substituted:

- (1) The enrolment fee for every home of a type referred to in subclauses 1 (d) (i) and (ii) of the Act is \$2 for each \$1,000 of the sale price of the home.
- (2) The enrolment fee for every home of a type referred to in subclause 1 (d) (iii) of the Act is \$2 for each \$1,000 of the sale price of the home, plus \$100.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Passed by the Directors on the 15th day of August, 1991.

REGINALD RYAN
Chair

JOAN HUZAR
Secretary

Confirmed by the members in accordance with the *Corporations Act* on the 15th day of August, 1991.

JOAN HUZAR
Secretary

45/91

ONTARIO GUARANTEED ANNUAL INCOME ACT

O. Reg. 625/91.
Guaranteed Income Limit.
Made—October 16th, 1991.
Filed—October 22nd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE ONTARIO GUARANTEED ANNUAL INCOME ACT GUARANTEED INCOME LIMIT

1. Commencing with October, 1991, the guaranteed income limit for purposes of,

- (a) subclause 1 (j) (i) of the Act is \$10,799.64;

(b) subclause 1 (j) (ii) of the Act is \$8,943.48;

(c) subclause 1 (j) (iii) of the Act is \$8,943.48;

(d) subclause 1 (j) (iv) of the Act is \$17,886.96; O. Reg. 625/91, s. 1.

2. Ontario Regulation 417/91 is revoked.

3. This Regulation shall be deemed to have come into force on the 1st day of October, 1991.

45/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 626/91.

Exemption—Ministry of the Environment—MOE-44.
Made—October 16th, 1991.
Approved—October 16th, 1991.
Filed—October 23rd, 1991.

ORDER MADE UNDER THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION—MINISTRY OF THE ENVIRONMENT—MOE-44

Having received a request from the Regional Director, Northwestern Region, Ministry of the Environment, that an undertaking, namely:

Activities related to the characterization, cleanup and/or remedial work being carried out by the Ministry of the Environment in Howey Bay of Red Lake involving the location, identification, removal and disposal of drums, some of which may contain hazardous waste, in addition to any other waste located on the bottom of Howey Bay which are contaminating or have the potential to contaminate the waters of Red Lake,

be exempt from the application of the Act pursuant to section 29; and

Having been advised by the Regional Director, Northwestern Region, that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following injury, damage or interference with the persons and property indicated will occur:

A. The time which would be involved in preparing an Environmental Assessment and seeking approval under the Act would significantly delay the implementation of the undertaking, exacerbating the following situations:

(i) The discharge of contaminants or the potential for the discharge of contaminants from any drums which contain hazardous wastes, in addition to contaminants from any other wastes located on the bottom of Howey Bay in Red Lake. The presence of downstream water supplies classifies this as the situation which presents a possible threat to public health.

(ii) In addition, failure to take action may result in the contamination of aquatic life in Howey Bay and the downstream ecosystem.

(iii) Members of the public may be exposed to contaminants.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. Immediate action in managing the contaminated wastes will minimize the potential injury and damage cited above.
- B. Implementation of the undertaking as soon as possible will avoid further potential public exposure to, and migration of, contaminated wastes.

This exemption order is subject to the following terms and conditions:

1. This undertaking may involve temporary and secured storage in The Corporation of the Township of Red Lake Works Department compound (Part of K 1369, designated KR 1164, Part 2, Township of Red Lake) until identification and appropriate disposal can be determined.
2. The undertaking shall be monitored by the Ministry of the Environment or its agents or both, to ensure that the waste management activities do not result in injury or damage to persons and property.
3. A written report shall be prepared on the undertaking. The report shall describe the activities and how the terms and conditions of this Order were complied with. The report shall be submitted by the Regional Director, Northwestern Region of the Ministry of the Environment to the Director of the Environmental Assessment Branch within six months after completion of the cleanup for filing in the public records. O. Reg. 626/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

45/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 627/91.

Exemption—The Corporation of the City of Toronto—
TORO-C-5.

Made—October 16th, 1991.

Approved—October 16th, 1991.

Filed—October 23rd, 1991.

ORDER MADE UNDER THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION—THE CORPORATION OF THE CITY OF TORONTO—TORO-C-5

Having received a request from The Corporation of the City of Toronto that an undertaking, namely:

The decommissioning of the former Toronto Refiners and Smelters Ltd. properties in the vicinity of 28 Bathurst Street which will involve: building decontamination (removal of contaminated dust and sludge, and removal of contaminated building surfaces); building demolition and removal including asbestos removal and disposal, PCB removal and storage, underground tank removal, process equipment removal and disposal; and removal and off-site disposal of all contaminated soil and materials at approved sites,

be exempt from the application of the Act pursuant to section 29; and

Having been advised by the City of Toronto that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following injury, damage or interference with the persons and property indicated will occur:

- A. Since hazardous materials and soils, including lead, mercury, arsenic and PAH's, pose a potential hazard to the health of children and residents of the area, there will be a prolonged exposure of these children and residents to the potential hazard.
- B. The public will become increasingly uneasy over the continuing presence of the hazardous materials and soils in view of its potential hazard to children and residents of the area and the City of Toronto's requirement to decommission.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The presence of hazardous materials and contamination at the site, the blowing of contaminated dust and the potential discharge of contaminated water to the sanitary sewer poses a potential hazard to the residents of the area. Delays which would be engendered by the application of the Act to the removal program will add to the duration of this potential hazard. Therefore, it is in the public interest to immediately decommission the site.
- B. A Steering Committee with representatives from the local citizens has been established to monitor progress made in the cleanup of the site and off-site disposal of the contaminated waste.
- C. Based on extensive public participation, there is widespread consensus within and among the community, Steering Committee, Board of Health, local politicians and others that this project should proceed expeditiously.
- D. A Director's Order was issued pursuant to section 17 of the *Environmental Protection Act*, by the Regional Director, Central Region, Ministry of the Environment, to the City of Toronto. The Order required the decommissioning of the site.

This exemption is subject to the following terms and conditions:

1. The City of Toronto, where appropriate, will inform and consult with interested agencies, the Niagara Neighbourhood Association and the public which have expressed concern with the undertaking before commencement of the undertaking.
2. The City of Toronto shall ensure that the Steering Committee, comprised of members of the public and government agencies, continues to monitor the progress made in the cleanup of the site and off-site disposal of the contaminated wastes. The City of Toronto will submit monthly reports to the Steering Committee and the Niagara Neighbourhood Association, including a summary of the work completed to date, work to be completed and any concerns which might affect the health or safety of the public.
3. Prior to commencement of decommissioning activities at the site, the City of Toronto shall submit to the Director, Central Region, Ministry of the Environment, the following items:
 - (a) a work plan and project schedule outlining the phasing of the decommissioning and timing of each activity within each work zone;
 - (b) measures to be taken for the prevention of cross-contamination between working zones;

- (c) a detailed program for the control of dust emissions, including washing procedures, expected emission levels and an air monitoring program; and
- (d) excavation procedures, including a monitoring program to determine the extent of excavation required and the appropriate disposal location.
4. During the decommissioning phases, the City of Toronto will engage the services of a qualified environmental consultant to monitor the activities on-site and provide advice with respect to control of contaminants. The consultant will have discretionary power to halt any activities that, in its opinion, could result in danger to the health and safety of the workers or the public.
5. The City of Toronto will report on a weekly basis to the Director, Central Region, Ministry of the Environment of activities carried on in the previous week. The weekly summary reports will include but are not limited to the following:
- (a) site security;
- (b) activities occurring during the week;
- (c) activities planned for the following week;
- (d) changes or modifications to work plan and project schedule;
- (e) quantity, type and destination of waste materials;
- (f) results of all monitoring, report of any leaks or spills; and
- (g) comments received and responses to any public concerns regarding the decommissioning activities.
6. Within thirty calendar days after the completion of the undertaking, the City of Toronto will submit to the Director, Central Region, Ministry of the Environment, a written report outlining the assessment of the need for groundwater collection and treatment, and a proposed remediation plan.
7. The City of Toronto shall submit to the Director, Central Region, Ministry of the Environment, details of the wastewater treatment system to be used at the site, including design, construction and disposal of resulting effluent and sludge. A wastewater system for the site must be in place prior to the commencement of any decommissioning activities.
8. The City of Toronto will submit to the Director, Central Region, Ministry of the Environment, for approval, a list of those waste disposal sites at which the waste materials (both hazardous and non-hazardous) from the site will be disposed of, as well as any sites where soils will be disposed of.
9. The City of Toronto will submit to the Director, Central Region, Ministry of the Environment, for approval in writing, specific truck haulage routes to be followed throughout the undertaking in order to minimize any potential adverse effects on local residents.
10. The City of Toronto will take steps to ensure that the hauling contractor(s) securely contain all loads in order to prevent spillage and will cleanup any spill that does result from the loading and hauling of the soil and material. In the event of a spill, the Toronto West District Office of the Ministry of the Environment (during work hours 416-467-3000) or the Spills Action Centre (after hours 416-325-3000) will be notified.
11. A Provincial Officer appointed under the *Environmental Protection Act* will have the right to shut-down the operations, where the Officer is of the opinion that a danger to the health or safety of the public exists.

12. Within thirty calendar days after the completion of the undertaking, the City of Toronto will provide the Director of the Environmental Assessment Branch of the Ministry of the Environment a written description of how the conditions of this exemption have been met, for filing with the public records kept under section 31 of the Act by the Branch. O. Reg. 627/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

45/91

REGISTRY ACT

O. Reg. 628/91.

Office Hours.

Made—October 23rd, 1991.

Filed—October 23rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE REGISTRY ACT

OFFICE HOURS

1. Despite section 4 of Regulation 896 of Revised Regulations of Ontario, 1980 (Forms and Records) and section 52 of Ontario Regulation 75/82 (Forms, Records and Procedures), the Land Registry Office for the Registry Division of York Region (No. 65) and Land Titles Division of York Region (No. 65) shall be kept open from 9.30 o'clock in the forenoon until 9.40 o'clock in the forenoon, local time, on the 23rd day of October, 1991. O. Reg. 628/91, s. 1.

2. **This Regulation expires with the 24th day of October, 1991.**

CAROL D. KIRSH
Director of Land Registration

Dated at Toronto, this 23rd day of October, 1991.

45/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 629/91.

Crop Insurance Plan—Winter Wheat.

Made—September 12th, 1991.

Approved—October 16th, 1991.

Filed—October 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 229 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) **Clause 3 (a) of the Schedule to Regulation 229 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.**

(2) **Section 6 of the Schedule is amended by adding the following clause:**

- (aa) an extended coverage endorsement in Form 2, if the insured person applied for extended coverage;

(3) Clause 6 (d) of the Schedule is amended by adding “(aa)” after “(a)” in the second line.

(4) The Schedule is amended by adding after the heading “COVERAGE” the following section:

8a. In calculating an insured person’s average farm yield, the Commission shall,

- (a) determine an insured person’s actual yield in a year from that person’s acreage production records for the year or, in the absence of such records, estimate an actual yield figure in a year on the basis of a review of the insured person’s farmland, the farmland in the district in which the insured person’s acreage is located and the insured person’s farming practices;
- (b) on an annual basis, apply the appropriate factor in the Table to the actual yield figure for a year determined under clause (a) to produce a factored yield for each year;
- (c) compare the factored yield in each year with the average of the factored yields and,
 - (i) if the factored yield in a year exceeds that average by more than 30 per cent, shall adjust the factored yield according to the formula,

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Factored Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Factored Yield} - \left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 1.3 \right) \right),$$

- (ii) if the factored yield in a year exceeds that average by more than 30 per cent, shall adjust the factored yield according to the formula,

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Factored Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\frac{\text{Average Yield}}{\text{Yield}} \times 0.7 \right) - \text{Factored Yield} \right);$$

- (d) determine an insured person’s average farm yield by calculating the average of the insured person’s factored yields, using adjusted yield figures obtained under clause (c) where applicable.

(5) Subsection 11 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 462/90, is revoked and the following substituted:

(1) For the purposes of this plan, the grower may select an established price per bushel of,

- (a) \$2;
- (b) \$2.50; or
- (c) \$3.

(6) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 462/90, is revoked and the following substituted:

- (1) The total premium is,
 - (a) \$5.40 per acre where the established price is \$2 per bushel;
 - (b) \$6.80 per acre where the established price is \$2.50 per bushel;
 - (c) \$8 per acre where the established price is \$3 per bushel.

(7) Subsection 12 (3) of the Schedule, as remade by section 4 of Ontario Regulation 99/82, is revoked and the following substituted:

(3) The premium prescribed by subsection (1) includes payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

2. The Regulation is amended by adding the following Table:

TABLE

Age of Yield	Factor
10	1.15843
9	1.14037
8	1.12285
7	1.10587
6	1.08939
5	1.00000
4	1.00000
3	1.00000
2	1.00000
1	1.00000

O. Reg. 629/91, s. 2.

3. The Regulation is further amended by adding the following Form:

Form 2

Crop Insurance Act (Ontario)

EXTENDED COVERAGE ENDORSEMENT

- 1.—(1) This endorsement applies only to winter wheat.
- (2) This endorsement is in force where the insured person applies for it and pays the prescribed premium.
- (3) The coverage is in force and indemnity and premiums payable under this endorsement are in addition to any prescribed by the plan.
- (4) The conditions of the Schedule and Form 1 apply to this endorsement unless they are inconsistent with it or are specifically excluded under it.
- 2. An application for extended coverage shall be made by the thirty-first day of October in the crop year in respect of which it is made.

COVERAGE

- 3. The insured person may purchase an extra 5 or 10 per cent coverage in addition to the coverage determined under section 9 of the Schedule.
- 4. The maximum indemnity for which the Commission is liable under a contract of insurance under the plan and insurance provided by this endorsement is the amount obtained by adding an additional 5 or 10 per cent to the coverage determined under section 9 of the Schedule and multiplying this sum by the established price determined under section 11 of the Schedule.

PREMIUMS

- 5.—(1) The additional premium payable in the crop year for 5 per cent extra coverage is,
 - (a) \$0.80 per acre where the established price is \$2 per bushel;
 - (b) \$1 per acre where the established price is \$2.50 per bushel;
 - (c) \$1.40 per acre where the established price is \$3 per bushel.
- (2) The additional premium payable in the crop year for 10 per cent extra coverage is,
 - (a) \$3.40 per acre where the established price is \$2 per bushel;
 - (b) \$4.20 per acre where the established price is \$2.50 per bushel;

(c) \$5.20 per acre where the established price is \$3 per bushel.

(3) The premiums prescribed by subparagraphs (1) and (2) include payments in respect of premiums made by the Province of Ontario and the Government of Canada under the *Crop Insurance Act* (Canada).

(4) Subsection 9 (5) of the Schedule does not apply to this endorsement.

(5) An insured person shall pay a premium deposit of \$1 per acre at the time of application for extended coverage. O. Reg. 629/91, s. 3.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 12th day of September, 1991.

45/91

GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

O. Reg. 630/91.

General.

Made—October 23rd, 1991.

Filed—October 24th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 441 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

1. Clause 1 (1) (f) of Regulation 441 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 708/84, is amended by inserting before "who" in the first line "other than a single person".

2. Section 13 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(8) Despite paragraphs 11b and 11c of subsection (2), the income of an applicant or recipient shall not be considered to include any amount for a person referred to in clause 29 (3) (a). O. Reg. 630/91, s. 2.

3. Section 13a of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(9) Subsection (8) does not apply to a person to whom subsection 11 (2) or (2a) applies. O. Reg. 630/91, s. 3.

4. Paragraph 1 of subsection 15 (4) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 408/91, is revoked and the following substituted:

1. For basic needs, an amount determined in accordance with paragraphs 1, 2 and 3 of subsection 12 (2) or paragraphs 4 and 9 of subsection 12 (2).

5. Subsection 16a (2) of the Regulation, as made by section 9 of Ontario Regulation 546/91, is revoked and the following substituted:

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a recipient of a governmental benefit who is not a beneficiary under the *Family Benefits Act* unless his or her income as determined under section 13 is exceeded by the sum of,

(a) the amount of his or her budgetary requirements as determined in accordance with section 12; and

(b) the cost of the special necessities. O. Reg. 630/91, s. 5.

6. Section 26 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(2) If the Province of Ontario pays general assistance to a person who has residence in a municipality or on the reserve of an approved band, the Province may deduct from any subsidy payable to the municipality or band under section 11 or 20 an amount equal to the administrative costs incurred by Ontario as a result of paying the general assistance to the person. O. Reg. 630/91, s. 6.

7. Subsection 28 (2) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 713/87 and amended by section 3 of Ontario Regulation 747/88, section 4 of Ontario Regulation 525/89, section 4 of Ontario Regulation 687/89 and section 3 of Ontario Regulation 681/90, is further amended by striking out "in that month" in the fifth line and substituting "annually".

8. The Regulation is further amended by adding the following section:

29.—(1) The budgetary requirements of an applicant or recipient who shares accommodation with one or more persons who are not dependants shall be reduced by an amount that is equal to the difference between,

(a) the applicant's or recipient's budgetary requirements calculated as if he or she was responsible for the entire cost of shelter and energy for heat; and

(b) the applicant's or recipient's budgetary requirements calculated by allocating equal shares of the cost to him or her, his or her spouse if included as a dependant and each of the persons who are not his or her dependants with whom he or she is sharing accommodation.

(2) Despite subsection (1), the budgetary requirements of the applicant or recipient shall not be reduced below the minimum amounts set out in Schedule A.

(3) Despite subsection (1), a share of the costs referred to in clause (a) of that subsection shall not be allocated to,

(a) a person who lives with and provides daily physical assistance on an ongoing basis to the applicant or recipient or the applicant's or recipient's spouse if the applicant, recipient or spouse is an unemployable person and the assistance is necessary to allow him or her to function in a community setting;

(b) a person provided with lodging by the applicant or recipient, if the person provides income to the applicant or recipient; or

(c) a person who provides lodging, whether or not with meals, to the applicant or recipient.

(4) This section does not apply to an applicant or recipient,

(a) who has his or her budgetary requirements determined under subsection 11 (5), 12 (3), 15 (4) or section 16; or

(b) who has been eligible for assistance or an allowance under the *Family Benefits Act* continuously since the 31st day of October, 1987, and who prior to the 1st day of November, 1987 had advised a welfare administrator or the Director that he or she was sharing accommodation with one or more persons who were not dependants of the applicant or recipient. O. Reg. 630/91, s. 8.

9. Schedule A to the Regulation, as remade by section 11 of Ontario Regulation 546/91, is revoked and the following substituted:

Schedule A

AMOUNTS FOR BASIC NEEDS
(Board and Lodging *)

No. of Dependants Other than a Spouse	One Adult Person				Two Adult Persons			
	Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$
0	58.90	256.00	101.50	441.00	95.50	415.00	155.60	676.00
1	135.30	588.00	168.90	734.00	121.30	527.00	178.60	776.00
2	167.10	726.00	194.70	846.00	143.80	625.00	200.00	869.00
3	192.60	837.00	218.90	951.00	163.60	711.00	221.40	962.00

For each additional child or dependant in the family in a one-parent family in excess of three, add an amount up to \$25.30 weekly or up to \$110.00 monthly.

For each additional dependant in a two-parent family in excess of three, add an amount up to \$21.90 weekly or up to \$95.00 monthly.

*Refer to paragraph 1 of subsection 12 (2).

O. Reg. 630/91, s. 9.

45/91

FAMILY BENEFITS ACT

O. Reg. 631/91.

General.

Made—October 23rd, 1991.

Filed—October 24th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 318 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FAMILY BENEFITS ACT

1. Subsection 1 (2) of Regulation 318 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 360/83 and amended by section 1 of Ontario Regulation 396/86, is further amended by striking out “and” at the end of clause (c), by adding “and” at the end of clause (d) and by adding the following clause:

- (e) the home of a child who has been excused from attendance at school under the *Education Act* because he or she is receiving satisfactory instruction at home.

2.—(1) Subsection 2 (1) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 709/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by striking out “subject to sections 6, 7 and 8” in the second-last line.

(2) Subsection 2 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 709/84 and amended by section 2 of Ontario Regulation 396/86 and section 1 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by striking out “subject to sections 6, 7 and 8” in the second-last line.

(3) Subsection 2 (4) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 459/82, is further amended by striking out “subject to sections 5, 6 and 7” in the second-last line.

(4) Subsection 2 (5) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 459/82 and section 1 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by striking out “subject to sections 5, 6 and 7” in the second-last line.

(5) Subsection 2 (6) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 459/82, section 2 of Ontario Regulation 709/84 and section 2 of Ontario Regulation 396/86, is further amended by striking out “subject to sections 5 and 7” in the second-last line.

(6) Subsection 2 (7) of the Regulation, as amended by section 1 of Ontario Regulation 690/83, is revoked and the following substituted:

(7) A person who is resident in Ontario and who is a person in need is eligible for an allowance and other benefits calculated in accordance with the Act and this Regulation if,

- he or she is a parent of a dependent child;
- he or she has no spouse or is not residing with his or her spouse;
- he or she is not eligible for an allowance under any other subsection of this section or under subsection 7 (1) of the Act; and
- his or her liquid assets do not exceed in value the amounts set out in subsection 3 (1). O. Reg. 631/91, s. 2 (6).

(7) Subsection 2 (8) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 424/82, is revoked and the following substituted:

(8) In subsection 2 (7), “parent” means a natural or adoptive parent or a person, other than a foster parent, who has demonstrated a settled intention to treat a child as a child of his or her family. O. Reg. 631/91, s. 2 (7).

(8) Subsection 2 (9) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 396/86, is revoked.

(9) Subsection 2 (10) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 163/89 and amended by section 1 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by striking out “31 or 35” in the second line and substituting “35, 35a or 36”.

3. Clause 5 (a) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 396/86, is revoked.

4. Subsection 7 (1) of the Regulation, as made by section 5 of

Ontario Regulation 459/82, is amended by striking out "Where" at the beginning and substituting "Despite any other provision of this Regulation, if".

5. Section 8 of the Regulation is amended by striking out "Where" at the beginning and substituting "Despite any other provision of this Regulation, if".

6.—(1) Subsection 12 (1) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 360/83 and section 2 of Ontario Regulation 548/88, is further amended by inserting after "place" in the second line "used as a personal residence".

(2) Clause 12 (1) (b) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(b) principal and interest on a mortgage incurred to purchase the dwelling place or to make repairs that are necessary in order for the property to continue to be used as a dwelling place;

(3) Clause 12 (1) (g) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 548/88, is amended by striking out "and" at the end.

(4) Subsection 12 (1) of the Regulation is further amended by adding the following clauses:

(i) rent under a land lease;

(j) payments on a loan incurred to purchase a mobile home used as a dwelling place or to make repairs that are necessary in order for the mobile home to continue to be used as a dwelling place.

(5) Subsection 12 (3) of the Regulation is amended by inserting after "(4)" in the fifth line "(4a)" and by striking out "(5a)" in the fifth line.

(6) Section 12 of the Regulation is amended by adding the following subsections:

(4a) The monthly budgetary requirements of an applicant or recipient who is a resident of an institution and who is not eligible for an allowance under subsection 2 (10) are an amount equal to the sum of,

(a) a personal needs allowance of \$112;

(b) any amounts to which he or she is entitled under subsections (5), (7) and (8); and

(c) if he or she is not entitled to any amounts under subsection (5), (7) or (8), any other amount recognized as a budgetary requirement under this section, other than an amount referred to in paragraph 2 of subsection (3).

(4b) The budgetary requirements of an applicant or recipient who is not ordinarily resident in an institution but who is hospitalized in an institution referred to in clause (4c) (c) for three months or less shall be calculated as if the applicant or recipient were not in the institution.

(4c) In subsections (4a) and (4b), "institution" means,

(a) a residence, home or facility referred to in subsection 12 (5), (7) or (8);

(b) a residential facility providing treatment, care or rehabilitation programs under the *Child and Family Services Act, 1984* or the *General Welfare Assistance Act*;

(c) a general, chronic, psychiatric, convalescent or rehabilitation hospital;

(d) a provincial residential school for persons whose vision or hearing is impaired;

(e) the Clarke Institute of Psychiatry;

(f) the Homewood Health Centre.

(4d) Subsections (4a) and (4b) do not apply to an applicant or recipient,

(a) who is a resident in a jail or penitentiary;

(b) who is a resident in a place of custody or detention within the meaning of the *Young Offenders Act* (Canada) as a result of a court order; or

(c) who is a resident in a residence for students attending a private or post-secondary educational institution. O. Reg. 631/91, s. 6 (6).

(7) Subsection 12 (5) of the Regulation is amended by striking out "be" in the thirteenth line and substituting "include" and by striking out "the sum of" in the fourteenth line.

(8) Clause 12 (5) (f) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 407/91, is revoked.

(9) Subsection 12 (7) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 163/89 and section 3 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by striking out "be" in the tenth line and substituting "include".

(10) Clause 12 (7) (da) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 407/91, is revoked.

(11) Subsection 12 (8) of the Regulation, as amended by section 4 of Ontario Regulation 690/83, section 1 of Ontario Regulation 498/84, section 1 of Ontario Regulation 706/84, section 1 of Ontario Regulation 380/87, section 2 of Ontario Regulation 163/89 and section 3 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by striking out "be" in the eleventh line and substituting "include".

(12) Clause 12 (8) (e) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 407/91, is revoked.

7.—(1) Paragraph 1 of subsection 13 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 528/89, is amended by striking out "and" in the fourth line and by inserting after "earnings" in the fourth and fifth lines "and amounts paid under a training program".

(2) Subparagraph i of paragraph 1 of subsection 13 (2), as remade by section 2 of Ontario Regulation 528/89, is amended by striking out "and" in the second line, by inserting after "earnings" in the second line "and amounts paid under a training program", by striking out "and" in the fourth line and by adding at the end "union dues and mandatory pension contributions".

(3) Subparagraph iii, as remade by section 2 of Ontario Regulation 528/89, and subparagraph iv, as made by section 2 of Ontario Regulation 528/89, of paragraph 1 of subsection 13 (2) are revoked and the following substituted:

iii. 25 per cent of the amount by which the monthly income determined under this paragraph exceeds the total amount of exemptions to which the person is entitled under subparagraphs i and ii,

iv. subject to subsection (11), child care expenses actually incurred for each dependent child and not otherwise reimbursed or subject to reimbursement up to the maximum amount provided in subsection (12), if the child care expenses are necessary to permit a recipient or spouse to be employed or to participate in a training program and if,

A. the recipient is a single person who is employed or in a training program,

B. the recipient has a spouse and each of them is either employed or in a training program, or

- C. the recipient has a spouse and either the recipient or the spouse is employed or in a training program and the other is unable to provide child care, and
- v. subject to subsection (2b), in the case of a person eligible for benefits under clause 7 (1) (c) or (e) of the Act or subsection 2 (5) or (6) of this Regulation, such employment-related expenses incurred during a month as are necessary to enable him or her to be employed, up to a maximum of the lesser of \$140 and the amount of his or her income after the deductions allowable under the other subclauses of this clause are made;

(4) Paragraph 9 of subsection 13 (2), as remade by section 2 of Ontario Regulation 528/89, is revoked.

(5) Paragraph 12b of subsection 13 (2), as made by section 4 of Ontario Regulation 396/86, is revoked and the following substituted:

- 12b. all payments received under the *Compensation for Victims of Crime Act*;

(6) Paragraph 27 of subsection 13 (2) is revoked and the following substituted:

27. any payment received under Order in Council numbered O.C.-3033/90, made under section 5 of the *Ministry of Agriculture and Food Act*;

(7) Paragraph 40 of subsection 13 (2), as made by section 4 of Ontario Regulation 216/84, is revoked and the following substituted:

40. despite paragraph 13, any death benefit payment under the *Canada Pension Plan* (Canada) or the *Quebec Pension Plan* (Quebec);

(8) Section 13 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(2b) Subparagraph v of paragraph 1 of subsection 13 (2) does not apply to expenses incurred by a person,

- (a) that are not attributable to the person's disability;
- (b) that are reimbursed or subject to reimbursement; or
- (c) that are the responsibility of the person's employer under subsection 16 (1) of the *Human Rights Code, 1981*. O. Reg. 631/91, s. 7 (8).

(9) Subsection 13 (6) of the Regulation, as amended by section 4 of Ontario Regulation 727/82, is amended by striking out that portion before clause (a) and substituting the following:

(6) Despite subsection (1), in determining the amount of income under this section, the Director may average the gross income from wages, salaries, casual earnings and amounts paid under a training program over a period,

.

(10) Subsection 13 (6a) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 528/89, is revoked and the following substituted:

(6a) If the Director averages income under subsection (6), he or she shall also average any deductions permitted by subparagraph i of paragraph 1 of subsection (2). O. Reg. 631/91, s. 7 (10).

(11) Subsection 13 (7) of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 396/86 and amended by section 1 of Ontario Regulation 46/90, is further amended by striking out "9a, 9b" in the third line.

(12) Subsections 13 (10), (11) and (14) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 528/89, are revoked and the following substituted:

(10) Despite paragraphs 12c and 12d of subsection (2), the income of an applicant or recipient shall not be considered to include an amount for a person referred to in clause 41 (4) (a). O. Reg. 631/91, s. 7 (12), part.

8.—(1) Clause 16 (2) (b) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (b) detained in custody or serving a term of imprisonment; or

(2) Section 16 of the Regulation, as amended by section 4 of Ontario Regulation 360/83 and section 4 of Ontario Regulation 407/91, is further amended by adding the following subsection:

(2a) Subsection (2) does not apply to a patient in a hospital to whom subsection 12 (4b) applies. O. Reg. 631/91, s. 8 (2).

9.—(1) Subsection 17 (10) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 136/85, is revoked and the following substituted:

(10) A person who applies for an allowance under this section shall be deemed to have applied for the benefits referred to in sections 21, 22, 24, 26, 27, 28, 29, 32, 33, 34, 35 and 35a. O. Reg. 631/91, s. 9 (1).

(2) Section 17 of the Regulation, as amended by section 9 of Ontario Regulation 459/82 and section 1 of Ontario Regulation 136/85, is further amended by adding the following subsections:

(11) If an application to the Director is made in Form 1, 3 or 6 by an applicant or recipient who resides with his or her spouse, no allowance or benefit is payable to the applicant or recipient if the spouse does not sign the form.

(12) If the spouse of the applicant or recipient is unable to sign the form because of physical or mental disability, the form may be signed on the spouse's behalf by the applicant or recipient or some other responsible person. O. Reg. 631/91, s. 9 (2).

10.—(1) Subsection 18 (1) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(1) In this section, "intake authority" means a field worker, a person designated by the Director or, if the Director has designated a class of persons, a member of that class. O. Reg. 631/91, s. 10 (1).

(2) Subsection 18 (2) of the Regulation, as amended by section 6 of Ontario Regulation 825/84, is revoked and the following substituted:

(2) An intake authority shall ensure that the application is filled out and completed by or on behalf of the applicant.

(2a) The application shall be signed in the presence of the intake authority by,

- (a) the applicant or, if subsection 17 (6) applies, the person acting on behalf of the applicant; and
- (b) if the applicant resides with his or her spouse, the spouse or, if subsection 17 (12) applies, the person acting on behalf of the spouse. O. Reg. 631/91, s. 10 (2).

11.—(1) Subsection 27 (2) of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 686/89 and section 2 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out "August" in the second line and substituting "July".

(2) Subsection 27 (2a) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 680/90, is amended by striking out "in that month" in the third line and substituting "annually".

12. Subsection 34 (1) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 712/87 and amended by section 4 of Ontario Regulation 746/88, section 7 of Ontario Regulation 686/89 and section 5 of Ontario Regulation 680/90, is revoked and the following substituted:

(1) Subject to subsection (2), if a person eligible for an allowance or benefit under clause 7 (1) (c) of the Act or subsection 2 (5) or (6) of this Regulation is required to change his or her place of residence in order to undergo assessment or training in a program that in the opinion of the Director will enhance the person's prospects for obtaining employment, and that person is maintaining his or her normal place of residence, an amount determined by the Director shall be paid to the person in addition to the allowance or benefit.

(1a) The amount paid under subsection (1) shall not exceed the lesser of,

(a) an amount equal to those costs of maintaining the normal place of residence during the assessment or training that are not otherwise reimbursed or subject to reimbursement; and

(b) \$441. O. Reg. 631/91, s. 12.

13.—(1) Subsection 35 (1) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 740/86 and amended by section 6 of Ontario Regulation 712/87, section 5 of Ontario Regulation 746/88, section 8 of Ontario Regulation 686/89 and section 6 of Ontario Regulation 680/90, is revoked and the following substituted:

(1) A recipient who will be establishing a permanent residence in the community shall be paid an amount determined by the Director or not more than \$775 if,

(a) he or she has satisfied the Director that financial assistance is required in establishing the residence; and

(b) he or she,

(i) is being discharged from an institution approved by the Director in which he or she has been a resident, or

(ii) has satisfied the Director that it would be harmful to his or her health or welfare to remain in his or her current place of residence. O. Reg. 631/91, s. 13 (1).

(2) Subsection 35 (2) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(2) A payment under this section is a class of benefit other than an allowance and shall be paid in addition to an allowance. O. Reg. 631/91, s. 13 (2).

14. The Regulation is amended by adding the following section:

35a.—(1) If a beneficiary requires special necessities, an amount equal to the cost of the special necessities not otherwise reimbursed or subject to reimbursement shall be paid to or on behalf of him or her.

(2) The amount paid under subsection (1) shall be in addition to an allowance.

(3) In this section, "special necessities" means diabetic supplies, surgical supplies and dressings and transportation reasonably required for medical treatment. O. Reg. 631/91, s. 14.

15.—(1) Subsection 36 (1) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 528/89, is amended by striking out "other than in" in the second line and substituting "or" and by inserting after "begin" in the fifth line "employment or a training program".

(2) Subsection 36 (2) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 528/89, is amended by inserting after "begins" in the first line "employment or a training program" and by inserting after "begin" in the fourth line "employment or a training program".

16.—(1) Subsection 41 (1) of the Regulation, as made by section 6 of Ontario Regulation 589/87 and amended by section 4 of Ontario Regulation 548/88, is revoked and the following substituted:

(1) The budgetary requirements of an applicant or recipient who shares accommodation with one or more persons who are not beneficiaries of any allowance payable to the applicant or recipient shall be reduced by an amount that is equal to the difference between,

(a) the applicant's or the recipient's budgetary requirements calculated as if he or she was responsible for the entire cost of shelter and energy for heat; and

(b) the applicant's or recipient's budgetary requirements calculated by allocating equal shares of the cost to him or her, his or her spouse if included as a beneficiary and each of the persons who are not beneficiaries with whom he or she is sharing accommodation. O. Reg. 631/91, s. 16 (1).

(2) Subsection 41 (2) of the Regulation, as remade by section 7 of Ontario Regulation 407/91, is revoked and the following substituted:

(2) Despite subsection (1), the budgetary requirements of the applicant or recipient shall not be reduced below the minimum amounts set out in Schedule A. O. Reg. 631/91, s. 16 (2).

(3) Subsection 41 (4) of the Regulation, as made by section 6 of Ontario Regulation 589/87, is amended by striking out that portion before clause (a) and substituting the following:

(4) Despite subsection (1), a share of the costs referred to in that subsection shall not be allocated to,

45/91

LAND TITLES ACT

O. Reg. 632/91.
Land Titles Divisions.
Made—July 18th, 1991.
Filed—October 26th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 550/81
MADE UNDER THE
LAND TITLES ACT

1.—(1) Item 14 of the Schedule to Ontario Regulation 550/81, as amended by section 1 of Ontario Regulation 539/85, is revoked and the following substituted:

14. MIDDLESEX (No. 33) London All of,
- (a) the County of Middlesex;
 - (b) the Village of Belmont, in the County of Elgin, being those parts of the geographic townships of Westminster and North Dorchester described in Schedule "A" to Order P.F.M-10162-60 of the Ontario Municipal Board registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Middlesex (No. 33) as No. 147881.

(2) Item 15 of the Schedule, as amended by section 2 of Ontario Regulation 539/84, is revoked.

45/91

REGISTRY ACT

O. Reg. 633/91.
Registry Divisions.
Made—July 18th, 1991.
Filed—October 26th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 551/81
MADE UNDER THE
REGISTRY ACT

1.—(1) Item 31 of the Schedule to Ontario Regulation 551/81, as amended by section 1 of Ontario Regulation 538/85, is revoked and the following substituted:

31. MIDDLESEX (No. 33) London All of,
- (a) the County of Middlesex;
 - (b) the Village of Belmont, in the County of Elgin, being those parts of the geographic townships of Westminster and North Dorchester described in Schedule "A" to Order P.F.M-10162-60 of the Ontario Municipal Board registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Middlesex (No. 33) as No. 147881.

(2) Item 32 of the Schedule, as amended by section 2 of Ontario Regulation 538/85, is revoked.

45/91

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984**O. Reg. 634/91.**

General.

Made—October 16th, 1991.

Filed—October 26th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 580/84
MADE UNDER THE
LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984**

1. Paragraph 12 of subsection 1 (2) of Ontario Regulation 580/84, as made by section 1 of Ontario Regulation 130/90, is revoked and the following substituted:

12. Every parcel of land for which a declaration and description under the *Condominium Act* are registered or maintained in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Middlesex (No. 33).

45/91

CORRECTION

O. Reg. 490/91 under the *Crop Insurance Act (Ontario)* published September 14th, 1991.

Subsection 1 (3) of Ontario Regulation 490/91, as set out below,

(3) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 312/89, is revoked and the following substituted:

- (3) Subject to subsection (2), the total premium is \$14 per acre.

should have read as follows:

(3) Subsection 12 (1) of the Schedule, as remade by section 1 of Ontario Regulation 312/89, is revoked and the following substituted:

- (1) Subject to subsection (2), the total premium is \$14 per acre.

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—11—16

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

O. Reg. 635/91.

General.

Made—January 21st, 1991.

Filed—October 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 580/84 MADE UNDER THE LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

1. Subsection 1 (2) of Ontario Regulation 580/84 is amended by adding the following paragraph:

43. Those portions of the townships of North Dorchester and Westminster and the City of London lying to the east of the westerly widened limits of Crumlin Road and the road allowance between the said townships of North Dorchester and Westminster, saving and excepting that portion of the Township of North Dorchester lying south of the southerly widened limit of River Road and west of the westerly widened limit of Niles Street.

46/91

LIVE STOCK MEDICINES ACT

O. Reg. 636/91.

General.

Made—October 23rd, 1991.

Filed—October 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 587 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE LIVE STOCK MEDICINES ACT

1. Sections 4 and 5 of Regulation 587 of Revised Regulations of Ontario, 1980 are revoked and the following substituted:

4.—(1) An application for a licence to sell live stock medicines shall be made to the Director.

(2) The fee for a licence is \$20 and shall accompany the application.

(3) A licence is valid up to and including the 31st day of July after it is issued.

(4) A licence is not transferable. O. Reg. 636/91, s. 1, *part*.

5.—(1) The holder of a Class 1 or Class 2 licence may obtain a Class 3 licence by applying to the Director not less than thirty days before the holder intends to sell live stock medicines at a temporary place of business.

(2) The fee for a Class 3 licence is \$15 and shall accompany the application.

(3) A Class 3 licence is valid only for the period shown on it. O. Reg. 636/91, s. 1, *part*.

2.—(1) Subsection 6 (1) of the Regulation is amended by striking out “in Form 2 or Form 3” in the first line.

(2) Clause 6 (1) (e) of the Regulation is amended by adding after “medicine” in the first line “except for dairy sanitizers, teat dips and udder washes”.

(3) Subsection 6 (2) of the Regulation is amended by striking out “licence in Form 3” in the first line and substituting “Class 3 licence”.

3. Section 7 of the Regulation is revoked and the following substituted:

7.—(1) A licensee who maintains, handles or stores live stock medicines shall keep them in a refrigerator, cabinet or other storage facility that is used solely for that purpose.

(2) A licensee shall ensure that live stock medicines, whether they require refrigeration or not, are maintained at the temperatures prescribed for them by the manufacturer and that they do not come in contact with food or medicine for human consumption.

(3) Every refrigerator, cabinet or other storage facility shall be maintained in a clean and sanitary condition. O. Reg. 636/91, s. 3.

4. Forms 1, 2, 3 and 4 of the Regulation are revoked.

5. Item 39 of the Schedule to the Regulation is revoked.

46/91

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 637/91.

Speed Limits.

Made—October 25th, 1991.

Filed—October 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 490 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE HIGHWAY TRAFFIC ACT

1.—(1) Paragraph 18 of Part 3 of Schedule 6 to Regulation 490 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 117/84, is revoked and the following substituted:

18. That part of the King's Highway known as Nos. 7 and 79 in the Township of Bosanquet in the County of Lambton lying between a point situate 50 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Rock Glen Road and a point situate at its intersection with the north limit of the north junction of the King's Highway known as No. 79.

(2) Paragraphs 9 and 10 of Part 4 of Schedule 6, as remade by section 2 of Ontario Regulation 117/84, are revoked.

(3) Paragraph 3 of Part 6 of Schedule 6, as remade by section 2 of Ontario Regulation 117/84, is revoked.

2. Part 5 of Schedule 49 to the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 65/87 and section 2 of Ontario Regulation 599/87, is further amended by adding the following paragraph:

5. That part of the King's Highway known as No. 38 in the Township of Kingston in the County of Frontenac lying between a point situate at its intersection with the King's Highway known as No. 2 and a point situate 50 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as McIvor Road.

3.—(1) Paragraph 5 of Part 3 of Schedule 88 to the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 101/84, is revoked and the following substituted:

5. That part of the King's Highway known as Nos. 7 and 79 in the Township of Bosanquet in the County of Lambton lying between a point situate 50 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Rock Glen Road and a point situate at its intersection with the north limit of the north junction of the King's Highway known as No. 79.

(2) Paragraph 3 of Part 4 of Schedule 88, as made by section 2 of Ontario Regulation 101/84, is revoked.

(3) Paragraph 1 of Part 6 of Schedule 88, as made by section 2 of Ontario Regulation 101/84, is revoked.

4. Paragraph 1 of Part 6 of Schedule 180 to the Regulation, as remade by section 13 of Ontario Regulation 762/83, is revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 571 in the locality of Earlton in the Township of Armstrong in the Territorial District of Timiskaming lying between a point situate 290 metres measured southerly from its intersection with the centre line of the King's Highway known as No. 640 and a point situate at its intersection with the westerly limit of the King's Highway known as No. 11.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 25th day of October, 1991.

46/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 638/91.

Furs.

Made—October 23rd, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 415 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1. Section 9 of Regulation 415 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 6 of Ontario Regulation 203/82 and amended by section 1 of Ontario Regulation 4/85, is further amended by adding the following subsection:

(5) Despite subsection (4), the holder of a licence under the *Fur Farms Act* or a member of the holder's family who resides with the holder may hold a licence in Form 1 or 1A, if the quota assigned under the licence in Form 1 or 1A is for species other than those which are being raised under the *Fur Farms Act* licence. O. Reg. 638/91, s. 1.

46/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 639/91.

Wildlife Management Units.

Made—October 23rd, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 155/82 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1. Wildlife Management Units 21A and 21B of the Schedule to Ontario Regulation 155/82 are revoked and the following substituted:

WMU 21A

All that land in the Territorial District of Thunder Bay in the Province of Ontario described as follows:

Beginning at the intersection of the centre line of that part of the King's Highway known as Secondary Highway No. 625 with the centre line of that part of the King's Highway known as No. 11;

Thence in a westerly direction along that centre line to the intersection with the centre line of the Blackwater River in the geographic Township of Summers;

Thence in a southwesterly direction along that centre line to the intersection with the high water mark along the easterly shore of Lake Nipigon;

Thence in a southerly, northerly and westerly direction along that high water mark to the intersection with the centre line of the Nipigon River east of Jardine Island;

Thence in a southerly direction along the centre line of the Nipigon River System composed of the Nipigon River, Forgan Lake, Jessie Lake and Helen Lake to the intersection with a straight line extending easterly from the intersection of the centre line of that part of the King's Highway known as Secondary Highway No. 628 with the centre line of the right-of-way of the Canadian National Railway Company to the high water mark of the most southerly extremity of Hughes Point of Nipigon Bay of Lake Superior;

Thence easterly along the straight line to the intersection with the high water mark of the most southerly extremity of Hughes Point on the north shore of Nipigon Bay of Lake Superior;

Thence in an easterly direction along that high water mark to the most westerly extremity of Schreiber Point;

Thence south astronomically to the intersection with the International Boundary between Canada and the United States of America;

Thence northeasterly in a straight line to the confluence of the centre line of the White River and Lake Superior;

Thence northerly and westerly along the shore of Lake Superior to the confluence with the centre line of the Pic River;

Thence in a northerly direction along the centre line of the Pic River to the intersection with the centre line of a road crossing the Pic River and running easterly to the Village of Caramat;

Thence in an easterly direction along that centre line to the intersection with the centre line of a road running northerly from Caramat to the highway known as Secondary Highway No. 625;

Thence in a northerly direction along that centre line to the intersection with the centre line of part of the highway known as Secondary Highway No. 625;

Thence in a northwesterly direction along that centre line to the place of beginning.

WMU 21B

All that land in the territorial districts of Algoma, Cochrane and Thunder Bay in the Province of Ontario described as follows:

Beginning at the intersection of the high water mark of Lake Superior with the centre line of the White River;

Thence in an easterly and northeasterly direction along that centre line to the intersection with the centre line of White Lake;

Thence in a northerly direction along that centre line to the intersection with the centre line of that part of the King's Highway known as No. 17;

Thence in an easterly direction along that centre line to the intersection with the centre line of that part of the King's Highway known as Secondary Highway No. 631;

Thence in an easterly and northerly direction along that centre line to the intersection with the centre line of that part of the King's Highway known as No. 11;

Thence westerly along the centre line of the King's Highway known as No. 11 to the intersection with the centre line of that part of the King's Highway known as Secondary Highway No. 625;

Thence in a southerly and southeasterly direction along that centre line to the intersection with the centre line of a road running southerly to the Village of Caramat;

Thence in a southerly direction along that centre line to the intersection with the centre line of a road running westerly from the Village of Caramat;

Thence westerly along that centre line to the intersection with the centre line of the Pic River;

Thence southerly along the centre line of that river to the intersection with the high water mark of Lake Superior;

Thence southerly along that high water mark to the place of beginning.

46/91

PETROLEUM RESOURCES ACT

O. Reg. 640/91.

Spacing Units—Malden Township.
Made—October 23rd, 1991.
Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 230/91 MADE UNDER THE PETROLEUM RESOURCES ACT

1. Section 3 of Ontario Regulation 230/91 is amended by striking out "forty-five" in the fifth line and substituting "20.2".

46/91

MILK ACT

O. Reg. 641/91.

Milk and Milk Products.
Made—August 14th, 1991.
Approved—October 16th, 1991.
Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 250/87 MADE UNDER THE MILK ACT

1. Clause 59 (b) of Ontario Regulation 250/87 is amended by striking out "and" at the end of subclause (iv), by adding "and" at the end of subclause (v) and by adding the following subclause:

(vi) has a milk-fat content of at least 23 per cent of the cream.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 14th day of August, 1991.

46/91

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 642/91.

Speed Limits.
Made—October 28th, 1991.
Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 490 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE HIGHWAY TRAFFIC ACT

1.—(1) Paragraph 1 of Part 2 of Schedule 70 to Regulation 490 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 5 of Ontario Regulation 426/89, is revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 61 in the Territorial District of Thunder Bay lying between a point situate at its intersection with the roadway known as Arthur Street in the City of Thunder Bay and a point situate at its intersection with the international boundary line between the Province of Ontario, Canada and the State of Minnesota, U.S.A. at the Pigeon River in Stuart Location.

(2) Paragraph 1 of Part 3 of Schedule 70, as remade by section 5 of Ontario Regulation 426/89, is revoked.

2.—(1) Part 2 of Schedule 81 to the Regulation, as amended by section 4 of Ontario Regulation 67/81, is further amended by adding the following paragraph:

2. That part of the King's Highway known as No. 71 in the Territorial District of Rainy River lying between a point situate 900 metres measured northerly from its westerly intersection with the King's Highway known as No. 11 in the Manitou Rapids Indian Reserve No. 11 and a point situate 900 metres measured southerly from its intersection with the roadway known as Dock Road in the locality of Nestor Falls in the Township of Godson.

(2) Paragraph 1 of Part 3 of Schedule 81, as remade by section 4 of Ontario Regulation 67/81, is revoked.

3.—(1) Part 2 of Schedule 104 to the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 97/83, is further amended by adding the following paragraphs:

2. That part of the King's Highway known as No. 101 lying between a point situate at its intersection with the King's Highway known as No. 547 in the Township of Peters in the Territorial District of Sudbury and a point situate 520 metres measured easterly from its intersection with the easterly limit of the roadway known as Gladstone Avenue in the Township of Michipicoten in the Territorial District of Algoma.

District of Sudbury—
Twp. of Peters
District of Algoma—
Twp. of Michipicoten

3. That part of the King's Highway known as No. 101 in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate at its intersection with the westerly junction of the King's Highway known as No. 11 in the Township of Black River-Matheson and a point situate 250 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Pamour Mine Entrance in the City of Timmins.

District of Cochrane—
Twp. of Black River-Matheson
City of Timmins

(2) Paragraph 1 of Part 3 of Schedule 104, as remade by section 3 of Ontario Regulation 97/83, is revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 101 in the City of Timmins in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate 250 metres measured easterly from its intersection with the centre line of the roadway known as Pamour Mine Entrance and a point situate at its intersection with the easterly limit of the easterly crossing of the Ontario Northland Railway.

District of Cochrane—
City of Timmins

4.—(1) Part 2 of Schedule 105 to the Regulation is amended by adding the following paragraph:

1. That part of the King's Highway known as No. 102 in the Territorial District of Thunder Bay lying between a point situate at its intersection with the King's Highway known as No. 589 (Dog Lake Road) in the Township of Oliver and a point situate at its intersection with the west junction of the King's Highway known as Nos. 11 and 17 in the Township of Dawson Road Lots. O. Reg. 642/91, s. 4 (1).

District of Thunder Bay—
Twps. of Oliver and Dawson Road Lots

(2) Paragraph 1 of Part 3 of Schedule 105, as remade by section 5 of Ontario Regulation 468/84, is revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 102 in the Territorial District of Thunder Bay lying between a point situate at its intersection with the westerly limit of the roadway known as Skyline Avenue in the City of Thunder Bay and a point situate at its intersection with the west junction of the King's Highway known as No. 589 (Dog Lake Road) in the Township of Oliver. O. Reg. 642/91, s. 4 (2).

District of Thunder Bay—
City of Thunder Bay
Twp. of Oliver

5. Part 2 of Schedule 128 to the Regulation is amended by adding the following paragraph:

1. That part of the King's Highway known as No. 144 in The Regional Municipality of Sudbury lying between a point situate at its intersection with the southerly limit of the right-of-way of the King's Highway known as No. 17 in the Town of Walden and a point situate at its intersection with the northerly limit of the roadway known as Regional Road 35 in the hamlet of Chelmsford in the Town of Rayside-Balfour. O. Reg. 642/91, s. 5.

Regional Municipality of Sudbury—
Towns of Walden and Rayside-Balfour

6.—(1) Part 2 of Schedule 205 to the Regulation is amended by adding the following paragraph:

1. That part of the King's Highway known as No. 655 in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate 500 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Ross Avenue in the City of Timmins and a point situate at its intersection with the southerly limit of the King's Highway known as No. 11 in the Township of Calder. O. Reg. 642/91, s. 6 (1).

District of Cochrane—
City of Timmins
Twp. of Calder

(2) Paragraph 1 of Part 3 of Schedule 205, as remade by section 7 of Ontario Regulation 158/84, is revoked and the following substituted:

1. That part of the King's Highway known as No. 655 in the City of Timmins in the Territorial District of Cochrane lying between a point situate at its intersection with the northerly limit of the roadway known as Algonquin Boulevard and a point situate 500 metres measured northerly from its intersection with the centre line of the roadway known as Ross Avenue. O. Reg. 642/91, s. 6 (2).

District of Cochrane—
City of Timmins

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 28th day of October, 1991.

46/91

EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP PLAN ACT, 1988

O. Reg. 643/91.
Forms.
Made—October 24th, 1991.
Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 362/88 MADE UNDER THE EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP PLAN ACT, 1988

1. Form 10 of Ontario Regulation 362/88 is revoked and the following substituted:

Form 10

Employee Share Ownership Plan Act, 1988



Ministry of Revenue Ontario

Notice of Objection

2

Name of Person Objecting (Employee, Employee Group, Corporation, Administrator)		Telephone No. ()
Mailing Address, Street Number and Name		
City/Town		
Province		Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the Minister's notice of proposal or demand for repayment dated the _____ day of _____, 19 _____, wherein the Minister proposed:

- to refuse to certify an employee group
- to refuse to register an Employee Share Ownership Plan
- to vary or reject an amendment to an employee share purchase agreement or an escrow agreement or any other prescribed material of an Employee Share Ownership Plan
- to revoke registration of an Employee Share Ownership Plan
- to refuse to make a grant to an employee, employee group or corporation
- to require repayment of a grant

or wherein the Minister demanded:

- the repayment of any grant or portion thereof

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

This will confirm that _____ has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Objection.

I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person objecting or an authorized signing officer of the company to whom the Minister's notice of proposal or demand for repayment was sent.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------

0081F (91-08)

Formule 10



Ministère
du
Revenu
Ontario

Loi de 1988 sur le régime d'actionnariat des employés

Nom de la personne déposant l'opposition (employé, groupe d'employés, personne morale, administrateur)	N° de téléphone ()
Adresse postale, numéro et rue	
Ville	
Province	Code postal : -

AVIS D'OPPOSITION est donné, par la présente, à la proposition ou à la demande de remboursement du ministre datée du

_____ 19 _____, dans laquelle le ministre se propose :

- de refuser d'agréer d'un groupe d'employés
- de refuser d'inscrire un régime d'actionnariat des employés
- de modifier un contrat d'achat d'actions de l'employé, du contrat d'entiercement ou à tout autre document prescrit d'un régime d'actionnariat des employés, ou de rejeter une modification à ceux-ci
- de radier l'inscription d'un régime d'actionnariat des employés
- de refuser une subvention à un employé, à un groupe d'employés ou à une compagnie
- d'exiger le remboursement d'une subvention
- ou dans laquelle le ministre exige :
- le remboursement partiel ou intégral d'une subvention

Voici les motifs de l'opposition ainsi que les faits pertinents :

(Si vous manquez d'espace, joignez à la présente une note donnant tous les motifs de l'opposition et tous les faits pertinents.)

Cochez cette case si des feuilles additionnelles sont jointes à la présente.

Nomination d'un représentant

La présente confirme que _____ est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition.

J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition ou par un signataire autorisé de la compagnie à laquelle le ministre a envoyé l'avis de proposition ou la demande de remboursement.

Date	Nom(en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	-------------------------	-----------	-----------------

(F) 0061F (01-00)

O. Reg. 643/91, s. 1.

SHELLEY WARK-MARTYN
Minister of Revenue

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

FUEL TAX ACT, 1981

O. Reg. 644/91.
General.
Made—October 24th, 1991.
Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 772/82
MADE UNDER THE
FUEL TAX ACT, 1981

1. Form 18 of Ontario Regulation 772/82, as remade by section 1 of Ontario Regulation 643/89, is revoked and the following substituted:

Form 18

Fuel Tax Act, 1981

Notice of Objection



Ministry
of
Revenue
Ontario

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer)
Telephone No.
Street Number and Name
Mailing Address
City/Town Province Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

Assessment No. Date of Notice of Assessment Amount of Tax for Period ending
OR
Statement of Disallowance Statement Date Rebate/Refund Amount

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

- CORPORATIONS TAX ACT - Account Number
GASOLINE TAX ACT - Account Number
LAND TRANSFER TAX ACT - Permit Number
RETAIL SALES TAX ACT - Permit Number
TOBACCO TAX ACT - Permit Number
FUEL TAX ACT, 1981 - Account Number
MINING TAX ACT - Account Number
RACE TRACKS TAX ACT, 1988 - Permit Number
EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989 - Account Number

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
 est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition.
 J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la
Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	--------------------------	-----------	-----------------

O. Reg. 644/91, s. 1.

2. Form 19 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 643/89, is revoked and the following substituted:

Form 19

Fuel Tax Act, 1981



**ONTARIO COURT
 (GENERAL DIVISION)**

In The Matter of the (Check one only):

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> <u>Corporations Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Land Transfer Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Gasoline Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Fuel Tax Act, 1981</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Retail Sales Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Mining Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Tobacco Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Race Tracks Tax Act, 1988</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Income Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Employer Health Tax Act, 1989</u> |

BETWEEN:

and
 THE MINISTER OF REVENUE

Appellant

Respondent

Notice of Appeal

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Section 78 of the <u>Corporations Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 12 of the <u>Land Transfer Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 14 of the <u>Gasoline Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 14 of the <u>Fuel Tax Act, 1981</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 23 of the <u>Retail Sales Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 10 of the <u>Mining Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 13 of the <u>Tobacco Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 11 of the <u>Race Tracks Tax Act, 1988</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 21 of the <u>Income Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 10 of the <u>Employer Health Tax Act, 1989</u> |

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the _____ day of _____ 19____
 in respect of _____

<input type="checkbox"/> OR <input type="checkbox"/>	Assessment No.	Date of Notice of Assessment	Amount of Tax	for Period ending
		Year Month Day	\$	Year Month Day
	Statement of Disallowance	Statement Date	Rebate/Refund Amount	
		Year Month Day	\$	

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____ has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------

Formule 19

Loi de 1981 de la taxe sur les carburants



COUR DE L'ONTARIO
(DIVISION GÉNÉRALE)

Concernant (cocher une seule case) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

ENTRE :

- ET -
LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Appelant,

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> L'article 78 de la <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> L'article 12 de la <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 23 de la <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 13 de la <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> L'article 11 de la <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 21 de la <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

L'Appelant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19 _____ en ce qui concerne

OU	<input type="checkbox"/> L'avis de cotisation n°	Date du			Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le		
		Année	Mois	Jour		Année	Mois	Jour
	<input type="checkbox"/> La déclaration de refus	Date du			Montant du remboursement \$			
		Année	Mois	Jour				

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL

(Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
 est autorisé à me représenter/à représenter le compegnie reletivement au présent Avis d'appel.
 J'autorise le ministère du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

O. Reg. 644/91, s. 2.

SHELLEY WARK-MARTYN
 Minister of Revenue

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

46/91

GASOLINE TAX ACT**O. Reg. 645/91.**

General.

Made—October 24th, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 648/86
 MADE UNDER THE
 GASOLINE TAX ACT**

1. Form 8 of Ontario Regulation 648/86, as made by section 2 of Ontario Regulation 25/90, is revoked and the following substituted:

Form 8

Gasoline Tax Act

Notice of Objection



Ministry of Revenue

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer)	Telephone No. ()
---	----------------------

Mailing Address		
Street Number and Name	City/Town	Province
		Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

<input type="checkbox"/>	Assessment No.	Date of Notice of Assessment			Amount of Tax	for Period ending		
		Year	Month	Day	\$	Year	Month	Day
<input type="checkbox"/>	Statement of Disallowance	Statement Date			Rebate/Refund Amount			
		Year	Month	Day	\$			

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

<input type="checkbox"/>	<u>CORPORATIONS TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>GASOLINE TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>LAND TRANSFER TAX ACT</u>		
<input type="checkbox"/>	<u>RETAIL SALES TAX ACT</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>TOBACCO TAX ACT</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>FUEL TAX ACT, 1981</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>MINING TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>RACE TRACKS TAX ACT, 1988</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989</u>	- Account Number	

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

I confirm that _____ has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Objection. I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person objecting or an authorized signing officer of the company.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------



Ministère
du
Revenu
Ontario

Formule 8

Loi de la taxe sur l'essence

Avis d'opposition

Nom du contribuable (personne morale, acheteur, personne inscrite, vendeur, employeur)	N° de téléphone ()
--	------------------------

N° et rue

Adresse postale	Ville	Province	Code postal
-----------------	-------	----------	-------------

AVIS D'OPPOSITION est donné, per la présente, à :

<input type="checkbox"/> OU <input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n°	Daté du	Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le
		Année Mois Jour		Année Mois Jour
	La déclaration de refus	Datée du	Montant du remboursement \$	
		Année Mois Jour		

en vertu de la loi suivante (cocher une seule case et inscrire le numéro de compte ou de permis)

- LOI SUR L'IMPOSITION DES PERSONNE MORALES - Numéro de compte
- LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE - Numéro de compte
- LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE
- LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL - Numéro de permis
- LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC - Numéro de permis
- LOI DE 1981 DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS - Numéro de compte
- LOI DE L'IMPÔT SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE - Numéro de compte
- LOI DE 1988 DE LA TAXE SUR LE PARI MUTUEL - Numéro de permis
- LOI DE 1989 SUR L'IMPÔT PRÉLEVÉ SUR LES EMPLOYEURS RELATIF AUX SERVICES DE SANTÉ - Numéro de compte

Motifs de l'opposition et faits à l'appui

(Si l'espace est insuffisant, veuillez décrire sur une autre feuille les motifs de l'opposition et les faits à l'appui et cocher la case ci-contre.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____ est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition. J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	--------------------------	-----------	-----------------

2. Form 9 of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 25/90, is revoked and the following substituted:

Form 9

Gasoline Tax Act



ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- Checkboxes for various tax acts: Corporations Tax Act, Gasoline Tax Act, Retail Sales Tax Act, Tobacco Tax Act, Income Tax Act, Land Transfer Tax Act, Fuel Tax Act, 1981, Mining Tax Act, Race Tracks Tax Act, 1988, Employer Health Tax Act, 1989.

BETWEEN:

and THE MINISTER OF REVENUE

Appellant

Respondent

Notice of Appeal

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- Checkboxes for specific sections of tax acts: Section 78 of the Corporations Tax Act, Section 14 of the Gasoline Tax Act, Section 23 of the Retail Sales Tax Act, Section 13 of the Tobacco Tax Act, Section 21 of the Income Tax Act, Section 12 of the Land Transfer Tax Act, Section 14 of the Fuel Tax Act, 1981, Section 10 of the Mining Tax Act, Section 11 of the Race Tracks Tax Act, 1988, Section 10 of the Employer Health Tax Act, 1989.

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the _____ day of _____ 19____ in respect of _____

Table with 4 columns: Assessment No., Date of Notice of Assessment (Year, Month, Day), Amount of Tax (\$), and for Period ending (Year, Month, Day). Includes rows for Statement of Disallowance and Rebate/Refund Amount.

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____ has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Signature line with fields for Date, Name (print), Signature, and Position or Office.

Formule 9

Loi de la taxe sur l'essence



COUR DE L'ONTARIO
(DIVISION GÉNÉRALE)

Concernant (cocher une seule case) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Loi sur l'imposition des personnes morales | <input type="checkbox"/> Loi sur les droits de cession immobilière |
| <input type="checkbox"/> Loi de la taxe sur l'essence | <input type="checkbox"/> Loi de 1981 de la taxe sur les carburants |
| <input type="checkbox"/> Loi sur la taxe de vente au détail | <input type="checkbox"/> Loi de l'impôt sur l'exploitation minière |
| <input type="checkbox"/> Loi de la taxe sur le tabac | <input type="checkbox"/> Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel |
| <input type="checkbox"/> Loi de l'impôt sur le revenu | <input type="checkbox"/> Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé |

ENTRE :

Appelant,

- ET -
LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> L'article 78 de la Loi sur l'imposition des personnes morales | <input type="checkbox"/> L'article 12 de la Loi sur les droits de cession immobilière |
| <input type="checkbox"/> L'article 14 de la Loi de la taxe sur l'essence | <input type="checkbox"/> L'article 14 de la Loi de 1981 de la taxe sur les carburants |
| <input type="checkbox"/> L'article 23 de la Loi sur la taxe de vente au détail | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la Loi de l'impôt sur l'exploitation minière |
| <input type="checkbox"/> L'article 13 de la Loi de la taxe sur le tabac | <input type="checkbox"/> L'article 11 de la Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel |
| <input type="checkbox"/> L'article 21 de la Loi de l'impôt sur le revenu | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé |

L'Appelant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19 en ce qui concerne

<input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n°	Daté du Année Mois Jour	Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le Année Mois Jour
<input type="checkbox"/>	OU La déclaration de refus		Datée du Année Mois Jour	Montant du remboursement \$

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL

(Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____ est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel. J'autorise le ministre du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	--------------------------	-----------	-----------------

LAND TRANSFER TAX ACT

O. Reg. 646/91.
Forms.
Made—October 24th, 1991.
Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 566 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
LAND TRANSFER TAX ACT

1. Form 1 of Regulation 566 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 644/89, is revoked and the following substituted:

Form 1

Land Transfer Tax Act



Ministry of Revenue Ontario

Notice of Objection

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer) Telephone No. ()

Mailing Address Street Number and Name City/Town Province Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

Assessment No. Date of Notice of Assessment Amount of Tax for Period ending Statement of Disallowance Statement Date Rebate/Refund Amount

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

- CORPORATIONS TAX ACT - Account Number
GASOLINE TAX ACT - Account Number
LAND TRANSFER TAX ACT
RETAIL SALES TAX ACT - Permit Number
TOBACCO TAX ACT - Permit Number
FUEL TAX ACT, 1981 - Account Number
MINING TAX ACT - Account Number
RACE TRACKS TAX ACT, 1988 - Permit Number
EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989 - Account Number

The following are the reasons for objection and the relevant facts:
(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)
Check here if additional sheets are attached.

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____ est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition. J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	--------------------------	-----------	-----------------

O. Reg. 646/91, s. 1.

2. Form 2 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 644/89, is revoked and the following substituted:

Form 2

Land Transfer Tax Act



ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- Corporations Tax Act
- Gasoline Tax Act
- Retail Sales Tax Act
- Tobacco Tax Act
- Income Tax Act
- Land Transfer Tax Act
- Fuel Tax Act, 1981
- Mining Tax Act
- Race Tracks Tax Act, 1988
- Employer Health Tax Act, 1989

BETWEEN:

and THE MINISTER OF REVENUE

Appellant

Respondent

Notice of Appeal

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- Section 78 of the Corporations Tax Act
- Section 14 of the Gasoline Tax Act
- Section 23 of the Retail Sales Tax Act
- Section 13 of the Tobacco Tax Act
- Section 21 of the Income Tax Act
- Section 12 of the Land Transfer Tax Act
- Section 14 of the Fuel Tax Act, 1981
- Section 10 of the Mining Tax Act
- Section 11 of the Race Tracks Tax Act, 1988
- Section 10 of the Employer Health Tax Act, 1989

The Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the _____ day of _____ 19____ in respect of _____

<input type="checkbox"/>	Assessment No.	Date of Notice of Assessment			Amount of Tax	for Period ending		
		Year	Month	Day	\$	Year	Month	Day
OR	Statement of Disallowance				Statement Date	Rebate/Refund Amount		
<input type="checkbox"/>					Year	Month	Day	\$

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____ has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office

Formule 2

Loi sur les droits de cession immobilière



COUR DE L'ONTARIO
(DIVISION GÉNÉRALE)

Concernant (cocher une seule case) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

ENTRE :

- ET -
LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Appelant,

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> L'article 78 de la <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> L'article 12 de la <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 23 de la <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 13 de la <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> L'article 11 de la <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 21 de la <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

l'Appelant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le _____ 19____
en ce qui concerne

<input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n°	Dété du			Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissent le		
		Année	Mois	Jour		Année	Mois	Jour
<input type="checkbox"/>	La déclaration de refus	Détée du			Montant du remboursement \$			
<input type="checkbox"/>		Année	Mois	Jour				

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL

(Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
 est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel.
 J'autorise le ministère du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

O. Reg. 646/91, s. 2.

SHELLEY WARK-MARTYN
 Minister of Revenue

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

46/91

RACE TRACKS TAX ACT, 1988

O. Reg. 647/91.

Forms.

Made—October 24th, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

—————
**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 731/88
 MADE UNDER THE
 RACE TRACKS TAX ACT, 1988**

1. Form 1 of Ontario Regulation 731/88, as remade by section 1 of Ontario Regulation 645/89, is revoked and the following substituted:

Form 1

Race Tracks Tax Act, 1988

Notice of Objection



Ministry of Revenue Ontario

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer)		Telephone No.
Street Number and Name		
Mailing Address		
City/Town	Province	Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

<input type="checkbox"/>	Assessment No.	Date of Notice of Assessment Year Month Day	Amount of Tax \$	for Period ending Year Month Day
OR	Statement of Disallowance		Statement Date Year Month Day	Rebate/Refund Amount \$
<input type="checkbox"/>				

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

<input type="checkbox"/>	<u>CORPORATIONS TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>GASOLINE TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>LAND TRANSFER TAX ACT</u>		
<input type="checkbox"/>	<u>RETAIL SALES TAX ACT</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>TOBACCO TAX ACT</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>FUEL TAX ACT, 1981</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>MINING TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>RACE TRACKS TAX ACT, 1988</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989</u>	- Account Number	

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____

has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Objection.

I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person objecting or an employee of the company or an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office

2. Form 2 of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 645/89, is revoked and the following substituted:

Form 2

Race Tracks Tax Act, 1988



ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- Corporations Tax Act, Gasoline Tax Act, Retail Sales Tax Act, Tobacco Tax Act, Income Tax Act, Land Transfer Tax Act, Fuel Tax Act, 1981, Mining Tax Act, Race Tracks Tax Act, 1988, Employer Health Tax Act, 1989

BETWEEN:

and THE MINISTER OF REVENUE

Appellant

Respondent

Notice of Appeal

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- Section 78 of the Corporations Tax Act, Section 14 of the Gasoline Tax Act, Section 23 of the Retail Sales Tax Act, Section 13 of the Tobacco Tax Act, Section 21 of the Income Tax Act, Section 12 of the Land Transfer Tax Act, Section 14 of the Fuel Tax Act, 1981, Section 10 of the Mining Tax Act, Section 11 of the Race Tracks Tax Act, 1988, Section 10 of the Employer Health Tax Act, 1989

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the ... day of ... 19 ... in respect of

Table with 4 columns: Assessment No., Date of Notice of Assessment, Amount of Tax, for Period ending. Includes fields for Statement of Disallowance and Rebate/Refund Amount.

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) ... (address) ... has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Signature line with fields for Date, Name (print), Signature, and Position or Office.

Formule 2

Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel



COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

Concernent (cocher une seule case) :

- Loi sur l'imposition des personnes morales
Loi de la taxe sur l'essence
Loi sur la taxe de vente au détail
Loi de la taxe sur le tabac
Loi de l'impôt sur le revenu
Loi sur les droits de cession immobilière
Loi de 1981 de la taxe sur les carburants
Loi de l'impôt sur l'exploitation minière
Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel
Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé

ENTRE :

LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Appelant,

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- L'article 78 de la Loi sur l'imposition des personnes morales
L'article 14 de la Loi de la taxe sur l'essence
L'article 23 de la Loi sur la taxe de vente au détail
L'article 13 de la Loi de la taxe sur le tabac
L'article 21 de la Loi de l'impôt sur le revenu
L'article 12 de la Loi sur les droits de cession immobilière
L'article 14 de la Loi de 1981 de la taxe sur les carburants
L'article 10 de la Loi de l'impôt sur l'exploitation minière
L'article 11 de la Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel
L'article 10 de la Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé

L'Appelant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19 en ce qui concerne

Table with columns for tax type (L'avis de cotisation n° / La déclaration de refus), date (Année, Mois, Jour), amount (Montant d'impôt ou de taxe \$ / Montant du remboursement \$), and period (pour la période finissant le /)

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL (Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) (adresse) est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel. J'autorise le ministère du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Table with columns: Date, Nom (en lettres moulées), Signature, Poste ou bureau

RETAIL SALES TAX ACT**O. Reg. 648/91.**

Definitions by Minister, Exemptions, Forms and Rebates.

Made—October 24th, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 903 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
RETAIL SALES TAX ACT**

1. Paragraph 6 of section 1 of Regulation 903 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 186/85, is revoked and the following substituted:

6. "Farm implements", "farm machinery" and "farm equipment" include all implements, machinery and equipment designed for farm use and vehicles that are manufactured or designed as, or have within thirty days of the date of purchase, been converted into an unlicensed self-propelled vehicle for a specific use in farming and do not include,
- i. barns, greenhouses, silos or similar structures, and
 - ii. any of the following:
 - A. all terrain vehicles with an engine displacement of less than 200 cc. or those sold without a carrying rack or a carrying platform,
 - B. ammunition,
 - C. automobiles and parts,
 - D. automotive trailers,
 - E. building hardware and material,
 - F. calcium chloride,
 - G. domestic refrigerators,
 - H. household equipment,
 - 1. lawn mowers,
 - J. light bulbs,
 - K. lighting plants,
 - L. lubricating oil and grease,
 - M. lumber,
 - N. paint,
 - O. pipes for home use,
 - P. snowmobiles,
 - Q. trucks and parts.

2.—(1) The Form to subsection 11 (3) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 646/89, is revoked and the following substituted:

Retail Sales Tax Act



Ministry of Revenue Ontario

Notice of Objection

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer)	Telephone No. ()
---	----------------------

Mailing Address		
Street Number and Name	City/Town	Province
		Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

<input type="checkbox"/>	Assessment No.	Date of Notice of Assessment Year Month Day	Amount of Tax \$	for Period ending Year Month Day
OR	<input type="checkbox"/> Statement of Disallowance		Statement Date Year Month Day	Rebate/Refund Amount \$

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

<input type="checkbox"/> CORPORATIONS TAX ACT	- Account Number	
<input type="checkbox"/> GASOLINE TAX ACT	- Account Number	
<input type="checkbox"/> LAND TRANSFER TAX ACT		
<input type="checkbox"/> RETAIL SALES TAX ACT	- Permit Number	
<input type="checkbox"/> TOBACCO TAX ACT	- Permit Number	
<input type="checkbox"/> FUEL TAX ACT, 1981	- Account Number	
<input type="checkbox"/> MINING TAX ACT	- Account Number	
<input type="checkbox"/> RACE TRACKS TAX ACT, 1988	- Permit Number	
<input type="checkbox"/> EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989	- Account Number	

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____ has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Objection. I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person objecting or an employee of the company or an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------

14600(91-01)

Loi sur la taxe de vente au détail



Ministère
du
Revenu

Avis d'opposition

Nom du contribuable (personne morale, acheteur, personne inscrite, vendeur, employeur)	N° de téléphone ()
--	------------------------

N° et rue			
Adresse postale	Ville	Province	Code postal

AVIS D'OPPOSITION est donné, par la présente, à :

<input type="checkbox"/> L'avis de cotisation n° OU <input type="checkbox"/> La déclaration de refus	Daté du	Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le
	Année Mois Jour		Année Mois Jour
	Datée du	Montant du remboursement \$	
	Année Mois Jour		

en vertu de la loi suivante (cocher une seule case et inscrire le numéro de compte ou de permis)

<input type="checkbox"/> <u>LOI SUR L'IMPOSITION DES PERSONNE MORALES</u>	- Numéro de compte	
<input type="checkbox"/> <u>LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE</u>	- Numéro de compte	
<input type="checkbox"/> <u>LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE</u>		
<input type="checkbox"/> <u>LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL</u>	- Numéro de permis	
<input type="checkbox"/> <u>LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC</u>	- Numéro de permis	
<input type="checkbox"/> <u>LOI DE 1981 DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS</u>	- Numéro de compte	
<input type="checkbox"/> <u>LOI DE L'IMPÔT SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE</u>	- Numéro de compte	
<input type="checkbox"/> <u>LOI DE 1988 DE LA TAXE SUR LE PARI MUTUEL</u>	- Numéro de permis	
<input type="checkbox"/> <u>LOI DE 1989 SUR L'IMPÔT PRÉLEVÉ SUR LES EMPLOYEURS RELATIF AUX SERVICES DE SANTÉ</u>	- Numéro de compte	

Motifs de l'opposition et faits à l'appui

(Si l'espace est insuffisant, veuillez décrire sur une autre feuille les motifs de l'opposition et les faits à l'appui et cocher la case ci-contre.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____ est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition. J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	--------------------------	-----------	-----------------

(2) The Form to subsection 11 (4) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 646/89, is revoked and the following substituted:

Retail Sales Tax Act



ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- Corporations Tax Act, Gasoline Tax Act, Retail Sales Tax Act, Tobacco Tax Act, Income Tax Act, Land Transfer Tax Act, Fuel Tax Act, 1981, Mining Tax Act, Race Tracks Tax Act, 1988, Employer Health Tax Act, 1989

BETWEEN:

THE MINISTER OF REVENUE

Appellant Respondent

Notice of Appeal

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- Section 78 of the Corporations Tax Act, Section 12 of the Land Transfer Tax Act, Section 14 of the Gasoline Tax Act, Section 14 of the Fuel Tax Act, 1981, Section 23 of the Retail Sales Tax Act, Section 10 of the Mining Tax Act, Section 13 of the Tobacco Tax Act, Section 11 of the Race Tracks Tax Act, 1988, Section 21 of the Income Tax Act, Section 10 of the Employer Health Tax Act, 1989

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the ... day of ... 19 ... in respect of

Table with 4 columns: Assessment No., Date of Notice of Assessment, Amount of Tax, for Period ending. Includes checkboxes for Statement of Disallowance and Rebate/Refund Amount.

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) ... (address) ... has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Signature line with fields for Date, Name (print), Signature, and Position or Office.

Loi sur la taxe de vente au détail



COUR DE L'ONTARIO
(DIVISION GENERALE)

Concernant (cocher une seule case) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

ENTRE :

Appelant,

- ET -
LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> L'article 78 de la <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> L'article 12 de la <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 23 de la <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 13 de la <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> L'article 11 de la <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 21 de la <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

L'Appelant Interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19
en ce qui concerne

<input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n°	Daté du			Montant d'impôt ou de taxe \$		pour la période finissant le		
		Année	Mois	Jour			Année	Mois	Jour
OU	La déclaration de refus	Datée du			Montant du remboursement \$				
<input type="checkbox"/>		Année	Mois	Jour					

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL

(Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel.
J'autorise le ministère du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

3. The Form to section 15 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 868/81, is revoked and the following substituted:



Ministry of Retail Sales Tax Revenue Branch

Application for Vendor Permit

Pursuant to Section 3 of The Retail Sales Tax Act

Please type or print in ink when completing this form.

1. Legal Name

Check the box that applies to your business and enter the appropriate name in the space below.

- Proprietorship (One Owner) - full name of owner (e.g. "John F. Smith")
Partnership (More than one Owner) - full name of two principal partners (e.g. "John G. Jones and Jane S. Doe")
Corporation (An Incorporated Business) - full corporate name, no abbreviations (e.g. "Future Ontario Limited" rather than "Future Ont. Limited")
Association - full names of any two members/officers

Please type or print

Grid for entering legal name

If a corporation enter number shown on Certificate of Incorporation issued by the Companies Branch, Ontario Ministry of Consumer and Commercial Relations.

Grid for entering corporation number

2. Business or Trade Name

If the same name as Legal Name check this box or complete

Please type or print

Grid for entering business or trade name

3. Business Address and Telephone

Please type or print

Form for business address and telephone information

Do you have more than one Ontario business location? No Yes If yes, attach a list of all locations.

4. Mailing Address (where tax returns and tax information can be sent.)

If identical to Business Address please check or complete

Please type or print

Form for mailing address information

5. Home Address and Telephone

Enter the Name, Title, Home Address of the Owner; or two Partners; or two Officers of the Corporation; or two Members/Officers of the Association.

Please type or print

Form for home address and telephone information

6. Possédez-vous déjà un permis de vendeur aux fins de la taxe de vente au détail?

Non Oui Dans l'affirmative, inscrivez-en le numéro.

Dactylographier ou écrire en lettres moulées

--	--	--	--	--	--

7. Achetez-vous une entreprise qui existe déjà?

Non Oui Dans l'affirmative, donnez l'appellation commerciale et le numéro de permis aux fins de la taxe de vente au détail de l'entreprise antérieure.

Dactylographier ou écrire en lettres moulées

Appellation commerciale	Numéro de permis
-------------------------	------------------

8. Inscrivez la date à laquelle vous commencerez à exploiter l'entreprise à titre de nouveau propriétaire.

Dactylographier ou écrire en lettres moulées

Année	Mois	Jour

9. Décrivez le genre d'entreprise que vous exploiterez; si ce sera à temps plein/à temps partiel, la sorte d'articles que vous vendrez, etc.

Dactylographier ou écrire en lettres moulées

10. Préférez-vous recevoir votre correspondance en français?

Non Oui

11. Veuillez remplir cette section si votre entreprise n'est pas en exploitation pendant les 12 mois de l'année.

- a) En exploitation pendant un jour seulement
- b) En exploitation pendant moins de 30 jours
- c) En exploitation pendant moins de 12 mois : inscrivez un «X» pour chaque mois d'exploitation.

Dactylographier ou écrire en lettres moulées

Année	Mois	Jour

 de

Année	Mois	Jour

 à

Année	Mois	Jour	Année	Mois	Jour

janv.	févr.	mars	avr.	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
-------	-------	------	------	-----	------	-------	------	-------	------	------	------

12. Nom et adresse de la banque (où votre entreprise a un compte)

Dactylographier ou écrire en lettres moulées

Nom	
Adresse.	

13. Cette demande doit être signée par :

- a) le propriétaire, s'il s'agit d'une entreprise à propriétaire unique
- b) deux associés, s'il s'agit d'une société en nom collectif
- c) deux dirigeants, s'il s'agit d'une entreprise constituée en personne morale
- d) deux membres/dirigeants, s'il s'agit d'une association

J'atteste que les renseignements donnés dans la présente demande sont, au mieux de ma connaissance, véridiques et exacts.

Signature	Titre	Date
Signature	Titre	Date

Les renseignements personnels recueillis sur le présent formulaire, en vertu de l'article 3 de la Loi sur la taxe de vente au détail, L.R.O. 1980, chap. 454, serviront à l'inscription de l'auteur de la demande et à la délivrance d'un permis de vendeur relatif à la taxe de vente au détail. Les questions concernant la collecte de ces renseignements doivent être communiquées au bureau de la taxe de vente au détail de votre région, qui figure dans les pages bleues de votre annuaire téléphonique.

4.—(1) Subclause 23 (3) (a) (i) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 168/90, is amended by striking out “a copy” in the first line and in the seventh line and substituting “the original” in each case.

(2) Subclause 23 (3) (b) (i) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 168/90, is amended by striking out “a copy” in the first line and in the seventh line and substituting “the original” in each case.

(3) Subclause 23 (3) (b) (iii) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 168/90, is amended by striking out “a copy” in the first line and substituting “the original”.

(4) Section 23 of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 168/90 and amended by section 3 of Ontario Regulation 35/91, is further amended by adding the following subsection:

(3a) The original of any document submitted under subsection (3) shall be returned promptly to the person who submitted it. O. Reg. 648/91, s. 4 (4).

SHELLEY WARK-MARTYN
Minister of Revenue

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

46/91

TOBACCO TAX ACT

O. Reg. 649/91.

Forms.

Made—October 24th, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 933 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE TOBACCO TAX ACT

1. Form I of Regulation 933 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section I of Ontario Regulation 647/89, is revoked and the following substituted:

Form 1

Tobacco Tax Act

Notice of Objection



Ministry of Revenue Ontario

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer)		Telephone No. ()
Street Number and Name		
Mailing Address		
City/Town	Province	Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

<input type="checkbox"/>	Assessment No.	Date of Notice of Assessment			Amount of Tax	for Period ending		
		Year	Month	Day	\$	Year	Month	Day
OR	Statement of Disallowance	Statement Date			Rebate/Refund Amount			
<input type="checkbox"/>		Year	Month	Day	\$			

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

<input type="checkbox"/>	<u>CORPORATIONS TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>GASOLINE TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>LAND TRANSFER TAX ACT</u>		
<input type="checkbox"/>	<u>RETAIL SALES TAX ACT</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>TOBACCO TAX ACT</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>FUEL TAX ACT, 1981</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>MINING TAX ACT</u>	- Account Number	
<input type="checkbox"/>	<u>RACE TRACKS TAX ACT, 1988</u>	- Permit Number	
<input type="checkbox"/>	<u>EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989</u>	- Account Number	

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____
 has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Objection.
 I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to
 my representative in accordance with the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987*.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person objecting or an employee of the company or an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------

14000(91-01)

2. Form 2 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 647/89, is revoked and the following substituted:

Form 2

Tobacco Tax Act



ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- Corporations Tax Act, Gasoline Tax Act, Retail Sales Tax Act, Tobacco Tax Act, Income Tax Act, Land Transfer Tax Act, Fuel Tax Act, 1981, Mining Tax Act, Race Tracks Tax Act, 1988, Employer Health Tax Act, 1989

BETWEEN:

and THE MINISTER OF REVENUE

Appellant Respondent

Notice of Appeal

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- Section 78 of the Corporations Tax Act, Section 12 of the Land Transfer Tax Act, Section 14 of the Gasoline Tax Act, Section 14 of the Fuel Tax Act, 1981, Section 23 of the Retail Sales Tax Act, Section 10 of the Mining Tax Act, Section 13 of the Tobacco Tax Act, Section 11 of the Race Tracks Tax Act, 1988, Section 21 of the Income Tax Act, Section 10 of the Employer Health Tax Act, 1989

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue dated the ... day of ... 19... in respect of

Table with 4 columns: Assessment No., Date of Notice of Assessment, Amount of Tax, for Period ending. Includes rows for Statement of Disallowance and Rebate/Refund Amount.

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) ... (address) ... has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Signature line table with columns: Date, Name (print), Signature, Position or Office

Formule 2

Loi de la taxe sur le tabac



COUR DE L'ONTARIO
(DIVISION GÉNÉRALE)

Concernant (cocher une seule case) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

ENTRE :

- ET -
LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Appelant,

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> L'article 78 de la <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> L'article 12 de la <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 23 de la <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 13 de la <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> L'article 11 de la <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 21 de la <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

l'Appelant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19
en ce qui concerne

<input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n°	Daté du			Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le		
		Année	Mois	Jour		Année	Mois	Jour
<input type="checkbox"/>	OU La déclaration de refus	Datée du			Montant du remboursement \$			
		Année	Mois	Jour		Année	Mois	Jour

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL

(Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel.
J'autorise le ministre du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

**NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND
DEVELOPMENT ACT**

O. Reg. 650/91.

Designation of Area of Development Control.

Made—October 10th, 1991.

Filed—October 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 683 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND
DEVELOPMENT ACT

1. Paragraph 24 of the Schedule to Regulation 683 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 645/87, is revoked and the following substituted:

24. In the Town of Ancaster in The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth described as follows:

1. Beginning at the place of intersection of the southeasterly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-7133 and the northerly limit of Mohawk Road;

Thence westerly along the northerly limit of Mohawk Road to intersect the southerly prolongation of a south-westerly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Land Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-9053;

Thence north along that southerly prolongation to the southerly limit of Part 1 in Plan Number 62R-9053 then 15° 26' 30" west 42.622 metres to an angle therein;

Thence north 72° 48' east 60.85 metres to an angle therein;

Thence south 13° 11' east 8.694 metres to the southerly limit of a Plan deposited in the Land Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-5416;

Thence north 73° 39' east 24.384 metres to an angle therein;

Thence south 13° 11' east 4.572 metres to an angle therein;

Thence north 73° 39' east 26.021 metres to the south-easterly angle of Plan Number 62R-5416;

Thence northerly along the westerly limit of Filman Mountain Road to the easterly limit of Plan Number 62R-5416;

Thence north 13° 11' west 54.096 metres to the northerly limit of Plan Number 62R-5416;

Thence south 73° 39' west along that northerly limit 71.628 metres to the westerly limit of Plan Number 62R-5416;

Thence south 13° 11' east along that westerly limit 7.254 metres to the northerly limit of Plan Number 62R-9053;

Thence south 73° 39' west 110.414 metres to an angle therein;

Thence south 74° 07' west 54.523 metres to an angle therein;

Thence south 13° 54' east 87.81 metres to an angle therein;

Thence north 74° 07' east 36.576 metres to an angle therein;

Thence north 13° 54' west 0.57 metres to an angle therein;

Thence north 74° 43' 35" east 27.424 metres to an angle therein;

Thence south 13° 54' east 40.921 metres and its southerly prolongation to the northerly limit of Mohawk Road;

Thence westerly along said northerly limit to the southerly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-9443;

Thence north 13° 46' west 12.81 metres to an angle therein;

Thence north 26° 26' 20" west 9.34 metres to an angle therein;

Thence north 13° 54' west 33.18 metres to an angle therein;

Thence north 74° 07' east 20.90 metres to an angle therein;

Thence north 13° 54' west 51.50 metres to an angle therein;

Thence north 18° 12' 50" west 165.46 metres to the northerly limit of Plan Number 62R-9443;

Thence south 76° 23' west 21.04 metres to the northeasterly angle of Part 2 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-7312;

Thence south 76° 23' west 32.45 metres to the northeasterly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-6636;

Thence south 76° 23' west 30.48 metres to the northeasterly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-5625;

Thence south 76° 23' west 21.336 metres to an angle therein;

Thence south 76° 24' 25" west 149.30 metres to an angle therein;

Thence south 13° 50' east 60.665 metres to the northerly angle of Part 2 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-6439;

Thence south 54° 10' 10" west 48.274 metres to the north-westerly angle of Part 1;

Thence south 13° 42' east 3.996 metres to the northeasterly angle of Part 2 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-7072;

Thence south 77° 14' west along the northerly limit of Plan Number 62R-7072, 39.767 metres to the northwesterly angle of Part 2 of the Plan;

Thence south 13° 41' 40" east 98.713 metres to an angle therein;

Thence south 13° east 74.524 metres to the southwesterly angle of Part 2 in Plan Number 62R-7072;

Thence north $76^{\circ} 07' 30''$ east along that southerly limit 39.784 metres to the southeasterly angle of Part 2 in Plan Number 62R-7072;

Thence south $13^{\circ} 42'$ east along the easterly limit of Part 1 in Plan Number 62R-7072, 54.504 metres to the northwesterly limit of Mohawk Road;

Thence westerly along the northerly limits of Mohawk Road and its prolongation to the easterly limits of Lime Kiln Road;

Thence northerly along said easterly limit to intersect an easterly prolongation of the northeasterly angle of Lot 76 within a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number M-248;

Thence south $81^{\circ} 13'$ west along that easterly prolongation and 143.274 metres to an angle therein;

Thence north $13^{\circ} 59'$ west 191.600 metres to the northeasterly angle of Lot 64 in Plan Number M-248;

Thence northwesterly along the north limit of Block 'A' and lots 63, 62, 61 and 60 to the northwesterly angle of Lot 60 in Plan Number M-248;

Thence north $78^{\circ} 45'$ west 6.401 metres to an angle on the northeasterly limit of Lot 59 in Plan Number M-248;

Thence southwesterly in a straight line to an angle in Lot 59 measured north $77^{\circ} 01'$ east 89.514 metres from the southwesterly angle of Lot 59 in Plan Number M-248;

Thence southeasterly following the westerly limits of lots 59, Block 'E', 58, 53 and 52 to the southwesterly angle of Lot 52 and being an angle on the westerly limit of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-338;

Thence south $83^{\circ} 18' 30''$ west 73.969 metres to an angle on the north limit of Part 4 in Plan Number 62R-338;

Thence north $85^{\circ} 16'$ west 37.429 metres to the northerly angle of Part 5 in Plan Number 62R-338;

Thence south $13^{\circ} 04'$ east 176.351 metres to the southwesterly angle of Part 4 of Plan Number 62R-338;

Thence north $87^{\circ} 48'$ east 109.981 metres to the northwesterly angle of Part 11 in Plan Number 62R-338;

Thence south $8^{\circ} 59'$ west 49.484 metres to an angle in Part 10 in Plan Number 62R-338;

Thence south $0^{\circ} 23'$ west 24.725 metres to the southwesterly angle of Part 10;

Thence south $87^{\circ} 48'$ west 85.573 metres to the northwesterly angle of Part 7 in Plan Number 62R-338;

Thence south $13^{\circ} 04'$ east 83.844 metres along the west boundary of Part 7 in Plan Number 62R-338 to the northerly limit of Rousseaux Street (formerly Mohawk Road);

Thence westerly along said northerly limit and this northerly limit prolonged to the intersection of the westerly limit of Wilson Street East and the southwesterly limit of Old Dundas Road;

Thence northerly 24.213 metres along the southwesterly limits of Old Dundas Road to the southerly limit of the lands described in an Instrument registered in the Land Registry Division of Wentworth (No. 26) as Number 116905AB;

Thence north $73^{\circ} 16'$ west following said southerly limit to a line parallel with and distant 76.2 metres measured at right angles from the westerly limit of Wilson Street East;

Thence southwesterly along that parallel line to the northerly limit of Sulphur Springs Road;

Thence northwesterly along said northerly limit to a point of intersection with the northerly prolongation of the westerly limit of Mansfield Drive;

Thence southerly along the westerly limit of Mansfield Drive to the intersection of said westerly limit and the northerly limit of Judith Crescent;

Thence westerly along the northerly limit of Judith Crescent and its westerly prolongation to the northerly limit of Maureen Avenue;

Thence westerly along said northerly limit to the intersection with easterly limit of Lovers Lane;

Thence northerly along said easterly limit to intersect an easterly prolongation of an angle originating from the southeasterly angle of Part 2 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-1595. North $12^{\circ} 24'$, 224.129 metres to that angle;

Thence south $77^{\circ} 36'$ west along the easterly prolongation to the easterly limit of Plan Number 62R-1595 and 68.58 metres to an angle therein;

Thence north $12^{\circ} 24'$ west 68.58 metres to an angle therein;

Thence north $77^{\circ} 36'$ east 67.361 metres and its easterly prolongation to the easterly limit of Lovers Lane;

Thence northerly along said easterly limit to intersect a prolongation of north $78^{\circ} 11'$ east from the southeasterly angle of Part 3 in Plan Number 62R-1595;

Thence south $78^{\circ} 11'$ west along the easterly prolongation to the easterly limit of Part 3 and 208.578 metres to an angle therein;

Thence north $12^{\circ} 42'$ west 240.987 metres to the northerly limit of Part 3;

Thence north $78^{\circ} 34'$ east 206.615 metres and its easterly prolongation to the easterly limit of Sulphur Springs Road;

Thence northerly along the easterly limit of that Road to the point of intersection with the easterly prolongation of Conservation Authorities top of bank as defined within a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62M-525;

Thence westerly along that easterly prolongation to the top of bank following courses and distances defined by Hamilton Region Conservation Authority on Plan Number 62M-525:

south $69^{\circ} 49' 10''$ west 64.716 metres,

south $70^{\circ} 51' 45''$ west 18.023 metres,

south 52° 17' 45" west 16.599 metres,

south 70° 10' 40" west 23.184 metres,

south 84° 24' 30" west 19.550 metres,

south 61° 57' 10" west 40.826 metres,

north 54° 24' 10" west 10.784 metres,

south 84° 24' 20" west 37.057 metres,

south 44° 02' west 19.257 metres,

south 64° 20' 50" west 18.862 metres,

south 30° 55' west 25.832 metres,

south 42° 36' 30" west 34.843 metres,

north 89° 00' west 12.180 metres,

south 58° 36' west 31.569 metres,

south 81° 20' west 13.402 metres,

north 69° 33' 10" west 22.211 metres,

north 29° 04' 30" west 26.502 metres,

north 87° 49' west 27.679 metres,

south 21° 43' 40" west 14.478 metres,

south 38° 01' west 35.748 metres;

Thence south 45° 48' 50" west 24.793 metres to the easterly limits of Plan Number 62M-525, being the westerly limit of Part 2 of Plan Number 62R-1595;

Thence southerly along the westerly limit of Part 2 in Plan Number 62R-1595 to the southeasterly angle of said Part 2;

Thence north 77° east 59.741 metres to an angle therein;

Thence north 13° 14' west 20.812 metres to an angle therein;

Thence north 40° 49' east 46.348 metres to an angle therein;

Thence south 49° 11' east 99.365 metres to an angle therein;

Thence north 40° 49' east 60.96 metres to an angle therein;

Thence south 49° 11' east 39.624 metres to an angle therein;

Thence north 40° 49' east 7.526 metres to an angle therein;

Thence south 13° 18' east 63.621 metres to the northwesterly angle of a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 888;

Thence easterly along the northerly limit of Plan Number 888 to the westerly limit of Lovers Lane;

Thence southerly along the westerly limit to the northerly limit of Joanne Court;

Thence westerly and southerly along the northerly and westerly limit of Joanne Court to the northerly limit of Parker Avenue;

Thence westerly along the northerly limit to the easterly limit of Hadley Drive;

Thence northerly along the easterly limit and its northerly prolongation to the northerly limit of McGregor Crescent;

Thence southwesterly and northerly along the northerly and easterly limits and its northwesterly prolongation to the northerly limit of Terrance Drive;

Thence westerly along the northerly limit and its westerly prolongation to the westerly limit of Lloyminn Avenue;

Thence southerly along said westerly limit and its southerly prolongation to the northerly limit of a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-3348;

Thence westerly along the northerly limit to a point measured south 77° 06' 30" west 36.576 metres and then south 66° 58' 30" west 99.066 metres from the northeasterly angle of Part 1 in Plan Number 62R-3348;

Thence southeasterly in a straight line to a southerly angle within Part 1 measured south 77° 03' east 126.565 metres from the southeasterly angle of Part 6 in Plan Number 62R-3348;

Thence south 13° 21' 40" east 162.876 metres to the southerly limit of Plan Number 62R-3348;

Thence westerly along southerly limit to the southwestly angle of Part 3 in Plan Number 62R-3348;

Thence northerly along the westerly limit of Part 3 and Part 2 and that westerly limit prolonged to intersect with the northerly limit of Jerseyville Road;

Thence westerly following along the northerly limit of Jerseyville Road to the westerly limit of Lot 32 in Concession II of former Township of Ancaster;

Thence north along the westerly limit of Lot 32 and that westerly limit prolonged to the southerly limit of Concession I;

Thence westerly along the southerly limit of Concession I to the easterly limit of Highway 52;

Thence northerly following the easterly limit of Highway 52 to a point distant 600 metres measured southerly from the northwesterly angle of Lot 31 in said Concession I;

Thence easterly and parallel with the northerly limit of Lot 31 to the westerly limit of Lot 32;

Thence northerly along the westerly limit of Lot 32 and that westerly limit prolonged to the northerly boundary of the Town of Ancaster;

Thence in a general easterly and southerly direction following the northerly and easterly boundaries of the Town of Ancaster to the easterly boundary that falls in the southerly half of Concession II in Lot 55 of the former Township of Ancaster and its intersection with the westerly prolongation of the northerly limit of Lavina Crescent in the City of Hamilton;

Thence westerly along the westerly prolongation to the westerly limit of Scenic Drive;

Thence northerly along the westerly limit to the northeasterly angle of Block 116 within a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62M-400;

Thence westerly and southerly along the northerly and westerly limits of Plan Number 62M-400 to the northeasterly angle of Lot 18 within a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62M-486;

Thence westerly, southerly and easterly following the northerly, westerly and southerly limits of Plan Number 62M-486 to the northwesterly angle of Lot 83 within a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number 62M-443;

Thence southerly and easterly following along the westerly and southerly limits to the southeasterly angle of Lot 71 in Plan Number 62M-443;

Thence south 2° 07' 24" east along the easterly limit of Part 1 in Plan Number 62R-7133 to the place of beginning.

Except for:

- i. Beginning at the northerly angle of Lot 22 within a Plan registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Wentworth (No. 62) as Number M-295 and its intersection with the Lot line between 40 and 41 in Concession II of the former Township of Ancaster;

Thence south 33° 06' 30" east 60.96 metres to the northwesterly angle of Lot 23 within Plan Number M-295;

Thence easterly along the northerly limits of lots 23, 24, 25, 26 and 27 to the northeasterly angle of Block 'B';

Thence north 77° 17' east 38.993 metres to a point on the northerly limit of Lot 28 in Plan Number M-295;

Thence southeasterly in a straight line to a point on the southerly limit of Lot 29 in Plan Number M-295, the point being the northeasterly angle of Lot 98 within a Plan registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 1076;

Thence south 50° 40' 30" west to the southeasterly angle of Lot 30 within Plan Number M-295;

Thence southwesterly following the southerly limit to the southwesterly angle of Lot 1 in Plan Number M-295;

Thence northwesterly along the top of slope following the courses and distances:

north 26° 48' 20" west 9.586 metres,

north 59° 26' west 12.070 metres,

north 55° 07' east 5.157 metres,

north 33° 21' west 64.928 metres,

north 42° 40' 40" west 16.279 metres,

north 56° 18' 50" west 14.380 metres,

north 65° 05' west 16.642 metres,

north 54° 16' 20" west 20.998 metres,

north 37° 28' 50" west 37.877 metres;

Thence north 30° 11' 40" east 9.424 metres to the south limit of Ridgeview Court;

Thence southwesterly following that southerly limit to the southeasterly angle of Lot 8 within Plan Number M-295;

Thence northwesterly along the top of slope following the courses and distances:

north 33° 22' 20" west 11.046 metres,

north 89° 42' west 29.401 metres;

Thence north 11° 09' west along the west limit of Plan Number M-295, 24.945 metres to a point of intersection with the top of slope;

Thence easterly along the top of slope following the courses and distances:

north 14° 49' 30" east 35.022 metres,

north 82° 49' east 35.335 metres,

south 42° 40' east 19.894 metres,

south 70° 57' east 23.253 metres,

south 47° 55' 10" east 24.893 metres;

Thence south 12° 11' 40" west 9.680 metres to the northerly limit of Ridgeview Court;

Thence easterly along that northerly limit to the southwesterly angle of Lot 11;

Thence northerly along the top of slope following the courses and distances:

north 66° 47' 10" east 40.624 metres,

north 55° 57' 30" east 14.960 metres,

north 12° 28' 30" east 28.020 metres,

north 1° 38' 30" west 57.318 metres,

north 2° 38' west 25.938 metres,

north 3° 40' 30" east 30.666 metres,

north 6° 39' west 18.529 metres,

north 17° 35' 30" west 19.221 metres,

north 72° 59' 10" east 69.324 metres,

north 27° 49' 30" east 26.975 metres,

north 8° 23' 30" east 25.609 metres;

Thence north 50° 28' east along the northerly limits of lots 21 and 22 within Plan Number M-295 to the place of beginning.

Except for:

- ii. Beginning at the northwesterly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-2296 being the southeasterly limit of the intersection of Old Ancaster Dundas Road and Montgomery Drive;

Thence north 68° 18' 30" east 67.522 metres to an angle therein;

Thence south 11° 37' 40" east 52.298 metres to an angle therein;

Thence south 15° 3' east 10.086 metres to an angle therein;

Thence south 36° 25' west 141.592 metres to an angle therein;

Thence north 67° 58' west 49.009 metres to an angle therein;

Thence north 22° 9' 30" east 142.049 metres to an angle therein.

Except for:

- iii. Beginning at the intersection of the southeasterly angle of Part 18 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-4989 and the westerly limit of Old Ancaster-Dundas Road;

Thence north 60° 19' 20" west 35.524 metres to a south-westerly angle of Part 17 within Plan Number 62R-4989;

Thence north 12° 56' west 59.085 metres to an angle therein;

Thence south 77° 01' west 44.440 metres to an angle therein;

Thence north 2° 55' 10" west 191.335 metres to the northwesterly angle of Part 17 within Plan Number 62R-4989;

Thence north 65° 16' 20" east 192.247 metres to the northeasterly angle of Part 17 within Plan Number 62R-4989;

Thence in a southerly direction along the easterly limit of Part 17 and the northeasterly limit of Part 18 of Plan Number 62R-4989 to intersect with the westerly limit of Old Ancaster-Dundas Road;

Thence southwestward along the westerly limit of Old Ancaster-Dundas Road to the place of beginning.

- ii. Beginning at the intersection of the northerly limit of Mohawk Road and the southeasterly angle of Part 1 within a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-7312;

Thence north 13° 45' 10" west 60.876 metres to the northeasterly angle of Part 1;

Thence south 74° 07' west 32.461 metres to the northwesterly angle of Part 1;

Thence south 76° 25' 20" west 17.118 metres to a point being the northerly limit of Part 2 on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-6636;

Thence south 11° 41' east 11.04 metres to an angle therein;

Thence south 76° 14' 30" west 12.945 metres to the west limit of Plan Number 62R-6636;

Thence south 13° 45' 30" east 8.418 metres to the northeasterly angle of Part 2 on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 62R-5625;

Thence south 76° 18' 30" west 22.490 metres to the northwesterly angle of Part 2;

Thence south 13° 41' 30" east 43.47 metres to the northerly limit of Mohawk Road;

Thence easterly following along the northerly limit of Mohawk Road to the place of beginning.

- iii. Beginning at the point of intersection of the northerly limit of Mohawk Road and a southeasterly angle of the southerly limits of Part 1 on Plan Number 62R-5625;

Thence north 13° 41' 30" west 106.73 metres to an angle therein;

Thence south 74° 14' 50" west 127.93 metres to an angle therein;

Thence south 13° 52' 40" east 63.21 metres to an angle therein;

Thence south 76° 09' 30" west 18.29 metres to an angle therein;

Thence south 13° 52' 40" east 56.64 metres to the northerly limit of Mohawk Road;

Thence easterly following the northerly limit to the place of beginning.

- iv. Beginning at the point of intersection of the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street) and the southeasterly angle of an Instrument registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 168091 H.L. as defined along the southerly limit of Part 1 of Plan Number 62R-338;

Thence north 2° 17' west 33.830 metres to an angle therein;

Thence north 85° 38' west 18.288 metres to an angle therein;

Thence south 2° 17' east 33.830 metres to the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street);

Thence easterly along the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street) to the place of beginning.

- v. Beginning at the point of intersection of the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street) and the southeasterly angle of an Instrument registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 116771 A.B. as defined along the southerly limit of Part 1 of Plan Number 62R-338;

Thence north 0° 22' west 30.154 metres to an angle therein;

Thence north 85° 38' west 38.100 metres to an angle therein;

Thence south 0° 22' east 37.091 metres to the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street);

Thence easterly along the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street) to the place of beginning.

- vi. Beginning at the point of intersection of the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street) and the southeasterly angle of an Instrument registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Wentworth (No. 62) as Number 15276 A.B. as defined along the southerly limit of Part 6 of Plan Number 62R-338;

Thence north 0° 19' east 36.576 metres to an angle therein;

Thence north 82° 29' 20" west 18.696 metres to an angle therein;

Thence south 1° 22' west 35.268 metres to the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street);

Thence easterly along the northerly limit of Mohawk Road (Rousseaux Street) to the place of beginning.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

Dated at Toronto, this 10th day of October, 1991.

CHARITABLE INSTITUTIONS ACT

O. Reg. 651/91.
 General.
 Made—October 30th, 1991.
 Filed—October 31st, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 95 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 CHARITABLE INSTITUTIONS ACT**

1. Table 1 of Regulation 95 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 594/91, is revoked and the following substituted:

TABLE 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	COLUMN 4	COLUMN 5	COLUMN 6
Effective Date	Basic Per Diem	Ceiling Per Diem	Preferred Accommodation Maximum Per Diem	Personal Needs Allowance	Residential Care Ceiling
From and including the 1st day of August, 1991 up to and including the 31st day of October, 1991	\$25.64	\$73.84	\$43.43	\$112.00	\$43.98
From and including the 1st day of November, 1991	25.91	73.84	43.70	112.00	43.98

O. Reg. 651/91, s. 1.

46/91

FAMILY BENEFITS ACT

O. Reg. 652/91.
 General.
 Made—October 30th, 1991.
 Filed—October 31st, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 318 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 FAMILY BENEFITS ACT**

1. Subclause 12 (5) (e) (i) of Regulation 318 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 3 of Ontario Regulation 407/91, is revoked and the following substituted:

(i) \$25.91 a day, or

2. This Regulation comes into force on the 1st day of November, 1991.

46/91

GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT**O. Reg. 653/91.**

General.

Made—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 441 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

1. Schedule E to Regulation 441 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 8 of Ontario Regulation 408/91, is revoked and the following substituted:

Schedule E

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	COLUMN 4	COLUMN 5
Effective Date	Basic Per Diem	Extended Care Ceiling Per Diem	Personal Needs Allowance	Intermediate Care Ceiling Per Diem
From and including the 1st day of August, 1991 up to and including the 31st day of October, 1991	\$25.64	\$71.16	\$112.00	\$61.83
From and including the 1st day of November, 1991	25.91	71.16	112.00	61.83

O. Reg. 653/91, s. 1.

46/91

HOMES FOR THE AGED AND REST HOMES ACT**O. Reg. 654/91.**

General.

Made—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 502 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HOMES FOR THE AGED AND REST HOMES ACT

1. Table 1 of Regulation 502 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 413/91, is revoked and the following substituted:

TABLE 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	COLUMN 4	COLUMN 5
Effective Date	Basic Per Diem	Ceiling Per Diem	Preferred Accommodation Maximum Per Diem	Personal Needs Allowance
From and including the 1st day of August, 1991 up to and including the 31st day of October, 1991	\$25.64	\$60.11	\$43.43	\$112.00
From and including the 1st day of November, 1991	25.91	60.11	43.70	112.00

O. Reg. 654/91, s. 1.

46/91

RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

O. Reg. 655/91.
 Rental Housing Maintenance Standards.
 Made—October 15th, 1991.
 Filed—October 31st, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 768/88
 MADE UNDER THE
 RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986**

1. Schedule 1 to Ontario Regulation 768/88, as made by section 2 of Ontario Regulation 579/90, is amended by adding the following item:

2. Town of Markham

RESIDENTIAL RENTAL STANDARDS BOARD:

GARTH EDE
Chair

Dated at Toronto, this 15th day of October, 1991.

46/91

HEALTH INSURANCE ACT

O. Reg. 656/91.
 General.
 Made—October 30th, 1991.
 Filed—October 31st, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 452 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 HEALTH INSURANCE ACT**

1. Item 27 of Table 1B of Regulation 452 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 2 of Ontario Regulation 435/91, is revoked and the following substituted:

27. On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991	779.88	25.64	1,169.69	38.46	1,949.57	64.10
28. On or after the 1st day of November, 1991.	787.97	25.91	1,161.60	38.19	1,949.57	64.10

2.—(1) Items 7zr and 13zr of Table 2 of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 435/91, are revoked and the following substituted:

7zr.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	Person with no dependants — maximum estimated income \$891.88	Estimated income less \$112.00	Estimated income less \$112.00, divided by 30.4
7zs.	On or after the 1st day of November, 1991.	Person with no dependants — maximum estimated income \$899.97	Estimated income less \$112.00	Estimated income less \$112.00, divided by 30.4
13zr.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	Person with one dependant — maximum aggregate estimated incomes \$4,976.00	Aggregate estimated incomes less \$2,636.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$2,636.00, divided by 91.2

13zs.	On or after the 1st day of November, 1991.	Person with one dependant – maximum aggregate estimated incomes \$5,000.00	Aggregate estimated incomes less \$2,636.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$2,636.00, divided by 91.2
(2) Item 19zr of Table 2, as remade by section 3 of Ontario Regulation 435/91, is revoked and the following substituted:				
19zr.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	Person with two dependants – maximum aggregate estimated incomes \$5,354.00	Aggregate estimated incomes less \$3,014.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$3,014.00, divided by 91.2
19zs.	On or after the 1st day of November, 1991.	Person with two dependants – maximum aggregate estimated incomes \$5,378.00	Aggregate estimated incomes less \$3,014.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$3,014.00, divided by 91.2
(3) Items 25zr, 31zr and 81 of Table 2, as made by section 3 of Ontario Regulation 435/91, are revoked and the following substituted:				
25zr.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	Person with three dependants – maximum aggregate estimated incomes \$5,696.00	Aggregate estimated incomes less \$3,356.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$3,356.00, divided by 91.2
25zs.	On or after the 1st day of November, 1991.	Person with three dependants – maximum aggregate estimated incomes \$5,720.00	Aggregate estimated incomes less \$3,356.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$3,356.00, divided by 91.2
.				
31zr.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	Person with four or more dependants – maximum aggregate estimated incomes \$6,003.00	Aggregate estimated incomes less \$3,663.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$3,663.00, divided by 91.2
31zs.	On or after the 1st day of November, 1991.	Person with four or more dependants – maximum aggregate estimated incomes \$6,027.00	Aggregate estimated incomes less \$3,663.00, divided by 3	Aggregate estimated incomes less \$3,356.00, divided by 91.2
.				
81.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	Person not referred to in Items 1 - 31zr	\$779.88	\$25.64
82.	On or after the 1st day of November, 1991.	Person not referred to in Items 1 - 31zs	\$787.97	\$25.91
46/91				

NURSING HOMES ACT

O. Reg. 657/91.

General.

Made—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 690 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE NURSING HOMES ACT

1. Item 45 of Table 1 of Regulation 690 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 436/91, is revoked and the following substituted:

45.	On or after the 1st day of August, 1991, but before the 1st day of November, 1991.	\$779.88	\$25.64
46.	On or after the 1st day of November, 1991.	\$787.97	\$25.91

DENTURE THERAPISTS ACT**O. Reg. 658/91.**

General.

Made—September 27th, 1991.

Approved—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 238 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DENTURE THERAPISTS ACT

1.—(1) Subsections 3 (1) and (3) of Regulation 238 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 2 of Ontario Regulation 672/90, are revoked and the following substituted:

(1) The fee for a licence to practise denture therapy is \$550. O. Reg. 658/91, s. 1 (1), *part*.

(3) The annual fee payable by a licensee is \$550 and is due and payable on or before the anniversary date of the issue of the licence. O. Reg. 658/91, s. 1 (1), *part*.

(2) Subsection (1) comes into force on the 1st day of January, 1992.

2. Section 5 of the Regulation is revoked.

GOVERNING BOARD OF DENTURE THERAPISTS:

W. J. SOUTHY
Chair

P. A. CLARK
Registrar

Dated at Toronto, this 27th day of September, 1991.

46/91

HEALTH DISCIPLINES ACT**O. Reg. 659/91.**

Dental Hygienists.

Made—June 13th, 1991.

Approved—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 446 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HEALTH DISCIPLINES ACT

1. Section 8 of Regulation 446 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 587/90, is revoked and the following substituted:

8. The annual fee for a dental hygienist for a year is \$175 and is due and payable on or before the 1st day of January in the year. O. Reg. 659/91, s. 1.

COUNCIL OF THE ROYAL COLLEGE OF
DENTAL SURGEONS OF ONTARIO:

RICHARD M. BEYERS
President

ROGER L. ELLIS
Registrar

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

46/91

HEALTH DISCIPLINES ACT**O. Reg. 660/91.**

Dentistry.

Made—June 13th, 1991.

Approved—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 447 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HEALTH DISCIPLINES ACT

1. Subsection 55 (1) of Regulation 447 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 596/90, is revoked and the following substituted:

(1) The annual fee for a member is \$1,165. O. Reg. 660/91, s. 1.

COUNCIL OF THE ROYAL COLLEGE OF
DENTAL SURGEONS OF ONTARIO:

RICHARD M. BEYERS
President

ROGER L. ELLIS
Registrar

Dated at Toronto, this 13th day of June, 1991.

46/91

PLANNING ACT, 1983**O. Reg. 661/91.**

Zoning Areas—Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.

Made—October 25th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

ORDER MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

ZONING AREAS—UNORGANIZED TERRITORY IN THE
TERRITORIAL DISTRICT OF KENORA

INTERPRETATION

1. In this Order,

“accessory”, when used to describe a use, building or structure, means a use, building or structure that is normally incidental or subordinate to the principal use, building or structure;

“dwelling unit” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate housekeeping establishment in which separate kitchen and sanitary facilities are provided for the exclusive use of the unit with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

“mobile home” means a dwelling unit that is designed to be made mobile and constructed or manufactured to provide a permanent residence for one or more persons, but does not include a travel trailer or tent trailer or trailer otherwise designed;

“mobile home park” means a parcel of land that has not been subdivided under the Act in which individual mobile home sites are made available on a rental or lease basis. O. Reg. 661/91, s. 1.

APPLICATION

2. This Order applies to that parcel of land situate in the unorganized territory in the District of Kenora, described as Location REB 33, designated as Part 1 on a Plan KR 2198 registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Kenora (No. 23), and those lands adjacent to Location REB 33 on Highway 599 shown on U.T.M. Grid as Section XFE.311 N.177 filed with the Ministry of Natural Resources at P.O. Box 448, Ignace, Ontario, POT 1T0. O. Reg. 661/91, s. 2.

GENERAL

3.—(1) No land to which this Order applies shall be used and no building or structure shall be erected, located or used except in accordance with this Order.

(2) Nothing in this Order prevents the use of any land, building or structure for any use prohibited by this Order if the land, building or structure is lawfully so used on the day this Order comes into force.

(3) Nothing in this Order prevents the reconstruction of any building or structure that is damaged or destroyed by causes beyond the control of the owner if the dimensions of the original building or structure are not increased or its original use altered.

(4) Nothing in this Order prevents the strengthening or restoration to a safe condition of any building or structure. O. Reg. 661/91, s. 3.

PERMITTED USES

4.—(1) Every use of land and every erection, location or use of buildings or structures on the land to which this Order applies is prohibited, except a mobile home park, if the following requirements are met:

Maximum number of mobile homes in the mobile home park 19

Maximum number of mobile homes on one mobile home site 1

(2) Buildings and structures accessory to a mobile home may be erected, located and used on the same mobile home site as the mobile home. O. Reg. 661/91, s. 4.

BRIAN DOUGLAS RIDDELL
Assistant Deputy Minister
Municipal Operations Division
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 25th day of October, 1991.

46/91

AGRICULTURAL AND HORTICULTURAL ORGANIZATIONS ACT, 1988

O. Reg. 662/91.

General.

Made—October 30th, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

LOI DE 1988 SUR LES ORGANISATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES

Règl. de l'Ont. 662/91

Dispositions générales

pris—le 30 octobre 1991

déposé—le 31 octobre 1991

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 200/89 MADE UNDER THE AGRICULTURAL AND HORTICULTURAL ORGANIZATIONS ACT, 1988

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 200/89 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI DE 1988 SUR LES ORGANISATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES

1. Ontario Regulation 200/89 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement de l'Ontario 200/89 est modifié par adjonction de la version française suivante :

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DÉFINITION

1 Pour l'application du présent règlement, l'expression « Nord de l'Ontario » s'entend des districts d'Algoma, de Cochrane, de Kenora, de Manitoulin, de Nipissing, de Parry Sound, de Rivière à la Pluie, de Sudbury, de Timiskaming et de Thunder Bay, ainsi que de la municipalité de district de Muskoka. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

2 Pour obtenir une subvention du ministre, une société agricole doit, au cours de l'année pour laquelle la subvention est versée, réunir les conditions suivantes :

- a) compter au moins soixante membres;
- b) oeuvrer à la promotion de ses objets;
- c) respecter les exigences de la Loi;
- d) tenir une exposition agricole. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) La subvention versée à la société agricole pour les expositions agricoles est égale au tiers des frais engagés par la société agricole pour les prix, les indemnités des juges, les allocations des exposants et le

matériel d'étalage fourni par la société pour l'exposition et la présentation de produits agricoles, de pièces artisanales faites à domicile, de concours de grandes cultures, de concours d'améliorations agricoles et de concours locaux d'amateurs.

(2) Lorsque l'exposition agricole se tient dans le Nord de l'Ontario, la subvention est égale aux deux tiers des frais visés au paragraphe (1).

(3) La proportion de la subvention versée pour les frais engagés par la société agricole à des fins d'exposition et de présentation de concours d'améliorations agricoles et de concours locaux d'amateurs ne peut dépasser un tiers de la subvention totale.

(4) La subvention versée conformément au présent article ne peut dépasser 3 000 \$ par période d'un an.

(5) L'année où le temps pluvieux entraîne une diminution des revenus de la société agricole provenant des billets d'entrée, la subvention accordée à la société peut être augmentée d'un montant égal à la différence entre les revenus provenant des billets d'entrée de cette année et 90 pour cent des revenus moyens provenant des billets d'entrée au cours des trois années précédentes où le temps était normal.

(6) L'augmentation visée au paragraphe (5) ne peut dépasser 1 000 \$. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) La subvention versée à la société agricole pour effectuer des améliorations aux immobilisations et des réparations aux biens immeubles de la société est égale à 25 pour cent des frais engagés par la société agricole à cette fin au cours d'une période d'un an.

(2) Lorsque les coûts des améliorations des immobilisations et des réparations dépassent 6 000 \$ au cours d'une période d'un an, la société agricole, avant de commencer les améliorations et les réparations :

- a) présente les plans, les devis et les coûts estimatifs au directeur;
- b) prouve de façon convaincante que, sous réserve du paragraphe (3), les améliorations et les réparations auront pour effet de promouvoir les objets de la société ou seront utilisées à cette fin.

(3) Lorsqu'une partie des améliorations des immobilisations et des réparations peut ne pas promouvoir les objets de la société agricole ni être utilisée à cette fin, la subvention est égale à 25 pour cent des coûts des améliorations et des réparations qui auront pour effet de promouvoir les objets de la société ou seront utilisées à cette fin.

(4) La subvention versée conformément au présent article ne peut dépasser, pour une période d'un an :

- a) 1 500 \$ lorsque les coûts des améliorations des immobilisations et des réparations ne dépassent pas 6 000 \$;
- b) 25 000 \$ lorsque les coûts des améliorations des immobilisations et des réparations dépassent 6 000 \$. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Lorsque la société agricole utilise des biens appartenant à une municipalité pour la réalisation de ses objets, la subvention payable en vertu de l'article 4 pour effectuer des améliorations aux immobilisations et des réparations à ces biens ne doit pas dépasser 5 000 \$.

(2) Pour recevoir une subvention en vertu de l'article 4, la société agricole doit avoir conclu une entente avec la municipalité à laquelle appartiennent les biens, qui lui permet de les utiliser pendant au moins dix ans après le versement de la subvention. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

6 Une subvention pour le centenaire, d'un montant de 1 500 \$, peut être versée à la société agricole au cours de l'année où elle célèbre son centième anniversaire lorsque à la fois :

- a) elle existe depuis 100 ans;
- b) elle a construit un ouvrage permanent commémoratif de l'anniversaire. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

7 Lorsque les sommes affectées par la Législature aux subventions calculées conformément aux articles 3 à 5 sont insuffisantes pour verser ces subventions :

- a) le montant versé à la société agricole est déterminé selon une proportion identique à celle que représente la subvention à laquelle elle a droit par rapport au total des subventions calculé conformément aux articles 3 à 5;
- b) le ministre peut, au cours des années subséquentes, verser le solde des subventions à même l'excédent des sommes affectées aux subventions par la Législature. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

8 Pour obtenir une subvention du ministre, une société horticole est tenue, au cours de l'année pour laquelle la subvention est versée :

- a) de compter au moins vingt-cinq membres lorsque la société se trouve dans un district territorial et au moins cinquante membres lorsqu'elle se trouve ailleurs en Ontario;
- b) d'oeuvrer à la promotion de ses objets;
- c) de respecter les exigences de la Loi. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

9 (1) La subvention versée à une société horticole est égale à un maximum de 50 pour cent des frais engagés par la société pour la promotion de ses objets.

(2) La subvention ne doit pas dépasser :

- a) 1 000 \$ lorsque la société horticole comptait moins de 200 membres au cours de l'année précédente;
- b) 1 500 \$ lorsque la société horticole comptait au moins 200 membres au cours de l'année précédente. Règl. de l'Ont. 662/91, art. 1, *en partie*.

46/91

EDUCATION ACT

O. Reg. 663/91.

Special Education Identification Placement and Review Committees and Appeals.
Made—October 7th, 1991.
Approved—October 30th, 1991.
Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 554/81 MADE UNDER THE EDUCATION ACT

1. Ontario Regulation 554/81 is amended by adding the following French version:

COMITÉS D'IDENTIFICATION, DE PLACEMENT ET DE RÉVISION EN ÉDUCATION DE L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ. APPELS

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« comité » Comité d'identification, de placement et de révision en

LOI SUR L'ÉDUCATION

Règl. de l'Ont. 663/91

Comités d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté. Appels pris—le 7 octobre 1991
approuvé—le 30 octobre 1991
déposé—le 31 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 554/81 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION

1. Le Règlement de l'Ontario 554/81 est modifié par adjonction de la version française suivante :

éducation de l'enfance en difficulté créé en vertu du présent règlement. S'entend en outre d'un comité de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté créé précédemment en vertu des règlements et conforme aux exigences du présent règlement relativement à un comité d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté. (« committee »)

« Commission d'appel » Commission d'appel en matière d'éducation de l'enfance en difficulté créée par un conseil en vertu de l'article 4. (« Appeal Board »)

« père ou mère » S'entend notamment du tuteur d'un élève. (« parent ») Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Si un conseil a établi ou établit des programmes d'enseignement à l'enfance en difficulté ou prévoit des services à l'enfance en difficulté, il crée, conformément à l'article 3, un ou plusieurs comités d'identification, de placement et de révision en éducation de l'enfance en difficulté et fixe la compétence de chacun d'eux.

(2) Le directeur d'école :

- a) peut, après en avoir avisé par écrit le père ou la mère d'un élève;
- b) doit, à la demande écrite du père ou de la mère d'un élève,

renvoyer celui-ci au comité ou, eu égard à la compétence des comités, s'il y en a plusieurs, renvoyer l'élève au comité que le directeur d'école juge le plus approprié dans le cas de cet élève.

(3) Si un comité cherche à déterminer s'il s'agit d'un élève en difficulté ou quel serait le meilleur placement pour lui, il se procure et étudie l'évaluation scolaire de cet élève, et :

- a) s'il décide qu'un examen médical ou psychologique, ou les deux, de l'élève sont nécessaires pour lui permettre d'identifier l'élève de façon exacte et de juger quel serait le meilleur placement pour lui, le comité, avec l'autorisation écrite du père ou de la mère, se procure et étudie l'examen médical de l'élève fait par un médecin habilité à l'exercice de la profession médicale ainsi que son examen psychologique;
- b) s'il le juge possible, le comité, en accord avec le père ou la mère de l'élève, procède à une entrevue avec cet élève;
- c) sauf si le père ou la mère s'abstiennent ou refusent d'y participer, le comité procède à une entrevue avec le père ou la mère de l'élève;
- d) le comité fait adresser au père ou à la mère de l'élève et au directeur d'école qui lui a transmis le cas, le plus tôt possible après avoir pris sa décision, une déclaration écrite énonçant :
 - (i) l'identification qu'il a faite des besoins de l'élève,
 - (ii) si, de l'avis du comité, il s'agit d'un élève en difficulté, ses recommandations relatives à son placement,
 - (iii) la date à laquelle le comité se propose d'aviser le conseil de sa décision.

(4) Avant la date indiquée dans la déclaration aux termes du sous-alinéa (3) d) (iii) concernant l'élève, le père ou la mère peuvent, après en avoir avisé par écrit le directeur d'école, demander par écrit une réunion avec le comité afin de discuter de cette déclaration. Le comité prend des mesures pour tenir une telle réunion avec le père ou la mère et le directeur d'école.

(5) Le comité avise le directeur de l'éducation du conseil ou, à défaut, le secrétaire du conseil :

- a) à la date ou après la date fixée par le comité et indiquée dans la déclaration;
- b) après la discussion de la déclaration tenue aux termes du paragraphe (4),

de la décision prise par le comité et énoncée dans la déclaration, et de la modification, le cas échéant, de sa décision à la suite de cette discussion. Le comité adresse une copie de cet avis au père ou à la mère de l'élève et au directeur d'école.

(6) Le conseil peut établir des lignes de conduite, outre les exigences énoncées au paragraphe (3), que le comité observe.

(7) Le conseil qui a créé un ou plusieurs comités prépare un guide à l'usage et pour la gouverne du père ou de la mère de l'élève. Ce guide :

- a) décrit les conditions et les lignes de conduite selon lesquelles un élève peut être renvoyé à un comité;
- b) esquisse les lignes de conduite mentionnées au paragraphe (3) et d'autres qui sont requises par le conseil en vertu du paragraphe (6) qu'un comité doit observer pour juger s'il s'agit d'un élève en difficulté et déterminer le placement recommandé;
- c) explique la fonction de la Commission d'appel et le droit de faire appel des décisions d'un comité devant celle-ci;
- d) énonce les dispositions de l'article 6 du présent règlement.

Le conseil s'assure que des exemplaires du guide sont disponibles dans les écoles relevant de sa compétence ainsi qu'à son bureau principal. Il fournit également des exemplaires au directeur régional de l'éducation concerné du ministère.

(8) S'il maintient des écoles ou des classes dans le cadre de la partie XI de la Loi, le conseil s'assure que le guide mentionné au paragraphe (7) est disponible en anglais ou en français, selon le cas. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Le comité se compose d'au moins trois membres, selon ce que décide le conseil qui l'a créé. Sous réserve du paragraphe (2), ces membres sont nommés par le conseil, et l'un d'entre eux est un agent de supervision ou un directeur d'école employé par le conseil. Toutefois, à défaut d'agent de supervision et s'il n'y a qu'un directeur d'école, l'un de ces membres est une personne approuvée par le directeur régional de l'éducation concerné.

(2) L'agent de supervision mentionné au paragraphe (1) peut, sans l'approbation du conseil, charger une personne d'agir à sa place à titre de membre du comité.

(3) Aucun membre ou conseiller scolaire du conseil ne peut être nommé en qualité de membre du comité.

(4) Si l'identification, le placement ou la révision d'un placement qu'étudie le comité portent sur un élève d'école secondaire qui fréquentait auparavant une école séparée, ou sur un élève déficient moyen d'un conseil de division scolaire dont le père ou la mère sont des contribuables des écoles séparées où aucun conseil d'écoles séparées ayant compétence dans la division scolaire n'a été désigné en vertu du paragraphe 72 (4) de la Loi, le conseil qui dirige l'école secondaire ou le conseil de division scolaire, selon le cas, avise le conseil d'écoles séparées de l'identification, du placement ou de la révision en cause et, à la demande du conseil d'écoles séparées, nomme, à titre de membre additionnel du comité, uniquement en vue de cette étude :

- a) soit un agent de supervision ou un directeur d'école du conseil d'écoles séparées, choisi parmi ceux qui sont désignés à cette fin par le conseil d'écoles séparées;
- b) soit un agent provincial de supervision ou une autre personne désignée par le directeur régional de l'éducation pour la région où est situé le bureau principal de l'école secondaire ou du conseil de division scolaire, selon le cas, si le conseil d'écoles séparées n'a nommé qu'un directeur d'école et ne compte pas d'agent de supervision.

(5) S'il maintient une école ou une classe dans le cadre de la partie XI de la Loi et qu'il est tenu de créer un ou plusieurs comités aux termes de l'article 2 du présent règlement, le conseil y pourvoit, et ce ou ces comités supplémentaires se composent :

- a) de membres francophones si l'enseignement dans cette école ou cette classe est donné en français;

- b) de membres anglophones si l'enseignement y est donné en anglais.

Si un élève inscrit dans cette école ou cette classe est renvoyé à un comité et que son père ou sa mère en font la demande, le comité dont les membres sont francophones ou anglophones, selon le cas, étudie l'identification, le placement et la révision du placement de l'élève. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) Le père ou la mère d'un élève qui n'est pas d'accord avec :

- a) l'identification de l'élève en tant qu'élève en difficulté;
- b) la décision que l'élève n'est pas un élève en difficulté;
- c) le placement de l'élève en tant qu'élève en difficulté,

comme en a décidé le comité, peut donner au secrétaire du conseil, dans les quinze jours de la discussion mentionnée au paragraphe 2 (4) ou au paragraphe 10 (3), selon le cas, un avis écrit de l'appel de la décision du comité. Dans les trente jours de la réception de cet avis d'appel par le secrétaire, le conseil crée une Commission d'appel et, sous réserve des paragraphes 7 (1) à (5), en nomme les membres.

(2) Si le père ou la mère d'un élève donne un avis d'appel en vertu du paragraphe (1), l'avis indique si le désaccord avec la décision du comité porte sur la question mentionnée à l'alinéa (1) a), b) ou c) ou sur les questions mentionnées aux alinéas a) et c), selon le cas. Cet avis est accompagné d'une déclaration qui indique le désaccord du père ou de la mère avec la décision. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

5 La Commission d'appel ne refuse pas d'étudier un appel pour le motif que la déclaration mentionnée au paragraphe 4 (2) contient une lacune réelle ou prétendue ou si le père ou la mère, de l'avis de la Commission d'appel, n'ont pas indiqué de façon précise dans l'avis d'appel l'objet du désaccord. Si, au cours de la réunion mentionnée au paragraphe 7 (7), la nature exacte du désaccord et les motifs de celui-ci sont établis, l'avis d'appel est réputé modifié en conséquence et est transmis tel quel au secrétaire du conseil en application du paragraphe 7 (10). Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) L'élève en difficulté n'est pas soumis à un programme d'enseignement à l'enfance en difficulté sans le consentement écrit de son père ou de sa mère.

(2) Si le père ou la mère d'un élève en difficulté :

- a) refuse ou néglige de donner son consentement au placement recommandé par un comité et de donner l'avis d'appel prévu à l'article 4;
- b) n'a pas entamé de démarches concernant les décisions du comité dans les trente jours de la date de la déclaration écrite préparée par le comité,

le conseil peut ordonner au directeur d'école concerné de placer l'élève en difficulté de la façon recommandée par le comité et d'aviser le père ou la mère de l'élève des mesures prises. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) La Commission d'appel en matière d'éducation de l'enfance en difficulté se compose de trois membres qui ne doivent pas avoir pris part à la question portée en appel.

(2) Si un élève au sujet duquel un appel est interjeté en vertu de l'article 4 est inscrit dans une école ou une classe créée en application de la partie XI de la Loi, son père ou sa mère peuvent demander que l'appel soit entendu devant une Commission d'appel se composant de membres francophones ou anglophones, selon le cas. Le conseil s'assure que cette demande est satisfaite en nommant, si cela paraît nécessaire, un président et des membres de la Commission d'appel francophones ou anglophones. Le présent paragraphe s'applique même si le père ou la mère n'ont pas demandé que l'identification, le placement ou la révision du placement de l'élève soient effectués par des membres d'un comité francophones ou anglophones, selon le cas.

(3) Le président de la Commission d'appel désigné à ce titre par le conseil n'est pas, ni n'a été :

- a) membre ou conseiller scolaire du conseil;
- b) employé ou ancien employé du conseil.

(4) L'un des membres de la Commission d'appel possède la qualification requise d'un agent de supervision.

(5) Si un appel est interjeté au sujet d'un élève, l'un des membres de la Commission d'appel est :

- a) membre d'une association locale telle qu'elle est définie à l'alinéa 182 (1) c) de la Loi et désignée par le père ou la mère de l'élève;
- b) représentant de l'association locale mentionnée à l'alinéa a), résidant dans le secteur qui relève de la compétence du conseil et nommé par l'association;
- c) membre de la communauté locale désignée par le père ou la mère de l'élève si l'association locale visée à l'alinéa a) n'a pas été créée dans le secteur qui relève de la compétence du conseil.

(6) Le conseil pourvoit les services administratifs et de secrétariat requis par la Commission d'appel.

(7) Si un appel est interjeté au sujet d'un élève, le président de la Commission d'appel réunit sans délai le père ou la mère de l'élève avec la Commission d'appel. Cette réunion a lieu à une heure, une date et dans un lieu convenables, et porte sur le désaccord du père ou de la mère avec la décision du comité ainsi que sur les questions faisant l'objet de l'appel.

(8) Quiconque, de l'avis de la Commission d'appel, est susceptible de fournir des renseignements relatifs aux questions évoquées devant elle, est invité à participer à la discussion, qui ne revêt aucun caractère officiel.

(9) Si, de l'avis de la Commission d'appel, les opinions, les vues et les renseignements relatifs aux questions faisant l'objet de l'appel lui ont été communiqués, la Commission d'appel ajourne la discussion et, dans les trois jours qui suivent, elle peut :

- a) se mettre d'accord avec le comité et rejeter l'appel;
- b) ne pas se mettre d'accord avec le comité et lui renvoyer l'affaire en énonçant les motifs de son désaccord;
- c) annuler la décision du comité selon laquelle l'élève est un élève en difficulté, si elle reconnaît que l'élève au sujet de qui l'appel a été interjeté n'a pas besoin de suivre un programme ni de bénéficier de services destinés à l'enfance en difficulté.

(10) La Commission d'appel fait part, par écrit, de sa décision au père ou à la mère de l'élève au sujet de qui l'appel a été interjeté, au comité et au secrétaire du conseil, accompagnée des motifs s'ils sont exigés.

(11) Dans les trente jours de la réception du rapport mentionné au paragraphe (10), le conseil accepte ou rejette cette décision. Le secrétaire du conseil avise par écrit le père ou la mère de l'élève et le comité de la décision du conseil. Dans cet avis, il informe le père ou la mère des dispositions de l'article 36 de la Loi.

(12) Chaque conseil, conformément à ses règles de conduite, paie les frais de déplacement, de subsistance et autres coûts que les membres de la Commission d'appel engagent lorsqu'ils remplissent leurs fonctions. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

8 (1) Si un comité place un élève en difficulté :

- a) un comité révisé le placement de l'élève au moins une fois par an ou conformément à la demande faite en vertu de l'alinéa b), selon que l'une ou l'autre éventualité se présentera la première;

- b) le père ou la mère de l'élève ou le directeur de l'école qui offre le programme d'enseignement à l'enfance en difficulté peut, en tout temps après que le placement est en vigueur depuis trois mois, demander par écrit au directeur administratif du conseil ou, à défaut de celui-ci, au secrétaire du conseil, la révision de ce placement par un comité;
- c) un comité ne modifie pas le placement de l'élève sans :
- (i) aviser au préalable, par écrit, le père ou la mère de l'élève de la modification qu'il est proposé d'apporter au placement,
 - (ii) discuter de cette modification avec le père ou la mère de l'élève,
 - (iii) obtenir le consentement écrit du père ou de la mère de l'élève.

(2) Les dispositions du paragraphe 6 (2) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, au refus ou au défaut du père ou de la mère de consentir à la modification recommandée du placement aux termes de l'alinéa (1) c). Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

9 Le conseil qui offre un programme d'enseignement ou des services à l'enfance en difficulté fait aviser par écrit le père ou la mère de l'élève des révisions, avis et discussions mentionnés à l'article 8 qui doivent être prévus conformément au présent règlement et aux dispositions du paragraphe 8 (2). Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

10 (1) Lorsqu'un comité procède à la révision du placement d'un élève en difficulté, il :

- a) se procure et étudie l'évaluation scolaire de cet élève;
- b) examine, en se fondant sur des rapports écrits et d'autres preuves, y compris le témoignage du père ou de la mère de l'élève en difficulté, si le placement de celui-ci semble répondre à ses besoins.

(2) Si le comité reconnaît le bien-fondé du placement de l'élève en difficulté, il le confirme par écrit et en fait rapport au père ou à la mère de l'élève et au directeur de l'école que fréquente l'élève.

(3) Si le père ou la mère d'un élève en difficulté dont le placement fait l'objet d'une révision en fait la demande écrite, le comité, dans les quinze jours de la réception de la demande par le conseil, se réunit avec le père ou la mère de l'élève afin de discuter de ce rapport. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

11 Le père ou la mère de l'élève en difficulté qui n'est pas d'accord avec le placement ou le refus de modifier le placement que recommande le comité à la suite de la révision mentionnée à l'alinéa 8 (1) a), peut faire appel devant la Commission d'appel conformément à l'article 4. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

12 (1) En ce qui concerne le placement d'un élève, un avis d'appel visé à l'article 4 a pour effet de surseoir à la procédure du comité.

(2) Pour l'application du présent règlement, si une déclaration, un rapport ou un avis sont envoyés par la poste, ils le sont par courrier de première classe. Ils sont réputés reçus par le destinataire le cinquième jour qui suit leur mise à la poste.

(3) Si le père ou la mère de l'élève en difficulté refuse par écrit de discuter la déclaration ou le rapport d'un comité avec ce dernier et désire faire appel devant la Commission d'appel, cette discussion, pour l'application de l'article 4, est réputée avoir eu lieu le jour où le comité reçoit ce refus écrit. Règl. de l'Ont. 663/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de l'Éducation,
MARION BOYD
Minister of Education

Dated at Toronto, this 7th day of October, 1991.
Fait à Toronto le 7 octobre 1991.

46/91

EDUCATION ACT

O. Reg. 664/91.
School Year and School Holidays.
Made—October 7th, 1991.
Approved—October 30th, 1991.
Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 822/82 MADE UNDER THE EDUCATION ACT

1. Ontario Regulation 822/82 is amended by adding the following French version:

ANNÉE SCOLAIRE ET CONGÉS SCOLAIRES

1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« activité de perfectionnement professionnel » S'entend notamment de l'évaluation des progrès des élèves, des consultations avec les parents, de l'orientation des élèves, de l'évaluation et de l'élaboration des programmes scolaires, du perfectionnement professionnel des enseignants, et de la participation aux conférences éducatives. (« professional activity »)

« année scolaire » Période que le présent règlement fixe comme telle ou approuve comme telle. (« school year »)

« jour de classe » Jour compris dans l'année scolaire et qui n'est pas un congé scolaire. (« school day »)

LOI SUR L'ÉDUCATION

Règl. de l'Ont. 664/91
Année scolaire et congés scolaires
pris—le 7 octobre 1991
approuvé—le 30 octobre 1991
déposé—le 31 octobre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 822/82 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION

1. Le Règlement de l'Ontario 822/82 est modifié par adjonction de la version française suivante :

« journée d'enseignement » Jour de classe désigné, dans le calendrier scolaire, comme journée d'enseignement et au cours duquel un programme d'enseignement, qui peut comprendre des examens, est dispensé à chaque élève dont le programme scolaire est régi par un tel calendrier. (« instructional day »)

« journée pédagogique » Jour de classe désigné, dans le calendrier scolaire, comme jour réservé aux activités de perfectionnement professionnel. (« professional activity day »)

(2) Le conseil peut désigner un demi-jour de classe comme réservé à l'enseignement et préciser que le reste de la journée est consacré aux activités de perfectionnement professionnel. Dans le calcul du nombre de journées d'enseignement dans une année scolaire, une telle journée ne constitue qu'une demi-journée. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Sous réserve de l'article 5, l'année scolaire commence au plus tôt le 1^{er} septembre et se termine au plus tard le 30 juin.

(2) Sous réserve de l'article 5, l'année scolaire comprend au moins 194 jours de classe dont 9, au maximum, peuvent être désignés par le conseil comme journées pédagogiques. Les autres jours de classe constituent des journées d'enseignement.

(3) Malgré le paragraphe (2), si un conseil désigne plus de 9 journées pédagogiques, le nombre de jours qui dépasse 9 est ajouté au nombre de journées d'enseignement précisé dans le calendrier scolaire.

(4) Sous réserve de l'article 5, les jours suivants sont des congés scolaires :

1. Le samedi et le dimanche.
2. La fête du Canada, si l'école est ouverte en juillet.
3. La fête du Travail.
4. Le jour que le gouverneur-général ou le lieutenant-gouverneur désigne comme jour férié ou jour d'Action de grâces.
5. Les vacances de Noël comprenant quatorze journées consécutives à partir du lundi qui suit le vendredi qui précède le 21 décembre, mais si le 21 décembre est un jeudi ou un vendredi, à partir du lundi suivant.
6. Cinq journées consécutives à partir du lundi qui suit le vendredi qui précède le 14 mars.
7. Le Vendredi saint.
8. Le lundi de Pâques.
9. La fête de la Reine. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Le conseil peut désigner jusqu'à quinze journées d'enseignement comme journées d'examen.

(2) Malgré le paragraphe (1), si le conseil désigne plus de quinze journées d'enseignement comme journées d'examen, le nombre de jours qui dépasse quinze est ajouté au nombre de journées d'enseignement précisé dans le calendrier scolaire.

(3) Si une école dispense des élèves de subir des examens, ces dispenses ne peuvent être accordées que pour l'examen final d'un cours et seulement si au moins une autre série d'examens a eu lieu.

(4) Pendant les journées d'examen, les enseignants sont à l'école pendant les heures régulières de classe et les élèves peuvent avoir accès à eux, sauf directive contraire du conseil. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) Chaque année, le conseil doit, sauf en ce qui concerne une école ou une classe pour laquelle le conseil a présenté un projet de calendrier scolaire en vertu de l'article 5, élaborer et adopter un ou plusieurs calendriers scolaires à l'intention des écoles qui relèvent de sa compétence et les présenter au ministre au plus tard le 1^{er} mai qui précède l'année scolaire suivante. Le calendrier scolaire :

- a) précise l'école ou les écoles qu'il vise;
- b) est conforme à l'article 2;
- c) désigne chaque journée de l'année scolaire comme journée d'enseignement, journée pédagogique ou congé scolaire.

(2) Lorsqu'il élabore le calendrier scolaire aux termes du paragraphe (1), le conseil s'assure que certaines des journées pédagogiques sont consacrées à l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation du programme scolaire.

(3) Le calendrier scolaire présenté en vertu du paragraphe (1) est

accompagné d'un aperçu général des activités qui seront organisées lors des journées pédagogiques désignées dans le calendrier. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Un conseil peut désigner, à l'intention d'une ou de plusieurs écoles qui relèvent de sa compétence, une année scolaire et des congés scolaires différents de ceux que prescrit l'article 2. Dans ce cas, le conseil présente au ministre, au plus tard le 1^{er} mars, un projet, pour ces écoles, de calendrier scolaire relatif à l'année scolaire suivante. Ce projet de calendrier désigne chaque journée de l'année scolaire comme journée d'enseignement, journée pédagogique ou congé scolaire et le conseil peut, après l'approbation du calendrier par le ministre, le mettre en application.

(2) Si le ministre informe le conseil qu'il n'approuve pas le calendrier scolaire présenté aux termes du paragraphe (1), le conseil peut modifier son projet de calendrier scolaire et en présenter une version révisée au ministre. Il peut, après l'approbation du calendrier révisé par le ministre, le mettre en application.

(3) Si le conseil a présenté un projet de calendrier scolaire aux termes du paragraphe (1) ou un projet de calendrier révisé en vertu du paragraphe (2) et que le ministre ne l'a pas approuvé au plus tard le 15 avril, le conseil, au plus tard le 1^{er} mai, élabore et adopte un calendrier scolaire conformément à l'article 4 et le présente au ministre. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Si, selon le conseil, il est souhaitable de changer la date d'une journée pédagogique ou d'une journée d'examen précisée dans le calendrier scolaire qui a été présenté aux termes de l'article 4 ou du paragraphe 5 (3) ou qui a été approuvé et mis en application aux termes du paragraphe 5 (1) ou (2), le conseil peut modifier le calendrier scolaire.

(2) Si le conseil modifie le calendrier scolaire en vertu du paragraphe (1), il en avise les parents intéressés et le ministre le plus tôt possible.

(3) Les modifications apportées au calendrier scolaire, à l'exception de celles qui ont trait aux dates d'une journée pédagogique ou d'une journée d'examen, sont subordonnées à l'approbation préalable du ministre.

(4) Si :

- a) d'une part, une école ou une classe est fermée temporairement en raison de l'échec des dispositions prise en matière de transport, des intempéries, d'un incendie, d'une inondation, d'une panne du système de chauffage de l'école ou d'un cas d'urgence similaire, ou que l'école est fermée aux termes de la loi intitulée *Public Health Act* ou de la *Loi sur l'éducation*;
- b) d'autre part, le calendrier scolaire n'est pas modifié en vertu du paragraphe (1),

la journée pendant laquelle l'école ou la classe est fermée reste une journée d'enseignement ou une journée pédagogique, selon le cas, comme le précise le calendrier scolaire visant cette école ou cette classe. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Chaque année, le conseil publie son ou ses calendriers scolaires et s'assure que des exemplaires sont disponibles au commencement de l'année scolaire pour l'information des parents et des élèves.

(2) En plus de comprendre les renseignements devant être énumérés aux termes du paragraphe 4 (1), les calendriers scolaires publiés aux termes du paragraphe (1) indiquent, de façon générale, les activités qui seront organisées lors des journées pédagogiques. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

8 À partir de l'année 1984 et au cours de chaque année subséquente, le conseil effectue une évaluation annuelle des activités organisées lors des journées pédagogiques de l'année précédente. Il garde ces évaluations dans ses dossiers. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

9 (1) Une cérémonie marquant le jour du Souvenir est tenue dans chaque école le 11 novembre ou, si le 11 novembre tombe un samedi ou un dimanche, le vendredi qui précède le 11 novembre.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si l'école participe à une cérémonie marquant ce jour à un cénotaphe ou ailleurs dans la collectivité. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

10 Le présent règlement s'applique à l'année scolaire qui commence le 1^{er} septembre 1983 et aux années scolaires subséquentes. Règl. de l'Ont. 664/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de l'Éducation,
MARION BOYD
Minister of Education

Dated at Toronto, this 7th day of October, 1991.
Fait à Toronto le 7 octobre 1991.

46/91

EDUCATION ACT

O. Reg. 665/91.

Supervised Alternative Learning for Excused Pupils.
Made—October 7th, 1991.
Approved—October 30th, 1991.
Filed—October 31st, 1991.

LOI SUR L'ÉDUCATION

Règl. de l'Ont. 665/91

Apprentissage parallèle dirigé pour élèves dispensés de
fréquentation scolaire
pris—le 7 octobre 1991
approuvé—le 30 octobre 1991
déposé—le 31 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 532/83
MADE UNDER THE
EDUCATION ACT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 532/83
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR L'ÉDUCATION

1. Ontario Regulation 532/83 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement de l'Ontario 532/83 est modifié par adjonction de la version française suivante :

APPRENTISSAGE PARALLÈLE DIRIGÉ POUR
ÉLÈVES DISPENSÉS DE FRÉQUENTATION SCOLAIRE

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

- « comité » Comité sur l'apprentissage parallèle dirigé pour élèves dispensés de fréquentation scolaire créé en vertu de l'article 2. (« committee »)
- « compte rendu des progrès de l'élève » Communication écrite sur les progrès de l'élève entre son père ou sa mère et le directeur de l'école où l'élève est inscrit ou celui de l'école désignée par le comité. (« achievement report »)
- « élève » Enfant à l'égard duquel un programme a été prescrit en vertu du paragraphe 3 (4). (« pupil »)
- « enfant » Personne d'âge de scolarité obligatoire et qui a atteint quatorze ans. (« child »)
- « père ou mère » S'entend en outre d'un tuteur. (« parent »)
- « poste de travail approuvé » Lieu de travail approuvé par le comité et où l'élève est employé pendant les heures de classe lorsqu'il est dispensé de la fréquentation scolaire à temps plein ou à temps partiel en vertu du paragraphe 3 (4). (« approved work station »)
- « programme » Programme d'apprentissage parallèle dirigé à l'égard d'un élève, qui est approuvé par le comité et qui peut comprendre un seul ou plusieurs des éléments suivants :
- (i) un emploi à temps plein ou à temps partiel à un poste de travail approuvé pendant la période que fixe ou qu'établit le programme,
 - (ii) l'achèvement d'un cours de préparation à la vie,

1. Le Règlement de l'Ontario 532/83 est modifié par adjonction de la version française suivante :
- (iii) les cours de formation permanente ou autres activités convenant aux besoins et aux intérêts de l'élève et que le comité juge acceptables,

à la suite desquels l'élève est dispensé de la fréquentation scolaire à temps plein ou à temps partiel et dans le cadre desquels un enseignant ou un autre membre du personnel qui est au service de l'école où l'élève est inscrit, ou de l'école que le comité peut désigner, ou y est associé, entretient des contacts suivis avec l'élève afin de s'assurer que celui-ci continue de se conformer au programme. (« program ») Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

2 (1) Pour l'application du présent règlement, le conseil crée un Comité sur l'apprentissage parallèle dirigé pour élèves dispensés de fréquentation scolaire et il en nomme le secrétaire.

(2) Le comité comprend au moins trois membres que le conseil peut nommer chaque année. Le quorum se compose des personnes suivantes :

- a) un membre du conseil;
- b) un agent de supervision qui possédait les qualités requises pour ce poste lorsqu'il était enseignant et qui travaille pour le conseil ou, si le conseil n'emploie pas d'agent de supervision, l'agent provincial de supervision s'occupant du secteur qui relève de la compétence du conseil;
- c) au moins une personne qui n'est pas au service du conseil, outre les personnes visées aux alinéas a) et b).

(3) Le comité désigne un membre à sa présidence.

(4) Le comité peut, s'il croit que cette mesure est dans l'intérêt véritable de l'élève, désigner, pour les besoins d'un programme, une école qui n'est pas celle où l'élève est inscrit. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

3 (1) Le père ou la mère d'un enfant peut, par écrit, demander au directeur de l'école où l'enfant est inscrit ou qu'il a le droit de fréquenter que l'enfant participe à un programme. Le père ou la mère motive sa demande.

(2) Le directeur d'école transmet sans délai la demande présentée en vertu du paragraphe (1) au secrétaire du comité et en fait parvenir une copie au conseiller en assiduité. Le comité étudie la demande et les observations écrites ou orales présentées à l'appui de la demande ou contre elle. Il peut demander au directeur d'école et à un autre employé du conseil de lui faire un rapport sur l'élève visé et de présenter des recommandations relatives à la demande.

(3) Le père ou la mère d'un enfant peut examiner les rapports écrits et les recommandations, le cas échéant, qui se rapportent à son enfant et qui sont présentés aux termes du paragraphe (2).

(4) Après s'être entretenu avec l'enfant, son père ou sa mère et, s'il le juge opportun, une autre personne, le comité :

- a) soit rejette la demande, auquel cas l'enfant est tenu de fréquenter l'école comme l'exige le paragraphe 20 (1) de la Loi;
- b) soit agréée la demande, auquel cas il prescrit un programme convenant aux besoins et aux intérêts de l'enfant.

Le secrétaire communique, par écrit, la décision du comité au directeur d'école, au conseiller en assiduité, à l'enfant et à son père ou sa mère. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

4 (1) Si le père ou la mère de l'enfant n'est pas d'accord avec la décision que le comité a prise de rejeter sa demande et qu'il désire attirer l'attention du comité sur d'autres éléments d'information pertinents, ou qu'il n'est pas d'accord avec le programme que le comité prescrit et en avise le secrétaire en lui faisant parvenir un avis écrit accompagné des motifs, le comité peut examiner la décision visée et, selon le cas, en accordant ou non au père ou à la mère la possibilité de se faire entendre :

- a) agréer la demande et prescrire un programme;
- b) confirmer ou modifier le programme;
- c) refuser d'examiner sa décision ou le programme qu'il a prescrit.

Il communique, par écrit, les décisions qu'il a prises à l'égard de l'avis du père ou de la mère au directeur d'école, au conseiller en assiduité, à l'enfant et à son père ou à sa mère.

(2) L'élève se conforme au programme que le comité a prescrit à son intention aux termes du paragraphe 3 (4) ou du paragraphe (1) du présent article, ou au programme modifié en vertu du paragraphe 6 (2). Il est dispensé de la fréquentation scolaire aussi longtemps qu'il se conforme au programme.

(3) L'élève dispensé de la fréquentation scolaire à temps plein ou à temps partiel comme l'établit le comité en vertu du paragraphe 3 (4) ou du paragraphe (1) du présent article ou comme le précise le paragraphe 6 (2) est inscrit comme élève à temps plein dans le registre des effectifs de l'école où il est inscrit ou dans celui de l'école que le comité a désigné jusqu'à ce qu'il n'ait plus l'âge de la scolarité obligatoire. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Si le père ou la mère d'un enfant n'est pas d'accord avec la décision que le comité a prise de :

- a) rejeter la demande aux termes de l'alinéa 3 (4) a);
- b) refuser d'examiner sa décision en vertu de l'alinéa 4 (1) c),

il ou elle peut, par écrit, communiquer un avis motivé de son désaccord au conseiller provincial en assiduité. Celui-ci peut :

- c) soit faire enquête sur le bien-fondé de la demande du père ou de la mère pour qu'un programme soit prescrit à l'intention de l'enfant et recommander que l'enfant fréquente l'école comme l'exige le paragraphe 20 (1) de la Loi;

d) soit recommander, s'il est convaincu que l'enfant devrait être dispensé de la fréquentation scolaire en vertu du présent règlement, qu'un programme soit prescrit à l'intention de l'élève et renvoyer la demande au comité à des fins de réexamen.

Une copie de la recommandation est remise au conseil, au directeur d'école, au conseiller en assiduité, à l'enfant et à son père ou sa mère.

(2) Si le conseiller provincial en assiduité renvoie la demande au comité en vertu de l'alinéa (1) d), celui-ci réexamine la demande. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

6 (1) Si le père ou la mère d'un élève ou un élève désire modifier le programme prescrit en vertu du paragraphe 3 (4) ou 4 (1), le père ou la mère peut, par écrit, demander au secrétaire du comité de faire approuver cette modification par le comité.

(2) Si le père ou la mère présente une demande en vertu du paragraphe (1) ou qu'un rapport est présenté aux termes du paragraphe 7 (2), le comité peut, après avoir discuté de la demande ou du rapport avec l'élève et son père ou sa mère, modifier le programme prescrit. Il communique sa décision, par écrit, au directeur d'école, au conseiller en assiduité, à l'élève et à son père ou sa mère. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

7 (1) Le conseiller en assiduité possède les pouvoirs et exerce les fonctions, à l'égard d'un élève, qu'il posséderait s'il s'agissait d'un enfant qui n'est pas dispensé de la fréquentation scolaire.

(2) L'enseignant ou le membre du personnel qui est chargé d'entretenir des contacts suivis avec l'élève présente au comité les rapports que celui-ci lui demande. Le directeur de l'école où l'élève est inscrit ou celui de l'école désignée par le comité communique avec le père ou la mère lorsqu'il remet des comptes rendus des progrès de l'élève.

(3) Le conseiller en assiduité d'un conseil présente les rapports que le conseil exige à l'agent de supervision intéressé du conseil, lequel communique au conseiller provincial en assiduité, par l'intermédiaire du chef de service administratif du conseil, au plus tard le 30 septembre de chaque année, le nombre d'élèves qui, en vertu du présent règlement, au cours de l'année scolaire précédente :

- a) étaient dispensés de la fréquentation scolaire;
- b) étaient tenus de fréquenter l'école à temps partiel seulement;
- c) sont retournés à temps plein à l'école;
- d) ont cessé d'être dispensés de la fréquentation scolaire en vertu de l'article 8.

(4) Le père ou la mère d'un élève peut examiner un rapport sur un élève en vertu du paragraphe (2). Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

8 Si l'élève et son père ou sa mère quittent le secteur qui relève de la compétence du conseil où le programme est prescrit pour s'établir dans le secteur qui relève de la compétence d'un autre conseil, l'élève est rayé du cahier de présences où il figurait aux termes du paragraphe 4 (3). Le conseil à l'égard duquel l'élève satisfait maintenant aux conditions requises pour être élève résident renvoie à son comité la question de décider si l'élève devrait être dispensé de la fréquentation d'une école que le conseil fait fonctionner. Le comité prend une décision conformément aux paragraphes 3 (2) et (4) et peut prescrire un programme à l'intention de l'élève conformément au paragraphe 3 (4). À cette fin, le comité, s'il a obtenu le consentement écrit du père ou de la mère, a accès à tous les rapports, à toutes les recommandations et à toutes les observations qui ont été présentées au comité du conseil qui a prescrit le programme précédent. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

9 Si l'élève réside dans le secteur qui relève de la compétence du conseil qui administre son programme, mais cesse d'être élève résident de ce conseil parce que son père ou sa mère cesse de résider dans ce secteur, il continue son programme conformément au présent règlement sans payer de droits de scolarité. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

10 Si l'élève a cessé de résider dans le secteur qui relève de la compétence du conseil où son programme a été prescrit et qu'il ne satisfait pas aux conditions requises pour être élève résident du nouveau conseil où il a établi sa résidence, il n'est pas dispensé de la fréquentation scolaire à moins qu'il ne continue de se conformer au programme qui a été prescrit à son intention. S'il se conforme à ce programme, il ne paie pas de droits de scolarité et reste inscrit comme élève à temps plein de l'école où il était inscrit immédiatement avant son changement de résidence. Le conseiller en assiduité du conseil qui a compétence dans le secteur où l'élève réside offre son aide et sa collaboration à l'enseignant ou au membre du personnel qui présente, aux termes du paragraphe 7 (2), les rapports que le comité peut exiger. Règl. de l'Ont. 665/91, art. 1, *en partie*.

La ministre de l'Éducation,
MARION BOYD
Minister of Education

Dated at Toronto, this 7th day of October, 1991.
Fait à Toronto le 7 octobre 1991.

46/91

EDUCATION ACT

O. Reg. 666/91.
Regional Tribunals.
Made—October 30th, 1991.
Filed—October 31st, 1991.

LOI SUR L'ÉDUCATION

Règl. de l'Ont. 666/91
Tribunaux régionaux
pris—le 30 octobre 1991
déposé—le 31 octobre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 71/84
MADE UNDER THE
EDUCATION ACT

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 71/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR L'ÉDUCATION

1. Ontario Regulation 71/84 is amended by adding the following
French version:

1. Le Règlement de l'Ontario 71/84 est modifié par adjonction de
la version française suivante :

TRIBUNAUX RÉGIONAUX

1 Le tribunal régional comprend trois membres nommés par le ministre. Ce dernier désigne un membre à la présidence du tribunal. Règl. de l'Ont. 666/91, art. 1, *en partie*.

2 Le tribunal régional visé à la colonne 1 du tableau peut être créé pour la région décrite en regard à la colonne 2 et a compétence dans cette région.

TABLEAU

Point	COLONNE 1 Tribunal régional	COLONNE 2 Région
1.	Région du Nord-Ouest (anglais) Région du Nord-Ouest (français)	Les districts territoriaux de Kenora, Rainy River et Thunder Bay
2.	Région du Moyen-Nord (anglais) Région du Moyen-Nord (français)	Les districts territoriaux d'Algoma, Manitoulin et Sudbury
3.	Région du Nord-Est (anglais) Région du Nord-Est (français)	Les districts territoriaux de Cochrane, Muskoka, Nipissing, Parry Sound et Timiskaming
4.	Région de l'Ouest (anglais) Région de l'Ouest (français)	Les comtés de Bruce, Elgin, Essex, Grey, Huron, Kent, Lambton, Middlesex, Oxford et Perth

Point	COLONNE 1	COLONNE 2
	Tribunal régional	Région
5.	Région du Centre (anglais)	La municipalité de la communauté urbaine de Toronto, les municipalités régionales de Durham, Haldimand-Norfolk, Halton, Hamilton-Wentworth, Niagara, Peel, Waterloo et York, et les comtés de Brant, Dufferin, Haliburton, Hastings, Northumberland, Peterborough, Prince Edward, Simcoe, Victoria et Wellington
	Région du Centre (français)	
6.	Région de l'Est (anglais)	La municipalité régionale d'Ottawa-Carleton et les comtés de Dundas, Frontenac, Glengarry, Grenville, Lanark, Leeds, Lennox et Addington, Prescott, Renfrew, Russell et Stormont
	Région de l'Est (français)	

Règl. de l'Ont. 666/91, art. 1, *en partie*.

3 Les membres d'un tribunal régional doivent résider dans la région sur laquelle le tribunal exerce sa compétence. Règl. de l'Ont. 666/91, art. 1, *en partie*.

4 Quiconque a préalablement participé à la décision portée en appel ne peut faire partie du tribunal régional qui entend l'appel. Règl. de l'Ont. 666/91, art. 1, *en partie*.

5 Si un appel est interjeté devant un tribunal régional en ce qui concerne l'identification ou le placement d'un élève en difficulté inscrit à une école ou à une classe créée en vertu de la partie XI de la Loi et que le père ou la mère de l'élève, ou son tuteur, demande que l'appel soit entendu en français ou en anglais, selon le cas :

- a) les personnes que le ministre nomme à titre de membres du tribunal sont francophones ou anglophones, selon les besoins;
- b) l'appel est entendu en français ou en anglais, selon le cas. Règl. de l'Ont. 666/91, art. 1, *en partie*.

6 Après avoir reçu avis du nom des membres du tribunal régional nommés par le ministre, le secrétaire du tribunal :

- a) fixe la date de l'audition de l'appel et en avise les parties intéressées;
- b) exige du directeur du bureau régional de l'éducation de la région administrative du ministère où le conseil qui est une partie exerce sa compétence qu'il prenne des dispositions, de concert avec les parties intéressées, relativement à l'endroit, à la date et à l'heure de l'audition de l'appel;
- c) informe les parties intéressées des dispositions qui ont été prises. Règl. de l'Ont. 666/91, art. 1, *en partie*.

46/91

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

O. Reg. 667/91.

Use of Central Vote Tabulators.

Made—October 31st, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 675/88 MADE UNDER THE MUNICIPAL ELECTIONS ACT

1. Ontario Regulation 675/88 is amended by adding the following sections:

2.1—(1) There shall appear on the ballot to the right of each candidate's name a circle, square or rectangle or a circular, square or rectangular space suitable for the marking of the ballot.

(2) Arrows may appear on the ballot, one pointing to each candidate's name, with the head and tail of the arrow on opposite sides of the space for the marking of the ballot.

(3) Subsections (1) and (2) apply with necessary modifications to ballots for by-laws and questions. O. Reg. 667/91, s. 1, *part*.

2.2 The clerk may divide the municipality into polling subdivisions containing more than 500 electors. O. Reg. 667/91, s. 1, *part*.

2.—(1) Clause 4 (2) (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (a) seal the ballot box against receiving any more ballots;

(2) Clause 4 (2) (g) of the Regulation is amended by striking out "ballot transfer container" in the first and second lines and substituting "ballot box".

3. Subsection 5 (1) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(1) The clerk shall ensure that the sealed ballot boxes are delivered to the counting centre. O. Reg. 667/91, s. 3.

4. Subsection 10 (2) of the Regulation is amended by inserting after "made" in the third line "duplicating only the marks in the specified voting spaces and the ballot shall be".

5. Section 13 of the Regulation is revoked and the following substituted:

13. Subject to any order of a judge under section 42b of the Act, if a recount of votes is held, the votes shall be recounted in the same manner as the votes were counted on polling day. O. Reg. 667/91, s. 5, *part*.

14.—(1) The vote tabulator shall be tested before the recount in the manner described in section 7.

(2) The recount officer shall attend the recount and bring the transfer carriers, ballot transfer containers, statement envelopes and all documents relating to the election.

(3) If a vote tabulator is used for a recount, the recount is limited to the ballots tabulated by a vote tabulator on polling day. O. Reg. 667/91, s. 5, *part*.

15.—(1) For the purposes of subsection (2), "results of the election" means,

- (a) in the case of an election to an office, which candidate or candidates have been declared elected;
- (b) in the case of an election to obtain the assent of the electors on a by-law, whether the affirmative or negative received the greatest number of votes; and
- (c) in the case of a question submitted to the electors, which answer received the greatest number of votes.

(2) The result of a recount using a vote tabulator is final and no further recount shall take place, unless,

- (a) the recount changes the results of the election, as declared by the clerk under subsection 79 (2) of the Act; or
- (b) a judge makes an order under section 42b of the Act requiring a recount to be held.

(3) If clause (2) (a) applies, the recount officer shall conduct a manual recount following as far as practicable the provisions of the Act governing the counting of votes.

(4) The manual recount shall be a recount of all the original ballots received from the electors. O. Reg. 667/91, s. 5, part.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 31st day of October, 1991.

46/91

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

O. Reg. 668/91.
Use of Voting Recorders.
Made—October 31st, 1991.
Filed—October 31st, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 682 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MUNICIPAL ELECTIONS ACT**

1. Section 1 of Regulation 682 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following clauses:

- (ca) "ballot transfer container" means a container provided by the clerk for the safe transfer of ballots;
-
- (da) "secrecy folder" means an apparatus in which a ballot card can be placed so as to conceal the votes of an elector and expose the initials of the deputy returning officer;

2. Section 4 of the Regulation is amended by striking out "350" in the third line and substituting "500".

3.—(1) Clause 6 (2) (c) of the Regulation is amended by striking out "envelope" in the first line and substituting "secrecy folder".

(2) Clause 6 (2) (e) of the Regulation is amended by striking out "envelope" in the first line and substituting "secrecy folder".

(3) Subsection 6 (3) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(3) The deputy returning officer shall, in the presence of the elector, without removing the ballot card from the secrecy folder,

- (a) verify his or her initials;
- (b) remove the exposed stub from the ballot card; and
- (c) insert the secrecy folder containing the ballot card into the ballot box. O. Reg. 668/91, s. 3 (1).

4. Section 7 of the Regulation, as amended by section 4 of Ontario Regulation 679/88, is revoked and the following substituted:

7. Immediately after the closing of the poll and in the presence and full view of the persons entitled to be present, the deputy returning officer shall, with the assistance of the poll clerks,

- (a) count the number of and place all the spoiled, declined and unused ballot cards in separate sealed envelopes;
- (b) package the voting recorders for return in accordance with the instructions of the returning officer;
- (c) count the number of electors on the polling list maintained by the poll clerk who appear to have voted and make an entry on the list on the line immediately below the last name on the polling list: "The number of electors who voted at this election in this polling place (stating the number)" and sign his or her name to it;
- (d) break the seal, open the ballot box and,
 - (i) remove all secrecy folders and used ballot cards from the ballot box,
 - (ii) show the empty ballot box to everyone entitled to be present who wishes to look,
 - (iii) separate the used ballot cards from the secrecy folders, and
 - (iv) count the number of used ballot cards;
- (e) place the used ballot cards from the ballot box in the ballot transfer container in full view of all persons authorized to be present and seal it;
- (f) make out a statement in duplicate of,
 - (i) the total number of ballot cards received from the clerk,
 - (ii) the number of used ballot cards removed from the ballot box for counting,
 - (iii) the number of ballot cards unused,
 - (iv) the number of ballot cards spoiled, and
 - (v) the number of ballot cards declined;
- (g) place all other election material as required by the Act in the ballot box and seal it; and

(h) personally deliver the sealed ballot transfer container, the ballot box and the statement to the location designated by the clerk. O. Reg. 668/91, s. 4.

5.—(1) Subsection 16 (2) of the Regulation is amended by adding at the end "or a person designated by the clerk".

(2) Subsection 16 (7) of the Regulation, as remade by section 8 of Ontario Regulation 679/88, is revoked.

(3) Subsection 16 (8) of the Regulation, as made by section 8 of Ontario Regulation 679/88, is revoked.

6. The Regulation is amended by adding the following sections:

17. If a recount of votes is held, the votes shall be recounted in the same manner as the votes were counted on polling day. O. Reg. 668/91, s. 6, *part*.

18.—(1) Automatic tabulating equipment shall be tested before the recount in the manner described in section 10.

(2) The recount officer shall attend the recount and bring the used ballot cards, ballot boxes, statements and all documents relating to the election.

(3) If automatic tabulating equipment is used for a recount, the recount is limited to the ballots tabulated by automatic tabulating equipment on election day. O. Reg. 668/91, s. 6, *part*.

19. The result of a recount using automatic tabulating equipment is final and no further recount shall take place, unless a judge makes an order under section 42b of the Act requiring a recount to be held. O. Reg. 668/91, s. 6, *part*.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 31st day of October, 1991.

46/91

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

O. Reg. 669/91.

Use of Vote Tabulators.

Made—October 31st, 1991.

Filed—October 31st, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE MUNICIPAL ELECTIONS ACT

USE OF VOTE TABULATORS

DEFINITIONS

1. In this Regulation,

“memory pack” means a cartridge that is a removable, battery-sustained memory where all tabulated totals are stored with the subdivision program;

“secrecy folder” means an apparatus in which a ballot can be placed so as to conceal the names of the candidates and the marks upon the face of the ballot and so as to expose the initials of the deputy returning officer;

“vote tabulator” means an apparatus that optically scans a specified area on the ballots to read the votes and tabulate the results. O. Reg. 669/91, s. 1.

2.—(1) This Regulation applies to an election conducted by a municipality that has passed a by-law under subsection 42a (1) of the Act authorizing the use of vote tabulators at polling places.

(2) Where this Regulation does not provide for any matter, an election to which this Regulation applies shall be conducted as far as practicable in accordance with the Act. O. Reg. 669/91, s. 2.

ELECTION OFFICIALS

3. The clerk may appoint election assistants under subsection 4 (5) of the Act for the purposes of this Regulation and may designate their titles and duties. O. Reg. 669/91, s. 3.

POLLING SUBDIVISIONS

4. The clerk may divide the municipality into polling subdivisions containing more than 500 electors. O. Reg. 669/91, s. 4.

BALLOTS

5.—(1) There shall appear on the ballot to the right of each candidate's name a circle, square or rectangle or a circular, square or rectangular space suitable for the marking of the ballot.

(2) Arrows may appear on the ballot, one pointing to each candidate's name, with the head and tail of the arrow on opposite sides of the space for marking the ballot.

(3) Subsections (1) and (2) apply with necessary modifications to ballots for by-laws and questions. O. Reg. 669/91, s. 5.

VOTE TABULATORS

6.—(1) The clerk shall provide a vote tabulator at no less than 50 per cent of the polling places.

(2) Where the clerk has not provided a vote tabulator at a polling place, the clerk shall designate a place to which the ballots shall be taken after the close of the poll to be tabulated by a vote tabulator. O. Reg. 669/91, s. 6.

PROGRAMMING OF VOTE TABULATOR

7.—(1) The vote tabulator shall be programmed so that a printed record of the number of votes cast for each candidate and with respect to each by-law and question can be produced.

(2) The vote tabulator shall be programmed so that the following ballots are returned to the deputy returning officer as described:

1. A ballot without votes in any of the specified voting spaces as determined by a vote tabulator with the printed message “Not Voted”.
2. A ballot that is damaged or defective or has been marked in such a way that it cannot be properly processed by a vote tabulator with the printed message “Ballot Misread”. O. Reg. 669/91, s. 7.

TESTING OF VOTE TABULATORS

8.—(1) Within twenty-one days before polling day, the clerk shall test the vote tabulators to ensure that they will accurately count the votes cast for all candidates, by-laws and questions.

(2) When testing the vote tabulator, adequate safeguards shall be taken to ensure that the system, or any part of it, that is used for processing and tabulating votes is isolated from all other applications or programmes and that no remote devices are capable of gaining access to the vote tabulator. O. Reg. 669/91, s. 8.

9.—(1) The test shall be conducted by,

- (a) loading the memory packs into the vote tabulators;
- (b) tabulating a pre-audited group of ballots including ballots that fall into each of the categories of ballots described in clause 13 (1) (f) and ballots on which are recorded a predetermined number of valid votes for each candidate and on each by-law and question; and
- (c) comparing the output of the tabulation against the pre-audited results.

(2) The clerk shall, at the successful completion of the test, seal the memory pack to the vote tabulator.

(3) If the clerk detects any error in the test, the cause of the error shall

be ascertained and corrected and the test repeated until an errorless count is made. O. Reg. 669/91, s. 9.

PROCEDURE AT THE POLL

10.—(1) If a vote tabulator is to be used in a polling place, the deputy returning officer or election assistant shall, in the presence of the poll clerk and all scrutineers present, cause the vote tabulator to print a copy of all totals in its memory pack one hour or less before the opening of the poll.

(2) If the totals are zero for all candidates, by-laws and questions, the deputy returning officer or election assistant shall ensure that the zero printout remains affixed to the vote tabulator until the results are printed by the vote tabulator after the close of the poll.

(3) If the totals are not zero for all candidates, by-laws and questions, the deputy returning officer or election assistant shall immediately notify the clerk and shall conduct the poll using the back-up compartment of the ballot box until the vote tabulator is made operational or the clerk provides a back-up vote tabulator to the polling place. O. Reg. 669/91, s. 10.

11. The clerk may assign an election assistant to, in addition to the deputy returning officer, initial a ballot before the ballot is delivered to an elector. O. Reg. 669/91, s. 11.

12.—(1) The deputy returning officer or an election assistant shall deliver a secrecy folder to each person to whom a ballot is delivered at the same time as the ballot is delivered.

(2) After marking the ballot in the voting compartment, the elector shall,

- (a) insert the ballot into the secrecy folder;
- (b) leave the compartment without delay; and
- (c) deliver the secrecy folder containing the ballot to the deputy returning officer or election assistant.

(3) The deputy returning officer or election assistant shall, in the presence of the elector and without removing the ballot from the secrecy folder, verify the initials of the deputy returning officer and,

- (a) if a vote tabulator is available in the poll, insert the secrecy folder containing the ballot, with the initials of the deputy returning officer face down, into the feed area of the vote tabulator until the vote tabulator draws the ballot from secrecy folder in full view of the elector; or
- (b) if a vote tabulator is not available in the poll, insert the ballot, with the initials of the deputy returning officer face down, directly into the ballot box from the secrecy folder in full view of the elector.

(4) If a vote tabulator is available in the poll but fails to operate, the deputy returning officer or election assistant shall,

- (a) insert the ballot into the back-up compartment of the ballot box; and
- (b) subject to subsection 13 (2), insert the ballots into the feed area of the vote tabulator after the close of the poll.

(5) If a ballot described in subsection 7 (2) is returned by the vote tabulator and the elector who delivered the ballot is present, the deputy returning officer or election assistant shall mark the ballot "cancelled", place the ballot in the cancelled ballot envelope and deliver another ballot to the elector.

(6) If a ballot described in subsection 7 (2) is returned by the vote tabulator and the elector who delivered the ballot is not present or is present and declines to accept another ballot, the deputy returning officer or an election assistant shall,

- (a) where there are no marks in the specified voting spaces, mark the ballot "declined" and place it in the declined ballot envelope; or
- (b) where there are marks in the specified voting spaces,
 - (i) mark the ballot "defective" and insert the ballot into the back-up compartment of the ballot box,
 - (ii) after the close of the poll, make a true copy of the defective ballot by duplicating only the marks in the specified voting spaces, clearly label this ballot "duplicate" and give the duplicate a serial number and record the same number on the defective ballot,
 - (iii) substitute the duplicate copy for the defective ballot and tabulate it, and
 - (iv) place the defective ballot in a defective ballot envelope. O. Reg. 669/91, s. 12.

13.—(1) If a vote tabulator has been used to tabulate the votes cast in a polling place, the deputy returning officer or election assistant shall, after the close of the poll, check the back-up compartment of the ballot box for ballots to ensure all votes are tabulated and immediately,

- (a) secure the vote tabulator against receiving any more ballots;
- (b) obtain a printed record of the votes given for each candidate and, if applicable, the votes given for and against a by-law or question;
- (c) sign the certificate portion of the printed record along with the poll clerk and any scrutineers who are present and wish to sign;
- (d) remove the printed record from the vote tabulator and place it in the statement envelope;
- (e) provide printouts for any scrutineer upon request;
- (f) make out a statement in duplicate of the number of,
 - (i) ballots received from the clerk,
 - (ii) ballots counted by the vote tabulator,
 - (iii) cancelled ballots,
 - (iv) declined ballots,
 - (v) defective ballots, and
 - (vi) ballots unused;
- (g) place the original copy of the statement in the statement envelope;
- (h) place a duplicate copy of the statement and all ballots that have been counted by the vote tabulator in a ballot transfer container provided by the clerk to ensure the safe transfer of the ballots and seal it;
- (i) place in separate envelopes,
 - (i) cancelled and declined ballots,
 - (ii) defective ballots,
 - (iii) unused ballots;
- (j) seal the envelopes;
- (k) place all remaining supplies and sealed envelopes, excluding the statement envelope, in a transfer carrier and seal the transfer carrier; and

(1) personally deliver the transfer carrier, ballot transfer container, vote tabulator and statement envelope to the office of the clerk or to such other place as the clerk has directed in writing.

(2) If a vote tabulator has been used to tabulate votes cast in a polling place but the tabulation of the votes cannot be completed because the vote tabulator is not operating or cannot be made to operate within a reasonable time following the close of the poll, the deputy returning officer or an election assistant shall, after the close of the poll and after determining the tabulation cannot be completed,

- (a) seal the ballot box in such a manner that it cannot be opened or any ballots be deposited in it without breaking the seal;
- (b) secure the vote tabulator against receiving any more ballots;
- (c) place all supplies and all cancelled, declined, defective and unused ballots in the transfer carrier and seal it;
- (d) personally deliver the ballot box, transfer carrier, ballot transfer container and vote tabulator to a place designated by the clerk where a back-up vote tabulator is located;
- (e) follow the procedures set out in section 10 to ensure that the totals of the back-up vote tabulator are zero for all candidates, by-laws and questions;
- (f) insert all the ballots from the ballot box into the back-up vote tabulator; and
- (g) follow the procedures in subsection 13 (1).

(3) If a vote tabulator has not been provided, or, if provided, has not been used to tabulate votes cast in a polling place,

- (a) the deputy returning officer or election assistant shall, immediately after the close of the poll, follow with necessary modifications the procedures in clauses 13 (2) (a), (c) and (d); and
- (b) the clerk, or a person designated by the clerk, shall with necessary modifications follow the procedures in clauses 13 (2) (e) to (g). O. Reg. 669/91, s. 13.

14. If, at the close of the poll, the clerk is of the opinion that it is impracticable to count the votes with the vote tabulators, he or she may direct that all the votes cast in the election be counted manually following as far as practicable the provisions of the Act governing the counting of votes. O. Reg. 669/91, s. 14.

15. The clerk shall, at the completion of the count, retain the programs, memory packs, test materials and ballots in the same manner as is provided for in the Act for the keeping of ballots. O. Reg. 669/91, s. 15.

16.—(1) The clerk shall retain and may have access to the pre-audited group of ballots referred to in clause 9 (1) (b) and other materials used in the programming of the vote tabulators.

(2) The clerk shall not alter or make changes to the materials referred to in subsection (1). O. Reg. 669/91, s. 16.

ADVANCE POLL AND EARLY CLOSING POLLS

17. The total of the votes at an advance poll or at a polling place that closes early under subsection 52 (2) of the Act shall not be printed and the procedures under section 13 shall not be followed until after 8 p.m. on the polling day. O. Reg. 669/91, s. 17.

RECOUNTS

18. Subject to the order of a judge under section 42b of the Act, if a recount of votes is held, the votes shall be recounted in the same manner as the votes were counted on polling day. O. Reg. 669/91, s. 18.

19.—(1) A vote tabulator shall be tested before the recount in the manner described in section 8.

(2) The recount officer shall attend the recount and bring the transfer carriers, ballot transfer containers, vote tabulators, statement envelopes and all documents relating to the election.

(3) If a vote tabulator is used for a recount, the recount is limited to the ballots tabulated by a vote tabulator on polling day. O. Reg. 669/91, s. 19.

20.—(1) For the purposes of subsection (2), "results of the election" means,

- (a) in the case of an election to an office, which candidate or candidates have been declared elected;
- (b) in the case of an election to obtain the assent of the electors on a by-law, whether the affirmative or negative received the greatest number of votes; and
- (c) in the case of a question submitted to the electors, which answer received the greatest number of votes.

(2) The result of a recount using a vote tabulator is final and no further recount shall take place, unless,

- (a) the recount changes the results of the election, as declared by the clerk under subsection 79 (2) of the Act; or
- (b) a judge makes an order under section 42b of the Act requiring a recount to be held.

(3) If clause (2) (a) applies, the recount officer shall conduct a manual recount following as far as practicable the provisions of the Act governing the counting of votes.

(4) The manual recount shall be a recount of all the original ballots received from the electors. O. Reg. 669/91, s. 20.

21. Ontario Regulations 562/87, 680/88 and 506/91 are revoked.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 31st day of October, 1991.

46/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 670/91.

Restricted Areas—County of Peterborough,
Township of North Monaghan.
Made—October 30th, 1991.
Filed—November 1st, 1991.

REGULATION TO REVOKE ONTARIO REGULATION 377/77 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 377/77 is revoked.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 30th day of October, 1991.

46/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 671/91.

Restricted Areas—District of Algoma,
Sault Ste. Marie North Planning Area.
Made—October 24th, 1991.
Filed—November 1st, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 279/80
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 279/80 is amended by adding the following section:

122.—(1) Despite section 4, the land described in subsection (2) is, for the purposes of this Order, land in a Resort Commercial Zone.

(2) Subsection (1) applies to that parcel of land in the geographic Township of Ryan in the Territorial District of Algoma being South Montreal Mining Location shown as Part 1 on Department of Highways plan of survey P-8123-6 as described in Instrument T-81902 registered in the Land Registry Office for the Registry Division of Algoma (No. 1).

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

46/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 672/91.

Restricted Areas—District of Algoma, Geographic
townships of Cobden, Striker, Scarfe and Mack.
Made—October 29th, 1991.
Filed—November 1st, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 409/82
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. The Schedule to Ontario Regulation 409/82, as amended by section 1 of Ontario Regulation 462/87 and section 1 of Ontario Regulation 390/90, is further amended by adding the following section:

6.—(1) The land described in subsection (2) may be used for the erection or location and use of one seasonal dwelling with accessory buildings and structures if the following requirements are met:

Minimum front yard depth	8 metres
Minimum side yard depth	3 metres
Minimum rear yard depth	8 metres
Maximum height of buildings	9 metres

(2) Subsection (1) applies to that parcel of land in the geographic Township of Striker in the Territorial District of Algoma, being part of Lot 8 in concessions V and VI, designated as parts 1 and 2 on Reference Plan 1R-8185, deposited in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Algoma (No. 1).

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 29th day of October, 1991.

46/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—11—23

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 673/91.

Restricted Areas—District of Timiskaming,

Town of Charleton.

Made—October 24th, 1991.

Filed—November 4th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 356/80 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 356/80 is amended by striking out “single-family” wherever it occurs and substituting “single” in each case.

2.—(1) Clause 1 (b) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(b) “dwelling unit” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate housekeeping establishment with separate kitchen and sanitary facilities for the exclusive use of the occupants and with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

(2) Clause 1 (m) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(m) “single dwelling” means a separate building containing only one dwelling unit;

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

47/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 674/91.

Restricted Areas—District of Parry Sound,

Geographic Township of Croft.

Made—October 24th, 1991.

Filed—November 4th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 153/80 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Clause 1 (b) of Ontario Regulation 153/80 is revoked and the following substituted:

(b) “dwelling unit” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate housekeeping establishment with separate kitchen and sanitary facilities for the exclusive use of the occupants and with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

47/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 675/91.

Restricted Areas—District of Nipissing, Geographic townships of Askin, Gladman, Joan and Macpherson.

Made—October 24th, 1991.

Filed—November 4th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 486/71 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Section 3 of Ontario Regulation 486/71 is amended by striking out “single-family” in the first line.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

47/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 676/91.

Restricted Areas—District of Parry Sound,

Geographic townships of McKenzie and Patterson.

Made—October 24th, 1991.

Filed—November 4th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 484/71 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Section 3 of Ontario Regulation 484/71, as remade by section

2 of Ontario Regulation 74/82, is amended by striking out "single-family" in the first line.

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

47/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 677/91.

Zoning Areas—District of Nipissing.

Part of the Districts of Nipissing and Sudbury.

Made—October 24th, 1991.

Filed—November 4th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 40/85 MADE UNDER THE PLANNING ACT, 1983

1. Paragraph 11 of section 1 of Ontario Regulation 40/85 is revoked and the following substituted:

11. "group home" means a single housekeeping unit in a single dwelling in which three to ten residents live as a household together with and under the supervision of the staff or receiving household;

PETER W. BOLES
Director
Plans Administration Branch
North and East
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 24th day of October, 1991.

47/91

GASOLINE HANDLING ACT

O. Reg. 678/91.

Gasoline Handling Code.

Made—September 27th, 1991.

Filed—November 8th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 439 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE GASOLINE HANDLING ACT

1.—(1) Subsection 4 (3) of Regulation 439 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 458/89, is revoked and the following substituted:

- (3) The fee payable on an application,
- (a) for a licence to operate a bulk plant or a renewal thereof, issued for one year, if the storage capacity of the bulk plant is,

(i) less than 350,000 litres, \$105,

(ii) 350,000 litres or more but less than 2,300,000 litres, \$525, or

(iii) 2,300,000 litres or more, \$1,050;

(b) for a licence to operate a service station or marina or a renewal thereof, issued for one year, \$79 for each location; and

(c) for a licence to transport or a renewal thereof, issued for one year, \$53 for each vehicle. O. Reg. 678/91, s. 1 (1).

(2) Subsection 4 (3a) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 458/89, is revoked and the following substituted:

(3a) The fee payable for an inspection by an inspector upon an application for a licence is \$105 per hour or part thereof. O. Reg. 678/91, s. 1 (2).

(3) Subsection 4 (11) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 458/89, is revoked and the following substituted:

(11) The fee payable on an application for a registration as a contractor or a renewal thereof issued for one year is \$105. O. Reg. 678/91, s. 1 (3).

47/91

ENERGY ACT

O. Reg. 679/91.

Fuel Oil Code.

Made—September 27th, 1991.

Filed—November 8th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 288 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE ENERGY ACT

1. Subsection 17 (5) of Regulation 288 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 453/89, is revoked and the following substituted:

(5) The fee payable for an inspection of the fuel features of an appliance, for reviewing drawings or for observing a test to determine that the fuel features of the appliance conform to approved standards is \$105 for every hour or fraction thereof of the time spent by an inspector and may include travel time and the reasonable travel and living expenses of the inspector. O. Reg. 679/91, s. 1.

2.—(1) Subsection 18 (3) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 453/89, is revoked and the following substituted:

(3) The fee payable on an application for a licence to distribute fuel oil by pipeline or a renewal thereof for one year is \$79 for each distribution system. O. Reg. 679/91, s. 2 (1).

(2) Subsection 18 (4) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 453/89, is revoked and the following substituted:

(4) The fee payable for an inspection by an inspector upon an application for a licence is \$105 per hour or part thereof. O. Reg. 679/91, s. 2 (2).

3. Subsections 19 (2), (7) and (8) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 453/89, are revoked and the following substituted:

(2) The fee payable on an application for registration as a contractor or a renewal thereof is \$105 for one year. O. Reg. 679/91, s. 3, *part*.

(7) If a person's evidence of registration is lost or destroyed, the Director shall, upon request and payment of an \$11 fee, issue a duplicate registration.

(8) If the name of a registered contractor is changed, the Director shall, upon receipt of evidence of the name change and payment of an \$11 fee, issue a registration in the new name. O. Reg. 679/91, s. 3, *part*.

4.—(1) Subsection 20 (4) of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 453/89, is revoked and the following substituted:

(4) The fee payable on an initial application for a certificate as a category II oil burner mechanic, category III oil burner mechanic or as a pipeline inspector, or a renewal thereof, is \$42 and if a certificate is issued, the application fee shall be applied to the issue of the initial certificate. O. Reg. 679/91, s. 4 (1).

(2) Subsection 20 (6a) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 453/89, is revoked and the following substituted:

(6a) The fee payable on a subsequent application is \$42. O. Reg. 679/91, s. 4 (2).

(3) Subsections 20 (9) and (10) of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 453/89, are revoked and the following substituted:

(9) If a person's certificate is lost or destroyed, the Director shall, upon request and payment of an \$11 fee, issue a duplicate certificate.

(10) If the name of the holder of a certificate is changed, the Director shall, upon receipt of evidence of the name change and payment of an \$11 fee, issue a certificate in the new name. O. Reg. 679/91, s. 4 (3).

5. Subsection 21 (2) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 453/89, is revoked and the following substituted:

(2) The fee for the renewal of a certificate issued under subsection 14 (1) of the Act is \$42. O. Reg. 679/91, s. 5.

47/91

ENERGY ACT

O. Reg. 680/91.

Gas Pipeline Systems.

Made—September 27th, 1991.

Filed—November 8th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 450/84 MADE UNDER THE ENERGY ACT

1. Subsection 12 (2) of Ontario Regulation 450/84, as amended by section 5 of Ontario Regulation 627/87, is revoked and the following substituted:

(2) The fee payable on an application for a licence to transmit gas or a renewal thereof is,

(a) \$210 if the amount of gas transmitted in the twelve-month period preceding the year for which application is made does not exceed 14,000,000 cubic metres; or

(b) \$525 if the amount of gas transmitted in the twelve-month period preceding the year for which application is made exceeds 14,000,000 cubic metres. O. Reg. 680/91, s. 1.

2. Subsection 13 (2) of the Regulation, as amended by section 6 of Ontario Regulation 627/87, is revoked and the following substituted:

(2) The fee payable for a licence to distribute gas, or a renewal thereof, is

(a) nil if the amount of gas distributed in the twelve-month period preceding the year for which application is made does not exceed 14,000 cubic metres;

(b) \$32 if the amount of gas distributed in the twelve-month period preceding the year for which application is made exceeds 14,000 cubic metres but does not exceed 280,000 cubic metres;

(c) \$79 if the amount of gas distributed in the twelve-month period preceding the year for which application is made exceeds 280,000 cubic metres but does not exceed 2,800,000 cubic metres;

(d) \$260 if the amount of gas distributed in the twelve-month period preceding the year for which application is made exceeds 2,800,000 cubic metres but does not exceed 14,000,000 cubic metres; or

(e) \$525 if the amount of gas distributed in the twelve-month period preceding the year for which application is made exceeds 14,000,000 cubic metres. O. Reg. 680/91, s. 2.

3. Section 13a of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 454/89, is revoked and the following substituted:

13a. The fee payable for an inspection by an inspector upon an application under section 12 or 13 is \$105 per hour or part thereof. O. Reg. 680/91, s. 3.

4.—(1) Subsection 14 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 454/89, is revoked and the following substituted:

(2) The fee payable on an application for an initial certificate to be issued under this section or for a renewal thereof is \$42 and is non-refundable. O. Reg. 680/91, s. 4 (1).

(2) Subsection 14 (6a) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 454/89, is revoked and the following substituted:

(6a) The fee payable on a subsequent application is \$42 and is non-refundable. O. Reg. 680/91, s. 4 (2).

(3) Subsections 14 (8) and (9) of the Regulation, as remade by section 7 of Ontario Regulation 627/87, are revoked and the following substituted:

(8) Where a person's certificate is lost or destroyed, the Director shall, upon request and payment of an \$11 fee, issue a duplicate certificate.

(9) Where the name of the holder of a certificate is changed, the Director shall, upon receipt of proof of the name change and payment of an \$11 fee, issue a certificate in the new name. O. Reg. 680/91, s. 4 (3).

47/91

ENERGY ACT

O. Reg. 681/91.
Gas Utilization Code.
Made—September 27th, 1991.
Filed—November 8th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 244/89
MADE UNDER THE
ENERGY ACT**

1. Subsection 9 (4) of Ontario Regulation 244/89, as remade by section 1 of Ontario Regulation 452/89, is revoked and the following substituted:

(4) The fee payable for an inspection of the fuel features of an appliance, for reviewing drawings or for observing a test to determine that the fuel features of the appliance conform to approved standards is \$105 for every hour or fraction thereof of the time spent by an inspector and may include travel time and the reasonable travel and living expenses of the inspector. O. Reg. 681/91, s. 1.

2. Subsections 12 (3) and (8) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 452/89, are revoked and the following substituted:

(3) The non-refundable fee, payable on application for a registration as a contractor or a renewal thereof, is \$105. O. Reg. 681/91, s. 2, *part*.

(8) If a person's evidence of a valid registration is lost or destroyed, the Director shall, upon request and payment of an \$11 fee, issue a duplicate registration. O. Reg. 681/91, s. 2, *part*.

3. Subsection 13 (2) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 452/89, is revoked and the following substituted:

(2) The non-refundable fee, payable on application for a certificate issued under subsection 14 (1) of the Act or for a renewal thereof, is \$42. O. Reg. 681/91, s. 3.

4. Section 14 of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 452/89, is revoked and the following substituted:

14. If a person applies for a renewal of more than one valid certificate issued under section 13, a single application shall be made for all the renewals and, upon payment of a fee of \$42, the Director shall issue to the applicant a single certificate appropriately endorsed. O. Reg. 681/91, s. 4.

5. Subsections 17 (1) and (2) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 452/89, are revoked and the following substituted:

(1) If a person's evidence of a valid certificate is lost or destroyed, the Director shall, upon request and payment of an \$11 fee, issue a duplicate certificate.

(2) If the name of the holder of a certificate is changed, the Director shall, upon receipt of evidence of the name change and payment of an \$11 fee, issue a certificate in the new name. O. Reg. 681/91, s. 5.

6. Section 18 of the Regulation, as remade by section 6 of Ontario Regulation 452/89, is revoked and the following substituted:

18. Every distributor of gas who distributes an amount of gas in a twelve-month period that exceeds 14,000 cubic metres (500,000 cubic feet) shall pay an annual fee for inspections of the distributor's pipelines and appliances and the appliances of the distributor's consumers during the year in an amount calculated at the rate of \$105 for every hour or part thereof spent in inspections. O. Reg. 681/91, s. 6.

47/91

ENERGY ACT

O. Reg. 682/91.
Oil Pipeline Systems.
Made—September 27th, 1991.
Filed—November 8th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 626/87
MADE UNDER THE
ENERGY ACT**

1. Subsection 10 (2) of Ontario Regulation 626/87 is revoked and the following substituted:

(2) The fee payable on an application for a licence to transmit oil by pipeline or a renewal thereof is \$525. O. Reg. 682/91, s. 1.

47/91

ENERGY ACT

O. Reg. 683/91.
Propane Storage, Handling and Utilization Code.
Made—September 27th, 1991.
Filed—November 8th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 825/82
MADE UNDER THE
ENERGY ACT**

1. Subsection 6 (7) of Ontario Regulation 825/82, as remade by section 1 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

(7) The fee payable for an inspection of the fuel features of an appliance, for reviewing drawings or for observing a test to determine that the fuel features of the appliance conform to approved standards is \$105 for every hour or fraction thereof of the time spent by an inspector and may include travel time and the reasonable travel and living expenses of the inspector. O. Reg. 683/91, s. 1.

2. Subsection 10 (2) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

(2) The term of an initial registration and of a renewal thereof is one year and the non-refundable fee, payable on application for registration or renewal, is \$105. O. Reg. 683/91, s. 2.

3. Subsection 11 (3) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

(3) The non-refundable fee, payable on application for an initial certificate issued under this section or for a renewal thereof, is \$42. O. Reg. 683/91, s. 3.

4. Section 12 of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

12. If a person holds more than one valid certificate issued under section 11, the person shall make a single application for renewal of all the certificates and pay an application fee of \$42 and, upon renewal, the Director shall issue a single certificate, appropriately endorsed. O. Reg. 683/91, s. 4.

5. Subsection 17 (2a) of the Regulation, as made by section 5 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

(2a) The non-refundable fee, payable on application for a licence or a renewal thereof, is \$48. O. Reg. 683/91, s. 5.

6. Subsection 18 (2a) of the Regulation, as made by section 6 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

(2a) The non-refundable fee, payable on application for a licence or renewal, is the greater of,

- (a) 3.2 cents per U.S. gallon of the total water capacity of the propane storage tanks at each filling plant location; or
- (b) \$48. O. Reg. 683/91, s. 6.

7. Subsection 19 (2a) of the Regulation, as made by section 7 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

(2a) The non-refundable fee, payable on application for a licence or renewal, is \$53 for each tank truck or cargo-liner. O. Reg. 683/91, s. 7.

8. Section 19a of the Regulation, as made by section 8 of Ontario Regulation 455/89, is revoked and the following substituted:

19a. The fee payable for an inspection by an inspector upon application for a licence under section 17, 18 or 19 is \$105 per hour or part thereof. O. Reg. 683/91, s. 8.

9. Subsections 20 (1) and (2) of the Regulation, as remade by section 9 of Ontario Regulation 455/89, are revoked and the following substituted:

- (1) If a person's evidence of registration or renewal, certificate or licence is lost or destroyed, the Director shall, upon request and payment of a fee of \$11, issue a duplicate.
- (2) If the name of the holder of a certificate is changed, the Director shall, upon receipt of evidence of the name change and payment of a fee of \$11, issue a certificate in the new name. O. Reg. 683/91, s. 9.

47/91

PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT, 1986

O. Reg. 684/91.

Notice to Patients.
Made—October 4th, 1991.
Approved—November 7th, 1991.
Filed—November 8th, 1991.

LOI DE 1986 SUR LA RÉGLEMENTATION DES PRIX DES MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE

Règl. de l'Ont. 684/91

Avis aux malades
pris—le 4 octobre 1991
approuvé—le 7 novembre 1991
déposé—le 8 novembre 1991

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 691/86
MADE UNDER THE
PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT, 1986**

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 691/86
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1986 SUR LA RÉGLEMENTATION DES PRIX DES
MÉDICAMENTS DÉLIVRÉS SUR ORDONNANCE**

1. Ontario Regulation 691/86 is amended by adding the following French version:

1. Le Règlement de l'Ontario 691/86 est modifié par adjonction de la version française suivante :

AVIS AUX MALADES

1 (1) Pour l'application du paragraphe 4 (3) de la Loi, l'affichage clair et bien en vue de l'avis suivant, dans l'officine ou près de celle-ci, de façon qu'il puisse être lu facilement par une personne présentant une ordonnance, est prescrit comme étant la manière d'informer la population de son droit de demander un produit de remplacement :

- b) porte le texte prescrit en lettres noires sur fond jaune;
- c) porte le texte prescrit en caractères de la taille prescrite au paragraphe (1). Règl. de l'Ont. 684/91, art. 1, *en partie*.

NOTICE TO PATIENTS

(Caractères gras de 13 millimètres)

When dispensing your prescription your pharmacist may select an alternate brand of the same drug where permitted by Ontario law.

You have the right to request an interchangeable product. (Bold face)

Ask your pharmacist if a lower priced drug is being used to dispense your prescription.

Please feel free to consult your pharmacist about your prescription.

(Majuscules de 8 millimètres et minuscules de 5 millimètres)

**OUR USUAL AND
CUSTOMARY FEE
WHEN DISPENSING
INTERCHANGEABLE
PRODUCTS IS**

\$

(OCP Crest)
ONTARIO
COLLEGE OF
PHARMACISTS.

(Majuscules en caractères gras de 4 millimètres)

2 (1) Pour l'application du paragraphe 6 (4) de la Loi, l'affichage clair et bien en vue de l'avis suivant, dans l'officine ou près de celle-ci, de façon qu'il puisse être facilement lu par une personne présentant une ordonnance, est prescrit afin d'informer la population des honoraires courants et habituels :

(2) Pour l'application du paragraphe 6 (4) de la Loi, les renseignements suivants sont prescrits comme renseignements à inclure dans l'avis prévu au paragraphe (1) :

- 1. Le fait qu'avant d'exécuter l'ordonnance, le pharmacien en indiquera le prix à la personne qui la présente, sur demande et sans obligation.
- 2. Le fait que certaines ordonnances peuvent justifier des honoraires différents.
- 3. Le fait que la liste suivante de services peut être comprise dans les honoraires du pharmacien, en plus de l'exécution de l'ordonnance, avec indication des services qui sont compris dans les honoraires :

(2) L'avis prévu au paragraphe (1) :

- a) a 27,5 centimètres de largeur et 38,5 centimètres de hauteur;

- i. l'établissement du profil pharmacothérapeutique du malade,
- ii. les consultations professionnelles,
- iii. les renseignements sur les services de santé,
- iv. l'exécution d'ordonnances après la fermeture de l'officine, en cas d'urgence,
- v. la livraison des produits.

4. Le fait que des services autres que ceux énumérés à la disposition 3, dont la nature est précisée, peuvent être compris dans les honoraires du pharmacien.
5. Le fait que certains services visés aux dispositions 3 et 4 peuvent être offerts moyennant un supplément.

(3) L'avis prévu au paragraphe (1) :

- a) a 27,5 centimètres de largeur et 38,5 centimètres de hauteur;
- b) porte le texte prescrit en lettres noires sur fond jaune. Règl. de l'Ont. 684/91, art. 1, *en partie*.

3 Un médicament peut être préparé en quantité inférieure à la quantité entière qui est prescrite lorsque, selon le cas :

- a) le jugement professionnel le commande au préposé à la préparation;
- b) une quantité moindre est payée en vertu d'un accord entre un assureur ou une autre personne et le bénéficiaire ou l'assuré, lequel accord prévoit le paiement de services de santé sur paiement d'une somme convenue;
- c) une quantité moindre est payée en vertu des dispositions de l'article 8 du Règlement 689/86 de l'Ontario (Dispositions générales). Règl. de l'Ont. 684/91, art. 1, *en partie*.

4. (1) La personne qui prépare un médicament conformément à une

ordonnance remet à la personne à qui le médicament est fourni, en même temps que ce dernier, un reçu précisant ce qui suit :

- a) le montant des honoraires;
- b) le coût du médicament;
- c) le prix total de l'ordonnance.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux produits de remplacement vendus sans ordonnance. Règl. de l'Ont. 684/91, art. 1, *en partie*.

5 (1) Les exploitants de pharmacies gardent chaque facture et pièce justificative d'achat, y compris tout relevé relatif à une réduction de prix consentie par les fabricants ou grossistes sous forme de ristournes, rabais, remboursements ou marchandises gratuites, que reçoit chaque pharmacie qu'ils exploitent relativement à l'achat, par la pharmacie, de produits médicamenteux visés par la Loi.

(2) Les exploitants gardent dans la pharmacie ou dans un lieu auquel la pharmacie peut avoir facilement accès les factures ou pièces visées au paragraphe (1) qui concernent la pharmacie pendant au moins deux ans après leur réception. Règl. de l'Ont. 684/91, art. 1, *en partie*.

COUNCIL OF THE ONTARIO COLLEGE
OF PHARMACISTS:

LE CONSEIL DE L'ORDRE DES
PHARMACIENS DE L'ONTARIO,

NGHIA TRUONG
President
Le président

A.J. DUNSDON
Registrar
Le registrateur

Dated at Toronto, this 4th day of October, 1991.

Fait à Toronto le 4 octobre 1991.

47/91

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 685/91.

Traps—Order under Subsection 30 (4) of the Act.

Made—October 22nd, 1991.

Approved—November 7th, 1991.

Filed—November 8th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 155/81 MADE UNDER THE GAME AND FISH ACT

1. Ontario Regulation 155/81 is amended by adding the following
French version:

PIÈGES – ORDONNANCE RENDUE EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 30 (4) DE LA LOI

1 L'interdiction prévue au paragraphe 30 (2) de la Loi ne s'applique pas dans la zone de l'Ontario située au nord de la rivière des Français et de la rivière Mattawa. Règl. de l'Ont. 685/91, art. 1.

BUD WILDMAN
Minister of Natural Resources
Le ministre des Richesses naturelles

Dated at Toronto, this 22nd day of October, 1991.

Fait à Toronto le 22 octobre 1991.

47/91

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 685/91

Pièges—ordonnance rendue en application du

paragraphe 30 (4) de la Loi

pris—le 22 octobre 1991

approuvé—le 7 novembre 1991

déposé—le 8 novembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 155/81 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1. Le Règlement de l'Ontario 155/81 est modifié par adjonction
de la version française suivante :

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—11—30

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

O. Reg. 686/91.
General.
Made—January 21st, 1991.
Filed—November 12th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 580/84 MADE UNDER THE LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

1. Subsection 1 (2) of Ontario Regulation 580/84 is amended by adding the following paragraph:

- 44. All those portions of the townships of Camden, Chatham and Howard and the Village of Thamesville lying northeast of the southwesterly widened limit of County Road 15, lying northwest of the southeasterly limit of the Thames River and lying southwest of the southwesterly widened limit of the road allowance between the townships of Camden and Zone.

48/91

INTERPRETATION ACT

O. Reg. 687/91.
Fees Payable under Various Acts.
Made—November 7th, 1991.
Filed—November 13th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 537 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE INTERPRETATION ACT

1. Regulation 537 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following section:

PAPERBACK AND PERIODICAL DISTRIBUTORS ACT

6. The fee that shall be paid upon application to the Registrar for registration as a distributor under subsection 3 (1) of the *Paperback and Periodical Distributors Act*, or for maintenance of registration, is as follows:

- 1. Beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 \$125.00
- 2. Beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 150.00
- 3. Beginning on the 1st day of January, 1994 175.00

O. Reg. 687/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

PAPERBACK AND PERIODICAL DISTRIBUTORS ACT

O. Reg. 688/91.
General.
Made—November 7th, 1991.
Filed—November 13th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 742 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE

PAPERBACK AND PERIODICAL DISTRIBUTORS ACT

1. Section 2 of Regulation 742 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 611/83, is revoked and the following substituted:

2. Every registration expires on the first day of October unless an annual return for maintenance of registration in a form provided by the Minister, together with the applicable fees prescribed by Regulation 537 of Revised Regulations of Ontario, 1980, is filed with the Registrar on or before that date. O. Reg. 688/91, s. 1.

2. Section 3 of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 273/86, is revoked.

3. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

BAILIFFS ACT

O. Reg. 689/91.
General.
Made—November 7th, 1991.
Filed—November 13th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 77 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE BAILIFFS ACT

1. Section 1 of Regulation 77 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 267/86, is revoked and the following substituted:

1. The fee payable to the Registrar upon application for appointment is as follows:

- 1. Beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 \$125.00

- 2. Beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 \$150.00
- 3. Beginning on the 1st day of January, 1994 175.00

O. Reg. 689/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

COLLECTION AGENCIES ACT

O. Reg. 690/91.
 General.
 Made—November 7th, 1991.
 Filed—November 13th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 103 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 COLLECTION AGENCIES ACT**

1. Paragraphs 1, 2 and 3 of section 11 of Regulation 103 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 268/86, are revoked and the following substituted:

- 1. Upon application for registration as a collection agency or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992. \$225
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 275
- 2. For each branch office of the collection agency:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 225
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 275
- 3. Upon application for registration as a collector or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 125
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 150
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 175

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

CONSUMER PROTECTION ACT

O. Reg. 691/91.
 General.
 Made—November 7th, 1991.
 Filed—November 13th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 181 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 CONSUMER PROTECTION ACT**

1. Section 4 of Regulation 181 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 269/86, is revoked and the following substituted:

- 4. The fee payable to the Registrar upon application for registration as an itinerant seller or renewal of the registration is as follows:
 - 1. Beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 \$225.00
 - 2. Beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250.00
 - 3. Beginning on the 1st day of January, 1994 275.00

O. Reg. 691/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

CONSUMER REPORTING ACT

O. Reg. 692/91.
 General.
 Made—November 7th, 1991.
 Filed—November 13th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 182 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 CONSUMER REPORTING ACT**

1. Section 5 of Regulation 182 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 270/86, is revoked and the following substituted:

- 5. Fees payable to the Registrar are as follows:
 - 1. Upon application for registration as a consumer reporting agency or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992. \$225.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 275.00

- 2. For each branch office of a consumer reporting agency:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 \$225.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 275.00
- 3. Upon application for registration as a personal information investigator or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 125.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 150.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 175.00

O. Reg. 692/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

MOTOR VEHICLE DEALERS ACT

O. Reg. 693/91.
General.
Made—November 7th, 1991.
Filed—November 13th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 665 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MOTOR VEHICLE DEALERS ACT**

1. Section 2 of Regulation 665 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 272/86 and amended by section 1 of Ontario Regulation 718/88 and section 1 of Ontario Regulation 20/91, is revoked and the following substituted:

- 2. Fees payable to the Registrar are as follows:
 - 1. Upon application for registration as a motor vehicle dealer or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992. \$225.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 275.00
 - 2. For each branch office of a motor vehicle dealer:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 225.00

- ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 \$250.00
- iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 275.00
- 3. Upon application for registration as a salesman or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 125.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 150.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 175.00

O. Reg. 693/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

REAL ESTATE AND BUSINESS BROKERS ACT

O. Reg. 694/91.
General.
Made—November 7th, 1991.
Filed—November 13th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 891 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
REAL ESTATE AND BUSINESS BROKERS ACT**

1.—(1) Paragraphs 1 and 2 of section 11 of Regulation 891 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 274/86, are revoked and the following substituted:

- 1. Upon application for registration as a broker or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992. \$225
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 275
- 2. For each branch office of a broker:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 225
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 250
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 275

(2) Paragraph 3 of section 11 of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 19/91, is revoked and the following substituted:

- 3. Upon application for registration as a salesman or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 \$125
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 150
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 175

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

TRAVEL INDUSTRY ACT

O. Reg. 695/91. General. Made—November 7th, 1991. Filed—November 13th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 938 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE TRAVEL INDUSTRY ACT

1. Section 4 of Regulation 938 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 275/86, is revoked and the following substituted:

- 4. Fees payable to the Registrar are as follows:
 - 1. Upon application for registration as a travel wholesaler or travel agent or renewal of the registration:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992. \$325.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 350.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 375.00
 - 2. For each branch office of a travel wholesaler or travel agent:
 - i. beginning on the 1st day of January, 1992 to and including the 31st day of December, 1992 325.00
 - ii. beginning on the 1st day of January, 1993 to and including the 31st day of December, 1993 350.00
 - iii. beginning on the 1st day of January, 1994 ... 375.00

O. Reg. 695/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

48/91

THEATRES ACT

O. Reg. 696/91. General. Made—November 7th, 1991. Filed—November 13th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 487/88 MADE UNDER THE THEATRES ACT

1. Section 38 of Ontario Regulation 487/88 is revoked and the following substituted:

38. Subject to section 39, the following fees are payable under the Act:

- 1. For a Class A or Class B theatre licence or renewal thereof,
 - i. in municipalities having a population under 10,000 persons according to the last census conducted under section 14 of the Assessment Act, for each seat in the theatre \$.30
 - ii. in municipalities having a population of 10,000 and over, but under 50,000 persons according to the last census conducted under section 14 of the Assessment Act, for each seat in the theatre60
 - iii. in municipalities having a population of 50,000 and over, but under 100,000 persons according to the last census conducted under section 14 of the Assessment Act, for each seat in the theatre90
 - iv. in municipalities having a population of 100,000 persons or over according to the last census conducted under section 14 of the Assessment Act, for each seat in the theatre 1.20
- 2. For a Class C theatre licence or renewal thereof, for each vehicle space 1.20
- 3. For a licence or a renewal thereof to carry on the business of,
 - i. a film exchange – distributor that distributes standard film 550.00
 - ii. a film exchange – distributor other than one that distributes standard film 550.00
 - iii. a film exchange – retailer 100.00
- 4. For the transfer of a film exchange – retail licence 100.00
- 5. For the transfer of a film exchange – distributor licence 550.00
- 6. For a licence or renewal thereof as an apprentice projectionist 20.00

- 7. For a licence issued for the first time as a first-class projectionist or a second-class projectionist \$20.00 per year or part thereof that the licence will be in force
- 8. For the renewal of a licence as a first-class projectionist or a second-class projectionist 60.00
- 9. For each examination and test for any class of projection licence 20.00
- 10. For a licence to operate projection equipment under subsection 53 (1) of the Act 35.00 for each projector
- 11. For a licence to exhibit standard film under subsection 54 (1) of the Act No Fee
- 12. For screening film wholly produced in Canada No Fee
- 13. Subject to item 14, for screening film other than film wholly produced in Canada for unlimited exhibition or distribution, or for limited exhibition in one theatre for three consecutive days or less 4.00 per minute of screening
- 14. For screening film, other than film wholly produced in Canada, where the dialogue is spoken in a language other than English or French 75.00 per film
- 15. For the issue of additional certificates of approval for copies of a film approved for exhibition, other than a film wholly produced in Canada 25.00 per certificate
- 16. For the issue of additional certificates of approval for copies of a film wholly produced in Canada approved for exhibition No Fee
- 17. For issuing a permit for the limited exhibition of a film, other than a film wholly produced in Canada, based on documentation submitted 60.00
- 18. For issuing a permit for the limited exhibition of a film wholly produced in Canada based on documentation submitted No Fee
- 19. For the issue of a certificate of approval for distribution of a film wholly produced in Canada No Fee
- 20. For the issue of a certificate of approval for the distribution of a film, other than a film wholly produced in Canada, that has previously been approved by the Board for exhibition 25.00
- 21. For the issue of a certificate of approval for the distribution of a film, other than a film wholly produced in Canada, based on documentation submitted 60.00
- 22. For screening film other than film wholly produced in Canada to be used only for

- advertising purposes in connection with the exhibition or distribution of a film .. \$ 7.00
- 23. For issuing certificates of approval for additional copies of film referred to in item 21 7.00 per certificate
- 24. For reviewing advertising matter to be used in connection with any film or the exhibition thereof 20.00
- 25. For screening or issuing a certificate of approval for a film produced and distributed by a non-profit religious organization No Fee
- 26. For screening or issuing a permit for the exhibition of a film at a film festival or public art gallery No Fee
- 27. For screening or issuing a permit for the distribution of a film by a public art gallery No Fee

O. Reg. 696/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of December, 1991.

48/91

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 697/91.

Exemption—The Corporation of the Town of Keewatin—KEEW-T-1.

Made—November 7th, 1991.

Approved—November 7th, 1991.

Filed—November 14th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION—THE CORPORATION OF THE TOWN OF KEEWATIN—KEEW-T-1

Having received a request from The Corporation of the Town of Keewatin (the "proponent") that an undertaking, namely:

The interim expansion, operation and closure of the existing Keewatin Landfill located on the land described as mining location McA-156, between Highway 596 and the Winnipeg River within the town limits for the disposal of the domestic, non-hazardous, solid, commercial and industrial waste of the Town of Keewatin for a period of up to five years,

be exempt from the application of the *Environmental Assessment Act* pursuant to section 29; and

Having been advised by the proponent that if the undertaking to expand the Keewatin Landfill is subject to the application of the Act, the following adverse impacts with the persons or property in the Keewatin Area indicated will occur:

- A. The proponent and its residents will be without a municipal solid waste disposal facility as of October 31, 1991 for up to five years until new waste disposal facilities will be available as a result of the Tri-Municipal long-term waste management master plan.

- B. The Town will be subject to delay if Keewatin is required to prepare an environmental assessment for the undertaking.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The interim expansion of the area approved for landfilling at the existing Keewatin Landfill site is a measure for which there are no reasonable alternatives which can be implemented before October 31, 1991. Steps were and are being taken to reduce dependence on disposal through landfilling by implementing recycling and composting in 1991.
- B. The potential effects of expanding the landfill for an interim period of up to five years are considered minor.
- C. Alternatives have been investigated.
- D. An application to amend Provisional Certificate of Approval No. A600201 has been made for an interim period of up to five years. A mandatory public hearing under Part V of the *Environmental Protection Act* for the approval of continued or expanded operations will be held.
- E. The towns of Keewatin, Kenora and Jaffray-Melick are participating in a long-term waste management master planning process. The waste management master plan will be completed and implemented in accordance with the *Environmental Assessment Act*.

This exemption order is subject to the following terms and conditions:

1. Where any activity which otherwise would be exempt under this order is being carried out as or is part of an undertaking for which an environmental assessment has been accepted and approval to proceed received, the activity shall be carried out in accordance with any terms or conditions in the approval to proceed as well as the conditions of this order.
2. An application for an approval under Part V of the *Environmental Protection Act* for the continued operation of the site must be submitted along with: a hydrogeologic study; a design and operations report for the interim period which will include but

not be limited to a monitoring program, trigger analysis causing implementation of the contingency plans, contingency plans, closure and post closure plans.

3. The Town of Keewatin shall proceed expeditiously to complete a long-term waste management program in accordance with the *Environmental Assessment Act* within the interim period of time specified in Condition 6 (i).
4. The proponent shall file an annual report outlining the municipality's progress in developing and implementing the long-term waste management strategy. This report will be submitted to the Director, Environmental Assessment Branch, Ministry of the Environment for filing with the Public Record kept under section 31 of the Act by the Branch. Copies of the report shall be given to the Director, Approvals Branch, and Regional Director of North West Region.
5. The Town notify in writing the Director, Environmental Assessment Branch, Ministry of the Environment, no later than one month after the date of publication of this exemption order of how the Town will comply with Conditions 2 through 4.
6. No waste shall be deposited at this site pursuant to this order,
 - (a) other than as provided for in the decision of the Environmental Assessment Board made pursuant to the hearing referred to in reason D;
 - (b) after the date that a new facility, resulting from the waste management master plan, approved under the *Environmental Assessment Act*, is open to receive waste; and
 - (c) more than five years after the issuance of a Provisional Certificate of Approval or a Certificate of Approval under Part V of the *Environmental Protection Act* pursuant to this order,

unless an application for an approval under the *Environmental Assessment Act* for an undertaking under the Tri-Municipal (Kenora, Keewatin and Jaffray-Melick) Waste Management Master Plan which includes a waste disposal site has been submitted to the Minister under the Act, in which case, no waste shall be disposed of by the municipality pursuant to this order more than one year after a decision is made under the Act to approve or not approve the undertaking. O. Reg. 697/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

48/91

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

O. Reg. 698/91.

Forms.

Made—November 13th, 1991.

Filed—November 15th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 473/91 MADE UNDER THE MUNICIPAL ELECTIONS ACT

1. Form 33 of Ontario Regulation 473/91 is revoked and the following substituted:

LOI SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Règl. de l'Ont. 698/91

Formules

pris—le 13 novembre 1991

déposé—le 15 novembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 473/91 PRIS EN APPLICATION DE LA LOI SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

1 La formule 33 du Règlement de l'Ontario 473/91 est abrogée et remplacée par ce qui suit :

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—12—07

ERRATUM

In issue number 42 of *The Ontario Gazette* dated Saturday, October 19th, 1991, page 1561 (bottom folio) should have been numbered page 1563 and subsequent pages numbered accordingly.

49/91

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

O. Reg. 699/91.
General.
Made—January 21st, 1991.
Filed—November 18th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 580/84 MADE UNDER THE

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

1. Subsection 1 (2) of Ontario Regulation 580/84 is amended by adding the following paragraphs:

45. All those portions of the Township of Dover (excluding lands that are now in the City of Chatham), the Township of Tilbury East, the Township of Raleigh and the Town of Wallaceburg lying northwest of the southeasterly limit of the Thames River and southwest of the southwesterly widened limit of the road allowance between the townships of Dover and Chatham.

46. All that portion of the City of Chatham, formerly in the Township of Dover, described as follows:

Commencing at the intersection of the southwesterly widened limit of Bear Line Road with the northwesterly limit of the City of Chatham;

Thence southeasterly along the said southwesterly limit of Bear Line Road to the southwesterly production of the southeasterly limit of McNaughton Avenue;

Thence northeasterly to and along the said southeasterly limit of McNaughton Avenue to the southwesterly limit of Baldoon Road;

Thence northwesterly along the said southwesterly limit of Baldoon Road to the southwesterly production of the southeasterly limit of Oxley Drive;

Thence northeasterly to and along the said southeasterly limit of Oxley Drive to the southwesterly limit of St. Clair Street as widened;

Thence northwesterly along the said southwesterly limit of St. Clair Street to and along the southwesterly widened limit of Highway 40 to its intersection with the said northwesterly limit of the City of Chatham;

Thence southwesterly along the various courses forming the northwesterly limit of the City of Chatham to the point of commencement.

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

O. Reg. 700/91.
Regional Municipality of York, Town of Markham.
Made—November 13th, 1991.
Filed—November 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 473/73 MADE UNDER THE

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

1. Ontario Regulation 473/73 is amended by striking out "single-family" wherever it occurs and substituting "single" in each case.

2.—(1) Clause 1 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(c) "dwelling" means one or more habitable rooms designed for use by and occupied by not more than one household and in which separate kitchen and sanitary facilities are provided for the exclusive use of the household, with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

(2) Clause 1 (d) of the Regulation is revoked.

(3) Clause 1 (h) of the Regulation is amended by striking out "family" in the fifth line and substituting "household".

(4) Subclause 1 (h) (iii) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(iii) there are no persons employed in the dwelling except,

(A) the members of the household residing in the dwelling, or

(B) in the case of a dentist, physician or veterinarian, a staff of one person;

(5) Section 1 of the Regulation is amended by adding the following clause:

(ha) "household" means one or more persons living as a single housekeeping unit in one dwelling;

DIANA LINN JARDINE

*Director
Plans Administration Branch
Central and Southwest
Ministry of Municipal Affairs*

Dated at Toronto, this 13th day of November, 1991.

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 701/91.

Restricted Areas—Regional Municipality of Durham,
Township of Uxbridge (formerly the Township of Scott
in the County of Ontario).
Made—November 13th, 1991.
Filed—November 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 634/77
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 634/77 is amended by striking out “single-family” wherever it occurs and substituting “single” in each case.

2.—(1) Clause 1 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (c) “dwelling unit” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate housekeeping establishment, with separate kitchen and sanitary facilities for the exclusive use of the occupants and with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

(2) Clause 1 (h) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (h) “single dwelling” means a separate building containing only one dwelling unit;

3. Section 12 of the Regulation is revoked and the following substituted:

12.—(1) Nothing in this Order prevents the carrying on of a home occupation in a single dwelling where the use of the single dwelling is permitted by this Order, provided that,

- (a) there is no external display or advertising other than a sign having a total display area not exceeding two square feet;
- (b) there is no external storage of goods or materials, and not more than 25 per cent of the total floor area is used for the home occupation use; and
- (c) there are no persons employed in the dwelling except,
- (i) the occupants of the dwelling, or
- (ii) in the case of a dentist, physician or veterinarian, a staff of one person.

(2) For the purposes of this section, “home occupation” means any occupation for gain or support conducted entirely within a dwelling by one or more occupants of the dwelling. O. Reg. 701/91, s. 3.

DIANA LINN JARDINE
Director
Plans Administration Branch
Central and Southwest
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 13th day of November, 1991.

49/91

PLANNING ACT, 1983

O. Reg. 702/91.

Restricted Areas—Regional Municipality of Durham,
Town of Pickering.
Made—November 13th, 1991.
Filed—November 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 19/74
MADE UNDER THE
PLANNING ACT, 1983

1. Ontario Regulation 19/74 is amended by striking out “single-family” wherever it occurs and substituting “single” in each case.

2.—(1) Clause 1 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (c) “dwelling” means one or more habitable rooms occupied or capable of being occupied as an independent and separate housekeeping establishment, with separate kitchen and sanitary facilities for the exclusive use of the occupants and with a private entrance from outside the building or from a common hallway or stairway inside the building;

(2) Clause 1 (d) of the Regulation is revoked.

(3) Clauses 1 (h) and (l) of the Regulation are revoked and the following substituted:

- (h) “home occupation” means any occupation for gain or support conducted entirely within a single dwelling or detached dwelling by one or more occupants of the dwelling, provided that,

- (i) there is no external display or advertising other than a sign having a total display area not exceeding two square feet,
- (ii) there is no external storage of goods or materials, and not more than 25 per cent of the total floor area is used for the home occupation use, and
- (iii) there are no persons employed in the dwelling except,
- (A) the occupants of the dwelling, or
- (B) in the case of a dentist, physician or veterinarian, a staff of one person;

- (l) “single dwelling” means a separate building containing only one dwelling;

DIANA LINN JARDINE
Director
Plans Administration Branch
Central and Southwest
Ministry of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 13th day of November, 1991.

49/91

COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

O. Reg. 703/91.

Toronto Civil Case Management Rules.
Made—October 30th, 1991.
Approved—November 20th, 1991.
Filed—November 21st, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

TORONTO CIVIL CASE MANAGEMENT RULES

RULE 1 – APPLICATION AND INTERPRETATION OF RULES

CIVIL CASE MANAGEMENT RULES

Scope

1.01 (1) These rules apply to actions that are commenced in the Ontario Court (General Division) at Toronto on or after the 2nd day of December, 1991 and are randomly assigned to case management.

Exception

(2) These rules do not apply to actions under the *Construction Lien Act, 1983* or to actions to which the Toronto Family Case Management Rules apply.

Rules of Civil Procedure

(3) The Rules of Civil Procedure also apply to actions to which these rules apply, but these rules prevail in the event of conflict.

Time

(4) A time prescribed in these rules or the Rules of Civil Procedure may be extended only by order of the case management judge.

Format of documents

(5) The forms prescribed in these rules and notices, certificates and orders referred to in these rules may be single spaced, may bear the short title of the action and need not have a backsheet.

Registrar's notices

(6) Notices sent by the registrar under these rules may be printed on coloured paper. O. Reg. 703/91, r. 1.01.

PURPOSE

1.02 The purpose of these rules is to establish a case management system that reduces unnecessary cost and delay in civil litigation, facilitates early and fair settlements and brings actions expeditiously to a just determination while allowing sufficient time for the conduct of the action. O. Reg. 703/91, r. 1.02.

DEFINITIONS

1.03 In these rules,

“case management judge” means the judge assigned to manage an action under subrule 2.02 (1) or 3.01 (2) or clause 3.01 (6) (d); (“juge responsable de la gestion de la cause”)

LOI DE 1984 SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

Règl. de l'Ont. 703/91

Règles de gestion des causes civiles de Toronto
pris—le 30 octobre 1991
approuvé—le 20 novembre 1991
déposé—le 21 novembre 1991

RÈGLEMENT PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1984 SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

RÈGLES DE GESTION DES CAUSES CIVILES DE TORONTO

RÈGLE 1 – CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION
DES RÈGLES

RÈGLES DE GESTION DES CAUSES CIVILES

Champ d'application

1.01 (1) Les présentes règles s'appliquent aux actions qui sont introduites devant la Cour de l'Ontario (Division générale) à Toronto à compter du 2 décembre 1991 et qui sont affectées au système de gestion des causes.

Exception

(2) Les présentes règles ne s'appliquent pas aux actions intentées en vertu de la *Loi de 1983 sur le privilège dans l'industrie de la construction*, ni aux actions auxquelles s'appliquent les Règles de gestion des causes en droit de la famille de Toronto.

Règles de procédure civile

(3) Les Règles de procédure civile s'appliquent également aux actions auxquelles s'appliquent les présentes règles. Toutefois, ces dernières l'emportent en cas d'incompatibilité.

Délais

(4) Les délais prescrits par les présentes règles ou par les Règles de procédure civile ne peuvent être prorogés que sur ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause.

Présentation des documents

(5) Les formules prescrites par les présentes règles, ainsi que les avis, certificats et ordonnances visés aux présentes règles, peuvent être à simple interligne et porter l'intitulé abrégé de l'action. Il n'est pas nécessaire qu'ils comportent de feuille arrière.

Avis du greffier

(6) Les avis qu'envoie le greffier aux termes des présentes règles peuvent être imprimés sur du papier de couleur. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 1.01.

OBJET

1.02 Les présentes règles ont pour objet de mettre sur pied un système de gestion des causes qui réduise les frais et les retards inutiles dans les affaires civiles, qui favorise les transactions rapides et équitables et qui assure d'une façon expéditive la résolution équitable des actions tout en allouant suffisamment de temps pour leur déroulement. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 1.02.

DÉFINITIONS

1.03 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

« juge responsable de la gestion de la cause » Le juge qui est affecté à la gestion d'une action aux termes du paragraphe 2.02 (1) ou 3.01 (2), ou de l'alinéa 3.01 (6) d. (« case management judge »)

“track” means the system of case management provided for an action by rule 4.01 (fast track), 4.02 (standard track) or 4.03 (complex track). (“voie”) O. Reg. 703/91, r. 1.03.

MATTERS NOT PROVIDED FOR

1.04 If matters are not provided for in these rules, the practice shall be determined by analogy to them. O. Reg. 703/91, r. 1.04.

RULE 2 – GENERAL PROCEDURE FOR ALL TRACKS

COMMENCEMENT OF ACTION

Application of rule

2.01 (1) Despite subrule 1.01 (1), subrules (2) to (4) apply to every action commenced in the Ontario Court (General Division) at Toronto on or after the 2nd day of December, 1991, regardless of whether the action is assigned to case management.

Case information statement

(2) On filing a statement of claim or notice of action, the plaintiff shall file in duplicate a case information statement (Form 1) choosing the fast track, the standard track or the complex track for the action.

Choice of track

(3) In choosing a track, the plaintiff shall have regard to all relevant considerations, including,

- (a) the complexity of the issues of fact or law;
- (b) the likely expense to the parties;
- (c) the importance to the public of the issues of fact or law;
- (d) the number of parties or prospective parties;
- (e) the amount of intervention by the case management judge that the action is likely to require; and
- (f) the time required for proper discovery and preparation for trial.

Case information statement mandatory

(4) The registrar shall not accept a statement of claim or notice of action without the case information statement. O. Reg. 703/91, r. 2.01.

ASSIGNMENT OF ACTIONS TO CASE MANAGEMENT

Randomly assigned

2.02 (1) The registrar, under the supervision of the regional senior judge for the Toronto region, shall randomly assign actions to case management and a case management judge shall immediately be assigned to every action assigned to case management.

Special file number on all documents

(2) The originating process and all documents subsequently issued, served or filed in the action shall bear the designation “CM” after the court file number.

« voie » Processus de gestion des causes que prévoit la règle 4.01 (voie accélérée), la règle 4.02 (voie ordinaire) ou la règle 4.03 (voie des causes complexes) à l'égard des actions. (« track ») Règl. de l'Ont. 703/91, règle 1.03.

SILENCE DES RÈGLES

1.04 En cas de silence des présentes règles, la pratique applicable est déterminée par analogie avec celles-ci. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 1.04.

RÈGLE 2 – PROCÉDURE GÉNÉRALE APPLICABLE À TOUTES LES VOIES

INTRODUCTION DE L'ACTION

Champ d'application de la règle

2.01 (1) Malgré le paragraphe 1.01 (1), les paragraphes (2) à (4) s'appliquent à chaque action qui est introduite devant la Cour de l'Ontario (Division générale) à Toronto à compter du 2 décembre 1991, que l'action soit affectée au système de gestion des causes ou non.

Exposé informatif de cause

(2) Avec sa déclaration ou son avis d'action, le demandeur dépose, en double exemplaire, un exposé informatif de cause (formule 1) sur lequel il indique qu'il veut engager son action, dans la voie accélérée, la voie ordinaire ou la voie des causes complexes.

Choix d'une voie

(3) Lorsqu'il choisit une voie, le demandeur tient compte de toutes les considérations pertinentes, notamment :

- a) du degré de complexité des questions de fait ou de droit qui sont en litige;
- b) des frais que les parties auront vraisemblablement à supporter;
- c) de l'importance que les questions de fait ou de droit revêtent pour le public;
- d) du nombre des parties ou des parties éventuelles;
- e) de la mesure dans laquelle le juge responsable de la gestion de la cause sera vraisemblablement appelé à intervenir dans l'action;
- f) du délai requis pour une enquête préalable et une préparation au procès adéquates.

Exposé informatif de cause obligatoire

(4) Le greffier n'autorise pas le dépôt d'une déclaration ou d'un avis d'action sans l'exposé informatif de cause. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.01.

AFFECTATION DES ACTIONS AU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES

Affectation au hasard

2.02 (1) Le greffier, sous la surveillance du juge principal régional pour la région de Toronto, affecte au hasard des actions au système de gestion des causes et un juge responsable de la gestion de la cause est affecté sur-le-champ à chaque action affectée au système de gestion des causes.

Inscription d'un numéro de dossier spécial sur tous les documents

(2) L'acte introductif d'instance, ainsi que tous les documents délivrés, signifiés ou déposés par la suite dans le cadre de l'action, portent un numéro de dossier de la cour suivi du code « CM ».

Registrar to attach warning

(3) The registrar shall attach a warning (Form 2) printed on coloured paper to the statement of claim or notice of action when it is issued and shall give the plaintiff a copy of the warning for service on each defendant.

Track chosen by plaintiff

(4) The action shall proceed on the track chosen by the plaintiff unless the case management judge orders otherwise. O. Reg. 703/91, r. 2.02.

CHANGE OF TRACK

2.03 (1) The case management judge may order that an action be transferred from one track to another.

(2) A party who seeks an order under subrule (1) shall move for the order,

- (a) in an action on the fast track,
 - (i) within forty days after service on the party of the originating process, counterclaim or crossclaim, or
 - (ii) within ten days after service on the party of the defence; and
- (b) in an action on the standard or complex track, forthwith after it becomes apparent that there are grounds for the order.

(3) On a motion under subrule (2), the case management judge shall have regard to the matters set out in subrule 2.01 (3) (choice of track). O. Reg. 703/91, r. 2.03.

TIMETABLE**Prepared by registrar**

2.04 (1) On the commencement of an action by statement of claim or notice of action, the registrar shall give the plaintiff a timetable that identifies the case management judge and sets out the times prescribed by these rules for the relevant track.

Given to client

(2) The plaintiff's solicitor shall give a copy of the timetable forthwith to his or her client.

Service

(3) The case information statement, timetable, warning and statement of claim in the action shall be served together. O. Reg. 703/91, r. 2.04.

FAILURE TO COMPLY WITH TIMETABLE**Powers of case management judge**

2.05 (1) Where a party fails to comply with a timetable, the case management judge may,

- (a) convene a case conference;
- (b) amend the timetable and order the party to comply with the amended timetable;
- (c) strike out any document filed by the party;
- (d) dismiss the party's action or strike out the party's defence;

Avertissement joint par le greffier

(3) Le greffier joint à la déclaration ou à l'avis d'action, au moment de leur délivrance, un avertissement (formule 2) imprimé sur du papier de couleur dont il donne une copie au demandeur aux fins de signification à chaque défendeur.

Voie choisie par le demandeur

(4) Sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause, l'action est engagée dans la voie choisie par le demandeur. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.02.

CHANGEMENT DE VOIE

2.03 (1) Le juge responsable de la gestion de la cause peut ordonner le transfert de l'action d'une voie à une autre.

(2) La partie qui veut obtenir l'ordonnance prévue au paragraphe (1) présente une motion à cet effet :

- a) s'il s'agit d'une action placée dans la voie accélérée :
 - (i) soit dans les quarante jours après que lui a été signifié l'acte introductif d'instance, la demande reconventionnelle ou la demande entre défendeurs,
 - (ii) soit dans les dix jours après que lui a été signifiée la défense;
- b) s'il s'agit d'une action placée dans la voie ordinaire ou dans la voie des causes complexes, dès qu'il ressort que l'ordonnance est motivée.

(3) Le juge responsable de la gestion de la cause qui est saisi d'une motion présentée aux termes du paragraphe (2) tient compte des considérations énumérées au paragraphe 2.01 (3) (choix d'une voie). Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.03.

CALENDRIER**Établissement du calendrier par le greffier**

2.04 (1) Dès qu'une action est introduite par une déclaration ou un avis d'action, le greffier donne au demandeur un calendrier indiquant le nom du juge responsable de la gestion de la cause et fixant les délais prescrits par les présentes règles pour la voie pertinente.

Copie donnée au client

(2) Le procureur du demandeur donne sans délai une copie du calendrier à son client.

Signification

(3) L'exposé informatif de cause, le calendrier, l'avertissement et la déclaration relatifs à l'action sont signifiés ensemble. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.04.

NON-RESPECT DU CALENDRIER**Pouvoirs du juge responsable de la gestion de la cause**

2.05 (1) Si une partie ne respecte pas le calendrier, le juge responsable de la gestion de la cause peut :

- a) convoquer une conférence relative à la cause;
- b) modifier le calendrier et ordonner à la partie de respecter le nouveau calendrier;
- c) radier tout document déposé par la partie;
- d) rejeter l'action introduite par la partie ou radier sa défense;

- (e) order the party or the party's solicitor to pay costs, including solicitor and client costs fixed and payable forthwith; and
- (f) make any other order that is just.

Late filings generally not accepted

(2) The registrar shall not accept a document for filing after the expiry of a time prescribed by these rules, the Rules of Civil Procedure or an order, except by direction of the case management judge.

Late filing of proof of service

(3) Despite subrule (2), proof of service of an originating process, counterclaim or crossclaim may be filed at any time before entry of an order under clause 2.06 (b) dismissing the action, except that where the time for filing proof of service has been extended by order, proof of service may be filed after the time prescribed in the order only by direction of the case management judge. O. Reg. 703/91, r. 2.05.

DISMISSAL BY REGISTRAR – NO PROOF OF SERVICE OF ORIGINATING PROCESS

2.06 If the plaintiff does not file proof of service of the originating process, counterclaim or crossclaim and the defendant does not file a defence, within eighty days after commencement of the action or any longer time permitted by the case management judge's order, the registrar shall,

- (a) notify the plaintiff that, ten days after service of the notice on the plaintiff, the action will be dismissed by the registrar unless the case management judge orders otherwise; and
- (b) make an order dismissing the action after the expiry of the time referred to in clause (a), unless the case management judge orders otherwise, and serve the order on the plaintiff. O. Reg. 703/91, r. 2.06.

DEFAULT JUDGMENT PROCEDURE

Registrar to note default automatically

2.07 (1) Where proof of service of an originating process, counterclaim or crossclaim is filed and a defendant fails to file a defence within the time for defence prescribed in these rules or any longer time permitted by the case management judge's order, the registrar shall, ten days after the expiry of the time for defence, automatically and without further notice to the defendant, note the defendant in default and serve notice on the plaintiff that the defendant has been noted in default.

Plaintiff may note default

(2) Subrule (1) does not prevent the plaintiff from noting a defendant in default if the defendant does not serve and file a defence within the time for defence prescribed in these rules.

More than one defendant

(3) Where there is more than one defendant, the ten days referred to in subrule (1) run from the expiry of the latest time for defence by any of the defendants. O. Reg. 703/91, r. 2.07.

- e) ordonner à la partie ou à son procureur d'acquitter les dépens, y compris les dépens procureur-client qui sont fixés et exigibles sans délai;
- f) rendre toute autre ordonnance juste.

Refus en général des documents déposés tardivement

(2) Le greffier n'autorise pas le dépôt de documents après expiration du délai prescrit par les présentes règles, par les Règles de procédure civile ou par une ordonnance, sauf directive contraire du juge responsable de la gestion de la cause.

Dépôt tardif d'une preuve de la signification

(3) Malgré le paragraphe (2), une preuve de la signification d'un acte introductif d'instance, d'une demande reconventionnelle ou d'une demande entre défendeurs peut être déposée en tout temps avant l'inscription de l'ordonnance de rejet de l'action prévue à l'alinéa 2.06 b). Toutefois, si le délai prévu pour déposer une preuve de la signification a été prorogé par voie d'ordonnance, une preuve de la signification ne peut être déposée passé le délai prescrit dans l'ordonnance que si le juge responsable de la gestion de la cause en donne la directive. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.05.

REJET DE L'ACTION PAR LE GREFFIER EN L'ABSENCE D'UNE PREUVE DE LA SIGNIFICATION DE L'ACTE INTRODUCTIF D'INSTANCE

2.06 Si le demandeur ne dépose pas de preuve de la signification de l'acte introductif d'instance, de la demande reconventionnelle ou de la demande entre défendeurs et que le défendeur ne dépose pas de défense, dans les quatre-vingts jours suivant l'introduction de l'action ou dans tout délai plus long accordé par l'ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause, le greffier :

- a) d'une part, avise le demandeur qu'il rejettera l'action dix jours après que l'avis à cet effet lui est signifié, sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause;
- b) d'autre part, rend une ordonnance de rejet de l'action après expiration du délai visé à l'alinéa a), sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause, et la signifie au demandeur. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.06.

PROCÉDURE RELATIVE AU JUGEMENT PAR DÉFAUT

Constatation d'office du défaut par le greffier

2.07 (1) S'il est déposé une preuve de la signification d'un acte introductif d'instance, d'une demande reconventionnelle ou d'une demande entre défendeurs et qu'un défendeur omet de déposer sa défense dans le délai prescrit à cette fin par les présentes règles ou dans tout délai plus long accordé par l'ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause, le greffier, dix jours après l'expiration du délai aux fins de la défense, constate d'office le défaut du défendeur sans lui adresser d'autre avis, et signifie au demandeur un avis constatant le défaut du défendeur.

Possibilité pour le demandeur de constater le défaut

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le demandeur de constater le défaut du défendeur si ce dernier ne signifie ni ne dépose de défense dans le délai prescrit à cette fin par les présentes règles.

Pluralité des défendeurs

(3) S'il y a plus d'un défendeur, le délai de dix jours visé au paragraphe (1) court à compter de l'expiration de celui des délais impartis aux défendeurs aux fins de la défense qui est postérieur aux autres. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.07.

DISMISSAL BY REGISTRAR – FAILURE TO OBTAIN JUDGMENT

2.08 Where the plaintiff does not obtain default judgment from the registrar, move for judgment against the defendant in default or request a hearing within thirty days after service of the notice that a defendant has been noted in default, the registrar shall, unless the case management judge orders otherwise, make an order dismissing the action against that defendant and serve the order on the plaintiff. O. Reg. 703/91, r. 2.08.

ASSIGNMENT OF RELATED ACTIONS TO CASE MANAGEMENT*Counterclaim, crossclaim, third or subsequent party claim*

2.09 (1) A counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim becomes subject to these rules only if the main action has been assigned to case management.

Consolidation or hearing together

(2) Where the court orders, under subrule 6.01 (1) of the Rules of Civil Procedure, that an action to which these rules apply,

- (a) be consolidated with another action, these rules apply to the consolidated action; or
- (b) be heard at the same time as or immediately before or after another action, the case management judge may order that these rules apply to the other action.

Service of case management documents

(3) Where an action becomes subject to these rules under subrule (1) or (2), the plaintiff in the action originally subject to these rules shall serve forthwith, on every party to the other action who is not also a party to the original action, the case information statement, timetable and warning. O. Reg. 703/91, r. 2.09.

RULE 3 – CASE MANAGEMENT JUDGE AND CASE CONFERENCE**CASE MANAGEMENT JUDGE***Duties*

3.01 (1) The case management judge shall deal with all matters that arise in the action before the trial, including all motions, case conferences and pre-trial conferences.

Substitution

(2) A substitute case management judge may be assigned to an action at any time.

Informal motion procedure

(3) A motion may be made to the case management judge, depending on the practical requirements of the situation,

- (a) with or without supporting material or a motion record;
- (b) by attendance, conference call, telephone call or telephone transmission, or in writing; and
- (c) in the absence of the public, if the case management judge is of the opinion that it is impractical to have the motion heard in public.

REJET PAR LE GREFFIER EN CAS DE DÉFAUT DE L'OBTENTION D'UN JUGEMENT

2.08 Si le demandeur n'obtient pas de jugement par défaut du greffier, ne présente pas de motion en vue d'obtenir un tel jugement contre le défendeur dont le défaut a été constaté ou ne demande pas d'audience dans les trente jours suivant la signification de l'avis constatant le défaut du défendeur, le greffier, sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause, rend une ordonnance de rejet de l'action contre ce défendeur et la signifie au demandeur. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.08.

AFFECTATION D' ACTIONS CONNEXES AU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES*Demande reconventionnelle, demande entre défendeurs, mise en cause ou mise en cause subséquente*

2.09 (1) La demande reconventionnelle, la demande entre défendeurs, la mise en cause ou la mise en cause subséquente ne devient assujettie aux présentes règles que si l'action principale a été affectée au système de gestion des causes.

Réunion ou instruction simultanée d'actions

(2) Si, en vertu du paragraphe 6.01 (1) des Règles de procédure civile, le tribunal ordonne qu'une action à laquelle s'appliquent les présentes règles :

- a) soit réunie à une autre action, les présentes règles s'appliquent à l'action issue de la réunion;
- b) soit instruite en même temps qu'une autre action ou immédiatement avant ou après celle-ci, le juge responsable de la gestion de la cause peut ordonner l'application des présentes règles à l'autre action.

Signification des documents relatifs à la gestion de la cause

(3) Si une action devient assujettie aux présentes règles aux termes du paragraphe (1) ou (2), le demandeur dans l'action qui est dès le début assujettie aux présentes règles signifie sans délai, à chacune des parties à l'autre action qui n'est pas également partie à l'action initiale, l'exposé informatif de cause, le calendrier et l'avertissement. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 2.09.

RÈGLE 3 – JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE ET CONFÉRENCE RELATIVE À LA CAUSE**JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE***Fonctions*

3.01 (1) Le juge responsable de la gestion de la cause connaît de toutes les questions qui sont soulevées dans le cadre de l'action avant le procès, y compris les motions, les conférences relatives à la cause et les conférences préparatoires au procès.

Substitution

(2) Un juge responsable de la gestion de la cause peut, en tout temps, être affecté à l'action à titre de suppléant.

Procédure informelle relative aux motions

(3) Une motion peut être présentée au juge responsable de la gestion de la cause, suivant les besoins pratiques de la situation :

- a) avec ou sans documents à l'appui ou dossier de motion;
- b) en personne, par conférence téléphonique, par appel téléphonique, par transmission téléphonique ou par écrit;
- c) à huis clos, si le juge responsable de la gestion de la cause est d'avis qu'il est peu pratique de procéder à l'audition de la motion en public.

Motion without material

(4) Where a motion is made without supporting material or a motion record,

- (a) a case management motion form (Form 3) signed by the moving party's solicitor shall be submitted to the case management judge before the motion is heard;
- (b) a case management motion form signed by the responding party's solicitor may be submitted to the case management judge before the motion is heard;
- (c) the case management judge shall record the disposition of the motion on the form;
- (d) the registrar shall send a copy of the disposition of the motion to the parties unless the case management judge directs otherwise; and
- (e) no formal order need be prepared, signed or entered unless the case management judge directs otherwise.

Powers on own initiative

(5) The case management judge may, on his or her own initiative, require a hearing, case conference or conference call to deal with any matter arising in connection with case management, including a failure to comply with these rules or the Rules of Civil Procedure.

Powers generally

- (6) The case management judge may,
 - (a) extend or abridge a time prescribed by an order, these rules or the Rules of Civil Procedure;
 - (b) transfer an action from one track to another;
 - (c) adjourn a case conference;
 - (d) delegate his or her authority to another judge;
 - (e) set aside an order made by the registrar under these rules;
 - (f) direct a reference under Rule 54 of the Rules of Civil Procedure; and
 - (g) make orders, impose terms and give directions as necessary to carry out the purpose of these rules.

Motion for leave to appeal

(7) Despite subrule (1), a motion for leave to appeal from an order of the case management judge shall be made to another judge.

Trial

(8) The case management judge may preside at the trial of the action only if the parties consent in writing. O. Reg. 703/91, r. 3.01.

CASE CONFERENCE**How convened**

3.02 (1) The case management judge may convene a case conference at any time, on his or her own initiative or at a party's request.

Motion sans documents à l'appui

(4) Lorsqu'une motion est présentée sans documents à l'appui ou sans dossier de motion :

- a) une formule de motion relative à la gestion de la cause (formule 3) signée par le procureur de l'auteur de la motion est présentée au juge responsable de la gestion de la cause avant l'audition de la motion;
- b) une formule de motion relative à la gestion de la cause signée par le procureur de la partie intimée peut être présentée au juge responsable de la gestion de la cause avant l'audition de la motion;
- c) le juge responsable de la gestion de la cause consigne sur la formule la décision rendue à l'égard de la motion;
- d) le greffier envoie aux parties une copie de la décision rendue à l'égard de la motion, sauf directive contraire du juge responsable de la gestion de la cause;
- e) il n'est pas nécessaire que soit rédigée, signée ou inscrite une ordonnance officielle, sauf directive contraire du juge responsable de la gestion de la cause.

Pouvoirs discrétionnaires

(5) Le juge responsable de la gestion de la cause peut, de son propre chef, exiger la tenue d'une audience, d'une conférence relative à la cause ou d'une conférence téléphonique pour traiter de toute question soulevée relativement à la gestion de la cause, y compris tout défaut de se conformer aux présentes règles ou aux Règles de procédure civile.

Pouvoirs de caractère général

- (6) Le juge responsable de la gestion de la cause peut :
 - a) proroger ou abrégé tout délai prescrit par une ordonnance, par les présentes règles ou par les Règles de procédure civile;
 - b) transférer toute action d'une voie à une autre;
 - c) reporter une conférence relative à la cause;
 - d) déléguer son autorité à un autre juge;
 - e) annuler toute ordonnance rendue par le greffier en vertu des présentes règles;
 - f) ordonner des renvois en vertu de la Règle 54 des Règles de procédure civile;
 - g) rendre les ordonnances, imposer les conditions et donner les directives nécessaires pour réaliser l'objet des présentes règles.

Motion en autorisation d'interjeter appel

(7) Malgré le paragraphe (1), une motion en autorisation d'interjeter appel d'une ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause est présentée à un autre juge.

Instruction

(8) Le juge responsable de la gestion de la cause ne peut présider l'instruction de l'action que si les parties y consentent par écrit. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 3.01.

CONFÉRENCE RELATIVE À LA CAUSE**Convocation**

3.02 (1) Le juge responsable de la gestion de la cause peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie, convoquer en tout temps une conférence relative à la cause.

Parties' attendance

(2) The case management judge may direct that the parties attend the conference personally.

Powers of judge

- (3) At the conference, the case management judge may,
- (a) identify the issues, and note those that are contested and those that are not contested;
 - (b) explore methods to resolve the contested issues;
 - (c) if possible, secure the parties' agreement on a specific schedule of events in the action; and
 - (d) review and, if necessary, amend the timetable for the action.

Counsel

(4) Counsel attending the conference shall have authority to deal with the matters referred to in subrule (3) and shall be fully acquainted with the facts and legal issues.

Powers of judge

(5) At the conference, the case management judge may, where appropriate,

- (a) make a procedural order;
- (b) make an order for interlocutory relief;
- (c) on consent of the parties, refer any issue for alternative dispute resolution;
- (d) convene a pre-trial conference;
- (e) convene a hearing; and
- (f) give directions. O. Reg. 703/91, r. 3.02.

RULE 4 – TRACKS**FAST TRACK****Application of rule**

4.01 (1) Subrules (2) to (20) apply to an action on the fast track.

Statement of claim and list of documents

(2) The statement of claim, the notice of action (if any), the warning printed on coloured paper, the case information statement and the timetable, together with a list of documents (Form 4) on which the plaintiff intends to rely at trial, shall be served within sixty days after the action is commenced.

Proof of service

(3) The plaintiff shall file proof of service of the statement of claim, notice of action (if any), warning, case information statement, timetable and list of documents within twenty days after service on the last defendant served.

Statement of defence and list of documents

(4) The statement of defence, together with a list of documents (Form 4) on which the defendant intends to rely at trial, shall be served

Présence des parties

(2) Le juge responsable de la gestion de la cause peut exiger des parties qu'elles assistent en personne à la conférence.

Pouvoirs du juge

(3) Lors de la conférence, le juge responsable de la gestion de la cause peut :

- a) déterminer les questions qui sont en litige et noter celles qui sont contestées et celles qui ne le sont pas;
- b) étudier des moyens de résoudre les questions contestées;
- c) obtenir, si possible, l'accord des parties sur un calendrier précis pour le déroulement de l'action;
- d) examiner et, s'il y a lieu, modifier le calendrier pour le déroulement de l'action.

Avocats

(4) Les avocats qui assistent à la conférence ont l'autorité voulue pour traiter des questions visées au paragraphe (3) et doivent connaître à fond les faits et les questions de droit.

Pouvoirs du juge

(5) Lors de la conférence, le juge responsable de la gestion de la cause peut, s'il y a lieu :

- a) rendre des ordonnances relatives à la procédure;
- b) rendre des ordonnances accordant des mesures de redressement provisoires;
- c) si les parties y consentent, soumettre toute question en litige au mode de règlement parallèle des différends;
- d) convoquer une conférence préparatoire au procès;
- e) tenir une audience;
- f) donner des directives. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 3.02.

RÈGLE 4 – VOIES**VOIE ACCÉLÉRÉE****Champ d'application de la règle**

4.01 (1) Les paragraphes (2) à (20) s'appliquent aux actions placées dans la voie accélérée.

Déclaration et liste des documents

(2) La déclaration, l'avis d'action (le cas échéant), l'avertissement imprimé sur du papier de couleur, l'exposé informatif de cause et le calendrier, ainsi que la liste des documents (formule 4) sur lesquels le demandeur entend se fonder au procès, sont signifiés dans les soixante jours qui suivent l'introduction de l'action.

Preuve de la signification

(3) Le demandeur dépose une preuve de la signification de la déclaration, de l'avis d'action (le cas échéant), de l'avertissement, de l'exposé informatif de cause, du calendrier et de la liste des documents dans les vingt jours suivant leur signification à celui des défendeurs auquel la signification a été faite en dernier.

Défense et liste des documents

(4) La défense, ainsi que la liste des documents (formule 4) sur lesquels le défendeur entend se fonder au procès, sont signifiées et

and filed with proof of service within twenty days after service of the statement of claim.

Notice of intent to defend

(5) If the defendant serves a notice of intent to defend and files it with proof of service within twenty days after service of the statement of claim, the time for serving and filing a statement of defence and list of documents under subrule (4) is extended to forty days after service of the statement of claim.

Lists of documents supplementary to discovery of documents

(6) The lists of documents referred to in subrules (2) and (4) are required in addition to the discovery of documents provided by the Rules of Civil Procedure.

Subsequent pleadings

(7) A reply, counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim automatically extends the times prescribed in these rules for the main action by the time specifically provided in the Rules of Civil Procedure for the reply or for defence and reply in the counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim, or by twenty days, whichever is longer.

Discovery

(8) Discovery shall be completed within 120 days after the action is commenced or within forty days after the close of pleadings, whichever is later.

Notice of date for completion of discovery

(9) Immediately after the close of pleadings, the registrar shall serve on the parties a notice of the date for completion of discovery.

Certificate of completion or waiver of examinations for discovery

(10) Within ten days after a party has completed all examinations for discovery that the party intends to conduct, other than those that may arise from an adverse party complying with undertakings, the party shall deliver a certificate of completion or waiver of examinations for discovery (Form 5).

Failure to deliver certificate

(11) If a party fails to deliver a certificate of completion or waiver of examinations for discovery within ten days after the time for completion of discovery referred to in subrule (8),

- (a) the registrar shall serve a notice of failure on the party and give a copy of the notice to the case management judge; and
- (b) the case management judge may, by telephone transmission or conference call or after directing counsel to attend, with or without the parties, require the party to show cause why an order should not be made dismissing the party's action, striking out the party's pleading or granting any other relief the judge considers necessary to carry out the purpose of these rules.

Pre-trial conference

(12) A pre-trial conference shall be held not later than forty days after the time for completion of discovery referred to in subrule (8).

déposées avec une preuve de leur signification dans les vingt jours suivant la signification de la déclaration.

Avis d'intention de présenter une défense

(5) Si le défendeur signifie un avis d'intention de présenter une défense et qu'il le dépose avec une preuve de sa signification dans les vingt jours suivant la signification de la déclaration, le délai prévu au paragraphe (4) pour signifier et déposer la défense et la liste des documents est porté à quarante jours après la signification de la déclaration.

Listes de documents s'ajoutant à la communication des documents

(6) Les listes des documents visées aux paragraphes (2) et (4) s'ajoutent à la communication des documents que prévoient les Règles de procédure civile.

Actes de procédure subséquents

(7) Une réponse, une demande reconventionnelle, une demande entre défendeurs, une mise en cause ou une mise en cause subséquente proroge d'office les délais prescrits par les présentes règles à l'égard de l'action principale, du délai expressément prévu par les Règles de procédure civile pour la réponse ou pour la défense et la réponse relatives à la demande reconventionnelle, à la demande entre défendeurs, à la mise en cause ou à la mise en cause subséquente, ou de vingt jours, si ce dernier délai est plus long.

Enquête préalable

(8) L'enquête préalable prend fin dans les 120 jours qui suivent l'introduction de l'action ou dans les quarante jours suivant la clôture de la procédure écrite, selon celui de ces délais qui expire le dernier.

Avis de date de clôture de l'enquête préalable

(9) Sitôt après la clôture de la procédure écrite, le greffier signifie aux parties un avis indiquant la date à laquelle doit prendre fin l'enquête préalable.

Certificat de clôture de l'enquête préalable ou de renonciation aux interrogatoires préalables

(10) Dans les dix jours après qu'une partie a terminé tous les interrogatoires préalables qu'elle se proposait d'effectuer, à l'exclusion de ceux qui peuvent résulter du fait qu'une partie opposée remplit ses engagements, la partie remet un certificat de clôture de l'enquête préalable ou de renonciation aux interrogatoires préalables (formule 5).

Non-remise du certificat

(11) Si une partie omet de remettre le certificat de clôture de l'enquête préalable ou de renonciation aux interrogatoires préalables dans les dix jours suivant la clôture de l'enquête préalable visée au paragraphe (8) :

- a) d'une part, le greffier signifie à la partie un avis de défaut dont il donne une copie au juge responsable de la gestion de la cause;
- b) d'autre part, le juge responsable de la gestion de la cause peut, par transmission ou conférence téléphoniques ou après avoir convoqué les avocats, accompagnés ou non des parties, exiger de la partie qu'elle expose les raisons pour lesquelles il ne devrait pas être rendu d'ordonnance rejetant son action, radiant son acte de procédure ou prévoyant toute autre mesure de redressement que le juge estime nécessaire pour réaliser l'objet des présentes règles.

Conférence préparatoire au procès

(12) La conférence préparatoire au procès se tient au plus tard quarante jours après la clôture de l'enquête préalable visée au paragraphe (8).

Parties' attendance at pre-trial conference

(13) The case management judge may direct the parties to attend all or part of a pre-trial conference personally with their counsel.

Pre-trial conference brief

(14) The plaintiff, or any other party by direction of the case management judge or by agreement of the parties, shall deliver not later than ten days before the pre-trial conference a pre-trial conference brief, which may be in the form of a trial record, containing all pleadings and all other material the plaintiff considers necessary for the pre-trial conference.

Other parties to deliver briefs

(15) Every other party shall deliver a pre-trial conference brief containing any other material the party considers necessary for the pre-trial conference not later than five days before the conference.

Undertakings

(16) A party shall comply with any undertakings at least twenty days before the pre-trial conference.

Trial date

(17) At the pre-trial conference, the case management judge shall assign a trial date not later than sixty days after the conference.

Trial record

(18) The plaintiff, or any other party by direction of the case management judge or by agreement of the parties, shall deliver a trial record not later than fifteen days before the trial date.

Other party may deliver record

(19) If the trial record is not delivered within the time prescribed by subrule (18), any other party may deliver the trial record not later than ten days before the trial date.

Listing for trial

(20) The registrar shall place the action on the appropriate trial list when the trial record is delivered and shall notify the case management judge if the trial record is not delivered at least ten days before the trial date. O. Reg. 703/91, r. 4.01.

STANDARD TRACK**Application of rule**

4.02 (1) Subrules (2) to (21) apply to an action on the standard track.

Statement of claim

(2) The statement of claim, the notice of action (if any), the warning printed on coloured paper, the case information statement and the timetable shall be served within sixty days after the action is commenced.

Proof of service

(3) The plaintiff shall file proof of service of the statement of claim, notice of action (if any), warning, case information statement and timetable within twenty days after service on the last defendant served.

Présence des parties à la conférence préparatoire au procès

(13) Le juge responsable de la gestion de la cause peut exiger des parties qu'elles assistent en personne à la totalité ou à une partie de la conférence préparatoire au procès, accompagnées de leur avocat.

Mémoire préparatoire au procès

(14) Le demandeur, ou toute autre partie désignée par une directive du juge responsable de la gestion de la cause ou par accord des parties, remet, au plus tard dix jours avant la conférence préparatoire au procès, un mémoire préparatoire au procès qui peut être sous la forme d'un dossier d'instruction et qui renferme tous les actes de procédure et tous les autres documents qu'il estime nécessaires à cette conférence.

Remise de mémoires par les autres parties

(15) Chacune des autres parties remet un mémoire préparatoire au procès renfermant tous les autres documents qu'elle estime nécessaires à la conférence préparatoire au procès au plus tard cinq jours avant celle-ci.

Engagements

(16) Les parties remplissent tout engagement qu'elles ont au moins vingt jours avant la conférence préparatoire au procès.

Date du procès

(17) Lors de la conférence préparatoire au procès, le juge responsable de la gestion de la cause fixe la date du procès qui tombe au plus tard soixante jours après la conférence.

Dossier d'instruction

(18) Le demandeur, ou toute autre partie désignée par une directive du juge responsable de la gestion de la cause ou par accord des parties, remet un dossier d'instruction au plus tard quinze jours avant la date du procès.

Remise du dossier d'instruction par une autre partie

(19) Si le dossier d'instruction n'est pas remis dans le délai prescrit au paragraphe (18), toute autre partie peut le remettre au plus tard dix jours avant la date du procès.

Inscription pour instruction

(20) À la remise du dossier d'instruction, le greffier inscrit l'action au rôle approprié. Si le dossier d'instruction n'est pas remis au moins dix jours avant la date du procès, le greffier en avise le juge responsable de la gestion de la cause. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 4.01.

VOIE ORDINAIRE**Champ d'application de la règle**

4.02 (1) Les paragraphes (2) à (21) s'appliquent aux actions placées dans la voie ordinaire.

Déclaration

(2) La déclaration, l'avis d'action (le cas échéant), l'avertissement imprimé sur du papier de couleur, l'exposé informatif de cause et le calendrier sont signifiés dans les soixante jours qui suivent l'introduction de l'action.

Preuve de la signification

(3) Le demandeur dépose une preuve de la signification de la déclaration, de l'avis d'action (le cas échéant), de l'avertissement, de l'exposé informatif de cause et du calendrier dans les vingt jours suivant leur signification à celui des défendeurs auquel la signification a été faite en dernier.

Statement of defence

(4) The statement of defence shall be served and filed with proof of service within sixty days after service of the statement of claim.

Notice of intent to defend prohibited

(5) A notice of intent to defend shall not be used.

Subsequent pleadings

(6) A reply, counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim automatically extends the times prescribed in these rules for the main action by the time specifically provided in the Rules of Civil Procedure for the reply or for defence and reply in the counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim, or by twenty days, whichever is longer.

Discovery

(7) Discovery shall be completed within 190 days after the action is commenced or within ninety days after the close of pleadings, whichever is later.

Notice of date for completion of discovery

(8) Within thirty days after the close of pleadings, the registrar shall serve on the parties a notice of the date for completion of discovery.

Certificate of completion or waiver of examinations for discovery

(9) Within ten days after a party has completed all examinations for discovery that the party intends to conduct, other than those that may arise from an adverse party complying with undertakings, the party shall deliver a certificate of completion or waiver of examinations for discovery (Form 5).

Failure to deliver certificate

(10) If a party fails to deliver a certificate of completion or waiver of examinations for discovery within ten days after the time for completion of discovery referred to in subrule (7),

- (a) the registrar shall serve a notice of failure on the party and give a copy of the notice to the case management judge; and
- (b) the case management judge may, by conference call or telephone transmission or after directing counsel to attend, with or without the parties, require the party to show cause why an order should not be made dismissing the party's action, striking out the party's pleading or granting any other relief the judge considers necessary to carry out the purpose of these rules.

Pre-trial conference

(11) A pre-trial conference shall be held not earlier than sixty days and not later than 120 days after the time for completion of discovery under subrule (7).

Parties' attendance at pre-trial conference

(12) The case management judge may direct the parties to attend all or part of a pre-trial conference personally with their counsel.

Défense

(4) La défense est signifiée et déposée avec une preuve de sa signification dans les soixante jours suivant la signification de la déclaration.

Avis d'intention de présenter une défense interdit

(5) Un avis d'intention de présenter une défense ne doit pas être utilisé.

Actes de procédure subséquents

(6) Une réponse, une demande reconventionnelle, une demande entre défendeurs, une mise en cause ou une mise en cause subséquente proroge d'office les délais prescrits par les présentes règles à l'égard de l'action principale, du délai expressément prévu par les Règles de procédure civile pour la réponse ou pour la défense et la réponse relatives à la demande reconventionnelle, à la demande entre défendeurs, à la mise en cause ou à la mise en cause subséquente, ou de vingt jours, si ce dernier délai est plus long.

Enquête préalable

(7) L'enquête préalable prend fin dans les 190 jours qui suivent l'introduction de l'action ou dans les quatre-vingt-dix jours suivant la clôture de la procédure écrite, selon celui de ces délais qui expire le dernier.

Avis de date de clôture de l'enquête préalable

(8) Dans les trente jours suivant la clôture de la procédure écrite, le greffier signifie aux parties un avis indiquant la date à laquelle doit prendre fin l'enquête préalable.

Certificat de clôture de l'enquête préalable ou de renonciation aux interrogatoires préalables

(9) Dans les dix jours après qu'une partie a terminé tous les interrogatoires préalables qu'elle se proposait d'effectuer, à l'exclusion de ceux qui peuvent résulter du fait qu'une partie opposée remplit ses engagements, la partie remet un certificat de clôture de l'enquête préalable ou de renonciation aux interrogatoires préalables (formule 5).

Non-remise de certificat

(10) Si une partie omet de remettre le certificat de clôture de l'enquête préalable ou de renonciation aux interrogatoires préalables dans les dix jours suivant la clôture de l'enquête préalable fixée au paragraphe (7) :

- a) d'une part, le greffier signifie à la partie un avis de défaut dont il donne une copie au juge responsable de la gestion de la cause;
- b) d'autre part, le juge responsable de la gestion de la cause peut, par conférence ou transmission téléphoniques ou après avoir convoqué les avocats, accompagnés ou non des parties, exiger de la partie qu'elle expose les raisons pour lesquelles il ne devrait pas être rendu d'ordonnance rejetant son action, radiant son acte de procédure ou prévoyant toute autre mesure de redressement que le juge estime nécessaire pour réaliser l'objet des présentes règles.

Conférence préparatoire au procès

(11) La conférence préparatoire au procès se tient au plus tôt soixante jours et au plus tard 120 jours après la clôture de l'enquête préalable fixée au paragraphe (7).

Présence des parties à la conférence préparatoire au procès

(12) Le juge responsable de la gestion de la cause peut exiger des parties qu'elles assistent en personne à la totalité ou à une partie de la conférence préparatoire au procès, accompagnées de leur avocat.

Pre-trial conference brief

(13) The plaintiff, or any other party by direction of the case management judge or by agreement of the parties, shall deliver not later than ten days before the pre-trial conference a pre-trial conference brief, which may be in the form of a trial record, containing all pleadings and all other material the plaintiff considers necessary for the pre-trial conference.

Other parties to deliver briefs

(14) Every other party shall deliver a pre-trial conference brief containing any other material the party considers necessary for the pre-trial conference not later than five days before the pre-trial conference.

Undertakings

(15) A party shall comply with any undertakings at least twenty days before the pre-trial conference.

Trial date

(16) At the pre-trial conference, the case management judge shall assign a trial date not earlier than thirty days and not later than ninety days after the conference.

Trial record

(17) The plaintiff, or any other party by direction of the case management judge or by agreement of the parties, shall deliver a trial record not later than fifteen days before the trial date.

Other party may deliver record

(18) If the trial record is not delivered within the time prescribed by subrule (17), any other party may deliver the trial record not later than ten days before the trial date.

Listing for trial

(19) The registrar shall place the action on the appropriate trial list when the trial record is delivered and shall notify the case management judge if the trial record is not delivered at least ten days before the trial date.

Alternative timetable

(20) A timetable providing times other than those in subrules (2) to (18) may be adopted,

- (a) before the close of pleadings, despite subrule 1.01 (4) (no extension by consent), by filing the consent of the parties and obtaining an order from the case management judge; or
- (b) after the close of pleadings, by order of the case management judge.

Effect of alternative timetable

(21) Where an alternative timetable is adopted, the times in it govern the action and those set out in subrules (2) to (18) do not apply. O. Reg. 703/91, r. 4.02.

COMPLEX TRACK**Application of rule**

4.03 (1) Subrules (2) to (8) apply to an action on the complex track.

Mémoire préparatoire au procès

(13) Le demandeur, ou toute autre partie désignée par une directive du juge responsable de la gestion de la cause ou par accord des parties, remet, au plus tard dix jours avant la conférence préparatoire au procès, un mémoire préparatoire au procès qui peut être sous la forme d'un dossier d'instruction et qui renferme tous les actes de procédure et tous les autres documents qu'il estime nécessaires à cette conférence.

Remise de mémoires par les autres parties

(14) Chacune des autres parties remet un mémoire préparatoire au procès renfermant tous les autres documents qu'elle estime nécessaires à la conférence préparatoire au procès au plus tard cinq jours avant celle-ci.

Engagements

(15) Les parties remplissent tout engagement qu'elles ont au moins vingt jours avant la conférence préparatoire au procès.

Date du procès

(16) Lors de la conférence préparatoire au procès, le juge responsable de la gestion de la cause fixe la date du procès qui tombe au plus tôt trente jours et au plus tard quatre-vingt-dix jours après la conférence.

Dossier d'instruction

(17) Le demandeur, ou toute autre partie désignée par une directive du juge responsable de la gestion de la cause ou par accord des parties, remet un dossier d'instruction au plus tard quinze jours avant la date du procès.

Remise du dossier d'instruction par une autre partie

(18) Si le dossier d'instruction n'est pas remis dans le délai prévu au paragraphe (17), toute autre partie peut le remettre au plus tard dix jours avant la date du procès.

Inscription pour instruction

(19) À la remise du dossier d'instruction, le greffier inscrit l'action au rôle approprié. Si le dossier d'instruction n'est pas remis au moins dix jours avant la date du procès, le greffier en avise le juge responsable de la gestion de la cause.

Autre calendrier

(20) Un calendrier prévoyant des délais autres que ceux prévus aux paragraphes (2) à (18) peut être adopté :

- a) soit avant la clôture de la procédure écrite, malgré le paragraphe 1.01 (4) (aucune prorogation du consentement des parties), s'il est déposé une attestation du consentement des parties et obtenu une ordonnance à cet effet du juge responsable de la gestion de la cause;
- b) soit après la clôture de la procédure écrite, sur ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause.

Effet du nouveau calendrier

(21) Si un autre calendrier est adopté, les délais qui y figurent régissent l'action et les délais fixés aux paragraphes (2) à (18) ne s'appliquent pas. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 4.02.

VOIE DES CAUSES COMPLEXES**Champ d'application de la règle**

4.03 (1) Les paragraphes (2) à (8) s'appliquent aux actions placées dans la voie des causes complexes.

Statement of claim

(2) The statement of claim, the notice of action (if any), the warning printed on coloured paper, the case information statement and the timetable shall be served within sixty days after the action is commenced.

Proof of service

(3) The plaintiff shall file proof of service of the statement of claim, notice of action (if any), warning, case information statement and timetable within twenty days after service on the last defendant served.

Statement of defence

(4) The statement of defence shall be served and filed with proof of service within sixty days after service of the statement of claim.

Notice of intent to defend prohibited

(5) A notice of intent to defend shall not be used.

Subsequent pleadings

(6) A reply, counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim automatically extends the times prescribed in these rules for the main action by the time specifically provided in the Rules of Civil Procedure for the reply or for defence and reply in the counterclaim, crossclaim or third or subsequent party claim, or by twenty days, whichever is longer.

First case conference

(7) The case management judge shall convene a first case conference, on his or her own initiative or at a party's request, when it appears appropriate to do so, but the first case conference shall ordinarily be held within 150 days after the action is commenced.

Dates set

(8) At the first case conference, the case management judge may make an order,

- (a) setting a date for completion of the next step or steps in the action;
- (b) setting a date for the next case conference;
- (c) setting a trial date or a target date for the trial; and
- (d) giving directions to deal with any problem that may arise in connection with carrying out the purpose of these rules. O. Reg. 703/91, r. 4.03.

**RULE 5 – CIVIL CASE MANAGEMENT
ADVISORY COMMITTEE**

CIVIL CASE MANAGEMENT ADVISORY COMMITTEE**Establishment**

5.01 (1) There shall be a Civil Case Management Advisory Committee to monitor the operation of these rules and to recommend to the appropriate authorities, including the Civil Rules Committee, changes in policies and procedures necessary to facilitate case management.

Déclaration

(2) La déclaration, l'avis d'action (le cas échéant), l'avertissement imprimé sur du papier de couleur, l'exposé informatif de cause et le calendrier sont signifiés dans les soixante jours qui suivent l'introduction de l'action.

Preuve de la signification

(3) Le demandeur dépose une preuve de la signification de la déclaration, de l'avis d'action (le cas échéant), de l'avertissement, de l'exposé informatif de cause et du calendrier dans les vingt jours suivant leur signification à celui des défendeurs auquel la signification a été faite en dernier.

Défense

(4) La défense est signifiée et déposée avec une preuve de sa signification dans les soixante jours suivant la signification de la déclaration.

Avis d'intention de présenter une défense interdit

(5) Un avis d'intention de présenter une défense ne doit pas être utilisé.

Actes de procédure subséquents

(6) Une réponse, une demande reconventionnelle, une demande entre défendeurs, une mise en cause ou une mise en cause subséquente proroge d'office les délais prescrits par les présentes règles à l'égard de l'action principale, du délai expressément prévu par les Règles de procédure civile pour la réponse ou pour la défense et la réponse relatives à la demande reconventionnelle, à la demande entre défendeurs, à la mise en cause ou à la mise en cause subséquente, ou de vingt jours, si ce dernier délai est plus long.

Première conférence relative à la cause

(7) Le juge responsable de la gestion de la cause convoque une première conférence relative à la cause, de son propre chef ou à la demande d'une partie, lorsque cela lui semble opportun. Toutefois, la première conférence relative à la cause se tient normalement dans les 150 jours suivant l'introduction de l'action.

Fixation de dates

(8) Lors de la première conférence relative à la cause, le juge responsable de la gestion de la cause peut rendre une ordonnance qui :

- a) fixe la ou les dates d'accomplissement de la prochaine étape ou des prochaines étapes prévues dans le cadre de l'action;
- b) fixe la date de la prochaine conférence relative à la cause;
- c) fixe la date du procès ou la date projetée de celui-ci;
- d) donne des directives pour remédier à tout problème éventuel qui empêche la réalisation de l'objet des présentes règles. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 4.03.

**RÈGLE 5 – COMITÉ CONSULTATIF DE GESTION
DES CAUSES CIVILES**

COMITÉ CONSULTATIF DE GESTION DES CAUSES CIVILES**Constitution**

5.01 (1) Est constitué un comité consultatif appelé Comité consultatif de gestion des causes civiles qui est chargé de surveiller l'application des présentes règles et de recommander aux autorités compétentes, notamment au Comité des règles en matière civile, les modifications à apporter aux politiques et aux marches à suivre en vue de faciliter la gestion des causes.

Composition

- (2) The committee shall consist of,
- (a) two judges of the Ontario Court (General Division), chosen by the regional senior judge for the Toronto region;
 - (b) two persons chosen by the Advocates' Society;
 - (c) two persons chosen by the Canadian Bar Association – Ontario;
 - (d) two persons chosen by the County of York Law Association; and
 - (e) two persons employed in the administration of the courts chosen by the Regional Director of Courts Administration for the Toronto region. O. Reg. 703/91, r. 5.01.

RULE 6 – CITATION, COMMENCEMENT AND REVOCATION**SHORT TITLE**

6.01 These rules may be cited as the Toronto Civil Case Management Rules.

COMMENCEMENT AND REVOCATION

6.02 (1) These rules come into force on the 2nd day of December, 1991.

(2) These rules are revoked on the 30th day of November, 1993.

Composition

- (2) Le comité consultatif se compose des membres suivants :
- a) deux juges de la Cour de l'Ontario (Division générale) choisis par le juge principal régional pour la région de Toronto;
 - b) deux personnes choisies par la société appelée The Advocates' Society;
 - c) deux personnes choisies par l'Association du Barreau canadien – Ontario;
 - d) deux personnes choisies par l'association appelée County of York Law Association;
 - e) deux personnes travaillant dans le domaine de l'administration des tribunaux choisies par le directeur régional de l'administration des tribunaux pour la région de Toronto. Règl. de l'Ont. 703/91, règle 5.01.

RÈGLE 6 – TITRE ABRÉGÉ, ENTRÉE EN VIGUEUR ET ABROGATION**TITRE ABRÉGÉ**

6.01 Le titre abrégé des présentes règles est Règles de gestion des causes civiles de Toronto.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET ABROGATION

6.02 (1) Les présentes règles entrent en vigueur le 2 décembre 1991.

(2) Les présentes règles sont abrogées le 30 novembre 1993.

Form 1

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

No.

Toronto Civil Case Management Project

SHORT TITLE OF CASE

CASE INFORMATION STATEMENT

TRACK SELECTION

If this case is chosen for case management, the plaintiff selects the: (indicate one only.)

- [] fast track [] standard track [] complex track

THE CASE WILL BE GOVERNED BY THE TIMETABLE FOR THE TRACK SELECTED, UNLESS THE CASE MANAGEMENT JUDGE ORDERS OTHERWISE.

CASE TYPE (Indicate one only that describes the main claim in the action.)

- Torts: [] motor vehicle, [] motor vehicle/Family Law Act, [] professional malpractice, [] negligence/breach of contract, [] other negligence, [] other tort
Contracts: [] real property, [] construction lien, [] collection, [] wrongful dismissal, [] breach of contract/negligence, [] other breach of contract
Other: [] landlord/tenant, [] breach of trust, [] other - specify

PLAINTIFF'S LAWYER (If no lawyer, give plaintiff's name, address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm
Address
Telephone Fax Date

O. Reg. 703/91, Form 1.

Form 2

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

Toronto Case Management Project

WARNING

THIS CASE HAS BEEN SELECTED FOR CASE MANAGEMENT BY THE COURT. TIME LIMITS WILL BE STRICTLY ENFORCED.

The time limits for your case are those set out in the timetable served with this form, NOT THOSE IN THE STATEMENT OF CLAIM/NOTICE OF ACTION/PETITION/NOTICE OF HEARING.

You should take these documents to your lawyer immediately. If you cannot afford a lawyer, you should take these documents immediately to your nearest Legal Aid office and apply for legal aid. If you wish, you can defend this case by yourself without a lawyer.

IF YOU MISS THE DEADLINE FOR FILING A DEFENCE SET OUT IN THE TIMETABLE, THE COURT COULD GRANT JUDGMENT AND THE JUDGMENT COULD BE ENFORCED AGAINST YOU.

O. Reg. 703/91, Form 2.

Formule 1

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

N°

Projet de gestion des causes civiles de Toronto

INTITULÉ ABRÉGÉ DE LA CAUSE

EXPOSÉ INFORMATIF DE CAUSE**CHOIX D'UNE VOIE**

Si la présente cause est choisie pour passer par le système de gestion des causes, le demandeur choisit l'une des voies suivantes : (ne cocher qu'une seule case)

 voie accélérée voie ordinaire voie des causes complexes

LA CAUSE SERA RÉGIE PAR LE CALENDRIER PROPRE À LA VOIE CHOISIE, SAUF ORDONNANCE CONTRAIRE DU JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE.

TYPE DE CAUSE : (Ne cocher que la case correspondant à la demande principale dans le cadre de l'action.)

Délits civils

- véhicule automobile
- véhicule automobile/Loi sur le droit de la famille
- négligence professionnelle
- négligence/inexécution de contrat
- autre négligence
- autre délit civil

Contrats

- biens immeubles
- privilège dans l'industrie de la construction
- recouvrement
- renvoi injustifié
- inexécution de contrat/négligence
- autre inexécution de contrat

Autre

- propriétaire/locataire
- abus de confiance
- autre - préciser :

AVOCAT DU DEMANDEUR : (En l'absence d'avocat, inscrire le nom du demandeur, son domicile élu, ses numéros de téléphone et de télécopieur.)

Nom de l'avocat et de son cabinet, ou nom du demandeur :

Adresse :

N° de téléphone : N° de télécopieur : Date :

Règl. de l'Ont. 703/91, formule 1.

Formule 2

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

Projet de gestion des causes de Toronto

AVERTISSEMENT**LA PRÉSENTE CAUSE A ÉTÉ CHOISIE PAR LE TRIBUNAL POUR PASSER PAR LE SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES. LES DÉLAIS SERONT MIS EN APPLICATION DE FAÇON STRICTE.**Les délais d'exécution relatifs à votre cause sont ceux qui figurent au calendrier qui vous est signifié avec la présente formule, et **NON CEUX QUI FIGURENT SUR LA DÉCLARATION/L'AVIS D'ACTION/LA REQUÊTE EN DIVORCE/L'AVIS D'AUDIENCE.**

Vous devriez montrer ces documents à votre avocat immédiatement. Si vous n'avez pas les moyens de vous procurer les services d'un avocat, vous devriez apporter ces documents immédiatement au bureau d'aide juridique le plus proche et présenter une demande d'aide juridique. Si vous le préférez, vous pouvez défendre cette cause vous-même, sans l'aide d'un avocat.

SI VOUS NE RESPECTEZ PAS LE DÉLAI PRÉVU POUR LE DÉPÔT D'UNE DÉFENSE QUI FIGURE AU CALENDRIER, LE TRIBUNAL POURRAIT RENDRE UN JUGEMENT ET LE FAIRE EXÉCUTER CONTRE VOUS.

Règl. de l'Ont. 703/91, formule 2.

Form 3

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

No. CM

Toronto Case Management Project

SHORT TITLE OF CASE

CASE MANAGEMENT MOTION FORM

THIS FORM FILED BY (Check appropriate boxes to identify the party filing this form as a moving/responding party on this motion AND to identify this party as plaintiff, defendant, etc. in the action.)

- [] moving party [] plaintiff/petitioner/applicant
[] responding party [] defendant/respondent - name
[] other - specify kind of party and name

MOTION MADE

- [] on consent of all parties [] on notice to all parties and unopposed
[] on notice to all parties and expected to be opposed [] without notice
Notice of this motion was served on (date) by means of

METHOD OF DISPOSITION REQUESTED

- [] in writing only, no appearance [] conference telephone call - see below
[] telephone call (motion without notice) - see below [] appearance - see below
Proposed date and time for conference call, telephone call or appearance (Must be confirmed with case management judge in advance.)

ORDER SOUGHT BY THIS PARTY (Responding party is presumed to request dismissal of motion and costs.)

- [] extension of time - specify what time period and how long an extension
[] change of track to the [] fast track [] standard track [] complex track
[] costs
[] other - specify

MATERIAL RELIED ON BY THIS PARTY

- [] this form [] pleadings [] affidavits - specify [] transcript - specify [] other - specify

GROUND IN SUPPORT OF/IN OPPOSITION TO MOTION

(See Over.)

Formule 3

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

N° CM

Projet de gestion des causes de Toronto

INTITULÉ ABRÉGÉ DE LA CAUSE

FORMULE DE MOTION RELATIVE À LA GESTION DE LA CAUSE

LA PRÉSENTE FORMULE EST DÉPOSÉE PAR : (En cochant les cases pertinentes, indiquer, d'une part, si la partie qui dépose la présente formule est l'auteur de la motion ou la partie intimée visée par la motion ET, d'autre part, si elle est le demandeur, le défendeur, etc. dans l'action.)

- [] l'auteur de la motion [] le demandeur/l'auteur de la requête en divorce/le requérant
[] la partie intimée [] le défendeur/l'intimé - nom :
[] une autre personne - préciser de quelle partie il s'agit et en donner le nom :

MOTION PRÉSENTÉE

- [] du consentement de toutes les parties [] sur préavis adressé à toutes les parties et sans contestation
[] sur préavis adressé à toutes les parties et dont on prévoit la contestation [] sans préavis
Un avis de la présente motion a été signifié le (date) par le moyen suivant :

FAÇON DE STATUER SUR LA MOTION :

- [] par écrit seulement, sans comparution [] conférence téléphonique - voir ci-dessous
[] appel téléphonique (motion sans préavis) - voir ci-dessous [] comparution - voir ci-dessous

Date et heure proposées de la conférence téléphonique, de l'appel téléphonique ou de la comparution : (À confirmer à l'avance auprès du juge responsable de la gestion de la cause.)

ORDONNANCE DEMANDÉE PAR LA PRÉSENTE PARTIE : (Il est présumé que la partie intimée demande le rejet de la motion et des dépens y afférents.)

- [] prorogation de délai - préciser de quel délai il s'agit et la durée de la prorogation :
[] changement de voie - nouvelle voie envisagée : [] voie accélérée [] voie ordinaire [] voie des causes complexes
[] dépens
[] autre objet - préciser :

DOCUMENTS SERVANT DE PIÈCES À L'APPUI À LA PRÉSENTE PARTIE :

- [] la présente formule [] actes de procédure [] affidavits - préciser : [] transcriptions - préciser : [] autre objet - préciser :

MOTIFS À L'APPUI DE LA MOTION OU CONTRE CELLE-CI :

(Voir au verso.)

CASE MANAGEMENT MOTION FORM, page 2

.....

.....

.....

.....

CERTIFICATION

I certify that the above information is correct, to the best of my knowledge.

Signature of solicitor

(If no lawyer, party must sign) Date

THIS PARTY'S LAWYER (If no lawyer, give party's address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm

Address

Telephone Fax

OTHER LAWYER (If no lawyer, give other party's name, address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm

Address

Telephone Fax

DISPOSITION BY CASE MANAGEMENT JUDGE

- order to go as asked
- order refused
- adjourned to
- order to go as follows:

.....

.....

.....

REASONS

.....

.....

.....

- Hearing method Hearing duration min. Heard in courtroom office
- No formal order need be prepared or signed
 - Registrar to send copy of disposition to parties
 - Other directions – specify
 - Successful party to prepare formal order for signature
 - No copy of disposition to be sent to parties

Date Judge's name Judge's signature

FORMULE DE MOTION RELATIVE À LA GESTION DE LA CAUSE, page 2

.....
.....
.....
.....

CERTIFICAT :

Je certifie que les renseignements donnés ci-dessus sont exacts, pour autant que je sache.

Signature du procureur :

(En l'absence d'avocat, la partie doit signer.) Date :

AVOCAT DE LA PRÉSENTE PARTIE (En l'absence d'avocat, donner le nom de la partie, ses domicile élu, numéros de téléphone et de télécopieur.)

Nom de l'avocat et de son cabinet, ou de la partie :

Adresse :

Téléphone : Télécopieur :

AUTRE AVOCAT (En l'absence d'avocat, donner le nom de l'autre partie, ses domicile élu, numéros de téléphone et de télécopieur.)

Nom de l'avocat et de son cabinet, ou de la partie :

Adresse :

Téléphone : Télécopieur :

DÉCISION DU JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE :

[] ordonnance conforme à la demande [] décision reportée au :
[] ordonnance refusée [] ordonnance suivante :

.....
.....
.....

MOTIFS

.....
.....
.....

Mode de tenue de l'audience : Durée de l'audience : min.

Audition [] en salle d'audience [] au cabinet

- [] La préparation ou la signature d'une ordonnance officielle n'est pas requise
- [] Envoi par le greffier d'une copie de la décision aux parties
- [] Autres directives – préciser :

- [] La partie qui obtient gain de cause doit préparer une ordonnance officielle aux fins de signature
- [] Aucun envoi de copie de la décision aux parties

.....
.....

Date : Nom du juge Signature :

Form 4

Courts of Justice Act, 1984

No. CM

ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

(Short title)

FAST TRACK LIST OF DOCUMENTS

TO THE
[] DEFENDANT
[] PLAINTIFF

The following documents will be relied on at trial:

(Name, address and telephone number of
solicitor or party serving notice)

TO: (Name, address and telephone number of solicitor
or party on whom notice is served)

O. Reg. 703/91, Form 4.

Form 5

Courts of Justice Act, 1984

No. CM

ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

(Short title)

CERTIFICATE OF COMPLETION OR WAIVER OF EXAMINATIONS FOR DISCOVERY

I certify that all examinations for discovery that this party intends to conduct have been completed, other than those that may arise from an adverse party
complying with undertakings, and that any other examinations for discovery are waived.

Date

Signature
(Name, address and telephone number of solicitor
or party serving certificate)

TO: (Name and address of every other party)

O. Reg. 703/91, Form 5.

Formule 4

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

N° CM

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

(Intitulé abrégé)

LISTE DES DOCUMENTS – VOIE ACCÉLÉRÉE

DESTINATAIRE(S) :

- DÉFENDEUR
- DEMANDEUR

Les documents suivants seront utilisés au procès :

(Nom, adresse et numéro de téléphone du procureur ou de la partie qui signifie l'avis)

DESTINATAIRE : *(Nom, adresse et numéro de téléphone du procureur ou de la partie à qui l'avis est signifié)*

Règl. de l'Ont. 703/91, formule 4.

Formule 5

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

N° CM

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION GÉNÉRALE)

(Intitulé abrégé)

CERTIFICAT DE CLÔTURE DE L'ENQUÊTE PRÉALABLE OU DE RENONCIATION AUX INTERROGATOIRES PRÉALABLES

Je certifie que tous les interrogatoires préalables que la présente partie se proposait d'effectuer sont terminés, à l'exclusion de ceux qui peuvent résulter du fait qu'une partie opposée remplit ses engagements, et que je renonce à tous autres interrogatoires préalables.

Date :

Signature :

(Nom, adresse et numéro de téléphone du procureur ou de la partie qui signifie le certificat)

DESTINATAIRES : *(nom et adresse de chacune des autres parties)*

Règl. de l'Ont. 703/91, formule 5.

COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

O. Reg. 704/91.

Toronto Family Case Management Rules.
Made—October 30th, 1991.
Approved—November 20th, 1991.
Filed—November 21st, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

TORONTO FAMILY CASE MANAGEMENT RULES

RULE 1 — APPLICATION AND INTERPRETATION
OF RULES

FAMILY CASE MANAGEMENT RULES

Scope

1.01 (1) These rules apply to actions in the Ontario Court (General Division) and applications in the Ontario Court (Provincial Division) that are commenced at the City of Toronto on or after the 2nd day of December, 1991, are randomly assigned to case management and belong to the following categories:

1. Proceedings under the *Child and Family Services Act, 1984*, the *Children's Law Reform Act*, the *Divorce Act* (Canada) and the *Family Law Act, 1986*.
2. Proceedings for the interpretation, enforcement or variation of a marriage contract, cohabitation agreement, separation agreement or paternity agreement.
3. Proceedings for relief by way of constructive or resulting trust or a monetary award as compensation for unjust enrichment between persons who have cohabited.

Ordinary rules of court

(2) The Rules of Civil Procedure or the Rules of the Ontario Court (Provincial Division), as the case may be, also apply to proceedings to which these rules apply, but these rules prevail in the event of conflict.

Time

(3) A time prescribed under these rules, the Rules of Civil Procedure or the Rules of the Ontario Court (Provincial Division) may be extended only by order of the case management judge.

Time where reconciliation attempted

(4) Despite subrule (3), where the parties to a proceeding under the *Divorce Act* (Canada) or the *Family Law Act, 1986* file a notice (Form 1) signed by the parties personally and their counsel stating that the parties are attempting reconciliation,

- (a) the times prescribed under these rules are suspended for the period specified in the notice, not exceeding ninety days; and
- (b) the registrar shall schedule a case conference for a date immediately after the expiry of the period specified in the notice, or earlier at the request of a party.

LOI DE 1984 SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRES

Règl. de l'Ont. 704/91

Règles de gestion des causes en droit de la famille de Toronto pris—le 30 octobre 1991
approuvé—le 20 novembre 1991
déposé—le 21 novembre 1991

RÈGLEMENT PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1984 SUR LES TRIBUNAUX JUDICIAIRESRÈGLES DE GESTION DES CAUSES
EN DROIT DE LA FAMILLE DE TORONTORÈGLE I - CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION
DES RÈGLESRÈGLES DE GESTION DES CAUSES EN DROIT DE LA
FAMILLE*Champ d'application*

1.01 (1) Les présentes règles s'appliquent aux actions introduites devant la Cour de l'Ontario (Division générale) et aux requêtes formées devant la Cour de l'Ontario (Division provinciale) dans la cité de Toronto à compter du 2 décembre 1991, qui sont affectées au système de gestion des causes et qui appartiennent aux catégories suivantes :

1. Les instances introduites en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*, de la *Loi portant réforme du droit de l'enfance*, de la *Loi sur le divorce* (Canada) et de la *Loi de 1986 sur le droit de la famille*.
2. Les instances en matière d'interprétation, d'exécution ou de modification de contrats de mariage ou d'accords de cohabitation, de séparation ou de paternité.
3. Les instances en redressement sous forme de fiducie induite des faits ou de fiducie au profit éventuel de son auteur, ou d'indemnité pour enrichissement sans cause entre des personnes qui ont cohabité.

Règles de pratique ordinaires

(2) Les Règles de procédure civile ou les Règles de la Cour de l'Ontario (Division provinciale), selon le cas, s'appliquent également aux instances auxquelles s'appliquent les présentes règles. Toutefois, ces dernières l'emportent en cas d'incompatibilité.

Délais

(3) Les délais prescrits par les présentes règles, par les Règles de procédure civile ou par les Règles de la Cour de l'Ontario (Division provinciale) ne peuvent être prorogés que sur ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause.

Délais en cas de tentative de réconciliation

(4) Malgré le paragraphe (3), si les parties à une instance introduite en vertu de la *Loi sur le divorce* (Canada) ou de la *Loi de 1986 sur le droit de la famille* déposent un avis (formule 1) revêtu de leur signature personnelle et de celle de leur avocat qui indique qu'elles font une tentative de réconciliation :

- a) d'une part, les délais prescrits par les présentes règles sont suspendus pour la durée de la période précisée dans l'avis, laquelle ne dépasse pas quatre-vingt-dix jours;
- b) d'autre part, le greffier fixe une date pour la tenue d'une conférence relative à la cause immédiatement après l'expiration de la période précisée dans l'avis, ou plus tôt si une partie en fait la demande.

Format of documents

(5) The forms prescribed in these rules and notices and orders preferred to in these rules may be single spaced, may bear the short title of the proceeding and need not have a backsheet.

Registrar's notices

(6) Notices sent by the registrar under these rules may be printed on coloured paper. O. Reg. 704/91, r. 1.01.

PURPOSE

1.02 The purpose of these rules is to establish a case management system that reduces unnecessary cost and delay in family litigation, facilitates early and fair settlements and brings proceedings expeditiously to a just determination while allowing sufficient time for the conduct of the proceeding. O. Reg. 704/91, r. 1.02.

DEFINITIONS

1.03 In these rules,

“applicant” includes a petitioner or plaintiff; (“requérant”)

“case management judge” means the judge assigned to manage a proceeding under subrule 2.02 (1) or 3.01 (2) or clause 3.01 (6) (c); (“juge responsable de la gestion de la cause”)

“defence” includes an answer; (“défense”)

“originating document” means an application in the Ontario Court (Provincial Division), petition, statement of claim, notice of action, counterclaim, counterpetition, crossclaim or third or subsequent party claim; (“document introductif”)

“registrar” means a registrar or clerk of the court; (“greffier”)

“respondent” includes a defendant; (“intimé”)

“rules of court” means the Rules of Civil Procedure or the Rules of the Ontario Court (Provincial Division), as the case may be. (“règles de pratique”) O. Reg. 704/91, r. 1.03.

MATTERS NOT PROVIDED FOR

1.04 If matters are not provided for in these rules, the practice shall be determined by analogy to them. O. Reg. 704/91, r. 1.04.

RULE 2 — GENERAL PROCEDURE**COMMENCEMENT OF PROCEEDING****Application of rule**

2.01 (1) Despite subrule 1.01 (1), subrules (2) and (3) apply to every proceeding commenced in the Ontario Court (General Division) and the Ontario Court (Provincial Division) at the City of Toronto on or after the 2nd day of December, 1991, regardless of whether the proceeding is assigned to case management.

Case information statement

(2) On filing an application in the Ontario Court (Provincial Division), or a petition, statement of claim or notice of action in the Ontario

Présentation des documents

(5) Les formules prescrites par les présentes règles, ainsi que les avis et ordonnances visés aux présentes règles, peuvent être à simple interligne et porter l'intitulé abrégé de l'instance. Il n'est pas nécessaire qu'ils comportent de feuille arrière.

Avis du greffier

(6) Les avis qu'envoie le greffier aux termes des présentes règles peuvent être imprimés sur du papier de couleur. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 1.01.

OBJET

1.02 Les présentes règles ont pour objet de mettre sur pied un système de gestion des causes qui réduise les frais et les retards inutiles dans les poursuites en droit de la famille, qui favorise les transactions rapides et équitables et qui assure d'une façon expéditive la résolution équitable des instances tout en allouant suffisamment de temps pour leur déroulement. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 1.02.

DÉFINITIONS

1.03 Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles.

« défense » S'entend notamment d'une défense à la requête en divorce. (« defence »)

« document introductif » S'entend d'une requête formée devant la Cour de l'Ontario (Division provinciale), d'une requête en divorce, d'une déclaration, d'un avis d'action, d'une demande reconventionnelle, d'une requête reconventionnelle en divorce, d'une demande entre défendeurs, d'une mise en cause ou d'une mise en cause subséquente. (« originating document »)

« greffier » S'entend, selon le contexte, du greffier de la Cour de l'Ontario (Division générale) ou du greffier de la Cour de l'Ontario (Division provinciale). (« registrar »)

« intimé » S'entend en outre d'un défendeur. (« respondent »)

« juge responsable de la gestion de la cause » Le juge qui est affecté à la gestion d'une instance en vertu du paragraphe 2.02 (1) ou 3.01 (2), ou de l'alinéa 3.01 (6) c). (« case management judge »)

« règles de pratique » S'entend, selon le cas, des Règles de procédure civile ou des Règles de la Cour de l'Ontario (Division provinciale). (« rules of court »)

« requérant » S'entend en outre de l'auteur d'une requête en divorce ou d'un demandeur. (« applicant ») Règl. de l'Ont. 704/91, règle 1.03.

SILENCE DES RÈGLES

1.04 En cas de silence des présentes règles, la pratique applicable est déterminée par analogie avec celles-ci. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 1.04.

RÈGLE 2 – PROCÉDURE GÉNÉRALE**INTRODUCTION DE L'INSTANCE****Champ d'application de la règle**

2.01 (1) Malgré le paragraphe 1.01 (1), les paragraphes (2) et (3) s'appliquent à chaque instance qui est introduite devant la Cour de l'Ontario (Division générale) et la Cour de l'Ontario (Division provinciale) dans la cité de Toronto à compter du 2 décembre 1991, que l'instance soit affectée au système de gestion des causes ou non.

Exposé informatif de cause

(2) Le requérant dépose, en double exemplaire, un exposé informatif de cause (formule 2 ou 3) au moment de déposer une requête devant la

Court (General Division), the applicant shall file in duplicate a case information statement (Form 2 or 3).

Case information statement mandatory

(3) The registrar shall not accept an originating document referred to in subrule (2) without the case information statement. O. Reg. 704/91, r. 2.01.

ASSIGNMENT OF PROCEEDINGS TO CASE MANAGEMENT

Randomly assigned

2.02 (1) The registrar, under the supervision of the regional senior judge for the Toronto region, shall randomly assign proceedings to case management and a case management judge shall immediately be assigned to every proceeding assigned to case management.

Special file number on all documents

(2) The originating document and all documents subsequently issued, served or filed in the proceeding shall bear the designation "CM" after the court file number.

Registrar to attach warning

(3) The registrar shall attach a warning (Form 4) printed on coloured paper to the originating document when it is issued and shall give the applicant a copy of the warning for service on each respondent. O. Reg. 704/91, r. 2.02.

TIMETABLE

Prepared by registrar

2.03 (1) On the commencement of a proceeding by an application in the Ontario Court (Provincial Division), a petition, statement of claim or notice of action, the registrar shall give the applicant a timetable that identifies the case management judge and sets maximum times for the proceeding in accordance with Schedule A and the latest date by which each step taken in the proceeding shall be completed.

Given to client

(2) The applicant's solicitor shall give a copy of the timetable forthwith to his or her client.

Service

(3) The case information statement, the timetable, the warning and the originating document shall be served together. O. Reg. 704/91, r. 2.03.

FAILURE TO COMPLY WITH TIMETABLE

Powers of case management judge

2.04 (1) Where a party fails to comply with a timetable, the case management judge may,

- (a) convene a case conference;
- (b) amend the timetable and order the party to comply with the amended timetable;
- (c) strike out any document filed by the party;
- (d) dismiss the party's proceeding or strike out the party's defence;
- (e) order the party or his or her solicitor to pay costs, including solicitor and client costs fixed and payable forthwith; and

Cour de l'Ontario (Division provinciale), ou une requête en divorce, une déclaration ou un avis d'action devant la Cour de l'Ontario (Division générale).

Exposé informatif de cause obligatoire

(3) Le greffier n'autorise pas le dépôt d'un document introductif visé au paragraphe (2) sans l'exposé informatif de cause. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.01.

AFFECTATION D'INSTANCES AU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES

Affectation au hasard

2.02 (1) Le greffier, sous la surveillance du juge principal régional pour la région de Toronto, affecte au hasard les instances au système de gestion des causes et un juge responsable de la gestion de la cause est affecté sur-le-champ à chaque instance affectée au système de gestion des causes.

Inscription d'un numéro de dossier spécial sur tous les documents

(2) Le document introductif, ainsi que tous les documents délivrés, signifiés ou déposés par la suite dans le cadre de l'instance, portent un numéro de dossier de la cour suivi du code « CM ».

Avertissement joint par le greffier

(3) Le greffier joint au document introductif, au moment de sa délivrance, un avertissement (formule 4) imprimé sur du papier de couleur dont il donne une copie au requérant aux fins de signification à chaque intimé. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.02.

CALENDRIER

Établissement du calendrier par le greffier

2.03 (1) Dès qu'une instance est introduite par une requête formée devant la Cour de l'Ontario (Division provinciale), une requête en divorce, une déclaration ou un avis d'action, le greffier donne au requérant un calendrier indiquant le nom du juge responsable de la gestion de la cause et fixant les délais maximums relatifs à l'instance conformément à l'annexe A et la date limite pour l'accomplissement de chaque étape prévue dans le cadre de l'instance.

Copie donnée au client

(2) Le procureur du requérant donne sans délai une copie du calendrier à son client.

Signification

(3) L'exposé informatif de cause, le calendrier, l'avertissement et le document introductif sont signifiés ensemble. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.03.

NON-RESPECT DU CALENDRIER

Pouvoirs du juge responsable de la gestion de la cause

2.04 (1) Si une partie ne respecte pas le calendrier, le juge responsable de la gestion de la cause peut :

- a) convoquer une conférence relative à la cause;
- b) modifier le calendrier et ordonner à la partie de respecter le nouveau calendrier;
- c) radier tout document déposé par la partie;
- d) rejeter l'instance introduite par la partie ou radier sa défense;
- e) ordonner à la partie ou à son procureur d'acquitter les dépens, y compris les dépens procureur-client qui sont fixés et exigibles sans délai;

- (f) make any other order that is just.

Late filings generally not accepted

(2) The registrar shall not accept a document for filing after the expiry of a time prescribed under these rules, the rules of court or an order, except by direction of the case management judge.

Late filing of proof of service

(3) Despite subrule (2), proof of service of an originating document may be filed at any time before entry of an order under clause 2.05 (1) (b) dismissing the proceeding, except that where the time for filing proof of service has been extended by order, proof of service may be filed after the time prescribed in the order only by direction of the case management judge. O. Reg. 704/91, r. 2.04.

DISMISSAL BY REGISTRAR — NO PROOF OF SERVICE OF ORIGINATING DOCUMENT

Automatic after notice

2.05 (1) If the applicant does not file proof of service of the originating document and the respondent does not file a defence, within thirty days after commencement of the proceeding or any longer time permitted by the case management judge's order, the registrar shall,

- (a) notify the applicant that, ten days after service of the notice on the applicant, the proceeding will be dismissed by the registrar unless the case management judge orders otherwise; and
- (b) make an order dismissing the proceeding after the expiry of the time referred to in clause (a), unless the case management judge orders otherwise, and serve the order on the applicant.

Exception for protection and adoption cases

(2) Subrule (1) does not apply to a proceeding under the *Child and Family Services Act, 1984*. O. Reg. 704/91, r. 2.05.

DEFAULT JUDGMENT PROCEDURE

Registrar to note default automatically

2.06 (1) Where proof of service of the originating document is filed and the respondent fails to file a defence within the time for defence prescribed under these rules or any longer time permitted by the case management judge's order, the registrar shall, ten days after the expiry of the time for defence, automatically and without further notice to the respondent, note the respondent in default and serve notice on the applicant that the respondent has been noted in default.

Applicant may note default

(2) Subrule (1) does not prevent an applicant from noting a respondent in default if the respondent does not serve and file a defence within the time for defence prescribed in these rules.

More than one respondent

(3) Where there is more than one respondent, the ten days referred to in subrule (1) run from the expiry of the latest time for defence by any of the respondents.

Exemption for protection and adoption cases

(4) Subrules (1), (2) and (3) do not apply to a proceeding under the *Child and Family Services Act, 1984*. O. Reg. 704/91, r. 2.06.

- f) rendre toute autre ordonnance juste.

Refus en général des documents déposés tardivement

(2) Le greffier n'autorise pas le dépôt de documents après expiration du délai prescrit par les présentes règles, par les règles de pratique ou par une ordonnance, sauf directive contraire du juge responsable de la gestion de la cause.

Dépôt tardif d'une preuve de la signification

(3) Malgré le paragraphe (2), une preuve de la signification d'un document introductif peut être déposée en tout temps avant l'inscription de l'ordonnance de rejet de l'instance prévue à l'alinéa 2.05 (1) b). Toutefois, si le délai prévu pour déposer une preuve de la signification a été prorogé par voie d'ordonnance, une preuve de la signification ne peut être déposée passé le délai prescrit dans l'ordonnance que si le juge responsable de la gestion de la cause en donne la directive. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.04.

REJET DE L'INSTANCE PAR LE GREFFIER EN L'ABSENCE D'UNE PREUVE DE LA SIGNIFICATION DU DOCUMENT INTRODUCTIF

Rejet automatique après avis

2.05 (1) Si le requérant ne dépose pas de preuve de la signification du document introductif et que l'intimé ne dépose pas de défense, dans les trente jours suivant l'introduction de l'instance ou dans tout délai plus long accordé par l'ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause, le greffier :

- a) d'une part, avise le requérant qu'il rejettera l'instance dix jours après que l'avis à cet effet lui est signifié, sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause;
- b) d'autre part, rend une ordonnance de rejet de l'instance après expiration du délai visé à l'alinéa a), sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause, et la signifie au requérant.

Exception touchant les causes en matière de protection et d'adoption

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux instances introduites en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.05.

PROCÉDURE RELATIVE AU JUGEMENT PAR DÉFAUT

Constatation d'office du défaut par le greffier

2.06 (1) S'il est déposé une preuve de la signification du document introductif et que l'intimé omet de déposer sa défense dans le délai prescrit à cette fin par les présentes règles ou dans tout délai plus long accordé par l'ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause, le greffier, dix jours après l'expiration de ce délai, constate d'office le défaut de l'intimé sans lui adresser d'autre avis, et signifie au requérant un avis constatant le défaut de l'intimé.

Possibilité pour le requérant de constater le défaut

(2) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher le requérant de constater le défaut de l'intimé si ce dernier ne signifie ni ne dépose de défense dans le délai prescrit à cette fin par les présentes règles.

Pluralité des intimés

(3) S'il y a plus d'un intimé, le délai de dix jours visé au paragraphe (1) court à compter de l'expiration de celui des délais impartis aux intimés aux fins de la défense qui est postérieur aux autres.

Exception touchant les causes en matière de protection ou d'adoption

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux instances introduites en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.06.

DISMISSAL BY REGISTRAR — FAILURE TO OBTAIN JUDGMENT

2.07 Where the applicant does not obtain default judgment from the registrar, move for judgment against the respondent in default or request a hearing within thirty days after service of the notice that a respondent has been noted in default, the registrar shall, unless the case management judge orders otherwise, make an order dismissing the proceeding against that respondent and serve the order on the applicant. O. Reg. 704/91, r. 2.07.

DEFENCE OF PROCEEDING*Case information statement with defence*

2.08 (1) On filing a defence, the respondent shall file a case information statement (Form 2 or 3).

Refusal to accept defence

(2) The registrar shall not accept a defence without the case information statement.

Service

(3) The case information statement and defence shall be served together.

Exception for protection and adoption cases

(4) Subrules (1), (2) and (3) do not apply to a proceeding under the *Child and Family Services Act, 1984*.

Notice of intent to defend prohibited

(5) A notice of intent to defend shall not be used. O. Reg. 704/91, r. 2.08.

ASSIGNMENT OF RELATED PROCEEDINGS TO CASE MANAGEMENT*Claims by respondent*

2.09 (1) A counterclaim, counterpetition, claim by respondent, crossclaim or third or subsequent party claim becomes subject to these rules only if the main proceeding has been assigned to case management.

Extension of time

(2) A reply, counterclaim, counterpetition, claim by respondent, crossclaim or third or subsequent party claim extends the times prescribed in these rules for the main proceeding by the time specifically provided in the rules of court for the reply or for defence and reply in the counterclaim, counterpetition, claim by respondent, crossclaim or third or subsequent party claim, or by twenty days, whichever is longer.

Consolidation or hearing together

(3) Where the court orders, under the rules of court, that a proceeding to which these rules apply,

- (a) be consolidated with another proceeding, these rules apply to the consolidated proceeding; or
- (b) be heard at the same time as or immediately before or after another proceeding, the case management judge may order that these rules apply to the other proceeding.

REJET PAR LE GREFFIER EN CAS DE DÉFAUT D'OBTENTION D'UN JUGEMENT

2.07 Si le requérant n'obtient pas de jugement par défaut du greffier, ne présente pas de motion en vue d'obtenir un tel jugement contre l'intimé dont le défaut a été constaté ou ne demande pas d'audience dans les trente jours suivant la signification de l'avis constatant le défaut de l'intimé, le greffier, sauf ordonnance contraire du juge responsable de la gestion de la cause, rend une ordonnance de rejet de l'instance contre cet intimé et la signifie au requérant. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.07.

CONTESTATION DE L'INSTANCE*Exposé informatif de cause joint à la défense*

2.08 (1) Avec sa défense, l'intimé dépose un exposé informatif de cause (formule 2 ou 3).

Refus d'accepter la défense

(2) Le greffier n'autorise pas le dépôt d'une défense sans l'exposé informatif de cause.

Signification

(3) L'exposé informatif de cause et la défense sont signifiés ensemble.

Exception touchant les causes en matière de protection et d'adoption

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas aux instances introduites en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*.

Avis d'intention de présenter une défense interdit

(5) Un avis d'intention de présenter une défense ne doit pas être utilisé. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.08.

AFFECTATION D'INSTANCES CONNEXES AU SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES*Demandes de l'intimé*

2.09 (1) La demande reconventionnelle, la requête reconventionnelle en divorce, la demande de l'intimé, la demande entre défendeurs, la mise en cause ou la mise en cause subséquente ne devient assujettie aux présentes règles que si l'instance principale a été affectée au système de gestion des causes.

Prorogations

(2) Une défense à la requête en divorce, une demande reconventionnelle, une requête reconventionnelle en divorce, une demande de l'intimé, une demande entre défendeurs, une mise en cause ou une mise en cause subséquente proroge les délais prescrits par les présentes règles à l'égard de l'instance principale, du délai expressément prévu par les règles de pratique pour la défense à la requête en divorce ou pour la défense et la réponse relatives à la demande reconventionnelle, à la requête reconventionnelle en divorce, à la demande de l'intimé, à la demande entre défendeurs, à la mise en cause ou à la mise en cause subséquente, ou de vingt jours, si ce dernier délai est plus long.

Réunion ou instruction simultanée d'instances

(3) Si, en vertu des règles de pratique, le tribunal ordonne qu'une instance à laquelle s'appliquent les présentes règles :

- a) soit réunie à une autre instance, les présentes règles s'appliquent à l'instance issue de la réunion;
- b) soit instruite en même temps qu'une autre instance ou immédiatement avant ou après celle-ci, le juge responsable de la gestion de la cause peut ordonner l'application des présentes règles à l'autre instance.

Service of case management documents

(4) Where a proceeding becomes subject to these rules under subrule (1) or (3), the applicant in the proceeding originally subject to these rules shall serve forthwith, on every party to the other proceeding who is not also a party to the original proceeding, the case information statements, timetable and warning. O. Reg. 704/91, r. 2.09.

RULE 3 — CASE MANAGEMENT JUDGE AND CASE CONFERENCE**CASE MANAGEMENT JUDGE***Duties*

3.01 (1) The case management judge shall deal with all matters that arise in the proceeding before the hearing, including all motions, case conferences and settlement conferences.

Substitution

(2) A substitute case management judge may be assigned to a proceeding at any time.

Informal motion procedure

(3) A motion may be made to the case management judge, depending on the practical requirements of the situation,

- (a) with or without supporting material or a motion record;
- (b) by attendance, conference call, telephone call or telephone transmission, or in writing; and
- (c) in the absence of the public, if the case management judge is of the opinion that it is impractical to have the motion heard in public.

Motion without material

(4) Where a motion is made without supporting material or a motion record,

- (a) a case management motion form (Form 5) signed by the moving party's solicitor shall be submitted to the case management judge before the motion is heard;
- (b) a case management motion form signed by the responding party's solicitor may be submitted to the case management judge before the motion is heard;
- (c) the case management judge shall record the disposition of the motion on the form;
- (d) the registrar shall send a copy of the disposition of the motion to the parties unless the case management judge directs that a copy need not be sent; and
- (e) no formal order need be prepared, signed or entered unless the case management judge directs it.

Powers on own initiative

(5) The case management judge may, on his or her own initiative, require a hearing, case conference or conference call to deal with any matter arising in connection with case management, including a failure to comply with these rules or the rules of court.

Signification des documents relatifs à la gestion de la cause

(4) Si une instance devient assujettie aux présentes règles aux termes du paragraphe (1) ou (3), le requérant dans l'instance qui est dès le début assujettie aux présentes règles signifie sans délai, à chacune des parties à l'autre instance qui n'est pas également partie à l'instance initiale, les exposés informatifs de cause, le calendrier et l'avertissement. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 2.09.

RÈGLE 3 – JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE ET CONFÉRENCE RELATIVE À LA CAUSE**JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE***Fonctions*

3.01 (1) Le juge responsable de la gestion de la cause connaît de toutes les questions qui sont soulevées dans le cadre de l'instance avant l'audience, y compris les motions, les conférences relatives à la cause et les conférences en vue d'une transaction.

Substitution

(2) Un juge responsable de la gestion de la cause peut, en tout temps, être affecté à l'instance à titre de suppléant.

Procédure informelle relative aux motions

(3) Une motion peut être présentée au juge responsable de la gestion de la cause, suivant les besoins pratiques de la situation :

- a) avec ou sans documents à l'appui ou dossier de motion;
- b) en personne, par conférence téléphonique, par appel téléphonique, par transmission téléphonique ou par écrit;
- c) à huis clos, si le juge responsable de la gestion de la cause est d'avis qu'il est peu pratique de procéder à l'audition de la motion en public.

Motions sans documents à l'appui

(4) Lorsqu'une motion est présentée sans documents à l'appui ou sans dossier de motion :

- a) une formule de motion relative à la gestion de la cause (formule 5) signée par le procureur de l'auteur de la motion est présentée au juge responsable de la gestion de la cause avant l'audition de la motion;
- b) une formule de motion relative à la gestion de la cause signée par le procureur de la partie intimée peut être présentée au juge responsable de la gestion de la cause avant l'audition de la motion;
- c) le juge responsable de la gestion de la cause consigne sur la formule la décision rendue à l'égard de la motion;
- d) le greffier envoie aux parties une copie de la décision rendue à l'égard de la motion, à moins que le juge responsable de la gestion de la cause ne précise que l'envoi d'une telle copie n'est pas nécessaire;
- e) il n'est pas nécessaire que soit rédigée, signée ou inscrite une ordonnance officielle, sauf directive contraire du juge responsable de la gestion de la cause.

Pouvoirs discrétionnaires

(5) Le juge responsable de la gestion de la cause peut, de son propre chef, exiger la tenue d'une audience, d'une conférence relative à la cause ou d'une conférence téléphonique pour traiter de toute question soulevée relativement à la gestion de la cause, y compris tout défaut de se conformer aux présentes règles ou aux règles de pratique.

Powers generally

- (6) The case management judge may,
- (a) extend or abridge a time prescribed under an order, these rules or the rules of court;
 - (b) adjourn a case conference;
 - (c) delegate his or her authority to another judge;
 - (d) set aside an order made by the registrar under these rules;
 - (e) direct a reference under the rules of court; and
 - (f) make orders, impose terms and give directions as necessary to carry out the purpose of these rules.

Motion for leave to appeal

(7) Despite subrule (1), a motion for leave to appeal from an order of the case management judge shall be made to another judge.

Not to preside at hearing

(8) The case management judge shall not preside at the hearing of the proceeding. O. Reg. 704/91, r. 3.01.

CASE CONFERENCE**Scheduled on commencement of proceeding**

3.02 (1) On issuing an application in the Ontario Court (Provincial Division), a petition, statement of claim or notice of action, the registrar shall schedule a case conference in accordance with Schedule A and shall include the date of the conference in the timetable for the proceeding.

Parties to attend personally

- (2) All counsel and all parties shall attend the conference personally.

Duties of judge

- (3) At the conference, the case management judge shall,
- (a) identify the issues, and note those that are contested and those that are not contested;
 - (b) explore methods to resolve the contested issues;
 - (c) if possible, secure the parties' agreement on a specific schedule of events in the proceeding within the times listed in Schedule A; and
 - (d) review and, if necessary, amend the timetable for the proceeding.

Counsel

(4) Counsel attending the conference shall be the counsel who will appear at the hearing, shall have authority to deal with the matters referred to in subrule (3) and shall be fully acquainted with the facts and legal issues.

Powers of judge

(5) At the conference, the case management judge may, where appropriate,

Pouvoirs de caractère général

- (6) Le juge responsable de la gestion de la cause peut :
- a) proroger ou abrégier tout délai prescrit par une ordonnance, par les présentes règles ou par les règles de pratique;
 - b) reporter une conférence relative à la cause;
 - c) déléguer son autorité à un autre juge;
 - d) annuler toute ordonnance rendue par le greffier en vertu des présentes règles;
 - e) ordonner des renvois en vertu des règles de pratique;
 - f) rendre les ordonnances, imposer les conditions et donner les directives nécessaires pour réaliser l'objet des présentes règles.

Motion en autorisation d'interjeter appel

(7) Malgré le paragraphe (1), une motion en autorisation d'interjeter appel d'une ordonnance du juge responsable de la gestion de la cause est présentée à un autre juge.

Instance

(8) Le juge responsable de la gestion de la cause ne préside pas l'audition de l'instance. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 3.01.

CONFÉRENCE RELATIVE À LA CAUSE**Fixation de date dès l'introduction de l'instance**

3.02 (1) Au moment de la délivrance d'une requête formée devant la Cour de l'Ontario (Division provinciale), d'une requête en divorce, d'une déclaration ou d'un avis d'action, le greffier fixe une date pour la tenue d'une conférence relative à la cause conformément à l'annexe A et incorpore cette date dans le calendrier de l'instance.

Présence des parties et de leur avocat

(2) Toutes les parties et leur avocat assistent en personne à la conférence.

Fonctions du juge

- (3) Lors de la conférence, le juge responsable de la gestion de la cause :
- a) détermine les questions qui sont en litige et note celles qui sont contestées et celles qui ne le sont pas;
 - b) étudie des moyens de résoudre les questions contestées;
 - c) obtient, si possible, l'accord des parties sur un calendrier précis du déroulement de l'instance, qui respecte les délais prévus à l'annexe A;
 - d) examine et, s'il y a lieu, modifie le calendrier de l'instance.

Avocats

(4) Les avocats qui assistent à la conférence sont ceux qui se présentent à l'audience, ont l'autorité voulue pour traiter des questions visées au paragraphe (3) et doivent connaître à fond les faits et les questions de droit.

Pouvoirs du juge

(5) Lors de la conférence, le juge responsable de la gestion de la cause peut, s'il y a lieu :

- (a) make a procedural order;
- (b) make an order for interim relief;
- (c) on consent of the parties, refer any issue for alternative dispute resolution;
- (d) convene a settlement conference;
- (e) convene a hearing; and
- (f) give directions.

Subsequent conferences

(6) Subsequent conferences may be convened on the case management judge's initiative or at the request of a party.

Amending timetable

(7) A party seeking to amend the timetable for the proceeding at a case conference shall notify the other parties of the proposed amendment and the reason for it before requesting the conference and, where the other parties consent to the proposed amendment, the consent shall be filed. O. Reg. 704/91, r. 3.02.

RULE 4 — STEPS BEFORE HEARING

SETTLEMENT CONFERENCE

Settlement conference brief

4.01 (1) The applicant, or any other party by direction of the case management judge or by agreement of the parties, shall deliver not later than ten days before the settlement conference a settlement conference brief, which may be in the form of a record for the hearing, containing all pleadings and all other material the applicant considers necessary for the settlement conference.

Other parties to deliver briefs

(2) Every other party shall deliver a settlement conference brief containing any other material the party considers necessary for the settlement conference not later than five days before the conference.

Expert reports

(3) A party's settlement conference brief shall also contain a copy of all expert reports intended for use at the hearing and, in the case of an expert who has not yet provided a report, a summary of the evidence that the expert is expected to give at the hearing.

Expert reports not disclosed

(4) An expert report that was not served or in respect of which a summary of evidence was not provided at the settlement conference may be introduced at the hearing only with permission of the presiding judge, on any terms he or she considers appropriate, and the judge shall give permission to introduce the report unless prejudice will result that cannot be compensated for by costs or an adjournment.

Settlement conference is pre-trial conference

(5) A settlement conference under these rules is a pre-trial conference under Rule 50 of the Rules of Civil Procedure. O. Reg. 704/91, r. 4.01.

- a) rendre des ordonnances relatives à la procédure;
- b) rendre des ordonnances accordant des mesures de redressement provisoires;
- c) si les parties y consentent, soumettre toute question en litige au mode de règlement parallèle des différends;
- d) convoquer une conférence en vue d'une transaction;
- e) tenir une audience;
- f) donner des directives.

Conférences relatives à la cause subséquentes

(6) Le juge responsable de la gestion de la cause peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie, convoquer d'autres conférences relatives à la cause.

Calendrier modificatif

(7) Toute partie qui désire modifier le calendrier de l'instance lors d'une conférence relative à la cause avise les autres parties de la modification proposée et de la raison de celle-ci avant de demander la tenue de la conférence. Si les autres parties consentent à la modification proposée, une attestation de leur consentement est déposée. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 3.02.

RÈGLE 4 – ÉTAPES ANTÉRIEURES À L'AUDIENCE

CONFÉRENCE EN VUE D'UNE TRANSACTION

Mémoire relatif à la conférence en vue d'une transaction

4.01 (1) Le requérant, ou toute autre partie désignée par une directive du juge responsable de la gestion de la cause ou par accord des parties, remet, au plus tard dix jours avant la conférence, un mémoire relatif à la conférence en vue d'une transaction, qui peut être sous la forme d'un dossier d'audience et qui renferme tous les actes de procédure et tous les autres documents qu'il estime nécessaires à cette conférence.

Remise de mémoires par les autres parties

(2) Chacune des autres parties remet un mémoire relatif à la conférence en vue d'une transaction renfermant tous les autres documents qu'elle estime nécessaires à la conférence en vue d'une transaction au plus tard cinq jours avant celle-ci.

Rapports d'experts

(3) Le mémoire relatif à la conférence en vue d'une transaction d'une partie renferme également une copie de tous les rapports d'experts devant être utilisés à l'audience et, dans le cas d'un expert qui n'a pas encore fourni de rapport, un résumé du témoignage que l'expert est supposé présenter à l'audience.

Non-communication des rapports

(4) Le rapport d'expert qui n'a pas été signifié ou à l'égard duquel un résumé de témoignage n'a pas été fourni lors de la conférence en vue d'une transaction ne peut être présenté à l'audience qu'avec l'autorisation du juge qui la préside et aux conditions que ce dernier estime appropriées. Le juge autorise la présentation du rapport, sauf s'il en résultera un préjudice ne pouvant être compensé par des dépens ou par un ajournement.

La conférence est une conférence préparatoire au procès

(5) La conférence en vue d'une transaction constitue une conférence préparatoire au procès aux termes de la Règle 50 des Règles de procédure civile. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 4.01.

PREPARATION FOR HEARING***Completion before settlement conference***

4.02 (1) All forms of discovery and disclosure before a hearing required or permitted by the rules of court shall be completed before the settlement conference, and a party may not require further discovery or disclosure without an order.

Record for hearing

(2) The applicant, or any other party by direction of the case management judge or by agreement of the parties, shall deliver any record required by the rules of court for the hearing not later than fifteen days before the hearing date.

Other party may deliver record

(3) If the hearing record is not delivered within the time prescribed by subrule (2), any other party may deliver the hearing record not later than ten days before the hearing date.

Listing for hearing

(4) The registrar shall place the proceeding on the appropriate hearing list when any record required by the rules of court is delivered and shall notify the case management judge if the record for the hearing is not delivered at least ten days before the hearing date.

No motions after settlement conference

(5) No motion may be made after a settlement conference except with the permission of the case management judge. O. Reg. 704/91, r. 4.02.

RULE 5 — FAMILY CASE MANAGEMENT ADVISORY COMMITTEE**FAMILY CASE MANAGEMENT ADVISORY COMMITTEE*****Establishment***

5.01 (1) There shall be a Family Case Management Advisory Committee to monitor the operation of these rules and to recommend to the appropriate authorities, including the Family Rules Committee, changes in policies and procedures necessary to facilitate case management.

Composition

- (2) The committee shall consist of,
- (a) two judges of the Ontario Court (General Division), chosen by the court's regional senior judge for the Toronto region;
 - (b) two judges of the Ontario Court (Provincial Division), chosen by the court's regional senior judge for the Toronto region;
 - (c) two persons chosen by the Advocates' Society;
 - (d) two persons chosen by the Canadian Bar Association – Ontario;
 - (e) two persons chosen by the County of York Law Association; and
 - (f) two persons employed in the administration of the courts, chosen by the Regional Director of Courts Administration for the Toronto region. O. Reg. 704/91, r. 5.01.

PRÉPARATION À L'AUDIENCE***Clôture de l'enquête préalable avant la conférence en vue d'une transaction***

4.02 (1) Toutes les formes d'enquête préalable et de divulgation de renseignements avant l'audience qui sont exigées ou permises par les règles de pratique doivent prendre fin avant la conférence en vue d'une transaction. Une partie ne peut exiger d'autre enquête préalable ni d'autre divulgation sans ordonnance.

Dossier d'audience

(2) Le requérant, ou toute autre partie désignée par une directive du juge responsable de la gestion de la cause ou par accord des parties, remet tout dossier qu'exigent les règles de pratique aux fins de l'audience au plus tard quinze jours avant la date de l'audience.

Remise de dossier par les autres parties

(3) Si le dossier d'audience n'est pas remis dans le délai prescrit au paragraphe (2), toute autre partie peut le remettre au plus tard dix jours avant la date de l'audience.

Inscription pour audience

(4) À la remise de tout dossier que les règles de pratique exigent, le greffier inscrit l'instance au rôle approprié. Si le dossier d'audience n'est pas remis au moins dix jours avant la date de l'audience, le greffier en avise le juge responsable de la gestion de la cause.

Présentation de motions sur autorisation seulement

(5) Après la tenue de la conférence en vue d'une transaction, aucune motion ne peut être présentée sans l'autorisation du juge responsable de la gestion de la cause. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 4.02.

RÈGLE 5 – COMITÉ CONSULTATIF DE GESTION DES CAUSES EN DROIT DE LA FAMILLE**COMITÉ CONSULTATIF DE GESTION DES CAUSES EN DROIT DE LA FAMILLE*****Constitution***

5.01 (1) Est constitué un comité consultatif appelé Comité consultatif de gestion des causes en droit de la famille qui est chargé de surveiller l'application des présentes règles et de recommander aux autorités compétentes, notamment au Comité des règles en matière de droit de la famille, les modifications à apporter aux politiques et aux marches à suivre en vue de faciliter la gestion des causes.

Composition

- (2) Le comité consultatif se compose des membres suivants :
- a) deux juges de la Cour de l'Ontario (Division générale) choisis par le juge principal régional de la Cour pour la région de Toronto;
 - b) deux juges de la Cour de l'Ontario (Division provinciale) choisis par le juge principal régional de la Cour pour la région de Toronto;
 - c) deux personnes choisies par la société appelée The Advocates' Society;
 - d) deux personnes choisies par l'Association du Barreau canadien – Ontario;
 - e) deux personnes choisies par l'association appelée County of York Law Association;
 - f) deux personnes travaillant dans le domaine de l'administration des tribunaux choisies par le directeur régional de l'administration des tribunaux affecté à la région de Toronto. Règl. de l'Ont. 704/91, règle 5.01.

**RULE 6 — CITATION, COMMENCEMENT
AND REVOCATION**

**RÈGLE 6 – TITRE ABRÉGÉ, ENTRÉE EN VIGUEUR
ET ABROGATION**

SHORT TITLE

6.01 These rules may be cited as the Toronto Family Case Management Rules.

TITRE ABRÉGÉ

6.01 Le titre abrégé des présentes règles est Règles de gestion des causes en droit de la famille de Toronto.

COMMENCEMENT AND REVOCATION

6.02 (1) These rules come into force on the 2nd day of December, 1991.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET ABROGATION

6.02 (1) Les présentes règles entrent en vigueur le 2 décembre 1991.

(2) These rules are revoked on the 30th day of November, 1993.

(2) Les présentes règles sont abrogées le 30 novembre 1993.

Schedule A

Annexe A

NOTE: The time periods for steps in a proceeding are cumulative and are counted from the commencement of the proceeding.

REMARQUE : Les délais d'exécution applicables aux étapes prévues dans le cadre de l'instance sont cumulatifs et calculés à compter de l'introduction de celle-ci.

1. All proceedings except those under the *Child and Family Services Act, 1984*.

1. Instances sauf celles introduites en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*.

<u>Step in the proceeding</u>	<u>To be completed within not more than</u>
Service and filing proof of service of originating document	30 days
Filing of defence	70 days
Case conference	80 days
Settlement conference (by which time all discovery and assessments are to be complete)	170 days
Hearing	230 days

<u>Étape prévue dans le cadre de l'instance</u>	<u>Délai d'exécution</u>
Signification et dépôt d'une preuve de la signification du document introductif	30 jours
Dépôt de la défense	70 jours
Conférence relative à la cause	80 jours
Conférence en vue d'une transaction (à compter de laquelle l'enquête préalable et les évaluations doivent être terminées)	170 jours
Audience	230 jours

2. Proceedings under the *Child and Family Services Act, 1984*.

2. Instances introduites en vertu de la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*.

<u>Step in the proceeding</u>	<u>To be completed within not more than</u>
First hearing after apprehension of child	5 days
Temporary care and custody hearing, including appointment of counsel	25 days
Case conference	35 days
Settlement conference	80 days
Hearing	120 days

<u>Étape prévue dans le cadre de l'instance</u>	<u>Délai d'exécution</u>
Première audience après appréhension de l'enfant ou des enfants	5 jours
Audience concernant les soins temporaires et la garde d'enfants, y compris la nomination d'avocats	25 jours
Conférence relative à la cause	35 jours
Conférence en vue d'une transaction	80 jours
Audience	120 jours

O. Reg. 704/91, Sched. A.

Règl. de l'Ont. 704/91, annexe A.

Form 1

Courts of Justice Act, 1984

No. CM

ONTARIO COURT (..... DIVISION)

(Short title)

NOTICE OF ATTEMPT TO RECONCILE

TO THE REGISTRAR

The persons involved in this case are attempting to reconcile. For that purpose, the persons in the case agree that the time periods prescribed under the Toronto Family Case Management Rules for this proceeding, including those set out in the timetable, should be extended for a period of (maximum 90) days.

The persons in the case understand that at the expiry of that period, or earlier if requested by either person, the registrar will schedule a case conference.

.....
Applicant/petitioner/plaintiff

.....
Respondent/defendant

.....
Counsel

.....
Counsel

Date

Date

O. Reg. 704/91, Form 1.

Formule 1

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

N° CM

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION _____)

(Intitulé abrégé)

AVIS DE TENTATIVE DE RÉCONCILIATION

AU GREFFIER

Les personnes concernées par la présente cause font une tentative de réconciliation. À cette fin, elles conviennent que les délais prescrits par les Règles de gestion des causes en droit de la famille de Toronto pour la présente instance, y compris ceux qui figurent au calendrier, devraient être prolongés d'une période de jours (maximum de 90 jours).

Il est entendu qu'à l'expiration de ce délai, ou dans un délai moindre si l'une ou l'autre personne en fait la demande, le greffier fixera une date pour la tenue d'une conférence relative à la cause.

.....
Requérant/auteur d'une requête en divorce/demandeur

.....
Intimé/défendeur

.....
Avocat

.....
Avocat

Date :

Date :

Règl. de l'Ont. 704/91, formule 1.

Form 2

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (_____ DIVISION)

No.

(court office address)

SHORT TITLE OF CASE

CASE INFORMATION STATEMENT

THIS FORM FILED BY

- applicant/petitioner/plaintiff
- respondent/defendant - give name

other - specify kind of party and give name

ORDER SOUGHT BY PERSON FILING THIS FORM

Divorce Act

- divorce
- child support
- spousal support
- custody
- access
- other - specify

Family Law Act

- child support
- spousal support
- property - equalize
- excl. possession
- restraining order
- other - specify

Children's Law Ref. Act

- custody
- access
- paternity declaration
- other - specify

Other

- constructive/resulting trust
- partition/sale
- annulment
- other - specify

PROPERTY CASES ONLY - KIND OF PROPERTY INVOLVED

- house
- condo/co-op unit

- cottage
- furniture/contents

- pension
- RRSP

- stocks/bonds
- business

PERSON FILING THIS FORM

- Married - date
- Not married -
cohabited from

Separated - date

Separated - date

Birth date
Employer - name
and address

Social insurance no.

OTHER SPOUSE

Birth date
Employer - name
and address

Social insurance no.

CHILDREN

Name and birth date

Name and birth date

THIS PERSON'S LAWYER (If no lawyer, give person's name, address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm

Address

Telephone Fax Date

Formule 2

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION _____) N° _____

(adresse du greffe)

INTITULÉ ABRÉGÉ DE LA CAUSE

EXPOSÉ INFORMATIF DE CAUSE

LA PRÉSENTE FORMULE EST DÉPOSÉE PAR :

- [] le requérant/l'auteur d'une requête en divorce/ le demandeur
[] l'intimé/le défendeur - en donner le nom :

- [] une autre personne - préciser de quelle partie il s'agit et en donner le nom :

ORDONNANCE DEMANDÉE PAR LA PERSONNE QUI DÉPOSE LA PRÉSENTE FORMULE :

- Loi sur le divorce [] divorce [] aliments de enfants [] garde des enfants [] accès auprès des enfants [] autre objet - préciser :
Loi sur le droit de la famille [] aliments à l'égard des enfants [] aliments à l'égard du conjoint [] égalisation des biens [] possession exclusive [] ordonnance de ne pas faire [] autre objet - préciser :
Loi portant réforme du droit de l'enfance [] garde des enfants [] droit de visite [] déclaration de paternité [] autre objet - préciser :
Autre [] fiducie induite des faits/au profit éventuel de son auteur [] partage/vente [] annulation [] autre objet - préciser :

CAUSES PORTANT SUR DES BIENS - TYPE DE BIENS EN CAUSE

- [] maison [] chalet [] pension/rente [] actions/obligations
[] unité condominiale/ logement coopératif [] meubles/contenu [] REER [] commerce

PERSONNE QUI DÉPOSE LA PRÉSENTE FORMULE

- [] Mariée - date du mariage :
[] Non mariée - cohabite depuis
Date de naissance :
Employeur - nom et adresse :
Séparée - date de la séparation :
Séparée - date de la séparation :
N° d'assurance sociale :

CONJOINT

- Date de naissance :
Employeur - nom et adresse :
N° d'assurance sociale :

Table with 2 columns: ENFANTS, Nom et date de naissance. Multiple rows for listing children.

AVOCAT DE LA PRÉSENTE PERSONNE (En l'absence d'avocat, inscrire le nom de la personne, son domicile élu, ses numéros de téléphone et de télécopieur.)

- Nom de l'avocat et de son cabinet, ou nom de la présente personne :
Adresse :
N° de téléphone : N° de télécopieur : Date :

Form 3

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (PROVINCIAL DIVISION)

No.

311 Jarvis Street, Toronto, Ontario M5B 2C4

SHORT TITLE OF CASE

CASE INFORMATION STATEMENT - CHILD AND FAMILY SERVICES ACT CASES

THIS FORM FILED BY

- children's aid society
- child - give name
- parent - give name
- other - specify kind of party and give name

NATURE OF CASE

- protection
- status review
- access
- adoption
- other - specify

ORDER SOUGHT BY PERSON FILING THIS FORM

- protection finding
- supervision order
- society wardship
- crown wardship
- access
- termination
- adoption
- other - specify

BIOLOGICAL PARENTS

Mother's full name Birth date

Father's full name Birth date

OTHER PARENTS AS DEFINED IN CFSA

Name and birth date	Name and birth date
.....
.....

CHILDREN

Name and birth date	Name and birth date
.....
.....

THIS PERSON'S LAWYER (If no lawyer, give person's name, address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm

Address

Telephone Fax Date

Formule 3

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION PROVINCIALE) N°

311 rue Jarvis, Toronto (Ontario) M5B 2C4

INTITULÉ ABRÉGÉ DE LA CAUSE

EXPOSÉ INFORMATIF DE CAUSE - CAUSES EN VERTU DE LA LOI DE 1984 SUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA FAMILLE

LA PRÉSENTE FORMULE EST PRÉSENTÉE PAR :

- [] une société d'aide à l'enfant
[] un enfant - en donner le nom :
[] le père ou la mère - en donner le nom :
[] une autre personne - préciser de quelle partie il s'agit et en donner le nom :

NATURE DE LA CAUSE :

- [] protection
[] révision du statut de l'enfant
[] droit de visite
[] adoption
[] autre - préciser

ORDONNANCE DEMANDÉE PAR LA PERSONNE QUI DÉPOSE LA PRÉSENTE FORMULE :

- [] obtention d'une protection
[] surveillance
[] mise sous la tutelle d'une société
[] mise sous la tutelle de la Couronne
[] droit de visite
[] résiliation d'entente
[] adoption
[] autre objet - préciser :

PÈRE ET MÈRE BIOLOGIQUES

Nom et prénoms de la mère :
Nom et prénoms du père :
Date de naissance :
Date de naissance :

AUTRES PÈRE ET MÈRE AU SENS DE LA LSEF

Nom et date de naissance
Nom et date de naissance

ENFANTS

Nom et date de naissance
Nom et date de naissance

AVOCAT DE LA PRÉSENTE PERSONNE : (En l'absence d'avocat, inscrire le nom de la personne, son domicile élu, ses numéros de téléphone et de télécopieur.)

Nom de l'avocat et de son cabinet, ou nom de la personne :

Adresse :

N° de téléphone : N° de télécopieur : Date :

Form 4

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (_____ DIVISION)

Toronto Case Management Project

WARNING

THIS CASE HAS BEEN SELECTED FOR CASE MANAGEMENT BY THE COURT. TIME LIMITS WILL BE STRICTLY ENFORCED.

The time limits for your case are those set out in the timetable served with this form, **NOT THOSE IN THE STATEMENT OF CLAIM/NOTICE OF ACTION/PETITION/NOTICE OF HEARING.**

You should take these documents to your lawyer immediately. If you cannot afford a lawyer, you should take these documents immediately to your nearest Legal Aid office and apply for legal aid. If you wish, you can defend this case by yourself without a lawyer.

IF YOU MISS THE DEADLINE FOR FILING A DEFENCE SET OUT IN THE TIMETABLE, THE COURT COULD GRANT JUDGMENT AND THE JUDGMENT COULD BE ENFORCED AGAINST YOU.

O. Reg. 704/91, Form 4.

Formule 4

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION _____)

Projet de gestion des causes de Toronto

AVERTISSEMENT

LA PRÉSENTE CAUSE A ÉTÉ CHOISIE PAR LE TRIBUNAL POUR PASSER PAR LE SYSTÈME DE GESTION DES CAUSES. LES DÉLAIS SERONT MIS EN APPLICATION DE FAÇON STRICTE.

Les délais d'exécution relatifs à votre cause sont ceux qui figurent au calendrier qui vous est signifié avec la présente formule, et **NON CEUX QUI FIGURENT SUR LA DÉCLARATION/L'AVIS D'ACTION/LA REQUÊTE EN DIVORCE/L'AVIS D'AUDIENCE.**

Vous devriez montrer ces documents à votre avocat immédiatement. Si vous n'avez pas les moyens de vous procurer les services d'un avocat, vous devriez apporter ces documents immédiatement au bureau d'aide juridique le plus proche et présenter une demande d'aide juridique. Si vous le préférez, vous pouvez défendre cette cause vous-même, sans l'aide d'un avocat.

SI VOUS NE RESPECTEZ PAS LE DÉLAI PRÉVU POUR LE DÉPÔT D'UNE DÉFENSE QUI FIGURE AU CALENDRIER, LE TRIBUNAL POURRAIT RENDRE UN JUGEMENT ET LE FAIRE EXÉCUTER CONTRE VOUS.

Règl. de l'Ont. 704/91, formule 4.

Form 5

Courts of Justice Act, 1984

ONTARIO COURT (_____ DIVISION)

No. CM

Toronto Family Case Management Project

SHORT TITLE OF CASE

CASE MANAGEMENT MOTION FORM

THIS FORM FILED BY (Check applicable boxes to indicate whether person filing this form is making or responding to the motion AND whether person is applicant/petitioner/plaintiff, respondent/defendant, etc. in the case.)

- [] person making the motion [] applicant/petitioner/plaintiff
[] person responding to the motion [] defendant/respondent - name
[] other - specify kind of party and name

MOTION MADE

- [] on consent of all persons in the case [] on notice to all persons in case - unopposed
[] on notice to all persons in the case - opposition expected [] without notice
This form was served on (date) by means of

METHOD OF HEARING REQUESTED

- [] in writing only, no appearance [] conference telephone call - see below
[] telephone call (motion without notice) - see below [] appearance - see below
Proposed date and time for conference call, telephone call or appearance (Must be confirmed in advance with case management co-ordinator.)

ORDER SOUGHT BY THIS PERSON (Person responding is presumed to request dismissal of motion and costs.)

- [] extension of time - specify what time period and how long an extension
[] costs
[] other - specify

MATERIAL RELIED ON

- [] this form [] pleadings [] affidavits - specify [] transcript - specify [] other - specify

GROUND IN SUPPORT OF/IN OPPOSITION TO MOTION

(See Over.)

Formule 5

Loi de 1984 sur les tribunaux judiciaires

COUR DE L'ONTARIO (DIVISION _____) N° CM

Projet de gestion des causes en droit de la famille de Toronto

INTITULÉ ABRÉGÉ DE LA CAUSE

FORMULE DE MOTION RELATIVE À LA GESTION DE LA CAUSE

LA PRÉSENTE FORMULE EST DÉPOSÉE PAR : (En cochant les cases pertinentes, indiquer, d'une part, si la personne qui dépose la présente formule est l'auteur de la motion ou y répond ET, d'autre part, si elle est le requérant/l'auteur de la requête en divorce/le demandeur ou l'intimé/le défendeur, etc., dans la cause.)

- [] l'auteur de la motion
[] la personne qui répond à la motion
[] le demandeur/l'auteur de la requête en divorce/le requérant
[] le défendeur/l'intimé - nom :
[] une autre personne - préciser de quelle partie il s'agit et en donner le nom :

MOTION PRÉSENTÉE

- [] du consentement de toutes les personnes concernées par la cause
[] sur préavis adressé à toutes les personnes concernées par la cause et dont on prévoit la contestation
[] sur préavis adressé à toutes les personnes concernées par la cause et sans contestation
[] sans préavis

Un avis de la présente motion a été signifié le (date) ... par le moyen suivant :

MODE DE TENUE DE L'AUDIENCE :

- [] par écrit seulement, sans comparution
[] appel téléphonique (motion sans préavis) - voir ci-dessous
[] conférence téléphonique - voir ci-dessous
[] comparution - voir ci-dessous

Date et heure proposées de la conférence téléphonique, de l'appel téléphonique ou de la comparution : (À confirmer à l'avance auprès du coordonnateur de la gestion de la cause.)

ORDONNANCE DEMANDÉE PAR LA PRÉSENTE PERSONNE : (Il est présumé que la personne qui répond à la motion demande le rejet de la motion et des dépens y afférents.)

- [] prorogation de délai - préciser de quel délai il s'agit et la durée de la prorogation :

- [] dépens
[] autre objet - préciser :

DOCUMENTS SERVANT DE PIÈCES À L'APPUI À LA PRÉSENTE PARTIE :

- [] la présente formule
[] actes de procédure
[] affidavits - préciser :
[] transcriptions - préciser :
[] autre objet - préciser :

MOTIFS À L'APPUI DE LA MOTION OU CONTRE CELLE-CI :

(Voir au verso.)

CASE MANAGEMENT MOTION FORM, page 2

.....
.....
.....
.....

CERTIFICATION

I certify that the above information is correct, to the best of my knowledge.

Signature of solicitor

(If no lawyer, person in the case must sign) Date

THIS PERSON'S LAWYER (If no lawyer, give person's name, address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm

Address

Telephone Fax

OTHER PERSON'S LAWYER (If no lawyer, give person's name, address for service, telephone and fax numbers.)

Name and firm

Address

Telephone Fax

DISPOSITION BY CASE MANAGEMENT JUDGE

- order to go as asked adjourned to
- order refused order to go as follows:

.....
.....
.....

REASONS

.....
.....
.....

- Hearing method Hearing duration min. Heard in courtroom office
- No formal order need be prepared or signed Successful party to prepare formal order for signature
 - Registrar to send copy of disposition to parties No copy of disposition to be sent to parties
 - Other directions – specify

.....
.....

Date Judge's name Judge's signature

FORMULE DE MOTION RELATIVE À LA GESTION DE LA CAUSE, page 2

.....
.....
.....
.....

CERTIFICAT :

Je certifie que les renseignements donnés ci-dessus sont exacts, pour autant que je sache.

Signature du procureur :

(En l'absence d'avocat, la personne concernée par la cause doit signer.) Date :

AVOCAT DE LA PRÉSENTE PERSONNE (En l'absence d'avocat, donner le nom de la personne, ses domicile élu, numéros de téléphone et de télécopieur.)

Nom de l'avocat et de son cabinet, ou de la personne :

Adresse :

Téléphone : Télécopieur :

AVOCAT DE L'AUTRE PERSONNE (En l'absence d'avocat, donner le nom de la personne, ses domicile élu, numéros de téléphone et de télécopieur.)

Nom de l'avocat et de son cabinet, ou de la personne :

Adresse :

Téléphone : Télécopieur :

DÉCISION DU JUGE RESPONSABLE DE LA GESTION DE LA CAUSE :

- ordonnance conforme à la demande
- ordonnance refusée
- décision reportée au :
- ordonnance suivante :

.....
.....
.....

MOTIFS

.....
.....
.....

Mode de tenue de l'audience : Durée de l'audience : min.

Audition en salle d'audience au cabinet

La préparation ou la signature d'une ordonnance officielle n'est pas requise

Envoi par le greffier d'une copie de la décision aux parties

Autres directives – préciser :

La partie qui obtient gain de cause doit préparer une ordonnance officielle aux fins de signature

Aucun envoi de copie de la décision aux parties

.....
.....

Date : Nom du juge Signature :

Règl. de l'Ont. 704/91, formule 5.

COURTS OF JUSTICE ACT, 1984**O. Reg. 705/91.**

Rules of the Provincial Court (Family Division).

Made—October 30th, 1991.

Approved—November 20th, 1991.

Filed—November 21st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 810 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
COURTS OF JUSTICE ACT, 1984

1.—(1) Subrule 13 (1) of Regulation 810 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as amended by section 5 of Ontario Regulation 808/84, is further amended by striking out “or” at the end of clause (e), by adding “or” at the end of clause (f) and by adding the following clause:

- (g) by telephone transmission of a facsimile of the document, in accordance with subrule (10).

(2) Rule 13 of the Regulation, as amended by section 5 of Ontario Regulation 808/84, is further amended by adding the following subrule:

(10) A document served by telephone transmission shall include a cover page indicating,

- (a) the sender's name, address and telephone number;
- (b) the name of the solicitor or person to be served;
- (c) the date and time of the transmission;
- (d) the number of pages transmitted, including the cover page;
- (e) the telephone number from which the document is transmitted; and
- (f) the name and telephone number of a person to contact if there are transmission problems. O. Reg. 705/91, s. 1 (2).

49/91

DRUGLESS PRACTITIONERS ACT**O. Reg. 706/91.**

Masseurs.

Made—September 30th, 1991.

Approved—November 20th, 1991.

Filed—November 22nd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 251 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DRUGLESS PRACTITIONERS ACT

1. Subsection 7 (1) of Regulation 251 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 648/90, is revoked and the following substituted:

(1) The fees to be paid by a masseur are,

- (a) on registration \$250;

(b) on renewal of registration \$250;

(c) on renewal of registration if the registration has been expired for one year or less \$300;

(d) on renewal of registration if the registration has been expired for more than one year \$600. O. Reg. 706/91, s. 1.

2. Section 21 of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 648/90, is revoked and the following substituted:

21.—(1) An applicant for examination, other than a supplemental examination, shall pay a fee of \$250.

(2) An applicant for a supplemental examination shall pay a fee of \$150. O. Reg. 706/91, s. 2.

THE BOARD OF DIRECTORS OF MASSEURS:

EMILY E. COWALL
Chair

NEIL ANDERSON
Secretary-Treasurer

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.

49/91

ENERGY ACT**O. Reg. 707/91.**

Propane Storage, Handling and Utilization Code.

Made—November 20th, 1991.

Filed—November 22nd, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 825/82
MADE UNDER THE
ENERGY ACT

1. Section 5 of Ontario Regulation 825/82 is amended by adding the following subsection:

(2a) Warnock Hersey Professional Services Ltd. is designated as an organization to test the following appliances to approved standards and, if the appliances conform to the approved standards, to place its label or symbol on them:

1. Outdoor gas grills.
2. Gas-fired vented room heaters.
3. Gas-fired appliances for outdoor installation.
4. Vented decorative gas appliances.
5. Decorative gas appliances for installation in vented fireplaces.
6. Gas-fired gravity and forced air central furnaces.
7. Gas counter appliances.
8. Portable type gas camp stoves.
9. Portable type gas camp heaters. O. Reg. 707/91, s. 1.

49/91

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—12—14

CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT

O. Reg. 708/91.

General.

Made—November 20th, 1991.

Filed—November 25th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 232 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT

1. Subsection 1 (2) of Regulation 232 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 181/90, is amended by adding the following paragraph:

10a. Green's Ambulance Service Inc.

50/91

COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990

O. Reg. 709/91.

Rates of Taxation, 1991.

Made—November 21st, 1991.

Filed—November 26th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990

RATES OF TAXATION, 1991

1. The rates of taxation for general purposes for the year 1991 which, but for this Order, would have been levied by the council of a town municipality on the whole of the assessment for real property and business assessment according to the last revised assessment roll in the merged areas of each town municipality specified in the Schedule shall be increased or decreased by the council of the town municipality in each merged area by the number of mills specified in the Schedule. O. Reg. 709/91, s. 1.

2. The amounts ascertained by multiplying the mill rates specified in this Order by the assessment for each merged area shall be included in the sums adopted by each town municipality for general purposes in accordance with section 164 of the *Municipal Act*. O. Reg. 709/91, s. 2.

Schedule

AMALGAMATED TOWN OF ALLISTON, BEETON, TECUMSETH AND TOTTENHAM		
Merged Area	Mill Rate Adjustments	
	Residential	Commercial
Former Town of Alliston	+ 6.334	+ 7.452
Former Village of Beeton	+ 4.684	+ 5.510
Part of the Former Township of Tecumseth	-25.874	-30.440
Former Village of Tottenham	+ 2.561	+ 3.013

TOWN OF INNISFIL		
Merged Area	Mill Rate Adjustments	
	Residential	Commercial
Former Village of Cookstown	+81.590	+95.988
Former Township of Innisfil	+ 5.550	+ 6.529
Part of the Former Township of Tecumseth	-39.982	-47.038
Part of the Former Township of West Gwillimbury	0	0

O. Reg. 709/91, Sched.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 21st day of November, 1991.

50/91

LOCAL ROADS BOARDS ACT**O. Reg. 710/91.**

Establishment of Local Roads Areas—Northwestern Region.
 Made—October 28th, 1991.
 Filed—November 26th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 599 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 LOCAL ROADS BOARDS ACT**

1. Schedule 8 to Regulation 599 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

Schedule 8**SIBLEY LOCAL ROADS AREA**

All that portion of the Township of Sibley in the Territorial District of Thunder Bay shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-1302-4, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 19th day of September, 1991. O. Reg. 710/91, s. 1.

2. Schedule 9 to the Regulation is revoked and the following substituted:

Schedule 9**RED PINE RIDGE LOCAL ROADS AREA**

All those portions of the townships of Boys and Forgie in the Territorial District of Kenora shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-508-A2, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 19th day of September, 1991. O. Reg. 710/91, s. 2.

3. Schedule 60 to the Regulation is revoked and the following substituted:

Schedule 60**TILLEY LOCAL ROADS AREA**

All that portion of the Township of Tilley in the Territorial District of Algoma shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-921-3, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 19th day of September, 1991. O. Reg. 710/91, s. 3.

4. The Regulation is amended by adding the following Schedule:

Schedule 135**GORDON LAKE LOCAL ROADS AREA**

All those portions of the Township of Tustin and unsurveyed territory, lying north of the Township of Tustin, in the Territorial District of Kenora shown outlined on Ministry of Transportation Plan N-493-1, filed with the Administrative Services Office of the Ministry of Transportation at Toronto on the 19th day of September, 1991. O. Reg. 710/91, s. 4.

GILLES POULIOT
Minister of Transportation

Dated at Toronto, this 28th day of October, 1991.

50/91

RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT**O. Reg. 711/91.**

Tourism Criteria.
 Made—November 27th, 1991.
 Filed—November 27th, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
 RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT**

TOURISM CRITERIA

1. This Regulation sets out the tourism criteria that must be met before a municipality may pass an exempting by-law under subsection 4 (1) of the Act. O. Reg. 711/91, s. 1.

2.—(1) A retail business establishment may be exempted if,

- (a) it is located within two kilometres of a tourist attraction; and
- (b) it is directly associated with the tourist attraction or relies on tourists visiting the attraction for business on a holiday.

(2) An exemption granted on an area basis may only be given if,

- (a) all of the retail business establishments in the area are within two kilometres of the tourist attraction;
- (b) the area does not exceed that necessary to encompass all of the retail business establishments for which an exemption is sought; and

- (c) at least 25 per cent of the retail business establishments in the area are directly associated with the tourist attraction or rely on tourists visiting the attraction for business on a holiday.

(3) For the purposes of this section, a tourist attraction is limited to,

- (a) natural attractions or outdoor recreational attractions;
- (b) historical attractions; and
- (c) cultural, multi-cultural or educational attractions. O. Reg. 711/91, s. 2.

3. Each retail business establishment that on days other than holidays normally uses a total area of 2,400 square feet or more for serving the public or normally has four or more employees serving the public must, in addition to meeting the tourism criteria set out in subsection 2 (1), provide goods or services on holidays primarily to tourists. O. Reg. 711/91, s. 3.

4. The two kilometre restriction set out in subsections 2 (1) and (2) does not apply to a retail business establishment located in a local municipality, including a local municipality located in a district or regional municipality or the County of Oxford, having a population of less than 50,000. O. Reg. 711/91, s. 4.

5.—(1) Despite any other provision of this Regulation, retail business establishments in a municipality may be exempted for up to five holidays a year during which a fair, festival or other special event is being held in that municipality.

(2) Subsection (1) does not apply to parades. O. Reg. 711/91, s. 5.

6.—(1) An application for an exemption under subsection 4 (3) of the Act shall contain the following:

1. A description of the area or the retail business establishment for which the exemption is sought.
2. The justification, in relation to the seasonal nature, if any, of the tourist attraction, for the time period sought in the exemption.
3. Information establishing that the tourism criteria set out in this Regulation are met.

(2) An application in respect of a retail business establishment described in section 3 shall be made only by that retail business establishment. O. Reg. 711/91, s. 6.

7. **This Regulation comes into force on the day subsection 1 (1) of the *Retail Business Establishments Statute Law Amendment Act, 1991* is proclaimed in force.**

50/91

CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

O. Reg. 712/91.

Crop Insurance Plan—Popping Corn.

Made—October 2nd, 1991.

Approved—November 7th, 1991.

Filed—November 27th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 312/81 MADE UNDER THE CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)

1.—(1) **Clause 3 (a) of the Schedule to Ontario Regulation 312/81, as remade by section 1 of Ontario Regulation 450/90, is revoked.**

(2) **Section 8a of the Schedule, as made by section 1 of Ontario Regulation 450/90, is revoked and the following substituted:**

8a. The Commission shall calculate a producer's average farm yield in accordance with the following rules:

1. If a producer has not previously been enrolled in the plan or has not been enrolled in the plan during the most recent ten-year period, and does not have acreage production records, average farm yield shall be determined by a review of the producer's farmland, the farmland in the district in which the producer's acreage is located and the producer's farming practices, and the average farm yield so determined shall be known as the underwritten yield.
2. If an insured person has at least one, but not more than four, actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by combining the underwritten yield as established under paragraph 1 and the actual yields as indicated in the insured person's acreage production records in the following manner:

No. of Actual Yields	Weight Applied to Underwritten Yield	Weight Applied to Simple Average of Actual Yield
1	80%	20%
2	60%	40%
3	40%	60%
4	20%	80%

3. If an insured person has at least five actual yields during the most recent ten-year period, average farm yield shall be calculated by determining the simple average of the actual yields as indicated in acreage production records.
4. The Commission shall, on an annual basis, compare an insured person's actual yields used in calculating the average farm yield under paragraph 2 or 3 with the average farm yield so calculated.
5. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year exceeds the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} - \frac{2}{3} \left(\text{Actual Yield} - \left(\text{Average Yield} \times 1.3 \right) \right)$$

6. If the comparison undertaken in accordance with paragraph 4 demonstrates that the actual yield in a year falls short of the insured person's average farm yield as calculated in accordance with paragraph 2 or 3 by more than 30 per cent, the Commission shall adjust the actual yield for that year according to the following formula:

$$\text{Adjusted Yield} = \text{Actual Yield} + \frac{2}{3} \left(\left(\text{Average Yield} \times 0.7 \right) - \text{Actual Yield} \right)$$

7. The Commission shall recalculate an insured person's average farm yield under paragraph 2 or 3 substituting adjusted yield figures under paragraph 5 or 6 for actual yield figures.

(3) **Subsection 12 (5) of the Schedule, as made by section 2 of Ontario Regulation 225/88, is revoked.**

2.—(1) **Paragraph 2 of Form 2 of the Regulation is revoked and the following substituted:**

2.—(1) If loss or damage to three acres or more of the insured crop resulting from an insured peril occurs before the 1st day of July in the crop year, the Commission, upon application for it in writing by the insured person, may consent in writing to the replanting of the damaged acreage.

(2) If the damaged acreage is replanted in accordance with subparagraph (1), the Commission shall pay a supplementary benefit to the insured person calculated at the rate of \$40 for each replanted acre.

(3) If the damaged acreage is replanted to popping corn, the contract of insurance shall continue to apply to the replanted acreage.

(4) The total number of acres in respect of which a replanting benefit is paid in a crop year shall not exceed the total number of insured acres.

(2) Paragraphs 3 and 4, and the headings immediately preceding the paragraphs, of Form 2, as amended by section 2 of Ontario Regulation 450/90, are revoked and the following substituted:

3.—(1) If loss or damage occurs before harvest, the Commission, upon application for it in writing by the insured person, may consent in writing to the use of the damaged acreage for any other purpose or to the abandonment or destruction of the insured crop on the damaged acreage and, in such case, the Commission shall determine the number of damaged acres and their potential production.

(2) If damaged acreage is used for any other purpose or the insured crop on it is abandoned or destroyed in accordance with subparagraph (1), the amount of loss that shall be taken into account in the final adjustment of loss in respect of the total planted acreage shall be calculated by multiplying the difference between the guaranteed production for the damaged acreage and the potential production for the damaged acreage determined under subparagraph (1) by the established price per pound.

(3) If damaged acreage is not used for any other purpose or the crop on it is not abandoned or destroyed after the Commission has consented to it, the amount of loss calculated under subparagraph (2) shall not be taken into account in the final adjustment of loss.

(4) If the actual production of the harvested acreage is less than the guaranteed production for the acreage, the amount of loss that shall be taken into account in the final adjustment of loss in respect of the total planted acreage shall be calculated by multiplying the difference between the guaranteed production and the actual production by the established price per pound.

SALVAGE

4. If, as the result of an insured peril, the insured crop or any part of it is suitable only for feed, the amount of loss that shall be taken into account in the final adjustment of loss shall be the amount by which the liability under this plan for the damaged acreage exceeds the actual production for the damaged acreage multiplied by the highest established price for grain corn under The Ontario Crop Insurance Plan for Corn.

(3) Paragraph 5 of Form 2 is revoked and the following substituted:

FINAL ADJUSTMENT OF LOSS FOR TOTAL INSURED ACREAGE

5.—(1) The indemnity payable with respect to the total insured acreage in the final adjustment of loss shall be the sum of all loss calculations made under paragraphs 3 and 4 applicable to the acreage.

(2) Despite subparagraph (1), if the actual production of any harvested acreage or the potential production of any unharvested acreage exceeds the guaranteed production of the acreage, the indemnity otherwise payable in respect of loss calculations made under paragraph 4 shall be reduced by the amount obtained by multiplying the excess by the established price per pound.

(4) Paragraph 6 of Form 2, as amended by section 2 of Ontario Regulation 450/90, is revoked and the following substituted:

INCORRECT ACREAGE IN FINAL ACREAGE REPORT

6.—(1) If the actual planted acreage of popping corn in a crop year is less than the planted acreage declared on the final acreage report, the guaranteed production shall be decreased proportionately in calculating

whether there has been a loss and the actual production shall be used in calculating the average production for purposes of determining coverage for the following crop year, and there shall be no refund of premium.

(2) If the actual planted acreage of popping corn in a crop year exceeds the planted acreage declared on the final acreage report, the actual production shall be used in calculating whether there has been a loss.

(3) If the calculation made under subparagraph (2) indicates a loss, the actual production shall be used in calculating the average production for purposes of determining coverage for the following year.

(4) If the calculation made under subparagraph (2) does not indicate a loss, the actual production shall be reduced proportionately in calculating the average production for purposes of determining coverage for the following year.

(5) Paragraph 7 of Form 2 is revoked.

THE CROP INSURANCE COMMISSION OF ONTARIO:

WILLIAM JONGEJAN
Chair

MATT TULLOCH
Secretary

Dated at Toronto, this 2nd day of October, 1991.

50/91

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 713/91.

Fresh Grapes—Plan.

Made—November 20th, 1991.

Filed—November 27th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 359 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1.—(1) Section 6 of the Schedule to Regulation 359 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by striking out "seven" in the first line and substituting "six".

(2) Paragraph 1 of section 6 of the Schedule is amended by striking out "and" in the second line and by adding at the end "and those parts of Ontario that are not included in Districts 2 to 6".

(3) Paragraphs 6 and 7 of section 6 of the Schedule are revoked and the following substituted:

6. District 6, consisting of the Town of Grimsby, the Township of West Lincoln and The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth.

(4) Section 9 of the Schedule is amended by striking out "fifty" in the fourth line and substituting "thirty".

(5) Subsection 10 (1) of the Schedule is amended by adding at the end "except that the committee for District 2 may elect two members".

50/91

CORPORATIONS TAX ACT

O. Reg. 714/91.
General.
Made—November 20th, 1991.
Filed—November 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 191 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
CORPORATIONS TAX ACT

1. Form 1 of Regulation 191 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 60/90, is revoked and the following substituted:



Ministry of Revenue

Ontario

Form 1

Corporations Tax Act

NOTICE OF OBJECTION

Name of Taxpayer (Corporation, Purchaser, Registrant, Vendor, Employer) Telephone No.
Street Number and Name Mailing Address City/Town Province Postal Code

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the:

Assessment No. Date of Notice of Assessment Amount of Tax for Period Ending
OR Statement of Disallowance Statement Date Rebate/Refund Amount

under the following act (check one only and indicate account/permit number)

CORPORATIONS TAX ACT - Account Number
GASOLINE TAX ACT - Account Number
LAND TRANSFER TAX ACT
RETAIL SALES TAX ACT - Permit Number
TOBACCO TAX ACT - Permit Number
FUEL TAX ACT, 1981 - Account Number
MINING TAX ACT - Account Number
RACE TRACKS TAX ACT, 1988 - Permit Number
EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989 - Account Number

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
 est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition.
 J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la
 Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

O. Reg. 714/91, s. 1.

2. Form 2 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 60/90, is revoked and the following substituted:

Form 2

Corporations Tax Act



ONTARIO COURT
(GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> <u>Corporations Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Land Transfer Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Gasoline Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Fuel Tax Act, 1981</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Retail Sales Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Mining Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Tobacco Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Race Tracks Tax Act, 1988</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Income Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> <u>Employer Health Tax Act, 1989</u> |

BETWEEN

Appellant,

and

THE MINISTER OF REVENUE

Respondent.

NOTICE OF APPEAL

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- | | |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Section 78 of the <u>Corporations Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 12 of the <u>Land Transfer Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 14 of the <u>Gasoline Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 14 of the <u>Fuel Tax Act, 1981</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 23 of the <u>Retail Sales Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 10 of the <u>Mining Tax Act</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 13 of the <u>Tobacco Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 11 of the <u>Race Tracks Tax Act, 1988</u> |
| <input type="checkbox"/> Section 21 of the <u>Income Tax Act</u> | <input type="checkbox"/> Section 10 of the <u>Employer Health Tax Act, 1989</u> |

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the _____ day of _____ 19____

<input type="checkbox"/> Assessment No. OR <input type="checkbox"/> Statement of Disallowance	Date of Notice of Assessment			Amount of Tax \$	for Period Ending		
	Year	Month	Day		Year	Month	Day
<input type="checkbox"/> Statement of Disallowance	Statement Date			Rebate/Refund Amount \$			
	Year	Month	Day				

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) _____ (address) _____
 has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal.
 I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the
Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Date	Name (print)	Signature	Position or Office
------	--------------	-----------	--------------------

Formule 2

Loi sur l'imposition des personnes morales



**COUR DE L'ONTARIO
 (DIVISION GÉNÉRALE)**

Concernant (cocher une seule case) :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

ENTRE : Appellant,
 - ET -
 LE MINISTRE DU REVENU Intimé.
 Avis d'appel

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> L'article 78 de la <u>Loi sur l'imposition des personnes morales</u> | <input type="checkbox"/> L'article 12 de la <u>Loi sur les droits de cession immobilière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de la taxe sur l'essence</u> | <input type="checkbox"/> L'article 14 de la <u>Loi de 1981 de la taxe sur les carburants</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 23 de la <u>Loi sur la taxe de vente au détail</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de l'impôt sur l'exploitation minière</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 13 de la <u>Loi de la taxe sur le tabac</u> | <input type="checkbox"/> L'article 11 de la <u>Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel</u> |
| <input type="checkbox"/> L'article 21 de la <u>Loi de l'impôt sur le revenu</u> | <input type="checkbox"/> L'article 10 de la <u>Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé</u> |

l'Appellant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19 _____
 en ce qui concerne

<input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n° _____	Daté du	Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le
		Année Mois Jour		Année Mois Jour
<input type="checkbox"/>	La déclaration de refus	Datée du	Montant du remboursement \$	
<input type="checkbox"/>		Année Mois Jour		

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL
 (Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
 est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel.
 J'autorise le ministère du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur
 l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau

O. Reg. 714/91, s. 2.

50/91

MINING TAX ACT**O. Reg. 715/91.**

General.

Made—November 20th, 1991.

Filed—November 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND
 REGULATION 639 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 MINING TAX ACT

1. Form 1 of Regulation 639 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 61/90, is revoked and the following substituted:

Formule 1



Ministère
du
Revenu

Loi de l'impôt sur l'exploitation minière

Avis d'opposition

Nom du contribuable (personne morale, acheteur, personne inscrite, vendeur, employeur)	N° de téléphone ()
--	------------------------

N° et rue			
Adresse postale	Ville	Province	Code postal

AVIS D'OPPOSITION est donné, par la présente, à :

<input type="checkbox"/> L'avis de cotisation n° OU <input type="checkbox"/> La déclaration de refus	Daté du	Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le
	Année Mois Jour		Année Mois Jour
	Datée du	Montant du remboursement \$	
	Année Mois Jour		

en vertu de la loi suivante (cocher une seule case et inscrire le numéro de compte ou de permis)

- LOI SUR L'IMPOSITION DES PERSONNE MORALES - Numéro de compte
- LOI DE LA TAXE SUR L'ESSENCE - Numéro de compte
- LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE
- LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL - Numéro de permis
- LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC - Numéro de permis
- LOI DE 1981 DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS - Numéro de compte
- LOI DE L'IMPÔT SUR L'EXPLOITATION MINIÈRE - Numéro de compte
- LOI DE 1988 DE LA TAXE SUR LE PARI MUTUEL - Numéro de permis
- LOI DE 1989 SUR L'IMPÔT PRÉLEVÉ SUR LES EMPLOYEURS RELATIF AUX SERVICES DE SANTÉ - Numéro de compte

Motifs de l'opposition et faits à l'appui

(Si l'espace est insuffisant, veuillez décrire sur une autre feuille les motifs de l'opposition et les faits à l'appui et cocher la case ci-contre.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____ est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'opposition. J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne faisant opposition, par un employé de la compagnie ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
------	--------------------------	-----------	-----------------

2. Form 2 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 61/90, is revoked and the following substituted:

Form 2

Mining Tax Act



ONTARIO COURT (GENERAL DIVISION)

In The Matter of the (Check one only):

- Corporations Tax Act, Gasoline Tax Act, Retail Sales Tax Act, Tobacco Tax Act, Income Tax Act, Land Transfer Tax Act, Fuel Tax Act, 1981, Mining Tax Act, Race Tracks Tax Act, 1988, Employer Health Tax Act, 1989

BETWEEN

Appellant,

and

THE MINISTER OF REVENUE

Respondent.

NOTICE OF APPEAL

TAKE NOTICE that pursuant to (Check one only):

- Section 78 of the Corporations Tax Act, Section 14 of the Gasoline Tax Act, Section 23 of the Retail Sales Tax Act, Section 13 of the Tobacco Tax Act, Section 21 of the Income Tax Act, Section 12 of the Land Transfer Tax Act, Section 14 of the Fuel Tax Act, 1981, Section 10 of the Mining Tax Act, Section 11 of the Race Tracks Tax Act, 1988, Section 10 of the Employer Health Tax Act, 1989

the Appellant appeals to the Ontario Court (General Division) from the decision of the Minister of Revenue

dated the ... day of ... 19... in respect of

Table with 4 columns: Assessment No./Statement of Disallowance, Date of Notice of Assessment, Amount of Tax, Statement Date, Rebate/Refund Amount

STATEMENT OF REASONS FOR APPEAL

(Set out relevant facts and law to be relied on in support of the appeal in a separate memorandum attached to this form.)

Appointment of Representative

I confirm that (name) ... (address) ... has the authority to communicate on my/the company's behalf concerning this Notice of Appeal. I authorize the Ministry of Revenue to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF APPEAL must be signed by the Appellant or by an authorized representative.

Table with 4 columns: Date, Name (print), Signature, Position or Office

Formule 2

Loi de l'impôt sur l'exploitation minière

COUR DE L'ONTARIO
(DIVISION GÉNÉRALE)

Concernant (cocher une seule case) :

- Loi sur l'imposition des personnes morales
- Loi de la taxe sur l'essence
- Loi sur la taxe de vente au détail
- Loi de la taxe sur le tabac
- Loi de l'impôt sur le revenu

- Loi sur les droits de cession immobilière
- Loi de 1981 de la taxe sur les carburants
- Loi de l'impôt sur l'exploitation minière
- Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel
- Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé

ENTRE :

- ET -
LE MINISTRE DU REVENU
Avis d'appel

Appelant,

Intimé.

AVIS VOUS EST DONNÉ qu'en vertu de (cocher une seule case) :

- L'article 78 de la Loi sur l'imposition des personnes morales
- L'article 14 de la Loi de la taxe sur l'essence
- L'article 23 de la Loi sur la taxe de vente au détail
- L'article 13 de la Loi de la taxe sur le tabac
- L'article 21 de la Loi de l'impôt sur le revenu

- L'article 12 de la Loi sur les droits de cession immobilière
- L'article 14 de la Loi de 1981 de la taxe sur les carburants
- L'article 10 de la Loi de l'impôt sur l'exploitation minière
- L'article 11 de la Loi de 1988 de la taxe sur le pari mutuel
- L'article 10 de la Loi de 1989 sur l'impôt prélevé sur les employeurs relatif aux services de santé

L'Appelant interjette appel, devant la Cour de l'Ontario, de la décision du ministre du Revenu

prise le 19
en ce qui concerne

<input type="checkbox"/>	L'avis de cotisation n°	Daté du	Montant d'impôt ou de taxe \$	pour la période finissant le
		Année Mois Jour		Année Mois Jour
<input type="checkbox"/>	OU			
<input type="checkbox"/>	La déclaration de refus	Datée du	Montant du remboursement \$	
		Année Mois Jour		

DÉCLARATION DES MOTIFS D'APPEL

(Joindre à cette formule un énoncé des allégations de fait et des dispositions de la loi à l'appui de l'appel.)

Nomination d'un représentant

La présente confirme que (nom) _____ (adresse) _____
est autorisé à me représenter/à représenter la compagnie relativement au présent Avis d'appel.
J'autorise le ministre du Revenu à demander ou à donner des renseignements personnels à mon représentant conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'APPEL doit être signé par l'appelant ou par un signataire autorisé.

Date	Nom (en lettres moulées)	Signature	Poste ou bureau
_____	_____	_____	_____

ONTARIO HOME OWNERSHIP SAVINGS PLAN ACT, 1988

O. Reg. 716/91.
General.
Made—November 20th, 1991.
Filed—November 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 13/89
MADE UNDER THE
ONTARIO HOME OWNERSHIP SAVINGS PLAN ACT, 1988

1. Form 5 of Ontario Regulation 13/89 is revoked and the following substituted:

Form 5



Ministry of Revenue

Ontario Home Ownership Savings Plan Act, 1988

NOTICE OF OBJECTION

Form fields for Name of Taxpayer, Telephone No., Mailing Address, Street Number and Name, City/Town, Province, and Postal Code.

NOTICE OF OBJECTION is hereby given to the MINISTER'S NOTICE OF PROPOSAL to close the plan or NOTICE OF DETERMINATION of tax credit recovery dated the ... day of ..., 19..., wherein the Minister has determined that: (Check Applicable Box)

- Checkboxes for reasons of objection: plan failed to comply with requirements, contribution not qualifying, planholder interest, assets not qualified investments, assets used for other purpose, amount of tax credit recovery plus interest.

The following are the reasons for objection and the relevant facts:

(If space is insufficient, a separate memorandum should be attached setting forth the full statement of reasons for objection and relevant facts.)

Check here if additional sheets are attached.

Appointment of Representative

I confirm that (name) (address) has the authority to communicate on my behalf concerning this Notice of Objection. I authorize the Tax Appeals Branch to collect personal information from and disclose personal information to my representative in accordance with the Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987.

This NOTICE OF OBJECTION must be signed by the person to whom the Minister's NOTICE OF PROPOSAL or NOTICE OF DETERMINATION was sent.

Signature line with fields for Date, Name (print), and Signature.



Ministère du Revenu

Ontario

Formule 5

Loi de 1988 sur le régime d'épargne-logement de l'Ontario

AVIS D'OPPOSITION

Nom du contribuable		Numéro de téléphone ()	
Adresse postale			
Numéro et nom de la rue			
Localité	Province	Code postal	

AVIS D'OPPOSITION est donné par la présente à l'AVIS DE PROPOSITION DE CESSATION DE PARTICIPATION AU RÉGIME ou à l'AVIS DE CALCUL DE REMBOURSEMENT DES CRÉDITS D'IMPÔT, daté du 19...., dans lequel le ministre a déterminé que : (cocher la case appropriée)

- le régime ne se conformait pas aux exigences de l'article 2
- un versement fait à un régime n'était pas admissible compte tenu du paragraphe 3 (3)
- le titulaire est ou a été propriétaire d'un droit dans un logement reconnu
- les éléments d'actif du régime n'étaient pas détenus sous forme de placements admissibles
- les éléments d'actif du régime ont servi à une fin autre que l'acquisition d'un logement reconnu qui est devenu un logement reconnu admissible donnant le droit de participer au régime
- le montant du recouvrement des crédits d'impôt, plus les intérêts, est de \$.

Les motifs de l'opposition et les faits pertinents s'énoncent comme suit :

(S'il n'y a pas suffisamment d'espace, veuillez énoncer les motifs de l'opposition et les faits pertinents au complet sur une feuille séparée.)

Cochez ici si vous joignez des feuillets supplémentaires.

Nomination d'un représentant

Je confirme que (nom) _____ (adresse) _____ est autorisé(e) à communiquer en mon nom au sujet du présent Avis d'opposition. J'autorise la Direction des appels en matière fiscale à recueillir des renseignements personnels auprès de mon représentant et à lui divulguer de tels renseignements, conformément à la Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée.

Le présent AVIS D'OPPOSITION doit être signé par la personne à laquelle l'AVIS DE PROPOSITION ou l'AVIS DE CALCUL DE RECOUVREMENT du ministre a été envoyé.

Date	Nom (en lettres d'imprimerie)	Signature
------	-------------------------------	-----------

RACE TRACKS TAX ACT, 1988

O. Reg. 717/91.
 General.
 Made—November 20th, 1991.
 Filed—November 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 14/89
 MADE UNDER THE
 RACE TRACKS TAX ACT, 1988**

1. Ontario Regulation 14/89 is amended by adding the following section:

2. The Deputy Minister of Revenue and the officer of the Ministry of Revenue holding the position of Assistant Deputy Minister, Tax Revenue and Grants Program, may exercise the powers and perform any duty conferred or imposed upon the Minister by the regulations. O. Reg. 717/91, s. 1.

2. This Regulation shall be deemed to have come into force on the 4th day of March, 1991.

50/91

RETAIL SALES TAX ACT

O. Reg. 718/91.
 General.
 Made—November 20th, 1991.
 Filed—November 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 904 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 RETAIL SALES TAX ACT**

1. Regulation 904 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following section:

24.—(1) The Deputy Minister of Revenue and the officer of the Ministry of Revenue holding the position of Assistant Deputy Minister, Tax Revenue and Grants Program, may exercise any power and perform any duty conferred or imposed on the Minister by the regulations.

(2) The officers of the Ministry of Revenue holding the positions of Director of the Retail Sales Tax Branch and Senior Manager, Services and Revenue Control, Retail Sales Tax Branch, may exercise the powers and perform the duties of the Minister under subsections 7 (2), (4), (7) and (9).

(3) The officer of the Ministry of Revenue holding the position of Senior Manager, Audit, Retail Sales Tax Branch, may exercise the powers and perform the duties of the Minister under subsection 7 (2).

(4) The officers of the Ministry of Revenue holding the positions of Manager, Control and Analysis, Collection Manager, Service Manager and Operations Officer, Services and Revenue Control, Retail Sales Tax Branch and Manager, Computer Systems Operations, Administration and Finance, Retail Sales Tax Branch, may exercise the powers and perform the duties of the Minister under subsections 7 (4), (7) and (9). O. Reg. 718/91, s. 1.

2. This Regulation shall be deemed to have come into force on the 4th day of March, 1991.

50/91

CHARITABLE INSTITUTIONS ACT

O. Reg. 719/91.
 General.
 Made—November 27th, 1991.
 Filed—November 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 REGULATION 95 OF REVISED REGULATIONS
 OF ONTARIO, 1980
 MADE UNDER THE
 CHARITABLE INSTITUTIONS ACT**

1. Table 1 of Regulation 95 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 651/91, is revoked and the following substituted:

TABLE 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	COLUMN 4	COLUMN 5	COLUMN 6
Effective Date	Basic (Daily)	Ceiling (Daily)	Preferred Accommodation Maximum (Daily)	Personal Needs Allowance	Residential Care Ceiling
From and including the 1st day of November, 1991 up to and including the 30th day of November, 1991	\$25.91	\$73.84	\$43.70	\$112.00	\$43.98
From and including the 1st day of December, 1991	25.91	73.84	44.77	112.00	43.98

O. Reg. 719/91, s. 1.

50/91

HOMES FOR THE AGED AND REST HOMES ACT**O. Reg. 720/91.**

General.

Made—November 27th, 1991.

Filed—November 28th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 502 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HOMES FOR THE AGED AND REST HOMES ACT

1. Table 1 of Regulation 502 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 654/91, is revoked and the following substituted:

TABLE 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3	COLUMN 4	COLUMN 5
Effective Date	Basic (Daily)	Ceiling (Daily)	Preferred Accommodation Maximum (Daily)	Personal Needs Allowance
From and including the 1st day of November, 1991 up to and including the 30th day of November, 1991	\$25.91	\$60.11	\$43.70	\$112.00
From and including the 1st day of December, 1991	25.91	60.11	44.77	112.00

O. Reg. 720/91, s. 1.

50/91

ONTARIO MINERAL EXPLORATION PROGRAM ACT, 1989**O. Reg. 721/91.**

Ontario Mineral Incentive Program.

Made—November 27th, 1991.

Filed—November 28th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 558/89****MADE UNDER THE****ONTARIO MINERAL EXPLORATION PROGRAM ACT, 1989**

1. Subsection 4 (2b) of Ontario Regulation 558/89, as made by section 2 of Ontario Regulation 69/91, is revoked and the following substituted:

(2b) Subject to subsection (2c), the period referred to in subsection (2a) is the period from the date the application for project designation under subsection 3 (2) is received by a Ministry office to the 31st day of December in the year in which the application is received.

(2c) If an application for project designation is received by a Ministry office during the month of December in a year, the period referred to in subsection (2a) is the period from the 1st day of January to the 31st day of December in the following year. O. Reg. 721/91, s. 1.

2.—(1) Clause 5 (1) (a) of the Regulation, as re-made by section 6 of Ontario Regulation 533/90 and amended by section 3 of Ontario Regulation 69/91, is further amended by striking out “and” at the end of subclause (vii) and by adding the following subclause:

(ix) shaft sinking, drifting and other lateral work and excavation of adits and declines, if these activities include the preparation of plans, sections and a report;

(2) Subclause 5 (1) (b) (i) of the Regulation, as made by section 6 of Ontario Regulation 533/90, is revoked.

3. Subsection 6 (2) of the Regulation, as amended by section 7 of Ontario Regulation 533/90, is further amended by adding the following paragraph:

15. Results of shaft sinking, drifting and other lateral work and excavation of adits and declines shall be presented in a written report with appropriate plans and sections and the report shall contain a description of the work completed and the dates the work was carried out and shall set out the results and recommendations of the project.

50/91

POWER CORPORATION ACT**O. Reg. 722/91.**

Fees.

Made—November 11th, 1991.

Filed—November 28th, 1991.

TABLE OF CONTENTS

- 1.0 INTERPRETATION
- 2.0 TERMS FOR PAYMENT OF INSPECTION FEES
- 3.0 RESIDENTIAL
 - 3.1 New Installations
 - 3.2 Additions or Alterations
 - 3.3 General Inspection
 - 3.4 Temporary Type Service
 - 3.5 Fire Alarm Systems and Products of Combustion Detectors

3.6 Miscellaneous Equipment

3.7 Minimum Fees

4.0 NON-RESIDENTIAL

- 4.1 Apartment Building With Non-Residential Occupancies (Stores or Offices)
- 4.2 Billboards and Similar Installations
- 4.3 Carnivals and Travelling Shows
- 4.4 Fire Alarm Systems and Products of Combustion Detectors
- 4.5 Track Lighting
- 4.6 Fuel Dispensing Devices
- 4.7 General Inspection
- 4.8 Heating and Cooking Units or Apparatus
- 4.9 Low Voltage Controls
- 4.10 Miscellaneous Equipment
- 4.11 Motors, Generators and Alternators
- 4.12 Oil Burners, Gas Burners and Mechanical Draught Coal Burners of the Industrial or Commercial Type
- 4.13 Outdoor Lighting, Floodlighting and Signs
- 4.14 Outlets, Switches and Fixtures
- 4.15 Outline Lighting, Window Strip, Cove, Marquee and Similar Lighting
- 4.16 Services and Panels
- 4.17 Primary and Secondary Lines
- 4.18 Consumer's Service – 750 Volts or Less
- 4.19 Consumer's Service – More than 750 Volts
- 4.20 Telephone Booths
- 4.21 Temporary Service
- 4.22 Theatres
- 4.23 Transformers and Capacitors
- 4.24 Trolley and Bus Ducts
- 4.25 Minimum Fees

5.0 GENERAL

- 5.1 Annual Inspection
- 5.2 Additional Fees
- 5.3 Miscellaneous
- 5.4 Plans and Specifications
- 5.5 Special Inspection
- 5.6 Travelling Expenses
- 5.7 Inspections – Outside Normal Hours
- 5.8 Energy Efficient Programs
- 5.9 Minimum Fees

6.0 TABLES – ELECTRICAL INSPECTION FEES

- 6.1 Outlets, Switches, Fixtures, Additions or Alterations to Residential A, or Residential A1 Premises, Fire Alarm Systems, Products of Combustion Detectors, Low Voltage Controls, Billboards, Miscellaneous Equipment, Outline Lighting, Window Strip, Cove, Marquee and Similar Lighting
- 6.2
 - 6.2.1 Fractional Horsepower Motors, Signs, Fuel Dispensing Devices, Heating & Cooking Apparatus 5 kW or Less, Floodlights, Outdoor Lighting, Power Outlets, Unit Heaters and Miscellaneous Equipment
 - 6.2.2 Heating & Cooking Units or Apparatus Over 5 kW
- 6.3 Motors and Miscellaneous Equipment
- 6.4 Services and Panels
- 6.5 Transformers, Capacitors and Miscellaneous Equipment
- 6.6 Energy Efficient Programs
- 6.7 Suites

**REGULATION MADE UNDER THE
POWER CORPORATION ACT****FEES****1.0 INTERPRETATION**

In this Regulation,

“addition or alteration” means the replacement of, or the addition or

alteration to, an existing wiring system previously permanently connected;

“annual inspection” means the inspection of an electrical installation of a routine nature in connection with the maintenance or operation of a building or the plant therein;

“billboard” means an outdoor sign with a separate service;

“contractor” means any person who as principal, servant or agent, by himself or herself or by associates, employees, servants or agents performs or engages to perform either for his or her own use and benefit or for that of another and for or without remuneration or gain any work with respect to any electrical installation or any other work;

“general inspection” means the inspection of an electrical installation to which electrical power has previously been permanently connected;

“inspection call unit” means every half-hour or part thereof spent by an inspector in carrying out an inspection;

“mobile home” means a portable dwelling constructed to be towed on its own chassis, designed for use without a permanent foundation on a temporary or permanent basis which has provision for connection to a supply service;

“new installation” means the installation of a wiring system, or the major portion thereof, in a new or in an existing building or structure without a wiring system;

“primary line” means an underground or overhead circuit operating at more than 750 volts;

“Residential A” means a detached, semi-detached or row type house, farm house including a housing unit of modular or prefabricated construction;

“Residential A1” means a mobile home permanently supplied with power;

“Residential B” means a multi-dwelling residential building including a duplex, a building of stacked row-type houses or an apartment building, no part of which is used or designed for use as a non-residential unit;

“secondary line” means an underground or overhead circuit operating at 750 volts or less;

“special inspection” means the inspection of unapproved electrical equipment;

“temporary wiring” means temporary wiring installations for buildings or projects under construction or demolition and experimental or testing facilities of a temporary nature. O. Reg. 722/91, s. 1.

2.0 TERMS FOR PAYMENT OF INSPECTION FEES

2.1 The fees prescribed in this Regulation are payable to the Corporation by a contractor who makes an application for inspection, with the application, and thereafter where applicable or, if no application is made, are payable upon being invoiced by the Corporation.

2.2 For Residential A, Residential A1 and Residential B premises, if,

- (a) ninety days have elapsed after an application for an inspection is filed, and the work in respect of which the inspection has been applied for has not been started; and
- (b) a request for an inspection call to inspect that work is made,

a new application for inspection together with the fee prescribed in section 3 shall be made when the request for an inspection call is made.

2.3 In respect of Residential A premises, despite the fact that,

- (a) the work for which an inspection has been applied for has been started; and
- (b) an inspection call has been requested during the ninety-day period referred to in subsection 2.2,

where the subject work is not complete and an inspection is required later than one year after an application for an inspection is filed, the contractor shall file a new application and pay the fees prescribed by section 5 on an individual inspection call unit basis.

2.4 A fee, other than the non-refundable portion of the minimum fee prescribed in this Regulation or a fee for inspection that has been carried out, is refundable to a contractor if,

- (a) by inadvertence, more than one application has been filed and fees are paid in respect of an installation;
- (b) the inspection fees paid exceed the prescribed fees; or
- (c) the ninety-day period referred to in subsection 2.2 has expired, and no inspection call has been requested. O. Reg. 722/91, s. 2.

3.0 RESIDENTIAL

3.1 New Installations

3.1.1 The fee is for the inspection of a new installation carried out on,

- (a) Residential A premises having a service size of,
 - (i) 100 amperes or less to a maximum of three inspections \$ 94.40
 - (ii) 101 to 200 amperes, to a maximum of four inspections 127.00
 - (iii) over 200 amperes, to a maximum of five inspections 157.00
- (b) Residential A1 premises, regardless of service ampacity,
 - (i) that are located in a subdivision or a park designed for mobile homes \$35.00
 - (ii) that are not located in a subdivision or a park designed for mobile homes 70.00

(c) Residential B premises as prescribed in Table 6.7, on the basis of the number of suites in each Residential B premise.

(d) If an inspection fee is paid under clause 3.1.1 (c), no additional fee is payable to inspect common areas such as corridors, lobby area, stairwells, lounges, storage rooms, recreation rooms, elevators, hospitality rooms, laundry rooms, parking areas, the main service and power distribution to the suites.

3.2 Additions or Alterations (See Table 6.1)

3.2.1 Subject to subsections 3.2.2 and 3.2.3 for an inspection of an addition to or an alteration of Residential A, or Residential A1 premises, the fee is as prescribed in Table 6.1, with receptacles, lighting fixtures, power outlets, switches and electric baseboard heaters, heating cable sets and heating panel sets considered as outlets.

3.2.2 The fee for an inspection for a change of service, or alteration to any part of a service in Residential A or Residential A1 premises, including the transfer of existing conductors to a panelboard, is \$35.00

3.2.3 The maximum charge for inspection of an addition or an alteration carried out on Residential A or Residential A1 premises with a service size of,

- (a) 100 amperes or less, to a maximum of three inspections is \$ 94.40
- (b) 101 to 200 amperes, to a maximum of four inspections is 127.00
- (c) over 200 amperes, to a maximum of five inspections is 157.00

and for each inspection in addition to the number provided for in clause (a), (b) or (c), on the basis of each inspection call unit.

3.2.4 For an inspection of an addition or an alteration carried out on Residential B premises, the fee is as prescribed by section 4.

3.3 General Inspection

The fee for a general inspection carried out on Residential A, Residential A1 or Residential B premises, for an inspection call up to one hour is \$70 and for an inspection call lasting more than one hour is \$70 plus \$35 for each inspection call unit.

3.4 Temporary Type Service

3.4.1 The fee for a connection authorization and the inspection of a temporary pole, shack or a transportable trailer type service of 120/240 volts, single phase, for use at the construction or demolition site of a Residential A, Residential A1 and Residential B premises including standpipe, meter socket, disconnect switch, receptacles and box housing is \$70.00

3.4.2 The fee for the inspection of each sub-service switch that is installed at the same time as the main service equipment and by the same contractor is \$5.00

3.4.3 The fee for an advanced connection authorization, other than as provided for in subsection 3.4.1, in addition to the fee payable under section 3 or 4 is \$35.00

3.4.4 The annual reinspection fee for a temporary pole, shack, service or transportable trailer type service is \$35.00

3.5 Fire Alarm Systems and Products of Combustion Detectors (See Table 6.1)

The fee for the inspection of a fire alarm system or of a product of combustion detector installed in a residential premises, in addition to any other fees payable under this section, is as prescribed under section 4.14 as if each station, such as a pull station, alarm bell, detector and products of combustion detectors were an outlet.

3.6 Miscellaneous Equipment (See Tables 6.2, 6.3 and 6.5)

3.6.1 Subject to subsection 3.6.2, the fee for the inspection of the installation of permanently connected air conditioners, heat pumps, storage water heaters and domestic-type oil and gas furnaces are calculated on the basis of the main electrical component of the equipment or section applying the fees relevant thereto as prescribed under section 4.8 for heating units, under section 4.11 for motors or under section 4.23 for transformers, as the case may be.

3.6.2 The fee for the inspection of split air conditioning or split heat pump systems used in Residential A or Residential A1 premises is as prescribed under section 4.11 for the largest motor in the system, plus the fee for any resistance heating portion of the system is as prescribed under section 4.8.

3.7 Minimum Fees

3.7.1 The minimum fee for any application for inspection to which the fees in this section apply is \$25.00

3.7.2 The non-refundable portion of the minimum fee for any application for inspection to which the fees in this section apply is \$17.50

3.7.3 The fee for any search of records is \$17.50

O. Reg. 722/91, s. 3.

4.0 NON-RESIDENTIAL

Non-residential fees apply to inspections carried out on non-residential installations and to inspections of additions and alterations carried out on Residential B premises and on Residential A and Residential A1 premises except where fees under section 3 apply.

4.1 Apartment Building With Non-Residential Occupancies (Stores or Offices) (See Table 6.7)

For the inspection of an installation carried out on an apartment building having both residential and non-residential occupancies, each under a separate application, the fee is,

- (a) for the residential portion of the premises, the fees payable under section 3 for Residential B premises; and
- (b) for the non-residential portion of the premises, the fees payable under this section.

4.2 Billboards and Similar Installations (See Table 6.1)

The fee for the inspection of each installation of a billboard is calculated on the basis of the fee payable for the inspection of outlets and fixtures forming part of the billboard or similar installations as prescribed in section 4.14 plus \$35 for the inspection of the consumer's service.

4.3 Carnivals and Travelling Shows

4.3.1 Subject to subsection 4.3.3, the fee for inspection of the installation of electrical equipment of a carnival or a travelling show set up for a period not exceeding seven days, including a connection authorization valid for not more than seven days for,

- (a) up to 10 rides and/or booths is \$140.00
- (b) more than 10 rides and/or booths is 210.00

4.3.2 The fee for each extension of a connection authorization granted under subsection 4.3.1, for a period not exceeding seven days is \$35.00

4.3.3 The fee for inspection of the installation of electrical equipment associated with permanently located exhibitions, for each inspection call unit, is \$35.00

4.4 Fire Alarm Systems and Products of Combustion Detectors (See Table 6.1)

The fee for the inspection of a complete fire alarm system or of a product of combustion detector is as prescribed in section 4.14 as if each station such as a pull station, alarm bell, detector and products of combustion detector were an outlet.

4.5 Track Lighting (See Table 6.1)

The fee for the inspection of the installation of track lighting is as prescribed in section 4.14 as if each sixty centimetre length of track or part thereof were an outlet and a fixture.

4.6 Fuel Dispensing Devices (See Table 6.2.1)

The fee for the inspection of the installation of, or of the addition or alteration to a motorless or self-contained motor driven fuel dispensing device, based on the number of devices inspected during each inspection call, is as prescribed in Table 6.2.1.

4.7 General Inspection

The fee for a general inspection carried out on non-residential

premises, for an inspection call up to one hour is \$70 and for an inspection call lasting more than one hour is \$70 plus \$35 for each inspection call unit.

4.8 Heating and Cooking Units or Apparatus (See Tables 6.2.1 and 6.2.2)

4.8.1 The fee for the inspection of the installation of each non-portable electric furnace, enamelling oven, commercial cooking oven, range, electric steam generator and other non-portable electrical heating apparatus rated at over 5 kW is as prescribed in Table 6.2.2.

4.8.2 The fee for the inspection of the installation of each electric space heating unit, unit heater or storage tank water heater rated at 5 kW or less is as prescribed in Table 6.2.1.

4.9 Low Voltage Controls

750 Volts or Less (See Table 6.1)

The fee for the inspection of each installation of low voltage controls operating at 750 volts or less is as prescribed by section 4.14 as if each control were an electrical outlet.

4.10 Miscellaneous Equipment

Air Conditioners, Exhaust Fans, Spray Booths, Domestic Type Oil and Gas Furnaces, Machine Tool and Similar Equipment (See Tables 6.1, 6.2, 6.3, 6.5)

4.10.1 The fee for the inspection of the installation of permanently connected air conditioners, exhaust fans, battery chargers, beverage coolers, bulk milk coolers, domestic type oil and gas furnaces, refrigeration units, welders, x-ray units and other similar equipment and sections thereof are calculated on the basis of the main electrical component of the equipment or section applying the fees relevant thereto prescribed in section 4.14 for outlets, switches and fixtures, in section 4.8 for heating units, in section 4.11 for motors or in section 4.23 for transformers, as the case may be.

4.10.2 For the inspection of field wired spray booths, the fees charged are calculated on the basis of the fixtures and motors included in the installation applying the fees relevant thereto prescribed in section 4.14 for outlets, switches and fixtures and section 4.11 for motors.

4.10.3 The fee for the inspection of a pre-wired approved spray booth is \$35.00

4.11 Motors, Generators and Alternators

750 Volts or Less (See Tables 6.2 and 6.3)

4.11.1 The fee for the inspection of the installation of each motor of 750 volts or less is based on horsepower and is as prescribed in Table 6.2.1 for fractional horsepower motors and in Table 6.3.1 for motors of one horsepower or more.

More than 750 Volts (See Table 6.3.2)

4.11.2 The fee for the inspection of the installation of each motor of more than 750 volts is as prescribed in Table 6.3.2.

4.11.3 Subject to subsection 4.25.1, the fee for the inspection of the installation of a generator or alternator is the fee prescribed in subsection 4.11.1 or 4.11.2 for a motor of a similar capacity.

4.12 Oil Burners, Gas Burners and Mechanical Draught Coal Burners of the Industrial or Commercial Type

The fee for the inspection of each installation of an industrial or commercial burner or a burner of a similar type is \$35.00

4.13 Outdoor Lighting, Floodlighting and Signs (See Table 6.2.1)

4.13.1 The fee for the inspection of the installation of, or an addition

or alteration to the service, feeders and other wiring for floodlighting and signs, based on the number of lights and signs inspected during each inspection call, is as prescribed in Table 6.2.1.

4.13.2 The fee for each inspection call unit for an approved sectional sign or an approved through-wall type sign is \$35.00

4.14 Outlets, Switches and Fixtures (See Tables 6.1 and 6.2)

4.14.1 The fee for the inspection of the wiring of electrical outlets, switches and fixtures, based on the number of outlets, switches and fixtures included in the installation, is as prescribed in Table 6.1.

4.14.2 The fee for the inspection of the installation of the controls for remotely controlled lighting is as prescribed in subsection 4.14.1 as if each control were an outlet.

4.14.3 The fee for the inspection of the installation of multi-outlet assemblies is as prescribed in subsection 4.14.1 as if each connection to the wiring system and each junction were an outlet.

4.14.4 The fee for the inspection of the installation of an outlet rated at more than fifteen amperes, based on the number of outlets included in the installation, is as prescribed in Table 6.2.1.

4.15 Outline Lighting, Window Strip, Cove, Marquee and Similar Lighting (See Table 6.1)

The fee for the inspection of an installation of window strip lighting, cove lighting, marquee or outline lighting where the outlets are spaced at not more than sixty centimetre centres is calculated on the basis of one-half of the fees payable for outlets in accordance with section 4.14.

4.16 Services and Panels (See Table 6.4)

4.16.1 750 Volts or Less

The fee for the inspection of each installation of a lighting or power panelboard, distribution panel or switchboard of 750 volts or less is as prescribed in Table 6.4 for the applicable range of ampacity.

4.16.2 More Than 750 Volts

The fee for the inspection of each installation of a switchboard operating at more than 750 volts is \$70 and \$35 for each cubicle excluding a power transformer cubicle.

4.17 Primary and Secondary Lines

4.17.1 The fee for the inspection of an overhead primary line consisting of up to three poles or structures is \$35 and \$5 for each pole or structure in such overhead primary line in excess of three poles or structures.

4.17.2 The fee for the inspection of an overhead secondary line consisting of up to ten poles is \$35 and \$5 for each multiple of five poles or part of such multiples in excess of ten poles.

4.17.3 The fee for the inspection of an underground primary or secondary line is \$70 for each inspection.

4.18 Consumer's Service - 750 Volts or Less (See Table 6.4)

4.18.1 The fee for the inspection of a permanent consumer's service at 750 volts or less is as prescribed in Table 6.4 for the applicable range of ampacity.

4.18.2 The fee for the inspection of each sub-service switch that is installed at the same time as the main service equipment and by the same contractor is \$5.00

4.18.3 If a consumer's service is installed in such a manner that two, three, four, five or six meters are required and no master switch is installed, a fee in accordance with subsection 4.18.1 is payable for inspection of the combined capacity of the individual service switches and \$5 for each service switch.

4.18.4 If a consumer's service consists of a combination service entrance panelboard, the fee for both the service and the panelboard is as prescribed in Table 6.4 for the applicable range of ampacity.

4.18.5 The annual reinspection fee for a temporary consumer's service operating at 750 volts or less is \$35 for one inspection call unit.

4.19 Consumer's Service - More than 750 Volts

4.19.1 The fee for the inspection of a temporary or permanent consumer's service operating at more than 750 volts is \$145.00

4.19.2 No fee is payable for the inspection of service entrances, isolating switches and circuit breakers concurrently with the inspection of the service of which they form part.

4.19.3 If the service equipment is the metal clad type or is mounted on a switchboard, the fee is as prescribed in subsection 4.16.2.

4.19.4 The annual reinspection fee for a temporary consumer's service operating at more than 750 volts is \$70.00

4.20 Telephone Booths

The fee for the inspection of the installation of the wiring of a telephone booth and associated equipment is \$35.00

4.21 Temporary Service

4.21.1 The fee for the inspection of the installation of temporary wiring at a construction or demolition site, excluding the service, is \$35 for each inspection call unit.

4.21.2 The fee for a connection authorization and the inspection of a temporary pole, shack or a transportable trailer type service, including all of the electrical equipment associated with the temporary service, with a service size of,

- (a) 120/240 volts, single phase, is \$ 70.00
- (b) 100 amperes or less, three phase, is 90.00
- (c) Over 100 amperes, three phase, is 120.00

4.21.3 The fee for advanced connection authorization, other than as provided for in subsection 4.21.2, in addition to the fees payable under sections 3 and 4, is \$35.00

4.21.4 The annual reinspection fee for temporary pole, shack or transportable trailer type service is \$70 for each inspection.

4.22 Theatres

4.22.1 The fee for the inspection of the installation of electrical equipment to be used on the stage of a theatre by a road show when the installation is for seven days or less or by a stock company is \$70 for each inspection.

4.22.2 The fee for each weekly inspection of the installation of electrical equipment to be used on the stage of a theatre by a road show when the installation is for over seven days is \$70 per inspection.

4.23 Transformers and Capacitors

4.23.1 750 Volts or Less (See Table 6.5.1)

The fee for the inspection of the installation of each transformer or capacitor operating at a primary voltage of not more than 750 volts is as prescribed in Table 6.5.1 for the applicable range of kilovolt amperes.

4.23.2 More than 750 Volts (See Table 6.5.2)

The fee for the inspection of the installation of each transformer or capacitor, or a bank of three single-phase transformers or capacitors operating as a unit, operating at a primary voltage of more than 750

volts, is based on the total rated kilovolt amperes and is as prescribed in Table 6.5.2 for the applicable range of kilovolt amperes.

4.24 Trolley and Bus Ducts

The fee for the inspection of the installation of trolley duct or bus duct, for each three-metre length or fraction thereof, is \$2.50

4.25 Minimum Fees

4.25.1 The minimum fee for any application for inspection to which the fees in this section apply is \$25.00

4.25.2 The non-refundable portion of the minimum fee for any application for inspection to which the fees in this section apply is \$17.50

4.25.3 The fee for any search of records is \$17.50

O. Reg. 722/91, s. 4.

5.0 GENERAL

5.1 Annual Inspection

5.1.1

(a) The fee for the initial application of an annual inspection is \$160 plus \$35 for each half-hour in excess of the first two hours of time spent performing the inspection, during the calendar year in which the application was made.

(b) The fee for renewals of an annual inspection is an annual amount based on the number of inspection call units made in the previous calendar year and is \$35 for each inspection call unit, with a minimum fee of \$160.

5.1.2 The annual inspection does not include the inspection of electrical work performed by outside contractors who arrange and pay for the inspection of their work in accordance with the fees prescribed under section 4.

5.2 Additional Fees

5.2.1 The fee for each reinspection of an installation that is found to be uncorrected with respect to a defect or defects detected at a previous inspection is \$35.00

5.2.2 The fee for each inspection call unit is \$35.00

5.3 Miscellaneous

5.3.1 The fee for inspection of any electrical installation or other service that is not otherwise provided for is \$35 per inspection call unit.

5.3.2 The fee for inspection call units in excess of the maximum allowed under an application for inspection, if not provided for under section 3, 4 or 5, is \$35 per inspection call unit.

5.4 Plans and Specifications

5.4.1 The fee for the examination of plans and specifications provided for low voltage electrical installations of 750 volts or less is \$35 per half-hour or part thereof.

5.4.2 The fee for the examination of plans and specifications provided for high voltage electrical installations of more than 750 volts is \$40 per half-hour or part thereof.

5.5 Special Inspection

5.5.1 The fee for the inspection of the first unit of electrical equipment that is submitted to the Corporation during a call for examination, testing and approval in accordance with the Electrical

Safety Code is \$80 for the first hour or fraction thereof and \$40 for each additional half-hour or part thereof, plus all necessary travelling expenses incurred by the inspector.

5.5.2 The fee for the inspection of each unit beyond the first unit inspected at the same location and at the same time is \$6.50 for each label applied.

5.6 Travelling Expenses

The travelling expenses incurred by an inspector in carrying out the inspection of an electrical installation,

- (a) on a premises that is not accessible from public roads or highways or from roads maintained by a person with jurisdiction over such roads; and
- (b) on a non-scheduled day,

are payable in addition to the fees otherwise payable.

5.7 Inspections - Outside Normal Hours

5.7.1 The fee for a scheduled inspection carried out on weekends and holidays is \$195 for the first four hours or portion thereof plus \$70 for each additional half-hour or portion thereof in excess of four hours, and is in addition to the fees otherwise payable.

5.7.2 The fee for a scheduled inspection, performed on a regular working day, during hours other than between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. local time is \$35 for each half-hour or portion thereof, and is in addition to the fees otherwise payable.

5.8 Energy Efficient Programs

5.8.1 Energy Efficient Lighting (See Table 6.6)

The fees for inspection of electrical work carried out to replace lighting with energy efficient lighting is as prescribed in Table 6.6, based on the total number of fixtures included in the work, whether new or modified, or a combination of both.

5.9 Minimum Fees

5.9.1 The minimum fee for any application for inspection to which the fees in this section apply is \$25.00

5.9.2 The non-refundable portion of the minimum fee for any application for inspection to which the fees in this section apply is \$17.50

5.9.3 The fee for a search of records is \$17.50

O. Reg. 722/91, s. 5.

6.0 TABLES-ELECTRICAL INSPECTION FEES

6.1 Outlets, Switches, Fixtures, Additions or Alterations to Residential A, or Residential A1 Premises, Fire Alarm Systems, Products of Combustion Detectors, Low Voltage Controls, Billboards, Miscellaneous Equipment, Outline Lighting, Window Strip, Cove, Marquee and Similar Lighting

Qty	Fee (\$)	Qty	Fee (\$)	Qty	Fee (\$)	Qty	Fee (\$)
1 - 10	23.55	151 - 160	127.05	301 - 310	200.63	451 - 460	263.33
11 - 20	30.45	161 - 170	133.95	311 - 320	204.81	461 - 470	267.51
21 - 30	37.35	171 - 180	140.85	321 - 330	208.99	471 - 480	271.69
31 - 40	44.25	181 - 190	147.75	331 - 340	213.17	481 - 490	275.87
41 - 50	51.15	191 - 200	154.65	341 - 350	217.35	491 - 500	280.05
51 - 60	58.05	201 - 210	158.83	351 - 360	221.53	501 - 510	284.23
61 - 70	64.95	211 - 220	163.01	361 - 370	225.71	510 - 520	288.41
71 - 80	71.85	221 - 230	167.19	371 - 380	229.89	521 - 530	292.59
81 - 90	78.75	231 - 240	171.37	381 - 390	234.07	531 - 540	296.77
91 - 100	85.65	241 - 250	175.55	391 - 400	238.25	541 - 550	300.95
101 - 110	92.55	251 - 260	179.73	401 - 410	242.43		
111 - 120	99.45	261 - 270	183.91	411 - 420	246.61		
121 - 130	106.35	271 - 280	188.09	421 - 430	250.79		
131 - 140	113.25	281 - 290	192.27	431 - 440	254.97		
141 - 150	120.15	291 - 300	196.45	441 - 450	259.15		

Subject to subsections 3.7.1 and 4.25.1, the calculation details are:

- (a) for up to 200 units, \$16.65 and \$6.90 for each multiple of ten outlets or switches and for up to 200 units, \$16.65 and \$6.90 for each multiple of ten fixtures, or part of such multiple, not in excess of 200 units;
- (b) for over 200 units, \$154.65 and \$4.18 for each multiple of ten, or part of such multiple, in excess of 200 units;
- (c) for track lighting, treat each sixty centimetre length of track, or part thereof, as if it were an outlet and a fixture. O. Reg. 722/91, Table 6.1.

6.2 6.2.1 Fractional Horsepower Motors, Signs, Fuel Dispensing Devices, Heating & Cooking Apparatus 5 kW or Less, Floodlights, Outdoor Lighting, Power Outlets, Unit Heaters and Miscellaneous Equipment

Qty	Fee (\$)	Qty	Fee (\$)	Qty	Fee (\$)	Qty	Fee (\$)
1	15.25	11	67.75	21	120.25	31	172.75
2	20.50	12	73.00	22	125.50	32	178.00
3	25.75	13	78.25	23	130.75	33	183.25
4	31.00	14	83.50	24	136.00	34	188.50
5	36.25	15	88.75	25	141.25	35	193.75
6	41.50	16	94.00	26	146.50	36	199.00
7	46.75	17	99.25	27	151.75	37	204.25
8	52.00	18	104.50	28	157.00	38	209.50
9	57.25	19	109.75	29	162.25	39	214.75
10	62.50	20	115.00	30	167.50	40	220.00
						41	225.25
						42	230.50
						43	235.75
						44	241.00
						45	246.25
						46	251.50
						47	256.75
						48	262.00
						49	267.25
						50	272.50
						51	277.75
						52	283.00
						53	288.25
						54	293.50
						55	298.75
						56	304.00
						57	309.25
						58	314.50
						59	319.75
						60	325.00

Subject to subsections 3.7.1 and 4.25.1, the calculation details are:

\$15.25 for the first unit plus \$5.25 for each additional unit if it has been installed by the same contractor and can be inspected at the same time as the first unit. O. Reg. 722/91, Table 6.2.1.

6.2.2 Heating & Cooking Units or Apparatus Over 5 kW

Capacity (kW)	Fee (\$)	Capacity (kW)	Fee (\$)
6 - 40	35.00	221 - 230	92.00
41 - 50	38.00	231 - 240	95.00
51 - 60	41.00	241 - 250	98.00
61 - 70	44.00	251 - 260	101.00
71 - 80	47.00	261 - 270	104.00
81 - 90	50.00	271 - 280	107.00
91 - 100	53.00	281 - 290	110.00
101 - 110	56.00	291 - 300	113.00
111 - 120	59.00	301 - 310	116.00
121 - 130	62.00	311 and over	119.00
131 - 140	65.00		
141 - 150	68.00		
151 - 160	71.00		
161 - 170	74.00		
171 - 180	77.00		
181 - 190	80.00		
191 - 200	83.00		
201 - 210	86.00		
211 - 220	89.00		

Calculation details:

\$35 for the first 40 kW of installed capacity or a fraction thereof and \$3 for each multiple of 10 kW of installed capacity or a fraction thereof in excess of 40 kW, to a maximum fee of \$119 for any one unit. O. Reg. 722/91, Table 6.2.2.

6.3 Motors and Miscellaneous Equipment

6.3.1 750 Volts or Less

This Table applies to motors of one horsepower or more.

Horsepower	Fee (\$)
1 - 10	21.00
11 - 20	25.50
21 - 30	30.00
31 - 40	34.50
41 - 50	39.00
51 - 60	43.50
61 - 70	48.00
71 and over	52.50

Subject to subsections 3.7.1 and 4.25.1, the calculation details are:

\$16.50 for motors of one horsepower or more, and \$4.50 for every ten horsepower of installed capacity to a maximum fee of \$52.50. O. Reg. 722/91, Table 6.3.1.

6.3.2 More than 750 Volts

Horsepower	Fee (\$)
Up to 100	105.00
101 - 200	140.00
201 - 300	175.00
301 - 400	210.00
401 and over	245.00

Calculation details:

\$70 for motors of more than 750 volts, plus \$35 for each 100 horsepower of installed capacity or fraction thereof to a maximum fee of \$245 for any one motor. O. Reg. 722/91, Table 6.3.2.

6.4 Services and Panels

Low Voltage - 750 Volts or Less

Ampacity	Fee (\$)
Up to 100	20.85
101 - 225	25.25
226 - 400	35.00
401 - 600	45.00
601 - 800	54.00
801 - 1200	74.00
1201 - 2000	110.00
2001 and over	159.25

Inspection of the sub-service is \$5 when installed at the same time as the main service.

Note: These fees are subject to subsections 3.7.1 and 4.25.1. O. Reg. 722/91, Table 6.4.

6.5 Transformers, Capacitors and Miscellaneous Equipment

6.5.1 750 Volts or Less

kV.A	Fee (\$)
Up to 20	25.25
21 - 50	31.00
51 - 100	54.90
101 - 150	74.00
151 - 300	98.00
301 and over	122.00

Note: These fees are subject to subsections 3.7.1 and 4.25.1. O. Reg. 722/91, Table 6.5.1.

6.5.2 More than 750 Volts

kV.A	Fee (\$)
Up to 100	120.00
101 - 500	145.00
501 - 750	180.00
751 - 1000	225.00
1001 - 2000	285.00
2001 - 3000	340.00
3001 - 4000	400.00
4001 - 5000	450.00
5001 and over	515.00

O. Reg. 722/91, Table 6.5.2.

6.6 Energy Efficient Programs

Energy Efficient Lighting

Quantity	Fee (\$)
Up to 100	70.00
101 - 200	105.00
201 - 300	140.00
301 - 400	175.00
401 - 500	210.00
501 and over	210.00 plus \$35 per call unit

Note: Defects will be charged at \$35 per call unit. O. Reg. 722/91, Table 6.6.

6.7 Suites

(#)	Fee (\$)	(#)	Fee (\$)	(#)	Fee (\$)	(#)	Fee (\$)
2	174.00	61	1,728.65	121	3,309.65	181	4,890.65
3	200.30	62	1,755.00	122	3,336.00	182	4,917.00
4	226.70	63	1,781.35	123	3,362.35	183	4,943.35
5	253.05	64	1,807.70	124	3,388.70	184	4,969.70
6	279.40	65	1,834.05	125	3,415.05	185	4,996.05
7	305.75	66	1,860.40	126	3,441.40	186	5,022.40
8	332.10	67	1,886.75	127	3,467.75	187	5,048.75
9	358.45	68	1,913.10	128	3,494.10	188	5,075.10
10	384.80	69	1,939.45	129	3,520.45	189	5,101.45
11	411.15	70	1,965.80	130	3,546.80	190	5,127.80
12	437.50	71	1,992.15	131	3,573.15	191	5,154.15
13	463.85	72	2,018.50	132	3,599.50	192	5,180.50
14	490.20	73	2,044.85	133	3,625.85	193	5,206.85
15	516.55	74	2,071.20	134	3,652.20	194	5,233.20
16	542.90	75	2,097.55	135	3,678.55	195	5,259.55
17	569.25	76	2,123.90	136	3,704.90	196	5,285.90
18	595.60	77	2,150.25	137	3,731.25	197	5,312.25
19	621.95	78	2,176.60	138	3,757.60	198	5,338.60
20	648.30	79	2,202.95	139	3,783.95	199	5,364.95
21	674.65	80	2,229.30	140	3,810.30	200	5,391.30
22	701.00	81	2,255.65	141	3,836.65	201	5,417.65
23	727.35	82	2,282.00	142	3,863.00	202	5,444.00
24	753.70	83	2,308.35	143	3,889.35	203	5,470.35
25	780.05	84	2,334.70	144	3,915.70	204	5,496.70
26	806.40	85	2,361.05	145	3,942.05	205	5,523.05
27	832.75	86	2,387.40	146	3,968.40	206	5,549.40
28	859.10	87	2,413.75	147	3,994.75	207	5,575.75
29	885.45	88	2,440.10	148	4,021.10	208	5,602.10
30	911.80	89	2,466.45	149	4,047.45	209	5,628.45
31	938.15	90	2,492.80	150	4,073.80	210	5,654.80
32	964.50	91	2,519.15	151	4,100.15	211	5,681.15
33	990.85	92	2,545.50	152	4,126.50	212	5,707.50
34	1,017.20	93	2,571.85	153	4,152.85	213	5,733.85
35	1,043.55	94	2,598.20	154	4,179.20	214	5,760.20
36	1,069.90	95	2,624.55	155	4,205.55	215	5,786.55
37	1,096.25	96	2,650.90	156	4,231.90	216	5,812.90
38	1,122.60	97	2,677.25	157	4,258.25	217	5,839.25
39	1,148.95	98	2,703.60	158	4,284.60	218	5,865.60
40	1,175.30	99	2,729.95	159	4,310.95	219	5,891.95
41	1,201.65	100	2,756.30	160	4,337.30	220	5,918.30
42	1,228.00	101	2,782.65	161	4,363.65	221	5,944.65
43	1,254.35	102	2,809.00	162	4,390.00	222	5,971.00
44	1,280.70	103	2,835.35	163	4,416.35	223	5,997.35
45	1,307.05	104	2,861.70	164	4,442.70	224	6,023.70
46	1,333.40	105	2,888.05	165	4,469.05	225	6,050.05
47	1,359.75	106	2,914.40	166	4,495.40	226	6,076.40
48	1,386.10	107	2,940.75	167	4,521.75	227	6,102.75
49	1,412.45	108	2,967.10	168	4,548.10	228	6,129.10
50	1,438.80	109	2,993.45	169	4,574.45	229	6,155.45
51	1,465.15	110	3,019.80	170	4,600.80	230	6,181.80
52	1,491.50	111	3,046.15	171	4,627.15	231	6,208.15
53	1,517.85	112	3,072.50	172	4,653.50	232	6,234.50
54	1,544.20	113	3,098.85	173	4,679.85	233	6,260.85
55	1,570.55	114	3,125.20	174	4,706.20	234	6,287.20
56	1,596.90	115	3,151.55	175	4,732.55	235	6,313.55
57	1,623.25	116	3,177.90	176	4,758.90	236	6,339.90
58	1,649.60	117	3,204.25	177	4,785.25	237	6,366.25
59	1,675.95	118	3,230.60	178	4,811.60	238	6,392.60
60	1,702.30	119	3,256.95	179	4,837.95	239	6,418.95
		120	3,283.30	180	4,864.30	240	6,445.30

Calculation Details: \$174 for the first two suites, plus \$26.35 for each additional suite.

O. Reg. 722/91, Table 6.7.

7.1 Ontario Regulation 614/90 is revoked.

7.2 This Regulation comes into force on the 2nd day of January, 1992.

ONTARIO HYDRO:

M. ELIESEN
Chairperson

LAWRENCE E. LEONOFF
Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of November, 1991.

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 723/91.

Exemption—The Corporation of
the Town of Fort Erie—
FORT-E-T-2.

Made—November 20th, 1991.

Approved—November 20th, 1991.

Filed—November 28th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE
ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACTEXEMPTION—THE CORPORATION OF THE TOWN OF
FORT ERIE—FORT-E-T-2

Having received a request from The Corporation of the Town of Fort Erie (the "proponent") that an undertaking, namely:

The extended use, as an interim measure, of the existing approved Bridge Street Sanitary Landfill site located on lots 7 and 8, Concession 4, in the Town of Fort Erie, Regional Municipality of Niagara, for the disposal of domestic, commercial, non-hazardous industrial solid wastes and sewage sludges,

be exempt from the application of the Act pursuant to section 29; and

Having been advised by the proponent that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following injury, damage or interference with the persons indicated will occur:

- A. The proponent will be subject to delay and expense if it is required to prepare an environmental assessment for the undertaking.
- B. The proponent and its residents will be without a municipal solid waste disposal facility.
- C. Other available interim waste management options will result in significant increases in costs.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The continued use of the approved expansion area of the existing landfill is clearly an interim measure for which there are no other reasonable waste management alternatives which can be implemented within the necessary time frame.
- B. Alternatives have been investigated.
- C. A public hearing under Part V of the *Environmental Protection Act* for the approval of continued operation will be held.
- D. The continued use only permits waste quantities already approved.
- E. The Town of Fort Erie is supporting the Port Colborne/Fort Erie Waste Management Master Plan's development of a long-term waste management program.

This exemption is subject to the following terms and conditions:

1. Where any activity which otherwise would be exempt under this Order is being carried out as or is part of an undertaking for which an environmental assessment has been accepted and approval to proceed received, the activity shall be carried out in accordance with any terms or conditions in the approval to proceed as well as the conditions of this Order.
2. An application for an approval under Part V of the *Environmental Protection Act* for the continued operation of the site must be submitted along with: a hydrogeologic study; a design and operations report for the interim period which will include but not be limited to a monitoring program, trigger analysis causing implementation of the contingency plans, contingency plans, closure and post closure plans.
3. The Town of Fort Erie shall proceed expeditiously to complete a long-term waste management program in accordance with the *Environmental Assessment Act* within the interim period of time specified in Condition 6 (i).
4. The proponent shall file an annual report outlining the municipality's progress in developing and implementing the long-term waste management strategy. This report will be submitted to the Director, Environmental Assessment Branch, Ministry of the Environment for filing with the Public Record kept under section 31 of the Act by the Branch. Copies of the report shall be given to the Director, Approvals Branch, and Regional Director of South West Region.
5. The Town notify in writing the Director, Environmental Assessment Branch, Ministry of the Environment, no later than one month after the date of publication of this Exemption Order of how the Town will comply with conditions 2 through 4.
6. No waste shall be disposed of by the proponent pursuant to this Order after the earlier of,
 - (i) five years after a Provisional Certificate of Approval or Certificate of Approval for the waste disposal site has been issued pursuant to this Order, or
 - (ii) the commencement of operations of waste disposal site pursuant to the Port Colborne/Fort Erie Waste Management Master Plan,
 unless an application for an approval under the *Environmental Assessment Act* for an undertaking under the Port Colborne/Fort Erie Waste Management Master Plan which includes a waste disposal site has been submitted to the Minister under the Act, in which case, no waste shall be disposed of by the municipality pursuant to this order more than one year after a decision is made under the Act to approve or not approve the undertaking.
7. No waste shall be disposed of at the site after the interim contour limits as approved under the existing Certificate of Approval No. A120501 dated May 26, 1989 are reached.
8. Exemption Order FORT-E-T-1 filed as Ontario Regulation 192/86 is hereby revoked. O. Reg. 723/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

50/91

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

O. Reg. 724/91.

School Health Services and Programs.

Made—November 27th, 1991.

Filed—November 28th, 1991.

Règl. de l'Ont. 724/91

Services et programmes de santé scolaire

pris—le 27 novembre 1991

déposé—le 28 novembre 1991

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 516/84
MADE UNDER THE

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 516/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA
PROMOTION DE LA SANTÉ

1. The Table to section 1 of Ontario Regulation 516/84 is revoked and the following substituted:

1 Le tableau de l'article 1 du Règlement de l'Ontario 516/84 est abrogé et remplacé par ce qui suit :

TABLE

TABLEAU

Item	COLUMN 1	COLUMN 2
	Health Programs and Services	Classification of Pupils
1.	Speech and language, hearing, vision and dental screening.	Pupils entering school for the first time in Ontario.
2.	Assessment and recording of immunization status.	All pupils.
3.	Immunization for designated diseases as defined in the <i>Immunization of School Pupils Act, 1982</i> .	All pupils.
4.	Counselling services on health related problems.	Pupils who have been identified, by a health professional employed by the Board of Health, as requiring the services.
5.	The provision by professional staff of information on health education consistent with the Mandatory - Health Programs and Services Guidelines.	All pupils.
6.	Dental screening examinations.	Pupils who are five, seven, nine, eleven or thirteen years of age.
7.	Advice to a parent or guardian of a pupil about consulting a dentist and the monitoring of the action taken.	Pupils who have been identified, by a health professional employed by the Board of Health, as requiring dental treatment.

Numéro	COLONNE 1	COLONNE 2
	Programmes et services de santé	Catégories d'élèves
1.	Dépistage des troubles du langage et de la parole, de l'ouïe, de la vue et de la dentition.	Élèves qui entrent à l'école pour la première fois en Ontario.
2.	Évaluation et enregistrement du statut d'immunisation.	Tous les élèves.
3.	Immunisation contre les maladies désignées au sens que leur donne la loi intitulée <i>Immunization of School Pupils Act, 1982</i> (« Loi de 1982 sur l'immunisation des élèves »).	Tous les élèves.
4.	Services de consultation à l'égard de troubles liés à la santé.	Élèves chez qui la nécessité de bénéficier de ces services a été constatée par un professionnel de la santé employé par le conseil de santé.
5.	Fourniture par le personnel spécialisé de renseignements en matière d'éducation sanitaire, conformément aux Lignes directrices touchant les programmes et services de santé obligatoires.	Tous les élèves.
6.	Examens de dépistage des troubles de la dentition.	Élèves âgés de cinq, sept, neuf, onze et treize ans.
7.	Conseils sur la consultation d'un dentiste donnés au père ou à la mère d'un élève, ou à son tuteur, et suivi des mesures correctives adoptées.	Élèves chez qui la nécessité de recevoir des soins dentaires a été constatée par un professionnel de la santé employé par le conseil de santé.

Item	COLUMN 1	COLUMN 2
	Health Programs and Services	Classification of Pupils
8.	A fluoride mouth rinse program or a program that provides for the provision of daily fluoride tablets or supplements.	Pupils who have been identified, by a health professional employed by the Board of Health, as requiring the program or service.
9.	Individual application of topical fluoride or other preventive agents.	Pupils who have been identified, by a health professional employed by the Board of Health, as requiring the service.
10.	Dental health education, oral hygiene instruction and nutrition education.	Pupils who have been identified, by a health professional employed by the Board of Health, as requiring the services.

2. Section 3 of the Regulation is revoked and the following substituted:

3. Every board of health that carries out dental screening examinations referred to in item 6 of the Table to section 1 shall submit any statistical information on the dental conditions of the children screened to the Ministry. O. Reg. 724/91, s. 2.

Numéro	COLONNE 1	COLONNE 2
	Programmes et services de santé	Catégories d'élèves
8.	Programme de bains de bouche au fluorure ou programme prévoyant la fourniture quotidienne de comprimés ou de suppléments de fluorure.	Élèves chez qui la nécessité de bénéficier de ce programme ou de ce service a été constatée par un professionnel de la santé employé par le conseil de santé.
9.	Application topique de fluorure ou d'autres agents prophylactiques.	Élèves chez qui la nécessité de bénéficier de ce service a été constatée par un professionnel de la santé employé par le conseil de santé.
10.	Éducation en matière d'hygiène dentaire et d'alimentation, et cours d'hygiène bucco-dentaire.	Élèves chez qui la nécessité de bénéficier de ces services a été constatée par un professionnel de la santé employé par le conseil de santé.

2 L'article 3 du Règlement est abrogé et remplacé par ce qui suit :

3 Chaque conseil de santé qui procède aux examens de dépistage des troubles de la dentition visés au numéro 6 du tableau de l'article 1 présente au ministère des renseignements statistiques sur l'état de la dentition des enfants examinés. Règl. de l'Ont. 724/91, art. 2.

50/91

NURSING HOMES ACT

O. Reg. 725/91.

General.

Made—November 27th, 1991.

Filed—November 29th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 690 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE NURSING HOMES ACT

1. Item 8 of Table 2 of Regulation 690 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 618/90, is revoked and the following substituted:

8.	On or after the 1st day of December, 1990, but before the 1st day of December, 1991.	\$541.10	\$17.79
9.	On or after the 1st day of December, 1991.	\$573.65	\$18.86

2. Item 8 of Table 3 of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 618/90, is revoked and the following substituted:

8.	On or after the 1st day of December, 1990, but before the 1st day of December, 1991.	\$270.40	\$8.89
9.	On or after the 1st day of December, 1991.	\$286.52	\$9.42

50/91

MARRIAGE ACT**O. Reg. 726/91.**

General.

Made—November 27th, 1991.

Filed—November 29th, 1991.

FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT**O. Reg. 727/91.**

Grades—Fruit and Vegetables.

Made—November 20th, 1991.

Filed—November 29th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 606 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MARRIAGE ACT**

1. Regulation 606 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following section:

7. Form 1 of the Act is amended by,

- (a) striking out “affinity and” in the first line;
- (b) striking out “under the statutes in that behalf” in the first and second lines and substituting “under the *Marriage (Prohibited Degrees) Act* (Canada)”;
- (c) striking out items 2, 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 14, 15, 16 and 17 in both lists; and
- (d) adding at the end of the form “or by order of adoption”.
O. Reg. 726/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 18th day of December, 1991.

50/91

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 332 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT**

1.—(1) Subsection 40 (1) of Regulation 332 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 529/87, is revoked and the following substituted:

(1) The fee payable by the grower for grading tomatoes that have been bought for processing and received by a processor is 40 cents per net delivered ton or part thereof. O. Reg. 727/91, s. 1 (1).

(2) Subsection 40 (2) of the Regulation is revoked.

2. Subsection 41 (1) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 529/87, is revoked and the following substituted:

(1) The fee payable for inspecting peas that have been bought for processing and received by a processor is 16 cents per ton or part thereof. O. Reg. 727/91, s. 2.

50/91

REGISTRY ACT**O. Reg. 728/91.**

Registry Divisions.

Made—July 18th, 1991.

Filed—November 30th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 551/81
MADE UNDER THE
REGISTRY ACT**

1.—(1) Item 15 of the Schedule to Ontario Regulation 551/81 is revoked and the following substituted:

15. GREY (No. 16) Owen Sound All of the County of Grey.

(2) Item 16 of the Schedule is revoked.

50/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—12—21

UPHOLSTERED AND STUFFED ARTICLES ACT

O. Reg. 729/91.
General.
Made—September 27th, 1991.
Filed—December 2nd, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 940 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE UPHOLSTERED AND STUFFED ARTICLES ACT

1. Section 4 of Regulation 940 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 457/89, is revoked and the following substituted:

4.—(1) The fee for registration as a manufacturer or a renewal thereof is \$367.50 for each registration number issued.

(2) The fee for registration as a renovator or a renewal thereof is \$78.75 for each registration number issued. O. Reg. 729/91, s. 1.

2. Section 6 of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 457/89, is revoked and the following substituted:

6.—(1) The fee for registration as a home hobby or craft operator is, if the proposed production of stuffed articles during the registration period is,

- (a) fewer than 100 articles \$15.75
- (b) 100 articles or more but fewer than
500 articles 36.75
- (c) 500 articles or more but fewer than
1000 articles 78.75

(2) The fee for renewal of a registration as a home hobby or craft operator is, if the number of stuffed articles indicated on the statement filed under subsection 3 (2) is,

- (a) fewer than 100 articles \$15.75
- (b) 100 articles or more but fewer than
500 articles 36.75
- (c) 500 articles or more but fewer than
1000 articles 78.75

O. Reg. 729/91, s. 2.

3. The Schedule of Fees to Form 7 of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 457/89, is revoked and the following substituted:

Schedule of Fees/Tarifs

Manufacturer/Fabricant	\$367.50
Renovator/Rénovateur	78.75

4. The Schedule of Fees to Form 8 of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 457/89, is revoked and the following substituted:

Schedule of Fees/Tarifs

(a) Fewer than 100 articles/Moins de 100 articles	\$15.75
(b) 100 articles or more but fewer than 500 articles/100 à 499 articles	36.75
(c) 500 articles or more but fewer than 1000 articles/500 à 999 articles	78.75

51/91

RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT

O. Reg. 730/91.

Time Limitation.

Made—November 27th, 1991.

Filed—December 2nd, 1991.

**REGULATION MADE UNDER THE
RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT**

TIME LIMITATION

1. The time period prescribed under subsection 4.3 (9) of the Act is ninety days from the filing of the notice of appeal. O. Reg. 730/91, s. 1.

51/91

MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT

O. Reg. 731/91.

General.

Made—October 16th, 1991.

Filed—December 2nd, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 669 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT**

1. Paragraph 2 of subsection 19 (1) of Regulation 669 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked and the following substituted:

2. For the transfer of a motorized snow vehicle permit

\$ 4

51/91

FUEL TAX ACT, 1981

O. Reg. 732/91.

General.

Made—December 3rd, 1991.

Filed—December 4th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 772/82
MADE UNDER THE
FUEL TAX ACT, 1981**

1. Ontario Regulation 772/82 is amended by adding the following section:

1a. Subject to section 5a, no collector shall import fuel dyed at a dye-point in the Province of Quebec for sale in Ontario unless the collector,

- (a) has coloured the fuel in the Province of Quebec in accordance with this Regulation or in accordance with the requirements set forth in Division II of the Revised Regulations of Quebec, 1981, chapter T-1, r. 1; and
- (b) has entered into a Quebec Fuel Dyers Agreement in respect of each dye-point operated in the Province of Quebec and fully complies with its terms. O. Reg. 732/91, s. 1.

2. Section 2 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(1a) Bulk kerosene to be packaged in containers of not more than 25 litres each for resale to consumers for lighting, heating or cooking purposes, but not to generate power in a motor vehicle, is prescribed for the purposes of subsection 2 (2) of the Act. O. Reg. 732/91, s. 2.

3. The Regulation is further amended by adding the following section:

5b.—(1) A person who owns or operates any equipment used to colour, store, transport or deliver coloured fuel shall affix to it identifying labels in Form 16 or 17.

(2) The label in Form 16 shall meet the following specifications:

1. The label shall be round with a diameter of 6.5 cm, have a 4 mm hole at the top to facilitate a non-corrosive connector and be constructed of hydrocarbon resistant material with a thickness of 0.5 cm.
2. The colour of the label shall be yellow (Pantone Yellow C) for diesel fuel, purple (Pantone 257C) for stove oil, green (Pantone 336C) for furnace oil and brown (Pantone 478C) for kerosene, and each label shall have an orange band across it.
3. The generic name of the product and the word "dyed" shall be printed in English on one side and in French on the other side.
4. The lettering shall be a minimum of 1.25 cm in height and in a contrasting colour to the colour referred to in paragraph 2. O. Reg. 732/91, s. 3.

4. Form 16 of the Regulation is revoked and the following substituted:

Form 16

Fuel Tax Act, 1981



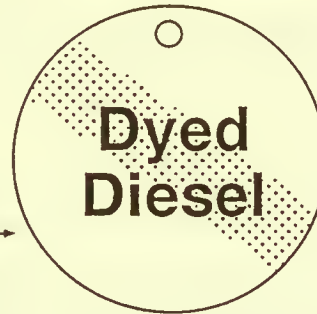
← PMS 257C Purple →
(Orange band)



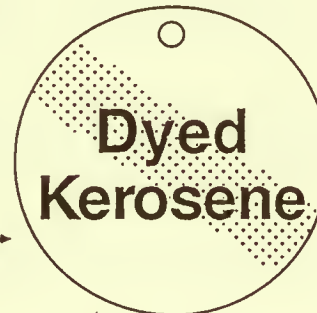
← PMS 336C Green →
(Orange band)



← PMS Yellow C →
(Orange band)



← PMS 478C Brown →
(Orange band)



Dye Tags

- Construction:
- 6.5cm (2 1/2") diameter with a 4mm hole at top (to facilitate a non-corrosive connector)
 - must be hydrocarbon resistant material 0.5cm thick

O. Reg. 732/91, s. 4.

5.—(1) This Regulation, except section 2, comes into force on the day it is filed.

(2) Section 2 comes into force on the 1st day of January, 1992.

SHELLEY WARK-MARTYN
Minister of Revenue

Dated at Toronto, this 3rd day of December, 1991.

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1991—12—28

APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

O. Reg. 733/91.

General.

Made—December 6th, 1991.

Filed—December 10th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 36 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

1. Section 28 of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 595/89, is revoked and the following substituted:

28. The fees payable under this Regulation are as follows:

1. For the issue or renewal of a certificate of qualification other than as set out in paragraph 2 . . . \$38.50
2. For the issue of a certificate of qualification to a person who is exempted by regulation from section 9 and subsections 10 (2) and (3) of the Act . . . 27.50
3. For the issue of a duplicate certificate of qualification . . . 27.50

O. Reg. 733/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Note: All references to provisions in statutes are to those contained in the R.S.O. 1990.

52/91

APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

O. Reg. 734/91.

General Machinist.

Made—December 6th, 1991.

Filed—December 10th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

GENERAL MACHINIST

1. In this Regulation, "general machinist" means a person who,

- (a) sets up and operates to prescribed tolerances engine lathes and milling, grinding, drilling, sawing and boring machines;
- (b) reads and interprets blueprints and operation and product-related reference charts and tables;
- (c) selects mechanical measuring, checking and layout tools and devices and performs measuring, checking and layout operations; and
- (d) selects work piece materials and the required cutting tools and abrasives for metal removal operations. O. Reg. 734/91, s. 1.

2. The trade of general machinist is designated as a certified trade for the purposes of the Act. O. Reg. 734/91, s. 2.

3.—(1) An apprentice training program is established for the trade of general machinist.

(2) The apprentice training program shall consist of not less than 6,000 hours and not more than 8,000 hours of,

- (a) classes that provide training and instruction; and
- (b) on the job training and work experience.

(3) An employer shall not establish an apprentice training program unless the program is approved by the Director. O. Reg. 734/91, s. 3.

4. The maximum number of persons who may be apprenticed to an employer in the trade of general machinist is equal to the number of journeymen with whom the apprentices will be working and who are employed by the employer, plus one if the employer is also a journeyman in the trade. O. Reg. 734/91, s. 4.

5. Despite subsection 8 (2) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980, hours worked by an apprentice in the trade of general machinist in excess of his or her regular hours shall be included in computing the apprentice's hours of on the job training and work experience. O. Reg. 734/91, s. 5.

6. Subsection 10 (1) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980 does not apply to an apprentice in the trade of general machinist. O. Reg. 734/91, s. 6.

7.—(1) Section 9 and subsection 11 (2) of the Act do not apply to a person who works or is employed in the trade of general machinist.

(2) Subsection 11 (3) of the Act does not apply to an employer in the trade of general machinist.

(3) Section 20 of the Act does not apply to a person with a certificate of qualification in the trade of general machinist. O. Reg. 734/91, s. 7.

8. Regulation 38 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

52/91

**APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT**

O. Reg. 735/91.

Mould Maker.

Made—December 6th, 1991.

Filed—December 10th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT

MOULD MAKER

1. In this Regulation, "mould maker" means a person who,
- (a) sets up and operates to prescribed tolerances engine lathes and milling, grinding, drilling, sawing and boring machines;
 - (b) reads and interprets blueprints and operation and product-related reference charts and tables;
 - (c) selects mechanical measuring, checking and layout tools and devices and performs measuring, checking and layout operations;
 - (d) selects work piece materials and the required cutting tools and abrasives for metal removal operations and performs metal removal operations using hand and power tools;
 - (e) selects work piece clamping and holding devices and product-related components;
 - (f) performs hand finishing and polishing operations on moulds; and
 - (g) assembles and tests moulds for application purposes. O. Reg. 735/91, s. 1.

2. The trade of mould maker is designated as a certified trade for the purposes of the Act. O. Reg. 735/91, s. 2.

3.—(1) An apprentice training program is established for the trade of mould maker.

(2) The apprentice training program shall consist of 8,000 hours of,

- (a) classes that provide training and instruction; and
- (b) on the job training and work experience.

(3) An employer shall not establish an apprentice training program unless the program is approved by the Director. O. Reg. 735/91, s. 3.

4. The maximum number of persons who may be apprenticed to an employer in the trade of mould maker is equal to the number of journeymen with whom the apprentices will be working and who are employed by the employer, plus one if the employer is also a journeyman in the trade. O. Reg. 735/91, s. 4.

5. Despite subsection 8 (2) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980, hours worked by an apprentice in the trade of mould maker in excess of his or her regular hours shall be included in computing the apprentice's hours of on the job training and work experience. O. Reg. 735/91, s. 5.

6. Subsection 10 (1) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980 does not apply to an apprentice in the trade of mould maker. O. Reg. 735/91, s. 6.

7.—(1) Section 9 and subsection 11 (2) of the Act do not apply to a person who works or is employed in the trade of mould maker.

(2) Subsection 11 (3) of the Act does not apply to an employer in the trade of mould maker.

(3) Section 20 of the Act does not apply to a person with a certificate of qualification in the trade of mould maker. O. Reg. 735/91, s. 7.

8. Regulation 49 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

52/91

**APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT**

O. Reg. 736/91.

Tool and Die Maker.

Made—December 6th, 1991.

Filed—December 10th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S
QUALIFICATION ACT

TOOL AND DIE MAKER

1. In this Regulation, "tool and die maker" means a person who,
- (a) sets up and operates to prescribed tolerances engine lathes and milling, grinding, drilling, sawing and boring machines;
 - (b) reads and interprets blueprints and operation and product-related reference charts and tables;
 - (c) selects mechanical measuring, checking and layout tools and devices and performs measuring, checking and layout operations;
 - (d) selects work piece materials and the required cutting tools and abrasives for metal removal operations and performs metal removal operations using hand and power tools;
 - (e) selects work piece clamping and holding devices and product-related components;
 - (f) performs finishing and assembly operations on dies and sets up dies on presses for testing purposes; and
 - (g) manufactures component parts and assemblies and tests tools, jigs and fixtures. O. Reg. 736/91, s. 1.

2. The trade of tool and die maker is designated as a certified trade for the purposes of the Act. O. Reg. 736/91, s. 2.

3.—(1) An apprentice training program is established for the trade of tool and die maker.

(2) The apprentice training program shall consist of 8,000 hours of,

- (a) classes that provide training and instruction; and
- (b) on the job training and work experience.

(3) An employer shall not establish an apprentice training program unless the program is approved by the Director. O. Reg. 736/91, s. 3.

4. The maximum number of persons who may be apprenticed to an employer in the trade of tool and die maker is equal to the number of journeymen with whom the apprentices will be working and who are employed by the employer, plus one if the employer is also a journeyman in the trade. O. Reg. 736/91, s. 4.

5. Despite subsection 8 (2) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980, hours worked by an apprentice in the trade of tool and die maker in excess of his or her regular hours shall be included in computing the apprentice's hours of on the job training and work experience. O. Reg. 736/91, s. 5.

6. Subsection 10 (1) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980 does not apply to an apprentice in the trade of tool and die maker. O. Reg. 736/91, s. 6.

7.—(1) Section 9 and subsection 11 (2) of the Act do not apply to a person who works or is employed in the trade of tool and die maker.

(2) Subsection 11 (3) of the Act does not apply to an employer in the trade of tool and die maker.

(3) Section 20 of the Act does not apply to a person with a certificate of qualification in the trade of tool and die maker. O. Reg. 736/91, s. 7.

8. Regulation 60 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

52/91

APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

O. Reg. 737/91.

Pattern Maker.

Made—December 6th, 1991.

Filed—December 10th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT

PATTERN MAKER

1. In this Regulation, "pattern maker" means a person who,

- (a) plans and organizes the production of models, foundry patterns and coreboxes;
- (b) creates master models, patterns, coreboxes and coresticks;
- (c) produces plastic moulds from master patterns or models;
- (d) produces working plastic foundry patterns from master moulds;
- (e) produces master coreboxes from coresticks;

(f) produces working integrally cast match plates and cope and drag sets;

(g) produces working split-mounted foundry patterns;

(h) produces metal patterns and coreboxes, cast-to-size or cast-to-size partially machined;

(i) produces fully-machined metal patterns and coreboxes; and

(j) designs checking and construction fixtures and gauges. O. Reg. 737/91, s. 1.

2. The trade of pattern maker is designated as a certified trade for the purposes of the Act. O. Reg. 737/91, s. 2.

3.—(1) An apprentice training program is established for the trade of pattern maker.

(2) The apprentice training program shall consist of not less than 4,800 hours and not more than 7,200 hours of,

(a) classes that provide training and instruction; and

(b) on the job training and work experience.

(3) An employer shall not establish an apprentice training program unless the program is approved by the Director. O. Reg. 737/91, s. 3.

4. The maximum number of persons who may be apprenticed to an employer in the trade of pattern maker is equal to the number of journeymen with whom the apprentices will be working and who are employed by the employer, plus one if the employer is also a journeyman in the trade. O. Reg. 737/91, s. 4.

5. Despite subsection 8 (2) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980, hours worked by an apprentice in the trade of pattern maker in excess of his or her regular hours shall be included in computing the apprentice's hours of on the job training and work experience. O. Reg. 737/91, s. 5.

6. Subsection 10 (1) of Regulation 36 of Revised Regulations of Ontario, 1980 does not apply to an apprentice in the trade of pattern maker. O. Reg. 737/91, s. 6.

7.—(1) Section 9 and subsection 11 (2) of the Act do not apply to a person who works or is employed in the trade of pattern maker.

(2) Subsection 11 (3) of the Act does not apply to an employer in the trade of pattern maker.

(3) Section 20 of the Act does not apply to a person with a certificate of qualification in the trade of pattern maker. O. Reg. 737/91, s. 7.

52/91

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1992—01—04

RADIOLOGICAL TECHNICIANS ACT

O. Reg. 738/91.

General.

Made—September 30th, 1991.

Approved—December 13th, 1991.

Filed—December 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 890 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE RADIOLOGICAL TECHNICIANS ACT

1. Clause 3 (2) (b) of Regulation 890 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 416/88, is revoked and the following substituted:

(b) an examination fee of \$200.

2. Section 4 of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 416/88, is further amended by striking out "\$50" in the sixth line and substituting "\$200".

3.—(1) Subsection 5 (1) of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 416/88, is further amended by striking out "\$50" in the last line and substituting "\$60".

(2) Subsection 5 (2) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 416/88, is amended by striking out "\$80" in the seventh line and substituting "\$100", by striking out "\$45" in the eighth line and substituting "\$60" and by striking out "\$250" in the last line and substituting "\$350".

4.—(1) Subsection 7 (1) of the Regulation, as amended by section 4 of Ontario Regulation 416/88, is further amended by striking out "\$45" in the last line and substituting "\$60".

(2) Subsection 7 (2) of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 416/88, is amended by striking out "\$80" in the seventh line and substituting "\$100", by striking out "\$45" in the eighth line and substituting "\$60" and by striking out "\$250" in the last line and substituting "\$350".

5.—(1) Clause 11 (2) (a) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 416/88, is amended by striking out "\$45" in the last line and substituting "\$60".

(2) Clause 11 (2) (b) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 416/88, is amended by striking out "\$80" in the last line and substituting "\$110".

6.—(1) Clause 12 (1) (b) of the Regulation, as remade by section 6 of Ontario Regulation 416/88, is amended by striking out "\$80" in the first line and substituting "\$100", by striking out "\$45" in the second line and substituting "\$60" and by striking out "\$250" in the fifth line and substituting "\$350".

(2) Clause 12 (2) (c) of the Regulation, as remade by section 6 of Ontario Regulation 416/88, is amended by striking out "\$45" in the first line and substituting "\$60".

BOARD OF RADIOLOGICAL TECHNICIANS:

J. V. MORGAN
Chair

SHARON SABERTON
Registrar

Dated at Toronto, this 30th day of September, 1991.

1/92

NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

O. Reg. 739/91.

Development Within the Development Control Area.

Made—December 11th, 1991.

Filed—December 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND REGULATION 685 OF REVISED REGULATIONS OF ONTARIO, 1980 MADE UNDER THE NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

1. Schedule 1 to Regulation 685 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as amended by section 2 of Ontario Regulation 181/82, section 1 of Ontario Regulation 694/82, section 1 of Ontario Regulation 98/86, section 1 of Ontario Regulation 290/86, section 1 of Ontario Regulation 716/86 and section 1 of Ontario Regulation 662/90, is further amended by adding the following item:

28a. By-Law 87-57

Town of Ancaster

RUTH GRIER
Minister of the Environment

Dated at Toronto, this 11th day of December, 1991.

1/92

PENSION BENEFITS ACT, 1987

O. Reg. 740/91.

General.

Made—December 13th, 1991.

Filed—December 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 708/87
MADE UNDER THE
PENSION BENEFITS ACT, 1987

1. Subsection 2 (3) of Ontario Regulation 708/87, as remade by section 1 of Ontario Regulation 651/90, is revoked and the following substituted:

(3) The minimum application fee for registration of a pension plan is \$200 and the maximum application fee is \$50,000. O. Reg. 740/91, s. 1.

2.—(1) Subsection 15 (4) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 651/90, is revoked and the following substituted:

(4) Subject to subsection (5), the minimum filing fee for an annual information return is \$200 and the maximum filing fee is \$50,000. O. Reg. 740/91, s. 2 (1).

(2) Section 15 of the Regulation, as it read immediately before this Regulation comes into force, continues to apply with respect to an annual information return respecting a fiscal year that ends on or after the 31st day of December, 1990 and before the 31st day of December, 1991.

1/92

FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT, 1986

O. Reg. 742/91.

General.

Made—December 13th, 1991.

Filed—December 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 505/89
MADE UNDER THE
FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT, 1986

1.—(1) Paragraph 63 of section 1 of Ontario Regulation 505/89, as made by section 1 of Ontario Regulation 676/90, is amended by striking out "in respect of ambulance services" in the second and third lines.

(2) Paragraph 66 of section 1 of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 676/90, is amended by striking out "in respect of ambulance services" in the second line.

(3) Section 1 of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 632/89 and amended by section 1 of Ontario Regulation 676/90, is further amended by adding the following paragraphs:

72. ACFO Rive-Nord Inc. in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services by Garderie Petit Trésor.

73. Algoma District Social Services in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.

OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

O. Reg. 741/91.

Designations Under Clause 10c (1) (n) of the Act.

Made—December 13th, 1991.

Filed—December 16th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 690/90
MADE UNDER THE
OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

1. Section 1 of Ontario Regulation 690/90 is revoked and the following substituted:

1. The following occupational health and safety medical clinics are designated for the purpose of subclause 10c (1) (n) (i) of the Act:

1. Occupational Health Clinics for Ontario Workers Inc. – Hamilton Clinic.
2. Occupational Health Clinics for Ontario Workers Inc. – Toronto Clinic.
3. Occupational Health Clinics for Ontario Workers Inc. – Windsor Clinic.
4. Occupational Health Clinics for Ontario Workers Inc. – Sudbury Clinic. O. Reg. 741/91, s. 1.

1/92

LOI DE 1986 SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

Règl. de l'Ont. 742/91

Dispositions générales

pris—le 13 décembre 1991

déposé—le 16 décembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE
L'ONTARIO 505/89
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI DE 1986 SUR LES SERVICES EN FRANÇAIS

1 (1) La disposition 63 de l'article 1 du Règlement de l'Ontario 505/89, telle qu'elle est prise par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 676/90, est modifiée par suppression de « à l'égard des services d'ambulance » aux deuxième et troisième lignes.

(2) La disposition 66 de l'article 1 du Règlement, telle qu'elle est prise par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 676/90, est modifiée par suppression de « à l'égard des services d'ambulance » à la deuxième ligne.

(3) L'article 1 du Règlement, tel qu'il est pris de nouveau par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 632/89 et tel qu'il est modifié par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 676/90, est modifié de nouveau par adjonction des dispositions suivantes :

72. ACFO Rive-Nord Inc. à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires par la Garderie Petit Trésor.

73. Algoma District Social Services à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.

- | | |
|---|---|
| <p>74. Algonquin Nursing Home Limited in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health.</p> <p>75. Canadian Mental Health Association, Cornwall-Stormont, Dundas & Glengarry Branch in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health.</p> <p>76. Canadian Mental Health Association Timmins Branch in respect of the Family Resource Centre and the Community Outreach Program carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.</p> <p>77. Centre parascolaire "La Clémentine" d'Ottawa in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.</p> <p>78. Corporation de garde d'enfants du Nipissing Ouest/West Nipissing Child Care Corporation in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.</p> <p>79. Laurentian Hospital.</p> <p>80. Les Compagnons des Francs-Loisirs in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services by Garderie Soleil.</p> <p>81. Nipissing Children's Mental Health Services in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.</p> <p>82. 519179 Ontario Inc. in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Health by St. Joseph Nursing Home.</p> <p>83. Ottawa-Carleton Regional Residential Treatment Centre in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.</p> <p>84. The Children's Aid Society of the District of Sudbury and Manitoulin in respect of the programs carried out on behalf of the Ministry of Community and Social Services.</p> | <p>74. Algonquin Nursing Home Limited à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé.</p> <p>75. Canadian Mental Health Association, Cornwall-Stormont, Dundas and Glengarry Branch à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé.</p> <p>76. Canadian Mental Health Association Timmins Branch à l'égard du programme des services à la famille et du programme d'intervention communautaire exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.</p> <p>77. Centre parascolaire « La Clémentine » d'Ottawa à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.</p> <p>78. Corporation de garde d'enfants du Nipissing Ouest/West Nipissing Child Care Corporation à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.</p> <p>79. Laurentian Hospital</p> <p>80. Les Compagnons des Francs-Loisirs à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires par la Garderie Soleil.</p> <p>81. Nipissing Children's Mental Health Services à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.</p> <p>82. 519179 Ontario Inc. à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère de la Santé par St. Joseph Nursing Home.</p> <p>83. Ottawa-Carleton Regional Residential Treatment Centre à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.</p> <p>84. The Children's Aid Society of the District of Sudbury and Manitoulin à l'égard des programmes exécutés pour le compte du ministère des Services sociaux et communautaires.</p> |
|---|---|

1/92

PENSION BENEFITS ACT, 1987

O. Reg. 743/91.

General.

Made—December 13th, 1991.

Filed—December 18th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 708/87
MADE UNDER THE
PENSION BENEFITS ACT, 1987**

1. Section 7a of Ontario Regulation 708/87, as made by section 1 of Ontario Regulation 100/88 and amended by section 1 of Ontario Regulation 422/88, section 1 of Ontario Regulation 737/88, section 1 of Ontario Regulation 651/89 and section 1 of Ontario Regulation 650/90, is revoked and the following substituted:

7a.—(1) No payment may be made from surplus out of a pension plan that is being wound up in whole or in part unless,

- (a) the payment is to be made to or for the benefit of members, former members and other persons, other than an employer, who are entitled to payments under the pension plan on the date of wind up; or
- (b) the payment is to be made to an employer with the written agreement of,

(i) the employer,

(ii) the collective bargaining agent of the members of the plan or, if there is no collective bargaining agent, at least two-thirds of the members of the plan, and

(iii) such number of former members and other persons who are entitled to payments under the pension plan on the date of the wind up as the Commission considers appropriate in the circumstances.

(2) Despite subsection (1), a payment may be made from surplus out of a pension plan that is being wound up in whole or in part if,

- (a) the payment would have been permitted by this section as it read immediately before the 18th day of December, 1991; and
- (b) notice of proposal to wind up the pension plan was given to the Superintendent before the day this subsection comes into force.

(3) Subsections (1) and (2) do not apply after the 31st day of December, 1994. O. Reg. 743/91, s. 1.

2. Subsections 43 (2a), (2b), (4) and (5) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 650/90, are revoked and the following substituted:

(2a) Every employer who maintained a pension plan on the 1st day of January, 1988 is exempt from subsection 19 (1) of the Act for the period ending on the 31st day of December, 1992.

(2b) The parties to a collective agreement or arbitration award governing a pension plan described in subsection 19 (2) of the Act are exempt from that subsection for the period ending on the 31st day of December, 1992. O. Reg. 743/91, s. 2, *part*.

(4) Every pension plan that, on the 1st day of January, 1989, did not provide for the withdrawal of surplus money while the pension plan continues in existence is exempt from subsection 80 (2) of the Act for the period ending on the 31st day of December, 1994.

(5) Every pension plan that, on the 1st day of January, 1989, did not provide for payment of surplus money on the wind up of the pension plan is exempt from subsection 80 (5) of the Act for the period ending on the 31st day of December, 1994. O. Reg. 743/91, s. 2, *part*.

1/92

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 744/91.

Broiler Hatching Eggs and
Chicks — Marketing.
Made—December 11th, 1991.
Filed—December 18th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 436/83 MADE UNDER THE FARM PRODUCTS MARKETING ACT

1. Section 9 of Ontario Regulation 436/83, as made by section 2 of Ontario Regulation 70/85, is revoked and the following substituted:

9.—(1) The Commission authorizes the local board,

- (a) to require that breeder pullets and breeder cockerels be marketed on a quota basis;
- (b) to prohibit any person to whom a quota has not been fixed and allotted for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels or whose quota has been cancelled from marketing any breeder pullets or breeder cockerels;
- (c) to prohibit any person to whom a quota has been fixed and allotted for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels from marketing any breeder pullets or breeder cockerels in excess of the quota; and
- (d) to prohibit any person to whom a quota has been fixed and allotted for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels produced on lands or premises in respect of which the quota was fixed and allotted from marketing any breeder pullets or breeder cockerels other than those produced on the lands or premises.

(2) The Commission authorizes the local board,

- (a) to fix and allot to persons quotas for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels on any basis the local board considers proper;

- (b) to refuse to fix and allot to any person a quota for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels for any reason that the local board considers proper;
- (c) to cancel or reduce, or refuse to increase, a quota fixed and allotted to any person for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels for any reason that the local board considers proper; and
- (d) to permit any person to whom a quota has been fixed and allotted for the marketing of breeder pullets or breeder cockerels to market any breeder pullets or breeder cockerels in excess of the quota on such conditions as the local board considers proper.

(3) The Commission authorizes the local board,

- (a) to require that breeder pullets and breeder cockerels be produced on a quota basis;
- (b) to prohibit any person to whom a quota has not been fixed and allotted for the producing of breeder pullets or breeder cockerels or whose quota has been cancelled from producing any breeder pullets or breeder cockerels;
- (c) to prohibit any person to whom a quota has been fixed and allotted for the producing of breeder pullets or breeder cockerels from producing any breeder pullets or breeder cockerels in excess of the quota; and
- (d) to prohibit any person to whom a quota has been fixed and allotted for the producing of breeder pullets or breeder cockerels on lands or premises in respect of which the quota was fixed and allotted from producing any breeder pullets or breeder cockerels other than those produced on the lands or premises.

(4) The Commission authorizes the local board,

- (a) to fix and allot to persons quotas for the producing of breeder pullets or breeder cockerels on any basis the local board considers proper;
- (b) to refuse to fix and allot to any person a quota for the producing of breeder pullets or breeder cockerels for any reason that the local board considers proper;
- (c) to cancel or reduce, or refuse to increase, a quota fixed and allotted to any person for producing breeder pullets or breeder cockerels for any reason that the local board considers proper, and, without limiting the generality of the foregoing, to cancel or reduce the quota as a penalty where the local board believes on reasonable grounds that the person to whom the quota was fixed and allotted has contravened any provision of the Act or the regulations; and
- (d) to permit any person to whom a quota has been fixed and allotted for the producing of breeder pullets or breeder cockerels to produce any breeder pullets or breeder cockerels in excess of the quota on such conditions as the local board considers proper. O. Reg. 744/91, s. 1.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 11th day of December, 1991.

1/92

REGISTRY ACT

O. Reg. 745/91.
Office Hours.
Made—December 18th, 1991.
Filed—December 18th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
REGISTRY ACT

OFFICE HOURS

1. Despite section 4 of Regulation 896 of Revised Regulations of Ontario, 1980 (Forms and Records) and section 52 of Ontario Regulation 75/82 (Forms, Records and Procedures), the Land Registry Office for the Registry Division of Norfolk (No. 37) and Land Titles Division of Haldimand-Norfolk (No. 37) shall be kept open from 9.30 o'clock in the forenoon until 3.00 o'clock in the afternoon, local time, on the 18th day of December, 1991. O. Reg. 745/91, s. 1.

2. This Regulation expires with the 19th day of December, 1991.

DESPINA GEORGAS
Director of Land Registration

Dated at Toronto, this 18th day of December, 1991.

1/92

DENTAL TECHNICIANS ACT

O. Reg. 746/91.
General.
Made—October 10th, 1991.
Approved—December 19th, 1991.
Filed—December 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 237 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DENTAL TECHNICIANS ACT

1. Subsection 3 (1) of Regulation 237 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 597/90, is revoked and the following substituted:

(1) The secretary-treasurer shall register every dental technician who is eligible for registration, applies in Form 3 and pays a registration fee of \$350. O. Reg. 746/91, s. 1.

2. Subsection 4 (1) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 597/90, is revoked and the following substituted:

(1) A certificate of registration expires on the 1st day of February of a year unless a renewal fee of \$350 is paid in respect of that year on or before that date. O. Reg. 746/91, s. 2.

3. Clause 5 (b) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 597/90, is revoked and the following substituted:

(b) upon payment of a re-registration fee of \$375.

4. Paragraph 2 of Form 2 of the Regulation, as remade by section 4 of Ontario Regulation 597/90, is revoked and the following substituted:

2. I enclose a re-registration fee of \$375.

5. Form 3 of the Regulation, as amended by section 5 of Ontario Regulation 710/82, section 5 of Ontario Regulation 75/86, section 5 of Ontario Regulation 48/87, section 6 of Ontario Regulation 12/88, section 5 of Ontario Regulation 446/89 and section 5 of Ontario Regulation 597/90, is further amended by striking out "If I obtain pass standing at the examinations, I shall remit forthwith to the Board my registration fee of \$325 after receiving notification from the Board." following subparagraph vi of paragraph 2 and substituting "If I obtain pass standing at the examinations, I shall remit forthwith to the Board my registration fee of \$350 after receiving notification from the Board."

GOVERNING BOARD OF DENTAL TECHNICIANS:

JAMES DOEL
Chair

D. ASHBY
Registrar

Dated at Toronto, this 10th day of October, 1991.

1/92

HEALTH DISCIPLINES ACT

O. Reg. 747/91.
Pharmacy.
Made—October 17th, 1991.
Approved—December 19th, 1991.
Filed—December 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 451 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HEALTH DISCIPLINES ACT

1.—(1) Clauses 79 (1) (a) and (b) of Regulation 451 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 510/90, are revoked and the following substituted:

- (a) for a pharmacist under sixty-five years of age, \$310;
- (b) for a pharmacist sixty-five years of age or over, \$155,

(2) Subsection 79 (2) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 510/90, is revoked and the following substituted:

(2) Despite clause (1) (a), a person under sixty-five years of age who is licensed as a pharmacist for the first time and who receives the licence on or after the 1st day of September in a year shall pay an annual fee of \$155. O. Reg. 747/91, s. 1 (2).

(3) Clauses 79 (4) (a) and (b) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 510/90, are revoked and the following substituted:

- (a) for the year 1991, \$320; and
- (b) for the year 1992, \$330.

(4) Clauses 79 (5) (a) and (b) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 510/90, are revoked and the following substituted:

- (a) for the year 1991, \$550; and
 (b) for the year 1992, \$570.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

COUNCIL OF THE ONTARIO COLLEGE OF PHARMACISTS:

N. C. TRUONG
Chair

A. J. DUNSDON
Registrar

Dated at Toronto, this 17th day of October, 1991.

1/92

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 748/91.

Exemption—Subsection 37a (2) of the Act.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 19th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 587/88
 MADE UNDER THE
 HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983**

1. Section 1 of Ontario Regulation 587/88, as amended by section 1 of Ontario Regulation 582/89 and section 1 of Ontario Regulation 671/90, is further amended by striking out "1991" in the third line and substituting "1992".

1/92

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 749/91.

Reports.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 19th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 490/85
 MADE UNDER THE
 HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983**

1. Ontario Regulation 490/85 is amended by adding the following section:

5a.—(1) In this section,

"AIDS" means Acquired Immune Deficiency Syndrome; ("sida")

"HIV" means Human Immunodeficiency Virus. ("VIH")

(2) A physician who provides professional services to a patient in a clinic set out in subsection (4) and who is required to report under section 26 of the Act following a test to determine if the patient is infected with an agent of AIDS is exempt from reporting the patient's name and address if, before the test was ordered, the patient received counselling about preventing the transmission of HIV infection.

(3) The operator of a laboratory is exempt from reporting, under section 29 of the Act, the name and address of a person who has tested positive for an agent of AIDS if the test is in relation to professional services provided at a clinic described in subsection (4).

(4) The following are the clinics referred to in subsections (2) and (3):

1. Anishnawbe Health Toronto, 225 Queen Street East, Toronto.
2. Barrie STD Clinic, 370 Dunlop Street, Barrie.
3. Birth Control & STD Information Centre, 2828 Bathurst Street, North York.
4. Brampton-Caledon STD Clinic, 180B Sandalwood Parkway East, Brampton.
5. Centretown Community Health Centre, 340 MacLaren Street, Ottawa.

**LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
 DE LA SANTÉ**

Règl. de l'Ont. 749/91

Rapports

pris—le 19 décembre 1991

déposé—le 19 décembre 1991

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE
 RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 490/85
 PRIS EN APPLICATION DE LA
 LOI DE 1983 SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION
 DE LA SANTÉ**

1 Le Règlement de l'Ontario 490/85 est modifié par adjonction de l'article suivant :

5a (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« sida » Le syndrome d'immuno-déficience acquise. (« AIDS »)

« VIH » Le virus de l'immuno-déficience humaine. (« HIV »)

(2) Le médecin qui fournit des services professionnels à un malade dans l'une des cliniques énumérées au paragraphe (4) et qui est tenu de faire la déclaration prévue à l'article 26 de la Loi à la suite d'un test visant à établir si le malade est infecté par un agent du sida est dispensé de l'obligation de déclarer les nom et adresse de ce dernier si, avant que l'ordre de pratiquer le test n'ait été donné, le malade a reçu des conseils sur les moyens d'empêcher la transmission d'une infection par VIH.

(3) L'exploitant d'un laboratoire n'est pas tenu de déclarer, contrairement à ce que prévoit l'article 29 de la Loi, les nom et adresse des personnes qui se révèlent séropositives à l'égard d'un agent du sida si le test est pratiqué dans le cadre de services professionnels fournis dans une clinique mentionnée au paragraphe (4).

(4) Ci-après sont énumérées les cliniques visées aux paragraphes (2) et (3) :

1. Anishnawbe Health Toronto, 225, rue Queen est, Toronto.
2. Barrie STD Clinic, 370, rue Dunlop, Barrie.
3. Birth Control & STD Information Centre, 2828, rue Bathurst, North York.
4. Brampton-Caledon STD Clinic, 180B, promenade Sandalwood est, Brampton.
5. Centre communautaire de santé du centre ville, 340, rue MacLaren, Ottawa.

6. Hassle Free Clinic, 556 Church Street, Toronto.
7. Mississauga East STD Clinic, 3038 Hurontario Street, Mississauga.
8. Mississauga West STD Clinic, 2227 South Millway, Mississauga.
9. Sandy Hill Community Health Centre, 24 Selkirk Avenue, Vanier.
10. SITE, 480A Somerset Street West, Ottawa.
11. Somerset West Community Health Centre, 755 Somerset Street West, Ottawa.
12. STD Clinic, 237 Barton Street East, Hamilton.
13. STD Clinic, 250 Besserer Street, Ottawa. O. Reg. 749/91, s. 1.

2. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

1/92

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

O. Reg. 750/91.
Grants to Boards of Health.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 382/84 MADE UNDER THE HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983

1.—(1) Subsections 8a (1) and (2) of Ontario Regulation 382/84, as made by section 1 of Ontario Regulation 515/87, are revoked and the following substituted:

(0.1) In this section, "Schedule of Benefits for Children's Dental Care" means the Schedule of Benefits and Allowances for Basic Dental Care in the publication entitled "Dental Program for Children in Urgent Need of Treatment" published by the Ministry of Health dated the 1st day of June, 1991.

(1) Despite section 1, the Minister may pay grants to a board of health in an amount equal to 100 per cent of the expenses incurred in providing the dental treatment services set out in the Schedule of Benefits for Children's Dental Care to eligible children.

(2) For the purposes of subsection (1), a child is an eligible child if,

- (a) the child is in Grade 8 or lower or has not begun school;
- (b) the parents or guardians of the child have no insurance or other form of coverage in respect of the services set out in the Schedule of Benefits for Children's Dental Care or their insurance or other form of coverage is inadequate to cover the full cost of the services;
- (c) the parents or guardians of the child make a declaration that the cost for dental treatment services would constitute financial hardship;
- (d) the child has been assessed by a dentist or dental hygienist as requiring urgent dental care for,

6. Hassle Free Clinic, 556, rue Church, Toronto.
7. Mississauga East STD Clinic, 3038, rue Hurontario, Mississauga.
8. Mississauga West STD Clinic, 2227, South Millway, Mississauga.
9. Centre de Santé Communautaire Côte de Sable, 24, avenue Selkirk, Vanier.
10. SITE, 480A, rue Somerset ouest, Ottawa.
11. Centre Communautaire de Santé de Somerset Ouest, 755, rue Somerset ouest, Ottawa.
12. STD Clinic, 237, rue Barton est, Hamilton.
13. Clinique M.T.S., 250, rue Besserer, Ottawa. Règl. de l'Ont. 749/91, art. 1.

2 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

(i) a condition causing pain, infection or haemorrhage,

(ii) trauma,

(iii) pathology, or

(iv) a condition that will imminently cause pain or infection; and

(e) in the case of the dental services set out in Part II of the Schedule of Benefits for Children's Dental Care, the dental director for the board of health determines that the services are necessary. O. Reg. 750/91, s. 1 (1).

(2) Subsection 8a (5) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 515/87, is revoked and the following substituted:

(5) The payment of a grant is subject to the following conditions:

1. The board of health shall ensure that the dental services set out in the Schedule of Benefits for Children's Dental Care are made available to an eligible child as described in subsection (2).
2. The board of health shall issue a form authorizing work to be done, which form is valid for a six-month period from the date of the issuance of the form.
3. The dental work authorized by a board of health shall be carried out by a dentist who is the holder of a licence to practise dentistry under Part II of the *Health Disciplines Act* and who,
 - i. has agreed to charge not more than the amounts set out in the Schedule of Benefits for Children's Dental Care,
 - ii. has agreed to seek payment only from the board of health and not from the parents or guardian of the child, and
 - iii. submits to the board of health a completed claim form for the payment of services performed. O. Reg. 750/91, s. 1 (2).

2. The Schedule to the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 515/87, is revoked.

1/92

RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986**O. Reg. 751/91.**

Rental Housing Maintenance Standards.

Made—December 18th, 1991.

Filed—December 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 768/88
MADE UNDER THE
RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

1. Schedule 1 to Ontario Regulation 768/88, as made by section 2 of Ontario Regulation 579/90 and amended by section 1 of Ontario Regulation 655/91, is further amended by adding the following item:

3. Village of Bancroft

RESIDENTIAL RENTAL STANDARDS BOARD:

GARTH EDE
Chair

Dated at Toronto, this 18th day of December, 1991.

1/92

PRIVATE VOCATIONAL SCHOOLS ACT**O. Reg. 752/91.**

General.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 19th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 801 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
PRIVATE VOCATIONAL SCHOOLS ACT

1. Clause 1 (a) of Regulation 801 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

2. The Regulation is amended by adding the following section:

1.1 For the purposes of this Regulation, each franchise or franchised school shall be deemed to be a separate private vocational school. O. Reg. 752/91, s. 2.

3.—(1) Subsections 9 (1) and (2) of the Regulation are revoked and the following substituted:

(1) In this section, "previous financial year" means the most recent financial year of the applicant completed before the 31st day of October of the year in which the application for renewal is submitted.

(2) An applicant for registration to conduct or operate a private vocational school shall submit with the application a bond in the amount in Column 3 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the gross revenue projected to be received by the applicant from tuition to be charged for courses of instruction during the first twelve months of operation of the school, as shown on the pro forma financial statement required under clause 2 (2) (p).

(2.1) An applicant for renewal of registration to conduct or operate a private vocational school shall submit with the application a bond in an amount to be determined in accordance with subsections (2.2) to (2.6).

(2.2) If the applicant for renewal of registration has been registered to conduct or operate the private vocational school for a continuous period of less than one year immediately preceding the date of the application for renewal, the amount of the bond for the purpose of subsection (2.1) shall be the amount in Column 3 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the estimated gross revenue that would be received by the applicant from tuition

charged for courses of instruction during a one-year period, calculated in accordance with the following formula:

$$A = \frac{365 \times B}{C}$$

where,

A = the estimated gross revenue that would be received by the applicant from tuition charged for courses of instruction during a one-year period,

B = the gross revenue received by the applicant from tuition charged for courses of instruction during the continuous period immediately preceding the date of the application for renewal during which the applicant has been registered to conduct or operate the private vocational school,

C = the number of days in the continuous period immediately preceding the date of the application for renewal during which the applicant has been registered to conduct or operate the private vocational school.

(2.3) Subject to subsection (2.4), if the applicant for renewal of registration has been registered to conduct or operate the private vocational school for a continuous period of at least one year but less than six years immediately preceding the date of the application for renewal, the amount of the bond for the purpose of subsection (2.1) shall be,

(a) if the previous financial year was at least twelve months long, the amount in Column 3 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the gross revenue received by the applicant from tuition charged for courses of instruction during the previous financial year; and

(b) if the previous financial year was less than twelve months long, the amount in Column 3 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the gross revenue received by the applicant from tuition charged for courses of instruction during the twelve-month period immediately preceding the date of the application for renewal.

(2.4) Instead of submitting a bond in an amount determined in accordance with subsection (2.3), an applicant for renewal of registration that has been registered to conduct or operate the private vocational school for a continuous period of at least one year but less than six years immediately preceding the date of the application for renewal and that routinely collects tuition in instalments may submit a bond in an amount equal to,

(a) the highest amount of revenue from unearned prepaid tuition received by the applicant for courses of instruction during the previous financial year, if the highest amount of revenue from unearned prepaid tuition received by the applicant for courses of instruction during the previous financial year is equal to or greater than \$30,000; and

(b) \$30,000, if the highest amount of revenue from unearned prepaid tuition received by the applicant for courses of instruction during the previous financial year is less than \$30,000.

(2.5) Subject to subsection (2.6), if the applicant for renewal of registration has been registered to conduct or operate the private vocational school for a continuous period of at least six years immediately preceding the date of the application for renewal, the amount of the bond for the purpose of subsection (2.1) shall be,

(a) if the previous financial year was at least twelve months long, the amount in Column 2 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the gross revenue received by the applicant from tuition charged for courses of instruction during the previous financial year; and

(b) if the previous financial year was less than twelve months long, the amount in Column 2 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the gross revenue received by the applicant from tuition charged for courses of

instruction during the twelve-month period immediately preceding the date of the application for renewal.

(2.6) Instead of submitting a bond in an amount determined in accordance with subsection (2.5), an applicant for renewal of registration that has been registered to conduct or operate the private vocational school for a continuous period of at least six years immediately preceding the date of the application for renewal and that routinely collects tuition in instalments may submit a bond in an amount equal to,

- (a) the highest amount of revenue from unearned prepaid tuition received by the applicant for courses of instruction during the previous financial year, if the highest amount of revenue from unearned prepaid tuition received by the applicant for courses of instruction during the previous financial year is equal to or greater than \$20,000; and
- (b) \$20,000, if the highest amount of revenue from unearned prepaid tuition received by the applicant for courses of instruction during the previous financial year is less than \$20,000.

(2.7) An applicant for registration or renewal of registration to conduct or operate a private vocational school which has or will have more than one branch shall submit a separate application for each branch together with,

- (a) a separate bond for each branch; the amount of each of which shall be determined in accordance with subsections (2) to (2.6), as applicable, as if each branch were a separate private vocational school;
- (b) one bond for all the branches combined, the amount of which shall be the sum of the amounts of the separate bonds determined in accordance with clause (a); or
- (c) one bond for all the branches combined, the amount of which shall be determined in accordance with subsections (2.8) and (2.9).

(2.8) If the applicant has been registered to conduct or operate any branch of the private vocational school for a continuous period of at least six years immediately preceding the date of the application, the amount of the bond for the purpose of clause (2.7) (c) shall be the amount in Column 2 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the sum of the following amounts:

1. The sum of the gross revenue determined in accordance with subsection (2) of all branches to which that subsection applies.
2. The sum of the estimated gross revenue determined in accordance with subsection (2.2) of all branches to which that subsection applies.
3. The sum of the gross revenue determined in accordance with clause (2.3) (a) of all branches to which that clause applies.
4. The sum of the gross revenue determined in accordance with clause (2.3) (b) of all branches to which that clause applies.
5. The sum of the gross revenue determined in accordance with clause (2.5) (a) of all branches to which that clause applies.
6. The sum of the gross revenue determined in accordance with clause (2.5) (b) of all branches to which that clause applies.

(2.9) If the applicant has not been registered to conduct or operate any branch of the private vocational school for a continuous period of at least six years immediately preceding the date of the application, the amount of the bond for the purpose of clause (2.7) (c) shall be the amount in Column 3 of the Table set out opposite the range in Column 1 of the Table that includes the sum of the following amounts:

1. The sum of the gross revenue determined in accordance with subsection (2) of all branches to which that subsection applies.
2. The sum of the estimated gross revenue determined in accordance with subsection (2.2) of all branches to which that subsection applies.

3. The sum of the gross revenue determined in accordance with clause (2.3) (a) of all branches to which that clause applies.

4. The sum of the gross revenue determined in accordance with clause (2.3) (b) of all branches to which that clause applies. O. Reg. 752/91, s. 3 (1).

(2) Subsection 9 (3) of the Regulation is amended by striking out "subsection (1)" in the first line and substituting "this section".

(3) Subsection 9 (6) of the Regulation is amended by striking out "subsection (1)" in the first line and substituting "this section".

4. Subsection 10 (1) of the Regulation is amended by striking out "subsection 9 (1)" in the second line and substituting "section 9".

5. The Regulation is amended by adding the following Table:

TABLE

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
\$0 - \$25,000	\$20,000	\$30,000
\$25,001 - \$50,000	\$25,000	\$37,500
\$50,001 - \$75,000	\$30,000	\$45,000
\$75,001 - \$100,000	\$35,000	\$52,500
\$100,001 - \$150,000	\$40,000	\$60,000
\$150,001 - \$200,000	\$45,000	\$67,500
\$200,001 - \$250,000	\$50,000	\$75,000
\$250,001 - \$300,000	\$55,000	\$82,500
\$300,001 - \$400,000	\$60,000	\$90,000
\$400,001 - \$500,000	\$65,000	\$97,500
\$500,001 - \$600,000	\$70,000	\$105,000
\$600,001 - \$700,000	\$75,000	\$112,500
\$700,001 - \$800,000	\$80,000	\$120,000
\$800,001 - \$900,000	\$85,000	\$127,500
\$900,001 - \$1,000,000	\$90,000	\$135,000
\$1,000,001 - \$1,250,000	\$100,000	\$150,000
\$1,250,001 - \$1,500,000	\$105,000	\$157,500
\$1,500,001 - \$1,750,000	\$110,000	\$165,000
\$1,750,001 - \$2,000,000	\$115,000	\$172,500
\$2,000,001 - \$2,250,000	\$120,000	\$180,000
\$2,250,001 - \$2,500,000	\$125,000	\$187,500
\$2,500,001 - \$2,750,000	\$130,000	\$195,000
\$2,750,001 - \$3,000,000	\$135,000	\$202,500
\$3,000,001 - \$3,250,000	\$140,000	\$210,000
\$3,250,001 - \$3,500,000	\$145,000	\$217,500
\$3,500,001 - \$3,750,000	\$150,000	\$225,000
\$3,750,001 - \$4,000,000	\$155,000	\$232,500
\$4,000,001 - \$4,250,000	\$160,000	\$240,000
\$4,250,001 - \$4,500,000	\$165,000	\$247,500
\$4,500,001 - \$4,750,000	\$170,000	\$255,000
\$4,750,001 - \$5,000,000	\$175,000	\$262,500
\$5,000,001 - \$5,250,000	\$180,000	\$270,000
\$5,250,001 - \$5,500,000	\$185,000	\$277,500
\$5,500,001 - \$5,750,000	\$190,000	\$285,000
\$5,750,001 - \$6,000,000	\$195,000	\$292,500
\$6,000,001 - \$6,250,000	\$200,000	\$300,000
\$6,250,001 - \$6,500,000	\$205,000	\$307,500
\$6,500,001 - \$6,750,000	\$210,000	\$315,000
\$6,750,001 - \$7,000,000	\$215,000	\$322,500
\$7,000,001 - \$7,250,000	\$220,000	\$330,000
\$7,250,001 - \$7,500,000	\$225,000	\$337,500
\$7,500,001 - \$7,750,000	\$230,000	\$345,000
\$7,750,001 - \$8,000,000	\$235,000	\$352,500
\$8,000,001 - \$8,250,000	\$240,000	\$360,000
\$8,250,001 - \$8,500,000	\$245,000	\$367,500
\$8,500,001 - \$8,750,000	\$250,000	\$375,000
\$8,750,001 - \$9,000,000	\$255,000	\$382,500
\$9,000,001 - \$9,250,000	\$260,000	\$390,000
\$9,250,001 - \$9,500,000	\$265,000	\$397,500
\$9,500,001 - \$9,750,000	\$270,000	\$405,000
\$9,750,001 - \$10,000,000	\$275,000	\$412,500
over \$10,000,000	See Note 1	See Note 2

Note 1:

If the range in Column 1 is over \$10,000,000, the amount in Column 2 is 2.75 per cent of,

- (a) if clause 9 (2.5) (a) applies, the gross revenue determined in accordance with that clause;
- (b) if clause 9 (2.5) (b) applies, the gross revenue determined in accordance with that clause; and
- (c) if subsection 9 (2.8) applies, the sum of the amounts referred to in that subsection.

Note 2:

If the range in Column 1 is over \$10,000,000, the amount in Column 3 is 4.13 per cent of,

- (a) if subsection 9 (2) applies, the gross revenue determined in accordance with that subsection;
- (b) if subsection 9 (2.2) applies, the estimated gross revenue determined in accordance with that subsection;
- (c) if clause 9 (2.3) (a) applies, the gross revenue determined in accordance with that clause;
- (d) if clause 9 (2.3) (b) applies, the gross revenue determined in accordance with that clause; and
- (e) if subsection 9 (2.9) applies, the sum of the amounts referred to in that subsection.

O. Reg. 752/91, s. 5.

6. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

1/92

Publications under the Regulations Act

Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1992—01—11

WORKERS' COMPENSATION ACT

O. Reg. 753/91.

Pension Benefits for Board Members and Employees.

Made—December 13th, 1991.

Approved—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE WORKERS' COMPENSATION ACT

PENSION BENEFITS FOR BOARD MEMBERS AND EMPLOYEES

CONTENTS

	Sections
PART I INTERPRETATION	1-5
Definitions	1-4
Calculation of Interest	5
PART II MEMBERSHIP AND CONTRIBUTIONS	6-16
Membership in the Pension Plan	6-9
Contributions under the Pension Plan	10
Pensionable Service	11-13
Refund of Contributions	14-15
Use of Surplus	16
PART III ENTITLEMENT TO PENSION BENEFITS	17-20
PART IV PENSIONS	21-30
Retirement	21
Entitlement to a Normal Retirement Pension	22-24
Amount of the Normal Retirement Pension	25
Entitlement to an Early Retirement Pension	26-27
Amount of an Early Retirement Pension	28-29
Disability Pensions	30
PART V PRE-RETIREMENT DEATH BENEFITS	31-35
PART VI JOINT AND SURVIVOR BENEFITS	36-44
Joint and Survivor Pensions	36-37
Death After Retirement	38-44
PART VII ANNUAL INCREASES IN PENSION BENEFITS	45-47
Transitional Increase in Pension Benefits	47
PART VIII PURCHASING PENSIONABLE SERVICE	48-57
General	48-50
Purchase for a Leave of Absence	51-53
Purchases for Unearned Service	54-55
Purchase for Active Military Service	56
Transferring Pensionable Service In from Another Pension Plan	57
PART IX PROCEDURAL PROVISIONS	58
PART X TRANSITION, REVOCATION AND COMMENCEMENT	59-61

PART I INTERPRETATION

DEFINITIONS

1. In this Regulation,

“actuary” means a Fellow of the Canadian Institute of Actuaries appointed by the Board as actuary of the pension plan;

“commuted value” has the same meaning as in the *Pension Benefits Act*;

“deferred pension” has the same meaning as in the *Pension Benefits Act*;

“employee” means an employee of the Board;

“former member” means a former member as determined under section 9;

“long-term disability plan” means a benefit plan provided by the Board to its employees to provide income protection in case of a long-term disability;

“member” means member of the pension plan;

“normal retirement date” means the normal retirement date determined under section 21;

“normal retirement pension” means the amount of the annual pension calculated under section 25;

“pension” means a pension benefit that is being paid under the pension plan;

“pension fund” means the Workers' Compensation Board Superannuation Fund;

“pension plan” means the pension plan organized and administered by the Board to provide pensions for employees;

“pensionable service”, in relation to a person, means the period of years, or partial years, of membership in the pension plan that the person has accumulated;

“spouse” has the same meaning as in the *Pension Benefits Act*;

“Year's Basic Exemption”, in relation to a year, means the Year's Basic Exemption established under the *Canada Pension Plan* for the year;

“Year's Maximum Pensionable Earnings”, in relation to a year, means the Year's Maximum Pensionable Earnings established under the *Canada Pension Plan* for the year. O. Reg. 753/91, s. 1.

2.—(1) For the purposes of this Regulation, a person's child by adoption or step-child or a child to whom the person is acting in the role of parent is considered to be the person's child.

(2) A child is considered to be a dependent child of a former member who is deceased if the child,

- (a) is less than eighteen years of age;
- (b) is eighteen or more years of age but less than twenty-five years of age and is attending a school or university full-time, having so attended substantially without interruption since reaching eighteen years of age or since the death of the former member, whichever occurred most recently; or
- (c) is eighteen or more years of age and is disabled, having been disabled without interruption since reaching eighteen years of age or since the death of the former member, whichever occurred most recently. O. Reg. 753/91, s. 2.

3.—(1) For the purposes of this Regulation, a full-time member of the board of directors of the Board is deemed to be an employee of the Board.

(2) A person is considered to be employed by the Board while the Board is making contributions respecting the person under section 7 of the Act.

(3) A period of continuous employment, membership or service is measured without regard to periods of temporary suspension of the employment, membership or service and without regard to periods of lay-off from employment. O. Reg. 753/91, s. 3.

4.—(1) For the purposes of this Regulation, the earnings of a member are the basic amount of remuneration that the member actually receives for his or her position, computed with reference to the period of time during which the member is employed. The earnings do not include overtime pay or a payment to the member in lieu of a benefit provided by the Board.

(2) A member's earnings include the amount of worker's compensation to which he or she may be entitled and the amount of any supplement by the Board up to the maximum amount of the member's regular earnings. The earnings do not include retirement benefits provided to the member under section 44 of the Act.

(3) The annual earnings of a member who is receiving long-term disability benefits in a year are the amount that the member was earning on the date that he or she qualified for the benefits, as increased in accordance with Part VI. O. Reg. 753/91, s. 4.

CALCULATION OF INTEREST

5. Interest calculated under this Regulation is accumulated with interest compounded annually at the minimum rate determined under the *Pension Benefits Act* or at such higher rate as the Board may determine. O. Reg. 753/91, s. 5.

PART II MEMBERSHIP AND CONTRIBUTIONS

MEMBERSHIP IN THE PENSION PLAN

6.—(1) Every permanent or probationary employee, other than an employee described in subsection (2), is a member of the pension plan beginning on his or her date of employment.

(2) An employee who is ordinarily employed for less than 40 per cent of the normal working hours of a full-time employee in a corresponding position is not eligible to be a member of the pension plan.

(3) An employee who is on maternity or adoption leave as provided by law remains a member of the pension plan while on leave. O. Reg. 753/91, s. 6.

7.—(1) A temporary employee may elect to become a member of the pension plan after twenty-four months of continuous employment.

(2) A person is considered to be a temporary employee if he or she is employed to do work of a temporary nature to be performed on a regular scheduled basis during a limited period of employment.

(3) A person who is hired under a fixed-term contract of service is not eligible to be a member of the pension plan. O. Reg. 753/91, s. 7.

8.—(1) An employee does not cease to be a member of the pension plan by reason only of a change in his or her employment category.

(2) An employee does not cease to be a member of the pension plan by reason only that he or she earns less than 35 per cent of the Year's Maximum Pensionable Earnings in a year or is employed for fewer than 700 hours in a year. O. Reg. 753/91, s. 8.

9.—(1) A member of the pension plan becomes a former member upon terminating his or her employment with the Board.

(2) A member of the pension plan becomes a former member upon reaching the maximum age specified under the *Income Tax Act* (Canada) for contributors to a pension fund or plan.

(3) A former member of the pension plan who becomes re-employed by the Board is reinstated as a member.

(4) A person's employment is considered to be terminated by his or her resignation, dismissal with or without just cause, retirement or death.

(5) A person is not considered to be a member or a former member of the pension plan if he or she,

- (a) is not entitled to a deferred pension under the plan;
- (b) is not receiving a pension under the plan; and
- (c) is not entitled to receive another payment under the plan. O. Reg. 753/91, s. 9.

CONTRIBUTIONS UNDER THE PENSION PLAN

10.—(1) Every member shall contribute to the pension fund from his or her earnings for a year,

- (a) 7 per cent of the amount of his or her earnings that does not exceed the Year's Basic Exemption;
- (b) 5.2 per cent of the amount of his or her earnings that exceeds the Year's Basic Exemption but does not exceed the Year's Maximum Pensionable Earnings; and
- (c) 7 per cent of the amount of his or her earnings that exceeds the Year's Maximum Pensionable Earnings.

(2) The member's contributions are to be deducted from his or her earnings for each pay period and remitted to the pension fund by the Board. O. Reg. 753/91, s. 10.

PENSIONABLE SERVICE

11.—(1) A member accrues pensionable service under the pension plan for the time in respect of which contributions to the pension fund are made by or on behalf of the member.

(2) A person who continues to be employed by the Board after his or her normal retirement date continues to accumulate pensionable service for contributions under the plan for the period of employment after the normal retirement date.

(3) A former member who becomes re-employed by the Board accumulates pensionable service for contributions under the plan for the period of re-employment. O. Reg. 753/91, s. 11.

12.—(1) This section applies with respect to a person who is receiving benefits under a long-term disability plan provided by the Board in respect of a disability incurred on or after the 1st day of October, 1974.

(2) For the purposes of the pension plan, a person described in subsection (1) is deemed to be an employee of the Board while receiving benefits under the long-term disability plan.

(3) While the Board makes contributions to the pension plan on behalf of the person, the person is deemed to accumulate pensionable service under the plan.

(4) The amount of the benefits under the pension plan is determined with reference to the earnings of the person at the time he or she qualified for benefits under the long-term disability plan, as increased in accordance with Part VII.

(5) For the purposes of calculating the increase, Part VII applies as if the person's earnings were a pension under the pension plan. O. Reg. 753/91, s. 12.

13.—(1) A member's pensionable service does not include days that the member is absent from employment and does not receive any salary or long-term disability benefits.

(2) Subsection (1) does not apply if the member purchases pensionable service respecting the absence. O. Reg. 753/91, s. 13.

REFUND OF CONTRIBUTIONS

14. A person who ceases to be a member of the pension plan before completing twenty-four months of continuing membership shall be given a refund of his or her contributions to the pension fund, with interest, in lieu of other benefits under the plan. O. Reg. 753/91, s. 14.

15.—(1) A former member who is entitled to a pension benefit is entitled to be paid from the pension fund a lump sum equal to the amount by which his or her contributions made on or after the 1st day of January, 1987, with interest, exceed one-half of the commuted value of his or her pension or deferred pension in respect of the contributory benefits accrued after that date.

(2) The following are excluded in determining the commuted value of the pension or deferred pension under subsection (1):

1. Benefits that result from additional voluntary contributions.
2. Money or credits transferred from the pension plan to another pension plan.

(3) The following are included in determining the contributory benefits under subsection (1):

1. Ancillary benefits related to employment on or after the 1st day of January, 1987.
2. Increases to pension benefits and ancillary benefits resulting from an amendment to the pension plan made on or after the 1st day of January, 1987, relating to employment before the date of the amendment, but excluding any portion of the benefits which is based upon pensionable service before the 1st day of January, 1987. O. Reg. 753/91, s. 15.

USE OF SURPLUS

16.—(1) An amount in the pension fund that is surplus to the requirements of the pension plan while it continues in existence or upon its winding up may be used as provided in this section.

(2) The surplus may be applied to enhance the benefits provided to members and former members of the pension plan.

(3) The surplus may be applied to reduce the contributions of the Board under the pension plan in a year to an amount not less than 113 per cent of the members' contributions for the year. O. Reg. 753/91, s. 16.

PART III ENTITLEMENT TO PENSION BENEFITS

17.—(1) A person who ceases to be a member of the pension plan after completing a continuous period of twenty-four months of membership but before completing a continuous period of ten years of employ-

ment with the Board is entitled to the pension and the payment described in this section.

(2) The person is entitled to a deferred pension with respect to his or her pensionable service after the 31st day of December, 1986.

(3) The person is entitled to a lump sum payment equal to his or her contributions made before the 1st day of January, 1987, with interest. O. Reg. 753/91, s. 17.

18.—(1) A person who ceases to be a member of the pension plan after completing ten years of membership but before reaching forty-five years of age is entitled to the pension and the payment described in this section.

(2) The person is entitled to a deferred pension with respect to his or her pensionable service after the 31st day of December, 1986.

(3) The person may elect to receive either,

- (a) a deferred pension with respect to his or her pensionable service accrued before the 1st day of January, 1987; or
- (b) a lump sum payment equal to his or her contributions made before the 1st day of January, 1987, with interest. O. Reg. 753/91, s. 18.

19.—(1) A person who ceases to be a member of the pension plan after completing ten years of membership and at or after reaching forty-five years of age is entitled to the pension and the payment described in this section.

(2) The person is entitled to a deferred pension based upon all of his or her pensionable service.

(3) Despite subsection (2), with respect to the portion of the person's deferred pension that is based on pensionable service accrued before the 1st day of January, 1987, the person may elect to receive 75 per cent of its commuted value in the form of a deferred pension and 25 per cent in the form of a lump sum payment. O. Reg. 753/91, s. 19.

20.—(1) This section applies if the pension otherwise payable under the pension plan to a former member at the normal retirement date is 2 per cent or less of the Year's Maximum Pensionable Earnings in the year in which the person becomes a former member.

(2) The former member is entitled to be paid the commuted value of his or her benefits under the pension plan in lieu of receiving those benefits. O. Reg. 753/91, s. 20.

PART IV PENSIONS

RETIREMENT

21. A person's normal retirement date is the first day of the month following the month in which the person reaches sixty-five years of age. O. Reg. 753/91, s. 21.

ENTITLEMENT TO A NORMAL RETIREMENT PENSION

22.—(1) A normal retirement pension begins on the person's normal retirement date.

(2) A person who remains an employee of the Board after the normal retirement date is not entitled to receive a retirement pension under the pension plan until the earlier of,

- (a) the first day of the month following the date on which the person terminates employment with the Board; or
- (b) the first day of the month following the date on which the person reaches seventy-one years of age. O. Reg. 753/91, s. 22.

23.—(1) A person is not entitled to receive more than one retirement pension under the pension plan in respect of the same period of pensionable service.

(2) A person receiving a disability pension under the pension plan is not eligible to receive a retirement pension. O. Reg. 753/91, s. 23.

24.—(1) A former member receiving a pension under the pension plan who becomes re-employed by the Board is not entitled to receive a retirement pension during the period he or she is so employed.

(2) If the re-employed pensioner receives a payment under the pension plan while he or she is employed by the Board, he or she is not entitled to further payments under the pension plan until the amount received is repaid, with interest, to the pension fund. O. Reg. 753/91, s. 24.

AMOUNT OF THE NORMAL RETIREMENT PENSION

25.—(1) The amount of a person's normal retirement pension is determined in accordance with this section.

(2) A normal retirement pension is payable in equal monthly instalments for the remainder of the life of the person entitled to receive it.

(3) The amount of a person's annual pension is calculated using the formula,

$$(A + B) - C$$

in which,

“A” equals 2 per cent of the person's average annual earnings during the average of the thirty-six consecutive highest paid months in his or her last 120 months of pensionable service under the pension plan, multiplied by the number of full years and any fraction of a year of pensionable service to the 31st day of December, 1965;

“B” equals 2 per cent of the person's average annual earnings during the average of the sixty consecutive highest paid months in his or her last 120 months of pensionable service under the pension plan, multiplied by the number of full years and any fraction of a year of pensionable service as computed from the 1st day of January, 1966 or such later date on which the person became a member of the pension plan to the date the person terminated his or her membership; and

“C” equals 0.7 per cent of the average of the annual earnings during the sixty consecutive highest paid months in the person's last 120 months of pensionable service, multiplied by the number of full years and any fraction of a year in pensionable service under the pension plan from the 1st day of January, 1966, but not exceeding thirty-five years of pensionable service, to be calculated on the basis of the lesser of the person's earnings or the Year's Maximum Pensionable Earnings in each year in the averaging period.

(4) Despite subsection (3), if the commuted value of the portion of the person's pension with respect to his or her pensionable service before the 1st day of January, 1987 is less than the sum of his or her contributions made before that date, with interest up to the date of retirement, the person's pension is increased to the extent necessary to render the commuted value of that portion of the pension equal to the sum of those contributions with interest.

(5) Despite subsection (3), the person's initial pension at retirement is reduced, if necessary, so that it does not exceed the lesser of,

- (a) 2 per cent of the person's indexed final average salary as determined under subsection (6); or
- (b) \$1,722.22, adjusted by the ratio described in subsection (7) and

multiplied by the person's years of pensionable service, excluding service before the 1st day of January, 1991 in excess of thirty-five years.

(6) The person's indexed final average salary is the average of the person's salary, while he or she was a member of the pension plan, for the three highest non-overlapping periods of twelve consecutive months, multiplied in each case by the ratio of the average industrial wage in 1986 or, if later, the year in which the majority of the person's salary was earned.

(7) The ratio referred to in clause (5) (b) is,

- (a) 1.0, if the year in which the pension begins is 1994 or earlier; and
- (b) the ratio of the average industrial wage for the year in which the pension begins to the average industrial wage for 1994, if the pension begins in 1995 or later.

(8) The average industrial wage for a year is as published by Statistics Canada.

(9) If a person has accumulated less than sixty months of pensionable service under the plan, the total number of months are used to determine the person's average annual earnings. O. Reg. 753/91, s. 25.

ENTITLEMENT TO AN EARLY RETIREMENT PENSION

26.—(1) A person who is at least fifty-five years of age and who is entitled to a deferred pension under the pension plan may elect to receive an early retirement pension.

(2) A person whose age, when added to the number of years of his or her continuous membership in the pension plan, totals at least ninety may elect to receive an early retirement pension.

(3) A person who is at least sixty years of age and who has been a member of the pension plan for at least twenty years may elect to receive an early retirement pension.

(4) If a person elects to receive an early retirement pension under subsection (2) or (3), the date on which the person begins to receive the pension is considered to be the person's date of retirement.

(5) A person who elects to receive an early retirement pension under subsection (2) or (3) cannot revoke the election. O. Reg. 753/91, s. 26.

27. The person may elect to begin receiving an early retirement pension on the first day of any month that falls before his or her normal retirement date. O. Reg. 753/91, s. 27.

AMOUNT OF AN EARLY RETIREMENT PENSION

28.—(1) The amount of an early retirement pension under subsection 26 (1) (age 55 with right to deferred pension) is determined in accordance with this section.

(2) The amount of the pension is actuarially reduced, in accordance with the person's age at the date the pension begins to be paid, such that its commuted value is equal to the commuted value of the person's normal retirement pension, based upon the person's pensionable service up to the date of retirement.

(3) Despite subsection (2), if the person has at least ten years of continuous membership in the pension plan at the date of retirement, the actuarial reduction in the person's pension must not be more than 5 per cent of the normal retirement pension multiplied by the number of full years and any fraction of a year from the person's date of retirement to the normal retirement date for the person. O. Reg. 753/91, s. 28.

29.—(1) The amount of an early retirement pension under subsection 26 (2) (age plus years of membership equals ninety) or subsection 26 (3) (60 years old with twenty years' membership) is determined in accordance with this section.

(2) The amount of the pension is calculated in the same manner as a normal retirement pension under section 25. However, "C" in the formula does not apply until the person's normal retirement date. O. Reg. 753/91, s. 29.

DISABILITY PENSIONS

30.—(1) A person may elect to receive a disability pension if he or she,

- (a) is suffering from a physical or mental impairment which prevents him or her from engaging in employment for which the person is reasonably suited by reason of education, training or experience and which can reasonably be expected to last for the remainder of his or her lifetime;
- (b) has been a member of the pension plan for at least ten continuous years; and
- (c) is not receiving benefits for a disability under the Board's long-term disability plan.

(2) Despite subsection (1), the person is not entitled to receive a disability retirement pension unless a medical practitioner licensed to practise medicine in Ontario has certified that the person has such a disability.

(3) The amount of the disability pension is the amount of the person's normal retirement pension, at the date on which the person became disabled, excluding any actuarial discounts otherwise applicable in calculating the amount of the normal retirement pension.

(4) For the purposes of Part VII, a person receiving a disability pension is considered to be receiving a retirement pension under the pension plan. O. Reg. 753/91, s. 30.

PART V PRE-RETIREMENT DEATH BENEFITS

31. If a member dies before completing twenty-four months of continuous membership in the pension plan, a lump sum equal to the member's contributions to the pension fund, with interest, is payable to the beneficiary designated by the member or, in the absence of a designation, to the member's estate. O. Reg. 753/91, s. 31.

32.—(1) This section applies if a person who has completed twenty-four months of continuous membership in the pension plan dies before beginning to receive a retirement pension and,

- (a) the person has no surviving spouse;
- (b) the person is living separate and apart from his or her spouse on the date of death; or
- (c) the person leaves a surviving spouse and has completed less than ten years of pensionable service.

(2) A death benefit is payable,

- (a) to the surviving spouse, if any, if the person was not living separate and apart from the spouse on the date of death;
- (b) to the beneficiary, if any, designated by the person, if the person has no surviving spouse or if the person was living separate and apart from the spouse on the date of death; or
- (c) to the person's estate.

(3) The spouse entitled to a death benefit under clause (2) (a) may elect to receive it in the form of a lump sum or an immediate or deferred pension, the commuted value of which is equal to the commuted value of the death benefit.

(4) The death benefit under clause (2) (b) or (c) is payable in the form of a lump sum.

(5) The commuted value of the death benefit equals the sum of,

- (a) the person's contributions under the pension plan made before the 1st day of January, 1987, with interest; and
- (b) the greater of,
 - (i) the person's contributions made after the 31st day of December, 1986, with interest, or
 - (ii) the sum of,
 - (A) the commuted value of a deferred pension calculated in accordance with section 25 but based solely on the person's pensionable service after the 31st day of December, 1986, and
 - (B) the excess, if any, of 50 per cent of the amount described in subclause (b) (i) over the amount described in sub-subclause (b) (ii) (A). O. Reg. 753/91, s. 32.

33.—(1) This section applies if a person who has completed twenty-four months of continuous membership in the pension plan dies before beginning to receive a retirement pension and,

- (a) has completed at least ten years of pensionable service;
- (b) leaves a surviving spouse; and
- (c) was not living separate and apart from the surviving spouse on the date of death.

(2) The surviving spouse is entitled to receive a death benefit, the commuted value of which is the greater of the amount described in subsection (3) or (4).

(3) The first amount is the sum of,

- (a) the person's contributions under the pension plan made before the 1st day of January, 1987, with interest, and
- (b) the greater of,
 - (i) the person's contributions made after the 31st day of December, 1986, with interest, or
 - (ii) the sum of,
 - (A) the commuted value of a deferred pension calculated in accordance with section 25 but based only on the person's pensionable service after the 31st day of December, 1986, and
 - (B) the excess, if any, of 50 per cent of the amount described in subclause (b) (i) over the amount described in sub-subclause (b) (ii) (A).

(4) The second amount is the commuted value of an immediate pension, payable for life to the person's spouse, equal to the sum of,

- (a) 50 per cent of the pension calculated in accordance with section 25 but based only on the person's pensionable service before the 1st day of January, 1987; and
- (b) 60 per cent of the pension calculated in accordance with that section, but based only on the person's pensionable service after the 31st day of December, 1986.

(5) The spouse may elect to receive the death benefit in the form of a lump sum or an immediate or deferred pension, the commuted value of which is equal to the commuted value of the death benefit. O. Reg. 753/91, s. 33.

34.—(1) This section applies if a person who has completed twenty-

four months of continuous membership in the pension plan dies before beginning to receive a retirement pension and,

- (a) has completed at least ten years of pensionable service;
- (b) leaves no surviving spouse, or leaves a surviving spouse from whom the person is living separate and apart on the date of death; and
- (c) leaves one or more dependent children.

(2) Each dependent child is entitled to an equal share of the children's pension for so long as he or she remains a dependent child.

(3) The aggregate amount of the children's pension is the sum of,

- (a) 50 per cent of the pension calculated in accordance with section 25 but based only on the person's pensionable service before the 1st day of January, 1987; and
- (b) 60 per cent of the pension calculated in accordance with that section, but based only on the person's pensionable service after the 31st day of December, 1986.

(4) The children's pension becomes payable on the first day of the month following the month in which the person dies. O. Reg. 753/91, s. 34.

35.—(1) This section applies if a children's pension is payable under section 34 and the commuted value of the death benefit calculated under section 32 is greater than the commuted value of the children's pension.

(2) The excess of the commuted value of the death benefit calculated under section 32 over the commuted value of the children's pension is payable,

- (a) to the beneficiary, if any, designated by the person; or
- (b) in the absence of such a designation, to the person's estate. O. Reg. 753/91, s. 35.

PART VI JOINT AND SURVIVOR BENEFITS

JOINT AND SURVIVOR PENSIONS

36. Every pension payable under the pension plan beginning after the 31st day of December, 1986 to a former member who has a spouse on the date of retirement is a joint and survivor pension. O. Reg. 753/91, s. 36.

37.—(1) A person who is entitled to a deferred pension and who is not receiving a pension under the pension plan may elect to vary the amount of the joint and survivor pension benefit payable.

(2) The amount of the pension benefit, as varied, must be the actuarial equivalent, as determined by the actuary, of the joint and survivor pension benefit otherwise payable to the person upon retirement.

(3) An election must be made in writing and delivered to the Board at least two years before the person's date of retirement.

(4) Despite subsection (3), the Board may accept an election delivered within two years of the person's date of retirement if the Board is satisfied, on medical evidence provided by the person, that he or she is in good health having regard to his or her age.

(5) The person may revoke an election, in writing, before his or her date of retirement.

(6) The election must be in respect of the spouse, on the date of the election, of the person making the election. O. Reg. 753/91, s. 37.

DEATH AFTER RETIREMENT

38.—(1) A survivor pension is payable only to the person who is the spouse of the former member on the date of his or her retirement.

(2) Despite subsection (1), a person who does not have a spouse on his or her date of retirement but who acquires a spouse after beginning to receive a pension may elect to have his or her retirement pension paid as a joint and survivor pension and section 39 applies in the circumstances.

(3) An election must be made in writing within eighteen months after the person acquires the spouse.

(4) The amount of the pension payable to the person making the election is actuarially reduced to take into account his or her spouse's entitlement to the survivor pension. O. Reg. 753/91, s. 38.

39.—(1) This section applies if a former member with a spouse begins to receive a pension under the pension plan on or after the 1st day of January, 1987.

(2) The amount of the former member's pension is reduced and his or her surviving spouse, if any, is entitled to receive a survivor pension of 60 per cent of the former member's pension for the remaining lifetime of the spouse.

(3) Despite subsection (2), the former member and his or her spouse may elect to have the joint and survivor pension payable in another proportion, with a pension being paid to the former member for his or her lifetime.

(4) An election must be made in writing before the former member's pension begins.

(5) The commuted value of the former member's pension and the survivor pension under this section must equal the commuted value of the former member's normal retirement pension otherwise payable for the lifetime of the former member with a 50 per cent survivor pension payable to the former member's spouse. O. Reg. 753/91, s. 39.

40.—(1) This section applies if a spouse otherwise entitled to a survivor pension predeceases the former member after the former member begins receiving a pension.

(2) The amount of the survivor pension otherwise payable to the deceased spouse becomes payable to any dependent children of the former member who are alive when the former member dies.

(3) Each child's share of the children's survivor pension accrues to the remaining dependent children, if any, when the child ceases to be a dependent child. O. Reg. 753/91, s. 40.

41.—(1) This section applies when a former member who is receiving a pension dies leaving no surviving spouse or dependent children.

(2) The beneficiary, if any, designated by the former member or, if no beneficiary is designated, the former member's estate is entitled to receive the amount described in subsection (3).

(3) The amount is the excess, if any, of the former member's contributions under the pension plan, with interest calculated to his or her date of retirement, over any pension payments received by the former member. O. Reg. 753/91, s. 41.

42.—(1) This section applies when a former member who is receiving a pension dies, and his or her surviving spouse or dependent child who is receiving a survivor pension also dies.

(2) The former member's estate is entitled to receive the excess, if any, of the former member's contributions under the pension plan, with interest calculated to his or her date of retirement, over any pension payments received by the former member, the surviving spouse or the dependent child. O. Reg. 753/91, s. 42.

43.—(1) This section applies when a former member who is receiving a pension thereafter acquires a spouse and elects to change the pension into a joint and survivor pension.

(2) The pension payable to the former member is reduced such that the commuted value of his or her pension before the reduction equals the sum of,

- (a) the commuted value of the former member's pension after the reduction; and
- (b) the commuted value of the survivor pension payable to his or her spouse.

(3) The amount of the survivor pension payable to the surviving spouse is 60 per cent of the pension payable to the former member after the reduction.

(4) The actuarial reduction of the former member's pension is based upon the age of the former member and of the spouse on the last day of the month in which the former member delivers the election to the Board. O. Reg. 753/91, s. 43.

44. If more than one person is entitled to a survivor pension, the amount of the pension payable in the aggregate to the entitled persons must not exceed the amount of the pension that would have been payable to one surviving spouse. O. Reg. 753/91, s. 44.

PART VII ANNUAL INCREASES IN PENSION BENEFITS

45.—(1) A pension being paid under the pension plan is increased as of the 1st day of January each year in accordance with section 46.

(2) A deferred pension payable under the pension plan is increased as of the 1st day of January each year in accordance with section 46 beginning when the person entitled to the pension ceases to be a member of the plan and ending when payment of the pension begins.

(3) No increase shall be made in a pension or a deferred pension in respect of a period before the 1st day of January, 1992. O. Reg. 753/91, s. 45.

46.—(1) A pension or deferred pension is increased each year by an amount equal to 75 per cent of the indexing factor established under section 148 of the Act in effect on the 1st day of January of that year.

(2) If the indexing factor for a year is greater than 8 per cent, it is deemed to be 8 per cent for the purposes of subsection (1).

(3) If the indexing factor for a year is greater than 8 per cent, the amount by which it exceeds 8 per cent is carried forward and added to the indexing factor for one or more subsequent years until the subsequent indexing factor is increased to 8 per cent. O. Reg. 753/91, s. 46.

TRANSITIONAL INCREASE IN PENSION BENEFITS

47.—(1) Every pension being paid or a deferred pension payable under the pension plan on the 31st day of December, 1991 shall be increased in accordance with this section.

(2) The pension or deferred pension is increased as if sections 45 and 46 had been in force since,

- (a) the date of retirement, for a retirement pension;
- (b) the date of first payment of a survivor pension or a children's pension;
- (c) the date of first payment of a disability pension, for a disability pension; or
- (d) the termination date, for a deferred pension.

(3) The amount of the pension or deferred pension to which the person is entitled is increased as of the 1st day of January, 1992.

(4) A person receiving a pension is not entitled to receive a retroactive payment for any increase calculated in respect of the period before the 1st day of January, 1992. O. Reg. 753/91, s. 47.

PART VIII PURCHASING PENSIONABLE SERVICE

GENERAL

48. A person may not purchase pensionable service under the pension plan for a period of employment for which the person has transferred money from a pension fund,

- (a) to a registered pension plan or a locked-in registered pension plan;
- (b) to a locked-in registered retirement savings plan; or
- (c) for the purchase of a life annuity payable not earlier than the date on which the person would have been entitled to receive a pension under this pension plan. O. Reg. 753/91, s. 48.

49.—(1) A member may elect to purchase pensionable service under the pension plan for a period of employment with the Board for which the member does not already have credit under the plan.

(2) The member shall make contributions in the amount determined by the actuary in accordance with generally accepted actuarial principles. O. Reg. 753/91, s. 49.

50.—(1) A member who was employed by the Board as a probationary employee before the 1st day of January, 1987 may elect to purchase pensionable service under the pension plan for the period of probationary employment.

(2) The member shall make contributions in the amount determined by the actuary based upon his or her current salary and the contribution rate for members, plus interest. O. Reg. 753/91, s. 50.

PURCHASE FOR A LEAVE OF ABSENCE

51.—(1) A member who takes a leave of absence without salary because of illness or disability may elect to purchase pensionable service under the pension plan for the period of the leave.

(2) The member shall make contributions equal to the amount he or she would have contributed to the pension plan had the leave not been taken.

(3) The member shall make the contributions within six months after the end of the leave.

(4) Despite subsections (2) and (3), the person may elect to purchase the pensionable credit after the end of the six months and shall make contributions in the amount determined by the actuary in accordance with generally accepted actuarial principles. O. Reg. 753/91, s. 51.

52.—(1) A member who takes a leave of absence without salary for special or educational purposes may elect to purchase pensionable service under the pension plan for the period of the leave.

(2) The member shall make contributions equal to the amount he or she would have contributed to the pension plan had the leave not been taken plus the amount that the Board would have been credited as having contributed on his or her behalf for the same period.

(3) The member shall make the contributions after the end of the leave within a period of the same duration as the leave of absence.

(4) Despite subsections (2) and (3), the person may elect to purchase the pensionable credit after the end of the period described in subsection (3) and shall make contributions in the amount determined by the actuary

in accordance with generally accepted actuarial principles. O. Reg. 753/91, s. 52.

53.—(1) A member who takes a leave of absence without pay for maternity or adoption purposes may elect to purchase pensionable service under the pension plan for the period of the leave.

(2) The member shall make contributions equal to the amount he or she would have contributed to the pension plan had the leave not been taken plus the amount that the Board would have been credited as having contributed on his or her behalf for the same period.

(3) The member shall make the contributions after the end of the leave within a period of the same duration as the leave of absence. O. Reg. 753/91, s. 53.

PURCHASES FOR UNEARNED SERVICE

54.—(1) A member may elect to purchase pensionable service under the pension plan for a period during which the member was not, or will not be, employed by the Board.

(2) The member is deemed to have been employed by the Board for a period of time that corresponds to the amount of the pensionable service purchased under this section.

(3) The member shall pay into the pension fund the amount determined by the actuary in accordance with generally accepted actuarial principles. O. Reg. 753/91, s. 54.

55.—(1) A member who wishes to receive an early retirement pension under subsection 26 (1) (age fifty-five with a right to a deferred pension) may elect to reduce or eliminate the discount described in section 28 to his or her pension.

(2) The member shall pay into the pension fund the amount determined by the actuary in accordance with generally accepted actuarial principles.

(3) The amount of the member's early retirement pension as otherwise calculated under section 28 shall be increased to reflect his or her payment under this section. O. Reg. 753/91, s. 55.

PURCHASE FOR ACTIVE MILITARY SERVICE

56.—(1) A person may elect to purchase pensionable service under the pension plan respecting his or her active service during World War II or the Korean War,

(a) in His or Her Majesty's navy, army or air force or in the Canadian or British Merchant Marine; or

(b) in a navy, army or air force that was allied with His or Her Majesty's forces.

(2) The person shall make contributions in the amount determined by the actuary, based upon his or her current salary and the contribution rate for members, plus interest.

(3) In this section, "active service" has the same meaning as in the *National Defence Act* (Canada). O. Reg. 753/91, s. 56.

TRANSFERRING PENSIONABLE SERVICE IN FROM ANOTHER PENSION PLAN

57.—(1) This section applies with respect to a person who becomes employed by the Board within three months after ceasing to be employed by one of the following:

1. The public service of Canada or of a province or territory of Canada.
2. The civic service of a municipality in Ontario.
3. A board, commission or public institution established under an Act of the Legislature of Ontario.

4. A Crown corporation of Canada or of a province or territory of Canada.

5. A university in Ontario or a college of applied arts and technology to which the *Ministry of Colleges and Universities Act* applies.

6. The Canadian armed forces.

7. The practising clergy contributing to a registered pension plan sponsored by the person's religious demonstration.

8. A government, municipality, board, commission or public institution with which the Board has entered into a reciprocal agreement under subsection 68 (11) of the Act.

(2) A person who is a member of the pension plan may elect to transfer pensionable service from an organization described in subsection (1).

(3) The amount of pensionable service that is transferred under subsection (2), and the amount of money to be contributed in respect of the service, is determined by the actuary in accordance with generally accepted actuarial principles.

(4) The amount of money that is transferred to the pension fund in connection with a transfer under subsection (2) is deemed to be the person's contributions under the pension plan.

(5) A person is not eligible to be credited with pensionable service under the pension plan if the person remains entitled to credit for the same pensionable service under the other pension plan.

(6) Despite subsections (2) to (4), if a person transfers pensionable service from a registered pension plan of an organization with whom the Board has concluded a reciprocal agreement, the transfer is made in accordance with the terms of the agreement. O. Reg. 753/91, s. 57.

PART IX PROCEDURAL PROVISIONS

58. A person entitled to make an election under the pension plan and who does not do so within ninety days after being notified by the Board of his or her option to make the election is deemed to have elected,

(a) to receive a deferred pension payable on his or her normal retirement date, if he or she is entitled to such a deferred pension; or

(b) to a refund of contributions, with interest, if he or she is not entitled to receive a deferred pension. O. Reg. 753/91, s. 58.

PART X TRANSITION, REVOCATION AND COMMENCEMENT

59. Regulation 952 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as it reads immediately before this Regulation comes into force, continues to apply with respect to rights and benefits accrued or vested under the pension plan before the 1st day of January, 1992. O. Reg. 753/91, s. 59.

60. Regulation 952 of Revised Regulations of Ontario, 1980 and Ontario Regulations 409/81, 813/82, 66/84, 719/84, 301/86, 468/86, 286/87, 177/89, 324/90 and 536/91 are revoked.

61. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

WORKERS' COMPENSATION BOARD:

ODOARDO DI SANTO
Chair

Dated at Toronto, this 13th day of December, 1991.

Note: All references in statutes are to those contained in the R.S.O. 1990.

HEALTH INSURANCE ACT

O. Reg. 754/91.

General.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 452 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HEALTH INSURANCE ACT

1.—(1) Subsection 51 (1a) of Regulation 452 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 390/86 and amended by section 1 of Ontario Regulation 689/88 and section 1 of Ontario Regulation 584/89, is further amended by striking out “and” at the end of clause (c) and by striking out clause (d) and substituting the following:

- (d) on or after the 1st day of October, 1987 but before the 1st day of October, 1990, \$11.50;
- (e) on or after the 1st day of October, 1990, \$12.20.

(2) Subsection 51 (2a) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 390/86 and amended by section 1 of Ontario Regulation 689/88 and section 1 of Ontario Regulation 584/89, is further amended by striking out “and” at the end of clause (c) and by striking out clause (d) and substituting the following:

- (d) on or after the 1st day of October, 1987 but before the 1st day of October, 1990, \$23;
- (e) on or after the 1st day of October, 1990, \$24.40.

(3) Section 51 of the Regulation is amended by adding the following subsections:

(2b) If one or more physiotherapists who work in a physiotherapy facility provide services referred to in subsection (2) at the same site on the same day, then, despite subsection (2a), the amounts payable by the plan for the services are,

- (a) for the first insured service billed, the amount payable under subsection (2a); and
- (b) for the rest of the insured services, the amounts that would be payable under subsection (1a).

(2c) Subsection (2b) applies to services rendered on or after the 15th day of December, 1991. O. Reg. 754/91, s. 1 (3).

2/92

HEALTH INSURANCE ACT

O. Reg. 755/91.

Special Payments for Physiotherapy Services.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
HEALTH INSURANCE ACT

SPECIAL PAYMENTS FOR PHYSIOTHERAPY SERVICES

1.—(1) A special amount is payable by the Plan for insured services set out in section 51 of Regulation 452 of Revised Regulations of

Ontario, 1980 rendered in Ontario to insured persons on or after the 1st day of October, 1988 but before the 1st day of October, 1990.

(2) The special amount is equal to the sum of,

- (a) 2 per cent of the amounts payable, under the Act and Regulation 452 of Revised Regulations of Ontario, 1980, for services rendered on or after the 1st day of October, 1988 but before the 1st day of October, 1989; and
- (b) 4 per cent of the amounts payable, under the Act and Regulation 452 of Revised Regulations of Ontario, 1980, for services rendered on or after the 1st day of October, 1989 but before the 1st day of October, 1990.

(3) Payment of the special amount may only be made to the physiotherapy facility which performed the service.

(4) Subsection 22 (5) of the Act does not apply to an account for a special amount. O. Reg. 755/91, s. 1.

2/92

MILK ACT

O. Reg. 756/91.

Industrial Milk—Marketing.

Made—December 18th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 623 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO 1980
MADE UNDER THE
MILK ACT

1. Section 1 of Regulation 623 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following clause:

- (ba) “other milk solids” means the total solids of milk less milk-fat content and milk-protein content;

2. Section 13 of the Regulation is revoked and the following substituted:

13. All classes of milk supplied to a processor shall be sold by the marketing board and bought by the processor at a price equal to the total of,

- (a) \$5.4810 per kilogram of milk-fat content of the milk;
- (b) \$6.3359 per kilogram of milk-protein content of the milk;
- (c) \$0.5474 per kilogram of other milk solids content of the milk; and
- (d) the amount per hectolitre for milk as set out in Column 2 of Schedule 1 for the class of milk set out opposite to it in Column 1 of that Schedule for the part of Ontario set out opposite to it in Column 3 of that Schedule. O. Reg. 756/91, s. 2.

3. Section 14 of the Regulation is revoked and the following substituted:

14. If a tank-truck load of milk supplied to a processor is rejected by a milk grader at an industrial milk plant under Ontario Regulation 250/87,

- (a) the processor shall notify the marketing board forthwith;
- (b) the marketing board and the processor may agree that the processor shall salvage the milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content in the load and, failing such agreement, the marketing board shall have the rejected milk removed from the premises of the processor at no cost to the processor;
- (c) where an agreement is made under clause (b), the processor shall pay the marketing board for the rejected milk at the price determined under section 13 for Class 5 milk;
- (d) the processor shall notify the marketing board of the salvage value, if any, of each of the milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content in the load; and
- (e) the marketing board shall credit the processor with the difference between the price paid by the processor to the marketing board under clause (c) and the salvage value of the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk referred to in clause (d). O. Reg. 756/91, s. 3.

4. Clause 19 (2) (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (c) the milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content of the milk in each truck load.

5. Section 21 of the Regulation is revoked and the following substituted:

21.—(1) For the purposes of this Regulation, milk shall be tested by an infrared milk analyser for each of its milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content at a laboratory approved by the Director in accordance with Ontario Regulation 250/87.

(2) Subject to subsections (3) and (4), if a load of milk is received by a processor from producers assigned to the processor or from producers whose milk was diverted to the processor, the weighted average of each of the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk of the producers for the test period established for such producers under Ontario Regulation 250/87 in which the load was received shall be the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk in the load.

(3) Where a processor receives milk that is diverted by another processor who cannot identify the producers of the milk, the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk shall be agreed upon by such processors and shall be recorded on the milk collection report that accompanies the tank-truck of diverted milk and, failing such agreement, the weighted average of the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk of the producers assigned to the diverting processor as determined by the marketing board shall be the milkfat, milk-protein and other milk solids content of the diverted milk.

(4) Where a processor receives Class 3 milk, the weight of the milk-protein and other milk solids of the milk shall be deemed to be equal to the weight of the milk-protein and other milk solids in each hectolitre of milk as set out in Column 2 of Schedule 2 for the part of Ontario set out opposite to it in Column 3 of that Schedule. O. Reg. 756/91, s. 5.

6. The Regulation is amended by adding the following Schedules:

Schedule 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
Class of Milk	Amount per Hectolitre	Part of Ontario
3	\$ 4.90	The Southern Ontario Pool (including the District of Parry Sound)
3	5.07	The Northern Ontario Pool (excluding the District of Parry Sound)
3	4.40	The Thunder Bay Pool
3	4.85	The Kenora/Rainy River Pool
3a	4.90	All of Ontario
4	4.56	All of Ontario
4a	2.19	All of Ontario
4b	2.19	All of Ontario
4c	4.56	All of Ontario
5	0.00	All of Ontario
5a	0.43	All of Ontario
6	0.00	All of Ontario

O. Reg. 756/91, s. 6, part.

Schedule 2

COLUMN 1	COLUMN 2		COLUMN 3
Class of Milk	Kgs Per Hectolitre		Part of Ontario
	Milk-Protein	Other Milk Solids	
3	\$3.3369	\$5.7505	The Southern Ontario Pool
	3.3225	5.6946	The Northern Ontario Pool
	3.3979	5.8024	The Thunder Bay Pool
	3.3176	5.7365	The Kenora/Rainy River Pool

O. Reg. 756/91, s. 6, part.

7. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

THE ONTARIO MILK MARKETING BOARD:

JOHN CORE
Chair

H. PARKER
Secretary

Dated at Mississauga, this 18th day of December, 1991.

2/92

MILK ACT

O. Reg. 757/91.
Marketing of Milk to Fluid Milk Processors.
Made—December 18th, 1991.
Filed—December 20th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 541/81
MADE UNDER THE
MILK ACT**

1. Section 1 of Ontario Regulation 541/81 is amended by adding the following clause:

(ba) "other milk solids" means the total solids of milk less milk-fat content and milk-protein content;

2. Section 15 of the Regulation is revoked and the following substituted:

15. All classes of milk supplied to a processor shall be sold by the marketing board and bought by the processor at a price equal to the total of,

- (a) \$5.4810 per kilogram of milk-fat content of the milk;
- (b) \$6.3359 per kilogram of milk-protein content of the milk;
- (c) \$0.5474 per kilogram of other milk solids content of the milk; and
- (d) the amount per hectolitre for milk set out in Column 2 of Schedule 1 for the class of milk set out opposite to it in Column 1 of that Schedule for the part of Ontario set out opposite to it in Column 3 of that Schedule. O. Reg. 757/91, s. 2.

3. Clause 19 (2) (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(c) the milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content of the milk in each truck load.

4. Section 21 of the Regulation is revoked and the following substituted:

21.—(1) For the purposes of this Regulation, milk shall be tested by an infrared milk analyser for each of its milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content at a laboratory approved by the Director in accordance with Ontario Regulation 250/87.

(2) Subject to subsections (3) and (4), if a load of milk is received by a processor from producers assigned to the processor or from producers whose milk was diverted to the processor, the weighted average of each of the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk of the producers for the test period established for such producers under Ontario Regulation 250/87 in which the load was received shall be the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk in the load.

(3) Where a processor receives milk that is diverted by another processor who cannot identify the producers of the milk, the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk shall be agreed upon by such processors and shall be recorded on the milk collection report that accompanies the tank truck of diverted milk and, failing such agreement, the weighted average of the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the milk of the producers assigned to the diverting processor as determined by the marketing board shall be the milk-fat, milk-protein and other milk solids content of the diverted milk.

(4) Where a processor receives Class 1, Class 2 or Class 3 milk, the weight of the milk-protein and other milk solids of the milk shall be deemed to be equal to the weight of the milk-protein and other milk

solids in each hectolitre of milk as set out in Column 2 of Schedule 2 for the part of Ontario set out opposite to it in Column 3 of that Schedule. O. Reg. 757/91, s. 4.

5. The Regulation is amended by adding the following Schedules:

Schedule 1

COLUMN 1	COLUMN 2	COLUMN 3
Class of Milk	Amount per Hectolitre	Part of Ontario
1	\$14.85	The Northern Ontario Pool (excluding the District of Parry Sound)
1	14.18	The Thunder Bay Pool
1	16.63	The Kenora/Rainy River Pool
1	13.39	The Southern Ontario Pool (including the District of Parry Sound)
2	12.39	All of Ontario
3	4.90	The Southern Ontario Pool (including the District of Parry Sound)
3	5.07	The Northern Ontario Pool (excluding the District of Parry Sound)
3	4.40	The Thunder Bay Pool
3	4.85	The Kenora/Rainy River Pool
3a	4.90	All of Ontario
4	4.56	All of Ontario
4a	2.19	All of Ontario
4b	2.19	All of Ontario
4c	4.56	All of Ontario
5	0.00	All of Ontario
5a	0.43	All of Ontario
6	0.00	All of Ontario

O. Reg. 757/91, s. 5, part.

Schedule 2

COLUMN 1	COLUMN 2		COLUMN 3
Class of Milk	Kgs Per Hectolitre		Part of Ontario
	Milk-Protein	Other Milk Solids	
1, 2 and 3	\$3.3369	\$5.7505	The Southern Ontario Pool
	3.3225	5.6946	The Northern Ontario Pool
	3.3979	5.8024	The Thunder Bay Pool
	3.3176	5.7365	The Kenora/Rainy River Pool

O. Reg. 757/91, s. 5, part.

6. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

THE ONTARIO MILK MARKETING BOARD:

JOHN CORE
Chair

H. PARKER
Secretary

Dated at Mississauga, this 18th day of December, 1991.

WORKERS' COMPENSATION ACT**O. Reg. 758/91.**

General.

Made—November 13th, 1991.

Approved—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

**REGULATION TO AMEND
REGULATION 951 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
WORKERS' COMPENSATION ACT**

1. Section 15 of Regulation 951 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as made by section 1 of Ontario Regulation 6/91, is amended by adding the following subsection:

(2) When determining the degree of a worker's permanent impairment for a type of impairment not listed in the rating schedule, the Board shall consider the listing in the schedule for those body parts, systems or functions which are most analogous to the conditions of the worker.
O. Reg. 758/91, s. 1.

WORKERS' COMPENSATION BOARD:

ODOARDO DI SANTO
Chair

LINDA ANGOVE
Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of November, 1991.

2/92

EDUCATION ACT**O. Reg. 759/91.**Prescott and Russell County Roman Catholic
French-Language and English-Language
Separate School Boards.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

LOI SUR L'ÉDUCATION**Règl. de l'Ont. 759/91**Conseils des écoles séparées catholiques de
langue française et de langue anglaise
de Prescott-Russell

pris—le 19 décembre 1991

déposé—le 20 décembre 1991

**REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 479/91
MADE UNDER THE
EDUCATION ACT**

1. Section 1 of Ontario Regulation 479/91 is amended by adding the following definition:

“French-language instructional unit” means a class, group of classes or school in which French is the language of instruction but does not include a class, group of classes or school established under paragraph 25 of subsection 8 (1) of the Act (French-language instruction for English-speaking pupils); (“module scolaire de langue française”)

2. The Regulation is amended by adding the following heading immediately before section 2:

SEPARATE SCHOOL BOARDS

3.—(1) Subsection 2 (2) of the Regulation is revoked.

(2) Section 2 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

**RÈGLEMENT MODIFIANT
LE RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 479/91
PRIS EN APPLICATION
DE LA LOI SUR L'ÉDUCATION**

1 L'article 1 du Règlement de l'Ontario 479/91 est modifié par adjonction de la définition suivante :

« module scolaire de langue française » S'entend d'une classe, d'un groupe de classes ou d'une école dans lesquels le français est la langue d'enseignement, à l'exclusion toutefois d'une classe, d'un groupe de classes ou d'une école créés en vertu de la disposition 25 du paragraphe 8 (1) de la Loi (enseignement en langue française à l'intention des élèves anglophones). (« French-language instructional unit »)

2 Le Règlement est modifié par adjonction, immédiatement avant l'article 2, de l'intertitre suivant :

CONSEILS D'ÉCOLES SÉPARÉES

3 (1) Le paragraphe 2 (2) du Règlement est abrogé.

(2) L'article 2 du Règlement est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

(3.1) The area within the united counties of Prescott and Russell is the separate school zone for both the French-Language Board and the English-Language Board. O. Reg. 759/91, s. 3 (2).

4. The Regulation is amended by adding the following heading immediately before section 3:

1991 ELECTION

5. Subsection 3 (1) of the Regulation is revoked.

6. Section 9 of the Regulation is revoked and the following substituted:

POWERS AND DUTIES

9. Subject to the other provisions of this Regulation, the French-Language Board,

- (a) has all the powers and duties of a county combined separate school board; and
- (b) shall be deemed to be a county combined separate school board, for the purpose of all provisions of the Act. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

10.—(1) The French-Language Board shall only operate classes, groups of classes and schools that are French-language instructional units.

(2) The English-Language Board shall not operate classes, groups of classes or schools that are French-language instructional units.

(3) Parts XII and XIII of the Act do not apply to the French-Language Board or the English-Language Board. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

11.—(1) The French-Language Board shall be deemed to have elected under section 124 of the Act to perform the duties of a secondary school board at the same time that the old board made its election under that section.

(2) If The Prescott and Russell County Board of Education designates a person under subsection 135 (1) of the Act,

- (a) a reference in section 135 of the Act to “the Roman Catholic school board referred to in subsection (1)” shall be deemed to be a reference to the French-Language Board, if the person is employed by The Prescott and Russell County Board of Education for the purpose of a French-language instructional unit; and
- (b) a reference in section 135 of the Act to “the Roman Catholic school board referred to in subsection (1)” shall be deemed to be a reference to the English-Language Board, if the person is not employed by The Prescott and Russell County Board of Education for the purpose of a French-language instructional unit. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

PUPILS

12.—(1) A person is qualified to be a resident pupil of the French-Language Board if,

- (a) the person is qualified under subsection 33 (2) of the Act to be a resident pupil in respect of the separate school zone of the French-Language Board; and

(3.1) Le secteur compris dans les comtés unis de Prescott et Russell constitue la zone d'écoles séparées tant pour le conseil de langue française que pour le conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 759/91, par. 3 (2).

4 Le Règlement est modifié par adjonction, immédiatement avant l'article 3, de l'intertitre suivant :

ÉLECTION DE 1991

5 Le paragraphe 3 (1) du Règlement est abrogé.

6 L'article 9 du Règlement est abrogé et remplacé par ce qui suit :

POUVOIRS ET FONCTIONS

9 Sous réserve des autres dispositions du présent règlement, le conseil de langue française :

- a) d'une part, est investi de tous les pouvoirs et fonctions d'un conseil fusionné d'écoles séparées de comté;
- b) d'autre part, est réputé un conseil fusionné d'écoles séparées de comté pour l'application de toutes les dispositions de la Loi. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

10 (1) Le conseil de langue française n'assure que le fonctionnement des classes, groupes de classes et écoles qui sont des modules scolaires de langue française.

(2) Le conseil de langue anglaise ne peut assurer le fonctionnement des classes, groupes de classes et écoles qui sont des modules scolaires de langue française.

(3) Les parties XII et XIII de la Loi ne s'appliquent ni au conseil de langue française, ni au conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

11 (1) Le conseil de langue française est réputé avoir choisi d'accomplir les fonctions d'un conseil d'écoles secondaires en vertu de l'article 124 de la Loi au même moment où l'ancien conseil a fait son choix en vertu de cet article.

(2) Si le conseil de l'éducation appelé The Prescott and Russell County Board of Education désigne une personne en vertu du paragraphe 135 (1) de la Loi :

- a) d'une part, la mention, à l'article 135 de la Loi, de « conseil d'écoles catholiques visé au paragraphe (1) » est réputée une mention du conseil de langue française, si la personne est employée par le conseil de l'éducation appelé The Prescott and Russell County Board of Education aux fins d'un module scolaire de langue française;
- b) d'autre part, la mention, à l'article 135 de la Loi, de « conseil d'écoles catholiques visé au paragraphe (1) » est réputée une mention du conseil de langue anglaise, si la personne n'est pas employée par le conseil de l'éducation appelé The Prescott and Russell County Board of Education aux fins d'un module scolaire de langue française. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

ÉLÈVES

12 (1) Satisfait aux conditions requises pour être élève résident du conseil de langue française la personne qui :

- a) d'une part, satisfait aux conditions prévues au paragraphe 33 (2) de la Loi pour être élève résident en ce qui concerne la zone d'écoles séparées du conseil de langue française;

(b) the person is a child of a person who has the right under subsection 23 (1) or (2), without regard to subsection 23 (3), of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* to have his or her children receive their primary and secondary school instruction in French in Ontario.

(2) The French-Language Board may admit a person who is not qualified to be a resident pupil of the Board to a school operated by the Board or to a class in a school operated by the Board if the person's admission is approved by an admissions committee appointed by the Board and composed of the principal of the school, a teacher in the school and a supervisory officer employed by the Board.

(3) A person is qualified to be a resident pupil of the English-Language Board if the person is qualified under subsection 33 (2) of the Act to be a resident pupil in respect of the separate school zone of the English-Language Board. O. Reg. 759/91, s. 6, *part*.

FEEES FOR PUPILS

13.—(1) Subject to subsection (2), if a provision of the Act requires a fee to be paid by a board in respect of a person who is qualified to be a resident pupil of the French-Language Board or the English-Language Board, the fee shall be paid by,

- (a) the French-Language Board, if the person is attending a school or class that is a French-language instructional unit; or
- (b) the English-Language Board, if the person is attending a school or class that is not a French-language instructional unit.

(2) Despite any provision of the Act, no fee is payable to the English-Language Board by the French-Language Board, and no fee is payable to the French-Language Board by the English-Language Board. O. Reg. 759/91, s. 6, *part*.

SCHOOL RATES AND TAXES

14.—(1) Subject to subsection (3), the powers of a board under subsections 115 (1) and 133 (1) of the Act with respect to the imposition, levying and collection of school rates and taxes shall, in the case of the French-Language Board and the English-Language Board, be exercised jointly by the two boards as if they were a single board, and no such power shall be exercised without the approval of both boards.

(2) For the purpose of this section,

- (a) a reference to the "board" in section 117 of the Act shall be deemed to be a reference to the French-Language Board and the English-Language Board jointly;
- (b) a reference to "the municipality in which the greatest number of its pupils reside" in section 117 of the Act shall be deemed to be a reference to the municipality in which the greatest number of pupils of the French-Language Board and the English-Language Board reside; and
- (c) the secretary of the board with the most pupils shall call the meeting of arbitrators referred to in subsection 117 (4) of the Act on behalf of both boards and the secretary who calls the meeting shall promptly notify the secretary of the other board.

(3) If the French-Language Board and the English-Language Board do not jointly exercise the powers referred to in subsection (1) within thirty days after a regulation providing for the payment of legislative grants is made under subsection 11 (3) of the Act and filed with the Registrar of Regulations, the board with the most pupils may, in respect of the year to which the regulation applies, exercise the powers on behalf of both boards, and the board that exercises the powers shall promptly notify the other board. O. Reg. 759/91, s. 6, *part*.

b) d'autre part, est l'enfant d'une personne qui a le droit de faire instruire en Ontario son ou ses enfants aux niveaux primaire et secondaire, en français, en vertu du paragraphe 23 (1) ou (2) de la *Charte canadienne des droits et libertés*, abstraction faite du paragraphe 23 (3).

(2) Le conseil de langue française peut admettre à une école qui relève du conseil ou à une classe d'une école qui relève du conseil une personne qui ne satisfait pas aux conditions requises pour être élève résident du conseil, si un comité des admissions constitué par le conseil et composé du directeur d'école, d'un enseignant de l'école et d'un agent de supervision employé par le conseil en approuvent l'admission.

(3) Satisfait aux conditions requises pour être élève résident du conseil de langue anglaise la personne qui satisfait aux conditions prévues au paragraphe 33 (2) de la Loi pour être élève résident en ce qui concerne la zone d'écoles séparées du conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie*.

DROITS RELATIFS AUX ÉLÈVES

13 (1) Sous réserve du paragraphe (2), si une disposition de la Loi exige qu'un conseil verse les droits relatifs à une personne qui satisfait aux conditions requises pour être élève résident du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise, ces droits sont versés par :

- a) le conseil de langue française, si la personne fréquente une école ou une classe qui est un module scolaire de langue française;
- b) le conseil de langue anglaise, si la personne fréquente une école ou une classe qui n'est pas un module scolaire de langue française.

(2) Malgré toute disposition de la Loi, aucuns droits ne peuvent être versés au conseil de langue anglaise par le conseil de langue française et aucuns droits ne peuvent être versés au conseil de langue française par le conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie*.

COTISATIONS SCOLAIRES ET IMPÔTS

14 (1) Sous réserve du paragraphe (3), les pouvoirs en matière de prélèvement et de perception des cotisations scolaires et des impôts que confèrent à un conseil les paragraphes 115 (1) et 133 (1) de la Loi sont, dans le cas du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise, exercés conjointement par ces deux conseils comme s'ils ne formaient qu'un seul conseil, et aucun de ces pouvoirs ne peut être exercé sans l'approbation de ces deux conseils.

(2) Pour l'application du présent article :

- a) la mention de « conseil » à l'article 117 de la Loi est réputée une mention à la fois du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise;
- b) la mention de « la municipalité où réside le plus grand nombre de ses élèves » à l'article 117 de la Loi est réputée une mention de la municipalité où réside le plus grand nombre des élèves du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise;
- c) le secrétaire du conseil qui a le nombre d'élèves le plus important convoque la réunion des arbitres visée au paragraphe 117 (4) de la Loi au nom des deux conseils et en avise promptement le secrétaire de l'autre conseil.

(3) Si le conseil de langue française et le conseil de langue anglaise n'exercent pas conjointement les pouvoirs visés au paragraphe (1) dans les trente jours suivant la prise d'un règlement prévoyant le versement de subventions générales en vertu du paragraphe 11 (3) de la Loi et son dépôt auprès du registraire des règlements, le conseil qui a le nombre d'élèves le plus important peut, pour l'année à laquelle le règlement s'applique, exercer les pouvoirs au nom des deux conseils, et le conseil qui exerce ces pouvoirs en avise promptement l'autre. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie*.

15.—(1) A request that the council of a municipality levy and collect school rates and taxes under subsection 120 (1) of the Act shall, in the case of the French-Language Board and the English-Language Board, be made by the board with the most pupils on behalf of both boards, and the board that makes the request shall promptly notify the other board.

(2) A payment made by a municipal corporation under subsection 120 (2) of the Act shall, in the case of the French-Language Board and the English-Language Board, be divided by the corporation between the treasurer of the French-Language Board and the treasurer of the English-Language Board so that,

$$\frac{A}{B} = \frac{C}{D}$$

where,

A = the amount paid by the corporation to the treasurer of the French-Language Board,

B = the amount paid by the corporation to the treasurer of the English-Language Board,

C = the calculated enrolment of the French-Language Board for the year in respect of which the payment is made, as calculated under subsection (3) or (4),

D = the calculated enrolment of the English-Language Board for the year in respect of which the payment is made, as calculated under subsection (3) or (5).

(3) For the purpose of subsection (2), the calculated enrolment of a board for a year in respect of which a payment is made shall be calculated, subject to subsections (4) and (5), in accordance with the following rules:

1. Determine the number of pupils of the board who, on the last school day of September in the year preceding the year in respect of which the payment is made,
 - i. were registered on a Register of Daily Attendance for Elementary Schools of the board or another board to which the board paid fees, and
 - ii. were qualified to be resident pupils of the French-Language Board or the English-Language Board.
2. Determine the number of pupils of the board who, on the last school day of September in the year preceding the year in respect of which the payment is made,
 - i. were registered on an Enrolment Register for Secondary Schools (Full-time) of the board or another board to which the board paid fees, and
 - ii. were qualified to be resident pupils of the French-Language Board or the English-Language Board.
3. Calculate the following amount for each pupil of the board who, on the last school day of September in the year preceding the year in respect of which the payment is made,
 - i. was registered on a Part-Time Enrolment Register of the board or another board to which the board paid fees, and
 - ii. was qualified to be a resident pupil of the French-Language Board or the English-Language Board:

$$E = \frac{F}{G \times 300}$$

15 (1) La demande de prélèvement et de perception des cotisations scolaires et des impôts par le conseil d'une municipalité, prévue au paragraphe 120 (1) de la Loi est présentée, dans le cas du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise, par le conseil qui a le nombre d'élèves le plus important au nom des deux conseils, et le conseil qui présente la demande en avise promptement l'autre.

(2) Tout versement effectué par une municipalité aux termes du paragraphe 120 (2) de la Loi est répartie, dans le cas du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise, par la municipalité entre le trésorier du conseil de langue française et celui du conseil de langue anglaise de sorte que :

$$\frac{A}{B} = \frac{C}{D}$$

où

A = le montant versé par la municipalité au trésorier du conseil de langue française

B = le montant versé par la municipalité au trésorier du conseil de langue anglaise

C = l'effectif calculé du conseil de langue française pour l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué, tel qu'il est calculé aux termes du paragraphe (3) ou (4)

D = l'effectif calculé du conseil de langue anglaise pour l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué, tel qu'il est calculé aux termes du paragraphe (3) ou (5).

(3) Pour l'application du paragraphe (2), l'effectif calculé d'un conseil pour une année à l'égard de laquelle un versement est effectué est calculé, sous réserve des paragraphes (4) et (5), conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le nombre d'élèves du conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre de l'année précédant l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué :
 - i. d'une part, étaient inscrits dans un cahier de présence quotidienne des écoles élémentaires du conseil ou d'un autre conseil auquel le conseil versait des droits,
 - ii. d'autre part, satisfaisaient aux conditions requises pour être élèves résidents du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise.
2. Déterminer le nombre d'élèves du conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre de l'année précédant l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué :
 - i. d'une part, étaient inscrits sur un relevé des effectifs des écoles secondaires (à plein temps) du conseil ou d'un autre conseil auquel le conseil versait des droits,
 - ii. d'autre part, satisfaisaient aux conditions requises pour être élèves résidents du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise.
3. Calculer le nombre suivant pour chaque élève du conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre de l'année précédant l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué :
 - i. d'une part, était inscrit sur un relevé des effectifs à temps partiel du conseil ou d'un autre conseil auquel le conseil versait des droits,
 - ii. d'autre part, satisfaisait aux conditions requises pour être élève résident du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise :

$$E = \frac{F}{G \times 300}$$

where,

E = the amount to be calculated under this rule,

F = the number recorded in respect of the pupil on the Part-Time Enrolment Register under the heading "Student Minutes During Cycle on Last School Day in Sept." (Column J),

G = the number of days in the school cycle of the school for which the Part-Time Enrolment Register is maintained.

4. Calculate the following amount for each pupil of the board who, on the last school day of September in the year preceding the year in respect of which the payment is made,

i. was registered on an Independent Study Register of the board or another board to which the board paid fees, and

ii. was qualified to be a resident pupil of the French-Language Board or the English-Language Board:

$$H = \frac{I \times J}{3 \times K}$$

where,

H = the amount to be calculated under this rule,

I = the number of work units completed by the pupil during the September to December period in the year preceding the year in respect of which the payment is made, as recorded on the Independent Study Register,

J = the credit value of the course to which the Independent Study Register applies,

K = the number of work units required to complete the course to which the Independent Study Register applies.

5. The calculated enrolment of the board for the year in respect of which the payment is made is equal to the following amount:

$$L = M + N + P + Q$$

where,

L = the calculated enrolment of the board,

M = the amount determined under rule 1,

N = the amount determined under rule 2,

P = the sum of the amounts calculated under rule 3,

Q = the sum of the amounts calculated under rule 4.

(4) For the purpose of subsection (2), the calculated enrolment of the French-Language Board for 1992 shall be calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the number of resident pupils of the old board who, on the last school day of September in 1991, were enrolled in French-language instructional units and were registered on a Register of Daily Attendance for Elementary Schools of the old board or another board to which the old board paid fees.

où

E = le nombre à calculer selon la présente règle

F = le chiffre consigné à l'égard de l'élève sur le relevé des effectifs à temps partiel sous la rubrique « Minutes - élèves par cycle le dernier jour d'école de septembre » (Colonne J)

G = le nombre de jours dans le cycle scolaire de l'école à l'égard duquel est tenu le relevé des effectifs à temps partiel.

4. Calculer le nombre suivant pour chaque élève du conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre de l'année précédant l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué :

i. d'une part, était inscrit sur un relevé des effectifs des études personnelles du conseil ou d'un autre conseil auquel le conseil versait des droits,

ii. d'autre part, satisfaisait aux conditions requises pour être élève résident du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise :

$$H = \frac{I \times J}{3 \times K}$$

où

H = le nombre à calculer selon la présente règle

I = le nombre d'unités d'étude terminées par l'élève pendant la période allant de septembre à décembre de l'année précédant l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué, tel qu'il est consigné sur le relevé des effectifs des études personnelles

J = la valeur en crédits du cours auquel s'applique le relevé des effectifs des études personnelles

K = le nombre d'unités d'étude exigées pour obtenir le ou les crédits auxquels s'applique le relevé des effectifs des études personnelles.

5. L'effectif calculé du conseil pour l'année à l'égard de laquelle le versement est effectué est égal au nombre suivant :

$$L = M + N + P + Q$$

où

L = l'effectif calculé du conseil

M = le nombre déterminé selon la règle 1

N = le nombre déterminé selon la règle 2

P = la somme des nombres calculés selon la règle 3

Q = la somme des nombres calculés selon la règle 4.

(4) Pour l'application du paragraphe (2), l'effectif calculé du conseil de langue française pour l'année 1992 est calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le nombre d'élèves résidents de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, étaient inscrits dans des modules scolaires de langue française et étaient inscrits dans un cahier de présence quotidienne des écoles élémentaires de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits.

2. Determine the number of resident pupils of the old board who, on the last school day of September in 1991, were enrolled in French-language instructional units and were registered on an Enrolment Register for Secondary Schools (Full-time) of the old board or another board to which the old board paid fees.
3. Calculate, for each resident pupil of the old board who, on the last school day of September in 1991, was enrolled in a French-language instructional unit and was registered on a Part-Time Enrolment Register of the old board or another board to which the old board paid fees, the following amount:

$$E = \frac{F}{G \times 300}$$

where,

E = the amount to be calculated under this rule,

F = the number recorded in respect of the pupil on the Part-Time Enrolment Register under the heading "Student Minutes During Cycle on Last School Day in Sept." (Column J),

G = the number of days in the school cycle of the school for which the Part-Time Enrolment Register is maintained.

4. Calculate, for each resident pupil of the old board who, on the last school day of September in 1991, was enrolled in a French-language instructional unit and was registered on an Independent Study Register of the old board or another board to which the old board paid fees, the following amount:

$$H = \frac{I \times J}{3 \times K}$$

where,

H = the amount to be calculated under this rule,

I = the number of work units completed by the pupil during the September to December period in 1991, as recorded on the Independent Study Register,

J = the credit value of the course to which the Independent Study Register applies,

K = the number of work units required to complete the course to which the Independent Study Register applies.

5. The calculated enrolment of the French-Language Board for 1992 is equal to the following amount:

$$L = M + N + P + Q$$

where,

L = the calculated enrolment of the Board,

M = the amount determined under rule 1,

N = the amount determined under rule 2,

P = the sum of the amounts calculated under rule 3,

Q = the sum of the amounts calculated under rule 4.

(5) For the purpose of subsection (2), the calculated enrolment of the English-Language Board for 1992 shall be calculated in accordance with the following rules:

2. Déterminer le nombre d'élèves résidents de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, étaient inscrits dans des modules scolaires de langue française et étaient inscrits sur un relevé des effectifs des écoles secondaires (à plein temps) de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits.

3. Calculer, pour chaque élève résident de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, était inscrit dans un module scolaire de langue française et était inscrit sur un relevé des effectifs à temps partiel de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits, le nombre suivant :

$$E = \frac{F}{G \times 300}$$

où

E = le nombre à calculer selon la présente règle

F = le chiffre consigné à l'égard de l'élève sur le relevé des effectifs à temps partiel sous la rubrique « Minutes - élèves par cycle le dernier jour d'école de septembre » (Colonne J)

G = le nombre de jours dans le cycle scolaire de l'école à l'égard duquel est tenu le relevé des effectifs à temps partiel.

4. Calculer, pour chaque élève résident de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, était inscrit dans un module scolaire de langue française et était inscrit sur un relevé des effectifs des études personnelles de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits, le nombre suivant :

$$H = \frac{I \times J}{3 \times K}$$

où

H = le nombre à calculer selon la présente règle

I = le nombre d'unités d'étude terminées par l'élève pendant la période allant de septembre à décembre 1991, tel qu'il est consigné sur le relevé des effectifs des études personnelles

J = la valeur en crédits du cours auquel s'applique le relevé des effectifs des études personnelles

K = le nombre d'unités d'étude exigées pour obtenir le ou les crédits auxquels s'applique le relevé des effectifs des études personnelles.

5. L'effectif calculé du conseil de langue française pour l'année 1992 est égal au nombre suivant :

$$L = M + N + P + Q$$

où

L = l'effectif calculé du conseil

M = le nombre déterminé selon la règle 1

N = le nombre déterminé selon la règle 2

P = la somme des nombres calculés selon la règle 3

Q = la somme des nombres calculés selon la règle 4.

(5) Pour l'application du paragraphe (2), l'effectif calculé du conseil de langue anglaise pour l'année 1992 est calculé conformément aux règles suivantes :

1. Determine the number of resident pupils of the old board who, on the last school day of September in 1991, were not enrolled in French-language instructional units and were registered on a Register of Daily Attendance for Elementary Schools of the old board or another board to which the old board paid fees.
2. Determine the number of resident pupils of the old board who, on the last school day of September in 1991, were not enrolled in French-language instructional units and were registered on an Enrolment Register for Secondary Schools (Full-time) of the old board or another board to which the old board paid fees.
3. Calculate, for each resident pupil of the old board who, on the last school day of September in 1991, was not enrolled in a French-language instructional unit and was registered on a Part-Time Enrolment Register of the old board or another board to which the old board paid fees, the following amount:

$$E = \frac{F}{G \times 300}$$

where,

E = the amount to be calculated under this rule,

F = the number recorded in respect of the pupil on the Part-Time Enrolment Register under the heading "Student Minutes During Cycle on Last School Day in Sept." (Column J),

G = the number of days in the school cycle of the school for which the Part-Time Enrolment Register is maintained.

4. Calculate, for each resident pupil of the old board who, on the last school day of September in 1991, was not enrolled in a French-language instructional unit and was registered on an Independent Study Register of the old board or another board to which the old board paid fees, the following amount:

$$H = \frac{I \times J}{3 \times K}$$

where,

H = the amount to be calculated under this rule,

I = the number of work units completed by the pupil during the September to December period in 1991, as recorded on the Independent Study Register,

J = the credit value of the course to which the Independent Study Register applies,

K = the number of work units required to complete the course to which the Independent Study Register applies.

5. The calculated enrolment of the English-Language Board for 1992 is equal to the following amount:

$$L = M + N + P + Q$$

where,

L = the calculated enrolment of the Board,

M = the amount determined under rule 1,

N = the amount determined under rule 2,

1. Déterminer le nombre d'élèves résidents de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, n'étaient pas inscrits dans des modules scolaires de langue française et étaient inscrits dans un cahier de présence quotidienne des écoles élémentaires de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits.

2. Déterminer le nombre d'élèves résidents de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, n'étaient pas inscrits dans des modules scolaires de langue française et étaient inscrits sur un relevé des effectifs des écoles secondaires (à plein temps) de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits.

3. Calculer, pour chaque élève résident de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, n'était pas inscrit dans un module scolaire de langue française et était inscrit sur un relevé des effectifs à temps partiel de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits, le nombre suivant :

$$E = \frac{F}{G \times 300}$$

où

E = le nombre à calculer selon la présente règle

F = le chiffre consigné à l'égard de l'élève sur le relevé des effectifs à temps partiel sous la rubrique « Minutes - élèves par cycle le dernier jour d'école de septembre » (Colonne J)

G = le nombre de jours dans le cycle scolaire de l'école à l'égard duquel est tenu le relevé des effectifs à temps partiel.

4. Calculer, pour chaque élève résident de l'ancien conseil qui, le dernier jour de classe du mois de septembre 1991, n'était pas inscrit dans un module scolaire de langue française et était inscrit sur un relevé des effectifs des études personnelles de l'ancien conseil ou d'un autre conseil auquel l'ancien conseil versait des droits, le nombre suivant :

$$H = \frac{I \times J}{3 \times K}$$

où

H = le nombre à calculer selon la présente règle

I = le nombre d'unités d'étude terminées par l'élève pendant la période allant de septembre à décembre 1991, tel qu'il est consigné sur le relevé des effectifs des études personnelles

J = la valeur en crédits du cours auquel s'applique le relevé des effectifs des études personnelles

K = le nombre d'unités d'étude exigées pour obtenir le ou les crédits auxquels s'applique le relevé des effectifs des études personnelles.

5. L'effectif calculé du conseil de langue anglaise pour l'année 1992 est égal au nombre suivant :

$$L = M + N + P + Q$$

où

L = l'effectif calculé du conseil

M = le nombre déterminé selon la règle 1

N = le nombre déterminé selon la règle 2

P = the sum of the amounts calculated under rule 3,

P = la somme des nombres calculés selon la règle 3

Q = the sum of the amounts calculated under rule 4.
O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

Q = la somme des nombres calculés selon la règle 4.
Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

16. Despite subsection 121 (2) of the Act, the French-Language Board and the English-Language Board do not have the power to levy and collect further sums under that subsection, but the amount required for paying principal money and interest shall be included in the estimates prepared and adopted under section 114 of the Act. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

16 Malgré le paragraphe 121 (2) de la Loi, le conseil de langue française et le conseil de langue anglaise n'ont pas le pouvoir de prélever et de percevoir des sommes additionnelles en vertu de ce paragraphe. Toutefois, le montant nécessaire pour rembourser le principal et les intérêts est compris dans les prévisions préparées et adoptées aux termes de l'article 114 de la Loi. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

SPECIAL EDUCATION

ENFANCE EN DIFFICULTÉ

17. For the purpose of paragraph 7 of section 170 of the Act, a pupil who is enrolled in a French-language instructional unit operated by the French-Language Board shall be deemed to be enrolled in a school or class established under Part XII of the Act. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

17 Pour l'application de la disposition 7 de l'article 170 de la Loi, un élève qui est inscrit dans un module scolaire de langue française qui relève du conseil de langue française est réputé inscrit à une école ou à une classe ouvertes en vertu de la partie XII de la Loi. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

ADVISORY COMMITTEES

COMITÉS CONSULTATIFS

18. If the French-Language Board or the English-Language Board establishes a school board advisory committee under section 201, clause 202 (1) (e) and subsection 202 (2) of the Act do not apply but,

18 Si le conseil de langue française ou le conseil de langue anglaise crée un comité consultatif de conseil scolaire en vertu de l'article 201 de la Loi, sont sans application l'alinéa 202 (1) (e) et le paragraphe 202 (2) de la Loi. Toutefois :

- (a) in the case of a committee established by the French-Language Board, the Board shall appoint to the committee two persons selected by the Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario, if the Fédération recommends the appointments; and
- (b) in the case of a committee established by the English-Language Board, the Board shall appoint to the committee two persons selected by the Catholic parent-teacher associations for the schools operated by the Board, if the associations recommend the appointments. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

- a) dans le cas d'un comité créé par le conseil de langue française, le conseil nomme au comité deux personnes choisies par la Fédération des associations de parents francophones de l'Ontario, si la Fédération recommande ces nominations;
- b) dans le cas d'un comité créé par le conseil de langue anglaise, le conseil nomme au comité deux personnes choisies par les associations de parents et d'enseignants catholiques à l'égard des écoles qui relèvent du conseil, si ces associations recommandent ces nominations. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

19.—(1) The special education advisory committee established by the French-Language Board or the English-Language Board under subsection 206 (2) of the Act shall, despite that subsection, consist of the persons referred to in clauses 206 (2) (a) and (d) of the Act and, in addition, one or more persons appointed by the Board who are not representative of a local association and who are not members of the Board or a committee of the Board.

19 (1) Le comité consultatif pour l'enfance en difficulté créé par le conseil de langue française ou le conseil de langue anglaise aux termes du paragraphe 206 (2) de la Loi comprend, malgré ce paragraphe, les personnes visées aux alinéas 206 (2) (a) et (d) de la Loi, ainsi qu'une ou plusieurs personnes nommées par le conseil qui ne sont ni des représentants d'une association locale, ni membres du conseil ou d'un comité du conseil.

(2) For the purpose of subsection 206 (3) of the Act, persons appointed under subsection (1) shall be deemed to be persons appointed under subsection 206 (2) of the Act. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

(2) Pour l'application du paragraphe 206 (3) de la Loi, les personnes nommées aux termes du paragraphe (1) sont réputées des personnes nommées en vertu du paragraphe 206 (2) de la Loi. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

TRANSFERS FROM OLD BOARD

CESSION DES ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DES OBLIGATIONS DE L'ANCIEN CONSEIL

20.—(1) Subject to subsections (2) and (3), all assets and liabilities of the old board are transferred to the French-Language Board on the 1st day of January, 1992.

20 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la totalité des éléments d'actif et des obligations de l'ancien conseil sont cédés au conseil de langue française le 1^{er} janvier 1992.

(2) The following assets and liabilities are not transferred to the French-Language Board under subsection (1):

(2) Les éléments d'actif suivants et les obligations suivantes ne sont pas cédés au conseil de langue française aux termes du paragraphe (1) :

1. Every school site that, on the 31st day of December, 1991, was not used for the purpose of a French-language instructional unit.
2. The lease of the premises occupied by St. Jude School in the Town of Hawkesbury.
3. Personal property that, on the 31st day of December, 1991, was on a school site described in paragraph 1 or on the premises described in paragraph 2.

1. Chaque emplacement scolaire qui, le 31 décembre 1991, ne servait pas aux fins d'un module scolaire de langue française.
2. Le bail des locaux occupés par St. Jude School dans la ville de Hawkesbury.
3. Les biens meubles qui, le 31 décembre 1991, se trouvaient sur un emplacement scolaire visé à la disposition 1 ou dans les locaux visés à la disposition 2.

4. Liabilities in respect of property referred to in paragraphs 1 to 3.
5. Assets and liabilities arising under a contract for the purchase of a school site that was not to be used for the purpose of a French-language instructional unit.
6. The amount of money agreed to be transferred to the English-Language Board under the agreement made as of the 3rd day of July, 1991 between the French-language section of The Prescott and Russell County Roman Catholic Separate School Board and the remaining trustees of The Prescott and Russell County Roman Catholic Separate School Board.

(3) Subsection (1) does not affect the teaching contracts, employment contracts and employment relationships of persons employed by the old board. O. Reg. 759/91, s. 6, *part*.

21.—(1) Subject to subsection (2), the teaching contracts, employment contracts and employment relationships of all persons employed by the old board are transferred to the French-Language Board on the 1st day of January, 1992.

(2) The teaching contracts, employment contracts and employment relationships of persons employed by the old board in respect of schools and classes that are not French-language instructional units are not transferred to the French-Language Board under subsection (1).

(3) The liabilities of the old board in respect of the sick leave credit plan and other benefits of a person whose teaching contract, employment contract or employment relationship is transferred under subsection (1) are also transferred to the French-Language Board on the 1st day of January, 1992. O. Reg. 759/91, s. 6, *part*.

22.—(1) For the purposes of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act*, the following branch affiliates shall be deemed to exist:

1. One consisting of the members of l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens who are transferred to the French-Language Board and who work in elementary schools.
2. One consisting of the members of l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens who are transferred to the French-Language Board and who work in secondary schools.
3. One consisting of the members of The Ontario Secondary School Teachers' Federation who are transferred to the French-Language Board and who work in secondary schools.

(2) Notice of desire to negotiate shall be deemed to have been given by each of the branch affiliates of the French-Language Board and the English-Language Board under section 9 of the *School Boards and Teachers Collective Negotiations Act* on the 1st day of January, 1992. O. Reg. 759/91, s. 6, *part*.

TRANSITIONAL PROVISIONS

23. In 1992, subsection 234 (2) of the Act shall be deemed to prohibit the appointment of a person as an auditor of the French-Language Board or the English-Language Board if,

- (a) the person is a member of the French-Language Board or the English-Language Board, as the case may be;
- (b) the person was during 1991 a member of the old board;

4. Les obligations à l'égard des biens visés aux dispositions 1 à 3.
5. Les éléments d'actif et les obligations découlant d'un contrat en vue de l'acquisition d'un emplacement scolaire qui ne servait pas aux fins d'un module scolaire de langue française.
6. La somme d'argent qu'il est convenu de transférer au conseil de langue anglaise aux termes de l'accord conclu au 3 juillet 1991 entre la section de langue française du conseil appelé The Prescott and Russell County Roman Catholic Separate School Board et le reste des conseillers scolaires de ce même conseil.

(3) Le paragraphe (1) est sans effet sur les contrats d'enseignement, les contrats de travail et les ententes informelles de services des employés de l'ancien conseil. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie*.

21 (1) Sous réserve du paragraphe (2), les contrats d'enseignement, les contrats de travail et les ententes informelles de services de tous les employés de l'ancien conseil sont transférés au conseil de langue française le 1^{er} janvier 1992.

(2) Les contrats d'enseignement, les contrats de travail et les ententes informelles de services des employés de l'ancien conseil à l'égard des écoles et des classes qui ne sont pas des modules scolaires de langue française ne sont pas transférés au conseil de langue française aux termes du paragraphe (1).

(3) Les obligations de l'ancien conseil en ce qui concerne le régime de crédits de congés de maladie et les autres avantages sociaux d'une personne dont le contrat d'enseignement, le contrat de travail ou l'entente informelle de services est transféré aux termes du paragraphe (1) sont également transférés au conseil de langue française le 1^{er} janvier 1992. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie*.

22 (1) Pour l'application de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants*, sont réputées exister les sections locales suivantes :

1. Une section locale composée des membres de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens qui sont transférés au conseil de langue française et qui travaillent dans des écoles élémentaires.
2. Une section locale composée des membres de l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens qui sont transférés au conseil de langue française et qui travaillent dans des écoles secondaires.
3. Une section locale composée des membres de la Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario qui sont transférés au conseil de langue française et qui travaillent dans des écoles secondaires.

(2) Un avis d'intention de négocier est réputé avoir été donné par chacune des sections locales du conseil de langue française et du conseil de langue anglaise en vertu de l'article 9 de la *Loi sur la négociation collective entre conseils scolaires et enseignants* le 1^{er} janvier 1992. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie*.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

23 En 1992, le paragraphe 234 (2) de la Loi est réputé interdire la nomination d'une personne en tant que vérificateur du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise dans les cas suivants :

- a) la personne est membre du conseil de langue française ou du conseil de langue anglaise, selon le cas;
- b) la personne était membre de l'ancien conseil au cours de l'année 1991;

- (c) the person has any direct or indirect interest in any contract or any employment with the French-Language Board or the English-Language Board, as the case may be, other than for services within the person's professional capacity; or
- (d) the person had during 1991 any direct or indirect interest in any contract or any employment with the old board, other than for services within the person's professional capacity. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

24. An estimate required by section 246 of the Act in respect of a period in 1992 for which fees are payable by the French-Language Board or English-Language Board for the education of pupils shall be not less than the rate per pupil chargeable to the old board for a similar period in 1991 times 90 per cent of,

- (a) the number of such pupils who were enrolled in French-language instructional units at the beginning of the 1991-1992 school year, in the case of fees payable by the French-Language Board;
- (b) the number of such pupils who were not enrolled in French-language instructional units at the beginning of the 1991-1992 school year, in the case of fees payable by the English-Language Board. O. Reg. 759/91, s. 6, *part.*

7. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Note: All references to provisions in statutes are to those contained in the R.S.O. 1990.

2/92

PENSION BENEFITS ACT, 1987

O. Reg. 760/91.
General.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 708/87 MADE UNDER THE PENSION BENEFITS ACT, 1987

1.—(1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 43 (1) of Ontario Regulation 708/87 are revoked.

(2) Subsection 43 (3) of the Regulation is revoked.

(3) Subsection 43 (3a) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 160/89, is revoked.

(4) Subsection 43 (3b) of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 589/89, is revoked.

2. The Regulation is amended by adding the following sections:

43a. The Teachers' Pension Plan continued under the *Teachers' Pension Act* is exempted from the following:

1. Subsection 38 (1) of the Act.
2. Section 62 of the Act, with respect to investments made before the 1st day of January, 1992.

- c) la personne a un intérêt direct ou indirect dans un contrat conclu avec le conseil de langue française ou le conseil de langue anglaise, ou dans un emploi auprès de celui-ci, selon le cas, sauf en ce qui concerne des services relatifs à l'exercice de sa profession;
- d) la personne avait au cours de l'année 1991 un intérêt direct ou indirect dans un contrat conclu avec l'ancien conseil, ou dans un emploi auprès de celui-ci, sauf en ce qui concerne des services relatifs à l'exercice de sa profession. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

24 Les prévisions qu'exige l'article 246 de la Loi à l'égard d'une période de l'année 1992 pour laquelle des droits sont payables par le conseil de langue française ou le conseil de langue anglaise pour l'éducation des élèves ne doivent pas être inférieures au taux par élève exigible de l'ancien conseil pour une période semblable en 1991, multiplié par 90 pour cent du nombre suivant qui s'applique :

- a) le nombre d'élèves inscrits dans des modules scolaires de langue française au début de l'année scolaire 1991-1992, dans le cas où des droits sont payables par le conseil de langue française;
- b) le nombre d'élèves non inscrits dans des modules scolaires de langue française au début de l'année scolaire 1991-1992, dans le cas où des droits sont payables par le conseil de langue anglaise. Règl. de l'Ont. 759/91, art. 6, *en partie.*

7 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1992.

Remarque : Tous les renvois à des dispositions de loi sont des renvois aux Lois refondues de l'Ontario de 1990.

3. Paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection 4 (3) of this Regulation.
4. Section 26 of this Regulation.
5. Section 33 of this Regulation.
6. Section 72 of this Regulation, with respect to the plan fiscal years that end on the 31st day of March in 1989 and 1990. O. Reg. 760/91, s. 2, *part.*

43b. The Public Service Pension Plan continued under the *Public Service Pension Act* is exempted from the following:

1. Subsection 22 (1) of the Act.
2. Section 62 of the Act.
3. Paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection 4 (3) of this Regulation.
4. Section 26 of this Regulation.
5. Section 33 of this Regulation.
6. Section 72 of this Regulation, with respect to the plan fiscal years that end on the 31st day of March in 1989 and 1990. O. Reg. 760/91, s. 2, *part.*

3. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Note: All references to provisions in statutes are to those contained in the R.S.O. 1990.

2/92

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 761/91.

Motor Vehicle Inspection Stations.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 474 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HIGHWAY TRAFFIC ACT

1.—(1) Clause 1 (1) (a) of Regulation 474 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

(2) Clause 1 (1) (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(c) "licence" means a motor vehicle inspection station licence issued under section 91 of the Act;

(3) Clause 1 (1) (ca) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 525/84, is revoked.

(4) Clause 1 (1) (e) of the Regulation is revoked.

(5) Subsection 1 (3) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 525/84, is revoked and the following substituted:

(3) In this Regulation, a reference to "bus", "commercial vehicle", "dump vehicle", "propane fueled motor vehicle", "school purposes vehicle" or "physically-disabled-passenger vehicle" is a reference to that type or class of vehicle prescribed by Regulation 483 of Revised Regulations of Ontario, 1980 as a type or class of vehicle to which section 85 of the Act applies. O. Reg. 761/91, s. 1 (5).

(6) Section 1 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(4) In this Regulation, "annual inspection sticker", "annual inspection certificate", "dump vehicle inspection sticker", "propane vehicle inspection sticker" and "safety inspection sticker" have the same meaning as in Regulation 483 of Revised Regulation Ontario, 1980. O. Reg. 761/91, s. 1 (6).

2. Paragraphs 1 and 2 of section 3 of the Regulation are revoked and the following substituted:

1. Light motor vehicles, being motor vehicles, other than motorcycles, having a manufacturer's gross vehicle weight rating not exceeding 4,500 kilograms.
2. Heavy motor vehicles, being motor vehicles having a manufacturer's gross vehicle weight rating in excess of 4,500 kilograms.

3.—(1) Clause 4 (c) of the Regulation, as amended by section 1 of Ontario Regulation 252/89, is revoked and the following substituted:

(c) issue a safety standards certificate or an annual inspection certificate only on a certificate form supplied to the licensee by the Ministry; and

(2) Clause 4 (d) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 252/89, is further amended by striking out "a certificate" in the first line and substituting "a safety standards certificate or an annual inspection certificate".

4.—(1) Subclause 5 (d) (ii) of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 525/84, is revoked and the following substituted:

(ii) upon the issuance of a safety standards certificate for the dump vehicle, the dump vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 2;

(2) Clauses 5 (e) and (f) of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 525/84, are revoked and the following substituted:

(e) a safety inspection sticker shall not be affixed to a bus, physically-disabled-passenger vehicle or school purposes vehicle unless the vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in,

(i) Schedule 1, for a bus or physically-disabled-passenger vehicle, or

(ii) Schedules 1 and 4, for a school purposes vehicle; and

(f) an annual inspection sticker shall not be affixed to the type of vehicle indicated on the sticker unless the vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in,

(i) Schedules 1 and 2, for a bus, physically-disabled-passenger vehicle or commercial vehicle, or

(ii) Schedules 1, 2 and 4, for a school purposes vehicle.

(3) Clause 5 (g) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 508/81 and amended by section 2 of Ontario Regulation 60/82 and section 3 of Ontario Regulation 525/84, is revoked.

5.—(1) Clause 6 (1) (b) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(b) repairs or adjustments to the vehicle or its equipment are required to qualify it for a safety standards certificate, an annual inspection certificate or a vehicle inspection sticker;

(2) Subsection 6 (2) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(2) Despite subsection (1), an additional fee may be charged where it is necessary to inspect a wheel brake assembly a second time before issuing a safety standards certificate or an annual inspection certificate or affixing a vehicle inspection sticker to the vehicle. O. Reg. 761/91, s. 5 (2).

6.—(1) Subsection 7 (1) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(1) It is a condition of every Class F and G licence that the licensee shall not issue or authorize any person to issue a safety standards certificate unless the certificate is for a vehicle for which a permit or validated permit has been issued in the name of the licensee. O. Reg. 761/91, s. 6 (1).

(2) Subsection 7 (2) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(2) It is a condition of every Class F and G licence that the licensee shall not issue or authorize any person to issue an annual inspection certificate or affix or authorize any person to affix a vehicle inspection sticker to a vehicle unless,

(a) the certificate or sticker is for a vehicle for which a permit or validated permit has been issued in the name of the licensee; or

(b) the vehicle is a bus. O. Reg. 761/91, s. 6 (2).

7.—(1) Subsection 8 (1) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 449/85, is revoked and the following substituted:

(1) It is a condition attaching to the registration of a motor vehicle inspection mechanic, except a mechanic who only inspects a trolley bus, that the mechanic hold a valid and subsisting certificate of qualification as a motor vehicle mechanic, heavy duty equipment mechanic, motorcycle mechanic or truck-trailer repairer under the *Trades Qualification Act*. O. Reg. 761/91, s. 7 (1).

(2) Subsection 8 (3) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(3) It is a condition attaching to the registration of a motor vehicle inspection mechanic who holds a certificate of qualification only as a motorcycle mechanic that he or she only issue safety standards certificates for motorcycles. O. Reg. 761/91, s. 7 (2).

(3) Subsection 8 (4) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 449/85, is amended by striking out "Apprenticeship and Tradesmen's Qualification Act" in the sixth and seventh lines and substituting "Trades Qualification Act".

(4) Section 8 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(5) It is a condition attaching to the registration of a motor vehicle inspection mechanic who holds a certificate of qualification only as a truck-trailer repairer that he or she only issue annual inspection certificates and affix annual inspection stickers for trailers and trailer converter dollies. O. Reg. 761/91, s. 7 (4).

8. Section 10 of the Regulation, as amended by section 5 of Ontario Regulation 525/84, is revoked and the following substituted:

10.—(1) It is a condition of every licence that the licensee shall ensure that premises in which inspections are carried out,

- (a) in the case of an inspection station licensed to inspect motor vehicles, have sufficient internal space or external hard standing area adequate for the inspection of at least one motor vehicle of the class which the licensee is licensed to inspect;
- (b) in the case of an inspection station licensed to inspect trailers, have sufficient internal space or external hard standing area adequate for the inspection of at least one trailer;
- (c) in the case of an inspection station licensed to inspect a fuel system in a propane fueled motor vehicle, are equipped with common hand tools of a mechanic, a hoist or jack suitable for the weight of the motor vehicle to be inspected and a leak detection device;
- (d) in the case of an inspection station licensed to inspect a trailer and trailer converter dolly and a motor vehicle other than a propane fueled motor vehicle, are equipped with common hand tools of a mechanic, a headlamp aiming device, brake testing equipment, a hoist or jack suitable for the weight of the trailer, trailer converter dolly or motor vehicle to be inspected, a device for testing tire tread depth and an accurate means of measuring play in steering and suspension;
- (e) in the case of an inspection station licensed to inspect a trailer and trailer converter dolly and a motor vehicle including a propane fueled motor vehicle, meet the equipment requirements set out in clauses (c) and (d);
- (f) in the case of an inspection station licensed to inspect a trailer and trailer converter dolly, are equipped with common hand tools of a mechanic, brake testing equipment, a hoist or jack suitable for the weight of the trailer or trailer converter dolly to be inspected, a device for testing tire tread depth and an accurate means of measuring suspension; and

(g) are maintained in a clean and safe condition.

(2) It is a condition of every licence that the licensee shall ensure that equipment referred to in clauses (1) (c), (d) and (f) is kept in proper working order and, where applicable, accurately calibrated. O. Reg. 761/91, s. 8.

9.—(1) Clause 11 (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(a) a copy of each safety standards certificate and annual inspection certificate issued by the licensee, for a period of one year from the date of issue;

(2) Clause 11 (c) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(c) a written record of all persons authorized from time to time by the licensee to countersign safety standards certificates or annual inspection certificates or to affix vehicle inspection stickers on behalf of the licensee, for a period of one year from the date of termination of such authority; and

(3) Clause 11 (d) of the Regulation is amended by striking out the portion before subclause (i) and substituting the following:

(d) in respect of every vehicle to which a vehicle inspection sticker has been affixed and for a period of one year from the date of affixing the sticker on the vehicle, a vehicle inspection record signed by the motor vehicle inspection mechanic inspecting the vehicle and licensee or a person authorized in writing by the licensee, showing the,

(4) Clause 11 (d) is further amended by striking out the portion following subclause (viii).

10.—(1) Subsection 13 (1) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(1) A licensee may return to the Ministry unused vehicle inspection stickers, with corresponding annual inspection certificate forms, if applicable, and unused safety standards certificate forms and the fee paid for them by the licensee shall be refunded. O. Reg. 761/91, s. 10 (1).

(2) Clause 13 (2) (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(a) all unused vehicle inspection stickers, with corresponding annual inspection certificate forms, if applicable, and unused safety standards certificate forms issued to the licensee and the fee paid for them by the licensee shall be refunded; and

(3) Subsection 13 (3) of the Regulation is revoked.

11.—(1) Subsection 14 (1) of the Regulation is amended by striking out "certificate form or sticker" in the second and third lines and substituting "safety standards certificate form, annual inspection certificate form or vehicle inspection sticker".

(2) Subsection 14 (3) of the Regulation is revoked.

12. Form 4 of the Regulation, as made by section 2 of Ontario Regulation 104/90, is amended by revoking the portion commencing with the heading "For Ministry Use Only/Réservé au ministère".

13. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Note: References in this Regulation to provisions of the Act are references to provisions of the *Highway Traffic Act*, R.S.O. 1990, c. H-8.

HIGHWAY TRAFFIC ACT

O. Reg. 762/91.

Safety Inspections.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 483 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
HIGHWAY TRAFFIC ACT

1. Sections 1, 1a, 2, 3, 4, 4a, 4b, 5, 6, 7, 8, 8a, 8b and 9 of Regulation 483 are revoked and the following substituted:

DEFINITIONS

1. In this Regulation,

“annual inspection certificate” means a certificate evidencing compliance with the inspection requirements and performance standards set out in one or more of Schedules 1, 2 and 4, as appropriate to the type of vehicle indicated on the certificate;

“annual inspection sticker” means a vehicle inspection sticker evidencing compliance with the inspection requirements and performance standards set out in one or more of Schedules 1, 2 and 4, as appropriate to the type of vehicle indicated on the sticker;

“bus” means a motor vehicle designed for carrying ten or more passengers, used for the transportation of persons, and,

- (a) operated by or under contract with a municipal or other transit authority,
- (b) licensed as a public vehicle under the *Public Vehicles Act*, or
- (c) designed with dual rear wheels or tandem rear axles, unless the motor vehicle is fitted with a truck or delivery body,

but does not include a motorized home or other motor vehicle designed and equipped as living accommodation;

“commercial vehicle” means a commercial motor vehicle and any trailer or trailer converter dolly drawn by the commercial motor vehicle, but does not include a bus, a school purposes vehicle, a physically-disabled-passenger vehicle or a commercial motor vehicle or trailer that is commonly known as a recreational vehicle and used for temporary living accommodation;

“compensation” includes any rate, remuneration, reimbursement or reward of any kind paid, payable, promised, received or demanded, directly or indirectly;

“dual fuel” means propane and gasoline fuel or propane and diesel fuel;

“dump vehicle” means a commercial motor vehicle used for the transportation and dumping or spreading of sand, gravel, earth, crushed or uncut rock, slag, rubble, salt, calcium chloride, snow, ice or any mixture thereof, asphalt mixes or scrap metal;

“dump vehicle inspection sticker” means a vehicle inspection sticker evidencing compliance with the inspection requirements and performance standards set out in Schedules 1 and 3;

“historic vehicle” means a motor vehicle,

- (a) that is at least thirty years old,
- (b) that is operated on a highway for the purpose of exhibition, tours or similar functions organized by a properly constituted automobile club, or for demonstrations for sale, and

(c) that is substantially unchanged or unmodified from the original manufacturer's product;

“licence” means a motor vehicle inspection station licence issued under section 91 of the Act;

“licensee” means a person who is a holder of a motor vehicle inspection station licence issued under section 91 of the Act;

“original equipment manufacturer propane fueled motor vehicle” means a motor vehicle that has been converted or equipped by a motor vehicle manufacturer in accordance with Canadian Motor Vehicle Safety Standard 301.1 under the *Motor Vehicle Safety Act* (Canada) to be powered solely on propane or dual fuel;

“physically-disabled-passenger vehicle” means a bus or a van operated on a highway,

- (a) for the purpose of transporting, for compensation, physically disabled persons, or
- (b) by, for or on behalf of any person, club, agency or organization that holds itself out as providing a transportation service to physically disabled persons, for compensation or otherwise;

“propane fueled motor vehicle” means a motor vehicle that is equipped to operate solely on propane fuel or dual fuel;

“propane vehicle inspection sticker” means a vehicle inspection sticker evidencing compliance with the inspection requirements and performance standards for fuel systems set out in Schedules 1 and 7 or Schedules 1 and 8, as appropriate to the type of vehicle indicated on the sticker;

“safety inspection sticker” means a vehicle inspection sticker evidencing compliance with the inspection requirements and performance standards set out in Schedule 1 or Schedules 1 and 4, as appropriate to the type of vehicle indicated on the sticker;

“school purposes vehicle” means,

- (a) a station wagon, van or bus operated by or under contract with a school board or other authority in charge of a school for the transportation of adults with a developmental handicap or children, or
- (b) a school bus as defined in subsection 175 (1) of the Act. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

2. For purposes of this Regulation, “children”, “developmental handicap” and “school” have the same meaning as in subsection 175(1) of the Act. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

SAFETY STANDARDS CERTIFICATE

3. A safety standards certificate shall not be issued in respect of a motor vehicle, other than an historic vehicle, a propane fueled motor vehicle or a motorcycle, unless the vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 2. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

4. A safety standards certificate shall not be issued in respect of an historic vehicle unless the vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedule 5. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

5. A safety standards certificate shall not be issued in respect of a motorcycle unless the motorcycle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedule 6. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

6. A safety standards certificate shall not be issued in respect of a propane fueled motor vehicle, other than an original equipment manufacturer propane fueled motor vehicle, unless the motor vehicle has

been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1, 2 and 7. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

7. A safety standards certificate shall not be issued in respect of an original equipment manufacturer propane fueled motor vehicle unless the motor vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1, 2 and 8. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

INSPECTION STICKER AND CERTIFICATE

Commercial Vehicles

8.—(1) A commercial vehicle is prescribed as a type or class of vehicle to which section 85 of the Act applies if it has a combined gross weight exceeding,

- (a) 22,000 kilograms, on or after the 1st day of January, 1992;
- (b) 10,000 kilograms, on or after the 1st day of January, 1993; or
- (c) 4,500 kilograms, on or after the 1st day of January, 1994.

(2) For purposes of subsection (1), the combined gross weight of a commercial vehicle is the total of the gross weight, registered gross weight or manufacturer's gross vehicle weight rating of each commercial motor vehicle, trailer or trailer converter dolly included within the commercial vehicle.

(3) Commercial vehicles shall be inspected in accordance with the inspection requirements set out in Schedules 1 and 2.

(4) If a commercial vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 2, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall promptly,

- (a) complete the annual inspection certificate;
- (b) indicate the month and year of inspection and the vehicle type on the annual inspection sticker corresponding to that certificate; and
- (c) remove or cover any annual inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current annual inspection sticker,
 - (i) for a commercial motor vehicle, to the outer surface of the lower left hand corner of the windshield, or to a conspicuous position on the left side of the truck cab, or
 - (ii) for a trailer, semi-trailer or trailer converter dolly, to its outer surface, on the left side and as close as practicable to the front of it.

(5) If the vehicle type indicated on an annual inspection sticker is a commercial vehicle, the sticker is valid until the end of the twelfth month after the month of inspection indicated on the sticker.

(6) If a commercial vehicle is issued with a safety standards certificate in accordance with section 3, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall at the time of issuing the safety standards certificate issue a vehicle inspection certificate and affix to the vehicle a vehicle inspection sticker in the manner described in subsection (4).

(7) An unladen commercial vehicle is exempt from the requirements of this section while being operated under the terms of an In Transit permit or a Dealer and Service number plate issued under Ontario Regulation 744/82 (Vehicle Permits). O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

Dump Vehicles

9.—(1) A dump vehicle other than a dump vehicle referred to in subsection (2) is prescribed as a type or class of vehicle to which section 85 of the Act applies.

(2) Subsection (1) does not apply to,

- (a) a dump vehicle to which subsection 8 (1) applies;
- (b) an unladen dump vehicle;
- (c) a dump vehicle for which a permit has been issued under the Act authorizing a gross weight of 5,500 kilograms or less; or
- (d) a dump vehicle,
 - (i) owned or leased by a farmer and used for the transportation of the farmer's goods to the farm, and
 - (ii) for which the amount of fee paid for the permit for the vehicle was determined under Schedule 2 to Ontario Regulation 744/82 (Vehicle Permits).

(3) Subject to subsection (7), a dump vehicle shall be inspected in accordance with the inspection requirements set out in Schedules 1 and 3.

(4) If a dump vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 3, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the dump vehicle shall promptly,

- (a) indicate on the front side of the dump vehicle inspection sticker the month and year of inspection;
- (b) indicate on the reverse side of the dump vehicle inspection sticker,
 - (i) the licence number of the motor vehicle inspection station,
 - (ii) the date of the inspection, and
 - (iii) the current number plate issued for the dump vehicle inspected; and
- (c) remove any dump vehicle inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current dump vehicle inspection sticker to the inner surface of the windshield of the dump vehicle and as close as practicable to the lower left hand corner of the windshield.

(5) A dump vehicle inspection sticker is valid until the end of the eighth month after the month of inspection indicated on the sticker.

(6) If a dump vehicle is issued with a safety standards certificate in accordance with section 3,

- (a) the vehicle shall be deemed to have been inspected in accordance with the inspection requirements and to have complied with the performance standards set out in Schedules 1 and 3; and
- (b) the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall at the time of issuing the safety standards certificate affix to the vehicle a dump vehicle inspection sticker in the manner described in subsection (4).

(7) The owner or operator of a dump vehicle may have the vehicle

inspected in accordance with subsection 8 (3) and, if the vehicle complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 2, subsections 8 (4) to (6) apply with respect to the vehicle instead of subsections (3) to (6) of this section. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

School Purposes Vehicles

10.—(1) A school purposes vehicle is prescribed as a type or class of vehicle to which section 85 of the Act applies while it is being used for the transportation of,

- (a) six or more adults with a developmental handicap;
- (b) six or more children; or
- (c) six or more persons referred to in clause (a) or (b).

(2) A school purposes vehicle shall be inspected in accordance with the inspection requirements set out in Schedules 1, 2 and 4.

(3) If a school purposes vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1, 2 and 4, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall promptly,

- (a) complete the annual inspection certificate;
- (b) indicate the month and year of inspection and the vehicle type on the annual inspection sticker corresponding to that certificate; and
- (c) remove or cover any annual inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current annual inspection sticker to the outer surface of the lower right hand corner of the windshield, on a fixed side window as close as practicable to the front of the vehicle or to a conspicuous position on the right side of the vehicle body close to the front of the vehicle.

(4) If the vehicle type indicated on an annual inspection sticker is a school purposes vehicle, the sticker is valid,

- (a) for the portion of the inspection performed in accordance with Schedules 1 and 4, until the end of the sixth month after the month of inspection indicated on the sticker; and
- (b) for the portion of the inspection performed in accordance with Schedule 2, until the end of the twelfth month after the month of inspection indicated on the sticker.

(5) If a school purposes vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 4, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall promptly,

- (a) complete the safety inspection sticker record;
- (b) indicate the month and year of inspection on the safety inspection sticker corresponding to that record; and
- (c) remove or cover any safety inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current sticker to the outer surface of the lower right hand corner of the windshield, on a fixed side window as close as practicable to the front of the vehicle or to a conspicuous position on the right side of the vehicle body close to the front of the vehicle.

(6) A safety inspection sticker for an inspection performed on a school purposes vehicle in accordance with Schedules 1 and 4 is valid until the end of the sixth month after the month of inspection indicated on the sticker.

(7) If a motor vehicle is issued with a safety standards certificate in accordance with section 3 and, within thirty days of the date of issue of the safety standards certificate, the vehicle is inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedule 4, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall promptly issue an annual inspection certificate and affix to the vehicle an annual inspection sticker in the manner described in subsection (3). O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

Buses and Physically-Disabled-Passenger Vehicles

11.—(1) A bus carrying passengers is prescribed as a type or class of vehicle to which section 85 of the Act applies.

(2) A physically-disabled-passenger vehicle carrying passengers is prescribed as a type or class of vehicle to which section 85 of the Act applies.

(3) A bus and a physically-disabled-passenger vehicle shall be inspected in accordance with the inspection requirements set out in Schedules 1 and 2.

(4) If a bus or a physically-disabled-passenger vehicle has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 2, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall promptly,

- (a) complete the annual inspection certificate;
- (b) indicate the month and year of inspection and the vehicle type on the annual inspection sticker corresponding to that certificate; and
- (c) remove or cover any annual inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current sticker to the outer surface of the lower right hand corner of the windshield, on a fixed side window as close as practicable to the front of the vehicle or in a conspicuous position on the right side of the vehicle body close to the front of the vehicle.

(5) For purposes of clause (4) (b), on an annual inspection sticker to be affixed to a physically-disabled-passenger vehicle, the vehicle type shall be indicated as a bus.

(6) If the vehicle type indicated on an annual inspection sticker is a bus, the sticker is valid,

- (a) for the portion of the inspection performed in accordance with Schedule 1, until the end of the sixth month after the month of inspection indicated on the sticker; and
- (b) for the portion of the inspection performed in accordance with Schedule 2, until the end of the twelfth month after the month of inspection indicated on the sticker.

(7) If a bus or physically-disabled-passenger vehicle has been inspected in accordance with Schedule 1, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall promptly,

- (a) complete the safety inspection sticker record;
- (b) indicate the month and year of inspection on the safety inspection sticker corresponding to that record; and
- (c) remove or cover any safety inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current sticker to the outer surface of the lower right hand corner of the windshield, on a fixed side window as close as practicable to the front of the

vehicle or in a conspicuous position on the right side of the vehicle body close to the front of the vehicle.

(8) A safety inspection sticker for an inspection performed in accordance with Schedule 1 is valid until the end of the sixth month after the month of inspection indicated on the sticker.

(9) If a bus or physically-disabled-passenger vehicle is issued with a safety standards certificate in accordance with section 3, the licensee of the station in which the vehicle was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the vehicle shall at the time of issuing the safety standards certificate issue an annual inspection certificate and affix to the vehicle an annual inspection sticker in the manner described in subsection (4). O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

Propane Fueled Motor Vehicles

12.—(1) Propane fueled motor vehicles that display number plates issued in accordance with the regulations are prescribed as a type or class of vehicles to which section 85 of the Act applies.

(2) A fuel system of a propane fueled motor vehicle, other than an original equipment manufacturer propane fueled motor vehicle, shall be inspected in accordance with the inspection requirements set out in Schedules 1 and 7.

(3) A fuel system of an original equipment manufacturer propane fueled motor vehicle shall be inspected in accordance with the inspection requirements set out in Schedules 1 and 8.

(4) If a fuel system has been inspected in accordance with the inspection requirements and complies with the performance standards set out in Schedules 1 and 7 or Schedules 1 and 8, as appropriate to the type of vehicle, the licensee of the station in which the fuel system was inspected, a person authorized in writing by the licensee or the motor vehicle inspection mechanic who inspected the fuel system shall promptly,

- (a) indicate on the propane vehicle inspection sticker the month and year of the inspection and, if applicable, indicate on the sticker that the vehicle is an original equipment manufacturer propane fueled motor vehicle; and
- (b) remove any propane vehicle inspection sticker relating to a previous inspection and affix the current propane vehicle inspection sticker to the inner surface of the windshield, as close as practicable to the lower right-hand corner of the windshield.

(5) Subsection (4) does not apply to a propane fueled commercial vehicle, a propane fueled bus or physically-disabled-passenger vehicle, a propane fueled dump vehicle or a propane fueled school purposes vehicle displaying a propane vehicle inspection sticker from a previous inspection. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

Replacement Certificate or Sticker

13.—(1) If an annual inspection certificate or an annual inspection sticker is damaged or destroyed during its period of validity, a replacement certificate and sticker shall be issued and affixed by the station that issued the original certificate and sticker or by the Ministry, containing the same information as the original certificate and sticker.

(2) If a safety inspection sticker, a propane vehicle inspection sticker or a dump vehicle inspection sticker is damaged or destroyed during its period of validity, a replacement sticker shall be issued and affixed by the station that issued the original sticker or by the Ministry, containing the same information as the original sticker.

(3) If a certificate or sticker is replaced by a station referred to in subsection (1) or (2), the licensee shall indicate on the station record that the certificate or sticker is a replacement. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

Exemptions

14. A commercial vehicle, bus, school purposes vehicle or physically-disabled-passenger vehicle displaying or carrying valid evidence of compliance with the periodic inspection requirements of any Canadian jurisdiction other than Ontario is exempt from the requirements of section 85 of the Act. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

15. A commercial vehicle, bus, school purposes vehicle or physically-disabled-passenger vehicle displaying or carrying valid evidence of compliance with the periodic inspection requirements contained in Part 396, Title 49, Code of Federal Regulations of the United States Department of Transportation based on an inspection carried out in the United States of America is exempt from the requirements of section 85 of the Act. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

16. Sections 14 and 15 do not apply if the evidence of compliance with periodic inspection requirements is based on a roadside inspection performed by or on behalf of a governmental authority. O. Reg. 762/91, s. 1, *part*.

2. The headings for Schedules 1 and 2 to the Regulation are revoked and the following substituted:

Schedule 1

INSPECTION REQUIREMENTS AND PERFORMANCE STANDARDS FOR COMMERCIAL VEHICLES AND MOTOR VEHICLES, EXCEPT MOTORCYCLES

Schedule 2

INSPECTION REQUIREMENTS AND PERFORMANCE STANDARDS FOR WHEEL BRAKE INTERNAL COMPONENTS OF COMMERCIAL VEHICLES AND MOTOR VEHICLES, EXCEPT MOTORCYCLES

3. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Note: References in this Regulation to provisions of the Act are references to provisions of the *Highway Traffic Act*, R.S.O. 1990, c. H-8.

2/92

RENTAL HOUSING PROTECTION ACT, 1989

O. Reg. 763/91.

General.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 586/89 MADE UNDER THE RENTAL HOUSING PROTECTION ACT, 1989

1. Schedule 1 to Ontario Regulation 586/89 is amended by adding the following:

Samia-Clearwater

City

2/92

ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

O. Reg. 764/91.

Exemption — Ministry of
the Environment — MOE-31/4.

Made—December 13th, 1991.

Approved—December 13th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE
ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT

EXEMPTION — MINISTRY OF THE ENVIRONMENT — MOE-31/4

Having received a request from the Regional Director, West Central Region, Ministry of the Environment, that condition 4 of exemption order MOE 31/3, which is filed as Ontario Regulation 469/91, for an undertaking, namely:

The activity of managing the contaminated wastes which may be found in the soil and groundwater both in and around the former Chemical Waste Management Limited property at site 7, Lot 6, Concession 9, Smithville Industrial Park, Township of West Lincoln, Regional Municipality of Niagara; which management activities involve an ongoing securing and control of contaminated wastes, destruction of secured PCB wastes, remediation of contaminated groundwater and bedrock, and the off-site disposal of contaminated wastes which may not be suitable for destruction,

be amended to provide sufficient time to complete the ongoing PCB waste destruction; and

Having been advised by the Regional Director, West Central Region, Ministry of the Environment, that if the undertaking is subject to the application of the Act, the following injury, damage or interference with the persons and property indicated will occur:

- A. It will not be possible to complete the destruction of PCB wastes at the site in the time allowed by exemption order MOE-31/3.

Having weighed such injury, damage or interference against the betterment of the people of the whole or any part of Ontario by the protection, conservation and wise management in Ontario of the environment which would result from the undertaking being subject to the application of the Act;

The undersigned is of the opinion that it is in the public interest to order and orders that the undertaking is exempt from the application of the Act for the following reasons:

- A. The Liaison Committee with representatives from the local citizens which was established to monitor progress made in the cleanup of the site and eventual disposal of the contaminated wastes and the council of the Township of West Lincoln have agreed to the extension so that the destruction of the PCB waste can be completed in a timely manner; and
- B. The various instructions, approvals and orders which may be issued under the *Environmental Protection Act* and the *Ontario Water Resources Act* will result in the management activities being carried out in a safe manner.

Therefore condition 4 of the exemption order is replaced and the other conditions remain the same, all as set out below:

1. No wastes other than contaminated soil, water or other materials from the management activities being carried out under this order shall be brought to the site.
2. This undertaking involves the management of wastes, including:
 - (a) cleaning up the site and immediately surrounding area and bedrock;
 - (b) destroying, by approved mobile incineration facilities, PCB waste stored at the area;

- (c) decontaminating PCB contaminated soils and possibly bedrock, and subsequently redepositing them;
- (d) storing, temporarily, in existing or new structures, any waste that cannot be destroyed or decontaminated on the property until it can be removed to other certified waste disposal sites when they become available; and
- (e) offering first right of acquisition of the property to The Corporation of the Township of West Lincoln once the site has been restored to a clean condition so that it may be used for the originally intended use.

3. The principal activities associated with the undertaking include the following:

- (a) acquisition, through ownership by the Province of the property formerly used by Chemical Waste Management Limited at the Smithville Site and acquisition of the right to use any necessary adjacent property;
- (b) consolidation of the wastes, including: contaminated soils, contaminated equipment and materials associated with ongoing cleanup activities at the site;
- (c) destruction of PCB wastes by means of approved facilities;
- (d) construction and preparation of a waste water treatment facility for treatment of contaminated water, as an initial short term remedial activity;
- (e) trial excavation of the bedrock and selection and implementation of the appropriate technology for remediation of the contaminated groundwater and bedrock;
- (f) removal from the site of any wastes that cannot be destroyed or decontaminated; and
- (g) continuation of an appropriate groundwater monitoring program.

4. This order does not apply to the storage of PCB waste on the site after September 1, 1992 except for such wastes contained in rock cores obtained during investigations and such wastes as may be produced by the existing water treatment facilities which are treating contaminated groundwater collected by the aquifer purge well system or by such other water treatment facilities that may replace the existing facilities from time to time for the same purpose. All PCB wastes on the site which are not being destroyed under this exemption order nor retained for research purposes that can be legally stored or disposed of at any other location shall be removed from the site as soon as possible.

5. The Liaison Committee referred to in reason A and the Municipal Council shall be consulted and kept advised with respect to the details of the undertaking as they are developed and progress is made in their implementation.

6. The undertaking shall be monitored by the Ministry of the Environment and/or its agents to ensure that the waste management activities do not result in injury or damage to persons and property.

7. A written report shall be prepared on the undertaking and updated annually over the period in which the contaminated wastes are managed. The report shall describe the activities and the results of the ongoing monitoring program and how the terms and conditions of this order are being complied with. The report shall be submitted by the Regional Director, West Central Region of the Ministry of the Environment to the Director of the Environmental Assessment Branch for filing in the public records. O. Reg. 764/91.

RUTH GRIER
Minister of the Environment

FAMILY SUPPORT PLAN ACT

O. Reg. 765/91.

Practices and Procedures.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
FAMILY SUPPORT PLAN ACT

PRACTICES AND PROCEDURES

SUPPORT DEDUCTION ORDERS

1. A support deduction order shall be in Form 1. O. Reg. 765/91, s. 1.

2.—(1) Before a support deduction order is made, the clerk or registrar of the court shall ensure that the unshaded portions of the Support Deduction Order Information Form have been completed by the persons who will be parties to the order.

(2) After the support deduction order is made, the clerk or registrar of the court shall complete the shaded portions of the Support Deduction Order Information Form and shall file the completed Form, together with the support deduction order and the suspension order, if there is one, with the Director's office.

(3) The Support Deduction Order Information Form shall be in Form 2. O. Reg. 765/91, s. 2.

3.—(1) Notice of a support deduction order shall be served on an administrative unit of the Crown, as defined in subsection 3.3 (32) of the Act, by one of the following methods:

1. Personal service, by leaving the notice with the chief financial officer of the administrative unit or an employee of the chief financial officer.
2. Service by mail, by sending the notice by prepaid ordinary mail addressed to the chief financial officer at the head office of the administrative unit.

(2) Notice of a support deduction order shall be deemed to have been served on the Crown on the day that is thirty days after the actual date of service. O. Reg. 765/91, s. 3.

SUSPENSION OF SUPPORT DEDUCTION ORDERS

4. An order to suspend the operation of a support deduction order shall be in Form 3. O. Reg. 765/91, s. 4.

5.—(1) Security required under section 3.4 of the Act with respect to the suspension of a support deduction order shall be posted by the payor with the Director and shall be in any of the following forms:

1. Money.
2. Money order payable to the Director.
3. Bank draft or certified cheque, payable to the Director and drawn on a bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada), the Province of Ontario Savings Office, a loan or trust corporation registered under the *Loan and Trust Corporations Act* or a credit union as defined in subsection 1 (1) of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act*.

LOI SUR LE RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE

Règl. de l'Ont. 765/91

Règles de pratique et de procédure

pris—le 19 décembre 1991

déposé—le 20 décembre 1991

RÈGLEMENT PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LE RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE

RÈGLES DE PRATIQUE ET DE PROCÉDURE

ORDONNANCES DE RETENUE DES ALIMENTS

1 L'ordonnance de retenue des aliments est rédigée selon la formule 1. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 1.

2 (1) Avant qu'une ordonnance de retenue des aliments ne soit rendue, le greffier du tribunal s'assure que les personnes qui seront parties à l'ordonnance ont rempli les parties non ombrées de la formule de renseignements relative à l'ordonnance de retenue des aliments.

(2) Après que l'ordonnance de retenue des aliments est rendue, le greffier du tribunal remplit les parties ombrées de la formule de renseignements relative à l'ordonnance de retenue des aliments et dépose celle-ci, dûment remplie, ainsi que l'ordonnance de retenue des aliments et l'ordonnance de suspension, s'il y en a une, au bureau du directeur.

(3) La formule de renseignements relative à l'ordonnance de retenue des aliments est rédigée selon la formule 2. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 2.

3 (1) Un avis de l'ordonnance de retenue des aliments est signifié à un service administratif de la Couronne, tel qu'il est défini au paragraphe 3.3 (32) de la Loi, en ayant recours à l'une des méthodes suivantes :

1. La signification à personne, en remettant l'avis au directeur des finances du service administratif ou à un de ses employés.
2. La signification par courrier, en envoyant l'avis par courrier ordinaire, franc de port, au directeur des finances, au bureau central du service administratif.

(2) Un avis de l'ordonnance de retenue des aliments est réputé avoir été signifié à la Couronne trente jours après la date effective de signification. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 3.

SUSPENSION DES ORDONNANCES DE RETENUE DES ALIMENTS

4 L'ordonnance qui suspend l'application d'une ordonnance de retenue des aliments est rédigée selon la formule 3. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 4.

5 (1) La sûreté exigée en vertu de l'article 3.4 de la Loi à l'égard de la suspension d'une ordonnance de retenue des aliments est fournie au directeur par le payeur sous l'une des formes suivantes :

1. En argent.
2. Au moyen d'un mandat payable au directeur.
3. Au moyen d'une traite bancaire ou d'un chèque certifié, payable au directeur et tiré sur une banque figurant à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada), sur la Caisse d'épargne de l'Ontario, sur une société de prêt ou de fiducie enregistrée en vertu de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* ou sur une caisse telle qu'elle est définie au paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les caisses populaires et les crédits unions*.

4. Cheque drawn on a lawyer's trust account and payable to the Director.
- (2) The security shall be posted by the earlier of,
- the day that the first support payment under the support order is due after the suspension order is made; and
 - ten days after the suspension order is made.
- (3) At the same time that the security is posted, the payor shall provide the Director with,
- the payor's full name, address and telephone number;
 - the full name of the person entitled to receive support;
 - the address, if known, of the person entitled to receive support;
 - the division or type of court (General, Provincial or Unified Family Court) and the location (city, town, region, etc.) of the court that suspended the support deduction order;
 - the date the suspension order was made; and
 - the case number assigned to the support deduction order by the Director's office, if known.
- (4) The amount of the security shall be a fixed amount ordered by the court and is not subject to adjustment by the Director. O. Reg. 765/91, s. 5.

6.—(1) Security that is realized by the Director under subsection 3.4 (1) of the Act upon the termination of a suspension order shall be used to make payments to the person entitled to receive support until regular payments in full compliance with the support order are established, to the satisfaction of the Director.

(2) The amount of the security that remains, if any, when the regular payments are established to the satisfaction of the Director, shall be returned as soon as is practical to the payor at his or her last address as shown on the records of the Director's office. O. Reg. 765/91, s. 6.

FINANCIAL INFORMATION FROM PAYOR

7.—(1) A financial statement by a payor required by the Director under subsection 3.10 (1) of the Act shall be in Form 4.

(2) The Director may also require from a payor the following as proof of income:

- A copy of the payor's most recent income tax return and of any notices of assessment for that year.
- Copies of pay cheques, pay stubs or payment statements for the three consecutive pay periods immediately before the date of the financial statement.
- Letters from any of the payor's sources of income (whether or not the sources are "income sources" as defined in section 1 of the Act) verifying the payor's income for the three consecutive payments made to the payor immediately before the date of the financial statement.
- Other evidence specified by the Director that is similar to that described in paragraphs 2 and 3 in that it verifies the payor's income for a period of time before the date of the financial statement. O. Reg. 765/91, s. 7.

4. Au moyen d'un chèque tiré sur le compte de fiducie d'un avocat et payable au directeur.
- (2) La sûreté est fournie au plus tard à celle des dates suivantes qui précède l'autre :
- le jour où le premier versement d'aliments prévu dans l'ordonnance alimentaire est exigible après que l'ordonnance de suspension est rendue;
 - dix jours après que l'ordonnance de suspension est rendue.
- (3) En même temps que la sûreté est fournie, le payeur communique au directeur les renseignements suivants :
- les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du payeur;
 - les nom et prénom de la personne qui a droit aux aliments;
 - l'adresse, si elle est connue, de la personne qui a droit aux aliments;
 - la division ou le genre de tribunal (division générale ou provinciale ou Cour unifiée de la famille) et l'emplacement (cité, ville, région ou autre) du tribunal qui a suspendu l'ordonnance de retenue des aliments;
 - la date où l'ordonnance de suspension a été rendue;
 - le numéro de dossier, s'il est connu, attribué à l'ordonnance de retenue des aliments par le bureau du directeur.
- (4) Le montant de la sûreté est un montant fixe ordonné par le tribunal et ne peut être modifié par le directeur. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 5.

6 (1) La sûreté que le directeur réalise en vertu du paragraphe 3.4 (1) de la Loi au moment de la révocation d'une ordonnance de suspension est utilisée pour faire des versements à la personne qui a droit aux aliments jusqu'à ce que des versements réguliers conformes à l'ordonnance alimentaire aient été rétablis à la satisfaction du directeur.

(2) Le montant de la sûreté qui reste, s'il en est, lorsque les versements réguliers sont rétablis à la satisfaction du directeur, est retourné au payeur dès que possible, à la dernière adresse de celui-ci indiquée dans les dossiers du bureau du directeur. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 6.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS EXIGÉS DU PAYEUR

7 (1) L'état financier que le directeur exige du payeur en vertu du paragraphe 3.10 (1) de la Loi est rédigé selon la formule 4.

(2) Le directeur peut également exiger du payeur les preuves suivantes relatives à son revenu :

- Une copie de la dernière déclaration d'impôt sur le revenu du payeur et de tous les avis de cotisation pour cette année-là.
- Une copie des chèques de paie, des talons de chèques de paie ou des états de paiement pour les trois périodes de paie consécutives qui précèdent la date de l'état financier.
- Des lettres de chacune des sources de revenu du payeur (peu importe que ces sources soient ou non des « sources de revenu » telles qu'elles sont définies à l'article 1 de la Loi) attestant le revenu du payeur pour les trois versements consécutifs faits au payeur immédiatement avant la date de l'état financier.
- D'autres preuves que précise le directeur et qui sont semblables à celles décrites aux dispositions 2 et 3 en ce qu'elles attestent le revenu du payeur pour une période avant la date de l'état financier. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 7.

INCOME SOURCES

8. Notice under subsection 3.3 (17) of the Act that an individual, corporation or other entity is not an income source shall be in Form 5. O. Reg. 765/91, s. 8.

9. The notice under subsection 3.3 (25) of the Act of the termination or interruption of payments by an income source shall include,

- (a) the case number assigned to the support deduction order by the Director's office;
- (b) the payor's full name;
- (c) the name and address of the income source;
- (d) the name and telephone number of a contact person for the income source;
- (e) whether the payments are terminated or interrupted;
- (f) the date on which the payments are terminated or interrupted;
- (g) if the payments are interrupted, the date on which they are expected to resume, if known; and
- (h) the name and address of other income sources of the payor, if known. O. Reg. 765/91, s. 9.

TERMINATION OF A SUPPORT OBLIGATION

10.—(1) Notice of the termination of a support obligation under subsection 3.9 (1) of the Act shall be made in writing and signed by each party to the support order and shall be delivered to the Director's office or sent to the Director by mail or by telephone facsimile transmission.

(2) The notice shall be given to the Director as soon as possible after the termination and, if the party knows of the termination in advance, notice may be given before the termination.

(3) The notice shall include,

- (a) the payor's full name;
- (b) the full name of the person entitled to receive support;
- (c) the telephone number of the party submitting the notice;
- (d) the case number assigned to the support order or support deduction order by the Director's office;
- (e) information sufficient to identify the specific support obligation that is terminated;
- (f) a copy of the support order, if it is not already filed with the Director's office;
- (g) the reason for the termination; and
- (h) the date of the termination. O. Reg. 765/91, s. 10.

11.—(1) If the Director receives a notice of termination of a support obligation from the payor, the Director shall send a request for confirmation of the termination by prepaid ordinary mail to the person entitled to receive support, at his or her last address as shown on the records of the Director's office.

(2) Confirmations shall be made in writing and shall be delivered to the Director's office or sent to the Director by mail or telephone facsimile transmission.

SOURCES DE REVENU

8 L'avis prévu au paragraphe 3.3 (17) de la Loi portant qu'une personne, physique ou morale, ou une autre entité n'est pas une source de revenu est rédigé selon la formule 5. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 8.

9 L'avis prévu au paragraphe 3.3 (25) de la Loi portant qu'une source de revenu a mis fin à des versements ou les a interrompus contient les renseignements suivants :

- a) le numéro de dossier attribué à l'ordonnance de retenue des aliments par le bureau du directeur;
- b) les nom et prénom du payeur;
- c) les nom et adresse de la source de revenu;
- d) les nom et numéro de téléphone d'une personne avec qui la source de revenu peut entrer en contact;
- e) une mention indiquant si les versements ont pris fin ou s'ils ont été interrompus;
- f) la date où les versements ont pris fin ou ont été interrompus;
- g) une mention indiquant, si les versements ont été interrompus, la date prévue de leur reprise, si elle est connue;
- h) les nom et adresse d'autres sources de revenu du payeur, s'ils sont connus. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 9.

FIN DE L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

10 (1) L'avis de la fin d'une obligation alimentaire prévu au paragraphe 3.9 (1) de la Loi est fait par écrit et signé par chaque partie à l'ordonnance alimentaire et est remis au bureau du directeur ou envoyé au directeur par courrier ou par transmission téléphonique de fac-similé.

(2) L'avis est donné au directeur dès que possible après que l'obligation prend fin; si la partie apprend la fin de l'obligation à l'avance, l'avis peut être donné avant la fin de l'obligation.

(3) L'avis contient les éléments suivants :

- a) les nom et prénom du payeur;
- b) les nom et prénom de la personne qui a droit aux aliments;
- c) le numéro de téléphone de la partie qui donne l'avis;
- d) le numéro de dossier attribué à l'ordonnance alimentaire ou à l'ordonnance de retenue des aliments par le bureau du directeur;
- e) suffisamment de renseignements pour identifier l'ordonnance alimentaire précise à laquelle il est mis fin;
- f) une copie de l'ordonnance alimentaire, si elle n'est pas déjà déposée au bureau du directeur;
- g) le motif de la fin de l'obligation;
- h) la date de la fin de l'obligation. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 10.

11 (1) S'il reçoit du payeur un avis de la fin d'une obligation alimentaire, le directeur envoie une demande de confirmation de la fin de l'obligation par courrier ordinaire, franc de port, à la dernière adresse de la personne qui a droit aux aliments et indiquée dans les dossiers du bureau du directeur.

(2) Les confirmations sont faites par écrit et sont remises au bureau du directeur ou envoyées au directeur par courrier ou par transmission téléphonique de fac-similé.

(3) If the Director receives a written confirmation or notice of termination of a support obligation from the person entitled to receive support, the Director shall send written notice of the termination of the support obligation by prepaid ordinary mail to the payor, at his or her last address as shown on the records of the Director's office.

(4) The Director is not required to request confirmation under subsection (1) or to send the notice under subsection (3) if the support obligation terminates on a set calendar date specified in the support order and the support order or a copy of it is filed with the Director's office.

(5) For the purpose of subsection 3.9 (2) of the Act, the parties are considered to have agreed to the termination of the support obligation upon the Director's receipt of either a written confirmation or a notice of termination of the support obligation from the person entitled to receive support.

(6) Anything required to be sent by or to a party under this section may be sent by or to an office or person in another jurisdiction performing similar functions to those of the Director, if the party's last address, as shown on the records of the Director's office, is outside Ontario. O. Reg. 765/91, s. 11.

12. This Regulation comes into force on the day on which the *Family Support Plan Amendment Act, 1991* is proclaimed in force.

(3) S'il reçoit de la personne qui a droit à des aliments une confirmation écrite ou un avis de la fin d'une obligation alimentaire, le directeur envoie au payeur un avis écrit de la fin de l'obligation alimentaire par courrier ordinaire, franc de port, à la dernière adresse du payeur indiquée dans les dossiers du bureau du directeur.

(4) Le directeur n'est pas tenu de demander la confirmation visée au paragraphe (1) ni d'envoyer l'avis visé au paragraphe (3) si l'obligation alimentaire prend fin à une date fixée dans l'ordonnance alimentaire et que cette dernière ou une copie de celle-ci est déposée au bureau du directeur.

(5) Pour l'application du paragraphe 3.9 (2) de la Loi, les parties sont réputées avoir consenti à ce qu'il soit mis fin à l'obligation alimentaire dès que le directeur reçoit une confirmation écrite ou un avis de la fin de l'obligation alimentaire de la personne qui a droit aux aliments.

(6) Tout ce qui doit être envoyé par une partie ou à celle-ci en vertu du présent article peut être envoyé par un bureau ou une personne d'une autre compétence exerçant des fonctions similaires à celles du directeur, ou à ceux-ci, si la dernière adresse de la partie indiquée dans les dossiers du bureau du directeur se trouve à l'extérieur de l'Ontario. Règl. de l'Ont. 765/91, art. 11.

12 Le présent règlement est proclamé en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de la *Loi de 1991 modifiant la Loi sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille*.

SUPPORT DEDUCTION ORDER

ORDONNANCE DE RETENUE DES ALIMENTS

Family Support Plan Act

Loi sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille

Form 1

Court file no.

Formule 1

N° de dossier du tribunal

Name of Court _____

Nom du tribunal _____

Location _____

Lieu _____

Judge

Juge

Date

Date

Between:

Entre :

Applicant/Petitioner/Plaintiff

Requérant/Demandeur

and

et

Respondent/Defendant

Intimé/Défendeur

SUPPORT DEDUCTION ORDER

ORDONNANCE DE RETENUE DES ALIMENTS

Upon making an order this day which provides for payment of support on a periodic basis at regular intervals and on making the necessary inquiries required by section 3.1 (3) of the Family Support Plan Act.

Après avoir rendu une ordonnance ce jour qui prévoit le versement d'aliments sur une base périodique à intervalles réguliers et avoir fait les recherches nécessaires visées au paragraphe 3.1 (3) de la Loi sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille :

1. THIS COURT ORDERS that _____ pay support as set out in the attached information form.
2. THIS COURT ORDERS that any income source that receives notice of this support deduction order make payments to the Director of the Family Support Plan in respect of the payor out of money owed by the income source to the payor.

1. LE TRIBUNAL ORDONNE que _____ verse les aliments tel qu'il est énoncé dans la formule de renseignements ci-jointe.
2. LE TRIBUNAL ORDONNE que toute source de revenu qui reçoit avis de la présente ordonnance fasse des versements au directeur du Régime des obligations alimentaires envers la famille à l'égard du payeur à même l'argent que la source de revenu doit au payeur.

Signature of Judge, Registrar or Clerk of the Court

Signature du juge ou du greffier du tribunal

Name of Court _____

Location _____

**SUPPORT DEDUCTION ORDER
INFORMATION FORM**

Family Support Plan Act

NOTE: Please print.
Leave shaded areas blank.
The court will fill them in.

Type of Support Order

Interim Final

Form 2

Court file no. _____

FAMILY SUPPORT PLAN (F.S.P.) FILE INFORMATION

Family Support Plan Regional Office _____ F.S.P. Case Number (if known) _____

1. INFORMATION ON PARTIES

Payor Name _____ Birthdate _____ Sex M F
Day Month Year

Payor Address _____
Street and Number Town/City Province Postal Code

Recipient Name _____ Birthdate _____ Sex M F
Day Month Year

Recipient Address _____
Street and Number Town/City Province Postal Code

2. INFORMATION ON PAYOR'S EMPLOYER(S) AND OTHER INCOME SOURCE(S)

Employer/Income Source Name _____ Telephone _____

Payroll Office Address _____
Street and Number Town/City Province Postal Code

- Additional income source information attached.
- Payor not receiving periodic payments as explained in the Family Support Plan Act.
- Recipient does not know.

3. SUPPORT ORDER INFORMATION

The attached support deduction order relates to a support order which says that:

_____ is required to pay support for the following persons:

Payor Name

(Court will change this list if necessary)

NAME	BIRTHDATE DAY MONTH YEAR	AMOUNT PAYABLE	FREQUENCY OF PAYMENTS	PAYMENTS TO BEGIN DAY MONTH YEAR
SPOUSE a.	/ /	\$		/ /
OTHER DEPENDANTS b.	/ /	\$		/ /
c.	/ /	\$		/ /
d.	/ /	\$		/ /
e.	/ /	\$		/ /
f.	/ /	\$		/ /

Is the support order a variation of a previous support order? Yes No

4. COST OF LIVING ADJUSTMENTS None provided.

Support is indexed in accordance with s34(5) of the Family Law Act OR as per attached OR

as follows: _____

5. ARREARS - Complete if applicable

Arrears are fixed at \$ _____ as of the _____ day of _____, 19 _____

to be paid as follows (if applicable) _____

6. TERMINATION OF SUPPORT - Complete if previously ordered support is terminated by this order.

Support is terminated for the following persons:

for _____ on the _____ day of _____, 19 _____

for _____ on the _____ day of _____, 19 _____

Prepared by: _____

Name of Court _____

Location _____

SUSPENSION ORDER

Family Support Plan Act

Form 3

Court file no.

Judge

Date

Between:

Applicant/Petitioner/Plaintiff

and

Respondent/Defendant

SUSPENSION ORDER

1. THIS COURT ORDERS that the operation of the support deduction order made _____ be suspended for the following reasons: (complete one) (date of support deduction order)

(i) it would be unconscionable for the payor, _____ to make support payments through a support deduction order (name of payor)

(ii) the parties have consented to the suspension

AND

(To be completed only where parties have consented to the suspension)

2. THIS COURT ORDERS that _____ post security with the Director of the Family Support Plan (name of payor)

in the amount of \$ _____ on or before _____ (earlier of: 10 days following the date of this Order, or the first support payment due date)

Signature of Judge, Registrar or Clerk of the Court

Nom du tribunal _____

Lieu _____

ORDONNANCE DE SUSPENSION

Loi sur le Régime des obligations alimentaires envers la famille

Formule 3

N° de dossier du tribunal

Juge

Date

Entre :

Requérant/Demandeur

et

Intimé/Défendeur

ORDONNANCE DE SUSPENSION

1. LE TRIBUNAL ORDONNE que l'application de l'ordonnance de retenue des aliments rendue le _____ soit suspendue pour les raisons suivantes : (remplir une des cases suivantes) (date de l'ordonnance)

(i) il serait déraisonnable pour le payeur, _____ de verser des aliments à la suite d'une ordonnance de retenue des aliments (nom du payeur)

(ii) les parties ont consenti à la suspension

ET

(Ne remplir que si les parties ont consenti à la suspension)

2. LE TRIBUNAL ORDONNE que _____ fournisse une sûreté au directeur du Régime des obligations alimentaires envers la famille, de _____ \$, le ou avant le _____ (date la plus rapprochée : dix jours suivant la date de la présente ordonnance ou date d'échéance du premier versement d'aliments)

Signature du juge ou du greffier du tribunal

**FAMILY SUPPORT PLAN
FINANCIAL STATEMENT**

Form 4

Page 1 of 5

Family Support Plan Case Number: _____

(You have 15 days to complete this form and return it to the Family Support Plan office.)

I, _____, of _____,
Name of Payor Address Street and Number Municipality Province Postal Code

solemnly declare that details of my financial situation are accurately set out below:

PART 1 - EMPLOYMENT INFORMATION

Occupation: What type of work do you do? _____

Are you self-employed? Yes No If yes, please attach most recent financial statements.

Are you now employed Full-time Part-time Unemployed

Current employer: *(if more than one, attach separate sheet setting out details)*

Name _____

Address: _____

How long have you worked for this employer: _____

When are you paid? once a month twice a month once every two weeks

weekly Other (specify) _____

If paid by commission, give details of the arrangement for payment that you have with your employer. Please tell us if you receive advances, how such advances are calculated, and if you are required to reimburse your employer should you fail to earn the commission or meet any production target:

If paid by commission, are the terms of the arrangement between you and your employer in writing? Yes No

If yes, attach a copy of the document.

If no, when was the current arrangement reached? _____
Date

When will you next discuss changing the commission arrangements with your employer? _____
Date

Last employer *(complete only if not working now)*:

Name _____

Address _____

Length of time employed: From _____ To _____

Reason employment ended _____
Specify

**RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE - ÉTAT FINANCIER**

Formule 4

Page 1 de 5

Numéro de dossier du Régime des obligations alimentaires envers la famille : _____

(Vous avez quinze jours pour renvoyer la présente formule dûment remplie au Régime des obligations alimentaires envers la famille.)

Je soussigné(e) , _____ , de _____
Nom du payeur (Adresse complète - numéro et rue, municipalité, code postal)

affirme solennellement que les renseignements ci-dessous relatifs à ma situation financière sont exacts :

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS SUR L'EMPLOI

Profession : Quel genre de travail exercez-vous? _____

Êtes-vous travailleur ou travailleuse autonome? Oui Non Dans l'affirmative, joignez vos plus récents états financiers.

Vous êtes actuellement : employé(e) à temps plein employé(e) à temps partiel sans emploi

Employeur actuel : *(si vous avez plus d'un employeur, donnez les renseignements sur une autre feuille)*

Nom : _____

Adresse : _____

Combien de temps avez-vous travaillé pour cet employeur? _____

À quel intervalle êtes-vous rémunéré(e)? une fois par mois deux fois par mois une fois toutes les deux semaines

une fois par semaine autre (précisez) _____

Si vous êtes rémunéré(e) à la commission, donnez des renseignements sur l'entente de paiement que vous avez conclue avec votre employeur. Veuillez indiquer si vous recevez des avances, de quelle façon ces avances sont calculées, et si vous êtes tenu(e) de rembourser votre employeur si vous ne gagnez pas la commission ou n'atteignez pas l'objectif de production :

Si vous êtes rémunéré(e) à la commission, les modalités de l'entente que vous avez conclue avec votre employeur sont-elles écrites? Oui Non

Dans l'affirmative, joignez une copie du document.

Dans la négative, quand avez-vous conclu l'entente actuelle? _____
Date

Quand discuterez-vous avec votre employeur en vue de modifier l'entente sur les commissions? _____
Date

Dernier employeur *(veuillez ne remplir que si vous êtes actuellement sans emploi)* :

Nom : _____

Adresse : _____

Durée de l'emploi : du _____ au _____

Raison de la cessation d'emploi : _____
Précisez

**FAMILY SUPPORT PLAN
FINANCIAL STATEMENT**

Form 4

Page 2 of 5

Family Support Plan Case Number: _____

IMPORTANT: PLEASE FILL IN EITHER THE WEEKLY OR THE MONTHLY INCOME COLUMN, NOT BOTH.

If you receive or pay some money once a month, but are using the column for weekly income, divide the monthly amount by 4.33 to get the amount per week. If you receive or pay some money every week, but are using the column for monthly income, multiply the weekly amount by 4.33 to get the amount per month.

PART 2 - INCOME INFORMATION

INCOME - A		
Source of Income	Weekly \$	Monthly \$
Pay, wages, salary (before deductions)		
Bonuses		
Public Assistance		
Unemployment Insurance		
Worker's Compensation		
Pensions		
Rent, board you collect from others		
Dividends		
Interest		
Commissions		
Support from others		
Family Allowance		
Other (specify)		
Total Income \$	(A) \$	\$

INCOME DEDUCTIONS - B		
Type of Deduction	Weekly \$	Monthly \$
Income Tax		
Canada Pension Plan		
Unemployment Insurance		
Pension Plan Contributions		
Union or other dues		
Group Insurance		
Credit Union Loan		
Credit Union Savings		
Other (specify, i.e. charity)		
Total Deductions \$	(B) \$	\$

TAKE HOME INCOME (A) - (B) = \$ _____

PART 3 - EXPENSES INFORMATION

EXPENSES - C		
	Weekly \$	Monthly \$
Groceries and household supplies		
Meals outside home		
Clothing		
Laundry and dry cleaning		
Rent or mortgage		
Taxes		
Home insurance		
Heating fuel		
Water		
Hydro		
Telephone		
Cable TV		
Repairs and maintenance		
Other		
Health and Medical Insurance		
Drugs		
Dental Care		
Sub-total	(C) \$	\$

EXPENSES - D		
	Weekly \$	Monthly \$
Public transit, taxis, etc.		
Vehicle operation, gas and oil		
Vehicle insurance and licence		
Maintenance		
Life insurance		
School fees, books, etc.		
Music lessons, sports fees, etc.		
Newspapers, publications, stationery		
Entertainment, recreation		
Alcohol, tobacco		
Vacation		
Hairdresser, barber		
Toilet articles (hairspray, soap, etc.)		
Babysitting, daycare		
Children's allowances, gifts		
Support payments (actually being paid)		
Savings for the future (excluding payroll deductions)		
Other (specify)		
Sub-total	(D) \$	\$

TOTAL EXPENSES (EXCLUDING DEBT PAYMENTS) Add (C) + (D) = _____

RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE - ÉTAT FINANCIER

Formule 4

Page 2 de 5

Numéro de dossier du Régime des obligations alimentaires envers la famille : _____

IMPORTANT: VEUILLEZ NE REMPLIR QUE LA COLONNE SUR LE REVENU HEBDOMADAIRE OU LA COLONNE SUR LE REVENU MENSUEL, ET NON PAS LES DEUX.

Si vous recevez ou versez de l'argent une fois par mois, mais que vous utilisez la colonne sur le revenu hebdomadaire, divisez le montant mensuel par 4,33 pour obtenir le montant hebdomadaire. Si vous recevez ou versez de l'argent toutes les semaines, mais que vous utilisez la colonne sur le revenu mensuel, multipliez le montant hebdomadaire par 4,33 pour obtenir le montant mensuel.

PARTIE 2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE REVENU

REVENU - A			RETENUES À LA SOURCE - B		
Source de revenu	Hebdomadaire \$	Mensuel \$	Type de retenue	Hebdomadaire \$	Mensuelle \$
Paie, traitements, salaires (avant retenues)			Impôt sur le revenu		
Gratifications			Cotisations au Régime de pensions du Canada		
Prestations d'aide sociale			Primes d'assurance-chômage		
Prestations d'assurance-chômage			Cotisations à un régime de pensions		
Indemnités d'accident de travail			Cotisations syndicales ou autres		
Prestations de retraite			Primes d'assurance collective		
Revenu que vous touchez d'une location et d'une pension			Emprunt auprès d'une caisse		
Dividendes			Compte d'épargne auprès d'une caisse		
Intérêts			Autres (précisez, p. ex. oeuvres de charité)		
Commissions			Retenues totales	\$ (B)	\$
Aide financière provenant d'autres sources					
Allocations familiales					
Autres (précisez)					
Revenu total	\$ (A)	\$			

REVENU NET : (A) - (B) = _____ \$.

PARTIE 3 - RENSEIGNEMENTS SUR LES DÉPENSES

DÉPENSES - C			DÉPENSES - D		
	Hebdomadaire \$	Mensuelle \$		Hebdomadaire \$	Mensuelle \$
Articles ménagers et d'épicerie			Transports en commun, taxis, etc.		
Repas à l'extérieur de la maison			Fonctionnement d'un véhicule, essence et huile		
Vêtements			Assurance et permis		
Blanchissage et nettoyage à sec			Entretien		
Loyer ou hypothèque			Assurance-vie		
Impôts			Frais de scolarité, livres, etc.		
Assurance-maison			Cours de musique, sports, etc.		
Mazout (chauffage)			Journeux, publications, papier et articles de bureau		
Eau			Sorties et loisirs		
Électricité			Alcool, tabac		
Téléphone			Vacances		
Télédistribution			Salon de coiffure, coiffeur		
Réparations et entretien			Articles de toilette (fixatif, savon, etc.)		
Autres			Garde d'enfants, garderie		
Primes d'assurance-santé et d'assurance médicale			Allocations des enfants, cadeaux		
Médicaments			Obligations alimentaires (réellement payées)		
Soins dentaires			Économies pour l'avenir (à l'exception des retenues à la source)		
Total partiel	(C)	\$	Autres (précisez)		
			Total partiel	(D)	\$

DÉPENSES TOTALES (À L'EXCLUSION DES REMBOURSEMENTS DE DETTES) Ajoutez les colonnes (C) + (D) = _____ \$.

**FAMILY SUPPORT PLAN
FINANCIAL STATEMENT**

Form 4

Page 3 of 5

Family Support Plan Case Number: _____

PART 4 – DEBTS

If you own a car, are there payments still owing? Yes No

If yes: Name of lender _____

Address _____

Date of Purchase _____

Initial amount financed _____ Balance owing _____ Monthly payments _____

OTHER DEBTS

If space not sufficient, use separate sheet

Type of Debt	Creditor (Name and Address)	Security	Full Amount Now Owing	Monthly Payments	Are Payments Currently Being Met (Yes/No)
Bank or Trust Company Loans					
Finance Company Loans					
Credit Card Loans					
Other Debts					
TOTALS					

RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE - ÉTAT FINANCIER

Formule 4

Page 3 de 5

Numéro de dossier du Régime des obligations alimentaires envers la famille : _____

PARTIE 4 - DETTES

SI vous possédez une voiture, devez-vous effectuer d'autres versements? Oui Non

Dans l'affirmative : Nom du prêteur : _____

Adresse : _____

Date de l'achat : _____

Montant initial financé : _____ Solde exigible : _____ Versements mensuels : _____

AUTRES DETTES

Utilisez une autre feuille au besoin

Type de dette	Créancier (Nom et adresse)	Garantie	Montant total maintenant exigible	Versements mensuels	Honorez-vous actuellement vos versements? (Oui/Non)
Prêts d'une banque ou d'une société de fiducie					
Prêts d'une compagnie de financement					
Prêts de cartes de crédit					
Autres dettes					
TOTAUX					

**FAMILY SUPPORT PLAN
FINANCIAL STATEMENT**

Form 4

Page 4 of 5

Family Support Plan Case Number: _____

PART 5 - ASSETS			
Type	Details - If space is not sufficient, use separate sheet		Value or Amount
State Nature and Addresses of Property and Ownership			
Real Estate	1		•
	2		•
	3		•
Year and Make			
Cars, Boats, Vehicles	1		•
	2		•
	3		•
Where Located			
Household Goods and Furniture	1		•
	2		•
	3		•
Description			
Tools, Sports, Hobby Equipment	1		•
	2		•
	3		•
Type - Issuer - Due Date - Number of Shares			
Bonds - Shares Term Deposits Investment Certificates	1		•
	2		•
	3		•
Name and Location Account Number			
Bank Accounts	1		•
	2		•
	3		•
Type and Issuer Account Number			
Savings Plans R.R.S.P. Pension Plans	1		•
	2		•
	3		•
Type - Beneficiary - Face Amount			Cash Surrender Value ↓
Life Insurance	1		•
	2		•
	3		•
Nature and Location of Business			
Interest in Business <i>Attach separate financial statement for each business</i>	1		•
	2		•
	3		•
Names of Debtors			
Money Owed to You	1		•
	2		•
	3		•
Description and Location			
Other Assets	1		•
	2		•
	3		•
Total Estimated Value			\$ •

RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE - ÉTAT FINANCIER

Formule 4

Page 4 de 5

Numéro de dossier du Régime des obligations alimentaires envers la famille : _____

PARTIE 5 - ÉLÉMENTS D'ACTIF			
Type	Précisions - utilisez une autre feuille au besoin		Valeur ou montant
Indiquez la nature du bien et le lieu où il se trouve ainsi que le titre de propriété et l'adresse du bien			
Biens immeubles	1		\$
	2		\$
	3		\$
Année et marque			
Voitures, bateaux, véhicules	1		\$
	2		\$
	3		\$
Emplacement			
Articles ménagers et effets mobiliers	1		\$
	2		\$
	3		\$
Description			
Outils, matériel de sport, et passe-temps	1		\$
	2		\$
	3		\$
Type - Émetteur - Date d'échéance - Nombre d'actions			
Obligations - actions - Dépôts à terme - Certificats de placement	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nom et emplacement Numéro de compte			
Comptes bancaires	1		\$
	2		\$
	3		\$
Type et émetteur Numéro de compte			
Régimes d'épargne R.E.E.R. Régimes de retraite	1		\$
	2		\$
	3		\$
Type - bénéficiaire - Capital assuré			Valeur de rachat du contrat
Assurance-vie	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nature et emplacement de l'entreprise			
Intérêts dans une entreprise <i>Joignez un état financier distinct pour chaque entreprise</i>	1		\$
	2		\$
	3		\$
Nom des débiteurs			
Sommes qui vous sont dues	1		\$
	2		\$
	3		\$
Description et emplacement			
Autres éléments d'actif	1		\$
	2		\$
	3		\$
Valeur totale estimée			\$

**FAMILY SUPPORT PLAN
FINANCIAL STATEMENT**

Form 4

Page 5 of 5

Family Support Plan Case Number: _____

PART 6 - OTHER INFORMATION

1. The expenses shown on Part 3 of this form are for:

- Me alone
- Me and these people: (Give name(s) and relationship(s))

2. I understand that I am required to attach proof of my income to this form. I am sending you:

- (a) a copy of my most recent income tax return and of any notices of assessment on that return;
- (b) copies of of pay cheques, pay stubs (or payment statements) for the three consecutive payments made to you immediately before the date of the financial statement;

Note: If you do not receive pay stubs or payment statements from an income source, attach a letter from the income source stating the amount of money received for the three consecutive payments made to you immediately before the date of the financial statement.

Sworn before me at the _____ of _____ in the _____ of _____ on _____, 19____.

A Commissioner, etc.

} _____
Signature
(This form is to be signed before a lawyer, justice of the peace, notary public or commissioner for taking affidavits.)

FOLLOWING REVIEW OF THIS STATEMENT, THE DIRECTOR MAY REQUIRE OTHER EVIDENCE VERIFYING YOUR INCOME FOR A PERIOD OF TIME BEFORE THE DATE OF THE FINANCIAL STATEMENT.

THE LAW REQUIRES THAT YOU MUST COMPLETE AND DELIVER THE COMPLETED FINANCIAL STATEMENT TO THE FAMILY SUPPORT PLAN OFFICE WITHIN 15 DAYS OF BEING SERVED WITH THE REQUEST TO COMPLETE IT.

THE LAW FURTHER REQUIRES THAT, IF YOU DISCOVER THAT ANY INFORMATION WAS INCOMPLETE OR WRONG AT THE TIME YOU COMPLETED THIS FINANCIAL STATEMENT, YOU MUST DELIVER THE CORRECTED INFORMATION TO THE DIRECTOR'S OFFICE WITHIN 10 DAYS OF THE DISCOVERY.

IF YOU FAIL TO COMPLY, YOU MAY BE ORDERED BY THE COURT TO COMPLY AND THE COURT MAY ORDER THAT A WARRANT FOR YOUR ARREST BE ISSUED.

IT IS AN OFFENCE TO KNOWINGLY FAIL TO COMPLY WITH THESE REQUIREMENTS. A PERSON CONVICTED OF AN OFFENCE IS LIABLE TO A FINE OF UP TO \$10,000.

RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES
ENVERS LA FAMILLE – ÉTAT FINANCIER

Formule 4

Page 5 de 5

Numéro de dossier du Régime des obligations alimentaires envers la famille : _____

PARTIE 5 – AUTRES RENSEIGNEMENTS

1. Les dépenses indiquées dans la partie 3 de la présente formule concernent :

- moi seul(e)
- moi et les personnes suivantes : *(indiquez leur nom et leurs liens)*

2. Je comprends que je suis tenu(e) de joindre une preuve de mon revenu à la présente formule. Je vous envoie :

- (a) une copie de ma dernière déclaration d'impôt sur le revenu et de tous les avis de cotisation relatifs à cette déclaration;
- (b) des copies de mes chèques de paie, de mes talons de paie (ou de mes états de paiement) pour les trois périodes de paie consécutives qui précèdent immédiatement la date du présent état financier.

Remarque : Si vous ne recevez pas de talons de paie ou d'états de paiement d'une source de revenu, joignez une lettre de celle-ci indiquant les montants des trois versements consécutifs que vous avez reçus immédiatement avant la date du présent état financier.

Déclaré sous serment devant moi à/au _____

de _____ dans le/la _____

de _____ le _____ 19 _____

Commissaire



Signature

(La présente formule doit être signée devant un avocat, un juge de paix, un notaire ou un commissaire aux affidavits)

APRÈS AVOIR ÉTUDIÉ LE PRÉSENT ÉTAT, LE DIRECTEUR PEUT EXIGER D'AUTRES PREUVES AFIN DE VÉRIFIER VOTRE REVENU CONCERNANT UNE PÉRIODE PRÉCÉDANT LA DATE DE L'ÉTAT FINANCIER.

LA LOI EXIGE QUE VOUS REMETTEZ L'ÉTAT FINANCIER DÛMENT REMPLI AU BUREAU DU RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LA FAMILLE DANS LES QUINZE JOURS SUIVANT LA SIGNIFICATION DE L'AVIS VOUS ENJOIGNANT DE LE REMPLIR.

LA LOI EXIGE EN OUTRE QUE, SI VOUS DÉCOUVREZ QUE DES RENSEIGNEMENTS ÉTAIENT INCOMPLETS OU INEXACTS AU MOMENT DE REMPLIR LE PRÉSENT ÉTAT FINANCIER, VOUS DEVEZ FOURNIR LES RENSEIGNEMENTS RECTIFIÉS AU BUREAU DU DIRECTEUR DU RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LA FAMILLE DANS LES DIX JOURS QUI SUIVENT CETTE DÉCOUVERTE.

EN CAS D'INOBSERVATION, LE TRIBUNAL PEUT VOUS ORDONNER DE VOUS CONFORMER À CES EXIGENCES ET IL PEUT EN OUTRE DÉCERNER UN MANDAT EN VUE DE VOTRE ARRESTATION.

LE FAIT DE NE PAS RESPECTER SCIEMMENT CES EXIGENCES CONSTITUE UNE INFRACTION. QUICONQUE EST DÉCLARÉ COUPABLE D'UNE INFRACTION EST PASSIBLE D'UNE AMENDE D'AU PLUS 10 000 \$.

**NOTICE TO FAMILY SUPPORT PLAN
DISPUTE BY INCOME SOURCE**

Form 5

Family Support Plan Case Number: _____

I have received a Support Deduction Notice dated _____, 19____ regarding

Name of Payor

I am not an income source of the payor named in the Support Deduction Notice for the following reasons: *(check as many as apply)*

- I do not owe the payor periodic payments at regular intervals.
- The payor has never worked for me.
- The payor has worked for me, but stopped working for me on _____
Date
- Other (specify) _____

Individual, corporation or other organization: _____

Name

Address (street & number) *Unit/Apt. No.*

City *Province* *Postal Code*

Contact Person: _____

Name

Position

Telephone Number

Date

Signature of Authorized Individual

The law says that you must write to the Family Support Plan if you are not an income source for a payor. Anyone who fails to notify the Director can be found guilty of an offence and fined up to \$10,000.

The law also says that, after receiving a Support Deduction Notice, an income source must make deductions and payments to the Family Support Plan. If the income source fails to make the deduction and payments without a proper reason, a court may order the income source to pay the amount that should have been deducted.

AVIS AU RÉGIME DES OBLIGATIONS ALIMENTAIRES ENVERS LA FAMILLE
CONTESTATION D'UNE SOURCE DE REVENU

Formule 5

Numéro de dossier du Régime des obligations alimentaires envers la famille : _____

J'ai reçu un avis de retenue des aliments, en date du _____ 19 ____ à l'égard de

Nom du payeur

Je ne suis pas une source de revenu du payeur mentionné dans l'avis de retenue des aliments pour la ou les raisons suivantes :

(Cochez les cases pertinentes)

- Je ne dois pas au payeur des versements périodiques à intervalles réguliers.
- Le payeur n'a jamais travaillé pour moi.
- Le payeur a travaillé pour moi, mais a cessé de le faire le _____
Date
- Autres (précisez) _____

Particulier, personne morale ou autre organisme : _____

Nom

Adresse (numéro et rue) unité/app.

Ville Province Code postal

Personne à contacter :

Nom

Poste

N° de téléphone

Date

Signature d'une personne autorisée

La loi déclare que vous devez écrire au Régime des obligations alimentaires envers la famille si vous n'êtes pas une source de revenu pour un payeur. Quiconque n'avise pas le directeur peut être déclaré coupable d'une infraction et être passible d'une amende d'au plus 10 000 \$.

La loi déclare en outre que, après avoir reçu un avis de retenue des aliments, une source de revenu doit faire les retenues et verser des sommes au Régime des obligations alimentaires envers la famille. Si la source de revenu ne fait pas ces retenues et ne verse pas ces sommes sans motif valable, le tribunal peut ordonner que la source de revenu verse la somme qu'elle aurait dû retenir.

FAMILY BENEFITS ACT

O. Reg. 766/91.

General.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 318 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
FAMILY BENEFITS ACT

1.—(1) Paragraph 5 of subsection 12 (3) of Regulation 318 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 740/86 and amended by section 1 of Ontario Regulation 712/87, section 1 of Ontario Regulation 746/88, section 1 of Ontario Regulation 686/89 and section 1 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$35” in the seventh line and substituting “\$36”.

(2) The Table to paragraph 7 of subsection 12 (3), as remade by section 1 of Ontario Regulation 680/90, is revoked and the following substituted:

TABLE

Family Size	Maximum Monthly Variable Shelter Allowance
1	\$ 280
2	440
3	470
4	520
5	565
6 or more	585

(3) Sub-subparagraph A of subparagraph ii of paragraph 12 of subsection 12 (3), as remade by section 3 of Ontario Regulation 407/91, is amended by striking out “\$376” in the first line and substituting “\$384”.

(4) Sub-subparagraph B of subparagraph ii of paragraph 12 of subsection 12 (3), as remade by section 3 of Ontario Regulation 407/91, is amended by striking out “\$188” and substituting “\$192”.

(5) Paragraph 16 of subsection 12 (3), as remade by section 1 of Ontario Regulation 680/90, is revoked and the following substituted:

16. Where a beneficiary has a guide dog as defined in the *Blind Persons' Rights Act*, a monthly amount determined by the Director but not exceeding \$63 for the care of each guide dog.

(6) Subsection 12 (4) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 680/90, is revoked and the following substituted:

(4) For the purpose of computing the amount of allowance of an applicant or recipient who is eligible under clause 7 (1) (f) of the Act, the monthly budgetary requirements shall be equal to \$211 for the first foster child and \$172 for each additional foster child. O. Reg. 766/91, s. 1 (6).

(7) Subsection 12 (12) of the Regulation, as made by section 1 of Ontario Regulation 686/89 and amended by section 1 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$1,465” in the seventh line and substituting “\$1,515”.

2.—(1) Clause 27 (2) (a) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 686/89 and amended by section 2 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$66” in the first line and substituting “\$68”.

(2) Clause 27 (2) (b) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 686/89 and amended by section 2 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$123” in the first line and substituting “\$126”.

(3) Subsection 27 (2a) of the Regulation, as remade by section 2 of Ontario Regulation 680/90 and amended by section 11 of Ontario Regulation 631/91, is further amended by striking out “\$102” in the fourth line and substituting “\$104”.

3.—(1) Paragraph 1 of subsection 30 (5) of the Regulation, as made by section 5 of Ontario Regulation 407/91, is amended by striking out “\$638” and substituting “\$651”.

(2) Paragraph 2 of subsection 30 (5), as made by section 5 of Ontario Regulation 407/91, is amended by striking out “\$970” in the first line and substituting “\$989”.

(3) Paragraph 3 of subsection 30 (5), as made by section 5 of Ontario Regulation 407/91, is amended by striking out “\$1,276” in the first line and substituting “\$1,302”.

(4) Subsection 30 (5c) of the Regulation, as made by section 4 of Ontario Regulation 686/89 and amended by section 3 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$1,465” in the seventh line and substituting “\$1,515”.

4. Subsection 32 (2) of the Regulation, as amended by section 5 of Ontario Regulation 634/81, section 7 of Ontario Regulation 784/83, section 4 of Ontario Regulation 676/85, section 4 of Ontario Regulation 712/87, section 6 of Ontario Regulation 686/89 and section 4 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$350” in the third-last line and substituting “\$375”.

5. Clause 34 (1a) (b) of the Regulation, as made by section 12 of Ontario Regulation 631/91, is amended by striking out “\$441” and substituting “\$450”.

6. Subsection 35 (1) of the Regulation, as remade by section 13 of Ontario Regulation 631/91, is amended by striking out “\$775” in the third line and substituting “\$791”.

7. Subsection 38 (2) of the Regulation, as amended by section 8 of Ontario Regulation 634/81, section 10 of Ontario Regulation 784/83, section 7 of Ontario Regulation 676/85, section 7 of Ontario Regulation 712/87, section 9 of Ontario Regulation 686/89 and section 7 of Ontario Regulation 680/90, is further amended by striking out “\$350” in the second-last line and substituting “\$375”.

8. Schedules A and E to the Regulation, as remade by section 8 of Ontario Regulation 407/91, are revoked and the following substituted:

Schedule A

AMOUNTS FOR BASIC NEEDS

BOARD AND LODGING*

Number of Dependent Children	One Adult Person		Two Adult Persons	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
0	\$ 382	\$ 450	\$ 593	\$ 738
1	600	749	734	853
2	741	863	849	962
3	854	970	947	1,069

The above Table indicates the amounts for one or two adults and the three oldest dependent children in a family. For each child in excess of three children, add an amount up to \$113.

*Refer to paragraph 1 of subsection 12 (3).

O. Reg. 766/91, s. 8, part.

Schedule E

ADDITIONAL AMOUNTS FOR BASIC NEEDS

BOARD AND LODGING*

	Age of Dependent Children	
	13 Years and Over	0 - 12 Years
A. Family with One Adult Beneficiary		
1. First dependent child	\$380	\$328
2. For each additional dependent child, add to the amount in item 1	184	136
B. Family with Two Adult Beneficiaries		
1. For each dependent child, add	\$184	\$136

* Refer to subsection 30 (5).

O. Reg. 766/91, s. 8, part.

9. Schedules C and F to the Regulation, as remade by section 8 of Ontario Regulation 680/90, are revoked and the following substituted:

Schedule C

AMOUNTS FOR BASIC ALLOWANCE

Excludes Basic Shelter

(FOR RENTERS AND OWNERS*)

Number of Dependent Children	13 Years and Over	0 – 12 Years	One Adult Person	Two Adult Persons
0	0	0	\$310	\$583
1	0	1	563	691
	1	0	614	737
2	0	2	671	816
	1	1	722	862
	2	0	768	909

The above Table indicates the amounts for one or two adults and the two oldest dependent children in a family. For each additional dependent child in the family in excess of two children, add to the appropriate amount set out in the Schedule for a family with two dependent children as follows:

- (a) 13 years and over \$172
- (b) 0 – 12 years 125

* Refer to paragraph 3 of subsection 12 (3).

O. Reg. 766/91, s. 9, part.

Schedule F

AMOUNTS FOR BASIC ALLOWANCE

Excludes Basic Shelter

(FOR RENTERS, OWNERS*)

Number of Dependent Children	13 Years and Over	0 – 12 Years	1 Adult, see note 1, below	2 Adults, see note 2, below	2 Adults, see note 3, below
0	0	0	\$511	\$ 784	\$1,022
1	0	1	764	892	1,130
	1	0	815	938	1,176
2	0	2	872	1,017	1,255
	1	1	923	1,063	1,301
	2	0	969	1,110	1,348

The above Table indicates the amounts for one or two adults and the two oldest dependent children in a family. For each additional dependent child in the family in excess of two children, add to the appropriate amount set out in the Schedule for a family with two dependent children as follows:

- (a) 13 years and over \$172
- (b) 0 – 12 years 125

* Refer to subsection 30 (5a).

1. One adult person as defined in subsection 30 (1).
2. Applicant or recipient and spouse, one of whom is a person defined in subsection 30 (1).
3. Applicant or recipient and spouse, both of whom are blind, disabled or persons referred to in subsection 2 (5) or (6).

O. Reg. 766/91, s. 9, part.

10. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

Note: All references to provisions in statutes are to those contained in the R.S.O. 1990.

GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

O. Reg. 767/91.

General.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 441 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

1. Subsection 1 (2) of Regulation 441 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 708/84 and amended by section 1 of Ontario Regulation 590/87 and section 1 of Ontario Regulation 546/91, is further amended by striking out "section 12" in the eleventh line and substituting "sections 12 and 29".

2.—(1) Subsection 8 (5) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 137/85, is revoked and the following substituted:

- (5) An application for,
- (a) general assistance,
 - (i) in a hostel,
 - (ii) in a nursing home, or
 - (iii) by a person to whom subsection 1 (5) applies;
 - (b) special assistance, where the applicant is not in receipt of general assistance;
 - (c) supplementary aid;
 - (d) an incentive allowance; or
 - (e) assistance under section 16a,

shall be in Form 5 of this Regulation. O. Reg. 767/91, s. 2 (1).

(2) Subsection 8 (6) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 137/85, is amended by striking out "assistance or" in the first line and substituting "assistance" and by inserting after "aid" in the second line "or assistance under section 16a".

3. Subclause 11 (6) (a) (ii) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 546/91, is revoked and the following substituted:

- (ii) if the person is a head of a family whose spouse is absent, 80 per cent of the amount of general assistance paid to or on behalf of the person as a result of the application of clause 12 (3) (b) and subsection 13a (8) and 100 per cent of the amount of any other general assistance paid to or on behalf of the person; and

4.—(1) Paragraph 7 of subsection 12 (2) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 713/87 and amended by section 1 of Ontario Regulation 747/88, section 1 of Ontario Regulation 687/89 and section 1 of Ontario Regulation 681/90, is further amended by striking out "\$8.10" in the eighth line and substituting "\$8.30" and by striking out "\$35" in the ninth line and substituting "\$36".

(2) The Table to paragraph 9 of subsection 12 (2), as remade by section 1 of Ontario Regulation 681/90, is revoked and the following substituted:

TABLE

Family Size	Maximum Monthly Variable Shelter Allowance
1	\$ 280
2	440
3	470
4	520
5	565
6 or more	585

(3) Clause 12 (3) (c) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 747/88 and amended by section 1 of Ontario Regulation 527/89, section 1 of Ontario Regulation 687/89 and section 1 of Ontario Regulation 681/90, is further amended by striking out "\$206" in the fifth line and substituting "\$211" and by striking out "\$168" in the sixth line and substituting "\$172".

5. Subsection 13 (2) of the Regulation is amended by adding the following paragraph:

42. any payment received under Order in Council P.C. 1977-2496, made under section 40 of the *Indian Act* (Canada).

6. Subsection 13a (1) of the Regulation, as remade by section 6 of Ontario Regulation 546/91, is amended by striking out "\$775" in the third line and substituting "\$791".

7.—(1) Subsection 28 (2) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 713/87 and amended by section 3 of Ontario Regulation 747/88, section 4 of Ontario Regulation 525/89, section 4 of Ontario Regulation 687/89, section 3 of Ontario Regulation 681/90 and section 7 of Ontario Regulation 630/91, is further amended by striking out "\$102" in the sixth line and substituting "\$104".

(2) Clause 28 (2a) (a) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 445/90 and amended by section 3 of Ontario Regulation 681/90, is further amended by striking out "\$66" in the first line and substituting "\$68".

(3) Clause 28 (2a) (b) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 445/90 and amended by section 3 of Ontario Regulation 681/90, is further amended by striking out "\$123" in the first line and substituting "\$126".

8. Schedule A to the Regulation, as remade by section 9 of Ontario Regulation 630/91, is revoked and the following substituted:

Schedule A

AMOUNTS FOR BASIC NEEDS
(Board and Lodging*)

No. of Dependants Other than a Spouse	One Adult Person				Two Adult Persons			
	Minimum		Maximum		Minimum		Maximum	
	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$	weekly \$	monthly \$
0	60.10	261.00	103.60	450.00	97.60	424.00	158.80	690.00
1	138.10	600.00	172.40	749.00	123.80	538.00	182.30	792.00
2	170.50	741.00	198.60	863.00	146.80	638.00	203.90	886.00
3	196.50	854.00	223.20	970.00	166.90	725.00	225.80	981.00

One Adult Families

For each additional child or dependant in the family in excess of three, add an amount up to \$26.00 weekly or up to \$113.00 monthly.

Two Adult Families

For each additional child or dependant in the family in excess of three, add an amount up to \$22.30 weekly or up to \$97.00 monthly.

* Refer to paragraph 1 of subsection 12 (2).

O. Reg. 767/91, s. 8.

9. Schedule C to the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 546/91, is revoked and the following substituted:

Schedule C

AMOUNTS FOR BASIC ALLOWANCE

Excludes Basic Shelter

(For Renters and Owners*)

Number of Dependants	Dependants 13 Years and Over	Dependants 0 - 12 Years	One Adult Person		Two Adult Persons	
			Weekly \$	Monthly \$	Weekly \$	Monthly \$
0	0	0	56.60	246.00	119.40	519.00
1	0	1	129.60	563.00	144.30	627.00
	1	0	141.30	614.00	154.90	673.00
2	0	2	154.40	671.00	173.10	752.00
	1	1	166.20	722.00	183.70	798.00
	2	0	176.80	768.00	194.50	845.00

For each additional dependant in the family in excess of two, add to the appropriate amount set out in the Schedule for a family of two dependants as follows:

	Weekly	Monthly
Dependant 13 years and over	\$39.60	\$172.00
Dependant 0 - 12 years	28.80	125.00

* Refer to paragraph 4 of subsection 12 (2).

O. Reg. 767/91, s. 9.

10. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

2/92

DEVELOPMENT CORPORATIONS ACT

O. Reg. 768/91.

Ontario International Corporation.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 241 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
DEVELOPMENT CORPORATIONS ACT

1. Section 18 of Regulation 241 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 703/89, is revoked and the following substituted:

18. The Ontario International Corporation terminates on the 31st day of December, 1993. O. Reg. 768/91, s. 1.

2/92

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

O. Reg. 769/91.

Town of Smiths Falls, Township of Montague Boundary.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

ORDER IN COUNCIL

R.O.C. 608/91

1. On the 1st day of January, 1992, the portion of the Township of Montague described in the Schedule is annexed to the Town of Smiths Falls.

2. All real property of The Corporation of the Township of Montague situate in the annexed area vests in The Corporation of the Town of Smiths Falls on the 1st day of January, 1992.

3. On the 1st day of January, 1992, the by-laws of The Corporation of the Town of Smiths Falls extend to the annexed area and the by-laws of The Corporation of the Township of Montague cease to apply to such area, except,

- (a) by-laws of The Corporation of the Township of Montague,
- (i) that were passed under section 34 or 41 of the *Planning Act, 1983* or a predecessor of that section,
 - (ii) that were kept in force by subsection 13 (3) of *The Municipal Amendment Act, 1941*, or
 - (iii) that were passed under the *Highway Traffic Act* or the *Municipal Act* that regulate the use of highways by vehicles and pedestrians and that regulate the encroachment or projection of buildings or any portion thereof upon or over highways,

which shall remain in force until repealed by the council of The Corporation of the Town of Smiths Falls; and

- (b) by-laws conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the council of The Corporation of the Township of Montague.

4. The clerk of The Corporation of the Township of Montague shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the Town of Smiths Falls a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the lands in the annexed area up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor.

5.—(1) All real property and business taxes levied under any general or special Act and uncollected in the annexed area that are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 shall be deemed on the 1st day of January, 1992 to be taxes due and payable to The Corporation of the Town of Smiths Falls and may be collected by The Corporation of the Town of Smiths Falls.

(2) On or before the 1st day of April, 1992, The Corporation of the Town of Smiths Falls shall pay to The Corporation of the Township of Montague an amount equal to the amount of all deemed taxes that The Corporation of the Town of Smiths Falls is entitled to collect in the annexed area under subsection (1), that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991.

6. For the purposes of the assessment roll to be prepared for the Town of Smiths Falls under subsection 13 (1) of the *Assessment Act* for the 1992 taxation year, the annexed area shall be deemed to be a part of the Town of Smiths Falls.

7.—(1) The Corporation of the Town of Smiths Falls shall pay to The Corporation of the Township of Montague \$63,500 of which,

- (a) \$7,500 is payable on or before the 1st day of January, 1992;
- (b) \$12,000 is payable on or before the 1st day of July in each of 1992, 1993 and 1994; and
- (c) \$10,000 is payable on or before the 1st day of July in each of 1995 and 1996.

(2) The matters referred to in subsection (1) shall be deemed to be matters within the meaning of subsection 149 (2) of the *Municipal Act*.

8. The land described in the Schedule is established as a special area for municipal tax purposes and for properties in that area the following apply:

1. In the year 1992, the amount of taxes on each property shall be calculated by multiplying the 1992 total mill rate for the Town of Smiths Falls for all purposes by the assessment on that property, as shown on the assessment roll for the Town of Smiths Falls for the 1992 tax year, and subtracting from it 100 per cent of the tax differential established under section 9.
2. In the year 1993, the amount of taxes on each property shall be calculated by multiplying the 1993 total mill rate for the Town of Smiths Falls for all purposes by the assessment on that property, as shown on the last revised assessment roll for the Town of Smiths Falls for the 1993 tax year, and subtracting from it 80 per cent of the tax differential established under section 9.
3. In the year 1994, the amount of taxes on each property shall be calculated by multiplying the 1994 total mill rate for the Town of Smiths Falls for all purposes by the assessment on that property, as shown on the last revised assessment roll for the Town of Smiths Falls for the 1994 tax year, and subtracting from it 60 per cent of the tax differential established under section 9.
4. In the year 1995, the amount of taxes on each property shall be calculated by multiplying the 1995 total mill rate for the Town of Smiths Falls for all purposes by the assessment on that property, as shown on the last revised assessment roll for the Town of Smiths Falls for the 1995 tax year, and subtracting from it 40 per cent of the tax differential established under section 9.

5. In the year 1996, the amount of taxes on each property shall be calculated by multiplying the 1996 total mill rate for the Town of Smiths Falls for all purposes by the assessment on that property, as shown on the last revised assessment roll for the Town of Smiths Falls for the 1996 tax year, and subtracting from it 20 per cent of the tax differential established under section 9.

9. In the year 1992, the treasurer of The Corporation of the Town of Smiths Falls shall establish a tax differential for each property in the annexed area by calculating the product of the 1992 mill rate for the Town of Smiths Falls for all purposes and the Town of Smiths Falls assessment for that property, as shown on the last revised assessment roll for the 1992 tax year, and subtracting from it the product of the 1992 mill rate for the Township of Montague for all purposes and the Township of Montague assessment on that property as shown on the last revised assessment roll for the 1991 tax year.

10.—(1) In this section, "phase-in period" means the years 1992, 1993, 1994, 1995 and 1996, inclusive.

(2) If a change of use or character of a property in the annexed area occurs during the phase-in period, the tax differential established under section 9 shall be cancelled as of the date of that change of use or character and the taxes on that property shall immediately become payable as if that property had not been subject to the tax differential.

(3) In subsection (2), "change of use or character of a property" means,

- (a) the re-assessment of a property from one assessment class to another; or
- (b) the erection or enlargement of a building or structure on a property that has the effect of increasing the assessment on that property by at least 25 per cent.

(4) If a building on a property in the annexed area is demolished during the phase-in period, the treasurer shall recalculate the tax differential established under section 9 to reflect the new assessed value of the property, and the taxes on the property shall be adjusted to reflect the new tax differential as of the day the demolition of the building was completed.

11. The agreement between The Corporation of the Town of Smiths Falls and The Corporation of the Township of Montague entered into on the 3rd day of September, 1991, except those provisions which are now frustrated by the passage of time, is hereby given effect. O. Reg. 769/91.

Schedule

PORTION OF THE TOWNSHIP OF MONTAGUE TO BE ANNEXED TO THE TOWN OF SMITHS FALLS

Beginning at the southeasterly angle of the Town of Smiths Falls being at a point distant 8.162 metres measured south 27°37'25" west from the southeasterly angle of Part 8 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Lanark South (No. 27) as Number 27 R 1461;

Thence south 27°36'25" west along the southerly prolongation of the easterly limit of Part 8, 25 metres to the northeasterly high water mark of the Rideau River;

Thence south 27°36'25" west into the Rideau River to the boundary between the townships of Montague and Wolford;

Thence northwesterly along the boundary between those townships to the easterly boundary of the Town being the easterly limit of the right-of-way of the Canadian Pacific Railway;

Thence northerly, easterly and southeasterly following the boundaries

between the Town of Smiths Falls and the Township of Montague to the place of beginning. O. Reg 769/91, Sched.

Recommended

DAVE COOKE
Minister of Municipal
Affairs

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, December 19th, 1991.

HENRY N.R. JACKMAN
Lieutenant Governor

2/92

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

O. Reg. 770/91.

Town of Perth, Township of Bathurst Boundary.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

ORDER IN COUNCIL

R.O.C. 609/91

WHEREAS The Corporation of the Town of Perth and The Corporation of the Township of Bathurst have entered into an agreement dated the 11th day of June, 1991 for the resolution of certain boundary issues;

AND WHEREAS public notice was given by the Clerk of the Executive Council under subsection 17(1) of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* of the intention to make an Order implementing the inter-municipal agreement;

AND WHEREAS no objections to the proposed issuance of the Order were filed with the Clerk of the Executive Council within the filing period;

NOW THEREFORE, on the recommendation of the undersigned, the Lieutenant Governor, by and with the advice and concurrence of the Executive Council, orders under section 14 of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* that,

1. On the 1st day of January, 1992, the portion of the Township of Bathurst described in the Schedule is annexed to the Town of Perth.

2. All real property of The Corporation of the Township of Bathurst situate in the annexed area vests in The Corporation of the Town of Perth on the 1st day of January, 1992.

3. On the 1st day of January, 1992, the by-laws of The Corporation of the Town of Perth extend to the annexed area and the by-laws of The Corporation of the Township of Bathurst cease to apply to such area, except,

- (a) by-laws of The Corporation of the Township of Bathurst,
 - (i) that were passed under section 34 or 41 of the *Planning Act, 1983* or a predecessor of those sections,
 - (ii) that were kept in force by subsection 13 (3) of the *Municipal Amendment Act, 1941*, or
 - (iii) that were passed under the *Highway Traffic Act* or the *Municipal Act* that regulate the use of highways by

vehicles and pedestrians and that regulate the encroachment or projection of buildings or any portion thereof upon or over highways,

which shall remain in force until repealed by the council of The Corporation of the Town of Perth;

- (b) by-laws of The Corporation of the Township of Bathurst passed under section 45, 58 or 61 of the *Drainage Act* or a predecessor of those sections; and
- (c) by-laws conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the council of The Corporation of the Township of Bathurst.

4. The clerk of The Corporation of the Township of Bathurst shall as soon as practicable prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the Town of Perth a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the lands in the annexed area up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor.

5.—(1) All real property taxes levied under any general or special Act and uncollected in the annexed area which are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 shall be deemed on the 1st day of January, 1992 to be taxes due and payable to The Corporation of the Town of Perth and may be collected by The Corporation of the Town of Perth.

(2) On or before the 1st day of April, 1992, The Corporation of the Town of Perth shall pay to The Corporation of the Township of Bathurst an amount equal to the amount of all deemed taxes that The Corporation of the Town of Perth is entitled to collect under subsection (1) in the annexed area, that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991.

6. All business taxes levied and uncollected in the annexed area which are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 continue after that date to be taxes due and payable to The Corporation of the Township of Bathurst and may be collected by The Corporation of the Township of Bathurst.

7. For the purposes of the assessment roll to be prepared for the Town of Perth under subsection 13 (1) of the *Assessment Act* for the 1992 taxation year, the annexed area shall be deemed to be a part of the Town of Perth.

8. The agreement between The Corporation of the Town of Perth and The Corporation of the Township of Bathurst entered into on the 11th day of June, 1991 is hereby given effect. O. Reg. 770/91.

Schedule

AREA OF THE TOWNSHIP OF BATHURST TO BE ANNEXED TO THE TOWN OF PERTH

That parcel of land situate in the Township of Bathurst being part of Lot 26 in Concession I of the said Township and being Part 1 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Lanark South (No. 27) as Number 27R-4826. O. Reg. 770/91, Sched.

Recommended

DAVE COOKE
*Minister of Municipal
Affairs*

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, December 19th, 1991.

HENRY N.R. JACKMAN
Lieutenant Governor

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

O. Reg. 771/91.

City of Chatham, Township of Chatham Boundary.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

ORDER IN COUNCIL

R.O.C. 610/91

WHEREAS The Corporation of the City of Chatham and The Corporation of the Township of Chatham have entered into an agreement dated the 25th day of June, 1990 for the resolution of certain boundary issues;

AND WHEREAS public notice was given by the Clerk of the Executive Council under subsection 17 (1) of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* of the intention to make an Order implementing the inter-municipal agreement;

AND WHEREAS no objections to the proposed issuance of the Order were filed with the Clerk of the Executive Council within the filing period;

NOW THEREFORE, on the recommendation of the undersigned, the Lieutenant Governor, by and with the advice and concurrence of the Executive Council, orders under section 14 of the *Municipal Boundary Negotiations Act, 1981* that,

1. On the 1st day of January, 1992, the portion of the Township of Chatham described in the Schedule is annexed to the City of Chatham.

2. All real property of The Corporation of the Township of Chatham situate in the annexed area vests in The Corporation of the City of Chatham on the 1st day of January, 1992.

3. On the 1st day of January, 1992, the by-laws of The Corporation of the City of Chatham extend to the annexed area and the by-laws of The Corporation of the Township of Chatham cease to apply to such area, except,

- (a) by-laws of The Corporation of the Township of Chatham,
- (i) that were passed under section 34 or 41 of the *Planning Act, 1983* or a predecessor of those sections,
- (ii) that were kept in force by subsection 13 (3) of *The Municipal Amendment Act, 1941*, or
- (iii) that were passed under the *Highway Traffic Act* or the *Municipal Act* that regulate the use of highways by vehicles and pedestrians and that regulate the encroachment or projection of buildings or any portion thereof upon or over highways,

which shall remain in force until repealed by the council of The Corporation of the City of Chatham;

- (b) by-laws of The Corporation of the Township of Chatham passed under section 45, 58 or 61 of the *Drainage Act* or a predecessor of those sections; and
- (c) by-laws conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the council of The Corporation of the Township of Chatham.

4. The clerk of The Corporation of the Township of Chatham shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the City of Chatham a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the lands in the annexed area up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor.

5.—(1) All real property and business taxes levied under any general or special Act and uncollected in the annexed area which are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 shall be deemed on the 1st day of January, 1992 to be taxes due and payable to The Corporation of the City of Chatham and may be collected by The Corporation of the City of Chatham.

(2) On or before the 1st day of February, 1992, The Corporation of the City of Chatham shall pay to The Corporation of the Township of Chatham an amount equal to the amount of all taxes that The Corporation of the City of Chatham is entitled to collect in the annexed area under subsection (1), that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991.

6. For the purposes of the assessment roll to be prepared for the City of Chatham under subsection 13 (1) of the *Assessment Act* for the 1992 taxation year, the annexed area shall be deemed to be a part of the City of Chatham.

7. The agreement between The Corporation of the City of Chatham and The Corporation of the Township of Chatham entered into on the 25th day of June, 1990 is hereby given effect. O. Reg. 771/91.

Schedule

PORTION OF THE TOWNSHIP OF CHATHAM TO BE ANNEXED TO THE CITY OF CHATHAM

Beginning at the southwesterly angle of Lot 2 in Concession III of the Township of Chatham;

Thence north 47° 18' 15" east along the southerly limit of Lot 2, 12.04 metres to a point;

Thence north 41° 18' 40" west, 172.517 metres to a point;

Thence south 47° 13' 20" west, 16.188 metres to a northeasterly angle of the City of Chatham;

Thence southerly along the easterly boundary of the said City to the place of beginning. O. Reg. 771/91, Sched.

Recommended

DAVE COOKE
*Minister of Municipal
Affairs*

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, December 19th, 1991.

HENRY N.R. JACKMAN
Lieutenant Governor

2/92

MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

O. Reg. 772/91.

City of Peterborough, Township of North Monaghan Boundary.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND ONTARIO REGULATION 482/91 MADE UNDER THE MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981

1. Subsection 7 (1) of Ontario Regulation 482/91 is amended by striking out "Township of North Monaghan" in the fifth line and substituting "City of Peterborough".

2/92

SARNIA-LAMBTON ACT, 1989

O. Reg. 773/91.

Township of Plympton, Village of Wyoming Boundary.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 20th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE SARNIA-LAMBTON ACT, 1989

TOWNSHIP OF PLYMPTON, VILLAGE OF WYOMING BOUNDARY

1. On the 1st day of January, 1992, the portion of the Township of Plympton described in the Schedule is annexed to the Village of Wyoming. O. Reg. 773/91, s. 1.

2. All real property including any highway, street fixture, waterline, sewerline, easement and restrictive covenant running with the land in the annexed area of The Corporation of the Township of Plympton vests in The Corporation of the Village of Wyoming on the 1st day of January, 1992. O. Reg. 773/91, s. 2.

3. On the 1st day of January, 1992, the by-laws of The Corporation of the Village of Wyoming extend to the annexed area and the by-laws of The Corporation of the Township of Plympton cease to apply to such area, except,

(a) by-laws of The Corporation of the Township of Plympton,

(i) that were passed under section 34 or 41 of the *Planning Act, 1983* or a predecessor of those sections,

(ii) that were kept in force by subsection 13 (3) of *The Municipal Amendment Act, 1941*, or

(iii) that were passed under the *Highway Traffic Act* or the *Municipal Act* that regulate the use of highways by vehicles and pedestrians and that regulate the encroachment or projection of buildings or any portion thereof upon or over highways,

which shall remain in force until repealed by the council of The Corporation of the Village of Wyoming;

(b) by-laws of The Corporation of the Township of Plympton passed under section 45, 58 or 61 of the *Drainage Act* or a predecessor of those sections; and

(c) by-laws conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the council of The Corporation of the Township of Plympton. O. Reg. 773/91, s. 3.

4. The clerk of The Corporation of the Township of Plympton shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the Village of Wyoming a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the lands in the annexed area up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor. O. Reg. 773/91, s. 4.

5.—(1) All real property and business taxes levied under any general or special Act and uncollected in the annexed area which are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 shall be deemed on the 1st day of January, 1992 to be taxes due and payable to The Corporation of the Village of Wyoming and may be collected by The Corporation of the Village of Wyoming.

(2) On or before the 1st day of July, 1992, The Corporation of the Village of Wyoming shall pay to The Corporation of the Township of Plympton an amount equal to the amount of all real property and business taxes that The Corporation of the Village of Wyoming is

entitled to collect in the annexed area under subsection (1), that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991. O. Reg. 773/91, s. 5.

6. For the purposes of the assessment roll to be prepared for the Village of Wyoming under subsection 13 (1) of the *Assessment Act* for the 1992 taxation year, the annexed area shall be deemed to be a part of the Village of Wyoming. O. Reg. 773/91, s. 6.

7. The Corporation of the Village of Wyoming shall pay to The Corporation of the Township of Plympton, as compensation for the loss of taxes from the annexed area,

- (a) \$80,000, on or before the 1st day of July, 1992; and
- (b) \$50,000, on or before the 1st day of January, 1997. O. Reg. 773/91, s. 7.

Schedule

PORTION OF THE TOWNSHIP OF PLYMPTON TO BE ANNEXED TO THE VILLAGE OF WYOMING

Beginning at the intersection of the southerly boundary of the Village of Wyoming and the centre line of the King's Highway Number 21;

Thence southerly along the centre line of the said King's Highway to the southerly boundary of the Township of Plympton;

Thence westerly along the southerly boundary of the said Township to intersect the southerly prolongation of the westerly limit of Lot 15 in Concession I of the Township of Plympton;

Thence northerly to and along the westerly limit of Lot 15 to a point distant 410 metres measured southerly from the northerly limit of Lot 14;

Thence westerly and parallel with the northerly limit of Lot 14 to the easterly limit of the westerly quarter of Lot 14;

Thence northerly along the easterly limit of the westerly quarter of Lot 14 to the northerly limit of Lot 14;

Thence easterly along the southerly limit of Lot 14 in Concession II of the said Township to the westerly limit of the easterly half of Lot 14;

Thence northerly along the westerly limit of the easterly half of Lot 14 to the northerly limit of Lot 14;

Thence easterly along the northerly limit of Lot 14 to the northeasterly angle of Lot 14;

Thence northerly to and along the westerly limit of Lot 15 in Concession III of the said Township to a point distant 1,020 metres measured northerly therealong from the southerly limit of Lot 15;

Thence easterly and parallel with the southerly limit of lots 15 and 16 in Concession III to the easterly limit of Lot 16;

Thence southerly along the easterly limit of Lot 16 in concessions III and II to the southeasterly angle of Lot 16 in Concession II;

Thence easterly along the northerly limit of Lot 17 in Concession I, 167.683 metres to the northeasterly angle of Part 1 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Lambton (No. 25) as Number 25R 5807;

Thence south 1°02'40" west along the easterly limit of the said Part 1, 169.907 metres to the northeasterly angle of Isabella Street;

Thence south 1°02'40" west 170.779 metres to a point;

Thence north 88°50'15" west 168.86 metres to the easterly limit of Lot 16 in the said Concession;

Thence southerly along the easterly limit of Lot 16 and the southerly

prolongation thereof to the southerly boundary of the Township of Plympton;

Thence westerly along the southerly boundary of the said Township to the centre line of King's Highway Number 21;

Thence northerly along the centre line of the said King's Highway to the place of beginning. O. Reg. 773/91, Sched.

Recommended

DAVE COOKE
*Minister of Municipal
Affairs*

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, December 19th, 1991.

HENRY N.R. JACKMAN
Lieutenant Governor

2/92

SARNIA-LAMBTON ACT, 1989

O. Reg. 774/91.

Town of Forest, Townships of Bosanquet, Plympton and Warwick Boundary.

Made—December 19th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE SARNIA-LAMBTON ACT, 1989

TOWN OF FOREST, TOWNSHIPS OF BOSANQUET, PLYMPTON AND WARWICK BOUNDARY

1. On the 1st day of January, 1992, the following land is annexed to the Town of Forest:

1. The portion of the Township of Bosanquet described in Schedule 1.
2. The portion of the Township of Plympton described in Schedule 2.
3. The portion of the Township of Warwick described in Schedule 3. O. Reg. 774/91, s. 1.

2. On the 1st day of January, 1992, the following vest in The Corporation of the Town of Forest:

1. All land of The Corporation of the Township of Bosanquet situate in the area described in Schedule 1.
2. All land of The Corporation of the Township of Plympton situate in the area described in Schedule 2.
3. All land of The Corporation of the Township of Warwick situate in the area described in Schedule 3. O. Reg. 774/91, s. 2.

3. On the 1st day of January, 1992, the by-laws of The Corporation of the Town of Forest extend to the areas described in Schedules 1, 2 and 3 and the by-laws of the township municipalities mentioned in section 1 cease to apply to those areas, except,

(a) by-laws of the township municipalities,

- (i) that were passed under section 34 or 41 of the *Planning Act, 1983* or a predecessor of those sections,

- (ii) that were kept in force by subsection 13 (3) of *The Municipal Amendment Act, 1941*, or
- (iii) that were passed under the *Highway Traffic Act* or the *Municipal Act* that regulate the use of highways by vehicles and pedestrians and that regulate the encroachment or projection of buildings or any portion thereof upon or over highways,

which shall remain in force until repealed by the council of The Corporation of the Town of Forest;

- (b) by-laws of the township municipalities passed under section 45, 58 or 61 of the *Drainage Act* or a predecessor of those sections; and
- (c) by-laws conferring rights, privileges, franchises, immunities or exemptions that could not have been lawfully repealed by the councils of the township municipalities, as applicable. O. Reg. 774/91, s. 3.

4.—(1) The clerk of The Corporation of the Township of Bosanquet shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the Town of Forest a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the land in the area described in Schedule 1 up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor.

(2) The clerk of The Corporation of the Township of Plympton shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the Town of Forest a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the land in the area described in Schedule 2 up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor.

(3) The clerk of The Corporation of the Township of Warwick shall promptly prepare and furnish to the clerk of The Corporation of the Town of Forest a special collector's roll showing all arrears of taxes or special rates assessed against the land in the area described in Schedule 3 up to and including the 31st day of December, 1991 and the persons assessed therefor. O. Reg. 774/91, s. 4.

5.—(1) All real property and business taxes levied under any general or special Act and uncollected in the areas described in Schedules 1, 2 and 3 which are due and unpaid on the 31st day of December, 1991 shall be deemed on the 1st day of January, 1992 to be taxes due and payable to The Corporation of the Town of Forest and may be collected by The Corporation of the Town of Forest.

(2) On or before the 1st day of July, 1992, The Corporation of the Town of Forest shall pay to The Corporation of the Township of Bosanquet an amount equal to the amount of all taxes that The Corporation of the Town of Forest is entitled to collect in the area described in Schedule 1 under subsection (1), that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991.

(3) On or before the 1st day of July, 1992, The Corporation of the Town of Forest shall pay to The Corporation of the Township of Plympton an amount equal to the amount of all taxes that The Corporation of the Town of Forest is entitled to collect in the area described in Schedule 2 under subsection (1), that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991.

(4) On or before the 1st day of July, 1992, The Corporation of the Town of Forest shall pay to The Corporation of the Township of Warwick an amount equal to the amount of all taxes that The Corporation of the Town of Forest is entitled to collect in the area described in Schedule 3 under subsection (1), that were due but unpaid on the 31st day of December, 1991. O. Reg. 774/91, s. 5.

6. For the purposes of the assessment roll to be prepared for the Town of Forest under subsection 13 (1) of the *Assessment Act* for the 1992 taxation year, the areas described in Schedules 1, 2 and 3 shall be deemed to be a part of the Town of Forest. O. Reg. 774/91, s. 6.

7. The Corporation of the Town of Forest shall, on or before the 1st day of July, 1992, pay,

- (a) \$12,680 to The Corporation of the Township of Plympton; and
- (b) \$15,770 to The Corporation of the Township of Warwick. O. Reg. 774/91, s. 7.

Schedule 1

PORTIONS OF THE TOWNSHIP OF BOSANQUET TO BE ANNEXED TO THE TOWN OF FOREST

1. Beginning at the northeasterly angle of the Town of Forest;

Thence northerly along the easterly limit of the King's Highway Number 21, 510 metres to the northerly limit of Lot 5 in Concession XIII of the Township of Bosanquet;

Thence westerly to and along the northerly limit of lots 36, 37, 38 and 39 in the South Boundary Concession of the said Township to the northwesterly angle of Part 1 as shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Lambton (No. 25) as Number 25R 3053;

Thence southerly along the westerly limit of parts 1 and 2 of the said Plan 403.509 metres to the southwesterly angle of Part 2;

Thence southerly along the westerly limit of the easterly half of Lot 39, 525.003 metres to the northerly boundary of the Town of Forest;

Thence easterly following the northerly boundaries of the said Town to the place of beginning.

2. Beginning at the southwesterly angle of Lot 35 in the South Boundary Concession of the Township of Bosanquet;

Thence south 1° 02' 20" west to the centre line of the road allowance between the townships of Bosanquet and Warwick;

Thence westerly along the centre line of the said road allowance to the northwesterly limit of the right of way of the Canadian National Railway;

Thence northeasterly along the northwesterly limit of the said right of way 13.926 metres to a southerly boundary of the Town of Forest;

Thence easterly along a southerly boundary of the said Town to the place of beginning.

O. Reg. 774/91, Sched. 1.

Schedule 2

PORTION OF THE TOWNSHIP OF PLYMPTON TO BE ANNEXED TO THE TOWN OF FOREST

Beginning at the intersection of the westerly boundary of the Town of Forest and the northerly boundary of the Township of Plympton;

Thence westerly along the northerly boundary of the said Township to intersect the northerly prolongation of the westerly limit of Lot 29 in Concession XV;

Thence southerly to and along the westerly limit of Lot 29 in concessions XV and XIV to the southwesterly angle of Lot 29 in Concession XIV;

Thence easterly along the southerly limit of Lot 29 to the westerly boundary of the Town of Forest;

Thence northerly following the westerly boundaries of the said Town to the place of beginning. O. Reg. 774/91, Sched. 2.

Schedule 3

PORTION OF THE TOWNSHIP OF WARWICK
TO BE ANNEXED TO THE TOWN OF FOREST

Beginning at a southeasterly angle of the Town of Forest being at the southwesterly angle of the northeasterly quarter of Lot 3 in Concession VII North of Egremont Road of the Township of Warwick;

Thence easterly along the southerly limit of the northerly half of lots 3 and 4 in the said Concession to the easterly limit of the westerly half of Lot 4;

Thence northerly along the easterly limit of the westerly half of Lot 4 to the northerly limit of Lot 4;

Thence westerly along the southerly limit of Lot 4 in Concession VIII North of Egremont Road to a point distant 266.109 metres measured easterly from the southwesterly angle of Lot 4;

Thence north 0° 08' 20" east to a point on the southerly limit of the road allowance between the townships of Warwick and Bosanquet as widened and shown on a Plan deposited in the Land Registry Office for the Registry Division of Lambton (No. 25) as Number 877;

Thence easterly along the southerly limit of the road allowance between the said townships to intersect the southerly prolongation of the westerly limit of Lot 35 in the South Boundary Concession of the Township of Bosanquet;

Thence northerly along the southerly prolongation of the westerly limit of Lot 35 to the centre line of the road allowance between the said townships;

Thence westerly along the centre line of the said road allowance to the northwesterly limit of the right of way of the Canadian National Railway being an easterly boundary of the Town of Forest;

Thence southwesterly along the northwesterly limit of the said right of way 13.926 metres to the southerly limit of the said road allowance;

Thence easterly along the southerly limit of the said road allowance 125.334 metres to the southeasterly limit of Broadway Street being an angle of the said Town;

Thence southerly along the easterly boundaries of the said Town to the place of beginning. O. Reg. 774/91, Sched. 3.

Recommended

DAVE COOKE
*Minister of Municipal
Affairs*

Concurred

FRANCES LANKIN
Chair

Approved and Ordered, December 19th, 1991.

HENRY N.R. JACKMAN
Lieutenant Governor

2/92

ONTARIO MUNICIPAL EMPLOYEES
RETIREMENT SYSTEM ACT

O. Reg. 775/91.

General.

Made—December 20th, 1991.

Filed—December 20th, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 724 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
ONTARIO MUNICIPAL EMPLOYEES
RETIREMENT SYSTEM ACT

1.—(1) Clause 1(f) of Regulation 724 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 70/83, is revoked and the following substituted:

(f) "credited service" means the years and part years of service of a member for which contributions under section 9 have been made and not refunded and includes any service established for a member under sections 13, 18a, 22, 23 and 23a;

(2) Section 1 of the Regulation, as amended by section 1 of Ontario Regulation 641/81 and section 1 of Ontario Regulation 70/83, is further amended by adding the following clauses:

(fa) "dependent child" means the child of a deceased member who at the time of the member's death was dependent on the member for support and,

(i) is under nineteen years of age and will not attain that age in the calendar year of the member's death, or

(ii) is under twenty-one years of age and in full-time attendance at an educational institution;

(fb) "dependent child benefit period" means the period,

(i) up to the end of the calendar year in which a dependent child reaches eighteen years of age, or

(ii) during which a dependent child is under twenty-one years of age and continues in full-time attendance at an educational institution;

(3) Section 1 is further amended by adding the following subsection:

(2) The commuted value of a pension is the value of that pension calculated in the manner prescribed under the *Pension Benefits Act, 1987*, except,

(a) the commuted value of a member's pension in respect of the member's credited service as of the 31st day of December, 1986 shall not be less than the contributions made by the member under this Regulation on or before that date, plus interest, exclusive of contributions referred to in subsections 11 (5), 23 (14) and 23 (16); and

(b) the commuted value of a member's total pension shall not be less than the contributions made by the member under this Regulation, plus interest, exclusive of contributions referred to in subsections 11 (5), 23 (14) and 23 (16). O. Reg. 775/91, s. 1 (3).

2.—(1) Clause 2 (1) (a) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (a) nine members who are employees of any employer who has elected to participate in the System, four of whom shall be officers of such an employer;

(2) Subsection 2 (1) of the Regulation is amended by striking out “and” at the end of clause (b), adding “and” at the end of clause (c) and adding the following clause:

- (d) one other member who is in receipt of a pension under section 11 or 16 or is considered totally disabled under section 13 whether or not in receipt of a pension.

(3) Subsection 2 (8) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(8) The Board shall forward a copy of the annual report to every participating employer.

(9) The Board shall provide to members or other persons, as the case may be, such information, in the prescribed form and within the prescribed time, as is required under the *Pension Benefits Act, 1987*. O. Reg. 775/91, s. 2 (3).

3.—(1) Clause 3 (1) (e) of the Regulation is revoked and the following substituted:

- (e) shall determine whether or not a benefit is payable, the amount of a benefit that is payable, and to whom a benefit is payable under this Regulation;

(2) Subsection 3 (1) of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 70/83, is further amended by striking out “and” at the end of clause (f) and by adding the following clauses:

- (h) may, for the purposes of this Regulation, determine the individual who is the spouse of a member and, if the member and spouse were not married to each other, may deem the member and the spouse to have become married to each other on the date they began living in a conjugal relationship; and
- (i) shall prepare and distribute the information necessary to meet the Board's obligations under subsection 2 (9).

4.—(1) Subsection 5 (2) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 92/87, is amended by striking out “per month” in the fourth line.

(2) Subsection 5 (4) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(4) An employer shall provide each member with an explanation in writing of the contributions required and the pension benefits provided under the Act and this Regulation and such other information as the Board shall determine in the form and within the time established by the Board. O. Reg. 775/91, s. 4 (2).

5. Subsection 6 (3) of the Regulation is revoked.

6.—(1) Section 7 of the Regulation, as amended by section 2 of Ontario Regulation 641/81 and section 4 of Ontario Regulation 70/83, is further amended by adding the following subsection:

(4a) Despite subsection (4), an employee who is employed on other than a continuous full-time basis by an employer who has elected to participate in the System is entitled to become a member if, in each of the two consecutive calendar years immediately before the calendar year in which the employee elects to become a member, the employee,

- (a) has earnings of not less than 35 per cent of the Year's Maximum Pensionable Earnings, as defined in the Canada Pension Plan, with one or more employers who have elected to participate in the System; or

- (b) has at least 700 hours of employment with one or more employers who have elected to participate in the System. O. Reg. 775/91, s. 6 (1).

(2) Subsection 7 (6) of the Regulation is amended by inserting after “clause (2) (a)” in the second line “or subsection (4a)”.

7.—(1) Section 9 of the Regulation, as amended by section 5 of Ontario Regulation 70/83, is further amended by adding the following subsections:

(2a) Despite subsection (2), effective the 1st day of January, 1992, the contributions payable by a member under subsection (1) in respect of his or her contributory earnings in any pay period are,

- (a) for a member whose normal retirement age is sixty-five years, 6 per cent of the contributory earnings which are equal to or less than the result obtained by dividing the Year's Maximum Pensionable Earnings as defined in the Canada Pension Plan by the number of pay periods in the year, plus 7.5 per cent of the balance of the contributory earnings; and
- (b) for a member whose normal retirement age is sixty years, 7 per cent of the contributory earnings which are equal to or less than the result obtained by dividing the Year's Maximum Pensionable Earnings as defined in the Canada Pension Plan by the number of pay periods in the year, plus 8.5 per cent of the balance of the contributory earnings.

(2b) Despite subsection (2), in any pay period, the contributory earnings in respect of which contributions are payable by a member shall not exceed the rate of contributory earnings which, when substituted for pensionable earnings in subsection 12 (5), results in a pension amount equal to the limit established in subsection 12 (8).

(2c) Despite subsection (1), no contribution shall be payable by a member after the member has accrued thirty-five years of credited service.

(2d) Despite subsections (2b) and (2c), for the purposes of calculating pensionable earnings, the contributory earnings of a member shall be calculated as if subsections (2b) and (2c) had no effect and the member contributed to the Fund under subsection (1). O. Reg. 775/91, s. 7 (1).

(2) Subsection 9 (3) of the Regulation is amended by inserting after “subsection (2)” in the fourth line “or (2a)”.

(3) Subsection 9 (5) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 70/83, is amended by inserting after “subsection (2)” in the eighth line “or (2a)”.

(4) Subsection 9 (6) of the Regulation is revoked.

(5) Subsection 9 (8) of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 70/83, is further amended by inserting after “establish” in the fourth line “all or part of” and by inserting after “subsection (2)” in the seventh line “or (2a)”.

8.—(1) Subsection 10 (1) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(1) Every employer shall contribute to the Fund an amount equal to contributions made under subsection 9 (1) by employees or councillors of the employer. O. Reg. 775/91, s. 8 (1).

(2) Subsections 10 (2), (3), (4), (5), (6) and (7) of the Regulation are revoked.

9. The Regulation is amended by adding the following section:

10a.—(1) Despite subsection 9 (2a), if an actuarial valuation made under subsection 7 (1) of the Act reveals an unfunded liability or solvency deficiency as defined in the *Pension Benefits Act, 1987* and periodic amounts are to be paid to the Fund under that Act to liquidate the unfunded liability or solvency deficiency, the Board, on the advice

of the actuary, shall increase the rate of contributions under subsection 9 (2a) to a level sufficient to ensure payment of one-half of such periodic amounts for the period required under the *Pension Benefits Act, 1987*.

(2) Despite subsection 9 (1), if an actuarial valuation made under subsection 7 (1) of the Act reveals a surplus and under the *Income Tax Act* (Canada) contributions to the Fund must be suspended until the surplus is reduced to prescribed levels, the Board shall suspend contributions under subsections 9 (1) and 10 (1) until the surplus is so reduced. O. Reg. 775/91, s. 9.

10. Subsection 11 (5) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 68/89, is revoked and the following substituted:

(5) Despite subsection 9 (4), a member who is contributing to the Fund on the basis of a normal retirement age of sixty-five years and previously contributed to the Fund on the basis of a normal retirement age of sixty years shall have refunded to him or her,

- (a) the contributions made by the member under section 9 on the basis of a normal retirement age of sixty years minus the contributions that would have been made by the member under section 9 on the basis of a normal retirement age of sixty-five years; or
- (b) any excess contributions made under subsection (4) or section 18a, 21, 23 or 23a, with interest calculated in the manner provided under subsection 18 (3). O. Reg. 775/91, s. 10.

11.—(1) Subsection 12 (2) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(2) A pension under this section is payable to a member beginning on the first day of the month, following the month of the member's retirement. O. Reg. 775/91, s. 11 (1).

(2) Subsection 12 (4) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 97/87, is revoked and the following substituted:

(4) A member's normal retirement pension equals the sum of the member's lifetime normal retirement pension and bridge pension. O. Reg. 775/91, s. 11 (2).

(3) Subsections 12 (5) and (6) of the Regulation are revoked and the following substituted:

(5) The lifetime normal retirement pension payable to a member for life equals,

- (a) 2 per cent of the member's pensionable earnings multiplied by the member's credited service in respect of years before 1966; and
- (b) in respect of years after 1965, the sum of,
 - (i) 1.3 per cent of the lesser of the member's pensionable earnings or the average of the Year's Maximum Pensionable Earnings as defined in the Canada Pension Plan for the year in which the member ceased to be employed by the employer and for each of the two preceding years, and
 - (ii) 2 per cent of the balance of the member's pensionable earnings, multiplied by the member's credited service.

(6) For the purposes of subsection (5), the total number of years of credited service of a member may not exceed thirty-five. O. Reg. 775/91, s. 11 (3).

(4) Section 12 of the Regulation, as amended by section 3 of Ontario Regulation 98/87, is further amended by adding the following subsections:

(7) The bridge pension payable to a member until he or she becomes

or would have become entitled to a pension under the Canada Pension Plan that is unreduced for early retirement equals 0.7 per cent multiplied by the lesser of,

- (a) the member's pensionable earnings; and
- (b) the average of the Year's Maximum Pensionable Earnings as defined in the Canada Pension Plan for the year in which the member ceased to be employed by the employer and for each of the two preceding years,

multiplied by the member's credited service in respect of years after 1965, to a maximum of thirty-five years of credited service.

(8) Despite subsection (5), the lifetime normal retirement pension of a member for each year of credited service in respect of years after 1991 shall not exceed \$1,722.22 or such other limit prescribed under the *Income Tax Act*.

(9) Despite subsection (5), for credited service in respect of years before 1990 accrued under section 23a or an agreement under section 23 entered into on or after the 8th day of June, 1990, if the member for whom such service accrues was not a member of any pension plan registered under the *Income Tax Act* during any year in respect of that credited service, the lifetime normal retirement pension of a member, for each year of the credited service, shall not exceed \$1,150 or such other limit prescribed under the *Income Tax Act*. O. Reg. 775/91, s. 11 (4).

12.—(1) Subsection 13 (1) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(1) Upon application and with the approval of the executive-director, a member shall be considered to be totally disabled on the date that a legally qualified medical practitioner appointed by the Board certifies is the date that the member is wholly prevented due to mental or physical incapacity from performing the regular duties of the occupation in which he or she was engaged immediately before that date, and the disability shall be considered to continue if the member is so prevented during the first twenty-four-month period immediately after that date, and, thereafter, the disability shall be considered to continue if the member is prevented from engaging in any occupation or performing any work for compensation or profit for which the executive-director, on the advice of a legally qualified medical practitioner appointed by the Board, considers the member is or may become reasonably qualified by education, training or experience.

(1a) Upon application and with the approval of the executive-director, a member shall be considered to be totally disabled on the date that a legally qualified medical practitioner appointed by the Board certifies is the date that the member began suffering from a physical or mental impairment which prevents the member from engaging in any occupation or performing any work for compensation or profit for which the executive-director, on the advice of a legally qualified medical practitioner appointed by the Board, considers the member is or may become reasonably qualified by education, training or experience and which can reasonably be expected to last for the remainder of the member's lifetime. O. Reg. 775/91, s. 12 (1).

(2) Subsection 13 (2) of the Regulation is amended by striking out "Notwithstanding subsection (1)" at the beginning and substituting "Despite subsections (1) and (1a)".

(3) Clause 13 (2) (b) of the Regulation is revoked.

(4) Subsection 13 (3) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 343/87, is amended by striking out "this section" in the first and second lines and substituting "subsection (1)".

(5) Subsection 13 (4) of the Regulation is revoked and the following substituted:

(4) A member who is considered under subsection (1a) to be totally disabled and who is entitled to accrue credited service under subsection (3) may, instead of the accruing credited service under subsection (3), elect to receive a pension as follows:

1. The pension is to be calculated in the manner prescribed in section 12.
2. The pension begins on the later of the first day of the fifth calendar month following the month in which the member is considered totally disabled and the first day of the month following the month the member ceases to make contributions under section 9.
3. The pension continues to be payable until the member ceases to be considered totally disabled, unless it occurs after his or her normal retirement date, in which case the pension is payable for his or her life. O. Reg. 775/91, s. 12 (5).

13. Section 14 of the Regulation, as remade by section 5 of Ontario Regulation 92/87 and amended by section 2 of Ontario Regulation 343/87 and section 2 of Ontario Regulation 721/87, is revoked and the following substituted:

14.—(1) A pension is payable under this section on the death of a member before the commencement of his or her pension,

- (a) to the widow or widower if the member and the member's widow or widower were not living separate and apart on the date of the member's death; or
- (b) to each dependent child of the deceased member if,
 - (i) at the death of the member there is no widow or widower entitled to receive a pension under this section,
 - (ii) the widow or widower is not entitled to receive or to continue to receive a pension under this section by virtue of subsection 14b (9), or
 - (iii) the widow or widower of the member who is entitled to a pension under this section has died.

(2) The annual amount of pension payable under this section,

- (a) to a widow or widower, is 60 per cent of the annual amount of pension calculated under section 12 plus, in respect of each dependent child of the member during his or her dependent child benefit period, an increase of one-sixth of the pension payable up to a maximum of 75 per cent of the annual amount of pension calculated in the manner prescribed in section 12; or
- (b) to a dependent child is,
 - (i) 60 per cent of the annual amount of pension calculated under section 12, or
 - (ii) if the widow or widower was receiving a pension immediately before her or his death, the amount of that pension excluding any adjustment in respect of a dependent child of the member,

divided by the number of dependent children of the member who remain in their dependent child benefit periods.

(3) Every calculation of a member's pension under this section shall be on the basis that the member was entitled to a pension under the Canada Pension Plan at the time of the member's death.

(4) For the purposes of this section, the minimum value of a member's pension earned to the date of the member's death is the sum of,

- (a) the contributions made by the member before the 1st day of January, 1987 under this Regulation, exclusive of contributions referred to in subsections 11 (5), 23 (14) and 23 (16), plus interest; and
- (b) the commuted value of the member's pension in respect of credited service of the member earned on or after the 1st day of January, 1987,

less the sum of any benefits paid to or in respect of a member under this Regulation, exclusive of benefits under subsections 11 (5), 18 (2), 23 (14) and 23 (16).

(5) If the commuted value of the pension payable on the death of a member under this section is less than the minimum value of the member's pension as determined in subsection (4), the pension payable is increased accordingly.

(6) A widow or widower eligible for a pension under subsection (1) may elect to receive, instead of that pension, a refund of an amount equal to the minimum value of the member's pension.

(7) A widow or widower may elect to receive, instead of a refund under subsection (6), a deferred pension, the commuted value of which shall equal the amount of the refund, payable for life commencing the first day of the month following the month she or he attains the age of,

- (a) sixty-five if the normal retirement age of the member was sixty-five years; or
- (b) sixty if the normal retirement age of the member was sixty years.

(8) If, at the date of death of a member, there is no widow, widower or child of the member eligible for a pension under this section, the member's designated beneficiary, or estate if there is no designated beneficiary, is entitled to a refund of an amount equal to the minimum value of the member's pension.

(9) If, at the date of death of a member, there is no widow or widower eligible for a pension under this section but there is a child or children of the member so eligible, the member's designated beneficiary, or estate if there is no designated beneficiary, is entitled to a refund of an amount equal to the commuted value of the member's pension in respect of credited service the member earned on or after the 1st day of January, 1987 less the commuted value of the pension payable to the member's child or children under this section.

(10) If no pension is payable to a widow, widower or children of a deceased member under this section, the member's designated beneficiary, or estate if there is no designated beneficiary, is entitled to a refund of the contributions to the credit of the member, plus interest to the date of the member's death, less the amount of any benefits that have been paid to or in respect of the member. O. Reg. 775/91, s. 13.

14. The Regulation is further amended by adding the following sections:

14a.—(1) A pension is payable under this section on the death of a member after the commencement of his or her pension,

- (a) to the widow or widower of the member; or
- (b) to each dependent child of the deceased member if,
 - (i) at the death of the member there is no widow or widower of the member entitled to receive a pension under this section,
 - (ii) the widow or widower of the member is not entitled to receive or continue to receive a pension under this section by virtue of subsection 14b (9), or
 - (iii) the widow or widower of the member who was entitled to a pension under this section has died.

(2) The annual amount of pension payable to a widow or widower is,

- (a) 60 per cent of the annual amount of the pension the member was receiving immediately before death occurred, but in the case of a member who retired before the 1st day of January, 1978 on an early retirement pension and who died on or after that day, increased to the amount it would have been if it had not been reduced for early retirement; and

- (b) in respect of each dependent child of the member during his or her dependent child benefit period, one-sixth of the pension payable,

up to a maximum of 75 per cent of the pension the member was receiving immediately before death occurred, with appropriate modifications for a member who retired before the 1st day of January, 1978 on an early retirement pension.

(3) The annual amount of pension payable to a dependent child is,

- (a) 60 per cent of the annual amount of the pension the member was receiving immediately before death occurred, but in the case of a member who retired before the 1st day of January, 1978 on an early retirement pension and who died on or after that day, increased to the amount it would have been if it had not been reduced for early retirement; or
- (b) if the widow or widower was receiving a pension immediately before her or his death, the pension the widow or widower was receiving excluding any adjustment in respect of a dependent child of the member,

divided by the number of dependent children of the member who continue in their dependent child benefit periods.

(4) Every calculation of a member's pension under this section shall be on the basis that the member was entitled to a pension under the Canada Pension Plan at the time of the member's death.

(5) If, under this section, no pension is payable to a widow, widower or child of a deceased member, the member's designated beneficiary, or estate if there is no designated beneficiary, is entitled to a refund of the contributions to the credit of the member, plus interest to the date of the member's retirement, less the amount of any benefits that have been paid to or in respect of the member.

(6) Subsection (1) applies in respect of member marriages which occurred before the date this section came into force, upon application to the Board by any eligible widow or widower.

(7) The pension payable to an eligible widow or widower shall be calculated as if subsection (1) had been in effect on the date of death of the former member to whom the eligible widow or widower was married.

(8) Despite subsection (6) or (7), the pension payable to an eligible widow or widower shall be reduced by an amount equal to any other benefit paid to that person under this Regulation in respect of the former member to whom that person was married.

(9) If a pension became payable under this section to a former spouse or a child of a former member before this section came into force, the spouse or child shall, if otherwise entitled to receive the pension, continue to be so entitled even though the widow or widower has commenced receiving a pension under subsection (6). O. Reg. 775/91, s. 14, *part*.

14b.—(1) A pension payable to a person under section 14 or 14a is payable monthly beginning the first day of the month following the month in which the person becomes entitled to the pension and is payable,

- (a) to a widow or widower until her or his death; or
- (b) to a dependent child until the earlier of the child's death and the end of the child's dependent child benefit period.

(2) A child of a deceased member who is determined by the executive-director, on the advice of a legally qualified medical practitioner appointed by the Board, to be totally disabled before the age of twenty-one years shall be deemed for the purposes of this section to be under the age of nineteen years during the continuation of total disability.

(3) In subsection (2), "totally disabled" means that the child is

afflicted by mental or physical infirmity that has rendered the child incapable of supporting himself or herself and "total disability" has a corresponding meaning, but total disability shall be considered not to exist,

- (a) during any period in which the child engages in any occupation for compensation or profit other than an occupation associated with a rehabilitation or workshop program approved by the executive-director; or
- (b) where the disability results from wilfully self-inflicted injury or the commission or attempted commission by the child of an indictable offence under the *Criminal Code* (Canada) or the engagement by the child in an unlawful occupation.

(4) Despite clause 14 (2) (a) or 14a (2) (a), if at the time of the member's death the widow or widower of the member does not have custody, care and control of any surviving child of the deceased member, the increase in pension payable to the widow or widower in respect of children of the member as provided in clause 14 (2) (a) or 14a (2) (a) shall be paid to the person or agency who most recently had custody, care and control.

(5) For the purposes of sections 14 and 14a, if a pension or other benefit is payable to a child of a deceased member under the age of eighteen years or a disabled child referred to in subsection (2), payment may be made to the person or agency having custody, care and control of the child, or, if there is no such person or agency, to the person or agency named by the executive-director.

(6) The surviving parent of a child shall, in the absence of evidence to the contrary, be deemed to be the person having custody, care and control, except where the child is living apart from the parent.

(7) If a widow, widower, child or beneficiary of a deceased member cannot be found, and the executive-director is satisfied that reasonable efforts have been made to find them and at least one year has passed since the member's death, the Board may, despite any other provision of this Regulation, direct that any benefit that would be payable under this Regulation if the widow, widower, child or beneficiary had predeceased the member be paid to the person who would be entitled to receive the benefit in those circumstances, on such conditions as the Board directs.

(8) If a widow, widower, child or beneficiary referred to in subsection (7) is subsequently found and a claim is made for any benefit payable under this Regulation, the Board may direct that the benefit, reduced by the amount actually paid under subsection (7), be paid to the widow, widower, child or beneficiary, as the case may be.

(9) The executive-director may direct that a benefit be paid in accordance with this Regulation as if the widow or widower or the member's beneficiary, as the case may be, had predeceased the member if a benefit would otherwise have been payable under section 14 or 14a to the widow or widower of a deceased member but the executive-director is satisfied,

- (a) that the person is not entitled to receive the benefit by virtue of a judicial decree or a separation agreement or other contractual arrangement between the person and the member that has been received by the executive-director before any payment of the benefit is made to the person; or
- (b) that the person, or, where applicable, the member's beneficiary, has refused to accept the benefit.

(10) If the benefit referred to in subsection (9) is a pension and the executive-director is satisfied that the person is not entitled to receive the pension by virtue of a judicial decree, separation agreement or other contractual arrangement that is received by the executive-director after payment of the pension is commenced, the executive-director may direct that, thereafter, the pension or any other benefit be paid in accordance with this Regulation as if the person had died on the date the judicial decree, separation agreement or other contractual arrangement was received.

(11) Upon the application of any widow or widower whose pension under section 14 or 14a ceased by reason of his or her remarriage before the 29th day of September, 1981, the Board shall recommence the pension as of the 1st day of July, 1984.

(12) The pension referred to in subsection (11) shall be recommenced in a monthly amount equal to the amount that would have been paid to the widow or widower on the 1st day of July, 1984 as if the pension had not been terminated.

(13) If a pension became payable under section 14 or 14a to the child of a former member upon the remarriage of the widow or widower of the former member before the 29th day of September, 1981, the child shall, if otherwise entitled to receive the pension, continue to be so entitled despite the recommencement of the pension to the widow or widower under subsection (12).

(14) Any person receiving or entitled to receive a pension under section 14 or 14a on the 1st day of January, 1988 shall have his or her pension recalculated as if this Regulation, as it read on the 1st day of January, 1988, had been in effect on the date of death of the former member whose pension or pension entitlement was the basis of calculation of the pension or pension entitlement of the person, but the recalculated pension shall be payable only from and after the 1st day of January, 1988. O. Reg. 775/91, s. 14, *part*.

15. Subsections 16 (5) and (7) of the Regulation, as remade by section 6 of Ontario Regulation 92/87, are revoked and the following substituted:

(5) The annual amount of early retirement pension payable to a member under this section is the annual amount of pension calculated in the manner prescribed in section 12 if, at the date of early retirement,

- (a) the sum of the member's age, counted in full years and months, plus credited service and eligible service, counted in full years and months, equals,
 - (i) in the case of a member whose normal retirement age is sixty-five years, at least ninety years; or
 - (ii) in the case of a member whose normal retirement age is sixty years, a sum of at least eighty-five years; or
- (b) the sum of the member's credited service and eligible service counted in full years and months equals at least thirty years.

(5a) For the purposes of determining completed years and months of credited service or eligible service under subsections (5) and (7), a month shall not be counted more than once. O. Reg. 775/91, s. 15, *part*.

(7) If at the date of early retirement the member is not eligible to receive an early retirement pension under subsection (5), the annual amount of early retirement pension payable to the member under this section is the annual amount of pension calculated in the manner prescribed in section 12, reduced at the annual rate of 5 per cent, multiplied by the least of,

- (a) the number of full years and months by which the member's age is less than the member's normal retirement age, on the date the early retirement pension is to commence;
- (b) ninety, in the case of a member whose normal retirement age is sixty-five years, or eighty-five, in the case of a member whose normal retirement age is sixty years, minus the sum of the member's credited service and eligible service and the member's age, in full years and months on the date the member's early retirement pension is to commence; or
- (c) the number of full years and months by which the sum of the member's credited service and eligible service is less than thirty years, on the date the member's early retirement pension is to commence. O. Reg. 775/91, s. 15, *part*.

16.—(1) Subsection 17 (2) of the Regulation, as remade by section 10 of Ontario Regulation 70/83, is revoked and the following substituted:

(2) If a member who is in receipt of a pension becomes an employee of an employer and again becomes a member under subsection 7 (1), the payment of the pension shall cease during the period of the employment unless the member has attained seventy-one years of age, and upon recommencement the member's pension shall be recalculated in accordance with section 12, 13 or 16, as the case may be. O. Reg. 775/91, s. 16 (1).

(2) Subsections 17 (3) and (4) of the Regulation are revoked and the following substituted:

(3) A member receiving a pension who becomes a councillor may, despite section 7, elect not to become a member under that section.

(4) Despite any other provision of this Regulation, a member who ceases to be in the service of an employer or the widow or widower or child of such a member who is entitled to a pension or deferred pension, the annual amount of which is less than the amount prescribed in the *Pension Benefits Act, 1987*, may elect to receive instead of the pension or deferred pension a lump sum amount that is equal to the commuted value of the pension or deferred pension. O. Reg. 775/91, s. 16 (2).

17. Subsections 18 (1) and (2) of the Regulation are revoked and the following substituted:

(1) If a member, for reasons other than death or retirement, ceases to be an employee or councillor of an employer before normal retirement date, the member may elect to have a refund of contributions made by him or her to the Fund, plus interest less the amount of any benefits that have been paid instead of other benefit entitlements under this Regulation but,

- (a) contributions made by the member from the 1st day of January, 1965 to the 31st day of December, 1986, exclusive of contributions referred to in subsections 11 (5), 23 (14) and 23 (16), shall not be refunded if the cessation occurs after the member has attained the age of forty-five years and has completed ten years of continuous service with the employer; and
- (b) contributions made by the member on or after the 1st day of January, 1987, exclusive of contributions referred to in subsection 11 (5), shall not be refunded if the cessation occurs after the member has completed two continuous years of membership in the System.

(2) Despite any other provision in this Regulation, if a member dies, retires or otherwise ceases to be an employee or councillor, the member, or the member's designated beneficiary, or estate if there is no designated beneficiary, as the case may be, is entitled to a refund equal to the sum of contributions made by the member under subsections 9 (2), 9 (2a), 9 (5) and 23 (6) since the 1st day of January, 1987, plus interest, minus one-half the commuted value of the pension which the member has earned in respect of these contributions. O. Reg. 775/91, s. 17.

18. Subsection 18a (2) of the Regulation, as made by section 8 of Ontario Regulation 92/87, is revoked and the following substituted:

(2) If a member ceases to be an employee of the employer and applies for a benefit under this Regulation and the executive-director is aware that the employee has commenced or will be commencing a grievance or other legal proceeding seeking the employee's reinstatement, the executive-director shall delay the payment of the refund until a decision has been made with respect to the grievance or proceeding as to whether the employee will be reinstated or not.

(3) Subsection (2) does not apply if the member transfers directly to the service of another employer which has elected to participate in the System or elects a transfer under subsection 22 (6). O. Reg. 775/91, s. 18.

19.—(1) Subsection 19 (1) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 622/90, is revoked and the following substituted:

(1) In this section, the inflation increase for any adjustment year means the percentage increase of the Consumer Price Index for Canada for September of the previous year over the Consumer Price Index for Canada for September of the year which is two years prior to the adjustment year.

(1a) The inflation adjustment for any adjustment year is 70 per cent of the inflation increase for that year.

(1b) The inflation adjustment in excess of 6 per cent in any adjustment year shall be added to the inflation adjustment of the subsequent adjustment year.

(1c) The inflation adjustment in any adjustment year shall not be less than zero.

(1d) Despite subsections (1) and (1a), the inflation adjustment for 1992 is 5.47 per cent. O. Reg. 775/91, s. 19 (1).

(2) Subsection 19 (3) of the Regulation, as remade by section 3 of Ontario Regulation 622/90, is amended by striking out “15 (6) and 15 (6a)” in the third line.

(3) Subsection 19 (4) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 622/90, is revoked and the following substituted:

(4) The year 1992 and subsequent years shall be considered adjustment years. O. Reg. 775/91, s. 19 (3).

(4) Subsection 19 (7) of the Regulation, as made by section 3 of Ontario Regulation 622/90, is revoked.

20.—(1) Section 20 of the Regulation is amended by inserting after “14” in the eighth line “14a”.

(2) Section 20 is further amended by adding the following subsection:

(2) A pension payable under subsection (1) is subject to the conditions for early retirement pensions and increases to pensions under the *Income Tax Act* (Canada) and its regulations. O. Reg. 775/91, s. 20 (2).

21.—(1) Section 22 of the Regulation, as amended by section 5 of Ontario Regulation 641/81, is revoked and the following substituted:

22.—(1) If before a pension has commenced under this Regulation a member,

- (a) ceases to be an employee as a result of the designation by the Lieutenant Governor in Council of the Board, commission or foundation by which he or she is employed as a board, commission or foundation to which the *Public Service Pension Act* applies; or
- (b) ceases to be an employee for any other reason, and subsequently is employed by,
 - (i) the civil service of Canada or of any province of Canada or of the Yukon Territory or the Northwest Territories,
 - (ii) the civic service of any municipality or the staff of any local board in any province of Canada or in the Yukon Territory or the Northwest Territories,
 - (iii) any board, commission or public institution established under any Act of Canada or of any province of Canada or under any Ordinance of the Yukon Territory or the Northwest Territories, or
 - (iv) a corporation, institution or other organization where the member and other employees of that corporation,

institution or organization are able to participate in any fund or plan maintained to provide pension benefits for persons employed by one or more of the bodies referred to in subclauses (i), (ii) and (iii),

the executive-director shall, on written request of the member, authorize the transfer from the Fund of a sum of money that is the higher of the commuted value or the present value, calculated as of the date of transfer, of the member's pension entitlement under this Regulation, exclusive of any pension entitlement under subsections 11 (5), 23 (14) and 23 (16), to any fund or plan that the member is entitled to join as a result of clauses (a) and (b).

(2) Subsection (1) does not apply unless,

- (a) the requirements of the *Pension Benefits Act, 1987* are satisfied;
- (b) the fund or plan to which the transfer is to be made permits the transfer;
- (c) the amount transferred is used toward the provision of pensionable service for the member in the fund or plan to which the transfer is to be made;
- (d) the pensionable service does not exceed the member's credited service or, if it does, the amount transferred will be reduced accordingly but to not less than the commuted value of the member's pension entitlement;
- (e) the fund or plan to which the transfer is to be made provides a reciprocal transfer arrangement; and
- (f) the member has repaid to the fund any amount received under subsection 18 (2) and interest under subsection 18 (3).

(3) If a person employed by an employer mentioned in clause (1) (b) ceases to be so employed and becomes a member, the executive-director shall, on written request of the member, accept a transfer to the Fund from another pension fund or plan.

(4) The sum of money transferred under subsection (3) shall be compared to the present value of a pension under this Regulation, calculated as of the date of transfer, based on credited service equal to the member's pensionable service in the transferring fund or plan and,

- (a) if the sum of money transferred is equal to the present value, the member shall receive the full credited service entitlement; or
- (b) if the sum of money transferred is less than the present value, the member shall receive a credited service entitlement reduced proportionately unless there is a contribution made to the Fund, within six months of the member being informed of the shortfall, of all or part of the difference between the present value and transferred amount to establish all or part of the credited service shortfall.

(5) A transfer under subsection (3) shall not be accepted if,

- (a) it would result in a member's credited service entitlement being greater than the member's pensionable service under the transferring plan; or
- (b) it would not be subject to the requirements of the *Pension Benefits Act, 1987*.

(6) The Board may enter into an agreement with the person authorized for the purpose under a pension or superannuation plan established by or for any body referred to in clause (1) (b) or administered under section 16 of the Act, to transfer to or from the Fund a sum of money in respect of a member to this section is applicable and any such agreement shall prescribe the basis for computing the amount of money to be transferred out of the Fund and the benefits to be granted in respect of money transferred into the Fund as determined by the Board on the advice of the actuary.

(7) Despite this section and subject to any limitations under the *Pension Benefits Act, 1987*, a member who is entitled to a deferred pension under section 15 and who is not eligible for an early retirement pension under section 16 may elect, in satisfaction of all rights under this Regulation, to transfer the commuted value of the deferred pension, less the sum of any benefits paid to the member under this Regulation, except under subsection 18 (2), to any registered pension plan, to any retirement savings arrangement or to any provider of a life annuity in accordance with and subject to the requirements of the *Pension Benefits Act, 1987*.

(8) Subsection (7) does not apply in respect of any pension entitlement under subsections 11 (5), 23 (14) and 23 (16). O. Reg. 775/91, s. 21.

22.—(1) Section 23 of the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 70/83 and amended by section 5 of Ontario Regulation 349/84, is further amended by adding the following subsection:

(2a) Despite subsection (2), optional service which occurs on or after the 1st day of January, 1992, may be provided for by an employer only if it is eligible service under the *Income Tax Act* (Canada). O. Reg. 775/91, s. 22 (1).

(2) Clause 23 (3) (a) of the Regulation, as made by section 12 of Ontario Regulation 70/83, is revoked and the following substituted:

(a) the Board, on the advice of the actuary, shall determine the amount of the contributions to be paid to the Fund and the manner of payment of the contributions to provide the supplementary benefits under the agreement; and

(3) Subsection 23 (4) of the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 70/83, is amended by striking out "subsection 12 (4)" in the fourth line and substituting "section 12".

(4) Subsection 23 (5) of the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 70/83, is amended by inserting after "14" in the seventh line "14a".

(5) Subsection 23 (6) of the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 70/83, is amended,

(a) by striking out "subsection 12 (4)" in the sixth line and substituting "section 12"; and

(b) by inserting after "14" in the fifth line of clause (b) "14a".

(6) Clause 23 (8) (b) of the Regulation, as made by section 12 of Ontario Regulation 70/83, is revoked.

(7) Section 23 is further amended by adding the following subsection:

(8a) A pension payable to a member under subsection (8) is subject to the conditions for early retirement pensions under the *Income Tax Act* (Canada) and its regulations. O. Reg. 775/91, s. 22 (7).

(8) Subsections 23 (9) and (10) of the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 70/83, are revoked.

(9) Section 23 is further amended by adding the following subsection:

(12a) Despite subsection (12), the cost of a benefit provided in respect of optional service pursuant to agreements entered into or amended on or after the date this subsection came into force shall be paid to the Fund by a member or by an employer and may be shared by them in such manner as they may agree. O. Reg. 775/91, s. 22 (9).

(10) Subsection 23 (15) of the Regulation, as remade by section 12 of Ontario Regulation 70/83, is revoked.

(11) Section 23 is further amended by adding the following subsection:

(17) Despite this section, in the event that employees of an employer who were members of an approved pension plan become members of the System on or after the 1st day of January, 1990, the employer may enter into an agreement with the Board under subsection (1) to continue to provide to the employees any benefits to which they were entitled under the approved pension plan but which are not provided under this Regulation. O. Reg. 775/91, s. 22 (11).

23. The Regulation is further amended by adding the following sections:

23a.—(1) Despite section 23, a member may elect to purchase a benefit in respect of all or part of the member's prior service or optional service subject to any conditions determined by the Board on the advice of the actuary.

(2) Despite subsection (1), optional service which occurs on or after the 1st day of January, 1992 may be purchased by a member only if it is eligible service under the *Income Tax Act* (Canada).

(3) For the purposes of subsection (1), the cost of a benefit provided in respect of prior service or optional service shall equal the present value of that benefit.

(4) If a member who has elected to purchase a benefit under subsection (1) is entitled to receive a benefit under a previous pension plan or fund in respect of the same period of service, the annual amount of the benefit under the previous pension plan or fund, as established on the date of election to purchase a benefit under subsection (1), shall be deducted from any benefit payable under this Regulation in respect of the period of prior service or optional service and the cost of the benefit under subsection (2) shall be reduced accordingly.

(5) If a member who has elected to purchase a benefit under subsection (1) is entitled to receive a benefit under section 23 in respect of the same period of service,

(a) for the purposes of determining the benefit cost under subsection (2), the annual amount of benefit payable under section 23, as established on the date of election to purchase a benefit under subsection (1), shall be deducted from any benefit payable under this Regulation in respect of the period of prior service or optional service; and

(b) when a benefit becomes payable under this Regulation in respect of the period of prior service or optional service, the annual amount of benefit payable under section 23 shall be deducted from the benefit purchased under subsection (1).

(6) Any benefit purchased under subsection (1) is an increase to the pension payable under section 12 up to the maximum allowed under that section.

(7) If any employer provides a benefit under section 23 in respect of the same period of service for which a member has purchased a benefit under subsection (1), any contributions made by the member under this section to purchase a benefit in respect of that period of service shall be refunded to the member, together with interest at the rate established in subsection 18 (3). O. Reg. 775/91, s. 23, *part*.

SURPLUS 3

26.—(1) In the event that surplus is paid from the Fund, whether the Fund continues to operate or is wholly or partially wound up within the meaning of the *Pension Benefits Act, 1987*, the surplus withdrawal shall be shared half by members who are employees and half by employers that have elected to participate in the System under section 6.

(2) The share of the surplus withdrawal referred to in subsection (1) that is attributable to members shall be distributed among them in proportion to the total contributions made by each of them under sections 9, 23 and 23a, plus interest.

(3) The share of the surplus withdrawal referred to in subsection (1) that is attributable to employers shall be distributed among them in proportion to the aggregate of the amounts distributable to the employees of each employer. O. Reg. 775/91, s. 23, *part*.

MISCELLANEOUS

27.—(1) If the Fund is wound up within the meaning of the *Pension Benefits Act, 1987*, the assets of the Fund shall be used to meet the accrued benefit entitlements of members, former members and any other persons entitled to a benefit under this Regulation in respect of a member or former member before any other distribution is made.

(2) If the assets of the Fund are insufficient to secure the benefit entitlements in subsection (1), the pension benefits and other benefits shall be reduced in the manner prescribed under the *Pension Benefits Act, 1987*. O. Reg. 775/91, s. 23, *part*.

28. Despite this Regulation, the benefits payable to or in respect of a member may be reduced or a contribution made by a member or any employer may be returned to the person who made the contribution to the extent necessary to avoid the revocation of registration under the *Income Tax Act (Canada)* and the regulations made under it. O. Reg. 775/91, s. 23, *part*.

2/92

COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990

O. Reg. 776/91.
Amalgamated Town — Change of Name.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 20th, 1991.

ORDER MADE UNDER THE
COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990

AMALGAMATED TOWN — CHANGE OF NAME

1. Effective the 1st day of January, 1992, the name of The Corporation of the Town of the Amalgamated Municipalities of Alliston, Beeton, Tecumseth and Tottenham is changed to The Corporation of the Town of New Tecumseth. O. Reg. 776/91, s. 1.

DAVE COOKE
Minister of Municipal Affairs

Dated at Toronto, this 19th day of December, 1991.

2/92

MILK ACT

O. Reg. 777/91.
Cream Producers — Licences.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 619 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MILK ACT

1. Section 3 of Regulation 619 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as amended by section 1 of Ontario Regulation 243/87, is further amended by adding the following subsection:

(3) A licence shall be deemed to have been issued to every producer who has paid the required licence fees under subsection 4 (1), and whose licence has not been refused, suspended or revoked under subsection 3 (4). O. Reg. 777/91, s. 1.

THE ONTARIO CREAM PRODUCERS' MARKETING BOARD:

ELGIN M. COLE
Chair

JOHN BILYEA
Secretary

Dated at Mississauga, this 19th day of December, 1991.

2/92

LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

O. Reg. 778/91.
General.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 580/84
MADE UNDER THE
LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984

1. Subsection 1 (2) of Ontario Regulation 580/84 is amended by adding the following paragraph:

47. Every parcel of land for which a declaration and description under the *Condominium Act* are registered in the Land Registry Office for the Land Titles Division of Metropolitan Toronto (No. 66) on or after the 23rd day of December, 1991.

2/92

GAME AND FISH ACT

O. Reg. 779/91.
Reptiles.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 397/84
MADE UNDER THE
GAME AND FISH ACT

1. Section 1 of Ontario Regulation 397/84, as amended by section 1 of Ontario Regulation 113/88, section 1 of Ontario Regulation 87/90 and section 1 of Ontario Regulation 263/90, is further amended by adding the following item:

20. *Eumeces fasciatus*, commonly known as five-lined skink.

2/92

ONTARIO ENERGY BOARD ACT

O. Reg. 780/91.
General.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 700 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
ONTARIO ENERGY BOARD ACT

1. The Schedule to Regulation 700 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as amended by section 1 of Ontario Regulation 97/87, section 1 of Ontario Regulation 313/88 and section 1 of Ontario Regulation 690/89, is further amended by adding the following paragraph:

21. In The Corporation of the City of Sarnia-Clearwater (formerly Town of Clearwater) and the Township of Moore (formerly Town of Clearwater) in the County of Lambton, Province of Ontario, described as follows:

Commencing at the southwest corner of Lot 10, Block A, Registered Plan 13 northerly (parallel to the easterly limit of the McGregor Sideroad) 1,032.87 feet, more or less, to a point (which point being the one-half lot line of Lot 10 and the point of commencement); thence northerly (parallel to the easterly limit of the McGregor Sideroad) through the balance of Lot 10 and all of lots 9, 8 and 7, Block A, Plan 13, a distance of 6,048.91 feet, more or less, to a point (this point being the lot line between lots 7 and 6, Block A, Registered Plan 13); thence easterly along the lot line between lots 6 and 7, Block A, Plan 13 (being parallel to the southerly limit of King's Highway No. 40) a distance of 2,722.96 feet, more or less, to a point (this point being on the lot line between Lot 7, Block A, Plan 13, and Lot 17, Concession 2, The Corporation of the City of Sarnia-Clearwater); thence continuing easterly (being parallel to the southerly limit of the King's Highway No. 40) through Lot 17, Concession 2, a distance of 733.43 feet, more or less, to a point (this point being the lot line between lots 16 and 17, Concession 2, The Corporation of the City of Sarnia-Clearwater); thence continuing easterly (being parallel to the southerly limit of the King's Highway No. 40) through part of Lot 16, Concession 2, a distance of 573.22 feet, more or less, to a point being the one-fourth lot line of Lot 16, Concession 2; thence southerly (being parallel to the westerly limit of the road allowance between lots

2/92

LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

Règl. de l'Ont. 779/91
Reptiles
pris—le 19 décembre 1991
déposé—le 23 décembre 1991

RÈGLEMENT MODIFIANT LE
RÈGLEMENT DE L'ONTARIO 397/84
PRIS EN APPLICATION DE LA
LOI SUR LA CHASSE ET LA PÊCHE

1 L'article 1 du Règlement de l'Ontario 397/84, tel qu'il est modifié par l'article 1 du Règlement de l'Ontario 113/88, l'article 1 du Règlement de l'Ontario 87/90 et l'article 1 du Règlement de l'Ontario 263/90, est modifié de nouveau par adjonction du point suivant :

20. *Eumeces fasciatus*, communément appelée scinque pentaligne.

15 and 16, Concession 2) through Lot 16, concessions 1 and 2, City of Sarnia-Clearwater and Township of Moore, a distance of 6,018.99 feet, more or less, to a point; thence westerly (being parallel to the northerly limit of the road allowance also known as the La Salle Road) through Lot 16, Concession 1, a distance of 493.78 feet, more or less, to a point (this point being the lot line between lots 16 and 17, Concession 1, of the Township of Moore); thence continuing westerly (being parallel to the northerly limit of the road allowance also known as the La Salle Road) through Lot 17, Concession 1, a distance of 681.44 feet, more or less, to a point (this point being the lot line between Lot 17, Concession 1, the Township of Moore and Lot 10, Block A, Plan 13, the Township of Moore); thence continuing westerly through Lot 10, Block A, Plan 13 (being parallel to the northerly limit of the road allowance also known as the La Salle Road) a distance of 2,629.53 feet, more or less, to the point of commencement.

CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

O. Reg. 781/91.
Conservation Authorities Act.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 194/84
MADE UNDER THE
CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

1. Section 2 of Ontario Regulation 194/84, as remade by section 2 of Ontario Regulation 8/87 and amended by section 1 of Ontario Regulation 578/89 and section 1 of Ontario Regulation 265/91, is further amended by striking out "and" at the end of clause (c), by adding "and" at the end of clause (d) and by adding the following clause:

- (e) the proposed undertaking, including all alternatives to it, by Reclamation Systems Inc. to dispose of waste in the Acton Quarry of United Aggregate Limited located on part of Lot 23, Concession 3, and parts of lots 23 and 24, Concession 4, Town of Halton Hills, in The Regional Municipality of Halton.

2/92

CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

O. Reg. 782/91.

Lakes and Rivers Improvement Act.
 Made—December 19th, 1991.
 Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 174/89
 MADE UNDER THE
 CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

1. Section 2 of Ontario Regulation 174/89, as remade by section 1 of Ontario Regulation 577/89, is amended by striking out "and" at the end of clause (a), by adding "and" at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (c) the proposed undertaking, including all alternatives to it, by Reclamation Systems Inc. to dispose of waste in the Acton Quarry of United Aggregate Limited located on part of Lot 23, Concession 3, and parts of lots 23 and 24, Concession 4, Town of Halton Hills, in The Regional Municipality of Halton.

2/92

CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

O. Reg. 783/91.

Aggregate Resources Act, 1989.
 Made—December 19th, 1991.
 Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION TO AMEND
 ONTARIO REGULATION 201/90
 MADE UNDER THE
 CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

1. Section 2 of Ontario Regulation 201/90 is revoked and the following substituted:

2. All undertakings to which the Act would apply because of the effect of section 1 are exempt from the application of the Act except,

- (a) the proposed undertaking, including all alternatives to it, by The Municipality of Metropolitan Toronto to acquire lots 29 and 30, Concession 3, Town of Vaughan, The Regional Municipality of York, to extract clay therefrom, to transport the clay to the Keele Valley Landfill Site and to construct the clay liner and final cover for the Keele Valley Landfill Site;
- (b) the proposed undertaking, including all alternatives to it, by Reclamation Systems Inc. to dispose of waste in the Acton Quarry of United Aggregate Limited located on part of Lot 23, Concession 3, and parts of lots 23 and 24, Concession 4, Town of Halton Hills, in The Regional Municipality of Halton. O. Reg. 783/91, s. 1.

2/92

CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

O. Reg. 784/91.

Subsections 137 (3) and (4) of the
 Regional Municipality of Halton Act.
 Made—December 19th, 1991.
 Filed—December 23rd, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE
 CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981

SUBSECTIONS 137 (3) AND (4) OF THE
 REGIONAL MUNICIPALITY OF HALTON ACT

1. Subsections 137 (3) and (4) of the *Regional Municipality of Halton Act* are prescribed for the purposes of section 2 of the Act. O. Reg. 784/91, s. 1.

2. All undertakings to which the Act would apply because of the effect of section 1 are exempt from the application of the Act except the proposed undertaking, including all alternatives to it, by Reclamation Systems Inc. to dispose of waste in the Acton Quarry of United Aggregate Limited located on part of Lot 23, Concession 3, and parts of lots 23 and 24, Concession 4, Town of Halton Hills, in The Regional Municipality of Halton. O. Reg. 784/91, s. 2.

2/92

Publications under the Regulations Act Publications en vertu de la Loi sur les règlements

1992—01—18

COMMODITY BOARDS AND MARKETING AGENCIES ACT

O. Reg. 785/91.

Levies or Charges—Eggs.
Made—December 13th, 1991.
Filed—December 30th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE COMMODITY BOARDS AND MARKETING AGENCIES ACT

LEVIES OR CHARGES—EGGS

1. In this Regulation, "eggs" means eggs of a domestic hen that are produced in Ontario, other than hatching eggs. O. Reg. 785/91, s. 1.

2.—(1) The Lieutenant Governor in Council grants to the Canadian Egg Marketing Agency constituted under the *Farm Products Marketing Agencies Act* (Canada), in relation to the marketing of eggs locally within Ontario, authority,

- (a) to fix and impose levies or charges and to collect them from persons engaged in the production of eggs in Ontario;
- (b) to classify those persons into groups and fix the levies or charges payable by the members of the different groups in different amounts, not exceeding 2 cents per dozen of eggs; and
- (c) to use those levies or charges for its purposes, including the creation of reserves.

(2) The Lieutenant Governor in Council grants to The Ontario Egg Producers' Marketing Board, in relation to the marketing of eggs locally within Ontario, authority,

- (a) to fix and impose levies or charges and to collect them from persons engaged in the production of eggs in Ontario;
- (b) to classify those persons into groups and fix the levies or charges payable by the members of the different groups in different amounts; and
- (c) to use those levies or charges for its purposes, including the creation of reserves, the payment of expenses and losses resulting from the sale or disposal of any eggs and the equalization or adjustment among producers of eggs of money realized from their sale during such period or periods as it may determine.

(3) The grant of authority under subsections (1) and (2) does not include the authority to fix, impose and collect levies or charges granted to The Ontario Egg Producers' Marketing Board by Ontario Regulation 759/86. O. Reg. 785/91, s. 2.

3.—(1) A grader of eggs or grading station operator who receives eggs shall deduct from the money payable for the eggs any levies or charges payable to the Canadian Egg Marketing Agency by the person from whom the grader or grading station operator receives the eggs and shall forward them to The Ontario Egg Producers' Marketing Board as

agent for the Canadian Egg Marketing Agency not later than ten days after the last day of the week in which the grader or grading station operator receives the eggs.

(2) A grader of eggs or grading station operator who receives eggs shall deduct from the money payable for the eggs any levies or charges payable to The Ontario Egg Producers' Marketing Board by the person from whom the grader or grading station operator receives the eggs and shall forward them to the marketing board not later than ten days after the last day of the week in which the grader or grading station operator receives the eggs. O. Reg. 785/91, s. 3.

4. The Canadian Egg Marketing Agency shall, at any time during normal office hours, make available to an auditor designated by the Minister of Agriculture and Food, all books of account, records and documents relating to the receipt of funds under this Regulation and its expenditures of money derived in whole or in part from funds received under this Regulation. O. Reg. 785/91, s. 4.

5. Regulation 110 of Revised Regulations of Ontario, 1980 and Ontario Regulations 462/81, 98/83, 713/83, 760/86, 467/88, 243/89, 83/90 and 524/90 are revoked.

3/92

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

O. Reg. 786/91.

Eggs—Extension of Powers.
Made—December 13th, 1991.
Filed—December 30th, 1991.

REGULATION MADE UNDER THE FARM PRODUCTS MARKETING ACT

EGGS—EXTENSION OF POWERS

1. In this Regulation, "eggs" means eggs of a domestic hen produced in Ontario other than hatching eggs. O. Reg. 786/91, s. 1.

2. The Lieutenant Governor in Council grants to the Canadian Egg Marketing Agency constituted under the *Farm Products Marketing Agencies Act* (Canada) authority to regulate the marketing within Ontario of eggs and, for that purpose, to exercise the powers that it may exercise with respect to eggs marketed in interprovincial or export trade under paragraphs 22 (1) (d), (j), (k) and (m) of that Act. O. Reg. 786/91, s. 2.

3. Regulation 355 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is revoked.

3/92

MILK ACT

O. Reg. 787/91.

Grades, Standards, Designations, Classes,
Packing and Marking.
Made—November 13th, 1991.
Approved—December 19th, 1991.
Filed—December 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 622 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
MILK ACT

1. Section 11 of Regulation 622 of Revised Regulations of Ontario, 1980 is amended by adding the following paragraph:

3a. Class 3a milk.

2.—(1) Clause 12 (3) (c) of the Regulation, as remade by section 1 of Ontario Regulation 277/89, is amended by adding "dressing" at the end of subclause (ii).

(2) Section 12 of the Regulation is amended by adding the following subsection:

(3a) The amount in litres of milk, partly-skimmed milk, skim-milk or cream that is used in the processing of cottage cheese curd is Class 3a milk. O. Reg. 787/91, s. 2 (2).

3. This Regulation comes into force on the 1st day of January, 1992.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of November, 1991.

3/92

MILK ACT

O. Reg. 788/91.

Milk and Milk Products.
Made—November 13th, 1991.
Approved—December 19th, 1991.
Filed—December 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
ONTARIO REGULATION 250/87
MADE UNDER THE
MILK ACT

1. Section 57 of Ontario Regulation 250/87 is revoked and the following substituted:

57.—(1) Every sample of milk referred to in section 38 that is to be tested shall be tested for kilograms per hectolitre of milk-fat, milk-protein and other milk solids.

(2) Every sample shall be tested, no later than five days after the day the sample is taken, by an infrared milk analyser at a laboratory approved by the Director.

(3) The weighted average of the milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content of a representative number of the samples shall be deemed to be the milk-fat content, milk-protein content and other milk solids content of the milk from which the samples are taken. O. Reg. 788/91, s. 1.

2.—(1) Subclause 90 (1) (b) (i) of the Regulation is amended by adding at the end "milk-protein content and other milk solids content".

(2) Clause 90 (2) (b) of the Regulation is amended by adding at the end "milk-protein content and other milk solids content".

(3) Clause 90 (3) (b) of the Regulation is amended by adding at the end "milk-protein content and other milk solids content".

3.—(1) Clauses 118 (b) and (c) of the Regulation are revoked and the following substituted:

(b) the milk-fat, milk-protein and other milk solids tests of all milk received; and

(c) the original entries of the volumes of milk bought and the milk-fat, milk-protein and other milk solids tests of the milk.

ONTARIO FARM PRODUCTS MARKETING COMMISSION:

RUSSELL DUCKWORTH
Chair

JOE MAZZEI
Assistant Secretary

Dated at Toronto, this 13th day of November, 1991.

3/92

RETAIL SALES TAX ACT

O. Reg. 789/91.

Definitions by Minister, Exemptions,
Forms and Rebates.
Made—December 19th, 1991.
Filed—December 31st, 1991.

REGULATION TO AMEND
REGULATION 903 OF REVISED REGULATIONS
OF ONTARIO, 1980
MADE UNDER THE
RETAIL SALES TAX ACT

1. The Form to section 9 of Regulation 903 of Revised Regulations of Ontario, 1980, as remade by section 1 of Ontario Regulation 508/89, is amended by striking out item 1 under the heading "Exemption Codes" and substituting the following:

1. Truck Transportation Act Licensing

1. Immatriculation en vertu de la Loi sur le camionnage

2. This Regulation comes into force on the later of the day it is filed and the 31st day of December, 1991.

SHELLEY WARK-MARTYN
Minister of Revenue

Dated at Toronto, this 19th day of December, 1991.

3/92

TABLE OF REGULATIONS

The Table of Regulations shows the regulations contained in the Revised Regulations of Ontario, 1980 and those made after December 31, 1980 and before January 1, 1992. It also shows the amendments to those regulations.

The listings are in English only. As of the date of this Table (December 31, 1991) few regulations had an official French version. Bilingual regulations are indicated by a "(B)" in the right hand margin.

TABLE DES RÈGLEMENTS

La Table des règlements énumère tous les règlements contenus dans les Règlements refondus de l'Ontario de 1980 ou pris après le 31 décembre 1980 mais avant le 1^{er} janvier 1992. Elle indique également les modifications apportées à ces règlements.

Les entrées ne figurent qu'en anglais puisque seuls quelques règlements avaient une version officielle en français au moment de la compilation de la Table (31 décembre 1991). Le «(B)» dans la marge de droite indique que le règlement est bilingue.

TABLE OF REGULATIONS

TABLE DES RÈGLEMENTS

The Table of Regulations shows the regulations contained in the Revised Regulations of Ontario, 1980 and those made after December 31, 1980 and before January 1, 1992. It also shows the amendments to those regulations.

La Table des règlements énumère tous les règlements contenus dans les Règlements refondus de l'Ontario de 1980 ou pris après le 31 décembre 1980 mais avant le 1^{er} janvier 1992. Elle indique également les modifications apportées à ces règlements.

The listings are in English only. As of the date of this Table (December 31, 1991) few regulations had an official French version. Bilingual regulations are indicated by a "(B)" in the right hand margin.

Les entrées ne figurent qu'en anglais puisque seuls quelques règlements avaient une version officielle en français au moment de la compilation de la Table (31 décembre 1991). Le «(B)» dans la marge de droite indique que le règlement est bilingue.

R.R.O.
1980 O.Reg. Date of
Gazette

A

ABANDONED ORCHARDS ACT

General..... 1

ADMINISTRATION OF JUSTICE ACT

Court Reporters and
Court Monitors..... 709/89 Jan. 6/90
(revoked by 587/91)

Court Reporters and
Court Monitors..... 587/91 Nov. 2/91

Fee Payable to Provincial Court
(Civil Division) Referees..... 612/85 Dec. 14/85
amended..... 692/87 Jan. 2/88
amended..... 709/88 Dec. 17/88
amended..... 440/90 Aug. 25/90
amended..... 586/91 Nov. 2/91

Fees and Allowances - Provincial Court
(Civil Division)..... 795/84 Jan. 5/85
amended..... 601/85 Dec. 14/85
amended..... 691/87 Jan. 2/88
amended..... 707/88 Dec. 17/88
(revoked by 391/90)

Fees and Expenses -
Court Reporters..... 2
(revoked by 282/82)

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Court Reporters and Court Monitors.....		36/84	Feb.	11/84
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		610/85	Dec.	14/85
amended.....		57/87	Feb.	21/87
amended.....		693/87	Jan.	2/88
amended.....		706/88	Dec.	17/88
amended.....		386/89	July	15/89
(revoked by 709/89)				
General.....	3			
amended.....		281/82	May	15/82
(revoked by 794/84)				
Jurors and Crown Witnesses.....	4			
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		607/85	Dec.	14/85
amended.....		178/89	Apr.	22/89
Justices of the Peace.....	5			
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		399/84	July	7/84
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		676/84	Nov.	10/84
amended.....		316/85	June	29/85
(revoked by 620/85)				
Justices of the Peace.....		620/85	Dec.	14/85
amended.....		22/86	Feb.	1/86
amended.....		188/86	Apr.	19/86
amended.....		456/86	Aug.	16/86
amended.....		725/86	Dec.	27/86
amended.....		695/87	Jan.	2/88
amended.....		175/88	Apr.	16/88
amended.....		176/88	Apr.	16/88
amended.....		708/88	Dec.	17/88
amended.....		195/89	Apr.	29/89
amended.....		387/89	July	15/89
amended.....		708/89	Jan.	6/90
amended.....		172/90	Apr.	28/90
amended.....		294/90	June	23/90
amended.....		518/91	Oct.	5/91
Non-Salaried Court Reporters and Court Monitors.....		282/82	May	15/82
(revoked by 36/84)				
Sheriff's Officers, Process Servers, Escorts and Municipal Police Forces.....		794/84	Jan.	5/85
amended.....		603/85	Dec.	14/85
amended.....		694/87	Jan.	2/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		710/89	Jan.	6/90
amended.....		588/91	Nov.	2/91
Fees -				
Construction Liens.....		158/83	Apr.	2/83
amended.....		405/84	July	14/84
amended.....		605/85	Dec.	14/85
Repair and Storage				
Liens Act, 1989.....		171/90	Apr.	28/90
Sheriffs.....				
	6			
amended.....		278/81	May	23/81
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		245/83	May	14/83
amended.....		404/84	July	14/84
(revoked by 811/84)				
Sheriffs.....				
		811/84	Jan.	5/85
amended.....		608/85	Dec.	14/85
(revoked by 609/86)				
Sheriffs.....				
		609/86	Oct.	25/86
(revoked by 392/90)				
Supreme Court and County Courts.....				
	7			
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		245/83	May	14/83
amended.....		404/84	July	14/84
(revoked by 812/84)				
Supreme Court and District				
Court.....		812/84	Jan.	5/85
amended.....		602/85	Dec.	14/85
(revoked by 608/86)				
Supreme Court and District				
Court.....		608/86	Oct.	25/86
(revoked by 393/90)				
Unified Family Court.....				
	8			
amended.....		281/82	May	15/82
amended.....		245/83	May	14/83
amended.....		37/84	Feb.	11/84
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		609/85	Dec.	14/85
amended.....		607/86	Oct.	25/86
Investigation Fee - Official Guardian.....				
	9			
(revoked by 495/81)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Investigation Fee - Official Guardian.....		495/81	Aug.	8/81
amended.....		244/83	May	14/83
amended.....		366/84	June	23/84
(revoked by 606/85)				
Investigation Fee - Official Guardian.....		606/85	Dec.	14/85
Justice of the Peace Night Court, Guilty Pleas, Fee.....		359/90	July	14/90
Kilometre Allowances.....		283/82	May	15/82
amended.....		404/84	July	14/84
amended.....		604/85	Dec.	14/85
amended.....		521/89	Oct.	14/89
Sheriffs - Fees.....		392/90	Aug.	4/90
Small Claims Court - Fees and Allowances.....		391/90	Aug.	4/90
(revoked by 585/91)				
Small Claims Court - Fees and Allowances.....		585/91	Nov.	2/91
Supreme Court and District Court - Fees.....		393/90	Aug.	4/90
Telewarrants.....		621/85	Dec.	14/85
(revoked by 188/86)				
To Amend Certain Regulations.....		281/82	May	15/82
AGGREGATE RESOURCES ACT, 1989				
General.....		702/89	Dec.	30/89 (B)
amended.....		512/91	Oct.	5/91
AGRICULTURAL AND HORTICULTURAL ORGANIZATIONS ACT, 1988				
General.....		200/89	May	6/89 (B)
amended.....		662/91	Nov.	16/91
Names.....		530/90	Sept.	22/90
AGRICULTURAL ASSOCIATIONS ACT				
Designation of Associations.....	10			
amended.....		611/81	Oct.	3/81
amended.....		852/82	Jan.	15/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		99/83	Mar.	5/83
amended.....		413/84	July	14/84
amended.....		12/85	Jan.	26/85
amended.....		427/85	Sept.	14/85
amended.....		114/87	Mar.	21/87
AGRICULTURAL DEVELOPMENT FINANCE ACT				
Interest Rate.....	11			
amended.....		699/85	Jan.	11/86
amended.....		344/86	June	28/86
amended.....		287/88	May	28/88
amended.....		536/88	Sept.	10/88
AGRICULTURAL SOCIETIES ACT				
General.....	12			
amended.....		107/83	Mar.	12/83
revoked.....		131/88	Mar.	26/88
General.....		130/88	Mar.	26/88
AGRICULTURAL TILE DRAINAGE INSTALLATION ACT				
General.....	13			(B)
amended.....		85/83	Feb.	26/83
amended.....		571/91	Oct.	26/91
AMBULANCE ACT				
General.....	14			(B)
amended.....		627/81	Oct.	10/81
amended.....		571/82	Sept.	11/82
amended.....		832/82	Jan.	8/83
amended.....		54/84	Feb.	18/84
amended.....		542/84	Sept.	8/84
amended.....		496/85	Oct.	26/85
amended.....		600/89	Nov.	18/89
amended.....		594/90	Dec.	1/90
amended.....		596/91	Nov.	2/91
AMUSEMENT DEVICES ACT, 1986				
General.....		248/86	May	17/86
(revoked by 342/87)				
General.....		342/87	June	27/87
amended.....		351/88	June	18/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
ANATOMY ACT				
General.....	15			
amended.....		216/81	Apr.	25/81
amended.....		412/85	Aug.	31/85
ANIMALS FOR RESEARCH ACT				
General.....	16			
Pounds.....	17			
Research Facilities and Supply Facilities.....	18			
Transportation.....	19			
APPRENTICESHIP AND TRADESMEN'S QUALIFICATION ACT				
Air Cooled and Marine Engine Mechanic.....	20			
Alignment and Brakes Mechanic.....	21			
Auto Body Repairer..... (revoked by 552/90)	22			
Auto Body Repairer.....		552/90	Oct.	6/90
amended.....		652/90	Dec.	29/90
Automatic Machinist		28/84	Feb.	4/84
Automotive Machinist.....	23			
Automotive Painter.....	24			
Baker..... (revoked by 498/81)	25			
Baker.....		498/81	Aug.	15/81
Brick and Stone Mason.....	26			
Cement Mason.....	27			
Construction Boilermaker.....	28			
Construction Millwright.....	29			
Cook.....	30			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Dry Cleaners.....	31			
Electrician.....	32			
amended.....		466/91	Sept.	7/91
Farm Equipment Mechanic.....	33			
Fitter (Structural Steel/Platework).....	34			
Fuel and Electrical Systems Mechanic.....	35			
General.....	36			
amended.....		246/81	May	9/81
amended.....		75/83	Feb.	12/83
amended.....		52/84	Feb.	18/84
amended.....		717/86	Dec.	27/86
amended.....		595/89	Nov.	11/89
amended.....		733/91	Dec.	28/91
General Carpenter.....	37			
General Machinist.....	38			
(revoked by 734/91)				
General Machinist.....		734/91	Dec.	28/91
Glazier and Metal Mechanic.....	39			
amended.....		161/86	Apr.	12/86
Hairstyling Schools.....	40			
amended.....		728/81	Nov.	14/81
(revoked by 478/91)				
Hairstyling Schools.....		478/91	Sept.	7/91
Hairstylist.....	41			
(revoked by 477/91)				
Hairstylist.....		477/91	Sept.	7/91
Heavy Duty Equipment Mechanic.....	42			
Hoisting Engineer.....		619/82	Oct.	9/82
(revoked by 553/90)				
Hoisting Engineer.....		553/90	Oct.	6/90
amended.....		609/90	Dec.	8/90
Horticulturist.....		656/86	Nov.	22/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Industrial Electrician.....		718/86	Dec.	27/86
Industrial Mechanic (Millwright).....	43			
Industrial Woodworker.....		873/81	Jan.	16/82
Ironworkers.....	44			
Lather.....	45			
Lineman.....	46			
amended.....		150/82	Apr.	3/82
Motor Vehicle Mechanic.....	47			
Motorcycle Mechanic.....	48			
Mould Maker.....	49			
(revoked by 735/91)				
Mould Maker.....		735/91	Dec.	28/91
Painter and Decorator.....	50			
amended.....		378/81	June	20/81
amended.....		160/86	Apr.	12/86
amended.....		475/86	Aug.	30/86
Pattern Maker.....		737/91	Dec.	28/91
Plasterers.....	51			
Plumbers.....	52			
Printer.....	53			
Radio and Television Service Technician.....	54			
Refrigeration and Air-Conditioning Mechanic.....	55			
Service Station Attendant.....	56			
revoked.....		100/84	Mar.	3/84
Sheet Metal Worker.....	57			
Sprinkler and Fire Protection Installer.....	58			
Steamfitters.....	59			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Tool and Die Maker..... (revoked by 736/91)	60		
Tool and Die Maker.....		736/91	Dec. 28/91
Transmission Mechanic.....	61		
Truck-Trailer Repairer.....	62		
Watch Repairers.....	63		
ARBITRATIONS ACT			
Fees Chargeable by Arbitrators.....	64		
ARCHITECTS ACT (See now <u>Architects Act, 1984</u>)			
Complaints..... (revoked by 517/84)	65		
ARCHITECTS ACT, 1984			
General.....	517/84	Sept.	1/84
amended.....	810/84	Jan.	5/85
amended.....	156/85	Apr.	20/85
amended.....	160/85	Apr.	20/85
amended.....	599/85	Dec.	14/85
amended.....	58/86	Feb.	22/86
amended.....	368/86	July	12/86
amended.....	149/87	Apr.	11/87
amended.....	671/87	Dec.	26/87
amended.....	672/87	Dec.	26/87
amended.....	688/87	Jan.	2/88
amended.....	37/88	Feb.	6/88
amended.....	661/88	Nov.	12/88
amended.....	179/89	Apr.	22/89
amended.....	365/89	July	8/89
amended.....	71/90	Mar.	3/90
ARTIFICIAL INSEMINATION OF LIVE STOCK ACT			
General.....	66		
ASSESSMENT ACT			
Alternative Period for Census.....	305/85	June	22/85
Application for Direction of School Support..... (revoked by 798/82)	641/82	Oct.	16/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Application for Direction of School Support..... (revoked by 295/86)		798/82	Dec.	25/82
Application for Direction of School Support..... (revoked by 627/88)		295/86	June	7/86
Application for Direction of School Support..... amended..... amended.....		627/88 398/89 249/90	Oct. July June	22/88 22/89 2/90
Assessment Areas and Regions..... (revoked by 144/82)	67			
Assessment Areas and Regions.....		144/82	Mar.	27/82
Assessment Notices..... revoked.....	68	97/82	Dec.	25/82
Assessment Notices.....		3/87	Jan.	24/87
Assessment Notices of Supplementary or Omitted Assessment.....		466/87	Aug.	22/87
Enumeration.....		411/89	July	29/89
Enumeration.....		210/91	May	25/91
Enumeration, 1990.....		578/90	Nov.	17/90
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		4/81	Jan.	24/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		5/81	Jan.	24/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		32/81	Feb.	14/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		760/81	Nov.	28/81
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		866/81	Jan.	19/82
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		867/81	Jan.	19/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		787/82	Dec. 18/82
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		9/83	Jan. 22/83
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		51/83	Feb. 5/83
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		15/84	Jan. 28/84
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		95/84	Mar. 3/84
amended.....		360/85	July 13/85
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		74/85	Feb. 23/85
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act.....		89/85	Mar. 9/85
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		4/86	Jan. 25/86
amended.....		66/86	Feb. 22/86
amended.....		100/86	Mar. 15/86
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		35/87	Feb. 14/87
amended.....		90/87	Mar. 7/87
amended.....		229/87	May 16/87
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		127/88	Mar. 19/88
amended.....		283/88	May 21/88
Equalization of Assessments Made Under Section 63 of the Assessment Act		110/89	Mar. 18/89
amended.....		203/89	May 6/89
Equalization of Assessments (Various Municipalities) Under Subsection 63(3) of the Act (See 283/91)			
Equalization of 1989 Assessments for the 1990 Tax Year (Various Municipalities) Under Subsection 63(3) of the Act.....		486/90	Sept. 1/90
amended.....		283/91	June 29/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Equalization of 1990 Assessments for the 1991 Tax Year (Various Municipalities) Under Subsection 63(3) of the Act.....		281/91	June 29/91
Interior Information Questionnaire.....	69		
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 594/82)	70		
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 487/85)		594/82	Sept. 18/82
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 345/88)		487/85	Oct. 19/85
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 137/89)		345/88	June 18/88
Municipal Enumeration Notice..... (revoked by 210/91)		137/89	Apr. 1/89
Pipe Line Rates.....	71		
Pipe Line Rates.....		316/83	June 11/83
amended.....		529/85	Nov. 9/85
amended.....		73/86	Mar. 1/86
Pipe Line Rates.....		34/87	Feb. 14/87
amended.....		228/87	May 16/87
Pipe Line Rates.....		414/88	July 16/88
Pipe Line Rates.....		108/89	Mar. 18/89
Pipe Line Rates in Muskoka and Parry Sound.....	72		
Pipe Line Rates in Part of the District of Algoma and Part of The Regional Municipality of Ottawa-Carleton.....		684/86	Dec. 13/86
Pipe Line Rates in Parts of the Counties of Hastings and Simcoe and Parts of the United Counties of Prescott and Russell and Stormont, Dundas and Glengarry.....		193/89	Apr. 29/89
Pipe Line Rates in Parts of the Counties of Peterborough, Simcoe and Victoria and in Parts of the Districts of Sudbury and Algoma.....		89/87	Mar. 7/87
amended.....		267/87	May 30/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Pipe Line Rates in the County of Huron and Parts of the counties of Haliburton, Hastings, Peterborough, Simcoe and Victoria and Part of the District of Timiskaming.....		469/88	Aug.	6/88
Pipe Line Rates in The Regional Municipality of Sudbury.....		375/86	July	12/86
Pipe Line Rates under Subsection 24(16) of the Act.....		529/90	Sept.	22/90
amended.....		387/91	July	20/91
Pipe Line Rates under Subsection 24(16a) of the Act.....		485/90	Sept.	1/90
amended.....		282/91	June	29/91
Pipe Line Rates under Subsection 24(17) of the Act.....		284/91	June	29/91
Postponement of 1981 Census.....		589/81	Sept.	12/81
Property Income Questionnaire.....	73			
School Tax Support (Voluntary Election).....		156/91	Apr.	27/91
Voter Identification Notice Under the <u>Municipal Elections Act</u> (revoked by 210/91)		488/88	Aug.	13/88
ASSESSMENT REVIEW COURT ACT (See now <u>Assessment Review Board Act</u>)				
Procedure..... (revoked by 419/84)	74			
ASSESSMENT REVIEW BOARD ACT				
Procedure.....		419/84	July	14/84
ATHLETICS CONTROL ACT				
Amount of Tax	75			
General..... (revoked by 544/85)	76			
General.....		544/85	Nov.	16/85
amended.....		194/91	May	18/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
B				
BAILIFFS ACT				
General.....	77			
amended.....		610/83	Oct.	15/83
amended.....		267/86	May	24/86
amended.....		689/91	Nov.	30/91
BARRIE-INNISFIL ANNEXATION ACT, 1981				
Wards and Composition of Council.....		298/82	May	22/82
BARRIE-VESPRE ANNEXATION ACT, 1984				
Wards and Composition of Council.....		142/85	Apr.	20/85
BEACH PROTECTION ACT				
General.....	78			
BEEF CATTLE MARKETING ACT				
Licence Fees.....	79			
amended.....		651/81	Oct.	17/81
amended.....		276/82	May	8/82
amended.....		555/88	Sept.	24/88
Weighing of Beef Carcasses now Weighing of Carcasses (See 17/90)				
Weighing of Carcasses.....	80			
amended.....		341/82	June	12/82
amended.....		129/86	Apr.	5/86
amended.....		17/90	Feb.	3/90
Weighing of Live Cattle.....		340/82	June	12/82
amended.....		128/86	Apr.	5/86
BEEES ACT				
General.....	81			
amended.....		567/85	Nov.	23/85
amended.....		721/88	Dec.	24/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
BILLS OF SALE ACT			
General.....	82		
amended.....		138/84	Mar. 17/84
BLIND PERSONS' RIGHTS ACT			
Dog Guides.....	83		
amended.....		102/85	Mar. 16/85
amended.....		459/86	Aug. 16/86
amended.....		52/89	Feb. 18/89
BOILERS AND PRESSURE VESSELS ACT			
General.....	84		
amended.....		179/82	Apr. 10/82
amended.....		640/83	Oct. 29/83
amended.....		451/85	Sept. 28/85
amended.....		531/86	Sept. 20/86
amended.....		450/89	Aug. 12/89
BOUNDARIES ACT			
General.....	85		
amended.....		133/84	Mar. 17/84
amended.....		263/86	May 24/86
amended.....		66/88	Feb. 20/88
amended.....		322/91	July 13/91
BRANTFORD-BRANT ANNEXATION ACT, 1980			
Brantford (Township of), City of Brantford Boundary.....		696/90	Jan. 12/91
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1982.....		531/82	Aug. 21/82
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1983.....		575/83	Sept. 24/83
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1984.....		380/84	June 30/84
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1985.....		419/85	Sept. 7/85
Order of the Minister - Transitional Mill Rates - 1986.....		467/86	Aug. 23/86
Transportation and Service Corridor		669/85	Jan. 4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Wards and Composition of Council and Public Utilities Commission.....		153/82	Apr.	3/82
BRUCCELLOSIS ACT				
Vaccination.....	86			
BUILDING CODE ACT				
General.....	87			
amended.....		103/81	Mar.	14/81
amended.....		230/81	Apr.	25/81
amended.....		720/81	Nov.	14/81
(revoked by 583/83)				
General.....		583/83	Oct.	8/83
amended.....		549/84	Sept.	8/84
(revoked by 419/86)				
General.....		419/86	Aug.	9/86
amended.....		183/88	Apr.	23/88
amended.....		581/88	Oct.	8/88
amended.....		114/89	Mar.	18/89
amended.....		115/89	Mar.	18/89
(revoked by 413/90)				
General.....		413/90	Aug.	18/90
amended.....		400/91	Aug.	3/91
BUSINESS CORPORATIONS ACT				
(See now <u>Business Corporations Act, 1982</u>)				
Names.....	88			
(revoked by 446/83)				
BUSINESS CORPORATIONS ACT, 1982				
General.....		446/83	July	30/83
amended.....		678/83	Nov.	12/83
amended.....		199/84	Apr.	14/84
amended.....		669/84	Nov.	10/84
amended.....		778/84	Dec.	22/84
amended.....		148/85	Apr.	20/85
amended.....		495/85	Oct.	19/85
amended.....		681/85	Jan.	4/86
amended.....		159/87	Apr.	11/87
amended.....		452/88	July	30/88
amended.....		748/88	Dec.	31/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
--	----------------	--------	--------------------	--

amended.....		358/89	July	8/89
amended.....		360/90	July	14/90
amended.....		578/91	Oct.	26/91

BUSINESS NAMES ACT, 1990

General.....		121/91	Apr.	13/91 (B)
amended.....		579/91	Oct.	26/91
Restrictions Respecting Names.....		122/91	Apr.	13/91 (B)

C**CANADIAN INSURANCE EXCHANGE ACT, 1986**

General.....		751/86	Jan.	10/87
--------------	--	--------	------	-------

CEMETERIES ACT

Closings and Removals.....	89			
amended.....		472/81	Aug.	1/81
amended.....		824/82	Jan.	1/83
amended.....		839/82	Jan.	8/83
amended.....		179/83	Apr.	16/83
amended.....		240/83	May	14/83
amended.....		763/83	Dec.	24/83
amended.....		176/84	Apr.	7/84
amended.....		403/84	July	14/84
amended.....		109/87	Mar.	14/87
amended.....		189/87	Apr.	18/87
amended.....		625/87	Dec.	5/87
amended.....		63/88	Feb.	20/88
amended.....		331/88	June	4/88
amended.....		427/88	July	23/88
amended.....		523/88	Sept.	3/88
amended.....		56/89	Feb.	18/89
amended.....		278/89	June	3/89
amended.....		541/89	Oct.	21/89
amended.....		51/90	Feb.	17/90
amended.....		103/90	Mar.	24/90
amended.....		325/90	June	30/90
amended.....		562/90	Oct.	20/90
amended.....		214/91	June	8/91
General.....	90			
Trust Funds.....	91			
amended.....		222/81	Apr.	25/81
amended.....		223/81	Apr.	25/81
amended.....		215/91	June	8/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
CENTENNIAL CENTRE OF SCIENCE AND TECHNOLOGY ACT			
Fees.....	92		
amended.....		211/82	Apr. 24/82
amended.....		77/84	Feb. 25/84
amended.....		294/84	May 19/84
amended.....		381/86	July 12/86
amended.....		294/87	June 13/87
amended.....		575/89	Oct. 28/89
CERTIFICATION OF TITLES ACT			
General.....	93		
amended.....		595/82	Sept. 18/82
amended.....		134/84	Mar. 17/84
amended.....		581/84	Sept. 29/84
amended.....		264/86	May 24/86
amended.....		67/88	Feb. 20/88
amended.....		323/91	July 13/91
CHANGE OF NAME ACT			
Fees and Forms.....	94		
revoked.....		307/88	May 28/88
CHANGE OF NAME ACT, 1986			
General.....		64/87	Feb. 28/87 (B)
amended.....		371/90	July 21/90
amended.....		371/90	July 21/90
amended.....		326/91	July 13/91
CHARITABLE INSTITUTIONS ACT			
General.....	95		
amended.....		49/81	Feb. 21/81
amended.....		187/81	Apr. 11/81
amended.....		271/81	May 16/81
amended.....		481/81	Aug. 1/81
amended.....		615/81	Oct. 3/81
amended.....		698/81	Nov. 7/81
amended.....		814/81	Dec. 26/81
amended.....		69/82	Feb. 20/82
amended.....		311/82	May 22/82
amended.....		455/82	July 17/82
amended.....		549/82	Aug. 21/82
amended.....		553/82	Aug. 21/82
amended.....		720/82	Nov. 13/82
amended.....		71/83	Feb. 12/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		274/83	May 21/83
amended.....		461/83	Aug. 6/83
amended.....		580/83	Oct. 1/83
amended.....		648/83	Oct. 29/83
amended.....		697/83	Nov. 19/83
amended.....		729/83	Dec. 10/83
amended.....		766/83	Dec. 24/83
amended.....		63/84	Feb. 18/84
amended.....		79/84	Feb. 25/84
amended.....		310/84	June 2/84
amended.....		327/84	June 9/84
amended.....		496/84	Aug. 18/84
amended.....		627/84	Oct. 20/84
amended.....		704/84	Nov. 17/84
amended.....		27/85	Feb. 9/85
amended.....		209/85	May 25/85
amended.....		351/85	July 6/85
amended.....		400/85	Aug. 17/85
amended.....		553/85	Nov. 16/85
amended.....		47/86	Feb. 15/86
amended.....		138/86	Apr. 5/86
amended.....		246/86	May 17/86
amended.....		366/86	July 12/86
amended.....		442/86	Aug. 16/86
amended.....		641/86	Nov. 15/86
amended.....		38/87	Feb. 14/87
amended.....		224/87	May 9/87
amended.....		382/87	July 11/87
amended.....		451/87	Aug. 15/87
amended.....		591/87	Nov. 14/87
amended.....		48/88	Feb. 13/88
amended.....		267/88	May 14/88
amended.....		482/88	Aug. 13/88
amended.....		509/88	Aug. 27/88
amended.....		648/88	Nov. 12/88
amended.....		43/89	Feb. 18/89
amended.....		167/89	Apr. 15/89
amended.....		226/89	May 13/89
amended.....		429/89	Aug. 5/89
amended.....		605/89	Nov. 18/89
amended.....		52/90	Feb. 17/90
amended.....		212/90	May 12/90
amended.....		256/90	June 2/90
amended.....		428/90	Aug. 25/90
amended.....		571/90	Nov. 10/90
amended.....		619/90	Dec. 15/90
amended.....		678/90	Jan. 5/91
amended.....		17/91	Feb. 16/91
amended.....		189/91	May 11/91
amended.....		340/91	July 13/91
amended.....		414/91	Aug. 10/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		594/91	Nov. 2/91
amended.....		651/91	Nov. 16/91
amended.....		719/91	Dec. 14/91
CHILD AND FAMILY SERVICES ACT, 1984			
General.....		550/85	Nov. 16/85
amended.....		269/87	June 6/87
amended.....		347/87	July 4/87
amended.....		400/87	July 25/87
amended.....		624/87	Dec. 5/87
amended.....		219/88	Apr. 30/88
amended.....		162/89	Apr. 15/89
amended.....		551/89	Oct. 21/89
amended.....		177/90	Apr. 28/90
amended.....		139/91	Apr. 13/91
General.....		551/85	Nov. 16/85
CHILD WELFARE ACT (See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	96		
amended.....		72/81	Mar. 7/81
amended.....		787/81	Dec. 5/81
amended.....		102/82	Mar. 6/82
amended.....		484/82	July 31/82
(revoked by 550/85)			
Practice and Procedure of Societies.....	97		
(revoked by 550/85)			
CHILDREN'S INSTITUTIONS ACT (See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	98		
amended.....		815/81	Dec. 26/81
amended.....		730/83	Dec. 10/83
(revoked by 550/85)			
CHILDREN'S LAW REFORM ACT			
Forms.....	99		
amended.....		458/86	Aug. 16/86
CHILDREN'S MENTAL HEALTH SERVICES ACT (See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	100		
amended.....		816/81	Dec. 26/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		145/83	Mar. 26/83
amended.....		521/83	Sept. 3/83
(revoked by 550/85)			
CHILDREN'S RESIDENTIAL SERVICES ACT			
(See now <u>Child and Family Services Act, 1984</u>)			
General.....	101		
amended.....		817/81	Dec. 26/81
amended.....		760/82	Dec. 4/82
amended.....		29/83	Feb. 5/83
(revoked by 28/83 But SEE section 59(2) of O.Reg. 28/83)			
General.....		28/83	Feb. 5/83
(revoked by 550/85)			
CHIROPODY ACT			
General.....	102		
amended.....		169/81	Apr. 11/81
amended.....		590/81	Sept. 12/81
amended.....		24/83	Jan. 29/83
amended.....		18/84	Jan. 28/84
amended.....		94/85	Mar. 9/85
amended.....		103/87	Mar. 14/87
amended.....		583/88	Oct. 8/88
amended.....		688/90	Jan. 5/91
CITY OF TORONTO 1981 ASSESSMENT COMPLAINTS ACT, 1982			
Property Omitted from Schedule.....		812/82	Jan. 1/83
COLLECTION AGENCIES ACT			
General.....	103		
amended.....		137/81	Mar. 28/81
amended.....		701/81	Nov. 7/81
amended.....		147/82	Apr. 3/82
amended.....		346/82	June 12/82
amended.....		590/83	Oct. 1/83
amended.....		615/83	Oct. 15/83
amended.....		268/86	May 24/86
amended.....		690/91	Nov. 30/91
COMMERCIAL CONCENTRATION TAX ACT, 1989			
Forms.....		577/90	Nov. 17/90
General.....		526/90	Sept. 22/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
COMMISSIONERS FOR TAKING AFFIDAVITS ACT				
Fees.....	104			
amended.....		368/84	June	23/84
amended.....		611/85	Dec.	14/85
COMMODITY BOARDS AND MARKETING AGENCIES ACT				
Levies -				
Cream.....	105			
amended.....		379/82	June	19/82
amended.....		855/82	Jan.	15/83
amended.....		482/83	Aug.	20/83
Milk.....	106			
Levies or Charges -				
Chicken.....	107			
amended.....		106/83	Mar.	12/83
amended.....		779/83	Dec.	31/83
amended.....		687/88	Jan.	2/88
amended.....		729/88	Dec.	31/88
amended.....		664/89	Dec.	23/89
Chicken (Over Quota).....	108			
amended.....		33/81	Feb.	14/81
amended.....		773/84	Dec.	22/84
Cream.....	109			
Eggs.....	110			
amended.....		462/81	July	25/81
amended.....		98/83	Mar.	5/83
amended.....		713/83	Nov.	26/83
amended.....		760/86	Jan.	17/87
amended.....		467/88	Aug.	6/88
amended.....		243/89	May	20/89
amended.....		83/90	Mar.	17/90
amended.....		524/90	Sept.	15/90
(revoked by 785/91)				
Eggs.....		785/91	Jan.	18/92
Eggs (Over Quota).....		759/86	Jan.	17/87
Fowl.....	111			
Hatching Eggs.....		367/87	July	11/87
Hatching Eggs and Chicks (Overquota).....		95/90	Mar.	17/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Milk.....	112			
amended.....		275/82	May	8/82
amended.....		518/82	Aug.	14/82
amended.....		814/82	Jan.	1/83
amended.....		514/83	Aug.	27/83
amended.....		512/84	Aug.	25/84
amended.....		426/85	Sept.	14/85
amended.....		505/86	Sept.	13/86
amended.....		96/90	Mar.	17/90
Tobacco.....		619/86	Nov.	1/86
Turkeys.....	113			
COMMODITY FUTURES ACT				
General.....	114			
amended.....		226/81	Apr.	25/81
amended.....		809/82	Dec.	25/82
amended.....		622/84	Oct.	20/84
amended.....		684/85	Jan.	4/86
amended.....		685/85	Jan.	4/86
amended.....		382/86	July	12/86
amended.....		289/89	June	10/89
COMMUNITY PSYCHIATRIC HOSPITALS ACT				
General.....	115			(B)
amended.....		345/91	July	13/91
Grants.....	116			(B)
amended.....		597/91	Nov.	2/91
COMMUNITY RECREATION CENTRES ACT				
General.....	117			
COMMUTER SERVICES ACT				
Dial-A-Bus Service.....	118			
COMPULSORY AUTOMOBILE INSURANCE ACT				
Certificate of Insurance..... (revoked by 402/81)	119			
Certificate of Insurance.....		402/81	July	4/81
Exemptions.....	120			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
CONDOMINIUM ACT			
General.....	121		
amended.....		348/82	June 12/82
amended.....		165/83	Apr. 9/83
amended.....		582/84	Sept. 29/84
amended.....		179/91	May 11/91
Surveys and The Description.....	122		
amended.....		133/81	Mar. 28/81
amended.....		349/82	June 12/82
amended.....		237/85	June 1/85
amended.....		446/90	Aug. 25/90
amended.....		180/91	May 11/91
CONSERVATION AUTHORITIES ACT			
Conservation Areas			
Ausable - Bayfield.....	123		
(revoked by 330/88)			
Ausable - Bayfield.....		330/88	June 4/88
Cataraqui Region.....	124		
(revoked by 197/88)			
Cataraqui Region.....		197/88	Apr. 23/88
Catfish Creek.....	125		
(revoked by 86/88)			
Catfish Creek.....		86/88	Mar. 5/88
Central Lake Ontario.....	126		
(revoked by 198/88)			
Central Lake Ontario.....		198/88	Apr. 23/88
Credit Valley.....	127		
(revoked by 199/88)			
Credit Valley.....		199/88	Apr. 23/88
Crowe Valley.....	128		
(revoked by 292/88)			
Crowe Valley.....		292/88	May 28/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Essex Region..... (revoked by 200/88)	129			
Essex Region.....		200/88	Apr.	23/88
Ganaraska Region..... (revoked by 623/89)	130			
Ganaraska Region.....		623/89	Nov.	25/89
Grand River..... (revoked by 293/88)	131			
Grand River.....		293/88	May	28/88
Grey Sauble.....		294/88	May	28/88
Hamilton Region..... (revoked by 114/88)	132			
Hamilton Region.....		114/88	Mar.	12/88
Halton Region..... (revoked by 365/88)	133			
Halton Region.....		365/88	June	25/88
Kawartha Region.....		295/88	May	28/88
Kettle Creek Region..... (revoked by 201/88)	134			
Kettle Creek.....		201/88	Apr.	23/88
Lake Simcoe Region.....		366/88	June	25/88
Lakehead Region.....		296/88	May	28/88
Long Point Region..... (revoked by 54/88)	135			
Long Point Region.....		54/88	Feb.	13/88
Lower Thames Valley..... (revoked by 297/88)	136			
Lower Thames Valley.....		297/88	May	28/88
Lower Trent Region.....		115/88	Mar.	12/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Maitland Valley..... (revoked by 55/88)	137		
Maitland Valley.....		55/88	Feb. 13/88
Mattagami Valley..... (revoked by 367/88)	138		
Mattagami Region.....		367/88	June 25/88
Metropolitan Toronto and Region..... (revoked by 593/88)	139		
Metropolitan Toronto and Region.....		593/88	Oct. 15/88
Mississippi Valley.....		202/88	Apr. 23/88
Moira River.....		594/88	Oct. 15/88
Napanee Region..... (revoked by 116/88)	140		
Napanee Region.....		116/88	Mar. 12/88
Niagara Peninsula..... (revoked by 298/88)	141		
Niagara Peninsula.....		298/88	May 28/88
Nickel District.....		203/88	Apr. 23/88
North Bay-Mattawa.....		204/88	Apr. 23/88
North Grey Region.....	142		
Nottawasaga Valley..... (revoked by 56/88)	143		
Nottawasaga Valley.....		56/88	Feb. 13/88
Otonabee Region..... (revoked by 595/88)	144		
Otonabee Region.....		595/88	Oct. 15/88
Prince Edward Region..... (revoked by 118/88)	145		
Prince Edward Region.....		118/88	Mar. 12/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rideau Valley..... (revoked by 205/88)	146		
Rideau Valley.....		205/88	Apr. 23/88
St. Clair Region..... (revoked by 117/88)	147		
St. Clair Region.....		117/88	Mar. 12/88
Sauble Valley.....	148		
Saugeen Valley..... (revoked by 545/89)	149		
Saugeen Valley.....		545/89	Oct. 21/89
Sault Ste. Marie Region..... (revoked by 206/88)	150		
Sault Ste. Marie Region.....		206/88	Apr. 23/88
South Lake Simcoe.....	151		
South Nation River.....		628/88	Oct. 22/88
Upper Thames River..... (revoked by 57/88)	152		
Upper Thames River.....		57/88	Feb. 13/88
Fill -			
Ausable River..... (revoked by 544/84)	153		
Grand Valley.....	154		
Moira River.....	155		
Spencer Creek.....	156		
Fill and Alteration to Waterways -			
Long Point Region..... (revoked by 545/84)	157		
Raisin Region.....	158		
Sault Ste. Marie Region.....		683/81	Oct. 31/81
Fill, Construction and Alteration to Waterways -			
Ausable-Bayfield.....		544/84	Sept. 8/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Cataraqui Region.....	159			
Catfish Creek.....	160			
Central Lake Ontario.....	161			
Credit Valley.....	162			
amended.....		655/89	Dec.	23/89
Essex Region.....		730/82	Nov.	20/82
amended.....		784/84	Dec.	29/84
amended.....		437/85	Sept.	14/85
amended.....		535/91	Oct.	12/91
Ganaraska Region Conservation Authority.....		576/84	Sept.	29/84
amended.....		544/89	Oct.	21/89
Grand River.....	163			
(revoked by 154/86)				
Grand River.....		154/86	Apr.	12/86
amended.....		631/88	Nov.	5/88
Halton Region.....	164			
(revoked by 253/89)				
Halton Region.....		253/89	May	27/89
Hamilton Region.....	165			
amended.....		73/85	Feb.	23/85
(revoked by 617/86)				
Hamilton Region.....		617/86	Nov.	1/86
Kettle Creek.....	166			
(revoked by 446/86)				
Kettle Creek.....		446/86	Aug.	16/86
Lakehead Region.....	167			
(revoked by 152/91)				
Lakehead Region.....		152/91	Apr.	27/91
Long Point Region Conservation Authority.....		545/84	Sept.	8/84
amended.....		491/85	Oct.	19/85
Lower Thames Valley.....	168			
Lower Trent Region.....		194/89	Apr.	29/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Maitland Valley.....		503/81	Aug.	15/81
amended.....		313/84	June	2/84
(revoked by 22/91)				
Maitland Valley Conservation Authority.....		22/91	Feb.	16/91
Mattagami Region.....	169			
(revoked by 611/86)				
Mattagami Region.....		611/86	Oct.	25/86
Metropolitan Toronto and Region.....	170			
(revoked by 293/86)				
Metropolitan Toronto and Region.....		293/86	June	7/86
Mississippi Valley (The).....		211/88	Apr.	23/88
Napanee Region Conservation Authority.....		436/85	Sept.	14/85
Niagara Peninsula.....		220/81	Apr.	25/81
(revoked by 82/86)				
Niagara Peninsula.....		82/86	Mar.	8/86
(revoked by 99/91)				
Niagara Peninsula Conservation Authority.....		99/91	Apr.	6/91
Nickel District.....	171			
North Bay-Mattawa.....		278/85	June	15/85
North Grey.....	172			
Nottawasaga Valley.....	173			
amended.....		423/83	July	16/83
Otonabee Region.....	174			
(revoked by 60/89)				
Otonabee Region.....		60/89	Feb.	18/89
Rideau Valley.....	175			
St. Clair Region.....	176			
Sauble Valley.....	177			
Saugeen Valley.....	178			
amended.....		349/85	July	6/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
South Lake Simcoe.....	179			
amended.....		534/91	Oct.	12/91
Upper Thames River.....	180			
amended.....		395/84	July	7/84
(revoked by 171/88)				
Upper Thames River.....		171/88	Apr.	16/88
amended.....		303/88	May	28/88
CONSOLIDATED HEARINGS ACT, 1981				
Aggregate Resources Act, 1989.....		201/90	May	12/90
amended.....		783/91	Jan.	11/92
Conservation Authorities Act.....		194/84	Apr.	14/84
amended.....		8/87	Jan.	14/87
amended.....		578/89	Oct.	28/89
amended.....		265/91	June	22/91
amended.....		781/91	Jan.	11/92
Hearings.....		688/81	Oct.	31/81
amended.....		200/82	Apr.	17/82
Lakes and Rivers Improvement Act.....		174/89	Apr.	15/89
amended.....		577/89	Oct.	28/89
amended.....		782/91	Jan.	11/92
Pits and Quarries Control Act.....		173/89	Apr.	15/89
Redhill Creek Expressway now Conservation Authorities Act (see 8/87)				
Regional Municipality of Durham Act.....		161/90	Apr.	21/90
• Subsections 137(3) and (4) of the <u>Regional Municipality of Halton Act</u>		784/91	Jan.	11/92
CONSTRUCTION LIEN ACT, 1983				
General.....		159/83	Apr.	2/83
CONSUMER PROTECTION ACT				
General.....	181			
amended.....		102/81	Mar.	14/81
amended.....		702/81	Nov.	7/81
amended.....		614/83	Oct.	15/83
amended.....		269/86	May	24/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		366/90	July	14/90
amended.....		691/91	Nov.	30/91
CONSUMER REPORTING ACT				
General.....	182			
amended.....		345/82	June	12/82
amended.....		616/83	Oct.	15/83
amended.....		270/86	May	24/86
amended.....		692/91	Nov.	30/91
CO-OPERATIVE CORPORATIONS ACT				
General.....	183			
amended.....		144/86	Apr.	5/86
CO-OPERATIVE LOANS ACT				
General.....	184			
CORONERS ACT				
General.....	185			
amended.....		648/81	Oct.	17/81
amended.....		533/82	Aug.	21/82
amended.....		67/84	Feb.	18/84
amended.....		302/84	May	26/84
amended.....		292/86	May	31/86
amended.....		589/86	Oct.	18/86
amended.....		521/87	Sept.	19/87
amended.....		611/88	Oct.	15/88
amended.....		609/89	Nov.	18/89
amended.....		687/90	Jan.	5/91
CORPORATION SECURITIES REGISTRATION ACT				
Fees.....	190			
amended.....		676/83	Nov.	12/83
amended.....		201/84	Apr.	14/84
amended.....		670/84	Nov.	10/84
amended.....		162/87	Apr.	11/87
amended.....		455/88	July	30/88
CORPORATIONS ACT				
Evidence of Bona Fides on Applications..... (revoked by 152/82)	186			
General..... (revoked by 152/82)	187			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....		152/82	Apr.	3/82
amended.....		519/82	Aug.	14/82
amended.....		674/82	Oct.	23/82
amended.....		677/83	Nov.	12/83
amended.....		200/84	Apr.	14/84
amended.....		668/84	Nov.	10/84
amended.....		779/84	Dec.	22/84
amended.....		42/85	Feb.	9/85
amended.....		116/85	Mar.	23/85
amended.....		682/85	Jan.	4/86
amended.....		160/87	Apr.	11/87
amended.....		217/87	May	9/87
amended.....		453/88	July	30/88
amended.....		359/89	July	8/89
amended.....		361/90	July	14/90
amended.....		580/91	Oct.	26/91
Insider Trading and Proxy Solicitation..... (revoked by 152/82)	188			

CORPORATIONS INFORMATION ACT

General.....	189			
amended.....		838/82	Jan.	8/83
amended.....		202/84	Apr.	14/84
amended.....		231/85	June	1/85
amended.....		161/87	Apr.	11/87
amended.....		454/88	July	30/88
amended.....		698/88	Dec.	3/88
amended.....		360/89	July	8/89
amended.....		362/90	July	14/90
amended.....		12/91	Feb.	16/91
amended.....		123/91	Apr.	13/91

CORPORATIONS TAX ACT

General.....	191			
amended.....		36/82	Feb.	13/82
amended.....		245/82	May	1/82
amended.....		254/82	May	1/82
amended.....		268/82	May	8/82
amended.....		466/83	Aug.	6/83
amended.....		511/83	Aug.	27/83
amended.....		756/83	Dec.	17/83
amended.....		647/84	Oct.	27/84
amended.....		191/85	May	11/85
amended.....		763/86	Jan.	17/87
amended.....		126/87	Mar.	28/87
amended.....		215/89	May	13/89
amended.....		60/90	Feb.	17/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		645/90	Dec. 29/90
amended.....		714/91	Dec. 14/91
COSTS OF DISTRESS ACT			
Costs.....	192		
amended.....		689/87	Jan. 2/88
COUNTY COURTS ACT			
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
Sittings of the County Court for the Judicial District of Waterloo..... (expired)		10/81	Jan. 31/81
Sittings of the County Court for the Judicial District of Haldimand..... (expired)		11/81	Jan. 31/81
Sittings of the County Court for the Judicial District of Peel..... (expired)		341/81	June 6/81
Sittings of the County Court for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)		853/81	Jan. 9/82
Sittings of the District Court for the District of Muskoka..... (expired)		385/82	June 19/82
Sittings of the County and District Courts for the Judicial District of Peel..... (expired)		386/82	June 19/82
Sittings of the County Court for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)		828/82	Jan. 8/83
Sitting of the County Court for the Judicial District of Hamilton-Wentworth..... (expired)		27/83	Jan. 29/83
Sittings of the District Court for the District of Kenora..... (expired)		174/83	Apr. 16/83
Sittings of the County Court for the Judicial District of York..... (expired)		338/83	June 25/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Sittings of the County Court for the Judicial District of Peel..... (expired)		339/83	June 25/83
Sittings of the County Court for the District of Parry Sound..... (expired)		433/83	July 23/83
Sittings of the County Court for the County of Perth..... (expired)		434/83	July 23/83
Sittings of the County Court for the Districts and Counties of Ontario..... (expired)		764/83	Dec. 24/83
Sittings of the County Court for the Counties of Peterborough, Prescott and Russell, Lambton and Wellington..... (expired)		16/84	Jan. 28/84
Sittings of the County Court for the Judicial District of Peel..... (expired)		17/84	Jan. 28/84
Sittings of the County Court for the County of Perth..... (expired)		373/84	June 30/84

COUNTY JUDGES ACT

(See now Courts of Justice Act, 1984)

County and District Court Districts..... (expired)	193
---	-----

COUNTY OF SIMCOE ACT, 1990

Amalgamated Town - Change of Name.....	776/91	Jan.	11/92
Ward System for the Hydro-Electric Power Commission.....	273/91	June	22/91
Rates of Taxation, 1991.....	709/91	Dec.	14/91
Urban Services.....	682/90	Jan.	5/91
Ward System.....	149/91	Apr.	20/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
COURTS OF JUSTICE ACT, 1984				
Designated Courts..... (revoked by 12/87)		392/86	July	12/86 (B)
Designated Courts.....		12/87	Jan.	31/87 (B)
Designated Courts - Bilingual Proceedings..... amended.....		806/84 432/87	Jan. Aug.	5/85 8/87
Designation of Regions.....		705/89	Jan.	6/90
District Court of Ontario..... amended..... amended.....		785/84 138/87 404/87	Dec. Apr. July	29/84 4/87 25/87
District of Algoma Civil Case Management Rules.....		442/90	Aug.	25/90 (B)
Duties of Clerks and Bailiffs of the Provincial Court (Civil Division).....		796/84	Jan.	5/85
Essex Civil Case Management Rules..... amended.....		443/90 397/91	Aug. Aug.	25/90 (B) 3/91
High Court - Composition..... (revoked by 204/85)		684/83	Nov.	12/83
High Court - Composition.....		204/85	May	25/85
Money Paid Into Court..... amended..... amended.....		295/90 391/91 619/91	June July Nov.	23/90 27/91 2/91
Number of Judges..... amended.....		296/90 91/91	June Mar.	23/90 30/91
Part-time Provincial Judges Authorized to Practise Law.....	808			
amended.....		81/81	Mar.	14/81
amended.....		719/81	Nov.	14/81
amended.....		574/82	Sept.	11/82
amended.....		566/83	Sept.	24/83
amended..... (revoked by 228/85)		332/84	June	16/84
Part-Time Provincial Judges Authorized to Practise Law.....		228/85	June	1/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Provincial Judges Benefits.....		332/84	June	16/84
amended.....		803/84	Jan.	5/85
amended.....		270/85	June	15/85
amended.....		696/86	Dec.	13/86
amended.....		335/87	June	27/87
amended.....		122/90	Apr.	7/90
amended.....		291/90	June	23/90
amended.....		293/90	June	23/90
amended.....		374/90	July	21/90
amended.....		269/91	June	22/91
Rules of Civil Procedure.....		560/84	Sept.	22/84 (B)
amended.....		786/84	Dec.	29/84
amended.....		478/85	Oct.	5/85
amended.....		221/86	May	10/86
amended.....		323/86	June	21/86
amended.....		484/86	Aug.	30/86
amended.....		366/87	July	11/87
amended.....		212/88	Apr.	23/88
amended.....		364/89	July	8/89
amended.....		422/89	Aug.	5/89
amended.....		711/89	Jan.	6/90
amended.....		328/90	July	7/90
amended.....		357/90	July	14/90
amended.....		441/90	Aug.	25/90
amended.....		219/91	June	8/91
amended.....		396/91	Aug.	3/91
Rules of Practice - Surrogate Court.....	925			
amended.....		845/82	Jan.	8/83
amended.....		501/84	Aug.	18/84
amended.....		213/88	Apr.	23/88
amended.....		242/89	May	20/89
amended.....		356/90	July	14/90
amended.....		398/91	Aug.	3/91
Rules of Practice and Procedure of the Provincial Offences Courts.....	809			
amended.....		651/82	Oct.	16/82
amended.....		519/87	Sept.	19/87
amended.....		148/90	Apr.	14/90
Rules of Practice and Procedure - Unified Family Court.....	939			
amended.....		653/82	Oct.	16/82
amended.....		807/84	Jan.	5/85
amended.....		104/85	Mar.	16/85
amended.....		571/85	Nov.	23/85
amended.....		93/86	Mar.	8/86
amended.....		324/86	June	21/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		388/87	July 18/87
amended.....		327/90	July 7/90
Rules of the Provincial Court			
(Civil Division).....		797/84	Jan. 5/85
amended.....		158/85	Apr. 20/85
amended.....		754/86	Jan. 10/87
Rules of the Provincial Court			
(Family Division).....	810		
amended.....		652/82	Oct. 16/82
amended.....		808/84	Jan. 5/85
amended.....		103/85	Mar. 16/85
amended.....		570/85	Nov. 23/85
amended.....		94/86	Mar. 8/86
amended.....		387/87	July 18/87
amended.....		37/89	Feb. 11/89
amended.....		705/91	Dec. 7/91
Salaries and Benefits of Masters.....			
	539		
amended.....		427/81	July 11/81
amended.....		576/82	Sept. 11/82
amended.....		371/83	July 9/83
amended.....		567/83	Sept. 24/83
amended.....		333/84	June 16/84
amended.....		805/84	Jan. 5/85
amended.....		229/85	June 1/85
amended.....		463/85	Sept. 28/85
amended.....		672/85	Jan. 4/86
amended.....		571/86	Oct. 11/86
amended.....		62/88	Feb. 20/88
amended.....		336/89	June 24/89
amended.....		124/90	Apr. 7/90
amended.....		289/90	June 23/90
amended.....		292/90	June 23/90
amended.....		420/90	Aug. 25/90
amended.....		406/91	Aug. 10/91
Salaries and Benefits of Provincial			
Judges.....	811		
amended.....		426/81	July 11/81
amended.....		177/82	Apr. 10/82
amended.....		573/82	Sept. 11/82
amended.....		372/83	July 9/83
amended.....		565/83	Sept. 24/83
amended.....		332/84	June 16/84
amended.....		804/84	Jan. 5/85
amended.....		227/85	June 1/85
amended.....		547/85	Nov. 16/85
amended.....		514/86	Sept. 13/86
amended.....		61/88	Feb. 20/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		337/89	June 24/89
amended.....		123/90	Apr. 7/90
amended.....		287/90	June 23/90
amended.....		290/90	June 23/90
amended.....		421/90	Aug. 25/90
amended.....		405/91	Aug. 10/91
Small Claims Court Jurisdiction.....		706/89	Jan. 6/90
Territorial Divisions for the Provincial Court (Civil Division).....		159/85	Apr. 20/85
amended.....		566/85	Nov. 23/85
amended.....		346/88	June 18/88
Toronto Civil Case Management Rules.....		703/91	Dec. 7/91 (B)
Toronto Family Case Management Rules.....		704/91	Dec. 7/91 (B)
CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT			
Annual Premium.....		150/87	Apr. 11/87
amended.....		45/88	Feb. 13/88
amended.....		159/89	Apr. 15/89
Credit Union Leagues.....	194		(B)
amended.....		59/81	Feb. 21/81
amended.....		481/90	Sept. 1/90
Designations Under Section 84 of the Act.....		802/82	Dec. 25/82
General.....	195		(B)
amended.....		744/83	Dec. 17/83
amended.....		145/86	Apr. 5/86
amended.....		96/89	Mar. 11/89
amended.....		631/90	Dec. 29/90
General.....		62/85	Feb. 23/85 (B)
amended.....		484/90	Sept. 1/90
Membership in Credit Unions.....	196		(B)
amended.....		482/90	Sept. 1/90
Membership in Credit Union Leagues.....		58/81	Feb. 21/81 (B)
amended.....		483/90	Sept. 1/90
Stabilization Funds.....		151/87	Apr. 11/87
CROP INSURANCE ACT (ONTARIO)			
Arbitration Proceedings.....	197		
amended.....		81/84	Feb. 25/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Crop Insurance Plan -				
Apples.....	198			
amended.....		768/81	Dec.	5/81
amended.....		37/83	Feb.	5/83
amended.....		754/83	Dec.	17/83
amended.....		796/83	Jan.	7/84
amended.....		82/84	Feb.	25/84
amended.....		6/85	Jan.	26/85
amended.....		647/85	Dec.	28/85
amended.....		675/86	Dec.	13/86
amended.....		222/88	Apr.	30/88
amended.....		730/88	Dec.	31/88
amended.....		15/90	Feb.	3/90
Asparagus.....		353/84	June	23/84
amended.....		659/87	Dec.	19/87
amended.....		460/90	Aug.	25/90
amended.....		488/91	Sept.	14/91
Beets.....	199			
(revoked by 313/81)				
Black Tobacco.....	200			
amended.....		376/81	June	20/81
amended.....		307/83	June	4/83
amended.....		573/83	Sept.	24/83
amended.....		464/84	Aug.	4/84
amended.....		490/87	Sept.	12/87
amended.....		307/89	June	10/89
amended.....		339/90	July	7/90
amended.....		551/91	Oct.	19/91
Burley Tobacco.....	201			
amended.....		375/81	June	20/81
amended.....		308/83	June	4/83
amended.....		572/83	Sept.	24/83
amended.....		463/84	Aug.	4/84
amended.....		491/87	Sept.	12/87
Cabbage and Carrots.....	202			
(revoked by 313/81)				
Carrots.....		217/82	Apr.	24/82
amended.....		271/83	May	21/83
amended.....		461/84	Aug.	4/84
amended.....		293/85	June	22/85
amended.....		508/86	Sept.	13/86
amended.....		326/87	June	27/87
amended.....		324/88	June	4/88
amended.....		300/89	June	10/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		469/90	Aug.	25/90
amended.....		552/91	Oct.	19/91
Cauliflower..... (revoked by 313/81)	203			
Coloured Beans.....	204			
amended.....		304/81	May	23/81
amended.....		92/82	Mar.	6/82
amended.....		215/82	Apr.	24/82
amended.....		44/83	Feb.	5/83
amended.....		141/84	Mar.	17/84
amended.....		288/85	June	22/85
amended.....		320/87	June	27/87
amended.....		223/88	Apr.	30/88
amended.....		303/89	June	10/89
amended.....		475/90	Aug.	25/90
amended.....		570/91	Oct.	26/91
Corn.....	205			
amended.....		310/81	May	30/81
amended.....		89/82	Mar.	6/82
amended.....		45/83	Feb.	5/83
amended.....		147/84	Mar.	17/84
amended.....		298/85	June	22/85
amended.....		319/87	June	27/87
amended.....		276/88	May	21/88
amended.....		297/89	June	10/89
amended.....		474/90	Aug.	25/90
Cucumbers.....		462/84	Aug.	4/84
amended.....		294/85	June	22/85
amended.....		291/86	May	31/86
amended.....		323/87	June	27/87
amended.....		226/88	Apr.	30/88
amended.....		466/90	Aug.	25/90
amended.....		489/91	Sept.	14/91
Flue-Cured Tobacco.....	206			
amended.....		311/81	May	30/81
amended.....		94/82	Mar.	6/82
amended.....		630/82	Oct.	9/82
amended.....		388/83	July	9/83
amended.....		359/84	June	23/84
amended.....		511/84	Aug.	25/84
amended.....		524/85	Nov.	2/85
amended.....		600/86	Oct.	25/86
amended.....		471/89	Aug.	19/89
amended.....		401/90	Aug.	4/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Forage Seeding Establishment.....	211			
amended.....		146/84	Mar.	17/84
amended.....		300/85	June	22/85
amended.....		224/88	Apr.	30/88
amended.....		302/89	June	10/89
amended.....		456/90	Aug.	25/90
amended.....		307/91	July	6/91
Fresh Market Crops.....	207			
(revoked by 313/81)				
Fruit and Vegetables now Specialty Crops (see 465/84)				
Grapes.....	208			
amended.....		769/81	Dec.	5/81
amended.....		793/82	Dec.	18/82
amended.....		7/85	Jan.	26/85
amended.....		650/85	Dec.	28/85
amended.....		68/88	Feb.	20/88
amended.....		120/89	Mar.	25/89
amended.....		465/90	Aug.	25/90
amended.....		331/91	July	13/91
Green and Wax Beans.....	209			
amended.....		504/82	Aug.	7/82
amended.....		263/83	May	21/83
amended.....		355/84	June	23/84
amended.....		289/85	June	22/85
amended.....		205/86	May	3/86
amended.....		318/87	June	27/87
amended.....		319/88	June	4/88
amended.....		324/89	June	17/89
amended.....		454/90	Aug.	25/90
amended.....		550/91	Oct.	19/91
Greenhouse Vegetables.....		310/89	June	10/89
amended.....		448/90	Aug.	25/90
Hay and Pasture.....	210			
amended.....		50/83	Feb.	5/83
amended.....		145/84	Mar.	17/84
amended.....		466/84	Aug.	4/84
amended.....		461/90	Aug.	25/90
amended.....		79/91	Mar.	23/91
Honey.....		605/88	Oct.	15/88
amended.....		313/89	June	10/89
amended.....		468/90	Aug.	25/90
amended.....		492/91	Sept.	14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Lima Beans.....	212			
amended.....		350/81	June	13/81
amended.....		503/82	Aug.	7/82
amended.....		358/84	June	23/84
amended.....		206/86	May	3/86
amended.....		317/87	June	27/87
amended.....		457/90	Aug.	25/90
amended.....		485/91	Sept.	14/91
Oil Seed.....		297/84	May	26/84
amended.....		295/85	June	22/85
amended.....		312/87	June	27/87
amended.....		279/88	May	21/88
amended.....		299/89	June	10/89
amended.....		453/90	Aug.	25/90
amended.....		553/91	Oct.	19/91
Onions.....		541/86	Sept.	20/86
amended.....		322/87	June	27/87
amended.....		326/88	June	4/88
amended.....		314/89	June	10/89
amended.....		477/90	Aug.	25/90
amended.....		491/91	Sept.	14/91
Onions Grown from Seed.....	213			
amended.....		287/81	May	23/81
amended.....		220/82	Apr.	24/82
amended.....		750/82	Nov.	27/82
amended.....		265/83	May	21/83
amended.....		460/84	Aug.	4/84
amended.....		304/85	June	22/85
(revoked by 541/86)				
Onions Grown from Sets.....	214			
amended.....		286/81	May	23/81
amended.....		221/82	Apr.	24/82
amended.....		751/82	Nov.	27/82
amended.....		264/83	May	21/83
amended.....		361/84	June	23/84
(revoked by 541/86)				
Peaches.....	215			
amended.....		770/81	Dec.	5/81
amended.....		794/82	Dec.	18/82
amended.....		38/83	Feb.	5/83
amended.....		794/83	Jan.	7/84
amended.....		676/86	Dec.	13/86
amended.....		34/89	Feb.	11/89
Peanuts.....		606/88	Oct.	15/88
amended.....		311/89	June	10/89
amended.....		459/90	Aug.	25/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Pears.....	216			
amended.....		771/81	Dec.	5/81
amended.....		753/82	Nov.	27/82
amended.....		39/83	Feb.	5/83
amended.....		795/83	Jan.	7/84
amended.....		8/85	Jan.	26/85
amended.....		648/85	Dec.	28/85
amended.....		69/88	Feb.	20/88
amended.....		119/89	Mar.	25/89
amended.....		464/90	Aug.	25/90
Peas.....	217			
amended.....		289/81	May	23/81
amended.....		307/82	May	22/82
amended.....		273/83	May	21/83
amended.....		357/84	June	23/84
amended.....		299/85	June	22/85
amended.....		208/86	May	3/86
amended.....		321/87	June	27/87
amended.....		320/88	June	4/88
amended.....		443/89	Aug.	12/89
amended.....		473/90	Aug.	25/90
Peppers.....	218			
amended.....		404/81	July	4/81
amended.....		95/82	Mar.	6/82
amended.....		270/83	May	21/83
amended.....		459/84	Aug.	4/84
amended.....		303/85	June	22/85
amended.....		85/86	Mar.	8/86
amended.....		227/88	Apr.	30/88
amended.....		306/89	June	10/89
amended.....		472/90	Aug.	25/90
Plums.....	219			
amended.....		772/81	Dec.	5/81
amended.....		754/82	Nov.	27/82
amended.....		40/83	Feb.	5/83
amended.....		797/83	Jan.	7/84
amended.....		9/85	Jan.	26/85
amended.....		649/85	Dec.	28/85
amended.....		36/89	Feb.	11/89
amended.....		184/91	May	11/91
Popping Corn.....		312/81	May	30/81
amended.....		96/82	Mar.	6/82
amended.....		218/82	Apr.	24/82
amended.....		269/83	May	21/83
amended.....		291/85	June	22/85
amended.....		225/88	Apr.	30/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		304/89	June 10/89
amended.....		450/90	Aug. 25/90
amended.....		712/91	Dec. 14/91
Potatoes.....		314/81	May 30/81
amended.....		97/82	Mar. 6/82
amended.....		49/83	Feb. 5/83
amended.....		142/84	Mar. 17/84
amended.....		159/86	Apr. 12/86
amended.....		328/87	June 27/87
amended.....		516/88	Sept. 3/88
amended.....		301/89	June 10/89
amended.....		451/90	Aug. 25/90
Pumpkins and Squash.....		287/85	June 22/85
amended.....		209/86	May 3/86
amended.....		313/87	June 27/87
amended.....		325/88	June 4/88
amended.....		312/89	June 10/89
amended.....		338/90	July 7/90
amended.....		490/91	Sept. 14/91
Red Beets.....		434/88	July 23/88
amended.....		298/89	June 10/89
amended.....		470/90	Aug. 25/90
Red Spring Wheat.....		607/88	Oct. 15/88
amended.....		308/89	June 10/89
amended.....		467/90	Aug. 25/90
amended.....		493/91	Sept. 14/91
Rutabagas.....		315/81	May 30/81
amended.....		98/82	Mar. 6/82
amended.....		223/82	Apr. 24/82
amended.....		268/83	May 21/83
amended.....		510/84	Aug. 25/84
amended.....		296/85	June 22/85
amended.....		327/87	June 27/87
amended.....		323/88	June 4/88
amended.....		305/89	June 10/89
amended.....		452/90	Aug. 25/90
amended.....		494/91	Sept. 14/91
Seed Corn.....	220		
amended.....		509/86	Sept. 13/86
amended.....		316/87	June 27/87
amended.....		321/88	June 4/88
amended.....		473/89	Aug. 19/89
amended.....		455/90	Aug. 25/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Sour Cherries.....	221			
amended.....		773/81	Dec.	5/81
amended.....		755/82	Nov.	27/82
amended.....		42/83	Feb.	5/83
amended.....		798/83	Jan.	7/84
amended.....		646/85	Dec.	28/85
amended.....		31/88	Feb.	6/88
amended.....		118/89	Mar.	25/89
amended.....		463/90	Aug.	25/90
Soybeans.....	222			
amended.....		309/81	May	30/81
amended.....		90/82	Mar.	6/82
amended.....		46/83	Feb.	5/83
amended.....		144/84	Mar.	17/84
(revoked by 297/84)				
Spanish Onions.....		316/81	May	30/81
amended.....		222/82	Apr.	24/82
amended.....		752/82	Nov.	27/82
amended.....		267/83	May	21/83
amended.....		360/84	June	23/84
(revoked by 541/86)				
Specialty Crops.....		313/81	May	30/81
amended.....		219/82	Apr.	24/82
amended.....		266/83	May	21/83
amended.....		465/84	Aug.	4/84
amended.....		286/85	June	22/85
amended.....		204/86	May	3/86
amended.....		329/87	June	27/87
amended.....		278/88	May	21/88
amended.....		294/89	June	10/89
amended.....		78/91	Mar.	23/91
amended.....		487/91	Sept.	14/91
Spring Grain.....	223			
amended.....		306/81	May	23/81
amended.....		91/82	Mar.	6/82
amended.....		47/83	Feb.	5/83
amended.....		140/84	Mar.	17/84
amended.....		302/85	June	22/85
amended.....		325/87	June	27/87
amended.....		277/88	May	21/88
amended.....		296/89	June	10/89
amended.....		449/90	Aug.	25/90
amended.....		569/91	Oct.	26/91
Strawberries.....		566/91	Oct.	26/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Sunflowers.....		478/87	Aug. 29/87
amended.....		327/88	June 4/88
amended.....		309/89	June 10/89
amended.....		471/90	Aug. 25/90
amended.....		306/91	July 6/91
Sweet Cherries.....	224		
amended.....		774/81	Dec. 5/81
amended.....		795/82	Dec. 18/82
amended.....		41/83	Feb. 5/83
amended.....		799/83	Jan. 7/84
amended.....		10/85	Jan. 26/85
amended.....		35/89	Feb. 11/89
Sweet Corn.....	225		
amended.....		290/81	May 23/81
amended.....		308/82	May 22/82
amended.....		272/83	May 21/83
amended.....		362/84	June 23/84
amended.....		207/86	May 3/86
amended.....		315/87	June 27/87
amended.....		444/89	Aug. 12/89
amended.....		458/90	Aug. 25/90
amended.....		567/91	Oct. 26/91
Tomatoes.....	226		
amended.....		291/81	May 23/81
amended.....		309/82	May 22/82
amended.....		309/83	June 4/83
amended.....		356/84	June 23/84
amended.....		292/85	June 22/85
amended.....		683/86	Dec. 13/86
amended.....		314/87	June 27/87
amended.....		322/88	June 4/88
amended.....		472/89	Aug. 19/89
amended.....		494/90	Sept. 1/90
amended.....		486/91	Sept. 14/91
Vine Crops.....	227		
(revoked by 313/81)			
White Beans.....	228		
amended.....		305/81	May 23/81
amended.....		93/82	Mar. 6/82
amended.....		216/82	Apr. 24/82
amended.....		48/83	Feb. 5/83
amended.....		139/84	Mar. 17/84
amended.....		301/85	June 22/85
amended.....		324/87	June 27/87
amended.....		189/88	Apr. 23/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		295/89	June 10/89
amended.....		476/90	Aug. 25/90
amended.....		568/91	Oct. 26/91
Winter Wheat.....	229		
amended.....		99/82	Mar. 6/82
amended.....		571/83	Sept. 24/83
amended.....		635/84	Oct. 27/84
amended.....		619/85	Dec. 14/85
amended.....		695/86	Dec. 13/86
amended.....		681/87	Dec. 26/87
amended.....		201/89	May 6/89
amended.....		462/90	Aug. 25/90
amended.....		629/91	Nov. 9/91
Designation of Insurable Crops.....	230		
amended.....		288/81	May 23/81
amended.....		306/82	May 22/82
amended.....		305/83	June 4/83
amended.....		298/84	May 26/84
amended.....		354/84	June 23/84
amended.....		297/85	June 22/85
amended.....		296/87	June 20/87
amended.....		433/88	July 23/88
amended.....		16/90	Feb. 3/90
General.....	231		
amended.....		43/83	Feb. 5/83
amended.....		143/84	Mar. 17/84
amended.....		363/84	June 23/84
amended.....		290/85	June 22/85
amended.....		330/87	June 27/87
amended.....		228/88	Apr. 30/88
CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT			
General.....	232		
amended.....		252/85	June 8/85
amended.....		41/87	Feb. 14/87
amended.....		351/89	July 1/89
amended.....		181/90	Apr. 28/90
amended.....		201/91	May 18/91
amended.....		708/91	Dec. 14/91
Rules of Procedure.....	233		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
CROWN TIMBER ACT			
General.....	234		
amended.....		175/81	Apr. 11/81
amended.....		621/81	Oct. 10/81
amended.....		853/82	Jan. 15/83
amended.....		854/82	Jan. 15/83
amended.....		248/83	May 14/83
amended.....		151/84	Mar. 24/84
amended.....		166/84	Mar. 31/84
amended.....		393/84	July 7/84
amended.....		476/84	Aug. 18/84
amended.....		64/85	Feb. 23/85
amended.....		203/85	May 25/85
amended.....		117/86	Mar. 29/86
amended.....		373/86	July 12/86
amended.....		131/87	Mar. 28/87
amended.....		463/88	Aug. 6/88
D			
DANGEROUS GOODS TRANSPORTATION ACT, 1981			
General.....		363/85	July 13/85
amended.....		22/89	Feb. 4/89
(revoked by 460/89)			
General.....		460/89	Aug. 12/89
DAY NURSERIES ACT			
General.....	235		
amended.....		818/81	Dec. 26/81
amended.....		166/82	Apr. 3/82
amended.....		298/83	June 4/83
amended.....		401/83	July 16/83
(revoked by 760/83)			
General.....		760/83	Dec. 17/83 (B)
amended.....		500/84	Aug. 18/84
amended.....		533/84	Sept. 1/84
amended.....		592/84	Sept. 29/84
amended.....		499/85	Oct. 26/85
amended.....		119/86	Mar. 29/86
amended.....		144/87	Apr. 4/87
amended.....		467/87	Aug. 22/87
amended.....		621/87	Dec. 5/87
amended.....		24/88	Feb. 6/88
amended.....		143/88	Mar. 26/88
amended.....		439/89	Aug. 12/89
amended.....		383/90	July 28/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		50/91	Mar.	9/91
amended.....		218/91	June	8/91
amended.....		458/91	Sept.	7/91
DEAD ANIMAL DISPOSAL ACT				
General.....	236			(B)
amended.....		572/91	Oct.	26/91
DENTAL TECHNICIANS ACT				
General.....	237			
amended.....		710/82	Nov.	13/82
amended.....		75/86	Mar.	8/86
amended.....		48/87	Feb.	14/87
amended.....		12/88	Jan.	30/88
amended.....		446/89	Aug.	12/89
amended.....		597/90	Dec.	1/90
amended.....		746/91	Jan.	4/92
DENTURE THERAPISTS ACT				
General.....	238			
amended.....		667/81	Oct.	24/81
amended.....		562/82	Aug.	28/82
amended.....		46/84	Feb.	11/84
amended.....		291/84	May	19/84
amended.....		143/85	Apr.	20/85
amended.....		584/88	Oct.	8/88
amended.....		672/90	Jan.	5/91
amended.....		658/91	Nov.	16/91
DEPOSITS REGULATION ACT				
General.....	239			
DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1989				
Development Charges.....		725/89	Jan.	13/90
Education Development Charges.....		722/89	Jan.	6/90
amended.....		242/90	May	26/90
DEVELOPMENT CORPORATIONS ACT				
Approval of Loans and Guarantees..... (revoked by 738/88)	240			
Approval of Loans and Guarantees..... (revoked by 77/91)		738/88	Dec.	31/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Approval of Loans and Guarantees.....		77/91	Mar. 23/91
Innovation Ontario Corporation.....		550/86	Oct. 4/86
amended.....		512/90	Sept. 15/90
amended.....		246/91	June 15/91
Ontario Film Development Corporation (The).....		37/86	Feb. 15/86
amended.....		678/87	Dec. 26/87
amended.....		82/89	Mar. 4/89
amended.....		145/91	Apr. 20/91
Ontario International Corporation.....	241		
amended.....		325/83	June 11/83
amended.....		755/83	Dec. 17/83
amended.....		113/84	Mar. 10/84
amended.....		97/89	Mar. 11/89
amended.....		703/89	Dec. 30/89
amended.....		768/91	Jan. 11/92
DEVELOPMENTAL SERVICES ACT			
General.....	242		
amended.....		608/81	Sept. 26/81
amended.....		80/84	Feb. 25/84
amended.....		334/84	June 16/84
amended.....		50/85	Feb. 16/85
amended.....		52/85	Feb. 16/85
amended.....		502/85	Oct. 26/85
amended.....		165/89	Apr. 15/89
DISTRICT OF PARRY SOUND LOCAL GOVERNMENT ACT, 1979			
Authority to Acquire Land - Township of The Archipelago.....		750/81	Nov. 28/81
Order of the Minister..... (this Reg. amends O.Reg. 199/80 see Schedule to R.R.O. 1980)		66/81	Feb. 28/81
DISTRICT WELFARE ADMINISTRATION BOARDS ACT			
Application for Grant Under Section 10 of the Act.....	243		
amended.....		609/83	Oct. 15/83
amended.....		688/89	Dec. 30/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
DOG LICENSING AND LIVE STOCK AND POULTRY PROTECTION ACT				
Application for Payment of a Grant.....	244			
Dogs at Large in Unorganized Areas.....	245			
DRAINAGE ACT				
Forms.....	246			(B)
amended.....		300/81	May	23/81
amended.....		573/91	Oct.	26/91
Rules of Practice and Procedure to be followed in all Proceedings before the Referee.....	247			
DRUGLESS PRACTITIONERS ACT				
Chiropractors.....	248			(B)
amended.....		860/81	Jan.	9/82
amended.....		521/82	Aug.	14/82
amended.....		762/82	Dec.	4/82
amended.....		20/84	Jan.	28/84
amended.....		515/84	Aug.	25/84
amended.....		223/85	June	1/85
amended.....		256/85	June	8/85
amended.....		557/85	Nov.	16/85
amended.....		104/87	Mar.	14/87
amended.....		35/88	Feb.	6/88
amended.....		516/91	Oct.	5/91
Classifications.....	249			(B)
amended.....		738/83	Dec.	17/83
amended.....		515/91	Oct.	5/91
General.....	250			
amended.....		242/81	May	9/81
amended.....		19/84	Jan.	28/84
amended.....		22/85	Feb.	9/85
amended.....		696/85	Jan.	11/86
amended.....		13/88	Jan.	30/88
Masseurs.....	251			
amended.....		859/81	Jan.	9/82
amended.....		277/82	May	8/82
amended.....		711/82	Nov.	13/82
amended.....		224/85	June	1/85
amended.....		580/85	Nov.	23/85
amended.....		618/87	Dec.	5/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		352/89	July	1/89
amended.....		648/90	Dec.	29/90
amended.....		706/91	Dec.	7/91
Osteopaths.....	252			
amended.....		239/83	May	14/83
Physiotherapists.....	253			
amended.....		513/81	Aug.	15/81
amended.....		638/83	Oct.	15/83
amended.....		126/84	Mar.	17/84
amended.....		614/84	Oct.	13/84
amended.....		23/85	Feb.	9/85
amended.....		640/85	Dec.	28/85
amended.....		502/86	Sept.	13/86
amended.....		636/86	Nov.	15/86
amended.....		619/87	Dec.	5/87
amended.....		654/88	Nov.	12/88
amended.....		522/89	Oct.	14/89
amended.....		598/90	Dec.	1/90

E

EDIBLE OIL PRODUCTS ACT

General.....	254			
amended.....		296/84	May	26/84

EDUCATION ACT

Apportionment 1980 Requisitions..... (this Reg. amends O.Reg. 230/80 - see Schedule to R.R.O. 1980)		344/81	June	6/81
Apportionment 1981 Requisitions.....		129/81	Mar.	28/81
amended.....		414/81	July	4/81
Apportionment 1982 Requisitions.....		199/82	Apr.	17/82
Apportionment 1983 Requisitions.....		223/83	Apr.	30/83
Apportionment 1984 Requisitions.....		43/84	Feb.	11/84
Apportionment 1985 Requisitions.....		129/85	Apr.	13/85
Apportionment 1986 Requisitions.....		114/86	Mar.	22/86
amended.....		597/86	Oct.	18/86
Apportionment 1987 Requisitions.....		99/87	Mar.	14/87
amended.....		216/88	Apr.	30/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Apportionment 1988 Requisitions.....		162/88	Apr. 9/88
amended.....		305/90	June 23/90
Apportionment 1989 Requisitions.....		156/89	Apr. 15/89
Apportionment 1990 Requisitions.....		143/90	Apr. 14/90
Apportionment 1991 Requisitions.....		87/91	Mar. 23/91
Assessment and Tax Adjustments.....		724/89	Jan. 6/90
amended.....		653/90	Dec. 29/90
Assessment and Tax Adjustments - 1991.....		68/91	Mar. 16/91
Calculation of Amount of Reserve or Reduction in Requirement Resulting from Strike or Lock-out.....	255		
Calculation of Average Daily Enrolment..... (revoked by 89/91)	256		
Calculation of Average Daily Enrolment.....		127/85	Apr. 13/85
amended.....		113/86	Mar. 22/86
(revoked by 89/91)			
Calculation of Average Daily Enrolment.....		89/91	Mar. 23/91
Calculation of Enrolment in Part XI-A of the Act.....		7/91	Feb. 2/91(B)
Calculation of Fees for Pupils, 1981.....		128/81	Mar. 28/81
Calculation of Fees for Pupils, 1982.....		198/82	Apr. 17/82
Calculation of Fees for Pupils, 1983.....		222/83	Apr. 30/83
amended.....		279/84	May 19/84
Calculation of Fees for Pupils.....		42/84	Feb. 11/84
amended.....		131/85	Apr. 13/85
Calculation of Fees for Pupils.....		130/85	Apr. 13/85
amended.....		467/85	Oct. 5/85
Calculation of Fees for Pupils.....		115/86	Mar. 22/86
amended.....		595/86	Oct. 18/86
Calculation of Fees for Pupils, 1987.....		100/87	Mar. 14/87
amended.....		217/88	Apr. 30/88
Calculation of Fees for Pupils, 1988.....		163/88	Apr. 9/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Calculation of Fees for Pupils, 1989.....		157/89	Apr.	15/89
Calculation of Fees for Pupils, 1990.....		142/90	Apr.	14/90
Calculation of Fees for Pupils, 1991.....		88/91	Mar.	23/91
Conditions for Extended Funding.....		102/87	Mar.	14/87
Continuing Education.....		154/89	Apr.	15/89
amended.....		415/89	July	29/89
County Combined Separate School Zones.....	257			
amended.....		418/81	July	4/81
amended.....		454/86	Aug.	16/86
amended.....		718/89	Jan.	6/90
Designation of School Divisions.....		720/89	Jan.	6/90
amended.....		314/90	June	30/90
Designation of School Divisions in Territorial Districts.....	258			
amended.....		706/83	Nov.	19/83
amended.....		563/84	Sept.	15/84
amended.....		735/84	Dec.	1/84
amended.....		174/86	Apr.	12/86
amended.....		623/87	Dec.	5/87
amended.....		231/88	Apr.	30/88
(revoked by 720/89)				
Designation of Support Staff.....		509/89	Oct.	7/89
Designation of Teachers.....		71/87	Feb.	28/87
District Combined Separate School Zones.....	259			
amended.....		556/81	Sept.	5/81
amended.....		858/81	Jan.	9/82
amended.....		879/81	Jan.	16/82
amended.....		419/82	July	3/82
amended.....		568/82	Sept.	4/82
amended.....		74/83	Feb.	12/83
amended.....		637/83	Oct.	15/83
amended.....		124/84	Mar.	10/84
amended.....		316/84	June	2/84
amended.....		671/84	Nov.	10/84
amended.....		242/85	June	1/85
amended.....		60/87	Feb.	21/87
amended.....		232/88	Apr.	30/88
amended.....		621/88	Oct.	22/88
(revoked by 719/89)				
District Combined Separate School Zones.....		719/89	Jan.	6/90
amended.....		313/90	June	30/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
District School Areas.....	260			
amended.....		636/83	Oct.	15/83
amended.....		690/85	Jan.	4/86
Early School Leaving.....	261			
(revoked by 532/83)				
Elementary and Secondary Schools and Schools for Trainable Retarded Pupils - General now Operation of Schools - General (See 233/88)				
Fees for Ministry Courses.....	263			
amended.....		713/81	Nov.	7/81
amended.....		573/84	Sept.	29/84
amended.....		689/85	Jan.	4/86
Fees for Transcripts and Statements of Standing and for Duplicates of Diplomas, Certificates and Letters of Standing.....	264			
(revoked by 436/89)				
Fees for Transcripts and Statements of Standing and for Duplicates of Diplomas, Certificates and Letters of Standing.....		436/89	Aug.	5/89
General Legislative Grants, 1979.....		342/81	June	6/81
(this Reg. amends O.Reg. 108/79 - see Schedule to R.R.O. 1980)				
General Legislative Grants, 1980.....		343/81	June	6/81
(this Reg. amends O.Reg. 228/80 - see Schedule to R.R.O. 1980)				
General Legislative Grants, 1980.....		55/83	Feb.	5/83
(this Reg. amends O.Reg. 228/80 - see Schedule to R.R.O. 1980)				
General Legislative Grants, 1981.....		127/81	Mar.	27/81
amended.....		56/83	Feb.	5/83
amended.....		415/83	July	16/83
General Legislative Grants, 1982.....		197/82	Apr.	17/82
amended.....		416/83	July	16/83
General Legislative Grants, 1983.....		221/83	Apr.	30/83
amended.....		280/84	May	19/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General Legislative Grants, 1984.....		44/84	Feb. 11/84
amended.....		241/85	June 1/85
amended.....		355/85	July 13/85
amended.....		636/85	Dec. 21/85
amended.....		512/86	Sept. 13/86
General Legislative Grants, 1985.....		128/85	Apr. 13/85
amended.....		466/85	Oct. 5/85
amended.....		112/86	Mar. 22/86
amended.....		511/86	Sept. 13/86
amended.....		513/86	Sept. 13/86
amended.....		702/87	Jan. 2/88
General Legislative Grants, 1986.....		116/86	Mar. 22/86
amended.....		596/86	Oct. 18/86
amended.....		704/87	Jan. 2/88
amended.....		306/90	June 23/90
General Legislative Grants, 1987.....		98/87	Mar. 14/87
amended.....		215/88	Apr. 30/88
amended.....		307/90	June 23/90
General Legislative Grants, 1988.....		160/88	Apr. 9/88
amended.....		698/89	Dec. 30/89
amended.....		308/90	June 23/90
General Legislative Grants, 1989.....		155/89	Apr. 15/89
amended.....		140/91	Apr. 13/91
General Legislative Grants, 1990.....		141/90	Apr. 14/90
amended.....		141/91	Apr. 13/91
General Legislative Grants, 1991.....		86/91	Mar. 23/91
James Bay Lowlands Secondary School Board.....	265		
amended.....		739/82	Nov. 20/82
Legislative Grants.....	266		
(revoked by 112/90)			
Northern District School Area Board.....		738/82	Nov. 20/82
North of Superior District Roman Catholic Separate School Board.....	267		
amended.....		418/82	July 3/82
amended.....		277/85	June 15/85
amended.....		669/86	Dec. 6/86
amended.....		384/88	July 2/88
revoked.....		721/89	Jan. 6/90
Ontario Schools for the Blind and the Deaf.....	268		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ontario Teacher's Qualifications.....	269			
amended.....		415/81	July	4/81
amended.....		417/81	July	4/81
amended.....		567/82	Sept.	4/82
amended.....		288/83	May	28/83
amended.....		27/84	Feb.	4/84
amended.....		231/84	Apr.	28/84
amended.....		451/84	July	28/84
amended.....		474/84	Aug.	18/84
amended.....		194/85	May	11/85
amended.....		111/86	Mar.	22/86
amended.....		175/86	Apr.	12/86
amended.....		222/86	May	10/86
amended.....		157/87	Apr.	11/87
amended.....		703/87	Jan.	2/88
amended.....		415/88	July	16/88
amended.....		34/91	Feb.	23/91
amended.....		415/91	Aug.	10/91
Operation of Schools - General	262			(B)
amended.....		416/81	July	4/81
amended.....		555/81	Sept.	5/81
amended.....		617/81	Oct.	3/81
amended.....		785/81	Dec.	5/81
amended.....		761/82	Dec.	4/82
amended.....		465/85	Oct.	5/85
amended.....		195/87	Apr.	25/87
amended.....		233/88	Apr.	30/88
amended.....		6/89	Jan.	28/89
amended.....		154/89	Apr.	15/89
amended.....		677/90	Jan.	5/91
amended.....		339/91	July	13/91
Payment of Legislative Grants.....		112/90	Mar.	24/90
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1987.....		101/87	Mar.	14/87
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1988.....		161/88	Apr.	9/88
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1989.....		158/89	Apr.	15/89
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1990.....		144/90	Apr.	14/90
Payment Transfer Between Coterminous Boards - 1991.....		90/91	Mar.	23/91
Practice and Procedure - Boards of Reference.....	270			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Prescott and Russell County Roman Catholic French-Language and English- Language Separate School Boards.....		479/91	Sept.	7/91 (B)
amended.....		759/91	Jan.	11/92
Pupil Records.....	271			
amended.....		380/86	July	12/86
recorded.....		212/91	May	25/91
Purchase of Milk.....	272			
Regional Tribunals.....		71/84	Feb.	18/84 (B)
amended.....		666/91	Nov.	16/91
School Year and School Holidays.....	273			
(revoked by 822/82)				
School Year and School Holidays.....		822/82	Jan.	1/83 (B)
amended.....		664/91	Nov.	16/91
Special Education Identification Placement and Review Committees and Appeals.....		554/81	Sept.	5/81 (B)
amended.....		663/91	Nov.	16/91
Special Education Programs and Services.....	274			
amended.....		553/81	Sept.	5/81
amended.....		62/82	Feb.	20/82
amended.....		77/86	Mar.	8/86
Special Grant.....	275			
Supervised Alternative Learning for Excused Pupils.....		532/83	Sept.	3/83 (B)
amended.....		665/91	Nov.	16/91
Supervisory Officers.....	276			
amended.....		495/83	Aug.	20/83
amended.....		473/84	Aug.	18/84
amended.....		668/86	Dec.	6/86
Teachers' Contracts.....	277			
amended.....		153/89	Apr.	15/89
Territory Without Municipal Organization Attached to a District Municipality.....		691/85	Jan.	4/86
Training Assistance.....		705/87	Jan.	2/88
Trustee Distribution.....		384/88	July	2/88
amended.....		47/91	Mar.	2/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
EDUCATION STATUTE LAW AMENDMENT ACT, 1988			
Order Under Subsection 41(4).....		506/88	Aug. 27/88
ELDERLY PERSONS CENTRES ACT			
General.....	278		(B)
amended.....		47/81	Feb. 21/81
amended.....		819/81	Dec. 26/81
amended.....		500/85	Oct. 26/85
amended.....		711/87	Jan. 2/88
amended.....		595/91	Nov. 2/91
ELECTION ACT			
Fees and Expenses.....	279		
(revoked by 722/83)			
Fees and Expenses.....		722/83	Dec. 3/83
(revoked by 120/87)			
ELECTION ACT, 1984			
Fees and Expenses.....		120/87	Mar. 21/87
(revoked by 216/90)			
Fees and Expenses.....		216/90	May 12/90
ELEVATING DEVICES ACT			
General.....		229/81	Apr. 25/81
amended.....		803/82	Dec. 25/82
amended.....		463/86	Aug. 16/86
amended.....		451/89	Aug. 12/89
EMPLOYEE SHARE OWNERSHIP PLAN ACT, 1988			
Forms.....		362/88	June 25/88
amended.....		643/91	Nov. 16/91
General.....		242/88	May 7/88
EMPLOYER HEALTH TAX ACT, 1989			
General.....		640/90	Dec. 29/90
EMPLOYMENT AGENCIES ACT			
General.....	280		
amended.....		225/81	Apr. 25/81
amended.....		203/90	May 12/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
EMPLOYMENT STANDARDS ACT			
Agricultural Industry Advisory Committee.....		48/91	Mar. 2/91
Ambulance Service Industry.....	281		
amended.....		94/81	Mar. 14/81
amended.....		803/83	Jan. 7/84
revoked.....		568/86	Oct. 11/86
Amending Certain Regulations.....		568/86	Oct. 11/86
Benefit Plans.....	282		
amended.....		443/88	July 30/88
Consolidated Hearings.....		591/91	Nov. 2/91
Domestics and Nannies	283		
amended.....		75/84	Feb. 25/84
amended.....		39/85	Feb. 9/85
amended.....		568/86	Oct. 11/86
(revoked by 308/87)			
Domestics, Nannies and Sitters.....		308/87	June 27/87
amended.....		533/87	Oct. 3/87
Employee Wage Protection Program.....		590/91	Nov. 2/91
Forms.....		444/87	Aug. 15/87
Fruit, Vegetable and Tobacco Harvesters.....	284		
amended.....		241/81	May 9/81
amended.....		342/84	June 16/84
amended.....		307/85	June 22/85
amended.....		568/86	Oct. 11/86
amended.....		300/87	June 20/87
amended.....		444/88	July 30/88
amended.....		377/89	July 15/89
amended.....		490/90	Sept. 1/90
amended.....		509/91	Oct. 5/91
General.....	285		
amended.....		93/81	Mar. 14/81
amended.....		299/82	May 22/82
amended.....		802/83	Jan. 7/84
amended.....		189/84	Apr. 14/84
amended.....		2/86	Jan. 25/86
amended.....		568/86	Oct. 11/86
amended.....		301/87	June 20/87
amended.....		309/87	June 27/87
amended.....		534/87	Oct. 3/87
amended.....		445/88	July 30/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		288/89	June 3/89
amended.....		378/89	July 15/89
amended.....		409/90	Aug. 11/90
amended.....		489/90	Sept. 1/90
amended.....		508/91	Oct. 5/91
Residential Care Workers.....		440/82	July 10/82
Termination of Employment.....	286		
amended.....		495/82	Aug. 7/82
amended.....		531/83	Sept. 3/83
amended.....		301/84	May 26/84
amended.....		120/85	Mar. 23/85
amended.....		200/91	May 18/91
ENDANGERED SPECIES ACT			
Endangered Species.....	287		
amended.....		153/81	Apr. 4/81
amended.....		322/84	June 9/84
amended.....		252/87	May 30/87
amended.....		195/88	Apr. 23/88
amended.....		299/90	June 23/90
ENERGY ACT			
Fuel Oil Code.....	288		
amended.....		453/89	Aug. 12/89
amended.....		679/91	Nov. 23/91
Gas Pipeline Systems.....	289		
(revoked by 450/84)			
Gas Pipeline Systems.....		450/84	July 28/84
amended.....		627/87	Dec. 5/87
amended.....		454/89	Aug. 12/89
amended.....		680/91	Nov. 23/91
Gas Utilization Code.....	290		
(revoked by 826/82)			
Gas Utilization Code.....		826/82	Jan. 1/83
(revoked by 244/89)			
Gas Utilization Code.....		244/89	May 20/89
amended.....		452/89	Aug. 12/89
amended.....		92/90	Mar. 17/90
amended.....		399/91	Aug. 3/91
amended.....		681/91	Nov. 23/91
Oil Pipeline Systems.....		626/87	Dec. 5/87
amended.....		682/91	Nov. 23/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Oil Pipeline Transportation Systems.....	291			
amended.....		104/81	Mar.	14/81
amended.....		754/84	Dec.	15/84
(revoked by 626/87)				
Propane Storage, Handling and Utilization Code.....	292			
amended.....		135/81	Mar.	28/81
(revoked by 825/82)				
Propane Storage, Handling and Utilization Code.....		825/82	Jan.	1/83
amended.....		295/83	June	4/83
amended.....		522/84	Sept.	1/84
amended.....		838/84	Jan.	19/85
amended.....		619/88	Oct.	22/88
amended.....		99/89	Mar.	11/89
amended.....		455/89	Aug.	12/89
amended.....		683/91	Nov.	23/91
amended.....		707/91	Dec.	7/91
ENERGY EFFICIENCY ACT, 1988				
Standards.....		340/89	July	1/89
amended.....		689/89	Dec.	30/89
amended.....		355/90	July	14/90
(revoked by 480/91)				
Standards.....		480/91	Sept.	14/91
ENVIRONMENTAL ASSESSMENT ACT				
Compliance Order - Ministry of Natural Resources - - MNR-C-1.....		3/90	Jan.	20/90
Compliance Order - Ministry of Natural Resources - MNR-C-2.....		493/90	Sept.	1/90
Designation - Browning-Ferris Industries Limited.....		576/89	Oct.	28/89
Designation - Fighting Island Rehabilitation.....		807/82	Dec.	25/82
Designation - Handling of Dangerous Goods at Morton Terminal.....		244/90	May	26/90
Designation - KAM 1 Hydro-Electric Project.....		335/88	June	11/88
Designation - Laidlaw Waste System Inc.....		457/91	Sept.	7/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Designation - Lake Ontario Steel Company - A Division of Co-Steel Inc.....		13/91	Feb. 16/91
Designation - Mines at Stevens Island, Cameron Island and Shoal Lake.....		486/89	Sept. 9/89
Designation - Petro-Sun International Inc. and SNC Inc.....		204/87	May 2/87
Designation - Reclamation Systems Inc.....		17/89	Feb. 4/89
Designation - St. Lawrence Cement Inc.....		417/90	Aug. 25/90
Designation - Steetley Quarry Products Inc.....		283/89	June 3/89
Designation - Tricil Limited.....		640/89	Dec. 9/89
Designation - TSI Trintek Systems Inc..... amended.....		710/87 85/89	Jan. 2/88 Mar. 4/89
Designation - Unitec Disposal Inc.....		641/89	Dec. 9/89
Exemption -			
Adelaide, The Corporation of the Township of -ADEL-TP-1.....		776/82	Dec. 11/82
Association of Conservation Authorities of Ontario, The - ACAO-1.....		660/90	Jan. 5/91
Black River-Matheson, The Township of -BLAC-TWP-1.....		553/86	Oct. 4/86
Brantford, City of - BRAN-C-1.....		78/90	Mar. 10/90
Brockville, The Corporation of the City of - BROC-C-2.....		779/82	Dec. 11/82
Chapleau, The Corporation of the Township of - CHAP-TP-1.....		418/83	July 16/83
La Cité collégiale - PR-CC-04.....		312/90	June 30/90
Cobourg, The Corporation of the Town of - COBG-T-1.....		239/88	May 7/88
- COBG-T-1/2.....		413/89	July 29/89
Credit Valley Conservation Authority - CDV-01.....		484/83	Aug. 20/83
- CDV-02.....		324/84	June 9/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Disposition of Land for the Taunton Road/Steeles Avenue Bridge Crossing at West Duffin Creek - MGS-104.....		416/91	Aug. 10/91
Drayton, The Corporation of the Village of - DRAY-V-1.....		810/83	Jan. 14/84
Dubreuilville, The Corporation of the Improvement District of - DUBR-1D-1.....		3/83	Jan. 22/83
- DUBR-1D-2.....		653/83	Oct. 29/83
Durham, The Regional Municipality of - DURH-RG-1..... (Suspended by 659/90)		396/90	Aug. 4/90
Dysart et al, The Corporation of the Township of - DYSA-TWP-1.....		494/86	Sept. 6/86
Essa, The Corporation of the Township of - ESSA-TP-1.....		1/83	Jan. 22/83
Essex Region Conservation Authority - ESR-01.....		115/85	Mar. 23/85
Essex, The Corporation of the County of - ESSE-CT-1.....		70/87	Feb. 28/87
- ESSE-CT-2.....		119/88	Mar. 19/88
Fort Erie, The Corporation of the Town of - FORT E-T-1..... (revoked by 723/91)		192/86	Apr. 26/86
Fort Erie, The Corporation of the Town of - FORT E-T-2.....		723/91	Dec. 14/91
Frontenac and Lennox and Addington (Counties of).....		433/86	Aug. 16/86
Ganaraska Region Conservation Authority and The Corporation of the Town of Port Hope - PHOP-2.....		483/83	Aug. 20/83
Gloucester Hydro - GLOU-C-1.....		371/84	June 30/84
Gloucester Hydro-Electric Commission - GLOU-C-2.....		567/87	Oct. 24/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Goderich, The Corporation of the Township of The Corporation of the Town of Goderich, The Corporation of the Town of Clinton, and The Corporation of the Township of Colborne - GODE-T-1.....		309/91	July 6/91
Grimsby, The Corporation of the Town of - GRIM-T-1.....		258/86	May 24/86
- GRIM-T-1/1.....		598/89	Nov. 11/89
Guelph, The Corporation of the City of - GUEL-C-1.....		148/91	Apr. 20/91
Haldimand-Norfolk, The Regional Municipality of - RMHN - 1.....		432/86	Aug. 16/86
Halton, The Regional Municipality of - HALT-RG-01.....		240/84	May 5/84
Hamilton, The Corporation of the City of - HAMI-C-1.....		257/83	May 21/83
Hamilton Region Conservation Authority - HMR-01.....		468/82	July 24/82
Hamilton-Wentworth, The Regional Municipality of - HW-RG-01.....		563/90	Oct. 20/90
Hearst, Town of - HRST-T-1.....		576/86	Oct. 11/86
Highway No. 404.....		352/81	June 13/81
Huron, Township of - HUR-1.....		407/81	July 4/81
Ingersoll, Town of, Township of South- West Oxford - ING-1.....		762/86	Jan. 17/87
Johnson, Township of - JOHN-TWP-1.....		386/86	July 12/86
Kanata Hydro-Electric Commission - KANA-C-1.....		492/86	Sept. 6/86
Kapuskasing, The Corporation of the Town of - MUN-TWN-KAP-1.....		367/83	July 9/83
Keewatin, The Corporation of the Town of - KEEW-T-1.....		697/91	Nov. 30/91
Kenora, The Corporation of the Town of - KENO-T-1.....		270/90	June 9/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Kingston, Township of -MUN-1.....		123/81	Mar. 21/81
Kirkland Lake, The Corporation of the Town of, Community of Swastika -KIRK-T-1.....		601/84	Oct. 6/84
Kitchener-Wilmot Hydro.....		498/88	Aug. 20/88
Laidlaw Waste Systems - Storrington Township - LAL-ST-01.....		702/90	Jan. 12/91
Markham Hydro - MARK-T-1.....		641/84	Oct. 27/84
- Electric Commission - MARK-T-2.....		372/86	July 12/86
Michipicoten, The Township of - MICH-TP-1.....		372/84	June 30/84
Ministry of Citizenship and Culture - MCC-1.....		279/82	May 15/82
Ministry of Energy - Energy-1.....		655/81	Oct. 17/81
Ministry of the Environment - MOE-21.....		659/81	Oct. 17/81
- MOE-22.....		762/81	Nov. 28/81
- MOE-24.....		832/81	Jan. 2/82
- MOE-23.....		880/81	Jan. 16/82
- MOE-24/2.....		646/82	Oct. 16/82
- MOE-25.....		237/83	May 7/83
- MOE-26.....		664/83	Oct. 29/83
- MOE-27.....		179/84	Apr. 14/84
- MOE-28.....		358/85	July 13/85
- MOE-29.....		386/85	Aug. 10/85
- MOE-30.....		632/85	Dec. 21/85
- MOE-32.....		334/86	June 28/86
- MOE-31..... (revoked by 16/89)		370/86	July 12/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MOE-33.....		411/87	July 25/87
- MOE-33/1.....		576/87	Oct. 31/87
- MOE-32/1.....		410/88	July 16/88
- MOE-34.....		497/88	Aug. 20/88
- MOE-35.....		547/88	Sept. 17/88
- MOE-36.....		715/88	Dec. 17/88
- MOE-37.....		722/88	Dec. 24/88
- MOE-31/1..... (revoked by 101/90)		16/89	Feb. 4/89
- MOE-38.....		475/89	Aug. 19/89
- MOE-39.....		627/89	Nov. 25/89
- MOE-40.....		668/89	Dec. 23/89
- MOE-41.....		1/90	Jan. 20/90
- MOE-31/2.....		101/90	Mar. 17/90
- MOE-42.....		102/90	Mar. 17/90
- MOE-43.....		336/90	July 7/90
- MOE-31/3.....		469/91	Sept. 7/91
- MOE-45.....		549/91	Oct. 19/91
- MOE-44.....		626/91	Nov. 9/91
- MOE-31/4.....		764/91	Jan. 11/92
Ministry of Government Services			
- MGS-43.....		23/81	Feb. 14/81
- MGS-44.....		318/81	May 30/81
- MGS-45.....		430/81	July 11/81
- MGS-46.....		658/81	Oct. 17/81
- MGS-47.....		761/81	Nov. 28/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
- MGS-49.....		170/82	Apr.	3/82
- MGS-48.....		263/82	May	8/82
- MGS-50.....		780/82	Dec.	11/82
- MGS-51.....		781/82	Dec.	11/82
- MGS-52.....		14/83	Jan.	22/83
- MGS-53.....		366/83	July	9/83
- MGS-54.....		35/84	Feb.	11/84
- MGS-55.....		34/84	Feb.	11/84
- MGS-56.....		273/84	May	19/84
- MGS-57.....		439/84	July	28/84
- MGS-58.....		440/84	July	28/84
- MGS-59.....		441/84	July	28/84
- MGS-62.....		112/85	Mar.	23/85
- MGS-61.....		113/85	Mar.	23/85
- MGS-66.....		448/85	Sept.	21/85
- MGS-65.....		471/85	Oct.	5/85
- MGS-67.....		125/86	Mar.	29/86
- MGS-64.....		257/86	May	24/86
- MGS-68.....		371/86	July	12/86
- MGS-63.....		385/86	July	12/86
- MGS-71.....		493/86	Sept.	6/86
- MGS-70.....		495/86	Sept.	6/86
- MGS-72.....		624/86	Nov.	15/86
- MGS-73.....		659/86	Nov.	22/86
- MGS-76.....		552/87	Oct.	17/87
- MGS-78.....		608/87	Nov.	28/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MGS-75.....		614/87	Dec. 5/87
- MGS-79.....		73/88	Feb. 20/88
- MGS-82.....		209/88	Apr. 23/88
- MGS-83.....		337/88	June 11/88
- MGS-84.....		411/88	July 16/88
- MGS-86.....		499/88	Aug. 20/88
- MGS-90.....		563/88	Oct. 1/88
- MGS-88.....		564/88	Oct. 1/88
- MGS-91.....		645/88	Nov. 12/88
- MGS-89.....		683/88	Nov. 26/88
- MGS-81.....		711/88	Dec. 17/88
- MGS-93.....		18/89	Feb. 4/89
- MGS-74.....		113/89	Mar. 18/89
- MGS-80.....		134/89	Apr. 1/89
- MGS-92.....		170/89	Apr. 15/89
- MGS-98.....		285/89	June 3/89
- MGS-99.....		393/89	July 15/89
- MGS-85.....		410/89	July 29/89
- MGS-100.....		474/89	Aug. 19/89
- MGS-101.....		593/89	Nov. 4/89
- MGS-95.....		666/89	Dec. 23/89
- MGS-103.....		667/89	Dec. 23/89
- MGS-102.....		2/90	Jan. 20/90
Ministry of Natural Resources			
- MNR-33.....		164/81	Apr. 4/81
- MNR-11/3.....		284/81	May 23/81

TABLE OF REGULATIONS

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
- MNR-17/2.....		347/81	June	6/81
- MNR-35.....		373/81	June	20/81
- MNR-19/3.....		431/81	July	11/81
- MNR-34.....		433/81	July	11/81
- MNR-32/2.....		653/81	Oct.	17/81
- MNR-36.....		710/81	Nov.	7/81
- MNR-31/2.....		882/81	Jan.	16/82
- MNR-19/4.....		883/81	Jan.	16/82
- MNR-37.....		194/82	Apr.	17/82
- MNR-11/4.....		261/82	May	8/82
- MNR-30/2.....		264/82	May	8/82
- MNR-39..... (revoked by 320/83)		467/82	July	24/82
- MNR-38.....		614/82	Oct.	2/82
- MNR-40.....		681/82	Oct.	30/82
- MNR-35/2.....		10/83	Jan.	22/83
- MNR-19/5.....		11/83	Jan.	22/83
- MNR-41.....		12/83	Jan.	22/83
- MNR-11/5.....		13/83	Jan.	22/83
- MNR-39/2.....		320/83	June	11/83
- MNR-30/3.....		348/83	June	25/83
- MNR-43..... (revoked by 684/88)		364/83	July	9/83
- MNR-11/6.....		417/83	July	16/83
- MNR-28/2.....		654/83	Oct.	29/83
- MNR-26/2.....		655/83	Oct.	29/83
- MNR-29/2.....		656/83	Oct.	29/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MNR-30/4.....		723/83	Dec. 3/83
- MNR-11/7.....		2/84	Jan. 21/84
- MNR-26/3.....		221/84	Apr. 28/84
- MNR-46.....		226/84	Apr. 28/84
- MNR-47.....		338/84	June 16/84
- MNR-11/8.....		442/84	July 21/84
- MNR-26/4.....		444/84	July 28/84
- MNR-50..... (revoked by 243/88)		536/84	Sept. 1/84
- MNR-49.....		613/84	Oct. 13/84
- MNR-39/3.....		660/84	Nov. 3/84
- MNR-30/5.....		710/84	Nov. 17/84
- MNR-35/3.....		711/84	Nov. 17/84
- MNR-11/9.....		2/85	Jan. 26/85
- MNR-44..... (revoked by 684/88)		3/85	Jan. 26/85
- MNR-42.....		109/85	Mar. 23/85
- MNR-39/4.....		470/85	Oct. 5/85
- MNR-30/6.....		576/85	Nov. 23/85
- MNR-39/5.....		193/86	Apr. 26/86
- MNR-30/7.....		657/86	Nov. 22/86
- MNR-39/6.....		193/87	Apr. 18/87
- MNR-52.....		369/87	July 11/87
- MNR-30/8..... (revoked by 87/89)		607/87	Nov. 28/87
- MNR-50/2.....		243/88	May 7/88
- MNR-52/2.....		481/88	Aug. 13/88
- MNR-44/2.....		684/88	Nov. 26/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MNR-30/9..... (revoked by 381/90)		87/89	Mar. 11/89
- MNR-26/5.....		172/89	Apr. 15/89
- MNR-52/3..... (expired)		498/89	Sept. 23/89
- MNR-39/7.....		499/89	Sept. 23/89
- MNR-26/6.....		596/89	Nov. 11/89
- MNR-54.....		597/89	Nov. 11/89
- MNR-55.....		24/90	Feb. 3/90
- MNR-26/7.....		145/90	Apr. 14/90
- MNR-56.....		310/90	June 30/90
- MNR-30/10.....		381/90	July 28/90
- MNR-57.....		279/91	June 29/91
- MNDM/MNR-1 (See Ministry of Northern Development and Mines)			
Ministry of Northern Development and Mines			
- MNDM-1..... (revoked by 371/89)		284/88	May 21/88
- MNDM-1/2.....		371/89	July 8/89
Ministry of Northern Development and Mines and Ministry of Natural Resources			
- MNDM/MNR-1.....		15/87	Feb. 7/87
Ministry of Transportation			
- MTC-56.....		311/90	June 30/90
- MTC-58.....		407/90	Aug. 11/90
- MTC-59.....		280/91	June 29/91
Ministry of Transportation and Communications			
- MTC-37.....		115/81	Mar. 14/81
- MTC-38.....		191/81	Apr. 18/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
- MTC-39.....		257/81	May 16/81
- MTC-40.....		406/81	July 4/81
- MTC-42.....		465/81	July 25/81
- MTC-43.....		654/81	Oct. 17/81
- MTC-41.....		657/81	Oct. 17/81
- MTC-44.....		660/81	Oct. 17/81
- MTC-45.....		735/81	Nov. 21/81
- MTC-47.....		736/81	Nov. 21/81
- MTC-46.....		737/81	Nov. 21/81
- MTC-48.....		739/81	Nov. 21/81
- MTC-50.....		16/83	Jan. 22/83
- MTC-51.....		148/83	Apr. 2/83
- MTC-52.....		707/83	Nov. 19/83
- MTC-53.....		809/83	Jan. 14/84
- MTC-55.....		110/85	Mar. 23/85
- MTC-54.....		168/85	Apr. 20/85
- MTC-56.....		148/87	Apr. 11/87
Marathon, The Corporation of the Township of - MARN-TP-1.....		658/86	Nov. 22/86
Mississauga, The Corporation of the City of - MISS-C-1.....		32/84	Feb. 4/84
Municipality of Metropolitan Toronto and Toronto Transit Commission-TTC-2.....		554/86	Oct. 4/86
Nepean Hydro			
- NEPE-C-1.....		111/85	Mar. 23/85
- NEPE-C-2.....		577/85	Nov. 23/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Niagara, The Regional Municipality of - NIAG-RG-1.....		496/86	Sept. 6/86
North Bay, The Corporation of the City of - NORT-C-1.....		222/87	May 9/87
Ontario Energy Corporation - OEC-2/2.....		656/81	Oct. 17/81
- OEC-5.....		884/81	Jan. 16/82
Ontario Hydro - OH-23/2.....		875/81	Jan. 16/82
- OH-25.....		169/82	Apr. 3/82
- OH-26.....		539/82	Aug. 21/82
- OH-26/2.....		682/82	Oct. 30/82
- OH-27.....		2/83	Jan. 22/83
- OH-28.....		342/83	June 25/83
- OH-29.....		319/84	June 9/84
- OH-30.....		320/84	June 9/84
- OH-31.....		747/84	Dec. 8/84
- OH-32.....		359/85	July 13/85
- OH-13/2..... (revoked by 409/89)		578/85	Nov. 23/85
- OH-30/2.....		664/85	Jan. 4/86
- OH-29/2.....		665/85	Jan. 4/86
- OH-33..... (revoked by 392/89)		17/86	Feb. 1/86
- OH-24/2.....		14/87	Feb. 7/87
- OH-29/3.....		20/87	Feb. 7/87
- OH-30/3.....		21/87	Feb. 7/87
- OH-34.....		392/89	July 15/89
- OH-13/3.....		409/89	July 29/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Ontario, Municipalities of			
- MUNI-1.....		300/84	May 26/84
- MUNI-2.....		114/85	Mar. 23/85
- MUNI-1/2.....		333/86	June 28/86
Ontario Northland Transportation Commission			
- MNA-4.....		285/81	May 23/81
- MNA-5.....		106/82	Mar. 13/82
- MNA-6.....		107/82	Mar. 13/82
- MNA-7.....		54/83	Feb. 5/83
Orillia, The Corporation of the City of			
- ORIL-C-1.....		271/90	June 9/90
Oshawa, The Corporation of the City of			
- OSH-1.....		163/81	Apr. 4/81
Ottawa-Carleton, The Regional Municipality of			
- RMOC-RG-1.....		194/87	Apr. 18/87
Owen Sound, The Corporation of the City of			
- OWEN-C-1.....		680/82	Oct. 30/82
Owens, Williamson and Idington, Township of			
- OWEN-TP-1.....		365/83	July 9/83
Oxford, County of			
- OXFO-CT-1.....		410/82	July 3/82
- OXFO-CT-2.....		443/84	July 28/84
Peel, The Regional Municipality of			
- PEEL-RG-1..... (Suspended by 658/90)		397/90	Aug. 4/90
Peterborough, The Corporation of the City of			
- PETE-C-1.....		222/90	May 12/90
Port Hope, The Corporation of the Town of			
- PHOP-T-1.....		788/81	Dec. 5/81
Richmond Hill Hydro-Electric Commission (The)			
- RICH-T-1.....		221/90	May 12/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rutherford and George Island, Township of - RUTH-1.....		44/86	Feb. 15/86
St. Catharines Hydro-Electric Commission - STCA-C-1.....		431/86	Aug. 16/86
St. Clair College of Applied Arts and Technology - MCU-2.....		19/81	Feb. 7/81
South Lake Simcoe Conservation Authority - CA-SLS-1.....		379/81	June 20/81
- SLS-02.....		341/83	June 25/83
- SLS-03.....		340/83	June 25/83
Sydenham, The Corporation of the Township of - SYDE-TP-1.....		196/83	Apr. 16/83
- SYDE-TP-2.....		600/84	Oct. 6/84
Tiny, The Corporation of the Township of - TINY-TP-1.....		599/84	Oct. 6/84
Toronto Area Transit Operating Authority - MTC-49.....		532/82	Aug. 21/82
- MTC-57.....		337/90	July 7/90
Toronto Area Transit Operating Authority (GO TRANSIT) - GT-1.....		551/87	Oct. 17/87
Toronto, City of - TOR-2.....		256/81	May 16/81
- TOR-2/1.....		647/82	Oct. 16/82
- TOR-3.....		15/83	Jan. 22/83
Toronto, The Corporation of the City of - TOR-C-4.....		446/88	July 30/88
Toronto, The Corporation of the City of - TORO-C-5.....		627/91	Nov. 9/91
Toronto, (City of) and The City of Toronto Non-Profit Housing Corporation - TOR-1.....		126/81	Mar. 28/81
- TOR-3.....		434/81	July 11/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Toronto, The Metropolitan Toronto Housing Company Limited - METR-M-1.....		50/82	Feb. 20/82
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		225/84	Apr. 28/84
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority - MTRC-A-1.....		623/91	Nov. 2/91
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority - MTRCA-2.....		43/86	Feb. 15/86
Toronto, The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority - MTRCA-3.....		97/86	Mar. 15/86
Toronto, Municipality of Metropolitan -MERO-1.....		881/81	Jan. 16/82
-MERO-1/2.....		215/83	Apr. 30/83
-METR-M-3.....		613/87	Dec. 5/87
-METR-M-5.....		171/89	Apr. 15/89
-METRO-M-2.....		578/87	Nov. 7/87
Toronto Transit Commission -TTC-01.....		321/84	June 9/84
Urban Transportation Development Corporation Ltd. Metro Canada Limited -UTDC-2.....		405/81	July 4/81
Vaughan Hydro-Electric Commission -VAUG-T-1.....		368/87	July 11/87
Victoria Hospital Corporation - VHC - 1.....		74/88	Feb. 20/88
Waterloo, The Regional Municipality of and The Corporation of the City of Cambridge - WATE-RG-1.....		387/86	July 12/86
Waterloo, The Corporation of the Regional Municipality of - WATE-RG-2.....		243/90	May 26/90
Waterloo North Hydro - WATE-C-1.....		23/90	Feb. 3/90
Windsor, City of - WIND-C-2.....		622/91	Nov. 2/91
Windsor Utilities Commission - WIND-C-1.....		325/86	June 21/86
York, The Corporation of The Regional Municipality of - YORK-RG-1.....		124/86	Mar. 29/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	293			
amended.....		383/81	June	20/81
amended.....		841/81	Jan.	2/82
amended.....		140/82	Mar.	27/82
amended.....		466/82	July	24/82
amended.....		775/82	Dec.	11/82
amended.....		414/83	July	16/83
amended.....		783/83	Dec.	31/83
amended.....		108/85	Mar.	23/85
amended.....		149/86	Apr.	5/86
amended.....		13/87	Feb.	7/87
(revoked by 205/87)				
General.....		205/87	May	2/87
amended.....		72/88	Feb.	20/88
amended.....		521/90	Sept.	15/90
Limited Exemption - Construction of a Hydro- Electric Generating Facility, Transmission Line and Ancillary Facilities on the Kaministiquia River - KAM 1.....		336/88	June	11/88
Malvern Waste.....		710/83	Nov.	19/83
Rules of Practice - Environmental Assessment Board.....		4/88	Jan.	23/88
South Cayuga Sewage Works and Waste Disposal Sites.....	294			
revoked.....		522/81	Aug.	22/81
Suspension -				
Durham, The Regional Municipality of.....		659/90	Jan.	5/91
Peel, The Regional Municipality of.....		658/90	Jan.	5/91
ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT				
Air Contaminants from Ferrous Foundries.....	295			
Algoma Sinter Operation - 1986/94.....		663/85	Jan.	4/86
Ambient Air Quality Criteria.....	296			
Asphalt Paving Plants.....	297			
(revoked by 469/87)				
Boilers.....		16/86	Feb.	1/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Carbonated Soft Drink Cans Temporary Exemption..... (revoked by 633/85)		633/85	Dec.	21/85
Classes of Contaminants - Exemptions.....	298			
Containers..... (revoked by 622/85)	299			
Containers.....		623/85	Dec.	14/85
amended.....		150/86	Apr.	5/86
amended.....		236/87	May	16/87
Containers for Carbonated Soft Drinks..... (revoked by 622/85)	300			
Copper Cliff Smelter Complex..... (revoked by 660/85)	301			
Crown Waste Disposal Sites.....	302			
revoked		521/81	Aug.	22/81
Deep Well Disposal.....	303			
amended.....		596/88	Oct.	15/88
Designation of Waste.....	304			
amended.....		652/81	Oct.	17/81
Discharge of Sewage From Pleasure Boats.....	305			
Disposable Containers for Milk.....	306			
amended.....		172/83	Apr.	9/83
amended.....		532/85	Nov.	9/85
Disposable Paper Containers for Milk.....	307			
Effluent Monitoring -				
Electric Power Generation Sector.....		726/89	Jan.	13/90
General..... (revoked by 695/88)		358/88	June	25/88
General.....		695/88	Dec.	3/88
amended.....		533/89	Oct.	14/89
Industrial Minerals Sector.....		91/90	Mar.	17/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Inorganic Chemical Sector.....		395/89	July	15/89
amended.....		649/89	Dec.	16/89
amended.....		269/90	June	9/90
amended.....		418/90	Aug.	25/90
Iron and Steel Manufacturing Sector.....		321/89	June	17/89
amended.....		602/89	Nov.	18/89
amended.....		139/90	Apr.	14/90
Metal Casting Sector.....		648/89	Dec.	16/89
amended.....		232/90	May	26/90
amended.....		419/90	Aug.	25/90
Ontario Mineral Industry Sector: Group A.....		491/89	Sept.	16/89
amended.....		44/90	Feb.	10/90
Organic Chemical Manufacturing Sector.....		209/89	May	13/89
amended.....		532/89	Oct.	14/89
amended.....		45/90	Feb.	10/90
amended.....		416/90	Aug.	25/90
Petroleum Refining Sector.....		359/88	June	25/88
amended.....		696/88	Dec.	3/88
amended.....		642/89	Dec.	9/89
Pulp and Paper Sector.....		435/89	Aug.	5/89
amended.....		202/90	May	12/90
Falconbridge Smelter Complex - 1994.....		661/85	Jan.	4/86
Gasoline Volatility.....		389/89	July	15/89
(revoked by 389/89)				
Gasoline Volatility.....		231/90	May	26/90
(revoked by 231/90)				
Gasoline Volatility.....		271/91	June	22/91
General - Air Pollution.....	308			
amended.....		107/85	Mar.	23/85
amended.....		389/88	July	9/88
amended.....		90/90	Mar.	17/90
General - Waste Management.....	309			
amended.....		175/83	Apr.	16/83
amended.....		574/84	Sept.	29/84
amended.....		322/85	July	6/85
amended.....		464/85	Sept.	28/85
amended.....		460/88	July	30/88
amended.....		597/88	Oct.	15/88
amended.....		750/88	Jan.	7/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		138/90	Apr. 14/90
amended.....		162/90	Apr. 21/90
amended.....		520/90	Sept. 15/90
Hauled Liquid Industrial Waste			
Disposal Sites.....		808/81	Dec. 19/81
amended.....		599/88	Oct. 15/88
Hot Mix Asphalt Facilities.....		469/87	Aug. 22/87
Inco Sudbury Smelter Complex - 1994.....		660/85	Jan. 4/86
Lambton Industry Meteorological Alert.....		151/81	Apr. 4/81
Malvern Waste.....		711/83	Nov. 19/83
Marinas.....	310		
Mobile PCB Destruction Facilities.....		148/86	Apr. 5/86
amended.....		600/88	Oct. 15/88
Motor Vehicles.....	311		
Municipal Sewage and Water and Roads			
Class Environmental Assessment Projects.....		206/87	May 2/87
Ontario Hydro.....		73/81	Mar. 7/81
(revoked by 7/82)			
Ontario Hydro.....		7/82	Jan. 30/82
(revoked by 662/85)			
Ontario Hydro.....		662/85	Jan. 4/86
(revoked by 281/87)			
Ontario Hydro.....		281/87	June 13/87
Ozone Depleting Substances - General.....		394/89	July 15/89
amended.....		518/90	Sept. 15/90
amended.....		519/90	Sept. 15/90
amended.....		476/91	Sept. 7/91
Refillable Containers for			
Carbonated Soft Drink.....		622/85	Dec. 14/85
amended.....		237/87	May 16/87
Sewage Systems.....		429/81	July 11/81
(revoked by 374/81)			
Sewage Systems.....		374/81	June 20/81
amended.....		842/81	Jan. 2/82
amended.....		139/82	Mar. 27/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		515/82	Aug. 14/82
amended.....		290/83	May 28/83
amended.....		130/84	Mar. 17/84
amended.....		71/85	Feb. 23/85
amended.....		546/85	Nov. 16/85
amended.....		598/88	Oct. 15/88
Sewage Systems - Exemptions.....		21/83	Jan. 29/83
Spills.....		618/85	Dec. 14/85
Sulphur Content of Fuels.....	312		
Transfers of Liquid Industrial Waste..... (revoked by 322/85)	313		
Waste Management - PCB's.....		11/82	Jan. 30/82
amended.....		575/84	Sept. 29/84

EXECUTIVE COUNCIL ACT

Assignment of Powers and Duties Minister of Citizenship and Culture.....		134/82	Mar. 20/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Industry and Trade Development.....		135/82	Mar. 20/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Tourism and Recreation.....		136/82	Mar. 20/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Intergovernmental Affairs.....		400/82	June 26/82
Assignment of Powers and Duties Minister of Community and Social Services.....		660/83	Oct. 29/83
Assignment of Powers and Duties Minister of Health.....		671/83	Nov. 5/83
Assignment of Powers and Duties Minister of Municipal Affairs.....		375/85	Aug. 3/85
Assignment of Powers and Duties Minister of Industry, Trade and Technology.....		388/85	Aug. 17/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Transfer of Administration of Act <u>Partnerships Act</u> transferred from Attorney General to Minister of Consumer and Commercial Relations.....		56/81	Feb. 21/81
Transfer of Administration of Act Administration of sections 161 and 162 of the <u>Mining Act</u> transferred to the Minister of Natural Resources.....		57/81	Feb. 21/81
Transfer of Administration of Act <u>Municipal Conflict of Interest Act</u> transferred from Attorney General to Ministry of Intergovernmental Affairs.....		150/81	Apr. 4/81
Transfer of Administration Administration and Control of the Council (Conseil des Affaires Franco-Ontariennes) transferred to the Minister of Intergovernmental Affairs.....		620/81	Oct. 10/81
Transfer of Administration of Act <u>Metropolitan Police Force Complaints Project Act, 1981</u> transferred from Solicitor General to Attorney General.....		133/82	Mar. 20/82
Transfer of Administration of Acts <u>Building Code Act</u> and part of <u>Ontario Water Resources Act</u> transferred from Minister of Consumer and Commercial Relations to Minister of Municipal Affairs and Housing.....		82/83	Feb. 19/83
Transfer of Administration of Act <u>Teachers' Superannuation Act, 1983</u> transferred to the Treasurer of Ontario and Minister of Economics..... (revoked by 202/87)		173/84	Apr. 7/84
Transfer of Administration of Act <u>Apprenticeship and Tradesmen's Qualification Act</u> transferred to Minister of Skills Development.....		170/85	Apr. 20/85
Transfer of Administration of Acts <u>Residential Tenancies Act</u> and <u>Residential Complexes Financing Costs Restraint Act, 1982</u> transferred to Minister of Municipal Affairs and Housing.....		264/85	June 8/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Transfer of Administration of Acts to Minister of Housing.....		374/85	Aug. 3/85
Transfer of Administration of Acts <u>Mining Tax Act, Ontario Mineral Exploration Program Act and Mining Act</u> transferred to Minister of Northern Affairs and Mines..... (revoked by 631/85)		394/85	Aug. 17/85
Transfer of Administration of Acts <u>Ministry of Northern Affairs Act, Ontario Northland Transportation Commission Act, Local Services Boards Act</u> and duties under subsection 2(5) of <u>Road Access Act</u> transferred to Minister of Northern Affairs and Mines..... (revoked by 631/85)		396/85	Aug. 17/85
Transfer of Administration of Act <u>Niagara Escarpment Planning and Development Act</u> transferred to Minister of Municipal Affairs.....		422/85	Sept. 7/85
Transfer of Administration of Act <u>Mining Act</u> , (part).....		505/85	Oct. 26/85
Transfer of Administration of Act <u>Public Service Superannuation Act</u>		616/85	Dec. 14/85
Transfer of Administration of Acts <u>Mining Act</u> (part), <u>Mining Tax Act</u> , <u>Ontario Mineral Exploration Program Act</u> , <u>Ministry of Northern Affairs Act, Ontario Northland Transportation Commission Act</u> , <u>Local Services Boards Act, Road Access Act</u> (part)..... (expired)		631/85	Dec. 21/85
Transfer of Administration of Acts Minister of Financial Institutions.....		417/86	Aug. 2/86
Transfer of Administration of Act <u>Mining Tax Act</u>		418/86	Aug. 2/86
Transfer of Administration of Acts Minister of Government Services.....		166/87	Apr. 11/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Consumer and Commercial Relations.....		181/87	Apr. 18/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Transfer of Administration of Acts Minister of Education.....		202/87	Apr. 25/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Municipal Affairs.....		536/87	Oct. 10/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Culture and Communications.....		563/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Culture and Communications.....		564/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Act Minister of Citizenship.....		565/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Transportation.....		566/87	Oct. 24/87
Transfer of Administration of Acts Minister of Northern Development and Minister of Mines.....		571/87	Oct. 31/87
Transfer of Administration of Program Ministry of Skills Development.....		572/87	Oct. 31/87
Transfer of Administration of Act <u>Parks Assistance Act</u> transferred to Minister of Tourism and Recreation.....		579/88	Oct. 1/88
Transfer of Administration of Act <u>Niagara Escarpment Planning and Development Act</u> transferred to Minister of the Environment.....		408/90	Aug. 11/90

EXPROPRIATIONS ACT

Co-operative Development - North Pickering.....	314
Forms.....	315
Rules of Practice and Procedure of the Land Compensation Board..... (revoked by 537/87)	316
Rules to be applied for the Purposes of Subsection 34(1) of the Act.....	317

EXTRA-PROVINCIAL CORPORATIONS ACT, 1984

General.....	43/85	Feb.	9/85
amended.....	683/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		163/87	Apr. 11/87
amended.....		456/88	July 30/88
amended.....		361/89	July 8/89
amended.....		363/90	July 14/90
amended.....		581/91	Oct. 26/91

F

FAMILY BENEFITS ACT

General.....	318		
amended.....		51/81	Feb. 21/81
amended.....		273/81	May 16/81
amended.....		483/81	Aug. 1/81
amended.....		634/81	Oct. 17/81
amended.....		700/81	Nov. 7/81
amended.....		721/81	Nov. 14/81
amended.....		71/82	Feb. 20/82
amended.....		121/82	Mar. 20/82
amended.....		314/82	May 22/82
amended.....		404/82	June 26/82
amended.....		424/82	July 3/82
amended.....		459/82	July 17/82
amended.....		551/82	Aug. 21/82
amended.....		654/82	Oct. 16/82
amended.....		721/82	Nov. 13/82
amended.....		727/82	Nov. 13/82
amended.....		847/82	Jan. 8/83
amended.....		73/83	Feb. 12/83
amended.....		276/83	May 21/83
amended.....		360/83	July 9/83
amended.....		462/83	Aug. 6/83
amended.....		480/83	Aug. 13/83
amended.....		557/83	Sept. 17/83
amended.....		690/83	Nov. 12/83
amended.....		700/83	Nov. 19/83
amended.....		784/83	Jan. 7/84
amended.....		65/84	Feb. 18/84
amended.....		216/84	Apr. 28/84
amended.....		312/84	June 2/84
amended.....		498/84	Aug. 18/84
amended.....		706/84	Nov. 17/84
amended.....		709/84	Nov. 17/84
amended.....		748/84	Dec. 15/84
amended.....		825/84	Jan. 19/85
amended.....		29/85	Feb. 9/85
amended.....		136/85	Apr. 20/85
amended.....		207/85	May 25/85
amended.....		402/85	Aug. 17/85
amended.....		484/85	Oct. 19/85
amended.....		555/85	Nov. 16/85
amended.....		595/85	Dec. 7/85
amended.....		676/85	Jan. 4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		49/86	Feb. 15/86
amended.....		165/86	Apr. 12/86
amended.....		245/86	May 17/86
amended.....		396/86	July 12/86
amended.....		444/86	Aug. 16/86
amended.....		504/86	Sept. 13/86
amended.....		638/86	Nov. 15/86
amended.....		643/86	Nov. 15/86
amended.....		740/86	Jan. 3/87
amended.....		742/86	Jan. 3/87
amended.....		40/87	Feb. 14/87
amended.....		169/87	Apr. 18/87
amended.....		227/87	May 9/87
amended.....		379/87	July 11/87
amended.....		380/87	July 11/87
amended.....		453/87	Aug. 15/87
amended.....		589/87	Nov. 14/87
amended.....		592/87	Nov. 14/87
amended.....		683/87	Dec. 26/87
amended.....		712/87	Jan. 2/88
amended.....		49/88	Feb. 13/88
amended.....		268/88	May 14/88
amended.....		483/88	Aug. 13/88
amended.....		548/88	Sept. 17/88
amended.....		649/88	Nov. 12/88
amended.....		703/88	Dec. 10/88
amended.....		746/88	Dec. 31/88
amended.....		44/89	Feb. 18/89
amended.....		163/89	Apr. 15/89
amended.....		227/89	May 13/89
amended.....		338/89	June 24/89
amended.....		430/89	Aug. 5/89
amended.....		526/89	Oct. 14/89
amended.....		528/89	Oct. 14/89
amended.....		553/89	Oct. 21/89
amended.....		606/89	Nov. 18/89
amended.....		686/89	Dec. 30/89
amended.....		46/90	Feb. 10/90
amended.....		53/90	Feb. 17/90
amended.....		213/90	May 12/90
amended.....		429/90	Aug. 25/90
amended.....		572/90	Nov. 10/90
amended.....		627/90	Dec. 22/90
amended.....		680/90	Jan. 5/91
amended.....		16/91	Feb. 16/91
amended.....		190/91	May 11/91
amended.....		407/91	Aug. 10/91
amended.....		631/91	Nov. 9/91
amended.....		652/91	Nov. 16/91
amended.....		766/91	Jan. 11/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
FAMILY LAW ACT, 1986			
Designation of Matrimonial Home - Forms.....		95/86	Mar. 8/86
Election of Surviving Spouse.....		606/86	Oct. 25/86(B)
FAMILY LAW REFORM ACT (See now <u>Family Law Act, 1986</u>)			
Designation of Matrimonial Home - Forms..... (revoked by 95/86)	319		
FAMILY SUPPORT PLAN ACT			
Practices and Procedures.....		765/91	Jan. 11/92 (B)
FARM IMPLEMENTS ACT, 1988			
General.....		223/90	May 19/90 (B)
amended.....		402/90	Aug. 4/90
amended.....		100/91	Apr. 6/91
FARM INCOME STABILIZATION ACT			
Apple Stabilization, 1983-1987 - Plan.....		431/83	July 23/83
amended.....		285/85	June 22/85
amended.....		656/85	Jan. 4/86
amended.....		657/85	Jan. 4/86
amended.....		190/86	Apr. 26/86
amended.....		510/86	Sept. 13/86
amended.....		187/87	Apr. 18/87
amended.....		492/87	Sept. 12/87
amended.....		660/87	Dec. 19/87
amended.....		102/88	Mar. 5/88
amended.....		90/89	Mar. 11/89
Barley Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		668/82	Oct. 23/82
amended.....		596/83	Oct. 15/83
amended.....		750/83	Dec. 17/83
amended.....		793/83	Jan. 7/84
amended.....		554/84	Sept. 8/84
(revoked by 580/87)			
Corn - 1981 Crop Year (Base prices, etc.).....		36/83	Feb. 5/83
(revoked by 580/87)			
Corn Stabilization, 1977 - Plan.....		293/81	May 23/81
(this Reg. amends O.Reg. 365/78) (revoked by 580/87)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Corn Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	320			
amended.....		294/81	May	23/81
(revoked by 669/82)				
Corn Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		669/82	Oct.	23/82
amended.....		598/83	Oct.	15/83
amended.....		749/83	Dec.	17/83
amended.....		791/83	Jan.	7/84
amended.....		218/84	April	28/84
amended.....		555/84	Sept.	8/84
(revoked by 580/87)				
Enrolment in Plans and Transfer of Credits.....		292/81	May	23/81
Fresh Market Potato Stabilization, 1986-1989 - Plan.....		585/86	Oct.	18/86
amended.....		493/87	Sept.	12/87
amended.....		638/89	Dec.	9/89
Fresh Market Potato Stabilization, 1989-1992 - Plan.....		479/90	Aug.	25/90
Grain Stabilization, 1985-1988 - Plan.....		509/85	Oct.	26/85
amended.....		586/86	Oct.	18/86
amended.....		587/86	Oct.	18/86
amended.....		183/87	Apr.	18/87
amended.....		477/87	Aug.	29/87
amended.....		530/87	Sept.	26/87
amended.....		229/88	Apr.	30/88
amended.....		432/88	July	23/88
amended.....		91/89	Mar.	11/89
Grain Stabilization, 1988-1990 - Plan.....		181/89	Apr.	22/89
amended.....		29/90	Feb.	10/90
amended.....		169/91	May	4/91
Soybeans - 1981 Crop Year (Base prices, etc.).....		35/83	Feb.	5/83
(revoked by 580/87)				
Soybean Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	321			
amended.....		295/81	May	23/81
(revoked by 672/82)				
Soybean Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		672/82	Oct.	23/82
amended.....		597/83	Oct.	15/83
amended.....		748/83	Dec.	17/83
amended.....		792/83	Jan.	7/84
amended.....		558/84	Sept.	8/84
amended.....		645/85	Dec.	28/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
To revoke Certain Regulations.....		580/87	Nov.	7/87
Weaner Pig Stabilization, 1980-1985 - Plan.....	322			
amended.....		460/82	July	17/82
amended.....		792/82	Dec.	18/82
amended.....		132/83	Mar.	26/83
amended.....		97/84	Mar.	3/84
amended.....		482/84	Aug.	18/84
amended.....		722/84	Nov.	24/84
amended.....		11/85	Jan.	26/85
(revoked by 580/87)				
White Bean Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	323			
amended.....		296/81	May	23/81
(revoked by 670/82)				
White Bean Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		670/82	Oct.	23/82
amended.....		599/83	Oct.	15/83
amended.....		752/83	Dec.	17/83
amended.....		98/84	Mar.	3/84
amended.....		557/84	Sept.	8/84
(revoked by 580/87)				
Winter Wheat Stabilization, 1979-1981 - Plan.....	324			
amended.....		297/81	May	23/81
(revoked by 671/82)				
Winter Wheat Stabilization, 1982-1984 - Plan.....		671/82	Oct.	23/82
amended.....		600/83	Oct.	15/83
amended.....		751/83	Dec.	17/83
amended.....		556/84	Sept.	8/84
amended.....		48/85	Feb.	16/85
(revoked by 580/87)				

FARM PRODUCTS CONTAINERS ACT

(See now Farm Products Containers Act, 1982)

Fruit and Vegetables.....	325			
(revoked by 428/83)				

FARM PRODUCTS CONTAINERS ACT, 1982

Containers - Fruit and Vegetables.....		428/83	July	16/83
amended.....		470/89	Aug.	19/89

FARM PRODUCTS GRADES AND SALES ACT

Burley Tobacco.....	326			
(revoked by 417/87)				
Burley Tobacco.....		417/87	Aug.	1/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Dairy Products.....	327			
revoked.....		629/84	Oct.	20/84
Flue-Cured Tobacco.....	328			
amended.....		659/83	Oct.	29/83
(revoked by 653/87)				
Flue-Cured Tobacco.....		653/87	Dec.	19/87
amended.....		632/88	Nov.	5/88
Fruit-Controlled Atmosphere Storage.....	329			
amended.....		257/91	June	15/91
Grades -				
Beef Carcasses.....	330			
amended.....		765/81	Dec.	5/81
Christmas Trees.....	331			
amended.....		151/91	Apr.	27/91
Fruit and Vegetables.....	332			
amended.....		764/81	Dec.	5/81
amended.....		114/83	Mar.	19/83
amended.....		702/83	Nov.	19/83
amended.....		217/84	Apr.	28/84
amended.....		433/84	July	21/84
amended.....		460/85	Sept.	28/85
amended.....		583/86	Oct.	18/86
amended.....		529/87	Sept.	26/87
amended.....		532/88	Sept.	3/88
amended.....		255/89	May	27/89
amended.....		347/90	July	14/90
amended.....		480/90	Aug.	25/90
amended.....		637/90	Dec.	29/90
amended.....		727/91	Dec.	14/91
Hog Carcasses.....	333			
Lamb and Mutton Carcasses.....	334			
amended.....		766/81	Dec.	5/81
Poultry.....	335			
Veal Carcasses.....	336			
amended.....		767/81	Dec.	5/81
Grain.....		653/84	Nov.	3/84
amended.....		351/86	June	28/86
amended.....		405/89	July	22/89
amended.....		183/90	May	5/90
amended.....		33/91	Feb.	23/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Honey..... (revoked by 399/82)	337			
Honey.....		399/82	June	26/82
amended.....		237/88	May	7/88
Licences..... (revoked by 253/86)	338			
Licences.....		253/86	May	24/86
Maple Products.....	339			
amended.....		72/85	Feb.	23/85
Potatoes.....		527/87	Sept.	26/87
revoked.....		274/89	June	3/89

FARM PRODUCTS MARKETING ACT

Apples -				
Plan.....	340			
amended.....		490/82	Aug.	7/82
amended.....		735/86	Jan.	3/87
amended.....		501/88	Aug.	27/88
amended.....		663/90	Jan.	5/91
Marketing.....	341			
amended.....		331/82	June	5/82
amended.....		385/84	July	7/84
amended.....		618/84	Oct.	20/84
amended.....		68/85	Feb.	23/85
amended.....		260/85	June	8/85
amended.....		194/86	Apr.	26/86
amended.....		736/86	Jan.	3/87
amended.....		431/88	July	23/88
amended.....		604/88	Oct.	15/88
amended.....		513/89	Oct.	7/89
amended.....		628/89	Dec.	2/89
amended.....		188/90	May	5/90
amended.....		400/90	Aug.	4/90
amended.....		589/91	Nov.	2/91
Arbitration of Disputes.....	342			
Asparagus -				
Plan.....	343			
amended.....		633/88	Nov.	5/88
amended.....		536/90	Sept.	22/90
Marketing.....	344			
amended.....		569/81	Sept.	12/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		173/82	Apr.	10/82
amended.....		170/84	Apr.	7/84
amended.....		190/85	May	11/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		757/88	Jan.	7/89
amended.....		225/89	May	13/89
amended.....		537/90	Sept.	22/90
amended.....		537/91	Oct.	12/91
Beans -				
Plan.....	345			
amended.....		665/82	Oct.	23/82
amended.....		647/87	Dec.	19/87
amended.....		648/87	Dec.	19/87
Marketing.....	346			
amended.....		408/84	July	14/84
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		649/87	Dec.	19/87
Berries for Processing -				
Plan.....	347			
Marketing.....	348			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		543/91	Oct.	12/91
Broiler Chickens and Roaster Chickens -				
Plan.....	349			
(revoked by 736/84)				
Marketing.....	350			
amended.....		366/82	June	12/82
amended.....		330/83	June	18/83
(revoked by 737/84)				
Broiler Hatching Eggs and Chicks -				
Plan.....		429/83	July	16/83
amended.....		98/90	Mar.	17/90
Marketing.....		436/83	July	23/83
amended.....		22/84	Jan.	28/84
amended.....		70/85	Feb.	23/85
amended.....		118/90	Mar.	31/90
amended.....		277/90	June	16/90
amended.....		394/91	Aug.	3/91
amended.....		744/91	Jan.	4/92
Burley Tobacco -				
Plan.....	351			
amended.....		259/85	June	8/85
amended.....		31/89	Feb.	4/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Marketing.....	352			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		758/88	Jan.	7/89
By-Laws for Local Boards.....	353			
amended.....		283/85	June	22/85
amended.....		350/90	July	14/90
amended.....		36/91	Feb.	23/91
Chicken - Extension of Powers.....	354			
Chickens -				
Plan.....		736/84	Dec.	1/84
amended.....		297/87	June	20/87
amended.....		97/90	Mar.	17/90
Marketing.....		737/84	Dec.	1/84
amended.....		245/91	June	15/91
Designation -				
Ontario Canola Growers' Association.....		429/88	July	23/88
Ontario Coloured Bean Growers' Association.....		430/88	July	23/88
Eggs -				
Extension of Powers.....	355			
(revoked by 786/91)				
Eggs -				
Extension of Powers.....		786/91	Jan.	18/92
Plan.....	356			
amended.....		570/81	Sept.	12/81
amended.....		31/82	Feb.	13/82
amended.....		430/83	July	16/83
Marketing.....	357			
amended.....		610/81	Oct.	3/81
amended.....		687/81	Oct.	31/81
amended.....		435/83	July	23/83
Marketing Limitations.....	358			
Fresh Grapes -				
Plan.....	359			
amended.....		713/91	Dec.	14/91
Marketing.....	360			
amended.....		692/84	Nov.	17/84
amended.....		538/91	Oct.	12/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Fresh Potatoes -				
Plan.....	361			
Marketing.....	362			
amended.....		526/81	Aug.	22/81
amended.....		419/83	July	16/83
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		759/88	Jan.	7/89
Grapes for Processing -				
Plan.....	363			
amended.....		478/90	Aug.	25/90
Marketing.....	364			
amended.....		189/85	May	11/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		96/91	Apr.	6/91
amended.....		539/91	Oct.	12/91
Greenhouse Vegetables -				
Appointment of Trustee.....		558/90	Oct.	6/90
amended.....		186/91	May	11/91
Plan.....	365			
amended.....		634/88	Nov.	5/88
amended.....		185/91	May	11/91
Marketing.....	366			
amended.....		772/83	Dec.	24/83
amended.....		473/85	Oct.	5/85
amended.....		612/88	Oct.	15/88
Hogs -				
Plan.....	367			
amended.....		179/85	May	4/85
amended.....		93/88	Mar.	5/88
Marketing.....	368			
amended.....		180/85	May	4/85
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		22/88	Feb.	6/88
amended.....		629/89	Dec.	2/89
Local Boards.....	369			
amended.....		322/83	June	11/83
amended.....		284/85	June	22/85
Potatoes -				
Plan.....	370			
Marketing.....	371			
amended.....		108/81	Mar.	14/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		96/84	Mar.	3/84
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		195/86	Apr.	26/86
amended.....		291/88	May	28/88
amended.....		760/88	Jan.	7/89
amended.....		79/89	Mar.	4/89
amended.....		272/89	June	3/89
Processing Tomato Seedling Plants -				
Plan.....	372			
Marketing.....				
	373			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		196/86	Apr.	26/86
Rutabagas -				
Dissolution of Local Board.....		650/84	Nov.	3/84
Plan.....				
	374			
revoked.....		386/87	July	18/87
Marketing.....				
	375			
Seed-Corn -				
Plan.....				
	376			
amended.....		66/83	Feb.	12/83
Marketing.....				
	377			
amended.....		114/82	Mar.	13/82
amended.....		67/83	Feb.	12/83
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		81/89	Mar.	4/89
amended.....		542/91	Oct.	12/91
Sheep -				
Plan.....				
		262/85	June	8/85
Marketing.....				
		263/85	June	8/85
amended.....		584/87	Nov.	14/87
Soybeans -				
Plan.....				
	378			
amended.....		34/83	Feb.	5/83
amended.....		650/86	Nov.	15/86
amended.....		538/90	Sept.	22/90
Marketing.....				
	379			
amended.....		640/84	Oct.	27/84
amended.....		163/85	Apr.	20/85
amended.....		117/90	Mar.	31/90
amended.....		539/90	Sept.	22/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Sugar Beets - Dissolution of Local Board.....		474/82	July	24/82
Tender Fruit -				
Plan.....	380			
amended.....		610/90	Dec.	8/90
Marketing.....	381			
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		613/86	Nov.	1/86
amended.....		611/90	Dec.	8/90
amended.....		540/91	Oct.	12/91
To Amend Certain Regulations.....		506/85	Oct.	26/85
Tobacco -				
Plan.....	382			
amended.....		21/86	Feb.	1/86
amended.....		531/87	Sept.	26/87
Marketing.....	383			
amended.....		321/83	June	11/83
amended.....		619/84	Oct.	20/84
amended.....		652/85	Dec.	28/85
amended.....		23/86	Feb.	8/86
amended.....		298/87	June	20/87
amended.....		138/88	Mar.	26/88
Turkeys -				
Plan.....	384			
amended.....		100/83	Mar.	5/83
Marketing.....	385			
amended.....		325/81	May	30/81
amended.....		506/85	Oct.	26/85
amended.....		541/91	Oct.	12/91
Marketing Limitations.....	386			
Vegetables for Processing -				
Plan.....	387			
amended.....		389/83	July	9/83
amended.....		560/85	Nov.	16/85
amended.....		649/86	Nov.	15/86
amended.....		650/87	Dec.	19/87
amended.....		624/89	Nov.	25/89
Marketing.....	388			
amended.....		115/82	Mar.	13/82
amended.....		20/83	Jan.	29/83
amended.....		116/84	Mar.	10/84
amended.....		69/85	Feb.	23/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		174/85	Apr. 27/85
amended.....		506/85	Oct. 26/85
amended.....		108/86	Mar. 22/86
amended.....		123/86	Mar. 29/86
amended.....		86/87	Mar. 7/87
amended.....		583/87	Nov. 14/87
amended.....		32/88	Feb. 6/88
amended.....		70/88	Feb. 20/88
amended.....		80/89	Mar. 4/89
amended.....		82/90	Mar. 17/90
amended.....		46/91	Mar. 2/91
amended.....		177/91	May 11/91
Wheat -			
Plan.....	389		
amended.....		224/82	Apr. 24/82
Marketing.....	390		
amended.....		506/85	Oct. 26/85
FARM PRODUCTS PAYMENTS ACT			
Amending Certain Regulations.....		99/90	Mar. 17/90
Fund for Egg Producers.....		828/81	Dec. 26/81
amended.....		491/82	Aug. 7/82
amended.....		513/84	Aug. 25/84
amended.....		99/90	Mar. 17/90
amended.....		576/90	Nov. 17/90
Fund for Live Stock Producers.....		368/82	June 12/82
amended.....		525/82	Aug. 21/82
amended.....		347/84	June 16/84
amended.....		182/89	Apr. 22/89
amended.....		99/90	Mar. 17/90
Fund for Milk and Cream Producers.....	391		
amended.....		275/85	June 15/85
amended.....		561/85	Nov. 16/85
amended.....		99/90	Mar. 17/90
amended.....		256/91	June 15/91
Fund for Producers of Canola.....		404/89	July 22/89
amended.....		99/90	Mar. 17/90
Fund for Producers of Grain Corn.....		651/84	Nov. 3/84
amended.....		139/87	Apr. 4/87
amended.....		494/87	Sept. 12/87
amended.....		378/88	July 2/88
amended.....		245/89	May 20/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		546/89	Oct.	21/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
Fund for Producers of Potatoes				
for Processing.....		528/87	Sept.	26/87
amended.....		273/89	June	3/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
amended.....		664/90	Jan.	5/91
Fund for Producers of Soya-Beans.....				
amended.....		652/84	Nov.	3/84
amended.....		140/87	Apr.	4/87
amended.....		495/87	Sept.	12/87
amended.....		556/88	Sept.	24/88
amended.....		246/89	May	20/89
amended.....		99/90	Mar.	17/90
amended.....		531/90	Sept.	22/90
Fund for Producers of				
Vegetables For Processing.....		348/84	June	16/84
amended.....		241/88	May	7/88
amended.....		380/88	July	2/88
amended.....		99/90	Mar.	17/90
FINANCIAL ADMINISTRATION ACT				
Destruction of Securities.....		31/91	Feb.	23/91
FIRE DEPARTMENTS ACT				
Filing in Supreme Court Decision of Arbitrator or Arbitration Board.....	392			
Standards for Pumpers.....	393			
FIRE MARSHALS ACT				
Fire Code.....		730/81	Nov.	21/81
amended.....		251/83	May	14/83
amended.....		425/84	July	14/84
(revoked by 67/87)				
Fire Code.....		67/87	Feb.	28/87
amended.....		281/90	June	23/90
General.....	394			
amended.....		840/84	Jan.	19/85
FISH INSPECTION ACT				
Quality Control.....	395			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
FOREST FIRES PREVENTION ACT			
Fire Regions.....	396		
amended.....		207/84	Apr. 28/84
amended.....		13/86	Feb. 1/86
amended.....		322/89	June 17/89
Restricted Fire Zone..... (expired)		283/81	May 23/81
Restricted Fire Zone.....		348/81	June 6/81
revoked.....		353/81	June 13/81
Restricted Fire Zone..... (expired)		469/81	Aug. 1/81
Restricted Fire Zone.....		514/81	Aug. 15/81
revoked.....		524/81	Aug. 22/81
Restricted Fire Zone..... (expired)		523/81	Aug. 22/81
Restricted Fire Zone..... (expired)		287/82	May 15/82
Restricted Fire Zone..... (expired)		227/83	May 7/83
Restricted Fire Zone..... (revoked by 409/83)		397/83	July 9/83
Restricted Fire Zone.....		398/83	July 9/83
revoked.....		409/83	July 16/83
Restricted Fire Zone..... (expired)		317/84	June 2/84
Restricted Fire Zone..... (expired)		567/84	Sept. 15/84
Restricted Fire Zone..... (expired)		572/84	Sept. 29/84
Restricted Fire Zone..... (expired)		178/85	May 4/85
Restricted Fire Zone..... (expired)		304/86	June 7/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		305/86	June 7/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zone.....		306/86	June	7/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		308/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		309/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		310/86	June	14/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		311/86	June	14/86
Restricted Fire Zone.....		314/86	June	14/86
revoked.....		321/86	June	21/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		315/86	June	14/86
Restricted Fire Zone.....		316/86	June	14/86
revoked.....		321/86	June	21/86
Restricted Fire Zone.....		317/86	June	14/86
revoked.....		321/86	June	21/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		326/86	June	28/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		329/86	June	28/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		363/86	July	5/86
Restricted Fire Zone..... (expired)		221/87	May	9/87
Restricted Fire Zone..... (expired)		232/87	May	16/87
Restricted Fire Zone.....		244/87	May	23/87
revoked.....		273/87	June	6/87
Restricted Fire Zone..... (expired)		185/88	Apr.	23/88
Restricted Fire Zone..... (expired)		273/88	May	21/88
Restricted Fire Zone.....		281/88	May	21/88
revoked.....		289/88	May	28/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Restricted Fire Zone.....		288/88	May 28/88
revoked.....		314/88	May 28/88
Restricted Fire Zone.....		338/88	June 11/88
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		348/88	June 18/88
(revoked by 356/88)			
Restricted Fire Zone.....		356/88	June 25/88
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		369/88	June 25/88
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		428/88	July 23/88
revoked.....		441/88	July 30/88
Restricted Fire Zone.....		438/88	July 23/88
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		440/88	July 30/88
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		202/89	May 6/89
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		280/89	June 3/89
revoked.....		284/89	June 3/89
Restricted Fire Zone.....		445/89	Aug. 12/89
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		477/89	Aug. 19/89
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		478/89	Aug. 26/89
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		484/89	Sept. 2/89
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		119/90	Mar. 31/90
Restricted Fire Zone.....		495/90	Sept. 1/90
revoked.....		502/90	Sept. 1/90
Restricted Fire Zone.....		92/91	Mar. 30/91
(expired)			
Restricted Fire Zone.....		232/91	June 8/91
revoked.....		243/91	June 15/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zone.....		336/91	July	13/91
amended.....		373/91	July	13/91
amended.....		385/91	July	20/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		447/91	Aug.	24/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		448/91	Aug.	31/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		449/91	Aug.	31/91
revoked.....		461/91	Sept.	7/91
Restricted Fire Zone.....		450/91	Aug.	31/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		459/91	Sept.	7/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		460/91	Sept.	7/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		499/91	Sept.	14/91
amended.....		501/91	Sept.	21/91
(expired)				
Restricted Fire Zone.....		503/91	Sept.	21/91
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		254/87	May	30/87
amended.....		259/87	May	30/87
amended.....		274/87	June	6/87
amended.....		279/87	June	6/87
amended.....		280/87	June	6/87
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		351/87	July	4/87
amended.....		385/87	July	11/87
amended.....		395/87	July	18/87
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		355/88	June	25/88
amended.....		357/88	June	25/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		372/88	July	2/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		383/88	July	2/88
(expired)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Restricted Fire Zones.....		385/88	July	9/88
amended.....		401/88	July	9/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		388/88	July	9/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		408/88	July	16/88
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		426/88	July	23/88
amended.....		439/88	July	23/88
revoked.....		442/88	July	30/88
Restricted Fire Zones.....		442/89	Aug.	12/89
(expired)				
Restricted Fire Zones.....		463/89	Aug.	19/89
revoked.....		476/89	Aug.	19/89

FORESTRY ACT

Nurseries.....	397			
amended.....		30/83	Feb.	5/83
amended.....		514/84	Aug.	25/84
amended.....		466/86	Aug.	23/86
amended.....		590/88	Oct.	8/88
amended.....		142/91	Apr.	20/91

FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT, 1987

Disposal of Personal Information.....		15/89	Feb.	4/89
General.....		532/87	Sept.	26/87
amended.....		601/87	Nov.	21/87
amended.....		677/87	Dec.	26/87
amended.....		286/88	May	28/88
amended.....		436/88	July	23/88
amended.....		180/89	Apr.	22/89
amended.....		270/89	May	27/89
amended.....		320/89	June	10/89
amended.....		704/89	Jan.	6/90
amended.....		182/90	Apr.	28/90
amended.....		332/90	July	7/90
amended.....		398/90	Aug.	4/90
(revoked by 516/90)				
General.....		516/90	Sept.	15/90 (B)
amended.....		655/90	Jan.	5/91
amended.....		371/91	July	13/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
--	----------------	--------	--------------------

FRENCH LANGUAGE SERVICES ACT, 1986

Exemptions.....		540/89	Oct. 21/89 (B)
General.....		505/89	Sept. 30/89 (B)
amended.....		632/89	Dec. 2/89
amended.....		676/90	Jan. 5/91
amended.....		742/91	Jan. 4/92

FRESHWATER FISH MARKETING ACT (ONTARIO)

General.....	398		
amended.....		777/81	Dec. 5/81

FUEL TAX ACT, 1981

General.....		772/82	Dec. 11/82
amended.....		140/83	Mar. 26/83
amended.....		381/83	July 9/83
amended.....		387/83	July 9/83
amended.....		267/84	May 12/84
amended.....		602/84	Oct. 6/84
amended.....		775/84	Dec. 22/84
amended.....		185/85	May 11/85
amended.....		243/85	June 8/85
amended.....		104/86	Mar. 15/86
amended.....		546/86	Sept. 20/86
amended.....		197/87	Apr. 25/87
amended.....		251/87	May 30/87
amended.....		340/87	June 27/87
amended.....		372/87	July 11/87
amended.....		187/88	Apr. 23/88
amended.....		425/88	July 16/88
amended.....		471/88	Aug. 6/88
amended.....		608/88	Oct. 15/88
amended.....		1/89	Jan. 21/89
amended.....		643/89	Dec. 16/89
amended.....		74/90	Mar. 3/90
amended.....		644/91	Nov. 16/91
amended.....		732/91	Dec. 21/91
General.....		778/82	Dec. 11/82
amended.....		426/83	July 16/83
amended.....		510/83	Aug. 27/83
amended.....		604/83	Oct. 15/83
amended.....		643/83	Oct. 29/83
amended.....		266/84	May 12/84
amended.....		255/85	June 8/85
amended.....		448/86	Aug. 16/86
amended.....		303/87	June 20/87
amended.....		676/87	Dec. 26/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		334/88	June	11/88
amended.....		10/89	Feb.	4/89
amended.....		301/91	July	6/91
Grants for Farm Fuel Storage Tanks.....		689/82	Oct.	30/82
Grants for Fuel Storage and Transportation Tanks and Other Facilities.....		225/82	May	1/82
amended.....		771/82	Dec.	11/82
Refunds.....		470/88	Aug.	6/88
Taxable Price and Tax Payable on Fuel to Propel Motor Vehicles and Railway Equipment.....		579/82	Sept.	11/82
amended.....		638/82	Oct.	16/82
amended.....		843/82	Jan.	8/83
amended.....		187/83	Apr.	16/83
amended.....		411/83	July	16/83
amended.....		631/83	Oct.	15/83
amended.....		805/83	Jan.	14/84
amended.....		180/84	Apr.	14/84
amended.....		414/84	July	14/84
revoked.....		296/86	June	7/86
FUNERAL DIRECTORS AND ESTABLISHMENTS ACT, 1989				
Board - Composition and Remuneration.....		280/90	June	16/90
amended.....		367/90	July	14/90
Compensation Fund.....		369/90	July	14/90
Equipment and Premises.....		370/90	July	14/90
Licensing and Business Practices.....		368/90	July	14/90
FUNERAL SERVICES ACT				
General.....	399			
amended.....		558/81	Sept.	5/81
amended.....		560/83	Sept.	17/83
amended.....		675/83	Nov.	5/83
amended.....		362/86	July	5/86
(revoked by 368/90)				
FUR FARMS ACT				
General.....	400			
amended.....		321/81	May	30/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
G				
GAME AND FISH ACT				
Amphibians.....		470/81	Aug.	1/81
amended.....		264/90	June	2/90
Animals Declared to be Fur-Bearing				
Animals.....	401			(B)
amended.....		692/81	Nov.	7/81
amended.....		359/91	July	13/91
Aylmer Hunting Area.....		29/81	Feb.	14/81
Aylmer Lagoon Hunting Area.....	402			
Bag Limit for Black Bear.....	403			(B)
amended.....		360/91	July	13/91
Beaver Meadow Hunting Area.....		477/85	Oct.	5/85
Black Bear Management Areas.....		348/89	July	1/89
amended.....		81/91	Mar.	23/91
Bobwhite Quail, Wild Turkey and Pheasant - Propagation and Sales.....	404			
amended.....		446/81	July	18/81
amended.....		517/86	Sept.	20/86
(revoked by 578/86)				
Bows and Arrows.....	405			(B)
amended.....		9/90	Feb.	3/90
amended.....		361/91	July	13/91
Bullfrogs.....	406			
amended.....		565/81	Sept.	12/81
(revoked by 694/81)				
Bullfrogs.....		694/81	Nov.	7/81 (B)
amended.....		522/86	Sept.	20/86
amended.....		622/89	Nov.	18/89
amended.....		89/90	Mar.	17/90
amended.....		607/90	Dec.	1/90
amended.....		133/91	Apr.	13/91
amended.....		557/91	Oct.	19/91
Calton Swamp Hunting Area.....		30/81	Feb.	14/81
Camden Lake Hunting Area.....	407			
Copeland Forest Hunting Area.....	408			
(revoked by 693/81)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Copeland Forest Hunting Area.....		693/81	Nov. 7/81
amended.....		563/83	Sept. 24/83
Crown Game Preserves.....	409		
amended.....		27/82	Feb. 13/82
amended.....		517/85	Nov. 2/85
amended.....		345/89	July 1/89
amended.....		85/91	Mar. 23/91
Discharge of Fire-Arms From or Across Highways and Roads.....	410		
amended.....		113/81	Mar. 14/81
amended.....		388/81	June 27/81
(revoked by 603/89)			
Discharge of Fire-Arms From or Across Highways and Roads.....		603/89	Nov. 18/89
Discharge of Fire-Arms on Sunday.....	411		(B)
amended.....		350/91	July 13/91
Fingal Hunting Area.....		28/81	Feb. 14/81
Fire-Arms - Aulneau Peninsula.....	412		(B)
amended.....		428/82	July 3/82
amended.....		523/86	Sept. 20/86
amended.....		82/91	Mar. 23/91
amended.....		362/91	July 13/91
Fishing Huts.....	413		
amended.....		753/81	Nov. 28/81
amended.....		24/82	Feb. 13/82
amended.....		380/85	Aug. 10/85
amended.....		71/86	Mar. 1/86
amended.....		574/86	Oct. 11/86
amended.....		129/90	Apr. 7/90
Fishing Licences	414		
amended.....		218/81	Apr. 25/81
amended.....		647/81	Oct. 17/82
amended.....		835/81	Jan. 2/82
amended.....		629/82	Oct. 9/82
amended.....		645/83	Oct. 29/83
amended.....		41/84	Feb. 11/84
amended.....		254/84	May 12/84
amended.....		756/84	Dec. 15/84
amended.....		15/85	Feb. 9/85
(revoked by 526/86)			
Fishing Licences.....		526/86	Sept. 20/86
amended.....		211/89	May 13/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		620/89	Nov.	18/89
amended.....		435/90	Aug.	25/90
amended.....		103/91	Apr.	.6/91
Furs.....	415			
amended.....		154/81	Apr.	4/81
amended.....		857/81	Jan.	9/82
amended.....		203/82	Apr.	24/82
amended.....		627/82	Oct.	9/82
amended.....		621/83	Oct.	15/83
amended.....		700/84	Nov.	17/84
amended.....		701/84	Nov.	17/84
amended.....		4/85	Jan.	26/85
amended.....		519/85	Nov.	2/85
amended.....		521/85	Nov.	2/85
amended.....		518/86	Sept.	20/86
amended.....		598/86	Oct.	18/86
amended.....		573/87	Oct.	31/87
amended.....		628/87	Dec.	5/87
amended.....		15/88	Jan.	30/88
amended.....		664/88	Nov.	12/88
amended.....		613/89	Nov.	18/89
amended.....		656/89	Dec.	23/89
amended.....		602/90	Dec.	1/90
amended.....		84/91	Mar.	23/91
amended.....		520/91	Oct.	5/91
amended.....		638/91	Nov.	16/91
Fur Harvest, Fur Management and Conservation Course.....		154/82	Apr.	3/82 (B)
amended.....		365/91	July	13/91
Game Bird Hunting Preserves.....	416			(B)
amended.....		447/81	July	18/84
amended.....		614/89	Nov.	18/89
amended.....		603/90	Dec.	1/90
amended.....		363/91	July	13/91
Game Birds - Captivity, Propagation or Sale.....		578/86	Oct.	11/86 (B)
amended.....		673/86	Dec.	6/86
amended.....		621/89	Nov.	18/89
amended.....		606/90	Dec.	1/90
amended.....		369/91	July	13/91
Guides.....	417			(B)
amended.....		500/81	Aug.	15/81
amended.....		272/88	May	14/88
amended.....		601/90	Dec.	1/90
amended.....		294/91	June	29/91
Horwood Lake Hunting Area.....		26/81	Feb.	14/81
amended.....		124/82	Mar.	20/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		497/82	Aug.	7/82
revoked.....		128/83	Mar.	26/83
Hullett Hunting Area.....		628/82	Oct.	9/82
amended.....		594/83	Oct.	15/83
amended.....		547/84	Sept.	8/84
Hunter Safety Training Course.....	418			
amended.....		364/91	July	13/91 (B)
Hunting in Lake Superior Provincial Park.....	419			
amended.....		125/82	Mar.	20/82
amended.....		130/83	Mar.	26/83
amended.....		220/85	June	1/85
Hunting in Larose Forest..... (revoked by 537/89)		476/85	Oct.	5/85
Hunting in Long Point National Wildlife Area....		564/89	Oct.	28/89
Hunting Licences.....	420			
amended.....		217/81	Apr.	25/81
amended.....		502/81	Aug.	15/81
amended.....		187/82	Apr.	10/82
amended.....		397/82	June	26/82
amended.....		499/82	Aug.	7/82
amended.....		683/82	Oct.	30/82
amended.....		127/83	Mar.	26/83
amended.....		138/83	Mar.	26/83
amended.....		155/83	Apr.	2/83
amended.....		376/83	July	9/83
amended.....		492/83	Aug.	20/83
amended.....		184/84	Apr.	14/84
amended.....		185/84	Apr.	14/84
amended.....		186/84	Apr.	14/84
amended.....		699/84	Nov.	17/84
amended.....		781/84	Dec.	29/84
amended.....		219/85	June	1/85
amended.....		221/85	June	1/85
amended.....		624/85	Dec.	14/85
amended.....		84/86	Mar.	8/86
amended.....		335/86	June	28/86
amended.....		519/86	Sept.	20/86
amended.....		520/86	Sept.	20/86
amended.....		524/86	Sept.	20/86
amended.....		525/86	Sept.	20/86
amended.....		688/86	Dec.	13/86
amended.....		27/87	Feb.	7/87
amended.....		62/87	Feb.	21/87
amended.....		132/87	Mar.	28/87
amended.....		410/87	July	25/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		464/87	Aug. 22/87
amended.....		499/87	Sept. 12/87
amended.....		629/87	Dec. 5/87
amended.....		719/87	Jan. 9/88
amended.....		58/88	Feb. 13/88
amended.....		554/88	Sept. 24/88
amended.....		571/88	Oct. 1/88
amended.....		725/88	Dec. 24/88
amended.....		261/89	May 27/89
amended.....		615/89	Nov. 18/89
amended.....		616/89	Nov. 18/89
amended.....		608/90	Dec. 1/90
amended.....		24/91	Feb. 16/91
amended.....		83/91	Mar. 23/91
amended.....		102/91	Apr. 6/91
Hunting on Crown Lands in the Geographic Townships of Bruton and Clyde.....	421		(B)
amended.....		247/83	May 14/83
amended.....		600/90	Dec. 1/90
amended.....		511/91	Oct. 5/91
Hunting on Designated Crown Land and in Provincial Parks.....	422		
amended.....		127/82	Mar. 20/82
amended.....		347/83	June 25/83
amended.....		681/83	Nov. 12/83
amended.....		323/84	June 9/84
amended.....		411/84	July 14/84
amended.....		624/84	Oct. 20/84
amended.....		44/85	Feb. 16/85
amended.....		83/85	Mar. 9/85
amended.....		280/85	June 15/85
amended.....		516/85	Nov. 2/85
amended.....		10/86	Feb. 1/86
amended.....		398/86	July 19/86
amended.....		521/86	Sept. 20/86
amended.....		565/86	Oct. 11/86
amended.....		636/87	Dec. 19/87
amended.....		573/88	Oct. 1/88
amended.....		213/89	May 13/89
amended.....		258/89	May 27/89
amended.....		292/89	June 10/89
amended.....		433/89	Aug. 5/89
amended.....		617/89	Nov. 18/89
amended.....		605/90	Dec. 1/90
Lake St. Lawrence Hunting Area.....	423		
amended.....		551/90	Sept. 29/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Licence to Chase Raccoon at Night and Fox, Coyote or Wolf During the Day.....		233/82	May	1/82
Licence to Possess Nets.....	424			
amended.....		470/91	Sept.	7/91 (B)
Luther Marsh Hunting Area.....	425			
Moose Hunting in Larose Forest..... (expired)		537/89	Oct.	21/89
Moose Hunting in Larose Forest.....		550/90	Sept.	29/90
Nashville Tract Hunting Area.....		487/86	Aug.	30/86
Navy Island Hunting Area.....		645/81	Oct.	17/81
amended.....		156/83	Apr.	2/83
Opasatika Hunting Area.....		27/81	Feb.	14/81
amended.....		126/82	Mar.	20/82
amended.....		496/82	Aug.	7/82
revoked.....		129/83	Mar.	26/83
Open Seasons -				
Black Bear.....	426			
amended.....		339/82	June	12/82
amended.....		493/83	Aug.	20/83
amended.....		327/85	July	6/85
amended.....		118/86	Mar.	29/86
amended.....		28/87	Feb.	7/87
amended.....		133/87	Mar.	28/87
amended.....		262/89	May	27/89
amended.....		387/90	July	28/90
amended.....		80/91	Mar.	23/91
Fur Bearing Animals.....	427			
amended.....		671/81	Oct.	24/81
amended.....		146/83	Apr.	2/83
amended.....		306/83	June	4/83
amended.....		308/84	June	2/84
amended.....		381/85	Aug.	10/85
amended.....		518/89	Oct.	14/89
amended.....		28/90	Feb.	10/90
Game Birds.....		501/81	Aug.	15/81 (B)
amended.....		156/82	Apr.	3/82
amended.....		192/83	Apr.	16/83
amended.....		508/84	Aug.	25/84
amended.....		782/84	Dec.	29/84
amended.....		218/85	June	1/85
amended.....		328/85	July	6/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		687/86	Dec.	13/86
amended.....		673/87	Dec.	26/87
amended.....		404/88	July	16/88
amended.....		663/88	Nov.	12/88
amended.....		260/89	May	27/89
amended.....		631/89	Dec.	2/89
amended.....		175/90	Apr.	28/90
amended.....		101/91	Apr.	6/91
amended.....		228/91	June	8/91
amended.....		615/91	Nov.	2/91
Moose and Deer.....	428			
amended.....		471/81	Aug.	1/81
amended.....		591/81	Sept.	19/81
amended.....		644/81	Oct.	17/81
amended.....		157/82	Apr.	3/82
amended.....		297/82	May	22/82
amended.....		498/82	Aug.	7/82
amended.....		684/82	Oct.	30/82
amended.....		137/83	Mar.	26/83
amended.....		219/83	Apr.	30/83
amended.....		331/83	June	18/83
amended.....		494/83	Aug.	20/83
amended.....		229/84	Apr.	28/84
amended.....		507/84	Aug.	25/84
amended.....		14/85	Feb.	9/85
amended.....		217/85	June	1/85
amended.....		326/85	July	6/85
amended.....		83/86	Mar.	8/86
amended.....		336/86	June	28/86
amended.....		486/86	Aug.	30/86
amended.....		516/86	Sept.	20/86
amended.....		209/87	May	2/87
amended.....		409/87	July	25/87
amended.....		210/88	Apr.	23/88
amended.....		271/88	May	14/88
amended.....		512/88	Aug.	27/88
amended.....		570/88	Oct.	1/88
amended.....		53/89	Feb.	18/89
amended.....		76/89	Mar.	4/89
amended.....		346/89	July	1/89
amended.....		347/89	July	1/89
amended.....		539/89	Oct.	21/89
amended.....		630/89	Dec.	2/89
amended.....		329/90	July	7/90
amended.....		434/90	Aug.	25/90
amended.....		586/90	Nov.	24/90
amended.....		333/91	July	13/91
amended.....		335/91	July	13/91
amended.....		521/91	Oct.	5/91
amended.....		523/91	Oct.	5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette		
Rabbits and Squirrels.....		421/81	July	11/81	(B)
amended.....		171/82	Apr.	3/82	
amended.....		150/83	Apr.	2/83	
amended.....		213/85	June	1/85	
amended.....		321/85	June	29/85	
amended.....		528/91	Oct.	5/91	
Snapping Turtles.....		88/90	Mar.	17/90	
amended.....		134/91	Apr.	13/91	
Orangeville Reservoir Hunting Area.....	429				
amended.....		595/83	Oct.	15/83	
Permit to Export Game.....	430				
amended.....		618/89	Nov.	18/89	
amended.....		604/90	Dec.	1/90	
(revoked by 229/91)					
Permit to Export Game.....		229/91	June	8/91	
Petroglyphs Provincial Park Hunting Area.....		646/81	Oct.	17/81	
revoked.....		524/91	Oct.	5/91	
Polar Bears.....	431				(B)
amended.....		454/91	Sept.	7/91	
Possession and Use of Fire-Arms in Darlington Provincial Park.....	432				
revoked.....		11/86	Feb.	1/86	
Prohibition of Hunting and Possession of Fire-Arms.....		637/87	Dec.	19/87	
(revoked by 614/88)					
Prohibition of Hunting and Possession of Fire-Arms.....		614/88	Oct.	15/88	
amended.....		604/89	Nov.	18/89	
Reporting and Registering Possession of Certain Game.....		217/86	May	10/86	(B)
amended.....		368/91	July	13/91	
Reptiles.....		397/84	July	7/84	(B)
amended.....		113/88	Mar.	12/88	
amended.....		87/90	Mar.	17/90	
amended.....		263/90	June	2/90	
amended.....		367/91	July	13/91	
amended.....		779/91	Jan.	11/92	
Sale of Bass and Trout and Fishing Preserves.....	433				(B)
amended.....		755/84	Dec.	15/84	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		619/89	Nov.	18/89
amended.....		25/91	Feb.	16/91
amended.....		555/91	Oct.	19/91
Snares.....		156/81	Apr.	4/81
amended.....		579/86	Oct.	11/86
amended.....		674/87	Dec.	26/87
Stag Island Hunting Area.....	434			
Tiny Marsh Hunting Area.....	435			
amended.....		520/85	Nov.	2/85
amended.....		399/86	July	19/86
amended.....		572/88	Oct.	1/88
Trade In Game Animal Hides and Cast Antlers.....		541/90	Sept.	29/90
Trap-Line Areas.....	436			
amended.....		338/82	June	12/82
amended.....		475/84	Aug.	18/84
amended.....		149/89	Apr.	15/89
Traps.....		673/82	Oct.	23/82 (B)
amended.....		377/83	July	9/83
amended.....		5/85	Jan.	26/85
amended.....		329/85	July	6/85
amended.....		136/89	Apr.	1/89
amended.....		11/90	Feb.	3/90
amended.....		12/90	Feb.	3/90
amended.....		366/91	July	13/91
Traps - Order under Subsection 30(4) of the Act.....		155/81	Apr.	4/81 (B)
amended.....		685/91	Nov.	23/91
Waters Set Apart - Frogs.....	437			
Wildlife Management Units.....		155/82	Apr.	3/82
amended.....		685/82	Oct.	30/82
amended.....		509/84	Aug.	25/84
amended.....		325/85	July	6/85
amended.....		518/85	Nov.	2/85
amended.....		337/86	June	28/86
amended.....		488/86	Aug.	30/86
amended.....		638/87	Dec.	19/87
amended.....		304/88	May	28/88
amended.....		344/89	July	1/89
amended.....		538/89	Oct.	21/89
amended.....		563/89	Oct.	28/89
amended.....		10/90	Feb.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		585/90	Nov.	24/90
amended.....		334/91	July	13/91
amended.....		522/91	Oct.	5/91
amended.....		639/91	Nov.	16/91
Wolves and Black Bears in Captivity.....	438			
amended.....		556/91	Oct.	19/91 (B)
GASOLINE HANDLING ACT				
Gasoline Handling Code.....	439			
amended.....		136/81	Mar.	28/81
amended.....		436/82	July	10/82
amended.....		561/83	Sept.	17/83
amended.....		568/88	Oct.	1/88
amended.....		620/88	Oct.	22/88
amended.....		67/89	Feb.	25/89
amended.....		458/89	Aug.	12/89
amended.....		678/91	Nov.	23/91
GASOLINE TAX ACT				
General.....	440			
amended.....		179/81	Apr.	11/81
amended.....		547/81	Sept.	5/81
amended.....		626/81	Oct.	10/81
amended.....		37/82	Feb.	13/82
amended.....		246/82	May	1/82
amended.....		269/82	May	8/82
amended.....		386/83	July	9/83
amended.....		509/83	July	27/83
amended.....		603/83	Oct.	15/83
amended.....		648/84	Oct.	27/84
amended.....		254/85	June	8/85
amended.....		542/86	Sept.	20/86
amended.....		685/86	Dec.	13/86
amended.....		472/88	Aug.	6/88
amended.....		88/89	Mar.	11/89
amended.....		105/90	Mar.	24/90
amended.....		302/91	July	6/91
General.....		648/86	Nov.	15/86
amended.....		186/88	Apr.	23/88
amended.....		473/88	Aug.	6/88
amended.....		25/90	Feb.	10/90
amended.....		75/90	Mar.	3/90
amended.....		645/91	Nov.	16/91
Taxable Prices and Tax on Gasoline and Aviation Fuel.....		441/81	July	11/81
amended.....		631/81	Oct.	10/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		872/81	Jan. 16/82
amended.....		184/82	Apr. 10/82
amended.....		449/82	July 17/82
amended.....		639/82	Oct. 16/82
amended.....		842/82	Jan. 8/83
amended.....		186/83	Apr. 16/83
amended.....		412/83	July 16/83
amended.....		632/83	Oct. 15/83
amended.....		806/83	Jan. 14/84
amended.....		181/84	Apr. 14/84
amended.....		415/84	July 14/84
(revoked by 648/86)			

GENERAL SESSIONS ACT

(See now Courts of Justice Act, 1984)

Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Haldimand..... (expired)		11/81	Jan. 31/81
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Peterborough..... (expired)		340/81	June 6/81
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)		341/81	June 6/81
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)		853/81	Jan. 9/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the District of Muskoka..... (expired)		385/82	June 19/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)		386/82	June 19/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Peterborough..... (expired)		423/82	July 3/82
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Counties and Districts of Ontario..... (expired)		828/82	Jan. 8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Hamilton-Wentworth..... (expired)		27/83	Jan. 29/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the District of Kenora..... (expired)		174/83	Apr. 16/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of York..... (expired)		338/83	June 25/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)		339/83	June 25/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the District of Parry Sound..... (expired)		433/83	July 23/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Perth..... (expired)		434/83	July 23/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Districts and Counties of Ontario..... (expired)		764/83	Dec. 24/83
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Counties of Peterborough, Prescott and Russell, Lambton and Wellington..... (expired)		16/84	Jan. 28/84
Sittings of the General Sessions of the Peace for the Judicial District of Peel..... (expired)		17/84	Jan. 28/84
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Perth..... (expired)		373/84	June 30/84
Sittings of the General Sessions of the Peace for the County of Perth..... (expired)		678/84	Nov. 10/84

GENERAL WELFARE ASSISTANCE ACT

Civil Legal Aid.....	829/82	Jan.	8/83
----------------------	--------	------	------

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Dental Services.....		131/90	Apr. 14/90
General.....	441		
amended.....		48/81	Feb. 21/81
amended.....		186/81	Apr. 11/81
amended.....		270/81	May 16/81
amended.....		480/81	Aug. 1/81
amended.....		697/81	Nov. 7/81
amended.....		722/81	Nov. 14/81
amended.....		68/82	Feb. 20/82
amended.....		312/82	May 22/82
amended.....		456/82	July 17/82
amended.....		548/82	Aug. 21/82
amended.....		655/82	Oct. 16/82
amended.....		656/82	Oct. 16/82
amended.....		722/82	Nov. 13/82
amended.....		728/82	Nov. 13/82
amended.....		786/82	Dec. 18/82
amended.....		69/83	Feb. 12/83
amended.....		277/83	May 21/83
amended.....		361/83	July 9/83
amended.....		463/83	Aug. 6/83
amended.....		558/83	Sept. 17/83
amended.....		649/83	Oct. 29/83
amended.....		657/83	Oct. 29/83
amended.....		691/83	Nov. 12/83
amended.....		698/83	Nov. 19/83
amended.....		785/83	Jan. 7/84
amended.....		62/84	Feb. 18/84
amended.....		214/84	Apr. 28/84
amended.....		309/84	June 2/84
amended.....		402/84	July 14/84
amended.....		495/84	Aug. 18/84
amended.....		703/84	Nov. 17/84
amended.....		708/84	Nov. 17/84
amended.....		823/84	Jan. 19/85
amended.....		824/84	Jan. 19/85
amended.....		26/85	Feb. 9/85
amended.....		137/85	Apr. 20/85
amended.....		210/85	May 25/85
amended.....		399/85	Aug. 17/85
amended.....		552/85	Nov. 16/85
amended.....		677/85	Jan. 4/86
amended.....		46/86	Feb. 15/86
amended.....		139/86	Apr. 5/86
amended.....		244/86	May 17/86
amended.....		395/86	July 12/86
amended.....		441/86	Aug. 16/86
amended.....		503/86	Sept. 13/86
amended.....		639/86	Nov. 15/86
amended.....		640/86	Nov. 15/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		681/86	Dec. 13/86
amended.....		741/86	Jan. 3/87
amended.....		743/86	Jan. 3/87
amended.....		37/87	Feb. 14/87
amended.....		170/87	Apr. 18/87
amended.....		226/87	May 9/87
amended.....		381/87	July 11/87
amended.....		450/87	Aug. 15/87
amended.....		489/87	Sept. 12/87
amended.....		590/87	Nov. 14/87
amended.....		593/87	Nov. 14/87
amended.....		713/87	Jan. 2/88
amended.....		50/88	Feb. 13/88
amended.....		269/88	May 14/88
amended.....		484/88	Aug. 13/88
amended.....		549/88	Sept. 17/88
amended.....		650/88	Nov. 12/88
amended.....		713/88	Dec. 17/88
amended.....		747/88	Dec. 31/88
amended.....		45/89	Feb. 18/89
amended.....		164/89	Apr. 15/89
amended.....		169/89	Apr. 15/89
amended.....		228/89	May 13/89
amended.....		339/89	June 24/89
amended.....		431/89	Aug. 5/89
amended.....		438/89	Aug. 12/89
amended.....		525/89	Oct. 14/89
amended.....		527/89	Oct. 14/89
amended.....		554/89	Oct. 21/89
amended.....		607/89	Nov. 18/89
amended.....		637/89	Dec. 2/89
amended.....		687/89	Dec. 30/89
amended.....		47/90	Feb. 10/90
amended.....		54/90	Feb. 17/90
amended.....		214/90	May 12/90
amended.....		257/90	June 2/90
amended.....		430/90	Aug. 25/90
amended.....		445/90	Aug. 25/90
amended.....		573/90	Nov. 10/90
amended.....		625/90	Dec. 22/90
amended.....		626/90	Dec. 22/90
amended.....		681/90	Jan. 5/91
amended.....		15/91	Feb. 16/91
amended.....		191/91	May 11/91
amended.....		248/91	June 15/91
amended.....		341/91	July 13/91
amended.....		408/91	Aug. 10/91
amended.....		409/91	Aug. 10/91
amended.....		546/91	Oct. 12/91
amended.....		630/91	Nov. 9/91
amended.....		653/91	Nov. 16/91
amended.....		767/91	Jan. 11/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Indian Bands.....	442			
amended.....		122/82	Mar.	20/82
amended.....		572/82	Sept.	11/82
amended.....		822/84	Jan.	19/85
amended.....		352/85	July	6/85
amended.....		564/86	Oct.	11/86
amended.....		642/87	Dec.	19/87
amended.....		318/88	June	4/88
amended.....		166/89	Apr.	15/89
amended.....		76/91	Mar.	23/91
GRAIN CORN MARKETING ACT, 1984				
Licence Fees.....		559/84	Sept.	8/84
amended.....		379/88	July	2/88
amended.....		547/89	Oct.	21/89
GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT (See now <u>Grain Elevator Storage Act, 1983</u>)				
General.....	443			
(revoked by 420/84)				
GRAIN ELEVATOR STORAGE ACT, 1983				
General.....		420/84	July	14/84
amended.....		548/89	Oct.	21/89
amended.....		184/90	May	5/90
GUARANTEE COMPANIES SECURITIES ACT				
Approved Guarantee Companies.....	444			
amended.....		21/81	Feb.	14/81
amended.....		106/81	Mar.	14/81
amended.....		107/81	Mar.	14/81
amended.....		568/81	Sept.	12/81
amended.....		759/81	Nov.	28/81
amended.....		562/83	Sept.	17/83
amended.....		125/84	Mar.	17/84
amended.....		93/85	Mar.	9/85
amended.....		230/85	June	1/85
amended.....		404/85	Aug.	24/85
amended.....		536/85	Nov.	9/85
amended.....		46/88	Feb.	13/88
amended.....		699/88	Dec.	10/88

H

HEALING ARTS RADIATION PROTECTION ACT

Hospitals Prescribed For The Installation and Operation of Computerized Axial Tomography Scanners.....		344/84	June	16/84
--	--	--------	------	-------

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		237/86	May	17/86
amended.....		557/86	Oct.	4/86
amended.....		24/87	Feb.	7/87
amended.....		241/87	May	23/87
amended.....		461/88	July	30/88
amended.....		107/91	Apr.	6/91
X-Ray Safety Code.....		45/84	Feb.	11/84
amended.....		511/85	Oct.	26/85
amended.....		722/87	Jan.	9/88
amended.....		352/90	July	14/90
HEALTH CARDS AND NUMBERS CONTROL ACT, 1991				
General.....		147/91	Apr.	20/91 (B)
amended.....		337/91	July	13/91
HEALTH CARE ACCESSIBILITY ACT, 1986				
Administrative Charge.....		703/86	Dec.	20/86 (B)
amended.....		598/91	Nov.	2/91
HEALTH DISCIPLINES ACT				
Child Resistant Packages.....	445			
Dental Hygienists.....	446			
amended.....		681/84	Nov.	10/84
amended.....		705/86	Dec.	20/86
amended.....		655/88	Nov.	12/88
amended.....		580/89	Oct.	28/89
amended.....		587/90	Nov.	24/90
amended.....		659/91	Nov.	16/91
Dentistry.....	447			
amended.....		71/81	Mar.	7/81
amended.....		194/81	Apr.	18/81
amended.....		504/81	Aug.	15/81
amended.....		720/83	Dec.	3/83
amended.....		682/84	Nov.	10/84
amended.....		581/85	Nov.	23/85
amended.....		379/86	July	12/86
amended.....		637/86	Nov.	15/86
amended.....		657/87	Dec.	19/87
amended.....		11/88	Jan.	30/88
amended.....		245/88	May	7/88
amended.....		656/88	Nov.	12/88
amended.....		579/89	Oct.	28/89
amended.....		596/90	Dec.	1/90
amended.....		660/91	Nov.	16/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Medicine.....	448			
amended.....		205/82	Apr.	24/82
amended.....		823/82	Jan.	1/83
amended.....		851/82	Jan.	15/83
amended.....		112/83	Mar.	19/83
amended.....		192/84	Apr.	14/84
amended.....		344/85	July	6/85
amended.....		72/87	Feb.	28/87
amended.....		445/87	Aug.	15/87
amended.....		206/89	May	6/89
amended.....		154/90	Apr.	21/90
Nursing.....	449			
amended.....		665/81	Oct.	24/81
amended.....		355/82	June	12/82
amended.....		588/83	Oct.	1/83
amended.....		144/85	Apr.	20/85
amended.....		556/86	Oct.	4/86
amended.....		11/87	Jan.	31/87
amended.....		134/88	Mar.	26/88
amended.....		340/88	June	11/88
amended.....		585/88	Oct.	8/88
amended.....		63/89	Feb.	18/89
amended.....		523/89	Oct.	14/89
amended.....		259/90	June	2/90
amended.....		509/90	Sept.	15/90
Optometry.....	450			
amended.....		478/82	July	31/82
amended.....		47/87	Feb.	14/87
amended.....		586/88	Oct.	8/88
amended.....		353/90	July	14/90
Parcost C.D.I.....		18/81	Feb.	7/81
amended.....		44/81	Feb.	21/81
amended.....		210/81	Apr.	25/81
(revoked by 413/81)				
Parcost C.D.I.....		413/81	July	4/81
amended.....		640/81	Oct.	17/81
(revoked by 829/81)				
Parcost C.D.I.....		829/81	Dec.	26/81
(revoked by 425/82)				
Parcost C.D.I.....		425/82	July	3/82
amended.....		613/82	Sept.	25/82
(revoked by 836/82)				
Parcost C.D.I.....		836/82	Jan.	8/83
amended.....		103/83	Mar.	12/83
(revoked by 427/83)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Parcost C.D.I..... (revoked by 107/84)		427/83	July 16/83
Parcost C.D.I..... amended..... (revoked by 421/84)		107/84 172/84	Mar. 3/84 Apr. 7/84
Parcost C.D.I..... (revoked by 839/84)		421/84	July 14/84
Parcost C.D.I..... amended..... amended..... (revoked by 690/86)		839/84 63/85 224/86	Jan. 19/85 Feb. 23/85 May 10/86
Pharmacy.....	451		
amended.....		505/81	Aug. 15/81
amended.....		356/82	June 12/82
amended.....		835/82	Jan. 8/83
amended.....		422/84	July 14/84
amended.....		817/84	Jan. 19/85
amended.....		671/86	Dec. 6/86
amended.....		719/86	Dec. 27/86
amended.....		512/87	Sept. 19/87
amended.....		595/87	Nov. 21/87
amended.....		657/88	Nov. 12/88
amended.....		62/89	Feb. 18/89
amended.....		116/89	Mar. 25/89
amended.....		428/89	Aug. 5/89
amended.....		581/89	Oct. 28/89
amended.....		510/90	Sept. 15/90
amended.....		747/91	Jan. 4/92

HEALTH INSURANCE ACT

General.....	452		
amended.....		36/81	Feb. 14/81
amended.....		37/81	Feb. 14/81
amended.....		38/81	Feb. 14/81
amended.....		61/81	Feb. 28/81
amended.....		120/81	Mar. 21/81
amended.....		121/81	Mar. 21/81
amended.....		122/81	Mar. 21/81
amended.....		139/81	Mar. 28/81
amended.....		168/81	Apr. 11/81
amended.....		231/81	May 2/81
amended.....		232/81	May 2/81
amended.....		253/81	May 16/81
amended.....		254/81	May 16/81
amended.....		298/81	May 23/81
amended.....		331/81	June 6/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		332/81	June 6/81
amended.....		363/81	June 20/81
amended.....		395/81	June 27/81
amended.....		423/81	July 11/81
amended.....		459/81	July 25/81
amended.....		478/81	Aug. 1/81
amended.....		479/81	Aug. 1/81
amended.....		525/81	Aug. 22/81
amended.....		576/81	Sept. 12/81
amended.....		581/81	Sept. 12/81
amended.....		642/81	Oct. 17/81
amended.....		685/81	Oct. 31/81
amended.....		742/81	Nov. 21/81
amended.....		743/81	Nov. 21/81
amended.....		751/81	Nov. 28/81
amended.....		794/81	Dec. 12/81
amended.....		810/81	Dec. 19/81
amended.....		12/82	Jan. 30/82
amended.....		53/82	Feb. 20/82
amended.....		82/82	Mar. 6/82
amended.....		83/82	Mar. 6/82
amended.....		235/82	May 1/82
amended.....		256/82	May 1/82
amended.....		260/82	May 8/82
amended.....		293/82	May 22/82
amended.....		294/82	May 22/82
amended.....		295/82	May 22/82
amended.....		335/82	June 5/82
amended.....		336/82	June 12/82
amended.....		337/82	June 12/82
amended.....		393/82	June 26/82
amended.....		412/82	July 3/82
amended.....		430/82	July 10/82
amended.....		431/82	July 10/82
amended.....		489/82	Aug. 7/82
amended.....		527/82	Aug. 21/82
amended.....		528/82	Aug. 21/82
amended.....		529/82	Aug. 21/82
amended.....		564/82	Sept. 4/82
amended.....		609/82	Sept. 25/82
amended.....		633/82	Oct. 9/82
amended.....		716/82	Nov. 13/82
amended.....		717/82	Nov. 13/82
amended.....		733/82	Nov. 20/82
amended.....		833/82	Jan. 8/83
amended.....		834/82	Jan. 8/83
amended.....		77/83	Feb. 19/83
amended.....		94/83	Feb. 26/83
amended.....		122/83	Mar. 26/83
amended.....		161/83	Apr. 9/83
amended.....		197/83	Apr. 16/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		233/83	May 7/83
amended.....		242/83	May 14/83
amended.....		259/83	May 21/83
amended.....		281/83	May 28/83
amended.....		282/83	May 28/83
amended.....		285/83	May 28/83
amended.....		368/83	July 9/83
amended.....		458/83	Aug. 6/83
amended.....		460/83	Aug. 6/83
amended.....		497/83	Aug. 27/83
amended.....		540/83	Sept. 10/83
amended.....		651/83	Oct. 29/83
amended.....		704/83	Nov. 19/83
amended.....		721/83	Dec. 3/83
amended.....		789/83	Jan. 7/84
amended.....		808/83	Jan. 14/84
amended.....		3/84	Jan. 21/84
amended.....		33/84	Feb. 11/84
amended.....		53/84	Feb. 18/84
amended.....		56/84	Feb. 18/84
amended.....		93/84	Mar. 3/84
amended.....		168/84	Mar. 31/84
amended.....		209/84	Apr. 28/84
amended.....		288/84	May 19/84
amended.....		290/84	May 19/84
amended.....		351/84	June 23/84
amended.....		386/84	July 7/84
amended.....		387/84	July 7/84
amended.....		388/84	July 7/84
amended.....		389/84	July 7/84
amended.....		390/84	July 7/84
amended.....		391/84	July 7/84
amended.....		478/84	Aug. 18/84
amended.....		479/84	Aug. 18/84
amended.....		480/84	Aug. 18/84
amended.....		518/84	Sept. 1/84
amended.....		548/84	Sept. 8/84
amended.....		610/84	Oct. 13/84
amended.....		611/84	Oct. 13/84
amended.....		615/84	Oct. 20/84
amended.....		637/84	Oct. 27/84
amended.....		638/84	Oct. 27/84
amended.....		662/84	Nov. 10/84
amended.....		663/84	Nov. 10/84
amended.....		717/84	Nov. 24/84
amended.....		751/84	Dec. 15/84
amended.....		752/84	Dec. 15/84
amended.....		799/84	Jan. 5/85
amended.....		826/84	Jan. 19/85
amended.....		827/84	Jan. 19/85
amended.....		828/84	Jan. 19/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		829/84	Jan. 19/85
amended.....		18/85	Feb. 9/85
amended.....		19/85	Feb. 9/85
amended.....		20/85	Feb. 9/85
amended.....		60/85	Feb. 23/85
amended.....		145/85	Apr. 20/85
amended.....		206/85	May 25/85
amended.....		226/85	June 1/85
amended.....		274/85	June 15/85
amended.....		330/85	July 6/85
amended.....		345/85	July 6/85
amended.....		346/85	July 6/85
amended.....		347/85	July 6/85
amended.....		348/85	July 6/85
amended.....		408/85	Aug. 24/85
amended.....		515/85	Nov. 2/85
amended.....		535/85	Nov. 9/85
amended.....		565/85	Nov. 23/85
amended.....		697/85	Jan. 11/86
amended.....		18/86	Feb. 1/86
amended.....		19/86	Feb. 1/86
amended.....		20/86	Feb. 1/86
amended.....		32/86	Feb. 8/86
amended.....		33/86	Feb. 8/86
amended.....		41/86	Feb. 15/86
amended.....		42/86	Feb. 15/86
amended.....		78/86	Mar. 8/86
amended.....		90/86	Mar. 8/86
amended.....		121/86	Mar. 29/86
amended.....		156/86	Apr. 12/86
amended.....		157/86	Apr. 12/86
amended.....		158/86	Apr. 12/86
amended.....		179/86	Apr. 19/86
amended.....		180/86	Apr. 19/86
amended.....		215/86	May 3/86
amended.....		241/86	May 17/86
amended.....		288/86	May 31/86
amended.....		341/86	June 28/86
amended.....		342/86	June 28/86
amended.....		388/86	July 12/86
amended.....		389/86	July 12/86
amended.....		390/86	July 12/86
amended.....		391/86	July 12/86
amended.....		438/86	Aug. 16/86
amended.....		455/86	Aug. 16/86
amended.....		558/86	Oct. 11/86
amended.....		559/86	Oct. 11/86
amended.....		610/86	Oct. 25/86
amended.....		645/86	Nov. 15/86
amended.....		646/86	Nov. 15/86
amended.....		647/86	Nov. 15/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		704/86	Dec. 20/86
amended.....		721/86	Dec. 27/86
amended.....		722/86	Dec. 27/86
amended.....		744/86	Jan. 3/87
amended.....		745/86	Jan. 3/87
amended.....		746/86	Jan. 3/87
amended.....		25/87	Feb. 7/87
amended.....		51/87	Feb. 14/87
amended.....		76/87	Feb. 28/87
amended.....		105/87	Mar. 14/87
amended.....		118/87	Mar. 21/87
amended.....		212/87	May 9/87
amended.....		213/87	May 9/87
amended.....		283/87	June 13/87
amended.....		405/87	July 25/87
amended.....		425/87	Aug. 8/87
amended.....		426/87	Aug. 8/87
amended.....		427/87	Aug. 8/87
amended.....		457/87	Aug. 15/87
amended.....		458/87	Aug. 15/87
amended.....		471/87	Aug. 29/87
amended.....		472/87	Aug. 29/87
amended.....		596/87	Nov. 21/87
amended.....		616/87	Dec. 5/87
amended.....		617/87	Dec. 5/87
amended.....		36/88	Feb. 6/88
amended.....		43/88	Feb. 13/88
amended.....		126/88	Mar. 19/88
amended.....		137/88	Mar. 26/88
amended.....		192/88	Apr. 23/88
amended.....		214/88	Apr. 23/88
amended.....		240/88	May 7/88
amended.....		247/88	May 14/88
amended.....		265/88	May 14/88
amended.....		491/88	Aug. 20/88
amended.....		574/88	Oct. 1/88
amended.....		613/88	Oct. 15/88
amended.....		622/88	Oct. 22/88
amended.....		652/88	Nov. 12/88
amended.....		689/88	Nov. 26/88
amended.....		704/88	Dec. 10/88
amended.....		33/89	Feb. 11/89
amended.....		39/89	Feb. 11/89
amended.....		78/89	Mar. 4/89
amended.....		94/89	Mar. 11/89
amended.....		130/89	Apr. 1/89
amended.....		191/89	Apr. 22/89
amended.....		192/89	Apr. 22/89
amended.....		196/89	May 6/89
amended.....		231/89	May 13/89
amended.....		233/89	May 20/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		369/89	July	8/89
amended.....		447/89	Aug.	12/89
amended.....		480/89	Sept.	2/89
amended.....		481/89	Sept.	2/89
amended.....		531/89	Oct.	14/89
amended.....		557/89	Oct.	21/89
amended.....		583/89	Oct.	28/89
amended.....		584/89	Oct.	28/89
amended.....		610/89	Nov.	18/89
amended.....		653/89	Dec.	23/89
amended.....		654/89	Dec.	23/89
amended.....		681/89	Dec.	30/89
amended.....		717/89	Jan.	6/90
amended.....		36/90	Feb.	10/90
amended.....		40/90	Feb.	10/90
amended.....		126/90	Apr.	7/90
amended.....		156/90	Apr.	21/90
amended.....		209/90	May	12/90
amended.....		255/90	June	2/90
amended.....		283/90	June	23/90
amended.....		315/90	June	30/90
amended.....		414/90	Aug.	25/90
amended.....		511/90	Sept.	15/90
amended.....		515/90	Sept.	15/90
amended.....		569/90	Nov.	10/90
amended.....		595/90	Dec.	1/90
amended.....		599/90	Dec.	1/90
amended.....		9/91	Feb.	9/91
amended.....		28/91	Feb.	16/91
amended.....		42/91	Mar.	2/91
amended.....		64/91	Mar.	16/91
amended.....		104/91	Apr.	6/91
amended.....		146/91	Apr.	20/91
amended.....		161/91	Apr.	27/91
amended.....		209/91	May	25/91
amended.....		291/91	June	29/91
amended.....		312/91	July	6/91
amended.....		435/91	Aug.	17/91
amended.....		616/91	Nov.	2/91
amended.....		617/91	Nov.	2/91
amended.....		656/91	Nov.	16/91
amended.....		754/91	Jan.	11/92
Special Payments for Physiotherapy Services.....		755/91	Jan.	11/92
Special Payments to Physicians.....		278/91	June	29/91
HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT, 1983				
Areas Comprising Health Units.....		236/84	Apr.	28/84 (B)

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		58/85	Feb.	16/85
amended.....		239/87	May	23/87
amended.....		447/87	Aug.	15/87
amended.....		80/88	Feb.	27/88
amended.....		327/89	June	17/89
amended.....		422/91	Aug.	17/91
Camps in Unorganized Territory.....		193/84	Apr.	14/84 (B)
amended.....		601/91	Nov.	2/91
Capital Assistance Grants for Boards of Health.....		234/84	Apr.	28/84 (B)
amended.....		421/91	Aug.	17/91
Clinics for Sexually Transmitted Diseases.....		237/84	Apr.	28/84 (B)
amended.....		602/91	Nov.	2/91
Communicable Diseases - General.....		292/84	May	19/84 (B)
amended.....		471/91	Sept.	7/91
Designation of Communicable Diseases.....		161/84	Mar.	24/84
amended.....		698/86	Dec.	20/86
amended.....		666/88	Nov.	12/88
(revoked by 558/91)				
Designation of Municipal Members of Boards of Health.....		235/84	Apr.	28/84
amended.....		57/85	Feb.	16/85
amended.....		240/87	May	23/87
amended.....		446/87	Aug.	15/87
amended.....		79/88	Feb.	27/88
amended.....		317/89	June	10/89
amended.....		326/89	June	17/89
amended.....		524/89	Oct.	14/89
amended.....		547/91	Oct.	12/91
Designation of Reportable Diseases.....		162/84	Mar.	24/84
amended.....		699/86	Dec.	20/86
amended.....		667/88	Nov.	12/88
(revoked by 559/91)				
Exemption - Subsection 37a(2) of the Act.....		587/88	Oct.	8/88
amended.....		582/89	Oct.	28/89
amended.....		671/90	Jan.	5/91
amended.....		748/91	Jan.	4/92
Food Premises.....		243/84	May	5/84
Grants for Health Promotion Projects and Initiatives.....		479/87	Aug.	29/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Grants to Boards of Health.....		382/84	June 30/84
amended.....		636/84	Oct. 27/84
amended.....		257/85	June 8/85
amended.....		515/87	Sept. 19/87
amended.....		604/87	Nov. 21/87
amended.....		246/88	May 7/88
amended.....		354/90	July 14/90
amended.....		750/91	Jan. 4/92
Public Pools.....		381/84	June 30/84
amended.....		146/85	Apr. 20/85
amended.....		569/88	Oct. 1/88
Qualifications of Boards of Health Staff.....		164/84	Mar. 24/84 (B)
amended.....		600/91	Nov. 2/91
Rabies - Immunization.....		594/85	Dec. 7/85 (B)
amended.....		120/86	Mar. 29/86
amended.....		287/86	May 31/86
amended.....		501/86	Sept. 13/86
amended.....		622/86	Nov. 8/86
amended.....		660/86	Nov. 22/86
amended.....		720/86	Dec. 27/86
amended.....		117/87	Mar. 21/87
amended.....		248/87	May 30/87
amended.....		416/87	Aug. 1/87
amended.....		581/87	Nov. 7/87
amended.....		135/88	Mar. 26/88
amended.....		341/88	June 11/88
amended.....		612/89	Nov. 18/89
amended.....		673/90	Jan. 5/91
amended.....		109/91	Apr. 6/91
amended.....		346/91	July 13/91
Recreational Camps.....		242/84	May 5/84 (B)
amended.....		603/91	Nov. 2/91
Reports.....		490/85	Oct. 19/85 (B)
amended.....		175/89	Apr. 15/89
amended.....		606/91	Nov. 2/91
amended.....		749/91	Jan. 4/92
School Health Services and Programs.....		516/84	Aug. 25/84 (B)
amended.....		605/91	Nov. 2/91
amended.....		724/91	Dec. 14/91
Slaughterhouses and Meat Processing Plants.....		293/84	May 19/84 (B)
amended.....		604/91	Nov. 2/91
Specification of Communicable Diseases.....		558/91	Oct. 19/91
Specification of Reportable Diseases.....		559/91	Oct. 19/91
Warrant.....		163/84	Mar. 24/84 (B)

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
HIGHWAY TRAFFIC ACT				
Allowable Gross Weight for Designated Class of Vehicle.....	453			
amended.....		199/87	Apr.	25/87
Appeals.....	454			
amended.....		117/81	Mar.	14/81
Commercial Motor Vehicle Inspections.....		86/89	Mar.	4/89
Commercial Vehicle Operator's Registration Certificates.....		23/89	Feb.	4/89
amended.....		397/89	July	22/89
Covering of Loads.....	455			
Dangerous Loads.....	456			
revoked.....		364/85	July	13/85
Demerit Point System.....	457			
(revoked by 359/81)				
Demerit Point System.....		359/81	June	20/81
amended.....		360/81	June	20/81
amended.....		202/82	Apr.	24/82
amended.....		599/82	Sept.	18/82
amended.....		276/84	May	19/84
amended.....		633/84	Oct.	20/84
amended.....		67/86	Mar.	1/86
amended.....		724/86	Dec.	27/86
amended.....		316/91	July	6/91
Designation of Highways.....	458			
Designation of Termination Date of Freeze-Up Periods under Subsection 102(2) of the Act.....		116/81	Mar.	14/81
(expired)				
Designation of Paved Shoulders on King's Highway.....	459			
amended.....		16/81	Feb.	7/81
Disabled Person Parking Permits.....		166/90	Apr.	21/90
Driver Improvement Program.....	460			
Driver Licence Examinations.....	461			
amended.....		729/82	Nov.	20/82
amended.....		275/84	May	19/84
amended.....		641/85	Dec.	28/85
amended.....		526/91	Oct.	5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Drivers' Licences.....	462			
amended.....		118/81	Mar.	14/81
amended.....		250/81	May	16/81
amended.....		361/81	June	20/81
amended.....		370/81	June	20/81
amended.....		371/81	June	20/81
amended.....		325/82	May	29/82
amended.....		357/82	June	12/82
amended.....		359/82	June	12/82
amended.....		543/82	Aug.	21/82
amended.....		597/82	Sept.	18/82
amended.....		743/82	Nov.	27/82
amended.....		121/84	Mar.	10/84
amended.....		277/84	May	19/84
amended.....		378/84	June	30/84
amended.....		488/84	Aug.	18/84
amended.....		725/84	Nov.	24/84
amended.....		267/85	June	15/85
amended.....		628/85	Dec.	14/85
amended.....		96/88	Mar.	5/88
amended.....		234/88	May	7/88
amended.....		285/88	May	21/88
amended.....		751/88	Jan.	7/89
amended.....		230/89	May	13/89
amended.....		238/89	May	20/89
amended.....		342/89	July	1/89
amended.....		317/91	July	6/91
Driver's Licence Suspension for Default of Payment of Fine.....	463			
Driving Instructor's Licence.....	464			
amended.....		362/81	June	20/81
amended.....		376/84	June	30/84
amended.....		242/86	May	17/86
amended.....		97/88	Mar.	5/88
amended.....		237/89	May	20/89
Equipment.....	465			
amended.....		31/85	Feb.	9/85
amended.....		293/89	June	10/89
Exemption from the Provisions of Section 7 of the Act - State of				
Alabama.....		230/84	Apr.	28/84
California.....		268/85	June	15/85
Florida.....		741/83	Dec.	17/83
Georgia.....		689/83	Nov.	12/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Iowa.....		679/84	Nov. 10/84
Kansas.....		714/87	Jan. 2/88
Louisiana.....		740/83	Dec. 17/83
Maine.....		588/84	Sept. 29/84
Maryland.....		743/83	Dec. 17/83
Massachusetts.....		169/84	Nov. 31/84
Mississippi.....		686/83	Nov. 12/83
Missouri.....		687/83	Nov. 12/83
Montana.....		532/84	Sept. 1/84
New Jersey.....		490/84	Aug. 18/84
North Carolina.....		688/83	Nov. 12/83
Oregon.....		30/85	Feb. 9/85
Rhode Island.....		587/84	Sept. 29/84
South Carolina.....		739/83	Dec. 17/83
Tennessee..... (revoked by 268/85)		425/83	July 16/83
Tennessee.....		742/83	Dec. 17/83
Texas.....		726/84	Nov. 24/84
Virginia.....		102/84	Mar. 3/84
West Virginia.....		646/83	Oct. 29/83
Wisconsin.....		659/84	Nov. 3/84
Exemption from the Provisions of Sections 7 and 10 of the Act			
- States of the United States of America.....	466		
amended.....		643/81	Oct. 17/81
amended.....		415/82	July 3/82
amended.....		230/84	Apr. 28/84
amended.....		428/84	July 14/84
amended.....		490/84	Aug. 18/84
amended.....		532/84	Sept. 1/84
amended.....		588/84	Sept. 29/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		659/84	Nov. 3/84
amended.....		679/84	Nov. 10/84
amended.....		726/84	Nov. 24/84
amended.....		268/85	June 15/85
amended.....		375/90	July 21/90
Exemption from the Provisions of Sections 7 and 10 of the Act - State of			
Illinois.....		661/82	Oct. 23/82
Maryland..... (revoked by 268/85)		658/82	Oct. 23/82
Michigan.....		678/81	Oct. 31/81
South Dakota.....		660/82	Oct. 23/82
Exemption from the Provisions of Subsection 68(1) of the Act -			
Province of Alberta.....	467		
State of New York.....		121/83	Mar. 19/83
Extending Term of Validity of Driver's Licence.....			
(revoked by 418/87)		375/87	July 11/87
Extending Validity of Driver's Licence.....			
(revoked by 549/81)		473/81	Aug. 1/81
Extending Validity of Driver's Licence.....			
(expired)		549/81	Sept. 5/81
Extending Validity of Motor Vehicle Permits.....			
(expired)		843/81	Jan. 2/82
Garage Licences.....			
amended.....	468	46/81	Feb. 21/81
amended.....		204/81	Apr. 18/81
amended.....		659/82	Oct. 23/82
amended.....		236/89	May 20/89
General.....			
amended.....	469	45/81	Feb. 21/81
amended.....		95/81	Mar. 14/81
amended.....		193/81	Apr. 18/81
amended.....		248/81	May 16/81
amended.....		337/81	June 6/81
amended.....		460/81	July 25/81
amended.....		461/81	July 25/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		664/81	Oct.	24/81
amended.....		791/81	Dec.	12/81
amended.....		792/81	Dec.	12/81
amended.....		801/81	Dec.	12/81
amended.....		358/82	June	12/82
amended.....		477/82	July	31/82
amended.....		542/82	Aug.	21/82
amended.....		744/82	Nov.	27/82
amended.....		49/84	Feb.	18/84
amended.....		489/84	Aug.	18/84
Gross Vehicle Weights.....	470			
Gross Weight on Bridges.....	471			
amended.....		111/87	Mar.	21/87
amended.....		70/90	Mar.	3/90
amended.....		248/90	June	2/90
Gross Weight on the Kabitotikwia River Bridge.....		491/84	Aug.	18/84
revoked.....		122/85	Mar.	30/85
Gross Weight on the Kaministikwia River Bridge.....		524/83	Sept.	3/83
Gross Weight on the Trout Lake River Bridge.....		300/82	May	22/82
revoked.....		390/82	June	19/82
Highway Closings.....	472			
Hours of Work.....		61/89	Feb.	18/89
Load Limits.....		98/81	Mar.	14/81
amended.....		99/81	Mar.	14/81
Load Limits on Local Roads Within Local Roads Areas.....	473			
amended.....		100/81	Mar.	14/81
Motor Vehicle Inspection Stations.....	474			
amended.....		508/81	Aug.	15/81
amended.....		60/82	Feb.	20/82
amended.....		525/84	Sept.	1/84
amended.....		820/84	Jan.	19/85
amended.....		449/85	Sept.	21/85
amended.....		665/86	Nov.	29/86
amended.....		140/88	Mar.	26/88
amended.....		252/89	May	27/89
amended.....		104/90	Mar.	24/90
amended.....		761/91	Jan.	11/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Notice to Have Motor Vehicle Examined and Tested..... (revoked by 61/82)	475		
Notice to Have Motor Vehicle Examined and Tested.....		61/82	Feb. 20/82
amended.....		350/83	June 25/83
Over-Dimensional Farm Vehicles.....	476		
amended.....		427/84	July 14/84
amended.....		235/88	May 7/88
Parking.....	477		
amended.....		13/81	Feb. 7/81
amended.....		62/81	Feb. 28/81
amended.....		110/81	Mar. 14/81
amended.....		199/81	Apr. 18/81
amended.....		213/81	Apr. 25/81
amended.....		339/81	June 6/81
amended.....		445/81	July 18/81
amended.....		455/81	July 25/81
amended.....		529/81	Aug. 29/81
amended.....		661/81	Oct. 17/81
amended.....		717/81	Nov. 7/81
amended.....		790/81	Dec. 12/81
amended.....		803/81	Dec. 19/81
amended.....		856/81	Jan. 9/82
amended.....		14/82	Feb. 6/82
amended.....		123/82	Mar. 20/82
amended.....		228/82	May 1/82
amended.....		318/82	May 29/82
amended.....		396/82	June 26/82
amended.....		502/82	Aug. 7/82
amended.....		644/82	Oct. 16/82
amended.....		801/82	Dec. 25/82
amended.....		31/83	Feb. 5/83
amended.....		131/83	Mar. 26/83
amended.....		189/83	Apr. 16/83
amended.....		228/83	May 7/83
amended.....		400/83	July 16/83
amended.....		457/83	Aug. 6/83
amended.....		661/83	Oct. 29/83
amended.....		682/83	Nov. 12/83
amended.....		4/84	Jan. 21/84
amended.....		177/84	Apr. 14/84
amended.....		435/84	July 21/84
amended.....		550/84	Sept. 1/84
amended.....		694/84	Nov. 17/84
amended.....		85/85	Mar. 9/85
amended.....		184/85	May 11/85
amended.....		214/85	June 1/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		378/85	Aug.	3/85
amended.....		405/85	Aug.	24/85
amended.....		572/85	Nov.	23/85
amended.....		598/85	Dec.	14/85
amended.....		39/86	Feb.	15/86
amended.....		80/86	Mar.	8/86
amended.....		89/86	Mar.	8/86
amended.....		137/86	Apr.	5/86
amended.....		210/86	May	3/86
amended.....		319/86	June	21/86
amended.....		473/86	Aug.	23/86
amended.....		474/86	Aug.	23/86
amended.....		547/86	Sept.	27/86
amended.....		630/86	Nov.	15/86
amended.....		631/86	Nov.	15/86
amended.....		121/87	Mar.	28/87
amended.....		397/87	July	18/87
amended.....		543/87	Oct.	17/87
amended.....		684/87	Jan.	2/88
amended.....		157/88	Apr.	9/88
amended.....		316/88	June	4/88
amended.....		381/88	July	2/88
amended.....		504/88	Aug.	27/88
amended.....		505/88	Aug.	27/88
amended.....		629/88	Oct.	29/88
amended.....		20/89	Feb.	4/89
amended.....		122/89	Mar.	25/89
amended.....		217/89	May	13/89
amended.....		349/89	July	1/89
amended.....		560/89	Oct.	21/89
amended.....		21/90	Feb.	3/90
amended.....		106/90	Mar.	24/90
amended.....		151/90	Apr.	21/90
amended.....		279/90	June	16/90
amended.....		301/90	June	23/90
amended.....		427/90	Aug.	25/90
amended.....		544/90	Sept.	29/90
amended.....		583/90	Nov.	24/90
amended.....		666/90	Jan.	5/91
amended.....		431/91	Aug.	17/91
amended.....		530/91	Oct.	5/91
Parking of Vehicles in Territory				
Without Municipal Organization.....		678/89	Dec.	30/89
Portable Lane Control Signal Systems.....				
	478			
Reciprocal Suspension of Licences.....				
	479			
Restricted Use of Left Lanes by Commercial				
Motor Vehicles.....	480			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		535/81	Aug.	29/81
amended.....		17/82	Feb.	6/82
amended.....		804/83	Jan.	7/84
amended.....		87/85	Mar.	9/85
amended.....		193/85	May	11/85
amended.....		474/85	Oct.	5/85
amended.....		169/86	Apr.	12/86
amended.....		482/89	Sept.	2/89
Restricted Use of the King's Highway.....	481			
Safety Helmets.....	482			
amended.....		249/81	May	16/81
Safety Inspections.....	483			
amended.....		507/81	Aug.	15/81
amended.....		800/81	Dec.	12/81
amended.....		839/81	Jan.	2/82
amended.....		59/82	Feb.	20/82
amended.....		544/82	Aug.	21/82
amended.....		596/82	Sept.	18/82
amended.....		742/82	Nov.	27/82
amended.....		486/84	Aug.	18/84
amended.....		527/84	Sept.	1/84
amended.....		821/84	Jan.	19/85
amended.....		127/86	Mar.	29/86
amended.....		318/91	July	6/91
amended.....		762/91	Jan.	11/92
School Buses.....	484			
amended.....		277/81	May	23/81
amended.....		598/82	Sept.	18/82
amended.....		19/83	Jan.	29/83
amended.....		336/83	June	18/83
amended.....		487/84	Aug.	18/84
amended.....		433/87	Aug.	8/87
amended.....		319/91	July	6/91
Seat Belt Assemblies.....	485			
amended.....		545/82	Aug.	21/82
amended.....		629/83	Oct.	15/83
amended.....		26/88	Feb.	6/88
Security of Loads.....		428/81	July	11/81
Signs.....	486			
amended.....		372/81	June	20/81
amended.....		802/81	Dec.	12/81
amended.....		414/82	July	3/82
amended.....		600/82	Sept.	18/82
amended.....		122/84	Mar.	10/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		569/84	Sept. 15/84
amended.....		168/86	Apr. 12/86
amended.....		435/86	Aug. 16/86
Slow-Moving Vehicle Sign.....	487		
Special Permits.....	488		
amended.....		123/88	Mar. 19/88
Specifications and Standards for Trailer			
Couplings.....	489		
Speed Limits.....	490		
amended.....		67/81	Mar. 7/81
amended.....		109/81	Mar. 14/81
amended.....		176/81	Apr. 11/81
amended.....		200/81	Apr. 18/81
amended.....		338/81	June 6/81
amended.....		453/81	July 18/81
amended.....		534/81	Aug. 29/81
amended.....		573/81	Sept. 12/81
amended.....		592/81	Sept. 19/81
amended.....		696/81	Nov. 7/81
amended.....		708/81	Nov. 7/81
amended.....		19/82	Feb. 6/82
amended.....		21/82	Feb. 6/82
amended.....		137/82	Mar. 20/82
amended.....		227/82	May 1/82
amended.....		321/82	May 29/82
amended.....		344/82	June 12/82
amended.....		365/82	June 12/82
amended.....		465/82	July 24/82
amended.....		623/82	Oct. 9/82
amended.....		657/82	Oct. 23/82
amended.....		677/82	Oct. 23/82
amended.....		698/82	Nov. 6/82
amended.....		758/82	Dec. 4/82
amended.....		800/82	Dec. 25/82
amended.....		827/82	Jan. 8/83
amended.....		97/83	Mar. 5/83
amended.....		190/83	Apr. 16/83
amended.....		191/83	Apr. 16/83
amended.....		235/83	May 7/83
amended.....		280/83	May 28/83
amended.....		382/83	July 9/83
amended.....		399/83	July 16/83
amended.....		579/83	Oct. 1/83
amended.....		693/83	Nov. 19/83
amended.....		762/83	Dec. 24/83
amended.....		773/83	Dec. 31/83
amended.....		23/84	Feb. 4/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		90/84	Mar. 3/84
amended.....		101/84	Mar. 3/84
amended.....		117/84	Mar. 10/84
amended.....		158/84	Mar. 24/84
amended.....		178/84	Apr. 14/84
amended.....		303/84	May 26/84
amended.....		374/84	June 30/84
amended.....		468/84	Aug. 11/84
amended.....		524/84	Sept. 1/84
amended.....		628/84	Oct. 20/84
amended.....		658/84	Nov. 3/84
amended.....		687/84	Nov. 17/84
amended.....		789/84	Dec. 29/84
amended.....		36/85	Feb. 9/85
amended.....		37/85	Feb. 9/85
amended.....		86/85	Mar. 9/85
amended.....		172/85	Apr. 27/85
amended.....		181/85	May 4/85
amended.....		188/85	May 11/85
amended.....		334/85	July 6/85
amended.....		382/85	Aug. 10/85
amended.....		403/85	Aug. 24/85
amended.....		406/85	Aug. 24/85
amended.....		414/85	Aug. 31/85
amended.....		592/85	Dec. 7/85
amended.....		593/85	Dec. 7/85
amended.....		597/85	Dec. 14/85
amended.....		626/85	Dec. 14/85
amended.....		627/85	Dec. 14/85
amended.....		678/85	Jan. 4/86
amended.....		7/86	Jan. 25/86
amended.....		50/86	Feb. 15/86
amended.....		103/86	Mar. 15/86
amended.....		299/86	June 7/86
amended.....		320/86	June 21/86
amended.....		490/86	Aug. 30/86
amended.....		567/86	Oct. 11/86
amended.....		752/86	Jan. 10/87
amended.....		65/87	Feb. 28/87
amended.....		68/87	Feb. 28/87
amended.....		69/87	Feb. 28/87
amended.....		180/87	Apr. 18/87
amended.....		398/87	July 18/87
amended.....		449/87	Aug. 15/87
amended.....		540/87	Oct. 10/87
amended.....		599/87	Nov. 21/87
amended.....		651/87	Dec. 19/87
amended.....		3/88	Jan. 23/88
amended.....		30/88	Feb. 6/88
amended.....		39/88	Feb. 13/88
amended.....		40/88	Feb. 13/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		111/88	Mar. 12/88
amended.....		142/88	Mar. 26/88
amended.....		158/88	Apr. 9/88
amended.....		207/88	Apr. 23/88
amended.....		317/88	June 4/88
amended.....		368/88	June 25/88
amended.....		382/88	July 2/88
amended.....		387/88	July 9/88
amended.....		447/88	July 30/88
amended.....		468/88	Aug. 6/88
amended.....		503/88	Aug. 27/88
amended.....		522/88	Sept. 3/88
amended.....		562/88	Oct. 1/88
amended.....		580/88	Oct. 8/88
amended.....		693/88	Dec. 3/88
amended.....		724/88	Dec. 24/88
amended.....		21/89	Feb. 4/89
amended.....		49/89	Feb. 18/89
amended.....		123/89	Mar. 25/89
amended.....		176/89	Apr. 15/89
amended.....		218/89	May 13/89
amended.....		350/89	July 1/89
amended.....		425/89	Aug. 5/89
amended.....		426/89	Aug. 5/89
amended.....		483/89	Sept. 2/89
amended.....		494/89	Sept. 16/89
amended.....		495/89	Sept. 16/89
amended.....		561/89	Oct. 21/89
amended.....		675/89	Dec. 30/89
amended.....		22/90	Feb. 3/90
amended.....		107/90	Mar. 24/90
amended.....		152/90	Apr. 21/90
amended.....		267/90	June 9/90
amended.....		278/90	June 16/90
amended.....		349/90	July 14/90
amended.....		426/90	Aug. 25/90
amended.....		545/90	Sept. 29/90
amended.....		567/90	Nov. 10/90
amended.....		568/90	Nov. 10/90
amended.....		623/90	Dec. 22/90
amended.....		2/91	Jan. 19/91
amended.....		4/91	Jan. 26/91
amended.....		41/91	Mar. 2/91
amended.....		75/91	Mar. 23/91
amended.....		170/91	May 4/91
amended.....		221/91	June 8/91
amended.....		233/91	June 8/91
amended.....		419/91	Aug. 17/91
amended.....		428/91	Aug. 17/91
amended.....		483/91	Sept. 14/91
amended.....		502/91	Sept. 21/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		563/91	Oct. 26/91
amended.....		637/91	Nov. 16/91
amended.....		642/91	Nov. 16/91
Speed Limits in Provincial Parks.....	491		
Speed Limits in Territory Without Municipal Organization.....		708/83	Nov. 19/83
amended.....		81/86	Mar. 8/86
amended.....		562/89	Oct. 21/89
amended.....		108/90	Mar. 24/90
amended.....		208/90	May 12/90
amended.....		40/91	Mar. 2/91
amended.....		429/91	Aug. 17/91
Stopping of Vehicles on Parts of the King's Highway.....	492		
amended.....		201/81	Apr. 18/81
amended.....		707/81	Nov. 7/81
amended.....		804/81	Dec. 19/81
amended.....		520/83	Aug. 27/83
amended.....		790/84	Dec. 29/84
amended.....		460/87	Aug. 22/87
amended.....		544/87	Oct. 17/87
amended.....		208/88	Apr. 23/88
amended.....		676/89	Dec. 30/89
(revoked by 425/90)			
Stopping of Vehicles on Parts of the King's Highway.....		425/90	Aug. 25/90
Stop Signs at Intersections.....	493		
amended.....		132/81	Mar. 28/81
amended.....		456/81	July 25/81
amended.....		22/82	Feb. 6/82
amended.....		119/82	Mar. 20/82
amended.....		319/82	May 29/82
amended.....		676/82	Oct. 23/82
amended.....		791/82	Dec. 18/82
amended.....		124/83	Mar. 26/83
amended.....		234/83	May 7/83
amended.....		696/83	Nov. 19/83
amended.....		523/84	Sept. 1/84
amended.....		791/84	Dec. 29/84
amended.....		192/85	May 11/85
amended.....		548/86	Sept. 27/86
amended.....		629/86	Nov. 15/86
amended.....		753/86	Jan. 10/87
amended.....		29/88	Feb. 6/88
amended.....		302/90	June 23/90
amended.....		566/90	Nov. 10/90
amended.....		234/91	June 8/91
amended.....		529/91	Oct. 5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Stop Signs in Territory Without Municipal			
Organization.....		574/81	Sept. 12/81
amended.....		680/81	Oct. 31/81
amended.....		18/82	Feb. 6/82
amended.....		320/82	May 22/82
amended.....		622/82	Oct. 9/82
amended.....		123/83	Mar. 26/83
amended.....		424/83	July 16/83
amended.....		456/83	Aug. 6/83
amended.....		642/83	Oct. 29/83
amended.....		429/84	July 14/84
amended.....		749/84	Dec. 8/84
amended.....		379/85	Aug. 3/85
amended.....		574/85	Nov. 23/85
amended.....		625/85	Dec. 14/85
amended.....		570/87	Oct. 31/87
amended.....		603/87	Nov. 21/87
amended.....		28/88	Feb. 6/88
amended.....		193/88	Apr. 23/88
amended.....		19/89	Feb. 4/89
amended.....		216/89	May 13/89
amended.....		323/89	June 17/89
amended.....		423/89	Aug. 5/89
amended.....		677/89	Dec. 30/89
amended.....		109/90	Mar. 24/90
amended.....		207/90	May 12/90
amended.....		344/90	July 14/90
amended.....		498/90	Sept. 1/90
amended.....		1/91	Jan. 19/91
amended.....		430/91	Aug. 17/91
Tire Standards and Specifications.....	494		
(revoked by 741/81)			
Tire Standards and Specifications.....		741/81	Nov. 21/81
amended.....		541/82	Aug. 21/82
amended.....		351/83	June 25/83
amended.....		253/84	May 12/84
amended.....		98/85	Mar. 16/85
Traffic Control Signal Systems.....		526/84	Sept. 1/84
Use of Controlled-Access Highways			
by Pedestrians.....	495		
amended.....		601/81	Sept. 19/81
amended.....		16/82	Feb. 6/82
amended.....		229/83	May 7/83
amended.....		88/84	Mar. 3/84
amended.....		102/86	Mar. 15/86
amended.....		685/87	Jan. 2/88
amended.....		156/88	Apr. 9/88
amended.....		171/91	May 4/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Vehicle Permits.....		744/82	Nov. 27/82
amended.....		108/84	Mar. 3/84
amended.....		120/84	Mar. 10/84
amended.....		278/84	May 19/84
amended.....		377/84	June 30/84
amended.....		724/84	Nov. 24/84
amended.....		819/84	Jan. 19/85
amended.....		154/85	Apr. 20/85
amended.....		579/85	Nov. 23/85
amended.....		6/86	Jan. 25/86
amended.....		86/86	Mar. 8/86
amended.....		621/86	Nov. 8/86
amended.....		569/87	Oct. 31/87
amended.....		139/88	Mar. 26/88
amended.....		141/88	Mar. 26/88
amended.....		205/89	May 6/89
amended.....		235/89	May 20/89
amended.....		343/89	July 1/89
amended.....		370/89	July 8/89
amended.....		565/89	Oct. 28/89
amended.....		167/90	Apr. 21/90
amended.....		198/91	May 18/91
Vehicles for the Transportation of Physically Disabled Passengers.....		167/81	Apr. 11/81
amended.....		788/84	Dec. 29/84
amended.....		155/85	Apr. 20/85
amended.....		370/87	July 11/87
amended.....		27/88	Feb. 6/88
Vehicles on Controlled-Access Highways.....	496		
amended.....		203/81	Apr. 18/81
amended.....		602/81	Sept. 19/81
amended.....		679/81	Oct. 31/81
amended.....		15/82	Feb. 6/82
amended.....		73/82	Feb. 27/82
amended.....		458/82	July 17/82
amended.....		615/82	Oct. 2/82
amended.....		89/84	Mar. 3/84
amended.....		573/85	Nov. 23/85
amended.....		136/86	Apr. 5/86
amended.....		686/87	Jan. 2/88
amended.....		155/88	Apr. 9/88
Yield Right of Way Signs in Territory Without Municipal Organization.....		13/82	Feb. 6/82
amended.....		132/82	Mar. 20/82
amended.....		544/83	Sept. 10/83
amended.....		750/84	Dec. 15/84
amended.....		575/85	Nov. 23/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		634/85	Dec. 21/85
amended.....		424/89	Aug. 5/89
amended.....		153/90	Apr. 21/90
amended.....		499/90	Sept. 1/90
amended.....		432/91	Aug. 17/91
HISTORICAL PARKS ACT			
Historical Parks - Fees..... (revoked by 335/81)	497		
Historical Parks - Fees..... (revoked by 152/86)		335/81	June 6/81
Historical Parks - Fees..... (revoked by 216/86)		152/86	Apr. 12/86
Historical Parks - Fees..... (revoked by 262/87)		216/86	May 3/86
Historical Parks - Fees.....		262/87	May 30/87
amended.....		377/87	July 11/87
amended.....		169/88	Apr. 16/88
amended.....		138/89	Apr. 1/89
amended.....		194/90	May 12/90
amended.....		202/91	May 18/91
Parks.....	498		
amended.....		334/81	June 6/81
HOMEMAKERS AND NURSES SERVICES ACT			
General.....	499		
amended.....		236/81	May 2/81
amended.....		733/83	Dec. 10/83
amended.....		109/84	Mar. 10/84
amended.....		238/84	May 5/84
amended.....		105/85	Mar. 23/85
amended.....		302/86	June 7/86
amended.....		423/86	Aug. 2/86
amended.....		127/90	Apr. 7/90
HOMES FOR RETARDED PERSONS ACT			
General.....	500		
amended.....		821/81	Dec. 26/81
amended.....		732/83	Dec. 10/83
amended.....		499/84	Aug. 18/84
amended.....		707/84	Nov. 17/84
amended.....		49/85	Feb. 16/85
amended.....		503/85	Oct. 26/85
amended.....		384/87	July 11/87

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

HOMES FOR SPECIAL CARE ACT

	501			
General.....				
amended.....		171/81	Apr.	11/81
amended.....		666/81	Oct.	24/81
amended.....		236/82	May	1/82
amended.....		736/82	Nov.	20/82
amended.....		232/83	May	7/83
amended.....		664/84	Nov.	10/84
amended.....		273/85	June	15/85
amended.....		91/86	Mar.	8/86
amended.....		406/87	July	25/87
amended.....		575/88	Oct.	1/88
amended.....		132/89	Apr.	1/89
amended.....		38/90	Feb.	10/90
amended.....		254/90	June	2/90
amended.....		314/91	July	6/91

HOMES FOR THE AGED AND REST HOMES ACT

	502			
General.....				
amended.....		50/81	Feb.	21/81
amended.....		188/81	Apr.	11/81
amended.....		272/81	May	16/81
amended.....		377/81	June	20/81
amended.....		482/81	Aug.	1/81
amended.....		614/81	Oct.	3/81
amended.....		699/81	Nov.	7/81
amended.....		820/81	Dec.	26/81
amended.....		70/82	Feb.	20/82
amended.....		313/82	May	22/82
amended.....		457/82	July	17/82
amended.....		550/82	Aug.	21/82
amended.....		552/82	Aug.	21/82
amended.....		723/82	Nov.	13/82
amended.....		72/83	Feb.	12/83
amended.....		275/83	May	21/83
amended.....		464/83	Aug.	6/83
amended.....		581/83	Oct.	1/83
amended.....		608/83	Oct.	15/83
amended.....		630/83	Oct.	15/83
amended.....		650/83	Oct.	29/83
amended.....		699/83	Nov.	19/83
amended.....		731/83	Dec.	10/83
amended.....		765/83	Dec.	24/83
amended.....		55/84	Feb.	18/84
amended.....		64/84	Feb.	18/84
amended.....		311/84	June	2/84
amended.....		328/84	June	9/84
amended.....		497/84	Aug.	18/84
amended.....		705/84	Nov.	17/84
amended.....		28/85	Feb.	9/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		208/85	May 25/85
amended.....		350/85	July 6/85
amended.....		401/85	Aug. 17/85
amended.....		504/85	Oct. 26/85
amended.....		554/85	Nov. 16/85
amended.....		48/86	Feb. 15/86
amended.....		140/86	Apr. 5/86
amended.....		247/86	May 17/86
amended.....		367/86	July 12/86
amended.....		443/86	Aug. 16/86
amended.....		642/86	Nov. 15/86
amended.....		39/87	Feb. 14/87
amended.....		225/87	May 9/87
amended.....		383/87	July 11/87
amended.....		452/87	Aug. 15/87
amended.....		594/87	Nov. 14/87
amended.....		51/88	Feb. 13/88
amended.....		270/88	May 14/88
amended.....		485/88	Aug. 13/88
amended.....		510/88	Aug. 27/88
amended.....		651/88	Nov. 12/88
amended.....		42/89	Feb. 18/89
amended.....		46/89	Feb. 18/89
amended.....		168/89	Apr. 15/89
amended.....		229/89	May 13/89
amended.....		432/89	Aug. 5/89
amended.....		608/89	Nov. 18/89
amended.....		55/90	Feb. 17/90
amended.....		215/90	May 12/90
amended.....		258/90	June 2/90
amended.....		431/90	Aug. 25/90
amended.....		574/90	Nov. 10/90
amended.....		620/90	Dec. 15/90
amended.....		679/90	Jan. 5/91
amended.....		14/91	Feb. 16/91
amended.....		192/91	May 11/91
amended.....		342/91	July 13/91
amended.....		413/91	Aug. 10/91
amended.....		654/91	Nov. 16/91
amended.....		720/91	Dec. 14/91

HOSPITAL LABOUR DISPUTES ARBITRATION ACT

Remuneration of Chairmen and Members
of Arbitration Boards.....
(revoked by 174/84)

503

Remuneration of Chairmen and Members
of Arbitration Boards.....
(revoked by 338/87)

174/84 Apr. 7/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Remuneration of Chairmen and Members of Arbitration Boards.....		338/87	June	27/87
amended.....		8/89	Jan.	28/89
amended.....		199/91	May	18/91
Rules of Procedure.....	504			
HOTEL FIRE SAFETY ACT				
General..... (revoked by 223/84)	505			
General.....		223/84	Apr.	28/84
HOUSING DEVELOPMENT ACT				
General.....	506			
amended.....		780/83	Dec.	31/83
amended.....		227/84	Apr.	28/84
amended.....		452/84	July	28/84
amended.....		243/86	May	17/86
HUMAN RIGHTS CODE, 1981				
Search and Entry Warrants.....		252/90	June	2/90
HUNTER DAMAGE COMPENSATION ACT				
General.....	507			
HYPNOSIS ACT				
Application of Section 2 of the Act.....	508			
I				
IDEA CORPORATION ACT, 1981				
Termination of IDEA Corporation.....		203/86	May	3/86
IMMUNIZATION OF SCHOOL PUPILS ACT, 1982				
General.....		23/83	Jan.	29/83
amended.....		543/84	Sept.	8/84
amended.....		24/85	Feb.	9/85
amended.....		541/85	Nov.	16/85
amended.....		542/85	Nov.	16/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
INCOME TAX ACT			
General.....	509		
amended.....		346/81	June 6/81
amended.....		848/81	Jan. 9/82
amended.....		527/85	Nov. 2/85
amended.....		131/86	Apr. 5/86
amended.....		191/87	Apr. 18/87
amended.....		572/89	Oct. 28/89
Ontario Tax Credit System Regulation.....		90/81	Mar. 14/81
Ontario Tax Credit System Regulation.....		52/82	Feb. 20/82
Ontario Tax Credit System.....		63/83	Feb. 12/83
amended.....		302/83	June 4/83
Ontario Tax Credit System.....		249/84	May 12/84
Ontario Tax Credit System.....		119/85	Mar. 23/85
amended.....		361/85	July 13/85
Ontario Tax Credit System.....		132/86	Apr. 5/86
Ontario Tax Credit System.....		127/87	Mar. 28/87
Ontario Tax Credit System.....		391/88	July 9/88
Ontario Tax Credit System..... (revoked by 642/90)		570/89	Oct. 28/89
Ontario Tax Credit System..... (revoked by 468/91)		642/90	Dec. 29/90
Ontario Tax Credit System.....		468/91	Sept. 7/91
Ontario Tax Reduction.....		569/89	Oct. 28/89
amended.....		72/91	Mar. 23/91
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		89/81	Mar. 14/81
revoked.....		588/81	Sept. 12/81
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		253/82	May 1/82
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		301/83	June 4/83
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		248/84	May 12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Taxable Income - Amount Prescribed under Section 6 of the Act.....		362/85	July 13/85
Taxable Income - Amounts Prescribed under Section 6 of the Act.....		130/86	Apr. 5/86
Taxable Income - Amounts Prescribed under Section 6 of the Act.....		192/87	Apr. 18/87
Tax Table for Individuals..... (revoked by 571/89)		864/81	Jan. 16/82
Tax Table for Individuals.....		571/89	Oct. 28/89
Temporary Surcharge - Prescribed Amount.....		512/83	Aug. 20/83
INDEPENDENT HEALTH FACILITIES ACT, 1989			
Application and Exemptions.....		157/90	Apr. 21/90
General.....		158/90	Apr. 21/90
amended.....		173/91	May 4/91
amended.....		618/91	Nov. 2/91
INDUSTRIAL STANDARDS ACT			
Designation of Industries and Zones.....	510		
Duties of Employers and Advisory Committees.....	511		
Interprovincially Competitive Industries.....	512		
Publication Costs.....	513		
Schedule -			
Bricklaying and Stonemasonry Industry - Ottawa.....	514		
Bricklaying and Stonemasonry - Toronto.....	515		
Electrical Repair and Construction Industry - Ottawa.....	516		
Electrical Repair and Construction Industry - Toronto.....	517		
Fur Industry - Ontario.....	518		
amended.....		674/83	Nov. 5/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ladies' Cloak and Suit Industry				
- Ontario.....	519			
amended.....		846/81	Jan.	2/82
Ladies' Dress and Sportswear Industry.....	520			
amended.....		401/82	June	26/82
amended.....		458/84	Aug.	4/84
Lathing Industry - Ottawa.....	521			
Men's and Boys' Clothing Industry				
- Ontario.....	522			
amended.....		736/83	Dec.	10/83
amended.....		42/87	Feb.	14/87
amended.....		642/88	Nov.	5/88
Painting and Decorating Industry				
- Ottawa.....	523			
Plastering Industry - Ottawa.....	524			
Plumbing and Heating Industry				
- Ottawa.....	525			
Plumbing and Heating Industry				
- Toronto.....	526			
Sheet-Metal Work Construction Industry				
- Ottawa.....	527			

INFLATION RESTRAINT ACT, 1982

First Collective Agreements of Newly Certified Bargaining Units.....		57/83	Feb.	5/83
amended.....		490/83	Aug.	20/83
(expired)				
General.....		819/82	Jan.	1/83
amended.....		844/82	Jan.	8/83
amended.....		144/83	Mar.	26/83
amended.....		236/83	May	7/83
amended.....		719/83	Dec.	3/83
(expired)				
Increase in Minimum Wages Under The Employment Standards Act.....		83/84	Feb.	25/84
(expired)				
Ontario Dairy Herd Improvement Corporation.....		91/83	Feb.	26/83
(expired)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Ontario Municipal Employees Retirement System..... (expired)		92/83	Feb. 26/83
INSURANCE ACT			
Agents' Licences..... amended.....	528	479/86	Aug. 30/86
Assessment of Commission Expenses and Expenditures.....		220/91	June 8/91
Assessment Under Section 6h of the Act..... amended..... (revoked by 220/91)		386/90 423/90	July 28/90 Aug. 25/90
Automobile Insurance..... amended..... amended.....		275/90 385/90 422/90	June 16/90 July 28/90 Aug. 25/90
Calculations Under Clause 39a(1)(b) of the Act.....		740/88	Dec. 31/88
Classes of Insurance.....	529		
Compensation Corporations.....		530/88	Sept. 3/88
Fault Determination Rules.....		276/90	June 16/90
Financial Statements.....		691/90	Jan. 12/91
General..... amended.....	530	837/84	Jan. 19/85
Life Companies Special Shares - Investment.....	531		
No-Fault Benefits Schedule.....		273/90	June 16/90
Order under Paragraph 1 of subsection 85(2) of the Act - Rates of Interest..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended.....	532	559/81 639/81 178/83 232/85 135/87 208/87 99/88 181/88 190/89 159/90 120/91	Sept. 5/81 Oct. 17/81 Apr. 16/83 June 1/85 Apr. 4/87 May 2/87 Mar. 5/88 Apr. 16/88 Apr. 22/89 Apr. 21/90 Apr. 6/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Replacement of Life Insurance Contracts..... (revoked by 8/86)	533		
Replacement of Life Insurance Contracts.....		8/86	Jan. 25/86
Schedule of Fees.....	534		
amended.....		142/86	Apr. 5/86
Uninsured Automobile Coverage.....	535		
amended.....		274/90	June 16/90
Variable Insurance Contracts of Life Insurers.....	536		
INTERPRETATION ACT			
Fees Payable under Various Acts.....	537		
amended.....		497/86	Sept. 6/86
amended.....		682/88	Nov. 19/88
amended.....		593/90	Dec. 1/90
amended.....		21/91	Feb. 16/91
amended.....		687/91	Nov. 30/91
INVESTMENT CONTRACTS ACT			
Registration.....	538		
amended.....		143/86	Apr. 5/86
J			
JUDICATURE ACT			
(See now - <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
High Court - Composition..... (revoked by 329/82)		494/81	Aug. 8/81
High Court - Composition..... (revoked by 448/83)		329/82	June 5/82
High Court - Composition..... (revoked by 684/83)		448/83	July 30/83
JUDICATURE ACT AND MATRIMONIAL CAUSES ACT			
(See now - <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
Rules of Practice and Procedure of the Supreme Court of Ontario.....	540		
amended.....		734/81	Nov. 21/81
amended.....		411/82	July 3/82
amended.....		709/82	Nov. 13/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended..... (revoked by 560/84)		141/83	Mar. 26/83
JUNIOR FARMER ESTABLISHMENT ACT			
Application for Bank Loan.....	541		
General.....	542		
JURIES ACT			
General.....	543		
amended.....		541/83	Sept. 10/83
amended.....		364/87	July 11/87
amended.....		418/88	July 16/88
amended.....		520/89	Oct. 14/89
JUSTICES OF THE PEACE ACT (See now <u>Justices of the Peace Act, 1989</u>)			
JUSTICES OF THE PEACE ACT, 1989			
Salaries and Benefits.....		398/84	July 7/84
amended.....		675/84	Nov. 10/84
amended.....		673/85	Jan. 4/86
amended.....		189/86	April 19/86
amended.....		696/87	Jan. 2/88
amended.....		710/88	Dec. 17/88
amended.....		92/89	Mar. 11/89
amended.....		707/89	Jan. 6/90
amended.....		174/90	Apr. 28/90
amended.....		297/90	June 23/90
amended.....		519/91	Oct. 5/91
L			
LABORATORY AND SPECIMEN COLLECTION CENTRE LICENSING ACT			
Laboratories.....	845		(B)
amended.....		551/83	Sept. 10/83
amended.....		95/89	Mar. 11/89
amended.....		404/91	Aug. 3/91
amended.....		607/91	Nov. 2/91
Specimen Collection Centres.....	854		(B)
amended.....		552/83	Sept. 10/83
amended.....		403/91	Aug. 3/91
amended.....		472/91	Sept. 7/91
amended.....		608/91	Nov. 2/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
LABOUR RELATIONS ACT				
General.....	544			
amended.....		408/81	July	4/81
amended.....		175/84	Apr.	7/84
amended.....		234/86	May	17/86
amended.....		337/87	June	27/87
amended.....		7/89	Jan.	28/89
amended.....		204/90	May	12/90
Office of the Board.....	545			
amended.....		513/91	Oct.	5/91 (B)
Rules of Procedure.....	546			
amended.....		123/87	Mar.	28/87
amended.....		443/87	Aug.	15/87
LANDLORD AND TENANT ACT				
Classes of Accommodation Deemed Not to be Residential Premises.....	547			
amended.....		393/87	July	18/87
Forms.....	548			
amended.....		496/81	Aug.	8/81
amended.....		317/85	June	29/85
amended.....		391/85	Aug.	17/85
amended.....		394/87	July	18/87
Summary of Part IV of the Act.....	549			
amended.....		392/87	July	18/87
LAND REGISTRATION REFORM ACT, 1984				
General.....		580/84	Sept.	29/84
amended.....		35/85	Feb.	9/85
amended.....		134/85	Apr.	20/85
amended.....		452/85	Sept.	28/85
amended.....		163/86	Apr.	12/86
amended.....		422/86	Aug.	2/86
amended.....		440/86	Aug.	16/86
amended.....		30/87	Feb.	14/87
amended.....		176/87	Apr.	18/87
amended.....		77/89	Mar.	4/89
amended.....		251/89	May	27/89
amended.....		416/89	Aug.	5/89
amended.....		568/89	Oct.	28/89
amended.....		669/89	Dec.	30/89
amended.....		670/89	Dec.	30/89
amended.....		671/89	Dec.	30/89
amended.....		63/90	Mar.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		64/90	Mar.	3/90
amended.....		76/90	Mar.	10/90
amended.....		130/90	Apr.	14/90
amended.....		191/90	May	12/90
amended.....		192/90	May	12/90
amended.....		193/90	May	12/90
amended.....		198/90	May	12/90
amended.....		199/90	May	12/90
amended.....		229/90	May	26/90
amended.....		230/90	May	26/90
amended.....		342/90	July	14/90
amended.....		343/90	July	14/90
amended.....		406/90	Aug.	11/90
amended.....		559/90	Oct.	13/90
amended.....		580/90	Nov.	24/90
amended.....		581/90	Nov.	24/90
amended.....		685/90	Jan.	5/91
amended.....		5/91	Feb.	2/91
amended.....		54/91	Mar.	16/91
amended.....		55/91	Mar.	16/91
amended.....		56/91	Mar.	16/91
amended.....		57/91	Mar.	16/91
amended.....		58/91	Mar.	16/91
amended.....		59/91	Mar.	16/91
amended.....		60/91	Mar.	16/91
amended.....		125/91	Apr.	13/91
amended.....		195/91	May	18/91
amended.....		239/91	June	15/91
amended.....		240/91	June	15/91
amended.....		241/91	June	15/91
amended.....		277/91	June	29/91
amended.....		329/91	July	13/91
amended.....		418/91	Aug.	17/91
amended.....		634/91	Nov.	9/91
amended.....		635/91	Nov.	16/91
amended.....		686/91	Nov.	30/91
amended.....		699/91	Dec.	7/91
amended.....		778/91	Jan.	11/92

LAND TITLES ACT

Application of Act.....	550			
(revoked by 550/81)				
Fees.....	551			
amended.....		806/81	Dec.	19/81
amended.....		324/83	June	11/83
amended.....		135/84	Mar.	17/84
amended.....		233/85	June	1/85
amended.....		265/86	May	24/86
amended.....		256/87	May	30/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		655/87	Dec. 19/87
amended.....		496/89	Sept. 23/89
amended.....		265/90	June 9/90
amended.....		324/91	July 13/91
Forms, Records and Procedures.....		75/82	Feb. 27/82
amended.....		323/82	May 29/82
amended.....		350/82	June 12/82
amended.....		170/83	Apr. 9/83
amended.....		278/83	May 21/83
amended.....		284/84	May 19/84
amended.....		551/84	Sept. 8/84
amended.....		579/84	Sept. 29/84
amended.....		33/85	Feb. 9/85
amended.....		133/85	Apr. 20/85
amended.....		234/85	June 1/85
amended.....		238/85	June 1/85
amended.....		239/85	June 1/85
amended.....		454/85	Sept. 28/85
amended.....		79/86	Mar. 8/86
amended.....		212/86	May 3/86
amended.....		225/86	May 10/86
amended.....		79/87	Feb. 28/87
amended.....		80/87	Feb. 28/87
amended.....		360/87	July 4/87
amended.....		525/87	Sept. 19/87
amended.....		585/87	Nov. 14/87
amended.....		669/87	Dec. 26/87
amended.....		373/88	July 2/88
amended.....		73/89	Feb. 25/89
amended.....		400/89	July 22/89
General.....	552		
amended.....		583/81	Sept. 12/81
(revoked by 75/82)			
Land Titles Divisions.....	553		
(revoked by 550/81)			
Land Titles Divisions.....		550/81	Sept. 5/81
amended.....		166/83	Apr. 9/83
amended.....		449/84	July 28/84
(revoking 449/84).....		149/85	Apr. 20/85
amended.....		150/85	Apr. 20/85
amended.....		539/85	Nov. 9/85
amended.....		164/86	Apr. 12/86
amended.....		64/88	Feb. 20/88
amended.....		237/91	June 15/91
amended.....		531/91	Oct. 12/91
amended.....		632/91	Nov. 9/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Surveys and Descriptions of Land.....	554			
Transfer of Functions.....		415/87	Aug.	1/87
LAND TRANSFER TAX ACT				
Affidavits.....	555			
revoked.....		570/83	Sept.	24/83
Commercial Recreational Property..... (revoked by 623/83)	556			
Consolidated Affidavit of Residence and Value of Consideration..... (revoked by 613/81)	557			
Consolidated Affidavit of Residence and Value of Consideration.....		613/81	Oct.	3/81
amended.....		10/84	Jan.	21/84
amended.....		358/86	July	5/86
(revoked by 157/91)				
Consolidated Affidavit of Residence and Value of Consideration.....		157/91	Apr.	27/91
Delegation of Authority.....	558			
amended.....		335/83	June	18/83
amended.....		625/83	Oct.	15/83
amended.....		345/86	June	28/86
Exemption(s):				
Disposition of Land By Employee to Employer.....		71/91	Mar.	23/91
For Certain Final Orders of Foreclosure and for Inter-corporate Transfers of Land.....	559			
amended.....		628/83	Oct.	15/83
For Certain Easements Granted to Oil or Gas Pipe Lines.....	560			
For Certain Insurance Companies..... (revoked by 623/83)	561			
For Certain Inter-Spousal Transfers.....	562			
amended.....		627/83	Oct.	15/83
For Conveyance to Family Farm Corporation or Family Business Corporation.....	563			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
For Conveyance to Non-Resident Persons and Persons who are not Non-Resident Persons.....	564			
Exemptions From Tax Under Section 2a of the Act.....		70/91	Mar.	23/91
Final Orders of Foreclosure..... (revoked by 623/83)	565			
Forms.....	566			
amended.....		270/82	May	8/82
amended.....		385/83	July	9/83
amended.....		607/83	Oct.	15/83
amended.....		9/84	Jan.	21/84
amended.....		603/84	Oct.	6/84
amended.....		545/86	Sept.	20/86
amended.....		552/86	Oct.	4/86
amended.....		644/89	Dec.	16/89
amended.....		646/91	Nov.	16/91
Leases.....	567			
Minister Authorized to Exempt and Refund..... (revoked by 623/83)	568			
Notice of Purchaser's Lien for Default.....	569			
Rates of Interest..... (revoked by 38/82)	570			
Rates of Interest..... (revoked by 247/82)		38/82	Feb.	13/82
Rates of Interest..... (revoked by 516/83)		247/82	May	1/82
Rates of Interest.....		516/83	Aug.	27/83
amended.....		624/83	Oct.	15/83
amended.....		428/86	Aug.	16/86
Regulation to revoke Regulations 556, 561, 565 and 568 of R.R.O.1980.....		623/83	Oct.	15/83
Taxation of Mineral Lands.....	571			
Transfers Between Related Corporations.....	572			
amended.....		626/83	Oct.	15/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
LAW SOCIETY ACT			
General.....	573		
amended.....		296/83	June 4/83
amended.....		297/83	June 4/83
amended.....		407/83	July 16/83
amended.....		365/84	June 23/84
amended.....		200/86	Apr. 26/86
amended.....		292/87	June 13/87
amended.....		388/89	July 15/89
amended.....		219/90	May 12/90
Law Foundation.....	574		
amended.....		520/87	Sept. 19/87
LEGAL AID ACT			
General.....	575		
amended.....		109/82	Mar. 13/82
amended.....		830/82	Jan. 8/83
amended.....		108/83	Mar. 12/83
amended.....		157/83	Apr. 2/83
amended.....		408/83	July 16/83
amended.....		121/85	Mar. 30/85
amended.....		674/85	Jan. 4/86
(revoked by 59/86)			
General.....		59/86	Feb. 22/86
amended.....		126/86	Mar. 29/86
amended.....		726/86	Dec. 27/86
amended.....		699/87	Jan. 2/88
amended.....		72/90	Mar. 3/90
LEGISLATIVE ASSEMBLY RETIREMENT ALLOWANCES ACT			
General.....	576		
LIGHTNING RODS ACT			
General.....	577		
LIMITED PARTNERSHIPS ACT			
General.....	578		
amended.....		443/82	July 10/82
amended.....		203/84	Apr. 14/84
amended.....		164/87	Apr. 11/87
amended.....		457/88	July 30/88
amended.....		362/89	July 8/89
amended.....		364/90	July 14/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		11/91	Feb. 16/91
amended.....		582/91	Oct. 26/91
LINE FENCES ACT			
Appeals.....		412/88	July 16/88
Forms.....	579		
amended.....		371/88	June 25/88
amended.....		32/89	Feb. 4/89
Forms.....		10/82	Jan. 30/82 (B)
amended.....		370/88	June 25/88
amended.....		390/91	July 27/91
Lands Situate in Territory Without Municipal Organization.....		9/82	Jan. 30/82
amended.....		413/88	July 16/88
LIQUOR CONTROL ACT			
General.....	580		
amended.....		85/82	Mar. 6/82
amended.....		391/82	June 26/82
amended.....		601/82	Sept. 25/82
amended.....		384/84	July 7/84
amended.....		583/85	Nov. 23/85
amended.....		486/88	Aug. 13/88
amended.....		544/88	Sept. 10/88
LIQUOR LICENCE ACT			
General.....	581		
amended.....		20/81	Feb. 14/81
amended.....		105/81	Mar. 14/81
amended.....		358/81	June 20/81
amended.....		560/81	Sept. 5/81
amended.....		805/81	Dec. 19/81
amended.....		845/81	Jan. 2/82
amended.....		30/82	Feb. 13/82
amended.....		72/82	Feb. 27/82
amended.....		352/82	June 12/82
amended.....		353/82	June 12/82
amended.....		407/82	June 26/82
amended.....		408/82	June 26/82
amended.....		487/82	Aug. 7/82
amended.....		520/82	Aug. 14/82
amended.....		534/82	Aug. 21/82
amended.....		580/82	Sept. 11/82
amended.....		625/82	Oct. 9/82
amended.....		840/82	Jan. 8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	591/83		Oct. 1/83
amended.....	148/84		Mar. 17/84
amended.....	239/84		May 5/84
amended.....	251/84		May 12/84
amended.....	282/84		May 19/84
amended.....	318/84		June 9/84
amended.....	383/84		July 7/84
amended.....	446/84		July 28/84
amended.....	585/84		Sept. 29/84
amended.....	598/84		Oct. 6/84
amended.....	792/84		Dec. 29/84
amended.....	249/85		June 8/85
amended.....	315/85		June 29/85
amended.....	324/85		July 6/85
amended.....	537/85		Nov. 9/85
amended.....	584/85		Nov. 23/85
amended.....	70/86		Mar. 1/86
amended.....	277/86		May 31/86
amended.....	278/86		May 31/86
amended.....	483/86		Aug. 30/86
amended.....	651/86		Nov. 22/86
amended.....	693/86		Dec. 13/86
amended.....	713/86		Dec. 20/86
amended.....	1/87		Jan. 24/87
amended.....	16/87		Feb. 7/87
amended.....	17/87		Feb. 7/87
amended.....	78/87		Feb. 28/87
amended.....	95/87		Mar. 14/87
amended.....	134/87		Apr. 4/87
amended.....	266/87		May 30/87
amended.....	311/87		June 27/87
amended.....	553/87		Oct. 17/87
amended.....	679/87		Dec. 26/87
amended.....	706/87		Jan. 2/88
amended.....	83/88		Feb. 27/88
amended.....	84/88		Feb. 27/88
amended.....	122/88		Mar. 19/88
amended.....	275/88		May 21/88
amended.....	332/88		June 4/88
amended.....	352/88		June 18/88
amended.....	353/88		June 18/88
amended.....	459/88		July 30/88
amended.....	543/88		Sept. 10/88
amended.....	697/88		Dec. 3/88
amended.....	702/88		Dec. 10/88
amended.....	716/88		Dec. 17/88
amended.....	57/89		Feb. 18/89
amended.....	75/89		Feb. 25/89
amended.....	329/89		June 18/89
amended.....	375/89		July 18/89
amended.....	376/89		July 18/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		399/89	July 22/89
amended.....		408/89	July 22/89
amended.....		535/89	Oct. 21/89
amended.....		566/89	Oct. 28/89
amended.....		660/89	Dec. 23/89
amended.....		661/89	Dec. 23/89
amended.....		66/90	Mar. 3/90
amended.....		197/90	May 12/90
amended.....		341/90	July 7/90
(revoked by 546/90)			
Possession of Liquor in Charles Daley Park.....		328/81	May 30/81
(revoked by 148/82)			
Possession of Liquor in Conservation Areas Operated by the Halton Region Conservation Authority.....		724/83	Dec. 3/83
Possession of Liquor in Parks Managed or Controlled by The Niagara Parks Commission and The St. Clair Parkway Commission.....		290/88	May 28/88
Possession of Liquor in Provincial Parks.....		134/81	Mar. 28/81
(revoked by 148/82)			
Possession of Liquor in Provincial Parks.....		190/88	Apr. 23/88
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Clair Parkway Commission, The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission.....		122/86	Mar. 29/86
(revoked by 94/87)			
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by the St. Lawrence Parks Commission.....		94/87	Mar. 14/87
(revoked by 190/88)			
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission.....		148/82	Apr. 3/82
(revoked by 151/83)			
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission.....		151/83	Apr. 2/83
(revoked by 160/84)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 151/85)		160/84	Mar.	24/84
Possession of Liquor in Provincial Parks and in Parks Managed or Controlled by The St. Lawrence Parks Commission and The Niagara Parks Commission..... (revoked by 122/86)		151/85	Apr.	20/85
LIQUOR LICENCE ACT, 1990				
General.....		547/90	Sept.	29/90
amended.....		700/90	Jan.	12/91
Licences to Sell Liquor.....		546/90	Sept.	29/90
amended.....		74/91	Mar.	23/91
Manufacturers' Licences.....		548/90	Sept.	29/90
amended.....		699/90	Jan.	12/91
amended.....		236/91	June	15/91
Special Occasion Permits.....		549/90	Sept.	29/90
amended.....		332/91	July	13/91
(revoked by 389/91)				
Special Occasion Permits.....		389/91	July	20/91
LIVE STOCK AND LIVE STOCK PRODUCTS ACT				
Eggs.....	582			
amended.....		301/81	May	23/81
amended.....		571/81	Sept.	12/81
Live Stock.....		367/82	June	12/82 (B)
amended.....		526/82	Aug.	21/82
amended.....		589/82	Sept.	18/82
amended.....		574/91	Oct.	26/91
Processed Egg.....	583			
amended.....		302/81	May	23/81
Wool.....	584			
amended.....		303/81	May	23/81
LIVE STOCK BRANDING ACT				
Forms.....	585			
amended.....		88/82	Mar.	6/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
LIVE STOCK COMMUNITY SALES ACT			
General.....	586		
amended.....		775/81	Dec. 5/81
amended.....		258/85	June 8/85
amended.....		725/87	Jan. 16/88
amended.....		330/91	July 13/91
LIVE STOCK MEDICINES ACT			
General.....	587		
amended.....		320/81	May 30/81
amended.....		259/82	May 8/82
amended.....		667/82	Oct. 23/82
amended.....		115/84	Mar. 10/84
amended.....		780/84	Dec. 22/84
amended.....		359/86	July 5/86
amended.....		115/87	Mar. 21/87
amended.....		410/90	Aug. 11/90
amended.....		636/91	Nov. 16/91
LOAN AND TRUST CORPORATIONS ACT			
Approved Trust Companies.....	588		
amended.....		347/82	June 12/82
amended.....		650/82	Oct. 16/82
amended.....		730/84	Dec. 1/84
(revoked by 18/87)			
Approved Trust Companies.....		18/87	Feb. 7/87
(revoked by 167/88)			
Common Trust Funds.....	589		
amended.....		784/82	Dec. 18/82
(revoked by 167/88)			
Financial Standards			
- Loan Corporations.....	590		
amended.....		667/84	Nov. 10/84
(revoked by 167/88)			
- Trust Companies.....	591		
amended.....		666/84	Nov. 10/84
(revoked by 167/88)			
Financial Statements.....	592		
(revoked by 167/88)			
Loan Corporations Special Shares			
- Investment.....	593		
(revoked by 167/88)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Schedule of Fees.....	594			
amended.....		146/86	Apr.	5/86
(revoked by 167/88)				
Subordinated Notes				
- Loan Corporation.....	595			
(revoked by 167/88)				
- Trust Company.....	596			
(revoked by 167/88)				
Trust Company Special Shares				
- Investment.....	597			
(revoked by 167/88)				

LOAN AND TRUST CORPORATIONS ACT, 1987

General.....		167/88	Apr.	9/88
--------------	--	--------	------	------

LOCAL ROADS BOARDS ACT

Establishment of Local Roads Areas - Northern and Eastern Regions.....	598			
amended.....		78/81	Mar.	7/81
amended.....		88/81	Mar.	14/81
amended.....		235/81	May	2/81
amended.....		259/81	May	16/81
amended.....		546/81	Sept.	5/81
amended.....		77/82	Mar.	6/82
amended.....		265/82	May	8/82
amended.....		360/82	June	12/82
amended.....		22/83	Jan.	29/83
amended.....		76/83	Feb.	19/83
amended.....		193/83	Apr.	16/83
amended.....		214/83	Apr.	30/83
amended.....		314/83	June	4/83
amended.....		422/83	July	16/83
amended.....		670/83	Nov.	5/83
amended.....		241/84	May	5/84
amended.....		656/84	Nov.	3/84
amended.....		80/85	Mar.	9/85
amended.....		169/85	Apr.	20/85
amended.....		312/85	June	22/85
amended.....		342/85	July	6/85
amended.....		651/85	Dec.	28/85
amended.....		55/86	Feb.	22/86
amended.....		166/86	Apr.	12/86
amended.....		220/86	May	10/86
amended.....		255/86	May	24/86
amended.....		318/86	June	21/86
amended.....		477/86	Aug.	30/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		604/86	Oct.	25/86
amended.....		33/87	Feb.	14/87
amended.....		399/87	July	18/87
amended.....		545/87	Oct.	17/87
amended.....		602/87	Nov.	21/87
amended.....		191/88	Apr.	23/88
amended.....		535/88	Sept.	10/88
amended.....		665/88	Nov.	12/88
amended.....		752/88	Jan.	7/89
amended.....		223/89	May	13/89
amended.....		224/89	May	13/89
amended.....		247/89	May	20/89
amended.....		591/89	Nov.	4/89
amended.....		50/90	Feb.	17/90
amended.....		58/90	Feb.	17/90
amended.....		69/90	Mar.	3/90
amended.....		228/90	May	19/90
amended.....		333/90	July	7/90
amended.....		345/90	July	14/90
amended.....		582/90	Nov.	24/90
amended.....		97/91	Apr.	6/91
amended.....		244/91	June	15/91
Northwestern Region.....	599			
amended.....		452/81	July	18/81
amended.....		625/81	Oct.	10/81
amended.....		66/82	Feb.	20/82
amended.....		258/82	May	1/82
amended.....		310/82	May	22/82
amended.....		7/83	Jan.	22/83
amended.....		87/83	Feb.	26/83
amended.....		254/83	May	14/83
amended.....		355/83	July	2/83
amended.....		132/84	Mar.	17/84
amended.....		274/84	May	19/84
amended.....		657/84	Nov.	3/84
amended.....		17/85	Feb.	9/85
amended.....		182/85	May	4/85
amended.....		201/85	May	25/85
amended.....		389/85	Aug.	17/85
amended.....		483/85	Oct.	12/85
amended.....		178/86	Apr.	19/86
amended.....		284/86	May	31/86
amended.....		374/86	July	12/86
amended.....		588/86	Oct.	18/86
amended.....		723/86	Dec.	27/86
amended.....		168/87	Apr.	18/87
amended.....		371/87	July	11/87
amended.....		47/88	Feb.	13/88
amended.....		333/88	June	11/88
amended.....		495/88	Aug.	20/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		199/89	May	6/89
amended.....		412/89	July	29/89
amended.....		376/90	July	28/90
amended.....		175/91	May	11/91
amended.....		505/91	Sept.	28/91
amended.....		710/91	Dec.	14/91
General.....	600			
amended.....		18/91	Feb.	16/91

LOCAL SERVICES BOARDS ACT

Dissolution of Local Services Board - Croft Local Services Board.....		2/87	Jan.	24/87
Establishment of Local Services Board Community of Alban.....		607/81	Sept.	26/81
Community of Armstrong.....	601			
amended.....		764/84	Dec.	15/84
Community of Aweres.....		342/88	June	11/88
Community of Bourkes.....		525/85	Nov.	2/85
Community of Britt.....		274/82	May	8/82
Community of Byng Inlet.....		513/90	Sept.	15/90
Community of Campbell Township.....		727/81	Nov.	14/81
Community of Caramat.....		597/81	Sept.	19/81
Community of Cartier.....		326/82	May	29/82
Community of Croft..... (revoked by 2/87)		778/83	Dec.	31/83
Community of Drayton.....		96/81	Mar.	14/81
amended.....		301/88	May	28/88
Community of Ferguson.....		435/85	Sept.	14/85
Community of Foleyet.....	602			
Community of Gogama.....	603			
amended.....		850/81	Jan.	9/82
amended.....		288/87	June	13/87
Community of Goulais River.....		642/85	Dec.	28/85
amended.....		739/86	Jan.	3/87
amended.....		275/87	June	6/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Community of Hallebourg.....		688/85	Jan.	4/86
Community of Hawk Junction.....		85/81	Mar.	14/81
amended.....		115/90	Mar.	31/90
Community of Heron Bay.....		259/86	May	24/86
Community of Hudson.....	604			
amended.....		131/82	Mar.	20/82
amended.....		649/84	Oct.	27/84
Community of Hurkett.....		119/81	Mar.	14/81
Community of Jogues.....		459/85	Sept.	28/85
amended.....		706/86	Dec.	20/86
Community of Kaministiquia.....		410/85	Aug.	31/85
Community of Kenogami.....		687/88	Nov.	26/88
Community of King - Lebel.....		806/82	Dec.	25/82
Community of Lac Ste. Therese.....		302/88	May	28/88
Community of Lappe.....		556/82	Aug.	28/82
amended.....		548/87	Oct.	17/87
Community of Laurier.....		673/88	Nov.	19/88
Community of Lee Valley.....		458/85	Sept.	28/85
Community of Madawaska.....		741/82	Nov.	20/82
Community of Madsen.....	605			
Community of Maisonville.....		542/87	Oct.	10/87
Community of Maple Island.....		514/90	Sept.	15/90
Community of Marter.....		87/87	Mar.	7/87
Community of McGregor Bay.....		378/90	July	28/90
Community of Mills.....		688/88	Nov.	26/88
Community of Minaki.....		212/83	Apr.	30/83
Community of Missanabie.....		471/82	July	24/82
amended.....		800/83	Jan.	7/84
Community of Monetville.....		671/88	Nov.	19/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Community of Moose Factory.....		664/86	Nov. 29/86
amended.....		287/87	June 13/87
Community of Nestor Falls.....		795/81	Dec. 12/81
Community of Oba.....		849/82	Jan. 15/83
Community of Peace Tree.....		289/87	June 13/87
Community of Pearson.....		472/82	July 24/82
Community of Redbridge.....		674/88	Nov. 19/88
Community of Redditt.....		796/81	Dec. 12/81
Community of Restoule.....		633/81	Oct. 17/81
amended.....		92/85	Mar. 9/85
Community of Robinson.....		333/81	June 6/81
Community of Rossport.....		782/82	Dec. 11/82
Community of Round Lake and Area.....		268/91	June 22/91
Community of Savant Lake.....		592/86	Oct. 18/86
Community of Savard and Area.....		528/83	Sept. 3/83
Community of Searchmont.....		596/81	Sept. 19/81
Community of Shakespeare.....		527/83	Sept. 3/83
Community of Shebandowan.....		545/88	Sept. 10/88
Community of Sultan.....		473/82	July 24/82
Community of Thorne.....		58/82	Feb. 20/82
amended.....		503/84	Aug. 25/84
Community of Tilden Lake.....		686/88	Nov. 26/88
Community of Wabigoon.....		7/81	Jan. 31/81
amended.....		549/87	Oct. 17/87
Community of Wharnccliffe and Kynoch.....		672/88	Nov. 19/88
Community of Willisville and Whitefish Falls.....		327/82	May 29/82
amended.....		445/82	July 17/82
amended.....		765/84	Dec. 15/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
M			
MARRIAGE ACT			
General.....	606		
amended.....		331/86	June 28/86
amended.....		630/88	Nov. 5/88
amended.....		372/90	July 21/90
amended.....		327/91	July 13/91
amended.....		726/91	Dec. 14/91
MEAT INSPECTION ACT (ONTARIO)			
General.....	607		
amended.....		132/90	Apr. 14/90
MECHANICS' LIEN ACT			
(See now <u>Construction Lien Act, 1983</u>)			
General.....	608		
amended..... (superseded)		733/81	Nov. 21/81
MEMBERS' CONFLICT OF INTEREST ACT, 1988			
General.....		551/88	Sept. 17/88 (B)
MENTAL HEALTH ACT			
Application of Act.....	609		
amended.....		173/81	Apr. 11/81
amended.....		454/81	July 18/81
amended.....		463/81	July 25/81
amended.....		207/82	Apr. 24/82
amended.....		225/82	May 1/82
amended.....		524/82	Aug. 14/82
amended.....		745/82	Nov. 27/82
amended.....		162/83	Apr. 9/83
amended.....		241/83	May 14/83
amended.....		542/83	Sept. 10/83
amended.....		543/83	Sept. 10/83
amended.....		673/83	Nov. 5/83
amended.....		154/84	Mar. 24/84
amended.....		155/84	Mar. 24/84
amended.....		261/84	May 12/84
amended.....		138/85	Apr. 20/85
amended.....		439/85	Sept. 21/85
amended.....		440/85	Sept. 21/85
amended.....		480/85	Oct. 12/85
amended.....		61/86	Feb. 22/86
amended.....		354/86	July 5/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		489/86	Aug. 30/86
amended.....		694/86	Dec. 13/86
amended.....		702/86	Dec. 20/86
amended.....		734/86	Jan. 3/87
amended.....		348/87	July 4/87
amended.....		391/87	July 18/87
amended.....		582/87	Nov. 7/87
amended.....		186/89	Apr. 22/89
amended.....		155/90	Apr. 21/90
amended.....		108/91	Apr. 6/91
amended.....		163/91	Apr. 27/91
Grants.....	610		
amended.....		174/81	Apr. 11/81
amended.....		215/81	Apr. 25/81
amended.....		226/82	May 1/82
amended.....		804/82	Dec. 25/82
amended.....		522/83	Sept. 3/83
amended.....		153/84	Mar. 24/84
amended.....		262/84	May 12/84
amended.....		139/85	Apr. 20/85
amended.....		349/87	July 4/87
amended.....		162/91	Apr. 27/91
MENTAL HOSPITALS ACT			
Application of Section 10 of the Public Hospitals Act.....		214/81	Apr. 25/81 (B)
amended.....		514/91	Oct. 5/91
General.....	611		
amended.....		172/81	Apr. 11/81
amended.....		682/81	Oct. 31/81
amended.....		237/82	May 1/82
amended.....		231/83	May 7/83
amended.....		210/84	Apr. 28/84
amended.....		665/84	Nov. 10/84
amended.....		272/85	June 15/85
amended.....		92/86	Mar. 8/86
amended.....		407/87	July 25/87
amended.....		576/88	Oct. 1/88
amended.....		133/89	Apr. 1/89
amended.....		37/90	Feb. 10/90
amended.....		253/90	June 2/90
amended.....		315/91	July 6/91

**METROPOLITAN POLICE FORCE COMPLAINTS
PROJECT ACT, 1981**

(See now Metropolitan Toronto Police
Force Complaints Act, 1984)

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
METROPOLITAN TORONTO POLICE FORCE COMPLAINTS ACT, 1984			
General..... (revoked by 494/85)		854/81	Jan. 9/82
General.....		494/85	Oct. 19/85
amended.....		690/87	Jan. 2/88
MILK ACT			
By-Laws for Marketing Boards.....	612		
Cheese			
- Exchange.....		531/84	Sept. 1/84
- Exchanges.....	613		
amended		757/81	Nov. 28/81
(revoked by 531/84)			
- Information to be Furnished.....	614		
- Marketing.....	615		
- Marketing - Exemptions.....	616		
amended.....		197/81	Apr. 18/81
amended.....		196/82	Apr. 17/82
amended.....		322/82	May 29/82
amended.....		200/83	Apr. 16/83
amended.....		195/84	Apr. 14/84
amended.....		165/85	Apr. 20/85
amended.....		177/86	Apr. 19/86
amended.....		179/87	Apr. 18/87
amended.....		172/88	Apr. 16/88
amended.....		161/89	Apr. 15/89
amended.....		146/90	Apr. 14/90
amended.....		138/91	Apr. 13/91
Cream for Processing			
- Plan.....	617		
amended.....		507/86	Sept. 13/86
amended.....		685/88	Nov. 26/88
amended.....		304/91	July 6/91
- Marketing.....	618		
amended.....		599/81	Sept. 19/81
Cream Producers			
- Licences.....	619		
amended.....		855/81	Jan. 9/82
amended.....		380/82	June 19/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		701/85	Jan.	18/86
amended.....		243/87	May	23/87
amended.....		4/90	Jan.	20/90
amended.....		632/90	Dec.	29/90
amended.....		777/91	Jan.	11/92
Grade A Milk - Marketing.....	620			
amended.....		40/81	Feb.	14/81
amended.....		195/81	Apr.	18/81
amended.....		266/81	May	16/81
amended.....		515/81	Aug.	15/81
(revoked by 541/81)				
Grade A Milk - Producers.....	621			
(revoked by 45/82)				
Grades, Standards, Designations, Classes, Packing and Marking.....	622			
amended.....		732/82	Nov.	20/82
amended.....		31/84	Feb.	4/84
amended.....		630/84	Oct.	20/84
amended.....		584/86	Oct.	18/86
amended.....		277/89	June	3/89
amended.....		663/89	Dec.	23/89
amended.....		57/90	Feb.	17/90
amended.....		346/90	July	14/90
amended.....		545/91	Oct.	12/91
amended.....		787/91	Jan.	18/92
Industrial Milk - Marketing.....	623			
amended.....		41/81	Feb.	14/81
amended.....		196/81	Apr.	18/81
amended.....		267/81	May	16/81
amended.....		516/81	Aug.	15/81
amended.....		594/81	Sept.	19/81
amended.....		650/81	Oct.	17/81
amended.....		877/81	Jan.	16/82
amended.....		47/82	Feb.	20/82
amended.....		522/82	Aug.	14/82
amended.....		559/82	Aug.	28/82
amended.....		592/82	Sept.	18/82
amended.....		725/82	Nov.	13/82
amended.....		857/82	Jan.	15/83
amended.....		81/83	Feb.	19/83
amended.....		199/83	Apr.	16/83
amended.....		253/83	May	14/83
amended.....		479/83	Aug.	13/83
amended.....		556/83	Sept.	17/83
amended.....		812/83	Jan.	14/84
amended.....		60/84	Feb.	18/84
amended.....		197/84	Apr.	14/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		272/84	May 12/84
amended.....		493/84	Aug. 18/84
amended.....		571/84	Sept. 15/84
amended.....		166/85	Apr. 20/85
amended.....		418/85	Aug. 31/85
amended.....		433/85	Sept. 14/85
amended.....		488/85	Oct. 19/85
amended.....		508/85	Oct. 26/85
amended.....		453/86	Aug. 16/86
amended.....		481/86	Aug. 30/86
amended.....		499/86	Sept. 13/86
amended.....		454/87	Aug. 15/87
amended.....		60/88	Feb. 13/88
amended.....		120/88	Mar. 19/88
amended.....		106/89	Mar. 18/89
amended.....		263/89	May 27/89
amended.....		465/89	Aug. 19/89
amended.....		492/89	Sept. 16/89
amended.....		436/90	Aug. 25/90
amended.....		523/90	Sept. 15/90
amended.....		434/91	Aug. 17/91
amended.....		495/91	Sept. 14/91
amended.....		756/91	Jan. 11/92
Levies - Milk.....		484/81	Aug. 1/81
Marketing Boards.....	624		
Marketing of Milk to Fluid Milk Processors.....		541/81	Sept. 5/81
amended.....		593/81	Sept. 19/81
amended.....		649/81	Oct. 17/81
amended.....		723/81	Nov. 14/81
amended.....		876/81	Jan. 16/82
amended.....		46/82	Feb. 20/82
amended.....		523/82	Aug. 14/82
amended.....		558/82	Aug. 28/82
amended.....		591/82	Sept. 18/82
amended.....		679/82	Oct. 23/82
amended.....		724/82	Nov. 13/82
amended.....		856/82	Jan. 15/83
amended.....		79/83	Feb. 19/83
amended.....		198/83	Apr. 16/83
amended.....		252/83	May 14/83
amended.....		478/83	Aug. 13/83
amended.....		555/83	Sept. 17/83
amended.....		811/83	Jan. 14/84
amended.....		21/84	Jan. 28/84
amended.....		59/84	Feb. 18/84
amended.....		105/84	Mar. 3/84
amended.....		196/84	Apr. 14/84
amended.....		270/84	May 12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		271/84	May 12/84
amended.....		492/84	Aug. 18/84
amended.....		570/84	Sept. 15/84
amended.....		801/84	Jan. 5/85
amended.....		164/85	Apr. 20/85
amended.....		417/85	Aug. 31/85
amended.....		434/85	Sept. 14/85
amended.....		489/85	Oct. 19/85
amended.....		507/85	Oct. 26/85
amended.....		452/86	Aug. 16/86
amended.....		482/86	Aug. 30/86
amended.....		500/86	Sept. 13/86
amended.....		455/87	Aug. 15/87
amended.....		59/88	Feb. 13/88
amended.....		121/88	Mar. 19/88
amended.....		253/88	May 14/88
amended.....		105/89	Mar. 18/89
amended.....		264/89	May 27/89
amended.....		464/89	Aug. 19/89
amended.....		493/89	Sept. 16/89
amended.....		437/90	Aug. 25/90
amended.....		522/90	Sept. 15/90
amended.....		433/91	Aug. 17/91
amended.....		496/91	Sept. 14/91
amended.....		757/91	Jan. 11/92
Milk			
- Marketing.....	625		
amended.....		475/81	Aug. 1/81
amended.....		5/82	Jan. 23/82
- Marketing - Classes 3,4,4a,4b,4c,5, 5a and 6.....	626		
(revoked by 45/82)			
- Transportation.....	627		
(revoked by 442/81)			
- Transportation.....		442/81	July 11/81
amended.....		553/88	Sept. 24/88
Milk and Cheese			
- Plan.....	628		
amended.....		488/87	Sept. 12/87
amended.....		71/88	Feb. 20/88
amended.....		305/91	July 6/91
amended.....		410/91	Aug. 10/91
Milk and Milk Products.....			
amended.....	629		
amended.....		595/81	Sept. 19/81
amended.....		746/81	Nov. 28/81

	R.R.O. 1980	Q.Reg.	Date of Gazette
amended.....		145/82	Mar. 27/82
amended.....		291/82	May 15/82
amended.....		113/83	Mar. 19/83
amended.....		658/83	Oct. 29/83
(revoked by 250/87)			
amended.....		506/86	Sept. 13/86
(revoked by 275/89)			
Milk and Milk Products.....		250/87	May 30/87
amended.....		508/88	Aug. 27/88
amended.....		275/89	June 3/89
amended.....		276/89	June 3/89
amended.....		18/90	Feb. 3/90
amended.....		196/91	May 18/91
amended.....		641/91	Nov. 16/91
amended.....		788/91	Jan. 18/92
Milk Producers			
- Licences.....	630		
amended.....		42/81	Feb. 14/81
(revoked by 45/82)			
Milk Producers, Licences, Quotas, Pools and Transportation.....		45/82	Feb. 20/82
amended.....		80/83	Feb. 19/83
amended.....		58/84	Feb. 18/84
amended.....		54/85	Feb. 16/85
amended.....		53/86	Feb. 15/86
amended.....		52/87	Feb. 14/87
amended.....		58/89	Feb. 18/89
amended.....		56/90	Feb. 17/90
amended.....		272/90	June 16/90
amended.....		29/91	Feb. 16/91
Milk Products - Extension of Powers.....		80/81	Mar. 14/81
Reconstituted Milk			
- General.....	631		
MINING ACT			
Assay Coupons.....	632		
Assessment Work.....		116/91	Apr. 6/91 (B)
amended.....		251/91	June 15/91
amended.....		263/91	June 15/91
Claims Staking.....		115/91	Apr. 6/91 (B)
amended.....		252/91	June 15/91
amended.....		262/91	June 15/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Exploratory Licences and Leases for Oil and Natural Gas North of the Fifty-First Parallel of Latitude.....	633			
Exploratory Licences and Production Leases For Natural Gas in Lake Erie.....	634			
amended.....		34/82	Feb.	13/82
Fees.....		112/91	Apr.	6/91 (B)
amended.....		259/91	June	15/91
Forms.....	635			
(revoked by 111/91)				
Forms.....		111/91	Apr.	6/91 (B)
amended.....		254/91	June	15/91
amended.....		258/91	June	15/91
General.....		113/91	Apr.	6/91 (B)
amended.....		253/91	June	15/91
amended.....		260/91	June	15/91
Mine Development and Closure under Part IX of the Act.....		114/91	Apr.	6/91 (B)
amended.....		261/91	June	15/91
Mining Divisions.....	636			
amended.....		222/85	June	1/85
(revoked by 83/87)				
Mining Divisions.....		83/87	Mar.	7/87
Refinery Licences.....	637			
(revoked by 250/91)				
Refinery Licences.....		250/91	June	15/91 (B)
Special Case Regulation under Section 190 of the Act.....		260/86	May	24/86
Surveys of Mining Claims.....	638			
MINING TAX ACT				
General.....	639			
amended.....		782/83	Dec.	31/83
amended.....		310/88	May	28/88
amended.....		250/89	May	20/89
amended.....		573/89	Oct.	28/89
amended.....		61/90	Feb.	17/90
amended.....		644/90	Dec.	29/90
amended.....		715/91	Dec.	14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
MINISTRY OF AGRICULTURE AND FOOD ACT			
Farm Tax Reduction Program.....		716/83	Nov. 26/83
revoked.....		538/86	Sept. 20/86
MINISTRY OF COLLEGES AND UNIVERSITIES ACT			
Colleges of Applied Arts and Technology - Boards of Governors and Council of Regents.....	640		(B)
amended.....		201/82	Apr. 24/82
amended.....		196/87	Apr. 25/87
amended.....		390/88	July 9/88
amended.....		286/89	June 3/89
amended.....		94/90	Mar. 17/90
amended.....		338/91	July 13/91
- Colleges.....	641		
amended.....		287/89	June 3/89
amended.....		207/91	May 18/91
Graduate Scholarships.....	642		
amended.....		387/81	June 27/81
amended.....		577/82	Sept. 11/82
amended.....		725/83	Dec. 10/83
amended.....		430/84	July 14/84
amended.....		441/85	Sept. 21/85
amended.....		476/86	Aug. 30/86
amended.....		253/87	May 30/87
(revoked by 237/90)			
Graduate Scholarship Awards.....		237/90	May 26/90
amended.....		439/91	Aug. 17/91
Ontario Special Bursary Program.....	643		
amended.....		108/87	Mar. 14/87
amended.....		105/88	Mar. 12/88
amended.....		234/90	May 26/90
Ontario Student Loans.....	644		
amended.....		451/82	July 17/82
amended.....		29/84	Feb. 4/84
amended.....		107/87	Mar. 14/87
amended.....		106/88	Mar. 12/88
amended.....		236/90	May 26/90
amended.....		441/91	Aug. 17/91
Ontario Student Loans.....	645		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Ontario Study Grant Plan.....	646			
amended.....		151/82	Apr.	3/82
amended.....		30/84	Feb.	4/84
amended.....		106/87	Mar.	14/87
amended.....		107/88	Mar.	12/88
amended.....		93/90	Mar.	17/90
amended.....		235/90	May	26/90
amended.....		440/91	Aug.	17/91
MINISTRY OF COMMUNITY AND SOCIAL SERVICES ACT				
Institutions under Control of Minister.....		26/84	Feb.	4/84
Institutions under Control of Minister.....		653/85	Dec.	28/85
Social Assistance Review Board.....	647			
amended.....		103/82	Mar.	6/82
amended.....		278/82	May	15/82
amended.....		709/83	Nov.	19/83
amended.....		624/90	Dec.	22/90
MINISTRY OF CONSUMER AND COMMERCIAL RELATIONS ACT				
Fees.....	648			
MINISTRY OF CORRECTIONAL SERVICES ACT				
General.....	649			(B)
amended.....		556/85	Nov.	16/85
amended.....		591/86	Oct.	18/86
amended.....		2/89	Jan.	28/89
amended.....		561/90	Oct.	20/90
amended.....		510/91	Oct.	5/91
Intermittent Sentences.....	650			(B)
amended.....		517/91	Oct.	5/91
MINISTRY OF CULTURE AND RECREATION ACT (See now <u>Ministry of Tourism and Recreation Act, 1982</u>)				
MINISTRY OF THE ENVIRONMENT ACT				
Assignment of Administration of <u>Ontario Waste Management Corporation Act, 1981</u> to the Minister of the Environment.....		510/81	Aug.	15/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Assignment of Administration of <u>Consolidated Hearings Act, 1981</u> to the Minister of the Environment.....		511/81	Aug.	15/81
MINISTRY OF HEALTH ACT				
Bursaries and Fellowships for Health Study..... amended.....	654	423/91	Aug.	17/91 (B)
Chest Diseases Control Clinics..... amended.....	655	347/91	July	13/91 (B)
Chiropody Bursaries.....		424/87	Aug.	8/87
Dental Bursaries..... amended..... amended.....		438/83 165/88 612/91	July Apr. Nov.	23/83 9/88 2/91 (B)
District Health Councils..... amended.....	656	424/91	Aug.	17/91 (B)
Grant - Special..... amended.....	657	425/91	Aug.	17/91 (B)
Grant to University of Toronto Faculty of Medicine - Fiscal Year Commencing April 1, 1987.....		73/87	Feb.	28/87
Grant to University of Toronto Faculty of Medicine - Fiscal Year Commencing April 1, 1987.....		74/87	Feb.	28/87
Grant to University of Toronto Faculty of Medicine - April 1, 1988 - September 30, 1988.....		64/89	Feb.	18/89
Grants for the Transportation of Patients in Northern Ontario.....		311/91	July	6/91
Grants - Health Resources..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended.....	658	401/81 61/87 242/87 419/87 420/87 234/89 383/89 609/91	July Feb. May Aug. Aug. May July Nov.	4/81 21/87 23/87 8/87 8/87 20/89 15/89 2/91 (B)
Grants to Accredited Nursing Homes..... amended.....		462/86 408/87	Aug. July	16/86 25/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		577/88	Oct.	1/88
amended.....		131/89	Apr.	1/89
amended.....		39/90	Feb.	10/90
amended.....		313/91	July	6/91
Grants to University Faculties of				
Medicine.....		536/82	Aug.	21/82 (B)
amended.....		443/83	July	23/83
amended.....		494/84	Aug.	18/84
amended.....		429/85	Sept.	14/85
amended.....		350/86	June	28/86
amended.....		592/88	Oct.	8/88
amended.....		679/89	Dec.	30/89
amended.....		649/90	Dec.	29/90
amended.....		610/91	Nov.	2/91
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Comprehensive Internships and Rotating Internships.....				
		66/89	Feb.	18/89
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Fiscal Year Commencing April 1, 1987.....				
		75/87	Feb.	28/87
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Internships.....				
		382/89	July	15/89
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Internships.....				
		674/90	Jan.	5/91
amended.....		66/91	Mar.	16/91
(revoked by 167/91)				
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Internships.....				
		167/91	May	4/91
amended.....		533/91	Oct.	12/91
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-Internship Programs.....				
		65/89	Feb.	18/89
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-Internship Programs.....				
		675/90	Jan.	5/91
amended.....		65/91	Mar.	16/91
(revoked by 166/91)				
Grants to the University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-internship Programs				
		166/91	May	4/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Grants to University Faculties of Medicine and General Hospitals - Pre-internship Programs (1989).....		381/89	July	15/89
Medical Bursaries.....		437/83	July	23/83 (B)
amended.....		164/88	Apr.	9/88
amended.....		611/91	Nov.	2/91
Nursing Bursaries.....		629/90	Dec.	22/90
Nursing Innovation Fund.....		628/90	Dec.	22/90
Occupational Therapy Bursaries.....		289/84	May	19/84 (B)
amended.....		421/87	Aug.	8/87
amended.....		614/91	Nov.	2/91
Physiotherapy Bursaries.....		488/82	Aug.	7/82
amended.....		769/82	Dec.	11/82
amended.....		211/84	Apr.	28/84
amended.....		423/87	Aug.	8/87
Special Grant.....	659			(B)
amended.....		426/91	Aug.	17/91
Special Grant.....	660			(B)
amended.....		348/91	July	13/91
Special Grant.....		175/87	Apr.	18/87
Speech Pathology and Audiology Bursaries.....		440/83	July	23/83 (B)
amended.....		212/84	Apr.	28/84
amended.....		422/87	Aug.	8/87
amended.....		530/89	Oct.	14/89
amended.....		613/91	Nov.	2/91
Standard Ward Accommodation.....	661			(B)
amended.....		233/81	May	2/81
amended.....		349/91	July	13/91
Transportation of Patients.....		596/85	Dec.	14/85
amended.....		188/87	Apr.	18/87
amended.....		511/87	Sept.	19/87
amended.....		620/87	Dec.	5/87

(revoked by 311/91)

MINISTRY OF NATURAL RESOURCES ACT

Assignment of Powers and Duties of Minister

Mining and Lands Commissioner to Hear and
Determine the appeal of Margaret Lonsdale
against The Otonabee Region Conservation
Authority.....

24/81 Feb. 14/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of Victor Debbert against The South Lake Simcoe Conservation Authority.....		25/81	Feb. 14/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Mr. Milton A. Chomyn against The South Lake Simcoe Conservation Authority; Mr. A. Evans against The Lakehead Region Conservation Authority; Mr. Guy E. Muschett against The Credit Valley Conservation Authority; Mr. Roger Ross against The Metropolitan Toronto Region Conservation Authority.....		114/81	Mar. 14/81
amended.....		219/81	Apr. 25/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Edith and Rita Martin against The Rideau Valley Conservation Authority; W. Takahashi against The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		368/81	June 20/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Mr. E. Bauman against The Grand River Conservation Authority; Edith and Rita Martin against The Rideau Valley Conservation Authority.....		389/81	June 27/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: B. Bisaro against The South Lake Simcoe Conservation Authority; Frank Morriello against The South Lake Simcoe Conservation Authority; Sugarbush Holdings Limited against The Grand River Conservation Authority.....		448/81	July 18/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Michael Hosinec against The Credit Valley Conservation Authority; Leon G. Laroche against The Rideau Valley Conservation Authority.....		609/81	Sept. 26/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Donald J. Rashotte against the Moira River Conservation Authority; Tadeusz Trynda against The Rideau Valley Conservation Authority; Amadale Company Limited against the South Lake Simcoe Conservation Authority; Reg Prince against the South Lake Simcoe Conservation Authority.....		622/81	Oct. 10/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: George W. Aregers against The Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		695/81	Nov. 7/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Harold and Jacqueline Zavitz against the Upper Thames River Conservation Authority; Hans Snippe against The Rideau Valley Conservation Authority; Lionel Edwards against The Otonabee Region Conservation Authority.....		744/81	Nov. 28/81
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Frank Moreano against The South Lake Simcoe Conservation Authority.....		4/82	Jan. 23/82
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Polish Army Veterans Association against Metropolitan Toronto and Region Conservation Authority.....		128/82	Mar. 20/82
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Steven Ruddy against The Halton Region Conservation Authority; Michele Recchia against The Halton Region Conservation Authority.....		129/82	Mar. 20/82
Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine the appeal of: Graham Double against South Lake Simcoe Conservation Authority.....		204/82	Apr. 24/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
--	----------------	--------	--------------------	--

Mining and Lands Commissioner to Hear and Determine appeals under subsection 28(5) of the Conservation Authorities Act.....		364/82	June	12/82
---	--	--------	------	-------

MINISTRY OF TOURISM AND RECREATION ACT, 1982

Grants for Non-Profit Camps.....	651			
amended.....		83/81	Mar.	14/81
amended.....		801/83	Jan.	7/84
Municipal Recreation Directors' Certificates and Arena Managers' Certificates.....	652			
revoked.....		634/84	Oct.	27/84
Programs of Recreation.....	653			
(revoked by 517/83)				
Recreation Programs.....		517/83	Aug.	27/83
amended.....		112/84	Mar.	10/84

MOOSONEE DEVELOPMENT AREA BOARD ACT

Amendment to Schedule B to the Act.....		142/89	Apr.	1/89
---	--	--------	------	------

MORTGAGE BROKERS ACT

General.....	662			
amended.....		704/81	Nov.	7/81
amended.....		613/83	Oct.	15/83
amended.....		582/85	Nov.	23/85
amended.....		271/86	May	24/86
amended.....		699/89	Dec.	30/89

MORTMAIN AND CHARITABLE USES ACT

(Act repealed by S.O. 1982, c.12, s.1)

Licences and Fees.....	663			
(expired)				

MOTOR VEHICLE ACCIDENT CLAIMS ACT

Designated Insurers.....		152/83	Apr.	2/83
(revoked by 72/84)				
Designated Insurers.....		72/84	Feb.	18/84
amended.....		135/89	Apr.	1/89
General.....	664			
amended.....		529/89	Oct.	14/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
MOTOR VEHICLE DEALERS ACT			
General.....	665		
amended.....		703/81	Nov. 7/81
amended.....		617/83	Oct. 15/83
amended.....		54/86	Feb. 15/86
amended.....		272/86	May 24/86
amended.....		718/88	Dec. 17/88
amended.....		749/88	Dec. 31/88
amended.....		20/91	Feb. 16/91
amended.....		693/91	Nov. 30/91
MOTOR VEHICLE FUEL TAX ACT			
(See now <u>Fuel Tax Act, 1981</u>)			
Forms.....	666		
amended.....		271/82	May 8/82
General.....	667		
amended.....		181/81	Apr. 11/81
amended.....		847/81	Jan. 9/82
amended.....		39/82	Feb. 13/82
amended.....		248/82	May 1/82
Taxable Price and Tax Payable on Motor Vehicle Fuel and Fuel to Propel Railway Equipment.....			
amended.....		440/81	July 11/81
amended.....		630/81	Oct. 10/81
amended.....		871/81	Jan. 16/82
amended.....		186/82	Apr. 10/82
amended.....		448/82	July 17/82
MOTOR VEHICLE REPAIR ACT, 1988			
General.....		566/88	Oct. 1/88
MOTORIZED SNOW VEHICLES ACT			
Designations.....	668		
amended.....		111/82	Mar. 13/82
amended.....		91/84	Mar. 3/84
amended.....		84/85	Mar. 9/85
amended.....		585/85	Nov. 30/85
amended.....		472/86	Aug. 23/86
amended.....		159/88	Apr. 9/88
Extending Validity of Motorized Snow Vehicle Permits.....			
		379/83	July 9/83
General.....	669		
amended.....		454/83	July 30/83
amended.....		48/84	Feb. 18/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		637/85	Dec.	21/85
amended.....		45/87	Feb.	14/87
amended.....		33/88	Feb.	6/88
amended.....		41/89	Feb.	11/89
amended.....		240/89	May	20/89
amended.....		731/91	Dec.	21/91
Motorized Snow Vehicle Operators' Licences.....	670			
amended.....		527/91	Oct.	5/91

MUNICIPAL ACT

Designation(s)				
Agricultural Research Stations.....	671			
Correctional Institutions.....	672			
Facilities under the Developmental Services Act.....	673			
Municipalities.....	674			
Provincial Education Institutions.....	675			
Provincial Mental Health Facilities and Public Hospitals.....	676			
amended.....		417/82	July	3/82
Universities.....	677			
Equalization of Assessments (Brant County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		285/91	June	29/91
Equalization of Assessments (Dufferin County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		286/91	June	29/91
Equalization of Assessments (Kent County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		487/90	Sept.	1/90
Equalization of Assessments (Renfrew County) Under Subsection 368b(2) of the Act.....		287/91	June	29/91
Equalization of Assessments Made Under Section 368b of the Municipal Act..... (revoked by 285/91)		434/87	Aug.	8/87
Pension Plan for Municipal Employees.....	678			
Revision and Certification of Assessment Commissioner's List.....	679			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Small Business Programs.....		686/86	Dec.	13/86 (B)
amended.....		223/91	June	8/91
amended.....		358/91	July	13/91
amended.....		456/91	Sept.	7/91
Waste Management.....		388/90	July	28/90
MUNICIPAL AFFAIRS ACT				
Municipal Auditors.....	680			
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 228/81)		6/81	Jan.	24/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 451/81)		228/81	Apr.	25/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 754/81)		451/81	July	18/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 158/82)		754/81	Nov.	28/81
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 416/82)		158/82	Apr.	3/82
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 25/83)		416/82	July	3/82
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 304/83)		25/83	Jan.	29/83
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 641/83)		304/83	June	4/83
Tax Arrears and Tax Sale Procedures..... (revoked by 13/84)		641/83	Oct.	29/83
Tax Arrears and Tax Sale Procedures.....		13/84	Jan.	28/84
MUNICIPAL AND SCHOOL BOARD PAYMENTS ADJUSTMENT ACT, 1989				
General.....		424/90	Aug.	25/90
MUNICIPAL BOUNDARY NEGOTIATIONS ACT, 1981				
Alexandria (Town of), Township of Kenyon, Township of Lochiel Boundary.....		239/86	May	17/86
Alliston (Town of), Township of Adjala Boundary.....		670/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Alliston (Town of), Township of Essa Boundary.....		557/88	Sept. 24/88
Alliston (Town of), Township of Tosorontio Boundary.....		716/89	Jan. 6/90
Almonte (Town of), Township of Ramsay Boundary.....		246/84	May 5/84
Arnprior (Town of), Township of McNab Boundary.....		716/87	Jan. 9/88
Athol (Township of), Township of Hallowell Boundary.....		417/88	July 16/88
Aylmer (Town of), Township of Malahide Boundary.....		757/86	Jan. 10/87
Beeton (Village of), Township of Tecumseth Boundary.....		815/83	Jan. 14/84
Belleville (City of), Township of Thurlow- County of Hastings Boundary.....		397/85	Aug. 17/85
Belmont (Village of), Township of Yarmouth Boundary.....		624/88	Oct. 22/88
Blenheim (Town of), Township of Harwich Boundary.....		49/87	Feb. 14/87
Brockville (City of), Township of Elizabethtown Boundary.....		429/86	Aug. 16/86
Bruce Mines (Town of), Township of Plummer Additional Boundary.....		693/90	Jan. 12/91
Cambridge (City of), Township of North Dumfries Boundary.....		100/89	Mar. 18/89
Carleton Place (Town of), Township of Beckwith Boundary.....		141/89	Apr. 1/89
Chatham (City of), Dover Township Boundary.....		102/83	Mar. 5/83
Chatham (City of), Township of Chatham Boundary.....		581/86	Oct. 18/86
Chatham (City of), Township of Chatham Boundary.....		718/87	Jan. 9/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Chatham (City of), Township of Chatham Boundary.....		771/91	Jan. 11/92
Chatham (City of), Township of Dover Boundary.....		736/88	Dec. 31/88
Chatham (City of), Township of Harwich Boundary.....		714/89	Jan. 6/90
Chatham (City of), Township of Raleigh Boundary.....		712/89	Jan. 6/90
Cobourg (Town of), Hamilton Township Boundary.....		692/82	Oct. 30/82
Cookstown (Village of), Township of East Boundary.....		738/84	Dec. 8/84
Cookstown (Village of), Township of Tecumseth Boundary.....		835/84	Jan. 19/85
Cookstown (Village of), Township of Tecumseth Boundary.....		152/87	Apr. 11/87
Drayton (Village of), Township of Peel Boundary.....		393/88	July 9/88
Drayton (Village of), Township of Peel Boundary.....		519/89	Oct. 14/89
Eganville (Village of), Township of Wilberforce Boundary.....		713/89	Jan. 6/90
Elora (Village of), Township of Nichol Boundary.....		554/83	Sept. 17/83
Erieau (Village of), Township of Harwich Boundary.....		559/88	Sept. 24/88
Essex (County of), City of Windsor - Township of Sandwich South Boundary.....		615/87	Dec. 5/87
Fenelon Falls (Village of), Township of Fenelon Boundary.....		692/85	Jan. 11/86
Fergus (Town of), Township of West Garafraxa, Township of Nichol Boundary.....		217/90	May 12/90
Forest (Town of), Township of Warwick Boundary.....		756/86	Jan. 10/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Glencoe (Village of), Township of Ekfrid Boundary.....		335/85	July 6/85
Glencoe (Village of), Township of Ekfrid Boundary.....		634/90	Dec. 29/90
Glencoe (Village of), Township of Ekfrid- Township of Mosa Boundary.....		220/84	Apr. 28/84
Goderich (Town of), Township of Goderich Boundary.....		364/86	July 12/86
Guelph (City of), Township of Guelph Boundary.....		153/87	Apr. 11/87
Guelph (City of), Township of Guelph Boundary.....		316/89	June 10/89
Hamilton (City of), City of Stoney Creek Boundary.....		558/88	Sept. 24/88
Harriston (Town of), Township of Minto Boundary.....		480/86	Aug. 30/86
Harrow (Town of), Township of Colchester South Boundary.....		558/85	Nov. 16/85
Havelock (Village of), Township of Belmont and Methuen Boundary.....		692/90	Jan. 12/91
Hensall (Village of), Township of Tuckersmith Boundary.....		739/84	Dec. 8/84
Hensall (Village of), Township of Tuckersmith Boundary.....		694/90	Jan. 12/91
Hilton Beach (Village of), Township of Hilton Boundary.....		694/85	Jan. 11/86
Ingersoll (Town of), Township of South-West Oxford Boundary.....		315/89	June 10/89
Iroquois (Village of), Township of Matilda Boundary.....		683/83	Nov. 12/83
Killaloe (Village of), Township of Hagarty and Richards Boundary.....		134/90	Apr. 14/90
Kingston (City of), Township of Kingston Boundary.....		756/88	Jan. 7/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Lancaster (Village of), Township of Lancaster Boundary.....		813/83	Jan. 14/84
Leamington (Town of), Township of Mersea Boundary.....		369/84	June 23/84
Leamington (Town of), Township of Mersea Boundary.....		695/90	Jan. 12/91
Little Current (Town of), Township of Howland Boundary.....		394/84	July 7/84
London (City of), Township of London Boundary.....		143/89	Apr. 1/89
Madoc (Village of), Township of Madoc Boundary.....		635/90	Dec. 29/90
Merrickville (Village of), Township of Montague, Township of Wolford Boundary.....		530/84	Sept. 1/84
Millbrook (Village of), Township of Cavan Boundary.....		633/90	Dec. 29/90
Mississauga (City of), City of Brampton Boundary.....		336/85	July 6/85
Neebing (Municipality of), City of Thunder Bay Boundary.....		700/86	Dec. 20/86
Orangeville (Town of), Town of Caledon Boundary.....		437/89	Aug. 12/89
Orillia (City of), Township of Orillia Boundary.....		380/89	July 15/89
Owen Sound (City of), Township of Sydenham Boundary.....		331/87	June 27/87
Oxford (County of), Town of Tillsonburg, Township of South - West Oxford Boundary.....		832/84	Jan. 19/85
Palmerston (Town of), Township of Minto Boundary.....		629/85	Dec. 21/85
Palmerston (Town of), Township of Wallace Boundary.....		560/88	Sept. 24/88
Papineau (Township of), Improvement District of Cameron Amalgamation.....		481/91	Sept. 14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Paris (Town of), Township of Brantford Boundary.....		626/88	Oct. 22/88
Penetanguishene (Town of), Township of Tiny Boundary.....		376/87	July 11/87
Perth (Town of), Township of Bathurst Boundary.....		770/91	Jan. 11/92
Peterborough (City of), Township of North Monaghan Boundary.....	482/91		Sept. 14/91
amended.....	772/91		Jan. 11/92
Petrolia (Town of), Township of Enniskillen Boundary.....		553/83	Sept. 17/83
Pictou (Town of), Township of Hallowell Boundary.....		325/84	June 9/84
Pictou (Town of), Township of Hallowell Boundary.....		667/86	Dec. 6/86
Port Hope (Town of), Township of Hope Boundary.....		160/90	Apr. 21/90
Port Stanley (Village of), Township of Southwold Boundary.....		625/88	Oct. 22/88
Port Stanley (Village of), Township of Yarmouth Boundary.....		49/90	Feb. 17/90
Red Rock (Township of), Township of Nipigon Boundary.....		636/90	Dec. 29/90
Regional Municipality of Ottawa-Carleton, City of Ottawa - City of Nepean Boundary.....		834/84	Jan. 19/85
Ridgetown (Town of), Township of Howard Boundary.....		601/83	Oct. 15/83
Ridgetown (Town of), Township of Howard Boundary.....		755/86	Jan. 10/87
Ridgetown (Town of), Township of Howard Boundary.....		605/87	Nov. 28/87
Rockland (Town of), Township of Clarence Boundary.....		814/83	Jan. 14/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rockland (Town of), Township of Clarence Boundary.....		68/90	Mar. 3/90
St. Thomas (City of), Township of Yarmouth Boundary.....		331/90	July 7/90
Shallow Lake (Village of), Township of Keppel Boundary.....		833/84	Jan. 19/85
Shelburne (Town of), Township of Amaranth Boundary.....		211/86	May 3/86
Smiths Falls (Town of), Township of Montague Boundary.....		769/91	Jan. 11/92
South Plantagenet (Township of), Village of St. Isidore de Prescott.....		582/86	Oct. 18/86
Sydenham (Township of), City of Owen Sound Boundary.....		671/85	Jan. 4/86
Tilbury (Town of), Township of Tilbury North Boundary.....		831/84	Jan. 19/85
Tilbury (Town of), Township of Tilbury North Boundary.....		717/87	Jan. 9/88
Tilbury (Town of), Township of Tilbury North, Township of Tilbury East Boundary.....		326/84	June 9/84
Trenton (City of), Township of Sidney - County of Hastings Boundary.....		630/85	Dec. 21/85
Tweed (Village of), Township of Hungerford Boundary.....		761/84	Dec. 15/84
Victoria Harbour (Village of), Township of Tay Boundary.....		715/89	Jan. 6/90
Walkerton (Town of), Township of Brant Boundary.....		482/85	Oct. 12/85
Watford (Village of), Township of Warwick Boundary.....		735/88	Dec. 31/88
amended.....		152/89	Apr. 15/89
Welland (City of), Town of Pelham Boundary.....		693/85	Jan. 11/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Wheatley (Village of), Township of Romney Boundary.....		668/85	Jan. 4/86
Winchester (Village of), Township of Winchester Boundary.....		602/83	Oct. 15/83
Windsor (City of), Township of Sandwich South Boundary.....		218/90	May 12/90
Woodstock (City of), Township of Blandford-Blenheim Boundary.....		50/87	Feb. 14/87

MUNICIPAL ELECTIONS ACT

Forms.....	681			
amended.....		475/82	July	24/82
amended.....		409/88	July	16/88
amended.....		539/88	Sept.	10/88
amended.....		541/88	Sept.	10/88
amended.....		591/88	Oct.	8/88
amended.....		681/88	Nov.	19/88
amended.....		712/88	Dec.	17/88
amended.....		26/91	Feb.	16/91
(revoked by 473/91)				
Forms.....		473/91	Sept.	7/91 (B)
amended.....		698/91	Nov.	30/91
Use of Central Vote Tabulators.....		675/88	Nov.	19/88
amended.....		667/91	Nov.	16/91
Use of Vote Tabulators.....		562/87	Oct.	24/87
amended.....		680/88	Nov.	19/88
amended.....		506/91	Sept.	28/91
(revoked by 669/91)				
Use of Vote Tabulators.....		669/91	Nov.	16/91
Use of Voting Recorders.....	682			
amended.....		555/82	Aug.	28/82
amended.....		561/87	Oct.	24/87
amended.....		679/88	Nov.	19/88
amended.....		668/91	Nov.	16/91

MUNICIPAL EXTRA-TERRITORIAL TAX ACT, 1988

Assessment Equalization Factor.....		637/88	Nov.	5/88
General.....		623/88	Oct.	22/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
MUNICIPAL FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT, 1989				
General.....		517/90	Sept.	15/90 (B)
amended.....		656/90	Jan.	5/91
amended.....		395/91	Aug.	3/91
Institutions.....		432/90	Aug.	25/90
(revoked by 372/91)				
Institutions.....		372/91	July	13/91
MUNICIPAL TAX SALES ACT, 1984				
Forms.....		830/84	Jan.	19/85
(revoked by 444/85)				
Municipal Tax Sales Rules.....		444/85	Sept.	21/85 (B)
amended.....		233/86	May	17/86
MUNICIPALITY OF METROPOLITAN TORONTO ACT				
Order - Borough of Etobicoke.....		394/83	July	9/83
Order - Borough of Scarborough.....		395/83	July	9/83
Order - Borough of York.....		396/83	July	9/83
Ward Boundaries.....		188/88	Apr.	23/88
amended.....		513/88	Sept.	3/88
amended.....		603/88	Oct.	15/88
N				
NIAGARA ESCARPMENT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT				
Designation of Area of Development Control.....	683			
amended.....		493/81	Aug.	8/81
amended.....		799/81	Dec.	12/81
amended.....		874/81	Jan.	16/82
amended.....		740/82	Nov.	20/82
amended.....		790/82	Dec.	18/82
amended.....		6/83	Jan.	22/83
amended.....		8/83	Jan.	22/83
amended.....		84/83	Feb.	19/83
amended.....		176/83	Apr.	16/83
amended.....		177/83	Apr.	16/83
amended.....		665/83	Oct.	29/83
amended.....		666/83	Oct.	29/83
amended.....		667/83	Oct.	29/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		668/83	Oct. 29/83
amended.....		669/83	Oct. 29/83
amended.....		233/84	Apr. 28/84
amended.....		247/84	May 12/84
amended.....		343/84	June 16/84
amended.....		434/84	July 21/84
amended.....		106/85	Mar. 23/85
amended.....		365/85	July 13/85
amended.....		369/85	July 20/85
amended.....		588/85	Dec. 7/85
amended.....		289/86	May 31/86
amended.....		343/86	June 28/86
amended.....		563/86	Oct. 11/86
amended.....		573/86	Oct. 11/86
amended.....		750/86	Jan. 10/87
amended.....		182/87	Apr. 18/87
amended.....		230/87	May 16/87
amended.....		558/87	Oct. 17/87
amended.....		560/87	Oct. 17/87
amended.....		610/87	Dec. 5/87
amended.....		630/87	Dec. 12/87
amended.....		645/87	Dec. 19/87
amended.....		646/87	Dec. 19/87
amended.....		1/88	Jan. 23/88
amended.....		111/89	Mar. 18/89
amended.....		187/89	Apr. 22/89
amended.....		626/89	Nov. 25/89
amended.....		727/89	Jan. 13/90
amended.....		169/90	Apr. 21/90
amended.....		185/90	May 5/90
amended.....		508/90	Sept. 15/90
amended.....		646/90	Dec. 29/90
amended.....		661/90	Jan. 5/91
amended.....		193/91	May 18/91
amended.....		650/91	Nov. 16/91
Designation of Planning Area.....	684		
amended.....		9/81	Jan. 31/81
amended.....		849/81	Jan. 9/82
amended.....		506/90	Sept. 15/90
amended.....		507/90	Sept. 15/90
Development Within the Development Control Area.....	685		
amended.....		836/81	Jan. 2/82
amended.....		181/82	Apr. 10/82
amended.....		694/82	Nov. 6/82
amended.....		729/84	Dec. 1/84
amended.....		469/85	Oct. 5/85
amended.....		98/86	Mar. 15/86
amended.....		290/86	May 31/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		716/86	Dec.	27/86
amended.....		77/90	Mar.	10/90
amended.....		662/90	Jan.	5/91
amended.....		739/91	Jan.	4/92
NIAGARA PARKS ACT				
General.....	686			
amended.....		390/81	June	27/81
amended.....		103/84	Mar.	3/84
amended.....		68/86	Mar.	1/86
amended.....		183/86	Apr.	19/86
amended.....		195/90	May	12/90
amended.....		49/91	Mar	9/91
amended.....		203/91	May	18/91
NON-RESIDENT AGRICULTURAL LAND INTERESTS REGISTRATION ACT				
General.....	687			(B)
amended.....		753/83	Dec.	17/83
amended.....		187/91	May	11/91
NORTH PICKERING DEVELOPMENT CORPORATION ACT				
North Pickering Planning Area.....	688			
NOTARIES ACT				
Fees.....	689			
amended.....		424/81	July	11/81
amended.....		367/84	June	23/84
(revoked by 613/85)				
Fees.....		613/85	Dec.	14/85
NURSING HOMES ACT				
General.....	690			
amended.....		39/81	Feb.	14/81
amended.....		299/81	May	23/81
amended.....		489/81	Aug.	8/81
amended.....		668/81	Oct.	24/81
amended.....		686/81	Oct.	31/81
amended.....		793/81	Dec.	12/81
amended.....		54/82	Feb.	20/82
amended.....		234/82	May	1/82
amended.....		296/82	May	22/82
amended.....		530/82	Aug.	21/82
amended.....		608/82	Sept.	25/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		734/82	Nov. 20/82
amended.....		78/83	Feb. 19/83
amended.....		258/83	May 21/83
amended.....		459/83	Aug. 6/83
amended.....		550/83	Sept. 10/83
amended.....		703/83	Nov. 19/83
amended.....		790/83	Jan. 7/84
amended.....		61/84	Feb. 18/84
amended.....		287/84	May 19/84
amended.....		481/84	Aug. 18/84
amended.....		564/84	Sept. 15/84
amended.....		718/84	Nov. 24/84
amended.....		21/85	Feb. 9/85
amended.....		205/85	May 25/85
amended.....		407/85	Aug. 24/85
amended.....		564/85	Nov. 23/85
amended.....		31/86	Feb. 8/86
amended.....		40/86	Feb. 15/86
amended.....		240/86	May 17/86
amended.....		439/86	Aug. 16/86
amended.....		644/86	Nov. 15/86
amended.....		26/87	Feb. 7/87
amended.....		214/87	May 9/87
amended.....		299/87	June 20/87
amended.....		358/87	July 4/87
amended.....		456/87	Aug. 15/87
amended.....		597/87	Nov. 21/87
amended.....		633/87	Dec. 12/87
amended.....		44/88	Feb. 13/88
amended.....		266/88	May 14/88
amended.....		437/88	July 23/88
amended.....		492/88	Aug. 20/88
amended.....		578/88	Oct. 1/88
amended.....		653/88	Nov. 12/88
amended.....		40/89	Feb. 11/89
amended.....		232/89	May 13/89
amended.....		448/89	Aug. 12/89
amended.....		501/89	Sept. 23/89
amended.....		611/89	Nov. 18/89
amended.....		680/89	Dec. 30/89
amended.....		35/90	Feb. 10/90
amended.....		210/90	May 12/90
amended.....		415/90	Aug. 25/90
amended.....		570/90	Nov. 10/90
amended.....		618/90	Dec. 15/90
amended.....		8/91	Feb. 9/91
amended.....		160/91	Apr. 27/91
amended.....		436/91	Aug. 17/91
amended.....		657/91	Nov. 16/91
amended.....		725/91	Dec. 14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
0			
OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT			
Amending Certain Regulations.....		23/87	Feb. 7/87
Constructions Projects.....	691		
amended.....		156/84	Mar. 24/84
amended.....		635/86	Nov. 15/86
amended.....		528/88	Sept. 3/88
(Revoked by 213/91)			
Construction Projects.....		213/91	June 1/91
Control of Exposure to Biological or Chemical Agents.....		654/86	Nov. 22/86
amended.....		707/86	Dec. 20/86
amended.....		339/87	June 27/87
Critical Injury - Defined.....		714/82	Nov. 13/82 (B)
amended.....		351/91	July 13/91
Designated Substance -			
Acrylonitrile.....		733/84	Dec. 1/84
amended.....		23/87	Feb. 7/87
Arsenic.....		176/86	Apr. 12/86 (B)
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		378/91	July 20/91
Asbestos.....		570/82	Sept. 4/82 (B)
amended.....		655/85	Jan. 4/86
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		382/91	July 20/91
Asbestos on Construction Projects and in Buildings and Repair Operations.....		654/85	Jan. 4/86
amended.....		529/88	Sept. 3/88
Benzene.....		732/84	Dec. 1/84
amended.....		23/87	Feb. 7/87
Coke Oven Emissions.....		517/82	Aug. 14/82 (B)
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		381/91	July 20/91
Ethylene Oxide.....		146/87	Apr. 11/87 (B)
amended.....		379/91	July 20/91
Isocyanates.....		455/83	July 30/83 (B)
amended.....		23/87	Feb. 7/87
amended.....		377/91	July 20/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Lead.....		536/81	Aug.	29/81 (B)
amended.....		23/87	Feb.	7/87
amended.....		374/91	July	20/91
Mercury.....		141/82	Mar.	27/82 (B)
amended.....		23/87	Feb.	7/87
amended.....		375/91	July	20/91
Silica.....		769/83	Dec.	24/83
amended.....		23/87	Feb.	7/87
Vinyl Chloride.....		516/82	Aug.	14/82 (B)
amended.....		23/87	Feb.	7/87
amended.....		376/91	July	20/91
Designations Under Clause 10c(1)(n) of the Act.....		690/90	Jan.	12/91
amended.....		741/91	Jan.	4/92
Diving Operations.....		634/86	Nov.	15/86
Exemptions Under Subsection 8(5f) of the Act.....		689/90	Jan.	12/91
Fire Fighters - Protective Equipment.....		125/83	Mar.	26/83 (B)
amended.....		249/91	June	15/91
amended.....		289/91	June	29/91
Hazardous Materials Inventories.....		643/88	Nov.	5/88 (B)
amended.....		584/90	Nov.	24/90
amended.....		355/91	July	13/91
Industrial Establishments.....	692			
amended.....		654/86	Nov.	22/86
amended.....		525/88	Sept.	3/88
amended.....		549/89	Oct.	21/89
amended.....		205/90	May	12/90
amended.....		433/90	Aug.	25/90
Inventory of Agents or Combinations of Agents for the Purpose of Section 21 of the Act.....	693			
amended.....		208/91	May	25/91 (B)
Mines and Mining Plants.....	694			
amended.....		626/82	Oct.	9/82
amended.....		226/83	Apr.	30/83
amended.....		569/83	Sept.	24/83
amended.....		769/83	Dec.	24/83
amended.....		190/84	Apr.	14/84
amended.....		306/85	June	22/85
amended.....		365/86	July	12/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		450/86	Aug.	16/86
amended.....		569/86	Oct.	11/86
amended.....		654/86	Nov.	22/86
amended.....		258/87	May	30/87
amended.....		526/88	Sept.	3/88
amended.....		206/90	May	12/90
amended.....		583/91	Nov.	2/91
amended.....		584/91	Nov.	2/91
Oil and Gas - Offshore.....		633/86	Nov.	15/86
Roll-Over Protective Structures.....		524/88	Sept.	3/88 (B)
amended.....		357/91	July	13/91
Teachers.....		191/84	Apr.	14/84 (B)
amended.....		352/91	July	13/91
University Academics and Teaching Assistants.....		307/84	May	26/84 (B)
amended.....		353/91	July	13/91
Window Cleaning.....		527/88	Sept.	3/88 (B)
amended.....		380/91	July	20/91
Workplace Hazardous Materials Information System.....		644/88	Nov.	5/88 (B)
amended.....		356/91	July	13/91
X-Ray Safety.....		632/86	Nov.	15/86
X-Ray Safety, Registration and Plan Review		263/84	May	12/84
(revoked by 632/86)				

OFFICIAL NOTICES PUBLICATION ACT

Rates.....	695			
amended.....		97/81	Mar.	14/81
amended.....		190/82	Apr.	10/82
(revoked by 149/83)				
Rates.....		149/83	Apr.	2/83
amended.....		206/84	Apr.	28/84
(revoked by 167/85)				
Rates.....		167/85	Apr.	20/85
(revoked by 219/86)				
Rates.....		219/86	May	10/86
(revoked by 136/87)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rates.....		136/87	Apr. 4/87
amended.....		182/88	Apr. 16/88
amended.....		694/89	Dec. 30/89
amended.....		695/89	Dec. 30/89
amended.....		701/90	Jan. 12/91
OFF-ROAD VEHICLES ACT, 1983			
General.....		47/84	Feb. 18/84
amended.....		426/84	July 14/84
amended.....		239/89	May 20/89
OLEOMARGARINE ACT			
General.....	696		
amended.....		295/84	May 26/84
OMBUDSMAN ACT			
General Rules.....	697		
ONTARIO AGRICULTURAL MUSEUM ACT			
Fees.....	698		
amended.....		322/81	May 30/81
General.....	699		
ONTARIO AUTOMOBILE INSURANCE BOARD ACT, 1988			
Classification System.....		406/88	July 16/88
Increase in the Capped Rate for Automobile Insurance..... (revoked by 405/88)		166/88	Apr. 9/88
Increase in the Capped Rates for Automobile Insurance.....		405/88	July 16/88
Information Filing.....		697/89	Dec. 30/89
Information Filing (March, 1990).....		111/90	Mar. 24/90
Information Filing - Optional Benefits Coverage.....		110/90	Mar. 24/90
ONTARIO DRUG BENEFIT ACT, 1986			
General.....		689/86	Dec. 13/86
amended.....		738/86	Jan. 3/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		747/86	Jan 3/87
amended.....		55/87	Feb. 21/87
amended.....		56/87	Feb. 21/87
amended.....		141/87	Apr. 4/87
amended.....		185/87	Apr. 18/87
amended.....		186/87	Apr. 18/87
amended.....		270/87	June 6/87
amended.....		271/87	June 6/87
amended.....		352/87	July 4/87
amended.....		354/87	July 4/87
amended.....		356/87	July 4/87
amended.....		373/87	July 11/87
amended.....		513/87	Sept. 19/87
amended.....		661/87	Dec. 19/87
amended.....		9/88	Jan. 30/88
amended.....		10/88	Jan. 30/88
amended.....		255/88	May 14/88
amended.....		256/88	May 14/88
amended.....		258/88	May 14/88
amended.....		259/88	May 14/88
amended.....		261/88	May 14/88
amended.....		263/88	May. 14/88
amended.....		395/88	July 9/88
amended.....		396/88	July 9/88
amended.....		397/88	July 9/88
amended.....		676/88	Nov. 19/88
amended.....		677/88	Nov. 19/88
amended.....		741/88	Dec. 31/88
amended.....		742/88	Dec. 31/88
amended.....		744/88	Dec. 31/88
amended.....		128/89	Apr. 1/89
amended.....		268/89	May 27/89
amended.....		330/89	June 17/89
amended.....		331/89	June 17/89
amended.....		333/89	June 17/89
amended.....		417/89	Aug. 5/89
amended.....		418/89	Aug. 5/89
amended.....		555/89	Oct. 21/89
amended.....		585/89	Oct. 28/89
amended.....		633/89	Dec. 2/89
amended.....		634/89	Dec. 2/89
amended.....		682/89	Dec. 30/89
amended.....		684/89	Dec. 30/89
amended.....		239/90	May 26/90
amended.....		240/90	May 26/90
amended.....		282/90	June 23/90
amended.....		316/90	June 30/90
amended.....		317/90	June 30/90
amended.....		318/90	June 30/90
amended.....		319/90	June 30/90
amended.....		321/90	June 30/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		351/90	July	14/90
amended.....		588/90	Nov.	24/90
amended.....		43/91	Mar.	2/91
amended.....		45/91	Mar.	2/91
amended.....		158/91	Apr.	27/91
amended.....		290/91	June	29/91
amended.....		437/91	Aug.	17/91
amended.....		575/91	Oct.	26/91

ONTARIO ENERGY BOARD ACT

General.....	700			
amended.....		330/81	June	6/81
amended.....		805/82	Dec.	25/82
amended.....		820/82	Jan.	1/83
amended.....		816/84	Jan.	19/85
amended.....		97/87	Mar.	14/87
amended.....		598/87	Nov.	21/87
amended.....		670/87	Dec.	26/87
amended.....		254/88	May	14/88
amended.....		312/88	May	28/88
amended.....		313/88	May	28/88
amended.....		465/88	Aug.	6/88
amended.....		248/89	May	20/89
amended.....		690/89	Dec.	30/89
amended.....		224/91	June	8/91
amended.....		225/91	June	8/91
amended.....		780/91	Jan.	11/92
Rules of Procedure.....	701			
Uniform System of Accounts for Gas Utilities Class A.....	702			

ONTARIO FOOD TERMINAL ACT

Composition and Procedure of Board.....	703			
Conduct of Business.....	704			
Rental Fees for Delivering or Discharging Produce.....	705			
revoked.....		198/85	May	18/85

ONTARIO GUARANTEED ANNUAL INCOME ACT

Forms..... (revoked by 231/81)	706			
Forms.....		231/82	May	1/82
amended.....		432/83	July	23/83
amended.....		5/90	Feb.	3/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	707			
amended.....		412/81	July	4/81
amended.....		230/82	May	1/82
amended.....		333/83	June	18/83
amended.....		758/83	Dec.	17/83
amended.....		298/91	July	6/91
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 345/81)	708			
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 432/81)		345/81	June	6/81
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 681/81)		432/81	July	11/81
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 865/81)		681/81	Oct.	31/81
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 252/82)		865/81	Jan.	19/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 480/82)		252/82	May	1/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 687/82)		480/82	July	31/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 62/83)		687/82	Oct.	30/82
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 465/83)		62/83	Feb.	12/83
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 759/83)		465/83	Aug.	6/83
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 40/84)		759/83	Dec.	17/83
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 264/84)		40/84	Feb.	11/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 529/84)		264/84	May	12/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 712/84)		529/84	Sept.	1/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 769/84)		712/84	Nov.	17/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 118/85)		769/84	Dec. 22/84
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 310/85)		118/85	Mar. 23/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 411/85)		310/85	June 22/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 543/85)		411/85	Aug. 31/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 133/86)		543/85	Nov. 16/85
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 285/86)		133/86	Apr. 5/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 409/86)		285/86	May. 31/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 599/86)		409/86	Aug. 2/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 46/87)		599/86	Oct. 25/86
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 277/87)		46/87	Feb. 14/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 413/87)		277/87	June 6/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 588/87)		413/87	Aug. 1/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 299/88)		588/87	Nov. 14/87
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 360/88)		299/88	May 28/88
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 537/88)		360/88	June 25/88
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 670/88)		537/88	Sept. 10/88
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 11/89)		670/88	Nov. 19/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 265/89)		11/89	Feb. 4/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 542/89)		265/89	May 27/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 639/89)		542/89	Oct. 21/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 13/90)		639/89	Dec. 9/89
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 300/90)		13/90	Feb. 3/90
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 641/90)		300/90	June 23/90
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 30/91)		641/90	Dec. 29/90
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 197/91)		30/91	Feb. 23/91
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 417/91)		197/91	May 18/91
Guaranteed Income Limit..... (revoked by 625/91)		417/91	Aug. 10/91
Guaranteed Income Limit.....		625/91	Nov. 9/91
ONTARIO HERITAGE ACT			
Archaeological Sites.....	709		
Historic Sites.....	710		
Grants and Loans.....	711		
Grants to Incorporated Historical Societies and Associations..... (revoked by 418/84)	712		
Grants to Incorporated Historical Societies and Associations.....		418/84	July 14/84
Grants for Museums.....	713		
revoked.....		689/81	Oct. 13/81
Grants for Museums.....		398/81	July 4/81
amended.....		729/81	Nov. 14/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		224/83	Apr.	30/83
amended.....		417/84	July	14/84
Grants for Plaquing.....	714			
Licences..... (revoked by 212/82)	715			
Licences.....		212/82	Apr.	24/82
ONTARIO HIGHWAY TRANSPORT BOARD ACT				
Rules of Procedure.....	716			
amended.....		120/82	Mar.	20/82
amended.....		546/82	Aug.	21/82
amended.....		170/86	Apr.	12/86
amended.....		436/86	Aug.	16/86
ONTARIO HOME OWNERSHIP SAVINGS PLAN ACT, 1988				
General.....		13/89	Feb.	4/89
amended.....		527/90	Sept.	22/90
amended.....		639/90	Dec.	29/90
amended.....		235/91	June	15/91
amended.....		716/91	Dec.	14/91
ONTARIO HUMAN RIGHTS CODE (See now <u>Human Rights Code, 1981</u> - S.O. 1981, c. 53)				
Form of Complaint..... (expired)	717			
ONTARIO INSTITUTE FOR STUDIES IN EDUCATION ACT				
General.....	718			
ONTARIO LOTTERY CORPORATION ACT				
General.....	719			
ONTARIO MINERAL EXPLORATION PROGRAM ACT				
General.....	720			
amended.....		82/81	Mar.	14/81
General.....	721			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
ONTARIO MINERAL EXPLORATION PROGRAM ACT, 1989			
Ontario Mineral Incentive Program.....		558/89	Oct. 21/89
amended.....		533/90	Sept. 22/90
amended.....		69/91	Mar. 16/91
amended.....		721/91	Dec. 14/91
Ontario Prospectors' Assistance Program.....		559/89	Oct. 21/89
amended.....		532/90	Sept. 22/90
ONTARIO MUNICIPAL BOARD ACT			
Fees..... (revoked by 330/86)		642/84	Oct. 27/84
Fees.....		330/86	June 28/86
amended.....		177/88	Apr. 16/88
amended.....		419/88	July 16/88
Procedure..... (revoked by 537/87)	722		
Rules of Procedure.....		537/87	Oct. 10/87
amended.....		536/89	Oct. 21/89
Tariff of Fees.....	723		
amended.....		623/81	Oct. 10/81
amended.....		330/82	June 5/82
amended..... (revoked by 642/84)		61/83	Feb. 12/83
ONTARIO MUNICIPAL EMPLOYEES RETIREMENT SYSTEM ACT			
General.....	724		
amended.....		641/81	Oct. 17/81
amended.....		389/82	June 19/82
amended.....		70/83	Feb. 12/83
amended.....		359/83	July 2/83
amended.....		349/84	June 16/84
amended.....		250/85	June 8/85
amended.....		393/86	July 12/86
amended.....		92/87	Mar. 7/87
amended.....		343/87	July 4/87
amended.....		721/87	Jan. 9/88
amended.....		394/88	July 9/88
amended.....		68/89	Feb. 25/89
amended.....		379/89	July 15/89
amended.....		622/90	Dec. 22/90
amended.....		775/91	Jan. 11/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
ONTARIO MUNICIPAL IMPROVEMENT CORPORATION ACT			
Procedure.....	725		(B)
amended.....		455/91	Sept. 7/91
ONTARIO NEW HOME WARRANTIES PLAN ACT			
Administration of the Plan.....	726		
amended.....		142/81	Mar. 28/81
amended.....		289/82	May 15/82
amended.....		120/83	Mar. 19/83
amended.....		78/84	Feb. 25/84
amended.....		677/84	Nov. 10/84
amended.....		219/87	May 9/87
amended.....		295/87	June 13/87
amended.....		308/88	May 28/88
amended.....		647/90	Dec. 29/90
amended.....		117/91	Apr. 6/91
amended.....		118/91	Apr. 6/91
amended.....		165/91	Apr. 27/91
amended.....		624/91	Nov. 9/91
Designation of Corporation.....	727		
amended.....		777/84	Dec. 22/84
Terms and Conditions of Registration of Builders and Vendors.....	728		
amended.....		362/87	July 4/87
Warranty..... (revoked by 308/88)		218/87	May 9/87
ONTARIO PENSIONERS PROPERTY TAX ASSISTANCE ACT			
Amount - Clause 2(2)(a) of the Act.....		363/87	July 4/87
Definition - "Rent Paid".....	729		
revoked.....		363/82	June 12/82
General.....	730		
(revoked by 776/81)			
General.....		776/81	Dec. 5/81
amended.....		688/82	Oct. 30/82
amended.....		757/83	Dec. 17/83
amended.....		713/84	Nov. 17/84
amended.....		286/86	May 31/86
amended.....		299/91	July 6/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General..... (revoked by 726/81)	731			
General..... (revoked by 635/82)		726/81	Nov.	14/81
General.....		635/82	Oct.	9/82
amended.....		393/83	July	9/83
amended..... (revoked by 695/83)		513/83	Aug.	27/83
General..... (revoked by 654/84)		695/83	Nov.	19/83
General.....		654/84	Nov.	3/84
amended.....		438/85	Sept.	21/85
amended.....		6/90	Feb.	3/90
ONTARIO PLACE CORPORATION ACT				
Fees.....	732			
amended.....		255/81	May	16/81
amended.....		784/81	Dec.	5/81
amended.....		726/82	Nov.	13/82
amended.....		287/83	May	28/83
amended.....		746/83	Dec.	17/83
amended.....		258/84	May	12/84
amended.....		836/84	Jan.	19/85
amended.....		216/85	June	1/85
amended.....		338/85	July	6/85
amended.....		398/85	Aug.	17/85
amended.....		635/85	Dec.	21/85
amended.....		153/86	Apr.	12/86
amended.....		555/86	Oct.	4/86
amended.....		246/87	May	30/87
amended.....		170/88	Apr.	16/88
amended.....		354/88	June	25/88
amended.....		144/89	Apr.	1/89
amended.....		334/89	June	17/89
amended.....		211/90	May	12/90
amended.....		204/91	May	18/91
ONTARIO PLANNING AND DEVELOPMENT ACT				
Amendment to Local Plan - Vaughan Planning Area.....		76/81	Mar.	7/81
ONTARIO TELEPHONE DEVELOPMENT CORPORATION ACT				
Composition and Procedures of Corporation.....	733			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
ONTARIO UNCONDITIONAL GRANTS ACT				
Determination of Apportionments, Levies and Requisitions, 1981.....	579/81	Sept.	12/81	
amended.....	104/82	Mar.	6/82	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1982.....	648/82	Oct.	16/82	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1983.....	289/83	May	28/83	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1984.....	255/84	May	12/84	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1985.....	251/85	June	8/85	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1986.....	360/86	July	5/86	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1987.....	501/87	Sept.	12/87	
amended.....	643/87	Dec.	19/87	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1988.....	582/88	Oct.	8/88	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1989.....	552/89	Oct.	21/89	
amended.....	67/90	Mar.	3/90	
(revoked by 638/90)				
Determination of Apportionments and Levies, 1990.....	638/90	Dec.	29/90	
(revoked by 272/91)				
Determination of Apportionments and Levies, 1991.....	272/91	June	22/91	
Determination of Apportionments and Levies, for District Boards, 1987.....	577/87	Nov.	7/87	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General..... (revoked by 578/81)	734		
General.....		578/81	Sept. 12/81
amended.....		105/82	Mar. 6/82
amended..... (revoked by 565/82)		413/82	July 3/82
General..... (revoked by 246/83)		565/82	Sept. 4/82
General..... (revoked by 453/84)		246/83	May 14/83
General..... (revoked by 339/85)		453/84	July 28/84
General.....		339/85	July 6/85
amended..... (revoked by 527/86)		568/85	Nov. 23/85
General..... (revoked by 14/88)		527/86	Sept. 20/86
General..... (revoked by 252/88)		14/88	Jan. 30/88
General..... (revoked by 151/89)		252/88	May 14/88
General..... (revoked by 170/90)		151/89	Apr. 15/89
General..... (revoked by 143/91)		170/90	Apr. 28/90
General.....		143/91	Apr. 20/91

**ONTARIO UNIVERSITIES CAPITAL AID
CORPORATION ACT**

Designated Universities..... 735

ONTARIO WATER RESOURCES ACT

Honda Sewage Works..... 332/85 July 6/85

Municipal Sewage and Water and Roads
Class Environmental Assessment Projects..... 207/87 May 2/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Plumbing Code.....	736			
amended.....		567/81	Sept.	12/81
amended.....		58/83	Feb.	5/83
(revoked by 815/84)				
Plumbing Code.....		815/84	Jan.	12/85
amended.....		675/85	Jan.	4/86
amended.....		588/88	Oct.	8/88
amended.....		734/88	Dec.	31/88
amended.....		401/91	Aug.	3/91
Rate of Interest.....	737			
South Cayuga Sewage Works.....	738			
revoked.....		520/81	Aug.	22/81
St. Thomas Aquinas School Sewage Works.....		531/85	Nov.	9/85
Water Wells.....	739			
amended.....		160/82	Apr.	3/82
(revoked by 612/84)				
Wells.....		612/84	Oct.	13/84
amended.....		132/85	Apr.	13/85
amended.....		601/88	Oct.	15/88

ONTARIO YOUTH EMPLOYMENT ACT

General.....		183/81	Apr.	11/81
(expired)				
General.....		195/82	Apr.	17/82
(expired)				
General.....		163/83	Apr.	9/83
(expired)				
General.....		256/84	May	12/84
(expired)				
General.....		176/85	May	4/85
(revoked by 231/86)				
General.....		231/86	May	17/86
(revoked by 502/87)				
General.....		502/87	Sept.	12/87
(revoked by 464/88)				
General.....		464/88	Aug.	6/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
OPERATING ENGINEERS ACT			
General.....	740		
amended.....		180/82	Apr. 10/82
amended.....		406/82	June 26/82
amended.....		639/83	Oct. 29/83
amended.....		745/83	Dec. 17/83
amended.....		283/84	May 19/84
amended.....		532/86	Sept. 20/86
amended.....		265/87	May 30/87
amended.....		85/88	Feb. 27/88
amended.....		456/89	Aug. 12/89
OPHTHALMIC DISPENSERS ACT			
General.....	741		
amended.....		401/84	July 7/84
amended.....		334/87	June 27/87
amended.....		658/87	Dec. 19/87
amended.....		449/89	Aug. 12/89
OTTAWA-CARLETON FRENCH-LANGUAGE SCHOOL BOARD ACT, 1988			
Order Under Subsection 36(2).....		514/88	Sept. 3/88 (B)
Order Under Subsection 36(3).....		515/88	Sept. 3/88 (B)
Proportions of Assessment - 1990.....		723/89	Jan. 6/90
Proportions of Assessment - 1991.....		67/91	Mar. 16/91 (B)
amended.....		344/91	July 13/91
P			
PAPERBACK AND PERIODICAL DISTRIBUTORS ACT			
General.....	742		
amended.....		611/83	Oct. 15/83
amended.....		273/86	May 24/86
amended.....		688/91	Nov. 30/91
PARKS ASSISTANCE ACT			
General.....	743		

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

PARKWAY BELT PLANNING AND DEVELOPMENT ACT

(An asterisk (*) denotes that the Regulation has been amended prior to January 1, 1981 but the amendments are not shown.)
(- for amendments to the end of 1980 - see Table of Regulations published in The Ontario Gazette dated March 14, 1981 or in the Statutes of Ontario, 1980.)

Land Use Regulations -

County of Halton (now The Regional Municipality of Halton), City of

Burlington.....	*482/73		
amended.....	55/81	Feb.	21/81
amended.....	87/81	Mar.	14/81
amended.....	145/81	Mar.	28/81
amended.....	147/81	Apr.	4/81
amended.....	275/81	May	16/81
amended.....	420/81	July	11/81
amended.....	468/81	July	25/81
amended.....	544/81	Sept.	5/81
amended.....	604/81	Sept.	19/81
amended.....	605/81	Sept.	19/81
amended.....	724/81	Nov.	14/81
amended.....	725/81	Nov.	14/81
amended.....	826/81	Dec.	26/81
amended.....	25/82	Feb.	13/82
amended.....	32/82	Feb.	13/82
amended.....	482/82	July	31/82
amended.....	566/82	Sept.	4/82
amended.....	757/82	Dec.	4/82
amended.....	818/82	Jan.	1/83
amended.....	201/83	Apr.	23/83
amended.....	202/83	Apr.	23/83
amended.....	318/83	June	11/83
amended.....	346/83	June	25/83
amended.....	578/83	Oct.	1/83
amended.....	767/83	Dec.	24/83
amended.....	106/84	Mar.	3/84
amended.....	159/84	Mar.	24/84
amended.....	304/84	May	26/84
amended.....	341/84	June	16/84
amended.....	457/84	Aug.	4/84
amended.....	504/84	Aug.	25/84
amended.....	539/84	Sept.	8/84
amended.....	561/84	Sept.	15/84
amended.....	53/85	Feb.	16/85
amended.....	173/85	Apr.	27/85
amended.....	199/85	May	25/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	428/85		Sept. 14/85
amended.....	28/86		Feb. 8/86
amended.....	96/86		Mar. 8/86
amended.....	99/86		Mar. 15/86
amended.....	327/86		June 28/86
amended.....	328/86		June 28/86
amended.....	562/86		Oct. 11/86
amended.....	682/86		Dec. 13/86
amended.....	255/87		May 30/87
amended.....	344/87		July 4/87
amended.....	461/87		Aug. 22/87
amended.....	611/87		Dec. 5/87
amended.....	132/88		Mar. 26/88
amended.....	218/88		Apr. 30/88
amended.....	220/88		Apr. 30/88
amended.....	328/88		June 4/88
amended.....	376/88		July 2/88
amended.....	392/88		July 9/88
amended.....	480/88		Aug. 13/88
amended.....	660/88		Nov. 12/88
amended.....	720/88		Dec. 24/88
amended.....	38/89		Feb. 11/89
amended.....	59/89		Feb. 18/89
amended.....	147/89		Apr. 8/89
amended.....	189/89		Apr. 22/89
amended.....	385/89		July 15/89
amended.....	510/89		Oct. 7/89
amended.....	19/90		Feb. 3/90
amended.....	121/90		Apr. 7/90
amended.....	133/90		Apr. 14/90
amended.....	268/90		June 9/90
amended.....	348/90		July 14/90
amended.....	504/90		Sept. 8/90
amended.....	505/90		Sept. 8/90
amended.....	525/90		Sept. 15/90
amended.....	564/90		Oct. 20/90
amended.....	616/90		Dec. 15/90
amended.....	231/91		June 8/91
amended.....	577/91		Oct. 26/91
County of Halton (now The Regional Municipality of Halton), Town of Milton.....	*480/73		
revoked.....	261/86	May	24/86
County of Halton (now part of the regional municipalities of Halton and Peel), Town of Oakville (now part of the towns of Halton Hills, Milton, Oakville and the City of Mississauga).....	*481/73		
amended.....	15/81	Feb.	7/81
amended.....	146/81	Apr.	4/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		184/81	Apr. 11/81
amended.....		192/81	Apr. 18/81
amended.....		258/81	May 16/81
amended.....		265/81	May 16/81
amended.....		317/81	May 30/81
amended.....		386/81	June 27/81
amended.....		419/81	July 11/81
amended.....		449/81	July 18/81
amended.....		598/81	Sept. 19/81
amended.....		709/81	Nov. 7/81
amended.....		362/82	June 12/82
amended.....		377/82	June 19/82
amended.....		505/82	Aug. 7/82
amended.....		704/82	Nov. 6/82
amended.....		705/82	Nov. 6/82
amended.....		706/82	Nov. 6/82
amended.....		707/82	Nov. 6/82
amended.....		817/82	Jan. 1/83
amended.....		88/83	Feb. 26/83
amended.....		116/83	Mar. 19/83
amended.....		136/83	Mar. 26/83
amended.....		356/83	July 2/83
amended.....		363/83	July 9/83
amended.....		444/83	July 23/83
amended.....		471/83	Aug. 13/83
amended.....		635/83	Oct. 15/83
amended.....		715/83	Nov. 26/83
amended.....		232/84	Apr. 28/84
amended.....		305/84	May 26/84
amended.....		306/84	May 26/84
amended.....		586/84	Sept. 29/84
amended.....		643/84	Oct. 27/84
amended.....		690/84	Nov. 17/84
amended.....		341/85	July 6/85
amended.....		461/85	Sept. 28/85
amended.....		615/85	Dec. 14/85
amended.....		15/86	Feb. 1/86
amended.....		27/86	Feb. 8/86
amended.....		199/86	Apr. 26/86
amended.....		356/86	July 5/86
amended.....		408/86	July 26/86
amended.....		377/88	July 2/88
amended.....		659/88	Nov. 12/88
amended.....		188/89	Apr. 22/89
amended.....		20/90	Feb. 3/90
County of Peel (now The Regional Municipality of Peel), Town of Mississauga (now part of the cities of Brampton and Mississauga).....		*479/73	
amended.....		60/81	Feb. 21/81
amended.....		198/81	Apr. 18/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		240/81	May 9/81
amended.....		244/81	May 9/81
amended.....		245/81	May 9/81
amended.....		319/81	May 30/81
amended.....		329/81	June 6/81
amended.....		464/81	July 25/81
amended.....		537/81	Aug. 29/81
amended.....		715/82	Nov. 13/82
amended.....		119/83	Mar. 19/83
amended.....		203/83	Apr. 23/83
amended.....		370/84	June 30/84
amended.....		772/84	Dec. 22/84
amended.....		383/85	Aug. 10/85
amended.....		617/85	Dec. 14/85
amended.....		407/86	July 26/86
County of Peel (now The Regional Municipality of Peel), Township of Toronto			
Gore (now the City of Brampton).....		*476/73	
amended.....		763/81	Nov. 28/81
amended.....		33/82	Feb. 13/82
amended.....		726/83	Dec. 10/83
revoked.....		32/85	Feb. 9/85
County of Peel (now The Regional Municipality of Peel), Township of Chinguacousy (now the City of Brampton).....			
amended.....		*477/73	
		691/81	Nov. 7/81
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Town of Dundas.....			
		*486/73	
amended.....		354/81	June 13/81
amended.....		1/82	Jan. 23/82
amended.....		693/82	Nov. 6/82
amended.....		26/83	Jan. 29/83
amended.....		728/83	Dec. 10/83
amended.....		432/84	July 21/84
amended.....		313/85	June 22/85
amended.....		187/86	Apr. 19/86
amended.....		171/87	Apr. 18/87
amended.....		247/87	May 30/87
amended.....		724/87	Jan. 16/88
amended.....		640/88	Nov. 5/88
amended.....		198/89	May 6/89
amended.....		402/89	July 22/89
amended.....		507/89	Sept. 30/89
amended.....		665/89	Dec. 23/89
amended.....		377/90	July 28/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		560/90	Oct. 13/90
amended.....		274/91	June 22/91
amended.....		621/91	Nov. 2/91
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Township of East Flamborough (now the Township of Flamborough).....			
		*483/73	
amended.....		90/83	Feb. 26/83
amended.....		439/83	July 23/83
amended.....		787/84	Dec. 29/84
amended.....		197/85	May 18/85
amended.....		375/88	July 2/88
amended.....		5/89	Jan. 28/89
amended.....		197/89	May 6/89
amended.....		335/90	July 7/90
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Township of West Flamborough (now the Township of Flamborough).....			
		*484/73	
amended.....		483/82	July 31/82
amended.....		617/82	Oct. 2/82
amended.....		133/83	Mar. 26/83
amended.....		134/83	Mar. 26/83
amended.....		135/83	Mar. 26/83
amended.....		213/83	Apr. 30/83
amended.....		485/83	Aug. 20/83
amended.....		582/83	Oct. 1/83
amended.....		727/83	Dec. 10/83
amended.....		90/85	Mar. 9/85
amended.....		314/85	June 22/85
amended.....		528/85	Nov. 9/85
amended.....		12/86	Feb. 1/86
amended.....		228/86	May 17/86
amended.....		406/86	July 26/86
amended.....		48/89	Feb. 18/89
amended.....		593/91	Nov. 2/91
County of Wentworth (now The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth), Village of Waterdown (now the Township of Flamborough).....			
		*485/73	
amended.....		652/86	Nov. 22/86
amended.....		95/91	Apr. 6/91
amended.....		592/91	Nov. 2/91
Municipality of Metropolitan Toronto, Borough of Etobicoke (now the City of Etobicoke).....			
		*478/73	
amended.....		506/82	Aug. 7/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		95/83	Mar. 5/83
amended.....		328/83	June 18/83
amended.....		523/83	Sept. 3/83
amended.....		655/84	Nov. 3/84
amended.....		227/86	May 17/86
amended.....		697/86	Dec. 20/86
Regional Municipality of York,			
Town of Markham.....		*473/73	
amended.....		282/81	May 23/81
amended.....		443/81	July 11/81
amended.....		582/81	Sept. 12/81
amended.....		432/82	July 3/82
amended.....		437/82	July 10/82
amended.....		470/82	July 24/82
amended.....		513/82	Aug. 14/82
amended.....		593/82	Sept. 18/82
amended.....		317/83	June 11/83
amended.....		489/83	Aug. 20/83
amended.....		491/83	Aug. 20/83
amended.....		634/83	Oct. 10/83
amended.....		718/83	Dec. 3/83
amended.....		770/83	Dec. 24/83
amended.....		11/84	Jan. 28/84
amended.....		171/84	Apr. 7/84
amended.....		689/84	Nov. 17/84
amended.....		442/85	Sept. 21/85
amended.....		498/85	Oct. 26/85
amended.....		533/85	Nov. 9/85
amended.....		586/85	Nov. 30/85
amended.....		639/85	Dec. 21/85
amended.....		30/86	Feb. 8/86
amended.....		36/86	Feb. 15/86
amended.....		218/86	May 10/86
amended.....		355/86	July 5/86
amended.....		361/86	July 5/86
amended.....		401/86	July 19/86
amended.....		465/86	Aug. 23/86
amended.....		534/86	Sept. 20/86
amended.....		601/86	Oct. 25/86
amended.....		625/86	Nov. 15/86
amended.....		137/87	Apr. 4/87
amended.....		201/87	Apr. 25/87
amended.....		535/87	Oct. 3/87
amended.....		600/87	Nov. 21/87
amended.....		282/88	May 21/88
amended.....		641/88	Nov. 5/88
amended.....		501/90	Sept. 1/90
amended.....		591/90	Dec. 1/90
amended.....		700/91	Dec. 7/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Regional Municipality of York, Town of Richmond Hill.....	*474/73			
amended.....	508/82	Aug.	7/82	
amended.....	472/84	Aug.	11/84	
amended.....	521/84	Sept.	1/84	
amended.....	472/85	Oct.	5/85	
amended.....	183/89	Apr.	22/89	
Regional Municipality of York, Town of Vaughan.....	*475/73			
amended.....	79/81	Mar.	7/81	
amended.....	49/82	Feb.	20/82	
amended.....	189/82	Apr.	10/82	
amended.....	376/82	June	19/82	
amended.....	387/82	June	19/82	
amended.....	433/82	July	10/82	
amended.....	434/82	July	10/82	
amended.....	469/82	July	24/82	
amended.....	507/82	Aug.	7/82	
amended.....	620/82	Oct.	9/82	
amended.....	104/83	Mar.	12/83	
amended.....	413/83	July	16/83	
amended.....	546/83	Sept.	10/83	
revoked.....	315/84	June	2/84	
Parkway Belt Planning Area.....	744			

PARTNERSHIPS REGISTRATION ACT

General.....	745			
amended.....	204/84	Apr.	14/84	
amended.....	165/87	Apr.	11/87	
amended.....	458/88	July	30/88	
amended.....	363/89	July	8/89	
amended.....	365/90	July	14/90	
revoked.....	124/91	Apr.	13/91	

PENSION BENEFITS ACT

Exemption..... (revoked by 723/87)	166/81	Apr.	4/81	
Exemption..... (revoked by 323/85)	315/82	May	22/82	
Exemption..... (revoked by 723/87)	323/85	July	6/85	
General.....	746			
amended.....	101/81	Mar.	14/81	
amended.....	262/82	May	8/82	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		500/83	Aug. 27/83
amended.....		73/84	Feb. 18/84
amended.....		620/84	Oct. 20/84
amended.....		680/85	Jan. 4/86
amended.....		353/86	June 28/86
amended.....		692/86	Dec. 13/86
amended.....		31/87	Feb. 14/87
amended.....		238/87	May 23/87
amended.....		486/87	Sept. 5/87
amended.....		707/87	Jan. 2/88
(revoked by 723/87)			
To Revoke Certain Regulations.....		723/87	Jan. 9/88
PENSION BENEFITS ACT, 1987			
General.....		708/87	Jan. 2/88
amended.....		100/88	Mar. 5/88
amended.....		101/88	Mar. 5/88
amended.....		112/88	Mar. 12/88
amended.....		422/88	July 16/88
amended.....		423/88	July 16/88
amended.....		424/88	July 16/88
amended.....		737/88	Dec. 31/88
amended.....		160/89	Apr. 15/89
amended.....		589/89	Oct. 28/89
amended.....		651/89	Dec. 16/89
amended.....		700/89	Dec. 30/89
amended.....		701/89	Dec. 30/89
amended.....		412/90	Aug. 11/90
amended.....		650/90	Dec. 29/90
amended.....		651/90	Dec. 29/90
amended.....		402/91	Aug. 3/91
amended.....		740/91	Jan. 4/92
amended.....		743/91	Jan. 4/92
amended.....		760/91	Jan. 11/92
PERSONAL PROPERTY SECURITY ACT			
Branch Offices.....	747		
amended.....		616/84	Oct. 20/84
Fees Concerning Security Documents.....	748		
amended.....		137/84	Mar. 17/84
amended.....		249/86	May 17/86
amended.....		680/87	Dec. 26/87
(revoked by 502/89)			
General.....	749		
amended.....		838/81	Jan. 2/82
amended.....		264/87	May 30/87
(revoked by 372/89)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Personal Property Security Assurance Fund.....	750		
(revoked by 503/89)			

PERSONAL PROPERTY SECURITY ACT, 1989

Fees.....		502/89	Sept.	30/89
amended.....		443/91	Aug.	24/91
General.....		372/89	July	8/89
Personal Property Security Assurance Fund.....		503/89	Sept.	30/89

PESTICIDES ACT

General.....	751			
amended.....		252/81	May	16/81
amended.....		616/81	Oct.	3/81
amended.....		756/81	Nov.	28/81
amended.....		161/82	Apr.	3/82
amended.....		70/84	Feb.	18/84
amended.....		731/84	Dec.	1/84
amended.....		269/85	June	15/85
amended.....		545/85	Nov.	16/85
amended.....		562/85	Nov.	23/85
amended.....		147/86	Apr.	5/86
amended.....		173/86	Apr.	12/86
amended.....		223/86	May	10/86
amended.....		238/86	May	17/86
amended.....		25/88	Feb.	6/88
amended.....		78/88	Feb.	27/88
amended.....		602/88	Oct.	15/88
amended.....		714/88	Dec.	17/88
amended.....		717/88	Dec.	17/88
amended.....		9/89	Jan.	28/89
amended.....		249/89	May	20/89
amended.....		42/90	Feb.	10/90
amended.....		43/90	Feb.	10/90
amended.....		163/90	Apr.	21/90
amended.....		250/90	June	2/90
amended.....		251/90	June	2/90
amended.....		358/90	July	14/90
amended.....		27/91	Feb.	16/91
amended.....		119/91	Apr.	6/91

PETROLEUM RESOURCES ACT

Exploration, Drilling and Production.....	752			
amended.....		35/82	Feb.	13/82
Protection of Designated Gas Storage Areas.....		666/85	Jan.	4/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Spacing Units -				
Arthur Pool.....	753			
Blandford 3-7-VIII Pool..... (revoked by 330/90)		103/88	Mar.	5/88
Blandford 3-7-VIII Pool.....		330/90	July	7/90
Camden 6-10-IX Gore Pool.....		16/88	Jan.	30/88
Camden 6-2-VI Gore Pool.....		292/91	June	29/91
Charlotteville 7-2-VII Pool.....		667/90	Jan.	5/91
Clearville.....	754			
revoked		353/89	July	8/89
Colchester South.....	755			
(revoked by 658/89)				
Colchester South 5-15-V Pool.....		668/90	Jan.	5/91
Colchester South 81-I Pool.....		658/89	Dec.	23/89
Courtright Pool.....	756			
revoked.....		354/89	July	8/89
Coveny Pool.....	757			
revoked		52/88	Feb.	13/88
Dawn 2-30-XIV Pool.....		248/88	May	14/88
Dawn 4-28-111 Pool.....	758			
revoked.....		53/88	Feb.	13/88
Dawn and Sombra (Townships of).....	759			
revoked.....		355/89	July	8/89
Dover 1-II-V-E Pool.....		318/85	June	29/85
Dover 7-2-V E Pool.....		320/91	July	6/91
Dover 7-5-V Pool..... (revoked by 104/88)		622/83	Oct.	15/83
Dover 7-5-V E Pool.....		104/88	Mar.	5/88
Dungannon Pool.....	760			
Dunwich 8-22-A B.F. Pool.....		357/89	July	8/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Egremont (Township of).....	761			
Ekfrid Pool.....	762			
Enniskillen 2-21-II Pool.....		84/90	Mar.	17/90
Enniskillen 6-15-II.....		485/86	Aug.	30/86
amended.....		577/86	Oct.	11/86
Enniskillen 7-30-IX Pool.....		283/86	May	31/86
General Dawn 5-27-111 Pool.....	763			
Gosfield North 2-21-VI Pool.....		168/91	May	4/91
Gosfield South 8-7-V Pool.....		17/88	Jan.	30/88
Gosfield South (Township of).....	764			
Hemlock Pool.....	765			
Innerkip East Pool.....	766			
Innerkip Pool.....	767			
Ladysmith Pool.....	768			
Maidstone 7-17-V Pool.....		18/88	Jan.	30/88
Malden (Township of).....	769			
(revoked by 230/91)				
Malden Township.....		230/91	June	8/91
amended.....		640/91	Nov.	16/91
Mersea 1-15-B Pool.....		584/84	Sept.	29/84
(revoked by 1/85)				
Mersea 1-15-B Pool.....		1/85	Jan.	26/85
(revoked by 249/88)				
Mersea 2-15-B Pool.....		249/88	May	14/88
Mersea 4-14-I Pool.....		293/91	June	29/91
Mersea 6-16-B Pool.....		19/88	Jan.	30/88
Mersea 6-23-VII Pool.....		20/88	Jan.	30/88
(revoked by 136/90)				
Mersea 6-23-VII Pool.....		136/90	Apr.	14/90
(revoked by 23/91)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Mersea 6-23-VII Pool.....		23/91	Feb.	16/91
Mersea 8-16-VIII Pool.....		493/88	Aug.	20/88
Moore (Township of).....	770			
Moore 5-50-Front Pool.....		669/90	Jan.	5/91
Osborne Pool.....	771			
Otter Creek East Pool.....	772			
Otter Creek Pool.....	773			
Oxley Field.....	774			
revoked.....		356/89	July	8/89
Plympton 5-19-VI Pool.....	775			
PPC/RAM 20, Dover 3-7-III E Pool.....		657/89	Dec.	23/89
Raleigh 1-17-XIII Pool.....		670/90	Jan.	5/91
Raleigh 2-14-XIV Pool.....		86/90	Mar.	17/90
Revallee, Rochester 1-20-V (EBR) Pool.....		14/86	Feb.	1/86
Romney 3-8-II Pool.....		306/88	May	28/88
Romney 5-15-I Pool.....		137/90	Apr.	14/90
Romney 6-13-III Pool..... (revoked by 54/89)		305/88	May	28/88
Romney 6-13-III Pool.....		54/89	Feb.	18/89
Romney 6-13-IV Pool..... amended.....		55/89 395/90	Feb. Aug.	18/89 4/90
Ruscom River Pool.....	776			
St. Patrick's Pool.....	777			
Sarnia 5-3-II Pool..... revoked.....		511/88 659/89	Aug. Dec.	27/88 23/89
Sombra 3-26-VI Pool.....		77/87	Feb.	28/87
Sombra 5-11-XII Pool.....		85/90	Mar.	17/90
Stephen 2-23-XVI Pool.....		261/90	June	2/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Terminus North Pool.....	778		
Tilbury East 1-24-IX Pool.....		21/88	Jan. 30/88
Townsend Pool.....	779		
Venison Creek Pool.....	780		
Verschoyle West Pool.....	781		
Wilsonville Pool.....	782		
Wilsonville South Pool.....	783		

PITS AND QUARRIES CONTROL ACT

General.....	784		
amended.....		157/81	Apr. 4/81
amended.....		323/81	May 30/81
amended.....		424/84	July 14/84
amended.....		29/86	Feb. 8/86
amended.....		155/86	Apr. 12/86

PLANNING ACT

(See now Planning Act, 1983)

Delegation of Authority of Minister under Section 53 of the Planning Act - Condominium Plans..... (revoked by 475/83)		324/81	May 30/81
- Condominium Plans..... (revoked by 475/83)		147/83	Apr. 2/83
- Subdivision Plans..... (revoked by 476/83)		78/82	Mar. 6/82

NOTE: For Delegation of Authority Withdrawals
see "Withdrawals of Delegation of
Authority of Minister under....."

Notice Requirements -

Restricted Area By-Laws..... (revoked by 404/83)	785		
---	-----	--	--

Order of the Minister under Section 30
of the Planning Act

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, Lot 15 and parts of lots 14 and 16, Plan Number 32.....		2/81	Jan. 24/81
City of London in the County of Middlesex, Lot 35, Plan Number 630.....		3/81	Jan. 24/81
Township of Aldborough in the County of Elgin, Lot 7, Concession XII, Plan Number D-320.....		8/81	Jan. 31/81
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19, Concession IV, Plan Number 51R-478.....		12/81	Feb. 7/81
Town of Bracebridge in the District Municipality of Muskoka, Lot 20 in Concession IX, Plan Number BR-1624.....		17/81	Feb. 7/81
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, Lot 40, Plan Number 1088 and Lot 57, Plan Number 200.....		34/81	Feb. 14/81
Town of Blind River in the Territorial District of Algoma, Lot 376, Plan Number 487.....		54/81	Feb. 21/81
Town of Goderich in the County of Huron, lots 865 and 866, lots 888 and 889, Plan Number 7.....		74/81	Mar. 7/81
City of Hamilton in The Regional Municipality of Hamilton-Wentworth, lots 6, 7, 8 and part of Lot 9 Plan Number 62R-423.....		86/81	Mar. 14/81
Township of Bedford in the County of Frontenac, Lot 31, Concession VII, Plan Number R-95		124/81	Mar. 21/81
Township of Paipoonge in the Territorial District of Thunder Bay, Lot 25, Concession III, Parcel 2094.....		189/81	Apr. 11/81
Township of Snowdon in the Provisional County of Haliburton, Plan Number 19R-538.....		211/81	Apr. 25/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Town of Newcastle, formerly in the Township of Darlington, in the County of Durham, Lot 23, Concession III.....		234/81	May	2/81
Township of Dunwich in the County of Elgin, Lot 8, Concession VII.....		260/81	May	16/81
Township of Rama in the County of Simcoe, formerly in the County of Ontario, Lot 19, Concession F..... (revoked by 486/81)		261/81	May	16/81
Township of Rama in the County of Simcoe, Lot 19, Concession F.....		262/81	May	16/81
Town of Wasaga Beach formerly in the Village of Wasaga Beach, in the County of Simcoe, Lot 2, Concession XV, Plan Number 815.....		263/81	May	16/81
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Plan Number 518942 and Plan Number 815.....		264/81	May	16/81
Township of Verulam in the County of Victoria, Lot 11, Concession IV, Plan Number RD60.....		351/81	June	13/81
Borough of York in The Municipality of Metropolitan Toronto, Parts of Lots 314 and 315, Plan Number 1813.....		356/81	June	13/81
Borough of York in The Municipality of Metropolitan Toronto, Parts of Lots 17 and 18, Plan Number 847.....		357/81	June	13/81
Township of Essa in the County of Simcoe, Part of the East Half of Lot 19, Concession IV, Plan Number 51R-478..... amended.....		391/81 530/86	June Sept.	27/81 20/86
Township of Wainfleet in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the County of Welland, Parts of Lots 19 and 20, Concession III, Plan Number 778A.....		392/81	June	27/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the County of Welland, Part of Block F, Corporation Plan No. 24, now known as Plan 525.....		393/81	June 27/81
Township of Amaranth in the County of Dufferin, Lot 1, Concession IX.....		403/81	July 4/81
Township of Carden in the County of Victoria, Lot 2, Concession IV, Plan Number 57R-228.....		411/81	July 4/81
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the Township of Bertie in the County of Welland, Lot 4, Cross Concession.....		450/81	July 18/81
City of Toronto in The Municipality of Metropolitan Toronto, Lot 1, Plan Number 128E.....		485/81	Aug. 8/81
Township of Rama in the County of Simcoe, formerly in the County of Ontario, Lot 19, Concession F.....		486/81	Aug. 8/81
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, formerly in the Township of Toronto in the County of Peel, Lot 128, Plan Number 745.....		488/81	Aug. 8/81
Town of Wasaga Beach, formerly the Village of Wasaga Beach, in the County of Simcoe, Lot 5, Sixteenth Concession.....		528/81	Aug. 29/81
City of North York, formerly in the Borough of York, in The Municipality of Metropolitan Toronto, Plan Number 2056.....		542/81	Sept. 5/81
Town of East Gwillimbury in The Regional Municipality of York, Block E, Part I, Plan Number 402..... (revoked by 585/81)		577/81	Sept. 12/81
Town of East Gwillimbury in The Regional Municipality of York, Block E, Part I, Plan Number 402.....		585/81	Sept. 12/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Tay in the County of Simcoe, Lot 13, Plan Number 87 designated as Part 14, Plan Number 51R-1278.....		612/81	Oct. 3/81
City of Orillia, formerly in the Township of South Orillia, in the County of Simcoe, Lot 5, Concession IV, Parts 1, 2, 3 and 4 Plan Number 51R-1130.....		618/81	Oct. 10/81
Geographic Township of Casgrain in the Territorial District of Cochrane, Lot 25, Concession VII.....		632/81	Oct. 17/81
Township of Rama in the County of Simcoe, Lot 5, Concession L.....		674/81	Oct. 24/81
Township of Nottawasaga in the County of Simcoe, Lot 32, Concession IV and V.....		676/81	Oct. 31/81
Town of Markham in The Regional Municipality of York, formerly in the Township of Markham in the County of York, Parcel 6-1, Section MA-2..... (revoked by 861/81)		677/81	Oct. 31/81
City of Toronto and partly in the Borough of York, formerly in the Township of York, Plan No. 1885.....		714/81	Nov. 7/81
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the Township of Bertie in the County of Welland, Lot 2, Concession II.....		780/81	Dec. 5/81
Township of Tay in the County of Simcoe, Lot 14, Plan Number 87, Part 5, Plan Number 51R-1278.....		782/81	Dec. 5/81
Township of Mariposa in the County of Victoria, lots 7 and 8, Concession A, Part 54, Plan Number R.D. 187 and Lot 98, Plan Number 553.....		783/81	Dec. 5/81
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Lot 26, Plan Number 1576.....		797/81	Dec. 12/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Wasaga Beach, formerly in the Village of Wasaga Beach, in the County of Simcoe, part of Lot 6, Concession XVI, Plan Number 51R-553.....		840/81	Jan. 2/82
Town of Markham in The Regional Municipality of York, formerly in the Township of Markham in the County of York, Parcel 6-7 for Section MA-2.....		861/81	Jan. 9/82
Township of Lindsay in the County of Bruce, Lot 15, Concession VIII, Plan Number R-174.....		869/81	Jan. 16/82
Township of Emily in the County of Victoria, Lot 13, Concession I, Plan Number RD-44.....		6/82	Jan. 30/82
Township of Tay in the County of Simcoe, part of Lot 112, Concession II, Plan Number 51R-1231.....		51/82	Feb. 20/82
Geographic Township of Monteith in the Territorial District of Parry Sound, part of Lot 31, Concession VIII, Plan Number PSR 1700.....		64/82	Feb. 20/82
Geographic Township of Monteith in the Territorial District of Parry Sound, part of Lot 31, Concession VIII, Plan Number PSR 1700.....		65/82	Feb. 20/82
Township of Tay in the County of Simcoe, part of Lot 13, Plan Number 51R-1278.....		80/82	Mar. 6/82
Township of Cardiff in the Provisional County of Haliburton, part of Lot 24, Concession VI.....		81/82	Mar. 6/82
Township of Bedford in the County of Frontenac, part of Lot 31, Concession VII.....		87/82	Mar. 6/82
City of North York in The Municipality of Metropolitan Toronto, part of Lot 64, Plan Number 7611.....		112/82	Mar. 13/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
City of North York in The Municipality of Metropolitan Toronto, Lot 65, Plan Number 7611.....		113/82	Mar. 13/82
Township of Uxbridge in The Regional Municipality of Durham in the County of Ontario, part of Lot 14, Concession VII, Plan Number 414.....		143/82	Mar. 27/82
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Lot 43, Plan Number 1700.....		163/82	Apr. 3/82
Township of Tay in the County of Simcoe, Lot 83, Concession 1, Plan Number 51R-10463..... (revoked by 453/82)		164/82	Apr. 3/82
Township of Scugog in The Regional Municipality of Durham, Lot 5, Concession X, Plan Number 40R-4747.....		175/82	Apr. 10/82
Township of Tay in the County of Simcoe, lots 13 and 14, Plan Number 51R-1278.....		192/82	Apr. 17/82
Township of Georgina in The Regional Municipality of York, Lot 11, Concession III, Plan Number 86766B.....		193/82	Apr. 17/82
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, Lot 162, Plan Number 774.....		280/82	May 15/82
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, Lot 5, Concession I, Plan Number 43R-9820.....		292/82	May 22/82
Town of Wasaga Beach, County of Simcoe, Lot 6, Concession XVI, Plan Number RD469.....		301/82	May 22/82
Township of Smith in the County of Peterborough, Lot 27, Concession XIV, Plan Number 45R-4201.....		316/82	May 29/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Parry Sound, Territorial District of Parry Sound, Lots 114 and 115 on Westside of Highview Street, Plan Number 135.....		332/82	June 5/82
Township of Mariposa, County of Victoria, Lot 40, Plan Number 553.....		371/82	June 19/82
Township of Southwold, County of Elgin, Lot 45, Plan Number D-911.....		372/82	June 19/82
Township of Mariposa, County of Victoria, Part 19 on Reference Plan, Lot 40, Plan Number 553.....		381/82	June 19/82
revoked.....		435/82	July 10/82
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19 in Concession IV, Plan Number 478.....		402/82	June 26/82
Town of Wasaga Beach, formerly in the Township of Sunnidale, in the County of Simcoe, Lot 5, Concession XV, Plan Number 51R-1316.....		420/82	July 3/82
Township of Adelaide, County of Middlesex, Concession III, Lot 19, Plan Number 295.....		421/82	July 3/82
Township of Adelaide, County of Middlesex, Concession III, Lot 20, Plan Number 295.....		422/82	July 3/82
Township of Normandy, County of Grey, Lot 30, Concession XIII.....		427/82	July 3/82
Township of Beaucage in the Territorial District of Nipissing, Lot 12, Concession I, Plan Number P-2259.....		446/82	July 17/82
Township of Lindsay, County of Bruce, Lot 15, Concession VIII, Plan Number R-174.....		452/82	July 17/82
Township of Tay, County of Simcoe, Lot 83, Concession I, Plan Number 51R-10463.....		453/82	July 17/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Township of Leamington, County of Essex, Lot 10, Plan Number 198.....		461/82	July	24/82
Village of Elora, County of Wellington Wellington South (No.61), Plan Number 181.....		481/82	July	31/82
Township of London, County of Middlesex, Concession XI.....		493/82	Aug.	7/82
Township of Matchedash, County of Simcoe, Lot 20, Concession VIII.....		510/82	Aug.	14/82
Village of Elora, County of Wellington, Wellington South (No.61) as Number 181, Plan Number WGR-14.....		511/82	Aug.	14/82
Township of Himsworth South, District of Parry Sound, Lot 11, Concession XVII, Number PSR, Plan 290.....		512/82	Aug.	14/82
Township of Cardiff, Provisional County of Haliburton, Lot 24, Concession VI.....		578/82	Sept.	11/82
Town of Halton Hills, The Regional Municipality of Halton (formerly the Town of Acton in the County of Halton) Lot 40, Plan Number 772.....		603/82	Sept.	25/82
Township of West Lincoln, The Regional Municipality of Niagara (Formerly in the Township of Gainsborough, County of Lincoln) Lot 19, Concession IV.....		605/82	Sept.	25/82
Township of Cardiff, Provisional County of Haliburton, Lot 24, Concession VI.....		666/82	Oct.	23/82
Township of Innisfil, County of Simcoe, Lot 30, Concession XIII, Plan Number 660..... (revoked by 4/83)		675/82	Oct.	23/82
Township of Adjala in the County of Simcoe, Plan Number RD-622.....		691/82	Oct.	30/82
Township of Innisfil in the County of Simcoe, Lot 26, Concession XI.....		699/82	Nov.	6/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Township of Bayham in the County of Elgin.....		735/82	Nov. 20/82
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19, Concession IV.....		756/82	Dec. 4/82
Township of Tudhope in the Territorial District of Timiskaming, Lot 11, Concession 1, Plan Number 54R-1327.....		759/82	Dec. 4/82
Township of Essa in the County of Simcoe, Lot 19, Concession IV, Plan Number 51R-11213.....		763/82	Dec. 4/82
Township of Lindsay in the County of Bruce, Lot 15, Concession VIII, Plan Number R-174.....		764/82	Dec. 4/82
Township of Cramahe in the County of Northumberland, Lots 14, 15 and 16 in Concession IV.....		788/82	Dec. 4/82
Township of Brant in the County of Bruce, Lot 30, Concession II.....		811/82	Jan. 1/83
Township of Innisfil in the County of Simcoe, Part of Broken, Lot 30, Concession XIII and Part of Lot 39 and Block G, Plan Number 660.....		4/83	Jan. 22/83
Town of Wasaga Beach (formerly in the township of Sunnidale) in the County Simcoe, Lot 6, Concession XVI, Plan Number 534.....		18/83	Jan. 29/83
Town of Rayside - Balfour in The Regional Municipality of Sudbury, Lot 1, Concession III, Plan Number 53R-3792.....		52/83	Feb. 5/83
Town of Lindsay, formerly in the Township of Ops, in the County of Victoria, east half of Lot 20 in Concession IV, Plan Number 97956; Lot 20, Concession IV, Plan Number 13415.....		59/83	Feb. 5/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Onaping Falls formerly in the Township of Dowling, in The Regional Municipality of Sudbury, Lot 10, Concession IV.....		89/83	Feb. 26/83
Town of Wasaga Beach, formerly in the Township of Nottawasaga, County of Simcoe, Lot 8, Plan Number 862.....		105/83	Mar. 12/83
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, parts of Lots 13 and 14, Plan Number 328 for the Town of Fort Erie and Plan Number 2371 for the former Township of Bertie, now known as Plan Number 992.....		109/83	Mar. 12/83
City of Cornwall in the United Counties of Stormont, Dundas and Glengarry, Lot 7, Concession 1.....		110/83	Mar. 19/83
Township of Woford in the United Counties of Leeds and Grenville, Lot 10, Concession II.....		111/83	Mar. 19/83
Township of Orillia in the County of Simcoe, Lot 2 Concession 1, Plan Number 478.....		115/83	Mar. 19/83
Township of Dack, in the Territorial District of Timiskaming, Parcel 17567, South Section Timiskaming.....		143/83	Mar. 26/83
Township of Tay in the County of Simcoe, part of Lot 13 Plan Number 51R-1278.....		181/83	Apr. 16/83
Town of Wasaga Beach in the County of Simcoe, Lot 40 Plan Number 1700.....		182/83	Apr. 16/83
Township of Croft in the Territorial District of Parry Sound, Lots 21 and 22, Concession III, Plan Number P5R 1904.....		207/83	Apr. 23/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel, formerly in the Township of Toronto in the County of Peel, part of Lot 125 Plan Number 774.....		216/83	Apr. 30/83
Township of Hagerman in the Territorial District of Parry Sound, parts of Lots 28, 29 and 30 in Concession VII Plan Number 260.....		217/83	Apr. 30/83
Town of Fort Erie in The Regional Municipality of Niagara, formerly in the Village of Crystal Beach in the County of Welland, part of Block P Plan Number 544.....		243/83	May 14/83
Township of Evanturel in the Territorial District of Timiskaming, part of the south half of Lot 7 in Concession I.....		249/83	May 14/83
Townships of Belmont and Methuen, formerly in the Township of Methuen, in the County of Peterborough, parts of Lot 30 in Concession IX.....		315/83	June 11/83
Township of Mariposa in the County of Victoria, part of Lot 1 in Concession C, part 6 Number R.D. 200 Lot 11 Number 547.....		327/83	June 18/83
Township of Howard in the County of Kent, half Lot 93, Number 219087.....		329/83	June 18/83
Township of Mariposa in the County of Victoria part of Lot 8 in Concession A Number R.D. 187.....		352/83	June 25/83
Town of Goderich in the County of Huron West half of Lot 376 Plan Number 457.....		357/83	July 2/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Town of Huntsville in the District Municipality of Muskoka, formerly in the Township of Chaffey in the District of Muskoka, Part of Lot 11, Concession III Township of Chaffey Part 18, Plan Number BR-1048.....		420/83	July 16/83
Town of Aylmer in the County of Elgin Lots 1, 2, 3, 4 and 5 of Plan 301.....		421/83	July 16/83
Town of Rayside-Balfour in The Regional Municipality of Sudbury, part of Lot 1 in Concession III, Plan Number 53R-3792.....		467/83	Aug. 6/83
Town of Rayside-Balfour in The Regional Municipality of Sudbury, part of Lot 1 in Concession III, Plan Number 53R-3792.....		468/83	Aug. 6/83
Township of Fenelon in the County of Victoria part of Lot 30 in Concession VII.....		472/83	Aug. 13/83
Township of Georgina, in The Regional Municipality of York, formerly in the County of York, part of Lot Numbers 22 and 23 in Concession 1.....		518/83	Aug. 27/83
City of Mississauga in The Regional Municipality of Peel (formerly in the Township of Toronto, in the County of Peel) part of Block B, Plan Number 680.....		519/83	Aug. 27/83
(An asterisk (*) denotes that the Regulation has been amended prior to January 1, 1981 but the amendments are not shown.) (- for amendments to the end of 1980 - see Table of Regulations published in The Ontario Gazette dated March 14, 1981 or in the Statutes of Ontario, 1980.)			
Restricted Areas - (now zoning) County of Brant, Township of Brantford.....		*295/74	
revoked.....		44/87	Feb. 14/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Township of Brantford (revoking Reg.).....		695/82	Nov. 6/82
County of Bruce, Township of Brant (revoking Reg.).....		747/82	Nov. 27/82
Township of Carrick.....		*274/74	
amended.....		358/83	July 2/83
Township of Huron (revoking Reg.).....		746/82	Nov. 27/82
Town of Kincardine (revoking Reg.).....		748/82	Nov. 27/82
County of Elgin, Township of Bayham (*284/74) amended.....		738/81	Nov. 21/81
revoked.....		799/82	Dec. 25/82
Township of Malahide (revoking Reg.).....		588/82	Sept. 18/82
County of Essex, Township of Colchester South (revoking Reg.).....		176/82	Apr. 10/82
Township of Mersea (revoking Reg.).....		632/82	Oct. 9/82
Township of Tilbury North.....		*674 of R.R.O. 1970	
amended.....		701/83	Nov. 19/83
County of Frontenac, Township of Bedford (revoking Reg.).....		159/81	Apr. 4/81
County of Grey, Township of Glenelg.....		*294/74	
County of Haliburton, Township of Cardiff (revoking Reg.).....		604/82	Sept. 25/82
County of Hastings, Township of Sidney (revoking Reg.).....		305/82	May 22/82
Township of Thurlow.....		*318/74	
amended.....		218/83	Apr. 30/83
amended.....		593/84	Oct. 6/84
revoked.....		112/89	Mar. 18/89
County of Huron, Township of East Wawanosh (revoking Reg.).....		238/82	May 1/82
Township of Hay (revoking Reg.).....		241/82	May 1/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Township of Morris (revoking Reg.).....		239/82	May	1/82
Township of Stephen.....		*289/74		
amended.....		410/81	July	4/81
Township of Turnberry (revoking Reg.).....		240/82	May	1/82
Township of Osborne.....		*287/74		
County of Kent, Township of Camden (revoking Reg.).....		214/82	Apr.	24/82
Township of Chatham (*10/73) amended.....		752/81	Nov.	28/81
amended.....		809/81	Dec.	19/81
amended.....		587/82	Sept.	18/82
revoked.....		642/82	Oct.	16/82
Township of Harwich.....		69/81	Mar.	7/81
Township of Raleigh (revoking Reg.).....		68/81	Mar.	7/81
Township of Raleigh.....		70/81	Mar.	7/81
County of Lambton, Township of Bosanquet (revoking Reg.).....		100/82	Mar.	6/82
Township of Moore.....		250/83	May	14/83
(revoking Reg.).....		211/85	June	1/85
Township of Warwick.....		*281/74		
amended.....		851/81	Jan.	9/82
County of Lanark, Township of Drummond (revoking Reg.).....		531/81	Aug.	29/81
County of Leeds and Grenville, Township of Front of Leeds and Lansdowne (revoking Reg.).....		547/82	Aug.	21/82
Township of Oxford (on Rideau).....		372/77		
amended.....		22/81	Feb.	14/81
revoked.....		708/86	Dec.	20/86
Township of South Elmsley.....		*310/74		
Township of South Gower.....		371/77		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
County of Northumberland, Township of Murray (revoking Reg.).....		862/81	Jan. 16/82
County of Ontario (now The Regional Municipality of Durham), Township of Pickering (now the Town of Pickering).....		*102/72	
amended.....	208/81		Apr. 18/81
amended.....	209/81		Apr. 25/81
amended.....	833/81		Jan. 2/82
amended.....	852/81		Jan. 9/82
amended.....	165/82		Apr. 3/82
amended.....	492/82		Aug. 7/82
amended.....	64/83		Feb. 12/83
amended.....	93/83		Feb. 26/83
amended.....	194/83		Apr. 16/83
amended.....	283/83		May 28/83
amended.....	291/83		May 28/83
amended.....	310/83		June 4/83
amended.....	311/83		June 4/83
amended.....	469/83		Aug. 6/83
amended.....	114/84		Mar. 10/84
amended.....	608/84		Oct. 13/84
amended.....	66/85		Feb. 23/85
amended.....	67/85		Feb. 23/85
amended.....	202/85		May 25/85
amended.....	372/85		July 27/85
amended.....	390/85		Aug. 17/85
amended.....	393/85		Aug. 17/85
amended.....	468/85		Oct. 5/85
amended.....	522/85		Nov. 2/85
amended.....	34/86		Feb. 15/86
amended.....	74/86		Mar. 1/86
amended.....	101/86		Mar. 15/86
amended.....	110/86		Mar. 22/86
amended.....	235/86		May 17/86
amended.....	236/86		May 17/86
amended.....	262/86		May 24/86
amended.....	403/86		July 26/86
amended.....	404/86		July 26/86
amended.....	469/86		Aug. 23/86
amended.....	535/86		Sept. 20/86
amended.....	612/86		Oct. 25/86
amended.....	732/86		Jan. 3/87
amended.....	129/87		Mar. 28/87
amended.....	468/87		Aug. 22/87
amended.....	483/87		Sept. 5/87
amended.....	538/87		Oct. 10/87
amended.....	546/87		Oct. 17/87
amended.....	81/88		Feb. 27/88
amended.....	144/88		Apr. 2/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		267/89	May	27/89
amended.....		421/89	Aug.	5/89
amended.....		180/90	Apr.	28/90
amended.....		503/90	Sept.	8/90
amended.....		63/91	Mar.	16/91
Township of Uxbridge.....		*103/72		
amended.....		538/81	Aug.	29/81
amended.....		426/82	July	3/82
amended.....		584/83	Oct.	1/83
revoked.....		506/84	Aug.	25/84
County of Oxford, Township of Tillsonburg.....		*347/74		
County of Perth, Township of Elma (revoking Reg.).....		182/82	Apr.	10/82
Township of Wallace (revoking Reg.).....		183/82	Apr.	10/82
County of Peterborough, Township of North Monaghan.....		377/77		
revoked.....		670/91	Nov.	16/91
Township of Smith.....		720/79		
amended.....		319/85	June	29/85
revoked.....		590/85	Dec.	7/85
Township of Smith.....		879/79		
amended.....		320/85	June	29/85
revoked.....		589/85	Dec.	7/85
County of Prescott and Russell, Township of West Hawkesbury.....		*321/74		
revoked		721/84	Nov.	24/84
County of Prince Edward, Township of North Marysburgh (revoking Reg.).....		812/81	Dec.	19/81
Township of Sophiasburgh (revoking Reg.).....		696/82	Nov.	6/82
County of Renfrew, Township of Admaston.....		*316/74		
revoked.....		731/86	Dec.	27/86
Township of Alice and Fraser.....		*314/74		
revoked.....		730/86	Dec.	27/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Township of Horton.....		*317/74		
revoked.....		520/84	Sept.	1/84
Township of McNab.....		*311/74		
amended.....		437/81	July	11/81
revoked.....		728/86	Dec.	27/86
Township of Pembroke.....		*315/74		
revoked.....		519/84	Sept.	1/84
Township of Rolph, Buchanan, Wylie and McKay.....		*312/74		
revoked.....		729/86	Dec.	27/86
Township of Stafford (revoking Reg.).....		697/82	Nov.	6/82
County of Simcoe, Township of Essa.....		*299/74		
Township of Innisfil.....		1034/80		
amended.....		20/82	Feb.	6/82
amended.....		5/84	Jan.	21/84
revoked.....		425/85	Sept.	14/85
Township of Innisfil.....		675/81	Oct.	24/81
amended.....		438/82	July	10/82
amended.....		621/82	Oct.	9/82
amended.....		719/82	Nov.	13/82
amended.....		284/83	May	28/83
amended.....		319/83	June	11/83
amended.....		498/83	Aug.	20/83
amended.....		786/83	Jan.	7/84
amended.....		39/84	Feb.	11/84
amended.....		76/84	Feb.	25/84
amended.....		673/84	Nov.	10/84
amended.....		740/84	Dec.	8/84
amended.....		25/85	Feb.	9/85
amended.....		340/85	July	6/85
amended.....		377/85	Aug.	3/85
revoked.....		415/85	Aug.	31/85
Township of Nottawasaga.....		*675 of R.R.O. 1970		
amended.....		185/81	Apr.	11/81
amended.....		237/81	May	2/81
amended.....		366/81	June	20/81
amended.....		367/81	June	20/81
amended.....		474/81	Aug.	1/81
amended.....		518/81	Aug.	22/81
amended.....		545/81	Sept.	5/81
amended.....		624/81	Oct.	10/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		684/81	Oct. 31/81
amended.....		878/81	Jan. 16/82
amended.....		56/82	Feb. 20/82
amended.....		101/82	Mar. 6/82
amended.....		142/82	Mar. 27/82
amended.....		373/82	June 19/82
amended.....		378/82	June 19/82
amended.....		395/82	June 26/82
amended.....		462/82	July 24/82
amended.....		509/82	Aug. 14/82
amended.....		557/82	Aug. 28/82
amended.....		585/82	Sept. 18/82
amended.....		586/82	Sept. 18/82
amended.....		631/82	Oct. 9/82
amended.....		662/82	Oct. 23/82
amended.....		703/82	Nov. 6/82
amended.....		65/83	Feb. 12/83
amended.....		117/83	Mar. 19/83
amended.....		262/83	May 21/83
amended.....		312/83	June 4/83
amended.....		313/83	June 4/83
amended.....		354/83	July 2/83
amended.....		390/83	July 9/83
amended.....		391/83	July 9/83
amended.....		449/83	July 30/83
amended.....		534/83	Sept. 10/83
amended.....		535/83	Sept. 10/83
amended.....		536/83	Sept. 10/83
amended.....		537/83	Sept. 10/83
amended.....		574/83	Sept. 24/83
amended.....		694/83	Nov. 19/83
amended.....		111/84	Mar. 10/84
amended.....		118/84	Mar. 10/84
amended.....		119/84	Mar. 10/84
amended.....		213/84	Apr. 28/84
amended.....		330/84	June 9/84
amended.....		336/84	June 9/84
amended.....		483/84	Aug. 18/84
amended.....		484/84	Aug. 18/84
amended.....		485/84	Aug. 18/84
amended.....		505/84	Aug. 25/84
amended.....		609/84	Oct. 13/84
amended.....		646/84	Oct. 27/84
amended.....		672/84	Nov. 10/84
amended.....		727/84	Nov. 24/84
amended.....		793/84	Dec. 29/84
amended.....		800/84	Jan. 5/85
amended.....		16/85	Feb. 9/85
amended.....		141/85	Apr. 20/85
amended.....		175/85	May 4/85
amended.....		195/85	May 18/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		200/85	May 25/85
amended.....		244/85	June 8/85
amended.....		368/85	July 20/85
amended.....		384/85	Aug. 10/85
amended.....		385/85	Aug. 10/85
amended.....		392/85	Aug. 17/85
amended.....		455/85	Sept. 28/85
amended.....		456/85	Sept. 28/85
amended.....		457/85	Sept. 28/85
amended.....		485/85	Oct. 19/85
amended.....		486/85	Oct. 19/85
amended.....		587/85	Nov. 30/85
amended.....		5/86	Jan. 25/86
amended.....		107/86	Mar. 22/86
amended.....		185/86	Apr. 19/86
amended.....		186/86	Apr. 19/86
amended.....		230/86	May 17/86
amended.....		312/86	June 14/86
amended.....		313/86	June 14/86
amended.....		346/86	June 28/86
amended.....		347/86	June 28/86
amended.....		348/86	June 28/86
amended.....		349/86	June 28/86
amended.....		378/86	July 12/86
amended.....		405/86	July 26/86
amended.....		415/86	Aug. 2/86
amended.....		471/86	Aug. 23/86
amended.....		515/86	Sept. 20/86
amended.....		529/86	Sept. 20/86
amended.....		560/86	Oct. 11/86
amended.....		561/86	Oct. 11/86
amended.....		593/86	Oct. 18/86
amended.....		626/86	Nov. 15/86
amended.....		627/86	Nov. 15/86
amended.....		653/86	Nov. 22/86
amended.....		678/86	Dec. 13/86
amended.....		679/86	Dec. 13/86
amended.....		43/87	Feb. 14/87
amended.....		113/87	Mar. 21/87
amended.....		125/87	Mar. 28/87
amended.....		145/87	Apr. 11/87
amended.....		231/87	May 16/87
amended.....		290/87	June 13/87
amended.....		310/87	June 27/87
amended.....		332/87	June 27/87
amended.....		350/87	July 4/87
amended.....		390/87	July 18/87
amended.....		441/87	Aug. 15/87
amended.....		473/87	Aug. 29/87
amended.....		482/87	Sept. 5/87
amended.....		485/87	Sept. 5/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		503/87	Sept. 12/87
amended.....		507/87	Sept. 19/87
amended.....		522/87	Sept. 19/87
amended.....		539/87	Oct. 10/87
amended.....		555/87	Oct. 17/87
amended.....		556/87	Oct. 17/87
amended.....		557/87	Oct. 17/87
revoked.....		609/87	Dec. 5/87
Township of Nottawasaga.....		302/82	May 22/82
Township of Tay (revoking Reg.).....		148/81	Apr. 4/81
Township of Tecumseth.....		*300/74	
amended.....		616/82	Oct. 2/82
revoked.....		314/84	June 2/84
Township of Tiny.....		190/81	Apr. 11/81
amended.....		728/84	Dec. 1/84
revoked.....		126/85	Apr. 13/85
Township of Vespra.....		*62/73	
amended.....		202/81	Apr. 18/81
amended.....		274/81	May 16/81
amended.....		307/81	May 23/81
amended.....		491/81	Aug. 8/81
amended.....		492/81	Aug. 8/81
amended.....		519/81	Aug. 22/81
amended.....		374/82	June 19/82
amended.....		375/82	June 19/82
amended.....		765/82	Dec. 4/82
amended.....		5/83	Jan. 22/83
amended.....		761/83	Dec. 17/83
amended.....		771/83	Dec. 24/83
amended.....		528/84	Sept. 1/84
amended.....		770/84	Dec. 22/84
amended.....		771/84	Dec. 22/84
amended.....		125/85	Apr. 13/85
amended.....		196/85	May 18/85
amended.....		387/85	Aug. 10/85
amended.....		643/85	Dec. 28/85
amended.....		106/86	Mar. 22/86
amended.....		357/86	July 5/86
amended.....		470/86	Aug. 23/86
amended.....		733/86	Jan. 3/87
revoked.....		753/88	Jan. 7/89
County of Victoria, Township of Ops (revoking Reg.).....		715/81	Nov. 7/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
District of Algoma,			
Geographic townships of Cobden,			
Striker, Scarfe and Mack.....	409/82	June	26/82
amended.....	332/83	June	18/83
amended.....	376/85	Aug.	3/85
amended.....	389/87	July	18/87
amended.....	462/87	Aug.	22/87
amended.....	309/88	May	28/88
amended.....	390/90	July	28/90
amended.....	672/91	Nov.	16/91
Geographic townships of Lewis,			
Long, Shedden, Spragge and Striker.....	*662 of R.R.O. 1970		
amended.....	370/82	June	12/82
amended.....	409/82	June	26/82
revoked.....	299/84	May	26/84
Geographic Township of West.....			
amended.....	182/81	Apr.	11/81
amended.....	308/81	May	30/81
amended.....	395/85	Aug.	17/85
Sault Ste. Marie North Planning Area.....			
amended.....	279/80		
amended.....	161/81	Apr.	4/81
amended.....	281/81	May	23/81
amended.....	380/81	June	20/81
amended.....	497/81	Aug.	15/81
amended.....	716/81	Nov.	7/81
amended.....	863/81	Jan.	16/82
amended.....	2/82	Jan.	23/82
amended.....	63/82	Feb.	20/82
amended.....	159/82	Apr.	3/82
amended.....	266/82	May	8/82
amended.....	333/82	June	5/82
amended.....	514/82	Aug.	14/82
amended.....	583/82	Sept.	11/82
amended.....	118/83	Mar.	19/83
amended.....	139/83	Mar.	26/83
amended.....	204/83	Apr.	23/83
amended.....	529/83	Sept.	3/83
amended.....	548/83	Sept.	10/83
amended.....	593/83	Oct.	15/83
amended.....	50/84	Feb.	18/84
amended.....	51/84	Feb.	18/84
amended.....	92/84	Mar.	3/84
amended.....	268/84	May	12/84
amended.....	269/84	May	12/84
amended.....	537/84	Sept.	8/84
amended.....	762/84	Dec.	15/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	416/85		Aug. 31/85
amended.....	659/85		Jan. 4/86
amended.....	303/86		June 7/86
amended.....	445/86		Aug. 16/86
amended.....	478/86		Aug. 30/86
amended.....	666/86		Nov. 29/86
amended.....	302/87		June 20/87
amended.....	463/87		Aug. 22/87
amended.....	559/87		Oct. 17/87
amended.....	90/88		Mar. 5/88
amended.....	91/88		Mar. 5/88
amended.....	519/88		Sept. 3/88
amended.....	520/88		Sept. 3/88
amended.....	521/88		Sept. 3/88
amended.....	617/88		Oct. 22/88
amended.....	618/88		Oct. 22/88
amended.....	646/88		Nov. 12/88
amended.....	769/88		Jan. 14/89
amended.....	124/89		Mar. 25/89
amended.....	125/89		Mar. 25/89
amended.....	318/89		June 10/89
amended.....	319/89		June 10/89
amended.....	120/90		Apr. 7/90
amended.....	187/90		May 5/90
amended.....	304/90		June 23/90
amended.....	543/90		Sept. 29/90
amended.....	590/90		Nov. 24/90
amended.....	51/91		Mar. 9/91
amended.....	266/91		June 22/91
amended.....	386/91		July 20/91
amended.....	564/91		Oct. 26/91
amended.....	671/91		Nov. 16/91
District of Cochrane,			
Town of Kapuskasing.....	*669 of R.R.O. 1970		
revoked.....	469/84	Aug.	11/84
Town of Kapuskasing.....	172/75		
revoked.....	477/84	Aug.	18/84
Township of Glackmeyer.....	*271/74		
Geographic townships of Casgrain, Hanlan, Kendall, Lowther and Way.....			
amended.....	*493/78		
amended.....	63/81	Feb.	28/81
amended.....	486/82	July	31/82
amended.....	230/83	May	7/83
amended.....	326/83	June	18/83
amended.....	281/84	May	19/84
amended.....	337/84	June	16/84
amended.....	631/84	Oct.	20/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	741/84		Dec. 8/84
amended.....	78/85		Mar. 2/85
amended.....	91/85		Mar. 9/85
amended.....	162/85		Apr. 20/85
amended.....	245/85		June 8/85
amended.....	479/85		Oct. 12/85
amended.....	667/85		Jan. 4/86
amended.....	700/85		Jan. 18/86
amended.....	181/86		Apr. 19/86
Geographic townships of O'Brien, Owen and Teetzel.....	423/78		
amended.....	276/86	May	31/86
Sunday Lake Area and Lower Detour Lake Area.....	280/81	May	23/81
District of Kenora, Geographic Township of Baird..... (revoked by 85/84)	12/78		
Geographic Township of Baird.....	162/82	Apr.	3/82
Geographic townships of Brownridge, Ewart, Glass, Kirkup and Pelican.....	482/71		
Geographic Township of Forgie.....	798/81	Dec.	12/81
Geographic Township of Pellatt.....	783/82	Dec.	18/82
amended.....	636/88	Nov.	5/88
Geographic Township of Pettypiece.....	177/80		
amended.....	403/89	July	22/89
Geographic Township of Van Horne.....	343/82	June	12/82
revoked.....	110/84	Mar.	10/84
Geographic Township of Wainwright.....	797/79		
Geographic Township of Wainwright.....	326/81	May	30/81
amended.....	89/89	Mar.	11/89
Territorial District of Kenora (Part of Summer Resort Location L.K. 324 - Parcel 15400 - District of Kenora Freehold).....	327/81	May	30/81
Territorial District of Kenora.....	718/82	Nov.	13/82
amended.....	470/84	Aug.	11/84
amended.....	485/89	Sept.	2/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson (*153/74)			
amended.....	144/81	Mar.	28/81
amended.....	158/81	Apr.	4/81
amended.....	435/81	July	11/81
amended.....	530/81	Aug.	29/81
(revoked by 672/81)			
District of Manitoulin, Geographic townships of Campbell, Dawson, Mills and Robinson.....			
amended.....	672/81	Oct.	24/81
amended.....	206/82	Apr.	24/82
amended.....	267/82	May	8/82
amended.....	369/82	June	12/82
amended.....	444/82	July	17/82
amended.....	610/82	Sept.	25/82
amended.....	205/83	Apr.	23/83
amended.....	206/83	Apr.	23/83
amended.....	652/83	Oct.	29/83
amended.....	692/83	Nov.	12/83
amended.....	717/83	Dec.	3/83
amended.....	14/84	Jan.	28/84
amended.....	562/84	Sept.	15/84
amended.....	99/85	Mar.	16/85
amended.....	183/85	May	4/85
amended.....	423/85	Sept.	7/85
amended.....	591/85	Dec.	7/85
amended.....	109/86	Mar.	22/86
amended.....	307/86	June	14/86
amended.....	536/86	Sept.	20/86
amended.....	537/86	Sept.	20/86
amended.....	615/86	Nov.	1/86
amended.....	616/86	Nov.	1/86
amended.....	701/86	Dec.	20/86
amended.....	66/87	Feb.	28/87
amended.....	401/87	July	25/87
amended.....	412/87	Aug.	1/87
amended.....	437/87	Aug.	8/87
amended.....	474/87	Aug.	29/87
amended.....	484/87	Sept.	5/87
amended.....	547/87	Oct.	17/87
amended.....	587/87	Nov.	14/87
amended.....	663/87	Dec.	19/87
amended.....	715/87	Jan.	9/88
amended.....	5/88	Jan.	30/88
amended.....	23/88	Feb.	6/88
amended.....	92/88	Mar.	5/88
amended.....	124/88	Mar.	19/88
amended.....	128/88	Mar.	19/88
amended.....	152/88	Apr.	9/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		153/88	Apr. 9/88
amended.....		154/88	Apr. 9/88
amended.....		344/88	June 18/88
amended.....		609/88	Oct. 15/88
amended.....		727/88	Dec. 31/88
amended.....		728/88	Dec. 31/88
amended.....		754/88	Jan. 7/89
amended.....		3/89	Jan. 28/89
amended.....		4/89	Jan. 28/89
amended.....		98/89	Mar. 11/89
amended.....		145/89	Apr. 8/89
amended.....		185/89	Apr. 22/89
amended.....		266/89	May 27/89
amended.....		279/89	June 3/89
amended.....		406/89	July 22/89
amended.....		461/89	Aug. 12/89
amended.....		500/89	Sept. 23/89
amended.....		511/89	Oct. 7/89
amended.....		512/89	Oct. 7/89
amended.....		599/89	Nov. 18/89
amended.....		601/89	Nov. 18/89
amended.....		662/89	Dec. 23/89
amended.....		672/89	Dec. 30/89
amended.....		79/90	Mar. 10/90
amended.....		80/90	Mar. 10/90
amended.....		116/90	Mar. 31/90
amended.....		165/90	Apr. 21/90
amended.....		220/90	May 12/90
amended.....		262/90	June 2/90
amended.....		284/90	June 23/90
amended.....		303/90	June 23/90
amended.....		379/90	July 28/90
amended.....		380/90	July 28/90
amended.....		382/90	July 28/90
amended.....		404/90	Aug. 4/90
amended.....		496/90	Sept. 1/90
amended.....		497/90	Sept. 1/90
amended.....		555/90	Oct. 6/90
amended.....		556/90	Oct. 6/90
amended.....		557/90	Oct. 6/90
amended.....		612/90	Dec. 15/90
amended.....		613/90	Dec. 15/90
amended.....		52/91	Mar. 9/91
amended.....		53/91	Mar. 9/91
amended.....		62/91	Mar. 16/91
amended.....		93/91	Apr. 6/91
amended.....		94/91	Apr. 6/91
amended.....		128/91	Apr. 13/91
amended.....		129/91	Apr. 13/91
amended.....		130/91	Apr. 13/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		216/91	June 8/91
amended.....		267/91	June 22/91
amended.....		445/91	Aug. 24/91
amended.....		446/91	Aug. 24/91
amended.....		464/91	Sept. 7/91
amended.....		465/91	Sept. 7/91
amended.....		544/91	Oct. 12/91
District of Nipissing,			
Geographic townships of Askin, Gladman, Joan and Macpherson.....			
		486/71	
amended.....		675/91	Nov. 23/91
Geographic Township of Phyllis.....			
		811/81	Dec. 19/81
Geographic Township of Strathy.....			
revoked.....		*666 of R.R.O. 1970 813/84	Jan. 5/85
part of the District.....			
(see Schedule to the Regulation)		*540/74	
amended.....		35/81	Feb. 14/81
amended.....		75/81	Mar. 7/81
amended.....		397/81	June 27/81
amended.....		457/81	July 25/81
amended.....		562/81	Sept. 12/81
amended.....		563/81	Sept. 12/81
amended.....		564/81	Sept. 12/81
amended.....		673/81	Oct. 24/81
amended.....		740/81	Nov. 21/81
amended.....		745/81	Nov. 28/81
amended.....		758/81	Nov. 28/81
amended.....		830/81	Dec. 26/81
amended.....		831/81	Dec. 26/81
amended.....		57/82	Feb. 20/82
amended.....		149/82	Apr. 3/82
amended.....		209/82	Apr. 24/82
amended.....		210/82	Apr. 24/82
amended.....		334/82	June 5/82
amended.....		361/82	June 12/82
amended.....		383/82	June 19/82
amended.....		463/82	July 24/82
amended.....		464/82	July 24/82
amended.....		485/82	July 31/82
amended.....		500/82	Aug. 7/82
amended.....		581/82	Sept. 11/82
amended.....		582/82	Sept. 11/82
amended.....		678/82	Oct. 23/82
amended.....		702/82	Nov. 6/82
amended.....		708/82	Nov. 13/82
amended.....		777/82	Dec. 11/82
amended.....		846/82	Jan. 8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....	337/83		June 25/83
amended.....	680/83		Nov. 12/83
amended.....	712/83		Nov. 26/83
amended.....	775/83		Dec. 31/83
amended.....	776/83		Dec. 31/83
amended.....	777/83		Dec. 31/83
amended.....	1/84		Jan. 21/84
amended.....	224/84		Apr. 28/84
amended.....	331/84		June 9/84
amended.....	400/84		July 7/84
amended.....	436/84		July 21/84
amended.....	437/84		July 21/84
amended.....	553/84		Sept. 8/84
amended.....	594/84		Oct. 6/84
amended.....	595/84		Oct. 6/84
amended.....	596/84		Oct. 6/84
amended.....	597/84		Oct. 6/84
amended.....	742/84		Dec. 8/84
amended.....	744/84		Dec. 8/84
amended.....	757/84		Dec. 15/84
amended.....	774/84		Dec. 22/84
amended.....	798/84		Jan. 5/85
(revoked by 40/85)			
Township of Temagami.....	*667 of R.R.O. 1970		
amended.....	561/81		Sept. 12/81
amended.....	454/82		July 17/82
amended.....	535/82		Aug. 21/82
amended.....	17/83		Jan. 22/83
revoked.....	583/84		Sept. 29/84
District of Parry Sound,			
Geographic Township of Croft.....	153/80		
amended.....	674/91		Nov. 23/91
Geographic Township of Croft.....	1110/80		
Geographic Township of East Mills.....	1133/80		
Geographic Township of Ferguson.....	1109/80		
amended.....	396/81		June 27/81
Geographic Township of Ferguson (Plan M-478).....	537/82		Aug. 21/82
Geographic Township of Ferguson (Plan M-512).....	538/82		Aug. 21/82
amended.....	250/84		May 12/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Geographic Townships of McKenzie and Patterson.....		*484/71	
amended.....		74/82	Feb. 27/82
amended.....		405/82	June 26/82
amended.....		676/91	Nov. 23/91
District of Rainy River, Geographic Township of Miscampbell.....		449/74	
amended.....		575/81	Sept. 12/81
amended.....		603/81	Sept. 19/81
amended.....		712/81	Nov. 7/81
Registered Plan No. SM-293 (south of the Geographic Township of Trottier).....		483/71	
Township of Alberton.....		*268/74	
District of Sudbury, Geographic Townships of Emo and Strathearn.....		485/71	
Geographic Township of Ivanhoe.....		831/82	Jan. 8/83
Part of the District (*568/72)			
amended.....		1/81	Jan. 24/81
amended.....		14/81	Feb. 7/81
amended.....		384/81	June 27/81
amended.....		385/81	June 27/81
amended.....		477/81	Aug. 1/81
amended.....		487/81	Aug. 8/81
amended.....		509/81	Aug. 15/81
amended.....		532/81	Aug. 29/81
amended.....		543/81	Sept. 5/81
amended.....		572/81	Sept. 12/81
(revoked by 834/81)			
Territorial District of Sudbury.....		834/81	Jan. 2/82
amended.....		67/82	Feb. 20/82
amended.....		79/82	Mar. 6/82
amended.....		110/82	Mar. 13/82
amended.....		116/82	Mar. 20/82
amended.....		117/82	Mar. 20/82
amended.....		118/82	Mar. 20/82
amended.....		242/82	May 1/82
amended.....		243/82	May 1/82
amended.....		257/82	May 1/82
amended.....		450/82	July 17/82
amended.....		476/82	July 24/82
amended.....		501/82	Aug. 7/82
amended.....		563/82	Sept. 4/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		584/82	Sept. 11/82
amended.....		611/82	Sept. 25/82
amended.....		700/82	Nov. 6/82
amended.....		701/82	Nov. 6/82
amended.....		53/83	Feb. 5/83
amended.....		183/83	Apr. 16/83
amended.....		208/83	Apr. 23/83
amended.....		261/83	May 21/83
amended.....		292/83	May 28/83
amended.....		293/83	May 28/83
amended.....		349/83	June 25/83
amended.....		473/83	Aug. 13/83
amended.....		488/83	Aug. 20/83
amended.....		547/83	Sept. 10/83
amended.....		564/83	Sept. 24/83
amended.....		577/83	Oct. 1/83
amended.....		585/83	Oct. 1/83
amended.....		586/83	Oct. 1/83
amended.....		714/83	Nov. 26/83
amended.....		94/84	Mar. 3/84
amended.....		99/84	Mar. 3/84
amended.....		766/84	Dec. 15/84
amended.....		767/84	Dec. 15/84
amended.....		768/84	Dec. 15/84
amended.....		41/85	Feb. 9/85
amended.....		75/85	Feb. 23/85
amended.....		76/85	Feb. 23/85
amended.....		77/85	Feb. 23/85
amended.....		123/85	Apr. 6/85
amended.....		187/85	May 11/85
amended.....		424/85	Sept. 7/85
amended.....		462/85	Sept. 28/85
amended.....		549/85	Nov. 16/85
amended.....		703/85	Jan. 18/86
amended.....		69/86	Mar. 1/86
amended.....		105/86	Mar. 15/86
amended.....		191/86	Apr. 26/86
amended.....		229/86	May 17/86
amended.....		394/86	July 12/86
amended.....		427/86	Aug. 16/86
amended.....		662/86	Nov. 22/86
amended.....		663/86	Nov. 22/86
amended.....		677/86	Dec. 13/86
amended.....		761/86	Jan. 17/87
amended.....		5/87	Jan. 31/87
amended.....		6/87	Jan. 31/87
amended.....		7/87	Jan. 31/87
amended.....		284/87	June 13/87
amended.....		285/87	June 13/87
amended.....		439/87	Aug. 8/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		541/87	Oct. 10/87
amended.....		664/87	Dec. 19/87
amended.....		665/87	Dec. 19/87
amended.....		666/87	Dec. 19/87
amended.....		6/88	Jan. 30/88
amended.....		76/88	Feb. 20/88
amended.....		109/88	Mar. 12/88
amended.....		110/88	Mar. 12/88
amended.....		129/88	Mar. 19/88
amended.....		146/88	Apr. 2/88
amended.....		280/88	May 21/88
amended.....		300/88	May 28/88
amended.....		329/88	June 4/88
amended.....		339/88	June 11/88
amended.....		349/88	June 18/88
amended.....		363/88	June 25/88
amended.....		477/88	Aug. 13/88
amended.....		479/88	Aug. 13/88
amended.....		565/88	Oct. 1/88
amended.....		733/88	Dec. 31/88
amended.....		328/89	June 17/89
amended.....		420/89	Aug. 5/89
amended.....		466/89	Aug. 19/89
amended.....		550/89	Oct. 21/89
amended.....		567/89	Oct. 28/89
amended.....		673/89	Dec. 30/89
amended.....		26/90	Feb. 10/90
amended.....		186/90	May 5/90
amended.....		334/90	July 7/90
amended.....		617/90	Dec. 15/90
amended.....		654/90	Dec. 29/90
amended.....		3/91	Jan. 26/91
amended.....		61/91	Mar. 16/91
amended.....		73/91	Mar. 23/91
amended.....		131/91	Apr. 13/91
amended.....		172/91	May 4/91
amended.....		222/91	June 8/91
amended.....		295/91	July 6/91
amended.....		497/91	Sept. 14/91
amended.....		498/91	Sept. 14/91
Township of Baldwin.....		*270/74	
revoked.....		602/86	Oct. 25/86
District of Thunder Bay, Geographic townships of Ashmore, Errington, Fulford and McQuesten.....		364/81	June 20/81
amended.....		441/83	July 23/83
amended.....		696/84	Nov. 17/84
amended.....		574/87	Oct. 31/87
amended.....		732/88	Dec. 31/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Geographic townships of Gorham and Ware.....		*109/75	
amended.....	288/82		May 15/82
amended.....	664/82		Oct. 23/82
amended.....	690/82		Oct. 30/82
amended.....	796/82		Dec. 18/82
amended.....	362/83		July 9/83
amended.....	576/83		Oct. 1/83
amended.....	6/84		Jan. 21/84
amended.....	84/84		Feb. 25/84
amended.....	167/84		Mar. 31/84
amended.....	228/84		Apr. 28/84
amended.....	456/84		Aug. 4/84
amended.....	502/84		Aug. 18/84
amended.....	541/84		Sept. 8/84
amended.....	589/84		Sept. 29/84
amended.....	590/84		Sept. 29/84
amended.....	607/84		Oct. 6/84
amended.....	623/84		Oct. 20/84
amended.....	644/84		Oct. 27/84
amended.....	645/84		Oct. 27/84
amended.....	745/84		Dec. 8/84
amended.....	758/84		Dec. 15/84
amended.....	759/84		Dec. 15/84
amended.....	760/84		Dec. 15/84
amended.....	373/85		July 27/85
amended.....	443/85		Sept. 21/85
amended.....	447/85		Sept. 21/85
amended.....	481/85		Oct. 12/85
amended.....	530/85		Nov. 9/85
amended.....	658/85		Jan. 4/86
amended.....	63/86		Feb. 22/86
amended.....	64/86		Feb. 22/86
amended.....	65/86		Feb. 22/86
(revoked by 413/86)			
Geographic Township of Lyon.....		897/79	
Geographic townships of Pearson and Scoble.....		*219/75	
amended.....	442/83		July 23/83
amended.....	545/83		Sept. 10/83
amended.....	566/84		Sept. 15/84
amended.....	35/86		Feb. 15/86
amended.....	402/86		July 19/86
amended.....	603/86		Oct. 25/86
amended.....	714/86		Dec. 27/86
amended.....	178/87		Apr. 18/87
amended.....	307/87		June 27/87
amended.....	622/87		Dec. 5/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		145/88	Apr.	2/88
amended.....		403/88	July	16/88
amended.....		488/89	Sept.	9/89
amended.....		615/90	Dec.	15/90
Geographic Township of Upsala.....		296/80		
Geographic Township of Upsala.....		64/81	Feb.	28/81
amended.....		533/81	Aug.	29/81
Savant Lake Townsite (Registered Part M-56).....		131/80		
District of Timiskaming,				
Town of Charlton, the Township of Chamberlain and the geographic townships of Boston, Dack, Evanturel, Lebel, Marquis, Marter, McElroy, Otto and Pacaud.....				
		*671 of R.R.O. 1970		
amended.....		143/81	Mar.	28/81
amended.....		243/81	May	9/81
amended.....		355/81	June	13/81
amended.....		458/81	July	25/81
amended.....		490/81	Aug.	8/81
amended.....		527/81	Aug.	22/81
amended.....		539/81	Aug.	29/81
amended.....		172/82	Apr.	10/82
amended.....		208/82	Apr.	24/82
amended.....		403/82	June	26/82
amended.....		643/82	Oct.	16/82
amended.....		645/82	Oct.	16/82
amended.....		749/82	Nov.	27/82
amended.....		83/83	Feb.	19/83
amended.....		486/83	Aug.	20/83
amended.....		487/83	Aug.	20/83
amended.....		672/83	Nov.	5/83
amended.....		329/84	June	9/84
amended.....		438/84	July	21/84
amended.....		454/84	Aug.	4/84
amended.....		455/84	Aug.	4/84
amended.....		565/84	Sept.	15/84
amended.....		124/85	Apr.	6/85
revoked.....		370/85	July	20/85
Town of Charlton.....		*356/80		
amended.....		673/91	Nov.	23/91
Geographic Township of Haultain.....		467/80		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Municipality of Metropolitan Toronto, the Borough of Scarborough (now the City of Scarborough).....		* 20/74	
amended.....		431/85	Sept. 14/85
Regional Municipality of Durham,			
Town of Ajax.....		* 18/74	
revoked.....		523/85	Nov. 2/85
Town of Pickering.....		* 19/74	
amended.....		779/81	Dec. 9/81
amended.....		394/82	June 26/82
amended.....		160/83	Apr. 9/83
amended.....		195/83	Apr. 16/83
amended.....		702/91	Dec. 7/91
Township of Uxbridge (formerly the Township of Scott in the County of Ontario).....		*634/77	
amended.....		701/91	Dec. 7/91
Town of Whitby.....		*467/74	
revoked.....		694/88	Dec. 3/88
Regional Municipality of Haldimand-Norfolk, townships of Delhi and Norfolk (formerly in the Township of Middleton).....		*347/74	
Regional Municipality of Niagara, Township of West Lincoln (revoking Reg.).....		165/81	Apr. 4/81
Regional Municipality of Ottawa-Carleton, Township of Cumberland.....		*323/74	
amended.....		152/81	Apr. 4/81
amended.....		606/84	Oct. 4/84
Township of West Carleton (formerly in the Township of Fitzroy).....		670 of R.R.O. 1970	
Township of West Carleton (formerly in the Township of Fitzroy).....		*325/74	
revoked.....		720/84	Nov. 24/84
Regional Municipality of Waterloo, City of Cambridge (formerly in the Township of North Dumfries).....		535/79	
revoked.....		13/85	Feb. 2/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Regional Municipality of York,				
Town of Markham.....		*104/72		
amended.....		125/81	Mar.	21/81
amended.....		207/81	Apr.	18/81
amended.....		349/81	June	13/81
amended.....		436/81	July	11/81
amended.....		444/81	July	18/81
amended.....		540/81	Sept.	5/81
amended.....		670/81	Oct.	24/81
amended.....		789/81	Dec.	12/81
amended.....		8/82	Jan.	30/82
amended.....		138/82	Mar.	27/82
amended.....		388/82	June	19/82
amended.....		663/82	Oct.	23/82
amended.....		770/82	Dec.	11/82
amended.....		850/82	Jan.	15/83
amended.....		737/83	Dec.	10/83
amended.....		747/83	Dec.	17/83
amended.....		57/84	Feb.	18/84
amended.....		540/84	Sept.	8/84
amended.....		563/85	Nov.	23/85
amended.....		416/86	Aug.	2/86
amended.....		451/86	Aug.	16/86
amended.....		575/86	Oct.	11/86
amended.....		333/87	June	27/87
amended.....		271/89	June	3/89
amended.....		403/90	Aug.	4/90
amended.....		492/90	Sept.	1/90
amended.....		565/90	Nov.	10/90
Town of Markham.....		269/81	May	16/81
revoked.....		317/82	May	29/82
Town of Richmond Hill.....		268/81	May	16/81
Town of Whitchurch-Stouffville.....				
amended.....		*101/72		
amended.....		369/81	June	20/81
amended.....		182/86	Apr.	19/86
amended.....		294/86	June	7/86
revoked.....		612/87	Dec.	5/87
Rules of Procedure				
- Consent Applications.....	786			
amended.....		467/81	July	25/81
amended.....		28/82	Feb.	13/82
amended.....		439/82	July	10/82
(revoked by 406/83)				
- Minor Variance Applications.....	787			
amended.....		466/81	July	25/81
amended.....		554/82	Aug.	28/82
(revoked by 447/83)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Subdivision Control, County of Hastings - Plan No. 38.....	673	of R.R.O.	1970	
District of Algoma - Plan M-51.....		216/72		
District of Algoma - Plan R-812.....		357/80		
District of Cochrane - Plan M-13.....		402/72		
District of Kenora - Plans M-133 and M-134.....		308/79		
amended.....		494/82	Aug.	7/82
District of Manitoulin - Plans 46 and 49.....		711/81	Nov.	7/81
District of Nipissing - Plans M-66, M-251 and M-269.....	668	of R.R.O.	1970	
District of Thunder Bay - Plans 431 and 619.....		362/75		
District of Thunder Bay - Plan M-56.....		343/79		
District of Thunder Bay - Plan M-103.....		221/80		
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under Section 53 of the Planning Act.....		785/82	Dec.	18/82
(revoked by 789/82)				
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under Section 53 of the Planning Act.....		789/82	Dec.	18/82

PLANNING ACT, 1983

Delegation of Authority of Minister under Section 4 of the Planning Act, 1983 - Approvals under Subsection 298(11) of the <u>Municipal Act</u>		55/85	Feb.	16/85
Condominium Plans.....		475/83	Aug.	13/83
amended.....		250/86	May	24/86
amended.....		282/86	May	31/86
amended.....		737/86	Jan.	3/87
Condominium Plans.....		367/85	July	13/85
amended.....		256/86	May	24/86
amended.....		280/86	May	31/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Condominium Plans.....		72/86	Mar. 1/86
amended.....		251/86	May 24/86
amended.....		281/86	May 31/86
Condominium Plans.....		391/89	July 15/89
Condominium Plans.....		517/89	Oct. 14/89
Condominium Plans - Huron County.....		222/89	May 13/89
Consents.....		474/83	Aug. 13/83
amended.....		104/84	Mar. 3/84
amended.....		693/84	Nov. 17/84
amended.....		38/86	Feb. 15/86
amended.....		758/86	Jan. 10/87
amended.....		516/87	Sept. 19/87
amended.....		104/89	Mar. 18/89
amended.....		534/89	Oct. 14/89
General.....		548/85	Nov. 16/85
General - Halton.....		400/88	July 9/88
General - Huron County.....		221/89	May 13/89
General - Waterloo.....		668/88	Nov. 12/88
Official Plans.....		477/83	Aug. 13/83
Official Plans - Halton.....		399/88	July 9/88
Official Plans - Hamilton-Wentworth.....		661/86	Nov. 22/86
Subdivision Plans.....		476/83	Aug. 13/83
Subdivision Plans.....		366/85	July 13/85
Subdivision Plans.....		390/89	July 15/89
Subdivision Plans.....		516/89	Oct. 14/89
Subdivision Plans - Huron County.....		220/89	May 13/89
Notice Requirements -			
Interim Control By-Laws.....		405/83	July 16/83
Official Plans and Community			
Improvement Plans.....		402/83	July 16/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Removal of Holding Symbol from Zoning By-law.....	403/83	July	16/83	(B)
amended.....	453/91	Sept.	7/91	
Zoning By-Laws.....	404/83	July	16/83	
amended.....	535/84	Sept.	1/84	
amended.....	125/88	Mar.	19/88	
Planning Board Fees.....	481/83	Aug.	13/83	
Rules of Procedure				
- Consent Applications.....	406/83	July	16/83	
amended.....	715/86	Dec.	27/86	
- Minor Variance Applications.....	447/83	July	30/83	
Subdivision Control -				
District of Nipissing -				
Plan M-414.....	261/85	June	8/85	
Plan M-418.....	266/85	June	15/85	
District of Rainy River.....	447/86	Aug.	16/86	
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983.....	425/86	Aug.	16/86	
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983.....	399/90	Aug.	4/90	
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983 - Condominium Plans - Municipality of Metropolitan Toronto.....	81/90	Mar.	10/90	
Withdrawal of Delegation of Authority of Minister under subsection 4(4) of the Planning Act, 1983 - Subdivision and Condominium Plans - Regional Municipality of Peel.....	132/91	Apr.	13/91	
Withdrawal of Minister's Delegation under Section 4 of the Planning Act, 1983 - Official Plans.....	177/87	Apr.	18/87	
Zoning Areas -				
County of Lanark, Township of Beckwith.....	393/91	Aug.	3/91	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
County of Oxford,			
Town of Ingersoll and Township of Southwest Oxford.....		498/86	Sept. 13/86
revoked.....		550/87	Oct. 17/87
District of Algoma,			
Geographic townships of Abotossaway, Aguonie, Andre, Bird, Bostwick, Bruyere, Chenard, Corbiere, Cowie, Dambrossio, Dumas, Esquega, Fiddler, Finan, Franchere, Groseilliers, Huotari, Jacobson, Keating, Killins, Knicely, Lalibert, Lastheels, Leclair, Legarde, Leguerrier, Levesque, Macaskill, Maness, Menzies, Michano, Musquash, Nebonaionquet, Pearkes, Riggs, St. Germain, St. Julien and Warpula.....		102/89	Mar. 18/89
amended.....		467/89	Aug. 19/89
District of Kenora,			
Geographic Township of Drayton.....		421/85	Sept. 7/85
Geographic Township of Kirkup.....		411/91	Aug. 10/91
Geographic Township of Pellatt.....		62/86	Feb. 22/86
Geographic Township of Pellatt.....		309/90	June 30/90
Geographic Township of Pellatt, Dufresne Island.....		219/89	May 13/89
revoked.....		467/91	Sept. 7/91
Geographic Township of Pettypiece.....		247/90	May 26/90
Geographic Township of Pettypiece.....		575/90	Nov. 17/90
Geographic Township of Southworth.....		628/86	Nov. 15/86
Geographic Township of Wainwright.....		734/84	Dec. 1/84
Geographic Township of Wainwright.....		3/86	Jan. 25/86
Part of the Sioux Lookout Planning Area.....			
amended.....		25/86	Feb. 8/86
amended.....		614/86	Nov. 1/86
amended.....		119/87	Mar. 21/87
amended.....		198/87	Apr. 25/87
amended.....		442/87	Aug. 15/87
amended.....		575/87	Oct. 31/87
amended.....		41/88	Feb. 13/88
amended.....		42/88	Feb. 13/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		350/88	June 18/88
amended.....		364/88	June 25/88
amended.....		540/88	Sept. 10/88
amended.....		546/88	Sept. 17/88
amended.....		658/88	Nov. 12/88
amended.....		767/88	Jan. 7/89
amended.....		146/89	Apr. 8/89
amended.....		281/89	June 3/89
amended.....		468/89	Aug. 19/89
amended.....		469/89	Aug. 19/89
amended.....		693/89	Dec. 30/89
amended.....		176/90	Apr. 28/90
amended.....		200/90	May 12/90
amended.....		326/90	July 7/90
amended.....		554/90	Oct. 6/90
amended.....		621/90	Dec. 15/90
amended.....		164/91	Apr. 27/91
amended.....		310/91	July 6/91
amended.....		504/91	Sept. 28/91
Part of the Sioux Lookout Planning Area.....		26/86	Feb. 8/86
Part of the Geographic Township of Zealand.....		84/89	Mar. 4/89
Territorial District of Kenora.....		662/83	Oct. 29/83
amended.....		471/84	Aug. 11/84
Territorial District of Kenora.....		663/83	Oct. 29/83
Territorial District of Kenora.....		753/84	Dec. 15/84
Territorial District of Kenora.....		450/85	Sept. 21/85
Territorial District of Kenora.....		377/86	July 12/86
Territorial District of Kenora.....		549/86	Sept. 27/86
amended.....		476/88	Aug. 13/88
Unorganized Parts of the Red Lake and Area Planning Area.....		85/84	Feb. 25/84
amended.....		174/87	Apr. 18/87
amended.....		462/89	Aug. 12/89
amended.....		692/89	Dec. 30/89
amended.....		59/90	Feb. 17/90
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		1/86	Jan. 25/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		561/88	Oct.	1/88
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora..... (Revoked by 113/90)		506/89	Sept.	30/89
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		113/90	Mar.	31/90
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora..... (Revoked by 114/90)		514/89	Oct.	14/89
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		114/90	Mar.	31/90
Unorganized Territory in the Territorial District of Kenora.....		661/91	Nov.	16/91
District of Nipissing, Geographic Township of Phelps.....		774/83	Dec.	31/83
Part of the District of Nipissing.....		580/86	Oct.	18/86
amended.....		75/88	Feb.	20/88
amended.....		154/91	Apr.	27/91
Part of the Districts of Nipissing and Sudbury.....		40/85	Feb.	9/85
amended.....		177/85	May	4/85
amended.....		371/85	July	27/85
amended.....		709/86	Dec.	20/86
amended.....		710/86	Dec.	20/86
amended.....		711/86	Dec.	20/86
amended.....		712/86	Dec.	20/86
amended.....		84/87	Mar.	7/87
amended.....		85/87	Mar.	7/87
amended.....		124/87	Mar.	28/87
amended.....		466/88	Aug.	6/88
amended.....		394/90	Aug.	4/90
amended.....		255/91	June	15/91
amended.....		677/91	Nov.	23/91
Part of the Districts of Nipissing and Sudbury (see under District of Nipissing O. Reg. 40/85)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
District of Parry Sound, Part of the Geographic Township of Croft.....		579/87	Nov. 7/87
Part of the Geographic Township of Pringle.....		561/91	Oct. 19/91
Part of the Geographic Township of Spence.....		755/88	Jan. 7/89
District of Rainy River, Geographic Unorganized District of Rainy River, Mining Location E-238 and Location FD101.....		565/91	Oct. 26/91
Territorial District of Rainy River, Geographic Township of Watten.....		38/88	Feb. 13/88
Township of Emo.....		616/88	Oct. 22/88
District of Sudbury, Part of the District of Sudbury.....		22/87	Feb. 7/87
amended.....		7/88	Jan. 30/88
amended.....		88/88	Mar. 5/88
amended.....		89/88	Mar. 5/88
amended.....		221/88	Apr. 30/88
amended.....		478/88	Aug. 13/88
amended.....		407/89	July 22/89
District of Thunder Bay, Geographic Township of Bomby.....		257/84	May 12/84
Geographic Township of Bomby.....		339/84	June 16/84
Geographic Township of Bomby.....		350/84	June 23/84
Geographic Township of Brothers.....		86/84	Feb. 25/84
Geographic Township of Pic.....		688/84	Nov. 17/84
amended.....		413/85	Aug. 31/85
amended.....		430/86	Aug. 16/86
Geographic Township of Upsala.....		606/87	Nov. 28/87
Geographic Township of Upsala.....		103/89	Mar. 18/89
Geographic Township of Upsala.....		405/90	Aug. 4/90
Territorial District of Thunder Bay.....		340/84	June 16/84

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Territorial District of Thunder Bay.....		697/84	Nov. 17/84
Territorial District of Thunder Bay.....		257/87	May 30/87
amended.....		315/88	June 4/88
amended.....		489/88	Aug. 13/88
revoked.....		184/89	Apr. 22/89
Territorial District of Thunder Bay, City of Thunder Bay.....		384/89	July 15/89
Territorial District of Thunder Bay, Geographic Township of Gorham.....		413/86	Aug. 2/86
amended.....		465/87	Aug. 22/87
amended.....		506/87	Sept. 19/87
amended.....		720/87	Jan. 9/88
amended.....		108/88	Mar. 12/88
amended.....		264/88	May 14/88
amended.....		282/89	June 3/89
amended.....		487/89	Sept. 9/89
amended.....		155/91	Apr. 27/91
Geographic Township of Ware.....		414/86	Aug. 2/86
amended.....		235/87	May 16/87
amended.....		509/87	Sept. 19/87
amended.....		236/88	May 7/88
amended.....		204/89	May 6/89
Part of Pays Plat Bay.....		70/89	Feb. 25/89
Township of Terrace Bay.....		462/88	July 30/88
revoked.....		515/89	Oct. 14/89
Territorial District of Thunder Bay, geographic townships of Bomby, Brothers, Bryant, Cecile, Knowles, Laberge, Lecours and McCron, and Part of the Unorganized Lands lying North of the geographic townships of Bomby, Brothers, Laberge, and lying West of the Geographic Township of Bryant.....		698/85	Jan. 11/86
amended.....		260/87	May 30/87
amended.....		211/91	May 25/91
District of Timiskaming, Geographic Township of Grenfell.....		647/83	Oct. 29/83
Geographic Township of Grenfell.....		679/83	Nov. 12/83
Geographic Township of Otto.....		252/84	May 12/84
Geographic Township of Robillard.....		670/86	Dec. 6/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Municipality of Englehart, Township of Evanturel.....		526/87	Sept.	26/87
revoked.....		635/88	Nov.	5/88
Municipality of Metropolitan Toronto, City of Toronto.....		674/89	Dec.	30/89
amended.....		37/91	Mar.	2/91
amended.....		38/91	Mar.	2/91
amended.....		39/91	Mar.	2/91
Municipality of Metropolitan Toronto, City of Toronto.....		226/90	May	19/90
revoked.....		630/90	Dec.	29/90
Regional Municipality of Peel, Town of Caledon.....		58/87	Feb.	21/87
Regional Municipality of Waterloo, City of Cambridge.....		60/86	Feb.	22/86
revoked.....		551/86	Oct.	4/86
PLANT DISEASES ACT				
General.....	788			
amended.....		121/89	Mar.	25/89
POLICE ACT				
Arbitration.....	789			
Equipment.....	790			
amended.....		336/81	June	6/81
amended.....		816/82	Jan.	1/83
amended.....		364/84	June	23/84
amended.....		173/88	Apr.	16/88
General - Discipline.....	791			
amended.....		74/84	Feb.	25/84
amended.....		702/85	Jan.	18/86
Members' Duty to Prepare Informations.....		174/88	Apr.	16/88
Municipal Police Forces.....	792			
Responsibility of Policing.....	793			
amended.....		837/82	Jan.	8/83
amended.....		715/84	Nov.	17/84
amended.....		716/84	Nov.	17/84

R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
----------------	--------	--------------------

POLICE SERVICES ACT, 1990

Employment Equity Plans.....	153/91	Apr.	27/91
Oaths and Affirmations.....	144/91	Apr.	20/91 (B)
Political Activities of Municipal Police Officers.....	554/91	Oct.	19/91

POWER CORPORATION ACT

Debt Guarantee Fees.....	691/89	Dec.	30/89
amended.....	98/91	Apr.	6/91
Electrical Safety Code.....	794		
(revoked by 183/84)			
Electrical Safety Code.....	183/84	Apr.	21/84
(revoked by 10/91)			
Elliot Lake Region Economic Development Program.....	296/91	July	6/91
Electrical Safety Code.....	10/91	Feb.	9/91
Fees.....	795		
(revoked by 384/82)			
Fees.....	384/82	June	19/82
(revoked by 746/84)			
Fees.....	746/84	Dec.	8/84
(revoked by 496/88)			
Fees.....	496/88	Aug.	20/88
(revoked by 614/90)			
Fees.....	614/90	Dec.	15/90
(revoked by 722/91)			
Fees.....	722/91	Dec.	14/91
Pension and Insurance Plan.....	796		
amended.....	442/82	July	10/82
amended.....	173/83	Apr.	9/83
amended.....	530/83	Sept.	3/83
amended.....	768/83	Dec.	24/83
amended.....	802/84	Jan.	5/85
amended.....	432/85	Sept.	14/85
amended.....	141/86	Apr.	5/86
amended.....	339/86	June	28/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		59/87	Feb.	21/87
amended.....		91/87	Mar.	7/87
amended.....		346/87	July	4/87
amended.....		510/87	Sept.	19/87
revoked.....		246/90	May	26/90
Water Heaters.....	797			
PREARRANGED FUNERAL SERVICES ACT				
Trust Accounts.....	798			
amended.....		352/84	June	23/84
(revoked by 368/90)				
PREPAID SERVICES ACT, 1988				
General.....		567/88	Oct.	1/88
PRESCRIPTION DRUG COST REGULATION ACT, 1986				
General.....		690/86	Dec.	13/86
amended.....		748/86	Jan.	3/87
amended.....		54/87	Feb.	21/87
amended.....		184/87	Apr.	18/87
amended.....		272/87	June	6/87
amended.....		353/87	July	4/87
amended.....		355/87	July	4/87
amended.....		357/87	July	4/87
amended.....		514/87	Sept.	19/87
amended.....		662/87	Dec.	19/87
amended.....		8/88	Jan.	30/88
amended.....		257/88	May	14/88
amended.....		260/88	May	14/88
amended.....		262/88	May	14/88
amended.....		398/88	July	9/88
amended.....		678/88	Nov.	19/88
amended.....		743/88	Dec.	31/88
amended.....		745/88	Dec.	31/88
amended.....		269/89	May	27/89
amended.....		332/89	June	17/89
amended.....		419/89	Aug.	5/89
amended.....		556/89	Oct.	21/89
amended.....		635/89	Dec.	2/89
amended.....		636/89	Dec.	2/89
amended.....		683/89	Dec.	30/89
amended.....		685/89	Dec.	30/89
amended.....		241/90	May	26/90
amended.....		320/90	June	30/90
amended.....		322/90	June	30/90
amended.....		589/90	Nov.	24/90

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		44/91	Mar. 2/91
amended.....		159/91	Apr. 27/91
amended.....		438/91	Aug. 17/91
amended.....		576/91	Oct. 26/91
Notice to Patients.....		691/86	Dec. 13/86 (B)
amended.....		684/91	Nov. 23/91
PRIVATE HOSPITALS ACT			
General.....	799		(B)
amended.....		628/81	Oct. 10/81
amended.....		427/91	Aug. 17/91
PRIVATE INVESTIGATORS AND SECURITY GUARDS ACT			
General.....	800		
PRIVATE VOCATIONAL SCHOOLS ACT			
General.....	801		
amended.....		499/81	Aug. 15/81
amended.....		184/83	Apr. 16/83
amended.....		194/88	Apr. 23/88
amended.....		752/91	Jan. 4/92
PROCEEDINGS AGAINST THE CROWN ACT			
Garnishment.....		723/88	Dec. 24/88
PROFESSIONAL ENGINEERS ACT			
<u>(See now Professional Engineers Act, 1984)</u>			
Consulting Engineers..... (revoked by 538/84)	802		
Designation of Specialists..... (revoked by 538/84)	803		
General..... (revoked by 538/84)	804		
Practice and Procedure for Hearings..... (revoked by 538/84)	805		
PROFESSIONAL ENGINEERS ACT, 1984			
General.....		538/84	Sept. 8/84
amended.....		809/84	Jan. 5/85
amended.....		96/85	Mar. 9/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		157/85	Apr. 20/85
amended.....		57/86	Feb. 22/86
amended.....		420/86	Aug. 2/86
amended.....		421/86	Aug. 2/86
amended.....		88/87	Mar. 7/87
amended.....		365/87	July 11/87
amended.....		179/88	Apr. 16/88
amended.....		71/89	Feb. 25/89
amended.....		72/89	Feb. 25/89
amended.....		73/90	Mar. 3/90
PROVINCIAL COURT (CIVIL DIVISION) PROJECT ACT AND PROVINCIAL COURT (CIVIL DIVISION) ACT			
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
Rules of the Provincial Court (Civil Division).....	806		
amended.....		732/81	Nov. 21/81
amended.....		284/82	May 15/82
amended.....		450/83	July 30/83
amended.....		453/83	July 30/83
amended.....		406/84	July 14/84
amended.....		685/84	Nov. 10/84
(revoked by 797/84)			
PROVINCIAL COURTS ACT			
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
Destruction of Records Made by Court Reporter..... (expired)		60/83	Feb. 12/83
Observation and Detention Homes..... (revoked by 550/85)	807		
Stenographic Reporters..... (expired)	812		
PROVINCIAL LAND TAX ACT			
Exemption..... (revoked by 411/86)	813		
Forms.....		303/83	June 4/83
amended.....		12/84	Jan. 28/84
amended.....		412/86	Aug. 2/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
General.....	814			
amended.....		508/83	Aug.	27/83
amended.....		549/83	Sept.	10/83
amended.....		79/85	Mar.	2/85
PROVINCIAL OFFENCES ACT				
Approval of Part II By-laws.....		429/87	Aug.	8/87
Approval of Part II By-laws.....		475/87	Aug.	29/87
Approval of Part II By-laws.....		568/87	Oct.	31/87
Approval of Part II By-laws.....		697/87	Jan.	2/88
Approval of Part II By-laws.....		698/87	Jan.	2/88
Approval of Part II By-laws.....		94/88	Mar.	5/88
Approval of Part II By-laws.....		347/88	June	18/88
Approval of Part II By-laws.....		435/88	July	23/88
Approval of Part II By-laws.....		500/88	Aug.	27/88
Approval of Part II By-laws.....		534/88	Sept.	3/88
Approval of Part II By-laws.....		647/88	Nov.	12/88
Approval of Part II By-laws.....		705/88	Dec.	17/88
Approval of Part II By-laws.....		739/88	Dec.	31/88
Approval of Part II By-laws.....		51/89	Feb.	18/89
Approval of Part II By-laws.....		93/89	Mar.	11/89
Approval of Part II By-laws.....		214/89	May	13/89
Approval of Part II By-laws.....		241/89	May	20/89
Costs.....	815			
amended.....		285/82	May	15/82
amended.....		614/85	Dec.	14/85
amended.....		508/87	Sept.	19/87
Extensions of Prescribed Times.....	816			
Fee for Late Payment of Fine.....		173/87	Apr.	18/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Fine Option Program.....		142/83	Mar. 26/83
amended.....		500/91	Sept. 14/91
Parking Infractions.....		428/87	Aug. 8/87
amended.....		251/88	May 14/88
amended.....		421/88	July 16/88
amended.....		126/91	Apr. 13/91
amended.....		127/91	Apr. 13/91
Proceedings Commenced by Certificate of Offence.....	817		
amended.....		517/81	Aug. 15/81
amended.....		382/82	June 19/82
amended.....		686/82	Oct. 30/82
amended.....		713/82	Nov. 13/82
amended.....		766/82	Dec. 11/82
amended.....		33/83	Feb. 5/83
amended.....		65/85	Feb. 23/85
amended.....		161/85	Apr. 20/85
amended.....		271/85	June 15/85
amended.....		331/85	July 6/85
amended.....		356/85	July 13/85
amended.....		512/85	Oct. 26/85
amended.....		513/85	Oct. 26/85
amended.....		514/85	Oct. 26/85
amended.....		201/86	Apr. 26/86
amended.....		457/86	Aug. 16/86
amended.....		460/86	Aug. 16/86
amended.....		572/86	Oct. 11/86
amended.....		674/86	Dec. 6/86
amended.....		172/87	Apr. 18/87
amended.....		430/87	Aug. 8/87
amended.....		238/88	May 7/88
amended.....		250/88	May 14/88
amended.....		420/88	July 16/88
amended.....		50/89	Feb. 18/89
amended.....		366/89	July 8/89
amended.....		367/89	July 8/89
amended.....		368/89	July 8/89
amended.....		27/90	Feb. 10/90
amended.....		173/90	Apr. 28/90
amended.....		233/90	May 26/90
amended.....		260/90	June 2/90
amended.....		438/90	Aug. 25/90
amended.....		439/90	Aug. 25/90
amended.....		491/90	Sept. 1/90
amended.....		392/91	Aug. 3/91
amended.....		620/91	Nov. 2/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rules of Practice and Procedure on Appeals in the Court of Appeal under the Provincial Offences Act.....	818		
Rules of Practice and Procedure on Appeals in the District Court and the Provincial Court (Criminal Division) under Section 99 of the Act.....	819		
Rules of Practice and Procedure on Appeals in the Provincial Court (Criminal Division) under Section 118 of the Act.....	820		

PROVINCIAL PARKS ACT

Designation of Parks.....	821		
amended.....		279/81	May 23/81
amended.....		429/82	July 3/82
amended.....		768/82	Dec. 11/82
amended.....		154/83	Apr. 30/83
amended.....		220/83	Apr. 30/83
amended.....		343/83	June 25/83
amended.....		378/83	July 9/83
amended.....		68/84	Feb. 18/84
amended.....		69/84	Feb. 18/84
amended.....		129/84	Mar. 17/84
amended.....		152/84	Mar. 24/84
amended.....		187/84	Apr. 14/84
amended.....		409/84	July 14/84
amended.....		410/84	July 14/84
amended.....		625/84	Oct. 20/84
amended.....		680/84	Nov. 10/84
amended.....		45/85	Feb. 16/85
amended.....		81/85	Mar. 9/85
amended.....		279/85	June 15/85
amended.....		493/85	Oct. 19/85
amended.....		52/86	Feb. 15/86
amended.....		566/86	Oct. 11/86
amended.....		639/87	Dec. 19/87
amended.....		675/87	Dec. 26/87
amended.....		210/89	May 13/89
amended.....		256/89	May 27/89
amended.....		259/89	May 27/89
amended.....		290/89	June 10/89
amended.....		100/90	Mar. 17/90
amended.....		136/91	Apr. 13/91
amended.....		137/91	Apr. 13/91
amended.....		226/91	June 8/91
amended.....		227/91	June 8/91
amended.....		412/91	Aug. 10/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General.....	822		
amended.....		251/81	May 16/81
amended.....		188/82	Apr. 10/82
amended.....		191/82	Apr. 10/82
amended.....		569/82	Sept. 4/82
amended.....		612/82	Sept. 25/82
amended.....		211/83	Apr. 23/83
amended.....		344/83	June 25/83
amended.....		644/83	Oct. 29/83
amended.....		128/84	Mar. 17/84
amended.....		188/84	Apr. 14/84
amended.....		546/84	Sept. 3/84
amended.....		702/84	Nov. 17/84
amended.....		783/84	Dec. 29/84
amended.....		47/85	Feb. 16/85
amended.....		147/85	Apr. 20/85
amended.....		282/85	June 15/85
amended.....		492/85	Oct. 19/85
amended.....		534/85	Nov. 9/85
amended.....		9/86	Feb. 1/86
amended.....		51/86	Feb. 15/86
amended.....		338/86	June 28/86
amended.....		400/86	July 19/86
amended.....		424/86	Aug. 16/86
amended.....		167/87	Apr. 18/87
amended.....		500/87	Sept. 12/87
amended.....		640/87	Dec. 19/87
amended.....		87/88	Mar. 5/88
amended.....		196/88	Apr. 23/88
amended.....		150/89	Apr. 15/89
amended.....		212/89	May 13/89
amended.....		257/89	May 27/89
amended.....		291/89	June 10/89
amended.....		65/90	Mar. 3/90
amended.....		128/90	Apr. 7/90
amended.....		298/90	June 23/90
amended.....		32/91	Feb. 23/91
amended.....		135/91	Apr. 13/91
amended.....		383/91	July 20/91
amended.....		462/91	Sept. 7/91
Guides in Quetico Provincial Park.....	823		
Mining in Provincial Parks.....		345/83	June 25/83
amended.....		46/85	Feb. 16/85
amended.....		82/85	Mar. 9/85
amended.....		281/85	June 15/85
Mining - Ojibway Prairie Provincial Nature Reserve.....	824		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
PSYCHOLOGISTS REGISTRATION ACT			
General.....	825		
amended.....		227/81	Apr. 25/81
amended.....		255/83	May 21/83
amended.....		661/84	Nov. 3/84
amended.....		225/85	June 1/85
amended.....		249/87	May 30/87
amended.....		448/87	Aug. 15/87
amended.....		136/88	Mar. 26/88
amended.....		117/89	Mar. 25/89
amended.....		106/91	Apr. 6/91
PUBLIC ACCOUNTANCY ACT			
Licence Fee.....	826		
PUBLIC COMMERCIAL VEHICLES ACT			
Carrying Goods in Bond.....	827		
amended.....		87/86	Mar. 8/86
amended.....		618/86	Nov. 1/86
Conditions of Carriage - Freight Forwarders.....	828		
General Freight Carriers.....	829		
Livestock Carriers.....	830		
Used Household Goods Carriers.....	831		
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		206/81	Apr. 18/81
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		84/82	Mar. 6/82
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		86/83	Feb. 26/83
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences..... (expired)		123/84	Mar. 10/84
Extending Validity of Public Commercial Vehicle Licences.....		97/85	Mar. 16/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General.....	832		
amended.....		205/81	Apr. 18/81
amended.....		663/81	Oct. 24/81
amended.....		778/81	Dec. 5/81
amended.....		88/86	Mar. 8/86
amended.....		171/86	Apr. 12/86
amended.....		98/88	Mar. 5/88
amended.....		47/89	Feb. 18/89
Intercorporate Exemption.....		76/82	Mar. 6/82
amended.....		167/86	Apr. 12/86
Section 10b - Certificates.....		172/86	Apr. 12/86
amended.....		437/86	Aug. 16/86
amended.....		291/87	June 13/87
amended.....		24/89	Feb. 4/89

PUBLIC HEALTH ACT

(See now Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act and see Health Protection and Promotion Act, 1983)

Application of Schedule B to the Public Health Act to Unorganized Townships..... (expired)	833		
Camps in Unorganized Territory..... (revoked by 193/84)	834		
Capital Grants for Community Health Facilities..... (revoked by 234/84)	835		
Communicable Diseases..... amended..... (revoked by 292/84)	836	219/84	Apr. 28/84
Community Health Services..... amended..... amended..... (expired)	837	131/81 781/81	Mar. 28/81 Dec. 5/81
Designation of Communicable Diseases..... amended..... amended..... (revoked by 161/84)	838	210/83 496/83	Apr. 23/83 Aug. 20/83
Designation of Human Ailments..... (expired)	839		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Food Premises..... (revoked by 243/84)	840			
Grants to Boards of Health..... amended..... amended..... (revoked by 382/84)	841	174/82 346/84	Apr. June	10/82 16/84
Health Units - Areas that may be Included in Health Units..... (revoked by 236/84)	842			
Health Units - General..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... amended..... (revoked by 235/84)	843	130/81 394/81 747/81 560/82 712/82 587/83 345/84	Mar. June Nov. Aug. Nov. Oct. June	28/81 27/81 28/81 28/82 13/82 1/83 16/84
Indigent Patients..... revoked.....	844	748/81	Nov.	28/81
Laboratories (See now <u>Laboratory and Specimen Collection Centre Licensing Act</u>)				
Pasteurization Areas..... (revoked by 243/84)	846			
Pasteurization Plants..... (revoked by 243/84)	847			
Plumbing in Unorganized Territory..... (Expired)	848			
Public Swimming Pools..... amended..... amended..... (revoked by 381/84)	849	669/81 561/82	Oct. Aug.	24/81 28/82
Qualifications of Medical Officers of Health, Public Health Inspectors and Public Health Nurses..... (revoked by 164/84)	850			
Recreational Camps..... (revoked by 242/84)	851			
Sanitary Code for Unorganized Territory..... (Expired)	852			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Slaughterhouses and Meat Processing				
Plants.....	853			
amended.....		749/81	Nov.	28/81
(revoked by 293/84)				
Specimen Collection Centres				
(See now <u>Laboratory and Specimen</u>				
<u>Collection Centre Licensing Act</u>)				
X-Ray Safety.....	855			
amended.....		45/84	Feb.	11/84
(superseded) See now O. Reg. 344/84				
made under <u>Healing Arts Radiation</u>				
<u>Protection Act</u>)				
PUBLIC HOSPITALS ACT				
Capital Grants for the Amalgamation of				
Hospital Services.....	856			
Capital Grants for Ambulance Facilities.....	857			
Capital Grants for Capital Expenditures				
that will Produce Savings in				
Operating Costs.....	858			
Capital Grants for Hospital Construction				
and Renovation.....	859			
amended.....		245/90	May	26/90
Capital Grants for Local Rehabilitation				
and Crippled Children's Centres.....	860			
Capital Grants for Regional Rehabilitation				
Hospitals.....	861			
Capital Grants for Teaching Hospitals.....	862			
Classification of Hospitals.....	863			
amended.....		32/83	Feb.	5/83
amended.....		705/83	Nov.	19/83
amended.....		639/84	Oct.	27/84
amended.....		674/84	Nov.	10/84
amended.....		695/84	Nov.	17/84
amended.....		353/85	July	6/85
amended.....		354/85	July	6/85
amended.....		569/85	Nov.	23/85
amended.....		110/87	Mar.	21/87
amended.....		282/87	June	13/87
amended.....		436/87	Aug.	8/87
amended.....		615/88	Oct.	15/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		207/89	May	13/89
amended.....		652/89	Dec.	23/89
amended.....		105/91	Apr.	6/91
amended.....		354/91	July	13/91
amended.....		370/91	July	13/91
Grants to Certain Hospitals for				
Laboratory Investigations.....	864			
amended.....		580/81	Sept.	12/81
Hospital Management.....				
amended.....	865			
(revoked by 518/88)		77/88	Feb.	27/88
Hospital Management.....				
amended.....		518/88	Sept.	3/88
amended.....		83/89	Mar.	4/89
amended.....		127/89	Apr.	1/89
amended.....		34/90	Feb.	10/90
amended.....		500/90	Sept.	1/90
Oil Conversion Grants.....		229/82	May	1/82
Special Grant -				
Hawkesbury and District General				
Hospital.....		43/81	Feb.	21/81
James Bay General Hospital.....				
amended.....		445/83	July	30/83
		497/85	Oct.	26/85
Management of Biomedical Waste.....		461/86	Aug.	16/86
Public Hospitals in Ontario.....		170/81	Apr.	11/81
Public Hospitals in Ontario.....		184/86	Apr.	19/86
PUBLIC INSTITUTIONS INSPECTION ACT				
Fees and Allowances to Panel Members.....	866			
PUBLIC LANDS ACT				
Crown Land Camping Permit.....		208/84	Apr.	28/84
Fees For Certificate and Orders.....		48/90	Feb.	17/90
Land Use Permits.....	867			
Restricted Areas -				
District of Algoma.....	868			
District of Kenora.....	869			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
District of Kenora.....	870			
District of Kenora.....		224/90	May	19/90
District of Kenora, Patricia Portion.....	871			
revoked.....		475/91	Sept.	7/91
Districts of Manitoulin and Sudbury.....	872			
revoked.....		844/81	Jan.	2/82
District of Nipissing.....	873			
District of Nipissing.....	874			
revoked.....		53/87	Feb.	21/87
District of Parry Sound.....	875			
District of Rainy River.....	876			
amended.....		474/91	Sept.	7/91
District of Sudbury - Townships of Kapland and Wakami.....	877			
revoked.....		148/89	Apr.	15/89
District of Thunder Bay - Townships of Blackwell, Conacher, Forbes, Goldie, Hagey, Haines, Laurie and the Dawson Road Lots.....	878			
(revoked by 278/87)				
District of Thunder Bay - Townships of Conacher, Hagey and Haines and Unorganized Territory West of Township of Haines.....		278/87	June	6/87
Sale and Lease of Public Lands.....	879			
amended.....		188/83	Apr.	16/83
Work Permits.....		254/89	May	27/89

PUBLIC LIBRARIES ACT

(See now Public Libraries Act, 1984)

Grants for Public Libraries.....	880			
(revoked by 160/81)				
Grants for Public Libraries.....		160/81	Apr.	4/81
(revoked by 290/82)				
Grants for Public Libraries.....		290/82	May	15/82
amended.....		354/82	June	12/82
amended.....		470/83	Aug.	6/83
amended.....		617/84	Oct.	20/84
(revoked by 100/85)				

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
PUBLIC LIBRARIES ACT, 1984			
Grants for Public Libraries.....		100/85	Mar. 16/85
PUBLIC SECTOR PRICES AND COMPENSATION REVIEW ACT, 1983			
General.....		131/84	Mar. 17/84
PUBLIC SERVICE ACT			
General.....	881		
amended.....		77/81	Mar. 7/81
amended.....		162/81	Apr. 4/81
amended.....		26/82	Feb. 13/82
amended.....		328/82	June 5/82
amended.....		96/83	Mar. 5/83
amended.....		260/83	May 21/83
amended.....		286/83	May 28/83
amended.....		38/84	Feb. 11/84
amended.....		431/84	July 21/84
amended.....		686/84	Nov. 17/84
amended.....		88/85	Mar. 9/85
amended.....		246/85	June 8/85
amended.....		337/85	July 6/85
amended.....		24/86	Feb. 8/86
amended.....		533/86	Sept. 20/86
amended.....		36/87	Feb. 14/87
amended.....		154/87	Apr. 11/87
amended.....		304/87	June 20/87
amended.....		523/87	Sept. 19/87
amended.....		667/87	Dec. 19/87
amended.....		610/88	Oct. 15/88
amended.....		129/89	Apr. 1/89
amended.....		650/89	Dec. 16/89
amended.....		41/90	Feb. 10/90
amended.....		125/90	Apr. 7/90
amended.....		288/90	June 23/90
amended.....		411/90	Aug. 11/90
amended.....		686/90	Jan. 5/91
amended.....		181/91	May 11/91
amended.....		442/91	Aug. 17/91
PUBLIC SERVICE SUPERANNUATION ACT			
Designation - Re Subection 29(2) of the Act.....		490/88	Aug. 13/88
Designations under Section 31 of the Act.....	882		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Designations - General.....	883			
amended.....		502/83	Aug.	27/83
amended.....		247/85	June	8/85
amended.....		308/85	June	22/85
amended.....		56/86	Feb.	22/86
amended.....		340/86	June	28/86
Low Pensions.....		203/87	May	2/87
Salary.....		248/85	June	8/85
Supplementary Benefit - Deputy Ministers				
Service.....		59/85	Feb.	16/85
revoked.....		727/86	Dec.	27/86
Supplementary Benefit - Ontario Provincial				
Police Force Early Retirement.....		38/85	Feb.	9/85
Supplementary Benefit for Retiring				
Employees.....		223/87	May	9/87
PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT ACT				
Intersections in Unorganized Territory.....	884			
Permits.....	885			
Use of Rest, Service or Other Areas.....	886			
PUBLIC TRUSTEE ACT				
General.....	887			
amended.....		827/81	Dec.	26/81
amended.....		48/82	Feb.	20/82
amended.....		256/83	May	21/83
amended.....		375/83	July	9/83
amended.....		620/83	Oct.	15/83
amended.....		244/84	May	5/84
amended.....		683/84	Nov.	10/84
amended.....		95/85	Mar.	9/85
amended.....		101/85	Mar.	16/85
amended.....		600/85	Dec.	14/85
amended.....		369/86	July	12/86
amended.....		293/87	June	13/87
amended.....		178/88	Apr.	16/88
amended.....		533/88	Sept.	3/88
amended.....		550/88	Sept.	17/88
amended.....		662/88	Nov.	12/88
amended.....		325/89	June	17/89
amended.....		396/89	July	15/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		149/90	Apr. 14/90
amended.....		150/90	Apr. 14/90
amended.....		340/90	July 7/90
amended.....		264/91	June 22/91

PUBLIC VEHICLES ACT

General.....	888		
amended.....		65/81	Feb. 28/81
amended.....		399/81	July 4/81
amended.....		662/81	Oct. 24/81
amended.....		398/82	June 26/82
amended.....		379/84	June 30/84
amended.....		397/86	July 12/86
amended.....		652/87	Dec. 19/87

R

RACE TRACKS TAX ACT

Rate of Tax.....	889		
amended.....		180/81	Apr. 11/81
amended.....		548/81	Sept. 5/81
amended.....		40/82	Feb. 13/82
amended.....		507/83	Aug. 27/83

RACE TRACKS TAX ACT, 1988

Forms.....		731/88	Dec. 31/88
amended.....		645/89	Dec. 16/89
amended.....		647/91	Nov. 16/91
General.....		14/89	Feb. 4/89
amended.....		321/91	July 13/91
amended.....		717/91	Dec. 14/91

RADIOLOGICAL TECHNICIANS ACT

General.....	890		
amended.....		479/82	July 31/82
amended.....		818/84	Jan. 19/85
amended.....		510/85	Oct. 26/85
amended.....		76/86	Mar. 8/86
amended.....		202/86	Apr. 26/86
amended.....		416/88	July 16/88
amended.....		427/89	Aug. 5/89
amended.....		738/91	Jan. 4/92

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
REAL ESTATE AND BUSINESS BROKERS ACT			
General.....	891		
amended.....		705/81	Nov. 7/81
amended.....		23/82	Feb. 6/82
amended.....		618/83	Oct. 15/83
amended.....		87/84	Mar. 3/84
amended.....		198/84	Apr. 14/84
amended.....		274/86	May 24/86
amended.....		402/88	July 16/88
amended.....		552/88	Sept. 17/88
amended.....		719/88	Dec. 17/88
amended.....		19/91	Feb. 16/91
amended.....		694/91	Nov. 30/91
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF JUDGMENTS ACT			
Application of Act.....	892		
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ACT (See now <u>Reciprocal Enforcement of Maintenance Orders Act, 1982</u>)			
RECIPROCAL ENFORCEMENT OF MAINTENANCE ORDERS ACT, 1982			
Reciprocating States.....	893		
amended.....		212/81	Apr. 25/81
amended.....		245/84	May 5/84
amended.....		592/89	Nov. 4/89
amended.....		147/90	Apr. 14/90
amended.....		174/91	May 4/91
REGIONAL MUNICIPALITY OF DURHAM ACT			
City of Oshawa - Representation on Regional Council.....		409/85	Aug. 24/85
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		606/82	Sept. 25/82
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		209/83	Apr. 23/83
Town of Ajax - Representation on Regional Council.....		644/87	Dec. 19/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
--	----------------	--------	--------------------

REGIONAL MUNICIPALITY OF HALDIMAND-NORFOLK ACT

Equalization of Assessments made under Section 82 of The Regional Municipality of Haldimand-Norfolk Act..... (revoked by 276/91)	435/87	Aug.	8/87
Equalization of Assessments under subsection 82(1) of the Act.....	276/91	June	29/91

REGIONAL MUNICIPALITY OF HAMILTON-WENTWORTH ACT

Alteration of Status - Township of Flamborough.....	814/84	Jan.	5/85
Order of the Minister..... (this Reg. amends O.Reg. 148/78 see Schedule to R.R.O., 1980)	353/83	June	25/83
Order - Town of Stoney Creek.....	781/83	Dec.	31/83

REGIONAL MUNICIPALITY OF OTTAWA-CARLETON ACT

City of Gloucester - Representation on Regional Council..... (revoked by 275/91)	475/85	Oct.	5/85
Method of Selecting Regional Representatives - City of Gloucester.....	275/91	June	22/91

REGIONAL MUNICIPALITY OF SUDBURY ACT

Equalization of Assessments made under Section 74 of The Regional Municipality of Sudbury Act..... (revoked by 488/90)	376/86	July	12/86
Equalization of Assessments under Subsection 74(1) of the Act.....	488/90	Sept.	1/90
Order of the Minister-Rates of Taxation.....	392/82	June	26/82
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....	607/82	Sept.	25/82
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....	501/83	Aug.	27/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		445/84	July 28/84
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		265/85	June 8/85
Order of the Minister-Transitional Mill Rates.....		357/85	July 13/85
REGIONAL MUNICIPALITY OF WATERLOO ACT			
City of Cambridge - Representation on Regional Council.....		276/85	June 15/85
City of Waterloo - Representation on Regional Council.....		540/90	Sept. 22/90
Equalization of Assessments Made Under Section 121 of The Regional Municipality of Waterloo Act.....		407/88	July 16/88
Township of Woolwich - Representation on Regional Council.....		343/85	July 6/85
REGIONAL MUNICIPALITY OF YORK ACT			
Town of Vaughan - Alteration of Status.....		444/90	Aug. 25/90
amended.....		560/91	Oct. 19/91
Township of Georgina - Alteration of Status.....		252/86	May 24/86
REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT			
Composition and Election of Council.....		447/84	July 28/84
Exemption..... (revoked by 636/82)		636/81	Oct. 17/81
Exemptions.....		636/82	Oct. 9/82
General.....		637/81	Oct. 17/81
amended.....		624/82	Oct. 9/82
amended.....		447/84	July 28/84
amended.....		698/84	Nov. 17/84
REGISTRY ACT			
Canada Lands.....	894		
amended.....		168/83	Apr. 9/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Certification Areas.....		825/81	Dec. 26/81
Fees.....	895		
amended.....		807/81	Dec. 19/81
amended.....		323/83	June 11/83
amended.....		136/84	Mar. 17/84
amended.....		235/85	June 1/85
amended.....		266/86	May 24/86
amended.....		656/87	Dec. 19/87
amended.....		497/89	Sept. 23/89
amended.....		266/90	June 9/90
amended.....		325/91	July 13/91
Forms and Records.....	896		
amended.....		512/81	Aug. 15/81
amended.....		584/81	Sept. 12/81
amended.....		638/81	Oct. 17/81
amended.....		324/82	May 29/82
amended.....		351/82	June 12/82
amended.....		171/83	Apr. 9/83
amended.....		279/83	May 21/83
amended.....		559/83	Sept. 17/83
amended.....		787/83	Jan. 7/84
amended.....		285/84	May 19/84
amended.....		552/84	Sept. 8/84
amended.....		578/84	Sept. 29/84
amended.....		135/85	Apr. 20/85
amended.....		236/85	June 1/85
amended.....		240/85	June 1/85
amended.....		453/85	Sept. 28/85
amended.....		213/86	May 3/86
amended.....		226/86	May 10/86
amended.....		81/87	Feb. 28/87
amended.....		82/87	Feb. 28/87
amended.....		361/87	July 4/87
amended.....		524/87	Sept. 19/87
amended.....		586/87	Nov. 14/87
amended.....		668/87	Dec. 26/87
amended.....		374/88	July 2/88
amended.....		74/89	Feb. 25/89
amended.....		401/89	July 22/89
Hours.....		147/87	Apr. 11/87
(expired)			
Hours.....		268/87	June 6/87
(expired)			
Hours.....		554/87	Oct. 17/87
(expired)			
Hours.....		244/88	May 7/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Hours.....		107/89	Mar. 18/89
Hours.....		135/90	Apr. 14/90
Office Hours..... (expired)		692/88	Dec. 3/88
Office Hours..... (expired)		69/89	Feb. 25/89
Office Hours..... (expired)		14/90	Feb. 3/90
Office Hours..... (expired)		286/90	June 23/90
Office Hours..... (expired)		217/91	June 8/91
Office Hours..... (expired)		242/91	June 15/91
Office Hours..... (expired)		463/91	Sept. 7/91
Office Hours..... (expired)		628/91	Nov. 9/91
Office Hours..... (expired)		745/91	Jan. 4/92
Registry Divisions..... (revoked by 551/81)	897		
Registry Divisions.....		551/81	Sept. 5/81
amended.....		167/83	Apr. 9/83
amended.....		448/84	July 28/84
amended.....		152/85	Apr. 20/85
amended.....		153/85	Apr. 20/85
amended.....		538/85	Nov. 9/85
amended.....		162/86	Apr. 12/86
amended.....		65/88	Feb. 20/88
amended.....		543/89	Oct. 21/89
amended.....		238/91	June 15/91
amended.....		452/91	Sept. 7/91
amended.....		532/91	Oct. 12/91
amended.....		562/91	Oct. 19/91
amended.....		633/91	Nov. 9/91
amended.....		728/91	Dec. 14/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
Surveys, Plans and Descriptions of Land.....	898			
amended.....		552/81	Sept.	5/81
amended.....		169/83	Apr.	9/83
amended.....		577/84	Sept.	29/84
amended.....		34/85	Feb.	9/85
amended.....		638/85	Dec.	21/85
amended.....		190/87	Apr.	18/87
amended.....		447/90	Aug.	25/90
amended.....		178/91	May	11/91
Transfer of Functions.....		414/87	Aug.	1/87
REGULATIONS ACT				
General.....	899			
amended.....		592/83	Oct.	15/83
RENTAL HOUSING PROTECTION ACT, 1986				
General.....		434/86	Aug.	16/86
amended.....		570/86	Oct.	11/86
amended.....		594/86	Oct.	18/86
amended.....		605/86	Oct.	25/86
amended.....		672/86	Dec.	6/86
amended.....		29/87	Feb.	7/87
amended.....		116/87	Mar.	21/87
amended.....		130/87	Mar.	28/87
amended.....		220/87	May	9/87
amended.....		378/87	July	11/87
amended.....		487/87	Sept.	12/87
amended.....		634/87	Dec.	12/87
amended.....		635/87	Dec.	12/87
amended.....		700/87	Jan.	2/88
amended.....		274/88	May	21/88
(revoked by 586/89)				
RENTAL HOUSING PROTECTION ACT, 1989				
Application.....		414/89	July	29/89
(revoked by 586/89)				
General.....		586/89	Oct.	28/89
amended.....		684/90	Jan.	5/91
amended.....		763/91	Jan.	11/92
REPAIR AND STORAGE LIENS ACT, 1989				
Fees.....		504/89	Sept.	30/89
amended.....		444/91	Aug.	24/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Forms.....		459/89	Aug. 12/89
amended.....		590/89	Nov. 4/89
General.....		373/89	July 8/89

RESIDENTIAL RENT REGULATION ACT, 1986

General.....	749/86	Jan.	3/87	
amended.....	9/87	Jan.	31/87	
amended.....	143/87	Apr.	4/87	
amended.....	211/87	May	9/87	
amended.....	233/87	May	16/87	
amended.....	305/87	June	27/87	
amended.....	306/87	June	27/87	
amended.....	336/87	June	27/87	
amended.....	359/87	July	4/87	
amended.....	476/87	Aug.	29/87	
amended.....	481/87	Aug.	29/87	
amended.....	682/87	Dec.	26/87	
amended.....	133/88	Mar.	26/88	
amended.....	343/88	June	18/88	
amended.....	507/88	Aug.	27/88	
amended.....	101/89	Mar.	18/89	
amended.....	479/89	Aug.	26/89	
amended.....	189/90	May	12/90	
amended.....	384/90	July	28/90	
amended.....	182/91	May	11/91	
amended.....	451/91	Aug.	31/91	
Regions.....	4/87	Jan.	31/87	(B)
amended.....	215/87	May	9/87	
amended.....	507/91	Sept.	28/91	
Rent Determination.....	93/87	Mar.	14/87	
amended.....	142/87	Apr.	4/87	
amended.....	210/87	May	9/87	
(revoked by 440/87)				
Rent Determination.....	440/87	Aug.	8/87	
amended.....	459/87	Aug.	15/87	
amended.....	496/87	Sept.	12/87	
amended.....	498/87	Sept.	12/87	
amended.....	518/87	Sept.	19/87	
amended.....	450/88	July	30/88	
amended.....	451/88	July	30/88	
amended.....	494/88	Aug.	20/88	
amended.....	589/88	Oct.	8/88	
amended.....	587/89	Oct.	28/89	
amended.....	190/90	May	12/90	

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Rent Determination under Part VI-A of the Act.....		183/91	May 11/91
amended.....		343/91	July 13/91
Rent Registry.....		10/87	Jan. 31/87
amended.....		234/87	May 16/87
amended.....		480/87	Aug. 29/87
amended.....		497/87	Sept. 12/87
amended.....		517/87	Sept. 19/87
amended.....		449/88	July 30/88
amended.....		588/89	Oct. 28/89
amended.....		534/90	Sept. 22/90
amended.....		548/91	Oct. 19/91
Rental Housing Maintenance Standards.....		768/88	Jan. 14/89
amended.....		579/90	Nov. 17/90
amended.....		655/91	Nov. 16/91
amended.....		751/91	Jan. 4/92
Rules under Sections 61, 62 and 63 of the Act for Applications and Justifications.....		535/90	Sept. 22/90
Suite Hotel.....		184/88	Apr. 23/88
RESIDENTIAL TENANCIES ACT			
Exemption.....	900		
revoked.....		691/84	Nov. 17/84
Fees and Forms.....	901		
amended.....		824/81	Dec. 26/81
amended.....		153/83	Apr. 2/83
Regions.....	902		
RETAIL BUSINESS HOLIDAYS ACT			
Time Limitation.....		730/91	Dec. 21/91
Tourism Criteria.....		711/91	Dec. 14/91
RETAIL SALES TAX ACT			
Definitions.....		52/81	Feb. 21/81
Definitions by Minister (now Definitions by Minister, Exemptions, Forms and Rebates).....	903		
amended.....		53/81	Feb. 21/81
amended.....		111/81	Mar. 14/81
amended.....		141/81	Mar. 28/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		606/81	Sept. 26/81
amended.....		837/81	Jan. 2/82
amended.....		868/81	Jan. 19/82
amended.....		55/82	Feb. 20/82
amended.....		273/82	May 8/82
amended.....		303/82	May 22/82
amended.....		590/82	Sept. 18/82
amended.....		737/82	Nov. 20/82
amended.....		821/82	Jan. 1/83
amended.....		126/83	Mar. 26/83
amended.....		238/83	May 14/83
amended.....		568/83	Sept. 24/83
amended.....		7/84	Jan. 21/84
amended.....		165/84	Mar. 31/84
amended.....		222/84	Apr. 28/84
amended.....		604/84	Oct. 6/84
amended.....		723/84	Nov. 24/84
amended.....		186/85	May 11/85
amended.....		543/86	Sept. 20/86
amended.....		32/87	Feb. 14/87
amended.....		396/87	July 18/87
amended.....		690/88	Dec. 3/88
amended.....		109/89	Mar. 18/89
amended.....		508/89	Sept. 30/89
amended.....		646/89	Dec. 16/89
amended.....		168/90	Apr. 21/90
amended.....		178/90	Apr. 28/90
amended.....		179/90	Apr. 28/90
amended.....		592/90	Dec. 1/90
amended.....		35/91	Feb. 23/91
amended.....		176/91	May 11/91
amended.....		288/91	June 29/91
amended.....		420/91	Aug. 17/91
amended.....		648/91	Nov. 16/91
amended.....		789/91	Jan. 18/92
Extension of Delivery Date for Furniture..... (expired)		382/81	June 20/81
General.....	904		
amended.....		91/81	Mar. 14/81
amended.....		92/81	Mar. 14/81
amended.....		140/81	Mar. 28/81
amended.....		178/81	Apr. 11/81
amended.....		381/81	June 20/81
amended.....		476/81	Aug. 1/81
amended.....		586/81	Sept. 12/81
amended.....		619/81	Oct. 10/81
amended.....		718/81	Nov. 14/81
amended.....		813/81	Dec. 19/81
amended.....		41/82	Feb. 13/82
amended.....		167/82	Apr. 3/82

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		168/82	Apr. 3/82
amended.....		232/82	May 1/82
amended.....		244/82	May 1/82
amended.....		249/82	May 1/82
amended.....		342/82	June 12/82
amended.....		634/82	Oct. 9/82
amended.....		731/82	Nov. 20/82
amended.....		334/83	June 18/83
amended.....		503/83	Aug. 27/83
amended.....		619/83	Oct. 15/83
amended.....		8/84	Jan. 21/84
amended.....		265/84	May 12/84
amended.....		591/84	Sept. 29/84
amended.....		714/84	Nov. 17/84
amended.....		311/85	June 22/85
amended.....		232/86	May 17/86
amended.....		449/86	Aug. 16/86
amended.....		655/86	Nov. 22/86
amended.....		128/87	Mar. 28/87
amended.....		276/87	June 6/87
amended.....		403/87	July 25/87
amended.....		438/87	Aug. 8/87
amended.....		504/87	Sept. 12/87
amended.....		631/87	Dec. 12/87
amended.....		2/88	Jan. 23/88
amended.....		639/88	Nov. 5/88
amended.....		766/88	Jan. 7/89
amended.....		126/89	Mar. 25/89
amended.....		62/90	Feb. 17/90
amended.....		225/90	May 19/90
amended.....		528/90	Sept. 22/90
amended.....		643/90	Dec. 29/90
amended.....		150/91	Apr. 27/91
amended.....		300/91	July 6/91
amended.....		718/91	Dec. 14/91
Rebate for Eligible 1981 Motor Vehicles.....		755/81	Nov. 28/81
Tax Rebate for New Light Trucks or Vans..... (this Reg. amends O.Reg. 1010/80 see Schedule to R.R.O. 1980)		177/81	Apr. 11/81

RIDING HORSE ESTABLISHMENTS ACT

General..... 905

S

ST. CLAIR PARKWAY COMMISSION ACT

General..... 906
amended..... 149/81 Apr. 4/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		383/83	July	9/83
amended.....		259/84	May	12/84
amended.....		215/85	June	1/85
amended.....		151/86	Apr.	12/86
amended.....		261/87	May	30/87
amended.....		168/88	Apr.	16/88
amended.....		140/89	Apr.	1/89
amended.....		196/90	May	12/90
amended.....		205/91	May	18/91
ST. LAWRENCE PARKS COMMISSION ACT				
Controlled Access Highways.....	907			
Highway Vested in the Commission.....	908			
Parks.....	909			
amended.....		31/81	Feb.	14/81
amended.....		3/82	Jan.	23/82
amended.....		130/82	Mar.	20/82
amended.....		225/83	Apr.	30/83
amended.....		260/84	May	12/84
amended.....		212/85	June	1/85
amended.....		198/86	Apr.	26/86
amended.....		426/86	Aug.	16/86
amended.....		263/87	May	30/87
amended.....		180/88	Apr.	16/88
amended.....		139/89	Apr.	1/89
amended.....		238/90	May	26/90
amended.....		206/91	May	18/91
SARNIA-LAMBTON ACT, 1989				
Clearwater (Town of), Township of Moore Boundary.....		697/90	Jan.	12/91
Forest (Town of), Townships of Bosanquet, Plympton and Warwick Boundary.....		774/91	Jan.	11/92
Plympton (Township of), Village of Wyoming Boundary.....		773/91	Jan.	11/92
Protection of Employees.....		698/90	Jan.	12/91
Transfer of Assets and Liabilities.....		389/90	July	28/90
Urban Services.....		665/90	Jan.	5/91

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
SECURITIES ACT			
General.....	910		
amended.....		84/81	Mar. 14/81
amended.....		224/81	Apr. 25/81
amended.....		238/81	May 2/81
amended.....		637/82	Oct. 9/82
amended.....		649/82	Oct. 16/82
amended.....		808/82	Dec. 25/82
amended.....		180/83	Apr. 16/83
amended.....		205/84	Apr. 14/84
amended.....		286/84	May 19/84
amended.....		420/85	Sept. 7/85
amended.....		686/85	Jan. 4/86
amended.....		687/85	Jan. 4/86
amended.....		214/86	May 3/86
amended.....		383/86	July 12/86
amended.....		19/87	Feb. 7/87
amended.....		345/87	July 4/87
amended.....		374/87	July 11/87
amended.....		82/88	Feb. 27/88
amended.....		448/88	July 30/88
SEED POTATOES ACT			
General.....	911		
SHEEP AND WOOL MARKETING ACT, 1981			
Licence Fees.....		146/82	Mar. 27/82
amended.....		68/83	Feb. 12/83
amended.....		515/83	Aug. 27/83
revoked.....		559/85	Nov. 16/85
SHORELINE PROPERTY ASSISTANCE ACT			
General.....	912		
amended.....		276/81	May 23/81
amended.....		213/82	Apr. 24/82
amended.....		445/85	Sept. 21/85
amended.....		590/86	Oct. 18/86
SMALL BUSINESS DEVELOPMENT CORPORATIONS ACT			
Additional Material to be Furnished with Grant Applications.....		24/84	Feb. 4/84
Delegation of Powers.....	913		
amended.....		164/83	Apr. 9/83
amended.....		297/86	June 7/86

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
amended.....		158/87	Apr.	11/87
amended.....		470/87	Aug.	29/87
revoked.....		247/91	June	15/91
Forms.....	914			
amended.....		392/83	July	9/83
amended.....		157/84	Mar.	24/84
amended.....		528/86	Sept.	20/86
amended.....		7/90	Feb.	3/90
General.....	915			
amended.....		587/81	Sept.	12/81
amended.....		42/82	Feb.	13/82
amended.....		300/83	June	4/83
amended.....		506/83	Aug.	27/83
amended.....		25/84	Feb.	4/84
amended.....		632/84	Oct.	20/84
amended.....		410/86	Aug.	2/86
amended.....		620/86	Nov.	8/86
amended.....		216/87	May	9/87
amended.....		632/87	Dec.	12/87
amended.....		297/91	July	6/91
Terms and Conditions Relating to Beneficial Ownership of Equity Shares.....		299/83	June	4/83
SMALL CLAIMS COURTS ACT				
(See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)				
Courts.....	916			
amended.....		373/83	July	9/83
amended.....		374/83	July	9/83
amended.....		127/84	Mar.	17/84
amended.....		150/84	Mar.	24/84
(revoked by 159/85)				
Rules of Procedure.....	917			
amended.....		540/82	Aug.	21/82
amended.....		452/83	July	30/83
amended.....		392/84	July	7/84
(revoked by 797/84)				
Small Claims Courts Judges.....	918			
amended.....		112/81	Mar.	14/81
amended.....		425/81	July	11/81
amended.....		178/82	Apr.	10/82
amended.....		575/82	Sept.	11/82
revoked.....		370/83	July	9/83
Tariff of Fees.....	919			
amended.....		731/81	Nov.	21/81

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		286/82	May 15/82
amended.....		451/83	July 30/83
amended.....		407/84	July 14/84
amended.....		684/84	Nov. 10/84
(revoked by 797/84)			
STOCK YARDS ACT			
Management.....	920		
SUCCESSION DUTY ACT			
General.....		43/82	Feb. 13/82
amended.....		250/82	May 1/82
amended.....		505/83	Aug. 27/83
amended.....		700/88	Dec. 10/88
(these Regs. amend Reg. 804 of R.R.O.1970 - See Schedule to R.R.O.1980)			
SUCCESSION DUTY ACT SUPPLEMENTARY PROVISIONS ACT, 1980			
Delegation of Authority.....		816/80	
amended.....		701/88	Dec. 10/88
SUPERANNUATION ADJUSTMENT BENEFITS ACT			
Designation and Review Committee - Caucus Employees Retirement Plan.....	921		
Public Service Superannuation Fund.....	922		
Retirement Pension Plan of Ryerson Polytechnical Institute.....	923		
Teachers' Superannuation Fund.....	924		
SURROGATE COURTS ACT (See now <u>Courts of Justice Act, 1984</u>)			
SURVEYORS ACT			
General.....	926		
(revoked by 726/88)			
SURVEYORS ACT, 1987			
Certificates of Registration.....		434/89	Aug. 5/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
General.....		726/88	Dec. 24/88
SURVEYS ACT			
Monuments..... (revoked by 221/81)	927		
Monuments.....		221/81	Apr. 25/81
amended.....		566/81	Sept. 12/81
amended.....		767/82	Dec. 11/82
amended.....		396/84	July 7/84
amended.....		96/87	Mar. 14/87
(revoked by 525/91)			
Monuments.....		525/91	Oct. 5/91
Ontario Co-ordinate System.....	929		
Survey Methods.....	928		
T			
TEACHERS' SUPERANNUATION ACT			
(See now <u>Teachers' Superannuation Act, 1983</u>)			
General.....	930		
amended.....		557/81	Sept. 5/81
amended.....		690/81	Nov. 7/81
amended.....		101/83	Mar. 5/83
amended.....		533/83	Sept. 3/83
amended.....		788/83	Jan. 7/84
(revoked by 423/84)			
TEACHERS' SUPERANNUATION ACT, 1983			
General.....		423/84	July 14/84
amended.....		568/84	Sept. 15/84
amended.....		776/84	Dec. 22/84
amended.....		430/85	Sept. 14/85
amended.....		540/85	Nov. 9/85
amended.....		695/85	Jan. 11/86
amended.....		197/86	Apr. 26/86
amended.....		279/86	May 31/86
amended.....		322/86	June 21/86
amended.....		464/86	Aug. 23/86
amended.....		112/87	Mar. 21/87
amended.....		155/87	Apr. 11/87
amended.....		517/88	Sept. 3/88
amended.....		489/89	Sept. 9/89
amended.....		490/89	Sept. 9/89
amended.....		594/89	Nov. 11/89

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
Low Pensions.....		156/87	Apr. 11/87
TECHNOLOGY CENTRES ACT, 1982			
Ontario Centre for Advanced Manufacturing.....		773/82	Dec. 11/82
amended.....		151/88	Apr. 9/88
amended.....		764/88	Jan. 7/89
Ontario Centre for Automotive Parts Technology.....		810/82	Dec. 25/82
amended.....		149/88	Apr. 9/88
amended.....		761/88	Jan. 7/89
Ontario Centre for Farm Machinery and Food Processing Technology.....		848/82	Jan. 15/83
amended.....		150/88	Apr. 9/88
amended.....		762/88	Jan. 7/89
Ontario Centre for Microelectronics.....		618/82	Oct. 2/82
amended.....		147/88	Apr. 9/88
amended.....		763/88	Jan. 7/89
Ontario Centre for Resource Machinery..... (revoked by 685/83)		774/82	Dec. 11/82
Ontario Centre for Resource Machinery Technology.....		685/83	Nov. 12/83
amended.....		148/88	Apr. 9/88
amended.....		765/88	Jan. 7/89
amended.....		625/89	Nov. 25/89
THEATRES ACT			
General.....	931		
amended.....		138/81	Mar. 28/81
amended.....		438/81	July 11/81
amended.....		600/81	Sept. 19/81
amended.....		29/82	Feb. 18/82
amended.....		538/83	Sept. 10/83
amended.....		56/85	Feb. 16/85
amended.....		61/85	Feb. 23/85
amended.....		679/85	Jan. 4/86
(revoked by 487/88)			
General.....		487/88	Aug. 13/88
amended.....		696/91	Nov. 30/91
TILE DRAINAGE ACT			
General.....	932		

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
TOBACCO TAX ACT			
Forms.....	933		
amended.....		272/82	May 8/82
amended.....		384/83	July 9/83
amended.....		605/84	Oct. 6/84
amended.....		544/86	Sept. 20/86
amended.....		474/88	Aug. 6/88
amended.....		647/89	Dec. 16/89
amended.....		8/90	Feb. 3/90
amended.....		649/91	Nov. 16/91
General.....	934		
amended.....		44/82	Feb. 13/82
amended.....		251/82	May 1/82
amended.....		504/83	Aug. 27/83
amended.....		605/83	Oct. 15/83
amended.....		743/84	Dec. 8/84
amended.....		117/85	Mar. 23/85
amended.....		309/85	June 22/85
amended.....		526/85	Nov. 2/85
amended.....		134/86	Apr. 5/86
amended.....		300/86	June 7/86
amended.....		539/86	Sept. 20/86
amended.....		540/86	Sept. 20/86
amended.....		63/87	Feb. 21/87
amended.....		245/87	May 23/87
amended.....		311/88	May 28/88
amended.....		361/88	June 25/88
amended.....		475/88	Aug. 6/88
amended.....		538/88	Sept. 10/88
amended.....		638/88	Nov. 5/88
amended.....		669/88	Nov. 19/88
amended.....		691/88	Dec. 3/88
amended.....		12/89	Feb. 4/89
amended.....		574/89	Oct. 28/89
amended.....		696/89	Dec. 30/89
amended.....		303/91	July 6/91
amended.....		388/91	July 20/91
Refunds.....		606/83	Oct. 15/83
amended.....		502/88	Aug. 27/88
Taxable Prices and Tax Payable on Cigarettes and Other Tobacco Products.....		439/81	July 11/81
amended.....		629/81	Oct. 10/81
amended.....		870/81	Jan. 19/82
amended.....		185/82	Apr. 10/82
amended.....		447/82	July 17/82
amended.....		640/82	Oct. 16/82
amended.....		841/82	Jan. 8/83

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		185/83	Apr. 16/83
amended.....		410/83	July 16/83
amended.....		633/83	Oct. 15/83
amended.....		807/83	Jan. 14/84
amended.....		182/84	Apr. 14/84
amended.....		416/84	July 14/84
revoked.....		298/86	June 7/86

TORONTO AREA TRANSIT OPERATING AUTHORITY ACT

General.....	935		
amended.....		400/81	July 4/81
amended.....		441/82	July 10/82
amended.....		380/83	July 9/83
amended.....		375/84	June 30/84
amended.....		171/85	Apr. 27/85
amended.....		333/85	July 6/85
amended.....		491/86	Sept. 6/86
amended.....		341/87	June 27/87
amended.....		505/87	Sept. 12/87
amended.....		709/87	Jan. 2/88
amended.....		34/88	Feb. 6/88
amended.....		386/88	July 9/88
amended.....		208/89	May 13/89
amended.....		341/89	July 1/89
amended.....		33/90	Feb. 10/90
amended.....		164/90	Apr. 21/90
amended.....		285/90	June 23/90
amended.....		323/90	June 30/90
amended.....		683/90	Jan. 5/91
amended.....		110/91	Apr. 6/91
amended.....		270/91	June 22/91

TOURISM ACT

General.....	936		
amended.....		786/81	Dec. 5/81

TRAINING SCHOOLS ACT

General.....	937		
amended.....		822/81	Dec. 26/81
amended.....		734/83	Dec. 10/83
amended.....		550/85	Nov. 16/85

TRANSBOUNDARY POLLUTION RECIPROCAL ACCESS ACT, 1986

Reciprocating Jurisdictions.....		623/86	Nov. 15/86
amended.....		431/87	Aug. 8/87

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
TRAVEL INDUSTRY ACT			
General.....	938		
amended.....		239/81	May 2/81
amended.....		706/81	Nov. 7/81
amended.....		304/82	May 22/82
amended.....		815/82	Jan. 1/83
amended.....		589/83	Oct. 1/83
amended.....		612/83	Oct. 15/83
amended.....		149/84	Mar. 17/84
amended.....		275/86	May 24/86
amended.....		95/88	Mar. 5/88
amended.....		374/89	July 8/89
amended.....		227/90	May 19/90
amended.....		695/91	Nov. 30/91

TRUCK TRANSPORTATION ACT, 1988

Conditions of Carriage -			
Carriers of 01 41 - Live stock and 01 92 - Animal Specialties.....		28/89	Feb. 4/89
General Freight Carriers.....		26/89	Feb. 4/89
amended.....		31/90	Feb. 10/90
Household Goods Carriers.....		27/89	Feb. 4/89
amended.....		441/89	Aug. 12/89
Intermediaries.....		29/89	Feb. 4/89
Obligations of Licensees.....		30/89	Feb. 4/89
amended.....		32/90	Feb. 10/90
amended.....		542/90	Sept. 29/90
Operating Licences.....		25/89	Feb. 4/89
amended.....		440/89	Aug. 12/89
amended.....		30/90	Feb. 10/90

U

UNIFIED FAMILY COURT ACT

(See now Courts of Justice Act, 1984)

UPHOLSTERED AND STUFFED ARTICLES ACT

General.....	940		
amended.....		294/83	June 4/83
amended.....		621/84	Oct. 20/84
amended.....		352/86	June 28/86
amended.....		641/87	Dec. 19/87
amended.....		1988 c. 9, s.5	Jan. 7/88

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		457/89	Aug. 12/89
amended.....		729/91	Dec. 21/91
V			
VENEREAL DISEASES PREVENTION ACT			
(See now <u>Health Protection and Promotion Act, 1983.</u>)			
General.....	941		
amended..... (revoked by 237/84)		499/83	Aug. 27/83
VETERINARIANS ACT, 1989			
General.....		140/90	Apr. 14/90
amended.....		308/91	July 6/91
VITAL STATISTICS ACT			
General.....	942		
amended.....		365/81	June 20/81
amended.....		539/83	Sept. 10/83
amended.....		332/86	June 28/86
amended.....		384/86	July 12/86
amended.....		402/87	July 25/87
amended.....		335/89	June 24/89
amended.....		373/90	July 21/90
amended.....		657/90	Jan. 5/91
amended.....		328/91	July 13/91
amended.....		484/91	Sept. 14/91
VOCATIONAL REHABILITATION SERVICES ACT			
General.....	943		
amended.....		247/81	May 16/81
amended.....		422/81	July 11/81
amended.....		635/81	Oct. 17/81
amended.....		823/81	Dec. 26/81
amended.....		108/82	Mar. 13/82
amended.....		735/83	Dec. 10/83
amended.....		215/84	Apr. 28/84
amended.....		335/84	June 16/84
amended.....		467/84	Aug. 4/84
amended.....		534/84	Sept. 1/84
amended.....		626/84	Oct. 20/84
amended.....		763/84	Dec. 15/84
amended.....		51/85	Feb. 16/85
amended.....		140/85	Apr. 20/85
amended.....		446/85	Sept. 21/85
amended.....		501/85	Oct. 26/85

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette
amended.....		644/85	Dec. 28/85
amended.....		45/86	Feb. 15/86
amended.....		135/86	Apr. 5/86
amended.....		680/86	Dec. 13/86
amended.....		200/87	Apr. 25/87
amended.....		654/87	Dec. 19/87
amended.....		230/88	Apr. 30/88
W			
WEED CONTROL ACT, 1988			
General.....	944		(B)
amended.....		254/86	May 24/86
amended.....		531/88	Sept. 3/88
amended.....		188/91	May 11/91
WILD RICE HARVESTING ACT			
General.....	945		
WILDERNESS AREAS ACT			
Wilderness Areas.....	946		
amended.....		412/84	July 14/84
WINE CONTENT ACT			
General.....	947		
amended.....		86/82	Mar. 6/82
amended.....		602/82	Sept. 25/82
amended.....		369/83	July 9/83
WINE CONTENT ACT, 1988			
Wine Blending Requirements.....		542/88	Sept. 10/88
amended.....		384/91	July 20/91
WOODLANDS IMPROVEMENT ACT			
General.....	948		
WOOL MARKETING ACT (See now <u>Sheep and Wool Marketing Act, 1981</u>)			
Licence Fees..... (revoked by 146/82)	949		
WORKMEN'S COMPENSATION ACT (See now <u>Workers' Compensation Act</u>)			

	R.R.O. 1980	O.Reg.	Date of Gazette	
WORKERS' COMPENSATION ACT				
First-Aid Requirements.....	950			.
amended.....		525/83	Sept.	3/83
General.....	951			
amended.....		526/83	Sept.	3/83
amended.....		253/85	June	8/85
amended.....		122/87	Mar.	28/87
amended.....		6/91	Feb.	2/91
amended.....		758/91	Jan.	11/92
Pension Benefits for Board Members and Employees.....		753/91	Jan.	11/92
Pension Plan.....	952			
amended.....		409/81	July	4/81
amended.....		813/82	Jan.	1/83
amended.....		66/84	Feb.	16/84
amended.....		719/84	Nov.	24/84
amended.....		301/86	June	7/86
amended.....		468/86	Aug.	23/86
amended.....		286/87	June	13/87
amended.....		177/89	Apr.	15/89
amended.....		324/90	June	30/90
amended.....		536/91	Oct.	12/91
(revoked by 753/91)				

